UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

HISTORIQUE

D
1
R6
t. 127-128

(III)

REVUE HISTORIQUE

Fondée en 1876 par GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

Charles BÉMONT et Christian PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE.

127

TOME CENT VINGT-SEPTIÈME

Janvier-Avril 1918.

148652
21/2/19

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, boulevard Saint-Germain
1918

(IV)

LA

PATRIE DU WALTHARIUS

C'est en 1838 que Jacob Grimm publia, en collaboration avec Ad. Schmeller, ses *Lateinische Gedichte des X und XI*ten *Jahrhunderts*. Il signa seul la préface de ce recueil, dont l'importance littéraire est telle qu'on ne saurait l'exagérer. Cette importance, Jacob Grimm la proclame lui-même et, malgré des expressions de feinte modestie, il avoue son orgueil de savant, qui révèle toute une série d'œuvres, renouant la chaîne entre les productions attardées de l'école carolingienne et les créations lyrico-épiques germaniques des XIIe-XIIIe siècles, si le mot de création peut s'appliquer aux imitations plus ou moins libres de nos auteurs de « gestes » et de romans et de nos chansonniers du Nord et du Midi.

On conçoit qu'il n'y ait pas que le savant dont l'amour-propre soit remué par sa découverte ; il y a encore, il y a surtout le bon Allemand, qui a le sentiment du service intellectuel rendu à sa patrie. Il est inutile de rappeler tout ce que celle-ci doit aux recherches de Jacob Grimm[1]. Ses titres vraiment immortels sont constitués par des travaux philologiques, tels que son dictionnaire des idiomes germaniques, sa grammaire de la langue allemande, ses *Antiquités du droit*, etc. Mais l'histoire littéraire lui est infiniment redevable de l'enrichissement que constituent le plus ancien poème épique, le premier roman d'aventure et l'audacieuse satire allégorique dont il faisait, en 1838, l'hommage dévoué à sa patrie.

Des trois ouvrages, un seul, le *Waltharius*, était connu jusque-là. Il avait été plusieurs fois publié depuis 1780. Des discussions avaient surgi sur sa provenance, et Fauriel l'avait revendiqué pour la France, en s'appuyant sur d'assez bons

1. Voir le livre de M. Éd. Tonnelat, *les Frères Grimm*. Paris, A. Colin, 1912.

arguments[1]. Jacob Grimm ne mit que plus d'âpreté à le restituer à l'Allemagne, ou du moins à la littérature de sa race. Pour les deux autres, restés inédits jusqu'alors, la tâche de l'éditeur avait été beaucoup plus facile, et on s'étonne que nul n'ait songé, dans la suite, à soumettre la thèse de Jacob Grimm à un examen sérieux.

Pourtant tout y conviait une critique dénuée de parti-pris. La satire, intitulée *Ecbasis captivi*, est contenue dans deux manuscrits conservés à Bruxelles. Un examen, même superficiel, de la langue met le lecteur en présence de termes et de tours qui n'ont rien de germanique : *ad presens* (= à présent) y figure deux fois, *conductus* y a le sens de l'ancien français *conduit*, *dictare* y correspond exactement à l'ancien français *ditier*, *incurrere mortem* y signifie mourir (comme aussi dans le *Waltharius*, d'ailleurs), *gobio* y désigne le *goujon* français, le *govion* wallon, le *fol* est dit *follus*, *nutrire* ne s'y peut gloser que comme l'équivalent du français *nourrir*, etc. La provenance des manuscrits, qui sont deux médiocres copies d'un même prototype, n'est pas un sujet d'embarras ; ils étaient au XVe siècle dans un lieu situé sur les bords de la Moselle (*in ripa Mosellei siti*), c'est-à-dire à une distance infime de la frontière des langues, et ils remontent aux XIe-XIIe siècles.

Je ne veux pas parler à cet endroit du *Ruodlieb*, c'est-à-dire des fragments, assez mal conservés, d'un roman d'aventures qui ont été considérés jusqu'ici comme originaires de Tegernsee où l'on a soutenu[2] qu'avait été écrit le manuscrit qui nous les a conservés. Dans une étude, d'un caractère plus philologique qu'historique, je me suis efforcé de prouver ailleurs[3] qu'en fait ces précieux vestiges d'un art, dont nous nous étions habitués à considérer qu'une sorte de génération spontanée nous l'avait restitué aux environs de 1150[4], nous appartiennent indubitablement et forment la transition, nécessaire et logique, entre

1. *Histoire de la poésie provençale*, t. I, p. 269 et suiv.

2. C'est la thèse de Seiler dans son édition critique de 1882 (voir p. 9 et suiv.). Toutefois cette thèse avait déjà été ébranlée par M. Laistner dans son long et sévère compte-rendu de cette édition, *Zeitschrift für deutsches Altertum*, *Anzeiger IX*.

3. Dans la *Romania*, 1916, p. 373.

4. Voir mon étude, *le Roman français aux environs de 1150* (Paris, Champion, 1903).

les brèves narrations d'une latinité antérieure et nos romans du XIIe siècle, dont la vogue a conquis l'Europe.

Reste le morceau de grande résistance, ce *Waltharius*, intégralement conservé dans un certain nombre de manuscrits, la plupart d'origine monastique[1]; les meilleurs et les plus anciens proviennent de nos contrées, ce qui aurait déjà dû servir d'avertissement à ses éditeurs et traducteurs successifs en Allemagne, légion nombreuse et routinière, qui a malheureusement trouvé la confirmation de ses vues aventurées dans le silence ou le consentement de la critique étrangère, y compris la nôtre. C'est tout récemment[2] qu'un des maîtres de l'enseignement français a repris la thèse de Fauriel, à laquelle j'ai fait tantôt allusion, et a revendiqué pour sa patrie un des chefs-d'œuvre de la littérature latine du moyen âge. Il a bien voulu y mentionner mes conclusions, conformes aux siennes dans l'essentiel, et que j'avais formulées, dès l'hiver 1915-1916, dans un cours de la Sorbonne. J'espère qu'il lira avec bienveillance une étude qui, se rattachant à un ensemble plus vaste de recherches sur les Xe-XIIe siècles, ne coïncide avec la sienne, ni par le plan, ni par ses développements principaux, ni par une partie de ses conclusions, mais s'inspire toutefois du même souci de vérité et de justice.

I.

La question du *Waltharius* m'a paru, dès l'origine, être une question d'histoire. L'auteur de ce poème ne brille pas par l'invention littéraire. On a pu dire que ses 1,456 vers étaient un centon virgilien. En effet, c'est de Virgile qu'il se souvient régulièrement lorsqu'il décrit un guerrier, un combat, une assemblée, un banquet. Et pourtant les emprunts multipliés,

1. C'est le cas pour les trois manuscrits du groupe I qui appartiennent à l'abbaye de Gembloux (Bruxelles), à celle de Fleury-sur-Loire (Paris) et à celle de Metlach-lez-Trèves. Les groupes II et III (si l'on admet la classification assez mal échafaudée d'Althof) nous reportent en Allemagne ; ils sont d'ailleurs acéphales et d'importance moindre. Parmi les manuscrits perdus, notons que les trois de Saint-Èvre, celui de Wissembourg et celui d'Utrecht sont de provenance lotharingienne.

2. M. Jacques Flach dans une lecture faite à l'Académie des sciences morales et politiques et publiée dans la *Revue des études historiques*, juillet-août 1916.

qui montent peut-être au quart de l'œuvre, n'embarrassent guère la marche du récit et n'entament point la véritable originalité du poème. Qui donc, si ce n'est nos grands classiques du XVIIe siècle, a pu accomplir semblable tour de force littéraire? Jusqu'à eux je cherche en vain le nom d'un auteur, poussant aussi loin le sens et l'art de la composition, mais aussi profondément indifférent que le poète latin à la propriété des matériaux dont il use.

Est-il aussi indifférent à l'invention du thème lui-même? Je suis porté à l'admettre. L'imagination cléricale n'est pas créatrice; elle combine, elle raffine, parfois elle subtilise et c'est tout. Les récentes études sur la *Chanson de Roland* ont fortement confirmé ce que des admirations traditionnelles avaient entassé d'adjectifs louangeurs sur le talent littéraire de son auteur, qu'il soit ou non Turold. Plan de l'œuvre, succession des épisodes, caractéristique des héros, proportion des parties et maintien attentif de leur subordination au tout, sobriété de la langue, surtout dans les portions descriptives, emploi discret de l'image, prédominance des développements oratoires, familiers et agréables aux auditeurs des « gestes », tout cela est de si complète notoriété que j'éprouve un scrupule à le redire. Mais combien réduite est la part de l'imagination dans une œuvre, dont chaque mot est pesé et dont tant de passages ne sont que la mise en beau et bon français d'une pensée érudite, parfois d'une pensée étrangère! *Waltharius* offre avec *Roland*, à tous les égards, des analogies saisissantes. On y parle moins, sans doute, parce que le récit est plus pressé; mais on n'y agit point différemment; les combats singuliers y tiennent autant de place, ils en tiennent même davantage, puisqu'ils en sont l'essentiel. La seule différence, profonde il est vrai, des deux poèmes consiste en ce que *Roland* est une geste chrétienne, presqu'une vie de saint, tandis que *Waltharius* respire le plus violent souffle du paganisme, ou du moins qu'il échappe entièrement à l'empreinte clérico-théologique. Il n'est que plus piquant d'y noter que les interventions à l'antique de la divinité dans les querelles humaines ont été négligées par l'écrivain du Xe siècle, en raison du sujet qu'il traitait et des fins trop évidentes qu'il avait devant les yeux, tandis qu'elles ont préoccupé singulièrement l'écrivain du XIIe.

Moins soucieux de l'au delà, plus ramassé et contraint sur

l'actuel, l'art de Gérald[1] ne s'est que plus nettement exercé à conserver des formes concrètes et accessibles à ses auditeurs[2]. Il semble, à le lire et à le relire encore, qu'il ait voulu écrire une chronique où la fantaisie soit reléguée à un plan modeste. Presque tout a couleur d'histoire, chez lui : les premiers vers, inspirés visiblement des chroniques universelles, l'épisode du début nous montrant la cour d'Attila avec des détails précis qui n'ont rien de choquant pour la vraisemblance, le voyage des amants, la peinture des lieux où va s'accomplir le drame, la personnalité des principaux adversaires de Gautier, peut-être même — on va le voir — celle de son compagnon et ami Hagen. C'est tout juste si, respectueux d'une tradition plus vieille que lui, l'auteur a conservé Gunther[3], ce piètre monarque que les *Nibelungen* vont, deux siècles plus tard, mettre devant nous en si fâcheuse posture, et s'il a imaginé cette Hildegonde, qui est déjà pareille à Alde, à la fille du roi Hugon, à l'épouse d'Alexis, c'est-à-dire à autant de petites héroïnes d'un même temps, discrètes, tendres et imitant, au milieu des figures agissantes de nos guerriers, l'attitude réservée et effacée de leurs sœurs de pierre sur nos portails gothiques.

Pour restituer à ces guerriers leur véritable physionomie, il est nécessaire de se reporter au temps où Gérald a écrit, à un âge où l'Est de la France et les futurs Pays-Bas sortent à peine d'une longue crise politique. Les effets du traité de Verdun s'y font encore sentir, et les partages successifs et toujours renouvelés, qui ont déchiré la paix de ces terres riches et fécondes, en ont troublé l'âme plus encore que la vie matérielle. Tantôt — et

1. Je dis : *Gérald*, comme on dit de l'auteur de *Roland* : *Turold*, réservant les questions de paternité qui, pour l'instant, sont secondaires.

2. Je dis : à ses auditeurs; car, dès le premier vers (*fratres*), on est sûr qu'il fut lu à haute voix et rien ne prouve qu'on n'ait pas récité, hors du monastère où il fut composé, le poème de Gérald. Le manuscrit de Paris, qui semble le plus ancien, a tout à fait l'air d'être un manuscrit de jongleur, tout comme le Digby 23 d'Oxford, le premier texte conservé du *Roland*.

3. Encore serait-il téméraire d'affirmer que le souvenir de l'archevêque de Cologne, Gunther, dont la lâche complaisance fut payée de tant de faveurs par Lothaire II, n'ait pas laissé en Lotharingie un souvenir qui influença le choix de l'auteur du *Waltharius*. Gunther, archevêque de 850 à 870, déposé dès 863 par ordre du pape Nicolas, lutta pendant sept ans pour se maintenir sur un siège dont il était de tout point indigne. N'oublions pas qu'il était le descendant du fameux duc des Frisons Radbod et que son avidité valait bien celle de son homonyme de l'épopée (voir *Ann. Xantenses*, ad annos 865-869. *M. G. H.*, *Script.*, t. II, p. 231-233).

c'est le cas de 843 à 869 — elles sont réunies sous un sceptre indépendant, tantôt elles sont partagées, comme de 870 à 879, entre les deux Frances, celle de l'Ouest et celle de l'Est; puis, entraînées dans un autre cercle d'intérêts, elles passent sous le sceptre des successeurs de Louis le Germanique, et rien n'est plus frappant que le contraste entre la mentalité que révèlent les annales et les autres écrits des régions mosanes et mosellanes, et celle qui se dessine déjà dans les œuvres d'outre-Rhin, dans les Annales de Fulda, par exemple, et dans Réginon[1]. Sans doute, comme l'a remarqué un peu rapidement Gabriel Monod[2], la rivalité des races et des langues n'existe pas encore. Ce sont des rivalités d'ambition qui décident seules de l'attribution de tel ou tel territoire, et rien ne nous permet d'affirmer qu'un cri de l'âme populaire ait jailli, en guise de protestation, à la suite d'un des nombreux partages du IXe siècle. Mais déjà, dans l'attitude du haut clergé, souvent servile et cupide, dans celle aussi de la noblesse, que lie le devoir féodal, lorsque des coalitions d'intérêts ne l'arment pas contre un maître, on entrevoit, d'une rive à l'autre du Rhin, des oppositions qui deviendront plus tard des antagonismes.

A l'époque où écrit Gérald, il serait encore prématuré de dénoncer ces tendances et de les lui imputer. Et c'est pourquoi je ne puis admettre avec M. Flach que l'on voie « dans le *Waltharius* les Wisigoths et les Burgondes représenter la Gaule, par opposition aux Francs orientaux qui, aux Xe et XIe siècles, occupaient la région de Worms, jadis tenue par les Burgondes[3] ». La façon dont sont qualifiés les *Franci nebulones* (et que relève M. Flach) n'est pas pour me surprendre ni m'inquiéter. Il est tout naturel qu'en constatant la poursuite dont il est l'objet et l'approche de Gunther et de ses hommes, l'Aquitain Gautier laisse échapper une épithète injurieuse. Mais de là à jeter le blâme sur tous les *Franci*, il y a loin, presqu'aussi loin que si l'on endossait à Turold le langage injurieux pour Charlemagne et ses Français, qu'il prête aux guerriers de Marsile. En admettant même, comme j'essayais de l'expliquer tantôt, que l'auteur ait partagé les sentiments de son héros, il reste plus que douteux que sa réprobation

1. Nul n'a ressenti et marqué plus nettement ces incompatibilités que Gerbert. Voir ses lettres de 985 dans l'édition Julien Havet (nos 45 et suiv.).
2. *Annuaire de l'École des Hautes-Études*, 1896.
3. *Revue*, etc., p. 15 du tirage à part.

s'étende à tout le peuple franc, comme le concèdent les critiques allemands[1]. En fait, Hagen, ou plutôt Haganon, est un personnage aussi sympathique, dans l'œuvre, que le héros lui-même. Sa conduite est chevaleresque d'un bout à l'autre des 1,400 vers. Pour qu'il se décide à combattre son ami d'enfance, il faut qu'il y soit contraint par le devoir féodal, et le désir de venger son neveu, tué par Gautier, ne l'y aurait pas déterminé. La réconciliation des deux adversaires, après le combat d'où tous deux sortent mutilés, est émouvante et vraiment belle. Un Franc y serre loyalement la main d'un Aquitain ; il fait mieux encore, il s'efface noblement devant un frère d'armes, lorsqu'il refuse la boisson rafraîchissante que lui tend Hildegonde et exige que le héros soit le premier à étancher sa soif.

Au surplus, que deviennent dans l'hypothèse d'une « légende gothico-celtique » les vers 581-583 :

> *Praecipit ire virum cognomine rex Camalonem,*
> Inclita *Mettensi quem* Francia *miserat urbi...*
> *Praefectum...*

L'*inclita Francia*, c'est déjà la *France l'énorée* de nos chansons, la *Terre-Majeur* de Turold.

Car Camalon n'est pas un sujet de Gunther, et voici qui va nous permettre d'étudier de plus près l'historicité de notre poème, de déterminer, avant d'aller plus loin, les origines et les personnalités de quelques-uns des personnages de second plan, et notamment des guerriers qui combattent Gautier.

Pour plusieurs d'entre eux, tout renseignement nous fait défaut. Dire que Werinhardus descend de Pandarus, ce n'est pas nous apprendre grand'chose. De même le

> *veniens de germine Trojae*

appliqué à Hagen dès le début sert tout au plus à nous prouver que la fable de l'origine troyenne des Francs est familière à notre auteur. Mais ne l'est-elle pas à tous ceux qui écrivent dès le VIIe siècle? Il n'est pas de trait plus curieux de l'évolution morale qui, au temps de Frédégaire, s'opère chez les vainqueurs, barbares de la veille, candidats du lendemain à la

1. Voir Althof, *Das Walthariuslied*, II, 178, et l'édition de Beck, p. 41, note du vers 555. Toutefois Boer, *Untersuchungen ueber den Ursprung und die Entwicklung der Nibelungensage*, I, 128 et 197, est d'un autre avis.

civilisation romaine. Au xe siècle, c'est monnaie banale et usée que cette usurpation généalogique.

Du huitième combattant, nous savons qu'il est robuste *(athleta)* et qu'il a une femme *(tuae... jactantia sponsae)*; ce n'est guère, et nous sommes aussi mal renseignés sur le neuvième, *Eleuthir... cognomine Helmnod*. En revanche, on nous apprend que Hadawardus est de Worms, Trogus de Strasbourg et Tanastus de Spire[1]; de Worms provient aussi Gerwitus, qui porte le titre de *comes* et dont on dit que *Wormatiae campis extitit*. Et ainsi se groupe autour du triste Gunther la petite cohorte des Francs de l'Est, accrue d'un Saxon exilé, Ekurid, et de Camalon et de son neveu Kimo, qui sont des Messins, donc des Lotharingiens, et ne semblent s'être trouvés là que par un hasard malheureux. Camalon, en effet, était arrivé la veille *(illo anteriore die)* du jour où parvint aux oreilles de l'âpre Gunther la nouvelle du passage de Gautier. Il portait des présents à Gunther *(dona ferens)*. Présents de qui? Et pourquoi? On a négligé de nous le dire. Mais qui donc, si ce n'est le souverain des Francs de l'Ouest, de l'*inclita Francia*, pouvait charger l'évêque de Metz *(Mettensis metropolitanus)*[2] d'une mission qu'accompagnait, suivant l'usage, l'octroi de présents? Car nul critique n'a pris garde à ce détail ni à cet autre que la *Francia* du vers 582,

1. Notez que, si ces noms ont pour la plupart une physionomie germanique, il serait imprudent, à la date où nous sommes, d'en tirer argument en faveur d'une théorie quelconque sur les origines du texte. On verra plus loin combien mal avisés ont été les critiques, se fondant sur l'appellation de quelques-uns des personnages pour rattacher l'œuvre à Saint-Gall. Les seuls noms gréco-romains semblent être ici ceux d'*Eleuther*, de *Tanastus* et de *Scaramundus* (qui a donné notre *Esc[l]armond*, au féminin *Esclarmonde*); encore est-il possible que ce dernier ait une origine tudesque. Voir Förstemann, *Altdeutsches Namenbuch*, I, s. v.

2. Un évêque de Metz du nom de *Camalo* n'existe pas. On peut tout au plus se demander si, dans la composition de ce nom volontairement imaginaire, ne gît pas un ressouvenir de ce *Wala* ou *Walo*, qui fut le successeur d'Advence et occupa le siège de 876 à 883. Quant au titre de *metropolitanus*, il ne peut nous surprendre. Trois évêques de Metz le portèrent, bien qu'il fût, en principe, réservé aux seuls archevêques. Ce sont Chrodegang, Angilramne et Drogon. Voir à ce sujet la démonstration très claire de M. Pfister dans les *Mélanges Fabre*, p. 109 et suiv. Voir aussi les variantes du nom de Chrodegang dans le *Gallia Christiana*, XIII, 705. Elles autorisent par leur grand nombre et leur liberté (*Dractegangus*, *Sirigangus*, etc.) une certaine latitude dans le rapprochement fait plus haut. Détail qui a son prix : Walo est mort, comme Camalon, les armes à la main.

accompagnée de l'adjectif *inclita*, n'était pas la même qu'aux vers 87, 442, 1085, 1106, où le terme désigne le pays des Francs de l'Est, le royaume de Gunther; que *Franci*, non plus, n'avait pas une valeur unique et que, s'il désignait dix-neuf fois sur vingt les sujets de Gunther, il était au moins un cas (celui du vers 919) où il s'appliquait aussi bien aux Francs de l'Ouest qu'à ceux de l'Est. C'est à cette circonstance qu'il faut attribuer l'étrange association de mots du vers 555 : « *Franci nebulones* ». Ce sont ces gueux de Francs, dit Gautier à sa fiancée, lorsqu'à travers le nuage de poussière, que soulevaient les sabots de leurs chevaux, il reconnaît à leurs armes Gunther et ses guerriers lancés à sa poursuite. Comment concilier ces *nebulones*, dont l'acception préjorative a été admise assez généralement par les exégètes, avec l'*inclita Francia* du vers 582? Sinon par un *distinguo* qu'autorise, qu'impose la tradition historique. Un auteur, que sa naissance rattachait aux *Franci* de Lotharingie, pouvait s'exprimer sans ménagement ou permettre à son héros de le faire, sur le compte des *Franci de l'Est;* qui donc, si ce n'est le souverain de la Lotharingie, pouvait — et je reviens à ce point essentiel — charger l'évêque de Metz, Camalon, d'une mission qu'accompagnait, suivant l'usage, l'octroi de présents? Et, de même qu'il est tout à fait normal qu'un évêque serve d'intermédiaire entre deux princes, de même on conçoit que ce soit lui que le rusé Gunther, plutôt qu'un de ses propres guerriers, délègue à Gautier pour lui arracher un butin enviable. Qu'après cela, Camalon en vienne aux mains avec le héros du poème et soit tué par lui, rien qui nous surprenne; Turpin est là pour nous avertir que les prélats de ces époques sont doublés de soldats redoutables; enfin, que son neveu essaie de le venger, n'est-ce pas l'équité même? L'oncle de Roland et l'oncle de Vivien acceptent, dans des cas inverses, le même devoir dans l'épopée française; ici c'est Hagen qui venge son neveu Patavrid, dont je n'ai encore rien dit, puisque nous ne savons de lui que sa collatéralité avec le célèbre Franc.

Mais la série est épuisée et nous voici un peu mieux instruits des adversaires de Gautier. Ce sont des Francs, aidés de deux Lotharingiens et d'un Saxon. Les Lotharingiens sont donc, à l'époque où se passe l'action du poème, rangés sous un autre sceptre que les Rhénans. Ainsi en fut-il à plus d'une reprise

après 843. Mais — et ceci importe davantage — leur pays s'appelle *Francia*[1] et participe, comme il convient, de l'illustration qui resta longtemps attachée aux territoires dont Aix-la-Chapelle était la capitale, à ceux qu'après Charlemagne et Louis le Pieux gouvernèrent Lothaire Ier et Lothaire II.

Peut-on tirer de ces indications une conclusion précise sur la date et le lieu où le *Waltharius* fut composé? Sur le lieu, oui, certes, surtout lorsque d'autres indices moins vagues viendront s'ajouter à ceux que les noms des personnages nous ont fournis. Sur la date, pour les raisons que j'ai déjà alléguées, il en va différemment. Il s'est fait, aux IXe-Xe siècles, un jeu de va-et-vient aux dépens de ces belles et riches contrées de la France orientale et des Pays-Bas (à l'exception de la Flandre trans-scaldique); téméraire serait, à défaut de preuves formelles, celui qui oserait risquer une indication d'année, d'autant plus téméraire que la précision de l'histoire, sans être étrangère aux préoccupations de l'artiste, ne va pas jusqu'à l'empêcher d'être principalement soucieux de l'effet artistique et déjà satisfait d'avoir conféré à son récit une vraisemblance générale.

Pourtant, il serait difficilement soutenable que l'auteur du *Waltharius* ait écrit son poème à un moment où le même souverain régnait des deux côtés du Rhin. Or, au Xe siècle, quand se produit un état de choses ressuscitant la situation créée par le traité de Verdun? De 895 à 900, la Lotharingie est reconstituée sur la base de ce traité. En 900, Arnulf meurt et elle redevient allemande. Elle l'est moins complètement que ne voudraient le faire croire les historiens d'outre-Rhin. Elle garde

1. Le nom de *Francia* n'est pas le premier donné au royaume de Lothaire. Tantôt — et il semble que ce soit la plus ancienne dénomination — on l'appelle *Gallia Belgica* ou *Belgica* tout court, tantôt *Lotharingia* (comp. *regnum quod a multis Hlotarii dicitur* dans un diplôme du 24 juin 903, cité par M. Parisot, *Histoire du royaume de Lorraine*, p. 567). La mention des Francs, dans la désignation de ces territoires, prêtait à une confusion d'autant plus grave qu'on appelait *regnum Francorum* tout l'héritage de Charlemagne. C'est encore le nom que lui donnent les petits-fils du grand empereur au deuxième congrès de Meerssen (*Cap. Reg. Franc.*, *M. G. H.*, II, 14). Plus tard, *Francia* devient synonyme de *Lotharingia*, et pour désigner les états de Charles le Chauve et de ses successeurs, Richer a recours soit à la vieille expression de *Gallia Celtica* (I, cap. I, III (*Celtae vero ac Aquitani*), IV, XXI (*Belgica quo Celticae conlimitat*), etc.), soit à d'autres approximations. Au XIIe siècle, la *Chanson de Roland* atteste que c'en est fait de ces fluctuations. Les Francs sont les Français.

une certaine autonomie ; elle a sa chancellerie distincte ; ses grands se dispensent d'assister aux assemblées qui se tiennent dans le royaume de Louis l'Enfant ; celui-ci mort, ils refusent le serment à son successeur et lui préfèrent le Carolingien de droite lignée, qu'ils vont prendre de l'autre côté de la frontière. Avant comme après cet événement capital, le gouvernement direct est exercé par des personnages qui ont reçu, il est vrai, leur mandat de Louis ; mais il resterait à éprouver la solidité du lien féodal rattachant un Regnier au long col à un suzerain dont l'éloignement rend le contrôle plutôt illusoire. Le jour où Regnier peut se proclamer *dux*, après avoir contribué largement au transfert de la suzeraineté de l'est à l'ouest, ce lien, déjà si fragile, dut s'amincir encore.

Mais, le transfert opéré, dans des conditions si obscures que l'historien ne peut que le constater, on assiste à des tentatives répétées du roi Conrad Ier pour rentrer en possession du bien de son prédécesseur. Tractations diplomatiques et expéditions militaires alternent sans qu'on puisse toujours en définir le caractère et en fixer l'importance. Il y eut même un temps — en 915 — où la révolte d'Henri, duc de Saxe, réduisit Conrad à une portion de pouvoir plus congrue. Serait-ce le moment qu'a choisi Gérald pour écrire son poème ?

Sans une circonstance sur laquelle j'insisterai tantôt (lorsque j'aurai à identifier le prélat auquel l'œuvre est dédiée et qui nous fournit un *tempus a quo*), j'avoue que je serais favorable à cette date de 915, celle où l'on conçoit qu'un seigneur saxon, exilé de sa patrie, puisse vivre en sûreté à Worms, celle aussi où Charles le Simple prend le titre de *rex Francorum*. Conrad, comte de Worms et de Hesse, avant de porter la couronne d'Allemagne, serait assez naturellement désigné par son propre fief pour jouer le personnage de Gunther, abstraction faite du point de savoir si des traditions plus anciennes sont déjà inscrites dans les aventures du triste adversaire de Gautier. En tout cas, si l'on doit renoncer à cette datation, on ne peut s'empêcher de remarquer que, pendant tout le xe siècle[1], la Lorraine (puisque c'est de cette portion de la Lotharingie qu'il s'agit ici, comme l'attestent le lieu du combat, la présence d'un évêque de Metz, etc.) resta pour les Francs orientaux une possession incertaine.

1. Parisot, p. 586, n. 4.

Jusqu'en 925 elle leur échappa; trois fois au moins, en 939, en 978 et en 985, elle leur fut disputée par les princes français, qui ne pouvaient se consoler d'une perte, dont, après plus de neuf siècles, on n'a cessé de ressentir l'amertume en ce pays. Il n'y a donc rien d'étonnant que, quelques années après la défaite de Charles le Simple et sa mort obscure (en 923), un poète se soit plu à évoquer et à considérer comme encore présente l'époque où sa petite patrie se rattachait à l'*inclita Francia*[1].

Un autre indice nous confirmera dans la vivacité — et la réalité — de ce souvenir. Trois lignes de Richer, où il est question de Charles le Simple, vont nous le fournir : « Nam cum multa benignitate principes coleret, principua tamen beatitudine Haganonem habebat, quam ex mediocribus potentem efficerat[2]. »

Que fut au juste ce Haganon, c'est ce qu'on ne saura probablement jamais. L'historien le plus minutieux de la Lotharingie n'a, malgré sa patience et sa sagacité, groupé que de bien faibles données sur son compte[3]. Il semble que, parti de bas, il ait passé par tous les échelons de la faveur royale. En 916, il n'est pas arrivé au sommet, puisque c'est en 918 qu'il est fait comte, en 921 qu'on lui applique l'épithète de *venerabilis*, en qualité d'abbé laïc de Saint-Maur-des-Fossés, en 922 qu'il reçoit la dotation fructueuse de l'abbaye de Chelles. Mais dès 916 il figure en bonne place dans le plaid d'Héristal, et bientôt après il est « parmi les grands qui souscrivent le traité de Bonn ». Nous voilà fixés sur le chemin qu'il a parcouru, si réellement il provient « ex mediocribus ». Il ne peut faire doute qu'il s'impose à l'attention, et, si c'est aux environs de 916 que le compagnon de captivité de Gautier est le Franc Haganon, dans la belle histoire de ce personnage, le Franc Haganon, redouté et envié en Lotharingie, n'aurait-il vraiment rien de commun avec lui? Sans doute, notre Haganon n'est pas de médiocre extraction puisque les Francs devant livrer un otage de marque et le fils du roi étant trop jeune, c'est cet adolescent qu'on lui substitue :

Nobilis hoc Hagano fuerat sub tempore tyro
Indolis egregiae, veniens de germine Trojae.

1. Parisot, p. 600. Dans une charte pour Saint-Èvre du 5 novembre 916, *Francia* remplace *regnum Lotharii*. On verra tantôt l'importance de Saint-Èvre pour nous.

2. Le même, p. 674.

3. Voir surtout les p. 629 et suiv. de la belle *Histoire du royaume de Lorraine* de M. Parisot.

Mais l'objection paraît plus forte qu'elle ne l'est en réalité, un favori du roi ayant toujours une généalogie illustre toute prête, comme les parvenus fameux de tous les temps[1]. Ajoutons que les historiens ne sont pas d'accord sur cette humilité des origines du personnage. Von Kalckstein affirme qu'il était le proche parent de saint Gérard de Brogne, par conséquent parent aussi avec l'oncle de ce dernier, l'évêque Étienne de Liège, et, par lui, avec Matfrid de Metz et Richard de Prüm, ainsi qu'avec la feue reine Frebruna[2]. Ajoutons encore que, de l'aveu de M. Parisot, les Lotharingiens ne semblent jamais avoir voué à Haganon, qui était de leur race, une haine que les seigneurs français poussèrent jusqu'à la rébellion contre leur souverain. Enfin, notons sans y insister que plusieurs historiens n'ont pas hésité à asseoir sur des raisons très honorables la faveur de ce Haganon. Comme le Haganon de la fable est le meilleur soutien de Gunther, ils pensent, en effet, que celui de l'histoire « avait été un ministre énergique qui aurait essayé de mater les grands et de restaurer l'autorité royale[3] ».

Ai-je trop insisté sur l'analogie historique que les événements de 915-920 environ m'invitaient à mettre en lumière? J'ose croire que non. Je le crois d'autant plus fermement qu'un détail topographique, détail point négligeable, va me permettre de corroborer ce qui n'est qu'une suggestion. Il m'est fourni par l'étude des lieux où se passe l'événement qui constitue le thème principal du poème. Ces lieux ont été décrits, mieux encore, déterminés par l'auteur avec une précision relative qui n'est pas l'effet d'un heureux hasard :

Interea vir magnanimus, de flumine pergens,
Venerat in saltum jam tum Vosagum vocitatum.
Nam nemus est ingens, spatiosum, lustra ferarum
Plurima habens, suetum canibus resonare tubisque[4].

Ainsi le héros vient de passer le Rhin ; le voici dans la forêt vosgienne, dont les vestiges actuels conservent encore un caractère de grandeur. L'auteur ne se borne pas à cette caractéris-

1. Parisot, p. 620. Comp. 660 : « La faveur dont jouissait Haganon ne paraît pas avoir indisposé les seigneurs lorrains à l'égal des seigneurs français. »

2. Von Kalckstein, *Geschichte des franzoesischen Koenigtums unter den ersten Kapetingern*, 1877, p. 142.

3. M. Parisot cite (p. 630) Henri Martin et M. Mourin, *les Comtes de Paris*.

4. Vers 489-492.

tique un peu vague. Il tient à nous persuader qu'il a, des lieux où va se dérouler le drame, une connaissance plus précise :

Sunt in secessu bini montesque propinqui,
Inter quos, licet angustum, specus extat amoenum,
Non tellure cava factum, sed vertice rupum,
Apta quidem statio latronibus illa cruentis.
Angulus hic virides ac vescas gesserat herbas[1].

Est-ce tout ce que nous apprend Gérald sur le théâtre de son drame? Non, car il nous indique à quelle distance exacte de Worms se trouve cette sorte de défilé verdoyant où Gautier défiera l'attaque des guerriers de Gunther. Les vers 1144-1145 sont destinés à nous permettre de calculer cette distance[2]. Elle n'est pas bien considérable, puisque le héros exprime la crainte que, dans l'espace d'une nuit, Gunther et Hagen, restés seuls en face de lui, n'aient le temps de retourner à Worms et d'en amener du renfort dès l'aube :

Pluribus ut sociis per noctem forte coactis
Primo mane parent bellum recreare nefandum.

Ainsi tout s'accorde pour une localisation dans le temps et dans l'espace, que les sentiments de l'auteur et l'idée même de son œuvre nous préparaient à admettre. Pour faire violence au texte du *Waltharius*, comme on s'y est acharné, et pour le rattacher à une tradition historique différente, il me paraît qu'il serait besoin d'arguments autrement forts que ceux dont ont usé mes devanciers. Ce sont ces arguments que je voudrais maintenant examiner.

II.

Les arguments de la critique allemande sont d'ordre philologique. Pourtant, comme il s'agissait, en dépossédant l'auteur présumé, celui que nomment plusieurs manuscrits et les meilleurs, de préparer les voies à l'auteur imaginaire, dont le choix assurait l'annexion allemande de l'ouvrage, on a bien dû mêler

1. Vers 493-497.

2. Grimm a déjà essayé d'identifier les lieux décrits avec cette précision; il pense à *Framont* (*fractus mons*), non loin de l'abbaye de Senones; mais cela ne l'empêche pas (p. 124) de se refuser à admettre — hypothèse qu'il formule — que l'auteur soit un Lorrain!

un peu d'histoire aux discussions de vocable et de grammaire, en quoi réside l'essentiel du plaidoyer de Grimm et de ses successeurs.

On a donc soutenu — sans ombre de preuves — que l'homme qui se nomme :

Peccator fragilis Geraldus nomine vilis

et, encore une fois :

... Geraldus carus adelphus[1]

dans le prologue, n'était pas le véritable auteur du *Waltharius*, mais que cet auteur était précisément celui qui ne s'y nommait pas et dont on y chercherait en vain la trace.

Ah! ce fut assez laborieux, non certes pour Grimm, qui, sachant qu'en 1838 il ne trouverait guère de contradicteurs (en 1843[2], Édelestand du Méril réimprime son texte et corrobore en deux lignes son dire), ne se mit pas en grand frais de logique[3], mais pour les derniers éditeurs, notamment Althof et Strecker, dont l'effort démonstratif vaut la peine qu'on s'en préoccupe.

Je n'ose dire que cet effort ait été totalement désintéressé. Il s'y rattache, en effet, l'arrière-pensée de réduire autant que possible la part de l'auteur du prologue, soit qu'on le considère comme un simple plagiaire faisant délibérément sien le travail d'autrui, soit qu'on consente à voir en lui un remanieur. C'est déjà l'avis de Peiper, qui date de 1020 environ la rédaction de Gérald; pour Scheffel et Holder, que je cite ici d'après Althof[4], cette rédaction serait simplement postérieure à la mort du véritable auteur, laquelle remonte à 973. Je passe légèrement sur d'autres hypothèses non moins hasardeuses et dans lesquelles, selon son ordinaire, la critique conjecturale d'outre-Rhin s'est donné libre jeu. Le seul avis quelque peu sérieux qu'elle nous offre est celui de M. Strecker, le meilleur critique du *Waltharius*, et celui qui s'est exprimé sur ce sujet difficile avec le plus de sens et de netteté[5]. Encore est-il entaché d'une erreur ini-

1. Vers 11 et 22 du *Proemium*.

2. *Poésies populaires latines antérieures au XIIe siècle*, p. 313 et suiv., Comp. p. 314, notes, colonne 2. Du Méril avait toutefois fait une revision du manuscrit de Bruxelles.

3. *Lateinische Gedichte*, p. 57.

4. P. 39 de son édition, t. I.

5. Voir son édition (1907) et avant tout son article des *Gœttingische gelehrte Anzeigen*, 1907, p. 835 et suiv.

tiale, puisque, sans se donner la peine de discuter la paternité de l'œuvre, cet érudit se borne à examiner le point de savoir si le prologue de Gérald a existé dans tous les manuscrits, ou, plus exactement, si ceux qu'on range dans la classe ne le possédant pas (Beck la désigne par le sigle α, l'autre par γ) ne remontent pas à un prototype perdu qui possédait cette entrée en matière. M. Strecker ne dissimule pas — et cela fait honneur à sa perspicacité — qu'il est enclin à admettre l'affirmative. Mais il est arrêté par un scrupule assez imprévu[1]. En fait, comme ses prédécesseurs[2], il est contraint, par l'examen du texte, de reconnaître la valeur infiniment supérieure de la famille γ (c'est-à-dire de ceux où Gérald est nommé) et d'en faire la base de son édition. Cela ne l'empêche pas, d'ailleurs, d'attribuer le poème à Ekkehard Ier.

M. Flach a, d'une façon très claire, ramené à ses véritables proportions la conjecture de Grimm et de tous ses successeurs, conjecture sur laquelle cette soi-disant paternité est fondée. Elle ne résiste pas à l'examen, et n'étaient les habitudes routinières de la critique philologique, on ne concevrait même pas qu'il ait fallu attendre trois quarts de siècle pour ébranler ce médiocre échafaudage de preuves, si tant est qu'on puisse parler de preuves, là où l'on ne peut invoquer que la plus vague des coïncidences.

Le hasard a voulu que les *Casus monasterii Sancti Galli*

1. P. XIX de son introduction. Le scrupule lui vient de ce qu'on peut relever dans Hroswitha certaines analogies de style et de langage avec notre poème. Or, à la date où elle aurait pu utiliser un texte de celui-ci, remontant à ce que la critique allemande appelle la version de Gérald (qu'elle se refuse avec énergie à considérer comme la primitive), Archembaud n'était pas encore évêque de Strasbourg. C'est un embarras où je n'entre point, puisque mon Archembaud est d'un demi-siècle antérieur et que le témoignage de la nonne de Gandersheim est, au contraire, en ma faveur.

2. C'est W. Meyer qui, en 1873, modifia les points de vue courants sur l'importance relative des deux familles de manuscrits et mit en valeur, dans la famille γ, le ms. de Bruxelles. Depuis lors, M. P. von Winterfeld, après avoir d'abord soutenu une autre thèse, s'est rallié (*Anzeiger*, etc., t. XXVII, p. 10 et suiv.) à celle de l'antériorité de la famille γ et, dans celle-ci, à la supériorité du ms. de Paris, étroitement apparenté à celui de Trèves; c'est à quoi semblent avoir abouti, d'ailleurs, les ultimes réflexions de W. Meyer lui-même (*ibid.*, p. 11). Quant à M. Althof, sévèrement censuré par ses confrères allemands, il me paraît avoir été aussi peu capable de dresser un arbre généalogique de ses manuscrits que d'interpréter son texte malgré le labeur écrasant et vain auquel il s'est soumis. Voir *Gœttingische gelehrte Anzeigen*, 1907, p. 853.

nous aient conservé sur l'abbé du couvent, Ekkehard Ier, une notice dans laquelle un de ses successeurs, Ekkehard IV, nous apprend qu'il écrivit la vie de Gautier à la main-forte (pensez à Guillaume *fière-brace*, à *Fierabras*, etc.). Il s'agit d'un travail d'écolier, dont un maître lui traça le plan, et qu'il exécuta d'une main inexperte (*scripsit et in scholis metrice magistro, vacillanter quidem, quia in affectione, non in habitu erat puer*[1]), et ce travail était si médiocre que l'auteur de la notice confesse qu'il s'est efforcé de le corriger de son mieux (*pro posse et nosse*), ajoutant, à l'excuse de son prédécesseur, qu'il était Allemand, donc barbare[2], et qu'en raison de cela il lui était malaisé de se pénétrer tout de suite du génie latin (*barbaries enim et idiomata ejus Teutonem adhuc affectantem repente Latinum fieri non patiuntur*). Enfin, le même rédacteur conclut par une critique de la façon dont les maîtres d'alors, à demi instruits (*semimagistri*), enseignaient le latin et explique par là les faiblesses de cet essai juvénile.

Voilà comment serait né le merveilleux poème, dont tant de copies manuscrites au moyen âge, tant d'éditions, de traductions et d'adaptations au XIXe siècle ont popularisé le héros en Allemagne, sur la rive gauche du Rhin et jusqu'en Italie et dans les contrées du Nord! Formuler une telle proposition, n'est-ce pas en faire sentir toute l'absurdité? Il est fréquemment[3] question, dans nos écoles du moyen âge, de ces devoirs d'élèves qu'un sentiment de piété bien naturel a sauvé plus ou moins de l'oubli; mais jamais nul ne songea à transformer un pensum

1. On a généralement traduit de façon assez libre ces derniers mots. Il est bien évident que l'auteur oppose ici les sentiments de l'adolescent, ou plus exactement sa sensibilité littéraire, au reste de sa manière d'être, qui révélait une maturité précoce. Qu'il fût encore dans l'enfance, le contexte ne permet pas d'en douter.

2. Ainsi Gerbert (lettre 45, éd. Havet, p. 43) oppose *Latini* à *Barbari* (c'est-à-dire la Gaule héritière de la culture romaine à son suzerain, l'empereur d'Allemagne, et à ses sujets).

3. Voir ce que dit Dümmler des 792 vers que nous avons conservés de l'histoire d'Apollonius de Tyr (*Poetae latini aevi Carolingi*, II, 483). Comp. Ebert, III, 358, pour un autre exercice d'école (*dictamen, specimen eruditionis*), la vie de saint Christophe composée par la religieuse Hazecha. On a de bonnes raisons de croire que le fragment de La Haye a la même origine. Voir à ce sujet Gorra, dans les *Rendiconti del R. Ist. Lombardo*, série II, vol. XLVI, p. 1102. Toute une série de devoirs scolaires de Saint-Gall sont analysés par M. P. de Winterfeld (*Neues Jahrbuch für kl. Altertum*, IV, 351-352).

en chef-d'œuvre, et il est permis de dire qu'il a fallu des raisons bien particulières pour qu'on fît exception à une règle de simple bon sens. Même retouché par Ekkehard IV, médiocre écrivain lui-même et facile à l'éloge de ses pieux prédécesseurs[1], ce qui doit nous rendre d'autant plus attentifs à ses réserves sur la valeur du poème, le récit de la vie de Gautier main-forte n'offrirait, s'il nous avait été conservé, que de vagues analogies de thème avec les 1,456 vers, dont le succès est attesté par des manuscrits de provenance si variée[2] et auxquels se rattache, par une tradition plus ou moins lointaine, le « moniage Gautier », dont nous avons gardé deux attestations, d'autant plus curieuses qu'elles proviennent de lieux différents[3].

Il convient donc de restituer à Gérald un bien qu'à entendre certains critiques, il aurait simplement dérobé à un de ses confrères d'église. Ce qu'il était lui-même, le ton humilié du début de l'œuvre nous le révèle. Même en faisant la part des formules, où la génuflexion la plus humble est d'usage[4], on est bien forcé

1. Voir (*M. G. H.*, *Script.*, t. II) l'éloge emphatique de l'abbé Salomon, « doctus et disciplinatissimus » (p. 92); celui de Hiso, « Anhelabant ad illius doctrinam totius Burgundiae nec non et Galliae ingenia » (p. 94); celui de Notker, Ratbert et Tutilon, « N. in orando, legendo, dictando celeberrimus... T. erat eloquens, voce clarus, celaturae elegans et picturae artifex, musicus, ... musicus in omnium genere fidium et fistularum prae omnibus... versus et melodias facere praepotens (p. 94 *in fine*), etc. »

2. Répétons que parmi les manuscrits perdus, cinq sont Lotharingiens, comme le poème : un de Wissembourg, un d'Utrecht et trois de Saint-Evre, près de Toul, c'est-à-dire du monastère que gouverna Archembaud (voir p. 21). Parmi les conservés, il en est de même des meilleurs et des plus anciens, Bruxelles (Gembloux), Paris (Echternach), Trèves.

3. L'une est liégeoise (*Egbert*, éd. Voigt, p. 203), l'autre, de provenance italienne, est renfermée dans le *Chronicon Novaliciense*, II, cap. 10-11 (*M. G. H.*, *Script.*, VII, 93 et suiv.). Peut-être doit-on mettre en corrélation avec elle une version un peu différente que nous trouvons dans la Chronique du Mont-Cassin (*M. G. H.*, VII, 584). Reste à savoir si l'anecdote monastique, dont le succès est ainsi attesté, se rapportait primitivement à notre héros, et d'autre part comment elle a été, par un travail de contamination plus surprenant peut-être, appliquée à Guillaume d'Orange, c'est-à-dire transportée du monde clérical dans ce qu'on appelle, un peu arbitrairement, la légende populaire. On comprendra que je n'aborde pas ici l'examen d'un problème qu'après Jonckbloet, etc., MM. Cloetta (Introduction au *Moniage Guillaume*, II, p. 130 et suiv.) et Becker (*Die altfranzoesische Wilhelmsage*, p. 104 et suiv.) ne me paraissent pas avoir résolu.

4. Je citerai, entre vingt, la dédicace du moine Jean de Haute-Seille à son évêque (*Historia Septem Sapientium*), ou encore celle de la vie de sainte Rictrude à l'évêque Étienne, par Hucbald de Saint-Amand.

de reconnaître qu'un Ekkehard, ou tout autre abbé de grand monastère, n'en aurait pas usé de la sorte, fût-ce en s'adressant à un évêque de Strasbourg. C'est au surplus ce que confirme l'auteur de la Chronique de Novalèse qui — l'index du second livre de cette Chronique, mentionnant Gérald, en fait foi — vise bien notre obscur poète, lorsqu'il le qualifie de *quidam metricanorus*. On nous persuadera difficilement qu'il eût traité de la sorte un des illustres Ekkehard. Plus attentif aux préséances du rang qu'aux privilèges de l'art, il a parlé, sans trop d'égard, du clerc dont les imaginations l'ont distrait un moment.

Comme pour Turold, nous manquons de renseignements sur la vie et la carrière de Gérald. Il n'est pas difficile de trouver dans les annales du xe siècle la mention, plus ou moins vague, de tel *Gerardus* (ou *Girardus*); mais je me demande à quoi peuvent servir des recherches ne s'appuyant sur nulle vraisemblance. Le fait assuré, c'est qu'il n'est nulle part question d'un poète — je ne dis pas d'un écolier — nommé Gérald, qui aurait composé un *Waltharius*. Reste à désigner, s'il est possible, le prélat auquel, en termes si humbles, il dédie son écrit. On a pensé à un évêque de Strasbourg, qui exerça ses fonctions de 965 à 991, et dont la *Gallia Christiana* nous dit qu'il fut « librorum semper studiosus[1] »; on a pensé aussi[2] à un archevêque de Tours, qui monta sur son siège en 981, et, de préférence, à un archevêque de Bordeaux, qui gouverna son diocèse de 1044 à 1059[3].

Cette dernière attribution me paraît difficilement soutenable.

1. T. V, col. 789. C'est déjà l'avis de Grimm (*loc. cit.*, p. 61), qui pense aussi à un abbé de Saint-Trutpert, dans le diocèse de Constance, et à l'archevêque de Mayence, qui succéda à Willigis (1011).

2. M. Flach (*op. cit.*, p. 13) reproduit ces deux hypothèses que Grimm (*loc. cit.*) avait déjà combattues à l'aide d'arguments contestables. Elles ne sont pas les seules, au surplus, qui aient été formulées. En 1907, notamment, dans les *Verslagen en mededeelingen* de l'Académie flamande (belge), M. Simons proposait un autre Erchenbald, archevêque de Mayence, de 1011 à 1021. Rien ne désigne plus particulièrement son collègue de Strasbourg, si l'on fait abstraction d'un goût qu'il partage avec beaucoup de prélats pour l'érudition et les beaux livres. Voir les *Regesten der Bischoefe von Strassburg*, I, 2e partie, p. 249. Dans ces mêmes *Regesta*, je note en tout deux mentions attestant de vagues rapports de l'évêque de Strasbourg avec l'abbaye de Saint-Gall; j'en trouve également une qui se rapporte (s. a. 984) à l'évêché de Toul; mais ce sont là des indices trop peu sûrs pour qu'on puisse en tirer un parti quelconque.

3. Voir Flach, p. 13 du tirage à part.

Elle l'est déjà du fait que le manuscrit de la Chronique de Novalèse provient, au plus tard, de 1050 et parle de notre texte, dont il reproduit de longs passages, comme d'une chose connue. Elle l'est surtout, si l'on veut bien tenir compte de la teneur du texte lui-même et des coïncidences historiques que j'ai signalées plus haut. Le choix d'un archevêque de Tours se fonde essentiellement sur la supposition que Gérald (et non Gérard de Fleury) est aussi l'auteur[1] de trois poèmes religieux, conservés à la Vaticane et dont on s'est occupé aux tomes VI et VII de l'*Histoire littéraire de la France*[2]. Pas plus qu'il ne résulte de l'activité littéraire d'Ekkehard Ier — laquelle, si l'on excepte ce produit d'extrême jeunesse qu'on a voulu promouvoir à une dignité imméritée, se résume en des œuvres de piété — qu'il est nécessairement l'auteur de notre *Waltharius*, pas plus n'est-on en droit de conclure de l'activité littéraire d'un *Girardus* à son identité avec notre Gérald.

Si, comme tout le fait présumer, celui-ci est Lorrain et a

1. Je ne vois pas l'importance démonstrative qu'on peut attribuer, comme le fait M. Flach, à l'existence d'un ms. du XIe siècle, donné par un moine du nom de Girard à l'abbaye de Fleury, ni non plus au *Girardus* d'une charte de novembre 1055, provenant de la même abbaye. Ce qui aurait plus de prix, ce serait la restitution à cette abbaye de notre ms. de Paris qui, d'ailleurs, ne peut en aucun cas (voir sur les fautes communes des trois mss. *P. B.* et *T.* les éditions Althof et Strecker) être considéré comme l'original. Malheureusement, il n'est pas un seul indice sérieux qui fortifie cette hypothèse. M. Flach a noté que le dernier feuillet du ms. de Paris semblait « appartenir à un ms. plus ancien ». Mon sentiment, après examen, est qu'il s'agit d'un feuillet volant, sur lequel on a recopié, vers la même date, les sept derniers vers du poème, d'une écriture un peu plus grande que celle des vers précédents, mais contemporaine. Le seul détail intéressant est l'orthographe *Waltharius* du dernier vers; encore faut-il reconnaître que si le *th* n'apparaît ni dans les 362 premiers vers, ni ne se retrouve de 620 à 811, il est suffisamment fréquent dans le reste du poème pour interdire n'importe quelle conclusion sérieuse. La taille des lettres de la fin est, d'ailleurs, celle des p. 20 r°, 22 r° et v° notamment; la forme ne diffère pas.

2. Depuis le XVIIIe siècle, il faut confesser que rien de bien décisif n'a été découvert ni dit sur la personnalité de Gérald et de son protecteur. Voici comment les Bénédictins s'expriment au t. VI de l'*Histoire littéraire de la France*. Après avoir reconnu qu'il n'est pas question de ce *Gérald* (ou Gérard, ou Géraud) dans l'histoire de l'abbaye par D. Antoine Chazel, ils ajoutent : « Cela n'empêche pas qu'un ms. de la Bibliothèque du Roi, etc. » (p. 438). Au t. VII, il est vrai, notre poème est bien attribué au moine de Fleuri. Toutefois, les termes prudents dans lesquels l'écrivain formule cette hypothèse ne doivent pas être perdus de vue : « Gérard ou Girard, *le même suivant cette apparence* que Géraud dont nous avons déjà eu l'occasion de parler... » (p. 183). De l'apparence à la réalité, on sait qu'il y a loin.

vécu non loin des lieux dont il a une notion si précise et dont il a exprimé la poésie en vers si heureux, il y a, d'ailleurs, des raisons majeures de ne pas aller lui chercher un patron à Strasbourg, à Tours ou même à Bordeaux. Est-ce qu'à deux pas de son gîte, peut-être même sous le toit qui l'abrite, un *Erckembaldus* n'a pu lui inspirer, par son autorité et ses talents, un respect dont sa dédicace nous apporte les formules quelque peu hyperboliques?

Cet Archembaud ne doit pas nécessairement être un évêque, et déjà Grimm avait hésité entre un évêque et un de ces puissants abbés, dont la richesse et l'influence ne le cèdent souvent à celles d'aucun prélat séculier. Or, à Saint-Èvre de Toul, à partir de 935, nous assistons à une œuvre de résurrection spirituelle dont la grandeur a impressionné les critiques modernes[1] et qui est due à l'initiative inlassable de l'évêque Gauzlin. C'est à Fleury-sur-Loire que celui-ci était allé chercher les modèles dont il avait besoin, et il semble — coïncidence savoureuse — que de là soit venu l'abbé Archembaud, dont on nous dit que « dans tout ce qui concernait les intérêts monastiques il fut le bras droit de son évêque ». Gauzlin, l'illustre réformateur, en parle avec une affection évidente : « Boni propositi efficax religiosissimae vitae abbas », et, sans vouloir être plus affirmatif que ne le comporte notre maigre information, il est permis de prendre en considération un personnage qui, si nos suppositions se justifient, était le protecteur naturel de Gérald, l'auteur du *Waltharius*.

III.

Disciple préféré (*carus adelphus*) de son abbé, Gérald a vécu à Toul aussi obscurément que les autres moines et, sans doute, comme tant d'autres écrivains, il n'a même pas eu le pressen-

1. Voir Voigt dans la préface de l'*Ecbasis Captivi*, p. 2 et suiv. Déjà Mabillon (*Annales S. Bened.*, III, 705) reproduit par la *Gallia Christiana*, XIII, col. 1070, a loué l'œuvre d'Archembaud de Saint-Èvre, que la confiance du savant évêque Gauzlin mit à la tête du monastère à une date qui n'est pas précise, mais qui ne peut être postérieure à 935. M. l'abbé Eugène Martin (*Histoire des diocèses de Nancy, de Toul et de Saint-Dié*) a rassemblé plusieurs témoignages de ce zèle religieux et érudit tout ensemble, qui valut à la maison de Saint-Èvre une rénovation. « Son école, dirigée par Adson, moine de Luxeuil, et plus tard abbé de Montiérendier, puis par Bernier, diacre de Toul, était fréquentée par de nombreux étudiants, réguliers et séculiers... (t. I, p. 155).

timent de la gloire qui allait auréoler son œuvre à la fois simple et profonde.

C'est de cette œuvre, étudiée en elle-même et dans le détail de son style surtout, que la critique allemande a tiré les déductions les plus nombreuses et — en apparence — les plus solides sur la provenance germanique de son auteur. Rien n'a été négligé, pas même les noms de quelques-uns des héros, notamment de ceux des guerriers que combat Gautier, et qu'on a prétendu — parce qu'on les retrouvait dans des manuscrits de Saint-Gall — identifier avec des personnages ayant vécu dans le monastère ou à l'ombre de ses tours[1], comme si ces noms ne pouvaient être relevés, au xe siècle, dans des lieux aussi distants de Saint-Gall qu'ils le sont de Toul et de Metz[2]!

Déjà Jacob Grimm, dans une sorte de commentaire, faisant suite à la publication du texte, avait examiné avec une concision très savante les principales questions que soulève ce texte, soit en lui-même, soit par rapport à l'ancienne littérature germanique. Son travail se divise en trois parties, la première nous concernant seule ici (la seconde est une analyse du poème, la troisième consiste en une série de rapprochements entre l'épopée allemande et l'œuvre latine, dont le savant philologue soutient qu'elle n'est

1. Voir notamment Grimm, *op. cit.*, p. 116; Peiper, XIV; Althof, *Zeitschrift für deutsche Philologie*, t. XXXIV, p. 365 et suiv.

2. Un coup d'œil rapide sur l'ouvrage de Förstemann, *Altdeutsches Namenbuch*, m'a permis de retrouver ailleurs *Kimo*, ou plutôt *Gimo*, qui est le simple abrégé de *Gimbert*, *Girmund*, etc. De même *Gernwic* est cité par le même savant (p. 630) sans relation avec Saint-Gall, et *Gernwic* ressemble fort à *Gerwit* (voir *Gerswid*, nom de femme dans la *Vita Sancti Willehadi*, c'est-à-dire du premier évêque de Brême; *Gervise*, femme du comte Oderisius dans la Chronique du Mont-Cassin, II, 26; *M. G. H.*, *Script.*, VII, 644). *Ospirin* rappelle un autre nom féminin, celui d'une femme citée dans l'*Historia Frisingensis* (viiie siècle). *Trogus*, variante de *Drogo*, est fréquent dans nos textes : *Truogo* dans les *Annales Alamannici* et les *Annales* de Wurzbourg; *Trougone* dans les *Gesta Caroli*, etc. *Egfridus comes* est un envoyé de Saint-Vast auprès du roi de France dans les *Ann. Vedast.*, s. a. 892 (*M. G. H.*, *Script.*, I, 527); un autre *Egfried* est roi de Northumberland (*Ann. Corbeienses*, s. a. 670); un *Hadawart* est évêque de Minden (*Ann. Fuld.*, s. a. 853; *M. G. H.*, *Script.*, I, 368); un *Werinhart* est « vassus regius » dans ces mêmes *Annales* (s. a. 880) et c'est aussi le nom d'un évêque de Strasbourg (*Ann. August.*, s. a. 1020; *M. G. H.*, III, 125). Quant à *Helmot* (*Helmod*), peu différent de notre *Helmnod*, à *Randolf* (voir Förstemann, s. v.), à *Hericus* (ici c'est le roi des Burgondes; ailleurs ce sont trois rois des Danois et un chef normand; voir *M. G. H.*, *Script.*, VII, indices), il ne vaut pas la peine d'y insister. *Patavrid* est seul embarrassant, et je n'ai trouvé que la forme latine *Pataviensis* (*M. G. H.*, VII, *passim*), qui désigne un habitant de Passau (*Patavis*). Que nous voilà loin de Saint-Gall!

qu'une adaptation « à demi érudite » (!) d'un original écrit en langue vulgaire[1]).

Cette première partie — abstraction faite des indications sur les manuscrits, le prologue et l'auteur présumé — est bien courte[2] et pourtant elle contient tout l'essentiel du long et laborieux commentaire d'Althof, lequel s'est borné à délayer en pages in-octavo ce que Grimm, grâce à sa grande connaissance du passé de sa race, avait résumé de façon beaucoup plus impressionnante et sur un ton nettement affirmatif. Dans les observations qui vont suivre, c'est à l'un et à l'autre de ces commentateurs, également prévenus, que j'emprunterai les éléments de ma critique du texte même.

Et, tout d'abord, ce texte porte-t-il la trace d'une influence grammaticale étrangère? A travers son latin, voit-on réapparaître les formes, comme aussi le vocabulaire, d'une autre langue. J. Grimm ni M. Althof n'en doutent, ni non plus que cette langue soit l'allemand. Le premier de ces savants groupe en quelques pages les rapprochements que lui suggère un dépouillement attentif du texte[3]; le second éparpille ses observations tout au long de son interminable commentaire; mais ni le nombre, ni la qualité de ces observations n'ajoutent grand'chose à ce qu'avait amassé son illustre devancier. Le plus souvent, les analogies qu'il invoque sont si vagues qu'elles ne méritent pas la discussion. Au surplus, le commentaire de M. Althof est plus archéologique que philologique. Son ignorance totale de l'ancienne littérature française le condamnait, d'ailleurs, à une uni-latéralité fâcheuse.

Du bref exposé de Jacob Grimm, il serait injuste d'en dire autant, quoique le parti-pris trop certain de sa critique lui ait fait aperçevoir partout des identités qui, presque toujours, perdent leur valeur si l'on se tourne vers l'ancien français. C'est ainsi que là où le latin du moyen âge s'écarte de la langue classique, il est invinciblement porté à chercher dans les idiomes germaniques l'unique raison d'une altération, qui peut tenir à bien d'autres causes[4]. Mais que dire d'une méthode, expliquant

1. P. 99.

2. P. 65-78. Encore faut-il en déduire trois pages, consacrées à des rapprochements avec Virgile. Depuis lors, on a multiplié ceux-ci et reconnu des centaines d'emprunts.

3. P. 68 et suiv.

4. Quand elle est réelle. Car on verra plus loin combien il est périlleux de

par l'ancien haut-allemand *Velle meum*, alors que déjà *meon vol* est français en 842 ; négligeant le français, « nous avons ici des Huns » pour traduire le *Hunos hic habemus ;* ignorant l'emploi métaphorique de *crever* qui se note dans *erupit cras* (402) [1]; étrangère à notre syntaxe, au point de voir un trait bien germanique dans la confusion des temps historiques : *steterat* (34), *dilexerat* (109), *praecesserat* (121), *compleverat* (144), etc., tandis que rien ne caractérise mieux le français des xe-xie siècles que cette confusion, dont les premiers exemples sont dans la cantilène d'Eulalie et dans les poèmes de Clermont [2] (Eulalie *avret*, 2 ; *pouret*, 9 ; *furet*, 18 ; *voldret*, 21 ; *roveret*, 22 ; Saint-Léger *firet*, 21, 1 ; *exastret*, 32, 5 ; *vindret*, 34, 4 ; etc.).

Je renonce à discuter chaque cas, bien que des allégations comme celles qui concernent *senior*, *nappa*, *hasta*, (*de*) *more*, etc., seraient plaisantes à relever. Mais je ne puis m'empêcher de signaler, parce que ce sont celles qu'a recueillies et rééditées pieusement M. Althof, les observations auxquelles a donné lieu l'étude archéologique du texte.

Il était inévitable que les critiques allemands, par une comparaison exclusive du *Waltharius* avec les anciens poèmes scandinaves et germaniques, se donnassent, et à leurs lecteurs, l'illusion d'une parenté étroite entre l'œuvre de Gérald et celles de leurs premiers trouvères [3]. Mais s'il est exact que, pour la plupart

refuser à la langue classique tel mot ou telle acception que le *Thesaurus* de Munich lui a restitués.

1. Si, comme le pense Strecker, ce dernier n'est pas l'imitation d'un passage de Job.

2. Voir d'ailleurs Diez, *Grammatik der romanischen Sprache*, 5e éd. all., t. II, p. 568.

3. Pourtant les meilleurs juges s'accordent, en Allemagne, à voir dans Waltharius un héros français. C'est ce que constate M. Althof, reproduisant l'opinion de Müllenhoff (*Zeitschrift für deutsches Altertum*, t. X, p. 163 et suiv.; t. XII, p. 273 et suiv.) qui « hielt Walther trotz seines Germanischen Namens (*sic*) für den Representanten des romanischen Galliens... ähnlich wie Fauriel » (p. 13). Et plus loin : « Mit Müllenholf stimmt Scherer darin ueberein dass er ihn für einen gallischen Helden hält » (p. 14). Ce sont des témoignages précieux qui corroborent sur ce point la thèse générale de M. J. Flach (p. 4 et suiv.). M. Althof est contraint de confesser qu'il n'y a pas de prototype du nom du *Waltharius* dans l'histoire du peuple allemand, « ist in der Geschichte kein germanischer Herrscher, der Walther hiess, bekannt » (t. II, p. 42), et il confirme sur ce point la thèse de M. Andler, que rappelle M. Flach (p. 7). Au surplus, la grande préoccupation des critiques allemands est de vieillir l'œuvre, et encore plus l'esprit que la langue. Tous soutiennent que ce sont de très vieilles traditions (préchrétiennes et nous reportant à l'époque des missions) qui se reflètent

des rapprochements de tours et de mots, on peut leur opposer des éléments de comparaison plus justifiés que fournit l'ancienne langue française, à plus forte raison, la familiarité de ces critiques avec notre épopée les eût-elle, tout au moins, rendus circonspects, peut-être déterminés même à réserver les conclusions auxquelles ils ont tous abouti.

Si l'on veut tenir compte de ce fait que les 1,400 vers du *Waltharius* sont, pour près d'une moitié, simple assemblage de tours, d'hémistiches, voir d'hexamètres entiers empruntés aux poètes anciens, on éprouve, à le relire, une véritable surprise, mêlée d'émerveillement, en constatant que, fidèle ou non à une tradition établie, l'auteur, quoique acceptant un aussi complet servage, a su, avec de faibles moyens et en un court espace, grouper tant de traits caractéristiques de l'épopée, — et non pas seulement de l'épopée gréco-latine, mais quelques-uns, et non des moins caractéristiques, de nos vieilles légendes féodales. Je pense à la façon dont les combats sont décrits, mais plus encore au sentiment de fidélité d'un Hagen envers son seigneur[1], à la conception toute féodale de la femme, qui fait de Hildegonde la sœur aînée de Guibourc et d'Énide[2], aux larmes des héros qui coulent si abondantes au XIIe siècle, à ces douze guerriers successivement vaincus qui sont comme les douze pairs de Gunther, à la prière si chrétienne de Gautier sur les corps à peine refroidis de ses adversaires[3], à cette réconciliation finale et aux *gabs*, par lesquels se termine l'œuvre. Dans tous ces passages[4], dans

dans le *Waltharius*. Vains efforts, comme le montre une étude impartiale de ce prototype du roman de chevalerie. Comment expliquer d'ailleurs que dans un poème, où tout serait primitif et qui remonterait par son inspiration à une date où les diverses races de conquérants conservaient encore leur individualité, il soit fait très nettement allusion à Charlemagne? Cette allusion, c'est M. Althof lui-même qui la trouve dans les vers 1082-1083 :

Justius in saevum tumuisses mente tyrannum
Qui solus hodie caput infamaverat orbis.

Comp. la note de Beck, p. 73 de son édition.

1. Comp. les vers 1109-1110 et le vers 1113 avec le vers 1128 de la *Chanson de Roland* (qui n'est pas isolé).

2. J'attire particulièrement l'attention sur le détail de l'épouse (ici de la fiancée) veillant sur le héros dormant (1175 et suiv.; comp. *Érec*, 3099). De même que Waltharius (1169-1170), *Érec* emmène aussi les chevaux de ceux qu'il a vaincus (2908, 3085, etc.).

3. Voir *Roland*, 2178 et suiv.; 2252 et suiv. Mais c'est sur les corps des chrétiens que Roland fait cette prière.

4. Il y en aurait bien d'autres à aligner. Les descriptions mériteraient toute une étude. J'ai déjà parlé de celle, si précise, individualisant le lieu du combat.

l'emploi de formules comme *dulcis patria*, dans un vers comme celui-ci :

Concupiens patriam dulcemque revisere gentem,

dans la *gemme patrum*, conservé par nos épiques et déjà employé par l'auteur français d'*Alexis*[1], dans le *spadix equus* et tant d'autres tours qui nous charment au passage, Gérald s'avère incontestablement l'ancêtre et le modèle de nos auteurs de romans chevaleresques des XIIe-XIIIe siècles.

IV.

Sur le latin de l'auteur, Jacob Grimm se montre singulièrement discret. Il se borne — tâche aisée — à insister sur la dépendance où l'imitation de Virgile a mis cet auteur. On a, depuis lors, multiplié les rapprochements qui attestent chez Gérald une lecture assidue de l'*Enéide* et aussi des *Eglogues* et des *Géorgiques*. M. Althof nous offre la nomenclature à peu près complète des passages qui ont été mis à contribution, et déjà Peiper les avait catalogués, avec moins de rigueur, à la fin de son édition, tandis que Strecker, venu le dernier, les range avec un soin très exact au bas des pages; on lui doit aussi la liste respectable des emprunts de Gérald aux écrits de Prudence et à la Vulgate.

Ce sont là bien des obligations qu'a notre auteur. Il n'y a pas pourtant de quoi se scandaliser lorsqu'on est familier avec les écrivains des siècles précédents. Toute la littérature carolingienne est volontairement asservie à quelques-uns de nos classiques.

Pour fréquentes et décisives qu'elles soient, les imitations que Gérald a faites de Virgile et Prudence ne le dispensent pas d'une certaine gratitude envers d'autres Latins. Ce n'est pas Virgile, mais Cicéron qui (*Verr.*, 3, 163) donne à *amicus* le sens de *fidelis*

Mais que dire des préparatifs et des détails du festin auquel *Waltharius* invite ses maîtres, de la façon dont lui-même s'équipe pour la fuite et le combat, de cette épée qui est celle de nos chevaliers (*gemmatum ensem* (1314) = *ad or gemmez*, Roland, 1031), etc.?

1. 76, 3 (et 116, 6) :

D 'icele gemme qued iloc unt truvede.

Comp. Du Méril, *Poésies populaires latines du moyen âge*, 268 (*Carole, gemma comitum*), dans une complainte sur la mort tragique du comte de Flandre Charles le Bon.

(on le retrouve ici vers 127) ; à *causa* pour la première fois l'acception, devenue fréquente au xe siècle, de *negotium* (*Catil.*, 4, 10; comp. vers 4, 170); qui emploie le composé *concedere* avec la valeur du simple (*pro Mur.*, 57), de même que Gérald, au vers 580[1]. Et quand je lis au vers 611 :

... si me certamine laxat,

je réprime un mouvement de surprise, puis je me souviens du *De Oratore*, 3, 61 : *a contentione disputationis animos curamque laxemus.*

D'autre part, des tours comme *inquit in aurem*, s'ils n'excluent pas une réminiscence de l'*Énéide* (5, 547, *fatus ad aurem*) invoquée par M. Althof, gagneraient à être rapprochés plutôt de Plaute (*Trin.*, 207), d'Horace (*Sat.*, I, 9, 9) et d'*Ovide* (*Epist.*, 3, 23). Le *clarissime*, dont est salué le héros par un de ses adversaires n'a-t-il rien de commun avec le *clarissime nato*, dont est qualifié Achille dans Catulle (64, 324)? En revanche, il faut recourir au *Corpus Inscriptionum* pour le voir appliquer à une femme (comp. *virguncula clara* du vers 1225). Déjà Plaute emploie *fortis* comme Gérald, dans l'acception de vigoureux (*Miles glor.*, 4, 3, 13), en quoi il est, d'ailleurs, suivi par Virgile (*Georg.*, I, 65) et d'autres écrivains de la bonne époque. *Forte* a, sans doute, une acception difficile aux vers 35, 52, etc.; mais, consultez les dictionnaires, vous verrez qu'il a signifié à Rome : *précisément*, *parfois*, etc. Ces fluctuations anciennes nous défendent de tirer un parti précis de l'emploi qu'on observe dans notre texte.

Pour d'autres mots, enfin, c'est la Vulgate[2], ce sont les auteurs chrétiens[3] qu'il convient de citer. Leur utilisation atteste une

1. *Dignitati concedere* dans Cicéron; ici *honori concedere* comme dans Dictys, 5, 14; et c'est peut-être la source.

2. On trouvera les principales références dans l'édition Strecker. Elles n'ont pas toutes la même force démonstrative. Néanmoins, je crois à des réminiscences bibliques dans les tours notés aux vers 380, 402, 431, 564, 603, 618, 671, 870, 1094, 1332, 1361, 1391. Les vers 484 et 1059 sont à peu près littéralement empruntés à la Vulgate, après Virgile et avec Prudence la source la plus ordinaire de Gérald. Quant au vocabulaire, j'ai noté quelques mots : *bellator*, *bissus* (et *ostrum;* var. de *purpura*); *migma*, avec une valeur particulière; *senior*, qui, dans Grégoire de Tours, se rapproche déjà davantage de notre acception; peut-être *a[h]enus*, combiné avec *lorica*, tandis que la Vulgate l'associe à *clipeum*.

3. *Cruciamen* (820) est dans Prudence (*Cathem*, 10, 90), ainsi que *crumena*

vaste culture ; il suffirait, si nous n'avions d'autres bonnes raisons de le faire, pour exclure l'hypothèse d'un auteur adolescent.

De ces quelques remarques, que nous ne voulons pas développer davantage ici, il ressort déjà que l'argumentation philologique est de faible portée lorsqu'on cherche à se fonder sur elle pour dater et localiser notre poème. Pas plus pour Saint-Gall que pour la Lotharingie, on ne doit chercher dans ces 1,456 vers de critères bien sûrs. Tout au plus peut-on retenir au passage la prédilection de l'auteur pour des expressions comme *amplexus atque oscula* (222), *aurum recoctum* (405), *in aurem inquit* (260), *vestrum velle* (257), etc., qui ont sans doute une origine ancienne, mais restent exceptionnelles dans les textes jusqu'à ce que les correspondants francais : *acoler et baisier*, *or recuit*, *dire à l'oreille*, *mon vuel*, *vostre vuel*, etc., nous apportent un indice qui n'est pas négligeable [1].

(412) dans une acception spéciale; de même *squamosus thorax* (481), ailleurs *squamoso tegmine;* ce dernier, dans un sens métaphorique, remonte vraisemblablement à l'auteur de la *Psychomachia*. Avant d'être usuel dans notre épopée, *aurum recoctum* (405) apparaît dans le code Théodosien et se retrouve dans Fortunat. Grégoire de Tours possède *hostis* avec la valeur de l'ancien français *ost;* comme notre texte, il associe *ducem* à *comitem* (409); voir *le Français a la tête épique*, p. 122. Reste à mentionner *bachica munera* (318-319; je n'en connais pas d'exemple avant Boèce) et peut-être deux associations de mots du prologue : *omnipotens genitor* et *sancto spiramine plenus*, que M. P. von Winterfeld a retrouvées dans Aldhelm et Sedulius.

1. On me permettra de reproduire ici un passage de mon récent livre, *le Français a la tête épique*, p. 147, où je me fonde, pour établir cette localisation, sur un autre indice fourni par les vers 765-766 :

« Dans ce poème signé qui nous transporte dans les Vosges et met en scène deux Français fuyant l'esclavage chez les Avares, l'auteur a cru, à un certain endroit, utile d'ajouter à la précision relative de son nom la précision plus nette de la langue que parlent les personnages. Les vers 765-766 ont été tournés et retournés dans tous les sens, et l'on est régulièrement parvenu à leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient. Ces vers sont placés dans la bouche de Gautier, insulté par un de ses adversaires, qui, le voyant ruisselant de sueur et tacheté des feuilles tombées des arbres et qui se collent à sa peau, croit spirituel de le comparer à un faune, hôte familier de ces bois (*saltibus assuetus faunus*, 763). Et Gautier de rire (765-766) :

Celtica lingua probat te ex illa gente creatum,
Cui natura dedit reliquos ludendo præire.

« Ce Français, qui est accoutumé aux « gabs », aux plaisanteries des gens de son pays, qui plaisantera lui-même, à la fin de l'œuvre, en regardant son corps mutilé et celui de son plus redoutable adversaire qui ne l'est guère moins, ce Français est tout naturellement porté à prendre pour un compatriote l'homme

De même l'acception de *ratio* (= propos), de *honos* dans *concedere honori*, où l'on est conduit invinciblement à penser au français *honor* (combinant le titre et la possession), celles de *habitus*, de *nobilis*, de *dolor* (avec un sens non distinct de *ira ;* comp. *dolent et irié* de l'ancien français), le mot *regionem* avec la valeur du vieux français *roion* qui en dérive (*royaume*), la fréquence significative de *causa* = *chose*, tout cela confirme l'hypothèse historique que notre poème a été écrit dans un pays dont le français était tout au moins un des idiomes usuels[1].

V.

Il resterait bien des problèmes à résoudre si l'on s'était proposé autre chose que la localisation de la légende, telle que la conte un moine du xe siècle, qui écrivait au fond d'un cloître lorrain, peut-être à Saint-Èvre de Toul. On observera, en effet, que je n'ai pas

qu'il a devant lui et qui *parle français* (*celtica lingua*) et il se hâte de lui répliquer qu'à son langage il reconnaît bien l'humeur d'une race, inégalée dans l'art de se moquer des gens. Tel est le sens des deux vers, et le fait qu'Ékevrid est d'origine saxonne ne l'infirme pas. Car l'auteur a eu soin de nous apprendre que ce Saxon (*a Saxonis... oris generatus*) avait dû s'exiler, ayant tué un noble de son pays (*pro nece facta cujusdam primatis... exul*). Rien de surprenant que, fixé dans le pays des Francs, au xe siècle, cet exilé ait appris l'une des deux langues de la *Francia*, le français, qui n'était pas inconnu à un Aquitain de rang supérieur, bien que cet Aquitain parlât, lui, un dialecte d'oc. Et ce que j'avance ici trouve dans les textes d'alors la plus nette confirmation. Interrogez les annalistes qui ont écrit dans l'ancienne Lotharingie : dans les *M. G. H.*, IV, 477, vous trouverez un passage caractéristique de la *Vita Deoderici* de Sigebert de Gembloux. Il s'agit du nom *français* de la ville d'Autun, substitué au nom latin de *Augusti montem quod transfert Celtica lingua* = que traduit le français. Le passage qui précède lève tout doute, car il nous apprend qu'en « Gallica lingua », c'est-à-dire en celtique, les érudits savent que *dunum* veut dire *mont*. La désignation serait surprenante, si nous n'avions, dans Richer et d'autres chroniqueurs d'alors, la preuve que *Celtica Gallia* désigne la partie centrale et occidentale de l'ancienne *Gallia* par opposition à la *Belgica* et à l'*Aquitania;* voir Richer dans *M. G. H.*, t. III, livre I, cap. 2, 3, 21, 28; III, 73 (où *Gallia Celtica* est opposé à *Lotharium*); livre II, I, p. 586 : *Galli Celtæ* opposés à *Belgæ*. Comp. encore I, cap. 40, p. 578 : « *Et Gislebertus... in* « *Celticam secedit ac transit in Neustriam.* » Il s'agit donc bien des régions situées à l'Ouest auxquelles le Centre et l'Est sont opposés. »

1. J'ai déjà allégué, en retournant la preuve contre J. Grimm qui en tirait argument, les nombreux exemples du plus-que-parfait verbal dans le sens du prétérit. Des tours comme *scias quod* (133), *sperabam quod* (1245-1246) sont aussi romans. L'ordre des mots du vers 449, le *quid dicis* du vers 429, etc., sont des indices plus faibles, mais nullement négligeables.

étudié le rapport de la version latine, dont la vogue fut grande et rapide (pensez à Egbert de Liège et à la Chronique de Novalèse), avec les versions en langue vulgaire, que je n'ai pas voulu, non plus, me demander quelle influence le poème de Gérald, devenu populaire, avait exercée sur l'ancienne épopée des Français et aussi sur celle des Allemands. Attestée d'indiscutable façon dans les *Nibelungen*, cette influence — je l'établirai ailleurs — me paraît aussi démontrable dans notre chef-d'œuvre épique, la *Chanson de Roland*. De même, il est peu vraisemblable que le *Moniage Guillaume*, ce beau poème de la fin du XIIe siècle, puisse être considéré comme indépendant de traditions remontant à un, peut-être à deux siècles antérieurs, et dont le héros est *Waltharius manu fortis*. Mais si une partie des aventures de Guillaume d'Orange, et même son surnom, évoquent d'aussi troublantes analogies, on peut se demander s'il n'y a pas eu au profit d'un héros tard venu une simple substitution, qui n'est pas exceptionnelle dans la poésie primitive. On voit qu'il reste à la future critique du *Waltharius* un vaste champ d'investigation.

M. WILMOTTE.

LE

FINANCIER OUVRARD

Julien Ouvrard (1770-1846) a tenu à Paris pendant plus de trente ans une place considérable; à la fois banquier, fournisseur des armées de terre et de mer, grand inventeur de plans financiers, on retrouve souvent son nom dans l'histoire du Directoire, de l'Empire ou de la Restauration. Ce personnage curieux n'a pas encore été l'objet d'une étude scientifique. Ses *Mémoires*, qui nous racontent sa vie jusqu'en 1826, ne sauraient être consultés qu'avec précaution, comme on le verra plus loin. De nos jours, M. André Liesse lui a consacré un chapitre intéressant de ses *Portraits de financiers;* mais c'est plutôt un exposé des vues d'Ouvrard sur le crédit qu'un travail biographique[1]. Je voudrais ici réunir un certain nombre de témoignages et de renseignements précis; j'espère ainsi faciliter la tâche de l'écrivain assez au courant des questions financières et des opérations de Bourse pour nous faire connaître complètement la carrière du grand spéculateur.

I.

Né près de Nantes, fils d'un fabricant de papier, Ouvrard eut de bonne heure le goût du commerce. Dès le début de la Révolution il devina que le nouveau régime allait amener, avec la liberté de la presse et la propagande politique des partis, une grande consommation de papier; l'achat de toute la production des papeteries de l'Ouest lui permit de revendre bientôt son stock avec un bénéfice de 300,000 francs. Ces premiers succès, dit-il, « décidèrent de mon penchant pour les spéculations[2] ». Ouvrard habitait Nantes pendant la Terreur, au début du règne de Car-

1. Ouvrard, *Mémoires*, 1826, 3 vol.; Liesse, *Portraits de financiers*, 1908.
2. *Mémoires*, t. I, p. 5.

rier; aide de camp du général Boivin, il eut le courage d'anéantir une liste de condamnés qu'on devait fusiller; venu à Paris quelques mois plus tard, il contribua peut-être à sauver cent trente-deux Nantais envoyés au tribunal révolutionnaire[1].

Après le 9 thermidor, il sollicita à Paris une indemnité pour l'incendie des usines de son père; le Comité de salut public, dit-il, sur le rapport de Robert Lindet, lui accorda 200,000 francs. Commença-t-il dès ce moment à spéculer à Paris? C'est probable, quoique nous ne sachions là-dessus rien de précis[2]. Jouissant dès 1795 d'une grande situation, il fut sous le Directoire un des rois de la finance. En même temps, le gouvernement nouveau lui ouvrait cette carrière de fournisseur de l'État, qui devait lui procurer des gains énormes et de nombreux déboires. Il avait, en effet, de sérieux appuis dans le monde politique. Fouché s'était lié de bonne heure avec son compatriote nantais[3]; bientôt il le préféra comme banquier à Hainguerlot, un autre financier connu de cette époque[4]. Talleyrand avait des relations amicales avec lui, comme avec tous les grands manieurs d'argent[5]. Mais nul plus que Barras ne devait apprécier l'entregent de ce Crésus à la main toujours ouverte. Un collègue de Barras nous parle d'une escroquerie arrangée par celui-ci avec le concours du banquier Pope, grand ami d'Ouvrard[6]. S'il faut en croire une note de Robert Lindet, le spéculateur, qui voulait obtenir une fourniture importante, vint lui offrir un jour 100,000 francs; menacé d'être jeté par la fenêtre, il répondit : « Je ne puis offrir plus, je donne autant à Barras et à Mme Beauharnais. Puis on ne jette pas par la fenêtre un homme qui offre 100,000 francs[7]. »

La situation mondaine d'Ouvrard était également brillante.

1. Le premier des deux faits est confirmé par une note anonyme conservée aux Archives nationales (voir Lallié, *Carrier*, p. 111). Pour le second, Ouvrard a exagéré son rôle; si Fouquier-Tinville ajourna la mise en jugement des Nantais, ce fut grâce à l'intervention de Robert Lindet (voir Montier, *Robert Lindet*, p. 238).

2. Une brochure de 1825, très malveillante pour Ouvrard, mais pleine de renseignements utiles, parle de ses tripotages au perron du Palais-Royal pendant la Convention (*Esquisses anecdotiques sur le munitionnaire de l'armée d'Espagne*, par D. L. C. — Bibl. nat., Lf[213] 22).

3. On les voit ensemble dès 1794 (Lallié, *Carrier*, p. 259).

4. Madelin, *Fouché*, t. I, p. 109.

5. Ouvrard, t. I, p. 38.

6. Guyot, *le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 472.

7. Montier, *Robert Lindet*, p. 372.

Chez lui, rien du parvenu grossier; ce personnage à la parole persuasive, aux manières élégantes, empressé auprès des dames, savait plaire à tous; ses dîners magnifiques, ses fastueuses réceptions dans son château du Raincy, l'ancienne propriété des ducs d'Orléans, attiraient la société parisienne. Barras lui fit un jour une plaisanterie que le financier dut accepter; il jugea bon de passer à Ouvrard Mme Tallien comme maîtresse en titre, afin de se débarrasser des grosses dépenses qu'exigeait l'entretien de cette reine des salons. L'arrangement fut fait à Grosbois, dans la maison de Barras, qui s'empressa de donner le soir même un grand dîner en l'honneur d'Ouvrard et de sa favorite. « Il paraît qu'Ouvrard était assez confus du rôle qu'on lui faisait jouer et du ridicule qu'il se donnait de payer les plaisirs et les fantaisies des autres. » La Révellière-Lépeaux, qui nous a rapporté cette anecdote, s'indigne du cynisme avec lequel Barras se plaisait à la conter[1].

Les complaisances d'Ouvrard lui étaient richement payées. Devenu un des grands fournisseurs de l'État, il acquit alors ces notions sur les marchés les plus riches en denrées, cette habileté dans les achats, ces relations commerciales qui devaient si souvent lui servir dans la suite. Son titre officiel de munitionnaire général de la marine lui fit manier des sommes qui s'élevaient à 63,973,494 livres[2]. Ses immenses ressources lui permettaient aussi d'aider quelquefois un gouvernement toujours obéré. Ainsi un arrêté du Directoire approuve, le 27 brumaire an VII (17 novembre 1798), un contrat par lequel Ouvrard s'engage à prêter au Trésor dix millions, qu'on doit lui rembourser à partir du 1er germinal en bons décadaires, à raison d'un sixième par mois. Ce remboursement ne put être effectué; aussi un nouvel arrêté, du 5 thermidor an VII (23 juillet 1799), prescrivit-il de délivrer au munitionnaire général « des rescriptions admissibles en paiement des contributions directes de l'an VII, pour fournitures de denrées et subsis-

1. La Révellière-Lépeaux, *Mémoires*, t. I, p. 338; t. II, p. 247. D'après Lamartine (*Histoire de la Restauration*), Mme Tallien eut d'Ouvrard plusieurs enfants.

2. Ce chiffre, donné par Ouvrard (t. I, p. 26), concorde à peu près avec celui de soixante-deux millions indiqué par l'arrêté des consuls du 7 pluviôse an VIII. Il s'occupait aussi des armées de terre : en l'an VI, il demande l'autorisation de tirer de Belgique 200,000 quintaux de blé pour approvisionner l'armée de Hollande (Arch. nat., AF III* 90, n° 1,030).

tances, dans les départements qui seront désignés à cet effet[1] ».

Malgré ses bonnes relations avec le Directoire, Ouvrard était prêt à soutenir un gouvernement nouveau, si la fortune changeait. On le vit au 18 brumaire. Il s'est dépeint dans ses *Mémoires* comme un courtisan du malheur, demeuré seul fidèle à son ami Barras pendant cette journée. Les choses ne se passèrent pas ainsi. Le matin du 18 brumaire, Ouvrard avait vu passer devant ses fenêtres le cortège de Bonaparte allant au Conseil des Anciens; il devina ce qui se préparait et s'empressa d'envoyer à l'amiral Bruix, ministre de la Marine, la lettre suivante :

Le passage du général Bonaparte se rendant au Conseil des Anciens, quelques mouvements de troupes me font pressentir qu'il se prépare du changement dans les affaires politiques : cette circonstance peut nécessiter des besoins de fonds. Je vous prie, mon cher amiral, d'être l'interprète de l'offre que je fais d'en fournir de suite; j'ai pensé que celui qui est chargé du service le plus important dans la partie que vous commandez, pouvait sans indiscrétion vous faire une pareille offre et que vous n'y verriez qu'une preuve de son dévouement pour la chose publique, au succès de laquelle il cherchera toujours à coopérer[2].

Trois mois à peine après cette offre de service, Ouvrard fut l'objet d'une mesure de rigueur. Le *Moniteur* publia l'arrêté du 7 pluviôse an VIII (27 janvier 1800), qui débute ainsi :

Les Consuls de la République, considérant

1° Que de l'exécution fidèle des traités souscrits par les entrepreneurs pour la subsistance des armées de terre et de mer dépend la sûreté de l'État;

2° Que le citoyen Ouvrard n'offre ni responsabilité pour soixante-deux millions qu'il a reçus, ni garantie pour la continuation du service qu'il a entrepris et que tout accuse, dans son traité et dans son exécution, la dilapidation et l'infidélité;

Arrêtent ce qui suit : Art. 1er. Le citoyen Ouvrard sera mis en arrestation, le scellé apposé sur ses papiers et le séquestre provisoire sur ses effets mobiliers et immobiliers[3].

1. AF III 556 et 617.

2. *Nouvelle Revue rétrospective*, 1900 (1er semestre), p. 219. Cf. Vandal, *l'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 308.

3. L'arrêté se trouve reproduit complètement dans *la Correspondance de Napoléon*, t. VI, n° 4555.

Pourquoi prenait-on une mesure aussi brutale? Ouvrard y voit une vengeance : les consuls provisoires, lui ayant demandé un prêt de douze millions, voulurent punir son refus[1]. Cette explication n'est guère admissible : l'homme qui offrait son concours le 18 brumaire, qui aimait s'entendre avec les maîtres du jour, n'eût pas refusé de prêter, à défaut de douze millions, une somme importante. Il dit aussi que Bonaparte ne lui pardonna jamais les services pécuniaires qu'il avait rendus à Joséphine : voilà qui est moins invraisemblable. Mais la véritable raison de l'arrêté de pluviôse est ailleurs. Bonaparte détestait les fournisseurs; il avait eu à s'en plaindre en Italie dès 1796; il les avait vus trop puissants pendant le Directoire; pour montrer que le Consulat changeait de méthode, il était naturel de frapper le plus riche, le plus en vue de ces personnages suspects. Constatant qu'on ne pouvait se passer d'eux, mais persuadé qu'ils volaient toujours le Trésor, le Premier Consul se croyait le droit d'employer tous les moyens, même les plus arbitraires, pour rogner sur leurs factures ou pour en ajourner le paiement[2]. Cette mentalité, qui fut toujours celle de Napoléon, le rapprochait des hommes d'État de l'ancien régime, de ceux qui avaient livré les traitants aux Chambres de justice de 1624, de 1661 et de 1716.

L'arrêté du 7 pluviôse fut aussitôt mis à exécution, mais le gouvernement dut reconnaître qu'il avait affaire à forte partie. Ouvrard, prévenu par ses amis, avait disparu, et ne revint se livrer au bout de quelques jours que parce qu'il le voulait bien. Son arrestation ne changea rien au train de sa maison : sa famille recevait de nombreuses visites, continuait à donner de somptueux dîners, la cour de son hôtel était toujours pleine de voitures[3]. Ouvrard, en effet, comptait beaucoup d'amis, d'associés, de clients. Le peuple fut content de voir un grand spéculateur frappé[4]; mais la haute bourgeoisie parisienne accueillait avec une véritable inquiétude cette violation des contrats passés avec les particuliers. Le Premier Consul qui s'était servi du concours des banquiers pour faire le 18 brumaire, comprit que

1. Ouvrard, t. I, p. 43.
2. Voir Mollien, *Mémoires*, t. III, p. 94 et 101.
3. Lettres du Bureau central du canton de Paris au ministre de la Police générale, 15 et 19 pluviôse (F^7 6554).
4. Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. I, p. 130.

cette émotion pouvait nuire à un gouvernement peu solide encore ; il fit convoquer les principaux négociants et banquiers de Paris à une réunion dont le procès-verbal officiel nous a été conservé. La différence est grande, leur dit-il, entre un commerçant et un fournisseur ; celui-ci, entre les mains duquel a été déposée une partie de la fortune publique, doit être considéré comme un fonctionnaire. Ouvrard avait d'avance accepté le régime de la juridiction administrative et de la contrainte par corps. Il a débuté comme munitionnaire général en recevant du Trésor quatorze millions d'avances en denrées, il a toujours touché des sommes excédant la valeur de ce qu'il avait fourni. Quand on lui a demandé des comptes, il en a fourni à trois reprises, peu clairs et différents les uns des autres. Le commerce parisien n'a pas à s'inquiéter de cet homme : « Ne sait-il pas qu'Ouvrard ne se soutenait que par la corruption[1] ? »

Malgré ce réquisitoire, Bonaparte ne voulut point pousser les choses trop loin. Ouvrard put rester prisonnier chez lui, sous la surveillance d'un gendarme, et bientôt le ministre de la Marine conclut avec lui une transaction ratifiée par Bonaparte. On ajournait *sine die* l'apurement définitif de ses comptes, en les renvoyant à des commissaires spéciaux ; pour le présent il s'engageait à rétablir au Trésor une somme de quatorze millions, laissait en suspens le remboursement des dix millions prêtés au Directoire, prenait à sa charge certains paiements immédiats. Moyennant quoi l'arrêté du 8 floréal (28 avril) rapporta celui du 7 pluviôse et le fit mettre en liberté. On n'avait pas jugé le traitant, mais on lui avait fait rendre gorge.

Un homme comme lui devait se remettre aussitôt de cette alerte, puisque le gouvernement continuait à employer ses services. C'est à lui, en effet, qu'on s'adressa pour les fournitures de l'armée qui allait franchir le Grand Saint-Bernard ; à cette occasion il prit pour associé un homme qui devait être pendant près de vingt ans son ami, son *alter ego* et parfois son complice, Vanlerberghe[2]. C'était aussi un fournisseur de l'État, très compétent pour les achats de grains, une sorte de sous-Ouvrard, moins brillant, moins audacieux, mais aussi peu scrupuleux. Il avait, comme son nouvel associé, l'art de se cacher toujours, dans ses grandes entreprises, derrière des hommes de paille, et

1. V. Vandal, *l'Avènement de Bonaparte*, t. II, p. 109.
2. Ouvrard, t. I, p. 58.

de dissimuler sa fortune pour échapper à ses créanciers. En l'an VII, par exemple, une compagnie de vivres-viande, où il avait de gros intérêts, fut accusée de dilapidations; pour mettre son argent à l'abri, Vanlerberghe fit prononcer par le tribunal le divorce avec sa femme et la séparation de biens. Les deux époux continuèrent d'habiter ensemble, mais le tour était joué. De même ses créanciers, voulant saisir ses meubles, trouvèrent qu'il était locataire d'un chétif appartement situé dans l'hôtel de Cluny (où se trouve aujourd'hui le musée), avec un mobilier misérable[1]. Comme le disait un avocat de 1826, « le système de M. Vanlerberghe a été toute sa vie de payer les particuliers le moins possible, et le gouvernement pas du tout ».

Ce système était également celui d'Ouvrard. Pour saisir ses procédés sur le vif, rappelons l'anecdote racontée par le général Thiébault, et qui se place au temps du Consulat. Un Nantais, nommé Chenais, qui voulait vendre une propriété, la propose à Ouvrard. Ce dernier la fait estimer, constate qu'elle vaut un million, invite Chenais à dîner; il lui expose que le gouvernement, faute de numéraire, l'a forcé d'accepter des biens-fonds pour une valeur de quarante-sept millions, qu'il ne peut s'en défaire, et que c'est pure obligeance de sa part s'il achète pour 350,000 fr. la maison de Chenais. Celui-ci hésite à conclure ce marché désastreux; mais la séduction d'Ouvrard, ses manières de grand seigneur, le luxe de sa demeure l'éblouissent, et finalement une bouteille de champagne servie au bon moment le décide à s'engager. Quelque temps après, Chenais avertit Thiébault que l'acheteur lui doit encore 60,000 francs et ne veut pas les payer. Thiébault, après deux visites inutiles, force la porte du financier, s'entend dire par lui qu'il n'a ni argent ni terrains, s'installe dans sa chambre en affirmant qu'il ne sortira pas avant d'être payé, et finalement obtient une hypothèque sur une propriété qu'Ouvrard avait mise au nom d'un de ses frères[2]. Tels étaient

1. Après la mort de Vanlerberghe, ses créanciers obtinrent du tribunal de la Seine, puis de la Cour royale de Paris, des arrêts qui déclaraient nulle la séparation de biens de l'an VIII. C'est dans ces pièces que furent énumérées les ruses du spéculateur. Voir *Gazette des tribunaux*, 18 et 25 novembre, 9, 16, 24, 31 décembre 1826; 3 février 1827, 7 et 14 janvier, 2 mars 1828.

2. Thiébault, *Mémoires*, t. III, p. 294 et 533. — D'après *les Esquisses anecdotiques* déjà citées, une saisie faite chez Ouvrard, place Vendôme, ne donna rien : le mobilier ne lui appartenait pas. Une autre faite rue Saint-Honoré, plus tard, ne rapporta que 630 francs, tant le mobilier placé dans cette maison était insignifiant.

les hommes à qui Napoléon, quoi qu'il en eût, devait sans cesse recourir pour ses fournitures; cela montre la faiblesse industrielle et commerciale de la France au début du XIXe siècle.

Ouvrard et Vanlerberghe réunis donnèrent une grande extension à leurs affaires; une compétence indiscutable faisait d'eux des hommes précieux dans les moments de disette. On le vit lorsque la France fut menacée d'une famine en 1802. Après la rupture de la paix d'Amiens, on les chargea de nouveau des services de la marine. S'il faut en croire Ouvrard, la prodigieuse activité déployée par lui à ce moment fut récompensée par la plus noire ingratitude; on s'abstint systématiquement de lui rembourser aucune de ses avances; et quand elles s'élevèrent à plus de soixante-sept millions, Bonaparte dit en souriant à un de ses amis : « Ouvrard doit commencer à être embarrassé[1]. » Mais les deux fournisseurs continuaient quand même leurs opérations; à eux s'étaient joints d'autres financiers, tels que Desprez, un des prêteurs habituels du Trésor, le fournisseur Michel et Seguin, autre spéculateur de grande envergure qui devait devenir plus tard l'ennemi acharné d'Ouvrard. Cette puissante compagnie étendait continuellement son action; le ministre du Trésor, Barbé-Marbois, homme laborieux et honnête, mais débordé par les difficultés de sa tâche, adressait chaque jour de nouveaux appels aux capitalistes accommodants qui savaient toujours le tirer d'embarras.

Ouvrard fut ainsi envoyé par le ministre en mission à Madrid pendant l'année 1804. Le spectacle de l'Espagne le passionna. Un pays qui ne savait pas tirer parti de ses immenses richesses naturelles; un Trésor besogneux; un favori avide qui disposait à son gré des ressources de la Couronne et de la signature du roi : que pouvait rêver de mieux un homme toujours disposé aux opérations gigantesques? Godoï fut charmé par ce magicien à la parole captivante qui apportait la richesse pour lui et pour le royaume; il fit adopter par le Conseil des Indes un plan qui embrassait, dit Ouvrard, « la liquidation de toutes les dettes de l'État, la réorganisation de la banque Saint-Charles, l'établissement de plusieurs banques dans les provinces, la création d'une dette publique et d'une caisse d'amortissement indépendante et richement dotée ». Un traité fut signé, qui établissait une véri-

1. Ouvrard, t. I, p. 72.

table association entre le roi Charles IV et la compagnie Ouvrard. Cet « acte sans exemple » est demeuré pour le financier un sujet d'orgueil[1]. Disons tout de suite que Mollien l'apprécie tout autrement : « Jamais, » dit-il, « marché ne fit plus de dupes. » Il ajoute que les avances faites par Ouvrard à l'Espagne furent puisées, non dans les coffres de la compagnie, mais dans le Trésor français, qui donnait cet argent pour les fournitures de l'État; enfin, tandis que les spéculateurs affirmaient au bout de quelques temps avoir prêté soixante millions à l'Espagne, celle-ci déclara n'en avoir reçu que trente-six[2].

Mais on ne savait pas encore tout cela au début de 1805. Barbé-Marbois, recevant le texte des traités signés par Ouvrard à Madrid, fut ébloui; plus que jamais il subit l'influence du fascinateur à qui personne ne résistait. Celui-ci d'ailleurs montrait la garantie certaine de tous ses engagements : c'étaient les millions de piastres accumulées dans les comptoirs du Mexique, du Pérou, de toute l'Amérique espagnole, et que le contrat de 1804 mettait dans ses mains. Il accomplit d'ailleurs un nouveau prodige : ses relations avec les financiers de Londres et d'Amsterdam lui permirent d'obtenir du gouvernement de Pitt, en pleine guerre, l'autorisation de faire transporter les piastres mexicaines en Hollande par des navires anglais. Barbé-Marbois, comme tous les hommes de cette génération saturée d'assignats et de mandats territoriaux, croyait que l'abondance de numéraire, de métal monnayé, serait le remède à toutes les difficultés économiques; il n'eut plus rien à refuser à Ouvrard.

Celui-ci et ses associés étaient des « faiseurs de service », comme les appelle Mollien, des traitants disposés à se charger de toutes les affaires de l'État. Leur compagnie, que le public nommait la société des « Négociants réunis », avait Desprez comme chef apparent, bien qu'Ouvrard menât tout; Barbé-Marbois consentit à Desprez les avances dont il avait besoin. La Banque de France fit comme le ministre; le prudent Perregaux, qui la dirigeait, décida le conseil des régents (parmi lesquels figurait Desprez) à escompter sans défiance le papier de celui-ci. Le résultat fut une crise financière qui prit, de septembre à décembre 1805, des proportions formidables. La guerre contre

1. Ouvrard, t. I, p. 94-96.
2. Mollien, *Mémoires*, t. II, p. 11.

l'Autriche, qui venait de commencer, amenait des faillites nombreuses, parmi lesquelles la plus retentissante fut celle du banquier Récamier (le mari de Juliette Récamier). Desprez se trouvant menacé, le ministre du Trésor obligea la Banque de France à le soutenir et ne fit que compromettre cette institution récente, encore mal affermie. Le public se pressa aux guichets de la Banque afin d'échanger les billets contre du numéraire; le ministre de la Police dut prendre des mesures contre les attroupements. La nouvelle même de la victoire d'Austerlitz, malgré la joie qu'elle causa dans Paris, ne put que ralentir la crise, mais sans y mettre fin[1].

Barbé-Marbois, tout en se débattant de son mieux contre ces difficultés, conservait son aveugle confiance dans la compagnie des Négociants réunis; aussi Napoléon allait-il l'en punir. Le 26 janvier 1806, l'empereur est de retour à Paris; le lendemain il réunit un conseil où Barbé-Marbois expose la situation des finances et reçoit une de ces terribles scènes de reproches comme Napoléon savait les faire. Ce conseil, qui dura neuf heures, fut interrompu seulement par une audience donnée à Desprez, Ouvrard et le premier commis du Trésor. Peut-être Ouvrard n'a-t-il pas répondu aux menaces de Napoléon par les énergiques paroles qu'il rapporte dans ses *Mémoires;* mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne se laissa pas troubler. Mollien raconte, en effet, que, devant les injures violentes de l'empereur, Desprez fondit en larmes, Roger balbutia des excuses; leur compagnon, « immobile comme un roc, ne proférait pas une parole, mais tout son air semblait dire que, comme rien n'est plus passager qu'une tempête, il ne faut que savoir en attendre la fin[2] ».

Le décret du 18 février 1806 déclara les « Négociants réunis » redevables au Trésor de quatre-vingt-sept millions et fixa les mesures à prendre pour le recouvrement de cette somme. C'était la fin des châteaux en Espagne édifiés en 1804. Les financiers frappés

1. Voir le récit complet de cette crise dans *Paris sous Napoléon*, par Lanzac de Laborie, t. VI, p. 164 et suiv. Cf. Aulard, *Paris sous le Premier Empire*, pour les derniers mois de 1805. Les relations étaient anciennes entre Ouvrard et Récamier : en 1803, un lord anglais, venu à Paris, se faisait présenter à quelques généraux français par notre spéculateur et par Mme Récamier (Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. III, p. 545).

2. Ouvrard, t. I, p. 129; Mollien, t. I, p. 436.

entreprirent encore de se sauver par diverses spéculations[1]; mais le coup était trop rude. Ouvrard et Vanlerberghe durent l'année suivante suspendre leurs paiements et déposèrent leur bilan au tribunal de commerce le 31 décembre 1807. Est-il vrai, comme l'a dit plus tard un adversaire, qu'Ouvrard fit cela pour échapper aux dispositions du nouveau Code de commerce qui entrait en rigueur le 1er janvier 1808[2]? Il réussit du moins à obtenir de ses créanciers un arrangement qui semble lui avoir évité la déclaration officielle de faillite. Quant au gouvernement, ses rigueurs continuèrent : le décret de Schœnbrunn, du 21 juin 1809, mit de nouvelles dettes à la charge d'Ouvrard, comme garant de l'ancien gouvernement espagnol, et le fit envoyer un instant à Sainte-Pélagie. Le financier a longuement insisté sur l'iniquité criante qui fut commise à son égard, sur le manque de probité de l'empereur et de ses conseillers. Il affirme que Cambacérès oublia sa réserve accoutumée pour dire au souverain : « Sire, vous perdriez cette affaire devant les tribunaux[3]. »

Nous n'avons pas les documents qui nous permettraient de trancher le débat; mais il convient d'entendre aussi le témoignage des adversaires d'Ouvrard. Napoléon, après la suspension de paiements de la compagnie en 1808, dicta une note qui fut communiquée à tous les préfets[4]. Cette compagnie, disait-il, a été chargée des fournitures de vivres pour la guerre et la marine, de la conservation des approvisionnements de l'intérieur; c'était un mouvement d'affaires de plus de soixante millions par an. Elle avait obtenu des prix si avantageux, elle a bénéficié depuis plusieurs années de récoltes si bonnes, qu'elle aurait dû faire fortune. Mais elle s'est chargée des affaires de l'Espagne, s'est mêlée aussi de négocier les obligations du Trésor français; en 1806, elle a été convaincue d'accomplir des opérations clandestines et frauduleuses, elle a entrepris des choses « aussi extra-

1. Un bulletin de police parle, le 13 mai 1806, d'une hausse sur les farines provoquée aux Halles par un ordre de Vanlerberghe (Aulard, *Paris sous le Premier Empire*, t. II, p. 467).

2. *Les Esquisses anecdotiques*, où est rapporté ce fait, renvoient, pour l'exposé des actes frauduleux d'Ouvrard, aux plaidoyers prononcés par Billecocq, un célèbre avocat de cette époque, devant la Cour de Paris les 19, 26 novembre et 3 décembre 1811. Je n'ai pu retrouver ces plaidoyers.

3. Ouvrard, t. I, p. 142-152.

4. Elle est reproduite dans la *Correspondance de Napoléon*, t. XVI, n° 13,266.

vagantes que gigantesques ». On l'a traitée encore avec indulgence, en ne lui réclamant pas des intérêts qui se montent à six millions[1].

Plus important encore est le récit de Mollien, qui reçut en janvier 1806 le portefeuille ministériel retiré au trop naïf Barbé-Marbois. Il ordonna aussitôt d'établir d'une façon rigoureuse le « débet » des faiseurs de service. La chose fut difficile, car leur comptabilité « était un mystère impénétrable ». On y trouvait plusieurs dizaines de millions portées au chapitre des profits et pertes. Finalement, la dette de la compagnie envers l'État fut arrêtée à 141,800,000 francs. « Ce résultat », continue Mollien, « ne souffrit aucune atténuation, même après que, sur ma demande, les faiseurs de service eurent été admis à discuter et à contredire par eux, par leurs agents, par leurs avocats, chacun des articles de leur compte devant le tribunal alors compétent dans ses sortes d'affaires, le conseil d'État. » On peut répondre avec Ouvrard que le conseil d'État, corps administratif, donnait toujours gain de cause au gouvernement. Mais l'ancien ministre du Trésor ajoute quelque chose de plus significatif : il voulut que « le « débet » fût avoué par ses débiteurs dans toute sa plénitude; et il fut en effet reconnu, confessé par eux, dans ses résultats, dans tous ses détails[2] ».

La dette une fois constatée, le difficile était de la faire payer. On y parvint par divers moyens. Roger, le premier commis du Trésor, qui avait accepté des financiers un million à titre de gratification, le restitua. Des procès entre eux et leurs commanditaires secrets permirent de mettre la main sur des immeubles attribués à divers prête-noms. La liquidation de leurs créances comme fournisseurs diminua encore la dette. Comme leurs magasins étaient pleins, l'État y préleva des subsistances pendant près de deux années sans verser plus du tiers ou de la moitié du

1. Voici la conclusion de cette note : « Si la compagnie s'était bornée à l'entreprise dont elle était chargée, si elle ne s'était point embarrassée d'affaires faites avec l'étranger, si elle ne s'était pas jetée dans les plus ridicules spéculations, elle aurait fait honneur à son service, elle se serait assuré des profits considérables et elle aurait répondu à la confiance du Gouvernement. Sa conduite rappelle l'excessive crédulité et l'esprit qui régnaient au temps des actions du Mississipi. »

2. Mollien, *Mémoires*, t. II, p. 6-10. — Le ministre ajoute que le rapport général sur cette affaire, avec les pièces justificatives, fut conservé dans les bureaux du contentieux du Trésor.

prix. L'Espagne, engagée dans ces affaires, paya 60 millions. A la fin de l'Empire, il ne restait guère que 12 millions non payés sur 142. Mollien s'enorgueillit d'avoir terminé « presque sans dommage et sans scandale la plus dommageable et la plus scandaleuse des aventures dans lesquelles les finances d'un grand État aient pu jamais se trouver engagées[1] ».

Ne nous apitoyons pas trop sur la ruine d'Ouvrard; il était trop habile pour ne pas avoir caché des réserves qui lui permirent de continuer sa vie somptueuse. Et le désastre de 1806 ne le guérit pas de sa mégalomanie. En 1810, il conçut le plan d'une opération qui devait « assurer à la France le paiement ou solde du débet des anciens banquiers du Trésor..., procurer à la Hollande le remboursement de l'emprunt que l'Espagne aurait fait à Amsterdam pour acquitter une portion de ce débet; mettre à la disposition de l'Angleterre, pour son commerce dans l'Inde et en Chine, 28,453,000 piastres qu'elle aurait le droit de faire recouvrer dans les comptoirs espagnols d'Amérique, ainsi que cela avait eu lieu en 1807 pour le compte du Trésor public de France, etc.[2]. » Ouvrard n'hésita pas à envoyer ce projet à l'empereur. Celui-ci éprouvait en face du financier un singulier état d'esprit : tout en le détestant comme le type du fournisseur dangereux et sans scrupules, le politique aux plans gigantesques ne pouvait s'empêcher d'examiner les propositions grandioses du spéculateur. Il envoya de Bruges la note d'Ouvrard à Mollien, le 19 mai 1810, en lui demandant son avis sur ce projet. « Gardez-le pour vous seul », continuait-il, « dites-moi où est, ce que fait et veut cet Ouvrard, et, s'il quittait Paris, prévenez-moi. Tout ceci doit rester sous le secret[3]. » Le ministre lui répondit que l'opération, des plus chanceuses, n'offrait aucune garantie, et termina en donnant son opinion sur l'auteur du projet : « Par excès de légèreté et d'assurance, et par cette habitude qui lui est propre de semer partout des aventures pour tirer parti de celles que le hasard pourrait conduire à bien, il a commencé sans doute par s'abuser lui-même; mais au moins, dans ce cas, il ne peut abuser que lui. »

Napoléon, quand il demanda l'avis de son ministre sur le plan

1. Mollien, t. II, p. 15.
2. Ibid., t. III, p. 175.
3. Cette lettre, publiée par Mollien dans ses *Mémoires*, est reproduite d'après l'original dans les *Lettres inédites de Napoléon*, par Lecestre, t. II, p. 31.

financier d'Ouvrard, ne se doutait pas que celui-ci venait de s'engager aussi dans une intrigue politique. Fouché, avec cette audace qui lui fit prendre plusieurs fois des initiatives bientôt désavouées par le maître, voulait amorcer une négociation entre la France et l'Angleterre; il se servit pour cela de son ami Ouvrard, qui était depuis longtemps en relations d'affaires avec Labouchère, devenu chef d'une des grandes banques d'Amsterdam, la maison Hope[1]. Comme Labouchère était gendre de Baring, le premier banquier de Londres, Fouché trouvait ainsi les intermédiaires nécessaires pour se faire écouter du ministère anglais. La négociation fut-elle imposée par le duc d'Otrante à Ouvrard, comme celui-ci le raconte, ou l'initiative des pourparlers venait-elle de l'aventureux financier? Peu importe. Labouchère, qui croyait obéir au désir de l'empereur, engagea les négociations et en fit part au roi Louis; Napoléon, qui exécutait alors un voyage triomphal en Hollande, fut ainsi averti par hasard. Sa colère fut grande. Revenu à Paris, le 2 juin, il interpelle brusquement Fouché au Conseil des ministres sur les pourparlers entrepris sans son autorisation; Fouché s'excuse en rejetant la faute sur Ouvrard. Le même jour Napoléon donne à son confident Savary l'ordre d'arrêter Ouvrard; Savary parvient à opérer cette arrestation dans une maison particulière où le financier venait en visite avec Talleyrand. Le portefeuille de ministre de la Police récompensa le duc de Rovigo. Les accointances avec Ouvrard étaient nuisibles aux ministres : Fouché, après Barbé-Marbois, en avait la preuve[2].

Ce qui exaspéra Napoléon, ce fut un rapport de police d'après lequel Ouvrard avait proposé à l'Angleterre, au nom de la France, la conquête et le partage des États-Unis. L'empereur, qui a toujours cherché à se concilier le gouvernement américain, écrivait à Champagny, son ministre des Affaires étrangères : « Il est affreux que je puisse me trouver compromis par des choses aussi absurdes[3]. » En même temps, il recommandait à Savary de tenir Ouvrard au secret à Vincennes jusqu'à ce qu'un secrétaire du cabinet fût venu l'interroger : « Jamais il n'y a eu criminel d'État

1. V. Labouchère, *Pierre-César Labouchère* (*Revue d'histoire diplomatique*, 1913).

2. Voir *Mémoires* du duc de Rovigo, t. IV, p. 303 et suiv.; Madelin, *Fouché*, p. 180 et suiv.

3. *Correspondance de Napoléon*, t. XX, n° 16,618.

d'un genre plus grave[1]. » Son entourage soufflait sur le feu, pour atteindre Talleyrand derrière Ouvrard[2]. Mais l'interrogatoire du financier prouva qu'il n'était pas allé lui-même en Angleterre, et qu'il avait agi seulement d'après les ordres de Fouché. Rien ne restait du prétendu crime d'État; cependant, puisqu'Ouvrard était toujours débiteur du gouvernement, le régime de la contrainte par corps permit de conserver en prison le personnage encombrant qui s'était mêlé de ce qui ne le regardait pas. Mollien le fit donc transférer à Sainte-Pélagie, à la requête de l'agent judiciaire du Trésor public[3]. Ouvrard, devinant que c'était pour longtemps, s'arrangea, comme il le dit lui-même, à rendre sa prison supportable. « J'y recevais », ajoute-t-il, « beaucoup de monde; il y avait de la musique, quelquefois des proverbes, et quoiqu'on ne jouât guère au wisk (*sic*), M. le duc de Laval venait souvent dîner avec moi[4]. » Ses co-débiteurs, Desprez, Vanlerberghe, Seguin, cédèrent l'un après l'autre aux exigences du Trésor pour être mis en liberté; mais lui préféra ne pas payer.

Sa vie d'ailleurs continue à déconcerter la vraisemblance. Le personnage traité comme un débiteur insolvable avait une telle réputation de fournisseur habile qu'on le consultait ou qu'on lisait ses avis. En avril 1812, il envoyait une lettre au préfet de police Pasquier, sur l'approvisionnement de Paris; deux mois plus tard, il adressait une note semblable au ministre de la Police[5]. Cette note rappelle fièrement tous les succès qu'il a remportés depuis onze ans comme munitionnaire; elle montre les fautes commises depuis trois ans par l'administration des subsistances; elle indique les moyens de maintenir toujours une réserve suffisante pour les

1. *Lettres inédites de Napoléon*, publ. par Lecestre, t. II, p. 38.

2. *Mémoires* de Rovigo, t. IV, p. 340.

3. Nous avons les lettres échangées à ce propos entre les ministres de la Police et du Trésor en janvier 1911 (F^7 6554).

4. Ouvrard, t. I, p. 168. — C'est peut-être à cette date qu'il faut placer le fait rapporté par Castellane : comme il voulait une chambre voisine de la sienne pour en faire une salle de bains, on lui dit qu'elle était occupée par un prisonnier devant 8,000 francs. « Comment! », s'écria-t-il, « un misérable qui doit 8,000 francs va me gêner, moi qui dois 16 millions! Allons, qu'on les paye, qu'il sorte d'ici... » Et ce fut fait (*Journal* du maréchal de Castellane, t. II, p. 77).

5. Ses *Mémoires* (t. I, p. 171) donnent le texte de la lettre à Pasquier : celui-ci serait venu le consulter dans sa prison. La note à Savary, du 29 juin 1812, est aux Archives nationales (F^7 6554).

besoins de Paris. Peu après, lorsque s'engageait la campagne de Russie, Ouvrard fit une nouvelle note sur l'approvisionnement de la Grande Armée : « Je l'adressai spontanément à l'empereur », dit-il, « avec la confiance que j'ai toujours eue lorsqu'il s'est agi de rendre mon expérience et mes combinaisons utiles à la chose publique ». Cette note, fort curieuse, opposait au système suranné des réquisitions celui des grands achats; elle recommandait (il n'y avait qu'Ouvrard pour se permettre ces audaces) de recourir au commerce maritime, aux dépôts accumulés dans les stations anglaises. « Je n'ai jamais connu de blocus », disait-il par manière de conclusion[1].

Sa captivité fut adoucie en 1813. Mollien autorisa le duc de Rovigo à le laisser entrer dans une maison de santé. La chute de Napoléon lui donna la liberté; en avril 1814 son ami Talleyrand devenait tout-puissant et utilisa le savoir-faire d'Ouvrard pour improviser la réception du comte d'Artois rentrant à Paris. Ce zèle eut sa récompense : l'homme qui se donnait pour une victime de l'arbitraire impérial obtint de Louis XVIII remise de ce qu'il devait encore sur les douze millions réclamés par le Trésor[2]. Il revint aussitôt à ses affaires favorites : l'entreprise générale des vivres et des fourrages fut confiée le 1er septembre 1814 à Doumerc, un de ses prête-noms. Cependant, il accueillit le retour de l'île d'Elbe avec son calme habituel, sûr qu'on aurait besoin de lui. En effet, Napoléon recourut à ses services. Est-il vrai, comme le raconte Ouvrard, que l'empereur voulut l'envoyer au congrès de Vienne auprès de Talleyrand, qu'il écouta patiemment l'exposé de ses plans financiers? Je n'oserais l'affirmer. Ce qui est certain, c'est qu'on l'employa officiellement pendant les Cent-Jours : Napoléon lui laissa la direction du service des vivres et même lui confia « une délicate et importante négociation d'effets publics[3] ». Tout cela ne se passait pas sans quelques-uns

1. Ouvrard disait à Véron que, pour nourrir une armée, il est moins cher de payer que de piller (Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, éd. in-16, t. I, p. 145 et suiv.).

2. Mollien, t. III, p. 181.

3. Mollien, t. III, p. 182. — Il s'agissait de vendre cinq millions de rentes françaises à cinquante francs; Ouvrard s'en chargea pour donner à l'État les fonds qui serviraient à payer ses fournitures de vivres. Il a exposé cette opération en détail lorsqu'un député, en 1816, demanda qu'il fût poursuivi à ce sujet (*Observations sur la motion faite le 14 mars 1816*. Bibl. nat., Lb[48] 523).

de ces incidents qu'on retrouve toujours quand Ouvrard est mêlé à une affaire. Il fut accusé d'employer à des coups de Bourse les avances faites par le Trésor au fournisseur des vivres ; Davout, ministre de la Guerre, autorisa les préfets à conclure des marchés d'urgence à n'importe quel prix, au compte du munitionnaire général ; celui-ci accepta aussitôt un nouveau contrat qui mit fin à la querelle[1]. Ouvrard affirme que Napoléon le fit assister à la bataille de Waterloo, puis recourut à ses services au moment où il espérait encore pouvoir passer en Amérique[2].

II.

Avec la Restauration commençait une période de paix et de liberté politique ; pour Ouvrard elle fut aussi agitée, aussi fertile en étonnantes péripéties que l'époque du Directoire et de l'Empire. Un nouveau tour de roue de fortune allait faire de lui le conseiller du gouvernement, l'ami de l'intègre duc de Richelieu. Ce rôle de conseiller, d'inspirateur de la politique financière, il l'ambitionnait depuis longtemps. C'était habileté de spéculateur bien décidé à se faire payer ses avis ; mais c'était aussi conviction véritable. Ouvrard était un apôtre de l'emprunt ; ébloui par la puissance économique de l'Angleterre, par la façon dont elle résistait à ses ennemis les plus tenaces, il pensait accomplir une grande œuvre en contribuant à fonder le crédit public dans son pays, à doter la France d'une dette publique destinée à fournir les millions nécessaires pour la mise en valeur des richesses nationales. Ces vues avaient été présentées par lui au Directoire dès 1799, à Napoléon pendant les Cent-Jours[3]. Sous la Restauration, il profita de la liberté nouvelle accordée à la presse pour tâcher de gagner le grand public à ses idées. Pendant la première Restauration, déjà, son *Mémoire* de mai 1814 reprochait au baron Louis, ministre des Finances, de reprendre les errements de Necker, de chercher à obtenir de l'argent par des bons remboursables dans trois ans ou par des emprunts à court terme ; à ce système il opposait celui des

1. Henry Houssaye, *Waterloo*, p. 26.
2. Peu après les Cent-Jours, le 26 octobre 1815, une note de la préfecture de police dit qu'Ouvrard, Hainguerlot et d'autres font faire des actes frauduleux chez un notaire pour éviter le séquestre (F^7 6554).
3. Ouvrard, t. I, p. 30 et 202.

emprunts à long terme, émis à un prix plus avantageux, garantis par une caisse d'amortissement bien dotée[1].

Après les Cent-Jours, le second traité de Paris aggrava beaucoup la situation financière de la France en lui imposant une indemnité de guerre formidable. Ouvrard, qui jugeait encore une fois les mesures du baron Louis mesquines et maladroites, eut le mérite réel d'exposer et de soutenir une idée féconde; il affirma que, l'argent dû aux étrangers, il fallait le faire prêter à la France par les étrangers. Un emprunt émis avec le concours des riches banquiers de Londres et d'Amsterdam pouvait seul fournir à notre pays appauvri le moyen de s'acquitter envers les vainqueurs et de libérer le territoire[2].

Ouvrard avait réussi à nouer des relations avec Richelieu; il s'était insinué aussi auprès de Wellington, commandant de l'armée d'occupation, qui habitait à Paris un bel hôtel appartenant au financier[3]. Celui-ci donnait à son château de la Jonchère de magnifiques réceptions, où parurent Wellington et Metternich. Cependant son plan d'emprunt fut rejeté en 1816 par les gouvernements alliés[4]. Pendant un an la situation financière alla en empirant; mais enfin la question fut résolue en 1817 : l'emprunt manqué l'année précédente fut conclu cette fois avec l'approbation des grandes puissances, et la loi du 25 mars 1817 fonda le crédit public en France.

Ouvrard s'est attribué l'honneur de ce grand résultat[5]. Il est certain que ses idées furent appliquées d'une façon heureuse; mais sur la façon dont il voulut les mettre en pratique nous devons consulter quelques témoins bien informés. Ouvrard était parti pour Londres, se faisant fort d'y conclure l'emprunt; Mme de Boigne nous raconte qu'elle le vit arriver chez son père, le marquis d'Osmond, ambassadeur de France en Grande-Bretagne. Le marquis subit la séduction de cet homme qui « ne doutait jamais de rien[6] ». Les plus défiants désarmèrent quand ils apprirent qu'il revenait à Paris en ramenant avec lui Baring et Labouchère, les deux plus puissants banquiers de Londres et

1. *Mémoires sur les finances*, 1814 (Lb[45] 618).
2. Voir son mémoire de 1816 (Lb[48] 460).
3. Pasquier, *Mémoires*, t. IV, p. 149.
4. Ouvrard, t. I, p. 235.
5. Voir ses *Observations* de 1818 (Lb[48] 1072) et ses *Mémoires*, t. I, p. 240-270.
6. Mme de Boigne, *Mémoires*, t. II, p. 245. Cf. Labouchère, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1914.

d'Amsterdam. Richelieu surtout était dans la joie, car Ouvrard lui avait présenté l'affaire comme terminée. Baring et Labouchère vinrent, en effet, causer avec le président du Conseil; mais cet entretien le laissa complètement bouleversé, comme il le raconta aussitôt après à son collègue Pasquier. Ils lui dirent que le plan d'Ouvrard était « si peu acceptable qu'ils n'y avaient pas fait attention »; rien n'était conclu. Ils voulaient seulement conférer avec le ministre, « en mettant de côté toutes les rêveries de M. Ouvrard[1] ». Pourquoi celui-ci avait-il causé à Richelieu cette cruelle désillusion? « Ou il s'était trompé », dit Mme de Boigne, « ou il avait voulu tromper pour faire un coup de Bourse, ce dont il était bien capable. » On peut croire que l'audacieux spéculateur, comme en 1804 et en 1810, s'était grisé lui-même et avait pris facilement ses aventureuses conceptions pour des réalités.

C'était lui néanmoins qui avait amené Baring et Labouchère à Paris; la négociation, reprise avec Richelieu et Corvetto, se termina par un accord. Ouvrard a exagéré son rôle, mais sa part dans la grande opération financière de 1817 n'est pas contestable. Richelieu, ravi du succès de l'emprunt, le traitait en ami : ce fut un des plus beaux moments de sa carrière. On recherchait maintenant son alliance; un Montmorency demanda la main de sa fille; Richelieu la fit accorder à un de ses protégés, le comte de Rochechouart. L'illustre homme d'État, qui venait de quitter la présidence du Conseil à la fin de 1818, retarda son départ de quelques jours afin de signer le contrat de mariage[2].

Mais toujours, dans la vie de notre personnage,

la roche Tarpéienne est près du Capitole.

Les fournitures faites au ministère de la Marine par lui et Vanlerberghe en 1804 et 1805 n'étaient pas réglées. D'après les deux associés, l'État leur devait 13,270,550 fr. 44; Portal, qui s'appliquait énergiquement à relever la marine, déclara la créance non valable; le Conseil d'État lui donna raison le 25 septembre 1819. Une intervention de Wellington en faveur d'Ouvrard demeura sans résultat. Selon lui, cette décision inique

1. Pasquier, t. IV, p. 150.

2. Ouvrard a donné le *fac-similé* d'une lettre que lui écrivit Richelieu à cette occasion. D'après les *Esquisses anecdotiques*, la dot de la comtesse de Rochechouart fut de 1,100,000 francs.

porta le coup mortel à Vanlerberghe, qui survécut à peine quelques jours. Ce fournisseur avait du moins pris ses précautions avant de mourir : à la grande stupeur de ses créanciers, l'actif de sa succession fut évalué à 8.000 francs seulement : il y avait là une source féconde de procès pour l'avenir[1].

Le grand spéculateur déçu allait chercher une fois de plus dans la politique le moyen de réparer ses pertes : pertes relatives, car il mena toujours une vie opulente. La révolution d'Espagne en 1820 attira de nouveau ses regards vers le pays qui lui avait consenti le fameux contrat de 1804. Le gouvernement constitutionnel imposé à Ferdinand VII eut bientôt contre lui le parti absolutiste : bonne occasion pour pêcher en eau trouble. Ce parti organisa dans les Pyrénées la « régence » d'Urgel qui, n'étant reconnue par aucun gouvernement, chercha en vain de l'argent à Paris. Son représentant vint trouver Ouvrard et lui demanda un prêt de deux ou trois cent mille francs ; « il vous faut quatre cent millions, je vous les fournirai », lui répondit son interlocuteur. Un traité fut signé, où le financier faisait compter à son actif toutes les sommes qu'il avait soi-disant avancées à l'Espagne entre 1804 et 1810. Il demandait une seule chose pour que le contrat fût mis à exécution, la reconnaissance officielle du gouvernement d'Urgel par la Sainte-Alliance ou tout au moins par la France. Mais Villèle s'y refusa : ce fut l'occasion du premier contact, et aussi du premier choc, entre ces deux hommes si différents, le financier timide et prudent qui dirigeait le ministère et l'aventurier audacieux qui ne croyait rien impossible[2].

Rebuté par Villèle, Ouvrard espéra être plus heureux devant le congrès de Vérone. Mathieu de Montmorency lui donna une lettre d'introduction pour Chateaubriand. Le financier montra aux diplomates européens l'avantage de son idée, qui permettait de faire vaincre les libéraux par les absolutistes espagnols sans que la France eût à intervenir. Chateaubriand écrivait de Vérone à Villèle, le 28 novembre 1822 : « Ouvrard et ses plans ont beaucoup plu ici » ; Metternich surtout, amusé, intéressé par ce « banquier à imagination », disait au diplomate français : « Ce

1. *Gazette des tribunaux*, 25 novembre 1826.

2. Villèle semble pourtant avoir été séduit un moment par le projet d'Ouvrard qui lui évitait une guerre; mais il se ressaisit bientôt. Voir Villèle, *Mémoires*, t. III, p. 175, 182, 214, 277.

n'est pas Ouvrard qui est fabuleux, ce sont les temps où nous vivons[1]. » Néanmoins le projet fut écarté; ce fut la France qui se chargea de renverser le gouvernement constitutionnel[2].

Ouvrard était prompt à se retourner : puisque le banquier n'avait pas réussi à lancer un emprunt, le munitionnaire allait se rendre indispensable. Il profita de l'incapacité de l'administration militaire : elle ne sut rien préparer à temps; l'intendant Sicard, chargé de diriger les approvisionnements, reçut le 9 février 1823 l'ordre d'aller à Bayonne; il n'y arriva que le 19 mars. Quand le duc d'Angoulême vint à la frontière des Pyrénées prendre le commandement, il trouva son armée sans foin, sans paille, sans avoine, avec des vivres pour quelques jours seulement. Attendre que le mal fût réparé, c'était donner aux libéraux espagnols le temps de revenir de leur surprise, c'était démoraliser l'armée française déjà troublée par la surveillance des ultra-royalistes sur les généraux et par la propagande révolutionnaire parmi les soldats. On s'adressa donc à Ouvrard. Celui-ci était prêt depuis plusieurs mois. Comme on donnait à l'entreprise deux services administratifs, celui des vivres-viande et celui des transports, il les avait fait adjuger à deux hommes de paille; en même temps, ses nombreuses relations commerciales lui avaient permis de constituer une réserve de grains. Certain qu'on aurait besoin de lui, avant de partir pour Bayonne il vint rendre visite à Villèle et lui dire, avec son audace paisible, qu'il serait en mesure de suppléer à toutes les insuffisances des services administratifs[3]. Ajoutons qu'il s'était procuré de l'argent à la Bourse : grand baissier en tout temps, il avait, s'il faut en croire Castellane, gagné 15 millions dans les baisses provoquées à Paris et à Londres par la perspective de la guerre[4].

Le financier arrive à Bayonne le 3 avril; aussitôt il est invité à se rendre chez le duc d'Angoulême. Les traités sont signés

1. *Congrès de Vérone* (*Œuvres complètes*, éd. Furne), t. X, p. 83.

2. L'ambassadeur d'Espagne poursuivait Ouvrard en police correctionnelle pour sa propagande en faveur des gens d'Urgel. Le procès, fixé au jour précis où la guerre fut déclarée, n'eut pas lieu.

3. Le témoignage d'Ouvrard est confirmé sur ce point par Pasquier (t. V, p. 499).

4. Castellane, *Journal*, t. I, p. 452. — « Ses manières très séduisantes », ajoute à ce propos Castellane, « le font toujours parvenir à tromper, en dépit de son insigne mauvaise foi, qui est en quelque sorte proverbiale. »

dans la nuit du 5 au 6 par l'intendant Sicard; celui-ci, dans une lettre qui est un piteux aveu d'impuissance, demande l'approbation du prince généralissime qui la donne. Le maréchal Victor, ministre de la Guerre, accouru à Bayonne et très mal reçu par le prince qui lui reproche son incapacité, doit de mauvaise grâce accorder son adhésion[1].

Le 7 avril, l'armée franchit la Bidassoa. Mais trouvera-t-on des approvisionnements en Espagne? Ouvrard applique son système favori, qui remplace les réquisitions par les achats. Réunissant les notables espagnols à Tolosa, il leur dit : « Ce qui me sera livré avant 8 heures du matin, je le paierai dix fois sa valeur; neuf fois ce qui viendra avant neuf heures; huit fois à qui viendra avant dix heures, ainsi de suite en diminuant d'un dixième par heure. » Dès le lendemain les paysans arrivent; ils sont éblouis par la vue des tables chargées d'argent. Désormais, l'armée trouvera facilement partout les provisions que les troupes de Napoléon n'avaient pu se procurer par la force.

Villèle, averti par la visite d'Ouvrard, avait écrit le 7 avril au duc d'Angoulême de se méfier de lui[2]; la réponse fut la nouvelle des traités signés à Bayonne. Le prince, de même que Martignac, placé auprès de lui à titre de commissaire civil, montra qu'on n'aurait pas pu agir autrement[3]. Villèle envoie un nouvel intendant pour faire améliorer les traités; celui-ci, Regnault, fait faire quelques modifications de détail, mais confirme le mandat confié au munitionnaire général. Munitionnaire, Ouvrard ne l'était même pas en titre; toujours soucieux de se dérober à ses créanciers, il faisait tout signer par son neveu, Victor Ouvrard. L'armée cependant arrive sans encombre à Madrid. L'heureux spéculateur augmente ses approvisionnements; il envoie son neveu au Maroc signer avec le pacha de Tanger un traité qui, ratifié par le sultan, permet de grands achats de grains et de bœufs. La régence espagnole installée à

1. Voir sa lettre à Guilleminot (Villèle, t. III, p. 324).

2. « Un certain intrigant, M. Ouvrard, est parti pour Bayonne et cherchera par tous les moyens à nouer là des opérations, soit de fournitures, soit d'emprunts, pour lesquelles il a été repoussé ici; je conjure Monseigneur de s'armer de méfiance et de sévérité contre lui et ses semblables... » (Villèle, t. III, p. 316).

3. Ibid., t. III, p. 330 et 338. — « Il n'y avait pas », écrit le duc, « à choisir entre M. Ouvrard ou tout autre; il tenait dans ses mains la destinée de notre armée et le succès de la campagne. »

Madrid recourt sans cesse à la bourse de ce prêteur complaisant, malgré Villèle, qui s'épuise à jouer le rôle de Cassandre[1].

Le président du Conseil, renonçant finalement à détromper les Espagnols, veut défendre les finances françaises contre Ouvrard en envoyant à Madrid le meilleur des intendants de l'armée, Joinville. Mais celui-ci, de même que ses deux prédécesseurs, est conquis par Ouvrard et signe un nouveau contrat si dangereux que Villèle, fort penaud, demande au prince généralissime de revenir aux traités de Bayonne[2]. Cela fortifie la confiance du prince dans Ouvrard; n'a-t-il pas, grâce à lui, glorieusement terminé la campagne en délivrant Ferdinand VII à Cadix? On accuse Ouvrard de corruption : « Il est bon que vous sachiez », répond le duc d'Angoulême, « que nous avons toute l'intendance contre nous, parce que, quand il y a un munitionnaire général, les sous-intendants ne peuvent pas faire les profits qu'ils font ordinairement[3]. » Le financier, porté par le succès, ne se contentait plus des résultats acquis et partait de nouveau pour le royaume d'Utopie. L'Espagne voyait ses immenses colonies soulevées contre elle; Ouvrard proposa de former, à l'exemple de la Compagnie anglaise des Indes, une « Compagnie armée espagnole du Nouveau Monde »; il promettait d'apaiser les séditions américaines à coups de grandes entreprises financières, en supprimant le régime prohibitif et la tyrannie économique de la métropole. Que de millions de piastres on allait ainsi récupérer! Les Espagnols, très ignorants des questions financières, écoutaient éblouis et charmés[4].

Mais le grand spéculateur allait encore une fois être rappelé à la dure réalité. A Paris tout le monde était contre lui; si le duc de Bellune s'indignait contre des marchés dont la nécessité avait prouvé son impéritie, Villèle était révolté par les dépenses que l'avidité d'Ouvrard imposait au budget. Dès le début de la campagne on avait cherché à se renseigner discrètement sur les

1. Villèle, t. IV, p. 39, 66, 88.

2. Villèle, t. IV, p. 316. — Les trois intendants, a dit le général Foy, « tombèrent tour à tour sous le charme du munitionnaire général ».

3. Villèle, t. III, p. 418. — Les sous-intendants avaient de quoi répondre : l'un d'eux raconta comment Ouvrard avait essayé de le gagner par un don princier de 230,000 francs (Castellane, *Journal*, t. II, p. 99). La confiance du duc d'Angoulême faisait dire plus tard à Talleyrand : « Dans toute cette affaire, il n'y a eu qu'un *innocent* » (Villèle, t. V, p. 200).

4. Ouvrard, t. II, p. 223 et suiv.

pratiques plus ou moins honnêtes auxquelles avait recouru le munitionnaire général. Ainsi, à la fin d'avril 1823, le lieutenant extraordinaire de police à Bordeaux, Boisbertrand, se conformant aux ordres du ministère de l'Intérieur, interrogea les préfets du Sud-Ouest sur les manœuvres coupables employées pour gêner les approvisionnements ; il leur demanda, dans une phrase qui en dit long, « les causes qui ont produit cette disette factice avant l'arrivée d'Ouvrard, et qui l'ont fait cesser immédiatement après ». Mais les réponses des préfets rejetèrent la faute sur l'administration militaire, qui avait voulu agir seule, sans consulter les autorités locales[1]. On ne put relever un fait précis de corruption.

Je n'entrerai pas dans l'infini détail du conflit qui s'engagea entre Ouvrard et le ministère. « L'affaire Ouvrard » occupa les Chambres, la presse et le public pendant plusieurs années. Elle fut portée pour la première fois devant la Chambre des députés en juin 1824 par le rapport de Martignac. Celui-ci prouva qu'on n'avait pas pu se passer d'Ouvrard, mais que le fournisseur avait majoré considérablement les prix : la ration de pain dépassait de sept centimes le prix convenable, celle de biscuit de douze centimes, celle d'eau-de-vie de quatre centimes. Le général Foy, dans un discours remarquable dont aucune assertion ne fut contestée, fit ressortir le contraste entre l'intendant Sicard et Ouvrard, entre « cet administrateur retardataire et impuissant qui ne répond pas du service », et cet homme « qui ne doute de rien, qui promet tout, un homme né avec le génie des affaires et l'instinct du succès ». Villèle essaya de montrer qu'on avait préparé les provisions nécessaires : « Ce qui a manqué », dit-il, « c'est un homme capable de faire marcher l'administration[2]. »

Les débats sur le même sujet se multiplièrent dans les années suivantes. Le ministère avait formé une commission d'enquête : le rapporteur Daru, l'ancien administrateur de la Grande Armée, entreprit avec une évidente partialité de justifier l'intendance et de noircir le munitionnaire général[3]. Au contraire, les deux rapports de Portalis à la Chambre des pairs furent très durs

1. F⁷ 6960.

2. Séances des 21, 28 et 29 juin 1824.

3. Daru « avait débuté dans l'intendance militaire et avait contracté sous l'Empire l'habitude d'une excessive sévérité contre tout ce qui portait le nom de fournisseur » (Pasquier, t. VI, p. 36).

pour les bureaux de la guerre. La Cour des pairs mit à néant, le 3 août 1826, les accusations de corruption formulées contre le général Guilleminot. Le tribunal correctionnel de la Seine acquitta, quelque mois plus tard, Ouvrard accusé de tentatives de corruption sur divers fonctionnaires[1]. En somme, on peut dire que trois faits certains résultent de ces années de discusions et de procédure : l'imprévoyance du ministère de la Guerre avait forcé le duc d'Angoulême à s'adresser au grand fournisseur; celui-ci avait exploité cette situation d'une manière scandaleuse[2]; le gouvernement de Villèle employa des moyens d'une probité douteuse pour échapper aux engagements contractés à Bayonne[3].

Ouvrard eut donc beau jeu, dans les *Mémoires* qu'il écrivit à ce moment, pour fulminer contre l'ingratitude et la malhonnêteté des ministres qui le dépouillaient et qui refusaient de soumettre le différend aux arbitres prévus par les contrats de Bayonne. D'autres motifs contribuaient encore à faire naître une véritable animosité personnelle entre l'audacieux spéculateur et le président du Conseil. Villèle entreprenait en 1824 sa fameuse conversion des rentes, qui devait finir par un succès assez médiocre; il fut irrité de voir Ouvrard se placer à la tête des baissiers, faire vendre des rentes françaises à Paris et à Londres[4]. Ouvrard, de son côté, en voulait au ministre qui honorait de sa confiance un banquier nouveau venu, James de Rothschild, qui lui accordait ce rôle de conseiller financier tant de fois sollicité par le fournissseur de Barras et de Napoléon. Aussi n'hésite-t-il pas dans ses *Mémoires* à soutenir, sans ombre de preuve, que les faveurs injustifiées faites à Rothschild s'expliquent par une association fructueuse entre le ministre et le banquier[5].

C'était en prison que notre homme écrivait ses *Mémoires* et

1. Voir *Gazette des tribunaux,* 10 et 18 novembre 1826, 18 et 27 janvier 1827. — Cela ne veut pas dire qu'il n'y eut point d'essais de corruption; mais on ne put les prouver.

2. D'après le général Foy, la seule application des marchés de Bayonne, sans aucun gain illicite, procurait à Ouvrard un bénéfice de vingt millions.

3. Comparer les notes rédigées en 1826 par le ministère de la Guerre contre Ouvrard et par le dauphin pour Ouvrard (Villèle, t. V, p. 215 et suiv.).

4. Voir la lettre de Villèle au duc d'Angoulême (30 août 1823) sur les manœuvres de Bourse de « cet homme diabolique » (Villèle, t. IV, p. 342).

5. Ouvrard, t. II, p. 296, 320; t. III, p. 280, 348, 382.

fulminait contre Villèle. Ouvrard avait eu, en effet, le malheur de rencontrer un ennemi plus dangereux que tous les ministres des Finances. Le banquier Seguin, son associé pendant longtemps, était un homme d'affaires aussi retors que lui, versé dans tous les genres de spéculation, parfaitement capable de lui tenir tête. C'était aussi, comme Ouvrard, un artiste et un dilettante, passionné pour la musique. Seguin excellait à mettre la loi de son côté. Sous l'Empire, il avait prêté à Vanlerberghe et Ouvrard de fortes sommes à 18 °/₀ le seul taux auquel ces personnages suspects trouvassent de l'argent[1]. Dès 1806, la sentence d'un arbitre commercial lui avait donné raison contre eux. Depuis lors, les procès ne cessèrent pas; et, en 1825, en vertu de la loi sur la contrainte par corps, Seguin fit arrêter Ouvrard; il lui réclamait une créance de 1,670,000 francs qui, avec les intérêts accumulés, se montait à plus de 2 millions. Le gouvernement, trop heureux de frapper le munitionnaire de Bayonne, fit valoir de son côté qu'une dette de 138,000 francs, reconnue depuis l'an V, n'avait jamais été payée au Trésor. Ouvrard entra donc à Sainte-Pélagie, bien résolu à ne pas payer. On lui fit quitter quelque temps Sainte-Pélagie pour la Conciergerie, pendant qu'il était sous le coup d'une accusation de corruption; il obtint d'y rester, même comme détenu pour dette. Son séjour y était occupé par d'innombrables procès contre tous ceux qui se trouvaient en relations d'affaires avec lui. Ainsi Tourton, un banquier parisien qui avait longtemps suivi en associé docile toutes les impulsions d'Ouvrard, se révoltait maintenant, et l'on échangeait mémoires et assignations[2]. Trente sous-traitants et sous-fournisseurs, qui avaient participé à l'expédition d'Espagne, assignaient Ouvrard devant le tribunal de commerce en paiement de leurs fournitures; le tribunal, constatant que le munitionnaire « a toujours tout fait pour entraver cette liquidation », nomma trois liquidateurs[3].

Tout cela n'empêchait pas l'imperturbable financier de mener

1. Voici ce que disait à ce propos un avocat général en 1828 : « Le sieur Seguin opéra avec les sieurs Vanlerberghe et Ouvrard comme opéraient alors tous les capitalistes. Il prêta fort cher ses fonds et sa signature, parce qu'alors les fonds étaient rares et le crédit difficile, et qu'il n'était pas bien sûr d'être remboursé : l'événement a prouvé la justesse de ses appréhensions » (*Gazette des tribunaux*, 2 mars 1828). Ouvrard se dit victime de Séguin (t. I, p. 284 et suiv.).

2. *Gazette des tribunaux*, février-mai 1826.

3. *Ibid.*, 1er et 14 décembre 1826.

en prison la vie élégante et somptueuse à laquelle il était accoutumé. Ses amis lui demeuraient fidèles et venaient volontiers à ses réceptions : Talma, par exemple, amenait souvent son fils, qui était le filleul d'Ouvrard; c'est dans un dîner offert par celui-ci à la Conciergerie que le grand acteur exposa devant plusieurs convives sa théorie sur le romantisme de Racine[1]. On raconte que Seguin lui-même sollicita une invitation et fut brillamment reçu à dîner par son débiteur[2]. Et puis il y avait les grands projets, les rêves politico-financiers auxquels Ouvrard ne renonçait jamais. Cochrane, l'aventureux Anglais qui a combattu dans toutes les parties du monde, cherchait le moyen de secourir la Grèce; quelques-uns de ses amis vinrent demander au prisonnier de la Conciergerie les capitaux nécessaires pour faire revivre l'ordre de Malte. Ouvrard prend feu aussitôt et rédige, en août 1826, un projet « d'alliance défensive et offensive, pour une durée de trente années, entre l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem et le gouvernement de la Grèce »; une compagnie sera formée, au capital de cinquante millions. La proposition ne fut pas accueillie[3]. Malgré ces divertissements, les années se faisaient longues en prison. Le financier, secondé par son avocat Berryer, demanda sa libération en 1828, sous prétexte que les années de captivité de 1811-1813 devaient être additionnées avec celles de 1825-1828; il avait donc atteint le temps maximum de cinq ans après lequel la contrainte par corps prenait fin. Mais la Cour royale rejeta sa demande[4]. Plus heureux l'année suivante, il sortit de captivité à la fin de 1829 après avoir achevé les cinq ans sans payer ses créanciers.

La révolution de Juillet vint offrir au spéculateur un nouveau champ d'action. Pourquoi cet homme, qui n'avait pas eu à se louer de la Restauration, se met-il immédiatement au service du parti légitimiste contre Louis-Philippe? Je ne saurais le dire. Quelques semaines après la révolution, il est déjà signalé à Londres, poussant à la baisse des rentes françaises et tâchant d'agir auprès de Wellington. Le 2 octobre, son ancien patron,

1. Ouvrard, t. III, p. 352.
2. Véron, *Mémoires*, cités.
3. Ouvrard, t. III, p. 358. — Il esquissa aussi, avec un autre détenu de la Conciergerie, un projet pour le percement de l'isthme de Nicaragua (Liesse, *Portraits de financiers*, p. 41).
4. *Gazette des tribunaux*, 18-19 et 25-26 février 1828.

Talleyrand, écrit à Mme Adélaïde : « M. Ouvrard n'est plus ici ; il y tenait tous les mauvais propos qu'il jugeait utiles à ses affaires. On lui a laissé trop de portes ouvertes[1]. » Bientôt le financier favorisa les ambitions brouillonnes de la duchesse de Berry. Celle-ci comptait sur l'appui du roi des Pays-Bas, ennemi naturel de Louis-Philippe qui soutenait la Belgique révoltée. Ouvrard s'installe en janvier 1832 à La Haye, où Mme du Cayla, l'ancienne favorite de Louis XVIII, vient le rejoindre ; tous deux constituent un comité qui travaille à seconder par ses intrigues la mère d'Henri V. Le chargé d'affaires français, le marquis d'Eyrargues, envoie à son gouvernement français l'exposé suivant, qui mérite d'être cité à peu près en entier :

Ouvrard jouit ici d'une protection scandaleuse de la part du gouvernement, protection qu'il reconnaît en le trompant de mille manières. Je n'ai pas besoin de dire que M. Ouvrard n'est pas plus carliste que républicain. Mais, comme il ne peut pêcher qu'en eau trouble, il s'efforce de prolonger la résistance du cabinet néerlandais et l'entretient dans les illusions les plus déplorables et les plus chimériques. En relation avec Paris, d'où il reçoit des nouvelles en soixante heures au moyen d'un courrier qu'il tient à la frontière belge avec l'autorisation du gouvernement, c'est lui qui fait la prétendue correspondance du *Journal de La Haye*... Son unique but à lui est de gagner de l'argent en jouant sur les fonds publics... Aussi noue-t-il à la fois mille intrigues qui se croisent entre elles, semblent souvent se contrarier, mais qui ont toujours pour but d'embrouiller les affaires, de faire baisser les fonds et de lui procurer des gains considérables... Tous les mouvements de cet homme sont incroyables, ses intrigues sont fabuleuses. Ainsi, en même temps qu'il s'efforce de persuader au gouvernement néerlandais que l'Angleterre n'est pas de bonne foi dans son alliance avec la France, que le ministère de lord Grey est au moment de tomber, que la France sera bientôt en proie à la guerre civile, que les puissances du Nord se rallieront pour soutenir la Hollande, il fait passer mystérieusement à M. de Meltzan (ministre de Prusse) des preuves positives, dit-il, de notre projet d'envahir les provinces rhénanes... Il est vrai qu'en même temps il me fait insinuer qu'il fera signer sur-le-champ au roi Guillaume le traité

1. *Nouvelle Revue rétrospective*, t. XV, p. 148. Talleyrand signale aussi les relations d'Ouvrard avec le député Mauguin, son ancien avocat. Cf. Dejean, *la Duchesse de Berry et les monarchies européennes*, p. 12.

du 15 novembre, si le gouvernement consent à reviser la liquidation du munitionnaire de l'armée d'Espagne. Son manège ne serait que ridicule s'il n'avait pas plus d'influence sur l'esprit du roi Guillaume et de ses conseillers. Malheureusement, il n'est pas permis de douter que ces nouvelles, quelque absurdes qu'elles soient, sont avidement acceptées dès qu'elles flattent les illusions qu'on s'est faites et dont on ne veut pas se départir. Sous ce rapport, le mal que cet homme fait ici est immense[1].

Ouvrard savait toujours éblouir les naïfs par ses grands projets : il voulut faire croire à la duchesse de Berry qu'il avait obtenu du roi des Pays-Bas la garantie d'un emprunt de cent millions et la cession de la Belgique à la France d'Henri V. En réalité, ses intrigues agaçaient les ministres de Prusse et d'Autriche à La Haye. Son gendre, le comte de Rochechouart, qui vint à Saint-Pétersbourg sollicite. l'appui du tsar, ne fut pas reçu[2]. Tout finit par une nouvelle débâcle financière. Le marquis d'Eyrargues annonce, le 18 janvier 1833, qu'Ouvrard « a été obligé de fuir précipitamment pour se dérober aux poursuites de la maison Willing d'Amsterdam, avec laquelle il a fait de grandes spéculations sur les grains et à laquelle il doit, dit-on, une somme de 500,000 florins... Le comité carliste est consterné de la fuite de son chef et du scandale qu'elle a causé[3] ».

S'il avait affaire à la justice hollandaise, Ouvrard ne cessait pas d'occuper de sa personne les tribunaux français. En 1833, par exemple, un ancien garde-magasin de l'armée d'Espagne, nommé Cecconi, qui le poursuivait depuis dix ans avec le naïf espoir de se faire payer, porta plainte devant le tribunal de la Seine contre les liquidateurs; ceux-ci, disait-il, touchaient 36,000 francs par an et ne faisaient rien. Le tribunal, quoique très indulgent pour eux, constata que la liquidation n'avait guère avancé depuis 1827 et prescrivit qu'elle fût achevée dans un an[4].

Les dernières années d'Ouvrard nous échappent. Cependant une note de Castellane, qui le vit en 1842, nous prouve que le spéculateur devenu septuagénaire n'avait rien appris et rien

1. Dejean, p. 121.
2. Ibid., p. 128, 143, 188.
3. Ibid., p. 200.
4. *Gazette des tribunaux*, 17 février 1833.

oublié : « Il a soixante-douze ans et s'en réjouit, car il ne peut plus, d'après la loi, être arrêté par ses créanciers ; il est parfaitement conservé au moral et au physique ; il se dispose à partir pour Toulon, ayant des entreprises avec la marine, pour les bois, dans les Basses-Alpes. C'est toujours l'homme aux grandes entreprises ; si la régente (Marie-Christine) n'était pas tombée, nous a-t-il dit, il relevait sa fortune et était au moment de procurer un emprunt de quatre cents millions à l'Espagne, moyennant la garantie des Philippines qui auraient été remises en dépôt à la Belgique. Il avait des pouvoirs du roi des Belges pour traiter. » Et le futur maréchal conclut : « On le sait un homme sans foi ni loi, il n'en est pas moins très séduisant[1]. » Le docteur Véron dîna quelquefois avec lui vers cette époque et fut charmé d'écouter ses récits. Ouvrard mourut à Londres en 1846.

La séduction d'Ouvrard semble avoir duré même après sa mort. Les biographies parues dans les années suivantes exposent sa carrière avec de grands éloges[2]. Il eut des disciples : Émile de Girardin, à ce que nous apprend Sainte-Beuve, « avait pris ses premières notions financières du célèbre Ouvrard, le Law de notre temps[3] » ; l'élève devait être digne du maître. Enfin, ce poète de la spéculation a été célébré avec enthousiasme par un des grands poètes du XIXe siècle. « M. Ouvrard », a dit Lamartine, « était, en affaires, un aventurier, mais en finances, un homme de génie... Son esprit net, pénétrant, était servi par une élocution confiante et persuasive, par une audace d'entreprise qui n'hésitait jamais, par une activité qui le transportait, aussi vite que sa pensée, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, et par un bonheur de jeunesse permanente, de grâce, d'élégance grecque, qui imprimait sur ses traits la facilité et la séduction de son esprit[4]. »

L'étude impartiale de sa vie nous oblige à le juger avec moins d'admiration. C'est certainement une personnalité puissante et

1. Castellane, *Journal*, t. III, p. 269.

2. Voir *Biographie Michaud* et la notice parue sur lui dans *les Contemporains* (Ln[27] 15596).

3. *Nouveaux lundis*, t. VII, p. 341.

4. *Histoire de la Restauration*, t. V, p. 446 (dans les *Œuvres complètes*, t. XXI, 1872). — « On allait à lui », continue Lamartine, « dès qu'on manquait d'idées ; il rectifiait les fausses, il prodiguait les véritables, il répandait la vérité financière et commerciale en Europe. »

remarquable. Il a émis des idées prophétiques sur l'importance du crédit, sur le développement que prendraient les emprunts. Ministres du Directoire ou du Consulat, gouvernants de l'Empire et de la Restauration, tous ont besoin de lui, tous font appel à ses services; puis tous (le Directoire excepté) cherchent à enfreindre leurs engagements par des procédés arbitraires. « Il n'est pas un gouvernement », a dit Ouvrard, « qui ne m'ait appelé aux jours du péril, et qui ne m'ait sacrifié au retour de la fortune[1]. » Mais le financier a fait ce qu'il fallait pour leur fournir des excuses. C'est un exploiteur sans vergogne, qui veut s'enrichir aux dépens de l'État : il dupe des personnages confiants comme Barbé-Marbois ou le duc d'Angoulême; profitant de l'ignorance des ministres de l'Espagne, il leur fait accepter les conventions les plus désavantageuses. Il trompe également les particuliers qui ont l'imprudence de traiter avec lui : la règle essentielle de sa morale est de ne pas payer ses dettes. Aussi, même aux époques les plus brillantes de sa carrière, n'a-t-il jamais inspiré au commerce parisien la confiance qu'obtenaient si aisément ses contemporains, un Perregaux ou un Laffitte. Son habileté financière même est contestable : s'il commence avec succès de grandes entreprises, il les mène rarement jusqu'au bout[2]. Sa finesse est contrariée par une imagination extravagante, digne d'un contemporain de Napoléon. La comparaison entre Law et Ouvrard est juste : c'est le même mélange de sens pratique et de rêves démesurés. A la fois fournisseur, banquier, commerçant, politique, il voulut faire trop de choses ; la division du travail s'introduisait dans la finance comme dans l'industrie : c'est ce qu'avait bien vu Rothschild, le rival détesté d'Ouvrard. Celui-ci fut le dernier des grands traitants qui sous l'ancien régime étendaient leurs spéculations à toutes les branches de la vie économique de la France.

Georges WEILL.

1. Préface, p. VII.

2. « Homme supérieur pour la conception des affaires, il n'a pas le même talent pour suivre les opérations, il le sait et a assez d'esprit pour en convenir » (Castellane, t. I, p. 452).

MÉLANGES ET DOCUMENTS

CHARLES DE GONZAGUE

DUC DE NEVERS

ET L'HÉRITAGE DE CLÈVES-JULIERS

(1604-1609).

Né de Louis de Gonzague, troisième fils de Frédéric II, duc de Mantoue, et de Henriette de Clèves, fille de François de Nevers, Charles de Gonzague avait succédé aux charges et à la confiance dont Henri IV avait honoré son père. Celui-ci, en effet, d'abord d'accord avec la Ligue sans avoir été ligueur, s'était rallié à la cause du vainqueur d'Ivry. Ses négociations à Rome pour l'absolution du roi en 1593, où il avait profité de sa qualité de prince d'origine italienne, avaient été laborieuses, et Henri IV lui avait su bon gré de ses efforts. Aussi, quand il mourut le 23 octobre 1595, le roi avait promis à sa veuve de traiter le jeune Charles comme son propre fils[1]. Dans l'espoir de succéder au duc de Mercœur et de combattre comme lui les Infidèles, Charles de Gonzague avait entrepris un voyage en Pologne et en Hongrie. Au retour, il ne put résister au désir de prendre part au siège de Bude où il fut blessé au mois d'octobre 1602[2].

Catholique ardent, de naturel aventureux et magnifique, il rêva plus tard d'une croisade contre les Turcs pour rétablir à son profit le royaume de Morée et délivrer la Grèce et il usa de son influence à Rome pour obtenir du pape l'érection d'un nouvel ordre de che-

1. Lettre du 23 décembre 1595 (*Lettres missives*, t. IV, p. 482). La duchesse douairière l'ayant bientôt rappelé près d'elle, Henri IV s'en plaint et la blâme de cet amour maternel mal entendu. Voir aussi (t. IX, p. 243) la lettre à la même, non datée, sur le mécontentement du roi à l'égard du jeune prince.

2. *Lettres missives*, t. V, p. 701 et 704, et Sully, *Économies*, t. IV (éd. Petitot), p. 170 et 175. Voir sur son intervention en Pologne, la lettre de Henri IV, du 17 mars 1603, à Maurice de Hesse (*Lettres*, t. VI, p. 52).

valerie, *la Milice chrétienne*, dont la réalisation fut contrariée par d'efficaces protestations des chevaliers de Malte : Louis XIII fut contraint de s'y rendre. Et pourtant, ces projets d'expédition lointaine, Richelieu lors de son premier ministère les avait habilement flattés en 1616 pour détacher le duc de Nevers de l'alliance des autres princes révoltés et par le P. Joseph, qui devait caresser toute sa vie un dessein analogue de croisade contre les Turcs; il avait ramené de la sorte au service du roi le prince un moment égaré[1]. Pourvu, comme son père, des gouvernements de Champagne et de Brie, Charles de Gonzague, qui avait épousé Catherine de Lorraine, fille du duc de Mayenne, donna carrière à ses goûts de munificence par la fondation de la cité de Charleville. Malgré son peu de sûreté et son goût d'aventures, la cour le maintint toujours en fidélité, sauf à le charger d'ambassades honorifiques à l'heure où il valait mieux l'éloigner[2]. Dès la régence, Marie de Médicis s'était servie de lui pour l'intéresser à la succession de Mantoue qu'il ne perdait pas de vue et devait finalement recueillir, et Louis XIII l'employa, en 1623, pour empêcher la rupture entre la Savoie et le Mantouan[3]. Mais, en somme, il restait en marge de la société française, et des légendes circulaient sur son esprit bizarre et visionnaire.

Intelligent et fantasque, il ne réalisera rien des projets qui l'occupèrent toute sa vie, sinon qu'il recueillit en 1627, à la mort du duc Vincent II, la couronne ducale de Mantoue.

Il la garda dix ans et mourut en 1637, mais il avait réussi à fonder du moins sa dynastie. Charles II, son petit-fils, né du duc de Réthelois, mort jeune, et de Marie de Mantoue, fille du duc de Mantoue, François IV, et de Marguerite de Savoie, lui succéda comme duc de Mantoue. Sa petite-fille, Éléonore, née en 1630, devint, le 30 avril 1651, impératrice par son mariage avec Ferdinand III. Cet empereur l'avait épousée en troisièmes noces et elle lui survécut. Il est curieux de voir, dans la relation anonyme d'un officier français qui visita la cour de Vienne en 1672, combien cette princesse avait hérité du caractère de son aïeul. « Elle aime », écrit notre voyageur, « la gloire et la réputation, et l'on remarque dans ses manières une certaine envie de plaire et d'être estimée de ceux qui l'approchent.

1. Voir mon *Louis XIII et Richelieu*. Paris, Leclerc, 1911, p. 342 et suiv.
2. *Ibid.*, p. 322 et suiv.
3. Voir les lettres à Marie de Médicis que j'ai publiées dans *Documents d'histoire*, 1911, et la lettre du roi au duc de Mantoue du 22 octobre 1623 éditée dans mes *Lettres de la main de Louis XIII*. Paris, Rahir, 1914, t. I, p. 305.

Curieuse, aimant la science et la conversation des savants, libérale et magnifique comme la plupart des grandes ambitieuses et capable de beaucoup de choses pour satisfaire cette passion. D'ailleurs inconstante, pleine de variété, s'engageant facilement et manquant avec la même facilité à ses engagements, brusque et prompte naturellement et cependant patiente et politique lorsqu'elle n'est pas la maîtresse[1]. »

Peut-être cette ressemblance, cas d'atavisme assez ordinaire entre l'aïeul et sa petite-fille, ne s'arrêtait pas au moral et notre relation signale la fraîcheur et l'éclat du teint et aussi le soin remarquable que prenait de sa personne l'impératrice douairière : « L'on voit », disait-il, « dans la simplicité et le noir de ses habits de veuve un air de galanterie et d'ajustement répandu jusques aux moindres choses. » Si la princesse, née à Mantoue trois ans après l'avènement du duc de Nevers, tenait de Charles de Gonzague, ce mélange de qualités italiennes et françaises qui séduisit notre compatriote en 1672, l'inconstante ambition de son ancêtre revivait en elle.

Parmi les aventures où l'appétit inquiet des grandeurs jeta Charles de Gonzague, celle de la succession de Juliers n'est ni la moins curieuse ni la plus connue. On sait qu'il fut un des nombreux prétendants qui briguèrent l'héritage du duc Jean-Guillaume le Simple, « duc de Clèves, de Berg et de Juliers, comte de Ravensberg et de la Marck et seigneur de Ravenstein ». Ce prince, qui avait succédé en 1592 à son père Guillaume le Riche, n'avait pas de postérité malgré deux mariages et sa succession, comme écrivait Henri IV, était « menacée et aboyée de divers endroits[2] ».

Les prétentions de Charles de Gonzague portaient sur le comté de La Marck et la seigneurie de Ravenstein, en vertu des droits de sa mère Henriette de Clèves, fille de François, duc de Nevers, qui était de cette maison de la Marck à laquelle appartenaient les derniers ducs de Juliers. En qualité de comparse dans cette grande pièce, où les deux compétiteurs principaux, le margrave de Brandebourg et le duc de Neubourg ont éclipsé les autres, son rôle a semblé effacé. C'est que les travaux importants déjà publiés sur cette question de Clèves et Juliers[3] ont laissé dans l'ombre un bon nombre de docu-

1. Bibl. nat., fonds fr. 8997. Mémoires de la cour de l'empereur ez années 1671 et 1672.

2. L. Anquez, *Henri IV et l'Allemagne* (Paris, Hachette, 1887), a rappelé (p. 157) cette expression du roi de France. Elle est tirée d'une lettre au landgrave Maurice de Hesse du 3 novembre 1604, année où l'on s'occupa beaucoup de l'héritage espéré (t. VI, p. 324).

3. Moriz Ritter, *Briefe und Acten zur Geschichte des dreissigjæhrigen Krieges*. Munich, 1870-1879, 3 vol. in-8°, XIV-751, 627 et 561 p. — Le troisième tome sur la guerre de succession de Juliers contient une série de documents sur la question, mais ceux des Portefeuilles Godefroy complètent les

ments contenus dans plusieurs des Portefeuilles Godefroy de la bibliothèque de l'Institut et d'autres pièces authentiques conservées à la Bibliothèque nationale. C'est de là que sont tirés les documents ci-dessous relatifs à Charles de Gonzague et à ses prétentions.

1. — *Dépêches de Villeroi à Jacques Bongars*[1]

Du 13 septembre 1604.

Monsieur,

Depuis le partement de David[2], nous avons reçu vos lettres du 10e, 22e et 30e du mois d'aoust et celle du 5e du présent par les mains de ceux auxquels vous les aviez adressées. Nous avions bien prevu que le *voyage de Nevers de là* y apporteroit l'alarme que vous avez ecrite. Je vous assure aussi que nous fimes tout ce que nous pumes pour l'en detourner et voyant que nous n'en pouvions chevir[3], Sa Majesté *resolut de ne lui bailler aucunes lettres, et aussi elle s'abstiendra de lui faire aucune faveur avec quoi elle put engager le nom de Sa Majesté*[4].

Si nonobstant cela il a dit et fait chose pour *se recommander et favoriser en la succession des duchés de Cleves et Juliers*, le temps et la conduite de Sa Majesté en ce fait les delivrera (*sic*) bientôt de crainte[5].

Mais comme nous ne doutons point que ceci *ne les eut reveillés et peut etre reunis à un dessein, nous vous prions de mettre peine d'en decouvrir la verité et nous avertir*[6]. *Nevers veut que*

débats contradictoires des prétendants et leurs prétentions dont les titres furent envoyés à Henri IV, collectionnés par le laborieux historiographe.

1. En partie chiffrées (cette partie est imprimée en *italique*). La première est une réponse aux représentations de Bongars sur les inconvénients du voyage entrepris en Allemagne par le duc de Nevers. Les annotations marginales ajoutées de la main de Bongars sont placées en notes aux endroits qu'elles commentent.

2. Le messager David est nommé dans les lettres de Henri IV à Maurice de Hesse du 18 juillet 1603, 12 octobre 1605 et 17 mars 1606 (t. VI, p. 137, 546 et 547).

3. Venir à bout.

4. Bongars, en marge : « Ce n'est pas assez de n'aider point, il faut empêcher. »

5. Bongars, en marge : « Mais ils ne délivreront pas Sa Majesté d'une mauvaise opinion d'elle. »

6. La cour de France, n'ayant pu empêcher le voyage, en escomptait au moins l'avantage de secouer un peu l'inertie des princes allemands. Henri IV écrivait à son ami le landgrave Maurice dans la lettre déjà citée du 3 novembre 1604 : « Lesdits princes (de Brandebourg) et ceux qui y prétendent font sagement de penser et pourvoir d'heure à ladite succession afin qu'elle ne soit dissipée ni usurpée par ceux qui y aspirent qui n'y ont aucun droit, à quoi s'ils ont besoin de mon assistance ils ne seront éconduits. »

nous croyions que l'Empereur en a un separé des autres, non pour le marquis de Bourgau[1], *mais pour s'emparer desdits duchés par puissance de fief et main souveraine, sous pretexte que les filles ne peuvent aprehender la succession desdits duchés, et pourroit etre Maximilian*[2] *s'estre approché de ces quartiers autant pour ce fait que pour celui de Milhosen*[3] *et les différents de Strasbourg*[4].

Nous ne devons desirer que la maison d'Autriche usurpe lesdits duchés et seroit necessaire pour l'empecher que lesdits interessés convinssent et s'accordassent ensemble des moyens qu'ils auront à tenir pour recueillir cette succession quand elle echerra, mais je crois que ce sera chose bien difficile. La duchesse desdits pays[5] *appuyée de là n'est pas aussi sans dessein, mais possible que ce prince de la chape duquel on debat, vivra plus que ceux qui s'entendent à sa mort.*

Il est vray que Nevers veut que nous croyions que les habitants et peuples desdits duchés sont affligés et maltraités des etats de Albert (l'archiduc de Flandre) *et qu'ils sont prêts à se revolter contre ceux qui les gouvernent.*

Sur quoi dit qu'il faut craindre qu'ils prendront cette resolution qu'ils ne s'attachent et se livrent à l'Empereur, plus puissant pour les defendre, tellement qu'il seroit d'avis de commencer dès à *present une partie pour faire tomber cette succession où il seroit avisé*[6]. Vous nous ferez plaisir de nous en escrire votre advis...

Du 15 octobre 1605.

Ce que M. de Nevers a du commencement traité en Allemagne a été au desceu[7] de Sa Majesté laquelle n'en a eté contente. Il se couvre

1. Le marquis de Burgau, fils de l'archiduc d'Autriche frère de Maximilien II; avait épousé la quatrième sœur du duc Jean-Guillaume de Clèves.

2. Dans sa lettre du 15 octobre, Villeroi mande à Bongars : « Le voyage de l'archiduc Maximilien en Alsace aura fait plus de bruit que d'effet dont on doive se mettre en peine. Il ne cherche que de l'argent et à couler doucement le temps » (Bibl. nat., fonds français 7129, fol. 262).

3. L'affaire de Mulhouse se rapporte aux prétentions de la maison d'Autriche en Alsace (voir Bibl. nat., fonds fr. 7129, fol. 258).

4. Ces querelles sur l'administration de l'évêché de Strasbourg ont été racontées par Anquez, qui pourra trouver un supplément d'informations intéressantes sur les rapports de Ernest de Brandebourg avec Henri IV.

5. La duchesse de Clèves était Antoinette de Lorraine, fille de Charles III, que Jean-Guillaume épousa en secondes noces en 1599.

6. « Aux légitimes successeurs », riposte Bongars, et il ajoute : « Faut aller sur les lieux pour reconnoître les affections. D'avis qu'on y veille, mais nous avons des affaires qui nous touchent de plus près » (Bibl. nat., fonds français 7129, fol. 260).

7. A l'insu.

des pretentions qu'il dit avoir comme issu de la maison de Cleves, desquelles il dit que ceux du Conseil du pays refuzent de lui faire droit[1]. Toutesfois Sa Majesté ne trouve pas bon qu'il y procede ainsi par voye de fait[2]. Car c'est contrevenir au traité de Vervins et offenser ses alliéz interesséz en ladite succession. Elle lui a mandé qu'il s'en retira sans s'engager davantage[3], à quoy il a repondu qu'il obeira de sorte qu'il est atandu tous les jours en cete Court. Mais il est certain que si lesdits pretendans ne s'entendent et accordent mieux ensemble pour recueillir ladite succession quand elle escherra qu'ilz y auront la moindre part, estant chevallée et muguetée, comme elle est, *par celuy d'Austriche et principalement l'archiduchesse de Flandres secourue de l'argent d'Espagne. Ils entretiennent par pension les capitaines et gouverneurs des principales places et les principaux conseillers et directeurs des pays.* Je l'ay dit au duc des Deux Ponts quand revenant de se marier il a repassé par ici pour aller aux Deux Pontz[4] *me parlant des entreprises et poursuites de Nevers.* Il nous semble donc qu'il seroit besoin que *lesdits pretendantz s'unissent et accordassent de bonne heure au partage de ladite succession. Ce faisant il sera facille de maintenir et conserver les droits principaux de notre costé.* C'est ce que nous desirons etre dit par vous *à ceux qui en parleront et je souhaite que lesdits princes se soient si bien servis et conservez qu'ils en fassent leur profit...*

(Bibl. nat., fonds fr. 7129, p. 260 et 262).

2. — *Dépêche de Maurice, landgrave de Hesse, à Henri IV (2-12 avril 1609).*

Sire,

Je regrette fort la mort du feu mon cousin le duc de Juliers, Cleves, etc., lequel, non obstant (*sic*) les traverses qu'il a eu en ce monde pour la foiblesse du jugement, je croy estre receu au sein de nostre bon Dieu

1. Nevers, accrédité près du duc de Clèves par une lettre de Henri IV datée de Blois (2 oct. 1605), devait y « traiter à l'amiable » du « partage qu'il demande à cause de son aïeulle maternelle Yssac de Clèves » (t. VIII, p. 920), et La Vieville, gouverneur du Rethelois, fut accrédité à cet effet (*ibid.*, p. 890).

2. L'entreprise armée de 1604 ne sera pas oubliée des conseillers et sénateurs des duchés lorsque, en 1609, le duc de Nevers leur enverra des lettres respectueuses qu'on verra plus loin. Leur réponse (plus bas n° 6) la lui rappellera vertement.

3. Voir la lettre de Henri IV du 8 juin 1603 (lire 1604, t. VIII, p. 889) et les lettres au duc de Clèves et à ses conseillers du 2 octobre 1605 (Ibid., p. 919 et 920).

4. Il avait épousé une princesse de Rohan et se plaindra plus tard, dans une curieuse lettre que je publierai, que le roi de France ne lui ait pas constitué une dot.

qui departist ses dons à ce que bon luy semble selon sa grand debonnaireté. La dessus nous nous trouvons fort en peine voyant que l'un et l'aultre parti, sans s'informer du droict qu'il y puisse avoir, s'empare des terres dudict Duc defunct et s'en rend maistre chacun à plaisir, chose qui pourra creer beaucoup de prejudice à tous ceux qui y sont interesséz, nommement à ceux de la maison de Brandeburg comme nepveulx en partie et successeurs au droict de leur belle mere en ce qui touche les feaulx feminins, auxquelz ilz ont de pretensions fort raisonnables, joinct que la maison Palatine pour beaucoup des regards ne voudra pas quitter son droict, les sœurs dudict Duc defunct se trouvant encores en partie en vie, sans faire mention d'aultres droicts et particularités n'estants moins d'importance que les dessus-dictes.

Voyla, Sire, le grand subject dont je n'ay pas voulu manquer à m'informer des bons et sages advis de V. M. m'asseurant que pour son grand entendement et souci des affaires publiques, elle y aura advisé dès long temps et regrettant fort la condition de mes voisins, lesquelz après la playe receue advisent à y mettre ordre, combien qu'il eust esté bien seant, mesmes necessaire pour leur seurté, que l'on s'eust tenu prest chacun en son endroict, à parer le coup et detourner ce qu'il y avoit du mal à venir. J'attendray les advis et commandements de V. M. et ne faudray pas de me conformer à iceux comme à tous aultres dont il plairra à V. M. m'honnorer, priant Dieu pour sa prosperité et longue vie et demeurant, Sire, de vostre Majesté, tres humble serviteur et amy,

MAURICE, landgrave de Hesse,
au Roy.

A Cassel, le 2 d'avril sty. vet. 1609.

(Bibl. nat., fonds fr. 15921, fol. 355.)

3. — *Lettre du duc de Nevers à Henri IV (Augsbourg, 25 avril 1609).*

Sire,

A mon partement d'Italie[1], j'appris par le duc de Mantoue la mort du duc de Cleves et fus aussy conseillé de luy sçachant que j'y pouvoys avoir quelque interest d'envoyer diligemment vers l'Empereur comme estant celuy qui par raison doibt faire justice à tous ceux qui pretendent à sa succession pour le prevenir et faire en sorte qu'il ne soit point procedé à l'avantage des autres pretendantz et à mon prejudice et qu'il ne dispose d'aucun de ses estatz en faveur de nul autre,

1. Le duc de Nevers avait été envoyé à Rome pour la cérémonie de l'obédience au pape Paul V. Nous comptons dans un prochain article nous occuper de cette mission et publier les faits curieux et instructifs que Nevers rapporte. Il quitta Rome au commencement de 1609, passa en Allemagne et c'est d'Augsbourg qu'est datée cette lettre.

sinon à condition qu'ilz satisferont tous à ce que je monstreray justement m'apartenir, veu que sans difficulté ilz envoiroient vers l'Empereur pour luy faire entendre chacun leurs raisons et qu'il sembloit à propos qu'il sceut les pretensions et les debtes que j'y puis avoir tant pour ce que j'y puis avoir, tant pour ce que je maintien n'avoir eu partage de cette maison là qu'un papier d'une pretension du duché de Brabant laquelle ilz n'ont jamais faict valloir et qu'il y a maintenant moins d'apparence que jamais qu'elle puisse servir, outre la seigneurie de Ravestin que je pretens qui m'est substituée, comme aussy pour la succession de deux freres que mon bisaïeul avoit dont il n'a jamais rien herité, mais le seul duc de Cleves son frere aisné l'a tousjours possedée[1]. Ce que n'envoyant point promptement il pourroit peut estre donner les Investitures sans y mettre cette clause qu'ilz seroient obligez de me faire raison de ma pretension, ce qui me donneroit grand peine alors d'en tirer ce que je puis par ce moien apparemment esperer. J'ay, suivant cet advis qui m'a aussy esté confirmé de mesme par Madame l'archiduchesse d'Ispruck, envoyé le vidame de Chartres[2] vers l'Empereur avec la lettre dont j'envoye la copie à vostre Majesté[3], lequel j'addresse à M. de Baugis[4] resident pour vostre Majesté à Pragues, selon l'advis duquel il a charge de se conduire tant pour ce qu'il jugera à propos pour le service de vostre Majesté comme pour ce qui concernera mon bien en cet affaire. J'espere que veu qu'il a fallu embrasser diligemment ceste occasion elle n'aura point desagreable que je m'y soy comporté de cette façon et qu'elle me voudra favoriser de ses lettres de faveur et recommandation lorsqu'il en sera besoing, comme autresfois elle m'a faict l'honneur de me le promettre. La diversité des pretendantz est si grande et leurs raisons si discordantes que vostre Majesté jugera ces differentz ne se pouvoir terminer sans grande rumeur, laquelle de jour à autre semble s'esmouvoir, comme j'ay reconneu de tous les princes par où j'ay passé et notamment du duc de Bavieres[5]. Je la supplie très humblement ne treuver

1. Ce que rappelle ici Nevers est distinct de la succession qui lui fait réclamer Ravenstein et le duché de La Mark; mais il tient à englober tous les dénis de justice contre lesquels il avait déjà protesté cinq ans auparavant pour donner du poids à sa prétention sur l'héritage litigieux.

2. Le vidame de Chartres était dès 1601 Pregent de la Fin, neveu de Jacques de la Fin, mêlé comme son oncle à la conspiration de Biron et son dénonciateur. Cf. *Économies royales*, éd. Petitot, t. IV, p. 97.

3. Publiée plus bas n° 4.

4. M. de Baugy qui résidait pour Henri IV près de l'Empereur y séjournait encore après la majorité de Louis XIII lors du voyage en Allemagne que le duc de Nevers fit en 1618. Cf. mon *Louis XIII et Richelieu*, p. 362.

5. Le duc de Bavière était le duc Maximilien, né en 1573, fils de Guillaume V et de Renée de Lorraine, en faveur de qui fut créé en 1620 l'électorat qui le récompensa de l'appui donné par lui à l'Empereur depuis qu'il s'était déclaré chef de la Ligue catholique. Il épousa en secondes noces Marie-Anne, sœur de l'empereur Ferdinand III, et mourut en 1651.

mauvais si je prens la hardiesse de l'importuner des noms des pretendanz aux estatz du feu duc de Cleves et des raisons qui semblent authoriser leurs demandes, lesquelles sont si differentes que vostre Majesté poura connoistre combien il est malaisé de les accorder, ne me pouvant bien imaginer quel juge ilz peuvent prendre en ces debatz que leur espée, d'autant que l'Empereur est juge et partie en deux façons, l'une que comme Empereur il pretend que le fief ne tombe point en quenouille et qu'il est reuny à la Couronne, l'autre que comme cousin germain heritier du marquis de Bourgaud[1], qui est de sa maison, il semble qu'il le voudra favoriser par dessus les autres pretendantz, lesquelz outre qu'ilz sont Lutheriens ou Calvinistes sont encores particulierement ennemis de sa personne. Outre cette pretension de l'Empereur, celle du duc de Saxe[2] y revient encores, lequel maintient ces estats luy apartenir venant à manquer la ligne masculine par un accord fait entre l'Empereur Maximilien, pere de Charles le Quint et ses predecesseurs que venant à faillir les masles il luy faict don de tous les estats du feu duc de Cleves. Le marquis de Brandebourg[3] pretand part ausdicts estatz pour avoir espousé la fille de la sœur aisnée du duc de Cleves ; l'on m'a asseuré que pour l'alliance qu'il desire faire entre luy et l'electeur palatin[4] il veult donner sa fille aisnée au filz dudict electeur à desseing de luy transferer pour son mariage le droict qu'il pretend sur lesditz estatz ce qui n'est pas neamoins encores resolu, ains une seule proposition. Le duc de Neibourg[5] qui pretend encores pour une autre des sœurs dont il est venu, s'imagine que la plus grande part de tous ces estatz luy apartient. Il est desjà dans le pays et vouloit entrer au gouvernement desditz duchez, attendant que tous les differentz fussent accordez, et pour se saisir de Duseldorf faignoit d'aller visiter Madame la duchesse de Cleves, dont quelques conseillers qui gouvernent

1. Cf. *supra*, p. 66, note 1.

2. La branche Albertine de Saxe se réclamait d'un rescrit de l'Empereur adressé le 26 juin 1483 « à son cher cousin Albert, duc de Saxe, landgrave de Thuringe et marquis de Meissen » pour services rendus « tant en la dernière guerre contre le feu duc Charles de Bourgogne... que depuis encores contre le roy d'Hongrie ». Ce roi de Hongrie était Ladislas de Pologne qui règna de 1451 à 1516.

3. Jean-Sigismond avait épousé la fille de l'aînée des sœurs de Jean-Guillaume de Clèves. Bien que sa mère fût morte avant le dernier duc de Clèves, sa fille prétendait représenter une branche plus directe que sa tante, femme du duc de Neubourg et sœur cadette du duc de Juliers.

4. Les électeurs palatins (électorat du bas Palatinat), les ducs de Neubourg, celui des Deux-Ponts appartenaient à des branches de la maison de Bavière, descendant d'Otton de Wittelsbach, investi du duché de Bavière en 1180.

5. Wolfgang-Guillaume, né en 1578, duc de Neubourg, était cousin germain de Jean, duc des Deux-Ponts. Son fils, Philippe-Guillaume qui lui succéda à Neubourg en 1653 était catholique, étant né d'un premier mariage avec Madeleine, sœur de Maximilien de Bavière.

maintenant le moins mal qu'ilz peuvent le pays s'en apercevantz luy firent fermer les portes et tient on que l'electeur palatin luy a desjà promis d'envoyer quelque cavalerie en sa faveur. Le duc des Deux Ponts estant venu d'une des filles y pretend aussy de son costé. L'Empereur, le duc de Saxe et le marquis de Burgaud qui a espousé une des autres sœurs pretendent que tous les trois cy dessus nommez n'y ont aucun droict pour les renonciations qu'ont faictes les trois sœurs susnommées lorsqu'elles ont esté mariées. Le marquis de Burgaud, au contraire, dict que sa femme n'a point renoncé et que pour ceste occasion il n'a jamais voulu aucun mariage, se promettant par ce moyen d'en tirer plus de fruict après la mort de son beau frere. Ledict marquis de Bourgaud lors que je fus à Ispruck et sa femme m'envoyerent visiter, me donnantz compte particulierement de leurs droicts, m'informantz de toutes les raisons des uns et des autres, ce qui m'a despuis encores esté reconfirmé par le duc de Bavieres, auquel j'ay plus adjousté de foy, veu qu'il n'est touché d'aucune sorte d'interest. Ledict marquis de Bourgaud, m'envoyant visiter me fist connoistre qu'il desiroit de joindre sa pretension avec la mienne pour l'interest de la religion, veu aussy qu'il n'y avoit plus que sa femme et moy de cette maison qui n'eussent point renoncé à la succession. Je l'ay envoyé remercier de cette bonne volonté luy et Madame la princesse Sibille, sa femme, sans leur avoir tesmoigné quelle estoit mon intention, ne desirant en cela avoir faveur ny appuy que de vostre Majesté ny joindre mon interest avec celuy d'aucun autre sans sçavoir premier si elle l'auroit agreable ou non et avec ceux seulement qu'elle jugera estre les plus utiles pour son service que je prefereray tousjours à toute autre sorte d'utilité et proffit que je pourroy esperer d'ailleurs. Je la supplieroy seulement de considerer que lors qu'estant refusé du duc de Cleves et de son conseil des pretensions que durant sa vie je pouvoy demander, vostre Majesté treuva bon lors que j'arrestasse ce desseing pour l'interest que Monsieur de Lorraine et Madame la duchesse sa fille y pouvoient lors avoir[1], à quoy soudain je ne manquay d'obeir, vostre Majesté aussy me faisant l'honneur en ce temps là de m'asseurer qu'aux occasions elle ne me desnieroit sa protection. Elle pourra peut estre maintenant d'une parole m'aider beaucoup veu l'estat present des affaires, lesquelles sont reduites en tel poinct que je puis asseurer vostre Majesté qu'encores que plusieurs y pensent pretendre avec raison, neanmoins (*sic*) il n'y en a un seul qui en son ame n'y treuve un grand embarras et tous croient et craignent que pour la division de tous ces pretendantz, l'archiduc par le moyen du Roy d'Hespagne ne s'y veuille usurper le principal droict et faire le mesme maintenant de ses duchez de Juliers, de Bergues et de Cleves que fist l'Empereur Charles le Quint de celuy de Gueldres lequel il joignit aux Pays Bas sans aucun droict ny raison. Je m'empescheroy bien de faire un si long discours à vostre

1. Voir plus haut, p. 66, note 5.

Majesté veu que j'y ay quelque interest si je n'estimoy, comme elle peult mille fois mieux connoistre que moy ny que personne qu'elle y en peult aussy beaucoup avoir ce que je luy lairray jurer en me contentant seulement de luy rendre compte de mes actions et de luy escripre ce peu de nouvelles que j'ay peu apprendre passant sur l'estat de quelques princes de ce pays. J'y adjousteray encore, Sire, ce que l'archiduc Maximilien lequel je treuvay à Ispruck arrivé despuis peu de jours de Vienne me dict touchant les affaires de l'Empire lesquelles luy et tous les autres princes reconnoissent telles qu'ilz n'y voyent quasy plus de remede pour la grande confusion d'interestz qui sont d'une part et d'autre, causée par l'irresolution et la mesfiance de l'Empereur[1] lequel ne s'est jamais voulu resoudre ny à se marier ny à trouver bon que l'on s'assemblast pour faire un Roy des Romains, ledict archiduc Maximilien m'aiant protesté que l'Empereur est en plus grande mesfiance du Roy d'Hongrie[2] et de luy avec l'archiduc Albert que de nul autre de ceux qui ne luy apartiennent en rien. Ledict archiduc Maximilien, à ce que j'ay reconneu de son opinion, y pense avoir meilleure part que les autres pour s'estre mieux, ainsy qu'il presume, comporté et envers les electeurs catholicques et vers les Lutheriens que les autres pretendantz, car outre ce que le Roy d'Hongrie est infiniment mal avec l'Empereur qui ne luy donnera jamais sa voix, il est particulierement en mauvais mesnage avec tous les autres electeurs catholiques pour l'accord qu'il a faict nouvellement avec ceux de la religion dans l'Autriche et principallement pour d'autres raisons mal voulu de celuy de Mayence, qu'il doibt bien croire qu'aucun de ceux là ne consentira jamais à son election. L'archiduc Ferdinand de Gratz s'est semblablement ruiné de credit parmy les electeurs de la religion pour avoir chassé de ses estatz ceux qui en estoient avec beaucoup de violence et de vigueur. Leopold[3] seroit plustost favo-

1. Rodolphe avait pour frères Mathias, Maximilien, Albert et Ernest, ce dernier mort en 1595. Léopold n'était que son cousin, ainsi que Ferdinand de Gratz, tous deux fils de Charles d'Autriche (m. en 1590) et de Marie, fille du duc de Bavière Albert II. La sœur de Ferdinand épousa Philippe III d'Espagne.

2. Mathias, frère de Rodolphe II, avait été élu roi de Hongrie malgré l'Empereur, qui ne le lui pardonna jamais. Rodolphe II, succédant à son père Maximilien II, mort le 12 octobre 1576, n'avait pu l'empêcher d'accepter le gouvernement des Pays-Bas offert par les sujets révoltés de Philippe II. Mathias renonça aux Pays-Bas en 1580 moyennant une pension.

3. Rodolphe II envoya en 1609 Léopold, son cousin, occuper en son nom les duchés en litige. J'ai cité la lettre de Léopold à Henri IV du 29 juillet 1609 dans *Formulaires de lettres de François Ier à Louis XIV*, p. 87 et suiv. Cf. *Documents d'histoire* mars-décembre 1913, p. 242. Évêque de Strasbourg et de Passau, il eut en partage le Tyrol, Goritz, le landgraviat de la Haute-Alsace, Ferrette, Brisach, Fribourg-en-Brisgau, etc. De Claude, fille de Ferdinand de Médicis et sœur de Cosme II, veuve du dernier duc d'Urbin, il eut Ferdinand-Charles, né à Innsbruck en 1621.

risé de l'Empereur et des catholiques que nul autre pour estre en fort bonne estime parmy eux. Mais pour n'avoir aucunes sortes d'estatz ny de forces de soy pour maintenir cette qualité, semble que cette raison seroit suffisante pour l'en empescher. L'archiduc Albert[1] pour estre trop hespagnol semble aussy en estre forclos des uns et des autres. Le duc de Bavieres s'imagine que l'Empereur le voudra favoriser pour la grande confiance qu'il monstre avoir despuis quelque temps en luy, luy ayant despuis quelques jours envoyé un president de son Conseil pour l'advertir comme ceux de la religion de Boheme ont resolu de faire une Diete dans Pragues du costé de la ville basse sans le consentement de l'Empereur, ce qu'il dict n'estre resolu de souffrir, mais de perdre plustost la vie qu'en sa presence il luy soit fait un tel affront et attend son principal secours du duc de Bavieres, lequel de son costé se dispose à le servir pour s'installer tousjours plus en ses bonnes graces. D'ailleurs l'on tient que l'Empereur fera assemblée des princes de sa maison, hormis du Roy d'Hongrie pour adviser tous ensemble d'accomoder ces grandz differentz qui sont entreux. Dom Balthasar de Soniga, lequel, comme vostre Majesté sçait, est maintenant ambassadeur à Pragues pour le Roy d'Hespaigne, a charge de pratiquer cette réunion pour tascher de faire un Roy des Romains. Je le treuvay chez le duc de Bavieres, y estant venu par commission de son maistre pour ce subjet aussy et desjà avoit veu l'archiduc Ferdinand de Gratz et Leopold duquel il a, à ce que j'ay peu conoistre, une grande opinion et m'a asseuré que c'estoit celuy que le Roy d'Hespagne desiroit plus estre preferé à l'Empire que nul autre de sa maison, ayant charge aussy de proposer l'archiduc Albert et lors que je luy fis paroistre que je croyoy le Roy d'Hespagne y debvoir pretendre plustost que nul autre, respondist que jamais les Allemans n'y consentiroient et qu'aussy il avoit charge de son maistre, avant que faire aucune proposition, d'asseurer qu'il se donnoit luy mesme l'exclusion et que son desir estoit seulement que l'Empire ne sortist de sa maison et que cela estant il seroit satisfaict. Ce jour là mesme il partoit pour aller à Inspruck voir l'archiduchesse et l'archiduc Maximilien pour les induire à cette assemblée de Pragues qui se pourra faire dans ce mois de may. Il avoit eu charge de voir le Roy d'Hongrie le premier, mais l'Empereur s'y est formellement opposé, de sorte que pour ne point desobliger l'Empereur, il a remis cette visite pour la derniere et cependant a depesché un courrier en Hespagne pour sçavoir ce qu'il aura à faire sur ce subject. Ledict ambassadeur tesmoignoit avoir une grande crainte que ces affaires de Cleves n'aportassent quelque alteration à la tresve des Pays Bas, ce que le duc de Bavieres m'a asseuré avoir reconneu de luy. La mauvaise intelligence qui est main-

1. Sur le projet de le faire roi des Romains, voir les lettres de Henri IV au landgrave de Hesse, du 28 décembre 1603, 12 oct. 1605, 6 oct. 1606 (t. VI, p. 188 et 550, et t. VII, p. 11).

tenant entre le duc de Bavieres, l'electeur palatin et le duc de Neibourg pour l'entreprise qu'il fist de Dannevert[1] est cause qu'il est assez promptement adverty de tout ce que font ces princes. Il receust nouvelles par un courrier lors que je estoy avec luy de la surprise que l'electeur palatin a faicte de la ville de Bruchsal dont je croy que vostre Majesté a esté advertie laquelle apartient à l'evesque de Speire, ce qui a aporté grande aprehension parmy ces evecques catholicques, ledict duc de Bavieres ne pouvant s'imaginer quelle occasion luy a peu faire entreprendre ce desseing. Il receust aussy en mesme temps advis que le landgrave de Cassel faict aussy lever de cavalerie et infanterie, ne pouvant estre à ce qu'il dict pour autre desseing que pour donner dans l'evesché de Patelborne[2] et seconder en cela l'intention de l'electeur palatin et commencer une guerre aux evesques catholicques, comme on doubte fort qu'elle n'arrive ou bien pour se saisir de quelques villes et chasteaux du comté de la Marck qu'il pretend après la mort du duc de Cleves luy debvoir revenir. L'electeur de Coulogne aussy s'est avancé à trois lieues près de Couloigne sur une pretension qu'il a encores dans lesditz estatz, de sorte que je pense qu'il faudra un bon jurisconsulte pour accorder tous ces differendz. Je croy aussy, Sire, que vostre Majesté aura esté bien advertie des deux ligues qui se font entre les princes protestantz dont en l'une semble estre le chef l'electeur palatin où sont associez les ducs de Neubourg, des Deux Pontz, de Virtemberg[3], le marquis d'Anspach, le prince d'Analte[4], le landtgrave de Cassel[5] et le marquis de Bade et l'autre sont les electeurs de Saxe et de Brandebourg, les ducs de Brondsvuich, de Lunebourg, de Pomeranie, de Holchtin, et Meckelbourg[6], lesquelz se communicquent fort souvent avec le Roy de Dannemarck[7]. Ilz ne traittent point par ambassadeurs, mais eux mesmes s'assemblent où leurs docteurs et secretaires n'entrent seulement pas, et bien qu'il semble en apparence que ces deux ligues soient differentes, si est ce qu'en effect ilz ont grande intelligence ensemble, dont Messieurs d'Autriche et mesme le duc de Bavieres et les evesques catholicques ne sont pas en petite alarme et, croid on aussy qu'ilz sont après pour

1. Le duc de Bavière parvint à s'emparer de Donauwerth.

2. Paderborn.

3. Jean-Frédéric *le Magnifique*, fils aîné de Frédéric et de Sibylle d'Anhalt, né en 1583, duc le 29 janvier 1608, mort en 1628.

4. Christian d'Anhalt. Henri IV comptait beaucoup sur lui. *Lettres missives*, 6 oct. 1606 (t. VII, p. 10).

5. C'est Maurice de Hesse, l'assidu correspondant de Henri IV et la cheville ouvrière de la ligue.

6. Les deux ligues ainsi annoncées étaient bien connues de Henri IV qui négociait avec le landgrave de Hesse, Maurice le Savant, dont la correspondance publiée par M. de Rommel en 1840 donne le tableau des affaires d'Allemagne. Voir la lettre du 6 novembre 1603 datée de Fontainebleau (*Lettres missives*, t. VI, p. 170).

7. Christian IV (1588-1648).

joindre à leurs ligues une autre des villes anxiatiques. J'ay donné charge au vidame de Chartres de s'enquerir chez tous les princes où il passera de toutes sortes de nouvelles le plus soigneusement qu'il luy sera possible pour en pouvoir encores mieux informer vostre Majesté à mon arrivée que je ne sçauroy faire maintenant. J'ay aussy envoyé le marquis de Reinel[1] visiter Madame la duchesse de Cleves sur la mort de son mary, dont j'espere encores estre informé de l'estat auquel maintenant sont les affaires du pays pour le rapporter semblablement à vostre Majesté, laquelle je supplie treshumblement me pardonner si je l'ay ennuyée d'un si long discours, ayant creu que c'estoit mon debvoir de ne rien oublier de ce que j'ay peu aprendre à mon passage par ce pays, n'ayant cependant une plus grande impatience que de retourner treuver vostre Majesté, ce que j'espere faire sans aucun delay pour luy rendre compte amplement de la commission dont il luy a pleu m'honorer en laquelle j'eusse bien desiré avoir autant de merite pour m'en acquiter dignement, comme j'auray tousjours de zele et de volonté d'employer mon bien et ma vie pour luy tesmoigner combien je suis, Sire, de vostre Majesté, trèshumble et tresobeissant subject et serviteur,

NEVERS.

A Ausbourg, ce XXV avril 1609.

(Bibl. de l'Institut. Portefeuille Godefroy 265, fol. 43).

4. — *Lettre du duc de Nevers à l'Empereur*[2].

In reditu meo e Romana legatione a Rege Christianissimo ad summum Pontificem, increpuit auribus meis rumor quidam super obitu Ducis Clevensis, cujus ego cum essem ex matre consanguineus subito animum subiit juris cujusdum hæreditarii recordatio, non contemnenda, et quoniam non dubito quin multi multa ex ejus Ducatu et ditione sibi deberi contendant, id ego nunc postulatum venio quod meum reor ex æquo et bono; atque illud magis me sperare jubet quod deserti Ducatus cura ex sacrae Caesareae Majestatis vestrae arbitrio et dispositione dependeat; mihi siquidem polliceor fore ut quod juris natura dedit, quodque mihi a superstitibus debetur hæredibus, id ipsum tueatur et propugnet suprema Cæsaris auctoritas, persolvat æquitas ac justitia vestra imperatoria. In eum ego finem nobilem hunc D. vicedomininum de Chartres ad Illam[3] mitto qui primum meo

1. Le marquis de Renel était un gentilhomme au service du duc de Nevers.

2. Cette copie, d'une main italienne, est sans titre. Un des secrétaires de Godefroy a ajouté celui-ci : « Copie d'une lettre du duc de Nevers à l'Empereur, qui luy tesmoigne les pretentions qu'il a sur le duché de Cleves, comme heritier de par sa mere, et envoye le vicomte de Chartres expressement pour luy faire cognoistre les droicts qu'il y a. »

3. Sacram Cæsaram Majestatem.

nomine salutem nuntiet et sacrae Cæsareae Majestati fausta omnia ominetur ac voveat, tum, si liceat, conceptis verbis suam explicet legationem, ac maxime supplex roget et per Imperatoriam impetret humanitatem ut nihil in mei detrimentum circa hujusmodi negotium aut exequi patiatur aut deliberari donec clarius innotescat ex antiquis et obsignatis tabulis (quae mihi nunc ob peregrinationem non extant) petitionis meae ratio ac fundamentum. Id ego tamen si causae aequitatae (*sic*)[1] fretus flagitem, pendebo tamen in omnibus ex sanctissimis aequissimisque sacrae Majestatis vestrae decretis quorum ego responsa constanter expecto ut qui nihil avidius expetam aut antiquius ducam quam illius mandata summa cum fide et diligentia exequi, imo vel data occasione vitam ipsam animose impendere, sicque me talem probare et praebere qualis ego semper fui et in aevum sum futurus Sacrae Caesareae Majestatis vestrae humillimus ac devotissimus servus.

X.

Copie de la lettre envoyée à l'Empereur.

(Portefeuille Godefroy 492, fol. 93 à 94 v°).

5. — *Lettre du duc de Nevers aux conseillers de Clèves et de Juliers (Coblentz, 9 mai 1609).*

Carolus Dux Nivernensis ad Consiliarios Clivenses ac Juliacenses. Carolus Gonzaga Clivensis, Dei gratia dux Nivernensis et Rhetellensis.

Nobiles, magnifici, sincere dilecti, superioribus diebus reditum parans ex regia legatione in Galliam certior factus fui in Italia, de obitu serenissimi Domini ducis Cliviae, Juliae, etc., consanguinei mei, quem casum ita graviter tuli quod acerbius quicquam accidere non potuerit. Cum ergo propter negocia in Germania mihi occurentia ex itinere nunc propius appulerim, quemadmodum D. Marchionem de Rheinell[2] ad serenissimam viduam Dominam cognatam Ducissam Cliviae Juliae[3] ante haec eo nomine ex Italia praemisi, ita intermittere nolui quin officium istud condolendi per hunc nostrum fidelem et nobilem Dominum Carolum de l'Orme[4], quem ad hoc specialiter ablegavi ex hac vicinia apud Dominationes vestras etiam complerem, eosdemque admonerem antiquae in domum Clivensem legitimae actionis, indubitataeque ex hoc casu successionis meae, certum et persuasum habens quod nolim, mihi qui unicus demum ex illa familia et

1. Lire : causæ æquitate fretus.

2. Sur le marquis de Renel, voir plus haut, p. 75, note 1.

3. La douairière de Clèves était princesse de la maison de Lorraine, voir plus haut, p. 66, n. 5.

4. Charles Delorme, médecin de Henri IV, figure encore à ce titre sous son successeur jusqu'en 1621 et comme médecin ordinaire jusqu'en 1630. Voir mon *État de la maison de Louis XIII*, n°s 1789 et 1838.

verus et legitimus haeres cum nomine et armis remansi, alium quemquam praelatum iri. Promittens jus meum uti incaepi, apud sacr. Caesar. Majestatem cujus justitiae me submisero, statim, ubi ad lares et archivium meum rediero, super eo et accuratissime deducturum et dominationes vestras, omnesque subditos contra quoscumque indemnes servaturum, et eorumdem injurias totis meis et meorum viribus, cum imploratione auxilii Christianissimi Regis, Clementissimi Domini mei et avunculi intrepide propulsaturum, prout circa hoc dictus Dominus Carolus Delorme defensionem oportunam offeret Dominationibus vestris quae me sibi gratiose addictum perpetuo invenient.

Datum Confluentiae 9 may anno 1609.

Vester semper amicus,

Carolus Gonzaga CLIVENSIS,
Dux Nivernensis.

Nobilibus, magnificis et sincere dilectis Dominis Consiliariis senatus Cliviensis et Juliacensis[1].

(Portefeuille Godefroy 492, fol. 95 et 97).

6. — *Réponse des conseillers.*
(Düsseldorf, 17 mai 1609).

Consiliarii et statuum Juliacensium deputati ad Illustrissimum ducem Nivernensem.

Illustrissime Princeps Domine gratiosissime, Vestrae Illustrissimae Celsitudinis literas nona hujus Confluentiae ad nos consiliarios horum Ducatuum et Comitatuum datas, ejusdem legatus de l'Orme hodie nobis attulit, earumdemque tenorem viva voce exposuit. Agimus imprimis eidem Celsitudini Vestrae quas debemus gratias quod dolorem suum quem ex serenissimi Domini Ducis ac Principis nostri Clementissimi obitu percipere se testatur, nobis tam gratiose significarit, nobisque, quos dolor ille proprius contingit magisque premit, condolere voluerit. Caeterum de asserta antiqua Celsitudinis Vestrae contra Domum Clivensem legitima actione, ut nobis hactenus nihil soliti constitit, ita de illa aliquid credere aut asseverare nostrum non est : sed cum multo propiores praedictī serenissimi Domini Ducis nostri cognati et hæredes existant, quod Celsitudinem Vestram, ut undique notorium latere non potest, optime fecerit si aliquam actionem sibi competere putabit, ut eamdem adversus tales suo loco et tempore civiliter intentet et Justitiae Imperialis[2] (cui se Celsitudo Vestra submi-

1. La copie est en double. Au verso de 98 on lit : « 9 may 1609. Copia Caroli Gonzagæ Ducis Nivernensis ad consiliarios Senatus Clivensis et Juliacensis 9ª Maij 1609 datarum et transmissarum literarum earumdemque ad Illust. prædictum Ducem responsi copia. Præsentes illæ 17 may hoc remittebantur eodem die. »

2. Les conseillers de Clèves prennent acte très habilement de la démarche

sit) administrationem expectet, nec, ut ante quinquennium vivo saepe dicto serenissimo Duce nostro attentavit[1], armis quietem publicam contra omnia jura et constitutiones imperiales turbare velit. Confidimus certe Christianissimum Regem Francorum Dominum nostrum Clementissimum, prout hactenus justitiae amantissimum pacisque undique consiliandae et nominatim in hisce Provinciis tranquillitatis conservandae non dubiis argumentis studiosissimum se ostendit[2], qua de re suae Majestati nos plurimum obligatos volentes lubentes profitemur, ita consilium hoc magis probaturum si Celsitudo vestra jus quod sibi competere arbitratur contra propinquiores hæredes et successores legitima via potius quam armis et prohibitis mediis prosequatur. Quod reliquum est Illustrissimae Celsitudini Vestrae nostra obsequia quantum licet et possumus humiliter offerimus.

Datae Dusseldorpii, 17 may anno 1609.

Obsequentissimi Ducatuum Juliae et Cliviae et Montium Comitatuum Marchiae et Ravenspurgi Consiliarii Statuumque ex senatu deputati.

(Portefeuille Godefroy 294, fol. 97 et suiv.).

7. — *Lettre du duc de Nevers à Villeroi (Nevers, 19 novembre 1609).*

Monsieur,

J'estime que vous aurés jugée (*sic*) la lettre que j'ay escripte à l'Empereur conforme à l'advis que vous m'aviés donné convenable au bien des affaires du Roy. Aussi le principal contentement que j'en ay attendu est d'avoir satisfaict à ce que j'ay creu estre de l'intention de Sa Majesté, car de m'estre promis de Sa Majesté Imperialle beaucoup de faveur à maintenir les pretensions que j'ay sur le duché de Cleves par lad. lettre laquelle, comme vous me mandés. Sa Majesté croyt luy debvoir estre tant agréable, je l'ay aussi peu deub esperer qu'il y a d'apparance, d'autant que ne l'ayant par ma lettre requis de son auctorité et faveur à la conservation de mesd. pretensions dont elle se croyt juge et à quoy elle sembloit m'y avoir invité par les lettres qu'elle m'a faict l'honneur de m'escrire que Sa Majesté a veues, Sad. Majesté Imperialle aura, à mon jugement receu plus de mescontentement que de beaucoup estimer les paroles de compliements et submissions contenues en mad. lettre pour estre plustost rendues par le respect deub à la grandeur de sa qualité et à l'honneur par lequel elle

faite par le prince près de l'Empereur, bien moins platonique qu'il ne voulait bien dire en écrivant à Henri IV.

1. Ce rappel des tentatives essayées en 1604 et des « voies de fait » qu'avait blamées le roi (voir plus haut, p. 67) est assez significatif.

2. Le rappel de Charles de Gonzague, mentionné par la lettre de Villeroi à Bongars, est ici invoqué par les adroits conseillers de Clèves.

m'avoit obligé qu'à mienne volonté de desirer ou esperer sa faveur, m'estant assés facille de recognoistre ce que j'en doibs attendre. Je ne m'en suis jamais promis chose que ne m'arrivant je ne m'en peusse facillement consoler. J'ay reglé mes affections en cest affaire comme je doibs et le feray tousjours en toutes autres, à ce que je croiray estre du service et de la volonté de Sa Majesté, laquelle ayant tousjours creue estre de m'y favoriser, ainsy que vous me le mandés, je rechercheray toutes les occasions ausquelles je croiray pouvoir estre capable de luy rendre le tres humble et fidel service que je doibs, dont je luy donne encores asseurance par celle que je luy escris, et vous supplye, Mensieur, de la prendre de mon affection et que je suis, Monsieur, vostre tresaffectionné à vous faire service,

NEVERS.

A Nevers, le 19e novembre.

A Monsieur, Monsieur de Villeroy, conseiller au Conseil d'Estat du Roy et secrétaire de ses commandements.

(Portefeuille Godefroy 265, fol. 78 à 79 v°).

Par cette dernière lettre, qui n'est qu'un désaveu formel, Charles de Gonzague atténue autant que possible la portée de sa démarche auprès de l'Empereur. Tout mauvais cas étant niable, il ne pouvait mieux faire que donner à entendre qu'il n'avait écrit que par pure formalité, sans se soumettre à son jugement ni rien espérer de sa faveur.

Henri IV en pensa ce qu'il voulut, mais prit acte de ce désistement. La soumission de Nevers et son désir de régler ses « affections » selon le « service et la volonté » du roi était le parti le plus sage et le prince était trop habile pour essayer d'en prendre un autre. Son désistement laissait le champ libre à la politique de Henri IV dans la question de Clèves et de Juliers.

Eugène GRISELLE.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ITALIE.

PÉRIODE MODERNE (FIN DU XVe SIÈCLE-FIN DU XVIIIe SIÈCLE).

(3e et dernier article[1].)

VI. Histoire littéraire[2]. — L'humanisme continue d'être l'objet d'études minutieuses ; l'extraordinaire abondance de la production des humanistes italiens à partir du milieu du xve siècle, la variété des sujets qu'ils ont touchés, donneront encore longtemps à faire aux érudits. Il est à souhaiter que la partie la plus superficielle, la plus verbale de cette littérature cesse d'attirer de préférence la curiosité des chercheurs aux dépens des œuvres de pensée qui ne manquent pas, et que de plus en plus on s'efforce de mettre en valeur le contenu d'idées de la Renaissance, qu'on est encore loin d'avoir entièrement exploré. A cet égard, la production critique de ces dernières années apporte quelques contributions utiles. Sans nous arrêter aux publications, encore nombreuses et point toujours

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 331, et CXXVI, p. 99.

2. Les quelques œuvres, citées dans cette partie du Bulletin, que nous n'avons pu avoir entre les mains sont mentionnées d'après le *Giornale storico della letteratura italiana*, la *Rassegna*, la *Critica*, trois revues qui comptent désormais de nombreuses années d'existence et font honneur à la science italienne. La première a ces derniers temps perdu l'un après l'autre ses trois fondateurs, dont l'influence a été considérable, MM. Graf, Renier et Novati ; elle est maintenant dirigée par M. Gorra, le philologue bien connu. Souhaitons que la seconde nous conserve très longtemps son fondateur, M. Flamini, au jugement si indépendant et si fin (et si bon ami de la France). Dans la troisième continue à s'exprimer, avec la liberté et la vigueur que l'on sait, l'homme aux activités intellectuelles multiples, dont on rencontrera plus d'une fois le nom dans les pages qui suivent. Si nous avions à discuter ici la pensée de M. Benedetto Croce, nous aurions, depuis la guerre surtout, plus que des réserves à faire... Mais nous ne parlerons ici que du critique et de l'historien, qui sont de première valeur. Puisque nous parlons des Revues, et bien que nos références, dans le présent Bulletin, ne dépassent en général pas 1915, signalons la nouvelle, hardie, intelligente *Nuova Rivista Storica*, dont le premier fascicule est de janvier 1917. Elle est dirigée par un groupe de jeunes historiens et critiques : MM. Anzilotti, Barbagallo, Porzio, Rota.

utiles, qui nous révèlent — ou qui rééditent — de médiocres compositions d'imagination en vers ou en prose[1], signalons d'abord quelques recherches d'ensemble qui font avancer l'histoire, si importante, de la préparation intellectuelle des écrivains du temps.

L'étude de G. B. Piccotti[2] sur la biographie d'Ange Politien est un minutieux récit de la vie intime du grand humaniste, qui nous le montre dans la famille du magnifique Laurent, entre la bienveillance du maître et la mauvaise humeur de l'épouse, dans le décor de ces charmantes villas médicéennes : Cafaggiola, Careggi, Fiésole, ou des cours et des milieux littéraires de Naples, Vérone, Venise. Mais elle nous offre en même temps une suite de vues de détail sur la vie intellectuelle de cette époque.

M. Debenedetti nous donne une étude minutieuse d'un chapitre secondaire de l'histoire des études au temps de l'humanisme[3], M. Serena d'utiles recherches d'histoire littéraire locale[4], comme il est à souhaiter que d'autres du même genre soient faites sur tous les centres de l'activité intellectuelle de la Renaissance.

Les personnalités, généralement originales et fortes, des humanistes ont inspiré quelques bonnes études. La courte synthèse de Mme Fumagalli sur Ange Politien[5] n'est pas sans intérêt. La *Vie de Leon Battista Alberti* de M. G. Mancini est beaucoup mieux que la deuxième édition d'un livre déjà ancien : c'est une refonte importante, désormais la meilleure source pour l'étude de l'extraordinaire artiste florentin[6]. — Signalons à ce propos l'excellente édition des trois premiers *Livres de la famille*, du même Alberti, qui vient augmenter le nombre des éditions de grande valeur de la *Biblioteca scolastica di classici italiani*, de l'éditeur Sansoni de Florence,

1. Guglielmo Pellegrini, *di L. Alamanni* (*Giornale storico della letteratura italiana*, fasc. 186).

2. G. B. Piccotti, *Tra il poeta e il lauro, pagina della vita di Agnolo Poliziano* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXV et LXVI).

3. Santorre Debenedetti, *Gli studi provenzali in Italia nel cinquecento*. Torino, Loescher, 1911, in-8°, VIII-304 p.

4. Augusto Serena, *la Cultura umanistica a Treviso nel secolo decimoquinto*. Venezia, tip. Emiliana, 1912, in-8°, XII-396 p. — Citons encore : Adolfo Rivolta, *Un grande bibliofilo del sec. XVI*. Contributo ad uno studio sulla biblioteca di Gian Vicenzo Pinelli; extrait de la *Scuola cattolica de Milan*. Monza, 1914.

5. Anna Fumagalli, *Angelo Poliziano*. Roma-Milano, Albrighi e Segati, 1914, in-8°, 162 p.

6. Girolamo Mancini, *Vita di Leon Battista Alberti;* seconda edizione. Firenze, Carnesecchi, 1911, in-8°, IV-527 p.

fondée par Giosuè Carducci[1]. M. Pellegrini, l'éditeur, s'est d'ailleurs classé parmi les meilleurs historiens de cette période de la littérature italienne. Une étude consciencieuse, d'où la figure du célèbre humaniste du xve siècle Pomponio Leto sort notablement diminuée, est due à M. Zaboughine, l'érudit russe, professeur à l'Université de Rome[2], et fin critique.

L'histoire de la poésie latine dans la seconde moitié du xve siècle a reçu une large contribution de M. Bottiglioni[3] dans une publication très scientifiquement conduite et qui fait honneur à cette École normale de Pise, d'où tant de bons travaux d'histoire et d'histoire littéraire sont sortis depuis une vingtaine d'années. L'ouvrage embrasse trois parties principales : la lyrique amoureuse et les *amorum libri*, la lyrique d'occasion et les panégyriques, la lyrique religieuse. — Sur l'histoire de la vie intellectuelle à la cour de Ferrare, qui depuis quelque temps a tant d'attraits pour les érudits et a suscité d'importants travaux, M. Lazzari[4] nous donne deux études notables.

M. Ciceri, dans son étude sur Michel Marullo, a fait une bonne réhabilitation de cet humaniste du xve siècle, que l'éclat d'un Politien avait injustement rejeté dans l'ombre[5]. Signalons en outre deux importantes publications sur l'illustre humaniste, le Panormite[6]; un petit volume de M. Termini sur P. Ransano[7] qui comble une lacune, puisqu'il n'existait aucune monographie sur cet autre humaniste sicilien; les études de M. Grella sur Galéas Florimonte[8],

1. Leon Battista Alberti, *I primi tre libri della famiglia*, annotati per le scuole medie superiori da F. C. Pellegrini.

2. Vladimiro Zabughine, *Giulio Pomponio Leto*, 2 vol. Grottaferrata, tip. Italo-orientale S. Nilo, in-8°, 241 et 422 p.

3. Gino Bottiglioni, *la Lirica latina in Firenze nella 2ª metà del sec. XV;* extrait des *Annali della R. Scuola normale superiore di Pisa*, vol. XXV. Pisa, Nistri, 1913, 232 p.

4. Alfonso Lazzari, *Un umanista romagnolo alla corte d'Ercole II d'Este : Bartolommeo Ricci da Lugo*. Ferrara, 1914, 248 p. — *Le ultime tre duchesse di Ferrara e la corte Estense ai tempi di Torquato Tasso*. Firenze, Rassegna nazionale, 1913, 316 p. (cf. *Revue historique*, t. CXXV, p. 347).

5. P. L. Ciceri, *Michele Marullo e i suoi Hymni naturales* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. XIV).

6. R. Sabbadini, *Ottanta lettere inedite del Panormita tratte dai codici milanesi*. — M. Catalano Tirrito, *Nuovi documenti sul Panormita tratti dagli archivi palermitani; Biblioteca della Società di Storia Patria per la Sicilia orientale*, vol. I. Catania, 1910, in-8°, 209 p.

7. F. A. Termini, *Pietro Ransano, umanista palermitano del sec. XV*. Palermo, A. Trimarchi, 1915, in-8°, 195 p.

8. Vincenzo Grella, *Galeazzo Florimonte letterato del cinquecento*. S. Maria Capua vetere, 1909.

de M. Simar sur Christophe de Longueil[1], de M. Zonta sur Francesco Negri; c'est une importante étude sur les relations entre l'humanisme libre penseur et le luthéranisme[2]. D'Angleterre nous vient une intéressante recherche sur les théories poétiques de Castelvetro, par M. Charlton[3].

Une bonne partie de la contribution récente à l'histoire de l'humanisme est composée de très bonnes éditions. La nouvelle édition des *Œuvres* de Laurent le Magnifique, par M. Simioni, est considérée comme une des meilleures de la belle collection de l'éditeur de Bari[4]. Fondée sur une étude des plus minutieuses des manuscrits, elle contient un utile *Essai bibliographique sur la vie et les œuvres de Laurent le Magnifique.* — En 1910, a paru une nouvelle édition, revue et augmentée[5], du *Courtisan* de Baldesar Castiglione; on sait que l'excellent ouvrage du professeur de l'Université de Turin, M. Cian, est une des meilleures éditions commentées de textes modernes qui aient été faites en Italie. — Grâce à l'infatigable érudit qu'est M. Luzio, le célèbre poème de Folengo a enfin une édition excellente, suivie d'un lexique qui nous ouvre le sens d'un grand nombre de mots[6]. — Les *Traités du XVIe siècle sur la femme*, édités par M. Zonta, sont un curieux recueil où la fameuse Raffaella d'Alexandre Piccolomini est l'objet d'une attentive réédition[7]. Le même éditeur publie, dans la même collection, les *Traités d'amour du XVIe siècle*[8]. — Mme Della Guardia a fait une utile réédition de l'œuvre d'un bon poète latin de la Renaissance, Tito Vespasiano Strozzi[9]. Signalons

1. Th. Simar, *Christophe de Longueil humaniste, 1488-1522;* extrait du *Recueil de travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain.* Louvain, 1911, in-8°, VIII-216 p.

2. Giuseppe Zonta, *Francesco Negri l'eretico e la sua tragedia « il libero arbitrio »* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXVII et LXVIII).

3. H. B. Charlton, *Castelvetro's Theory of Poetry* (Publications of the University of Manchester; comparative literature series, n° 1). Manchester, at the University Press, 1913, in-16, XVI-221 p.

4. *Lorenzo dei Medici il Magnifico. Opere*, éditées par Attilio Simioni; collection *Scrittori d'Italia*, vol. II. Bari, Laterza, 1913-1914.

5. *Baldesar Castiglione. Il Cortegiano*, annotato e illustrato da Vittorio Cian. Firenze, Sansoni, 1910.

6. *Teofilo Folengo. Le maccheronee*, a cura di Alessandro Luzio, 2 vol.; collection *Scrittori d'Italia.* Bari, Laterza, 1911, in-8°, 352 à 374 p.

7. *Trattati del cinquecento sulla Donna*, édités par Giuseppe Zonta; collection *Scrittori d'Italia.* Bari, Laterza, 1913.

8. *Trattati d'amore del cinquecento*, édités par Giuseppe Zonta; collection *Scrittori d'Italia*, Bari, Laterza, 1912.

9. Anita Della Guardia, *Tito Vespasiano Strozzi. Poesie latine tratte da*

enfin le premier volume d'un commode recueil de morceaux choisis des humanistes italiens[1].

La poésie lyrique, la poésie épique et la prose narrative forment en Italie, du XVe au XVIIe siècle, un grand ensemble littéraire où les œuvres procèdent plus ou moins les unes des autres, ou de la même tradition, où les auteurs sont une société à part, qu'on appellera la république des lettres. Dans ce pays où le concept de la littérature comme art a été, depuis la Renaissance, plus fortement établi que partout ailleurs, le poème lyrique était, depuis Dante, considéré comme le genre littéraire de la plus haute noblesse, celui où l'artiste était tenu de faire œuvre du plus grand raffinement; le poème épique et la nouvelle, plus libres, surtout dans les premiers temps, portent de plus en plus la marque de ce culte passionné de la forme. Ceci ne veut pas dire que cette littérature soit dans son ensemble artificielle et froide, bien que les œuvres de ce caractère y soient nombreuses; sur ce point, la critique italienne travaille à rectifier certains préjugés et procède à de justes réhabilitations. En Italie même, mais plus encore à l'étranger, les Arioste et les Tasse, les Bandello, les Bembo et les Marino, admirés et aimés par nos aïeux, sont tombés en une excessive défaveur. De minutieuses recherches sur leur personne, leur vie privée nous les rendent plus proches et plus sympathiques. Mais ce n'est là qu'une contribution secondaire à cette histoire, car, pour la raison que nous venons de dire, l'historien aura toujours beaucoup de peine à fondre harmonieusement l'étude de l'homme et l'étude de l'œuvre chez ces artistes. C'est la conception, les procédés de leur art et son évolution qui doivent être, dans cette partie de l'histoire littéraire, l'objet essentiel de l'historien. Sur ce point, la production de ces dernières années ne nous paraît avoir apporté aucune nouveauté de première importance, bien qu'on doive considérer comme très utiles à ce point de vue quelques éditions très soignées[2].

Le volume de M. Curcio sur Horace, étudié en Italie du XIIIe au XVIIIe siècle[3], traite un sujet dont l'importance, pour l'histoire de

l'Aldina e confrontate coi codici. Modena, tip. éd. Blondi e Parmeggiani, 1916, in-8°, LXXV-268 p.

1. *Humanae litterae,* ed. Domenico Fava e Silvio Pellini, vol. I. Milano, Vallardi, 1911.

2. Signalons pour mémoire, car l'ouvrage est surtout important pour l'histoire de la musique, la publication de M. Paul-Marie Masson, *Chants de carnaval florentins de l'époque de Laurent le Magnifique* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence). Paris, Sénart, 1913, in-8°, 106 p.

3. G. Curcio, *Q. Orazio Flacco studiato in Italia dal sec. XIII al XVIII.* Catania, Battiato, 1913.

la poésie lyrique des temps modernes avant le romantisme, n'a pas besoin d'être relevée. Le petit livre de M. C. Pellegrini sur Luigi Pulci est une utile synthèse[1]. M. Chiorboli nous a donné une bonne édition[2] de deux importants rimeurs du xvie siècle : Guidiccioni et Coppetta Beccuti. D'Amérique nous vient une excellente petite édition de ce Battista Spagnoli de Mantoue, dit le Carmélite, qui fut au début du xvie siècle un poète bucolique égalé à Virgile[3]; une bonne édition, qui manquait en Italie, de ces *Piscatoriae* de Sannazar où le savant humaniste décrit avec une sensibilité vraie les spectacles du golfe de Naples[4].

L'ouvrage de M. Salza, *Études sur Ludovic Arioste*[5], est un important recueil d'études originales sur les poésies lyriques d'Arioste, interprétées sur la base de précises recherches sur sa vie sentimentale, sur la date et l'attribution de ces poésies, sur le texte du *Roland furieux*, etc. — Une étude de M. Fatini sur Arioste prosateur[6] nous montre par le menu ce curieux phénomène (mais qui n'est pas unique en ces temps-là) d'un excellent poète, artiste raffiné, qui est en même temps le prosateur le plus négligé.

L'ouvrage de Mme Fumagalli, sur la *Fortune du Roland furieux en Italie*[7], est une remarquable étude sur un sujet difficile : la répercussion profonde d'une grande œuvre à l'époque où elle a paru, la façon dont elle a été comprise et appréciée; la critique, la poésie, les beaux-arts de l'époque ont été analysés par l'auteur, à ce point de vue, avec minutie et pénétration. Ouvrage instructif, non seulement sur la fortune d'Arioste, mais sur la vie intellectuelle de ce siècle. — *Rara avis*, le livre de critique esthétique de M. L. Azzolina sur le monde chevaleresque de Boiardo, Arioste et

1. Carlo Pellegrini, *Luigi Pulci*. Pisa, Nistri, 1912, in-8°, 210 p.

2. *G. Guidiccioni e F. Coppetta Beccuti. Rime*, a cura di Ezio Chiorboli. Bari, Laterza, 1912, in-8°, 363 p.

3. *The eclogues of Baptista Mantuanus*, édité par Wilfred P. Mustard. Baltimore, Johns Hopkins press, 1911. — Pour mémoire, citons l'étude de M. Arthur Livingston, *Sonetti morali ed amorosi di Gian Francesco Busanello (1598-1659)*. De ce petit littérateur vénitien du xviie siècle, le *Giornale storico* lui-même reconnaît que peut-être les poésies ne méritaient pas le grave labeur d'une solennelle édition critique.

4. *Jacopo Sannazaro. The Piscatory eclogues*, edited with introduction and notes, by Wilfred P. Mustard. Baltimore, Johns Hopkins press, 1914, in-8°, 123 p.

5. Abdelkader Salza, *Studi su Lodovico Ariosto*. Città di Castello, Lapi, 1914, in-16, xii-314 p.

6. Giuseppe Fatini, *Ludovico Ariosto prosatore* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXV).

7. Giuseppina Fumagalli, *la Fortuna dell Orlando furioso in Italia nel sec. XVI*. Ferrara, 1912, in-8°, xxv-365 p.

Berni[1], est un livre sans phrases, solidement nourri de faits. La partie centrale du livre, sur la faculté imaginative des trois poètes, sujet dangereux d'où il était facile de glisser dans la fantaisie, fournit des résultats positifs du plus grand intérêt. — Les études de M. Salza sur Gasparina Stampa[2] sont importantes. C'est un volume que le savant critique est en train de publier en une série de longs articles, considérablement documentés, sur la gracieuse poétesse du XVIe siècle. Si l'on y ajoute la bibliographie, également considérable, des articles et études que la première publication de M. Salza a suscités (cette bibliographie se trouve au début du second article), il y a lieu de supposer que l'essentiel aura été dit sur le sujet. Signalons une utile édition des *Nouvelles de Bandello*[3].

Sur le Tasse, M. Albertazzi a écrit un des meilleurs d'une série de petits volumes de *Profils* littéraires, qui contient de bons essais de synthèse[4]; nous en avons déjà signalé quelques-uns. Souhaitons que quelque éditeur français entreprenne de publier une traduction de tout ou partie de cette collection; le public français y trouverait profit. — M. Sainati a publié[5] une excellente étude sur ces poésies lyriques de Tasse, qui ont jusqu'à présent peu attiré l'attention et qui cependant contiennent de vrais trésors d'art. Le livre de M. Sainati est à la fois très solidement et minutieusement construit et éclairé d'une critique large et pénétrante. — Sur Tasse encore, nous avons de M. de Maldè une étude de sources[6] et de M. Vatasso une étude de manuscrits[7].

L'illustre chevalier Marin a été, ces derniers temps, bien partagé. Sa correspondance, suivie de lettres d'autres écrivains du XVIIe siècle, a paru en deux volumes dans la belle édition des *Scrittori d'Ita-*

1. Liborio Azzolina, *Il mondo cavalleresco in Boiardo, Ariosto, Berni.* Palermo, Reber, 1912, VIII-290 p.

2. Abdelkader Salza, *Madonna Gasparina Stampa secondo nuove indagini* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXII). — *Madonna Gasparina Stampa e la Società veneziana del suo tempo; nuove discussioni* (*Ibid.*, t. LXIX).

3. Gustavo Balsamo-Crivelli, *Le Quattro parti de le novelle del Bandello riprodotte sulle antiche stampe di Lucca (1554) e di Lione (1573).* Torino, 1910.

4. Alberto Albertazzi, *Torquato Tasso.* Modena, Formiggini, 1911.

5. Augusto Sainati, *La Lirica di Torquato Tasso.* Pisa, Nistri, 1912-1915, 2 vol. in-8°, 320-279 p.

6. Ettore de Maldè, *Le Fonti della Gerusalemme liberata con nuova ragione critica.* Parma, 1910.

7. M. Vatasso, *Di un gruppo sconosciuto di preziosi codici tasseschi* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXVI).

lia[1]. Le philosophe Benedetto Croce lui-même s'est diverti à donner de ses *Poésies* variées un choix judicieux[2]. Nous pouvons encore signaler une étude de M. Moschetti sur *l'Influence de Marino sur Poussin*[3]. Tassoni, lui aussi, a été l'objet de travaux importants[4] : en premier lieu, une bonne édition de la *Secchia rapita*[5]. D'autre part, l'érudit historien, professeur à l'Université de Bologne, M. Giorgio Rossi, a fait paraître les deuxième et troisième volumes des *Lettres de Tassoni*[6].

On sait que le théâtre en Italie, jusqu'au XVIIIe siècle, a été la moins brillante production de l'art littéraire. Il n'est donc pas étonnant ni regrettable que l'effort des historiens se porte surtout sur la période de Goldoni et de Métastase. Sur les siècles précédents, signalons seulement, de M. F. Neri, ancien lecteur à la Faculté des lettres de Paris, une courte, mais substantielle étude[7], qui est d'un érudit dont on peut attendre beaucoup. D'après l'auteur, le double caractère de la parabole, à la fois épisode humain et symbole, a donné naissance, dans le théâtre religieux, à deux catégories d'œuvres : les unes, représentations réalistes, humaines; les autres, plus moralisantes et abstraites. Chacune de ces interprétations domine une période de l'histoire du théâtre religieux. — M. Salza, plusieurs fois nommé au cours de ce Bulletin, a édité les *Studenti* de l'Arioste[8]. C'est une bonne édition de cette comédie qui n'est pas

1. *Giambattista Marino. Epistolario, seguito da lettere di altri Scrittori del Seicento*, a cura di Angelo Borzelli e Fausto Nicolini; collection *Scrittori d'Italia*. Bari, Laterza, 1911-1912, in-8°; t. I, 331 p.; t. II, 454 p.

2. *G. B. Marino. Poesie varie*, a cura di Benedetto Croce. Bari, Laterza, 1913, in-8°, 429 p.

3. Andrea Moschetti, *Dell' influsso del Marino sulla formazione artistica di Nicola Poussin*. Roma, Loescher, 1913.

4. Depuis les publications de M. Venceslao Santi, *la Storia nella Secchia rapita*, 2 vol., 1906-1909, 384 et 448 p. — Le second volume est une importante étude pour l'interprétation historique des personnages du célèbre poème. L'auteur, dans la première partie de son ouvrage, a fait le même patient travail d'exégèse pour la reconstruction historique des épisodes du poème.

5. Alessandro Tassoni, *la Secchia rapita;* secondo l'ed. veneta del 1630 integrata coi manoscritti e le stampe anteriori, édité par G. Nascimbeni. Lanciano, Carabba, 1914.

6. *Alessandro Tassoni. Le lettere*, vol. II et III; tratte da autografi e da copie a cura di Giorgio Rossi. Bologna, Romagnoli, 1910.

7. Ferdinando Neri, *Studi sul teatro italiano antico. Le parabole* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXV).

8. *Lodovico Ariosto. Gli studenti (commedia) con le continuazioni di Gabriele e Virginio Ariosto*, a cura di Abdelkader Salza. Città di Castello, Lapi, 1915, in-16, LXVI-184 p.

la meilleure d'Arioste, qui n'est même pas tout entière de lui; l'on sait d'ailleurs qu'Arioste comédiographe est beaucoup inférieur à l'auteur de l'*Orlando*.

Voici deux études d'histoire locale du théâtre : une de M. Crocioni sur *le Théâtre à Reggio Emilia pendant la Renaissance*[1], l'autre de M. Albert Chiappelli sur l'*Histoire du théâtre à Pistoia depuis les origines jusqu'à la fin du XVIIIe siècle*[2]. Cette dernière étude, consciencieusement faite, n'apporte cependant pas d'importants résultats : les bons spectacles furent rares dans la petite Pistoia et les documents sur la période des représentations sacrées manquent complètement. Notons, ce qui n'est pas particulier à Pistoia, ce qui est au contraire un des faits essentiels de l'histoire du théâtre en Italie, que les représentations musicales étaient de beaucoup préférées aux représentations dramatiques.

M. Croce, en grand seigneur de lettres qu'il est, publie, relativement jeune encore, ses œuvres complètes, dont une histoire du théâtre à Naples est le septième volume[3]. C'est d'ailleurs une réimpression d'un travail de jeunesse, revu et corrigé. M. Croce a commencé par l'érudition locale : c'est Naples qui fait l'unité de ce volume, qui touche à toutes les manifestations théâtrales pendant près de quatre siècles.

Un Américain (la contribution américaine à l'histoire littéraire de l'Italie n'est décidément pas négligeable), M. Smith, a publié une intéressante étude sur la *Commedia dell' Arte*[4]. Ceci nous amène à Goldoni, duquel un autre Américain, M. Chatfield Taylor, publie une considérable biographie[5], à laquelle il convient d'adjoindre une étude pleine de détails curieux sur la vie scolaire de C. Goldoni, par M. Corbellini[6]. Un livre destiné aux écoles, mais dont les critiques peuvent faire leur profit, est l'édition choisie des *Œuvres de Goldoni* par M. Momigliano[7]. Signalons encore l'article de M. Segré

1. Giovanni Crocioni, *la Drammatica a Reggio nell' Emilia durante il Rinascimento;* extrait du tome IX des *Studi di letteratura italiana.*

2. Alberto Chiappelli, *Storia del teatro in Pistoia dalle origini alla fine del secolo XVIII.* Pistoia, offic. tip. Cooper, 1913, in-8°, viii-321 p.

3. Benedetto Croce, *I teatri di Napoli dal Rinascimento alla fine del secolo decimottavo.* Bari, Laterza, 1916, in-8°, 336 p.

4. Winifred Smith, *The commedia dell' arte. A study in italian popular comedy.* New-York, Columbia University press, 1912, in-8°, xvi-290 p.

5. H. C. Chatfield Taylor, *Goldoni, a biography.* New-York, Duffield and Co., 1913, in-8°, xviii-696 p.

6. Alberto Corbellini, *Carlo Goldoni nel Ghistieri di Padova* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXII).

7. *Le opere id C. Goldoni scelte e illustrate* da Attilio Momigliano. Napoli, Perrella, 1914.

sur les comédiens allemands et les comédiens italiens au XVIIIe siècle[1].

Nous terminons par les mélodramatistes. L'ouvrage de M. FEHR est la meilleure étude qui ait été faite sur Apostolo Zeno[2]. Métastase est un des grands noms littéraires et artistiques du XVIIIe siècle italien, auquel il manque encore la consécration d'une grande monographie. Le livre du défunt professeur de l'Université de Rome, M. DE GUBERNATIS[3], a été l'objet d'une critique assez serrée dans le *Giornale storico della letteratura italiana* (1912, t. LX, p. 194-214). On ne peut pas dire que ce livre soit la meilleure étude faite ou à faire sur Métastase. Le livre d'un jeune, M. RUSSO[4], sans être le grand livre attendu, est une bonne étude d'ensemble. L'auteur y présente avec clarté les éléments de l'inspiration du poète, analyse et classe des écrits et, de cette exposition, tire une détermination de la valeur de l'œuvre dans l'ensemble de la tradition poétique italienne et par rapport à l'époque où elle fut composée. Le mélodrame métastasien, malgré ses faiblesses et ses ridicules qui ont apparu assez vite après son immense succès, reste une œuvre riche en invention artistique, en observation psychologique, en contenu moral et social. Elle exprime à merveille le goût du temps, où la sentimentalité idyllique se mêlait à la préoccupation pour les grands problèmes humains. Elle annonce en Italie la lyrique moralisante et la tragédie patriotique des grands écrivains de la fin du XVIIIe siècle.

Le mouvement intellectuel du XVIIIe siècle italien attire de plus en plus les historiens. Cela est naturel et il convient de s'en réjouir; c'est l'époque où la pensée italienne se libère des entraves particulièrement lourdes qui ont pesé sur elle depuis la seconde moitié du XVIe siècle, où les œuvres littéraires les plus considérables se remplissent d'idées nouvelles, de tendances actives; c'est la période par laquelle s'explique l'histoire de l'Italie au XIXe siècle, de son Risorgimento; enfin, il apparaît que les historiens italiens ne sont pas fâchés (et on ne saurait leur donner tort) de démontrer qu'à côté de l'éblouissant XVIIIe siècle français, les Italiens de la même époque ont eu plus d'indépendance et d'originalité qu'on ne l'a dit et des mérites de premier ordre.

1. Carlo Segrè, *Comici tedeschi e italiani nel settecento; Nuova Antologia.* Roma, 1914.

2. Max Fehr, *Apostolo Zeno und seine Reform des Operntextes.* Zurich, Rascher, 1912.

3. Angelo de Gubernatis, *Pietro Metastasio.* Firenze, Succ. Le Monnier, 1910, in-8°, 481 p.

4. Luigi Russo, *Pietro Metastasio; Annali della R. Scuola normale superiore di Pisa.* Pisa, Nistri, 1915, in-8°, 260 p.

Un livre de M. Giorgio Rossi[1] contient plusieurs études intéressantes sur des points de détail de l'histoire littéraire du XVIIIe siècle. De même, celui de M. Piccioni[2], autre érudit de valeur; en particulier Baretti y est l'objet de recherches neuves. M. Piccioni est incontestablement l'homme qui connaît le mieux Baretti. Son ouvrage sur *Baretti avant la Frusta*[3] est une mine de renseignements sur la biographie de Baretti, sur ses études, sur l'histoire de la composition de ses travaux. Du même Baretti, le même M. Piccioni a publié les *Préfaces et polémiques*[4]. — Sur Parini, on pourra consulter utilement l'abondant Bulletin bibliographique sur la production critique de 1904 à 1915, publié par L. Valmaggi[5], et une bonne édition, abondante sinon complète, de *Proses*, en bonne partie revue sur les autographes[6]. — Nous possédons maintenant une excellente édition des meilleures poésies de ce savant fameux en son temps, qui fut aussi un délicat artiste : Lorenzo Mascheroni[7]. — M. Mininni a écrit un gros livre, pléthorique, désordonné, sur Pietro Napoli Signorelli[8], ce très intéressant polygraphe napolitain du XVIIIe siècle, type de ces lettrés italiens restés imbus des traditions classiques et, en même temps, entraînés par les idées nouvelles venues de France. Une longue critique de cet ouvrage a été faite par M. Calcaterra dans le *Giornale storico della letteratura italiana* (t. LXVI) et c'est, comme il arrive souvent dans cette excellente revue, un indispensable supplément à l'ouvrage critiqué. — M. Zardo nous a donné une très utile réimpression, très bien faite et commentée, du curieux journal de Gaspare Gozzi, si riche en détails sur la vie littéraire à Venise au XVIIIe siècle[9].

1. Giorgio Rossi, *Varietà letterarie*. Bologna, Zanichelli, 1912, in-16, 458 p.
2. Luigi Piccioni, *Appunti e saggi di storia letteraria*. Livorno, R. Giusti, 1912, in-16, x-304 p.
3. Luigi Piccioni, *Guiseppe Baretti prima della Frusta letteraria, 1719-1760* (*Giornale storico della letteratura italiana*, suppléments 13 et 14). Torino, Loescher, 1912, in-8°, 299 p.
4. *Giuseppe Baretti. Prefazioni e polemiche*, a cura di Luigi Piccioni. Bari, Laterza, 1912, in-8°, 405 p.
5. Dans le tome LXVIII du *Giornale storico della letteratura italiana*.
6. *Guiseppe Parini. Prose*, a cura di Egidio Bellorini; collection *Scrittori d'Italia*. Bari, Laterza, 1913-1915, 2 vol. — Et encore : Angelo de Gubernatis, *Giuseppe Parini*. Firenze, Le Monnier, 1913.
7. Lorenzo Mascheroni, *L'invito a Lesbia Cidonia e altre poesie*, con introduzione e commento di Giulio Natali. Città di Castello, S. Lapi, 1915, in-8°, XXXVI-124 p.
8. Carmine Giustino Mininni, *Pietro Napoli Signorelli. Vita, opere, tempi, amici*. Città di Castello, Lapi, 1914, in-8°, 556 p.
9. Gaspare Gozzi, *La Gazzetta veneta*, per la prima volta riprodotta, con proemio e note di A. Zardo. Firenze, Sansoni, 1915, in-8°, 485 p.

L'œuvre touffue et souvent superficielle du jésuite Bettinelli a trouvé en M. Federico un sagace critique, qui a su en extraire l'essentiel et en faire comprendre la valeur[1]. L'histoire du goût littéraire au XVIIIe siècle en Italie en reçoit d'utiles clartés, ainsi que d'une publication de M. Tommasini-Mattiucci qui reproduit une importante publication du même Bettinelli[2]. — Le petit livre de Mme Capra sur l'esprit de Xavier Bettinelli[3] est un essai de synthèse, nourri d'une connaissance approfondie de la littérature du XVIIIe siècle, où est examinée successivement l'œuvre de Bettinelli poète et de Bettinelli critique, avec une intéressante série de lettres en appendice.

Disons un mot d'une de ces éditions scolaires, dont les hautes études peuvent profiter. M. E. Bertana, l'auteur bien connu d'un excellent livre sur Alfieri, a publié cette *Vie*[4] qu'il avait si impitoyablement critiquée, en l'accompagnant d'une préface et de notes d'une grande valeur. — Les poésies choisies d'Alfieri, commentées par M. Guastalla[5], sont une édition qui ne sera pas seulement utile pour les études secondaires.

On sait quelle précieuse source pour l'histoire des idées et des mœurs au XVIIIe siècle est la correspondance des frères Verri; M. Pélissier en avait signalé en son temps le deuxième volume; (*Rev. histor.*, t. CVIII, p. 122); le troisième a paru depuis[6].

Une série de publications sur la figure ambiguë de Jacques Casanova[7] vient s'ajouter à celles qui ont paru en France et ailleurs; elles prouvent que l'intérêt du public pour le séduisant vénitien n'est pas près de s'épuiser. Les deux premières que nous mention-

1. Giovanni Federico, *l'Opera letteraria di Saverio Bettinelli.* Soc. ed. Dante Alighieri, 1913, in-8°, 268 p.

2. S. Bettinelli, *Le « Raccolte » con il « Parere dei Granelleschi » e la « Risposta » di C. Gozzi,* a cura di P. Tommasini-Mattiucci. Città di Castello, Lapi, 1912, in-8°, XVIII-137 p.

3. Luisa Capra, *l'ingegno e l'opera di Saverio Bettinelli.* Asti, Paglieri e Raspi, 1913, in-8°, 229 p.

4. *Vita di Vittorio Alfieri da Asti scritta da esso*, con note di Emilio Bertana. Napoli, Francesco Perrella, 1910, in-8°, XX-350 p.

5. Vittorio Alfieri, *Rime scelte e commentate ad uso delle scuole*, da Rosolino Guastalla. Firenze, Sansoni, 1912.

6. Pietro e Alessandro Verri, *Carteggio dal 1766 al 1797*, a cura di Francesco Novati et Emanuele Greppi; tome III : agosto 1769-settember 1770. Milano, Cogliati, 1909, in-8°, VIII-496 p.

7. Pompeo Molmenti, *Lettere inedite del patrizio Pietro Zaguri a Giacomo Casanova;* extrait des *Atti del Reale Istituto veneto.* Venezia, Ferrari, 1911, in-8°, 124 p. — Du même, les *Carteggi Casanoviani*, dans *Archivio storico italiano*, n°s 262-263. — D'Ancona, *Casanoviana;* extrait della *N. Antologia* de 1er aprile 1911. — Aldo Ravà, *Lettere di donne a Giacomo Casanova.* Milano, Treves, 1912, in-8°, VIII-324 p.

nons en note sont dues à l'élégant écrivain auquel on doit de monumentales études sur l'histoire de Venise : M. Pompeo Molmenti. Il est encore l'auteur d'un très agréable volume : *Correspondances vénitiennes du XVIIIe siècle*, où repasse le profil de Casanova. Dans ce volume, une étude sur les salons vénitiens (illustrée de portraits et autres documents du temps) nous donne des précisions sur de charmantes femmes : Isabella Teotochi, Giustina Renier Michiel et d'autres, qui font partie de l'histoire littéraire de la fin du siècle.

Dans un volume intitulé : *Anecdotes et profils du XVIIIe siècle*, B. Croce[1] a rassemblé des études écrites dans un temps « où il avait le goût de l'anecdote et rêvait d'écrire, sur la Naples du XVIIIe siècle, un livre sur le modèle des ouvrages du bibliophile Jacob ou des Goncourt ». Ce livre n'a jamais été écrit et nous en avons ici les fragments. Plusieurs sont consacrés, bien entendu, à Casanova, d'autres au séjour de Gœthe à Naples. Le futur auteur de l'*Esthétique* y détermine minutieusement l'emplacement de l'hôtel où Gœthe logea. Il y donne d'autres détails plus intéressants sur l'auteur du voyage en Italie. Le chevalier Hamilton et la célèbre Lady Hamilton tiennent aussi une large place dans ces récits, dont les sources sont variées, sinon toujours inédites.

Le volume de M. Petraccone sur Cagliostro[2] fait partie de la même élégante Collection du XVIIIe siècle, dirigée par le poète Salvatore di Giacomo. Il est illustré de curieuses reproductions. Le sujet prête d'ailleurs au pittoresque; M. Petraccone l'a traité avec conscience et agrément. Adoptant toutes les conclusions de M. Funck-Brentano, dans son livre sur l'affaire du collier, il n'insiste pas sur le séjour de Cagliostro à Paris et s'attache au contraire à la vie de l'aventurier en Italie, sa venue à Rome, son procès et sa mort. Il a utilisé à cet effet un document, conservé à la Bibliothèque nationale de Rome : un extrait du procès conduit par l'Inquisition.

Nous avons une excellente édition, très soigneusement transcrite et solidement annotée, d'environ 300 lettres de deux grands érudits[3], Tiraboschi et Vannetti, où l'on peut admirer à la fois leur

1. Benedetto Croce, *Aneddoti e profili settecenteschi*. Collezione settecentesca a cura di Salvatore di Giacomo. Milano-Palermo-Napoli, Sandron, 1914, in-8°, VIII-365 p.

2. E. Petraccone, *Cagliostro nella storia e nella leggenda*. Milano-Palermo-Napoli, Sandron, 1914, 268 p. Citons encore : *Il Vangelo di Cagliostro il gran cofto*, traduzione letterale preceduta da uno Studio storico-critico e di una Bibliographia di Pericle Maruzzi. Todi, presso lo casa editrice Atanòr, 1914, 216 p.

3. G. Cavazzuti e F. Pasini, *Carteggio fra Girolamo Tiraboschi e Clementino Vannetti (1776-1793)*. Modena, Ferraguti e C., 1912, gr. in-8°, XI-388 p.

science profonde et leur vivacité d'esprit. Une preuve de plus à l'appui de cette vérité : que le travail silencieux des historiens, en Italie comme en France, est une des plus belles gemmes de la couronne intellectuelle des XVIIe et XVIIIe siècles. M. Fausto NICOLINI nous a donné une remarquable bibliographie de Pietro Giannone, qui permet d'espérer prochaine une complète étude de la vie et de l'œuvre de ce singulier écrivain[1].

Seule la première partie de la vie intellectuelle de Foscolo rentre dans notre période : sur la formation du grand poète, qui fut aussi un bon érudit et un fin critique et surtout un esprit extraordinairement intuitif et large, le livre de M. DONADONI[2] nous fournit d'exacts renseignements et d'excellents jugements critiques. On y voit le pessimisme de Foscolo se former à l'école de Hobbes, son sensualisme à celle de Locke.

Il est intéressant de considérer à part les ouvrages consacrés à l'histoire des rapports littéraires entre l'Italie et les autres nations. Les Italiens de plus en plus prennent goût à ces études; et quand des chaires d'histoire comparée des littératures auront été créées dans leurs universités, il est à croire que cette production s'accroîtra rapidement, comme il est arrivé ailleurs. Dans ces dernières années, la contribution italienne a déjà été considérable, sinon par le nombre, du moins par la valeur.

Les premiers ouvrages que nous ayons à citer, dans l'ordre des temps, sont toutefois de deux Français. Le livre de M. H. PRUNIÈRES sur l'opéra italien en France avant Lulli[3] est d'une grande solidité et clarté. L'auteur, un de nos plus distingués musicologues, se place naturellement au point de vue musical plutôt qu'au point de vue littéraire. Mais l'histoire des relations entre l'Italie et la France dans les domaines de la littérature et des mœurs reçoit de son livre une très importante contribution. Signalons en particulier le chapitre II : les premiers opéras représentés à Paris (1643-1646); le chapitre III sur les répétitions et le succès de l'*Orfeo* de Luigi Rossi, qui marque l'apogée de l'influence italienne en France sur ce terrain; M. Prunières signale même certaines répercussions politiques de ces faits dans la France agitée des temps de la Fronde. Le

1. Fausto Nicolini, *Gli scritti e la fortuna di Pietro Giannone. Ricerche bibliografiche*. Bari, Laterza, 1913, 155 p.

2. Eugenio Donadoni, *Ugo Foscolo pensatore, critico, poeta (Saggio)*. Milano-Palermo-Napoli, Sandron, 1910, in-8°, 648 p.

3. Henry Prunières, *l'Opéra italien en France avant Lulli* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence). Paris, Champion, 1913, in-8°, XLVII-431-32 p.

chapitre VI raconte les divers épisodes de la réaction antiitalienne. Le septième et dernier est fort intéressant pour l'histoire de la technique des pastorales en musique et du ballet à grand spectacle. On y voit se dégager la formule du grand opéra français.

Le considérable ouvrage de M. RENAUDET[1] a révélé un historien de grande valeur, sur les mérites duquel ce n'est pas ici le lieu d'insister (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 336). L'histoire de la pensée philosophico-religieuse française dans les dernières années du XVe et les premières du XVIe siècle, capitale pour l'intelligence des périodes de grande crise qui vont suivre, est faite, et bien faite par M. Renaudet. Tout le long de cette histoire sont relevés des échanges de tout ordre entre la pensée italienne et la pensée française. L'index minutieux et l'abondante table bibliographique aident le lecteur à les retrouver, car il n'entrait pas dans le plan de l'ouvrage de traiter ce sujet séparément. Notons d'importants passages sur l'introduction en France des doctrines italiennes (ch. II et III de la première partie), sur les voyages de Lefèvre d'Étaples en Italie (ch. IV de la seconde partie et II de la troisième), sur le concile de Pise-Milan (même partie, ch. III).

Le bon travail de Mlle CALDERINI, ancienne élève de l'Académie scientifico-littéraire de Milan, morte à vingt-trois ans, retrace la vie de l'humaniste Corbinelli[2], précepteur du duc d'Alençon, lecteur de Henri III, protégé de Catherine de Médicis, et ses relations avec les savants et écrivains français du temps.

L'ouvrage de M. LEVI-MALVANO[3] est une bonne étude, claire, et qui, sur plusieurs points, règle la question des rapports de filiation entre la pensée de Montesquieu et celle de Machiavel.

La très consciencieuse étude de M. MAUGAIN[4] sur Boileau et l'Italie appartient, comme plusieurs précédemment citées, à la série

1. A. Renaudet, *Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie, 1494-1517* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence). Paris, Champion, 1916, XLVIII-739 p.

2. Rita Calderini de Marchi, *Jacopo Corbinelli et les érudits français, d'après la correspondance inédite de Corbinelli Pinelli (1566-1587).* Milan, Hoepli, 1914, in-8°, XII-288 p. — Sur l'ouvrage de B. Croce, *la Spagna nella vita italiana durante il Rinascimento*, cf. le présent Bulletin, I (*Rev. histor.*, t. CXXV, p. 333). Il convient de signaler ici en particulier les chapitres VI : « Protestation de la culture italienne contre la barbare invasion espagnole », et VIII : « La langue et la littérature espagnole en Italie de la première moitié du XVIe siècle. »

3. Ettore Levi-Malvano, *Montesquieu e Machiavelli* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence). Paris, Champion, 1912, in-8°, VI-144 p.

4. Gabriel Maugain, *Boileau et l'Italie* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence). Paris, Champion, 1912.

de publications que l'Institut français de Florence a entreprises sur l'histoire et la philologie française et italienne comparées. Il est à souhaiter que d'autres érudits de semblable vaillance opèrent les mêmes recherches bibliographiques sur la fortune de tous nos grands écrivains en Italie.

Sur ce terrain, la France a une considérable dette de gratitude envers M. Pietro Toldo. Le livre sur Molière et l'Italie du savant professeur de littérature française à l'Université de Bologne[1] ajoute à ses autres mérites celui d'être écrit en français. Il se divise en deux parties : la première sur « l'œuvre de Molière », la seconde sur « sa fortune en Italie ». Nous n'avons à nous occuper ici que de la seconde partie, d'ailleurs la plus considérable. « Nous serions satisfaits », dit l'auteur en terminant, « si nos modestes travaux contribuaient à détruire une erreur répandue même parmi les critiques de nos jours, que Molière a été médiocrement connu, apprécié et imité en Italie, et si elles démontraient en même temps le rôle joué par le grand poète dans la résurrection du théâtre comique de la Péninsule... Depuis la fin du XVIIe siècle jusqu'à nos jours, l'œuvre de Molière court victorieuse d'un bout à l'autre de l'Italie, traduite, critiquée, imitée et plagiée. » A l'appui de sa thèse, M. Toldo apporte une documentation de premier ordre. L'auteur a réuni pour composer son travail une rare bibliothèque et l'on est à plusieurs reprises tenté de regretter qu'il ne l'ait pas plus largement utilisée, par exemple dans les chapitres sur « les Comédies de Molière jouées en Italie », « Molière et la critique italienne » et sur « les Traductions », qui sont courts et que l'auteur n'eût certes pas été embarrassé de faire plus abondants. Tels quels, ils sont des plus intéressants. L'étude des imitations, qui remplit la plus grande partie de l'ouvrage, se divise en somme en trois périodes : la comédie avant Goldoni, la comédie vénitienne avec Goldoni et ses rivaux et enfin le mélodrame, auquel M. Toldo consacre deux chapitres; ce n'est pas une des moindres curiosités de cette histoire que l'influence exercée par notre grand comique sur ce genre, si spécifiquement italien, de l'opéra-bouffe. Quant à la question des rapports entre Molière et Goldoni, on pourrait la considérer comme rebattue, mais à tort, car M. Toldo fait justice des comparaisons inutiles ou fausses auxquelles trop de critiques se sont complu et apporte une notable contribution à l'histoire des emprunts faits par Goldoni à Molière. Les imitations de Molière dans le théâtre de l'abbé Chiari étaient un sujet moins connu. Neuve aussi l'étude du florentin

1. Pietro Toldo, *l'Œuvre de Molière et sa fortune en Italie*. Turin, Loescher, 1910, gr. in-8°, 578 p.

Fagiuoli et du siennois Gigli comme imitateurs de Molière. Outre l'index alphabétique qui termine le volume, on aurait souhaité trouver un tableau des pièces de Molière avec l'indication des traductions, adaptations et imitations dont elles ont été l'objet.

Les articles de M. Toldo sur les fables de La Fontaine en Italie[1] poursuivent la série de consciencieuses études sur les relations littéraires entre la France et l'Italie, en particulier au XVIIe siècle, que ce savant a entreprises depuis longtemps et dont le volume analysé plus haut est le plus considérable résultat.

L'ouvrage du regretté professeur à l'Université de Turin, A. Graf (qui était aussi un beau poète), sur l'anglomanie et l'influence anglaise en Italie au XVIIIe siècle[2] a eu un succès considérable et mérité; il y a quelque anachronisme à en parler aujourd'hui, alors que depuis cinq ans il est classé décidément parmi les modèles de la critique italienne contemporaine. Il pourrait suffire d'en dire que c'est un livre d'une érudition minutieuse, qui se lit d'un bout à l'autre avec agrément. M. Graf, qui fut un des fondateurs du *Giornale storico della letteratura italiana*, a voulu se garder soigneusement du défaut de pédantisme à l'allemande où certains de ses collaborateurs sont quelquefois tombés. Le long volume ne contient pas une note au bas des pages : toutes les références, comme tous les détails annexes, sont glissés dans le texte, sans toutefois l'alourdir, tant est vif et soutenu le mouvement de démonstration, tant la matière est clairement et adroitement distribuée. Le style est d'un vrai lettré comme l'était Graf, c'est-à-dire d'un esprit dont la valeur est moins encore dans ce qu'il sait, que dans la façon dont il sait. L'Introduction contient de vigoureuses formules sur les grands courants de la vie intellectuelle en Italie au XVIIIe siècle. L'auteur traite ensuite de la gallomanie et de la gallophobie (ch. I) dans une revue rapide qui était utile en un pareil sujet, puisque l'influence anglaise et l'influence française se sont disputé l'Italie pendant ce siècle, et de l'anglomanie en général (ch. II). Les chapitres suivants : Italiens en Angleterre (ch. III), Langue et littérature italiennes en Angleterre (ch. IV), Anglais en Italie (ch. V), et le chapitre X : Langue et littérature anglaises en Italie constituent ce qu'on peut appeler l'étude des agents et des moyens d'importation. Avec le chapitre VI : Institutions et vie publique des Anglais, commence l'étude des matériaux d'importation, qui continue méthodiquement par les chapitres sur le carac-

1. Pietro Toldo, *Fonti e propaggini italiane delle favole di La Fontaine* (*Giornale storico delle letteratura italiana*, t. LIX, 1-46 et 249-311 p.

2. Arturo Graf, *l'Anglomania e l'influsso inglese in Italia nel secolo XVIII*. Torino, Loescher, 1911, in-8°, XXXIV-431 p.

tère et la vie privée des Anglais (ch. VIII); les femmes anglaises, l'Anglais sur la scène italienne (ch. IX); la littérature anglaise en Italie : Milton, Dryden, Addison, Swift, Pope (ch. XI); Akenside, Johnson, Fielding, Richardson, Gray, Thomson, Young, Ossian, Sterne (ch. XII); le théâtre anglais : Shakespeare (ch. XIII); la mélancolie, les jardins anglais (ch. XIV); la science et la philosophie anglaises (ch. XV); Bacon, Hobbes, Locke, Hume, Newton (ch. XVI); arts, industrie et commerce anglais (ch. XVII). La conclusion indique rapidement les éléments du mouvement de réaction contre l'influence anglaise à la fin du siècle. On peut imaginer que tout n'a pas été dit par M. Graf sur les répercussions d'un si grand nombre d'œuvres considérables, même en admettant, ce qui est évident en pareille matière, que les contacts ait été irréguliers, limités à quelques points de la surface des œuvres en question et des cerveaux récepteurs. Il semble que sur chacun des points importants, M. Graf ait dit l'essentiel ou donné des faits typiques qui valent pour beaucoup d'autres semblables et toujours avec une sûreté et une sobriété remarquables. Il y a cependant une lacune dans ce bon livre. Après l'étude essentielle des matériaux d'importation, qui est naturellement accompagnée pas à pas de l'étude des faits d'assimilation, on voudrait une série méthodique de recherches sur des phénomènes plus intimes, qui sont l'aboutissement logique de ces études de littérature comparée : comment, et dans quelle mesure, et dans quelles pensées maîtresses, et dans quelles œuvres capitales, les éléments étrangers se sont-ils alliés avec les éléments nationaux? Quelques indications données en passant ne sont pas suffisantes; on regrette que sur les points principaux une forte analyse de quelques œuvres italiennes de première importance ne nous fasse pas voir ce que l'Italie a dû alors à l'Angleterre, essentiellement, et ce qu'il a passé d'anglais au plus profond de l'esprit italien. Si par exemple nous lisons le chapitre VI, où est étudiée l'influence des institutions et de la vie publique des Anglais, il reste l'impression que le sujet est traité seulement dans ses éléments externes; on voudrait, par exemple, une analyse de l'œuvre de Filangieri (plusieurs fois citée en passant) qui nous montre dans quels rapports est la pensée de l'écrivain politique avec la pensée politique anglaise. Et de même en d'autres endroits. Mais c'était peut-être un autre ou plusieurs autres livres à écrire. M. Graf n'a pas voulu le faire. Il est délibérément resté sur la frontière, faisant avec un rare mélange de rigueur historique, de goût et d'esprit cette espèce de statistique douanière, opération essentielle de cette jeune science qui s'appelle la littérature com-

parée. — Dans le petit volume de M. Fassini sur le mélodrame italien à Londres[1], l'histoire de l'opéra italien en Angleterre apparaît comme celle d'une longue série de manifestations somptueuses, d'un caractère mondain accentué et aussi de beaucoup d'intrigues de toutes sortes.

L'ouvrage de M. de Bin sur l'empereur Léopold Ier et sa cour dans la littérature italienne[2] est une utile étude sur les influences italiennes à Vienne. Le volume de Mlle Benedetti sur le *Roland furieux* dans la vie intellectuelle de l'Angleterre[3] peut être utilisé, malgré les défauts qui en font en somme un livre très mal venu.

Le volume de M. Pellizzari[4] est, comme il nous en avertit, l'avant-courrier d'une publication d'ensemble sur l'histoire des rapports littéraires entre l'Italie et le Portugal : sujet qui vaut, on veut l'espérer, la peine qu'un bon érudit, comme est M. Pellizzari, lui consacre plusieurs années de travail. Le présent volume contient deux études intéressantes sur l'influence de la poésie italienne en Portugal au XVIe siècle; une autre sur les rapports de Léon X avec la cour de Portugal; une sur le mariage de l'infante Marie, fille du prince Édouard de Portugal, avec Alexandre Farnèse en 1566; la dernière est une description des manuscrits portugais conservés à la Bibliothèque nationale de Naples. Enfin, en des années où la guerre mondiale rapproche d'une façon particulière l'Italie et la Roumanie, une étude comme celle de M. Ortiz[5] vient à son heure et pourra être suivie de quelques autres.

Nous avons réservé, pour la fin de cette rapide revue des études d'histoire littéraire, les ouvrages d'une portée particulièrement large, qui embrassent toute une époque ou la longue évolution d'un genre ou d'un grand courant littéraire. C'est souvent, d'ailleurs, en de pareilles œuvres que les meilleurs esprits donnent leur mesure;

1. Sesto Fassini, *Il melodramma italiano a Londra nella prima metà del settecento*. Torino, Bocca, 1914, in-8°, VIII-192 p.

2. Umberto de Bin, *Leopoldo I imperatore e la sua corte nella letteratura italiana*. Trieste, tip. Caprin, 1910.

3. Anna Benedetti, *l'Orlando furioso nella vita intellettuale del popolo inglese*. Firenze, Bemporad, 1914, in-8°, 317 p. — Notons encore une consciencieuse étude de M. Jean Dubled, *l'Orlando furioso et la « Pucelle » de Voltaire;* extrait du *Bulletin italien*, t. XII, 1912, 74 p.

4. Achille Pellizzari, *Portogallo e Italia nel sec. XVI. Studi e ricerche*. Napoli, Perrella, 1914.

5. Ramiro Ortiz, *Primi contatti fra Italia e Rumania. Appunti sulla lingua e letteratura italiana in Rumania nel sec. XVIII. Pietro Metastasio e i poeti vacaresti* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXIII et LXX).

elles permettent parfois d'apprécier d'un coup la valeur de la production historique et critique de tout le pays à un moment donné. L'Italie en ces dernières années présente plusieurs ouvrages de cette nature, pour la seule période examinée dans ce Bulletin, soit par l'ampleur de la construction et l'abondance des matériaux, soit par la vigueur et la finesse de l'élaboration critique, ces ouvrages font en général grand honneur au pays qui les a produits; plusieurs d'entre eux devraient être connus hors d'Italie par un autre public encore que celui des spécialistes.

Après la précieuse *Introduction à l'étude critique de la littérature italienne*, de Guido Mazzoni, M. Orazio Bacci nous donne un bref, mais utile manuel[1] : *Recherches et problèmes d'histoire littéraire avec indications et règles pour la bibliographie*. La partie essentielle de l'ouvrage est une exposition faite pour des fins pratiques, mais théoriquement intéressante, des grands problèmes spéciaux à la science de l'histoire littéraire et particulièrement à l'histoire de la littérature italienne; elle contient une histoire sommaire de l'histoire littéraire et de la critique en Italie.

M. C. Trabalza, connu pour une remarquable *Histoire de la grammaire italienne*, a publié dans la Collection des genres littéraires une *Histoire de la critique littéraire de la Renaissance jusqu'à nos jours*[2] (en Italie bien entendu) et en fait l'ouvrage s'arrête chronologiquement à la fin du XVIIe siècle. Cet immense sujet a été saisi dans toute sa complexité : la variété et pour ainsi dire la sinuosité de l'évolution du goût, les rapports de la théorie critique avec les courants artistiques et philosophiques, avec les problèmes grammaticaux et linguistiques, les influences de la tradition gréco-latine, la constitution et la transformation des genres et leurs contacts avec les conditions sociales, l'action personnelle des écrivains. Il n'était pas facile de démêler tout cela. On ne peut pas dire que la composition du livre apparaisse claire au premier coup d'œil, surtout dans la suite chronologique. Le style, volontiers abstrait, en cette matière par elle-même abstraite, est souvent difficile. Mais ceci n'enlève rien à la solidité de l'ouvrage, à la pénétration et à la

1. Orazio Bacci, *Indagini e problemi di storia letteraria italiana con notizie e norme bibliografiche*. Livorno, R. Giusti, 1910, in-8°, x-172 p.

2. Ciro Trabalza, *la Critica letteraria (dai primordi dell' Umanesimo all' Età nostra)*, vol. I; collection *Storia dei generi letterari*. Milano, Vallardi, [1915], in-8°, XI-356 p. — On ne saurait trop vivement protester contre cet éditeur, qui ne date pas ses publications et publie des ouvrages de haute portée scientifique par fascicules irréguliers; ce sont des procédés commerciaux fort gênants pour le public.

largeur de vues dont nous y trouvons à chaque instant la preuve. On voit que M. Trabalza sort d'une très bonne école, celle de B. Croce. Le fil conducteur du livre est l'opposition que l'auteur établit, tout le long de cette histoire de deux siècles et demi, entre la tendance classique et ce qu'il appelle déjà la tendance romantique. Celle-ci remonte au moins à Dante : elle donne la plus grande place à l'imagination, à la fantaisie, à la personnalité de l'auteur, au contenu d'idées et de faits dans l'œuvre; la tendance classique cherche la raison, la régularité, la conformité à une conception impersonnelle et abstraite du beau et donne plus d'importance à la forme qu'au contenu. L'histoire de cette opposition, qui n'est pas nouvelle et qui recommencera, nous semble faite d'une façon définitive par M. Trabalza pour l'époque de la Renaissance et pour l'Italie. Il établit les rapports entre ce romantisme du XIVe et du XVe siècle et les doctrines néo-platoniciennes; il y relie les importantes polémiques entre les partisans du latin et ceux de la langue vulgaire (ch. II). Il montre d'autre part comment et pourquoi le purisme classique, la théorie de l'art artificiel, soutenus par l'humanisme presque entier, ont triomphé en Italie et devaient triompher (ch. I et II), entre autres raisons profondes, par le besoin général, impérieux de libérer l'intelligence humaine de toute autorité extra-humaine; l'art littéraire devait avant toute autre chose apprendre à se suffire à lui-même, à vivre de lui-même ; il devait d'autre part coopérer à l'œuvre générale du mûrissement, du perfectionnement de l'esprit humain, de la création d'une nouvelle discipline intellectuelle et sociale. M. Trabalza explique ainsi fort bien comment le XVIe siècle italien, âge de pleine maturité pour les arts plastiques, fut pour l'art littéraire une singulière période, à la fois d'ingénuité et de vieillesse prématurée, en somme médiocre dans la plupart de ses productions, mais singulièrement intéressante au point de vue théorique. Presque tout son effort fut porté sur l'organisation de la théorie qui non seulement donnait le mieux à la raison humaine la clef du mystère de la création artistique et des moyens de la reproduire, mais encore se prêtait le mieux à formuler en une doctrine ce sens de l'art qui dominait alors tous les esprits (ch. IV). La fin du chapitre IV et le chapitre V et dernier nous montrent, dans l'aboutissement dernier du classicisme italien (fin du XVIe et XVIIe siècles), l'éveil de tendances nouvelles, très variées ou même divergentes. On est étonné de n'y pas trouver traitée la question de l'influence de la contre-réforme sur la conception de l'art.

Déjà connu par une *Histoire du XVIIe siècle*, M. Belloni a donné, dans la Collection d'histoire des genres littéraires, une étude

sur *le Poème épique et mythologique*[1]. Il paraît dès l'abord gêné par les limites arbitraires imposées à son sujet, bien qu'il essaye de les justifier : dans ce volume, il sera question de Tasse et point d'Arioste, parce qu'Arioste est le prince des poètes chevaleresques et Tasse celui des poètes épiques proprement dits. En réalité, avoue M. Belloni, la figure qui domine logiquement et caractérise son sujet n'est même pas le Tasse : ce serait Trissin. C'est-à-dire, pour autant que Tasse continue la tradition d'Arioste, qui est celle de l'imagination populaire, de la tradition vivante et de l'invention libre, il est hors de son sujet; il y rentre pour autant qu'il s'est soumis aux règles stériles de l'imitation de la poésie épique ancienne vue à travers le cerveau des théoriciens du XVIe siècle. Le livre de M. Belloni a donc un vice originel qu'on peut trouver grave. Ceci entendu, le travail se développe de la façon suivante : nous y abordons le XVe siècle avec l'épique humanistique et courtisane (ch. IV) et les théoriciens (ch. V sur les théoriciens avant Tasse et l'influence de la poétique d'Aristote). Le chapitre VI traite de Tasse théoricien; le chapitre VII revient (pourquoi?) à Trissin et à Alamanni; le chapitre VIII nous ramène à la Jérusalem délivrée; le chapitre IX traite des imitateurs de Tasse au XVIe siècle et le chapitre X nous emmène jusqu'au XIXe siècle à travers les essais les plus variés (et les moins intéressants) de poésie épique classique (bien entendu, étant donné la définition formaliste du sujet, des œuvres puissamment épiques, comme la Canzone de Garibaldi, de d'Annunzio ou mainte pièce de Carducci, n'y rentrent pas parce que leur forme extérieure est lyrique). Le volume se termine par deux chapitres sur l'épopée religieuse et l'épopée mythologique qui semblent eux aussi procéder d'une distinction superficielle et qui ont l'inconvénient de nous faire parcourir à nouveau, rapidement, le cours de cinq siècles.

Le genre pastoral, surtout pendant les siècles dont il est question ici, a fourni une quantité vraiment effrayante de compositions de toute sorte et de valeur généralement médiocre. M. Carrara n'a voulu parler que des œuvres les plus importantes[2]; il l'a fait avec une précision et une clarté qu'augmentent encore pour le lecteur une abondante bibliographie et de commodes index. L'auteur traite successivement de la bucolique au temps de la Renaissance; du drame pastoral (objet d'une étude particulièrement approfondie) et du mélodrame, de la bucolique au XVIe siècle, de la lyrique pastorale, de ses

1. Antonio Belloni, *Poema epico e mitologico;* collection *Storia dei generi letterari*. Milano, Vallardi, in-8°, VIII-388 p.

2. Enrico Carrara, *la Poesia pastorale* (fait partie de la *Storia dei generi letterari italiani*). Milano, Vallardi.

prolongements dans le roman en prose, de la poésie pastorale arcadique, de l'idylle à la Gessner. Bref, le gros volume de M. Carrara est désormais une base indispensable pour toute étude touchant l'histoire de ce genre littéraire, aussi fameux que démodé (à moins qu'on ne veuille, comme le fait M. Carrara à la fin du livre, considérer les poèmes de Pascoli et la *Figlia di Jorio* de d'Annunzio comme les derniers rejetons de la pastorale).

L'*Essai sur la littérature italienne du XVII*e *siècle* de M. Croce[1], recueil d'études pour la plupart publiées précédemment par le philosophe et critique napolitain, est une intéressante, ingénieuse contribution à la réhabilitation historique du XVIIe siècle intellectuel italien. On a reproché à B. Croce de trop tirer la couverture vers l'Italie méridionale, aux dépens du Centre et du Nord. Il juge du moins sans excès d'indulgence l'art littéraire de cette période : « Un art et une littérature dépourvus de sentiment éthique et par là sous des apparences luxuriantes, étroites et pauvres, cela était bon à dire », ajoute M. Croce, « en un moment où la mode, en histoire de l'art, se tourne vers le baroque. » Ce jugement dans cette bouche peut passer pour définitif. Que les « apparences luxuriantes » du XVIIe siècle italien fussent mieux connues et appréciées, ce n'était d'ailleurs que justice.

M. Ezio Levi, le distingué professeur de l'Académie navale de Livourne, qui a tous les dons d'un excellent érudit, a écrit un livre à la fois solide et agréable sur la légende de don Carlos[2]. Cette recherche minutieuse des avatars d'un beau thème poétique à travers les littératures espagnole, française, anglaise, italienne, allemande est en elle-même pleine d'intérêt. Mais la méthode des ouvrages de ce genre, par laquelle viennent à se révéler les plus subtiles différences, comme aussi les ressemblances les plus imprévues entre l'imagination et l'opinion de plusieurs peuples, est une des plus fécondes qui soient pour l'histoire de la pensée et du sentiment. Sans cette histoire, qui est encore à faire, l'histoire littéraire proprement dite manque d'un de ses fondements essentiels. C'est pourquoi il est à souhaiter que M. Levi et d'autres historiens de la

1. Benedetto Croce, *Saggi sulla letteratura italiana del seicento*. Bari, Laterza, 1911, in-8°, XXIII-444 p. — Signalons à ce propos l'ouvrage de M. Michele de Marinis, *Anton Giulio Brignole Sale e i suoi tempi*. Genova, libreria editrice Apuana, 1914, in-8°, XIV-382 p. Dans cette étude sur un médiocre écrivain du XVIIe siècle, on trouve un abondant matériel d'informations et d'observations sur les courants littéraires de cette époque.

2. Ezio Levi, *Storia poetica di don Carlos*. Panà, Mattei, 1914, in-16, X-440 p.

jeune génération, et point seulement en Italie, recherchent systématiquement de pareils sujets d'étude, pour lesquels, d'ailleurs, une collaboration entre savants de divers pays pourrait être utilement établie.

Le livre de M. FINSLER sur Homère dans les temps modernes[1] n'intéresse ce Bulletin que pour une partie : l'histoire des polémiques sur Virgile et Homère en Italie au XVe et au XVIe siècle et l'histoire de la querelle des Anciens et des Modernes en Italie (XVIIe et XVIIIe siècles). C'est un ouvrage pesant, de méthode incertaine, mais utile à consulter. — Un considérable recueil publié en l'honneur de R. RENIER[2], le maître disparu depuis, contient une notable série d'études érudites sur la littérature italienne du Quattrocento du XVe au XVIIIe siècle.

Il a déjà été parlé ici du livre important de Gabriel MAUGAIN : *Étude sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1657 à 1750 environ*[3]. Mais nous devons signaler l'étude faite sur ce livre dans le *Giornale storico della letteratura italiana*[4] par Alfredo GALLETTI, le successeur de Carducci et de Pascoli dans la chaire de littérature italienne à l'Université de Bologne. Ces vingt pages sont un modèle de critique pénétrante, riche d'aperçus : un de ces comptes-rendus qui complètent un livre et éclairent une période historique. Pourquoi le *Giornale storico* imprime-t-il de telles études en caractères minuscules, en appendice aux « Forschungen » qu'il met à la place d'honneur, dont quelques-unes sont des études érudites de grande valeur, d'autres d'une valeur contestable et qui toutes sont consacrées à des sujets d'importance restreinte?

Professeur à l'Université de Pise, érudit historien de la littérature, critique pénétrant, M. FLAMINI n'a pas cru déroger en publiant un livre de morceaux choisis pour l'étude de l'histoire de la critique littéraire en Italie[5]. Cette anthologie, destinée aux étudiants, présente un tableau fort intéressant du développement de la critique littéraire en Italie depuis ses origines jusqu'à nos jours; on y voit que la

1. Georg Finsler, *Homer in der Neuzeit von Dante bis Goethe (Italien Frankreich England Deutschland)*. Leipzig et Berlin, Teubner, 1912, in-8°, XIV-530 p. — C'est cet ouvrage, on le sait, qui a mis M. Victor Bérard sur la piste des plagiats commis par P. A. Wolf.

2. *Scritti vari di erudizione e di critica in onore di Rodolfo Renier*. Torino, Bocca, 1912, in-4°, XXXII-1158 p.

3. Paris, Hachette, 1909. Cf. *Rev. histor.*, t. CVII, p. 127.

4. Tome LVIII, 2e semestre, 1911, p. 204-225.

5. Francesco Flamini, *Antologia della critica e dell' erudizione coordinata allo studio della storia letteraria italiana*. Napoli, Perrella, 1913, in-8°, VII-1146 p.

partie la plus récente n'est pas celle qui a le moins de valeur. Au même titre, nous devons mentionner les *Pages choisies* de Ferdinando Martini, l'homme politique éminent qui est un des premiers écrivains en prose parmi les Italiens vivants et auquel on doit des études de critique littéraire aussi solides que spirituelles[1]. — A noter encore une belle leçon d'ouverture de M. V. Rossi, professeur à l'Université de Rome[2], un des maîtres de la critique littéraire, et une étude importante de M. G. Muoni[3], le patient et avisé érudit auquel on doit déjà plus d'une contribution importante à l'histoire internationale des idées et des sentiments à l'époque romantique.

VII. Histoire des mœurs et de la civilisation. — Nous rangeons sous une seule rubrique une série d'études fort variées, qui se rapportent toutes, de près ou de loin, à l'histoire de la pensée et du sentiment collectifs et qui contribuent ainsi dans leur ensemble à l'histoire de la préparation de chaque nation à sa vie sociale, à son activité spéculative et artistique. Ce terrain historique, d'une immense importance, n'est encore exploité que partiellement et irrégulièrement.

Le folkloriste illustre, G. Pitré, vient de publier[4] les deux derniers volumes d'une œuvre considérable à laquelle la Sicile devra la conservation d'un riche trésor d'imagination et de pensée populaires, actuellement en voie de rapide destruction. — M. Segarizzi nous donne le premier volume d'une bibliographie des imprimés populaires conservés à la bibliothèque Saint-Marc à Venise[5]. — M. Malaguzzi-Valeri publie sur la cour de Ludovic le More un livre riche de détails précieux sur les mœurs d'une société florissante[6]. — Le livre de M. Tamassia sur la famille italienne aux xve et

1. Ferdinando Martini, *Pagine raccolte*. Firenze, Sansoni, 1912.

2. Vittorio Rossi, *la Formazione storica del Rinascimento italiano*. Città di Castello, Lapi, 1914.

3. Guido Muoni, *Il sentimentalismo nella letteratura italiana*. Milano, Soc. ed. libraria, 1911.

4. Giuseppe Pitré, *Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane*, t. XXIV et XXV. Palermo, Reber, 1912 et 1913, in-16, xii-480 et xviii-480 p.

5. Arnaldo Segarizzi, *Bibliografia delle stampe popolari della R. Biblioteca di S. Marco di Venezia*, vol. I. Bergamo, Istituto italiano d'arti grafiche, 1913, gr. in-8°, xvi-356 p.

6. F. Malaguzzi-Valeri, *la Corte di Lodovico il Moro. La vita privata e l'arte a Milano nella seconda metà del Quattrocento*. I : *la Vita privata*. Milano, 1913, in-4°, xvi-766 p., 1,000 illustr.; prix : 40 tavole. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 402. Le t. II est consacré à Bramante et Léonard de Vinci. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 370.

XVIe siècles[1] est un ouvrage important, largement conçu, où nous voyons examinées successivement : les conditions économiques et morales du peuple italien à cette époque; les façons de sentir et de penser propres aux diverses classes sociales; la formation du droit moderne de la famille à travers le chaos instable des normes juridiques de l'époque, d'origines si diverses; les causes de cette formidable autorité paternelle, particulière à ces temps, et que M. Tamassia voit dans la faiblesse du pouvoir de l'État; la progression de l'individualisme au temps de la Renaissance, agissant comme dissolvant de l'autorité paternelle et de la cohésion familiale. Une partie du livre est consacrée aux femmes, à leur éducation; le chapitre V est une bonne étude de l'institution matrimoniale avant le concile de Trente et nous en fait voir l'évolution.

Le Père F. M. LEVATI apporte une intéressante contribution à l'histoire des mœurs par trois opuscules sur les mœurs génoises[2] et M. GATTINONI par son *Inventaire d'une maison vénitienne au XVIIIe siècle*[3]. — Du livre de L. PASTOR[4], dont il a été question précédemment (cf. *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 79), nous devons signaler ici en particulier le chapitre XV, où nous est présenté Paul III mécène des sciences et des arts.

Parmi les études d'histoire locale de la civilisation, signalons celles de M. FILIPPINI[5] sur une *Académie ombrienne du XVIIe siècle*, de M. CORBELLINI sur quelques épisodes de l'histoire des mœurs en Lombardie[6], de M. LIVINGSTON sur *la Vie vénitienne dans les œuvres de G. F. Busenello*[7] qui nous présente avec grand détail la vie du curieux poète vénitien et de son entourage, de

1. Nino Tamassia, *la Famiglia italiana nei secoli decimoquinto e decimosesto*. Milano-Palermo, Sandron, 1911, gr. in-8°, XX-374 p.

2. F. M. Levati, *Feste e costumi genovesi nel sec. XVIII. Regnanti a Genova nel sec. XVIII. I dogi di Genova e vita genovese (dal 1699 a 1721)*. Genova, Tipografia della Gioventù, 1910, 1911-1912.

3. Gregorio Gattinoni, *Inventario di una casa veneziana del sec. XVII*. Mestre, Officine grafiche, 1914.

4. Ludwig Pastor, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters;* fünfter Band : *Paul III (1534-1549)*. Freiburg, B. Herder, 1909, in-8°, XLIV-891 p.

5. Enrico Filippini, *Un' accademia umbra del primo settecento e l'opera sua principale*, vol. I; extrait du *Bollettino della R. deputazione di storia patria per l'Umbria*. Perugia, Unione tip. cooperativa, 1911.

6. Alberto Corbellini, *Ninfe e pastori sotto l'insegna dello stellino*. Pavia, tip. Fusi, 1911.

7. Arthur Livingston, *la Vita veneziana nelle opere di Gian Francesco Busenello*. Venezia, Officine grafiche V. Callegari, 1913, in-8°, VIII-483 p.

MM. Todesco et Serena sur *le Séminaire de Padoue*[1], de M. Formiggini-Santamaria sur *l'Instruction publique dans le duché d'Este*[2], et le livre de M. L. Zenoni sur l'*Histoire de l'instruction publique à Venise du XVIe au XVIIIe siècle*[3]. C'est une très minutieuse histoire d'un établissement d'enseignement, l'Académie des nobles, qui ne fut jamais très prospère et fut en somme peu digne du renom de la grande république : un point de l'histoire de la décadence de la Sérénissime. Parmi tant de détails — souvent intéressants d'ailleurs — sur les événements quotidiens de la vie de cette école, on aimerait trouver de plus amples documents sur le caractère et la valeur des études (signalons un plan d'études de 1719, ch. v).

La célèbre Académie de la Crusca, qui n'avait plus eu d'historiens depuis l'ouvrage fort ancien de Zannari, a trouvé dans M. Marconcini un exact historien de ses origines[4]. — La publication de A. d'Ancona, *Voyageurs et aventuriers*[5], une de ses dernières, est un recueil d'études parues à diverses époques de la longue vie de l'illustre érudit.

VIII. Histoire des systèmes politiques, philosophiques et scientifiques. — Dans le domaine de la spéculation politique, philosophique et scientifique, la production italienne, de la fin du xve siècle au xviiie, est une des plus considérables qui soient. Elle est encore loin d'être explorée et mise en valeur; pendant trop longtemps, les critiques ont été retenus par l'étude, tout considéré plus facile, des œuvres proprement littéraires. Ces sortes d'ouvrages ont encore souffert de la distribution traditionnelle de nos études qui fait qu'entre l'histoire proprement dite et l'histoire littéraire, l'histoire des sciences et l'histoire de la pensée politique n'ont pas de place bien déterminée, qu'elles oscillent de la marge de la première à la marge de la seconde; quant à l'histoire de la philosophie, il n'est pas sans inconvénient qu'elle ne soit en général étu-

1. L. Todesco et Seb. Serena, *Il seminario di Padova*. Padova, tip. de Seminario, 1911, in-8°, ix-439 p.

2. E. Formiggini-Santamaria, *l'Istruzione pubblica nel ducato Estense*. Genova, 1912.

3. Luigi Zenoni, *Per la storia della cultura in Venezia dal 1500 al 1797. L'Accademia dei Nobili alla Giudecca*. Venezia, tip. libr. Emiliana, 1916, in-8°, xvi-271 p.

4. Cartesio Marconcini, *l'Accademia della Crusca dalle origini alla prima edizione del vocabolario (1612)*. Pisa, tip. Valenti, 1910, 280 p.

5. Alessandro d'Ancona, *Viaggiatori e avventurieri*. Firenze, Sansoni, 1911, in-8°, viii-556 p.

diée que comme annexe à l'étude théorique de la philosophie, alors qu'elle est une autre partie importante de l'histoire générale.

Ces parties de l'histoire ont donc subi en Italie les mêmes inconvénients que chez nous. Cependant, elles y bénéficient depuis longtemps du fait que Machiavel est considéré comme un des plus grands écrivains italiens, que Galilée jouit d'une popularité qu'aucun des physiciens ou naturalistes français n'a jamais atteinte; et depuis quelque temps une intense ferveur d'études, d'où le sentiment patriotique n'est pas absent et que l'intérêt général accompagne, se développe autour du nom du philosophe Vico. C'est sur ces trois noms, en effet, que se concentre la presque totalité des publications historiques et critiques de cette catégorie depuis six ans.

Le regretté L. G. Pélissier, dans un précédent Bulletin, émettait le doute qu'on pût voir jamais paraître la fin du grand ouvrage de M. Tommasini sur Machiavel[1], dont le premier volume avait été publié en 1883. La seconde et dernière partie, en deux volumes, a cependant vu le jour en 1911, et nous voici en face de l'étude la plus considérable par les dimensions qui ait sans doute jamais été écrite sur Machiavel. C'est aussi, en même temps que la plus récente, la plus complète, la plus vaste par la conception et par l'extraordinaire abondance des matériaux réunis. C'est l'œuvre d'une vie, et à la grandeur du sujet correspond la grandeur de l'effort : à cet effort a d'ailleurs correspondu l'estime générale du monde savant et de hautes récompenses. Aussi nous déplaît-il de devoir être sévère pour ce livre, alors que nous n'aurons eu que des éloges pour d'autres de moindre valeur. Mais la critique doit se mesurer à l'objet que l'auteur s'est proposé; et si M. Tommasini, comme il est évident, s'est proposé, non pas seulement d'apporter sur Machiavel toute la documentation possible, mais bien encore d'opérer, sur une base historique minutieuse, une reconstitution méthodique de la pensée de l'écrivain, une présentation et une critique de sa doctrine et un tableau des répercussions de cette doctrine, il est non moins évident qu'il n'a pas pleinement atteint son objet. Les éléments de tout cela se trouvent bien dans cet énorme volume, mais dans une confusion, nous dirions volontiers dans une « indigestion » surprenante; l'acte définitif par lequel l'historien s'élève au-dessus des matériaux amassés est presque partout tenté et manqué. Ce défaut capital est sensible dès le

1. Oreste Tommasini, *la Vita e gli scritti di Nicolò Machiavelli nella loro relazione col Machiavellismo*, vol. II. Roma, Loescher, 1911, XXVIII-1474 p. Le tome I a paru en 1883 (cf. *Giornale Storico della Letteratura italiana* t. I, p. 452). Cf. *Rev. histor.*, t. XXX (1886), p. 179.

chapitre d'introduction (qui veut être le chapitre de synthèse) sur Machiavel et la pensée philosophique. L'auteur y fait d'abord, du mouvement philosophique du temps, un tableau fort chargé de références, mais dans son ensemble fort peu original. Passant ensuite à Machiavel, il pose en principe, dans une suite d'heureuses formules (le livre en contient un bon nombre, *non rari nantes in gurgite vasto*), qu'au milieu de cette lutte de systèmes sa pensée s'élève libre des entraves d'école, mûrie dans les affaires, au contact des hommes et, bien que non entièrement exempte des préjugés de son temps, telle qu'il pouvait dire lui-même : « Je ne m'en fais pas conter et j'entends ne me laisser émouvoir par aucune autorité qui ne soit accompagnée de raison » ; et que cette indépendance du raisonnement, que soutient chez Machiavel une sorte de manie de la déduction, est à la fois sa force et la cause de ses erreurs ; et que sa conception du monde est surtout le résultat direct de son étude favorite, instinctive, qui est celle de l'homme en société : d'où il suit que la psychologie individuelle l'intéresse peu, que l'ontologie et la cosmologie le laissent indifférent ; que sa philosophie est une éthique, mais une éthique essentiellement sociale que domine la règle du mouvement, le précepte d'action (d'où une ferme croyance au libre arbitre) ; éthique réaliste pour laquelle le bien, la vertu importent moins pour eux-mêmes que pour leurs effets, par quoi se justifie un des préceptes machiavéliques qui ont le plus choqué : celui de la simulation de la vertu... Tout ceci est clair, mais il faut, comme beaucoup d'autres choses excellentes dans ce livre, l'extraire de plusieurs pages embrouillées. Surtout le lecteur, qui attend de ces formules une démonstration précise tirée de la vie et des mœurs de Machiavel, voit avec stupeur l'auteur s'obstiner ensuite à accumuler les comparaisons avec les philosophes théoriques de l'antiquité, du moyen âge et des temps modernes, alors qu'il ressort clairement que la philosophie toute pratique de Machiavel n'a aucun rapport avec elles ! Or, cette étrange aberration se répète, non seulement en ce chapitre, mais tout le long du livre, et il apparaît que M. Tommasini ayant lu, dans la littérature de tous les temps et de tous les pays, tout ce qui peut être rapproché, même de la façon la plus extérieure, la plus verbale, du moindre des éléments de la pensée de Machiavel, a voulu faire passer dans son livre tout ce bagage inutile, comme constituant l'histoire du machiavélisme ! Est-ce du tiers ou de la moitié que l'ouvrage serait allégé (et amélioré) si on en retirait tout ce qui n'a — à parler sérieusement — aucun rapport avec le sujet? Prenons, entre quelques centaines, un exemple. Page 22, M. Tommasini

écrit : « Que si la logique de Machiavel, là même où elle semble la plus pressante et entraînante, se ressent quelquefois de la rhétorique où il a été élevé, le plus souvent cependant elle procède par une analyse incisive et profonde, par une synthèse qui surprend, qui subjugue, qui subordonne les problèmes et en comprend plusieurs en un seul » (nous améliorons en traduisant, car le style de M. Tommasini est presque toujours lourd et imprécis, ce qui n'a pas trop d'inconvénients dans la simple rédaction d'un matériel d'érudition, mais ce qui en a de graves dans l'analyse et dans la critique). Ici est placée une note démonstrative, qu'il nous faut reproduire en entier, car elle montre le défaut de méthode qui règne dans tout l'ouvrage : ce qui devrait être prouvé ne l'est pas ou insuffisamment; et l'on nous donne à la place un formidable appareil de citations oiseuses. « Machiavel, *Discorsi*, l. II, ch. XXIV : « Car si tu les appauvris, *spo-* « *liatis arma supersunt*, si tu les désarmes, *furor arma minis-* « *trat*, si tu fais mourir les chefs et continuer d'opprimer les autres, « il renaîtra des chefs, comme à l'hydre des têtes. » Id., *ibid.*, l. III, ch. VI : « En matière de peine de mort, la menace est plus dange- « reuse que l'exécution ou plutôt les menaces sont très dangereuses « et l'exécution ne l'est absolument pas : qui est mort ne pense pas à se « venger et les vivants qui restent laissent presque toujours au mort « le soin de sa vengeance. » Id., *ibid.* : « Un prince ne peut jamais « dépouiller un homme au point qu'il ne lui reste pas un couteau « pour se venger; il ne peut jamais déshonorer assez un homme « pour qu'il ne lui reste pas une âme assoiffée de vengeance. » Id., *Principe*, ch. XXV : « Je suis bien d'avis qu'il est mieux d'être « impulsif que réfléchi, parce que la fortune est femme et, si l'on « veut la bien tenir, il faut la battre et la heurter de front; il est « évident qu'elle se laisse plutôt prendre par les gens qui font ainsi « que par ceux qui agissent froidement. Et de même, étant femme, « elle préfère les jeunes gens, qui sont moins respectueux, plus vio- « lents, et la commandent avec plus d'audace. » [Jusqu'ici, nous avons des citations inadéquates, car elles prouvent non pas la profondeur ni encore moins la complexité de la pensée de Machiavel, mais le tranquille réalisme avec lequel il tire les conclusions d'observations, d'ailleurs communes, et aussi la verve de son style. Voici maintenant les citations oiseuses, on va voir si l'expression est trop forte] : « Cette image, que Machiavel reprend en un lieu plus convenable [?] dans la *Clizia* (acte VI, scène 1), est esquissée dans les *Ghiribizzi scritti in Raugia a Pier Soderini* (voir vol. I, p. 632, n. 2); mais on ne la trouve pas dans le *Capitolo di Fortuna*, où elle aurait pu trouver place. Il est probable d'ailleurs que cette der-

nière composition, adressée à J. B. Soderini, a été écrite avant le *Prince* et au moment du premier revers de la fortune des Soderini et de Machiavel. » [Certes, cette observation, faite en passant, avait sa place ailleurs qu'ici.] Du reste, déjà Coluccio Salutati (Epp., t. I, 6, p. 16-17) avait appelé la fortune *meretrix*. Luigi Guicciardini (*Detti e fatti piacevoli e gravi*. Fano, 1591, p. 324-325) plagie cette image : « La fortune est femme, pour bien la tenir il faut « la battre. » Bacon (*Advencement of learning*, l. III) cite, parmi les instructions données par Charles V à son fils : « That fortune « hath something of the nature of a woman, that, if she be to « much woed, she is the farther of. » Et Saint-Réal (*Entretiens historiques et moraux*, p. 338) : [!] « La fortune est femme, elle se « plaît à être importunée, pour ne pas dire forcée. » Thiers (*Consulat et Empire*, l. VI, p. 96) : « On dirait en effet, à voir les choses « d'ici-bas, que la fortune aime la jeunesse, car elle seconde mer- « veilleusement les premières années des grands hommes. à la façon « d'Annibal, de César, de Napoléon..., cette maîtresse capricieuse « des grands hommes n'est point aussi capricieuse qu'on se plaît à « la faire. » Cf. aussi *Viçakhadatta*, *Mudrârâksasa* [!], acte VI, p. 203, trad. Henry. »

Nous n'avons pas cru abuser en faisant cette longue citation d'une note. Le « livre d'en bas » est naturellement, chez M. Tommasini, plus considérable que le livre d'en haut, et combien de fois ce qui devrait être en haut est-il mis en bas et inversement! On retrouverait, dispersée en cent notes peut-être, toute une étude fort importante sur les différences entre la pensée vraie de Machiavel et la légende qui s'est formée sur cette pensée. Mais, là même, quelle disparate entre les matériaux assemblés et quelle ingénuité à discuter des textes de valeur nulle ou sans rapport entre eux!

Bref, nous avons là un remarquable exemple, qu'il importait de signaler, des dommages causés par une certaine méthode, qui, par l'application abusive de règles incontestablement scientifiques, peut aboutir à l'opposé de la vraie science[1]. Cela est d'autant plus regrettable quand un livre est l'œuvre d'un vrai savant et le résultat d'un travail immense et plus encore quand un tel livre traite un des plus grands sujets de l'histoire, sur lequel il aurait pu être, pour longtemps, le livre par excellence. C'est pourquoi nous avons insisté sur la critique, alors qu'il aurait été, non pas très facile (pour les rai-

1. Nous n'aimons pas beaucoup non plus cette affectation de scrupule, qui fait mettre en tête d'un volume de mille pages serrées un erratum d'une trentaine de lignes. Rien qu'à la page 957, nous trouvons six fautes qui ne sont pas à l'erratum.

sons que nous avons dites), mais fort intéressant d'y relever tout ce qu'il contient d'excellent, tout ce qui fait qu'il est désormais, malgré tout, indispensable à qui veut étudier historiquement Machiavel. — De la considérable étude de M. A. Gerber sur les manuscrits, éditions et traductions de Machiavel[1], il faudrait parler longuement et avec détails ou se contenter de dire, comme nous ferons, qu'elle est désormais fondamentale sur ce sujet, jusqu'ici très insuffisamment traité.

Passant à la littérature philosophique, signalons d'abord une brève étude de M. Gentile, le distingué professeur de philosophie de l'Université de Pise, le meilleur historien de la philosophie italienne : *la Conception de l'homme au temps de la Renaissance*[2]. Il y a quelques pages remarquables sur la conception de la dignité humaine et de la vertu, qui émane de ce beau mouvement philosophique de la Renaissance, des écrits de Léon-Battista Alberti, Marsilio Ficino, Pic de la Mirandole, Campanella Pomponozzi, Telesio. Le reste de l'étude est une intéressante analyse du traité, négligé par les historiens et critiques modernes : *De dignitate et excellentia hominis*, du florentin Giannozzo Manetti, terminé en 1452.

M. Allmayer, digne disciple de M. Gentile, a fait œuvre de philosophe et d'historien à la fois en nous présentant, dans une rigoureuse analyse[3], un Galilée qui n'est ni aussi moderne que certains critiques l'ont fait voir, ni aussi étroitement lié à la métaphysique de son temps, comme il apparait à d'autres yeux : un Galilée oscillant entre le grand principe de l'expérience, origine de ses découvertes et force de sa pensée, et certaines catégories établies par la philosophie ancienne, entre la science qui se fait et la science donnée une fois pour toutes. M. F. Allmayer montre clairement comment, à ce respect pour la vérité de fait qu'eurent beaucoup d'esprits de ce temps et qui est un des fondements de la Renaissance, Galilée ajoute le concept nouveau,

1. Adolph Gerber, *Niccolò Machiavelli. Die Handschriften, Ausgaben und Uebersetzungen seiner Werke im 16 und 17 Jahrhundert, mit 147 facsimiles und zahlreichen Auszügen. Eine kritish bibliographische Untersuchung.* I : Die Handschriften. II : Die Ausgaben. Gotha, Perthes, 1912. III : Die Uebersetzungen. Gotha, Perthes, 1913, in-4°, 106, 112, 132 p. Album di facsimili. München, Meisenbach, Riffart e C.

2. Giovanni Gentile, *Il concetto dell' uomo nel Rinascimento* (*Giornale storico della letteratura italiana*, t. LXVII). — Du même, *Bernardino Telesio*, con appendice bibliografica. Bari, Laterza, 1911. — Signalons, sur un grand penseur qui fut auparavant l'objet d'études passionnées et sur lequel le dernier mot n'est pas dit, un simple Analecta : celui de Giuseppina Fumagalli, *Leonardo prosatore*. Milano, Albrighi Segati, 1915, in-16, 394 p.

3. Vita Fagio-Allmayer, *Galileo Galilei;* dans la collection *I grandi pensatori*. Palermo, Sandron, 1912, 235 p.

fécond de l'expérimentation. — MM. Del Lungo et Favaro publient une sorte de biographie de Galilée composée d'extraits de la correspondance du grand homme[1]. Cet important recueil fait suite à un précédent recueil des mêmes auteurs : *la Prosa di Galileo per saggi criticamente disposti* (1911). Il est suivi d'un copieux index commun à tous deux. — Un travail du même genre, mais qui porte sur la pensée de Galilée, a été accompli par M. Gentile[2]. C'est un très utile recueil, et qui n'était pas facile à faire; car M. Gentile a voulu, en mettant bout à bout des fragments du maître, épars dans ses œuvres et sa correspondance, présenter une sorte de reconstitution logique de sa pensée philosophique. On sait que tout un mouvement d'études sur Galilée est entretenu par la publication monumentale de ses œuvres entreprise aux frais du gouvernement italien.

Avant de passer à Vico, il convient de signaler ce qui concerne les philosophes du midi de l'Italie, ses prédécesseurs, objet eux aussi d'une attention soutenue.

Deux mémoires, dont le premier[3] est beaucoup supérieur au second[4], ont été consacrés à l'auteur de la *Cité du soleil*. L'étude de M. Kvačala est fondamentale par l'histoire des œuvres de Campanella (chronologie et manuscrits).

L'édition de la *Scienza Nuova di Vico*, par M. Fausto Nicolini[5], est un considérable travail par lequel nous est donnée une édition monumentale de l'œuvre du grand philosophe. On compte au moins dix rédactions du chef-d'œuvre, que Vico reprit et récrivit sans cesse pendant presque quarante ans. La rédaction qu'il donna lui-même comme définitive est de 1744. Mais le savant et patient auteur de la présente édition a tenu à présenter les états successifs de la pensée tourmentée du philosophe; aussi a-t-il multiplié les variantes et additions empruntées aux rédactions précédentes. En particulier, une importante rédaction de 1731, dont Vico n'avait presque rien laissé passer dans la rédaction ultérieure, a été insérée

1. Del Lungo et A. Favaro, *Dal carteggio e dai documenti, pagine di vita di Galileo*. Firenze, Sansoni, 1915, in-16, x-504 p.

2. G. Gentile, *Frammenti e lettere di Galileo Galilei*, con introduzione e note. Livorno, Giusti, 1917, in-16, xxxii-344 p.

3. J. Kvačala, *Ueber die Genese der Schriften Thom. Campanella*. Jurjew, Mattiesen, 1911, in-8°, vi-80 p.

4. Ch. Dejob, *Est-il vrai que Campanella fût simplement déiste?* extrait du *Bulletin italien*, avril-décembre 1911, 40 p.

5. Giambattista Vico, *La Scienza Nuova giusta l'edizione del 1744*, con le varianti dell' ed. del 1730 e di due redazioni intermedie inedite, e corredata di note storiche a cura di Fausto Nicolini; collection : *I Classici della filosofia moderna;* t. XIX. Bari, Laterza, 1911, 1913, 1916, in-8°, lxxxiv-1274 p.

en grande partie par M. Nicolini dans le texte qu'il nous donne. Le tout est accompagné d'un commentaire critique et historique minutieux, dont les spécialistes, qui connaissent la doctrine et les procédés de rédaction de Vico, peuvent seuls concevoir la difficulté.

Benedetto Croce et ses collaborateurs sont en train d'achever, autour de la personne et de l'œuvre de Vico, un des plus complets ensembles critico-historiques que jamais l'œuvre d'un grand écrivain ait suscités. Car la même année que l'édition colossale de M. Nicolini, parurent en un volume l'*Autobiographie*, la *Correspondance* et les *Poésies variées* du maître, par les soins de M. Croce lui-même[1]. La même année encore, le même B. Croce[2] donnait un livre de synthèse sur la *Philosophie de J. B. Vico*, qui restera probablement comme un chef-d'œuvre du genre et qui est certainement un des plus forts ouvrages d'analyse et de critique qu'on ait écrits ces temps-ci et pas seulement en Italie. Quiconque a ouvert les œuvres de Vico sait combien il est confus, obscur; M. Croce a plus d'une fois l'occasion de le répéter. Aussi son livre peut-il être appelé dans toute la force du terme, une construction, puisqu'il nous présente, sous sa forme logique et claire, un système dont l'auteur n'avait fait qu'amasser en désordre les éléments et dont certaines parties n'ont jamais été claires dans sa propre pensée. Dans ces parties-là, l'interprétation de M. Croce est presque une création. N'y a-t-il pas là un abus? A moins d'avoir fait sur Vico le travail que M. Croce et très peu d'autres ont fait, il est impossible d'en décider. On a l'impression qu'il n'en est rien, tant est rigoureux l'enchaînement de la pensée de Vico, telle que M. Croce l'a repensée. D'ailleurs, même si M. Croce avait mis çà et là dans Vico un peu plus qu'il n'y en eut en réalité, c'est de peu d'importance dans l'ensemble : son livre consacre (comme il en émet très franchement la prétention) un grand fait nouveau dans l'histoire moderne de la pensée européenne. Il doit être établi désormais que la critique du XIXe siècle a grandement sous-évalué Vico en le qualifiant simplement comme « philosophe de l'histoire », alors que sa doctrine est une philosophie complète. Il doit être établi encore qu'en Italie, dans le premier quart du XVIIIe siècle, ont été conçus et partiellement formulés quelques-uns des thèmes essentiels sur lesquels allait se développer la philosophie,

1. Giambattista Vico, *L'autobiografia, il carteggio e le poesie varie*, a cura di Benedetto Croce. Bari, Laterza, 1911, in-8°, 354 p.

2. Benedetto Croce, *La Filosofia di Giambattista Vico*. Bari, Laterza, 1911, in-8°, VIII-320 p. — Voir le compte-rendu de A. Pastore dans le *Giornale storico della letteratura italiana*, t. LVIII, 393-407 p.

non seulement du XVIIIe, mais du XIXe siècle. Sur la valeur intuitive et comme prophétique de la pensée de Vico, M. Croce a des affirmations hardies (p. 243-256). Il est certain que le grand courant idéaliste qui alimente une grande partie de la philosophie moderne, en Allemagne surtout, apparaît formé, trois quarts de siècle avant Kant, dans la pensée de Vico. Mais autre chose encore doit être établi : Vico n'a pas été seulement un théoricien; nul plus que lui n'a eu le sens et le désir de la réalité concrète, surtout de cette réalité supérieure qui est la vie humaine, non point connue par analyse abstraite, mais considérée dans l'espace et dans le temps; il a moins cherché à formuler une métaphysique, une psychologie ou une logique, qu'à chercher un fondement immédiat aux principales activités humaines; c'est pourquoi la trame de sa philosophie est l'histoire, conçue comme connaissance philosophique de l'évolution de l'humanité dans toute l'étendue et la complexité de cette évolution; d'où il suit enfin que Vico a contribué directement à la rénovation de la pensée non pas seulement dans la philosophie, mais dans beaucoup d'autres disciplines intellectuelles : l'histoire générale, la préhistoire, l'histoire ancienne et du moyen âge, la mythologie, l'histoire des religions, le droit, la science sociale, le folklore, l'histoire des langues et des littératures, la pédagogie. M. Croce montre avec précision que la pensée de Vico a déterminé les directions presque entièrement nouvelles qu'allaient prendre ces disciplines à partir du milieu du XVIIIe siècle. Dans les régions plus profondes encore de la vie morale et intellectuelle, Vico formule plus ou moins clairement, mais avec une impétuosité impressionnante, les grandes nouveautés qui vont s'accomplir : la réaction contre l'intellectualisme, contre le scientifisme mathématique, contre le règne de la logique et de la raison; le mouvement vers les sciences expérimentales, vers l'action sociale, pour la revendication des droits de la sensibilité et de l'imagination.

Tout cela est dit par M. Croce dans une suite serrée de courts chapitres (cette exposition d'une monumentale philosophie ne dépasse pas trois cents pages), sans qu'il s'écarte toutefois — le titre des chapitres l'indique assez — des points de vue propres à l'auteur et même de ses formes de langage. Trois courts appendices, également substantiels, sur la vie et le caractère de Vico, la fortune de son œuvre et la bibliographie sommaire de ses critiques terminent le livre. Quelque chose y manque cependant, que l'auteur n'a pas voulu y mettre[1] et que nous ne pouvons nous empêcher de regretter : l'expli-

1. Toutefois le chapitre XIX : « Vico contre son temps », a quelques indications intéressantes.

cation historique du phénomène Vico. Vico a été un précurseur, un isolé, un incompris de son temps. Cependant, pour avoir, d'une si complexe intuition, prévu la prochaine évolution de la pensée et du sentiment modernes, il faut bien qu'il en ait recueilli autour de lui quelques indices, quelques germes. M. Croce nous montre admirablement le développement de la pensée de Vico : il ne nous en montre pas la préparation hors de lui, avant lui. Le sujet vaudrait la peine d'une étude approfondie.

M. Cotugno est encore un amoureux de Vico ; il a publié un livre sur *la Fortune de Vico et les polémiques scientifiques et littéraires de son temps*[1], où il a partiellement essayé de combler la lacune que nous venons de signaler dans l'ouvrage de B. Croce ; mais les intéressants matériaux qu'il apporte sont utilisés avec quelque parti-pris et dans tous les cas à compléter.

Julien Luchaire et Jean Alazard.

1. Raffaele Cotugno, *la Sorte di G. B. Vico e le polemiche scientifiche e letterarie dalla fine del sec. XVII alla metà del XVIII secolo.* Bari, Laterza, 1914, in-8°, 250 p. — Citons encore : Benvenuto Donati, *I prolegomeni della filosofia giuridica del Vico attraverso le Orazioni inaugurali dal 1699 al 1708.* Roma, Athenaeum, 1915, in-8°, 84 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Du Cange. **Histoire des comtes de Ponthieu et de Montreuil.** Préface et notes de M. l'abbé A. Le Sueur, dans *Mémoires de la Société d'émulation d'Abbeville*, t. XXIV. Abbeville, 1917. In-8°, I-287 pages.

Ni les devoirs de sa charge de trésorier de France, ni le souci d'une nombreuse famille, ni la publication de deux vastes glossaires et de divers mémoires et éditions n'absorbèrent toute l'activité de Du Cange. Ses papiers renferment encore des manuscrits prêts à être imprimés. On en a publié plusieurs de nos jours, comme l'*Histoire des familles d'outre-mer* et l'*Histoire des comtes d'Amiens*. Voici que la Société d'émulation d'Abbeville a eu l'idée excellente de nous donner l'*Histoire des comtes de Ponthieu et de Montreuil*. Elle a ainsi rendu hommage à la mémoire du plus grand des érudits picards et nous a offert du même coup les meilleures annales des comtes de Pontieu qui aient été composées jusqu'ici. Du Cange ne s'est pas proposé autre chose que de fixer la généalogie et la chronologie des comtes de Pontieu. Sa connaissance des sources est si remarquable pour son temps, sa critique est ordinairement si sûre, son exposé si sobre et si ferme, que son œuvre n'a pas pu être dépassée après plus de deux siècles de nouvelles recherches; c'est à elle, avant toute autre, qu'il convient maintenant de recourir sur le sujet. Par l'utilisation d'archives aujourd'hui disparues, comme celles de la Chambre des comptes, elle gardera d'ailleurs toujours une valeur documentaire. Ce n'est pas que Du Cange lui-même ne soit parfois en défaut. Ce qu'il dit des comtes des temps mérovingiens et carolingiens s'appuie souvent sur des témoignages de basse époque, comme celui de Lambert d'Ardres, voire sur des affirmations d'historiens modernes les plus suspects, comme Malbrancq, et demande une révision sévère. Il a eu tort notamment d'admettre l'existence au Xe siècle d'un comte Guillaume, qui est légendaire (voir F. Lot, dans *Romania*, t. XIX, 1890, p. 290). Par négligence, il attribue (p. 48) à Hugues, comte de Pontieu, une fondation de Hugues Capet en faveur de l'abbaye de Saint-Valery. On pourrait relever d'autres défaillances, qui auraient d'ailleurs pu disparaître si l'auteur avait présidé lui-même à l'impression de son travail. Celui-ci n'en reste pas moins de très bon aloi.

L'éditeur d'ouvrages de ce genre peut se proposer de reproduire fidèlement, sans plus, l'œuvre à publier, ou de la mettre au courant

par une annotation. C'est ce dernier parti qu'a choisi M. l'abbé Le Sueur, et il a eu le plus grand tort. Ses notes nombreuses ne sont presque toujours qu'un exposé verbeux de l'histoire générale emprunté aux Chroniques de Saint-Denis, à l'*Histoire de France* de Lavisse, aux articles du *Dictionnaire de théologie* de Vacant et Mangenot, même à l'*Histoire partiale et l'histoire vraie* de M. Guiraud. Il s'y est glissé de singulières distractions, comme lorsque, page 93, « l'abbaye de Saint-André de *Viviers* [corrigez Viniats], au diocèse de Sées », est située dans la capitale du Vivarais! M. l'abbé Le Sueur a voulu nous donner un index des manuscrits consultés et cités par Du Cange. L'idée était bonne, mais on est confondu de la facilité avec laquelle des erreurs inexplicables sont avancées dans cette liste, fort incomplète en outre, telle la conservation aux Archives nationales de l'ancien registre de la connétablie de Bordeaux, coté A (cf. Ch. Bémont, *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII*e *siècle*, p. III). Ce qui est plus grave, c'est que le texte même de Du Cange a été mal établi. Nous avons conservé le manuscrit autographe de l'auteur (Bibl. nat., ms. fr. 9478, fol. 151 et suiv.). M. l'abbé Le Sueur ne l'a pas connu, bien qu'il soit cité notamment dans le *Dictionnaire historique* de Moreri et la *Bibliothèque* du P. Lelong. Il imprime une copie du XVIIIe siècle conservée à la bibliothèque de l'Arsenal, ms. 3906, qu'il prétend être le manuscrit original, n'ayant pas remarqué, à défaut d'autre chose, qu'on y cite le tome XII de la *Gallia christiana* paru en 1770. Les erreurs de cette copie, s'ajoutant aux nombreuses fautes d'impression de l'édition, ont rendu le texte très incorrect et les références souvent inutilisables. Du Cange employait toujours la bonne graphie *Pontieu*, non *Ponthieu*, qu'on a substituée dans la copie de l'Arsenal. Page 2, l'histoire de *Marius* est dans le manuscrit original l'histoire des Morins. Page 40, *Ervieul* doit être corrigé en Ernicule, etc. Il faudrait un erratum de plusieurs pages.

Il est très regrettable qu'une entreprise heureuse n'ait pas mieux abouti.

C. BRUNEL.

A. DEBIDOUR. **Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours. I : La paix armée (1875-1904). II : Vers la grande guerre (1904-1916).** Paris, Félix Alcan, 1916 et 1917. In-8°, XII-359 et 379 pages. Prix : 14 fr.

— La première partie de la grande histoire diplomatique de l'Europe depuis un siècle qu'achèvent ces deux volumes a paru en 1891. Dans sa préface d'alors, M. Debidour définissait la conception qu'il s'était faite de son sujet. Il n'avait pas voulu, disait-il, écrire l'histoire com-

plète de la diplomatie européenne au XIXe siècle, à quoi suffirait à peine une longue vie d'homme, mais « rechercher simplement, dans les relations des cabinets, tout ce qui... a pu avoir pour effet l'établissement, la consolidation ou l'ébranlement de l'équilibre politique dans cette partie du monde,... retracer, dans un enchaînement raisonné, non tout ce que la diplomatie a fait, mais ce en quoi elle a contribué... à restaurer, à affermir ou à compromettre la paix générale de l'Europe. » Au lieu de tracer, aux tournants de cette histoire, un tableau complet de l'Europe politique, intellectuelle, sociale, économique, et de peindre ainsi la toile de fond sur laquelle se déroule l'action diplomatique, M. Debidour se borne à « rattacher, par des explications sommaires, mais précises, les revirements diplomatiques des puissances aux changements de leur condition intérieure ». Il s'interdit, par là, de donner le sentiment net de l'étroite unité de la politique des États modernes et du caractère même de l'histoire internationale du dernier demi-siècle. Le progrès de la démocratie et de l'idéal de justice et de fraternité internationale, qui en est le trait dominant, n'apparaît pas en assez vive lumière, et des événements, comme la convocation des conférences de La Haye, auxquelles M. Debidour attache avec raison une grande importance, ne prennent ni leur vrai sens ni toute leur valeur.

M. Tardieu a tiré il y a quelque dix ans, dans son excellent petit volume sur *la France et les alliances*, la philosophie de l'histoire internationale de l'Europe depuis le traité de Francfort. Sa thèse fondamentale est la lutte pour l'équilibre contre la menace germanique d'hégémonie. Les événements qui se sont produits depuis une dizaine d'années, particulièrement les transformations diplomatiques et politiques qui se sont accomplies au cours de la guerre, l'ont pleinement justifiée. C'est aussi celle de M. Debidour : mais il la pose moins devant son lecteur qu'il ne lui laisse le soin de la reconnaître, il raconte plus qu'il n'explique, il met trop peu de relief entre les faits. Un seul émerge : la conclusion des accords franco-anglais de 1904, parce qu'il donne la coupure des deux volumes. N'y en avait-il pas d'autres qui méritaient, par leur importance, d'être détachés de la masse? L'entente franco-russe de 1891, l'accord franco-italien de 1899, le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 jalonneraient parfaitement une division de l'ouvrage en livres. C'est l'irréductible hostilité entre la France et l'Allemagne, née du rapt de l'Alsace et de la Lorraine, qui a orienté toute l'histoire européenne depuis 1871. Les étapes par lesquelles la France est sortie de l'isolement où avait su la parquer l'habileté de son ennemi, a mis fin aux malentendus qu'il exploitait contre elle, a trouvé la voie vers son alliée géographique, la Russie, et vers ses alliés naturels, les autres puissances démocratiques de l'Occident, Italie et Angleterre, et le moment où, au lendemain de l'apparente conclusion de l'incident franco-allemand sur le Maroc il est devenu évident pour tout esprit clairvoyant que l'Allemagne ne cesserait jamais de se croire sur nous

le droit du vainqueur et qu'il fallait nous préparer à lutter pour notre indépendance, ce sont les divisions capitales de cette histoire. Si, comme en sont convaincus tous les Alliés de la grande guerre, la partie qui s'est jouée en Europe depuis 1871, et spécialement depuis les débuts de la mainmise germanique sur l'Orient au Congrès de Berlin, est vraiment le duel de l'autoritarisme militaire et de la démocratie, à chacune de ces étapes correspond un aspect nouveau, non seulement des relations des cabinets, mais de l'esprit et de la conscience de l'Europe.

En 1870, la Russie et l'Angleterre avaient été moralement les alliés de la Prusse. Leur passage successif du camp allemand au camp français a renversé la situation diplomatique de l'Europe. Celui de la Russie a fait, en son temps, plus d'effet et de bruit; celui de l'Angleterre a eu les plus grandes conséquences. Il a été vraiment l'événement capital de la politique européenne depuis 1878, et c'est avec grande raison que, en divisant l'histoire en deux périodes, M. Debidour met dans l'une les vingt-six années de 1878 à 1904, dans l'autre les dix années seulement qui ont suivi. Au Congrès de Berlin, qui marque l'apogée diplomatique de l'Allemagne bismarckienne, Londres s'était rapprochée de l'Allemagne contre la Russie. Depuis ce moment, la rivalité avec la Russie détermine la politique de l'Angleterre envers les puissances centrales, cordiale quand elles sont en froid avec le tsar, réservée et froide lorsque semble s'esquisser une nouvelle alliance des trois empereurs. En vue de couvrir contre le risque d'une entente franco-russe les deux empires germaniques, l'Angleterre a usé de son ancienne et solide influence sur l'Italie pour l'amener dans la Triple-Alliance. M. Salvémini, dans une remarquable série d'articles de la *Revue des Nations latines* (1er juillet 1916 et suivants), a mis en vive lumière le rôle capital qu'elle a joué dans l'établissement et l'évolution de cette combinaison. Animée d'anciennes sympathies pour l'Autriche-Hongrie en haine de la Russie, elle salue comme « un bon message d'une grande joie » (paroles de Lord Salisbury) la conclusion de l'alliance austro-allemande; entrée par l'affaire d'Égypte dans un conflit maritime et colonial avec la France, elle se trouve naturellement rapprochée de l'Allemagne, notre grand adversaire continental; en même temps elle voit dans le concours de l'Italie sur terre et sur mer une garantie décisive contre une combinaison franco-russe. Au renouvellement de 1887, la Triple-Alliance, par les accords avec l'Angleterre qui la complètent, devient en fait un contrat à quatre, et le restera plus de dix ans. « L'entente entre l'Angleterre et les puissances centrales, les préoccupations de l'Italie au sujet de la Tripolitaine et en général la rivalité italo-française dans la Méditerranée, une politique pacifique et loyale de l'Autriche et de l'Allemagne dans la question d'Orient », étaient, dit M. Salvémini, *loc. cit.*, 1er juillet 1916, page 350, les « conditions vitales » de cette combinaison. « Aussi longtemps que ces conditions persisteront, la Triplice sera inébranlable. Chaque fois que l'une d'elles oscillera ou

viendra à manquer, la Triplice subira une crise. A peine auront-elles l'une après l'autre disparu, l'alliance non seulement perdra toute raison d'être, mais devra faire place à la guerre. » En 1902, au moment du cinquième renouvellement de la Triplice, toutes ces conditions ont changé ou sont en train de changer; la plus essentielle peut-être a disparu : l'entente entre l'Angleterre et l'Allemagne; mais le rapprochement commencé de l'Italie avec la France reste gêné par notre rivalité alors très aigüe avec l'Angleterre. En mettant fin à cette gêne, l'accord franco-anglais de 1904 permet à l'Italie d'achever son évolution. Par contre, entre l'Angleterre et la Russie, dont la rivalité a été depuis 1878 la condition même de la prépondérance de l'Allemagne dans la politique européenne, c'est la France qui a été l'élément de liaison et de rapprochement. En moins de vingt ans, toute la situation européenne s'est ainsi retournée : au lieu de l'entente continentale contre l'Angleterre, que la Russie vers 1895 cherchait à réaliser, s'est établie l'entente de toutes les puissances menacées par une hégémonie qui visait à la fois le continent et les mers : l'entrée de l'Italie dans la grande guerre a achevé cette évolution, et la Révolution russe lui a donné tout son sens.

M. Debidour met en relief surtout les raisons dynastiques de la Triple-Alliance et diminue un peu trop son action sur notre politique (I, 51). Il note son évolution interne avec une brièveté (I, 118, 169) qui laisse des faits une impression inexacte. Le rapprochement franco-italien de 1900-1902, dont l'inspiration était très certainement toute loyale et pacifique, semble chez lui (I, 279-281) procéder de part et d'autre d'arrière-pensées de conquêtes, et il y a quelque exagération à dire qu'il ait enlevé toute importance à la Triplice. La rivalité anglo-allemande, qui est devenue le facteur décisif de l'évolution politique de l'Europe, est ramenée surtout à des causes économiques et aux aspirations maritimes de l'Allemagne (II, 13-16). Mais peut-on, en vérité, scinder ainsi la politique allemande? Si l'Allemagne s'était bornée à vouloir rester la première puissance militaire du monde ou à vouloir en devenir la première puissance maritime, elle serait peut-être arrivée à ses fins. Ce qui a tourné contre elle l'univers, c'est sa prétention d'être à la fois l'une et l'autre, de dominer sur terre et sur mer et d'acquérir ou de conquérir l'hégémonie universelle. La politique d'Édouard VII s'explique par ce qu'à la différence de nombre d'hommes d'État anglais il avait le sens continental, et qu'ainsi il a saisi le problème dans son ensemble. A ne l'envisager que partiellement, on risque d'obscurcir le sens et de fausser la portée de l'évolution de la politique anglaise et de la grande lutte où s'achève aujourd'hui la transformation, non seulement diplomatique, mais morale de l'Europe.

Les historiens allemands, quelques années avant la guerre, se demandaient si la politique extérieure d'un État est la maîtresse ou la servante de l'intérieure, et les plus considérables voulaient qu'elle fût la maîtresse. C'est un indice de plus de cet état d'esprit des intellectuels

allemands qui éclaire si fortement l'origine de la guerre ; c'est leur choix fixé entre les deux conceptions contradictoires de l'État, État démocratique ou État aristocratique et militaire, non seulement expansif et conquérant, mais qui a pour principe même de vie l'expansion et la conquête. La guerre actuelle est celle de ces deux conceptions : elle est née de la résistance qu'opposait au progrès international des idées démocratiques l'État militaire conquérant par excellence : l'Allemagne prussianisée. En Allemagne, la politique extérieure a dicté l'intérieure : seule, l'idée d'hégémonie et d'expansion dominatrice sur le monde a assuré le maintien du régime militariste dont est née la guerre universelle. Ailleurs, en Angleterre, en Italie, chez nous surtout, la politique extérieure s'est modelée sur l'intérieure, et c'est ainsi que se sont rapprochées, puis groupées dans une entente, ces nations que des intérêts séparaient parfois sur certains points, mais que portait les unes vers les autres la communauté de leurs principes de développement intérieur et de leurs idéals. Elles ont fourni une réponse victorieuse à cette question souvent posée : une démocratie peut-elle avoir une politique extérieure, peut-elle être une grande puissance? C'est-à-dire une grande puissance peut-elle avoir un autre principe que la force? L'Allemagne a répondu depuis longtemps : « L'État, c'est la puissance », donc la force. Mais l'Angleterre, qui a montré jadis comment une démocratie peut avoir une politique extérieure ferme et suivie, créer et maintenir le plus grand empire qu'ait jamais vu le monde et qui, aujourd'hui, s'assigne pour mission « la conciliation de l'impérialisme et de la démocratie ; » mais les États-Unis, qui viennent de revendiquer, plus encore que les droits, les devoirs d'une grande puissance universelle ; mais nous-mêmes, nous pensons autrement. Avec moins d'ampleur, mais autant d'éclat que l'Angleterre ou les États-Unis, dans des conditions incomparablement plus délicates, la France démocratique a conservé une politique extérieure et est restée une grande puissance. La nation, malgré les lacunes de son éducation politique, a fidèlement suivi les hommes d'État qui défendaient la grande tradition nationale, Gambetta, Ferry, et ceux qui, dans des circonstances difficiles, ont été leurs continuateurs. Les crises ne lui ont pas été épargnées, et souvent, entre les exigences de la démocratie et celles de la puissance, il a paru s'élever de redoutables conflits. Sur Ferry, comme sur M. Delcassé, le jugement de M. Debidour paraît bien incertain et hésitant (I, 44, 47, 70, 74, 97 ; II, 18, 20, 24, 97) ; sur Ferry, il a même des mots injustes. Démocrate et patriote, on le sent alternativement sollicité par chacun des deux grands courants d'idées qui, dans le quart de siècle qui a précédé la guerre, se sont partagé l'esprit français. Pour le nationalisme et le pacifisme, qui sont les expressions outrées de ces deux courants, il est à tour de rôle fort dur, surtout pour le pacifisme, « inepte et abject » (II, 18), auquel il attribuerait volontiers la plupart des difficultés que la France a rencontrées dans sa politique extérieure depuis le commencement du XXe siècle et des déboires du début de la guerre. Il

reflète ainsi fidèlement le conflit d'influences qui a dominé notre politique extérieure sous toute la troisième République, la lutte de la tradition nécessaire et du progrès légitime et inéluctable, l'effort pour concilier l'existence nationale et la mission internationale de la France. C'est ce conflit même qui donne à cette période de notre histoire son intérêt et sa grandeur. La guerre en a apporté la solution. Notre politique a trouvé sa justification par le rôle que nous jouons dans le monde depuis le début de cette lutte gigantesque et par la place que nous assignent déjà dans l'Europe nouvelle l'estime et la reconnaissance de nos Alliés.

Ainsi les deux volumes de M. Debidour offrent ample matière à méditer : ils suggèrent beaucoup d'idées ou de questions et ils fournissent à la réflexion une imposante masse de faits. Des erreurs de détail, qui s'y sont glissées assez nombreuses, il faut le plus souvent accuser les circonstances d'aujourd'hui, peu propices à l'absolue correction typographique. En voici seulement quelques-unes des plus contrariantes. Noms propres estropiés, où la rectification n'est pas toujours évidente, par exemple, I, 40, *Courbons* pour Constans, mais, II, 78-79-80, dans la liste des membres de la seconde conférence de La Haye, *Eschem* pour Eyschen, *Hagerop* ou même *Hagereux* pour Hagerup, ou II, 219, *Boriainow* pour Goriainow. Confusions soit de dates, soit de faits : I, 115, février *1889* au lieu de 1887 ; I, 245, Sir Edw. Grey donné pour *ministre des Affaires étrangères*, au lieu de sous-secrétaire d'État; II, 105, le gouvernement austro-hongrois présenté comme ayant eu la main dans l'assassinat d'Alexandre et de Draga, alors qu'il en a au contraire été atterré ; II, 113, 121, le cabinet de Berlin accusé d'avoir marché d'accord avec celui de Vienne dans toute la question de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, alors que de notoriété publique il y a eu là-dessus des tiraillements entre eux et que l'indépendance de la politique d'Aehrenthal avait, au début, fort irrité M. de Bülow ; II, 106, M. Friedjung — qui d'ailleurs n'est pas professeur — laissé sous le soupçon d'avoir fabriqué ou falsifié les documents produits au procès qui lui fut intenté, alors que son seul tort a été de les avoir, sans critique personnelle, acceptés comme authentiques et probants sur la foi d'Aehrenthal de qui il les tenait ; I, 204-206, des télégrammes à propos de l'affaire Dreyfus apparaissant, malgré une certaine réserve d'expression, comme l'une des causes, et même la principale, de la démission de Casimir-Périer, tandis que, d'après les témoignages les plus sûrs, ils n'y ont vraiment été pour rien, et que les raisons de sa détermination sont d'un ordre psychologique tout différent. Inadvertances dans les indications bibliographiques : si, par le fait des typographes sans nul doute, M. Ernest Denis apparaît, II, 125, comme l'auteur d'un ouvrage sur *les Dessous de la politique en Orient*, et M. Tardieu comme celui de la brochure sur *l'Unité yougo-slave*, le lecteur mal au fait de la question sera évidemment tenté d'attribuer à ces sources plus d'autorité qu'elles n'en ont réellement.

La méthode bibliographique qu'a suivie ici M. Debidour lui était sans doute imposée par le souci de conserver la symétrie avec ses deux premiers volumes. Elle est un peu déconcertante. Le scrupule de ne donner que des références facilement accessibles et la coquetterie d'éviter toute ostentation d'appareil scientifique sont peut-être poussés un peu loin. L'indication du lieu et de la date de publication, à côté du nom de l'auteur et du titre, n'eût pas seulement facilité les recherches : elle eût donné aussi comme une première mesure de la valeur et de l'autorité des témoignages invoqués. Une classification des sources eût fait disparaître certaines disparates qui choquent un peu le lecteur informé et risquent d'induire en erreur celui qui l'est moins. Il n'est pas tout à fait sans inconvénient d'énumérer au même plan, pêle-mêle, les divers *Livres* diplomatiques parus dans les premiers mois de la guerre, les ouvrages de M. Andler ou de M. Denis, et telle ou telle brochure, souvent même anonyme, qui est de la plus superficielle vulgarisation, quand elle n'est pas de la tendance la moins dissimulée.

Ces remarques et ces quelques réserves, qui devaient être nettement indiquées, n'altèrent point la haute valeur du livre de M. Debidour. Ses deux volumes de 1891 sont dès leur publication devenus classiques et le sont restés jusqu'aujourd'hui. Ceux-ci méritent la même fortune et l'auront. Ils couronnent dignement une œuvre historique imposante par sa conscience et sa richesse, et une belle carrière d'historien, où s'est toujours alliée à l'amour de la science la passion du bien public et de la grandeur de la France.

Louis EISENMANN.

RUY BARBOSA. **Le devoir des neutres.** Paris, Félix Alcan. In-12, 92 pages. Prix : 1 fr. 20.

COSMOS. **Les bases d'une paix durable** (traduction autorisée). New-York, Charles Scribner's Sons. In-12, 167 pages.

Aug. SCHVAN. **Les bases d'une paix durable.** Paris, Félix Alcan. In-16, 245 pages. Prix : 4 fr.

Comte GOBLET D'ALVIELLA. **Le vrai et le faux pacifisme.** Paris, Félix Alcan. In-12, 81 pages. Prix : 1 fr. 50

Écrits vers la fin de 1916 ou dans les premiers jours de l'année présente, ces quatre livres sont tous antérieurs à l'entrée en guerre des États-Unis. Tous sont unanimes à flétrir la soif de conquêtes et la politique dénuée de scrupules du gouvernement de Berlin, mais les deux auteurs américains expriment l'opinion que la grande République n'est pas appelée à intervenir par les armes dans les guerres européennes. Il y a cependant entre eux cette différence : M. Barbosa, membre du Sénat brésilien et représentant du Brésil à la Convention

de La Haye, s'attache surtout à mettre ses compatriotes en garde contre le danger qu'ils courraient en se militarisant, tandis que Cosmos, quelle que soit la personnalité éminente de l'Amérique du Nord qui a pris ce pseudonyme, exhorte les siens à se rappeler que s'asseoir à la table d'une conférence internationale, sans avoir les moyens de faire prévaloir la volonté d'une nation, c'est rabaisser cette participation au niveau d'une discussion oiseuse. Ayant consacré un demi-siècle de sa vie à soutenir toutes les causes libérales : abolition de l'esclavage, liberté politique, liberté religieuse, égalité des droits entre les grands et les petits États, M. Barbosa déploie au service de ses idées généreuses toute sa riche éloquence méridionale, véhémente et passionnée. Défenseur tout aussi convaincu des mêmes principes, Cosmos discute avec calme; toutefois lui aussi considère qu'une paix durable n'est possible qu'après la victoire militaire et économique des Alliés et pour ce qui concerne la France la restitution de l'Alsace-Lorraine. Quant à l'avenir, il faut, d'après lui, que toutes les nations se pénètrent de l'esprit qui a dicté les vœux formulés par l'Institut américain de Droit International assemblé à Washington en janvier 1916, proclamant que toute nation a le droit de vivre, de protéger et de défendre son existence et que le droit international est à la fois national et international. Il est national en ce sens qu'il est la loi du pays s'appliquant au règlement de toute question impliquant ces principes; il est international en ce sens qu'il est la loi de la Société des nations. Cosmos fait remarquer que déjà dans la Grande-Bretagne du XVIIIe siècle le Lord chancelier Talbot en 1733 et le Lord Chief Justice Mansfield en 1764, ainsi que Blackstone dans ses *Commentaires*, ont déclaré que le droit international est à la fois national et international. Le Tribunal International à instituer ne devra pas être une simple réunion d'arbitres s'efforçant de trouver un compromis entre des prétentions rivales, mais une Cour prononçant des arrêts suivant la procédure de la Cour suprême des États-Unis.

Suédois de naissance, ayant servi dans l'armée autrichienne et passé par l'École de guerre de Berlin, M. Schvan fut pendant cinq années chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères suédoises qui, comme lui, a été favorable à un rapprochement avec la Russie. Au début de la guerre, il entreprit une tournée de conférences pour décider le peuple des États-Unis à prendre nettement position contre l'agression allemande. Il revint en Europe croyant n'avoir point réussi et l'on s'en aperçoit à l'amertume de son langage. Pour lui, les fonctions gouvernementales devraient être éliminées des relations internationales; en d'autres termes, il faut décentraliser l'administration des grandes entités nationales, car c'est le nationalisme qui crée le militarisme et le patriotisme agressif. Il faut également entrer dans la voie du libre échange universel. Quant à la forme des gouvernements nationaux, elle est indifférente au droit mondial; ils seraient dépouillés de tout droit sur ceux de leurs concitoyens se fixant à

l'étranger. La Cour mondiale à élire par groupes de deux millions des populations des subdivisions autonomes ou des nations serait une Cour jugeant les appels provenant d'individus se plaignant de n'avoir pas été traités équitablement par la loi nationale qui régit leur cas; elle trancherait également les questions se rapportant à la création de nouveaux États autonomes et réglerait la procédure des désarmements; la juridiction maritime lui serait complètement confiée, mais seulement sur la haute mer. Enfin, la Cour disposerait d'une armée fournie par les contingents de chaque nation pour imposer le respect de ses décisions : par précaution, les soixante-huit millions d'Allemands d'Allemagne et d'Autriche devraient être placés dans une position économique telle qu'il leur serait impossible de penser à autre chose qu'à la reconstitution de leur bien-être matériel.

Ministre d'État, vice-président du Sénat belge et professeur à l'Université de Bruxelles, M. Goblet d'Alviella a des visées moins ambitieuses et ne s'inquiète point d'organiser le détail des rouages de l'avenir. Il va au plus pressé et se contente de nous mettre en garde contre les aspirations fallacieuses du faux pacifisme. Le vrai pacifisme veut que la grande guerre ne finisse que lorsque les nations européennes auront conquis une paix durable et non une paix précaire et boiteuse. Cependant à ses débuts de publiciste, il y a près d'un demi-siècle, M. Goblet d'Alviella avait écrit un mémoire dont le titre *Désarmer ou déchoir* exprime les tendances et auquel la *Ligue internationale de la paix* avait décerné un prix. La guerre de 1870 lui dessilla les yeux et il ne l'imprima qu'avec un appendice, où il avouait franchement la transformation qui s'était produite dans son esprit. Le livre s'ouvre par un exposé clair et substantiel de ce qu'en langage juridique on appellerait les rétroactes de la guerre actuelle, ainsi que des progrès et des visées du militarisme allemand; le lecteur y trouvera également un historique intéressant du mouvement pour la réforme internationale.

E. Castelot.

S. Zurlinden. **Der Weltkrieg. Vorläufige Orientierung von einem schweizerischen Standpunkt aus,** tome I. Zurich, Orell Füssli, 1917. In-8°, xxiv-532 pages.

C'est de Suisse que l'on peut sans doute le mieux suivre le conflit européen : un même courrier apporte les journaux de quatre pays belligérants; les vitrines des libraires abritent les spécimens de leurs littératures de guerre, inégalement représentées d'après les régions et l'indiscrétion des divers services de propagande. Il n'est pas surprenant qu'un Suisse ait songé à instituer sur la guerre, ses origines et ses répercussions, une enquête générale. La curiosité historique ne l'a pas seule poussé : on sait trop comme la guerre a troublé la vie poli-

tique, menacé les intérêts matériels et l'unité nationale de son pays. Il valait la peine de rechercher si, d'un examen impartial des faits, il ne se dégagerait pas certaines conclusions auxquelles tous les confédérés seraient contraints de se rallier. — Tel est le souci qui amena M. Zurlinden à entreprendre une œuvre considérable; car, ce gros volume sera suivi de trois ou quatre autres. On y trouvera un exposé des causes de la guerre, de ses conséquences chez les belligérants et chez les neutres, ainsi qu'un bref tableau des opérations militaires et de l'activité diplomatique. Le premier tome est consacré aux *racines de la guerre*, c'est-à-dire aux dispositions psychologiques, à certaines représentations collectives, aux doctrines et aux pratiques politiques qui ont rendu possible la catastrophe. M. Zurlinden, pour se préparer à sa tâche, a beaucoup lu et des textes de toutes sortes : documents officiels, livres, sermons, journaux, lettres, etc. Ces textes sont presque tous d'origine allemande; il s'en explique avec franchise et son aveu nous permet de négliger les pages qu'il réserve aux pays de l'Entente : c'est une gageure que de juger la politique anglaise d'après un Suédois germanophile et l'ignorance seule des sentiments de la France depuis trois ans explique certains étonnements. D'ailleurs, bien que l'auteur ne doive établir les responsabilités de la guerre que dans un autre volume, il esquisse sa démonstration avec assez de netteté pour que nous sachions, dès maintenant, où elle aboutit. Puisque c'est l'Allemagne qui a voulu et préparé le conflit, il est naturel que ce soit en Allemagne, et d'après des textes allemands, qu'il étudie la croyance à la mission, morale ou divine, de la guerre, le principe d'autorité et ses conséquences, la diplomatie secrète, le militarisme, l'impérialisme et, enfin, la théologie de guerre.

« Orientation provisoire d'un point de vue suisse » dit le titre; il aurait fallu écrire « suisse-allemand ». M. Zurlinden est un journaliste zurichois; il rappelle à quel prix les cantons alémaniques estiment les affinités de race, la communauté de langue et de culture qui les lient à l'Allemagne. Mais il reste avant tout citoyen suisse et démocrate. S'il ne cesse pas d'être impartial, il veut juger; et ses jugements se réfèrent constamment aux principes qui font vivre, depuis tant de siècles, sa petite patrie. Il n'ignore pas que chez beaucoup de ses compatriotes le vieil esprit suisse s'est effacé devant un germanisme militant : aussi doit-il prendre trop souvent le ton du polémiste et nous rappelle-t-il des sentiments et des publications de la Suisse allemande qu'il nous serait plus agréable d'oublier[1]. Après Ragaz et après

1. Toute une section de l'œuvre de M. Zurlinden doit être consacrée à la Suisse pendant la guerre; mais elle ne pourra paraître qu'à la fin des hostilités. En attendant, M. Zurlinden vient de résumer quelques chapitres de son premier volume en une petite brochure : *Der Weltkrieg und die Schweizer*. Zurich, Orell Füssli, 1917, in-8°, 130 pages.

Nippold, dont il transcrit quelques pages qui mériteraient d'être connues en France, M. Zurlinden s'élève contre ceux de ses concitoyens qui, de la communauté de culture, concluent à la communauté des conceptions politiques; il s'étonne de voir un théologien de la plus ancienne république d'Europe — le pasteur Benz, auteur de *Christ und der Staat* — applaudir aux théories de Treitschke et s'irrite du pamphlet acerbe qu'un professeur bâlois, Hermann Bächtold, un des chefs les plus actifs de la *Deutschschweizerische Gesellschaft*, a lancé contre les institutions de son pays. Il a même découvert un Suisse annexionniste, l'historien Schaffner, qui s'est persuadé que la Suisse, agrandie aux dépens de la France et maîtresse de la porte de Bourgogne, « servirait utilement de pionnier à l'empire allemand »! Nulle part, cette abdication de l'esprit suisse devant l'influence germanique n'est plus lamentable qu'en ce qui concerne la Belgique; la Suisse allemande n'a pas été entière à comprendre ce que pouvait signifier pour elle cette atteinte aux droits d'un petit pays neutre, et il s'est trouvé, dans ces cantons, des voix pour répondre au chancelier qui confessait le crime et l'excusait par la nécessité : « Mais non, rassurez-vous, vous aviez parfaitement le droit de passer par la Belgique; les Belges n'ont que ce qu'ils méritent », et pour tenter « la justification morale de la violation de la neutralité belge[1] ».

« Je n'aurais jamais cru », écrit avec tristesse Nippold, « que notre dépendance intellectuelle à l'égard de l'Allemagne pût être si grande »; si grande qu'elle cache à beaucoup de Suisses ce qu'il y a, dans les doctrines et les pratiques de l'Empire, de menaçant pour leur pays. Le mot de Bernhardi sur l'existence pitoyable des petites nations est un avertissement qu'a précisé Naumann. La création d'une *Mittel-Europa* allemande serait pour l'autonomie politique, et encore plus pour l'autonomie économique de la Suisse, un péril si grave qu'on s'étonne qu'il reste ignoré; quoi de plus hasardeux pour la Suisse que le partage du Continent en un bloc de l'Europe central et un bloc occidental? Même si elle n'était pas forcée d'accéder à l'un de ces groupes de puissances, la ligne de démarcation traverserait son territoire et risquerait d'en rompre l'unité. M. Zurlinden n'a pas de peine à montrer que, si son pays a tout à craindre d'un triomphe et d'une hégémonie de l'Allemagne, il n'a rien à redouter des Alliés; il constate même que l'état de l'Europe antérieur à la guerre, caractérisé, au dire des Allemands, par la suprématie anglaise, lui a été infiniment favorable. La victoire de l'impérialisme serait la mort politique de la Suisse : la seule garantie où puissent se reposer les petites nations est le respect du droit professé par les grandes puissances. M. Zurlinden n'est point seul à présenter, en Suisse allemande, de telles considéra-

1. Titre d'un article, écrit par un Suisse, paru dans le *St Galler Tagblatt*. On trouve les mêmes intentions dans les *Gedanken eines Deutschschweizers* du professeur de théologie bâlois P. Wernle.

tions. Nous avons rappelé les noms de Ragaz et de Nippold ; il faudrait en citer bien d'autres, ceux de Loosli, de Schweizer ou de Max Huber en particulier[1] ; tous ces écrivains s'efforcent d'assurer l'indépendance morale des cantons alémaniques : déjà, entre ces derniers et les régions romandes, les relations deviennent meilleures. La France doit s'en réjouir ; il n'est pas de notre intérêt de voir se dresser l'une contre l'autre, hostiles et irritées, deux Suisses, la française et l'allemande. Une complète réconciliation ne se fera, en effet, que par un retour aux principes et aux pratiques de la vieille démocratie suisse. Or, bien plus qu'à des satisfactions d'amour-propre et à des succès de facile propagande, nous devons tenir à l'intégrité — et à l'éclat — de ce foyer républicain. Peut-être éclairera-t-il d'autres pays qui sont aussi ses voisins. M. Zurlinden cite un jugement bien surprenant sous la plume d'un Allemand : un des faits les plus heureux de l'histoire allemande serait, d'après Avenarius, que les populations germaniques n'aient pas abouti, toutes, à la formation de grands états monarchiques, mais qu'un de leurs rameaux ait réussi à créer la mieux établie des républiques. La Suisse allemande sera peut-être l'initiatrice d'une Allemagne démocratique ; mais, pour qu'elle soit digne de cette mission, il faut qu'elle reste fidèle à ses origines et son idéal, qu'elle réagisse contre « cette opinion publique importée d'Allemagne par ballots ». Le livre de M. Zurlinden est l'effort le plus notable qui ait jusqu'ici été tenté pour l'éclairer.

Nul autre livre de langue allemande, en effet, ne rassemble tant de textes qui accusent l'Allemagne, son esprit agressif, ses procédés de gouvernement et la conduite de ses soldats en pays occupés. Ces longues pages ont sans doute pour nous beaucoup moins de nouveauté que pour le Suisse alémanique, lecteur de gazettes germanophiles ; néanmoins, les consciencieux dépouillements de M. Zurlinden nous révèlent beaucoup de faits et d'écrits jusqu'ici ignorés en France ; car nous connaissons la littérature politique allemande d'avant la guerre bien mieux que la littérature de guerre proprement dite. De cette dernière, M. Zurlinden nous offre un florilège — si j'ose dire — assez complet. Il faut l'avoir parcouru pour savoir jusqu'à quel point l'enivrement belliqueux, l'orgueil de race et la haine ont pu faire délirer les écrivains d'outre-Rhin. Écoutez le conseiller aulique Vierordt :

> O Du, Deutschland, jetzt hasse ! Mit eisigem Blut
> Hinschlachte Millionen der teuflischen Brut.
>
> . . . . . .
>
> Nimm keinen gefangenen, macht jeden gleich stumm !
> Schaff zur Wüste den Gürtel der Länder rundum !

1. A ces noms, on peut ajouter celui de K. Hofer qui vient tout récemment de publier un ouvrage courageux : *Die Keime des grossen Krieges*. Zurich, Schulthess, 1917, in-8°.

Les poètes sont encore dépassés par les hommes d'église. Le chapitre où M. Zurlinden étudie la théologie de guerre sera jugé peut-être le plus curieux de son livre; l'épigraphe est claire que lui fournit Hans Waldmann : « Wir wollen sie mit Gottes Hilfe alle töten. » Il ne faut pas s'arrêter seulement à tant d'édifiantes citations. Certaines discussions, conduites avec rigueur, méritent d'être retenues : telles les pages où l'auteur réfute les théories allemandes, successives, de la guerre préventive et celles où il établit la parfaite légitimité du blocus anglais et l'antériorité du blocus sous-marin allemand. Enfin, un chapitre presque tout entier est consacré à la Belgique, à la violation de sa neutralité, à la guerre qui fut menée contre la population civile par les troupes impériales, aux atrocités commises. C'est un récit impartial, un examen critique des documents officiels belges et allemands. Pour chaque cas particulier — Aerschot, Andenne, Dinant, Liège, etc. — M. Zurlinden confronte les deux versions et n'hésite pas à entrer dans les détails : les crimes sont reconstitués par un juge perspicace. La méthode qu'affirment ces pages fait vivement désirer la publication prochaine des volumes où M. Zurlinden doit exposer les causes directes de la guerre et aborder le récit des événements[1].

Jean MORIZE.

E. LIPSON. **Europe in the nineteenth Century. An outline history.** Londres, A. et C. Black, 1916. In-8°, IV-298 pages, avec 8 portraits et 4 cartes.

Bref manuel dont la portée ne dépasse pas celle d'un bon précis scolaire. L'histoire d'Angleterre est laissée complètement de côté ainsi que celle de la plupart des petits États. L'auteur s'est borné à résumer le développement politique des grandes puissances continentales. Bien que les questions internationales soient traitées fort brièvement, ce livre, écrit pendant la guerre, doit faciliter au lecteur l'intelligence des événements actuels. Certains chapitres, où l'auteur a pris pour guides quelques bons ouvrages de circonstance récemment parus, seront lus avec intérêt, tels ceux qui sont consacrés à la Russie, à l'Autriche-Hongrie, aux États balkaniques. Mais il y a trop de formules d'une brièveté inexacte (p. 257 : l'Alsace de population en majorité allemande) et de menues erreurs (p. 54 : le roi de Bade).

Jean MORIZE.

1. Nous avons déjà reçu les deux premières livraisons du tome II (N. D. L. R.).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— [Beatrice A. Lees]. *Bibliography of mediæval history, 400 to 1500 A. D.* — Brochure de quarante-sept pages, et qui est le quarante-quatrième fascicule publié par l'Association historique (septembre 1917, au siège de l'Association, 22, Russell Square, Londres). Dans des limites aussi restreintes, l'auteur ne pouvait que faire un choix dans l'énorme masse des publications relatives à l'histoire du moyen âge dans tous les pays de l'Europe chrétienne; elle paraît avoir eu surtout en vue de rendre service aux élèves des universités qui se livrent à des études supérieures; aussi a-t-elle marqué à dessein les bons ouvrages de pure vulgarisation à côté des grands recueils de texte et des principales œuvres de l'érudition contemporaine. A ce public, la brochure de Mlle Lees rendra de réels services et d'autres encore y trouveront leur profit. On peut suggérer à l'auteur un certain nombre de corrections. — Page 6. A l'édition de Grégoire de Tours par MM. Omont et Collon, on pouvait ajouter la nouvelle édition par M. René Pourpardin (1913). — Pages 9-10. Pour les deux Thierry, il fallait distinguer Augustin et Amédée. — Page 11. A la suite de Giesebrecht, dont l'Histoire d'Allemagne est « écrite avec un parti-pris germanique et imprégnée de l'idée que l'Allemagne était destinée à répandre la civilisation dans le monde », on pouvait signaler la thèse présentée, en sens tout à fait opposé, par les livres de M. Raynaud. — Page 16. Avant ou après la brochure de Leeds sur l'archéologie anglo-saxonne, une place était due aux quatre volumes si remarquables de G. Baldwin Brown. — Page 17. Mlle Lees n'a-t-elle pas oublié l'édition d'Asser par Stevenson? — Page 22. A propos de l'Histoire de Jérusalem par Foucher de Chartres, il fallait indiquer la récente édition de Hagenmeyer (1913). — Page 27. Les actes de Philippe-Auguste édités par H.-Fr. Delaborde ont été omis. — Page 30. Le *Recueil des historiens de la France* compte plus de vingt-trois volumes et (p. 31) l'*Histoire littéraire de la France* plus de vingt-huit, etc. Chaque spécialiste trouverait de la sorte des erreurs ou des oublis à signaler, sans cesser d'éprouver de l'estime ou de la reconnaissance pour l'auteur de cette utile bibliographie.

Ch. B.

— J. de Morgan. *Essai sur les nationalités* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, xi-136 p.; prix : 3 fr.). — On ne peut pas dire que M. de Morgan ait serré de très près ce problème si complexe des

nationalités; comme il a beaucoup travaillé, beaucoup lu, beaucoup voyagé, il sème un peu au hasard des indications dont l'histoire et la politique feront leur profit. Quant à ceux qui seront chargés de remanier la carte politique de l'Europe après que l'Allemagne aura été obligée de demander la paix, il est douteux qu'ils puissent s'inspirer des suggestions présentées par M. de Morgan, non seulement parce qu'il laisse dans l'incertitude le principe des nationalités, mais parce qu'il y aura d'autres intérêts en conflit que ceux des nations et de leurs justes revendications. Comme exemple des peuples qui seront, dans un avenir prochain, espérons-le, appelés à restaurer leur nationalité politique, M. de Morgan a choisi le peuple arménien. Il en retrace l'histoire depuis les plus anciens temps; il nous dit les raisons que nous avons d'estimer les Arméniens et leur civilisation. Il raconte quelques épisodes des massacres dont ces malheureux ont été récemment les victimes et indique les mesures que les Alliés victorieux devront prendre pour réparer, autant qu'il sera possible, de telles iniquités. Il termine en invitant les spécialistes à consacrer de véritables études aux autres nationalités opprimées, pour que l'idéal des pacifistes puisse être enfin atteint : celui de la Paix par le Droit. Ch. B.

— Gabriel Arbouin. *Les nations d'après leurs journaux*, avec une préface de M. Paul Lombard (Paris, Bouard, 1917, in-16, 105 p.; prix : 2 fr. 50). — Gabriel Arbouin est un nom à retenir, car celui qui le porta est mort trop tôt, après dix-huit mois d'agonie, à la suite d'une blessure reçue à la tête de sa section, lors de l'offensive de Champagne en 1915. En lui, la France a perdu un penseur et un grand écrivain. Il avait publié, dans *les Écrits français* de mars, avril et mai 1914, un « Petit essai de psychologie de la presse », que M. Paul Lombard publie à nouveau sous le titre que nous venons de citer et avec cette épigraphe inquiétante : « Un pays a la presse qu'il mérite. » La thèse soutenue dans ces pages remarquables n'est illustrée que par deux exemples, ceux de la presse italienne et de la presse allemande; l'étude de cette dernière est complétée par un appendice aussi éloquent que bien documenté sur les *Allemands de Paris*. Un mot suffit à caractériser la valeur de cette œuvre posthume; la guerre ne lui a rien enlevé de son intérêt, au contraire, car plusieurs des critiques que l'auteur nous adresse auraient passé inaperçues ou auraient été dédaignées, alors que l'effrayante expérience des trois ans écoulés depuis leur donne toute leur portée prophétique et met en incomparable relief la vigueur de pensée et la clairvoyance sincère de leur auteur. Même les déceptions russes y sont prévues (p. 98). Nous avons lu bien des essais pour caractériser la mentalité allemande; aucun ne nous semble avoir projeté sur le sujet une lumière aussi éclatante que les quatre dernières pages de cet opuscule. Nous le quittons à regret, en le recommandant chaudement à tout lecteur qui désire vibrer un instant au contact d'une évidente vérité. Th. Sch.

La Guerre.

— *Pages actuelles, 1914-1917;* suite (Paris, Bloud et Gay). — N° 109. Victor Giraud. *Pro Patria.* II. La banqueroute du scientisme. En marge de la grande guerre (recueil de onze courts articles parus dans divers journaux. Le sous-titre désigne le premier et le dernier de ces articles. Le scientisme, tel que l'entend l'auteur, est l'exploitation scientifique de l'art, de la morale, de la politique, de la religion, de la guerre par l'Allemagne. Il est peut-être encore trop tôt pour dire qu'elle a fait banqueroute. Sur la guerre, M. Giraud réédite des essais consacrés à des livres tels que la lettre d'Émile Prüm à Erzberger, le livre *J'accuse*, les ouvrages d'André Chéradame, un excellent exposé de la question concernant la rive gauche du Rhin et le problème de la paix. En marge de la guerre, il reproduit et discute certaines opinions d'écrivains neutres sur les origines de la guerre et sur le caractère français. Un patriotisme de bon aloi et l'élégante netteté de l'exposition font l'attrait de ces petits articles qui méritaient de ne pas sombrer dans l'oubli. Ils ont été rédigés en 1916. M. Giraud écrirait-il encore aujourd'hui les dernières lignes du volume : « Ce qui sortira de cette guerre — il semble qu'on en ait maintenant à Rome une conscience de plus en plus nette — c'est une renaissance du catholicisme » ?). — N° 110. René Chambry. *Pierre Ier, roi de Serbie* (esquisse biographique d'un ton très oratoire). — N° 111. Albert Mousset. *Alphonse XIII et les œuvres de guerre* (détails très précis avec d'utiles renseignements). — N° 112. Amédée Guiard. *Le carnet intime de guerre;* avec une préface de Maurice Barrès (carnet rédigé en Artois du 6 août au 27 septembre 1915; examen de conscience long et douloureux, par un fervent catholique, dont l'âme inquiète est troublée par les exigences constantes d'une vie spirituelle très scrupuleuse et les menues misères ou les souffrances du service militaire dans les tranchées de première ligne). Ch. B.

— *Pages d'histoire, 1914-1917;* suite (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917). — N° 136. *Les communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.* XXX : *Mai 1917.* — N° 139. A. Sartory. Le traitement des plaies de guerre. — N° 140. *Pourquoi nous nous battons* (on reproduit ici un article du général Pétain, tiré du Bulletin des armées de la République, n° 252; un article d'Ernest Lavisse, paru dans le *Temps*, 25 juillet 1917; enfin le discours prononcé par M. Ribot, président du Conseil, à la Chambre des députés, le 5 juin 1917. De ce discours, retenons ces paroles : « Nous cherchons la justice et le droit, nous voulons reprendre ces provinces qui n'ont jamais cessé d'être françaises... Nous ne voulons pas d'annexions violentes; nous voulons simplement la restitution de ce qui nous appartient... » Cette petite brochure de quarante pages, et qui coûte 0 fr. 60, devrait être lue et méditée jusque dans les coins les plus reculés de notre pays). —

N° 141. *Les communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.* XXXI : *Juin 1917.* — N° 142. S. R. *Chronologie de la guerre.* V : *1er janvier-30 juin 1917* (ce volume très détaillé a plus de 300 pages; beaucoup d'extraits de journaux notant l'opinion du moment. On y voit transparaître la grandeur tragique des événements qui se sont accomplis depuis le début de la présente année). — N° 143. Henri WELSCHINGER. *Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France* (on a réédité ici les protestations solennelles de l'Alsace-Lorraine à l'Assemblée nationale de Bordeaux en 1871 et au Reichstag en 1874, les ordres du jour de la Chambre et du Sénat en juin 1917, les déclarations de A. RIBOT, président du Conseil en juin et juillet, le rapport fait au nom de la Commission des affaires extérieures sur la spoliation des biens français en Alsace-Lorraine, des extraits de journaux et des notes personnelles, etc.). Ch. B.

— Général PALAT (Pierre LEHAUTCOURT). *La grande guerre sur le front occidental;* t. I (Paris, Chapelot, 1917, in-8°, 286 p.; prix : 5 fr.). — Ce premier volume a pour sous-titre : *Les éléments du conflit.* L'introduction, d'une brièveté toute militaire, nous dit que, si « le temps n'est pas venu d'entreprendre une histoire approfondie de la guerre..., il a paru possible d'en décrire dans une série d'études partielles les principaux épisodes » et que « la première de ces monographies est consacrée aux causes profondes et occasionnelles de la guerre, à la comparaison morale et matérielle des adversaires en présence et à l'examen des doctrines qu'ils allaient appliquer ». Les chapitres répondent exactement à cette indication : Causes profondes de la guerre — Préméditation allemande — Causes immédiates — Attentat de Sarajevo et ultimatum — Adversaires en présence — Doctrines de guerre en présence. Ce sont naturellement ces deux derniers chapitres qui, émanant d'un écrivain militaire éprouvé et estimé (rappelons au moins sa *Réponse à M. Sembat* — voir page 230 du présent volume — intitulée *l'Alliance franco-allemande et la guerre*, 1914, et *les Probabilités d'une guerre franco-allemande*, 1913), attireront surtout le lecteur déjà au courant en général des éléments politiques et diplomatiques de la lutte tels qu'ils sont exposés dans les quatre premiers chapitres. Le premier, dans son résumé historique des origines de la Prusse, est faible. On y trouve même de véritables erreurs qui déparent ce bel ouvrage. Ainsi on ne peut dire (p. 10) que les Hohenzollern succédèrent aux *Brandebourg.* Quelques lignes plus loin, autre inexactitude : on sait que c'est le 18 janvier 1701 que Frédéric se fit couronner roi à Kœnigsberg d'où la date du 18 janvier 1871 choisie pour la proclamation du nouvel empire. D'autre part, Ulric de Hutten est assez connu en histoire pour que l'expression « un certain Hutten » (p. 24) étonne. *Les Assises du XXe siècle* (p. 32) ont été aussitôt traduites en français, et non « récemment ». P. 38, l. 2, lire *Adolf;* p. 55, l. 1 : *losschlagen.* Enfin, comment Louis et Othon de Bavière, morts fous, sont-ils « cousins » de Frédéric-Guillaume IV de Prusse (p. 70, n. 1)?

D'autres passages, au contraire, viennent fort à propos. C'est ainsi qu'il nous semble très utile, en ce temps où l'on oublie si vite ce qui a précédé la guerre, de rappeler l'article d'un professeur français bien connu paru dans la *Frankfurter Zeitung* du 23 avril 1913 sous ce titre : *Ein kostspieliges Gespenst*, ainsi que la protestation des 360 universitaires dirigés par M. Anatole France contre le service de trois ans et *l'affolement militaire, pour la dignité nationale* (p. 48 et 49), sans parler du Congrès de Chambéry (1912) et de celui des Amicales de 1913. Ces faits sont à retenir pour nous apprendre à mettre un peu plus de modestie dans nos jugements et de retenue dans nos pronostics.

Ce premier volume du général Palat est très intéressant et les suivants le seront probablement encore davantage; car il pourra s'y mouvoir exclusivement dans son domaine propre, où sa compétence est incontestable. Th. Sch.

— Luigi Barzini. *La guerre moderne sur terre, dans les airs et sous les eaux* (Paris, Payot, 1917, in-16, 263 p.; prix : 3 fr. 50). — Le nouveau volume que Luigi Barzini nous donne après les *Scènes de la grande guerre* et *En Belgique et en France* a été également traduit par Jacques Mesnil. Le titre indique les trois groupes d'articles dont il se compose et dont voici les sous-titres : *Problèmes inattendus de la guerre* (triomphe de la tranchée et crise de l'offensive), *la Guerre dans les airs* (description des grands progrès de l'aviation hâtés par les nécessités de la lutte; représailles italiennes contre Loubliana en février 1916, chasse dans l'air et dans l'eau près de Brindisi, nuit vénitienne troublée par des avions autrichiens), *Lettres de la mer*, mai et juin 1916 (guerre à l'invisible, c'est-à-dire pêche des mines, escadrilles en mission, dans les eaux de l'ennemi, en sous-marin à fleur d'eau et sous les eaux). Correspondant de guerre et écrivain de talent, l'auteur décrit ce qu'il a vu et éprouvé lui-même. Ses récits ont une grande intensité de vie. Th. Sch.

— Frédéric Masson. *Guerre de religions* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 109 p.). — Le volume se compose de quinze articles (plus une introduction) parus depuis la guerre dans l'*Écho de Paris*, le *Gaulois*, *Excelsior* et destinés à prouver que, à côté de la guerre de conquête et de destruction économique, les Prussiens poursuivent une guerre religieuse « ayant pour objectif l'écrasement de la religion catholique ». C'est la généralisation passionnée et partiale d'une thèse appuyée sur des faits isolés et dont une grande partie peut recevoir une autre explication; on sait d'ailleurs que les catholiques forment la majorité dans le camp de nos adversaires. Th. Sch.

— Raymond Genty. *La flamme victorieuse*. Carnet de route. Trois étapes du 20e corps : Haraucourt-Fouquescourt-Hébuterne (Paris-Nancy, Berger-Levrault, in-12, 325 p.; prix : 3 fr. 50). — Un « homme de lettres », devenu caporal par les hasards de la mobilisation, déploie son talent d'écrivain dans un ouvrage de circonstance, remarquable par son entrain, sa verve et sa modestie. Ce « carnet de campagne »,

facile à lire, décrit les premiers jours de la guerre, avec leur enthousiasme, leur pittoresque et leur imprévu. Qu'il s'agisse du « baptême du feu » avec les émotions qu'il implique, de la « charge à la baïonnette » avec ses conséquences douloureuses, de la « vie de tranchée » avec ses angoisses, des souffrances qu'éprouve un blessé et de la détente dont il jouit en se trouvant « dans un lit blanc d'hôpital », chaque page apporte un détail qui attire, une constatation qui « secoue » et il en est toujours ainsi dans ce livre, un des plus attrayants dans le genre. Ch. D.

— Louis MADELIN. *La mêlée des Flandres. L'Yser et Ypres* (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-12, XVIII-235 p., avec 3 cartes; prix : 3 fr.). — On retrouvera dans ce petit volume les articles vivants et substantiels que M. Madelin a donnés en juillet et août 1917 dans *Revue des Deux Mondes* et que nous avons déjà analysés (voir t. CXXVI, p. 186 et 405). Officier attaché à un état-major, il a pu avoir des informations de première main; il a mis en outre à profit quelques faits nouveaux signalés par M. Dauzet dans son volume sur *la Bataille des Flandres*. Ainsi chacun apporte sa pierre à l'énorme et sanglant édifice, arc de triomphe ou calvaire, de la présente guerre. Ch. B.

— Lieutenant PÉRICARD. *Ceux de Verdun* (Paris, Payot, 1917, in-12, 249 p.; prix : 3 fr. 50). — Ceux qui ont déjà lu les vivants récits du lieutenant Péricard : *Face à face* et *Pâques rouges*, voudront lire en outre le récit des terribles journées que subit le 95e de ligne en février 1916, quand les Allemands se ruèrent sur Verdun. Leur émotion grandira de toute l'importance prise par la bataille et par l'enjeu attaché à son issue. Peut-être trouveront-ils çà et là, bien que l'auteur s'en défende, quelque recherche d'effet littéraire; mais ils éprouveront l'âpre plaisir d'avoir pénétré dans l'âme de ces troupes héroïques dont la constance finit par lasser l'effort des ennemis. Ch. B.

— Gaston JOLLIVET. *L'épopée de Verdun, 1916*. Préface du lieutenant-colonel ROUSSET (Paris, Hachette, 1917, in-12, 272 p.; prix : 3 fr. 50). — L'ouvrage, dans lequel M. Jollivet s'est proposé de raconter la bataille de Verdun, est d'une lecture facile; il contentera sans doute la masse des lecteurs à laquelle il est destiné. L'auteur suit en général l'ordre chronologique en ayant soin de rendre plus vivant par des récits individuels l'exposé qui serait nécessairement un peu sec de faits purement militaires. Mais son ouvrage est composé en trop grande partie d'extraits de journaux (*Écho de Paris*, *Matin*, *Gaulois*, *Times*, *Illustration* et *Bulletin des armées*), dont il ne cite ni les dates, ni les auteurs. Le même défaut est à relever pour les récits individuels. M. Jollivet n'a pas eu de documents proprements dits à sa disposition, et c'est ce qui diminue la valeur historique de son livre. Un critique pointilleux pourrait le chicaner sur le plan et lui reprocher de n'avoir pas bien su situer la bataille de Verdun dans l'histoire de cette immense guerre. On est obligé de feuilleter le livre ici et là pour avoir un aperçu rapide de la biographie des généraux qui ont pris part à l'affaire de

Verdun. En somme, cette bataille acharnée de Verdun avec ses débuts et ses causes, son développement et ses conséquences, n'a pas encore eu son historien. La partie la plus intéressante du livre de M. Jollivet est celle qui expose l'immense effort matériel fait par la France dans cette région. L'ouvrage est accompagné d'une carte trop minuscule pour porter tous les noms de localités que l'on rencontre dans le récit qui, faute d'une carte plus ample, reste un peu obscur. Page 16, lire la Laufée pour la *Laurée*. La préface de M. le lieutenant-colonel Rousset est brillante, mais généralise trop. Pourquoi, dans l'éloge donné aux territoriaux, « modestes travailleurs de l'arrière », oublier que ces territoriaux étaient à la cote 304 et à Thiaucourt, qui ne sont pas à l'arrière, que je sache? R. M.

— Paul FIOLLE. *La Marsouille*. Préface du Dr Georges DUMAS (Paris, Payot, 1917, in-16, XIII-252 p.; prix : 3 fr. 50). — La Marsouille, c'est le corps des Marsouins, autrement dit de l'infanterie coloniale. Paul Fiolle servit dans un de ses régiments en qualité de médecin aide-major, depuis le début de la guerre jusqu'au 2 juillet 1916, où il fut tué sur la Somme après avoir mérité cinq citations à l'ordre du jour. Dans des notes prises au jour le jour et publiées telles quelles, il analyse ses impressions et raconte les faits où il a été acteur et témoin. S'il ne se bat pas, ce dont il enrage parfois, il est souvent appelé par son service en toute première ligne. Dans ces conditions, il a pris part à l'offensive française sur la Meuse en août 1914, à la retraite de Charleroi, à la bataille de la Marne. Des fatigues, des misères physiques, des privations de toutes sortes, pendant ce terrible mois d'août, avaient épuisé ses Marsouins; la retraite continue, incompréhensible, avait mis leur moral à une rude épreuve; mais quand on s'arrêta enfin sur la Marne, quand on sut qu'on allait rester là sans reculer chaque soir en abandonnant par ordre les positions qu'on avait défendues pendant tout le jour et les corps inanimés des camarades, l'espoir rentra dans les cœurs. « Quand on repartit à la poursuite des Allemands, nos troupes n'étaient plus les mêmes que celles qui, six jours plus tôt, revenaient de Belgique, serrées de près par l'ennemi. Rien n'y était changé, si ce n'est l'esprit » (p. 189). On ne lira pas sans émotion ces notes qui peignent avec tant de sérénité la vie, à l'ordinaire si accablante, du soldat en campagne, et les horreurs de la guerre. Ch. B.

— Commandant BRÉANT. *De l'Alsace à la Somme. Souvenirs du front, août 1914-janvier 1917* (Paris, Hachette et Cie, 1917, in-16, 250 p.; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »; prix : 3 fr. 50). — Les mémoires parus jusqu'à présent sur le grand conflit européen ne se rapportent en général qu'à quelques mois, une année au plus, de campagne; le commandant Bréant nous raconte ses impressions de guerre pendant deux années et demi. Au début des hostilités, il se trouve à Grandvillars sur le territoire de Belfort, comme officier de dragons; il a la grande joie d'entrer le 7 août en Alsace annexée[1],

1. Les noms de lieux alsaciens ne sont pas toujours bien orthographiés; lire

où il demeure jusqu'au 23. Il prend part aux luttes de la cavalerie en Lorraine et sur la Marne; il entre dans les tranchées à Bienvillers-aux-Bois (Pas-de-Calais) face aux tranchées allemandes de Monchy. Nommé chef d'escadron en juillet 1915 et affecté à un régiment de hussards, il est versé en mars 1916 dans l'infanterie et assiste à l'admirable défense de Verdun en avril et mai, puis, après un séjour en Champagne, nous le trouvons sur la Somme d'octobre 1916 à janvier 1917. Il nous rapporte très simplement et brièvement ce qu'il a vu. Il écrit, p. 173, alors qu'il gardait les tranchées en avant de Verdun : « Pour éviter tout entraînement vers le moindre développement littéraire, même empreint d'une parfaite sincérité, je noterai toute chose comme sur un horaire. » C'est bien là le caractère de son livre qui nous conduit d'étape en étape sur tout le front occidental; mais, comme le commandant Bréant a été présent à toutes les grandes et belles actions, comme il a marqué son itinéraire par des traits d'héroïsme, le lecteur prend le plus poignant intérêt à ces notes alertes et sincères; il éprouve la plus haute estime pour ce soldat, tout épris de son métier, animé du plus noble sentiment de l'honneur et prêt à tous les sacrifices. C. Pf.

— Testis. *L'expédition des Dardanelles, d'après les documents officiels anglais* (Paris, Payot, 1917, in-16, 248 p.; prix : 3 fr. 50). — L'auteur de ce volume a d'abord exposé, d'après les documents anglais, l'activité de la marine franco-anglaise d'août 1914 au mois d'avril 1915, puis il a traduit les deux rapports, si précis, du général Sir Ian Hamilton : l'un sur les opérations du 25 avril au 3 mai 1915, l'autre sur celles de la période allant du 5 mai au 30 juin. A la suite, il a traduit également le rapport du vice-amiral de Robeck sur le débarquement des corps anglais et français pendant les journées des 25 et 26 avril. Enfin, il a retracé la suite des opérations dans la presqu'île de Gallipoli du 30 juin 1915 au mois de janvier 1916, d'après les autres rapports de Sir Ian Hamilton. L'auteur n'a pas quitté Sebdul-Bahr durant cette dernière période, son témoignage devra donc être joint à ceux du général en chef et de l'amiral. D'ailleurs, il ne s'attache qu'aux faits sans vouloir établir les responsabilités de chacun dans la poursuite et dans l'échec de cette entreprise, même dans son dernier chapitre intitulé : « Pourquoi l'échec des Dardanelles? » A cette question, il répond qu'on ne s'était pas fait à une idée exacte des moyens militaires de la Turquie, et d'autre part qu'il y eut beaucoup de flottement et d'indécision dans la mise en œuvre du plan anglais. Tout cela est fort instructif. Ch. B.

— Silva Vildosola. *Le Chili et la guerre.* Traduit de l'espagnol par Cardozo de Bettencourt (Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 71 p.; prix : 1 fr. 80). — Dans ce petit livre, M. Vildosola expose d'une façon magistrale les conséquences de la guerre pour le Chili. Il montre cette

— nous donnons les formes de 1868 — Bollwiller, Bergholtz, Orschwihr (p. 40 et 41).

nation vivant de ses nitrates et perdant en peu de temps ses ressources financières par suite de l'arrêt du trafic maritime avec l'Europe. Il dépeint avec force le sans-gêne cynique avec lequel les Allemands, installés quasiment en maîtres économiques du pays, grâce à leurs banques et leur bonne organisation commerciale, voyant presque dans le Chili un de leurs protectorats, ont abusé de la neutralité de cette nation tenue dans l'ignorance des événements de la guerre. Le gouvernement anglais, plus intéressé à rétablir le commerce avec l'Amérique du Sud, provoqua une réaction anti-germanique dont l'auteur nous expose les causes morales, nationales et économiques, et tout fait pressentir que le Chili se joindra bientôt à la coalition du monde contre les Hohenzollern. R. M.

— *Les prisonniers allemands au Maroc* (Paris, Hachette, 1917, in-8°, 55 p., avec 32 pl.; prix : 2 fr.). — Ce livre répond à la campagne de calomnies entreprise par l'Allemagne au sujet du régime imposé à ses prisonniers au Maroc; les Allemands se servirent de ce prétexte pour créer des camps de représailles. Le témoignage des délégués du comité international de la Croix-Rouge et celui de prisonniers même prouvent la fausseté de ces accusations. M. R.

— Dr DE CHRISTMAS. *Le traitement des prisonniers français en Allemagne*. Préface du Dr Maurice LETULLE (Paris, Chapelot, 1917, petit in-8°, 175 p.; prix : 3 fr.). — C'est l'histoire des misères, des supplices continuels subis par nos prisonniers en Allemagne. Les dépositions des rapatriés et des internés en Suisse ont un caractère de sincérité et de douleur qui ne trompe pas. La Suisse a heureusement recueilli sur son territoire ces victimes dont la jeunesse est flétrie et que la tuberculose due aux mauvais traitements menace dans l'avenir. M. R.

— Edm. PIONNIER. *Verdun à la veille de la guerre*. Édition complétée par une notice sur *Verdun en 1917*, par Ernest BEAUGUITTE (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-4°, 68 p., 43 dessins de KONARSKI, 8 photographies; prix : 4 fr.). — Cette excellente étude historique et monumentale sur Verdun, due à un ancien professeur du collège, mort depuis, et illustrée par les jolis dessins de Konarski, a paru quelque temps avant la guerre dans un *Annuaire de la Meuse*. Depuis ce temps, une page glorieuse s'est ajoutée à l'histoire de cette cité, et la maison Berger-Levrault a été bien inspirée en réimprimant ce travail. M. Ernest Beauguitte l'a fait précéder d'une introduction vibrante où il nous décrit la ville en son état actuel après les terribles assauts qu'elle a subis. Verdun a dit aux barbares, selon l'inscription que porte la médaille frappée en son honneur : « On ne passe pas. » C. PF.

— Capitaine MARABINI. *Les Garibaldiens de l'Argonne* (Paris, Payot et Cie, 1917, in-8°, 336 p.; prix : 3 fr. 50). — Récit des combats soutenus en Argonne (à Bolante, au ravin de Meurissons, au Four de

Paris) pendant huit mois par les Garibaldiens. L'auteur, l'un d'entre eux, traite ce sujet comme une épopée et nous présente toute la témérité juvénile, l'amour du danger inné en ces descendants des révolutionnaires italiens, qui se sont résignés difficilement à la guerre de tranchées. M. R.

— Georges BONNET. *L'âme du soldat* (Paris, Payot, 1917, in-16, 264 p.; prix : 3 fr. 50). — Ceci est moins un livre d'histoire qu'une étude de psychologie et même encore de morale civique, car l'auteur, s'il décrit l'âme du soldat d'aujourd'hui, pense davantage au citoyen qu'il redeviendra demain, quand sera enfin réalisé son vœu le plus ardent : « si jamais on a le bonheur de rentrer chez soi ». En appendice, quatre courts essais intitulés : la légende du Boche, le manuel de guerre allemand et les conventions de La Haye, le sentiment de l'invulnérabilité et les hésitations d'un soldat. Ch. B.

— Abbé Jean DESGRANGES. *La religion et la guerre* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-12, 127 p.). — C'est une série de sept conférences faites par un aumônier militaire. Elles posent quelques problèmes théologiques comme le suivant : pourquoi Dieu permet-il la guerre? quelques problèmes historiques : ce que l'Église pense de la guerre, ce qu'elle a fait contre elle (paix et trêve de Dieu); elles évoquent le souvenir de Jeanne d'Arc. L'abbé Desgranges a dépeint aussi à ses auditeurs les spectacles qu'il a vus, les fatigues endurées par nos soldats, leurs actions d'éclat, leur mort héroïque. C. PF.

— J. W. PROTHERO et Alex. J. PHILIP. *Catalogue of war publications* (Londres, Murray, 1917, in-8°, VI-259 p.; prix : 2 sh. 6 d.). — M. Prothero a déjà fait paraître deux éditions du Catalogue des publications relatives à la guerre. Sa mince plaquette du début est devenue un livre pour lequel il s'est assuré l'assistance de M. Alexandre J. Philip. Le volume s'arrête au mois de juin 1916; il est divisé en cinquante-trois sections et se termine par un index des noms d'auteurs et de matières qui renvoie non aux pages, mais au numéro des sections. Ainsi le célèbre ouvrage *J'accuse* est marqué sous le n° 33, qui est celui de la section « Causes et conséquences de la guerre » et se trouve page 57; il reste anonyme. Ch. B.

HISTOIRE DE FRANCE

— Jacques SOYER. *Identification de la localité gallo-romaine d'Arculla, mentionnée par le géographe anonyme de Ravenne* (Paris, Imprimerie nationale, 1916, in-8°, 7 p.; extrait du *Bulletin des Sociétés savantes*, section de géographie). — Le géographe de Ravenne, qui écrivait à la fin du VIIe siècle, mentionne entre Briare et Orléans une station d'*Arculla*. C'est aujourd'hui le hameau d'Arcole (135 habitants), de la commune de Nevoy, canton de Gien; il est situé sur le « chemin perré », ancienne voie romaine d'Autun à Orléans.

C. PF.

— Ernest LANGLOIS. *Le roman de la Rose par Guillaume de Lorris et Jean de Meun*, publié d'après les manuscrits; t. I (Paris, Didot, Société des anciens textes français, 1914). — Ce tome Ier contient l'Introduction qui traite du roman et de ses auteurs, des manuscrits, des rimes et de la langue. Sur Guillaume de Lorris et sur Jean de Meun, dit Chopinel (ou Clopinel), M. Langlois a réuni et discuté les rares textes qui sont parvenus jusqu'à nous; il n'a traité qu'incidemment dans ce volume de la valeur littéraire de l'ouvrage et de l'intérêt qu'il présente comme tableau de la société française au temps de saint Louis et de Philippe le Bel. Une œuvre de fiction et d'enseignement moralisé dont on connaît près de 300 ms. appartient à l'histoire. On ne s'étonnera pas qu'un volume imprimé en 1914 n'ait pu être mis en vente qu'à la fin de 1917. Attendons maintenant le texte. Ch. B.

— L.-H. LABANDE. *Trésor des chartes du comté de Rethel*, publié par ordre de S. A. S. le prince Albert; t. IV. Appendices et table générale des noms (Monaco et Paris, A. Picard, 1916, XXIII-698 p.). — Charles de Gonzague, duc de Mantoue, vendit son duché de Rethel au cardinal Mazarin et ce dernier, en mourant, le laissa à Armand-Charles de La Porte qui avait épousé Hortense Mancini et qui prit le titre de duc de Mazarin. Au cours du XVIIIe siècle, par suite d'un mariage, le duché de Rethel échut aux Grimaldi en même temps que les seigneuries alsaciennes de Thann, Belfort, Ferrette, que le cardinal s'était fait concéder en 1659 par Louis XIV; et voilà comment les archives de l'ancien comté de Rethel, qui fut érigé en duché en 1581, se trouvent à Monaco. Mais au moins le prince de Monaco a-t-il voulu que les anciennes chartes de Rethel, jusqu'en l'année 1490, fussent publiées dans la belle collection historique à laquelle il a bien voulu attacher son nom, et il a confié ce soin à MM. Gustave Saige et Henri Lacaille. Les deux premiers volumes parurent en 1902 et 1904 (cf. *Rev. histor.*, t. LXXXI, p. 310), le troisième, dû à M. L.-H. Labande, en 1911 (cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 121), après un long intervalle. Pour ces trois tomes il s'agissait de dresser la table des matières, puis il fallait faire connaître des documents qui avaient été découverts depuis leur publication. M. L.-H. Labande, poursuivant son œuvre, s'est acquitté de cette tâche et vient de donner un tome IV. Ce tome comprend trois appendices, puis la table. L'appendice I reproduit les chartes d'un cartulaire de Rethel du XIVe siècle, entré à la Bibliothèque nationale en 1892-1893, du moins celles de ces chartes dont les originaux n'existent plus dans le fonds de Rethel à Monaco; elles sont exactement au nombre de 200 et s'échelonnent du 22 juin 1168 ou 1169 au 23 septembre 1451. L'appendice II publie les mentions faites par d'anciens inventaires (inventaire de Michel de Marolles, abbé de Villeloin, dans la collection des Cinq-Cents Colbert, numéros 281 à 287, rédigé de 1638 à 1641 et cinq autres plus défectueux) de chartes aujourd'hui disparues. Les mentions sont au nombre de 625

et vont du 9 juillet 887 au 12 janvier 1489. Sous le numéro 1, on trouve la trace d'un diplôme de Charles le Gros accordant la terre de Donchery « aux religieux du monastère et abbaye de Saint-Médard et de Saint-Sébastien de Soissons, pour convertir à l'usage de leurs loyers et pour secourir aux nécessaires ruines et évidentes persécutions d'icelle église et abbaye ». L'appendice III contient 43 pièces, de septembre 1200 au 16 septembre 1480, que de nouvelles recherches ont fait retrouver au trésor des chartes du comté. Suivent des additions et corrections aux quatre volumes.

La table générale des noms de personnes et de lieux (p. 417 à 695) est faite avec le soin le plus minutieux. On y reproduit en italique toutes les formes anciennes de ces noms, en caractères ordinaires les formes actuelles. M. Labande a vérifié sur les originaux les noms reproduits dans les deux premiers tomes où ils sont parfois donnés de façon défectueuse et il a rectifié de mauvaises identifications. Cette table contient donc une série d'*errata*, mais surtout elle rend les recherches très faciles dans les quatre volumes. Des articles comme celui de Mézières, où sont indiqués les rues, les moulins, les maisons cités dans les documents, les divers fonctionnaires, les églises, les hôpitaux, les mentions des Lombards, sont infiniment précieux : l'érudit qui voudrait écrire une histoire de Mézières y trouverait tous les éléments de son travail.

A ces quatre volumes du Cartulaire s'ajoute un cinquième qui a été distribué en 1914 et qui contient la description la plus précise des sceaux du trésor des chartes de Rethel. C'est sans doute la collection de sceaux la plus complète de seigneurs du moyen âge que l'on possède. C. Pf.

— Henri Waquet. *Comment étaient traités les prisonniers de guerre en Bretagne à l'époque de la guerre de Trente ans* (Quimper, Leprince, 1917, in-8°, 14 p.; extrait du « Bulletin de la Société archéologique du Finistère », t. XLIV). — L'auteur, qui est archiviste du Finistère, a trouvé à la Bibliothèque nationale et publie une « Lettre missive de Louis XIV au gouverneur de Quimper concernant l'envoi de quarante-trois prisonniers de guerre espagnols », 1er septembre 1646. Il y ajoute un commentaire à l'aide de pièces fournies par les archives locales. Il montre que la ville de Quimper et les autres villes de Bretagne qui, dans les années suivantes, reçurent un nouveau contingent de prisonniers, étaient peu flattées d'avoir à payer l'entretien et à exercer la surveillance de ces hôtes qu'on leur imposait. Il note qu'en raison des mauvais traitements que les Espagnols faisaient subir aux nôtres pris en Flandre, le roi ordonna de rendre plus sévère la captivité des prisonniers, mais en recommandant qu'ils fussent toujours traités avec humanité. Ch. B.

— *Correspondance de Bossuet*. T. X : *Juin 1698-décembre 1698* (Paris, Hachette et Cie, 1916, in-8°, 488 p.). — Le tome X de l'édition

de MM. Ch. Urbain et E. Lévesque est entièrement occupé par l'affaire de la *Relation du quiétisme* et surtout rempli par la correspondance de l'abbé Bossuet. Aux appendices, des « documents sur les réunis »; on y voit que les scrupules de Bossuet n'étaient pas du goût de tout le monde. Les éditeurs réimpriment ici le mémoire donné avec d'autres par M. J. Lemoine. Suivent diverses lettres sur le quiétisme qui complètent et éclairent la *Correspondance*. H. Hr.

— *Mémoires de Saint-Simon*, édités par A. de Boilisle avec la collaboration de L. Lecestre et de J. de Boilisle; t. XXVIII (Paris, Hachette et Cie, 1916, in-8°, 566 p.). — Malgré la guerre, la monumentale édition continue à paraître. Ce tome (suite de 1715) est consacré tout entier aux fameuses réflexions de Saint-Simon sur le règne de Louis XIV. On sait que c'est une mine pour les historiens, mais une mine où tous les filons ne sont pas d'égale qualité. La patience et l'érudition des annotateurs en font un instrument de travail des plus précieux : ils rectifient les erreurs plus ou moins involontaires de l'irascible marquis. Le volume, comme à l'ordinaire, contient les additions au *Journal de Dangeau*. Il est complété par d'autres documents, notamment par deux mémoires sur Louvois (contre Louvois) dont l'un pourrait bien être de Saint-Évremond, et par des lettres sur les incendies du Palatinat. Comme les destructeurs de Heidelberg, de Worms, de Spire nous apparaissent timides, timorés même, hésitants, modérés, humains encore en quelque mesure, aujoud'hui qu'une histoire plus récente nous a vraiment appris ce que c'était vraiment que détruire et piller! H. Hr.

— Yves Guyot. *La question de l'alcool* (Paris, Félix Alcan, in-12, 1917, 288 p.; prix : 3 fr. 50). — « L'esprit autour d'une bouteille de vin de Champagne ou d'un *maas* de bière n'est pas identique. Enlever à la France le vin et l'eau-de-vie, ce serait supprimer une partie des qualités qui en font le charme, en constituent le rayonnement et l'influence. » Ainsi s'exprime M. Yves Guyot dans une conclusion qui illustre à merveille des jugements parfois discutables : l'alcool est un aliment et non un poison; les « sociétés de tempérance » sont un danger pour le pays; l'excès de boisson ne provoque pas nécessairement la criminalité, la diminution de la natalité ne vient que du malthusianisme des classes riches. On trouve au cours de l'ouvrage des statistiques intéressantes, des détails curieux qui, malheureusement, étayent toujours des « raisonnements par trop pamphlétaires » contre les diverses « Croix-Bleues » et les parlementaires qui les soutiennent. Ch. D.

Histoire d'Allemagne.

— Paul Gautier. *Un prophète, Edgar Quinet* (Paris, Plon, 1917, in-16, 380 p.; prix : 3 fr. 50). — Plusieurs fois depuis le début de la guerre, des allusions ont été faites aux prédictions d'Edgar Quinet qui,

dès 1830, avait prévu le développement de l'impérialisme allemand et en avait signalé la menace. Ces prédictions sont contenues dans une série de brochures et d'articles publiés de 1831 à 1842 et qui ne sont reproduits dans les éditions des œuvres complètes qu'avec des coupures et des modifications. M. Paul Gautier a reconstitué la suite de ces écrits en la complétant par des articles de 1867 et des proclamations de 1870-1871, où nous voyons se développer la pensée de l'auteur en même temps que les événements prévus par lui. L'intérêt de cette publication serait médiocre si Edgar Quinet nous apparaissait simplement comme un devin dont la clairvoyance serait un effet du hasard. La valeur de ces pages est dans la profondeur des jugements qui, malgré les apparences et les préjugés contemporains, ont été portés sur la mentalité et l'avenir de l'Allemagne. Alors que la France vivait sur l'idée d'une Allemagne rêveuse, débonnaire et anarchique, Quinet avertit que cette conception, exacte pour le XVIIIe siècle, est désormais surannée. La Révolution française, les conquêtes napoléoniennes, puis Leipzig, Waterloo et les traités de Vienne ont fait naître un nationalisme allemand; la science et la littérature sont devenues des liens pour la vie nationale; l'orgueil germanique croît démesurément en même temps que la haine des races latines et que les ambitions politiques. L'Allemagne a trouvé la Prusse comme guide de ses destinées; elle n'attend plus qu'un homme pour en finir avec la France. La valeur de ces pages est plus encore dans l'ampleur des vues qui s'étendent également à la France et à toute la civilisation moderne. L'idée qui en fait le fond, c'est que les événements politiques, auxquels les historiens s'attachent trop exclusivement et qu'ils considèrent comme se suffisant à eux-mêmes par leur continuité logique, ne sont qu'une partie dans les manifestations de la vie nationale : ils expriment tout un héritage d'idées et, réciproquement, celles-ci ont une tendance à se traduire en actes. On ne saurait trop remarquer la portée générale de cette pensée sur l'unité allemande : « Cette unité... c'est le développement nécessaire, inévitable de la civilisation du Nord... Nous n'avions pas compté que tous ces systèmes d'idées, cette intelligence depuis longtemps en ferment et toute cette philosophie du Nord... aspireraient aussi à leur tour à se traduire en événements dans la vie politique. »

Nous ne pouvons qu'apprécier sans réserves et l'intérêt de ces textes et les commentaires si riches d'information dont leur éditeur les a accompagnés. R. D.

— Adolphe ADERER. *Les Allemands de toujours* (Paris, Calmann-Lévy, 1917, in-16, XI-316 p.; prix : 3 fr. 50). — Autrefois les voyageurs français en Allemagne exaltaient le pays aux ruines pittoresques, décor naturel pour un drame romantique; ils vantaient la bonhomie des habitants, leur simplicité; mais les illusions sont tombées et aujourd'hui nous avons appris à connaître les Allemands et leur fond de férocité et de bêtise. Ne faisons pas de distinction entre les Allemands de l'époque de Gœthe et de Schiller et les Allemands sur lesquels la

Prusse a étendu son empire et dont elle a façonné les âmes. Ce sont les « Allemands de toujours » que M. Aderer veut nous représenter en une série de petits articles qui ont paru dans le *Temps*, un peu au hasard de ses lectures et de ses souvenirs. Ces articles sur les junker, les étudiants, la caste, « leur physionomie », leur « boulimie », « leurs plaisanteries », etc., s'ils ne sont pas méchants et ne suscitent pas l'indignation, se lisent avec un certain plaisir et, par les anecdotes dont ils sont émaillés, amusent. M. Aderer nous conduit à la cour de Vienne comme à celle de Berlin; notons au passage les portraits qu'il trace des empereurs Léopold (1658-1705) et Charles IV (1711-1740). Il met les Magyars et les Bulgares dans le même sac que les Allemands. Dans un autre compartiment, il place les articles sur les Alliés : les Serbes, les Roumains qu'il appelle « le bouclier latin », les Anglais, les Américains, et il termine par l'éloge des femmes d'Alsace, les demoiselles de Berckeim, la baronne d'Oberkirch, Antoinette Lix qui fut le lieutenant Tony, et la fiancée d'Euloge Schneider. L'anecdote sur cette dernière, qu'il emprunte à M. Le Roy de Sainte-Croix — bien médiocre autorité — est controuvée. C. Pf.

Histoire de Belgique.

— Fernand Van Langenhove. *Le Dossier diplomatique de la question belge*, recueil de pièces officielles avec notes (Bruxelles et Paris, G. Van Oest et Cie, 1917, in-8o, 416 p.; prix : 4 fr.). — La Belgique reste toujours le centre du conflit mondial. Avec l'Alsace-Lorraine, elle justifie son acharnement, elle en établit le principe. Lors des pourparlers de paix, elle constituera le « morceau de résistance ». Afin d'éclairer les consciences sincères, l'auteur coordonne toutes les pièces éparses du dossier : documents diplomatiques, articles du *Temps* ou de la *Norddeutsche allgemeine Zeitung*. Depuis le traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, et garanti par les grandes puissances, le 18 avril 1839, jusqu'à la note du 10 janvier 1917, par laquelle le gouvernement d'Albert Ier répond à l'appel adressé par le président Wilson aux belligérants, toutes les conversations, toutes les menaces et tous les marchandages auxquels a été soumise la malheureuse nation, sont exposés dans l'ordre chronologique et le plus souvent avec méthode. Cependant, on peut regretter que M. Van Langenhove s'en soit tenu trop strictement à ces textes et qu'il n'ait pas cité parfois le *Times*, le *Berliner Tageblatt* ou tel autre commentaire de la « grande presse européenne ». Une annotation plus copieuse aurait donné plus d'ampleur et plus de clarté, sans en diminuer l'intérêt, à ces paroles prononcées, le 8 août 1870, par Gladstone, à la Chambre des Communes et à l'occasion du conflit franco-allemand : « Si la neutralité de la Belgique était violée par l'un des belligérants, consentir à rester tranquillement à l'écart, assister en témoin à la perpétration du crime le plus infâme qui ait jamais souillé les pages de l'Histoire, serait devenir le complice du forfait. » Ch. D.

— Parmi les publications pangermanistes, on n'a pas assez remarqué celles qui préconisent l'annexion de la Belgique au nom des besoins économiques de l'Allemagne. L'une des plus curieuses sous ce rapport est la brochure du Dr H. Losch, de Stuttgart, publiée sous le titre : *Der mitteleuropaeische Wirtschaftsblock und das Schicksal Belgiens* (Leipzig, 1914, in-8°, 43 p.). Elle tend à prouver que l'annexion de la Belgique est nécessaire parce qu'elle est... « dans la nature des choses ». L'auteur invoque l'autorité du professeur R. Kjellèn, de Gothenburg, d'après lequel l'Allemagne est le représentant naturel de l'Europe. Dès lors, la Belgique a tout à gagner d'une incorporation à l'Allemagne ; celle-ci, d'ailleurs, dit l'auteur, ne fait pas la guerre au peuple belge, mais à son gouvernement. Quant à l'enfantement de la plus grande Allemagne, il est nécessairement douloureux, suivant lui, ce qui explique les souffrances qu'elle doit endurer actuellement. Le motif de nécessité sert, on le voit, à expliquer beaucoup de choses. — Dr P. Ehlers (de Hambourg) s'inspire du même principe dans un travail intitulé : *England, Antwerpen und die Belgische Barriere* (Hambourg, 1916, in-8°, 72 p.). « La nécessité naturelle, dit-il, triomphera de tous les obstacles que l'égoïsme étroit des petits hommes peut lui opposer. » Il considère sans doute que l'un de ces obstacles est la critique historique, car il n'hésite pas à l'écarter en exposant les différentes phases des rapports entre la Belgique et l'Angleterre. Il va jusqu'à prétendre que la neutralité de la Belgique n'était pas garantie par les puissances qui la lui avaient imposée en 1831. A cet effet, il travestit l'opinion du jurisconsulte belge E. Nys, professeur à l'Université de Bruxelles, auteur de nombreux ouvrages très appréciés sur le droit international ; il lui attribue la thèse allemande que la neutralité de la Belgique pouvait être violée. V. D. L.

— Léon Van der Essen. *The Invasion and the War in Belgium* (London, F. Unwin, in-8°, 356 p. Il existe de cet ouvrage également une édition française : *L'invasion allemande en Belgique. De Liège à l'Yser; avec une esquisse des négociations diplomatiques précédant le conflit.* Paris, Payot, 1917, in-8°, 564 p.; prix : 7 fr. 50). — L'auteur de ce livre, professeur à l'Université de Louvain, a coordonné les diverses relations des événements dont la Belgique a été le théâtre jusqu'à la bataille de l'Yser. Il a utilisé un grand nombre de sources, principalement les *Pages de gloire de l'armée belge*, du commandant Willy Breton, *l'Action de l'armée belge* (publié par l'état-major belge), *la Campagne de l'armée belge*, édité par le journal *Le XXe siècle*, le livre de E. A. Powell, correspondant du *New-York Herald*, et *Nelson's history of the War* de J. Buchan. L'auteur met surtout en relief le caractère méthodique des atrocités allemandes et reproduit les principales preuves déjà fournies antérieurement. Il a cru que le moment était venu d'appliquer au récit des événements d'hier la méthode critique telle qu'on l'emploie pour l'étude du moyen âge et des temps modernes. Il s'est imposé ainsi une tâche bien diffi-

cile et, malgré la somme considérable d'efforts qu'il a dû fournir, il n'a pu se dégager de l'atmosphère toute particulière dans laquelle nous vivons. C'est ainsi qu'il n'a pas échappé à la contagion des légendes : il fait allusion par exemple à l'emploi excessif par les Allemands des bayonnettes-scies. Mais on doit tenir compte de la peine qu'il s'est donnée d'indiquer très souvent ses références, de sorte que l'on peut vérifier la valeur de sa documentation. Certaines parties du livre auraient pu être appuyées sur une information plus sûre, notamment celles qui concernent l'histoire de la neutralité belge. On y trouve des affirmations qui sont pour le moins déconcertantes : ainsi, d'après l'auteur, cette neutralité n'a été définitivement établie qu'en 1839, grâce à la conclusion du traité hollando-belge (on sait que ce traité n'a rien modifié au statut international de la Belgique, fixé par le traité du 15 novembre 1831 entre la Belgique et les grandes puissances). M. Van der Essen s'imagine que la France et l'Angleterre eurent à exercer pendant cinq mois une forte pression diplomatique sur la Prusse afin de la déterminer à signer le traité des dix-huit articles établissant la neutralité belge. Loin d'être hostile à cette neutralité, la Prusse contribua dans une grande mesure à l'imposer à la Belgique et adhéra spontanément au protocole du 20 janvier 1831, contenant la déclaration des puissances relative à cette neutralité. De même elle souscrivit immédiatement aux dix-huit articles. Peut-être l'auteur a-t-il voulu dire les vingt-quatre articles; dans ce cas son affirmation est tout aussi étonnante, car la Prusse donna aussitôt son approbation à ces articles; elle ne ratifia le traité que quelques mois plus tard, à cause de la résistance de la Russie, qu'elle voulait amener à ratifier le traité en même temps que l'Autriche et elle-même. L'attitude de la Prusse à l'égard de la neutralité belge ne s'est modifiée que plus tard, lorsqu'elle a vu qu'elle ne favorisait pas ses desseins conquérants. L'ouvrage est accompagné de cartes sommaires empruntées aux ouvrages mentionnés plus haut, mais parfois reproduites de manière défectueuse. V. D. L.

Histoire du Canada

— Sir J. W. Flavelle. *Canada and its relations to the British Empire* (Londres, Macmillan, in-8°, 11 p.; prix : 1 penny). — Dans une allocution à l'Université de Toronto, Sir Flavelle a traité brièvement de la situation que le Canada devra occuper dans l'empire britannique après la guerre. Il admet tout d'abord comme désirable et nécessaire que le Canada continue à faire partie intégrante de l'empire britannique, à travailler et à se battre, à verser son sang et son or pour aider l'Angleterre dans sa défense du droit et de la justice. Il pose ensuite la question de savoir quelle sera la nature des rapports qui régleront les obligations réciproques de l'Angleterre et du Dominion canadien : y aura-t-il simplement coopération, chaque membre autonome de l'empire discutant et décidant la part de responsabilité

qu'il veut bien assumer? Ne vaut-il pas mieux organiser un corps fédéral où chaque Dominion sera complètement indépendant pour les affaires intérieures, mais interviendra par des représentants dans celles d'un intérêt général? Aux yeux de l'auteur, l'entrée du Canada dans une fédération impériale est seule capable d'assurer la grandeur future de ce pays. Ch. B.

— George M. Wrong, Sir John Willison, Z. A. Lash, R. A. Falconer. *The Federation of Canada, 1867-1917.* Four Lectures delivered in the University of Toronto, to commemorate the Fiftieth Anniversary of the Federation (University of Toronto, 1917, in-12, 143 p.). — En temps normal, le Canada eût célébré avec quelque apparat, en 1917, le cinquantenaire de sa constitution. A défaut de cérémonies solennelles, l'Université de Toronto a donné quatre conférences instructives sur ce passé qui nous est, en Europe, assez peu connu. Le professeur George Wrong a raconté le développement du régime fédéral sous la forme du Dominion; Sir John Willison a parlé des personnages marquants de la Fédération; M. Z. A. Lash, qui avait appartenu au ministère de la Justice, a montré le fonctionnement des institutions; enfin, le président de l'Université, R. A. Falconer, a dessiné le caractère de la vie canadienne. « Nous éprouvons de la reconnaissance », a-t-il dit, « pour ceux qui nous ont procuré une Constitution aussi originale, aussi bien articulée, aussi souple d'ajustement, une constitution dont le fonctionnement nous a donné toute satisfaction à l'intérieur et nous vaut au dehors de la considération. Pendant longtemps, même après nous être confédérés, l'habitant des Iles Britanniques continua de nous regarder comme des colons sur lesquels il se sentait un vague droit de propriétaire; aux yeux de l'Américain, nous étions un avant-poste incompréhensible de gens de sa race, qui se contentaient d'une demi-émancipation quand leur destin les appelait à la liberté complète » (p. 109). Aujourd'hui, les temps sont changés : le Canada s'élève à tous les regards comme une puissance d'avenir, démentant les pronostics défavorables d'autrefois, ceux de Guy Carleton entre autres, qui ne croyait pas que beaucoup d'Anglais vinssent jamais s'y établir, et ceux des Américains insurgents qui raillaient les 60,000 loyalistes réduits à l'exil volontaire sur ce terroir inhospitalier (p. 4-5).

Toutefois, le Canada n'est pas unifié, comme nous le comprendrions en France, ni ne désire l'être. « La vraie solution », écrit M. Wrong, « et, nous l'espérons, la solution définitive, ne se trouve ni dans l'isolement des provinces ni dans leur complète union, mais plutôt à la fois dans l'une et l'autre : union des grandes administrations d'affaires générales (p. 14) — commerce, douanes, services publics tels que postes et justice; — séparation sur les points où les deux races gardent des idéals divergents, comme l'organisation religieuse et l'éducation (p. 95). Trop de liberté locale, ainsi qu'aux États-Unis, aboutit au scandale, par exemple pour le régime du mariage et du divorce. Au

Canada, les formes extérieures seules et les solennités matrimoniales sont abandonnées aux provinces.

M. Wrong critique assez nettement l'expression de *dominion*, imaginée par un ministre de Londres trop timoré, qui craignait qu'on ne blessât la susceptibilité des Américains en érigeant en royaume le Canada, ce qu'il est dans la réalité (p. 22-23). L'Empire britannique futur pourra très bien couvrir de son pavillon un corps de royaumes et de républiques où le titre impérial du suzerain n'enlèvera rien à l'indépendance de chaque groupe ni à la liberté de chaque citoyen.

R. DE K.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— G. DESDEVISES DU DEZERT. *L'église espagnole des Indes à la fin du XVIIIe siècle* (New-York et Paris, 1917, in-8°, 182 p.; extrait de la *Revue hispanique*, t. XXXIX). — Le fonds des archives des Indes à Séville a été dépouillé avec le plus grand soin par M. G. Desdevises du Dezert, qui en a tiré la matière de toute une série de très solides études. Nous avons eu le privilège de donner dans nos précédents numéros son important travail sur les vice-rois et capitaines généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIIIe siècle; parallèlement, l'auteur publiait dans la *Revue hispanique* l'excellent article que nous signalons, fait avec la même sûreté de méthode, où tous les faits avancés sont appuyés sur des pièces authentiques, la plupart inédites. Dans cet article, il ne nous conduit point dans chacune des quatre vice-royautés et des cinq capitaineries générales entre lesquelles était partagé l'empire espagnol aux Indes, ni dans ses dix archevêchés et ses trente-huit évêchés : c'est un tableau d'ensemble qu'il brosse. Il passe tour à tour en revue les chefs des diocèses, les évêques, venus pour la plupart de l'Espagne, presque tous *Gachupinos*, en général prélats distingués, assez instruits, de conduite correcte; le clergé séculier, très mélangé, contenant beaucoup de prêtres médiocres, turbulents, excitant le scandale, mais ayant, somme toute, le sentiment des devoirs à remplir et les remplissant de leur mieux; le clergé régulier, beaucoup moins nombreux qu'en Espagne, généralement pauvre, divisé, chicanier et égoïste. Entre tous les ordres se distinguait la Compagnie de Jésus; mais, sur un commandement du roi Charles III, tous les jésuites furent arrêtés en 1767 et embarqués au port le plus voisin, sans qu'aucune protestation s'élevât. Là ne s'est point borné M. Desdevises. Comme au clergé incombe le devoir d'assister les malades et les infirmes, d'instruire la jeunesse, de répandre l'évangile parmi les païens, il consacre les trois derniers chapitres de son travail aux hôpitaux, aux écoles et aux missions. Les hôpitaux étaient informes. « Il eût fallu tout faire et tout refaire et l'on se tirait d'embarras en ne faisant à peu près rien. » Les écoles étaient insuffisantes et arriérées; les Indes espagnoles comptaient sans doute à la fin du XVIIIe siècle dix-neuf villes d'Université et même Santa-Fé en

avait deux, Quito, Lima et Santiago de Chili trois; mais c'étaient en général de misérables collèges annexés à des couvents. Quant aux missions, dont M. Desdevises énumère les principaux centres, les résultats en furent très minces; la conversion des Indiens, quand elle se produisit, était de pure forme et elle ne changea presque rien à leurs mœurs. La conclusion générale de cette minutieuse étude est la même que celles qui se dégageaient des précédents travaux de l'auteur; malgré le mérite et les bonnes intentions de certains gouverneurs, juges, prélats ou industriels, l'Amérique espagnole était tombée dans une profonde décadence, à laquelle devaient seules porter remède l'ouverture à l'influence européenne et l'indépendance; le salut vint le jour où ces vastes régions cessèrent d'être des colonies et devinrent des états libres. C. Pf.

Histoire des États-Unis.

— W. Cunningham. *English influence on the United States* (Cambridge, University Press, 1916, in-8°, xii-168 p.). — Les études qui sont réunies dans ce volume sont des conférences faites aux États-Unis pendant la guerre; elles ont gardé quelque chose de l'allure un peu capricieuse de la conférence, où la digression est un art. C'est ainsi, par exemple, qu'une petite dissertation, d'ailleurs intéressante en elle-même, sur les origines du drapeau américain, se trouve insérée à la fin du chapitre intitulé : « Les monuments publics », qui traite de l'influence de l'architecture anglaise sur celle des États-Unis. Notre besoin français de logique et de clarté nous rend peut-être trop exigeants; mais il semble bien qu'une composition plus serrée aurait rendu la pensée de l'auteur moins difficile à saisir qu'elle ne l'est dans certains chapitres. Il va sans dire, cependant, qu'un ouvrage écrit par un érudit si perspicace et si bien renseigné sur les questions d'histoire économique ne peut manquer d'abonder en renseignements précieux et en vues ingénieuses et nouvelles, soit sur l'histoire des États-Unis, soit sur celle de l'Angleterre qui, malgré le titre du volume, tient de beaucoup la plus large place. A propos du *township* anglais et de sa transformation en Amérique, où des fonctionnaires salariés ont remplacé les fonctionnaires gratuits et bénévoles du *self government* anglais, l'auteur a des remarques pénétrantes, qui illuminent tout un côté de l'histoire politique des deux nations. L'étude comparée du développement des villes anglaises, dont le « marché » est le centre, et des villes américaines, d'où le « marché » est absent, le conduit également à des vues d'ensemble, contestables peut-être, mais fort intéressantes, sur la différence qui existe entre l'esprit commercial anglais et l'esprit commercial américain, plus libre, plus individualiste, moins « civique », moins gêné par les habitudes du passé et par les préjugés de toute sorte, respectables ou non. Ces mêmes observations se retrouvent, sous une forme plus générale, dans le chapitre où M. Cunningham étudie le développement social de l'Angleterre et

des États-Unis, et la manière dont chacun des deux pays a compris et comprend le rôle de l'État.

De telles études ont le grand avantage de faire sortir l'histoire de ses ornières traditionnelles. Elles rappellent aux historiens que la science historique ne se constitue pas uniquement à l'aide de biographies d'hommes politiques obscurs ou de travaux minutieux sur des négociations diplomatiques qui n'ont jamais abouti. Elles leur ouvrent des horizons nouveaux. Elles font penser. D. P.

— E. Servan. *L'exemple américain* (Paris, Payot, 1917, in-16, XXVII-266 p.). — Quand après avoir lu l'ouvrage de M. Servan, je me suis assis devant ma table de travail pour en écrire le compte-rendu, j'ai eu le sentiment pénible d'être un homme bien arriéré. Non seulement je n'avais pas de sténographe à qui le dicter, comme je l'aurais fait en Amérique, où l'on trouve des sténographes jusque chez les coiffeurs, mais je n'avais même pas de machine à écrire, et je me trouvais dans la nécessité de recourir à cet instrument préhistorique, le porte-plume. Je m'en excuse auprès de M. Servan.

Ses légères esquisses de la vie américaine, précédées d'une intéressante préface de M. Victor Cambon, renferment, sous une forme très amusante, plus d'une utile leçon. Le principe d'après lequel il faut produire le maximum de travail dans le minimum de temps n'est peut-être pas incontestable et ne conduira peut-être pas au perfectionnement physique et moral de l'humanité. L'usage de déjeuner debout, en quinze minutes, ou de remplacer le déjeuner par un cocktail et des hors-d'œuvre, doit enrichir les spécialistes des maladies d'estomac. Mais puisque le temps est de l'argent, il est bon de l'économiser, et il faut avouer que les Américains ont trouvé, pour y parvenir, toutes sortes de moyens, dont quelques-uns fort ingénieux. Telles sont, entre mille inventions, la machine à signer, dont M. Servan recommande vivement l'emploi dans nos grandes administrations, la machine à sténographier, plus rapide et plus lisible que la sténographie ordinaire, le télautographe, qui permet de communiquer instantanément et par écrit avec tous les employés d'une grande maison de commerce, etc. Inutile de dire que le téléphone et le télégraphe sont infiniment plus utilisés que chez nous.

Un second principe américain, moins discutable que le premier, est qu'il ne faut jamais faire faire à un homme le travail qui peut être fait par une machine. Certains journaux, par exemple, sont imprimés, pliés, mis sous bandes, timbrés, mis en sacs pour la poste et transportés jusque dans le fourgon automobile qui les attend, sans autre intervention que celle d'un homme qui ôte les sacs quand ils sont remplis et les remplace par des sacs vides. Il reste beaucoup à faire en France à cet égard; il faut espérer que, dans la reconstruction économique qui suivra la guerre, nos industriels et nos commerçants s'inspireront de l'exemple américain. Économiser le matériel humain sera, du reste, une absolue nécessité.

Il y a bien autre chose encore dans le livre de M. Servan. L'Amérique est, par excellence, le pays de la publicité à outrance; nous la voyons, pour ainsi dire, fonctionner sous nos yeux, avec ses méthodes si variées et si imprévues. Nous pénétrons dans les gares américaines, si propres et si bien aménagées; nous voyageons confortablement en Pulman Car. Nous admirons l'adresse avec laquelle la Holmes Protective Co. défend ses clients contre le vol. Après un simple coup de téléphone, nous entrons, sans rencontrer aucun huissier, chez le ministre du Commerce; nous sommes même reçus, sans grandes formalités, chez le président Wilson. Tout cela donne une forte impression d'exotisme.

Les dessins de M. Pavis contribueront au succès du livre de M. Servan. Il a souligné très malicieusement toutes nos faiblesses. Je me refuse à croire, cependant, que les bureaux de nos grandes administrations publiques offrent le spectacle qu'il a noté à la page 252. Avant la guerre, peut-être; mais depuis! D. P.

— Gabriel ALPHAUD. *Les États-Unis contre l'Allemagne. Du rappel de Dumba à la déclaration de guerre* (Paris, Payot, 1917, in-8°, 342 p.; prix : 6 fr.). — Cet ouvrage fait suite à un précédent volume intitulé : *l'Action allemande aux États-Unis, de la mission Dernburg aux incidents Dumba* (1916; cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 121). La lecture en est aussi attachante que celle du meilleur roman policier. En fait, n'est-ce pas un invraisemblable roman policier que l'histoire des relations des États-Unis et de l'Allemagne pendant la période qui va du rappel de Dumba à la déclaration de guerre? Il n'y manque ni le gentleman cambrioleur et assassin, toujours présent, quoique invisible, dans chacune des intrigues et dans chacun des crimes de la bande germanique — en l'espèce, le comte Bernstorff, ambassadeur de Guillaume II — ni l'habile et prudent détective, réunissant patiemment et consciencieusement ses preuves, qui est M. Wilson. Et, comme il convient, les coupables sont démasqués à la fin. Mais que de péripéties auparavant! Quel homme que ce Bernstorff qui, du fond de son cabinet, tient les fils de tous les complots, manipule la presse, truque le cinéma, fait sauter des usines de munitions, des viaducs et des tunnels, envoie son sommelier surprendre les propos de M. Wilson dans un banquet privé, prépare la guerre entre les États-Unis et le Mexique, tout en organisant une agitation pacifiste intense, s'insinue dans le Congrès, dupe les députés et les sénateurs germanophiles auxquels il donne le mot d'ordre, se charge tantôt d'apitoyer les Américains sur le sort des petits enfants allemands qui meurent de faim, tantôt d'expliquer au mieux les torpillages sans avertissement et les meurtres répétés de citoyens des États-Unis! Quel homme et quelle organisation! quelle variété dans l'intrigue! quel art à tout utiliser! quelle fertilité dans le mensonge! que de millions dépensés! Et tout cela pour aboutir, « après trente-deux mois d'intrigues sans scrupules », à mettre l'Allemagne « en guerre avec le peuple le plus paci-

fique et le plus puissant du monde, celui qui avait professé pour la science allemande la plus grande admiration ». Dire que, si la diplomatie allemande avait été moins remuante, si l'ambassadeur d'Allemagne à Washington avait été un paresseux ou un incapable, s'il s'était croisé les bras sans rien faire, la situation de l'Allemagne aux États-Unis serait probablement restée meilleure qu'elle n'est devenue après cet immense effort! Voilà qui est pour nous faire réfléchir quand nous sommes tentés parfois d'accuser d'inertie certains de nos diplomates : cette inertie est de leur part, n'en doutons pas, *a masterful inactivity*.

L'ouvrage de M. Alphaud, qui repose sur des documents dont quelques-uns ne sont connus que depuis peu de temps — on en découvre encore tous les jours — porte naturellement des traces d'une rédaction un peu hâtive et n'est pas non plus exempt de fautes d'impression; ce sont là des taches qui disparaîtront dans une nouvelle édition. Mais le style est vif et alerte et les faits sont ordonnés avec une clarté qui est un mérite de premier ordre dans un pareil sujet : il n'est pas facile assurément de débrouiller tous les fils de cet écheveau d'intrigues allemandes. Près de cent pages de documents diplomatiques réunis à la fin du volume en augmentent encore l'utilité. Somme toute, très intéressant travail que tous les Français devraient lire et qui sera fort utile aux historiens de l'avenir. D. P.

— Gaston Riou. *La Fayette, nous voilà* (Paris, Hachette, 1917, in-8°, 47 p., illustré de portraits et d'autographes). — Les paroles qui servent de titre ont été prononcées par le colonel Stanton sur la tombe de La Fayette au cimetière de Picpus, le 4 juillet 1917. On trouvera dans la brochure le compte-rendu de la fête célébrée à Paris, ce jour, l'*Independance day*, avec le texte des discours prononcés aux Invalides, au cimetière Picpus, au banquet offert par la Chambre de commerce américaine. Il est précédé d'un court essai de M. Gaston Riou, où est rappelée l'importance de ces deux dates, le 2 avril 1917, où fut lu au Congrès américain le manifeste par lequel M. Wilson déclarait la guerre à l'Allemagne, le 4 juillet, où les troupes américaines défilèrent pour la première fois à Paris. C. Pf.

— *Notes d'un témoin. Les grands jours de France en Amérique. Mission Viviani-Joffre; avril-mai 1917* (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-8°, 310 p.; prix : 3 fr. 50). — « Cette mer humaine qui déferlait sous nos pas, ces acclamations pareilles par leur ampleur à une formidable tempête, cet élan vers la justice de tout un peuple attaché à la paix et qui, après avoir incliné sa pensée devant l'épée de Washington, a apprêté des armes, tout cela, il faut l'avoir vu, senti et... on ne peut le redire complètement. » Ainsi parle M. Viviani dans la Préface, et l'auteur, qui habitait les États-Unis avant la guerre, n'a pas rédigé un journal de route monotone; il a fort bien analysé et décrit l'enthousiasme d'une grande nation « debout pour la liberté du monde ».

Des portraits finement dessinés, entre autres la figure de Wilson, l'homme de la Conscience et du Devoir, des aperçus pittoresques, de l'entrain, de la bonne humeur, un style agréable, un souffle réconfortant qui attire le lecteur de page en page, voilà ce qu'on trouve dans ce livre. L'âme de l'Amérique, froide, sereine, idéaliste y est admirablement dépeinte, avec ses nuances régionales, politiques et religieuses; mais avec cet accord et cette force qui l'ont amenée « à plaider devant le tribunal de l'histoire pour le salut de l'humanité ».

Ch. D.

Histoire de Grande-Bretagne.

— Arthur S. Napier. *The old english version of the enlarged rule of Chrodegand together with the latin original* (Londres, Kegan Paul, « Early english Text Society », 1916, in-8°, IX-131 p.). — Cette publication comprend les textes suivants : 1° Une traduction anglaise de la règle de Chrodegand en quatre-vingt-quatre articles, avec le texte original en latin (d'après un ms. de Cambridge, Corpus Christ. Coll., n° 191). Une note de Mathieu Parker sur le ms. dit que le texte a été écrit en latin par Théodore, archevêque de Canterbury, et traduit en anglais par Ælfric. 2° Un court fragment du texte latin et de la traduction anglaise de la règle d'après un ms. du British Museum, Addit., 34, 632. 3° Un fragment d'une traduction en vieux anglais des *Capitula* de Théodulf, évêque d'Orléans, mort en 818. 4° L'*Epitome* de saint Benoît d'Aniane, texte avec traduction interlinéaire d'après un ms. de la Cottonienne, Tiberius A. 3. — La règle de l'évêque de Metz qui institua les chanoines a été si célèbre au moyen âge qu'il valait la peine de mentionner cette publication, bien qu'elle ait été entreprise dans un intérêt purement philologique. Ch. B.

— T. F. Tout. *Mediæval Town planning* (Manchester, the University Press; Londres, Longmans; tiré à part du « Bulletin of the John Rylands library », t. IV, n° 1, 1917, in-8°, 35 p.; prix : 1 sh. 6 d.). — La plupart des villes se sont faites peu à peu; dans beaucoup d'entre elles, la direction et l'alignement des rues, la hauteur et la construction des maisons ont été l'œuvre du temps, non le résultat de plans préconçus et en prévision d'un lointain avenir. Mais il y eut aussi des villes neuves, édifiées d'après des règles et pour des besoins rationnels. L'antiquité grecque et romaine en a laissé des exemples bien connus. Pour la Bretagne romaine, M. Haverfield a rédigé sur cette intéressante question un savant mémoire qui a été mentionné ici-même (t. CXXI, p. 379). Les Anglo-Saxons ont détruit les villes romaines et d'autres se sont édifiées au hasard sur leurs ruines. Plus tard, pour assurer leurs conquêtes, les rois anglo-normands et angevins édifièrent nombre de villes neuves dont beaucoup n'ont eu qu'une existence éphémère, mais dont le plan est quant au fond identique : les rues s'y coupent à angle droit et les îlots de maisons affectent la forme d'un

damier. Une des nouveautés de la très intéressante brochure de M. Tout est de nous montrer Édouard Ier constructeur de bastides dans le bassin de la Garonne et de villes neuves en Angleterre. Le parallélisme est frappant; avec lui, nous assistons à la naissance de villes destinées à un brillant avenir, telles que Salisbury, Kingston-sur-Hull, Berwick sur Tweed, etc. Onze planches permettent de faire d'utiles comparaisons, non seulement entre des villes anglaises (Salisbury, Flint, Carnarvon, Hull et Winchelsee) et gasconnes (Cadillac et Montpazier), mais aussi avec des villes de l'Orient européen (Breslau et Vilna) où les survivances de l'antiquité se manifestent clairement. Est-il nécessaire d'ajouter que les informations de M. Tout sont toujours de première main? Ch. B.

— Ch. Bémont. *Le premier divorce de Henri VIII et le schisme d'Angleterre*, fragment d'une chronique anonyme en latin, publié avec une introduction, une traduction française et des notes (Paris, Éd. Champion, 1917, in-8°, 151 p.; forme le 221e fascicule de la « Bibliothèque de l'École des Hautes-Études »). — Cette chronique est conservée dans un manuscrit de notre Bibliothèque nationale, n° 6051 du fonds latin; elle n'était pas absolument inconnue, puisque l'oratorien Joachim Le Grand la cite dans son *Histoire du divorce de Henri VIII*, publiée à Paris en 1688; mais elle était inédite et méritait d'être publiée. M. Bémont s'est chargé de ce soin. Pour lui, la chronique n'a plus de mystère; malgré le titre qu'il donne à son ouvrage, la chronique a cessé d'être anonyme; il est devenu certain qu'elle a pour auteur Nicolas Harpsfield, archidiacre de Canterbury, enfermé au temps d'Élisabeth à la tour de Londres où il mourut le 18 décembre 1575. Harpsfield laissa divers traités manuscrits, entre autres a *Treatise on the pretended divorce between Henry VIII and Catherine of Aragon*, édité en 1878, dans la collection de la Camden Society, par Nicholas Pocock; dans ce traité, l'on retrouve, traduits textuellement en anglais, un certain nombre de passages de notre chronique latine. Chronique et traité ont été composés sous le règne de Marie Tudor et de Philippe d'Espagne, peu de temps après l'apparition des œuvres anglaises de Thomas More en avril 1557. M. Bémont le démontre dans une substantielle introduction qui entraîne la conviction du lecteur; il ajoute à ces remarques l'indication des sources et des principaux ouvrages qui sont relatifs au premier divorce de Henri VIII et aux événements qui en furent la conséquence immédiate : la suppression des monastères, l'insurrection du « Pèlerinage de grâce » et le schisme.

Le récit de Harpsfield commence à l'année 1528, où se posa pour la première fois la question du divorce, et il s'arrête à la mort de Catherine d'Aragon, soit au 7 janvier 1536; c'est le divorce du roi qui en forme l'unité, et le titre de *Chronique*, aussi bien que celui de *Vita Henrici VIII* qu'on trouve dans le manuscrit sont inexacts. L'écrit ne nous révèle pas beaucoup de faits inconnus — sur cette période du

règne Brewer et Gairdner ont fait paraître un si grand nombre de documents! — il nous apporte toutefois des précisions sur Thomas More, l'évêque de Rochester Fisher, l'archevêque de Canterbury Thomas Cranmer, le futur cardinal Réginald Pole et en particulier sur Thomas Cromwell, fort maltraité. « Quand le roi, en jouant aux cartes, avait le valet, il disait qu'il avait Cromwell. » Et c'est sur l'œuvre de ce Cromwell, la destruction des monastères, que Harpsfield insiste; elle lui apparaît comme une tragi-comédie en cinq actes. L'élément comique y est fourni par Cromwell et ses ridicules accusations, par les bouffons qui l'entourent; l'élément tragique par les atroces persécutions des moines et le martyre de ceux qui refusaient de s'incliner devant l'acte de suprématie.

Le texte est publié par M. Bémont avec beaucoup de soin; la traduction française est élégante et elle vaut mieux que le texte même. M. Bémont a abrégé souvent l'original, laissant de côté les développements de rhétorique pure et certains détails oiseux; il a fait ces coupures avec discernement, mais il y a là une légère infidélité que nous devions signaler. Si dans la traduction il retranche, il ajoute à l'œuvre, par des notes abondantes, toute une série de renseignements précis sur les personnages ou les faits; tout y est expliqué; tout y est contrôlé, et un index des noms de personnes, de lieux et des matières rend les recherches faciles dans le volume. M. Bémont continue de faire connaître l'histoire d'Angleterre aux Français et aussi aux Anglais. C. Pf.

— W. P. M. Kennedy. *Studies in Tudor history* (Londres, Constable, 1916, in-8°, IX-340 p.; prix : 5 sh.). — On ne lira pas sans profit ce recueil d'études où sont exposés, à l'adresse du grand public, les problèmes les plus délicats de la politique royale sous Henri VIII et ses enfants. Il suffira de donner le titre des dix chapitres qui le composent : 1° la politique de Henri VIII; 2° Henri VIII et Clément VII (le premier divorce du roi); 3° la littérature de la Réformation sous Édouard VI (il y est surtout question du *Prayer book*); 4° de quelques aspects de la vie d'Édouard VI (ou pour mieux dire de la politique religieuse sous son règne); 5° les difficultés de la reine Marie Tudor; 6° par quelle voie de compromis fut réglée la question des ornements d'église et du cérémonial ecclésiastique au début du règne d'Élisabeth (un des articles les plus originaux du volume); 7° la Réforme et la vie paroissiale sous Élisabeth; 8° les champions du catholicisme sous Élisabeth : saint Edmond Campion et le cardinal Allen; 9° Élisabeth et les Puritains; 10° les provisions mises en réserve pour la communion des malades dans l'Église anglicane, 1547-1661. Comme on le voit, le livre concerne presque uniquement l'histoire religieuse et traite de détails auxquels les historiens ne s'attardent pas d'ordinaire. Ch. B.

— W. Cunningham. *The progress of capitalism in England* (Cambridge, at the University Press, 1916, in-16, XI-144 p.; prix : 3 sh.).

— Dans ce petit livre, où il a résumé une série de conférences professées à l'École des sciences économiques et politiques de Londres en 1915, l'auteur distingué du *Growth of England industry and commerce* montre comment s'est constitué peu à peu le capital pendant le moyen âge et l'époque moderne; puis comment, dans le cours du XIXe siècle, l'État s'est trouvé amené à intervenir d'une façon de plus en plus active ou même tyrannique dans le contrôle de la richesse privée. Cette intervention s'inspire des idées socialistes, mais moins dogmatiques que sur le continent; en Angleterre, elles ont réussi à s'adapter aux institutions anciennes : c'est un monde nouveau qui se forme dans un vieux moule. Aussi l'État ne s'est-il pas trouvé pris au dépourvu lorsque la présente guerre eut créé des besoins extraordinaires que seule la contrainte de l'État tout puissant pouvait satisfaire. L'histoire du passé explique l'évolution qui est en train de s'accomplir sous nos yeux et peut encore proposer des leçons pour l'avenir. Ce sont ces leçons qui se dégagent finalement du substantiel exposé présenté par le savant archidiacre d'Ely. Ch. B.

— Margaret F. Moore. *The lands of the Scottish kings in England : the honour of Huntingdon; the liberty of Tyndale and the honour of Penrith.* Avec une introduction par P. Hume Brown (Londres, George Allen et Unwin, 1915, in-8°, XII-141 p.; n° 43 des « Studies in economics and political science », publiées par l'École d'économie et de science politiques à Londres). — Étude richement documentée sur les fiefs que les rois d'Écosse et leurs héritiers possédèrent en Angleterre au XIIIe et au XIVe siècle. Après avoir exposé les prétentions des rois d'Écosse sur les territoires qui formèrent plus tard les comtés de Northumberland et de Cumberland et où ils finirent par ne plus posséder que l' « honneur » de Penrith et la « liberté » de Tyndale, l'auteur indique comment ils obtinrent au XIIe siècle l' « honneur » de Huntingdon. Puis elle analyse tout ce que les documents, malheureusement très disséminés, nous apprennent sur les franchises des manoirs, leur exploitation, leur condition religieuse et sociale. C'est un bon chapitre d'histoire féodale. Miss Moore n'a pas cru devoir définir les termes d' « honneur » et de « liberté » qu'elle croit sans doute compris de tout le monde; elle aurait pu donner une carte où auraient été reportées toutes les localités situées dans ces honneurs et ces libertés. Elle a sans doute reculé devant le travail long et fastidieux d'un index. Quelques pages d'introduction par M. Brown indiquent l'intérêt du sujet traité par elle en ce qui concerne la formation territoriale du royaume d'Écosse. Ch. B.

Histoire de Grèce.

— Léon Maccas. *Constantin Ier, roi des Hellènes* (Paris, Bossard, 1917, in-16, 93 p.; prix : 1 fr. 50). — L'auteur, qui est Hellène, nous trace de Constantin Ier, qui fut roi des Hellènes de 1913 à 1917,

un portrait ressemblant, mais peu flatteur. Au début de son règne, Constantin semblait vouloir suivre l'exemple de son père Georges Ier; mais bientôt il renia le programme de son prédécesseur; quatre événements principaux l'entraînèrent par autant d'étapes vers l'Allemagne : l'attribution de Cavalla à la Grèce (en août 1913) que Guillaume II représenta à son beau-frère comme duè à lui tout seul; le voyage du roi à Potsdam où il fut nommé feld-maréchal de l'armée allemande (septembre 1913); l'explosion de la guerre européenne voulue par l'Allemagne et la croyance ferme du roi dans le triomphe allemand (août 1914); enfin, l'alliance de la Bulgarie avec les empires centraux (août 1915), qui décida le roi à renier la parole donnée à la Serbie. M. Maccas sépare très nettement la cause du peuple grec de celle de son ancien roi et il donne à ses compatriotes de très utiles et éloquents avertissements. C. Pf.

Histoire d'Italie.

— C'est une excellente idée qu'a eue M. E. Rota de traduire en italien quelques essais de E. von Treitschke sur la France (*La Francia dal Primo Impero al 1871*. Bari, Laterza, 1917, in-18). La violence passionnée de l'historien qui a pris une si grande part dans la formation de la mentalité allemande contemporaine se révélera ainsi directement à ceux des esprits italiens prévenus qui se croient plus d'affinités avec le germanisme, brutalement dominateur, qu'avec la culture française. Inversement, il est bon qu'un Français signale aux Italiens, à qui certaines attitudes de M. B. Croce ont déplu durant la guerre et qui, entraînés par leur patriotisme même, n'ont pas compris le point de vue hautement scientifique du directeur de la *Critica*, les belles pages que lui a consacrées M. G. Richard dans le *Bulletin italien* d'avril-juin 1917 (p. 102-108). G. Bn.

— Jean Ajalbert. *L'heure de l'Italie*. Frontispice de Corot et illustrations d'A. Besnard, J. F. Raffaëlli, Vallotton, Villani, Van Dongen (Paris, Bossard, 1917, in-16, 191 p.; prix : 3 fr.). — C'est un voyage de guerre entrepris par le conservateur de la Malmaison. Il a été commencé en février 1916 à Rome au moment de la Conférence interalliée et terminé à Venise le dimanche de Pâques suivant. On y trouve beaucoup de choses : Briand, le cardinal Mercier, Montecitorio, le monument du *Risorgimento*, de l'Indépendance et de l'Unité, Mgr Gaspari, Mathilde Serao et Benedetto Croce « envoûtés de la Kultur », le député Nitti, ex-giolittien et ex-ministre du Commerce, Zivoni Pechkoff (fils de Maxime Gorki), la Croix-Rouge italienne, l'Institut français de Florence (p. 140), le Grand Quartier général à Udine et les avions autrichiens, le sommet du Mittagskoffel dans les Alpes de Carnie, etc., bref un peu trop de choses, comme dans toute relation de voyage qui se respecte. Au reste, le style est vif et amusant, les anecdotes nombreuses et parfois instructives. C'est un tableau

attrayant, sinon complet, de l'état de l'Italie au printemps 1916. Naples, la « bochissime », y occupe une grande place. Th. Sch.

Histoire de Portugal.

— George Young. *Portugal, Old and young. An historical study* (Oxford, Clarendon Press, 1917, in-8°, vi-342 p.; prix : 5 sh.). — L'idée d'écrire cette étude historique sur le Portugal, ancien et moderne, a été inspirée à M. Young par son désir de faire connaître à ses compatriotes les causes qui ont déterminé le gouvernement portugais à se ranger aux côtés des puissances de l'Entente. Jadis secrétaire de légation à Lisbonne, l'auteur a déjà publié l'année dernière une anthologie intitulée *Portugal* et composée de traductions en vers anglais des poèmes portugais qui lui ont semblé le mieux exprimer le caractère national.

Pour lui, la majorité de la population portugaise est restée de race celtibère; l'infusion du sang arabe y a été infiniment moindre qu'en Espagne, pays dont elle est séparée par une barrière de montagnes et de plateaux arides et désolés; c'est par la voie maritime bien plus que par la voie de terre qu'au cours des siècles elle a communiqué avec le reste de l'Europe. C'est par mer aussi que, de William Widdle, l'aventurier anglais qui en 1147 conquit Lisbonne sur les Maures, jusqu'à Wellington, les Anglais sont venus défendre le Portugal contre les envahisseurs entrés par ses frontières de terre. Le peuple portugais a toujours recherché leur alliance et, dès le xve siècle, se répétait le distique :

Com todo o mundo guerra,
Paz com a Inglaterra.

L'épisode le plus connu de cette alliance plusieurs fois séculaire est la conclusion du traité de 1703 (négocié par John Methuen qui lui a donné son nom), par lequel le Portugal mettait son armée à la disposition de la coalition anglo-autrichienne formée contre Louis XIV. On sait que ses clauses commerciales instituaient un traitement de faveur au Portugal pour les tissus anglais et en Angleterre pour les vins d'Oporto; elles eurent, remarque en passant M. Young, la conséquence imprévue de valoir à l'Angleterre plusieurs générations de goutteux et d'introduire au Portugal par la « factorerie » d'Oporto les germes de la tuberculose héréditaire.

Quant au grand mouvement de découvertes et de colonisation du xve et du xvie siècle, ses effets ne furent pas tous bienfaisants. Il imprima un essor prodigieux au développement du port de Lisbonne; mais, après que la Couronne se fut attribué le monopole du commerce colonial, la noblesse, quittant ses terres, se rua vers la cour pour y mendier les pensions et les privilèges, et la corruption accomplit son œuvre délétère que vint encore aggraver l'introduction de l'esclavage nègre dans la province des Algarves. De cette époque datent l'appau-

vrissement et la misère des classes populaires, qui n'ont commencé à s'en dégager que vers le milieu du siècle dernier. M. Young ne marchande pas ses sympathies aux Portugais ; il loue à diverses reprises leur humanité et leur esprit industrieux. Aujourd'hui, le crédit de Londres est, suivant son expression, debout derrière celui de Lisbonne; il est permis d'espérer qu'avec cet appui la République portugaise sortira de la gêne extrême qu'a exploitée la finance allemande et occupera dans la nouvelle Europe et la nouvelle Afrique, qui sortiront de la guerre, la place qui lui revient. E. C.

Histoire de Roumanie.

— N. Iorga. *Histoire des relations anglo-roumaines* (Jassy, édition du journal « Neâmul Romanesc », 1917, in-18, 178 p.; prix : 3 fr.). — Cette brochure ne pouvait présenter un intérêt aussi continu qu'une précédente sur les relations entre la France et les Roumains. D'abord, ce n'est guère avant le XVIe siècle que les Anglais commencèrent à s'occuper des pays roumains et, pendant trois siècles, on ne peut noter que des relations de voyage. C'est seulement au XIXe siècle que des relations directes et continues s'établirent : les consuls ne tardèrent pas à devenir des agents politiques et le gouvernement britannique cessa d'ignorer les principautés danubiennes. Cette brochure, ainsi que les précédentes déjà mentionnées ici (t. CXXVI, p. 166), abonde en détails variés; en outre, les indications bibliographiques sont plus abondantes et mises à pied d'œuvre. Il semble qu'après la grande secousse de l'invasion austro-allemande, le diligent auteur ait réussi à retrouver son équilibre intellectuel. Son moral est toujours resté supérieur aux événements. Ch. B.

Histoire de Russie.

— Léonid Andréief. *Le joug de la guerre.* Confidences d'un petit homme durant de grands jours; trad. par Denissiemtsch et Desormonts (Paris, Didier, 1917, in-12 carré, 150 p.; prix : 3 fr. 50). — Sous la forme d'une analyse psychologique personnelle, l'auteur nous présente l'état d'âme de la Russie intellectuelle, se sentant trahie par ses dirigeants et essayant pourtant de réagir contre les forces qui l'entraînent au néant. On y sent la foi en un meilleur avenir de la patrie russe et de l'humanité que la Révolution a tenté pendant un certain temps de réaliser; mais, hélas! ce grand mouvement devait sombrer dans l'anarchie. M. R.

Histoire des Yougoslaves.

Un des grands problèmes de cette guerre est sûrement le problème yougoslave ou des Slaves du Sud; un de ses principaux objets est d'affranchir sept à huit millions de Serbes, Croates et Slovènes du

joug austro-hongrois et de les réunir avec la Serbie et le Monténégro en un seul État indépendant, ce qui conduit logiquement au démembrement de la monarchie habsbourgeoise. Mais combien peu de Français connaissent la question soit dans ses origines soit dans son état actuel ! C'est pour les éclairer que des patriotes serbes, des professeurs et des hommes d'État français ont décidé de faire des conférences et de publier des brochures de propagande dont nous nous proposons, sans intervenir nous-même dans le débat, de donner une analyse aussi fidèle que possible.

— M. H. Hinkovitch. *Les Croates sous le joug magyar* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1915, in-12, 38 p.). — C'est une conférence, faite à Paris, sur le régime ignominieux des Magyars en Croatie.

La Croatie forme avec la Dalmatie et la Slavonie un État, le « royaume de Dalmatie, Croatie et Slavonie ». Mais cette unité n'existe qu'en apparence ; la Dalmatie est rattachée non à la Hongrie, à laquelle sont réunies la Croatie et la Slavonie, mais à l'Autriche ! La Croatie n'a toutefois jamais été conquise par la Hongrie. L'union de ces deux États est purement personnelle ; elle a eu lieu à trois époques successives : d'abord en 1102, les Croates, leur dynastie nationale s'étant éteinte, élurent le roi hongrois. L'union ayant pris fin par la vacance du trône à la mort du roi Louis II (1526), les Magyars et les Croates choisirent le même roi, Ferdinand Ier de Habsbourg. Pour la troisième fois les deux États formèrent une union personnelle au début du XVIIIe siècle. Mais les Hongrois se conduisirent en Croatie comme des maîtres ; l'Autriche, pour qui les Croates ont versé tant de sang, a non seulement abandonné son allié de 1848, mais lui a ravi la ville et le port de Fiume, livrés à la Hongrie par une falsification de François-Joseph. L'autonomie croate n'existe que sur le papier. La nomination du Ban, chef du gouvernement, dépend du roi ; le Ban est toujours un personnage entièrement dévoué aux Hongrois. Les juges sont aussi nommés par le roi ; ce sont toujours des créatures magyares. Le Parlement qui a voté la Constitution croate a été nommé à la suite d'une loi électorale monstrueuse et par des procédés inouïs de terrorisme et de corruption.

Par la politique des voies ferrées et par les tarifs de transport, la Croatie est économiquement asservie à la Hongrie qui, de plus, la dépouille par ses mesures financières. Mais ce qui est proprement intolérable, ce sont les efforts que fait la Hongrie pour dénationaliser le peuple croate et semer la discorde entre lui et les Serbes. Pendant longtemps cette politique réussit, puis les victimes finirent par deviner le jeu de l'adversaire et, en 1905, ils instituèrent la coalition serbo-croate qui fut poursuivie d'une haine farouche par les Hongrois. Deux procès de haute trahison, celui de Zagreb (Agram) et celui de Friedjung, en sont la preuve.

La Serbie barre le chemin à la poussée allemande vers Salonique et vers Bagdad. Voilà pourquoi l'Autriche-Hongrie s'est jetée sur elle

en 1914. Sa conduite dans les pays yougoslaves depuis le début de la guerre mondiale dépasse toute imagination. On prend des otages, on les fusille quoique innocents, on expulse les habitants par milliers, on incendie des villages, on décime le monde intellectuel. Tout le peuple croate est contre l'Autriche-Hongrie et pour l'union avec les Serbes. Une preuve en est qu'environ 25,000 Yougoslaves autrichiens, faits prisonniers par les Serbes, ont demandé spontanément à servir dans les rangs serbes.

La conférence de M. Hinkovitch est précédée d'une belle allocution du président, M. Ernest Denis.

— J. T. *Le problème italo-slave.* Deuxième édition (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1915, in-8°, 88 p.). — L'auteur veut démontrer que la Dalmatie a été habitée, pendant la domination vénitienne (1409-1797), exclusivement par des Serbes et que la Dalmatie était gouvernée par la République de Venise comme une colonie, les Vénitiens n'y cherchant que leur propre intérêt et ne se souciant pas beaucoup de la population serbe. Sa conclusion est que les Italiens n'ont aucun droit sur cette province.

Les chapitres I (Aperçu historique de la Dalmatie sous la domination vénitienne, p. 11-28) et II (La colonisation de la Dalmatie vénitienne, p. 29-43) pourraient être supprimés sans affaiblir la thèse. Dans le chapitre III (La nationalité des habitants de la Dalmatie vénitienne, p. 45-57), l'auteur a analysé un grand nombre de documents tendant à prouver qu'au temps de la domination vénitienne en Dalmatie, comme d'ailleurs antérieurement, la population était exclusivement slave. Aucun ne fait mention d'une population italienne. La langue qu'on y parle est slave, tous les noms de villages, qu'on trouve dans les actes officiels de Venise, sont serbes, ainsi que les noms de Dalmates qu'on y rencontre; slaves sont aussi les coutumes, les costumes, les chants populaires dont il est fait mention dans les sources historiques d'origine vénitienne. Le dernier chapitre (IV) est intitulé : « L'État contre la population. » L'auteur y montre que Venise n'aimait pas les Dalmates, que les Italiens ne venaient en Dalmatie que pour s'enrichir, que la République s'intéressait aux Serbes indigènes uniquement dans la mesure où ils pouvaient lui servir dans la lutte contre les Turcs.

— Grégoire YAKCHITCH. *Le Banat* (Édition spéciale de la *Revue hebdomadaire*, 1915, 32 p.). — Le Banat comprend le pays entre le Danube, la Theiss inférieure, la Maros, la Transylvanie et la Roumanie (une carte est jointe à la brochure, p. 16-17). Sa partie occidentale, s'étendant jusqu'à Versecz, Temesvar et Szegedin, est plate et inhabitée jusqu'à une époque relativement récente; au contraire, la partie orientale, montagneuse, a toujours été habitée; jusqu'aux premiers mois de 1915, elle a été considérée par tout le monde comme une province serbe. Au VIe siècle, de grandes masses serbes étaient venues en effet s'installer dans la plaine située entre le Danube et la

Theiss. Depuis le XIe siècle, les documents font mention des Serbes du Banat. Plus tard, à plusieurs reprises, les Turcs provoquèrent de fortes émigrations serbes dans la même région. Les Roumains n'ont commencé à descendre dans la plaine du Banat qu'au XVIIIe siècle. Dans le département de Torontal, les Serbes sont presque trois fois plus nombreux que les Roumains (220,096 contre 86,937). Dans les deux départements qui forment le Banat plat, l'élément serbe, d'après les statistiques officielles, est sensiblement supérieur à l'élément roumain (293,431 contre 255,967). Les villes de Versecz et Pancsova sont presque tout à fait serbes. Dans douze arrondissements, les Serbes l'emportent de beaucoup sur les Roumains et ce n'est que dans cinq autres qu'ils se trouvent en minorité, mais en minorité assèz forte. Notons que ces statistiques officielles ont, d'après toute vraisemblance, réduit le nombre des Serbes. On constate d'autre part que les Serbes du Banat plat possèdent onze fois plus de terres que les Roumains. Les raisons d'ordre moral pour lesquelles le Banat plat doit appartenir à la Serbie ne sont pas moins importantes. Le Banat a joué dans la vie intellectuelle des Serbes un rôle des plus importants, dans le passé comme de nos jours. Là naquirent un grand nombre des plus célèbres écrivains, artistes, savants serbes ; là furent ouvertes les premières écoles serbes ; c'est de là que sont venus en Serbie, dès sa renaissance, en 1804, les premiers ministres, de hauts fonctionnaires, des professeurs, des instituteurs, nombre d'officiers, etc.

— Pierre DE LANUX et Milan TOPLITZA. *L'Autriche-Hongrie en guerre contre ses sujets* (édition spéciale de la *Revue hebdomadaire*, 1915, 37 p.). — Dans sa lutte contre les Serbes, l'action du gouvernement austro-hongrois a employé trois moyens principaux : 1° soulever contre eux tous les déchets de la population appartenant à des religions différentes ; 2° reprendre les fameux procès de haute trahison, en vue d'anéantir les organisations serbes et les meilleurs ouvriers du nationalisme yougoslave ; 3° terroriser le reste du pays. Ce plan a été exécuté dès le lendemaiu de l'attentat de Sarajevo. Les autorités organisèrent des démonstrations antiserbes, embauchant des hommes de la plus basse classe. Des imprimeries, des maisons particulières, des magasins furent dévastés et pillés à Sarajevo et dans plusieurs autres villes de Bosnie-Herzégovine. En Bosnie, la police, sans prétexte plausible, mit en prison, avant toute mobilisation, plus de 5,000 Serbes. Les détails des persécutions subies surtout par les intellectuels sont effrayants. Ce sont les prêtres orthodoxes qui semblent avoir souffert le plus : les uns furent chargés de chaînes, d'autres en grand nombre furent exécutés. Nombreux sont les procès de haute trahison intentés aux Yougoslaves. En général les accusés sont innocents. Les tribunaux eux-mêmes sont parfois obligés de le reconnaître. Ainsi, lorsque dix-huit Bosniaques furent incriminés d'avoir participé à l'attentat de Sarajevo, les juges ne purent trouver de base à l'accusation. Partout les autorités séquestrent tous les fonds des organisa-

tions et confisquent, sous nombre de prétextes, les biens des particuliers serbes. Systématiquement, les fonctionnaires serbes sont révoqués. En Bosnie, ce fut le sort de presque tous les professeurs serbes. En Slavonie, les livres de messe des orthodoxes durent être imprimés en latin. On prive de leur qualité de citoyen, avec confiscation de leurs biens, tous ceux qui se trouvaient à l'étranger, à plus forte raison les habitants de la Bosnie qui s'étaient joints à l'armée serbe après sa retraite en Serbie. Quant à ceux qui étaient restés, ils furent massacrés, coupables d'avoir accueilli l'armée serbe avec enthousiasme! De nombreux Serbes durent évacuer leurs villages « à cause des opérations militaires ». On évalue à plus de 120,000 le chiffre des Bosniaques et des Herzégoviniens qui furent ainsi chassés de chez eux. Une des plus cruelles mesures prises contre les Yougoslaves est sûrement la saisie d'otages qui paient de leur vie tout désordre survenu dans leur pays d'origine. Les colonnes militaires, dispersées dans les régions frontières pour le maintien de l'ordre, ont infligé à la population des maux atroces. Mais il serait impossible de rappeler dans une brochure de trente-sept pages tous les crimes commis par les Austro-Hongrois dans les pays yougoslaves. Les auteurs n'ont voulu qu'en donner quelques échantillons; cela suffit d'ailleurs pour condamner le régime austro-hongrois et la dynastie des Habsbourg.

— *L'unité yougoslave. Manifeste de la jeunesse serbe, croate et slovène réunies.* Avec une préface de M. le professeur J. G. Masaryk (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1915, in-8°, IX-53 p., avec une carte; prix : 1 fr.). — Les Serbes, Croates et Slovènes (les Yougoslaves) ne sont qu'un seul et même peuple. Ils habitent le vaste territoire qui s'étend de la frontière italienne à Temesvar et de la Drave à Salonique. Ils sont au nombre de douze millions environ. Divisés par la religion, ils se sont sentis en tout temps frères. L'idée d'unité est exprimée par leurs littérateurs depuis le XVIe siècle; mais c'est surtout au XIXe que le mouvement yougoslave devint intense. Trois étapes principales sont à noter : le soulèvement de Karageorge et le mouvement illyrien sous Napoléon Ier, la révolution de 1848, enfin les soulèvements et les guerres serbes de 1871 à 1882. L'Autriche-Hongrie combat le Yougoslavisme par tous les moyens. Mais, au lieu de succomber, l'idée nationale des Slaves du sud se répand et se fortifie de plus en plus. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche, en 1908, y contribua puissamment. Les guerres balkaniques achevèrent l'œuvre. A la veille de la guerre mondiale, toutes les classes sociales participaient énergiquement à la grande propagande, les partis politiques, les écrivains et les artistes, les Académies et les savants, les journalistes, la jeunesse, etc.

Les Serbes, Croates et Slovènes appartiennent à la même race, ils parlent une langue unique, leurs traditions sont communes à tous, ils sont liés entre eux par les mœurs, l'art national, le passé. Ouverts à tous les progrès, ils sont dignes de former un État indépendant. Les

pays yougoslaves forment, enfin, même au point de vue économique, une unité indivisible. S'ils ne réalisent pas leur idéal national, ils seront condamnés à une misère générale; unie, la Yougoslavie deviendra le défenseur de la paix dans les Balkans, une digue contre le péril allemand en Orient, un facteur économique stimulateur entre l'Orient et l'Occident. La paix durable en Europe ne peut être obtenue sans que le problème national des Yougoslaves soit résolu.

— *Le programme yougoslave* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, in-8°, 30 p., avec une carte; prix : 0 fr. 50; « Bibliothèque yougoslave », n° 1). — Cette brochure traite à peu près le même sujet que la précédente. Elle a pour but de démontrer que les Yougoslaves forment une unité de race, de langue, de traditions, d'intérêts économiques, et que leur idéal est de s'unir politiquement dans un État indépendant.

— *Le pays et le peuple yougoslaves* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, in-8°, 56 p.; prix : 0 fr. 50; « Bibliothèque yougoslave », n° 2). — Après avoir exposé ce que sont les Yougoslaves en général, l'auteur passe tour à tour en revue chacune de leurs branches et fournit (sauf pour la Serbie et le Monténégro qui sont suffisamment connus des lecteurs français) les renseignements élémentaires sur la géographie physique et humaine, sur la situation économique, sur l'administration, sur l'instruction publique, etc.

La Bosnie-Herzégovine (plus de 50,000 kilomètres carrés et à peu près 2,000,000 d'habitants) est un pays absolument serbe. La population est divisée en trois religions : 825,000 orthodoxes, 600,000 musulmans, 430,000 catholiques. La situation économique du paysan est déplorable, car un grand nombre d'entre eux (650,000 personnes) ne possèdent aucune partie du sol. Le gouvernement austro-hongrois s'est bien gardé de porter remède à cette situation, son intérêt lui conseillant de laisser les Serbes de Bosnie dans la misère. Le pays était à l'époque du traité de Berlin très riche en forêts; aujourd'hui elles sont exploitées sans conscience par les étrangers. La politique des chemins de fer en Bosnie est désastreuse pour le pays. La pression des capitaux étrangers y est très lourde, l'enseignement populaire très négligé.

En Dalmatie et dans son archipel, parmi les 700,000 habitants, il n'y a que 18,000 Italiens. Les catholiques en forment 83 °/₀, les orthodoxes 16 °/₀. La Dalmatie est une partie du royaume « Croatie-Slavonie-Dalmatie »; mais, chose bizarre, elle ne participe pas aux affaires publiques de cet État. La situation économique laisse beaucoup à désirer; pourtant le pays produit du vin, de l'huile d'olive, du bétail. L'industrie commence à se développer. La navigation et la pêche occupent de nombreux bras; mais le pays reste, à dessein, privé de chemins de fer.

La Croatie-Slavonie a 42,500 kilomètres carrés et plus de 2,600,000 habitants. La situation économique serait bonne, si les Hongrois ne mettaient toutes sortes d'entraves à l'activité des habitants. Des détails

substantiels sont donnés dans la brochure sur le trafic, la langue, les écoles, l'église, la justice, l'administration, les finances, etc. du pays. Fiume, port très important, a été ravi aux Yougoslaves par la Hongrie. Il forme avec Suchak une unité, quoiqu'il en soit séparé administrativement. Le chiffre de la population de ces deux villes est de 60,000 âmes dont plus de 33,000 Yougoslaves. Néanmoins, à Fiume il n'y a pas une seule école primaire yougoslave. Medjumurje, c'est-à-dire le pays qui se trouve entre la Mure, la Drave, et la Styrie, avec 735 kilomètres carrés et 90,000 habitants, est un pays purement croate (83,000 Croates). Baranja, qui est située dans l'angle entre le Danube et la Drave (5,106 kilomètres carrés), a environ 70,000 Serbo-Croates. Les Hongrois s'efforcent, mais en vain, de les magyariser. Le pays est riche en bonnes vignes. La Batchka, entre le Danube et la Theiss, s'étendant au nord jusqu'à Baja, avec 8,800 kilomètres carrés, était il y a un siècle un pays exclusivement serbe. Aujourd'hui il y a 195,000 Magyars et 180,000 Allemands, tandis que le nombre des Yougoslaves est de 205,000, auxquels on peut ajouter environ 40,000 autres Slaves. Le pays est très fertile. Le Banat, dans sa partie occidentale, est en grande majorité serbe. En Istrie, sur une population qui dépasse 400,000 habitants, les Yougoslaves sont au nombre de 220,000 et les Italiens de 145,000, ceux-ci habitant uniquement les villes. L'instruction des Yougoslaves est très négligée par le gouvernement, mais l'initiative privée fait son possible pour parer au mal. Trieste, ville autonome, a deux tiers d'Italiens et un tiers de Yougoslaves (119,000 et 60,000); les environs sont yougoslaves (1,500,000 environ). Les Italiens sont à plusieurs égards privilégiés : au lieu d'avoir 42 conseillers municipaux, ils en ont 80; ils possèdent toutes les écoles municipales dans la ville proprement dite ; à l'école navale, la langue d'enseignement est l'italien, etc. Malgré tout, on peut considérer Trieste comme centre de la vie sociale et économique du pays yougoslave qui entoure la ville.

Les pays slovènes sont la Carniole, la Gorica, la Gradichka, la Carinthie méridionale et la Styrie méridionale avec la contrée limitrophe. Les Slovènes y sont la population autochtone.

— *Histoire yougoslave* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, 32 p.; prix : 0 fr. 50; « Bibliothèque yougoslave », n° 3). — Les Yougoslaves se sont installés au VIIe siècle dans les pays qu'ils habitent actuellement. C'est dans la première moitié du IXe qu'on trouve pour la première fois le nom des Serbes et des Croates. La conversion au christianisme des Yougoslaves fut l'œuvre des apôtres slaves Cyrille et Méthode. Les Slovènes formèrent les premiers un État qui releva pendant un temps de l'empire de Charlemagne, puis à la fin du VIIIe siècle et au commencement du IXe, les Croates furent les maîtres. Érigé en royaume en 910, l'état s'agrandit; mais, la dynastie s'étant éteinte, les Croates élurent le roi de Hongrie. Ce fut une union toute personnelle et la Croatie garda son autonomie. L'État serbe, formé au

IXe siècle, tomba vers l'an 1000 sous le joug bulgare et un peu plus tard sous la domination byzantine. Au cours du XIe siècle, les Serbes s'affranchirent et, sous Nemanja (fin XIIe siècle), fondèrent un puissant État dans les Balkans. Douchan, l'empereur serbe, étendit son pouvoir de la Save et du Danube jusqu'à l'Arta et Tricala, et de la Neretva jusqu'à Kavala. A la même époque, les Serbes cultivèrent avec beaucoup de succès les lettres et les arts. Le royaume de Bosnie sous le roi Tvrdko fut aussi très puissant, à l'égal de celui de Douchan. Puis vinrent les Turcs et pendant plus de trois siècles leurs sujets yougoslaves souffrirent affreusement; la Dalmatie tomba sous le joug des Vénitiens. D'autres Yougoslaves subirent celui de l'Autriche. Une petite ville seule resta libre : c'était Raguse. Cette république minuscule joua un grand rôle commercial et eut une fort belle littérature.

La Serbie secoua le joug turc au début du XIXe siècle, après des luttes épiques; puis son petit voisin, le Monténégro; et ces deux États slaves s'agrandirent, se consolidèrent pendant le cours du siècle dernier. Pendant ce temps, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine gémissaient sous les Turcs, les autres pays yougoslaves sous les Austro-Hongrois. En 1878, l'Autriche-Hongrie occupa la Bosnie-Herzégovine et ce pays devint encore plus malheureux parce qu'au contact d'une administration plus raffinée il prit davantage conscience de lui-même.

Les Yougoslaves, que les Allemands et les Magyars s'efforcent d'écraser, opposent à leurs oppresseurs une résistance acharnée. Le réveil national devient de plus en plus général et le sentiment national de plus en plus profond. Une terrible lutte s'est engagée entre les victimes et leurs tyrans. Autrefois, les Yougoslaves ont acquis une gloire immortelle en contenant et retenant les Turcs. Aujourd'hui, ils ne méritent pas moins de la civilisation européenne, car ils épuisent les Austro-Allemands, imbus d'impérialisme, et servent de rempart contre la poussée germanique vers Bagdad.

— *Les lettres, les sciences et les arts yougoslaves* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, in-8°, 24 p.; prix : 0 fr. 50; « Bibliothèque yougoslave », n° 4). — Les Yougoslaves ont une civilisation aussi ancienne que celle des grandes nations de l'Europe. Les origines de leur littérature montent jusqu'à la fin du IXe siècle. Les plus anciens monuments littéraires des Slaves du sud sont des écrits liturgiques. L'évangile de Miroslav, du XIIe siècle, est un manuscrit fameux par ses initiales. La littérature des Serbes et des Croates du XIIIe au XVe siècle est très abondante. On traduit les écrivains byzantins, on les imite, mais les ouvrages originaux ne manquent pas. Les Serbo-Croates aiment les livres religieux; mais ils lisent aussi des romans, des contes, etc. Les œuvres les plus importantes sont les biographies de rois et archevêques serbes. A cette époque fut rédigé le code de l'empereur Douchan, dont les Yougoslaves peuvent être fiers. L'art est représenté par plusieurs monastères et églises d'une grande beauté architecturale, souvent ornés de précieuses fresques. L'invasion des Turcs détruisit

cette brillante civilisation, sauf à Raguse, où s'épanouit du XVe au XVIIIe siècle une belle littérature. Sous l'influence de l'Italie, on cultive tous les genres de poésie. Les poètes de Raguse sont parfois doués d'un grand talent; le plus célèbre parmi eux est Gundulitch, l'auteur d'*Osman*, épopée qui dépasse la *Jérusalem délivrée*. A Raguse aussi, parurent de remarquables études et l'art y jette un vif éclat.

Au XIXe et au XXe siècle, une renaissance se produit dans tous les pays yougoslaves. Leurs écrivains, leurs poètes, leurs érudits, leurs artistes feraient honneur à toute nation du monde, ainsi le fameux Vuk Karadjitch, le célèbre poète Njegoch, les philologues d'une réputation mondiale Kopitar, Miklochitch, Jagitch, l'illustre physicien Tesla, le sculpteur Mechtrovitch, dont les œuvres ont été admirées à Paris, à Londres, à Rome, les peintres Bukovac, Jovanovitch, etc., connus depuis longtemps aux salons de Paris.

— M. H. Hinkovitch. *Les Yougoslaves. Leur passé. Leur avenir* (Paris, Félix Alcan, 1916, in 8°, 28 p.; extrait de la *Revue anthropologique* de juin). — Après un coup d'œil sur les temps passés, l'auteur expose l'admirable développement du sentiment national chez ces peuples depuis les premières années du XIXe siècle et l'ardent désir qui les pousse à s'unir. L'idée de l'unification de tous les Slaves du sud eut un illustre propagateur dans la personne de l'évêque croate Strossmayer. Pour étouffer ce mouvement, les Habsbourg ne reculèrent devant aucun moyen. *Divide et impera* est leur devise. Mais le résultat trahit leurs espérances : en 1905 les Croates et les Serbes formèrent une coalition. Depuis 1903 la Serbie était devenue le Piémont yougoslave. L'Autriche-Hongrie tâche de la compromettre et de terroriser ses sujets par des procès de haute trahison. Elle fut poussée contre les Yougoslaves par l'Allemagne; l'attentat de Sarajevo fut pour les Allemands le prétexte de déchaîner la guerre mondiale. Donc, il faut abattre l'Allemand, démembrer l'Autriche-Hongrie et donner la liberté aux 30 millions qui ne sont ni Allemands ni Hongrois. Une Serbie restaurée serait insuffisante pour barrer la poussée des Allemands vers Bagdad. Il faut unir tous les Yougoslaves en un seul État indépendant. Condition essentielle pour donner à l'Europe une paix durable.

— *Les persécutions des Yougoslaves* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, in-8°, III-VI, 1-95 p.; prix : 0 fr. 50; avant-propos de V. Bérard). — A l'union yougoslave, l'Autriche-Hongrie répond par des procès de haute trahison; c'est une de ses armes favorites : dès qu'on voulait se débarrasser d'une opposition, on inventait des complots, on soudoyait des agents provocateurs, on achetait des faux témoins, on forgeait des documents accusateurs. Ces procès ont sévi dans les pays serbo-croates surtout depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Pendant la guerre actuelle, ils sont devenus une vraie calamité. Voici les principaux procès intentés depuis l'annexion de la malheureuse Alsace-Lorraine serbe : ce fut d'abord l' « affaire de Zagreb » qui se

déroula en 1908. Cette année-là parut une brochure qui dénonçait un grand mouvement révolutionnaire panserbe parmi les Yougoslaves. L'auteur du pamphlet était un misérable. Il avait été poursuivi pour vol; on trouva des quittances prouvant que son témoignage avait été acheté par le préfet de police à Zagreb. Néammoins son livre avait fait jeter en prison cinquante-trois personnes, dont trente et une furent condamnées aux travaux forcés de cinq à douze ans! Elles étaient toutes absolument innocentes, mais elles étaient dangereuses pour les Allemands et pour les Hongrois. Le président du tribunal était un ivrogne invétéré ; les autres juges avaient été choisis dans les bas-fonds de la magistrature. Chez l'un des accusés on trouva une lettre que lui avait écrite son frère, officier en Serbie; l'officier y parlait d'une contre-révolution en Serbie contre les conjurés qui avaient mis sur le trône le roi actuel. Cette lettre n'avait rien à faire avec l'Autriche; mais le tribunal la truqua, supprima les quatre cinquièmes de son contenu et, en soudant le commencement avec la fin, il fit croire qu'il s'agissait d'un mouvement révolutionnaire en Autriche. Ce qui est très curieux, c'est que l'original de cette lettre, ainsi que la lettre truquée, ont été publiés, tous les deux, dans le *Journal officiel*. L'arrêt prononcé contre les accusés ayant été cassé, un décret royal ordonna l'abolition du procès. Ce fut la cause d'un autre procès non moins honteux, le procès Hinkovitch. L'abolition avait été attaquée dans un journal par le défenseur, M. Hinkovitch; elle laissait en effet subsister les soupçons contre la majorité des Serbes et Croates en Croatie. M. Hinkovitch fut accusé à son tour pour son article. Le parquet y trouva le crime de calomnie et le délit d'excitation à la haine contre les tribunaux. L'accusé fut condamné à six mois de réclusion. Il se pourvut en cassation. La disposition des juges était telle que l'acquittement ne faisait aucun doute; alors les juges furent révoqués et une Cour de cassation *ad hoc* nommée. Hinkovitch fut condamné et les conseillers de la Cour immédiatement et ostensiblement récompensés.

L'« affaire de Friedjung » eut lieu en 1909. M. Friedjung était un historien viennois qui, dans un journal autrichien, accusa le gouvernement de la Serbie et la famille royale serbe d'avoir soudoyé les chefs de la coalition serbo-croate en Croatie pour provoquer, au profit de la Serbie, une insurrection parmi les Serbes autrichiens. Tous les députés de la coalition intentèrent à l'auteur un procès en diffamation. Friedjung produisit des pièces justificatives à l'appui de ses affirmations. Or, il fut très facile de démontrer que ces documents avaient été fabriqués par des fonctionnaires de la Légation autrichienne à Belgrade, travaillant sous les ordres du ministre lui-même. Friedjung reconnut, devant le tribunal, avoir été trompé et les plaignants se désistèrent généreusement de leurs poursuites.

En 1915, ce fut toute une série de procès de haute trahison en Bosnie-Herzégovine. Les plus curieux sont intentés contre les enfants. A Banialuka, on accusa vingt-sept lycéens d'avoir voulu « fonder une

société sous le nom de Yougoslavie ». Ils furent tous condamnés. A Mostar, neuf enfants furent condamnés pour une bagatelle. A Sarajevo, on fit le procès à soixante-cinq écoliers. Leurs camarades de Tuzla subirent le même sort au nombre de trente-huit; leur crime principal était d'avoir des relations avec un club patriotique en Serbie qui n'avait rien de subversif. Un de ces élèves fut condamné à la pendaison, les autres à seize, quinze, quatorze ans de réclusion. La plupart étaient des mineurs, quelques-uns ne dépassaient pas l'âge de quinze ans!

La même année eut lieu encore un procès de haute trahison de proportions beaucoup plus vastes et avec une issue beaucoup plus sanguinaire. Les inculpés étaient au nombre de cent douze, la plupart des intellectuels. Cette fois aussi la procédure judiciaire ne fut qu'une comédie. Le tribunal était composé de juges allemands qui traitèrent les Serbes en ennemis. Les inculpés étaient accusés d'avoir été des agents de la Société « Défense nationale » qui avait son centre en Serbie. La preuve principale était un carnet trouvé sur un officier serbe mort au champ d'honneur. Or, cet officier n'appartint jamais à la « Défense nationale »; la grande majorité des accusés déclarèrent ne pas le connaître; le style du carnet trahit un auteur non serbe; enfin les accusés n'y sont pas nommés par leurs noms, mais par des chiffres 1, 2, 3 et par des lettres de l'alphabet (A, B, C). Résultat : seize condamnations à mort, quatre-vingt-deux condamnations à des peines variant de deux à vingt ans de réclusion. Les condamnés à mort devaient assister à l'exécution de ceux qui seraient exécutés avant eux, de sorte que « le plus coupable », un prêtre et député, devait assister à quinze pendaisons! Tous les condamnés avaient en outre à payer solidairement une indemnité de plus de quatorze millions de couronnes pour l'entretien des réfugiés des districts limitrophes de la Serbie et des parents nécessiteux des mobilisés!

— Ivan Krek. *Les Slovènes.* Traduit par A. U. (Paris, Félix Alcan, 1917, in-12°, 85 p., avec deux cartes; prix : 1 fr.). — L'immigration slovène dans le pays situé entre Trieste, Zagreb (Agram) et la Drave commence vers la fin du VIe siècle de notre ère. D'abord les Slovènes vécurent indépendants; puis, vers le milieu du VIIIe siècle, ils tombèrent sous la dépendance de leurs voisins. Depuis le début du XVIe siècle, ils ont été à plusieurs reprises rattachés politiquement aux Croates. Au commencement du XIXe siècle, la création du royaume napoléonien l'Illyrie prépara le relèvement national : les Slovènes furent entraînés vers les Serbo-Croates. Les Slovènes, qui occupent à peu près 25,000 kilomètres carrés, sont au nombre d'environ un million et demi, dont 100,000 en Hongrie, 40,000 en Italie, 100,000 en Amérique. Le pays est en général montagneux, très varié, riche en beautés naturelles; le peuple sain, vigoureux, dur. Le climat, continental et modéré, subit l'influence méditerranéenne. Le Slovène s'occupe tout particulièrement du labourage, de l'élevage du bétail et de l'économie forestière (60 à 70 °/)°.

Les forêts alimentent le commerce et l'industrie. Il existe 860 scieries, plusieurs fabriques de meubles en bois, du papier et de la cellulose de bois. La tonnellerie et la confection d'ustensiles en bois sont des industries domestiques très développées. Il y a d'importantes couches de lignite. Les mines de mercure d'Idria, par leur richesse, occupent la seconde place en Europe. Dans plusieurs endroits, on trouve du plomb et du zinc. Les tuileries, les industries chimiques (cuir, souliers, bière, tabac), les grandes industries textiles sont nombreuses. Les énergies des eaux sont très abondantes.

En 1910, il y avait 543 associations coopératives de crédit, 47 de consommation, 274 agricoles, 71 d'achat et vente, etc. Moins bien développées sont les associations industrielles (29). Les dix-sept caisses d'épargne encaissaient, à la fin de 1914, plus de 76 millions de francs. D'autres banques servent à l'entretien du crédit hypothécaire, aux besoins de l'industrie et du commerce.

Les centres de la vie intellectuelle et commerciale sont Trst ou Trieste (250,000 habitants dont un tiers slovènes ; mais les environs sont tout à fait slovènes, Ljoubljana ou Laibach (50,000), Celovac ou Klagenfurt (29,000), Maribor ou Marburg (28,000), Beljak ou Villach (19,000). La langue slovène est très proche du serbo-croate. Depuis le début du XIXe siècle l'idée d'une langue commune aux trois peuples, se propage de plus en plus ; elle se réalisera inévitablement dans un avenir très prochain. Les Slovènes ont une belle poésie nationale. Dans leur littérature, la Réforme et la Contre-Réforme, l' « Aufklærung » sous Marie-Thérèse et sous Joseph II, le romantisme, la révolution de 1848 ont joué un rôle considérable. Actuellement ils possèdent des poètes de grande valeur, parmi eux quelques-uns du premier ordre (Prechern, grand poète lyrique, Achkerc, vigoureux auteur des ballades, Cankar, poète en prose d'un charme pénétrant, Zupantchitch). Le journalisme est bien développé : en 1912, le nombre des journaux était de 122. En ce qui concerne le nombre de ceux qui savent lire et écrire, ils occupent, en Autriche, la troisième ou la quatrième place. Mais dans quelques régions slovènes les écoles sont très négligées (en Istrie elles ont été supprimées par les Italiens, en Carinthie par les Autrichiens).

L'étude de M. Krek a paru à l'origine en allemand ; elle fut saisie, d'abord pour la durée de la guerre, puis pour un temps indéterminé. L'auteur lui-même vient de mourir à Vienne. Il était prêtre catholique, professeur de théologie au séminaire de Laibach et député au Parlement de Vienne. Il n'avait pas craint de dire à ce Parlement, le 14 juin 1917 : « Il est deux idées qui ne périront jamais : que les Slovènes, les Serbes et les Croates sont un même peuple et qu'ils doivent parvenir à une même organisation politique ». Ces paroles sont le résumé de sa brochure; elle forment le programme des Yougoslaves.

N. VOULITCH.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — Annales révolutionnaires. 1917, octobre-décembre. — Albert MATHIEZ. L'Institut et la liberté scientifique (publie une notice nécrologique sur Ernest Babut qui devait paraître dans l'Annuaire de la Fondation Thiers, mais qu'il a reprise et donnée dans sa propre Revue parce que le directeur de la Fondation, laquelle dépend de l'Institut, l'avait prié de supprimer des passages désagréables, disait-il, à Mgr Duchesne, membre de l'Institut. On trouvera ici dans son intégrité la notice sur Babut et sur son œuvre). — Léon DUBREUIL. L'idée régionaliste sous la Révolution; 1er article (expose d'après quel principe conservateur fut opérée la division de la France en départements). — Gustave ROUANET. Les séances de la Constituante après le 14 juillet 1789. II. Les comptes-rendus des journaux (expose par le menu la manière dont ont été rédigés pour un journal les comptes-rendus des séances de la Constituante; montre en particulier combien minces étaient ces journaux et exigüe la place qu'ils pouvaient consacrer aux débats de l'Assemblée). — Henriette PERRIN. Le club de femmes de Besançon (mémoire présenté à la Faculté des lettres de Besançon pour l'obtention du diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie). — M. DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. La fête et le culte de la Raison; suite et fin. — G. ROUANET. Les journaux de Thibault et de Coster (d'après le texte qui en a été publié par Albert Houtin, édition d'ailleurs très médiocre; le présent article ne s'occupe que du journal de l'abbé Thibault, curé de Souppes). — A. MATHIEZ. Sur le titre du journal « la Bouche de fer ». — ID. La carte de viande en l'an II. = C.-rendu : *P. Van Tieghem*. Ossian en France (excellente contribution à l'histoire des influences exercées par les littératures du Nord sur la nôtre).

2. — Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1917, juillet-septembre. — Pour le quatrième centenaire de la Réforme : N. WEISS. La Réforme du XVIe siècle; son caractère, ses origines et ses premières manifestations jusqu'en 1523 (important; remonte au moyen âge, puis suit le mouvement de la Réforme dans les divers pays; la Pragmatique de saint Louis de 1268, citée p. 184, est un document faux); Rod. REUSS. Les débuts de la Réforme à Strasbourg, 1517-1524 (état politique et religieux de Strasbourg au début du XVIe siècle; rôle de Mathias Zell, prédicateur à la paroisse Saint-Lau-

rent, de Koepfel ou Capiton, de Bucer et Hédion ; les hommes politiques : Jacques Sturm, Mathieu Pfarrer, Claude Kniebs, Daniel Mueg, Martin Herlin ; progrès des idées nouvelles ; en 1524, les résultats acquis ne seront plus remis en question ; pourtant la rupture définitive avec Rome n'a pas été prononcée ; elle ne le sera qu'en 1529. On annonce une suite à cette étude, qui sera accompagnée d'une bibliographie). — Frank PUAUX. La Réformation jugée par Claude et Jurieu (dans la « Défense de la Réformation » du premier, l'« Histoire ecclésiastique » du second). — Le monument international de la Réformation remis à la ville de Genève le 7 juillet 1917.

3. — **La Révolution française**. 1917, septembre-octobre. — A. AULARD. Le patriotisme et la Révolution française. Les émigrés (la masse des Français entra dans la patrie nouvelle et jura le pacte de la Fédération ; mais il y eut des exceptions : elles sont représentées par les émigrés, les émigrés royalistes de 1791, 1792 et 1793 qui combattirent les « patriotes » par les armes ; mais il y eut aussi des Français qui, étant entrés dans le pacte de 1790, émigrèrent, parce qu'ils crurent ce pacte mal appliqué, ainsi La Fayette ; cette seconde catégorie d'émigrés ne combattit pas la France). — Cl. PERROUD. L'astronome Zach et les Roland (Zach, né en 1754 à Presbourg, quitta son pays à la recherche d'une situation sociale, vint en France en 1783, où il connut Roland et correspondit avec lui lors de son séjour à Londres. M. Perroud publie cinq lettres de l'astronome à Roland datées de Londres 1784 et 1785, donne quelques renseignements sur les rapports ultérieurs de Zach avec M. et Mme Roland. Zach mourut à Paris, du choléra, en 1832). — F. UZUREAU. A propos du serment de liberté et d'égalité (après la révolution du 10 août 1792, on ne demanda plus aux prêtres le serment caduc à la constitution civile du clergé, mais le serment de liberté et d'égalité, exigé des prêtres aussi bien que des laïques ; exemples de ce dernier serment empruntés à l'histoire d'Angers, article du *Journal des débats et des décrets* du 24 août 1792). — H. BUFFENOIR. Comment la rue Plâtrière à Paris devint la rue Jean-Jacques Rousseau (par un arrêté du corps municipal du 4 mai 1791, exécuté le 1er juin). = Documents : Lettre de Talleyrand à Boissy d'Anglas, 1er mars, 1821 (?) ; Adresse de la Convention nationale aux Français, 26 juin 1793 (réimpression). = C.-rendus : *Cl. Perroud*. La proscription des Girondins (très lumineux ; fait dans un esprit girondin). — *Paul Gautier*. « Allemagne au-dessus de tout. » Un prophète : Edgar Quinet (excellente édition des articles de Quinet sur l'Allemagne ; valeur prophétique de ces articles). — *Kant*. Écrits politiques (dans la collection des « Cent chefs-d'œuvre étrangers » ; édition de M. *Aulard*). — Commandant *M. H. Weil*. Les dessous du Congrès de Vienne (publication bien conçue).

4. — **Revue de l'histoire des religions**. 1917, juillet-août. — Jean EBERSOLT. Mélanges byzantins (c'est en réalité un ouvrage de

128 pages traitant de trois sujets : 1° études sur la vie publique et privée à la cour byzantine : la vie de tous les jours de l'empereur, le couronnement de l'empereur, le couronnement et le mariage des impératrices, les gestes du cérémonial, la marche du cortège impérial, les vêtements et les insignes impériaux dans les cérémonies, les promotions aux dignités et aux fonctions, les réceptions diplomatiques, les divertissements et jeux publics, les fêtes religieuses ; 2° monuments inédits ou peu connus du musée de Constantinople : médailles de dévotion, plombs à sujets profanes, fragment d'un grand sceau sculpté ; 3° recherches sur l'ornement sculpté dans le vieux Stamboul). — G. Huet. Daniel et Suzanne (c'est à bon droit que le moyen âge a reconnu dans le jeune Daniel le type de « l'enfant sage »). = Comptes-rendus : *Eug. Demole.* Le culte préhistorique du Soleil et le cimier des armes de Genève (important article de Goblet d'Alviella ; défend contre Demolle la thèse de Déonna, tout en en reconnaissant l'exagération). — *F. C. Conybeare.* A catalogue of the armenian manuscripts in the British Museum (renseigne bien sur le contenu des 149 numéros). — *René Basset.* Mélanges africains et orientaux (ensemble important). — *Gabriel Millet.* Recherches sur l'iconographie de l'Évangile aux XIVe, XVe et XVIe siècles (véritable monument).

5. — **Revue des études napoléoniennes.** 1917, novembre-décembre. — L. de Lanzac de Laborie. L'enseignement secondaire à Paris au début du Consulat. Les écoles centrales, an VIII-an X (les écoles centrales n'admettaient que des externes et l'on y donnait des cours auxquels les élèves avaient pleine liberté de ne pas assister. Sous le Consulat, on sentit le besoin de revenir à l'ancien régime des classes, plus ou moins maintenu à Louis-le-Grand devenu le Prytanée ; puis l'internat fut rétabli et des pensions reçurent les externes envoyés aux collèges rétablis. Sainte-Barbe, réorganisé par Victor de Lanneau, eut bientôt un grand succès. Le régime des écoles centrales avait vécu). — Ledeuil d'Enquin. La dernière phase de l'expédition de Saint-Domingue. Les généraux Ferrand et Barquier, 30 novembre 1803-7 juillet 1809 (histoire du corps expéditionnaire après la capitulation de Rochambeau en 1803 ; les troupes qui restaient après la perte de la partie française de l'île se retirèrent dans la partie espagnole, cédée à la France par le traité de Bâle. L'attentat de Napoléon contre l'Espagne en 1808 souleva les Espagnols, qui se joignirent aux noirs pour presser les débris de l'armée française. Elle capitula entre les mains des Anglais le 7 juillet 1809). — Colonel A. Grouard. Les derniers historiens de 1815. La journée du 17 juin ; fin (« les reproches que Pollio adresse à Grouchy ne sont pas mérités ; les erreurs commises du côté des Français dans la journée du 17 juin sont bien la cause première du désastre de Waterloo ; mais ces erreurs sont imputables à Napoléon lui-même, bien plus qu'à ses lieutenants »). — E. Lenient. A propos de « la Solution des énigmes de Waterloo » ; deuxième

réponse au colonel Grouard (la discussion dégénère en querelle personnelle où l'Histoire ne trouve plus qu'un médiocre intérêt). — Henri CLOUZOT. Les résidences du Second Empire. Saint-Cloud; suite et fin. — J.-J. TROMELIN. Itinéraire d'un voyage fait dans la Turquie d'Europe d'après les ordres de S. E. le général en chef Marmont, duc de Raguse, par un officier d'état-major de l'armée de Dalmatie dans l'automne de 1807.

6. — **Le bibliographe moderne.** T. XVIII, 1916-1917, juillet-octobre. — Émile GINOT. Les statuts de l'ordre de Saint-Michel; manuscrit du duc d'Orléans (le manuscrit, qui appartenait sans doute au duc Louis d'Orléans, le futur Louis XII, provient des collections de M. Gérasime Lecointre et est déposé à la bibliothèque de Poitiers). — Henri STEIN. La papeterie de Jariel à Sablonnières au XVIe siècle (Sablonnières est en Seine-et-Marne, commune de Jouy-sur-Morin, canton de la Ferté-Gaucher; cinq documents sur cette papeterie de 1530 à 1585). — Maurice LECOMTE. Batteney de Bonvouloir, archiviste du XVIIIe siècle (on lui doit l'inventaire des archives de quelques abbayes lyonnaises et surtout celui des archives de l'ordre de Malte, langue d'Auvergne, conservées à Lyon; plus tard, il rédigea les inventaires des archives des chapitres collégiaux de Saint-Genès de Clermont-Ferrand et de Notre-Dame d'Orcival). — Pierre ARNAULDET. Inventaire de la librairie du château de Blois en 1518; suite (le début a paru au t. XIV; ici les numéros 1143-1324. M. Arnauldet a retrouvé, à la Bibliothèque nationale, la plupart des manuscrits ou imprimés mentionnés dans cet inventaire; à suivre). — Henri STEIN. Une contrefaçon lyonnaise de l' « Abrégé chronologique de l'Histoire de France » de Mézeray (elle fut supprimée à la requête de Mézeray, par arrêt du Conseil d'État, le 22 août 1673). = C.-rendus : *L.-H. Labande*. Trésor des chartes du comté de Rethel. T. IV. Sceaux (description de 578 sceaux différents, avec un luxe de détails généalogiques, héraldiques et biographiques sur chacun des personnages dont les sceaux sont représentés). — *Catherine R. Borland*. A descriptive catalogue of the western mediaeval manuscripts in Edinburgh University library (ils sont au nombre de 230; fait avec soin). — *Fréderic Lachèvre*. Les recueils collectifs de poésies libres et satiriques publiés depuis 1600 jusqu'à la mort de Théophile, 1626 (moisson abondante). — *D. Figarola-Caneda*. Bibliografia de Luz y Caballero (Luz y Caballero, né en 1800, mort en 1862, est un des meilleurs représentants littéraires de Cuba). — *D. Jordell*. Catalogue général de la librairie française; t. XXIV et XXV (table des auteurs et des matières pour la période de 1910-1913; excellent). — Catalogue of books printed in the XVth century now in the British Museum; part IV (les livres imprimés à Subiaco et à Rome). — *Angel del Arco*. La imprenta en Tarragona (ouvrage définitif).

7. — **Bulletin hispanique.** 1917, juillet-septembre. — H. BREUIL

et W. WERNER. Découverte de deux centres dolméniques sur les bords de la Laguna de la Janda (dans la province de Cadix; on signale dans ces deux centres une vingtaine de dolmens, dont on donne la photographie; ils sont voisins des roches peintes des sierras de Zanona et de Momia; peintres des cavernes et constructeurs des dolmens appartenaient sans doute au même peuple). — G. DAUMET. Inventaire de la collection Tiran (Tiran, chargé d'une mission en Espagne, acquit en 1842, à Valence, cette collection formée au XVIIIe siècle par D. Felipe Beltran, évêque de Salamanque et grand inquisiteur; la collection, déposée aux archives des Affaires étrangères, vient d'être versée aux Archives nationales sous la cote AB XIX, nos 558 à 597; inventaire des nos 558 à 564). — R. LANTIER. Chronique ibéro-romaine, année 1916. — Z. Le point de vue espagnol dans la question de la guerre (article en espagnol). = C.-rendus : *José Ramón Mélida.* Cronología de las antigüedas ibéricas anteromanas (guide excellent à consulter). — *José Pella y Forgas.* Código civil de Catalaña. Exposición del derecho catalán, comparado con el código civil español (les deux volumes s'adressent surtout aux hommes de loi, mais intéressent aussi les érudits).

8. — Nouvelle Revue historique du droit français et étranger. 1917, avril-juillet. — Paul FOURNIER. Un tournant de l'histoire du droit, 1060-1140 (c'est la période comprise entre le début de l'œuvre réformatrice de Grégoire VII et la composition du *Décret* de Gratien. Sous Grégoire VII, les textes sont renouvelés; on retrouve dans les archives des décrétales, des canons de conciles, des fragments patristiques et de droit romain; on découvre le manuscrit des Pandectes, actuellement conservé à Florence. Sous Urbain II, les méthodes nouvelles se forment et la connaissance du droit cesse d'être un art empirique. Prouve en appendice, contre l'abbé Saltet, que le traité « De excommunicatis vitandis », s'il a subi l'influence d'écrits de Hincmar, est bien de Bernald de Constance). — F. AUBERT. Nouvelles recherches sur le Parlement de Paris. Période d'organisation, 1250-1350; suite et fin (diverses chambres du Parlement; le roi et le Parlement; les présidents; les gens du roi). — Ch. LEFEBVRE. Les notions coutumières dans les transmissions et partages de succession (étudie ces trois questions : comment se transmettait la succession? comment se répartissaient l'actif et le passif au cas de plusieurs appelés? l'effet déclaratif et rétroactif des partages). = C.-rendus : *Léon Dubreuil.* Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution (ouvrage insuffisamment composé, dénotant un peu de hâte et quelque inexpérience, mais contenant un nombre considérable de documents bien édités). — *Luigi Negri.* Genesi storica e giuridica della costituzione napolitana del 1799 (cette constitution est une reproduction, mais non pas servile, de la constitution de l'an III et a pour rédacteur principal François-Marie Pagano; Negri s'est trop attardé aux préliminaires de son sujet).

9. — Nouvelles Archives des missions scientifiques et littéraires. Tome XXII, fascicule 1 (1917). — L. FRANCHET. Rapport sur une mission en Crète et en Égypte (l'auteur s'était proposé d'étudier la céramique primitive dans deux des principaux foyers des plus anciennes civilisations. La Crète a été le foyer initial de la civilisation égéenne. M. Franchet, d'après ses recherches, distingue ces périodes : néolithique ancien, néolithique récent, énéolithique, quatre périodes du bronze, premier âge du fer ; il montre l'évolution de la technique céramique pendant ces périodes ; quelques observations sur la céramique cultuelle et la céramique votive ; explorations du plateau de Tripiti et de la plaine Roussès, près Candie ; objets trouvés. M. Franchet a voulu ensuite rechercher s'il y avait des rapports entre l'art crétois et l'art égyptien ; sondages faits par lui à Karnak et étude technique sur les poteries égyptiennes. Il résulte de cette étude comparée que les deux peuples n'ont exercé l'un sur l'autre aucune influence appréciable dans le domaine des arts industriels).

10. — Revue des sciences politiques. 1917, 15 octobre. — Général DE LACROIX. Les armées britanniques en France (résumé de leur activité d'août 1914 à août 1917). — Nos colonies et la guerre. VI. G. REGELSBERGER. Madagascar (étude générale sur l'île : ses ressources, son administration, sa vie économique, l'exportation pendant la guerre). VII. J. CHAILLEY. L'avenir de nos colonies. Un débouché pour les capitaux et pour les savants (montre la nécessité des grandes entreprises ; signale le programme de l' « Union coloniale française »). — M. CAUDEL. L'Empire britannique et la guerre (rôle que l'Empire joue dans cette guerre, intérêts qu'il y défend, desseins qu'il y poursuit ; comment il s'y est préparé, influence qu'il en doit subir). — Comte DE CALAN. Le recrutement régional des partis politiques de 1789 à 1914. II. Un pays de droite conservatrice : la Guyenne (étend son étude aussi au Béarn, à l'Angoumois et à la Saintonge ; parle d'abord des élections présentes, puis fait un historique des élections de 1789 à 1871 ; la région nous paraît déterminée d'une façon un peu arbitraire). — Louis LEGER. Les publicistes anglais et le problème sud-slave (Sir Arthur Evans et Seton Watson). — E.-B. D. L'idée du blocus (comment cette idée est née et a été appliquée dans la présente guerre). = C.-rendus : Livres sur la guerre, parmi eux : *Amiral Degouy*. La guerre navale et l'offensive (s'adresse aux spécialistes plus qu'au grand public). — *Santiago Alba*. Un programa económico y financiero (l'ancien ministre des Finances dans le cabinet de Romanones a réuni en ce volume les divers projets qu'il a présentés aux Cortès en juin et septembre 1916 ; discussion de quelques-unes de ces idées). — *J. Tribot-Laspière*. L'industrie de l'acier en France (bonne étude à la fois technique et économique). — *Georges Hardy*. Une conquête morale. L'enseignement en Afrique orientale française (excellent ; livre très vivant, très éloigné de la sécheresse d'un traité de pédagogie).

11. — Journal des savants. 1917, septembre. — B. HAUSSOULLIER. Les inscriptions grecques du British Museum (s'occupe de la seconde partie du t. IV du Catalogue, laquelle est intitulée : « Supplementary and miscellaneous inscriptions », et est due à F. H. Marshall ; relève les inscriptions les plus importantes qui y sont publiées; éloge du catalogue en son ensemble). — H. CORDIER. Études sur le vieux Paris (d'après la monographie de Vaugirard, de Lucien Lambeau). — L. BRÉHIER. La transformation de l'empire byzantin sous les Héraclides; I (d'après le t. III de l'*Histoire byzantine*, en russe, de Julien Koulakovsky, comprenant la période de 602 à 717; ce que ce volume nous apprend sur le règne de Phocas et d'Héraclius). — Henri DEHÉRAIN. Talleyrand et les chaires de langues turque et persane au Collège de France en 1805 (sur la demande de Talleyrand, la chaire des langues orientales fut dédoublée en chaire de persan et de turc; on nomma à la première Sylvestre de Sacy; Ruffin resta titulaire de la chaire de turc, où il eut comme suppléant un Strasbourgeois, Daniel Kieffer, excellent fonctionnaire du ministère des relations extérieures). = C.-rendus : *L. Duchesne.* Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule; t. III (excellent). — *Lindley Richard Dean.* A study of the cognomina of soldiers in the roman legions (fait avec beaucoup de soin). — *Alan England Brooke* et *Norman McLean.* The Old Testament in Greek according to the text of Codex Vaticanus (il s'agit du quatrième fascicule contenant Josué, Juges et Ruth; édition confrontée avec les autres manuscrits, tout à fait excellente).

12. — Polybiblion. 1917, août-septembre. — Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *Émile Laloy.* La diplomatie de Guillaume II depuis son avènement jusqu'à la déclaration de guerre de l'Angleterre (met en relief la responsabilité personnelle et capitale du Kaiser dans le conflit actuel); *S. C. Hammer.* William the second as seen in contemporary documents and judged on evidence of his own speeches (jette un rayon de lumière sur la physionomie du Kaiser); *S. Grumbach.* L'Allemagne annexioniste (série de documents accablants); *V. S. Ruelens-Marlier.* Le Rhin libre (écrit à un point de vue exclusivement suisse; demande qu'on neutralise de la navigation du fleuve). — Denis ROCHE. Publications ayant trait à la Pologne (*J. Dragoslav, Jean Kucharzewski, M. Noir* et *Z.-L. Zaleski*). — *Jean Guiraud.* Histoire partiale, histoire vraie; t. III et IV (suite de l'enquête sur les manuels scolaires). — *Charles Duplomb.* Histoire générale des ponts de Paris (aucun renseignement nouveau). — *Paul Verrier.* Le Slesvig (excellent). — *Victor Cambon.* États-Unis-France. Comment un peuple grandit (on connaît les qualités de vulgarisation de cet ingénieur écrivain). = Octobre. Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *André Dollé.* La cote 304 et souvenirs d'un officier de zouaves (la première partie constitue une véritable page d'histoire; la seconde renferme d'amu-

santes anecdotes); *Alfred Joubaire*. Pour la France! Carnet de route d'un fantassin (a la valeur d'une série d'instantanés; l'auteur a été tué sous Verdun le 2 juin 1916); *Émile-François Julia*. La fatalité de la guerre; scènes et propos du front (volume d'une haute tenue littéraire); *Albert Bessières*. Le train rouge. Deux ans en train sanitaire (émouvant). — *P. Van Tieghem*. Ossian en France (critique probe et judicieuse; consciencieuse et vraiment immense érudition). — *William Heubi*. L'Académie de Lausanne à la fin du XVIe siècle (solidement documenté). — *W. H. Wilkins*. Un mariage de prince. Mme Fitzherbert et Georges IV, roi d'Angleterre; traduit en français par *Monzoux-Capillery* (narration attachante; renseignements curieux sur la cour et la société anglaises sous Georges III et son fils). — *B. Auerbach*. Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie; 2e édition (excellent). — *Pierre-Alype*. L'Éthiopie et les convoitises allemandes. La politique anglo-franco-italienne (instructif, mais écrit trop dans un style journalistique; bibliographie insuffisante).

13. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1917, 22 septembre. — *A. M. Blackman*. The rock tombs of Meir (important; à l'aide des renseignements fournis par les textes publiés par M. Blackman, M. Moret établit une liste sommaire des princes de Meir, avec les références utiles). — Art and archæology (analyse du tome V de cette Revue). — *M. Wilmotte*. Le Français a la tête épique (excellent tableau de nos origines littéraires à l'usage du grand public et des étudiants; l'auteur prétend montrer que notre floraison épique sort des productions monastiques en latin, telles que les « cantilenae », les « deplorationes », et qu'elle a son point de départ dans la Lotharingie « belgique » ou « franque »; il attire aussi l'attention sur la richesse des éléments poétiques contenus dans les vies des saints). — *R. Herrick*. La décision mondiale; trad. par *Ch. Cestre* et *Ch. Garnier* (remarquable). — *Fl. Delhorbe*. Essai sur le neutre (neutre ne peut vouloir signifier impartial, indifférent en présence du bien et du mal. La Suisse officielle n'a pas voulu voir ni dire où était le droit; le peuple a sauvé l'honneur. « Il n'a pas été neutre; les Suisses ont eu raison de la Suisse »). — *F. Tyan*. France et Liban. Défense des intérêts français en Syrie (beaucoup d'erreurs historiques; après ce livre comme avant, on ignore ce que sont les Maronites). — *A. Baudrillart*. Une campagne française (entreprise en Espagne pour convertir les catholiques espagnols hostiles à la France. On pourrait faire une campagne semblable au Canada). = 29 septembre. *A. M. Blackman*. The rock tombs of Meir (suite et fin du compte-rendu d'A. Moret; importance de l'école de Meir au point de vue de l'art). — *J. B. Aufhauser*. Miracula S. Georgii (intéressant recueil des légendes grecques et latines sur saint Georges). — *L. Lecestre* et *J. de Boislisle*. Mémoires de Saint-Simon; t. XXVII (importance particulière de ce volume, qui se rapporte à l'année 1715 et à la mort de

Louis XIV). — *N. Jorga*. Histoire des relations entre la France et les Roumains (intéressant). — Le Bulletin monténégrin (analyse du 1er numéro, paru le 1er juillet 1917). = 6 octobre. *E. Doumergue*. Les Lettons. Les provinces baltiques et le pangermanisme prussien en Russie (brochure claire et bien informée). — *H. Sandars*. The weapons of the Iberians (important pour l'histoire des cinq siècles qui ont précédé l'ère chrétienne dans la Péninsule ibérique). — *H. Martin*. Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Toulouse (très utile). — *L. Hautecœur*. L'architecture classique à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIIIe siècle (cet art est tout français). — *P. Lespinasse*. L'art français et la Suède de 1637 à 1816 (montre l'influence presque exclusive exercée sur ce pays par le nôtre au XVIIe et au XVIIIe siècle). = 13 octobre. *J. de M. Johnson, Victor Martin, A. S. Hunt*. Catalogue of the greek papyri in the John Rylands library Manchester. Vol. II : Documents of the ptolemaic and roman periods (très important pour l'histoire de la province romaine d'Égypte). — *F. Mourret*. Histoire générale de l'Église. Tome IV : la Chrétienté (information incomplète, surtout en ce qui concerne les ouvrages allemands et scandinaves ; parti-pris apologétique d'où il ressort que la conduite des papes est toujours justifiée et celle des empereurs condamnée ; récit d'ailleurs bien écrit et vivant). — *G. Hanotaux*. Pendant la grande guerre, août-décembre 1914 (recueil d'articles publiés dans la « Revue hebdomadaire » et dans le « Figaro ». Apporte un témoignage important concernant les dispositions de l'Autriche à la date du 31 juillet 1914). = 20 octobre. *D. Sidersky*. Étude sur la chronologie assyro-babylonienne (bonne étude sur le calendrier babylonien). — Excavaciones de Numancia (important). — *Ed. Rott*. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses. Tome VI : 1643-1663 (textes importants fort bien mis en lumière). — *C. Piccioni*. L'ordre de Malte et la Corse (expose, d'après de nombreux documents inédits, une tentative de cession de la Corse à l'ordre de Malte au milieu du XVIIIe siècle ; l'auteur fait montre de beaucoup de pénétration et de sagacité). — *Ch. Benoist*. L'Europe en feu. Chronique de la grande guerre, 1916. I : du 15 janvier au 15 juin (très intéressant). = 27 octobre. *G. Maspero*. Études de mythologie et d'archéologie égyptiennes ; t. VIII (important). — *P. A. Benton*. The sultanate of Bornu (traduction d'un ouvrage allemand de Schultze paru en 1910, avec des additions et des notes qui ont presque doublé le volume du travail primitif). — *P. Van Tieghem*. Ossian en France (étude critique très fouillée ; met bien en lumière une des origines de la littérature romantique). — *P. Descamps*. La formation sociale du Prussien moderne (remarquable). = 3 novembre. *G. De Sanctis*. Storia dei Romani ; t. III (remarquable). — *Fr. Puaux*. Les défenseurs de la souveraineté du peuple sous le règne de Louis XIV (remarquable. Ces défenseurs, on les trouve chez les protestants, dans les écrits de Jurieu, de Claude, des théoriciens du Refuge). — Pages

d'histoire, 1914-1917. Nos 120-138. — *P.-M. Masson*. Lettres de guerre, août 1914-avril 1916 (remarquable). = 10 novembre. *C. Beccari*. Rerum aethiopicarum scriptores occidentales inediti a saeculo XVI ad XIX; t. XIV (ce volume comprend 149 documents relatifs aux tentatives faites par les Jésuites et les Franciscains pour le rétablissement de la Mission d'Éthiopie, 1698-1708, et 40 concernant la mission confiée en 1788 à un prêtre indigène, Tobias Ghebragzer. Le tome XV renferme l'index analytique et alphabétique de toute la collection). — *J. Cabré Aguilo*. El arte rupestre en España (précieux documents interprétés d'une façon très superficielle). — *Jean de Jaurgain*. L'évêché de Bayonne et les légendes de saint Léon (dissertation intéressante, mais non tout à fait convaincante). — *Cl. Rivet*. Le dernier Romanof (remarquable). — *E. Denis*. La question d'Autriche. Les Slovaques (à méditer). — *I. M. Zujovitch*. Les Serbes (conférence sur la population rurale et urbaine, la vie intellectuelle, religieuse et politique des Serbes). = 17 novembre. *H. Breuil*, *H. Obermaier*, *Willoughby Werner*. Peintures et gravures murales des cavernes paléolithiques : La Pileta à Benajoan (important). — *E. Renaudet*. Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie, 1494-1517 (ouvrage très érudit, très critique et qui fait penser). — *E. Jouy*. Le précurseur et l'inspirateur direct des lettres persanes (c'est Joseph Bonnet, avocat au Parlement d'Aix, qui fut mis à la Bastille pour avoir publié en 1716 deux « lettres persanes » soi-disant écrites par un « homme de loy à Hispaham »). — Abbé *E. Duplessy*. Benoît XV et la guerre de 1914-1917 (chaude et subtile plaidoirie en faveur de la politique pontificale; n'aurait-il pas mieux valu qu'elle eût moins besoin d'un avocat?).

14. — Le Correspondant. 1917, 10 octobre. — E. Pajolste. La Russie révolutionnaire. Notes d'un voyageur (ces notes font ressortir les deux points suivants : 1° la révolution de février ne fut pas la défaite, mais l'effondrement presque spontané d'un régime; 2° cette révolution n'est pas née d'un sursaut patriotique pour la défense du pays envahi; elle est d'abord une protestation contre la guerre que l'ancien régime imposa et dont le nouveau ne comprend pas, au début, la nécessité. Quant aux Alliés, leur devoir est d'aider politiquement et économiquement le peuple russe; ils doivent aussi lui bien faire comprendre leurs buts de guerre; que, par exemple, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France est non une conquête, mais une désannexion; que la prise des colonies allemandes d'Afrique est un gage, non une conquête. « Il faut souhaiter qu'un échange de vues ramène, dans toutes les capitales alliées, un courant de confiance réciproque. Cet accord permettra un réajustement des différents programmes de guerre et de paix »). — Miles. Silhouette de guerre. Le général Pétain (cette biographie peut se résumer en ces simples mots du général lui-même : « Ce sera très long, ce sera très dur, mais nous gagnerons »).

— Ernest DAUDET. La France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. La mission du comte de Saint-Vallier, décembre 1879-décembre 1881; suite (il y est surtout question de Bismarck, à un moment où il paraissait utile à sa politique de montrer tous les égards possibles à la France et à son représentant). — Raoul NARSY. Adrien Mithouard et le concept occidental (en 1901, A. Mithouard, plus tard président du Conseil municipal de Paris, fonda une revue intitulée « l'Occident » et il a réuni en volume les articles qu'il y a publiés. On y trouve des idées originales sur la tradition nationale et artistique de la France). — Général CANONGE. La bataille de la Marne. Récit succinct. 2e partie. Impressions (impressions sur Joffre et sur Maunoury. Il est injuste de distinguer la bataille de l'Ourcq et celle de la Marne; toutes deux sont l'application logique des ordres donnés dès le 25 août par le général en chef. Fait ressortir les graves conséquences de la lenteur avec laquelle l'armée anglaise entra en ligne au début de la bataille. Critique des opérations conduites par le général Foch; c'est ainsi qu'il serait injuste de donner à la grande lutte soutenue du 5 au 12 septembre le nom de bataille de Fère-Champenoise. Remarque enfin les heureux effets obtenus par le sentiment de solidarité militaire qui unit tous les chefs d'armée française dans l'unique préoccupation de repousser l'ennemi). — René BRANCOUR. Le centenaire de Méhul. — C. HEARTY. Dans la bataille de l'Yser. Souvenirs d'un officier. — LANZAC DE LABORIE. Quelques souvenirs du cardinal Perraud (d'après les mémoires du cardinal que vient de publier Mgr Gauthey, sous le titre : « Mes relations personnelles avec Pie IX et Léon XIII »). = 25 octobre. ***. La question ouvrière en Angleterre (analyse les huit rapports sur l'agitation industrielle et le rapport Whitley sur les relations entre patrons et ouvriers; très important. La tension devient chaque jour plus grande entre le Capital et le Travail; l'ingérence de l'État dans les affaires industrielles depuis la guerre, ce qu'on appelle en Angleterre le prussianisme, en est une des principales causes. Ces rapports sont d'un haut enseignement pour les économistes et pour les hommes d'État). — MILES. Silhouettes de guerre. L'amiral Thaon de Revel (c'est le commandant en chef de la flotte italienne; il est d'origine savoyarde). — Jean SAISON. A l'armée d'Orient. Impressions et notes d'un officier; II (la retraite; Demir Kapu, Guevgueli, Doiran, Kilindir, 6-18 décembre 1915; beaucoup de renseignements techniques très précis). — Eugène TAVERNIER. Un tri-centenaire. Saint-Vincent de Paul et les dames de la Charité (d'après un livre de l'abbé Coste qui doit paraître prochainement). — Marcel DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère. XIV. La relève (sous Verdun, 26 juin 1916). — M. WEISSEN-SZUMLANSKA. Une traversée pendant la guerre. De Madagascar à Marseille. — Jacques DE COUSSANGE. Les origines et les débuts de Kerensky (d'après une biographie en danois par Ravn-Jonsen). = 10 novembre. E. SAINTE-MARIE PERRIN. Comment on vit en Alsace après trois ans de guerre. De l'autre côté

et de notre côté (réponse bien documentée à certaine relation, faite par la *Strassburger Post* du 30 juin 1917, d'une visite en Alsace organisée par l'administration allemande. Elle comprenait huit journalistes, dont trois Hollandais, trois Suédois, un Norvégien et un Suisse. Il serait instructif de savoir avec quelles personnes exactement ces honorables neutres ont été mis en contact). — MILES. Silhouettes de guerre. Hjalmar Branting (le parti socialiste en Suède; les élections de septembre 1917 et la formation du ministère socialiste-libéral). — Henri JOLY. Les deux Lamennais (ils furent bien frères par l'esprit et par le cœur, très différents sans doute, mais également supérieurs, l'un par le génie du verbe, l'autre par sa vertu, si grande qu'aujourd'hui l'on songe à le canoniser. C'étaient deux natures d'élite et le parallèle est instructif). — Jean BRUNHES. Le bilan de l'annexion. A propos de *La France de l'Est*, de Vidal de La Blache. — Ernest DAUDET. La France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. La mission du comte de Saint-Vallier; suite et fin (conséquences de l'assassinat du tsar Alexandre II et de l'idée exprimée par Alexandre III de former une sorte de Sainte-Alliance des trois empires pour lutter contre la propagande révolutionnaire. Bismarck approuvait une politique de répression en Russie, mais à condition qu'elle fût accompagnée des réformes nécessaires; en outre et surtout, il persévérait dans le sentiment de méfiance qu'il éprouvait à l'égard de la Russie. Gambetta et Bismarck. Démission de Saint-Vallier après l'avènement de Gambetta; Bismarck regretta cet ambassadeur, qui s'était toujours montré si conciliant, mais qui ne cessait de signaler aux Français l'intérêt qu'avait l'Allemagne à nous isoler et à nous affaiblir. L'auteur utilise la correspondance qu'il entretint alors avec Saint-Vallier). — Salvador CANALS. La crise espagnole. — LANZAC DE LABORIE. Edgar Quinet et le péril allemand (d'après l'ouvrage de Paul Gautier). = 25 novembre. MILES. Silhouettes de guerre. Le général Allenby. — UN GRAND-DUCAL. La question du Luxembourg (rectifie beaucoup d'erreurs sur l'histoire du grand-duché, commises en particulier par M. Wampach. Quant à la neutralité du gouvernement, elle est entièrement favorable à l'Allemagne, mais le peuple lui est hostile; si un jour « le Luxembourg doit perdre son indépendance, c'est vers la Belgique qu'il se tournera »). — ***. Le président Wilson et la guerre. II. La stratégie et la tactique politique du président. — Salvador CANALS. La crise espagnole; II (la grève générale de juillet 1917; intervention des Juntes militaires; un ministère de compromis où la droite et la gauche se font équilibre. « A la grâce de Dieu », s'écrie l'auteur en terminant). — L. DE LANGALERIE. Impressions de Galicie (en avril 1911).

15. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 5 octobre. — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation. I. Luther et l'esprit de sa race (voit en lui l'obstination et l'orgueil du Saxon). — Pierre GUILLOUX. Études

augustiniennes. III. L'ami (le cénacle de l'amitié; Cassiciacum; comment l'évêque d'Hippone pratique l'art de garder ses amis). — Louis CHERVOILLOT. Dante Alighieri et l'éducation catholique (pour comprendre Dante, il faut avoir le sens catholique; à suivre). — Impressions de guerre. LVI. La visite du général Pau en Suisse. = C.-rendus : *Madeleine Havard de la Montagne.* Sainte Claire d'Assise. Sa vie et ses miracles racontés par *Thomas de Celano* et complétés par des récits tirés des chroniques de l'ordre des Mineurs et du procès de canonisation, traduits d'après un manuscrit italien du XVIe siècle (intéressant). — *Maurice Barrès.* L'âme française et la guerre. 5e série. Les voyages de Lorraine et d'Artois (sous chaque phrase on sent vibrer l'âme de la France). — Ouvrages relatifs à la guerre. = 20 octobre. Paul BERNARD. Pour le centenaire de saint Alphonse Rodriguez. L'éclatante sainteté (extrait de la *Vie de saint Alphonse Rodriguez*, jésuite de Valladolid, mort le 21 février 1616, que M. Bernard vient de publier). — Louis JALABERT. Les étapes de la Russie nouvelle (les journées révolutionnaires de mars 1917; le Soviet contre le gouvernement provisoire; les résultats de ce dualisme; à suivre). — Jules LEBRETON. Pour suivre de plus près saint Thomas (à propos de la lettre récente du P. Ledochowski, général de la Compagnie de Jésus, sur la doctrine de saint Thomas). — Alex. BROU. Le Père Louis Chaine; suite (mortellement blessé à Sailly-Saillisel le 16 novembre 1915). — Y. DE LA B. Les puissances belligérantes et la médiation pontificale (étudie les réponses de la Belgique, des États-Unis et des puissances centrales à la note diplomatique de Benoît XV, du 1er août). = C.-rendu : Cardinal *Perraud.* Mes relations personnelles avec Pie IX et Léon XIII (texte des lettres échangées entre les deux papes et l'évêque d'Autun; récit des voyages du cardinal à Rome). = 5 novembre. Le cardinal L. BILLOT. La parousie; V. — Maxime DOÜILLARD. « Vers la démocratie nouvelle » (à propos de l'ouvrage de Lysis : le salut de la démocratie est dans un retour au catholicisme). — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation. II. Luther et le caractère de sa race (Luther est bien un représentant des Saxons de son temps; il est poète, musicien, orateur éloquent; il est l'homme le plus simple du monde, un bon vivant, un joyeux compagnon; il se marie pour avoir une bonne ménagère). — Louis CHERVOILLOT. Dante Alighieri et l'éducation catholique; fin (la « Divine comédie »; elle doit devenir en France un livre classique). — Louis DES BRANDES. Les noms des Juifs (d'après la brochure de G. Massoutié). — Impressions de guerre. LVII. Repérages au Chemin des Dames (juin-juillet 1917). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (dans la chronique, des considérations sur les traités de Westphalie). = C.-rendus : *Henri Jeannotte.* Le psautier de saint Hilaire de Poitiers (a réuni les passages des psaumes cités dans les œuvres de Hilaire et reconstitué le texte dont ce docteur s'est servi). — *Paul Huvelin.* Une guerre d'usure. La deuxième guerre punique

(œuvre d'un maître et d'un Français de Lorraine). = 20 novembre. Paul DUDON. Le Congrès de Grenade et le troisième centenaire de la mort de Suarez, 1617-25 septembre 1917 (récit des fêtes; incident qu'elles ont soulevé). — Louis JALABERT. Les étapes de la Russie nouvelle; suite (la tâche du gouvernement de coalition; les erreurs et les fautes du second ministère Lvof; l'offensive ennemie à l'intérieur; les journées maximalistes; l' « union sacrée » et le cabinet Kerensky; s'arrête à la fin de juillet 1917). — Pierre T. DE C. La nostalgie du front (curieuse étude de psychologie). — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation. III. Luther et le caractère de sa race (le ménage de Luther; son intérieur; les *Propos de table*; tendresse de Luther pour ses enfants; son influence sur la jeunesse). — L. BERNE. Le baptême de l'air (octobre 1917). — Alexandre BROU. Bulletin des missions. Chine : la défaite de Confucius (depuis la proclamation de la République, le confucianisme a cessé d'être la base de l'enseignement moral dans les écoles). — Impressions de guerre. LVIII. Combats d'été sur le Mont-Haut, Champagne (12-28 juillet 1917). = C.-rendus : *Victor Boret*. La bataille économique de demain (intéressant). — *Robert Herrick*. La décision mondiale, traduit de l'anglais par *Charles Cestre* et *Charles Garnier* (étudie surtout la cause psychologique de la guerre et montre l'antagonisme irréductible entre l'idéal latin et l'idéal germanique).

16. — La Grande Revue. 1917, septembre. — THIERS et Louis AGASSIZ. Science française et science allemande (lettre d'Agassiz à Thiers, datée de Cambridge, Mass., 10 septembre 1871; il lui exprime cette opinion qu'au point de vue scientifique la France « a déchu d'une manière lamentable devant l'Europe » et il le conjure de réformer l'enseignement scientifique à tous les degrés sur le modèle des universités allemandes. Thiers répond, le 23 novembre suivant, que, si tout n'est pas pour le mieux en France, celle-ci peut opposer à l'Allemagne des savants de premier ordre. Sans doute, mais là n'était pas la question. L'événement n'a d'ailleurs pas tardé à montrer qu'Agassiz avait raison). — Paul CROUZET. Pour la revision d'ensemble de l'éducation nationale. — Abel FAURY. La guerre et l'esprit français (nous n'avons pas su, avant la guerre, tirer tout le parti possible de nos richesses; il faut donc réformer l'esprit français. « Ou bien, demain, la France réformera son institution pédagogique, ou bien la France cessera d'être ». Trace un plan d'études conçu au seul point de vue pédagogique, où la culture générale et l'humanisme occupent la première place, envahie actuellement par trop de spécialités). — Albert FAVRE. Les enseignements de la guerre. Pour l'armée de demain (comment organiser l'instruction de la nation armée). — Dr J.-P. BOUNHIOL. Les leçons de la guerre pour l'enseignement supérieur. — J. BEZARD. Les leçons de la guerre dans l'enseignement secondaire. — E. POULHIER. L'enseignement secondaire et l'après-guerre. — J.-P. BOU-

NHIOL. Les leçons de la guerre pour l'enseignement secondaire. — Émile BUGNON. L'école primaire et les leçons de la guerre (il faut former un « esprit du travail », éveiller la conscience professionnelle). — L. TRIPARD. L'enseignement technique et la guerre. — G. MARÉCHAL. Enseignement technique et artistique d'après-guerre. — Enquête sur les leçons de la guerre pour tous les enseignements (brèves indications, sur des points particuliers, par plus de vingt correspondants). = Octobre. Nelly MELIN. Le pangermanisme et la Scandinavie (instructif).

17. — Mercure de France. 1917, 16 octobre. — Remi DE GOURMONT. Trois essais (1° la culture allemande; 2° les deux cultures, à propos des livres de Louis Dumur : culture française et culture allemande ; 3° le roi de Prusse, qui est un portrait de Frédéric II). — J.-W. BIENSTOCK. La Révolution russe. L'Okhrana (origine de cette institution qui avait pour objet essentiel de veiller sur la personne de l'empereur : c'était la police politique, toute puissante et corrompue. Son organisation et ses agents secrets; la plupart appartenaient à des groupes socialistes révolutionnaires, surtout à la fraction des social-démocrates *bolcheviki*. Publie un rapport de police sur Raspoutine, mars 1915, et un autre sur Kerensky, août; montre que Lénine et ses partisans étaient les « enfants chéris » de l'Okhrana. La police politique russe à l'étranger, notamment à Paris. L'auteur utilise les renseignements fournis par une commission chargée de dépouiller les archives de l'Okhrana; on publie actuellement les noms de tous les agents secrets; ceux que l'on a pu saisir sont déférés à un tribunal spécial dont le rôle consiste à tirer au clair leur activité au seul point de vue des partis). = 1er novembre. Léon BOCQUET et Ernest HOSTER. Les Buschkanters de la forêt d'Houthulst (très intéressante étude sur l'histoire, les coutumes et le caractère d'une population d'origine inconnue, qui vit dans la forêt d'Houthulst où elle se livre à la fabrique des balais, brosses, sabots, etc., sans oublier le braconnage; ils vivent comme en marge de la société, même quand ils vont porter par le monde les produits de leur industrie. Que sont-ils devenus tant que la forêt fut un repaire d'Allemands?). — Jules CHOPIN. L'Autriche-Hongrie et le catholicisme (l'Église catholique a-t-elle intérêt à soutenir la cause des Habsbourg, à empêcher le démembrement de l'Autriche-Hongrie? Non, car le catholicisme n'a été, entre les mains des gouvernants austro-hongrois, qu'une arme politique pour l'asservissement des peuples; en outre, loin d'affaiblir l'Allemagne prussianisée et luthérienne, le maintien de l'Autriche-Hongrie la fortifie d'une alliée fidèle; enfin l'Église risquerait de voir s'éloigner d'elle tous les peuples qu'elle aurait contribué à maintenir sous la domination habsbourgeoise). — J.-W. BIENSTOCK. La Révolution russe. L'Okhrana; suite et fin (de quelques personnages qui ont joué un rôle important dans la police politique et de

quelques crimes commis par l'Okhrana. Les principaux agents du service étaient des maximalistes et certains se trouvaient engagés dans de laides affaires au profit de l'Allemagne. « Il y a un lien très étroit entre l'espionnage allemand et le parti maximaliste qui, d'ailleurs, comptait dans son sein à peu près 15 °/₀ d'agents provocateurs. » Publie en terminant le texte complet d'un article de Bourtzev, qui donne les renseignements les plus précis sur les partis hostiles au gouvernement provisoire et favorables à l'Allemagne). = 16 novembre. Albert MOCKEL. Verhaeren et la guerre. — Édouard DE KEYSER. L'effort maritime de la Belgique (application d'une loi du 11 juillet 1916 constituant le « Lloyd royal belge »). — LOUWYCK. Une visite au camp de prisonniers de G..., en Lorraine. — Max DAIREAUX. La Maison d'Amérique (expose le plan élaboré pour l'établissement à Paris d'une « Maison » ou centre de réunion à l'usage des Américains, de ceux du Midi comme de ceux du Nord; symbole de l'union américaine formée par la haine contre les méthodes de guerre allemandes).

18. — La Revue de Paris. 1917, 15 octobre. — Émile MÂLE. Le château de Coucy et l'architecture militaire du moyen âge (le donjon en bois du XIe siècle en Normandie est remplacé au XIIe par le donjon en pierre; puis, sous l'influence des forteresses bâties en Palestine par les Arabes, un système nouveau de fortification est inauguré par Richard Cœur-de-Lion dans le château Gaillard. Philippe-Auguste à son tour porte ce système à un haut degré de perfection. Coucy en était le plus pur type. On sait que les Allemands l'ont détruit sans sérieuse nécessité militaire). — Ernest GAUBERT. L'archiduc mystérieux (il s'agit de l'archiduc Ludwig-Salvator, qui mourut à Brandeis-sur-l'Elbe, le 12 octobre 1915. Son séjour au château de Miramar, dans l'île de Majorque, à l'endroit même où vécut Raymond Lull. La parfaite connaissance qu'il avait acquise de la Méditerranée lui permit de fournir à l'Allemagne de précieux renseignements; les services qu'il rendit pendant la guerre avaient d'ailleurs sans doute pour but de se faire pardonner par l'empereur d'Autriche ce que Vienne appelait « ses manies »). — ALTIAR. Journal d'une Française en Amérique; fin (du 10 mai au 18 juin 1917; préparatifs militaires au milieu d'un enthousiasme grandissant; retour en France). — S. REIZLER et N. CHTCHOUPAK. Raspoutine à Jérusalem (son voyage aux Lieux saints en 1911, d'après ses *Pensées et méditations*, qui ont été publiées en 1915). — B. AUERBACH. L' « Autriche nouvelle » des Allemands autrichiens (très intéressant; à méditer). = 1er novembre. Arthur CHUQUET. Napoléon à Grenoble (1° bonapartistes et royalistes dans l'armée et dans le civil; 2° La Mure et Laffrey; comment l'empereur réussit à forcer le passage à Laffrey sans brûler une amorce). — Dr Jean FIOLLE. Les « auto-chir » et les progrès de la chirurgie de guerre (retenons de cet article fort intéressant cette attristante déclaration qu'au début de

la guerre le service chirurgical était comme inexistant; tous les médecins de l'armée répétaient qu'à la guerre on se débrouille comme on peut, qu'en fait de blessure « tout s'arrange spontanément le mieux du monde ». C'est seulement à partir de mars 1915 que l'on commença d'employer des méthodes scientifiques, avec le matériel approprié. On se mit alors à utiliser des chirurgiens de métier pour les services chirurgicaux et ce fut toute une révolution). — Julien TIERSOT. Le centenaire de Méhul. = 15 novembre. Comtesse de PULIGA BRADA. « Debout, les morts glorieux de l'Italie » (sorte d'évocation héroïque des hommes qui ont fait le Risorgimento). — Géo VALLIS. Une évasion (du camp de Popilwa en Pologne russe, le « camp de la faim », où les prisonniers furent abominablement maltraités. Repris, il est dirigé sur un camp de punition à Nidden, puis à Riegel, d'où il s'échappa encore; mais cette fois il réussit à franchir la frontière de Suisse et à rentrer en France). — A. CHUQUET. Napoléon à Grenoble. II. La Bédoyère (La Bédoyère passait pour royaliste; mais il avait promis à la reine Hortense de servir la cause de Napoléon. A Grenoble, on ne se défiait pas de lui; il lui fut donc facile de sortir de la ville à la tête de troupes que l'on disait fidèles au roi, mais qui réservaient leur fidélité à l'empereur. « Vous me replacez sur le trône », dit Napoléon à La Bédoyère quand il le rencontra sur la route entre Vizille et Grenoble; le soir même, il entrait dans la ville aux acclamations des paysans et des soldats. La garnison entière, moins le 11e de ligne, avait passé de son côté. Tout cela s'accomplit sans qu'une goutte de sang eût été répandue). — Suzanne MORET. Le patriotisme à l'école américaine (intéressant exposé de la méthode suivie pour enseigner le culte de la liberté individuelle, de la démocratie et de la patrie).

19. — Revue des Deux Mondes. 1917, 15 octobre. — Louis MADELIN. Les armées de la Révolution et la discipline (indiscipline sous l'ancien régime; anarchie militaire pendant les premières années de la Révolution. Les débandades d'avril 1792 et la revanche de Valmy-Jemmapes. Nouvelle crise causée par les volontaires de 1792, ceux qui avaient fait les grandes journées populaires de la Révolution et qui apportaient aux armées les principes de la liberté sans limite; l'indiscipline les fit battre à Neerwinden. Mais la Convention sut réagir et le soldat de l'an II non seulement repoussa l'ennemi hors de nos frontières, mais remporta les succès prodigieux qu'on sait). — Victor GIRAUD. Esquisses contemporaines. Albert de Mun. I. L'œuvre oratoire, politique et sociale. — André LEBON. Mobiles de guerre et buts de paix (l'Allemagne a fait la guerre pour des raisons économiques; elle voulait s'emparer des mines de houille et de fer nécessaires au développement et au triomphe de son industrie. C'est là qu'il faut la frapper; il faut imposer à l'Allemagne vaincue l'internationalisation de la Prusse rhénane, « de manière que les matières qui en

seront extraites, sous le contrôle de la Société des nations, soient employées, là et en Westphalie, à fabriquer des outils de paix, non des canons et des obus, des bateaux de commerce, non des navires de guerre ». Ainsi seulement pourra se réaliser le programme du président Wilson). — S. ROCHEBLAVE. Chez les Neutres du Nord. II. De Hollande en Scandinavie (très intéressant et instructif). — R. DE LA FRÉGEOLIÈRE. Croisières aériennes. Souvenirs et récits d'un pilote militaire (quelques émouvantes pages sur Guynemer). = 1er novembre. Frédéric MASSON. Du Consulat à l'Empire. Lettres d'une mère à sa fille. I. De Constantinople aux Tuileries (la mère est Armande Pouchot, qui épousa d'abord Annibal-J.-B. Aubert Du Bayet, mort ambassadeur à Constantinople le 7 décembre 1797, puis Claude Carra de Vaux de Saint-Cyr, camarade du défunt, et attaché à l'ambassade de Du Bayet, 31 octobre 1799. La fille est Constance, née du premier mariage et mariée à son tour au général Charpentier, avril 1803. Charpentier était à Milan, Carra de Vaux à Bayonne, Armande à Paris où elle fréquentait la famille Bonaparte. Biographie de ces divers personnages. Extraits des lettres que la mère écrivit à sa fille en 1803 ; beaucoup de caquetage et de futilités). — Victor GIRAUD. Albert de Mun. II. L'œuvre de défense religieuse et de défense nationale. — Julien ROVÈRE. La rive gauche du Rhin. II. L'opposition à la Prusse et les fluctuations de la politique française, 1848-1870 (les mouvements révolutionnaires de 1848 eurent un caractère nettement anti-prussien ; la restauration impériale en 1852 contribua puissamment à fortifier les sentiments français dans les régions de la rive gauche ; mais Napoléon III ne sut pas en tirer profit et laissa en 1866 passer une occasion favorable qui ne devait plus se retrouver). — Maurice TALMEYR. La belle France. Portraits de chez nous (sœur Ignace, du bourg de Willer, qui fut tuée à Moosch, près de Thann, le 4 janvier 1916 ; un ouvrier de commerce, Georges Condom, tué le 6 mars 1916 ; le capitaine Jacques de Visme, tué sous Verdun à la tête d'une compagnie de mitrailleurs ; Jean-Maurice Portas, prêtre-soldat, nommé sous-lieutenant sur le champ de bataille de Bapaume, tué sur la Somme le 6 octobre 1916 ; les familles du Paty de Clam, de Maistre, Sieyès de Veynes, de Foras, etc.). — Charles STIÉNON. Les Anzacs ; l'héroïque odyssée des Néo-Zélandais (au lieu des 8,000 hommes que la Nouvelle-Zélande s'était engagée à fournir à l'Angleterre, elle en a donné jusqu'ici dix fois plus ; c'est « parce que de l'écrasement de l'Allemagne dépend l'avenir du monde, que les Néo-Zélandais ont versé sans compter leur or et leur sang »). — André BEAUNIER. Une nouvelle vie de sainte Claire (par Madeleine Havard de La Montagne). = 15 novembre. Étienne LAMY. La flamme qui ne doit pas s'éteindre. I. La race de France (l'histoire montre que la grandeur de la France a toujours dépendu dans le passé de la puissance familiale et de l'accroissement de la population. Pour l'après-guerre, c'est la question vitale qui se pose : tel sera l'avenir de la famille, tel sera l'avenir de la patrie). — Fr. MASSON. Du Consulat à l'Empire.

Lettres d'une mère à sa fille. II. Près de la princesse Caroline (le 22 octobre 1804, Mme de Saint-Cyr est nommée « dame pour accompagner » auprès de la princesse Murat, résidant alors à Villiers-Neuilly. Ses lettres à sa fille fourmillent de détails sur les gens qu'elle voit, sur la mode, etc. La correspondance s'arrête à la capitulation d'Ulm). — Commandant Émile VEDEL. La marine française pendant la guerre. La deuxième escadre légère à la rencontre de la flotte allemande, 2 août 1914 (raconte dans quelles circonstances angoissantes s'opéra la mobilisation de la flotte française de la Manche, alors que l'on était encore incertain des résolutions que prendrait le gouvernement britannique et qu'on attendait la grande flotte de guerre allemande, bien supérieure sur ce point à la nôtre; puis les mesures prises par les deux flottes alliées pour interdire à l'ennemi l'entrée de la Manche. Très intéressant exposé qui met en relief les services obscurs, mais essentiels, rendus au pays par la marine). — G. GOYAU. Ce que le monde catholique doit à la France; I (la France au berceau de l'Église; constitution du pouvoir temporel par Pépin le Bref et restauration de l'empire romain en faveur de Charlemagne. Les Croisades du XIe au XVIIe siècle et le protectorat des chrétiens en Orient depuis 1535 jusqu'à nos jours. Les rois très chrétiens et l'alliance de la papauté avec la Maison de France). — André MICHEL. Dans les ruines de nos monuments historiques. Conservation ou restauration? — Raphaël-Georges LÉVY. Le ravitaillement du nord de la France et de la Belgique.

20. — Revue des nations latines. 1re année, 1916. N° 1, 1er mai. — J. REINACH. Les origines de la guerre : le plan allemand. — A. MOUSSET. L'Espagne et la guerre : le ministère du comte Romanones. = N° 2, 1er juin. J. ALAZARD. Le problème adriatique (étudie les raisons de conflit qui existent entre Italiens et Yougoslaves, à propos des terres orientales de l'Adriatique, et les moyens de résoudre le conflit). = N° 3, 1er juillet. G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; I (étudie les origines de la Triple-Alliance, partant des traités de 1882, et examinant les conditions dans lesquelles se fit le renouvellement de 1887; met remarquablement en lumière le rôle de l'Angleterre au cours de ces négociations). — C. BARBAGALLO. La méthode historique allemande et l'historiographie des pays latins. = N° 4, 1er août. G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; II (parle du renouvellement de l'alliance en 1891 et de la prolongation de 1896, du rôle que joua l'Italie entre la Triplice et la Duplice, de la faculté qu'elle eut d'entretenir des relations cordiales avec la France et la Russie, d'une espèce de « compénétration des alliances » qui en résulta et de la « splendid isolation » de l'Angleterre qui en fut la conséquence). — J. ALAZARD. La politique des États-Unis et le conflit européen. = N° 5, 1er septembre. A. MAZZOTTI. Leonida Bissolati; I; suite dans le n° 6. = G. CAPRIN. Serbes et Slaves méridionaux. — G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; III (analyse les diverses phases de la politique européenne depuis

1897 jusqu'au rapprochement franco-italien, ce qu'on a appelé le « tour de valse »). = N° 7, 1er novembre. R. CAGGESE. Le midi de l'Italie et la guerre (montre combien les populations de l'Italie méridionale souffrent de la guerre et quel mérite elles ont à conserver un excellent « moral »). — J. ALAZARD. La crise grecque. — P. SILVA. Les catholiques italiens et la guerre. = N° 8, 1er décembre. Albert MATHIEZ. La Révolution et les étrangers; I (dans ce premier article, auquel il donne pour titre : « Le Paradis », l'auteur étudie la politique suivie après avril 1792 à l'égard des étrangers domiciliés en France et appartenant aux puissances ennemies. Jusque vers mars 1793, aucune mesure d'aucune sorte ne fut prise contre les sujets ennemis. L'idéologie révolutionnaire fit que les conventionnels voulurent d'abord ignorer le problème). — J. ALAZARD. La question du « Mittel-Europa ». = 1917. N° 9, 1er janvier. A. AULARD. L'opinion européenne à la veille de la guerre actuelle (expose les principaux résultats de l'enquête que fit M. Jean Pélissier au début de 1914, d'après son livre : « Une enquête d'avant-guerre, l'Europe sous la menace allemande en 1914 »). — G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; IV (les problèmes qui se posaient en 1902 étaient nombreux. De leur examen, la Triplice pouvait sortir affaiblie. En effet les relations sont un peu froides entre Allemagne et Italie. Rencontre à Vérone de Zanardelli et Bülow, le 2 avril 1902). = N° 10, 1er février. Henri WELSCHINGER. Un plan de philosophie par M. Thiers (dans ce plan, très clairement exposé, on découvre « le constant désir de démontrer l'existence de Dieu et les lois d'ordre moral qui régissent les sociétés humaines »). — G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; V (continue l'examen des problèmes de 1902, notant tout ce qui pouvait resserrer l'amitié entre Italie, France et Angleterre). — Jules DESTRÉE. Salvatore Barzilaï. — Hubert BOURGIN. La guerre et le socialisme. = N° 11, 1er mars. Corrado BARBAGALLO. Les responsabilités politiques de la guerre franco-prussienne de 1870-1871; I (rapproche la conduite prussienne de 1870 et la conduite allemande de 1914). = N° 12. Albert MATHIEZ. La Révolution et les étrangers; II (c'est la période que l'auteur appelle : « Le Purgatoire ». Montre comment, dans les premiers mois de 1793, on en arrive à soupçonner les chefs d'origine étrangère, après la trahison de Dumouriez, et les étrangers eux-mêmes). — C. BARBAGALLO. Les responsabilités politiques de la guerre franco-prussienne de 1870-1871; II. — Combes DE LESTRADE. La loi des garanties. — J. ALAZARD. La politique japonaise. = 2e année. N° 1, 1er mai. Édouard DRIAULT. Les Napoléons et l'Alliance latine (met en lumière les efforts qu'ont faits Napoléon Ier et Napoléon III pour réaliser le rêve d'une union latine). — G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; VI (précise les accords de 1902 qui rendirent plus solide l'entente franco-italienne et l'entente anglo-italienne). — J. ALAZARD. La crise russe. — C. BOUGLÉ. L'attitude nouvelle du socialisme français. — Léon POLIER. Le fer lorrain et ses débouchés après la guerre. = N° 2, 1er juin.

Albert MOUSSET. Vingt ans de relations diplomatiques entre la France et l'Espagne (va de la fin du XIXe siècle jusqu'à la guerre actuelle). — C. BARBAGALLO. Les responsabilités politiques de la guerre franco-prussienne de 1870-1871; III. = N° 3, 1er juillet. G. SALVEMINI. La Triple-Alliance; VII (étudie la façon dont fut renouvelé en 1902 le traité de la Triplice). = N° 4, 1er août. Albert MATHIEZ. La Révolution et les étrangers; III (c'est la phase de « l'Enfer »; elle fut hâtée par la situation militaire du milieu de 1793. On poursuit les étrangers dans l'intérêt de la défense nationale). — A. AMATO. Les droits de la Pologne dans un document de l'époque du démembrement (reproduit un document des archives de Turin; protestation adressée en 1772 par les confédérés polonais aux cours européennes contre le démembrement). — J. ALAZARD. Les événements de Grèce et la situation balkanique. = N° 5, 1er septembre. A. MATHIEZ. La Révolution et les étrangers; IV (dernière phase de la politique révolutionnaire à l'égard des étrangers : l'échafaud). — Ettore ROTA. L'entente intellectuelle franco-italienne avant la Révolution. = N° 6, 1er octobre. Felia MOMIGLIANO. L'influence française et l'unité allemande d'après Giuseppe Mazzini. — Léon POLIER. La révolution agraire en Russie.

21. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances, 1917, mai-juin. — Dr L. CARTON. Les fouilles de Bulla Regia en 1916 (l'église du prêtre Alexander; l'édifice que Tissot a appelé à tort la forteresse punique; les thermes; grande inscription malheureusement incomplète). — A. MORET. Un jugement de dieu au cours d'un procès sous Ramsès II (jugement rendu par le roi divinisé Ahmès Ier, 1580-1577, au début du règne de Ramsès II, 1300-1234; exemples de jugements pareils). — Paul DURRIEU. Rapport sur le concours des antiquités de la France en 1917.

22. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux, 1917, septembre-octobre. — Arthur CHUQUET. L'assassinat de Marat (suit Charlotte Corday heure par heure depuis le 9 juillet 1793 où elle prit la diligence à Caen jusqu'au 13 juillet à sept heures et demie du soir où elle assassina Marat, dans la maison de la rue des Cordeliers, démolie en 1876). — Henri WELSCHINGER. Ce que pensait Fréderic Nietzsche de la Kultur et de l'histoire allemandes (courte biographie de Nietzsche; ses invectives contre Strauss; son étude sur « l'utilité et l'inconvénient des études historiques pour la vie »). — Paul MEURIOT. Pourquoi et comment furent dénommées nos circonscriptions départementales (le chiffre de quatre-vingt-un départements fut emprunté à la « Topographie » de Robert de Hesseln qui avait divisé la France en neuf contrées réparties chacune en neuf districts; il y eut en plus hors cadre le département de Paris et la Corse; hésitations sur les noms des départements; dans un premier projet, vingt et un départements étaient

appelés du nom de la ville chef-lieu; finalement, la Constituante adopta la nomenclature géographique, avec une seule exception, on disait : le département de Paris. Projets de redistribution territoriale sous la Convention; défend dans sa conclusion le département et proteste contre la création de grandes régions). = Novembre. Arthur CHUQUET. Doudan et la Prusse (Doudan avait touché, sous le gouvernement de Juillet, aux affaires étrangères; plus tard, il suivit d'un regard attentif les événements de 1866; il devina que la Prusse dominerait l'Allemagne, qu'elle nous ravirait l'Alsace et la Lorraine; il vit en 1871 ses prédictions se vérifier; extraits intéressants de ses œuvres). — Jacques FLACH. Comment la domination germanique avait été usurpée sur le sud-est de la France (Otton Ier s'empare en 937 de la personne du jeune Conrad, roi de Bourgogne; mainmise de l'Allemagne sur ce royaume sous Conrad et Rodolphe III; la lutte pour ce royaume entre Eudes de Blois et le roi d'Allemagne Conrad II). — Henri LORIN. L'Amérique latine et la guerre (la France doit prendre dans les états de l'Amérique latine une place de plus en plus grande; il faut prouver dans ces pays que, « toujours respectueux des libertés d'autrui, nous ne manquons pas plus en affaires qu'en éloquence de clairvoyance, de finesse et de volonté »).

23. — L'Anjou historique. 1917, juillet-août. — Marie de Blois, Yolande d'Aragon et Marie d'Anjou (notices extraites de l' « Histoire des Illustres d'Anjou » composée en 1733 par Pocquet de Livonnière). — Une légitimation d'enfant à Angers, 1693 (tiré des « Arrêts célèbres pour la province d'Anjou », du même). — Les cérémonies religieuses dans le diocèse d'Angers au XVIIIe siècle (d'après le coutumier du grand séminaire d'Angers). — François-Jacques Walsh, comte de Serrant, 1714-1782 (d'une ancienne famille catholique d'Irlande, il acheta en 1749 la seigneurie de Serrant en Anjou avec la baronnie de Bécon; détails sur ce fief). — Un Grandmontain janséniste en Anjou, 1740 (le P. Denian; sa mort, en 1740, fit quelque bruit parce qu'il était opposant à la bulle Unigenitus et que le clergé refusa les sacrements). — Les chanoines de la Trinité d'Angers et l'abbesse du Ronceray (ces chanoines étaient-ils curés de l'abbaye du Ronceray ou l'abbesse avait-elle le droit de s'adresser à n'importe quel prêtre pour les fonctions religieuses? Il y eut à ce sujet un procès en 1781; arguments produits par les factums des deux parties; les chanoines eurent gain de cause). — Les Constitutions de 1793 et 1795 jugées par un patriote angevin (Louis-Guillaume Papin; article parus dans un journal angevin). — Les Vendéens amnistiés, 1800 (le préfet Montault plaide en faveur des Vendéens amnistiés, qui n'avaient pas réclamé à temps leur radiation de la liste des émigrés). — Campagne de Vendée en 1815 (notice du marquis d'Escayrac de Lauture, aide de camp du comte Charles d'Autichamp; elle avait été publiée dans le « Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne de 1915 »). — Les établissements scienti-

fiques de la ville d'Angers, 1816 (rapport du préfet baron de Vismes). — Mémoires de M. Perdrau, curé de Saint-Étienne-du-Mont (né à Angers en 1820, mort à Viroflay en 1906; passages de ses mémoires, imprimés en 1906, qui concernent l'Anjou).

24. — Annales de Bretagne. 1917, juillet. — J. ALLENOU. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol (M. Allenou, ancien élève de l'École des chartes, avait préparé une édition de la grande enquête faite en 1181 par ordre du roi d'Angleterre Henri II pour la reconstitution du domaine archiépiscopal de Dol; il est décédé le 10 janvier 1917; la *Revue* se propose de publier cette édition dont elle signale ici le grand intérêt; bibliographie du sujet). — P. VIARD. Les subsistances en Ille-et-Vilaine sous le Consulat et le Premier empire; I (prix des grains et du pain de l'an VIII à 1810). — Léon DUBREUIL. Révolutionnaires de Basse-Bretagne : Joseph Le Normant de Kergré (né à Guingamp en 1744, dernier maire de la ville sous l'Ancien régime; son rôle sous la Révolution; le Consulat le nomme commissaire du gouvernement près le tribunal de Guingamp; il meurt le 5 avril 1807). — M. BERNARD. La municipalité de Brest de 1750 à 1790; suite (cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 372). — La métropole de Bretagne; suite (cf. *Ibid.*, t. CXXV, p. 372). — Chronique d'histoire et de littérature de la Bretagne (on y signale quelques poésies en Breton). = Octobre. René DURAND. Le commerce en Bretagne au XVIIIe siècle (tire de « l'Almanach général du commerce, des marchands, négociants, armateurs de la France, de l'Europe et des autres parties du monde », publié en 1788 par Gournay, avocat au Parlement, les renseignements sur les villes commerçantes de la Bretagne; d'après eux, M. Durand a dressé une intéressante carte de la Bretagne commerciale au XVIIIe siècle). — P. VIARD. Les subsistances en Ille-et-Vilaine sous le Consulat et le Premier Empire; suite (les mauvaises récoltes de 1810 et 1811; troubles en Bretagne, au début de 1812, causés par la cherté des vivres). — D. BERNARD. Contribution à la bibliographie bretonne (le dictionnaire et la grammaire de Grégoire de Rostrenen parus en 1732 et 1738; documents sur les souscriptions des états à ces deux ouvrages; nomenclature des ouvrages en langue bretonne imprimés dans le Finistère et les Côtes-du-Nord au XIXe siècle). — La métropole de Bretagne; suite (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 372). — Jean ALLENOU. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol (début de l'enquête; texte latin avec traduction française en regard).

25. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 1917, 3e trimestre. — Adrien MARCEL. De quelques étymologies avignonnaises (la tour de la Gache et la tour de Trouillas au palais des papes; la Mirande, partie de ce palais = le Belvedère; les deux tours de la grande et petite Meuse, la *meuse* est une roue hydraulique en bois servant à puiser l'eau; la porte de l'Oulle, sans doute du voisinage de moulins à huile; le portail Magnamen, sans doute des magniens ou chaudronniers, etc.). —

L.-H. LABANDE. La légation d'Avignon de 1464 à 1476 (Pierre de Foix, légat à Avignon depuis 1433, mourut le 13 décembre 1464; déjà avant sa mort Louis XI avait commencé ses intrigues pour lui faire donner un successeur à son gré; candidats qu'il propose successivement, entre autres Charles de Bourbon, archevêque de Lyon; le roi finit par avoir gain de cause; Bessarion, nommé légat en France, y apporta, datée du 2 avril 1472, la bulle qui conférait à Charles de Bourbon la légation d'Avignon et le bref qui en informait les consuls de cette ville; triste situation d'Avignon à cette date; à suivre). — Joseph DIDIÉE. Notes bibliographiques (signale le livre du comte de *Gérin-Ricard* : Aperçu généalogique sur les Bruny, barons de la Tour d'Aigues et marquis d'Entrecasteaux en Provence; très consciencieux). — Dr COLOMBE. L'aile du conclave et la petite tour de Benoît XII (marque la destination de chacun des étages de cette aile; indique l'emplacement de l'appartement des hôtes et à ce propos signale les hôtes illustres qui visitèrent Avignon de 1362 à 1395; les étages inférieurs de l'aile; étude très fouillée).

26. — Revue de l'Agenais. 1917, mars-avril. — Ph. LAUZUN. Profils militaires : Armand de Gontaut, baron de Biron, maréchal de France (reproduit une ancienne gravure, portrait du maréchal; dans les marges sont représentés ses exploits; explication de ces vignettes; biographie sommaire de Biron. Les Gontaut ne sont-ils pas originaires de Gontaut en Agenais?) — E. D. Quelques voies romaines sur la rive gauche de la Garonne en Agenais, Bazadais et Bordelais; II (quatrième étape de la première voie, de Sirione à Burdigala; deuxième voie, la Peyrigne, voie empierrée reliant Agen à Lectoure; troisième, la Carrère, autre voie d'Agen à Bordeaux, doublant la voie militaire). — F. FERRÈRE. La vie intellectuelle de l'ouvrier; suite. — Théodore STANTON. La collection Ripley à la bibliothèque de la ville d'Agen (livres anglais et américains ayant appartenu au critique américain George Ripley, 1802-1880; sa veuve épousa M. Pinède qui fut trésorier-payeur du Lot-et-Garonne). — S. ALLÈGRE. Noms grecs dans les Pyrénées centrales (Artigue = terrain défriché; Artiga Delin = le dieu de Délos; Arrès; Bégos = pain; Bellan = le dieu Apollon Belenos, on a proposé la même étymologie pour les ballons des Vosges; Artias = ἄρκτος, ours, etc.). = Mai-juin. Ph. LAUZUN. Quelques lettres de Marguerite de Valois (I : du 12 août 1573 au prince de Toscane, des archives des Médicis à Florence; II : de 1576 à son frère François, collection Egerton au British Museum; III-V : de 1581 à Mlle de Caumont, British Museum; VI et VII : de 1588 au grand-duc de Toscane, Ferdinand Ier, archives des Médicis à Florence). — S. ALLÈGRE. Noms grecs dans les Pyrénées centrales; suite (Thermes, La Pique, Pallas, Isil = Isis, Garonne, où l'on trouve un souvenir de Garuonas ou Géryon, Luchon = le dieu Ilixo, héros éponyme, rappelle l'Ilissos, etc.). — D. GRANAT. Le climat de l'Agenais au XVIIIe siècle; suite (l'hiver

de 1765-1766). — DARNALT. Les antiquitez d'Agen; suite et fin (panégyrique de la reine Marguerite de Valois, bienfaitrice du collège d'Agen; éloge d'Agen. Nous supposons qu'on réunira l'ouvrage en volume). = Juillet-août. J.-R. MARBOUTIN. Le comte d'Estrades et le rachat de Dunkerque (publie un portrait de d'Estrades gravé par Krafft dans la « Description historique de la ville de Dunkerque », 1730, et rappelle à ce propos les négociations de d'Estrades en Angleterre, 1662, à la suite desquelles Dunkerque fut rendue à la France). — Alfred LACROIX. Notice historique sur Bory de Saint-Vincent (le célèbre naturaliste né à Agen le 6 juillet 1778, mort à Paris le 26 décembre 1846; c'est le début de la notice lue par le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences dans la séance publique du 18 décembre 1916). — Ph. LAUZUN. Le grand erratum ou comme quoi Napoléon n'a jamais existé (la première édition de cette fantaisie parut à Agen en 1835; l'auteur est J.-B. Perès; on reproduit l'œuvre sous sa première forme). — S. ALLÈGRE. Noms grecs dans les Pyrénées centrales; suite et fin (cherche comment ces noms grecs sont arrivés dans ces pays et commente le passage d'Ammien Marcellin, ch. IX).

27. — Revue de l'Anjou. 1917, mai-juin. — E. QUERUAU-LAMERIE. Une année du théâtre d'Angers, 1797-1798, an V-an VI (le directeur était Deschamps fils; les artistes; le répertoire; l'article a eu pour source principale les lettres écrites par l'un des acteurs, Antoine-François Picard, à son frère Louis-Benoît, l'auteur dramatique, futur membre de l'Académie française). — Guido CARELLI. Le roi Robert Ier et les Lieux saints (traduit de la *Rivista Araldica del Collegio araldico di Roma*; le roi de Naples était, comme l'on sait, originaire de l'Anjou). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, juin 1916. = Juillet-août. F.-G. LEDOS. Joseph Denais, écrivain et journaliste angevin. Esquisse biographique (né à Beaufort-en-Vallée le 21 octobre 1851, directeur de divers journaux conservateurs en province; à suivre). — Dr Olivier COUFFON. L'église Saint-Démétrius à Salonique (détruite dans le dernier incendie; d'après des notes de route). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, juillet et août 1916.

28. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1917, février-avril. — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (la légende de l'évêque Trojan; chronologie des évêques de Saintes du milieu du IVe siècle au début du VIe siècle; légende de l'évêque Vincent; traditions du monastère de Lérins, de l'église Dax, fausse légende espagnole). — Ch. DANGIBEAUD. Enquête relative à la création d'un pont à Royan en 1551. — ID. Minutes de notaires (on nous fait observer que ces minutes de notaires sont rangées par ordre alphabétique de familles; ainsi le présent article est consacré aux familles de Hardy à Humeau). = C.-rendu : *Musset*. Saintes, Pons, Saint-Jean d'Angély (texte trop concis). — Journal de Jean Vallier, maître d'hôtel du roi, 1648-1657; t. III (beaucoup de renseigne-

ments sur la Saintonge). = Juin-août. J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes; suite (légende de l'évêque Leodegarius, Liguaire, fragment de sa vie conservé par le bréviaire; il fut mis à mort par Ebredulfus, conseiller du roi des Wisigoths, Witteric; veut identifier Ebredulfus avec le duc d'Anjou et de Touraine Berulf, dont il est question dans Grégoire de Tours, et qui aurait, après sa disgrâce, appelé Witteric dans la Gaule méridionale entre 602-609; les reliques de Liguaire). — Ch. VIGEN. Callières de Normandie et de Saintonge (rapports entre les deux familles de ce nom, l'une originaire de la Saintonge, l'autre de la Normandie). — Ch. DANGIBEAUD. Enquête relative à la création d'un pont à Royan en 1551; fin. — ID. Minutes de notaires, de Huon à Joubert (suite). = Octobre. E.-J. GUÉRIN. Le pain de l'égalité (diverses mesures prises au temps de la Convention, soit par l'assemblée, soit par les autorités locales pour restreindre la consommation du pain et pour en taxer le prix). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (réunit dans cet article les documents sur quelques personnalités de l'église saintone qui n'ont point exercé l'autorité épiscopale, mais ont été considérés comme saints, les abbés de Saintes Martin, Eutrope et Saloine; Vaise, martyr au temps du roi des Wisigoths Alaric II). — Ch. VIGEN. Callières de Normandie et de Saintonge; suite et fin (les Callières de Normandie; la vie et les ouvrages de ces Callières au XVIIe et au début du XVIIIe siècle). — Ch. DANGIBEAUD. Minutes de notaires familles, Joubert-La Roche. = C.-rendu : *Brutails*. La question de saint Fort (la « démolition » de ce saint a soulevé à Bordeaux une vive émotion).

29. — Revue historique de Bordeaux. 1917, juillet-août. — J.-A. BRUTAILS. Autour de saint Fort (réfute les objections présentées par M. Chauliac contre l'identification de saint Fort et de saint Seurin, *fort* étant simplement la *châsse* de saint Seurin sur laquelle on prêtait serment; maintient toutes ses conclusions). — Ch. BÉMONT. La mairie et la Jurade dans les villes de la Gascogne anglaise : Saint-Émilion; suite. — Jos. BENCAZAR. Éclaircissements sur les finances de Bordeaux, 1701-1791; suite (les petites fermes; la régie de la ville; liquidation des octrois en 1791). — Abbé E. DOUAT. Une paroisse rurale à la fin du XVIIIe siècle (Samonac; suite et fin). — Serment de fidélité à la czarine (*sic*) de Russie prêté à Bordeaux en 1786 (par M. Wittfooth, consul de Catherine II à Bordeaux; ce consul était un anglican; il venait d'être nommé assesseur au Collège impérial des Affaires étrangères et, pour prêter serment, il dut recourir au pasteur de l'Église réformée française de Bordeaux, bien que celle-ci n'eût pas encore d'existence légale. Publie le procès-verbal du Consistoire où ce cas extraordinaire est relaté). = C.-rendu : *Ed. Champion*. A propos de la naissance du duc de Bordeaux. Châteaubriand et les dames de la Halle. Correspondance inédite (curieux).

30. — La Revue savoisienne. 1917, 2e trimestre. — Charles MARTEAUX et Marc LE ROUX. Boutae; 4e supplément (fouilles aux Fins d'Annecy en 1916; vases, amphores, poids d'argile, etc.; crâne burgonde recueilli en 1911-1912; note sur la voie romaine de *Boutae* à *Genova*). — Ch. REBORD. Bibliothèque publique d'Annecy (fin de cette étude qui entre dans le plus petit détail). — F. M. Éducateurs savoyards : les frères Caille (ils fondèrent, au début du XIXe siècle, sur la colline de Fourvière, à Lyon, une maison d'éducation, s'enrichirent et, par testament du dernier survivant, la maison devint une maison d'éducation gratuite). = 3e trimestre. J. DÉSORMAUX. Dent de Lanfon (l'étymologie de Lanfon serait Dentionem; on dit successivement mont Denson, mont d'Enson, Lenson, puis Lanfon). — F. M. Les cahiers de notes du général Borson (sur un certain nombre d'officiers savoyards, Henri Costa de Beauregard, 1752-1824; Joseph Guillet Pougny de Monthoux, fin XVIIIe siècle; Étienne-Louis Borson, 1771-1852). — F. MIQUET. En Savoie avant la Révolution (séries de petites études : obligation pour les conseillers municipaux d'accepter leur charge; les assentements ou engagements volontaires, 1765; une adjudication de travaux publics en 1755; salpêtriers savoyards). — Saint-Réal (deux lettres du marquis de SAINT-MAURICE sur lui, 21 octobre 1672 et 22 mars 1678). — J. DÉSORMAUX. Contribution au glossaire du français local parlé dans la région annecéienne au XVIe siècle (mots recueillis dans le « Coutumier de l'insigne prieuré de Talloires », publié en 1908). = C.-rendu : *Raoul Blanchard*. Annecy. Esquisse de géographie humaine (excellent).

CANADA.

31. — Review of Historical Publications relating to Canada. T. XXI (Publications de 1916). — *A.-E. Duchesne*. Democracy and Empire (depuis Cléon d'Athènes, on se demande si une démocratie peut gouverner un empire. La réponse serait négative, comme l'était celle de Cléon, sauf pour la France, parce que les Français, ne s'expatriant pas, se désintéressent de leurs dépendances, et parce que leurs grandes colonies possèdent tous les droits de la métropole). — *Currey*. British colonial policy, 1789-1915 (dans l'avenir, l'auteur souhaite que les marines de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada grandissent à proportion du développement pris par les Dominions et qu'elles travaillent, de concert avec la marine impériale, à la défense des intérêts communs). — *Arthur Berriedale Keith*. Imperial Unity and the Dominions (très remarquable et bien documenté. Souhaiterait de voir le gouvernement métropolitain renoncer à sa sanction des lois votées dans les Dominions pour négocier simplement avec les gouvernements locaux en cas de dissentiment, et demande que le Comité judiciaire du Conseil privé se transforme en cour d'appel finale. Réclame en outre la libre entrée pour les Indiens et autres sujets de

couleur dans les Dominions, un ministre colonial à demeure auprès du gouvernement central et un plan de défense générale conçu au point de vue de l'empire). — *Basil Worsfold*. The Empire on the Anvil (projets de fédération impériale; rôle de la ligue fondée en 1884 dans ce dessein. Si l'on enlève à l'électeur anglais une partie de son influence impériale au profit des Dominions, il faudra lui procurer un équivalent; car, alléger simplement les impôts d'empire, en les partageant avec les colonies, ne l'intéressera guère puisque les riches seuls paient l'impôt). — *Z. Lash*. Defence and Foreign Affairs (croit très possible de créer un organe des affaires étrangères communes qui respecte l'autonomie des Dominions). — *Percy Hurd* et *Archibald Hurd*. The New Imperial Partnership (beaucoup d'aperçus pratiques. Si l'on peut espérer détruire le militarisme, il n'en faudra pas moins demeurer sous les armes, à cause de l'âpre et dangereuse concurrence industrielle). — The Commonwealth of nations (ouvrage composite et volumineux dont M. Curtis n'est que l'éditeur; rappelle le livre d'Adam Smith). — *Lionel Curtis*. The Problem of Commonwealth (nécessité d'un organe central. « Si la diplomatie alliée a échoué dans les Balkans, cela tient en grande partie à la nécessité pour les cabinets de s'entendre entre Londres, Paris, Petrograd et Rome, à chaque proposition nouvelle. Qu'eût-ce été s'il eût fallu consulter en outre Ottawa, Melbourne, Wellington et Pretoria? » Autres études et articles sur ce grave sujet, notamment l'article du professeur *George B. Adams*, de Yale, qui regarde la guerre des Boers comme ayant préparé la mobilisation présente de l'Empire britannique). — Col. *Currie*. The Red Watch; Sir *Max Aitken*. Canada in Flanders (deux livres écrits sans méthode et sans expérience). — *Riddell*. The Rise of Ecclesiastical Control in Quebec (bon; mais l'auteur manque un peu trop de connaissances générales en histoire et attache trop d'importance aux inventions sociologiques). — *Thomas Marquis*. The Jesuit missions (série des *Chronicles of Canada*. Convenable; mais n'a pas renouvelé son sujet. Il y aurait beaucoup à dire sur les jésuites diplomates et patriotes chez les sauvages et sur leur œuvre au milieu même des colons français). — *L.-P. Lejeune*. Tableaux synoptiques de l'histoire du Canada, 1500-1700 (l'auteur ignore les travaux anglais). — Abbé *Ivanhoé Caron*. La colonisation du Canada sous la domination française (excellent résumé, statistiques utiles. Analyse le rapport de Catalogne comme inédit, quoique la Société Champlain l'ait publié en entier il y a bientôt dix ans). — Professeur *Colby*. The Fighting governor (Frontenac. Très bon portrait de ce gouverneur, bien présenté dans son cadre). — *A. G. Doughty*. A Daughter of New France (Madeleine de Verchères, avec magnifiques gravures, dont une reproduction faite par la princesse Patricia de Connaught; tiré à 170 exemplaires). — *Louise Hasbrouck*. La Salle (insuffisant; ne s'est guère servi que de Parkman, dont l'œuvre date de cinquante ans). — Abbé *Couillard Després*. La noblesse de France et du Canada (noblesse

créée pour le Canada. Louis XIV la trouvait trop nombreuse. Montre que cette noblesse pauvre demeura au pays après la conquête et que la classe des fonctionnaires rentra seule en France). — *Massicotte* et *Régis Roy*. Armorial du Canada français (première série; 140 écussons environ. Ces armoiries témoignent du « goût exquis » dont faisaient preuve les héraldistes de France). — *Clarence Alvord*. The Mississipi Valley in British Politics (deux volumes de valeur réelle sur les suites territoriales de la conquête canadienne. Insiste longuement sur la fameuse discussion, presque ignorée en France, qui s'éleva en Angleterre pour savoir si l'on garderait le Canada avec la région de l'Ohio-Mississipi, colonie de peuplement éventuel, ou si l'on ne préférerait pas la Guadeloupe à cause de ses produits immédiats). — *William Wood*. A Chronicle of Carleton (vie militaire du personnage, dont il faudrait qu'un écrivain civil nous exposât maintenant la carrière administrative trop négligée jusqu'ici). — *Clarence Alvord* et *Clarence Carter*. The New Regime, 1765-1767 (t. XI des collections publiées par la Bibliothèque historique de l'Illinois; se rapporte aussi bien à l'histoire de Québec, dont relevait ce pays au point de vue religieux et missionnaire, qu'à l'histoire même de l'Illinois. Important; mais classement défectueux des documents et traductions superficielles des textes français). — *Louise Kellog*. Frontier Advance in Upper Ohio, 1778-1779 (t. XXIII des publications de la Société historique de Wisconsin. Détails minutieux puisés dans la correspondance des officiers sur la guerre d'Amérique en ces parages, mais tous de provenance exclusivement américaine). — *Alfred Decelles*. The « Patriotes » of « 37 » (la rébellion et les événements de 1837-1838; impartial). — Prof. *Macmachan*. The Winning of Popular Government, the union of 1841 (étudie moins le mécanisme constitutionnel de l'époque que le caractère des gouverneurs, notamment de Lord Elgin, et considère surtout l'importance politique de leur personnalité). — *Colquhoun*. The Birth of the Dominion (l'auteur a eu d'autant plus de mérite à remplir sa tâche que l'on manque de documents sur la conférence de 1864, où fut décidée l'union des provinces, les journalistes ayant été exclus des séances; mais on possède les débats des parlements locaux. Cette histoire montre une fois de plus combien désireux étaient alors les libéraux anglais, Gladstone et Bright en tête, de se débarrasser du Canada). — *Saunders*. Life and Letters of Sir Charles Tupper; *Longley*. Sir Charles Tupper (abondance de documents sur ce personnage politique qui aura contribué surtout à mettre dans l'union canadienne la Nouvelle-Écosse, mais qui a eu le tort de donner le mauvais exemple en acceptant du *Canadian Pacific* 1,000 actions, qui valurent, de son vivant, près de 300,000 dollars, pour avoir défendu la Compagnie devant le Parlement). — *Oscar Skelton*. The day of Sir Wilfrid Laurier (très élogieux pour le ministre qui vient de prendre sa retraite et qui sut empêcher Chamberlain de créer prématurément un parlement impérial). — *Arthur Doughty*. Report on Canadian Archives, 1914-1915

(sièges de Saint-Jean et de Chambly en 1775; ordonnances constitutionnelles de Québec de 1768 à 1791; catalogue des pamphlets réunis dans les archives de 1611 à 1867). — *Castell Hopkins*. The Canadian Annual Review of Public Affairs (depuis quinze ans, cet excellent recueil conserve de nombreux détails qui se perdraient sans retour et qui sont utiles à retenir pour un public possédant bien moins de recueils périodiques en tout genre que le public anglais). — *Édouard Richard*. Acadie (réédition somptueuse et posthume d'un ouvrage sans valeur). — *Arthur Doughty*. The Acadian Exiles (impartiale mise au point de l'histoire de l'expulsion). — *David Allison*. History of Nova Scotia (entreprise de librairie à l'américaine, où l'éditeur s'enrichit en spéculant sur la vanité du public dont il imprime des autobiographies inutiles). — Rev. *George Patterson*. History of the County of Pictou (réimpression d'un livre publié en 1877 sur l'un des plus intéressants comtés de la Nouvelle-Écosse, peuplé de vieux Écossais qui avaient apporté des Hautes et Basses-Terres leurs mœurs, caractères et querelles religieuses). — Sénateur *Pascal Poirier*. Voyage aux îles Madeleine, 1915 (séjour d'Acadiens; un vrai paradis catholique). — Abbé *Couillard-Després*. Histoire de la seigneurie de Saint-Ours; t. I (« excellent livre, en somme », qui dépeint minutieusement une seigneurie typique du vieux Canada). — Chanoine *Cloutier*. Histoire de la paroisse de Champlain (un peu naïf, mais très important pour l'histoire sociale du XVIIe siècle. Explique par similitude plusieurs traits du vieux catholicisme anglais au moyen âge. MM. Sulte et Massicotte ont aidé l'auteur de leur expérience). — *Chester Martin*. Lord Selkirk's Work in Canada (très bon travail scientifique et très complet) .— Lettres de Mgr Provencher (publiées par la Société historique de Saint-Boniface; se rattache à l'histoire de la colonisation du Nord-Ouest par Lord Selkirk). — Le P. *Morice*. Vie de Mgr Langevin (passionné au sujet de la grande querelle scolaire du Manitoba, que le projet catholique aurait transformé en une Autriche polyglotte). — Cap. *Burton-Deane*. Mounted Police life in Canada (intéressants souvenirs de trente et un ans de service). — David Thompson's Narrative (publié par la Société Champlain. Grands éloges de l'homme et de l'œuvre). — *Milo M. Quaife*. Journals of Captain Lewis and sergeant Ordway on the expedition of 1803-1806 (expédition militaire dans le vieil Orégon. Discipline rude : cent coups de fouet n'étaient qu'une légère punition). — *Katharine Judson*. Early Days in old Oregon (écrit surtout pour la jeunesse). — *O'Hara*. Catholic history of Oregon (réédition améliorée). — Archidiacre *Collison*. In the Wake of the War Canoe (souvenirs d'un missionnaire sur les Indiens du Nord de la Colombie britannique). — Rev. *Thomas Crosby*. Up and Down the North-Pacific (autres souvenirs d'un méthodiste). — *Robert Bartlett*. The last voyage of the *Karluk*, 1913-1916 (la perte du navire, avec toutes les notes scientifiques, réduisit à néant le bénéfice de l'expédition canadienne arctique sous le commandant de Stefansson. Mais

il semble bien qu'il y eut aussi de l'insubordination ou de la mésentente entre les chefs et parmi l'équipage). — Abbé *Auguste Gosselin*. L'Église du Canada après la conquête, 1760-1775 (t. VII de la grande histoire de l'Église canadienne, entreprise par l'auteur. Bon et sincère, bien qu'un peu spécial). — *Eugène Stock*. History of the Church Missionary society, tome IV (montre l'extraordinaire progrès, moral et économique accompli par les Esquimaux de l'île Herschel. Ils possèdent tous des montres, des machines à coudre, des appareils pour la lessive, des thermos-récipients; ils ont renoncé à leur immoralité et chez eux la sûreté est devenue complète).

GRANDE-BRETAGNE.

32. History. 1917, octobre. — Ch. H. FIRTH. L'expulsion du Long Parlement; 1er article (examen critique des sources). — M. et Mme Vaughan WILKES et J. A. WHITE. L'enseignement de l'histoire. 1° dans les écoles préparatoires; 2° dans les écoles élémentaires. — A. F. POLLARD. Magna Carta (1° il ne faut jamais dire que le roi Jean a signé la Grande Charte, car les chartes étaient alors scellées et jamais signées. Jamais les rois d'Angleterre n'ont signé un acte du Parlement. 2° Le seul texte de la Grande Charte qui ait jamais possédé une valeur juridique est celui de la neuvième année de Henri III et non celui de 1215. 3° Du sens du mot « liberté », tel qu'on le comprenait au XIIIe et au XIVe siècle. La Grande Charte n'a pas octroyé une liberté générale, mais a confirmé des privilèges spéciaux; elle a garanti d'amples franchises, allant jusqu'à conférer un pouvoir arbitraire sur la masse du peuple à une infime minorité de barons grands et petits. 4° Il est faux de croire qu'elle ait affirmé le principe qu' « il n'y a pas d'impôt sans représentation », car il n'y avait pas alors d'impôts. 5° Elle n'a en aucune façon créé ni confirmé le jugement par jury. C'est Sir Edward Coke qui a fait la popularité de la Grande Charte; la réelle valeur de cet acte consistait dans ce principe, implicitement contenu, mais non pas nouveau, que le pouvoir royal doit être limité et responsable et que les droits même excessifs des privilégiés ne peuvent être à la merci d'un pouvoir arbitraire). — G. CALENDER. La défaite de l'Armada et sa réelle signification (la flotte envoyée par Philippe II contre l'Angleterre était composée de navires à voile organisés à la mode du moyen âge pour permettre aux fantassins de combattre comme sur terre; l'Angleterre lui opposa une vraie flotte de guerre, constituée sur le modèle inauguré par Henri VIII. Bibliographie du sujet). = C.-rendus : *J. E. Morris*. A history of modern Europe, 1815-1878 (bon résumé). — *A. J. Klein*. Intolerance in the reign of Elizabeth (bon). — *P. J. Blok*. (Geschiedenis van een Hollandsche stad (c'est le tome III d'une excellente histoire de Leyde, 1572-1795). — *R. Muir*. The expansion of Europe (remarquable). — *Milioukov, Struve, Lappo-Danilevski, Dmowski, Williams*. Rus-

sian realities and problems (intéressant recueil de conférences qui ont été données à Cambridge).

33. — Quarterly Review. 1917, juillet. — Walter F. Ford. De l'influence exercée sur les prix par l'augmentation de la monnaie. — André Lebon. Leçons de la guerre en matière d'économie politique. — Martin Conway. Les arts dans la primitive Angleterre (analyse les quatre volumes publiés sur l'archéologie et les arts de la période anglo-saxonne par G. Baldwin Brown). — John Leyland. Les éléments inférieurs de la puissance maritime (aviation, navires-citernes pour le ravitaillement en huiles essentielles, bateaux-patrouilleurs de faible tirant d'eau et poseurs de mines, etc.). — Ismaïl Kemal-Bey. L'Albanie et les Albaniens (coutumes albanaises ; rapports de ce peuple avec le sultan de Constantinople. L'auteur, Albanais lui-même, rapporte des faits où il a été témoin et acteur, depuis environ 1911 jusqu'à la retraite forcée du prince de Wied). — José de Armas. Espagne et Allemagne (d'après un ouvrage d'A. Fabra Ribas sur le socialisme et le conflit européen, qui est un plaidoyer éloquent en faveur d'une alliance de l'Espagne avec les puissances alliées. F. Ribas, qui était à Paris au moment où Jaurès fut assassiné, fait le procès des socialistes allemands et de leur attitude plus que servile en juillet et août 1914). — Paul Vinogradoff. Quelques éléments de la Révolution russe (les zemstvos et les paysans). — C. Ernest Fayle. Réflexions sur les causes présentes de mécontentement (expose les graves conséquences produites par le contrôle direct de l'industrie ou mieux des industries de guerre par le gouvernement; regrette que le public soit si mal informé sur les sentiments qui animent le parti travailliste : est-ce pour établir en Angleterre le système prussien que les Anglais combattent?). — Colonel Blood. Le cours de la guerre (résume les opérations militaires en avril et mai 1917). = Octobre. Henri Welschinger. Les papiers personnels de M. Thiers (publie quelques extraits concernant Lamartine, l'offre de la couronne au duc d'Orléans en juillet 1830, les négociations pour le retour du corps de Napoléon Ier, la question d'Orient en 1840, l'élection présidentielle en 1848 où Thiers conseille de voter pour Louis Bonaparte contre le général Cavaignac, l'exil de Thiers en 1851-1852). — Méthodes allemandes en Turquie (l'auteur, qui a résidé pendant trente ans en Turquie, se propose de signaler à ses compatriotes certaines méthodes employées par les Allemands dans le commerce maritime, surtout comparées à celles des Anglais. Il montre que les ambassadeurs allemands se préoccupaient autant de commerce que de politique, que les marchands allemands étaient assurés de l'appui de leur gouvernement et de la haute finance, que d'ailleurs ils s'appliquaient à satisfaire les goûts de leur clientèle). — Edward Porritt. L'éducation agricole aux États-Unis (résume l'œuvre du « Department of agriculture » de 1887 à 1914). — G. B. Grundy. Les noms de lieu en Angleterre (considé-

rations sur leur origine, leur notation, leurs déformations, les fausses étymologies proposées par des érudits qui s'ingéniaient à deviner le sens des mots sans se soucier de leur histoire ni des règles philologiques). — Le règlement final dans les Balkans (trace les frontières qui devraient contenir chaque nation dans de fermes limites; avec une carte). — Arnold WRIGHT. Une Inde nouvelle : les États malais (montre les progrès considérables réalisés par l'influence britannique dans la péninsule de Malacca depuis le traité conclu avec le Siam en 1909. Il s'est constitué là, sous le contrôle de « conseillers » britanniques, un protectorat dont les progrès financiers tiennent du prodige : les revenus des États qui constituent cette Fédération étaient en 1880 de 881,910 l.; ils étaient de 40,774,984 en 1915 et de 51,121,856 en 1916. Avec une carte). — William H. DAWSON. Le commerce allemand après la guerre. — Bernard HOLLAND. Lord George Hamilton et Sir Charle Dilke (d'après les ouvrages récents de Lord George Hamilton et de Stephen Gwynn et Gertrude M. Tuckwell). — J. E. G. DE MONTMORENCY. Éducation nationale et vie nationale (commente un projet de loi déposé le 10 août 1917 par le ministre, M. Herbert Fisher, et qui ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'éducation nationale). — Les négociations pour le chemin de fer de Bagdad (surtout depuis 1888).

CHRONIQUE.

France. — Le 2 octobre 1917 est mort à Paris, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, A. Guesnon. Normand d'origine, il était devenu Artésien par adoption. Il entra d'abord dans l'enseignement et fut, au collège de Valogne, maître d'études, alors que Léopold Delisle y était élève. Après avoir pris sa retraite comme professeur de l'Université, il consacra une inlassable activité à des recherches sur l'histoire d'Arras et de l'Artois. Chose curieuse, une de ses plus importantes publications, qui est l'*Inventaire chronologique des chartes de la ville d'Arras*, n'a pas été mis dans le commerce; c'est un fort vol. in-4° de 520 pages, sans titre, sans date et sans index, que l'on trouve déjà cité par A. Giry dans ses *Documents sur les relations de la royauté avec les villes* (1885). Parmi ses ouvrages livrés au public, mentionnons des fragments d'un *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras* (*Bulletin du Comité des travaux historiques et philologiques*, 1896), une analyse chronologique du *Cartulaire de l'évêché d'Arras* (1902), de nombreux et intéressants articles sur les trouvères artésiens parus dans *le Moyen âge* (1895, 1902, 1908-1910). Tout récemment encore, il avait donné dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris* une intéressante étude sur *Un collège inconnu des Bons-Enfants d'Arras à Paris, du XIIIe au XVe siècle* (1915). Un journal de Boulogne-sur-Mer, *le Télégramme*, annonçait dans son numéro du 13 octobre que la fille de M. Guesnon, Mme Seleur, a fait don à la ville d'Arras de la bibliothèque de son père, y compris ses fiches manuscrites. Le Conseil municipal a décidé de commémorer le nom de M. Guesnon en le donnant à une rue de la ville reconstruite. Ch. B.

— La mort d'Émile Durkheim, survenue à la fin de novembre 1917, a été pour l'Université, la Sorbonne et ses amis un coup bien cruel. Durkheim était avant tout un philosophe ; mais il a touché aussi par ses travaux à l'histoire, et la *Revue historique* doit à sa mémoire un souvenir ému. Il a été en France l'initiateur des études sociologiques. Sa thèse : *De la division du travail social* (1895); le recueil : *l'Année sociologique*, qu'il dirigea pendant de nombreuses années, ont ouvert une voie nouvelle et marqué un sillon profond. Il a formé des élèves excellents et enthousiastes qui continueront l'œuvre du maître. En 1912, il publie son bel ouvrage : *les Formes élémentaires de la vie religieuse, le système totémique en Australie* où, par la finesse

de l'observation et une grande puissance de raisonnement, il cherche à établir une théorie de l'origine des religions (cf. *Rev. histor.*, t. CXIII, p. 365). Quand la guerre éclata en 1914, il se posa à lui-même cette troublante question : *Qui a voulu la guerre?* Et, quand il eut terminé ses recherches conduites avec beaucoup de sincérité, la responsabilité entière de l'Allemagne ne fit aucun doute pour lui; avec la collaboration de M. Ernest Denis, il écrivit sous ce titre la brochure dont nous avons dit le grand et légitime succès (*Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 348). Cette guerre lui devait être cruelle. Son fils unique, qui était son disciple et donnait de si grandes espérances, périt dans l'automne de 1915 lors de la retraite de Serbie. Émile Durkheim essaya de se raidir contre la douleur; il chercha dans le travail une diversion et une consolation; il déploya une grande activité au service de la Sorbonne où son autorité était fort grande; il se surmena et la mort l'a frappé en plein labeur, alors qu'il n'avait pas encore atteint sa soixantième année. C. Pf.

— Eugène Berger, qui vient de trouver au Maroc une mort glorieuse, était le fils de Philippe Berger, professeur au Collège de France et membre de l'Institut. Il sortit de l'École des chartes en 1913, en présentant comme thèse une *Étude historique et archéologique sur l'abbaye de Saint-Père de Chartres*. Réformé, il parvint cependant, après la déclaration de guerre, à s'engager dans un régiment d'infanterie, et combattit vaillamment sur le front d'Alsace et dans les montagnes de Macédoine, où il fut blessé. Après sa guérison, E. Berger fut envoyé au Maroc, comme sous-lieutenant au 1er étranger. Mais le jeune officier ne put se résoudre à mener, dans une ville, la vie de garnison. Pour continuer à se battre, il sollicita comme une faveur son affectation à un bataillon de « joyeux ». Il est tombé, le 15 octobre 1917, frappé d'un coup de sabre à la tête, en maintenant intrépidement sa section, cernée par un fort contingent de dissidents marocains, sur une position qu'il fallait conserver à tout prix.
— Pierre Gautier appartenait à la promotion de 1907. Le *Catalogue des actes des évêques de Langres du VIIe siècle à 1111*, qui constituait sa thèse de sortie, revu et remanié, fut présenté manuscrit, en 1916, au concours des Antiquités de la France, à l'Académie des inscriptions, et valut à son auteur une deuxième médaille. Cet important travail sera publié, aussi prochainement que possible, dans la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*. C'est aux mêmes recherches diplomatiques que se rattache un mémoire sur un *Diplôme de Robert le Pieux pour l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon*, paru en 1909 dans le *Moyen âge*. Archiviste de la Haute-Marne depuis 1908, P. Gautier a publié en 1912-1913, dans le *Bibliographe moderne*, une notice sur *le Fonds Laloy aux archives de la Haute-Marne*. Esprit ouvert et pénétrant, on était en droit d'attendre de lui d'excellents travaux, et sa perte a été douloureusement ressentie par tous

ceux qui ont pu le connaître et l'apprécier. Un obus allemand l'a atteint, le 12 juin 1917, dans le voisinage de Ban-de-Sapt. Il était capitaine d'infanterie. — Son camarade Georges MATHIEU, de la promotion de 1908, avait consacré sa thèse au *Marais de Bordeaux de 1559 à la Révolution*, sujet qui lui fournit la matière d'un article inséré peu après dans la *Revue historique de Bordeaux*. Nommé dès la même année 1908 archiviste de la Corrèze, il a donné au *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts* de ce département divers articles (*Courte chronique écrite à Ayen, 1560-1589; Notes sur l'hôpital de Tulle sous l'Ancien régime*, etc.) et publié en 1912, chez Champion, des *Notes et documents sur l'instruction publique en Corrèze pendant la Révolution*. En même temps (1912-1913), il faisait paraître les *Répertoires numériques* des fonds anciens et des séries révolutionnaires de ses archives. Aspirant dans un régiment d'infanterie, il est tombé à Corbeny (Aisne), le 8 mai 1917.

A ces noms, il faut ajouter ceux de trois élèves en cours d'études à l'École des chartes : René ABRIBAT et Pierre GOISQUE, tués devant Verdun le 15 décembre 1916, et Robert GÉRARD-DETRAUX. R. P.

— Le 16 décembre 1917 ont été élus membres ordinaires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres M. Charles-Victor LANGLOIS, directeur des Archives, en remplacement de M. Noël Valois, et M. l'abbé CHABOT, en remplacement de M. Michel Bréal.

Belgique. — La *Revue* a déjà mentionné la mort prématurée (à Cayeux, le 5 juillet 1917) de l'archiviste d'Ypres, Émile DE SAGHER. Le monde des historiens et des archivistes regrettera vivement la disparition du dernier conservateur de ce qui fut le plus riche dépôt d'archives communales de la Belgique. É. de Sagher était non seulement l'obligeance en personne : que d'historiens ont profité de sa collaboration anonyme. Lui-même a publié plusieurs ouvrages de valeur. Le sommaire des archives d'Ypres, paru sous le titre de *Notice sur les archives communales d'Ypres et documents pour servir à l'histoire de Flandre* (1898) avec trois suppléments, édités dans le *Recueil des actes de l'administration communale de la ville d'Ypres*, tomes XII, XIV et XV, constitue déjà une œuvre considérable. Il avait étudié particulièrement l'histoire du patriciat yprois et avait publié entre autres des études généalogiques sur les familles Baelde (1906) et Calmeyn (1912). En collaboration avec M. G. Des Marez, archiviste de la ville de Bruxelles, il avait préparé l'édition des *Comptes communaux de la ville d'Ypres de 1267 à 1329* (série in-4° de la Commission royale d'histoire de Belgique) dont deux volumes ont paru et dont le troisième était en préparation lorsque la guerre a éclaté. Il était devenu en 1896 archiviste de la ville où il était né le 17 septembre 1864; ses confrères de l'*Association des archivistes* l'avaient élu vice-président en 1914. V. D. L.

— M. Victor BRANTS, professeur à l'Université de Louvain, est

décédé à Bruxelles le 31 mars 1917. Sa mort a été hâtée, sans aucun doute, par les tragiques événements dont Louvain a été le théâtre. Il n'a pu se remettre de la commotion qu'il avait éprouvée à la nouvelle que les Allemands avaient incendié Louvain, et entre autres le quartier où se trouvait sa demeure. Bien que celle-ci eût été épargnée par hasard, il n'avait pas voulu y croire et ses amis ne parvinrent pas à le persuader de rentrer dans son foyer. Il s'était orienté d'abord vers l'économie politique et l'histoire économique. Chargé très jeune, en 1878 (il était né à Anvers le 23 novembre 1856), du cours d'économie politique, il fut désigné en 1883 à la chaire d'histoire de Belgique et vers 1892 à celle d'histoire de la géographie. Parmi ses études d'histoire économique, signalons *les Théories économiques aux XIIIe et XIVe siècles*, (1895); *Histoire des classes rurales aux Pays-Bas jusqu'à la fin du XVIIIe siècle* (dans les *Mémoires couronnés... de l'Académie de Belgique*, t. XXXII, 1881). Il s'était intéressé tout spécialement à la Belgique de l'époque des archiducs. Son principal livre consacré à ce sujet est intitulé : *la Belgique au XVIIIe siècle; Albert et Isabelle. Études d'histoire politique et sociale* (1910). Mais son ouvrage le mieux documenté et le plus instructif est *la Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles* (1906). Bien qu'il continuât de faire de l'économie politique le principal objet de son activité intellectuelle, il a, comme historien, fourni une quantité énorme de travaux, dont plusieurs se distinguent par l'étendue de l'érudition et la nouveauté des résultats. V. D. L.

Grande-Bretagne. — Le tome III de la *Cambridge medieval history* a été retardé par la guerre. Il a d'abord fallu refaire les chapitres qui avaient été confiés auparavant à des écrivains allemands et autrichiens; puis est survenue la mort (14 novembre 1916) du professeur Gwatkin, qui avait pris plus que sa part des travaux préparatoires du volume. Les plus grosses difficultés ayant été levées, on compte maintenant qu'il pourra être distribué au printemps de 1918 et des mesures sont prises dès maintenant pour que les suivants paraissent dans les conditions normales de rapidité. A partir du 1er décembre 1917, le prix de chaque volume sera majoré; il sera porté à 1 l. st.

Italie. — Le 7 décembre 1917 est mort à Florence, après une longue maladie, l'illustre historien italien Pasquale VILLARI. Né le 4 octobre 1827, à Naples, d'une famille de la moyenne bourgeoisie, il fit de bonnes études scolaires, puis étudia le droit, mais sans ardeur; il ne respira librement que le jour où on lui laissa suivre son goût pour l'histoire. Ses relations avec les jeunes libéraux napolitains l'obligèrent à quitter le royaume des Deux-Siciles pour se réfugier à Florence, où, de 1849-1859, il dut, pour continuer ses études, donner des leçons d'italien; il utilisait ses loisirs à se documenter sur Savonarole et put, en 1860, publier le premier volume de l'ouvrage qu'il a

consacré à la personne et à l'époque du fameux moine révolutionnaire. L'année précédente, le ministre Ridolfi l'avait nommé professeur extraordinaire d'histoire à Pise; il devint professeur ordinaire aussitôt après la publication de son *Savonarole*. Son étude sur Machiavel affermit et illustra un talent qui aurait peut-être été plus utile s'il avait été moins dispersé. Mais Villari ne pouvait se désintéresser de son pays d'origine, et, en 1875, il lui consacra ses fameuses *Lettere meridionali*, qui révélèrent au public italien les principaux éléments de la question du Sud et introduisirent le brillant historien en pleine politique. Dès 1870, il avait été élu député; il entra au Sénat en 1884 et fut ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Rudini (1891-1892). Sans négliger les études historiques — témoin ses livres sur l'*Histoire des invasions barbares en Italie* et son *Italie de Charlemagne à la mort de Henri VIII* — il écrivit des articles sur la critique littéraire, à l'occasion de De Amicis ou de De Sanctis, sur la critique d'art, à l'occasion de Taine, sur les problèmes sociaux de l'Italie contemporaine, à l'occasion des phénomènes de la migration. Son patriotisme éclairé lui fit comprendre l'œuvre féconde que pouvait remplir à l'étranger la Société « Dante Alighieri »; lorsque la guerre mondiale éclata, il se rangea délibérément parmi ceux qui prévoyaient la victoire de l'Entente et le succès des revendications italiennes. Il est mort sans avoir vu l'une et l'autre, mais sans que sa confiance ait été altérée par les vicissitudes et la longueur du conflit. G. Bn.

ERRATA DU DERNIER NUMÉRO.

P. 425, l. 33-34, au lieu *de président en exercice de l'Institut*, lire *de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.*

P. 426, l. 8, au lieu de *De Democrita*, lire *De Democrito.*

Le gérant : R. Lisbonne.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie Daupeley-Gouverneur.

L'ALLEMAGNE ET NOUS

Dans le discours qu'il a prononcé à la Sorbonne le 1er mars 1918 (voir plus loin, p. 411), M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a fait allusion à « une lettre déjà partiellement connue, que sa destinataire, l'impératrice Eugénie, a eu la délicate pensée de faire verser tout récemment à nos Archives nationales. Elle était adressée de Versailles, le 26 octobre 1870, par le grand-père de Guillaume II[1] ».

Nous avons la bonne fortune de pouvoir donner à nos lecteurs le texte complet de cette lettre, copiée sur l'original même, qui porte aux Archives la cote AEI, carton 27. Elle est écrite en entier de la main du roi de Prusse, sur une double feuille de papier dont le filigrane porte sur un feuillet le portrait du roi, sur l'autre les armes de Prusse. Nous en avons scrupuleusement reproduit la distribution, l'orthographe, l'accentuation et la ponctuation.

Nous avons cru devoir faire précéder la lettre du roi de Prusse par celle de l'impératrice Eugénie, dont une copie accompagne le document original.

Lettre de l'impératrice au roi de Prusse.

Sire,

Les malheurs qui accablent ma patrie me déterminent à m'adresser directement à Votre Majesté. Je puise le courage de faire cette démarche dans les souvenirs du passé.

Le sang n'a-t-il pas assez coulé? Le moment n'est-il pas venu de traiter avec la Nation Française et Votre Majesté ne croit-elle pas qu'une paix généreuse créant entre les deux pays d'indissolubles liens et n'imposant pas à la France un cruel stigmate

1. Le lendemain, 27 octobre, le maréchal Bazaine capitulait à Metz.

serait pour le Roi l'un de ses plus grands titres de gloire dans la postérité?

Sire, dans le malheur, on juge mieux les événements. Les sentiments que j'exprime à Votre Majesté doivent inspirer le cœur du Roi.

Je suis prête à tous les sacrifices personnels dans l'intérêt de la France; mais, je le demande au Roi lui-même, puis-je signer un traité qui imposerait une irréparable douleur à mon pays? Que Dieu éloigne à jamais du cœur de Votre Majesté les amertumes qui remplissent le mien.

EUGÉNIE.

Lettre du roi de Prusse Guillaume Ier.

Madame,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'adresser et qui a évoqué des souvenirs du passé que je ne puis me rappeler sans regrets!

Personne plus que moi ne déploré (*sic*) le sang versé dans cette guerre qui, Votre Majesté le sait bien, n'a pas été provoqué (*sic*) par moi.

Depuis le commencement des hostilités ma préoccupation constante a été de ne rien négliger pour rendre à l'Europe les bienfaits de la paix, si les moyens m'en étaient offerts par la France. L'entente aurait été facile tant que l'Empereur Napoléon s'était cru autorisé à traiter et mon gouvernement n'a même pas refusé d'entendre les propositions Jules Favre et de lui offrir les moyens de rendre la paix à la France. Lorsque à Ferriere (*sic*) des négociations parurent être entamées au nom de Votre Majesté, on leur a fait un accueil empressé, et toutes les facilités furent accordées au Maréchal Bazaine pour se mettre en rélation avec Votre Majesté, et quand le général Boyer vint ici, il était possible encore d'arriver à un arrangement si les conditions préalables pouvaient être remplies sans délai. Mais le temps s'est écoulé sans que les garanties indispensables pour entrer en négociations eussent été données.

J'aime mon pays comme Vous, Madame, Vous aimez le Vôtre,

et par conséquent je comprends les amertumes qui remplissent le cœur de Votre Majesté, et j'y compatis bien sincèrement. Mais après avoir fait d'immenses sacrifices pour sa défense, l'Allemagne veut être assurée, que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle nous pouvons compter, aussitot que la France aura réparé ses forces et gagné des alliés[1]. C'est cette triste considération seule, et non le désir d'agrandir ma patrie, dont le territoire est assez grand, qui me force à insister sur des cessions de territoire, qui n'ont d'autre but, que de reculer le point de départ des armées françaises qui à l'avenir viendront nous attaquer.

Je ne puis juger si Votre Majesté était autorisée à accepter au nom de la France, les conditions que demande l'Allemagne, mais je crois qu'en le faisant, Elle aurait épargné à Sa patrie bien des maux et l'aurait préservée de l'anarchie qui aujourd'hui menace une nation dont l'Empereur pendant vingt ans avait réussi à développer la prospérité!

Veuillez croire, Madame, aux sentiments avec lesquels je suis
de Votre Majesté
le bon frère

GUILLAUME.

Versailles
le 26 octobre
1870.

1. Dans la séance du Reichstag du 30 décembre 1874, le chancelier, prince de Bismarck, qui ne s'était pas encore vanté alors d'avoir falsifié la dépêche d'Ems, dira de même : « C'est dans l'intérêt de l'Empire que nous avons conquis ces pays (l'Alsace et la Lorraine), à la suite d'une guerre heureuse, d'une guerre défensive où nous avons risqué notre peau; ce n'est pas pour l'Alsace-Lorraine que nos guerriers ont répandu leur sang, mais pour l'Empire allemand, pour son unité, pour la protection de ses frontières! Nous avons pris ces pays afin que les Français, dans leur prochaine attaque, ne partent pas de la pointe de Wissembourg, mais afin que nous possédions un glacis où nous puissions nous défendre avant qu'ils atteignent le Rhin » (*Politische Reden*, t. VI, p. 201). — [N. D. L. R.].

CHARLES-QUINT EN PROVENCE

(1536)

I.

Vers la rupture.

Dans la nuit du 1er au 2 novembre 1535, « à une heure après mynuict », Françesco Sforza, duc de Milan par la grâce de Charles-Quint, termina presque subitement une existence fort mouvementée. Cette nouvelle mit en émoi toute la péninsule. La succession de Sforza, mort sans laisser d'héritier, ne suscitait pas seulement l'ambition de multiples candidats dont les intrigues se heurtèrent sans tarder : c'est une question européenne qui était à nouveau posée. François Ier, en effet, nul ne l'ignorait, désirait rentrer en possession du duché que le sort des armes lui avait fait perdre en 1522. Depuis 1530, c'est à quoi tendaient tous les efforts de sa diplomatie. Quelle serait l'attitude de Charles-Quint revenant de Tunis avec le prestige de sa récente victoire sur l'Infidèle? « Chacun », écrit le cardinal du Bellay, « est escoutant et considérant ce qu'il adviendra de ceste mort du duc de Millan, jugeant qu'elle doibt estre celle qui, ou par doulceur ou par aigreur, mecte une finale résolution aux affaires non seulement d'Ytalie, mais de toute la chrestienté[1]. »

Les deux souverains apprirent l'événement presque à la même date : le roi de France, le 12 ou le 13 novembre, par l'intermédiaire du marquis François de Saluces; l'Empereur, le 14, en Sicile, par l'envoyé d'Antonio de Leyva, son lieutenant général

1. Bibl. nat., ms. fr. 5499, fol. 242 *bis* v°, Jean du Bellay à François Ier, Rome, 12 novembre 1535.

au Milanais. Tout de suite se firent jour des prétentions difficilement conciliables.

Celles de François Ier étaient connues; il les avait fait énoncer à plusieurs reprises, et naguère encore, en Sicile même, son ambassadeur auprès de l'Empereur, Claude Dodieu de Vély, en avait entretenu Charles-Quint. Le duché de Milan devait lui faire retour directement ou indirectement; le roi de France croyait faire preuve d'esprit de conciliation en s'effaçant lui-même pour mettre en avant la candidature de son second fils, Henri, duc d'Orléans, le mari de Catherine de Médicis. La reine Éléonore suggéra une autre solution : supposant que la personnalité du duc d'Orléans, apparenté aux Médicis, pourrait ne pas agréer à l'Empereur, elle proposait le troisième fils du roi, Charles, duc d'Angoulême, que l'on marierait à l'une des filles du roi des Romains, Ferdinand[1]. — Charles-Quint aimait mieux tenir le duché « du tout soubz sa main que en celle d'aultruy ». Mais son intérêt lui commandait de ne pas déclarer tout de suite ses intentions « plus avant ». Il lui fallait, « soubs couleur de le mieulx et plus meheurement pourvoir, gagner temps pour diligenter à achever les fortifications » du duché, refaire une armée que la guerre d'Afrique avait fort affaiblie, renouer ou chercher, dans la péninsule et ailleurs, des alliances indispensables si l'affaire dégénérait en un conflit armé; en attendant, on ferait espérer aux « potentats » d'Italie que le futur duc serait probablement pris parmi eux; quant à François Ier, « pour ne pas le despérer du tout dudit estat » de Milan, on pourra engager la conversation au sujet d'un des enfants de France, mais en posant au préalable un certain nombre de « moyens et conditions » — le mémoire de Granvelle n'en énumère pas moins de vingt-cinq. — Au duc d'Orléans, l'Empereur préférait le duc d'Angoulême; mais l'investiture de ce dernier serait subordonnée à l'exécution, par le roi de France, d'une douzaine de conditions supplémentaires[2]. Abondante matière à mettre en notes et contre-notes diplomatiques! En tenant compte de la lenteur des communications, ce petit jeu pourrait se prolonger plusieurs mois, durant lesquels l'Empereur, déjà maître de la Sicile, de Naples; mettrait la main sur Milan; s'assurerait du pape Paul III

1. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 411-412.

2. *Ibid.*, t. II, p. 395-410 : « Discours faict incontinent après le trespas du duc François-Marie Sforce sur la disposition de l'estat de Millan. »

et des autres États italiens : Lucques, Sienne, Ferrare, Venise; rassemblerait des subsides et de nouvelles troupes; disposerait des princes d'Empire : les ducs de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, le landgrave de Hesse, avec lesquels négociait son frère Ferdinand; et peut-être enfin gagnerait l'Angleterre, dont le roi Henri VIII, par l'exécution d'Anne Boleyn et la disparition opportune de Catherine d'Aragon, allait pouvoir songer avec moins de difficultés et sans trop de scandale à un rapprochement avec Charles-Quint.

Les mêmes raisons qui commandaient à l'Empereur la « procrastination », inclinaient le roi de France à se prêter à cette politique dilatoire. Il ne faisait pas grand fond sur les dispositions favorables de son adversaire; mais il n'était pas prêt à engager la lutte s'il fallait recourir aux armes. Quelques mois lui étaient nécessaires. Il s'empressa de dépêcher Guillaume de Fürstemberg opérer quelques levées au delà du Rhin; il envoya Guillaume du Bellay, sieur de Langey, auprès des princes protestants réunis à Smalkalde et des catholiques ducs de Bavière, tandis que le lecteur du roi, Jacques Colin, abbé de Saint-Ambroise, s'assurait le concours du duc de Gueldre. Il faisait en même temps de nouveaux efforts pour retenir le roi d'Angleterre dont l'alliance se détendait visiblement. En Orient, Jean de la Forest revenait à Constantinople en compagnie du sultan Soliman, avec lequel il allait signer les premières Capitulations. En Italie, Jean du Bellay à Rome, Jean de Langeac à Ferrare, Etienne de Laigues, sieur de Beauvais, à Venise, travaillaient activement à déjouer les intrigues impériales et, à défaut d'alliés, procuraient du moins à leur maître des chefs de bandes et des recrues. Quant au duc de Savoie, oncle du roi de France et beau-frère de l'Empereur, François Ier le mettait en demeure de se prononcer; il lui transmettait ses conditions par Guillaume Poyet et, pour intimider cet équivoque et tremblant personnage, il protégeait ouvertement les Genevois en révolte contre leur duc et rassemblait une armée qui, en janvier 1536, menaçait la Bresse et la Savoie.

Estimant alors les circonstances favorables et voyant l'hiver tirer à sa fin, il signifia à Charles-Quint une mise en demeure catégorique. Comme il était naturel, les Impériaux avaient soulevé toutes sortes d'objections à la candidature du duc d'Orléans; ils se montraient disposés à « causer » seulement au sujet du duc

d'Angoulême. C'était le fond des notes échangées en décembre 1535 et en janvier 1536[1]. Le 5 février 1536, François Ier revendiquait plus énergiquement que jamais le Milanais pour son second fils, le duc d'Orléans. Il demandait une réponse claire et sans équivoque : si le 1er mars suivant il n'avait pas obtenu satisfaction, il agirait en conséquence[2].

C'est à Naples et vers le milieu de février que Charles-Quint reçut l'ultimatum du roi de France. En même temps lui arrivaient des dépêches de ses agents en Allemagne, qui dénonçaient les préparatifs menaçants des Français, et un appel désespéré du duc de Savoie, qui voyait en l'Empereur son ultime recours. Pour éviter une rupture, en un moment où il n'avait pas encore en main tous les éléments d'une victoire, Charles comprit qu'il fallait faire quelque concession[3]. Le 21 février, il répondit à l'ambassadeur français, Dodieu de Vély, et fit signifier à François Ier, par Hannart, son ambassadeur à la cour de France, qu'il était prêt à engager la conversation sur la candidature du duc d'Orléans, à condition que de son côté le Roi « se condescendroit à tous moiens raisonnables et asseurances convenables ». Que François Ier lui envoyât un plénipotentiaire porteur de ses conditions, l'amiral Chabot de Brion par exemple, et on pourrait probablement se mettre vite d'accord. A Dodieu de Vély comme à Hannart, il recommandait le secret le plus strict sur cette concession, sous prétexte d'arriver plus sûrement à un résultat. Un post-scriptum de sa dépêche à Hannart révélait sa véritable pensée : il voulait empêcher l'adversaire d'exploiter sa condescendance et garder la possibilité de se reprendre. En fait, c'était un nouvel expédient pour gagner du temps et aussi pour sauver le duc de Savoie; il n'en faisait point mystère dans ses lettres à l'impératrice Isabelle, où il la pressait de rassembler le

1. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 414-430, lettres de Charles-Quint à Hannart, 14 et 22 décembre 1535, 23 janvier 1536; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay* (éd. Bourrilly et Vindry), t. II, p. 306-313, résumé des instructions données à Dodieu de Vély.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 315-317 (instruction à Dodieu de Vély) et p. 317-318 (conversation de François Ier avec Hannart).

3. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 431-437, lettre de Charles-Quint à Hannart, Naples, 21 février 1536. Cf. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 321-323; *Calendar of State Papers, Spanish*, éd. P. de Gayangos, t. V, part. II, n° 26 et 27, lettres de Charles-Quint à l'impératrice Isabelle, 20 et 21 février 1536.

plus d'argent possible et de mettre les frontières du Roussillon et de la Navarre à l'abri d'un coup de main.

François Ier ne fut pas dupe du stratagème impérial. Les renseignements qu'il recevait d'Italie prouvaient que Charles-Quint pressait activement les préparatifs militaires ; l'Empereur faisait même recruter des soldats dans les États de l'Église, ce qui mettait en un sérieux embarras le pape Paul III, désireux de garder à tout prix la neutralité et la possibilité d'une médiation[1]. Tandis qu'il envoyait à Gênes André Doria réorganiser la flotte et Louis de Praet en Allemagne presser les levées de lansquenets[2], il reconnaissait comme duc, à Florence, Alexandre de Médicis, qu'il mariait à sa fille naturelle Marguerite, et renouvelait la ligue de Bologne avec les Vénitiens[3]. Le duc de Ferrare, Hercule, inclinait vers les Impériaux et, pour l'en détourner, il n'y avait guère à compter sur sa femme Renée, la fille de Louis XII, car le ménage d'Este manquait d'union autant que l'alliance franco-ferraraise de cordialité. Les dépêches des agents français dans la péninsule, les avis qu'apporta Jean du Bellay, parti précipitamment de Rome à l'insu de tous, sauf peut-être du Pape, tout incitait à mettre en doute la sincérité de l'Empereur[4]. Aussi le paya-t-on de la même monnaie.

Sous prétexte que la proposition impériale était insuffisamment explicite, sur le chapitre des sûretés notamment, une nouvelle note demanda un supplément de clarté, promettant que si la réponse était conforme aux désirs du Roi l'envoi de Brion suivrait immédiatement avec pleins pouvoirs pour conclure la paix (8 mars)[5]. En même temps, les démarches diplomatiques se poursuivaient activement. Le 9 mars, Jacques Colin repartait pour la Gueldre, « prescher le cornet Saint-Hubert », c'est-à-dire préparer une diversion énergique du côté des Pays-Bas[6].

1. *Calendar of State Papers, Spanish*, éd. P. de Gayangos, t. V, part. II, n° 32, lettre de Cifuentès, ambassadeur impérial à Rome, à Charles-Quint, Rome, 27 février 1536 ; n° 34, lettre du général des Franciscains (Vincent Lunel) à Charles-Quint, Rome, 28 février 1536.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 319-320.

3. *Calendar of State Papers, Spanish*, éd. P. de Gayangos, t. V, part. II, n° 33, traité de mariage du duc Alexandre de Médicis.

4. V.-L. Bourrilly, *le Cardinal Jean du Bellay en Italie*, p. 79-81.

5. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 332-333, 343 ; *Calendar of State Papers, Spanish*, t. V, part. II, n° 36, lettre d'Hannart à l'impératrice Isabelle, Lyon, 10 mars 1536.

6. V.-L. Bourrilly, *Jacques Colin, abbé de Saint-Ambroise*, p. 84.

En Allemagne, en Suisse, les agents français procédaient à des levées de troupes. Les opérations militaires s'engageaient. Dans le courant de février, Brion s'était rendu maître de la Bresse, du Bugey et du Valromey, tandis que François de Bourbon, comte de Saint-Pol, entrait dans la Savoie proprement dite[1]. Le duc de Savoie faisait les frais de cette entrée en campagne : François Ier était décidé à mettre la main sur la Savoie et sur le Piémont pour s'assurer la liberté des passages alpestres en cas de guerre, ou plaider la main garnie, avoir un gage à échanger contre le Milanais, au cas où l'Empereur se résoudrait sincèrement à négocier. Dans les premiers jours de mars, le roi de France réclame à son oncle Verceil, Chieri, Asti, Coni, Fossano et Nice. Sur le refus du duc, il réduit ses prétentions à Turin et à Verceil. Mais entre temps une petite armée se concentre à Grenoble et à Briançon : 800 hommes d'armes, 1,000 chevau-légers, 4,000 légionnaires de Dauphiné auxquels se joindront peu après 7 à 8,000 légionnaires picards, normands, champenois et languedociens, 2,000 aventuriers français, 3,000 Italiens, 6,000 lansquenets et 2 parcs d'artillerie. C'est la future armée d'invasion qui se prépare[2]. Le 20 mars, Charles du Solier, sieur de Morette, vient demander le passage et les vivres pour une partie de ces troupes. Le duc, avant de répondre, veut consulter l'Empereur. Morette n'insiste pas[3].

En fait, l'état de guerre existait déjà. Le 23 mars, Chabot de Brion avait quitté la cour pour prendre le commandement de l'armée des Alpes[4]. Il tâche, sans d'ailleurs y réussir, d'empêcher l'intervention d'Antonio de Leyva en lui notifiant que François Ier veut non rompre avec l'Empereur, mais seulement reprendre son bien. Le duc de Savoie se trouva incapable de résister ; les Français emportent rapidement Suse, Turin, Chi-

1. A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 115-116 ; abbé Chagny, *Étude sur la première annexion de la Bresse à la France en 1536*, p. 75-77. La soumission de Bourg-en-Bresse est du 23 février 1536.

2. L'effectif détaillé de l'armée des Alpes est donné dans les *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 326-328, et dans la *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 133-135.

3. A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 124 ; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 302-305, 320-321.

4. A. Segre, *Un registro di lettere del cardinale Ercole Gonzaga (1535-1536)*, p. 86, résumé d'une lettre de Jean du Bellay au pape, 27 mars ; *Calendar of State Papers, Spanish*, t. V, part. II, n° 42, Hannart à l'impératrice Isabelle, Lyon, 29 mars 1536.

vasso. Au milieu d'avril, ils arrivent à la Dora Baltea et Brion établit son camp à Savigliano. Leyva qui, en sa qualité de capitaine général d'une ligue conclue pour assurer la tranquillité de l'Italie, se porte au secours du duc, rassemble en hâte à Verceil une dizaine de mille hommes, impose Milan et la Lombardie, achemine vers le Piémont les lansquenets qui débouchent par Trente[1]. Les deux armées en présence n'étaient plus séparées que par un mince cours d'eau et le choc était inévitable à moins d'une prompte solution diplomatique.

Charles-Quint était sur le point de quitter Naples lorsqu'il prit connaissance de la note française du 8 mars[2]. Les prétentions lui en parurent exorbitantes : indépendamment de l'investiture du Milanais pour le duc d'Orléans, François Ier en demandait pour lui-même l'usufruit ; il se refusait à abandonner aucun de ses alliés, pas plus le duc de Gueldre que les princes protestants allemands. D'autre part, ce même Brion, dont l'Empereur avait sollicité la venue avec pleins pouvoirs pour traiter, voici qu'il était mis à la tête d'une armée et occupait la majeure partie des possessions du duc de Savoie. N'était-ce pas la preuve que le roi de France ne voulait pas de la paix? Charles-Quint s'en plaignit au sieur de Vély ; il remit à faire connaître sa réponse lorsqu'il serait à Fundi, puis à Rome[3]. De Fundi cependant, au début d'avril, Dodieu de Vély conseilla encore l'envoi d'un plénipotentiaire, bien que l'Empereur fît encore des difficultés au sujet de l'investiture et mît comme condition préalable aux négociations l'évacuation du Piémont[4].

Le plénipotentiaire désigné ne fut pas Chabot de Brion, dont la présence fut jugée indispensable dans le Piémont et que peut-être on n'estimait pas de force à assumer pareille mission : le Roi choisit le cardinal Jean de Lorraine, qui quitta Saint-Rambert-sur-Loire, où était la cour, le 15 avril. Il passa par le camp de Savigliano. La mission du cardinal consistait tout d'abord à faire signer un armistice entre Chabot et de Leyva : on espérait ainsi peut-être convaincre Charles-Quint de nos intentions pacifiques. Le 18 avril, une trêve fut conclue avec suspension d'armes

1. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 127-128; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 328-332.
2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 332-333.
3. *Ibid.*, t. II, p. 333-335.
4. *Ibid.*, t. II, p. 335-336.

pour huit jours. Pendant ce temps, Chabot installerait son camp, s'y fortifierait et attendrait de nouvelles instructions[1]. Cela fait, le cardinal de Lorraine, muni d'un sauf-conduit d'Antonio de Leyva, traversa le camp impérial et se dirigea à la rencontre de Charles-Quint, qu'il rejoignit à Sienne le 24 avril.

Il trouva l'Empereur dans des dispositions toutes différentes de celles que les lettres de Dodieu et les conversations avec Hannart avaient fait supposer. Charles-Quint avait atteint son but, qui était d'éviter une rupture tant qu'il était dans le sud de l'Italie et qu'il n'avait pas vu le Pape. Le 5 avril, il était enfin arrivé à Rome. Dès le lendemain, il avait eu une longue entrevue avec le Saint-Père. Le secret de cet entretien fut bien gardé. Dodieu de Vély et Hémart de Denonville, évêque de Mâcon, ambassadeur de France à Rome, allant le 7 avril aux renseignements, réussirent seulement à apprendre que l'Empereur était toujours dans des dispositions pacifiques, mais ne voulait à aucun prix donner le Milanais au duc d'Orléans. Le sieur de Vély se récria : ce refus était en contradiction avec les engagements antérieurs. Les Impériaux rejetaient sur le Pape la responsabilité de ce changement d'attitude : ils n'étaient pas fâchés de le rendre suspect aux Français. Mis en demeure de s'expliquer nettement, Paul III promettait ses bons offices, mais objectait la mauvaise volonté de Charles-Quint et aussi les nécessités politiques. L'équivoque avait assez duré. Le 17 avril, l'Empereur déchira les voiles : devant le Pape, les cardinaux et les ambassadeurs, il prononça — en espagnol — un long discours dans lequel il fit l'historique de ses rapports avec le roi de France, se donnant naturellement le beau rôle et rejetant sur son rival la responsabilité des conflits qui, depuis quinze ans, avaient troublé la chrétienté en Occident. Maintenant encore, il était prêt à sacrifier son amour-propre et son orgueil au repos universel. Il laissait à son adversaire le choix entre deux propositions : il consentait à donner le duché de Milan non pas au duc d'Orléans, mais au duc d'Angoulême, à condition que François Ier fît évacuer le Piémont et accordât les garanties indispensables ; une réponse devait être formulée dans les vingt jours ; — si le roi de France déclinait cette proposition, l'Empereur offrait, afin d'éviter une guerre générale et le sacrifice de victimes inno-

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 384-389; A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 128.

centes, de vider le conflit en champ clos dans un combat singulier : l'enjeu du duel serait constitué par la Bourgogne et le Milanais, et le vainqueur mettrait ensuite ses forces au service du Saint-Siège pour repousser les assauts des Infidèles. C'était en quelque sorte une réponse au cartel de défi que François Ier lui avait lancé une dizaine d'années auparavant. Mais, s'il y avait encore des tournois, les temps de la chevalerie étaient passés. Dans le conflit n'étaient pas seulement engagés des intérêts dynastiques. Il était à craindre que le défi impérial ne fût pas plus relevé que ne l'avait été autrefois le défi royal. Aussi Charles-Quint prévoyait-il une rupture dont il faisait retomber par avance toute la responsabilité sur le roi de France. Le Pape cependant, en sa qualité de père commun des fidèles, avait un rôle essentiel à jouer, c'était d'évoquer pour ainsi dire le différend à son tribunal : qu'il décidât, comme arbitre suprême entre les deux rivaux et, naturellement, qu'il prêtât ensuite tout son concours à celui que son jugement aurait favorisé[1].

Le discours de l'Empereur, auquel fut ménagée une très large publicité, produisit une sensation profonde : il avait été agrémenté d'expressions violentes qui attestaient la vigueur de la conviction impériale, mais qu'on jugea à propos d'atténuer dans les reproductions répandues dans le public. Cependant, Paul III refusa de s'engager aussi nettement qu'il en était sollicité. Précisément parce qu'il se considérait comme père commun de tous les fidèles et qu'il tenait à le rester, il s'obstina dans une neutralité dont les Français, faute de mieux, lui savaient gré. Aussi bien sentait-il qu'il avait affaire à deux adversaires bien décidés à ne pas céder d'une ligne sur la question qui primait, à leurs yeux, toutes les autres, celle de l'attribution du duché de Milan. Arbitrage et médiation pour l'instant étaient prématurés. La neutralité stricte permettait seule de réserver l'avenir. Aussi le 24 avril, par une déclaration solennelle, affirma-t-il énergiquement sa détermination de ne pas prendre parti et, sous les peines les plus rigoureuses, il interdit à ses sujets de participer à la guerre qui se préparait[2].

1. Sur ce discours du 17 avril, voir la bibliographie donnée par A. Segre, *Un registro*, etc., p. 89 et note 1, et A. Morel-Fatio, *l'Espagnol, langue universelle*, dans le *Bulletin hispanique*, t. XV (1913), p. 207-225.

2. C. Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 176 (et la note 3); L. Pastor, *Geschichte der Paepste*, t. V, p. 176-180.

On conçoit que, dans ces conditions, la mission du cardinal de Lorraine eût peu de chances de succès. Charles-Quint avait quitté Rome dès le 18 avril et c'est à Sienne que le cardinal le rencontra le 24[1]. Pendant trois jours, il insista pour faire agréer à l'Empereur les propositions de son maître; François Ier se refusait à abandonner ses alliés; mais, s'il revendiquait pour lui l'usufruit du duché de Milan, c'était avec la promesse de l'abandonner aussitôt au duc d'Orléans, pour lequel il persistait à le réclamer. Charles-Quint n'avait plus de raison de ménager son adversaire : les troupes d'Allemagne arrivaient à Antonio de Leyva dans le Milanais; l'armistice intervenu entre Brion et les Impériaux avait brisé l'offensive française et permis de consolider les lignes de défense le long du Pô et du Tessin. Lui-même était sur le point de se joindre à ses généraux avec les forces qu'il ramenait du sud de l'Italie et qu'il avait constamment accrues en cours de route. Encore quelques semaines et il serait à même de frapper le coup décisif. Aussi se borna-t-il à offrir la cession de Milan au duc d'Angoulême; quant à un usufruit quelconque, direct ou indirect, en faveur de François Ier il ne voulut absolument pas en entendre parler.

Le cardinal de Lorraine poussa jusqu'à Rome pour s'assurer des dispositions du Pape[2]. Il le trouva bien décidé à ne pas prendre parti et fort mécontent. Tous ses desseins étaient déconcertés. Un moment il avait eu l'intention de se rendre à Bologne pour tenter un dernier effort en vue de la paix; il y avait maintenant renoncé. Il se méfiait des princes, blâmait leur obstination. Il n'avait pu rien obtenir de l'Empereur qui estimait insuffisantes les garanties offertes. Comme le cardinal le pressait de s'interposer à nouveau, Paul III répondit vivement qu'il l'avait essayé plusieurs fois sans succès : c'était au roi de France d'accepter le duché de Milan pour le duc d'Angoulême. Il enverrait cependant un légat auprès de chacun des deux adversaires : la diplomatie ne chômerait pas pendant les opérations militaires; mais vraiment la tâche était bien difficile (29 avril-2 mai).

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 393-398; G. de Leva, *Storia documentata di Carlo V*, t. III, p. 166; A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 135.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 399; t. III, p. 12-23. A. Segre, *Un registro*, etc., p. 90-92; C. Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 176-177; L. Pastor, *Geschichte der Paepste*, t. V, p. 179-180.

Le mécontentement du Pape ne compromettait pas sa neutralité : c'était le grand point. On pouvait encore escompter ses bons offices, surtout maintenant que l'Empereur s'éloignait de Rome. A son retour, le cardinal de Lorraine eut encore l'occasion de s'entretenir avec Charles-Quint à Pietra-Santa[1]. Il crut bon de lui adresser une dernière adjuration en faveur de la paix; il affirma que son maître était résolu, si satisfaction ne lui était pas accordée, à ne pas prendre l'offensive; mais le Roi apporterait la même résolution à se défendre en cas d'attaque, surtout si le territoire du royaume était foulé par l'ennemi. Le cardinal trouva, pour le faire entendre, des accents d'une énergie prophétique. « Car il faut », dit-il, « que vous entendiez que le Français a toute autre façon de faire à deffendre un païs de conqueste qu'à deffendre son propre païs, ses villes, ses champs, ses possessions, ses foyers, églises et autels, et les y ont bien peu de gens assaillis sans prompte ruine, ou, à tout le moins, très grand et extresme danger. »

Les premiers résultats — négatifs — de la mission du cardinal de Lorraine parvinrent à la cour de France en même temps que le discours impérial du 17 avril, atténué et communiqué par Hannart[2]. Au discours, les du Bellay, Guillaume et Jean, furent chargés de répondre. Point par point, ils réfutèrent l'exposé historique de Charles-Quint : le Roi offrait de montrer au Pape ses titres sur les possessions du duc de Savoie, s'offrant à rendre ce qui ne lui revenait pas. Venant à la proposition de duel, il objectait : nos épées sont trop courtes pour nous combattre de si loin; mais si les armées se rapprochent et si l'Empereur alors persiste dans son dessein, il tâchera de lui donner satisfaction. Il se déclarait innocent de « l'ouverture de la guerre » et terminait par une phrase méprisante : « Quant à ce que l'Empereur a déclaré depuis n'avoir dit aucune chose pour me taxer ou blasmer, et par ses lettres n'avoir entendu la paix pour rompue, c'est chose dont je suis très aise[3]. »

Cet échange d'arguments historiques et d'aménités diploma-

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 23-26; A. Segre, *Un registro*, etc., p. 95.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 401-402.

3. *Ibid.*, t. II, p. 402-412; A. Segre, *Un registro*, etc., p. 95-96; *Calendar of State Papers*, *Spanish*, t. V, part. II, n° 56, Cifuentès à Charles-Quint, Rome, 26 mai 1536; *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 460-461, Charles-Quint à Hannart, Alexandrie, 25 mai.

tiques, cet appel à une opinion publique que chacun voulait tirer à soi étaient les signes avant-coureurs d'une rupture qui cependant ne devait devenir officielle que vers la fin du mois de juin. C'est alors seulement que l'ambassadeur impérial reçut son congé et dut gagner la frontière[1]. Chacun des deux adversaires semblait hésiter à faire le geste décisif, comme s'il voulait laisser à l'autre la responsabilité d'une guerre qu'il aurait préféré épargner au monde chrétien. Ce délai s'expliquait aussi, sans doute, par des préparatifs que la difficulté des communications, la pénurie d'argent et l'ampleur de la lutte permettaient de ne pousser qu'avec lenteur.

Dès le début de mai et sans attendre le retour du cardinal de Lorraine, François Ier avait fait choix de sa tactique : c'était d'opposer à l'Empereur la défensive sur tous les fronts[2]. Ignorant encore sur quelle frontière, celle du Nord ou celle des Alpes, les Impériaux feraient porter leur principal effort, hors d'état lui-même de mener une double offensive et craignant d'être attaqué sur la Somme s'il poussait les opérations du côté du Tessin, il estimait plus prudent d'attendre sur des positions choisies, ligne de la Somme, ligne du Pô, que Charles-Quint découvrît ses plans. Il verrait venir et, dans l'expectative, il pourrait poursuivre les campagnes diplomatiques commencées et rassembler les mercenaires que ses agents levaient en Suisse comme en Allemagne. Un va-et-vient d'ambassadeurs et de secrétaires plus ou moins déguisés, des mouvements incessants de troupes remplirent les mois de mai et de juin d'un tumulte de guerre qui ne laissait plus aucun espoir de solution pacifique.

Le roi d'Angleterre, Henri VIII, était sollicité par Charles-Quint de renouveler les vieux traités de confédération et d'amitié; mais il avait des raisons pour suspecter la sincérité de l'Empereur et il ne demandait pas mieux que de rester fidèle à l'alliance française, pourvu qu'il y trouvât son compte. Jean de Dinteville, bailli de Troyes, fut, de concert avec notre ambassadeur à Londres, Antoine de Castelnau, évêque de Tarbes, chargé

1. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 462, 467, 475; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 52, François Ier à M. de Humières, 16 juin; ms. fr. 3008, fol. 61, Montmorency à M. de la Rochepot, 17 juin; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 109-111.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 2-6.

de faire échec aux suggestions impériales[1]. — En Italie, le Pape restait neutre; le duc de Ferrare ne nous aimait pas, mais était trop faible pour se déclarer ouvertement. Venise était en suspens : le voisinage d'un prince puissant à Milan, que ce prince s'appelât François Ier ou Charles-Quint, lui donnait des inquiétudes pour ses possessions de terre ferme; le Turc préoccupait aussi la République : si elle en ignorait la portée, elle avait eu vent des pourparlers engagés entre le roi de France et le Sultan, raison de plus d'être circonspecte; notre ambassadeur Georges de Selve, évêque de Lavaur, et un subtil Génois, Jean-Joachim de Passano, unissaient leurs efforts pour rendre la Seigneurie prudentissime. Auprès des princes allemands, François Ier rencontrait moins de confiance qu'autrefois. Les ducs Guillaume et Louis de Bavière opposaient toutes sortes de raisons dilatoires à la restitution des sommes avancées quelques années auparavant et l'un d'eux, Louis, s'apprêtait même à franchir les Alpes pour rejoindre l'Empereur dans le nord de la péninsule. Les protestants eux-mêmes, landgrave de Hesse, électeur de Saxe, duc de Wurtemberg, se laissaient gagner par les promesses de Ferdinand. François Ier dépêcha celui de ses diplomates qui était le mieux vu outre-Rhin et le plus familiarisé avec les intrigues germaniques, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey[2]. Celui-ci quitta Lyon dans les derniers jours de mai. En même temps, une promesse d'amnistie pour les dissidents religieux incarcérés à la suite de l'affaire des placards devait, croyait-on, lui ménager un accueil favorable auprès des réformés allemands[3].

Ce que François Ier recherchait avant tout dans « les Allemagnes », c'étaient des soldats. Dans les instructions données à Guillaume du Bellay, il n'avait eu garde d'oublier l'article des levées. Le comte Guillaume de Furstemberg, depuis plusieurs mois, recrutait parmi ses compatriotes des lansquenets dont les premiers étaient déjà parvenus en France et avaient participé à l'occupation de la Savoie et du Piémont. Avec l'Allemagne, le « pays des Ligues », la Suisse était le grand réservoir des mer-

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. II, p. 412-415; P. Friedmann, *Anna Boleyn*, t. II, p. 262-264, et *trad. fr.*, t. II, p. 242-247.
2. V.-L. Bourrilly, *Guillaume du Bellay, sieur de Langey*, p. 219 et 299.
3. Les lettres du roi sont datées de Lyon, 30 mai 1536.

cenaires où les souverains déjà en guerre ou sur le point de l'être venaient s'approvisionner de « matériel humain ». Depuis vingt ans, pour cet objet, le roi de France avait dans les cantons une situation privilégiée. Son ambassadeur ordinaire, Daugerant de Boisrigault, s'y occupait autant à lever des soldats qu'à dépister les intrigues ennemies. Pour multiplier et presser la mise en marche des levées, le roi lui adjoignit deux envoyés extraordinaires, les sieurs d'Yzernay et de Beauvais[1].

Le plan de François Ier fut définitivement arrêté lorsque le cardinal de Lorraine eut rejoint la cour à Saint-Rambert, le 17 mai[2]. Le fort de la guerre serait du côté où se trouverait en personne l'Empereur ; par ailleurs, les opérations n'auraient qu'un caractère de diversion. Sur quel point Charles-Quint ferait-il porter son principal effort? Comme il faisait faire des amas de troupes dans différentes directions, il était difficile de le préjuger. Le mieux était de rassembler autour du Roi le plus de forces possible pour les jeter au moment opportun là où besoin serait, « soit delà soit deçà les montz ». En attendant, s'imposait une sérieuse mise en état de défense des frontières et une stricte défensive sur tous les fronts.

Bien qu'il y eût peu d'apparence d'être attaqué par la Navarre et le Roussillon, il parut bon de se garder du côté de la Guyenne et du Languedoc[3]. Henri d'Albret, roi de Navarre, plus que personne intéressé et peut-être même trop intéressé à la chose, y fut envoyé avec ordre de lever 4,000 hommes de pied, « lesquelz en tout événement fussent prests à employer en telle part que se dresseroient les affaires ».

La frontière du nord paraissait plus menacée, non seulement parce que les obstacles naturels à une invasion étaient médiocres, mais surtout à cause de la proximité de Paris[4]. Certes, à cette époque, avec un gouvernement quasi-nomade, d'autres villes,

1. Voir E. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. I, p. 286, 403-405.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 27-39; F. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 257-258, Montmorency au Parlement.

3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 42; Génin, *Lettres de Marguerite de Navarre*, t. I, p. 303.

4. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 7-8, 40-41; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 31, 35, 61, 85, Montmorency à M. de la Rochepot, 18 et 30 mai, 17 et 27 juin; Clairambault 335, fol. 123, 131, 151, 155, 156, 164, Charles de Bourbon-Vendôme à M. de la Rochepot, 15, 17, 28 juin; à François Ier, 28 juin. Cf. F. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 261-262.

comme Lyon par exemple, ou même Blois, faisaient figure de capitale, et Paris n'exerçait pas encore l'attrait irrésistible qu'on lui a connu plus tard; mais c'était le siège du Parlement, et la tentation devait être forte de mettre la main sur la ville pour y faire proclamer les droits de l'Empereur. En Picardie commandait le duc Charles de Bourbon-Vendôme, en Champagne le duc Claude de Guise; le premier était assisté du sieur de la Rochepot, frère puîné du grand-maître de la maison du roi, Anne de Montmorency; le second avait sous ses ordres Robert de la Mark, sieur de Fleuranges. Ils pouvaient compter sur des auxiliaires énergiques, comme Oudart du Biez, qui reçut alors le collier de l'Ordre, et sur Jean de Créqui, sieur de Canaples. Claude de Guise et le sieur de Fleuranges se hâtèrent de fortifier la frontière champenoise, Mouzon et Mézières au débouché de la trouée du Luxembourg. Le duc de Bourbon-Vendôme eut à pourvoir de fortes garnisons les places qui étaient postées en sentinelles dans le pays artésien : Montreuil, Thérouanne, Rue, Doullens où fut constitué un important dépôt de vivres. Il fallait aussi surveiller les passages de la Somme : Bray, Clusieux, Sailly. Deux commissaires de l'artillerie, Jacques Cenesme, sieur de Luzarches, et Everard Le Fevre, sieur de la Magdeleine, un trésorier des guerres, Martin de Troyes, sieur de la Ferrandière, furent, dans la deuxième quinzaine de juin, dépêchés au duc de Bourbon et au duc de Guise pour assurer la première levée de 15 à 16,000 aventuriers, subvenir à l'entretien des gendarmes et des légionnaires répartis entre les différentes places et hâter enfin les travaux de fortification et le ravitaillement des points désignés. La chose était d'autant plus urgente que les Impériaux faisaient de vastes préparatifs : dans les derniers jours de juin, ils concentraient à Arras une trentaine de mille hommes, Allemands et Wallons, une cinquantaine de pièces d'artillerie, chiffre considérable pour le temps, et plusieurs centaines de chariots de vin, tandis que des amas de vivres s'accumulaient à Mons. Le comte de Nassau, les sieurs de Buren, d'Arschot, de Rœux, quelques-uns des meilleurs généraux de Charles-Quint étaient prêts à entrer en campagne et, de fait, les hostilités s'ouvrirent au début de juillet par la prise du château de Hondecourt par les Impériaux[1].

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 110, Montmorency à M. de la Rochepot, 5 juillet.

C'est surtout du côté des Alpes et du Piémont qu'il fallait se garder, puisque c'était de cette direction que se rapprochait lentement l'Empereur. Là aussi, François Ier s'était mis sur la défensive[1]. A l'expiration de l'armistice du 18 avril, Antonio de Leyva, pressé par le duc de Savoie, s'était avancé jusqu'à Chivasso, puis jusqu'à Settimo (12 mai). Il avait manifesté son intention de reconquérir ce que les Français avaient pris au duc de Savoie; il avait refusé un nouveau sauf-conduit sollicité par Chabot de Brion. La guerre directe aurait commencé aussitôt, si Antonio de Leyva, malade, n'avait pas été obligé de passer le commandement de ses troupes au maître de camp général Gutierrez de Padilla et à Cicogna, maître de camp de l'infanterie italienne. Il s'ensuivit une période d'inaction dont les Français profitèrent pour prendre des dispositions défensives et opérer, sans être autrement inquiétés, un nouveau groupement de leurs forces.

On avait décidé de « rompre le camp » et de ne conserver au Piémont que les villes trouvées « défensables[2] » : ces villes seraient placées chacune sous les ordres d'un chef auquel les autres eussent à obéir, remparées, abondamment pourvues de vivres et munies de fortes garnisons, 14 à 15,000 fantassins, « mesme de gens de cheval, gens d'armes et chevau-légers, en tel nombre et de si bonne volonté qu'ils ne seroient pas aisez à forcer ». Si elles étaient assaillies, leur résistance donnerait au Roi le temps de les secourir. Les places choisies furent Turin, Fossano et Coni. Chabot de Brion, rappelé, céda le commandement au marquis François de Saluces. Les forces disponibles se retireraient « ès montagnes » et seraient distribuées aux endroits propices pour garder les passages des Alpes : Pignerol, Vigone, Villafranca, le mont Genèvre ; elles constitueraient là une seconde ligne de défense. C'était la tâche qui incombait à M. de Humières, nommé le 30 mai lieutenant général du roi en Dauphiné[3]. Établi à Lyon et ayant sous la main d'importants renforts qui commençaient à descendre d'Allemagne et de Suisse, le Roi attendrait les événements, prêt à se porter sur le point où l'Empereur déciderait de faire tête.

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 2-8, 10-14 ; A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 128-129.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 39-40, 42-44, 64-66.

3. *Ibid.*, t. III, p. 39; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 38, François Ier à M. de Humières, 30 mai.

Charles-Quint avait fini par arriver dans la plaine du Pô. Le 24 mai, à Alexandrie, il avait un long entretien avec Doria. Le surlendemain, il était à Asti et joignait ses troupes à celles de son lieutenant Antonio de Leyva. Ce dernier disposait d'effectifs importants : 11,000 lansquenets, 7,000 Italiens, 2,000 Espagnols, les bandes ramenées d'Afrique ou tirées du sud de l'Italie, au total plus de 40,000 fantassins, « bellissime genti », assure un témoin oculaire[1]. A la tête de cette armée, Leyva s'avança sur Moncalieri. Le duc de Savoie désirait vivement reprendre Turin. Leyva s'aperçut vite qu'il faudrait pour cela un long siège. La ville était bien approvisionnée et fortement défendue par Claude d'Annebault et par Charles de Coucis, sieur de Burie. La garnison comptait 4,000 légionnaires picards, normands et champenois, 15,000 aventuriers gascons et 2,000 Italiens sous des chefs valeureux, comme les sieurs d'Auchy, de Cany, les capitaines Blanche et Lartiguedieu[2]. Dès le 6 juin, Leyva laissait devant la ville, qu'il renonçait à prendre, 12 à 13,000 hommes et concentrait ses efforts contre Fossano. Le siège de Fossano, qui dura près de trois semaines, fut le principal épisode de cette partie de la campagne[3]. Fossano était défendue par les sieurs de Montpezat et de Villebon et par Charles Tiercelin, sieur de la Roche du Maine, 2,000 légionnaires normands et champenois, 500 gascons, sous les ordres du capitaine Wartis, Wartis le borgne, et autant d'Italiens avec le Corse Sampiero, de Bastelica. Le 7 juin, Montpezat y avait fait transporter l'artillerie qui se trouvait à Coni : il jugeait cette dernière ville mal « défensable » ; surtout, il suspectait la fidélité du personnage à qui le Roi avait confié la direction de la défense, le marquis François de Saluces. Ces soupçons n'étaient que trop fondés, puisque vers le milieu de juin le marquis demandait au Roi son congé, lui renvoyait le collier de l'Ordre et passait du côté des Impériaux[4]. Cette défection livrait à l'ennemi tout le

1. A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 136-137.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 80; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 48, François Ier à M. de Humières, 11 juin; Clairambault 335, fol. 105, Montpezat à M. de Humières, 7 juin.

3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 67-72, 79, 80-82, 88-102, 107-109. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 58, 61, 83, 89, lettres de François Ier et de Montmorency à M. de Humières, 17, 25, 28 juin.

4. *Ibid.*, t. III, p. 9-10, 66-86; F. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 264-266.

sud du Piémont. Elle entraîna la reddition de Fossano : après deux sorties infructueuses et plusieurs assauts repoussés, les assiégés durent capituler. Le 24 juin, Montpezat s'engagea à rendre la ville si avant le 4 juillet il ne recevait pas de renfort. Un moment le Roi et Montmorency avaient eu l'idée de marcher au secours des défenseurs du Piémont; mais il semble que la nouvelle de la trahison du marquis de Saluces les en ait dissuadés[1]. Les Impériaux purent occuper toute la plaine piémontaise ainsi que le pays de Mondovi et de Tende. Seules les places de Turin et de Pignerol restaient en notre possession.

La ligne de défense dut donc être reportée sur les Alpes. C'était, on l'a vu, le sieur de Humières qui avait été chargé de prendre les mesures nécessaires. Il avait établi à Embrun son quartier général et, dès les premiers jours de juin, il avait fait occuper solidement les places des vallées vaudoises, de la vallée de la Dora Riparia, ainsi que les villes de la Maurienne, par où l'ennemi aurait pu être tenté de passer et les chemins du mont Genèvre et du mont Cenis. Il avait à sa disposition un gentilhomme dauphinois, le sieur de Sassenage de la Tour, qui connaissait fort bien le pays[2]. Plus au nord, il s'assurait solidement de la Tarentaise et du val d'Aoste. Dans le courant du mois de mai, une bande de rebelles avait battu une partie de la compagnie du comte de Saint-Pol à Conflans[3]; mais tout danger de soulèvement avait été immédiatement écarté grâce à l'énergie des mesures prises : quatre bandes de légionnaires ramenées du Piémont furent envoyées dans la haute vallée de l'Isère; d'autre part le passage des lansquenets venant par Genève et Chambéry inspira une crainte salutaire. Genève était d'ailleurs définitivement perdue pour le duc de Savoie : la route vers la Franche-Comté était barrée et l'accès de cette partie des Alpes fermé. On était solidement couvert au nord (fin juin[4]).

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 77, François Ier à M. de Humières, 23 juin; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 74.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 38, 44, 35, François Ier à M. de Humières, 30 mai, 11 juin; à M. de la Rochepot, 30 mai. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 42-44; F. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 262.

3. Au confluent de l'Isère et de l'Arly, près d'Abbertville.

4. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 35, 57, 71, 74, 76, 84, 86, François Ier à M. de la Rochepot, 30 mai; Montmorency à M. de Humières, 16, 20, 23 juin. A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 137-138, et document n° 80; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 128, 111-113, 86-88.

Les mêmes précautions étaient prises au centre, dans les hautes vallées de la Durance et de ses affluents. Guillaume de Furstenberg et ses lansquenets furent envoyés vers Barcelonnette pour s'assurer des Terres-Neuves et du val de Luserna, avec ordre de faire le « gast » au cas où l'ennemi ferait mine d'utiliser ce passage[1]. Les compagnies du sieur de Bonneval et de Jean Paul da Ceri, le fils du fameux Renzo, mort au début de cette année 1536, les bandes de Christophe Guasco et les débris de celles du marquis de Saluces furent envoyés en Provence et mis à la disposition du gouverneur, le comte de Tende, qui devait leur attribuer des garnisons[2]. Jean de Bouliers, élu de Riez, et son frère Antoine de Bouliers, sieur de Cental, dépêchés dans la haute vallée de la Stura, fortifièrent les principales places et mirent notamment Roccasparvera à l'abri d'un coup de main. Après la capitulation de Fossano, la garnison, qui en était sortie avec les honneurs de la guerre, fut distribuée sur les points de passage les plus menacés : Roccasparvera, Château-Dauphin, Pignerol, Exilles[3]. M. de Humières dut employer tous ses efforts pour rester en communication avec Turin, où l'on faisait passer de l'argent pour la solde des troupes; il devait surtout envoyer « espies sur espies pour entendre la conduite des ennemis » et s'assurer du chemin qu'ils comptaient prendre pour descendre en France[4].

Après la reddition de Fossano et l'occupation de Coni, Saluces, Mondovi et Tende, les troupes impériales s'étaient concentrées à Savigliano, où Charles-Quint avait établi son quartier général[5]. C'est là que, dans les derniers jours de juin, il reçut la visite des légats du Pape, les cardinaux Marino Caracciolo et Agostino Trivulzio[6]. Le premier était accrédité auprès de l'Em-

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 43, François Ier à M. de Humières, 11 juin; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 87-88.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 76, 83, François Ier à M. de Humières, 23 et 25 juin.

3. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 53, 86, François Ier à M. de Humières, 16 et 28 juin; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 44, 115-116.

4. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 111-113.

5. *Ibid.*, t. III, p. 115-116.

6. Ces légats avaient été désignés dans le consistoire du 9 juin. Sur leur mission, voir *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 116-118; *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 469-470; A. Segre, *Un registro*, etc., p. 103 et note 1; C. Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 203; L. Pastor, *Geschichte der Paepste*, t. V, p. 182.

pereur, le second devait poursuivre sa route jusqu'à la cour de France. Au nom du Pape, les deux légats insistèrent une dernière fois en faveur de la paix. Mais ce n'était pas au moment où Charles-Quint avait en main des forces imposantes, où il se croyait en mesure de porter à son adversaire un coup décisif, qu'il allait atténuer ses conditions. Il ne consentait à ouvrir des négociations que si François Ier commençait par évacuer complètement les États du duc de Savoie et accordait un dédommagement convenable. Au cardinal Trivulzio, il réitéra son refus de donner Milan au duc d'Orléans. François Ier était demeuré sourd aux invites de paix; il avait décliné le duel; il ne restait plus qu'à s'en remettre à la fortune des armes. La campagne avait déjà commencé; il n'y avait plus qu'à décider par quelle voie d'invasion on atteindrait plus sûrement le royaume de France.

Cette décision fut prise en un conseil de guerre tenu à Savigliano le 13 juillet[1]. On ne pouvait songer aux routes ouvertes par les vallées des deux Dora. Celle de la Dora Baltea et le val d'Aoste étaient trop septentrionaux et conduisaient vers des régions d'accès difficile et franchement hostiles, comme la Tarentaise et Genève. La vallée de la Dora Riparia était barrée d'abord par Turin, dont l'occupation aurait exigé un long siège, et par toute une série de places bien ravitaillées et solidement défendues. En admettant que l'on pût, sans trop d'encombre, franchir les cols, quelle vallée utiliserait-on? Si l'on voulait pointer sur Lyon, où la cour et le gouvernement s'étaient fixés, c'était la Maurienne et le Graisivaudan, c'est-à-dire le Dauphiné presque tout entier, qu'il fallait traverser. Voudrait-on utiliser les vallées de la Durance et de l'Ubaye pour descendre en Provence? Elles étaient barrées par des places fortes et de nombreuses garnisons. Restait la voie du littoral, moins défendue et plus sûre : Charles disposait de la place de Monaco, que le seigneur Étienne Grimaldi, dès le 12 avril précédent, avait été invité à mettre en sûreté[2]; le long de la côte, l'armée de terre serait appuyée par l'armée de mer, les galères de Doria lui serviraient d'escorte et

1. *Calendar of State Papers, Spanish*, t. V, part. II, p. 201; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 118-132; A. Segre, *Documenti di Storia Sabauda*, p. 139 et 399; G. de Leva, *Storia documentata di Carlo V*, t. III, p. 168.

2. L.-H. Labande, *Recueil de lettres de l'empereur Charles-Quint conservées aux archives du Palais de Monaco*, p. 93-94.

d'auxiliaires. Le seul moyen de forcer François Ier à abandonner les territoires appartenant au duc de Savoie et au marquis de Saluces et qu'il détenait, de lui imposer les conditions impériales de la paix, était d'envahir le royaume par le sud.

C'était reprendre le plan du connétable de Bourbon dont la campagne en 1524 avait si mal réussi. Mais ce fâcheux souvenir n'était pas pour arrêter l'Empereur : il avait en main des forces plus nombreuses et mieux aguerries que n'en avait eu le connétable; surtout il disposait d'une puissante flotte qui avait manqué à celui-ci; il pouvait compter sur ses lieutenants plus sûrement qu'en 1524 sur le roi d'Angleterre pour opérer une diversion efficace dans le nord de la France. Tandis que l'armée du comte de Nassau attaquerait par le nord, Picardie et Champagne, et menacerait Paris, une autre armée d'invasion, la principale, pénétrerait par la côte jusqu'à la vallée du Rhône. La présence de l'Empereur à la tête de cette armée lui donnerait une importance toute particulière, et c'est d'elle, de l'action victorieuse qu'elle ne pourrait manquer d'exercer, que les Impériaux attendaient l'abaissement du roi de France. Ils étaient pleins de confiance dans l'issue heureuse de la campagne qui s'ouvrait. Les pronostics allaient leur train. Allemands et Espagnols rivalisaient de rodomontades et de « braveries[1] ». La proie était en vue. « Desjà on assignoit le mois et la sepmaine de se trouver à Paris; desjà ils partissoyent entre eulx les terres, chasteaulx et seigneuries de France ainsi que bon leur sembloit et mesme les chappelains demandoyent les bénéfices et prélatures, sans attendre la mort de ceulx qui les possédoyent, chouse », observe le chroniqueur en son honnêteté naïve, « chouse vrayment qui ne debvoit estre sans scrupule de conscience[2]. »

II.

L'invasion.

Ces vantardises n'émurent que médiocrement les Français. « Si ledict Empereur », écrivait le 10 juillet Anne de Montmorency à son frère M. de la Rochepot, « s'efforce de nous courir sus en quelque endroit que ce soit, ayant ledict Seigneur (Fran-

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 118-119, 132.
2. *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 147.

çois Ier) partout de si bons et vertueux personnaiges, nous ferons un bon et louable effort et tel que sera assez suffisant pour une autre fois faire bien penser ledict Empereur à venir si légèrement assaillir ung roy de France en ses pays[1]. » Et quelques jours plus tard, lorqu'on fut assuré que Charles-Quint faisait état d'entrer en Provence, Montmorency se déclarait prêt à s'y rendre avec une armée, « telle et si puissante que si ledict Empereur se joue d'y venir, comme il en fait démonstration tant par mer que par terre..., je suis seur qu'il aura une partie de la peur[2] ».

Après avoir erré pendant plusieurs mois dans la région lyonnaise, la cour et le gouvernement s'étaient fixés à Lyon, d'où l'on pouvait aisément surveiller les avenues des Alpes et concentrer les troupes venant d'Allemagne et de Suisse. Dès que l'on fut fixé sur la direction de l'offensive impériale[3], on prit les dispositions nécessaires. Le 14 juillet, le grand maître de la maison du roi, Montmorency, recevait les pouvoirs les plus étendus pour rassembler les troupes, diriger les opérations militaires, nommer les officiers et au besoin engager les négociations; bref, il devenait une manière de généralissime[4]. Le surlendemain, il annonçait son prochain départ pour la Provence.

Avant de quitter Lyon, il pourvut à la défense de la région du nord. Il fallait être tranquille de ce côté pour pouvoir soutenir dans le sud l'effort de l'Empereur. Le 21 juillet, le cardinal Jean du Bellay est nommé gouverneur de Paris et de l'Ile-de-France, avec charge non seulement d' « entretenir et asseurer le peuple qui ne s'estonnast », mais encore de centraliser les fonds « afin de secourir la Picardie, Champagne et autres lieux de frontières, selon l'exigence des affaires[5] ». Le cardinal assura

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 112.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 119, Montmorency à M. de la Rochepot, 16 juillet.

3. On n'avait pas attendu le conseil de guerre de Savigliano pour connaître exactement les desseins de Charles-Quint. Dès le 5 juillet, Georges de Selve, évêque de Lavaur, notre ambassadeur à Venise, informait le roi que l'Empereur avait décidé d'envahir la Provence. Cf. Decrue, *op. cit.*, p. 264, n° 3. D'ailleurs, la marche des opérations au Piémont faisait prévoir cette invasion.

4. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 115; Decrue, *op. cit.*, p. 260.

5. *Ibid.*, t. III, p. 111, 301-303. Cf. Henry Lemonnier, *Paris menacé (juillet-septembre 1536)*, dans la *Revue de Paris*, janvier 1915, p. 96-103.

la liaison entre le gouvernement de Lyon et le front de Champagne-Picardie, où se dessinait l'offensive de l'armée du comte de Nassau. Les Impériaux visaient Paris par la vallée de l'Oise, la route classique des invasions. En même temps qu'ils occupaient Bray-sur-Somme, ils attaquaient Saint-Riquier et Guise. Les ducs de Bourbon-Vendôme et de Guise et Robert de la Mark avaient fait leur jonction. Bourbon-Vendôme rassemble en hâte 300 hommes d'armes et 6,000 hommes de pied, repousse une première fois l'ennemi au-delà de l'Oise, vers Maroilles, et fait évacuer Guise; mais l'ennemi revient en force et occupe la ville dans les premiers jours d'août[1]. Les Impériaux essayent ensuite de surprendre Saint-Quentin; mais, trouvant la ville trop bien défendue, ils se détournent sur Péronne. Partant du Catelet, ils détruisent le château d'Happlincourt et franchissent la Somme pour bloquer la place. Les sieurs de Fleuranges et de Sercus ont le temps de s'y jeter avec une centaine d'hommes d'armes et un millier de fantassins qui s'ajoutent à ceux que commandaient le sieur de Saisseval, Jean d'Estourmel, sieur de Templeux, Joachim de Hangest, sieur de Moyencourt, et Philippe de Boulainvilliers, sieur de Dammartin. Cependant, les ducs de Bourbon-Vendôme et de Guise font des levées en Picardie et en Champagne en attendant l'arrivée des lansquenets conduits par Nicolas de Rusticis, sieur de Longueval. Les opérations sur le front nord sont désormais concentrées autour de Péronne[2]. Par son héroïque résistance d'un mois (12 août-11 septembre), la place va arrêter net l'offensive impériale et faciliter le succès du plan adopté sur le front provençal.

C'est du côté du sud-est qu'on devait s'attendre aux opérations principales, puisque c'était de ce côté que l'Empereur avait réuni ses troupes d'élite et qu'il les animait par sa présence. Lorsqu'on ignorait encore sur quel point précis Charles-Quint pousserait son offensive, François Ier avait ordonné de rassembler dans la vallée de la Saône et du Rhône, à proximité des voies alpestres, toutes les troupes nouvellement levées, en France comme au dehors, aussi bien les légionnaires des nou-

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 212-214; *Registre des délibérations du Bureau de la ville de Paris*, t. II, p. 255.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 231-233, 303-316; *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 153-166; H. Lemonnier, *art. cité*.

velles formations et les bandes d'aventuriers que les lansquenets et les Suisses[1]. Les lansquenets de Furstemberg, arrivés les premiers, avaient été dirigés d'abord sur Gap, puis sur la vallée de Barcelonnette et les Terres-Neuves; un autre contingent avait été détaché sur la Maurienne, avec le sieur de Montjehan. Quand on fut certain que l'Empereur envahirait la Provence par la route du littoral, François Ier et Montmorency firent descendre toutes les troupes disponibles de la Savoie et du Dauphiné vers le sud, sur Avignon, qu'on avait pris la précaution d'occuper préventivement dans les premiers jours de juillet pour constituer dans les environs un camp de concentration.

C'est là que furent dirigés les Suisses, une nouvelle levée d'une douzaine de mille hommes, qui passèrent par Pont-d'Ain, près de Lyon, entre le 8 et le 11 juillet[2]. Une troisième levée de 6,000 hommes, à laquelle procédaient les sieurs d'Yzernay et de Beauvais, était annoncée. Les sieurs de Curton et de Lafayette, entre qui avait été partagée la compagnie du duc d'Albany (mort le 2 juin précédent), y menèrent aussi leurs hommes d'armes. Les troupes évacuées de Fossano devaient également y être conduites. Stuart d'Aubigny et Galiot de Genouillac avaient charge de recevoir toutes ces unités et de préparer leurs cantonnements respectifs, hommes d'armes, Suisses, lansquenets, légionnaires. Le 25 juillet, lorsque Montmorency, qui avait quitté Lyon le 21, arriva en Avignon, il n'y avait déjà pas moins de 30,000 hommes rassemblés autour de la ville[3]. A ces éléments, il faut joindre les garnisons renforcées mises dans les principales places, Aix, Toulon, Marseille plus particulièrement, et les 5,500 hommes de pied dont la levée en Provence avait été prescrite le 27 mai, et pour l'entretien desquels les États du pays avaient accordé un subside de 8,000 livres tournois (12-13 juillet)[4].

Qu'allait-on faire? Irait-on à la rencontre de l'ennemi pour

1. Le nonce du Pape, dans une lettre du 3 juillet, signale une revue de 30,000 hommes, dont 18,000 lansquenets et 12,000 Suisses. A. Segre, *Un registro*, etc., p. 105. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 35, 48, 57, 86, 105, lettres de François Ier et de Montmorency à M. de Humières et à M. de la Rochepot du 30 mai et des 11, 16, 27 et 29 juin.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 112, Montmorency à M. de la Rochepot, 10 juillet.

3. F. Decrue, *op. cit.*, p. 267-862.

4. Arch. des Bouches-du-Rhône, C 1, fol. 3-4.

lui présenter la bataille ou plutôt l'attendrait-on dans des positions soigneusement choisies et solidement fortifiées? Et dans quelles positions? Montmorency paraît avoir un moment songé à fortifier Fréjus et Draguignan, qui barraient la route de l'Argens[1]. Mais l'idée fut vite abandonnée : l'Empereur, disposant de l'escadre de Doria, pourrait aisément prendre à revers les troupes françaises. S'établirait-on à Aix, capitale de la province, au débouché de dépression de l'Argens et de l'Arc, à proximité de Marseille et de la vallée de la Durance, ou bien plus en arrière, près du confluent de la Durance et du Rhône? A l'arrivée de Montmorency, le 25 juillet, rien n'était encore décidé. Une sorte de conseil de guerre fut alors tenu, dans lequel les capitaines consultés se prononcèrent pour la mise en état de défense d'Aix[2]. Le généralissime avait pris avec le Roi « ferme et résolue délibération de ne point venir au combat et de ne jouer le gros jeu sinon que extrême nécessité l'y contraignist ou qu'une seure et certaine opportunité s'y offrist ». Il préférait se fixer autour d'Avignon; mais il ne voulut pas prendre de décision définitive avant de s'être assuré de l'état des lieux. C'est pourquoi sur-le-champ il se rendit à Aix.

Il y trouva le gouverneur de la Provence, Claude de Savoie, comte de Tende, Jean Caracciolo, prince de Melfi, et Stéphano Colonna, qui estimaient la ville elle-même « non tenable »; mais ils proposaient de fortifier un camp pour la couvrir et avaient choisi au sud-est le quartier Saint-Jean et les mamelons qui dominent le confluent de la Torse et de l'Arc[3]. Les travaux préliminaires de dégagement avaient même commencé ainsi que l'amas des vivres, lorsque Montmorency arriva. Il visita la ville et les alentours (27 ou 28 juillet) : il trouva le camp « mal à propos ». Les fortifications étaient aisées de deux côtés, par le sud et par l'ouest; mais sur les deux autres, au nord et à l'est, la position était dominée par des collines étalées en plateaux par où l'ennemi pourrait facilement annihiler tous les travaux de défense. Mieux valait donc abandonner Aix et reporter au Rhône

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 89, Montmorency à M. de Humières, 28 juin. Cf. Decrue, *op. cit.*, p. 264.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 155-177; Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37, *Gestes de Montmorency*.

3. *Ibid.*, t. III, p. 177-178, 181-182, 191-192; Antoine Arena, *la Meygra entrepriza*, éd. Bonafous, p. 30-31, 32-35.

et à la Durance la ligne de résistance. Le sieur de Montjehan, revenu de la Maurienne, qui n'était plus menacée, s'offrit cependant à garder la ville si on lui donnait 200 hommes d'armes, 6,000 fantassins, une artillerie et « équipage » en rapport : Montjehan était un tempérament très allant plutôt qu'un homme de tête ; il possédait plus de courage que de réflexion, l'affaire de Brignoles allait bientôt le prouver. Par égard pour sa bravoure et aussi par considération des autres capitaines qui croyaient possible de tenir à Aix, Montmorency ne refusa pas tout net : il laissa à Montjehan et à ses compagnons un délai pour la réflexion, le temps pour lui, Montmorency, d'aller à Marseille se rendre compte des mesures prises et de revenir. Cette visite demanda deux jours (30 et 31 juillet)[1]. Il repassa par Aix sans y faire un long séjour, puisque le 1er août il est à Lambesc, d'où il envoie un long rapport au Roi. Il lui fait connaître ce qui a été finalement décidé. Aix ne sera pas défendu : Montmorency n'accepte pas plus l'idée d'un camp retranché que l'initiative de Montjehan. La ville n'est pas tenable, car il y faudrait un mois de fortification et 6,000 hommes de garnison : le pays ne peut pas même en nourrir la moitié. Les « portaux » (portes), tout ce qui pouvait avoir une valeur militaire fut abattu ; les vivres que l'on avait commencé à réunir dans la ville dûrent être évacués. Les habitants reçurent l'ordre de « transporter les bledz et autres vivres dedans six jours, lesquelz escheuz et passez, les gens de cheval et de pied qui sont au devant des ennemys pour faire dégast, en s'en retournant passeront par là pour achever de gaster ce qu'ilz trouveront de bledz et de vin en ladite ville ». Avec les chevaux de l'artillerie et tous « les chevaulx et mulletz de batz » qu'il put trouver, Montmorency fit transporter une partie à Marseille, le reste au camp d'Avignon, où décidément se concentrerait la défense[2].

L'abandon de la ville d'Aix, laissée à l'état de ville ouverte, rentrait dans le plan général de défensive adopté dès le début.

1. Le 30 juillet, Montmorency a une entrevue avec les consuls de Marseille au Jardin du roi ; le lendemain, on lui offre en présent des « pessègues (pêches) et muscadels (raisins muscats) » et « sept banestons (corbeilles) de prunes ». Arch. de Marseille, CC (mandat du 31 août 1536).

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 177-178, 181-182. Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37 ; 265, fol. 227, Montmorency au Roi, Lambesc, 1er août ; ms. fr. 3021, fol. 25, François Ier à Montmorency, 5 août. Cf. Decrue, *op. cit.*, p. 270-271.

Puisqu'on n'avait pas les moyens nécessaires pour arrêter l'ennemi à la frontière, on avait résolu de faire le vide devant lui : les troupes seraient ramenées en arrière, les récoltes et les vivres détruits, aussi bien dans la basse Provence que dans les vallées alpestres. Le « gast » devait être opéré avec le concours des populations, et au besoin malgré elles, par des détachements qui en reçurent l'ordre dans la dernière semaine de juillet et qui furent obligés d'opérer en hâte devant la progression rapide des Impériaux. La direction de l'opération fut confiée à Jean de Bonneval, adjoint au gouverneur de la province. Bonneval, qui avait déjà opéré du côté de Sisteron et de la moyenne Durance, vint à Aix recevoir ses dernières instructions[1]. De là, avec sa compagnie d'hommes d'armes, il se dirigea vers le comté de Nice, « baillant lettres du Roi » aux fonctionnaires et aux communautés, prescrivant de retirer vivre et bétail et de détruire ce qui ne pourrait être emporté avant son retour. Grasse, où Germain d'Urre, sieur de Mollans, avait été dépêché avec une partie de la compagnie du comte de Tende et 6,000 fantassins, n'avait pas été jugée défendable. Après avoir fait sauter les remparts, Germain d'Urre battit en retraite par le « chemin de France », c'est-à-dire la vallée de l'Argens. Cependant, Bonneval faisait rompre les moulins, flamber les granges à Callian, où le seigneur du lieu, Louis de Grasse, sieur du Mas, donna l'exemple. Joseph de Villeneuve, marquis de Trans, en fit autant à Callas. A Carcès, Jean de Pontevès met « le feu luy-mesmes à son bled qui estoit aux champs en moulons (meules) » et fait boire son vin aux soldats. De Draguignan, Bonneval détache 40 à 50 hommes d'armes de la compagnie du sieur de Montjehan, qu'il envoie, sous la conduite de Grogné, sieur de Vassey, en renfort à Germain d'Urre; d'autre part, il charge Maure de Novate, guidon de la compagnie de Paul da Ceri, avec 1,000 fantassins de prendre le chemin de Digne pour se livrer à des destructions analogues « tout le long de la montagne[2] ». Germain d'Urre et le sieur de Vassé rejoignirent Bonneval à Brignoles[3]. Ils y reçurent des lettres de Montmorency (expédiées probablement d'Aix le 1er août, lorsque l'abandon de la capitale de la Provence eut été définitivement décidé) qui prescrivait de continuer

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 137-140.
2. *Ibid.*, t. III, p. 149.
3. *Ibid.*, t. III, p. 182-186.

le « gast » et la retraite ; en même temps, il conseillait de faire le possible pour retarder la marche des Impériaux et mettre la main sur des « avant-coureurs » qui renseigneraient sur les intentions de l'ennemi. C'est ce qui donna occasion au sieur de Montjehan et à quelques jeunes gentilshommes de tenter un coup de main contre l'avant-garde impériale : l'aventure, comme nous verrons, devait échouer piteusement. Elle parut à Bonneval trop risquée pour qu'il y prêtât la main. Le « gast » achevé à Brignoles, il se retira sur Saint-Maximin[1]. De là, quelques troupes sont dirigées sur Marseille par la route de Roquevaire afin d' « exécuter le déguast », tandis que les gens de pied et de cheval, par Barjols et les vallées des basses Alpes, doivent gagner Aix.

Le spectacle offert par cette dévastation méthodique était lamentable[2] : moulins rompus, puits comblés, incendies de bois et de blés en tas ou en granges, tonneaux défoncés, salaisons anéanties, troupeaux de chèvres ou de porcs refoulés en désordre ou dispersés. Seuls les arbres à fruits et les vignes furent épargnés ; les Impériaux en souffrirent autant, sinon plus, que de la disette de vivres. Les paysans obéissaient généralement aux ordres reçus[3] et, après avoir collaboré à la destruction de leurs récoltes et de leurs réserves, gagnaient les forêts et les baumes (cavernes) prochaines. Il y eut pourtant sur quelques points des résistances : c'est ainsi qu'au Luc il fallut envoyer 500 hommes de renfort pour briser l'opposition[4]. Trets fut saccagé « à cause que les habitans, pour quelque commandement qui leur eust été faict, n'avoient voulu ne transporter les vivres ne faire le guast[5] ». Ce furent, somme toute, des exceptions. Le fait est d'autant plus remarquable que la réunion officielle de la Provence à la couronne ne datait que d'un demi-siècle. Toutefois, pour être mieux assurés que les ordres du Roi seraient entièrement exécutés, le comte de Tende et Bonneval avaient jugé expédient de faire marcher en tête les bandes levées sur le pays et de mettre « sur la queue le capitaine Claude [de Manville], Gascon, pour achever

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 188-189. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 3321, fol. 289.

2. A. Arena, *op. cit.*, p. 28-30 ; *Journal* d'Honoré de Valbelle, fol. 194 v°.

3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 149. « Telle fut l'affection de tout le peuple gros et menu au bien et commodité de la chose publique que tous oublièrent le regret du particulier dommage. »

4. *Ibid.*, t. III, p. 183.

5. *Ibid.*, t. III, p. 191.

de gaster ce que les autres auroient espargné, parce qu'il auroit moins de respect à ce faire que n'eussent eu les gens du païs, auxquels il faisoit mal de gaster les bleds et les maisons de leurs parens et voisins[1] ». Par Trets et Pourrières, en suivant probablement le tracé de l'ancienne voie romaine[2], « le chemin Aurelian », Bonneval et le comte de Tende regagnèrent Aix où se concentrèrent les différents éléments chargés de « faire le gast ».

On acheva les destructions que Montmorency avait ordonné d'exécuter. Les Aixois s'y prêtèrent d'assez mauvaise grâce, d'autant « plus envis [de mauvais gré] et mal patiemment » qu'on les avait tout d'abord encouragés à faire amas de vivres. L'arrivée de Bonneval et de ses troupes brisa les résistances. « Chascun toutefois sauva ce qui possible luy fut en telle presse, et le surplus fut bruslé ou jetté par les rues, les vins deffoncez ès caves, les moulins desmolis, les pierres de meules et moulages rompues et brisées, les fers de moulins emportez et tous ceux que l'on peut trouver au païs qui s'entendoient à faire moulins envoyés au camp (d'Avignon) soubs couleur qu'ils y seroient employez, mais à la vérité de peur que l'ennemy s'aydast d'eux à refaire lesdits moulins. Là eussiez veu un spectacle piteux et lamentable pour la soudaineté d'un tel abandonnement de païs, deslogement et désolation de ville[3]. » En même temps qu'on faisait disparaître les vivres, on mettait en sûreté les archives du Parlement et de la Chambre des Comptes dans le château des Baux, qui appartenait à Montmorency[4]. Quant aux membres de ces deux cours et au personnel qui gravitait autour d'elles, ils se réfugièrent au Pont-Saint-Esprit. D'Aix, Jean de Bonneval se retira sur Salon, où le lieutenant du sieur d'Auchy était chargé de « faire le gast », puis sur Avignon. Dans la première semaine d'août, la première opération importante de la campagne, la dévastation méthodique et aussi complète que possible du pays, était accomplie. L'ennemi pouvait s'avancer librement dans le vide. Les points de résistance étaient reportés à l'extrémité occidentale de la province, sur une ligne appuyée à la mer, au Rhône et à la Durance et

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 188.
2. Bouche, *Chorographie et histoire chronologique de la Provence*, t. II, p. 579.
3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 191-192.
4. *Ibid.*, t. III, p. 319.

qui, passant par Marseille, Bouc, Arles et Tarascon, avait son réduit central dans le camp d'Avignon.

Dès que la guerre avait paru inévitable, c'est-à-dire vers le milieu du mois de mai, François Ier s'était préoccupé de mettre en état de défense le littoral provençal et particulièrement Marseille[1]. Lors de l'invasion de 1524, Marseille avait été l'objectif principal du connétable de Bourbon : son héroïque résistance avait déterminé l'échec de l'expédition. Il était à supposer que cette fois encore les Impériaux tenteraient une attaque contre le port essentiel du roi de France sur la Méditerranée[2]. Aussi le gouverneur, d'accord avec les autorités municipales, dès la fin de mai, s'empressa-t-il de hâter les travaux de fortification[3]. Les remparts furent réparés et les portes consolidées. Pour faciliter la défense, les vergers furent coupés aux alentours entre la ville et la « plaine » Saint-Michel et certaines maisons démolies, notamment la grande Aumônerie. Les matériaux obtenus par ces démolitions furent en partie employés à la construction d'un fort sur la colline Notre-Dame de la Garde. L'artillerie fut mise en état : les canons, le « gros Basilic » en particulier, et les bombardes furent placés sur des essieux neufs et disposés sur les plateformes des remparts; deux canons de bronze furent, non sans peine, hissés à Notre-Dame-de-la-Garde. On accumula les boulets et les matériaux pour faire de la poudre[4]. Pour assurer la défense, les troupes affluèrent : dans les derniers jours de mai arriva la bande de Jean de Benaud, sieur de Villeneuve, un millier d'hommes, tous Provençaux, qui s'ajoutèrent à la compagnie

1. Lettre de François Ier au comte de Tende le priant de faire « entroller toutz et ung chascun les contribuables qui ont accoustumé et faire prester et bailler aides et courvées ès réparations des tour et port de Tholon, la tour d'If et autres lieux de la ville de Marseille et à l'entour d'icelle, selon les roolles et cotizations par ci-devant faictes chascun en son reguart. » Montbrison, 15 mai 1536. Arch. des Bouches-du-Rhône, C 1, fol. 2.

2. Le bruit en courait en Italie dès la fin mai. A. Segre, *Un registro*, etc., p. 94.

3. Le 18 mai, Germani d'Urre, sieur de Mollans, fut nommé viguier perpétuel de Marseille. Les consuls en exercice étaient Charles de Monteaux, Jean Sicole et Pierre Bausset. Sur les fortifications de Marseille, voir Arch. Marseille, *Registre-Bulletaire*, pour les années 1526 à 1539; le *Journal* de Valbelle, fol. 186 et suiv.; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 114, 178-180; Ruffi, *Histoire de Marseille*, t. I, p. 326 (d'après Valbelle et les du Bellay).

4. *Registre-Bulletaire*, mandats de payement des 7, 8, 12, 14, 16, 20, 23 juin; *Journal* de Valbelle, fol. 186.

du comte de Tende[1]. Au commencement de juin, ce fut le tour de la bande commandée par Jean de Louet, baron de Calvisson, des fantassins du Languedoc, « tous arquebusiers, piquiers et hallebardiers »; au début, ils payaient tout ce qu'ils prenaient; mais ces bonnes habitudes ne durèrent guère, car dans le courant de juillet ils commirent toutes sortes de déprédations et de nombreuses rixes les mirent aux prises soit avec la population soit avec d'autres bandes[2]. En juillet, la garnison s'accrut de 200 Écossais qui furent logés le long du port, puis des compagnies de gendarmes rendues disponibles par la capitulation de Fossano : celles de Jean d'Estouteville-Villebon, de Charles Tiercelin, sieur de la Roche du Maine, de Guy Guiffrey, sieur de Boutières, de Galiot de Genouillac, sieur d'Assier (commandée par le sieur de la Roque)[3]. Avec les compagnies d'Antoine de la Rochefoucauld, sieur de Barbezieux, qui avait été envoyé à Marseille en qualité de vice-roi vers le milieu de juin, et d'Antoine de Prez, sieur de Montpezat, qui lui fut adjoint dans la même qualité et avec des pouvoirs semblables à la fin de juillet, la ville disposait d'un peu plus de 600 hommes d'armes. Les troupes de pied comprenaient, outre les 1,000 Provençaux de Villeneuve et les 1,000 Languedociens de Calvisson, trois autres bandes de Languedociens de même effectif, celles de Jacques d'Astarac, sieur de Fontrailles, de Jacques d'Amboise, sieur d'Aubijoux, et d'Antoine de Rochechouart, sieur de Saint-Amand, sénéchal de Toulouse (dont Blaise de Monluc était lieutenant)[4], et quatre enseignes d'Italiens respectivement commandées par Christophe Guasco, le Navarrais Wartis et le Corse Sampiero, au total près

1. *Registre-Bulletaire*, mandat du 27 mai : quinze florins à « Guilhaumin Lauret, forrier deputat per lojar et donnar logis tant à la banda de Mons. lo grand seneschal d'aquest pays [le comte de Tende, gouverneur de la province] como à la banda de la legion soto la charja de Mons. de Villanova et als gentilshomes del pays que sont vengutz et venon de jort en jort per garnison en aquesta dicta cieutat ». Cf. *Journal* de Valbelle, fol. 186.

2. *Journal* de Valbelle, fol. 193. Ces rixes et les nouvelles de l'approche des Impériaux contribuèrent à déchaîner une certaine panique parmi les habitants : selon Valbelle, on vit des « femmes d'État » (c'est-à-dire de la haute société) et d'autres s'enfuir à Beaucaire et ailleurs (fol. 194).

3. La compagnie de Jean de Bonneval, mieux montée que les autres, fut retirée de Marseille et employée, comme nous l'avons vu, à « faire le gast ».

4. Voir *Commentaires de Monluc*, éd. P. Courteault, t. I, p. 102. La bande du sénéchal de Toulouse fut logée au quartier de Blanquerie, comme celle du baron de Calvisson. *Journal* de Valbelle, fol. 195.

de 7,000 hommes. A cette imposante garnison, il faut joindre une importante force navale, galéasses, galères et « lahuts » [bâtiments légers], sous les ordres des frères d'Ornezan, Bertrand, le marquis des Iles d'or, et Magdalon. Lorsque Montmorency vint le 30 juillet inspecter la ville, au dedans et au dehors, Notre-Dame-de-la-Garde et les Iles, il se montra fort satisfait. Il eut, au Jardin du roi, dont François Ier l'avait autrefois gratifié, une entrevue avec les consuls. Avant de partir, il passa en revue « les compagnons de guerre et gens de camp » qui étaient à bord, s'assura que l'effectif des forçats était au complet et, parmi les galères, en choisit douze, « les mieux en ordre et les mieux fournies de gens, de vivres, harnois, artillerie, munitions et autre équippage ». Ces douze galères, placées sous le commandement de Bertrand d'Ornezan, baron de Saint-Blancard, furent envoyées en croisière entre la Provence et la côte d'Espagne. « Aux autres, il commanda de se tenir au port, pour la seureté d'iceluy et pour la tuicion et deffense de la ville[1]. » De toutes les places de la frontière, Marseille était certainement la plus « suffisamment remparée » et la mieux « garnie pour y attendre un siège impérial[2] ».

En arrière de Marseille, la ligne du Rhône, barrant la route du Languedoc, fut solidement tenue. A l'embouchure orientale du fleuve, une forte garnison défendit la Tour-de-Bouc et Fos[3]. Entre le delta et le confluent de la Durance, le point essentiel était Arles. Montmorency le fit rapidement fortifier. Les travaux commencèrent au début d'août, lorsque l'abandon d'Aix eut été définitivement décidé[4]. Ils furent dirigés par le prince de Melfi et par Stéphano Colonna d'abord, puis, lorsqu'une sédition militaire eut déterminé le départ de Colonna, par le premier tout seul. Des « manouvriers et pionniers » furent rassemblés en hâte. On établit « six grands boulevers et platteformes » du côté de l'est, par où l'ennemi pouvait venir, et l'on utilisa les arènes, sur la tour desquelles furent portées deux pièces d'artillerie qui

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 205 (du Bellay dit 13 galères; Valbelle et les lettres de Montmorency disent 12).

2. *Ibid.*, t. III, p. 178-180; *Gestes de Montmorency*, Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37. Cf. Decrue, *op. cit.*, p. 271.

3. Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37 v°; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 267-268.

4. Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 57 v°; ms. fr. 3061, fol. 25 et 53, François Ier à Montmorency, 6 et 7 août; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 193-195, 254-264.

pouvaient battre tout à l'entour. Dix autres pièces avaient été amenées au début par Antoine d'Ancienville, sieur de Villiers. Mais ce nombre fut estimé insuffisant : Montmorency prévenu en fit expédier encore cinq (vers le 5 août). La garnison comprenait environ 130 hommes d'armes (la compagnie du prince de Melfi, celle du sieur de Bonneval, qui, après avoir fait « le gast », fut dépêchée dans la ville, et une partie de celle de Claude Gouffier, sieur de Boisy), 1,000 Gascons commandés par Jean de Foix, comte de Carmain, 1,000 Champenois commandés par Jacques d'Anglure, enfin les 3,400 Italiens de Stéphano Colonna. Une rixe sanglante ayant éclaté presque dès le début entre les Champenois et les Italiens, ces derniers furent remplacés par 2,000 Français, quatre bandes de 500 hommes chacune, respectivement commandées par Claude Putrein, sieur de Marieu, Pierre de Mars, sieur de la Goutte, Philibert de Rivoire, sieur du Palaix, et « le baron du Rixou [Jacques, baron de Rieux], du païs de Languedoc[1] ». Montmorency, qui vint visiter la place le 4 ou le 5 août, et qui était exactement renseigné par les allées et venues du prince de Melfi et de Jean de Bonneval, prit soin de pourvoir les défenseurs de munitions (poudres et boulets). Les vivres étaient assurés : le sel était abondant ; on construisit vingt-cinq moulins « de sang », c'est-à-dire à bras ou à chevaux ; le vin arrivait par le Rhône et le bétail était fourni par la Camargue. Grâce à la collaboration des habitants, qui ne ménagèrent ni leurs forces ni leur bourse[2], et à l'activité de tous, en moins de deux semaines Arles fut aménagé en une tête de pont solide, capable de résister aux efforts de l'ennemi s'il projetait, comme on le supposa un instant, de passer en Languedoc[3].

1. Une autre affaire, moins grave, fut provoquée par des déprédations commises par les Gascons, qui dépouillèrent des vivandiers. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 268-273.

2. Au début, il y avait eu dans la population un commencement de panique, déterminée par les préparatifs de départ de plusieurs grandes dames. L'attitude énergique des représentants du Roi et l'arrivée opportune des gendarmes de Bonneval remirent tout en ordre. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 256.

3. Parmi les auxiliaires dont le concours fut particulièrement utile à Montmorency et à ses lieutenants, il faut citer spécialement Antoine Arlier, de Nîmes, qui avait été nommé lieutenant du sénéchal de Provence au siège d'Arles le 23 novembre précédent. A. Arena, *op. cit.*, p. 67-68. Quelques temps après, Marguerite d'Angoulême faisait valoir les services rendus par Arlier au prince de Melfi pour le recommander à la bienveillance de Montmorency. *Lettres*

L'autre point de passage, sur le Rhône, était commandé par Tarascon et par Beaucaire. Dans chacune de ces villes, le château était une sauvegarde insuffisante. Montmorency fit réparer et compléter les ouvrages de défense par des fossés et des remparts; il y mit 500 hommes de garnison, dont le commandement fut donné dans Beaucaire à Louis de Rabodanges; dans Tarascon à Jean de Saint-Rémy, commissaire ordinaire de l'artillerie, l'un des cent gentilhommes de l'Hôtel[1].

Le réduit central de la défense était constitué par le camp d'Avignon. Au début, il s'agissait d'y faire seulement un camp de concentration. Dans le courant de juillet, les troupes affluèrent de tous côtés : légionnaires du Languedoc, du Dauphiné et de la Champagne, lansquenets et Suisses, bandes ramenées du Piémont ou des Alpes. Pour choisir et aménager l'emplacement avaient été désignés deux Italiens : le prince de Melfi et Stéphano Colonna, et un Gascon Poton Rafin, sénéchal d'Agenais. Robert Stuart d'Aubigny, maréchal de France, et Galiot de Genouillac, sieur d'Assier, grand écuyer de France, présidaient à la réception des troupes. Guillaume Poyet, avocat du roi, Gilbert Bayard, contrôleur général des guerres, Robert de la Marthonnie et Gilles de la Pommeraye, maîtres d'hôtel du roi, Charles de Pierrevive, sieur de Lézigny, trésorier de France en Languedoc, jouaient le rôle d'officiers d'administration : ils devaient « faire amener de toutes les provinces de France qui plus seroient à main toutes sortes de vivres et de fourrages, tant pour le nombre [d'hommes] qui jà y estoit que pour celuy que l'on espéroit y arriver après[2] ». Le rassemblement des forces était loin d'être achevé lorsque Montmorency arriva en Avignon : il y avait alors environ 30,000 hommes. C'était insuffisant pour marcher au-devant des forces impériales. Certainement cette considération contribua à fixer la décision de Montmorency. En partant pour visiter

de Marguerite de Navarre, éd. Génin, p. 314. — Sur Arlier, voir É. Picot, *Rabelais à l'entrevue d'Aigues-Mortes (juillet 1538)*, dans la *Revue des études rabelaisiennes*, t. III (1905), p. 333-338, et J. Gérig, *Notes sur Raulin Séguier, humaniste narbonnais du XVIe siècle, et sur Antoine Arlier de Nîmes*, dans les *Annales du Midi*, 1909, p. 492-495. Une partie de sa correspondance est conservée à Aix-en-Provence à la Bibliothèque Méjanes, vol. 761; la publication en a été annoncée, il y a plusieurs années, par MM. Émile Picot et John L. Gérig.

1. Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37 v°; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 255; A. Arena, *op. cit.*, p. 72.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 151-152.

Aix et Marseille, dans les derniers jours de juillet, il avait déjà probablement résolu d'attendre les Impériaux sur les bords du Rhône et de la Durance. La décision fut officiellement affirmée au retour. Il s'agissait de faire du camp de concentration un camp retranché, où non seulement trouveraient place les éléments que le Roi continuait à lever, mais où l'on pourrait résister heureusement en cas d'attaque. La tactique de la défensive adoptée dès l'origine trouvait ici sa dernière expression.

L'aménagement du camp d'Avignon fut particulièrement soigné : on y travailla pendant tout le mois d'août. La description détaillée nous en a été laissée par les contemporains, en particulier par Guillaume du Bellay, qui avait pu le voir de ses yeux. Elle a été influencée peut-être par les souvenirs de l'antiquité; visiblement on y retrouve le camp romain avec ses fossés, ses voies perpendiculaires et parallèles et même son prétoire. Mais il est possible que cette imitation ait été réalisée en fait. L'esprit de la Renaissance inspirait l'art militaire comme le reste. N'avait-on pas en 1534 fait revivre le terme de légion? Ce qui est sûr, c'est que le camp dressé par Montmorency resta célèbre; tous les contemporains en firent l'éloge, non seulement les Français, dont on pourrait accuser l'amour-propre national, mais encore des étrangers peu suspects de partialité comme Paul Jove qui, pour être plus bref que le sieur de Langey, n'en est pas moins admiratif[1].

L'emplacement choisi fut la plaine qui s'étend à l'est et au sud-est d'Avignon, plus près de la Durance que n'avait été le camp établi en 1524, lors de la campagne contre le connétable de Bourbon[2]. Il s'étendait depuis l'abbaye de Saint-Véran, qui fut en grande partie démolie, jusqu'aux environs de Bonpas, en passant par Champfleury et Montfavet. La position était particulièrement favorable : la région était naturellement riche; par la voie du Rhône, troupes, munitions et vivres pouvaient arriver

1. Paul Jove, *Pauli Jovii Novocomensis episcopi Nucerini historiarum sui temporis*. Bâle, 1567, p. 717-718.

2. Bibl. nat., Dupuy 80, fol. 37 v°; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 208; Arch. des Bouches-du-Rhône, B 34, fol. 31; *Catalogue des actes de François Ier*, t. III, p. 433, n° 9506; p. 547, n° 10026; t. VII, p. 231, n° 24350 (indemnité aux religieuses de Saint-Véran); Rey, *François Ier et la ville d'Avignon (1515-1547)*, p. 11-13 (d'après les archives d'Avignon); J. Girard, *les États du comté Venaissin*, dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1906, p. 205.

facilement; la Durance mobile, perfide, large de lit et malaisément franchissable, sauf sur des points connus des seuls riverains, formait un obstacle naturel excellent. Les hauteurs de Caumont au nord de la rivière, celles de Noves au sud étaient des postes d'observation d'où l'on pouvait surveiller au loin les approches du camp. De ce point central au croisement des voies des Alpes, de la mer et du fleuve, aucun mouvement de l'ennemi ne devait échapper et il serait aisé de faire porter tout le poids de l'armée dans la direction où Charles-Quint déciderait à s'engager.

Le camp fut clos par un fossé profond, large de vingt-quatre pieds à la partie supérieure et de huit au fond avec « rempart de terre par dedans ». Un autre fossé, « large et profond », courait par le milieu[1]; « par des tranchées obliques » de petits ruisseaux s'y déversaient et, comme une sorte d'égout collecteur, il « portoit hors toutes les ordures et immundices », ce qui assurait la parfaite salubrité du camp. Des « rues et chemins furent tracés ». Dans les compartiments ainsi déterminés furent cantonées les différentes troupes dont on eut soin de séparer les nations pour faciliter la discipline et éviter les conflits. A peu près au centre était « une petite levée de terre, en forme d'une colline (Montdevergues?), laquelle avoit regard à l'entour, en tous les quartiers et endroits où il y avoit gens logez ». C'est là que Montmorency établit « son logis et prétoire » d'où il avait vue sur tout le camp et où chaque matin tous les capitaines devaient venir au rapport. L'ensemble fut complété par des plates-formes pourvues d'artillerie, des postes de guet aux endroits appropriés. Des instructions fixèrent la place, les mouvements d'un chacun, les points qu'il devait occuper en cas d'alarme. Si bien qu'en peu de villes, on eût pu « avec moindre craincte et danger attendre une grosse puissance de l'ennemy ».

Montmorency avait l'œil à tout. Guillaume du Bellay nous a décrit l'emploi ordinaire de la journée du généralissime[2]. Au

1. Ce fossé était probablement une dérivation déjà existante de la Sorgues, le canal Crillon. Les *Gestes de Montmorency*, dont l'auteur est peut-être Gilles de la Pommeraye, en tous cas un témoin oculaire, disent que le camp n'était pas « celuy où s'estoit logé le mareschal de Chabannes quand Bourbon fust en Provence, mais plus esloigné du Rhosne, passant la rivière du Sorgues par le milieu » (fol. 39 v°).

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 210.

soleil levant, sauf arrivée imprévue « de paquets ou de messagers », il assistait à la messe, faisait une courte promenade « au long de ses tentes » et donnait audience à ses officiers; puis course à cheval à travers le camp ou aux alentours pour veiller à la bonne tenue des troupes et activer les travaux. « Ayant faict ce tour, il venoit prendre son repas »; il tenait ensuite conseil avec ses « capitaines et autres personnages qui par long usage estoient expérimentez et cogneuz, ou esquelz il y avoit quelque degré ou de dignité ou de bon conseil ». Une nouvelle tournée d'inspection terminait la journée.

Grâce à cette activité et à cette surveillance incessante, Montmorency put constituer un camp formidable dont l'effectif s'accrut pendant tout le mois d'août des forces que François Ier fit descendre de Lyon et de Valence. Il finit par grouper autour de lui une soixantaine de mille hommes, chiffre considérable pour le temps, auquel il faut ajouter les garnisons de Marseille, d'Arles et de Tarascon, les troupes laissées dans les places conservées du Piémont et l'armée qui opérait dans le Nord, si l'on veut avoir une idée exacte de l'effort militaire fourni à ce moment par le roi de France. Malgré l'envoi de canons à Arles, il disposait d'une abondante artillerie, que François Ier se préoccupa constamment d'augmenter et dont quelques éléments furent fournis par la ville d'Avignon elle-même. En dépit des différences d'origine et de nationalité, l'ordre ne fut jamais troublé. On ne vit pas dans le camp d'Avignon de ces rixes qui ensanglantèrent Arles et dont Marseille ne fut pas entièrement exempte. Montmorency avait la réputation d'un chef « à poigne »; la manière dont il traita les bandes italiennes rappelées d'Arles montra avec quelle rigueur il maintenait la discipline. A bon droit, il pouvait être fier de son œuvre : dans ses lettres au Roi ou au Dauphin, il exprime une légitime satisfaction : « Il ne fut jamais veu de nostre temps un camp plus fort, plus beau et plus net de maladies, ... ni si bien pourveu de vivres[1]. » C'était l'opinion de ceux qui venaient le visiter. Après l'avoir vu, la reine Marguerite de Navarre écrivait, se faisant l'écho de tous les témoins : « C'est la plus nette place, fut-ce ung cabinet, que je vis oncques, remplie des plus beaux hommes, en très grand nombre, les

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 114, Montmorency au dauphin Henri, 2 septembre.

milleurs visaiges, les milleurs propaus [propos], monstrant l'envie qu'ils ont de vous faire service, que l'on sçauroit souhaiter[1]. »

Cependant que Montmorency mettait solidement la basse vallée du Rhône en état de défense, François Ier se rapprochait lentement de lui. Dans les premiers jours d'août, il quittait Lyon où il laissait cependant une partie de la cour, les membres du Conseil et le sieur de Chateaubriand comme gouverneur. Le 4 août, il était à Vienne[2], le 6 à Saint-Vallier, le 7 à Tournon et le 8 il arrivait à Valence. Dans cette ville, il devait faire un séjour plus long qu'il ne l'avait d'abord projeté. La nécessité d'attendre que le camp près d'Avignon fût constitué, l'incertitude où l'on était des plans réels de l'Empereur (jusqu'aux derniers jours d'août le roi craignit ou affecta de craindre que les Impériaux ne se dirigeassent vers le nord par les Alpes ou vers le Languedoc par le Bas-Rhône), l'empressement avec lequel Montmorency découragea toutes les velléités que son maître manifesta d'aller promptement le rejoindre fixèrent François Ier à Valence jusqu'au 10 septembre. Il en profita pour faire « remparer » la ville, en cas de besoin ; il y concentra des troupes : 5,500 Suisses des dernières levées, 3,500 hommes des bandes des sieurs de Canaples et de Forges, 3,000 Italiens d'Hippolyte de Gonzague et de Lelio, qu'il dépêcha ensuite vers Avignon par le Rhône, avec toute l'artillerie dont il put disposer[3]. Valence devint aussi une base de ravitaillement et de renforts ; en même temps elle pourrait servir de ligne de défense nouvelle, selon la voie que prendraient finalement Charles-Quint et son armée qui, dans l'intervalle, avaient envahi la Provence et étaient arrivés au cœur du pays.

Tout de suite après le conseil de guerre du 13 juillet, l'armée impériale s'était ébranlée[4]. Elle marchait divisée en trois colonnes dont l'une avec l'artillerie et les bagages alla s'embarquer à Savone sur l'escadre d'André Doria. Les deux autres,

1. *Lettres de Marguerite de Navarre*, éd. Génin, p. 325-327.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 121, François Ier à M. de Humières, Vienne, 4 août.

3. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 122, 124, 127, 134, 136, 138, François Ier à M. de Humières, 8, 11, 14, 28, 29 août; ms. fr. 3061, fol. 25-27, 43, 53, 59, 47; ms. fr. 2973, fol. 21; ms. fr. 3016, fol. 80, François Ier à Montmorency, 5, 7, 13, 14, 17, 19 août.

4. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 136-137; Paul Jove, t. II, p. 703.

avec la maison de l'Empereur encadrée entre les lansquenets de de Max d'Eberstein et ceux de Gaspard de Frondsberg, se dirigèrent, par Coni, Limone[1] et Tende, sur Nice où devait se faire la concentration générale. La route d'invasion était déjà ouverte : le 17 juillet, les Napolitains du prince de Salerne, que l'escadre de Doria avait transportés, avec la collaboration des galères, avaient emporté d'assaut la place d'Antibes, dont le seigneur Gaspard Grimaldi se retira sur Grasse[2]. Cette dernière ville fut d'ailleurs abandonnée peu après, conformément au plan adopté par les Français. Charles-Quint franchit le Var le 25 juillet, le jour de la fête de Saint-Jacques[3], et s'avança vers Cannes et Fréjus, tandis que Doria battait la côte de ses canons et maîtrisait tout le littoral jusqu'à la hauteur d'Hyères[4]. La marche des Impériaux se fit à peu près sans encombre, sauf qu'un vaste incendie allumé dans les pins de l'Esterel fit de nombreuses victimes parmi les goujats et les femmes qui suivaient l'armée; une partie des bagages fut consumée. Si certains voulurent voir dans ces flammes la promesse d'une splendide vic-

1. Le 20 juillet, Charles-Quint était à Limone. L.-H. Labande, *Recueil des lettres de l'empereur Charles-Quint*, p. 95-96.

2. *Journal* de Valbelle, fol. 193 v°; Arena, *op. cit.*, p. 24-25; Germain, *Historia bravissima Caroli Quinti imperatoris*, vers 51-76; Paul Jove, t. II, p. 703. Une première attaque avait eu lieu avant le 12 juillet (c'est le jour où la nouvelle arriva à Marseille; les Marseillais avaient envoyé sur les confins du comté de Nice, pour être informés des mouvements des Impériaux, un agent spécial, le notaire Jean Sicole, dont la mission dura du 6 au 22 juillet; mandat à la date du 28 octobre 1536). Ce fut un échec : deux galères furent coulées, les autres forcées de fuir. Guillaume du Bellay (t. III, p. 147) par erreur place l'affaire après le 25 juillet. — En raison des dommages subis, Gaspard Grimaldi obtint, par la suite, du Roi, diverses facilités pour payer ses dettes. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 3320, fol. 597 (lettres de François Ier, 24 janvier 1536-1537).

3. Guillaume du Bellay (t. III, p. 146), suivi par César de Nostradamus (*Histoire et chroniques de Provence*, p. 749), par Bouche (t. II, p. 581), Gaufridi (*Histoire de Provence*, t. I, p. 446), Papon (*Histoire de Provence*, t. I, p. 71), fait arrêter Charles-Quint à Saint-Laurent-du-Var pendant « huit jours entiers ». Il y a très probablement confusion avec le séjour de Fréjus où l'Empereur se trouvait déjà dans les derniers jours de juillet. Du Bellay place dans la bouche de l'Empereur un discours, de rigueur dans une chronique rédigée à l'imitation de Tite-Live (p. 141-146). Bouche, d'ordinaire mieux inspiré, y place une scène éplorée entre la duchesse de Savoie et l'Empereur : c'est un emprunt à la *Meygra entrepriza* d'Arena, p. 25-28.

4. Les contemporains ont remarqué que Doria épargna Hyères, pour on ne sait trop quelles raisons. Arena, *op. cit.*, p. 57; Bouche, d'après Arena, t. II, p. 581. Cf. *Journal* de Valbelle, fol. 194 v°.

toire, beaucoup au contraire ne furent pas sans appréhension : c'était mal débuter que de perdre ses convois[1].

A Fréjus, dans la plaine qui s'étend au nord de l'embouchure de l'Argens, Charles-Quint passa en revue son armée[2]. L'effectif en était fort élevé et hétérogène ; elle comprenait 50 enseignes d'allemands de 500 hommes chacune, soit 25,000 hommes, une dizaine de mille Espagnols et au moins autant d'Italiens, dans l'ensemble environ 45,000 fantassins. Il faut y joindre plus de 5,000 cavaliers : les chevau-légers amenés de Flandre par Maximilien d'Isselstein, la gendarmerie espagnole et italienne, soit au total au moins 50,000 hommes, plus une soixantaine de canons, enfin l'escadre de Doria pour le transport des munitions et des vivres. Charles-Quint avait fait un effort énorme pour mettre sur pied une pareille armée et cet effort n'était pas sans avoir assez sensiblement affaibli ses finances. C'étaient pour la plupart des troupes d'élite, des vétérans des guerres d'Italie ou d'Afrique. Elles étaient sous les ordres de chefs réputés entre lesquels la présence de l'Empereur devait exciter une véritable émulation. Indépendamment de quelques grands personnages plus ou moins décoratifs, comme le duc Louis de Bavière, le duc de Savoie ou le marquis François de Saluces, on voyait à la tête des lansquenets François le Fèvre, sieur de Tamise, Maximilien d'Egmont, sieur d'Isselstein, Dietrich Spœth, Wolf Dietrich de Knœrringen, Max d'Eberstein, Gaspard de Frondsberg. Les Espagnols étaient commandés par Alfonso d'Avalos, marquis del Vasto, le futur gouverneur du Milanais ; Ferrand de Tolède, duc d'Albe, avait sous ses ordres la gendarmerie espagnole et italienne ; les Napolitains obéissaient au prince de Salerne ; les Toscans fournis par le duc de Florence, Alexandre de Médicis, à Valerio Orsini ; Ferrand de Gonzague conduisait les chevau-légers. Le principal conseiller de l'expédition, Antonio de Leyva, suivait, porté dans une litière : malade, souffrant de la goutte, l'espoir de la victoire le soutenait. La campagne de Provence devait être pour lui la dernière : il n'en vit

1. Paul Jove, t. II, p. 704 ; Gaufridi, *Histoire de Provence*, t. I, p. 446-447 (qui arrange les choses à son habitude).

2. Paul Jove, t. II, p. 704-705 (d'après des renseignements fournis par le marquis del Vasto) ; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 195 (l'Empereur se serait arrêté trois jours seulement à Fréjus) ; Arena, p. 35-36 ; Segre, *Documenti*, p. 262, note (d'après le rapport d'Ascanio Colonna, 1er août) ; cf. Decrue, *op. cit.*, p. 276-277.

pas le terme, mais il vécut assez pour assister à la décomposition de l'armée impériale. Cette défaite, qui fut la sienne autant que celle de l'Empereur, hâta certainement sa fin.

De Fréjus, l'armée impériale s'ébranla dans la direction de l'ouest par la vallée de l'Argens et l'antique voie Aurélienne, par le Luc, Brignoles, Tourves et Saint-Maximin, où l'on passait dans la vallée de l'Arc, qui avait vu autrefois le choc des légions de Marius avec les hordes des Teutons. En avant marchaient les chevau-légers de Ferrand de Gonzague, en guise d'éclaireurs[1]. A la lueur des incendies et parmi la fuite des habitants, les Impériaux ne rencontrèrent pour ainsi dire pas d'obstacles. Le seul épisode remarquable, plus par la qualité des personnages en scène que par l'importance du fait en lui-même, fut la capture par l'ennemi des sieurs de Montjehan et de Boisy aux environs de Brignoles[2]. Ce fut un incident assez banal où se manifesta l'ardeur inconsidérée de ces grands seigneurs qui s'étaient faits fort de défendre Aix. Malgré Montmorency et malgré Bonneval, Montjehan, Boisy et quelques autres, 140 à 160 hommes d'armes et 300 hommes de pied, avec Wartis, Sampiero et un seigneur du pays, Joseph de Boniface, sieur de la Molle, se mirent en tête d'opérer une reconnaissance en force; ils se heurtèrent aux avant-gardes de Ferrand de Gonzague, près du Luc, et les sentant appuyées ils se retirèrent en hâte, mais pas assez vite cependant pour ne pas être surpris à l'aube dans Brignoles. Trouvant la route de la retraite barrée par les Impériaux qui avaient tendu une embuscade à l'ouest de la ville, vers le lieu dit Gailet, ils durent en découdre. Ce fut une sanglante échauffourée où les Français comme leurs adversaires perdirent beaucoup de

1. Le 2 août, l'avant-garde était à Roquebrune, à l'ouest de Fréjus. Segre, *Documenti*, p. 139, n° 6.

2. Voir sur cette affaire, *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 184-190, 195-204; Paul Jove, t. II, 707-710; Arena, p. 36-37; Germain, v. 110-130 (Germain donne comme date de l'événement le 4 août, qui doit être la date exacte, et non le 8 août, *Guillaume du Bellay*, p. 203, n. 1); *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, 477, lettre de Charles-Quint à Hannart, 9 août. Dans une lettre du 8 août adressée à M. de Humières, François Ier annonce la capture de Montjehan (Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 122). Quelques jours plus tard, il fut informé, en détail, de toute l'aventure par l'un de ceux qui en avaient été les acteurs et qui avait été relâché, Pierre Guitart, sieur de Taurines (Bibl. nat., ms. fr. 3061, p. 43, François Ier à Montmorency, 14 août). Zaffardo, agent du duc de Mantoue, écrit de Brignoles, le 5 août. Segre, *Documenti*, etc., p. 139, n. 7.

monde. Capturés, Montjehan et Boisy furent conduits à Mantoue et rachetés ultérieurement pour 20,000 écus. L'affaire eut un grand retentissement, plus qu'elle ne méritait. Elle fut sans conséquence sur la suite des opérations[1].

Charles-Quint, avec le gros de son armée, entra dans Brignoles le 8 août[2]. Il paraît y avoir séjourné trois ou quatre jours[3]. Passant par Tourves, Saint-Maximin, Trets, le 13 août il faisait son entrée dans Aix[4]. La ville fut en partie saccagée et la cathédrale fut le théâtre de scènes sacrilèges, autels profanés, hosties répandues à terre et foulées aux pieds par un lansquenet luthériens dont l'Empereur fit faire bonne justice. Le palais du roi où siégeait le Parlement fut incendié. La responsabilité de cet acte fut imputée au duc de Savoie, qui aurait voulu anéantir ainsi les chartes auxquelles se référait le roi de France pour appuyer ses revendications sur la Savoie. Le calcul, si tant est qu'il ait été fait, fut déjoué, puisque les archives du Parlement avaient été mises en lieu sûr. Dans la ville, Charles-Quint ne trouva rien, sauf une certaine quantité de vivres qu'il n'avait pas été possible d'évacuer ou que les habitants avaient cachés. Le tout fut pillé avec conscience. C'est à peine si quelques couvents

1. Guillaume du Bellay (t. III, p. 204) établit une relation entre cette affaire et la constitution du camp retranché d'Avignon. En réalité la décision à ce sujet avait été prise plusieurs jours auparavant. Si le récit du chroniqueur donne une impression d'ensemble assez juste en général, dans les détails la chronologie en est trop souvent confuse et inexacte.

2. Bibl. Méjanes, ms. 28, fol. 162 v° : « Carolus V, Hyspaniarum rex et imperator Romanorum, anno Domini 1536 et octava Augusti, intravit Brinoniam cum maxima multitudine armigerorum, numero 80 millium. » Il y a dans le chiffre une exagération manifeste : il reste l'impression d'une armée énorme pour le temps.

3. Charles-Quint écrit à Hannart, de Brignoles, le 9 août (*Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 472-477); il annonce son départ pour le lendemain. Il date une lettre à Henry VIII le 11 août : « Près de Tourves » (*Ibid.*, p. 477-478) et le même jour une lettre à son ambassadeur en Angleterre : « Près de Brignoles » (*Ibid.*, p. 479-480).

4. C'est la date donnée par un rapport anonyme, du milieu du mois d'août : « L'Empereur arriva dimanche dernier à Aiz, où il sera pour séjourner encores trois ou quatre jours pour résouldre de ce qu'il aura de faire » (Bibl. nat., ms. fr. 3088, fol. 142). Le dimanche tombait le 13 août. Germain (v. 175) dit le 12 août. Gaufridi (t. I, p. 451), suivi par Papon (t. IV, p. 74), donne la date du 9 août, qui est certainement inexacte, à moins qu'il ne s'agisse de l'avant-garde impériale seulement. D'ailleurs tout le récit de Gaufridi est fort sujet à caution.

furent respectés; il y fallut l'intervention personnelle de l'Empereur[1].

L'armée impériale s'établit sur les bords de l'Arc, dans la plaine faiblement ondulée et bordée de collines que traverse ce petit cours d'eau à deux kilomètres environ au sud-ouest d'Aix, au lieu dit le plan d'Aillane[2] : c'est le terroir actuel des Milles. Le quartier général se trouvait à la ferme actuellement dénommée

1. Arena, *op. cit.*, p. 48-49, 58-63. Arena se prétend témoin oculaire; en tout cas, il a eu des informations directes et immédiates. Il a inspiré le récit de Bouche (t. II, p. 584); Papon (t. IV, p. 74-76) suit Gaufridi (t. I, p. 451-452). Ce dernier, développant des suppositions de Guillaume du Bellay et de Bouche au sujet des intentions de Charles-Quint, a détaillé toute une réorganisation de la Provence avec des titres et des noms (qu'il emprunte à du Bellay, sans même rétablir ceux que le chroniqueur avait défigurés) : c'est un véritable délire d'imagination, qui malheureusement a trouvé créance auprès de quelques historiens postérieurs. D'après Gaufridi, Charles-Quint, après avoir appelé Brignoles Nicopolis, entra dans Aix le 9 août. Dès le lendemain, il remplace le Parlement royal par « un nouveau Sénat composé de cinq gentilshommes de robe et d'autant de jurisconsultes de Nice qu'il avoit amenez. » Le jour suivant, il substitue au viguier et aux consuls un vicomte et trois tribuns. Puis « il crée de nouveaux fiefs et de nouvelles charges. Il en pourvoit les principaux des siens. Il fait Antoine de Leve vicaire de l'Empire en France, le duc d'Albe vice-roi d'Arles, André Doria amiral, Granvelle chancelier et Canoë [Covos, le commandeur de Léon] surintendant des finances. Il fait le marquis du Guast gouverneur de Marseille, Fernand Gonzague gouverneur de la partie du païs qui est au-deça de la Durance, le comte de Horne gouverneur de celle qui est au-delà. Il érige quatre duchez, quatre principautez, quatre marquisats. Les duchez furent celuy des isles d'Yères, sous le nom des isles d'Autriche, qu'il donne à Doria; celui de Fréjus qu'il nomme Charleville et qu'il donne au marquis du Guast; celui de Forcalquier qu'il donne à Fernand Gonzague, et celui de Nicopolis qu'il donne à Horne. Les principautez furent celles des Baux pour Valere Ursin, de Montélimar pour Est [Este], de Sault pour Tamise et du Martigues pour Bestein [Eberstein]. Les marquisats furent celuy du Muy pour Ilestin [Isselstein], du Luc pour Guthington [Knœrringen], de Tourves pour Costald [Gastaldi], de Trets pour Paul de Saxe... Après que l'Empereur eut ainsi changé la face de la province, il voulut rendre grâces à Dieu d'un si beau succès. Il s'en alla entendre la messe à la grande église de Saint-Sauveur. La messe fut dite par l'évêque de Nice qui, à l'offertoire, le couronna roi d'Arles et comte de Provence... ». Bien entendu, dans les auteurs contemporains, tant d'un côté que de l'autre, on ne trouve rien qui autorise ces extravagances : elles sont de l'invention de Gaufridi et datent de la fin du XVIIe siècle.

2. Arena, *op. cit.*, p. 38; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 245, 260. — Sur la Pioline, voir Roux-Alphéran, *les Rues d'Aix*, t. II, p. 523-529, et *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par M. Baguenault de Puchesse, t. VII, p. 33, n. 1, 35-38. C'est dans cette « bastide » qu'à la fin juin 1579, Catherine de Médicis eut une entrevue avec les chefs des Carcistes et des Razats.

la Pioline et qui s'appelait alors la Bastide de Beauvoisin : c'est là que devait mourir Antonio de Leyva quelques semaines plus tard. Les Impériaux occupaient la plaine et les croupes par lesquelles se terminent sur l'Arc les hauteurs de Montaiguet. C'était peut-être sur cette même position, ou presque, que seize siècles plus tôt Marius s'était installé à la veille de sa rencontre avec les Teutons[1]. De toute la Provence, ce paysage découvert, aux lignes sobres et calmes, dominé par l'âpre échine de Sainte-Victoire, est certes un des plus riches de substance historique.

En même temps que le gros de l'armée suivait la voie naturelle de l'Argens et de l'Arc, des détachements opéraient des pointes vers le sud par les trouées qui menaient à la mer. C'est ainsi que les Impériaux occupèrent, dans la dépression qui limite au nord le massif des Maures, Carnoules et Solliès, la patrie du poète Antoine Arena[2]. Par Trets et Belcodène, ils s'avancèrent jusqu'à Auriol dont ils utilisèrent les moulins ; mais ils ne purent emporter Roquevaire, qui ouvrait la vallée de l'Huveaune et la route de Marseille[3]. Cependant, l'escadre d'André Doria longeait le littoral : elle ne put emporter la Grosse-Tour qui défendait l'accès de la rade de Toulon[4] ; mais Doria utilisa sans doute les baies voisines, Six-Fours ou Sanary, pour débarquer des bandes qui saccagèrent la ville de Toulon et les environs, Ollioules, Évenos.

1. C. Jullian, *Histoire de la Gaule*, t. III, p. 82, n. 1; *Revue des études anciennes*, t. X (1908), p. 262-264.

2. Arena, *op. cit.*, p. 94.

3. *Commentaires* de Monluc, t. I, p. 102-122; *Journal* de Valbelle, fol. 204.

4. Paul Jove (t. II, p. 707) prétend que Doria prit la Grosse-Tour; il confond avec l'invasion de 1524. Tous les témoignages exactement contemporains : Arena (p. 57), Germain (v. 313-315), etc., sont formels. La Grosse-Tour ne fut pas prise. Mais il ne s'ensuit pas que Toulon ait été épargnée, comme le prétend Gustave Lambert. Valbelle (fol. 196 v°) dit qu'elle fut pillée. Le renseignement est confirmé et complété par une note marginale du martyrologue d'Arles-Toulon (Albanès, *Gallia Christiana novissima*, *Toulon*, col. 590-591). Les Impériaux paraissent être arrivés par terre, évitant précisément la Grosse-Tour. De la flotte de Doria « apud Areas (Hyères), armati homines pedem in terra fixerunt, numero decem milium virorum strenuorum, Hispanorum, Italorum, Germanorum, et apud eamdem civitatem iter arripuerunt. Quam introgressi, profugatis undique civibus utriusque sexus eamdem civitatem sacco et prede dederunt, illius mobilia, ustensilia, olea, et quecunque asportanda asportarunt. In die divi Laurenti (10 août) eorum ingressus fore cernitur ». Le protocole du notaire toulonnais Mac Salvayre (Albanès, *ibid.*) donne également la date du 10 août.

C'est même à partir de la côte, probablement de la plage d'Hyères, que des convois de ravitaillements furent dirigés sur Aix, par la vallée du Gapeau, Solliès et Méounes.

Les Impériaux maîtres d'Aix et campés au plan d'Aillane, qu'allait faire Charles-Quint? C'est la question que se posaient Montmorency dans son camp d'Avignon et François Ier à Valence[1]. Attaquerait-il Avignon, Arles ou Marseille? Le 16 août, les « espies » que le grand maître avait postés au sud de la Durance l'avertirent que l'armée impériale s'ébranlait dans la direction de Salon. La garnison d'Arles fut prévenue d'avoir à se garder. François Ier, informé, se figura que l'ennemi visait le Languedoc; il prescrivit des mesures de défense à Montpellier et à Béziers et conseilla à Montmorency une attaque de flanc dès que le mouvement se dessinerait. Mais il s'agissait seulement d'une reconnaissance en force. Le marquis del Vasto, accompagné de Paul Saxe avec une trentaine de chevaux, poussa jusqu'à Pont-de-Crau[2]. Laissant là son compagnon et une partie de son escorte, il se porta sur une éminence couronnée de deux moulins à vent (près des Alyscamps) qui donnait vue sur la ville au sud-est. Aperçu, l'artillerie des Arênes le salua d'une volée de boulets. Il s'empressa de quitter cette position trop exposée et galopa vers le Pont-de-Crau. Cependant l'alarme était donnée dans Arles; tandis qu'on faisait une sorte de répétition générale des manœuvres de défense, quelques hommes d'armes étaient envoyés à la découverte. Il ne trouvèrent rien; quelques paysans qui, à l'approche des Impériaux, s'étaient « mussez » (cachés) dans les garrigues, racontèrent que les ennemis avaient disparu vers Saint-Martin de Crau. Le grand mouvement qui avait causé aux Français quelque appréhension aboutit simplement à l'occupation des plateaux et des collines jalonnés par les villages de Cabriès, Vitrolles, Berre, Lambesc et Rognes[3].

Une tentative plus sérieuse, une véritable expédition fut dirigée contre Marseille. Avant de s'engager plus avant, il fallait mai-

1. Bibl. nat., ms. fr. 3088, fol. 142, et ms. fr. 3062, fol. 165 (rapport anonyme du milieu d'août); ms. fr. 3061, fol. 59, 47; ms. fr. 3066, fol. 80, François Ier à Montmorency, 17 et 19 août.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 252-253, 264-267; Germain, v. 368-382; Segre, *Un registro*, etc., p. 113.

3. *Journal* de Valbelle, fol. 196 v°; Arena, *op. cit.*, p. 66; Germain, *op. cit.*, v. 271 et suiv.

triser cette ville qui assurerait une excellente base de ravitaillement. Charles-Quint parut en personne devant la place que le connétable de Bourbon n'avait pu emporter en 1524. Les Impériaux comptaient peut-être sur un coup de surprise, peut-être aussi sur la trahison (on découvrit quelques jours après des engins suspects[1]), certainement sur la collaboration de Doria et de son escadre[2]. Tous ces calculs se révélèrent vains : les Marseillais faisaient bonne garde ; la trahison fut éventée et Doria arriva en retard. L'affaire se produisit le 19 août[3]. Charles-Quint avait avec lui une dizaine de mille hommes et « la fleur de sa cavalerie », le duc d'Albe, le marquis del Vasto, Ferrand de Gonzague, le comte de Horn. Il s'approcha de Marseille par la plaine d'Arenc. Mais, découvert et canonné par les galères royales embossées dans le golfe de l'Estaque, il escalada les collines de Montjusiou (où se trouve actuellement la gare Saint-Charles). L'artillerie des remparts et des tours, le « gros basilic » juché sur la tour de l'Horloge empêchèrent l'ennemi d'approcher. C'est à peine s'il y eut quelques escarmouches. L'Empereur, ne voyant pas arriver les galères de Doria, jugea inutile d'attendre : il disparut par le vallon des Aygalades et regagna son camp. L'affaire était manquée.

C'est seulement le 22 août que Doria fut en vue des îles, avec vingt galères et deux frégates[4]. Le château d'If tira quelques coups de canon. Doria, n'aperçevant personne autour la ville, comprit qu'il arrivait trop tard au rendez-vous. Il n'insista pas. Rassemblant toutes ses forces, cinquante galères et quelques galions, il fit quelques jours plus tard, le 25 août, une démonstration contre la tour de Bouc. La garnison répondit énergique-

1. *Journal* de Valbelle, fol. 197 v°; Paul Jove, t. II, p. 703.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 193.

3. C'est la date que donne Valbelle, témoin oculaire (*Journal*, fol. 196). Guillaume du Bellay (t. III, p. 245-252) dit le 15 août et fait un long récit et mouvementé de l'affaire. Il s'étend sur les sorties des Marseillais, mais il confond certainement avec une autre tentative des Impériaux contre Marseille, postérieure d'une dizaine de jours. Ruffi (*Histoire de Marseille*, t. I, p. 327-329), bien qu'il ait connu et utilisé par ailleurs le *Journal* de Valbelle, suit ou, pour mieux dire, démarque Guillaume du Bellay. Bouche (*Chorographie*, t. II, p. 586-587) suit Guillaume du Bellay, mais donne la date du 19 août d'après Valbelle et observe que celui-ci ne parle ni de sorties, ni d'attaques des Marseillais.

4. *Journal* de Valbelle, fol. 197.

ment au bombardement et l'ennemi dut se retirer sans avoir rien obtenu[1].

Du côté de la Durance, les Impériaux s'emparèrent de Jouques, de Peyrolles, du Puy Sainte-Réparade sur la rive gauche[2]. Le 22 août, Fabrice Maramaldo, avec une troupe de gens de pied et de cheval — Germain dit 6,000 fantassins et 1,000 cavaliers — franchit la rivière et donne l'assaut à Pertuis où s'étaient réfugiés beaucoup d'Aixois. La population armée d'arquebuses à croc résiste. Une pluie diluvienne force l'ennemi à se retirer; mais une crue subite de la Durance rend la retraite difficile. Une partie des soldats de Maramaldo se dirige sur Cucuron et Lourmarin. Devant Cucuron fut tué le comte de San Secondo. Ceux qui s'étaient installés dans le château de Lourmarin furent assaillis à leur tour par les Italiens de Jean Paul da Ceri et faits prisonniers. Ferrand de Gonzague ne put les dégager. Les Impériaux se retirèrent par Cadenet et Sénas, poursuivis par les Français. Ils avaient pu se rendre compte, à leur dam, que les avenues du camp d'Avignon étaient bien gardées.

Depuis plus de quinze jours que les Impériaux étaient arrivés au plan d'Aillane, il leur avait été impossible d'avancer : ils étaient pour ainsi dire immobilisés dans leur camp et celui-ci présentait un piteux aspect[3]. L'état sanitaire était déplorable. Dans la plaine d'Aix, au mois d'août, la chaleur est presque africaine. Les chevaux mouraient par centaines, faute de fourrage, et leurs dépouilles empestaient l'air. L'abus des fruits verts avait développé la dysenterie et les fièvres, surtout parmi les Allemands qu'on voyait courir par les champs en demandant à boire : « Trinken, Trinken! », et s'empiffrer de verjus à plein casque. Arena et Germain font un tableau comique et lamentable de ces troupes qui avaient franchi le Var avec tant de bravades et qui maintenant fondaient consumées par la maladie et par la famine. Les vivres étaient rares. Sans doute, le « gast » n'avait pas été complet, soit précipitation, soit incurie et mauvaise volonté des habitants. L'ennemi avait trouvé quelque bétail et du blé. Mais c'était fort insuffisant et il était presque impossible de moudre le

1. *Journal* de Valbelle, fol. 197; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 267-268.
2. Germain, *op. cit.*, v. 309-360; *Ibid.*, t. IV, p. 277-282.
3. Paul Jove, t. II, p. 711-712; Arena, p. 38; Germain, v. 385-402.

grain. Les moulins avaient été détruits : ceux que les Impériaux avaient réparés ou occupés avant destruction leur furent enlevés, tels ceux d'Auriol dont s'empara Monluc[1], ou furent de nouveau démolis, comme à Salon, sur les bords de la Durance, ou même sur les derrières de l'armée, à Brignoles et au Luc[2]. Montmorency tint soigneusement la main à cette œuvre de destruction essentielle. Ajoutez à cela une guerre de guérillas que le paysan s'enhardissait à faire[3]. Tout ennemi qui s'écartait du camp, coureur, fourrageur ou pillard, était égorgé, pendu, lapidé, mutilé. Plus graves que ces actes sanglants de représailles, de « mauvaise guerre », comme on disait, étaient les attaques contre les convois de ravitaillement. Ces convois venaient ordinairement de Toulon et d'Hyères, par la vallée du Gapeau. Le 25 août, près de Néoules, les habitants tendirent une embuscade, tuèrent ou dispersèrent les bêtes de somme qui transportaient du biscuit. Un autre jour, des chevau-légers qui portaient des lettres à Doria furent mis en fuite. Il n'y avait plus de ce côté aucune sécurité dans les communications[4].

Charles-Quint fit un effort décisif pour s'ouvrir la route de Marseille[5]. Une tentative de débarquement de Doria fut appuyée du côté de la terre par un corps de 7 à 8,000 fantassins et de 600 chevau-légers détachés du plan d'Aillane. Le 31 août, les Impériaux, descendant par le vallon des Aygalades et contournant Marseille par le Canet, Plombières et la vallée du Jarret, arrivèrent à l'embouchure de l'Huveaune ; les galères de Doria s'étaient défilées derrière les hauteurs de Notre-Dame de la Garde : elles surveillaient la sortie du port et les îles pendant le débarquement

1. Monluc a longuement et avec beaucoup de verve raconté l'affaire, qui se place dans la nuit du 18 au 19 août. *Commentaires*, t. I, p. 105 et suiv.; Ruffi (d'après Monluc), t. I, p. 329-330.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3049, fol. 42, Montmorency à MM. de Barbezieux et de Montpezat, 15 août (l'expédition contre les moulins d'Auriol est la suite donnée aux ordres du grand maître); ms. fr. 3008, fol. 144, 152, Montmorency à M. de Humières, 2 et 9 septembre; Dupuy 265, fol. 234, Montmorency à Jean du Bellay, 31 août.

3. Arena, p. 49-55; Germain, v. 277-284; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 241-242.

4. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 3320, fol. 710 v°; *Journal* de Valbelle, fol. 197; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 282.

5. *Journal* de Valbelle, fol. 198-199. Ce sont ces escarmouches des 31 août au 5 septembre qui ont été mêlées au récit de l'affaire du 19 août par Guillaume du Bellay et par Ruffi. Il y a eu deux séries d'opérations tout à fait distinctes. Cf. Paul Jove, t. II, p. 712.

des vivres. L'opération dura plusieurs jours pendant lesquels les troupes logées dans Marseille firent des sorties fort gênantes pour les ennemis. Des attaques très violentes se produisirent, qui coutèrent beaucoup de monde aux lansquenets surtout, auxquels on ne faisait pas de quartier. Toute la première semaine de septembre fut remplie par ces escarmouches qui visaient à nettoyer les collines à l'est de la ville. Les galères de Doria vinrent alors au nord dans le golfe de l'Estaque, près du cap Pinède, et le 5 septembre achevèrent de décharger leur biscuit.

Malgré le demi-succès de l'opération, l'état du camp, dans les premiers jours de septembre, était de plus en plus critique. Renseigné par ses « espies », Montmorency suivait avec satisfaction les progrès de la « pestilence », de la mortalité et de la famine. Les soldats n'ont « chaulses ne souliers ». Ils mangent un pain infect, dont un jour le grand maître envoie à Jean du Bellay « ung petit morceau » pour lui permettre d'en juger : un vrai pain de guerre, déjà! Et le 2 septembre, il écrit à M. de Humières : « La nécessité de l'Empereur croist et augmente sy fort qu'il n'est pour demourer là longtemps et suis adverty par mes espies et autres seurs advertissemens qui journellement m'en viennent, qu'ilz font estat d'avoir perdu, depuis leur arrivée dans ce païs, de maladie et de faim, bien de sept à huit mille hommes de guerre, dont la pluspart sont lansquenetz[1]... » C'était plus que n'aurait coûté la plus sanglante bataille rangée. L'expédition se poursuivait ainsi désastreuse et sans gloire, comme elle était sans issue.

La solution par les armes échappait à l'Empereur; il n'y avait guère à compter sur une solution par voie diplomatique. Henri VIII avait offert sa médiation. Charles-Quint, tout en acceptant, aurait préféré la collaboration du roi d'Angleterre contre François Ier, moyen qu'il estimait plus sûr d'arriver promptement à la paix[2]. Mais c'était un concours bien problématique. L'attitude des États italiens restés neutres demeurait incertaine. Lucques, Sienne ne comptaient guère, pas plus que Ferrare ou Florence, dont le duc avait déjà fait tout son possible

1. Bibl. nat., Dupuy 265, fol. 234, Montmorency à Jean du Bellay, 31 août; ms. fr. 3008, fol. 130, 131, 144, 138, 148, Montmorency à M. de Humières, 26 août, 2 septembre; François Ier à M. de Humières, 29 août; à M. de la Rochepot, 7 septembre. Cf. les *Commentaires* de Monluc, t. I, p. 120-121.

2. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 470-472, Henri VIII à Charles-Quint, 21 juillet; p. 477-478, réponse de Charles-Quint, 11 août; p. 479-480, instructions à l'ambassadeur impérial à Londres.

et redoutait les *fuorusciti*, Strozzi ou autres stipendiés par la France. Venise et Rome seules importaient. Pour les décider en sa faveur, il leur envoya, au début d'août, Ascanio Colonna : c'était un personnage qui n'était pas tout à fait sûr et dont le langage fut parfois équivoque. En tout cas, Colonna ne réussit pas dans sa mission[1]. La sérénissime République était tiraillée entre les suggestions des Français qui ouvraient la perspective d'un arrangement franco-vénéto-turc et les promesses de l'Empereur touchant l'attribution du Milanais à un Italien agréable à la Seigneurie. Un duc de Milan nommé par Charles-Quint, en tout état de cause, ne disait aux Vénitiens rien qui vaille : c'était la brouille avec la France, et plus sûrement l'hostilité avec le Turc auprès duquel La Forest avait grand crédit. A aucun prix ils ne voulaient se porter au secours d'un Empereur affaibli dans son armée et diminué dans son prestige par la campagne de Provence. Ajoutez qu'ils partageaient cette incurable défiance des États italiens les uns pour les autres : presque autant que de Charles-Quint, ils se méfiaient de Paul III. — De son côté, le Pape le leur rendait bien et il subordonnait toute action de sa part à un accord préalable avec la Seigneurie. Ascanio Colonna eut beau, en échange d'un subside de 200,000 écus qu'il sollicitait, faire les offres les plus alléchantes : Camerino, pour Pier Luigi, le fils du souverain pontife, Milan pour un neveu, un autre Farnese ou Sforzino; alléguer le péril turc imminent. Paul III ne se départit pas de sa réserve. Il se contenta de continuer ses bons offices en vue de la paix et de stimuler les efforts des nonces qu'il avait envoyés auprès des deux souverains belligérants : Agostino Trivulzio à la cour de France, Marino Caracciolo, bientôt remplacé par Guidiccione, évêque de Fossombrone, au camp impérial.

Les premières négociations de Trivulzio s'annoncèrent assez mal[2]. Les quelques velléités de conciliation manifestées par François Ier, si tant est qu'elles fussent sincères, avaient disparu dès qu'on apprit l'invasion de la Provence. Ce n'était plus seulement une affaire d'amour-propre, c'était une question d'honneur :

1. Sur la mission d'Ascanio Colonna, voir A. Segre, *Un registro*, etc., p. 108-111; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 235-241; Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 207-210.

2. Trivulzio arriva à Lyon le 21 juillet. Voir dans Segre, *Un registro*, etc., p. 111-113, un résumé de ses lettres des 28 juillet et 4 août.

le roi de France se refusait à traiter avec un ennemi qui foulait le sol de son royaume. Il faisait sonner bien haut le chiffre de ses forces et parlait non seulement d'une attaque directe si l'Empereur menaçait le Languedoc, mais encore d'une puissante diversion en Italie, ce qui était un moyen de tenir en suspens, espoir ou crainte, les « ultramontains ». — Quant à Charles-Quint, bien qu'il eût fait repasser secrètement Hannart par la France[1], indice d'une aspiration à la paix qui trouvait son principe dans les difficultés financières et les premiers mécomptes de la campagne, ses protestations de « bonne amitié » n'allaient pas jusqu'à lui faire prendre l'initiative des concessions. Ce n'était pas encourageant pour les nonces, dont la bonne volonté n'était pas payée de retour, si même elle ne leur valait pas quelque suspicion.

Un événement imprévu parut devoir modifier la situation. Le 10 août, à Tournon, le dauphin François mourait presque subitement. Un verre d'eau glacée, que le jeune prince avala après une ardente partie de paume, détermina très probablement une congestion pulmonaire ou une péritonite mortelle[2]. Mais, comme presque toujours en cas de mort inopinée, on voulut y voir l'effet du poison et la main de l'étranger. L'écuyer du Dauphin, Sebastiano de Montecuculli, un Italien qui avait été en rapports avec Antonio de Leyva, fut accusé d'un crime dont la responsabilité fut, aussitôt et officiellement, rejetée sur les généraux de l'Empereur et sur l'Empereur lui-même[3].

Dès le lendemain, Trivulzio eut un entretien avec François Ier. Il tira parti de ce qu'il représenta comme un avertissement de Dieu à faire la paix. Par la mort du fils aîné du Roi, le duc d'Orléans devenait dauphin : il ne pouvait plus aspirer au duché de Milan. Le principal obstacle aux négociations disparaissait donc et la candidature du duc d'Angoulême se présentait sous de

1. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 472-477. Charles-Quint à Hannart, 9 août; p. 480-482, « Substancial » d'une lettre de Trivulzio transmise par Guidiccione à Charles-Quint et réponse de celui-ci (avant le 11 août). Segre, *Un registro*, etc., p. 109-110.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 124, François Ier à M. de Humières, Valence, 11 août : le Dauphin est mort « après avoir esté malade tant seulement trois jours ».

3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 215-219, 336-338. La version officielle se retrouve chez tous les contemporains français; Guillaume du Bellay fut chargé de la répandre à l'étranger.

favorables auspices. Le roi de France parut écouter favorablement ces considérations : il était disposé à traiter si son adversaire en arrivait à d'honnêtes conditions. Trivulzio s'empressa de prévenir Guidiccione. Celui-ci, de son côté, s'était hâté de « travailler » Charles-Quint. Dans une longue conversation qui dura près de deux heures, il fit valoir les arguments qui maintenant plus que jamais militaient en faveur de la paix. L'Empereur finit par répondre : « Que le roi de France dise clairement ce qu'il veut et présente ses conditions. » Quant à lui, il se refusait à faire les premiers pas. Prévenu en hâte, François Ier établit de nouvelles demandes que le prévôt de Cassano porta au camp impérial (19-22 août) : Henri VIII serait parmi les contractants et il faudrait au préalable le réconcilier avec le Pape; le Roi recevrait le duché de Milan qui serait donné immédiatement au duc d'Angoulême; il promettait de restituer dans les six mois les territoires du duc de Savoie qu'il occupait et les points en litige seraient soumis à l'arbitrage du souverain pontife. Il terminait par l'énumération des forces qu'il avait réunies et par lesquelles il comptait, si justice ne lui était pas rendue, faire valoir ce qu'il considérait comme son droit[1].

De pareilles conditions avaient peu de chances d'être accueillies, et c'était à se demander si François Ier croyait sincèrement que l'Empereur les prendrait en considération. De fait, ce dernier les trouva étranges étant données les circonstances. Le roi de France avait à choisir : ou éprouver ses forces avec celles de son adversaire ou se ranger à des conditions de paix convenables au temps et aux choses présentes. Or, il ne voyait pas que l'armée francaise se pressât de paraître en rase campagne; quant aux conditions, c'étaient celles qui avaient étaient été refusées plusieurs fois; moins que jamais elles étaient maintenant de saison. Il n'y avait pas encore moyen de s'entendre[2]. — En somme, la mort du dauphin François, au lieu d'aplanir les difficultés, aboutissait seulement à fortifier la mauvaise volonté réciproque. La reine Éléonore fit encore une tentative de rapprochement. Elle n'obtint pas une meilleure réponse[3].

Lorque le roi de France se targuait de l'état de ses forces et, malgré le siège de Péronne et l'invasion de la Provence, ne rabat-

1. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 484-486; Segre, *Un registro*, etc., p. 112-113, 116 (résumé de lettres de Trivulzio des 12 et 21 août).
2. *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 484-488.
3. *Ibid.*, t. II, p. 496-497.

tait rien de ses prétentions, tout n'était pas rodomontade dans son attitude. Charles-Quint était moins victorieux qu'il ne semblait et il s'en rendait bien compte. Du nord de la France, il était resté plusieurs semaines sans nouvelles, et quand il en reçut ce fut pour apprendre que le comte de Nassau était immobilisé devant Péronne. Au début de septembre, la résistance des habitants et de la garnison n'était pas épuisée : les Impériaux étaient arrêtés à la ligne de la Somme et Paris ne courait plus aucun danger[1]. En Italie, la situation devenait inquiétante. Les sieurs d'Annebault et de Burie, à qui la défense de Turin avait été confiée, avaient profité du départ de l'armée impériale pour donner de l'air à la place et assurer leurs communications avec la France. Si un coup de main tenté sur Savigliano, dans les premiers jours d'août, échoua, les Français purent s'emparer de Cirie et de l'amas de vivre et de munitions que les Impériaux y avaient constitué, ainsi que des places échelonnées dans la vallée de la Dora Riparia : Sant' Ambrogio, Avigliana, Rivoli[2].

Plus menaçante était la marche de Guido Rangone. On n'avait jamais cessé de parler d'une diversion française en Italie. Vers le milieu de juillet, au moment où Montmorency allait partir pour Avignon, le Roi avait dépêché le sieur de Vanlay, Gaucher de Dinteville, faire une forte levée dans l'Italie du Nord. En réalité, la levée était déjà sur pied. Les hommes et les chevaux avaient été réunis à la Mirandole, dont le comte était un protégé de la France, par Guido Rangone, son beau-frère Cesare Fregoso, d'autres Italiens réputés et quelques français comme le sieur de Taix. Gaucher de Dinteville n'eut qu'à se présenter pour que cette petite armée, 11 à 12,000 fantassins et 600 chevau-légers, se mît en mouvement (20 août). Rangone voulut emporter Gênes par un coup de surprise. Rapidement, par les abords de Parme, Castelguelfo, Plaisance, la Trebbie, Pontecurone, Serravalle de la Scrivia, le 30 août il arrivait devant Gênes qu'il attaqua par l'est. Mais les Génois prévenus se gardaient. N'ayant pas d'artillerie, Rangone dut se retirer vers le nord et il alla rejoindre, avec son armée, les défenseurs de Turin[3]. Gênes était sauvée, mais l'alerte avait était chaude et les Gênois appe-

1. H. Lemonnier, *art. cité*.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 324-331; Segre, *Documenti*, p. 141, n. 2.

3. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 221-224, 325-335; Segre, *Un registro*, etc., p. 112, 116, 118; *Documenti*, p. 141.

lèrent instamment Doria à leur secours. Les communications de l'Empereur avec l'Italie étaient menacées.

Au même moment, l'alarme était jetée dans l'Italie du Sud par l'apparition de Barberousse et des corsaires turcs. Était-ce l'avant-garde de l'armée du Sultan que l'on accusait François Ier et son ambassadeur La Forest de vouloir précipiter sur la chrétienté? Même s'il ne s'agissait que d'opérations de piraterie, rien ne montrait mieux l'inefficacité de cette expédition de Tunis dont l'Empereur avait, il y avait à peine un an, tant célébré le succès.

De son côté, la marine française ne restait pas inactive. Saint-Blancard, au début d'août, avec douze galères rapides, était allé en Alger chercher quelques navires turcs et au retour il avait pu impunément ravager les côtes d'Espagne et s'emparer d'un navire espagnol dont il apporta à Marseille la cargaison de poissons salés, d'étoffe et de poudre et deux pièces de bronze, le tout d'une valeur d'environ 30,000 écus[1]. Peu après, il repartait pour une destination inconnue. Doria n'avait plus la maîtrise de la mer. Absorbé par le soin de ravitailler l'armée impériale, il ne pouvait garantir la sécurité des relations entre l'Espagne et l'Italie.

Inquiété dans ses communications avec l'Espagne et l'Italie, menacé d'être coupé de sa base d'opérations, ne pouvant ni obtenir la paix à des conditions acceptables ni forcer à un combat décisif l'armée française qui s'obstinait à rester enfermée dans son camp, hors d'état lui-même d'avancer, Charles-Quint était acculé à la retraite inéluctablement.

III.

La retraite.

Elle fut décidée sans doute au reçu des nouvelles d'Italie et après une entrevue avec André Doria. Le 4 septembre, écrivant au comte de Nassau, Charles-Quint lui annonce que, devant la situation qui lui est faite, il a résolu de « reprendre le chemin d'Italie » et de ramener son armée par « la mesme voye qu'elle est venue, pour estre furnie de victuailles par ladite mer[2] ». Il

1. *Journal* de Valbelle, fol. 195. Cf. Charles de la Roncière, *Histoire de la marine française*, t. III, p. 356-357.

2. Lanz, *Korrespondenz Kaisers Karls V*, t. II, p. 248; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 288.

ajoutait : « Et se tiendra ceste résolucion secrète encoires pour huict jours, avec le bruyct de vouloir aller assiéger Marseille et encheminer l'artillerie contre la mer, et ce afin de cependant vous en advertir, et que regardiez de vostre cousté ce que vous semblera convenir et pourrez faire. » Pendant la semaine qui suivit, tout fut donc fait pour donner le change à l'ennemi, aussi bien les mouvements militaires que les démarches diplomatiques.

Conformément à son plan, l'Empereur ordonna « parmy son camp que tous gens de guerre se tinssent prests à faire monstre et reveue et toucher deniers, et d'apareiller de partir au jour que l'on leur feroit à sçavoir, garnis chacun de vivres pour huict ou dix jours[1] ». En même temps, il envoyait sa grosse artillerie et une partie du butin, vers Marseille, pour faire croire à une attaque sérieuse contre cette place. Les escarmouches n'avaient pas cessé entre les troupes précédemment détachées lors du déchargement des vivres, et la garnison française, aussi bien sur les hauteurs du « plan » Saint-Michel et de Saint-Charles qu'aux environs de la plage d'Arenc[2]. L'escadre de Doria, embossée dans la baie de l'Estaque, procéda à l'embarquement des canons et des prises de guerre. Les Marseillais gênèrent la manœuvre du mieux qu'ils purent par leurs sorties et leurs coups de main. Le 8 septembre, les galères royales, conduites par Christophe de Lubiano, franchirent la chaîne du port (le vieux port actuel) et gagnèrent la haute mer. Cependant, plusieurs « lahuts » fondirent sur les nefs et les galions ancrés à la hauteur de Séon Saint-André et de Séon Saint-Henri. Ils mirent le désordre parmi les ennemis et, profitant du désarroi causé par la surprise, réussirent à couler quelques navires et à en ramener un chargé de dépouilles, notamment la bibliothèque d'un « juriste » aixois. Le 11 septembre, les troupes de terre reprirent le chemin d'Aix, harcelés par les Marseillais jusqu'à la hauteur de la Viste. Le lendemain, Doria donnait le signal du départ à l'armée de mer, trente-six galères, neuf nefs et douze frégates, qui prirent la direction de l'est. C'était la fin de la démonstration militaire annoncée dans la lettre du 4.

Diplomatiquement, on assista dans les premiers jours de septembre à une nouvelle tentative des nonces pour aboutir à un

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 288-289.
2. *Journal* de Valbelle, fol. 199-200; Ruffi, *Histoire de Marseille*, t. I, p. 330 (d'après du Bellay plus encore que d'après Valbelle).

rapprochement entre les deux rivaux. Cette tentative fut appuyée par le Pape qui avait cru bon d'envoyer le 26 août deux nouveaux agents porteurs de nouvelles instructions, Ambrogio Ricalcati à Charles-Quint et Latino Juvenale à François Ier (avec des condoléances pour la mort du dauphin François[1]). Ricalcati arriva au camp impérial, le 7 septembre, le jour même où mourait Antonio de Leyva[2]. La disparition de celui que l'on considérait comme le principal instigateur de la campagne de Provence coïncidant avec l'échec de cette campagne semblait devoir rendre l'Empereur plus accommodant. Guidiccione et Ricalcati suggérèrent l'idée d'une entrevue entre les représentants des deux parties : l'essentiel était, à leurs yeux, de renouer des pourparlers directs, des conversations entre agents autorisés, au lieu de ces menées d'intermédiaires bénévoles toujours un peu suspects et de cet échange toujours lent et rarement clair de notes et contre-notes. Granvelle et Covos adoptèrent cette manière de voir : maintenant que la retraite était décidée, il était inutile de tenir en échec l'amour-propre du roi de France. Une politique de concessions, même purement apparentes, pourrait favoriser des négociations ultérieures que l'insuccès des opérations militaires faisait prévoir inévitables et à brève échéance. Par l'intermédiaire de Ricalcati, Charles-Quint proposait à François Ier d'envoyer entre Avignon et Aix des plénipotentiaires : Montmorency, Trivulzio, le cardinal de Lorraine, qui s'aboucheraient avec les siens[3]. Guidiccione écrivit à Montmorency pour le presser d'appuyer la proposition. Le grand maître était partisan d'une politique pacifique, il protesta de sa bonne volonté. François Ier se prêta, sans beaucoup de conviction, à cette dernière combinaison. Le prévôt de Cassano, envoyé en toute hâte par Trivulzio

1. Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 218-219; Segre, *Un registro*, etc., p. 119, lettre du nonce pontifical en France, 11 septembre; *Lettere di Principi*, t. III, fol. 45-50, lettres de Guidiccione, du camp d'Aix, 7 septembre; *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 498-500, lettre de Montmorency à Granvelle et réponse de celui-ci, 11-12 septembre; Pastor, *Geschichte der Paepste*, t. V, p. 183.

2. *Lettere di Principi*, t. III, fol. 45-46 v°, Guidiccione à Montmorency, 7 septembre; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 152, Montmorency à M. de Humières, 9 septembre. Sur la responsabilité d'Antonio de Leyva, instigateur de la campagne de Provence, voir Paul Jove, *Elogia*, éd. 1571, p. 492; *Commentaires* de Monluc, t. I, p. 122; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 297.

3. Segre, *Un registro*, etc., p. 119; *Papiers d'État de Granvelle*, t. II, p. 498-500; Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 218-221.

pour porter à Charles-Quint la réponse, trouva le camp impérial en plein préparatifs de retraite (12 septembre). L'Empereur évita de répondre jusqu'au lendemain. « C'était à François Ier de déclarer son intention avec raison et équité et si pleinement et avec assurance telle que Sa Majesté impériale y puisse prendre fondement et confiance convenable. » Le prévôt de Cassano n'osa pas se mettre en chemin par crainte des paysans et préféra notifier par écrit ce nouvel atermoiement. Il était visible que l'Empereur voulait seulement gagner du temps pour préparer sa retraite et l'opérer sans trop d'encombre.

Le branle-bas dont le camp impérial était le théâtre depuis les premiers jours de septembre avait fort intrigué les Français qui se demandaient quel coup méditait l'Empereur. Marseille et Arles étaient suffisamment défendues pour n'avoir aucune inquiétude à leur sujet. Les Impériaux attaqueraient-ils le camp? Montmorency était plein de confiance[1]. Le camp se renforçait « d'heure à aultre », écrivait-il le 6 septembre, « et ne vy oncques compagnie qui monstrast avoir meilleure voulenté de faire quelque chose de bon ». Depuis le samedi 2 septembre, le nouveau dauphin, Henri, était venu stimuler les troupes par sa présence et son parfait accord avec le grand maître rendait ce dernier encore plus assuré. Charles-Quint méditait-il quelque mouvement vers le Dauphiné, par la vallée de la Durance? C'était peu probable. Cependant, par précaution, la garnison de Sisteron fut renforcée, les passages rompus vers Barcelonnette et vers Embrun[2]. Ces mesures pouvaient servir dans une autre hypothèse, au cas où l'ennemi voudrait utiliser cette route pour sa retraite. Car il était évident que l'Empereur ne pouvait pas différer plus longtemps de prendre un parti : aller de l'avant ou déloger. Aux nouvelles qu'il recevait d'Avignon, François Ier montrait une impatience croissante : il n'y avait « plus ordre de le tenir » à Valence[3]. Les propositions apportées par Ricalcati excitèrent encore davantage son désir de se rapprocher de son armée. Malgré les suggestions de Montmorency et de ses princi-

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 149, 152, Montmorency à M. de Humières, 6 et 9 septembre.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 136, 138, 147, François Ier à M. de Humières, 29 août, 6 septembre.

3. Arch. nat., J 968², Breton au chancelier Dubourg, 4 et 5 septembre; Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 153 et 154, le dauphin Henri à M. de Humières, 11 et 13 septembre. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 292-296.

paux conseillers, le Roi décida de partir. Qu'il s'agît de combattre ou de négocier, il voulait être là. Il quitta Valence le 10 septembre et fit son entrée au camp le 12, en même temps que se déchaînait un mistral qui ne laissa pas une tente debout.

Peu après, il était informé par des renseignements sûrs que décidément les Impériaux battaient en retraite[1]. Dans l'après-midi du 13 septembre, en effet, Charles-Quint donna le signal du départ. Avec un effectif presque réduit de moitié, il reprenait la route qu'il avait suivie six semaines plus tôt : par Trets et la vallée de l'Argens, il regagnait Fréjus, où l'escadre de Doria, qui allait embarquer à Toulon quelques troupes et des *impedimenta*, devait le rejoindre. La retraite fut pénible. Les Impériaux avaient non seulement à se garer des coups des troupes régulières lancées à leur poursuite, les chevau-légers de Martin du Bellay et de Jean-Paul da Ceri, mais surtout des attaques des paysans partout soulevés et « armez des armes laissées par les malades et les mourans ». Le pays était ruiné, les « passages et destroits des chemins » détruits, démolis « les ponts qui estoient sur les torrens alors impétueux pour la descente de la montagne ». L'Empereur avait fait placer les malades et les blessés au centre ; mais cet ordre de marche ne l'empêcha pas de perdre encore beaucoup de monde, 1,500 à 2,000 hommes. Le spectacle évoquait dans l'esprit des témoins les plus lamentables scènes qu'eussent décrites les anciens. Martin du Bellay, qui avait des lettres, songeait à la destruction de Jérusalem racontée par Josephe, à la retraite des Grecs de Sicile, dans l'histoire de la guerre du Péloponèse de Thucydide. « Tous les chemins étoient jonchez de morts et de malades, de harnois, lances, piques, arquebuses et autres armes, et de chevaux abandonnez qui ne pouvoient se soustenir. Là eussiez veu hommes et chevaux tous amassez en un tas les uns parmy les autres, et tant de costé que de travers, les mourans pesle-mesle parmy les morts, rendans un spectacle si horrible et piteux qu'il estoit misérable jusqu'aux obstinez et pertinax ennemis[2]. »

1. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 160, Montmorency à M. de Humières, 14 septembre ; Moreau 774, fol. 40, Guillaume du Bellay au cardinal Jean du Bellay, Avignon, 14 septembre. « Les premières certaines nouvelles que a eues le Roy du deslogement de l'Empereur a esté par le sieur de la Herbaudière [Martin du Bellay]. » *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 296-297.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 298-300.

Quelques incidents notables marquèrent cette retraite. Ce furent d'abord les Toulonnais et les gens d'alentour qui assaillirent la gendarmerie que Doria devait embarquer dans le port. L'artillerie des galères permit aux Impériaux de se dégager : ils purent monter à bord, mais non sans avoir perdu une partie de leurs chevaux, mules et mulets et de leurs bagages[1]. Plus célèbre, quoique inexactement rapporté en général, est l'épisode de la tour du Muy, où une cinquantaine de paysans se rassemblèrent munis d'arquebuses et, lors du passage de l'ennemi, firent le coup de feu sur un groupe magnifiquement habillé dans lequel ils présumaient que devait être l'Empereur en personne. Charles-Quint n'eut pas à souffrir de l'aventure ; mais un des principaux personnages de sa suite, Pierre de Nassau, selon les uns, Garcilasso de Vega, suivant d'autres, fut frappé à mort. Furieux, l'Empereur fit battre la tour avec du canon et ceux des paysans qui ne périrent pas dans le combat furent pendus[2]. Un autre exemple de rigueur impitoyable fut l'incendie d'un bois entourant « un petit plain » dans lequel « s'estoit retiré un nombre de païsans, avec femmes, enfans et bestial ». Charles-Quint « fist mettre le feu ès bois en divers lieux au-dessus du vent, de manière que tous y furent misérablement bruslez, d'aucuns en

1. *Journal* de Valbelle, fol. 201. Cet embarquement eut lieu le 15 septembre, d'après le protocole du notaire toulonnais Marc Salvayre, cité dans Albanès, *Gallia Christiana novissima*, Toulon, col. 591. L'occupation de Toulon par les Impériaux avait duré cinq semaines.

2. L'affaire de la tour du Muy se produisit, à n'en pas douter, pendant la retraite des Impériaux. Paul Jove, t. II, p. 719-720; Arena, *op. cit.*, p. 94. Cependant, les historiens de la Provence, Nostradamus (p. 756), Bouche (t. II, p. 582), Gaufridi (t. I, p. 447-449), Papon (t. IV, p. 72) la placent à l'aller et au début de la campagne. Ils ont été induits en erreur par la rédaction de Guillaume du Bellay (t. III, p. 242), qui cite le fait comme exemple de la guerre d'embuscade que les paysans provençaux faisaient aux Impériaux. Cependant, Guillaume du Bellay introduit son récit par l'expression : « Au déloger », qui paraît bien indiquer la retraite. — D'autre part, ces mêmes historiens de la Provence ont cru devoir enjoliver l'épisode. Nul ne l'a fait avec plus d'imagination et de sans gêne que Gaufridi (*loc. cit.*) ; selon lui, il y eut une véritable conjuration tramée par cinq gentilshommes dont il cite les noms : Albod, Châteauneuf, Balb, Escragnole et Boniface, auxquels se joignirent trente paysans de l'Estérel et quinze légionnaires (pour faire le total de cinquante donné par Guillaume du Bellay) ; quarante-deux furent tués dans le combat, les huit autres firent une sortie et succombèrent sous le nombre. Ces précisions n'ont pas plus de fondement que celles dont nous avons vu le même Gaufridi faire étalage lorsqu'il s'est agi de la prétendue organisation de la Provence par Charles-Quint. Voir O. Teissier, *Monuments historiques du Var*, p. 45-56.

hors qui se voulans se sauver du feu tombèrent ès mains des ennemys qui jamais n'en receurent ung à mercy[1] ». Loin d'intimider les populations, ces actes de barbarie les surexcitèrent : on rivalisait de part et d'autre de férocité. Les lansquenets eurent surtout à en souffrir, soit à cause de leur réputation d'inhumanité, soit encore parce qu'on les soupçonnait de luthéranisme. Toutes les passions, la passion religieuse comme les autres, étaient déchaînées contre l'envahisseur.

Arrivé à Fréjus, Charles-Quint fut réjoint par l'escadre de Doria. On a prétendu qu'il aurait eu l'idée de s'embarquer alors pour l'Espagne, mais qu'il fut retenu par la crainte d'une mutinerie des lansquenets qui ne voulaient pas être abandonnés[2]. Si vraiment son intention fut telle et s'il y renonça, ce ne fut très probablement pas pour ce motif; en fait, environ 9,000 lansquenets laissés à Fréjus se rendirent au Roi qui leur accorda libre passage à travers le royaume pour se retirer et leur fit remettre à chacun deux écus[3]. En réalité, l'embarquement impromptu pour l'Espagne aurait par trop ressemblé à une fuite et l'Empereur voulait au moins sauver la face; de plus, la mer n'était pas sûre et la croisière de Saint-Blancard était à redouter; enfin et surtout, il ne pouvait ainsi laisser en suspens les affaires d'Italie. C'est pourquoi il se hâta de franchir le Var. Le 25 septembre, il était à Nice, deux mois, jour pour jour, après son entrée en campagne. Le 29, il nommait le marquis del Vasto son lieutenant général au Milanais et, dans les premiers jours d'octobre, il gagnait Gênes, où il allait séjourner plusieurs semaines.

Somme toute, la retraite s'était effectuée avec moins de dommages qu'il n'aurait osé l'espérer[4]. Il y a lieu d'être surpris que Montmorency n'ait pas profité de cette retraite pour porter à son adversaire un coup peut-être décisif.

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 243.

2. *Journal* de Valbelle, fol. 202; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 300, 317-318.

3. *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 181, n. 1 (extrait d'une lettre du duc de Vendôme à M. de la Rochepot); Segre, *Un registro*, etc., p. 120-121.

4. Voir sa lettre à Marie de Hongrie : « Au regard de ma retraicte de France, quoyque les François l'ayent à leur accoustumée, desguisée, si a-t-elle esté faicte avec très bon ordre et sans riens perdre. Et à la vérité m'en ont donné lesdicts François assez bon loisir, car il ne s'en est guyères veu durant ladicte retraicte et la pluspart paysans qui ne s'advanturoient plus avant que de destrousser quelqung à l'escart... » Citée par M. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 285-286.

Sans doute, il envoya Martin du Bellay avec ses chevau-légers, Jean-Paul da Ceri avec ses Italiens, le comte de Tende en compagnie de Germain d'Urre et de Gabriel Raynaud, sieur de Saint-Remy, avec leurs Provencaux[1]. Ces troupes, cavaliers et fantassins, harcelèrent l'ennemi, l'empêchant de fourrager, capturant les traînards qui furent ainsi préservés parfois de la fureur populaire. Elles ne ménagèrent pas leur peine. Au retour, Martin du Bellay demeura « quinze jours sans avoir puissance de monter à cheval ». L'Empereur perdit ainsi de 1,500 à 2,000 hommes. Mais Montmorency ne sortit pas de son camp. A la première nouvelle de la retraite, il avait annoncé l'intention de se mettre à la poursuite avec 6,000 lansquenets et 8,000 Suisses[2]. En fait, il se garda de bouger. On a allégué diverses raisons pour expliquer cette attitude[3] : la répugnance du grand maître à l'offensive; l'obstination à suivre un plan une fois arrêté; le désir, en ménageant l'ennemi, de faciliter la reprise des négociations et la conclusion d'un accord qui était dans ses vœux; la crainte de compromettre, dans une bataille rangée, l'issue d'une campagne dont le Roi sortait vainqueur sans coup férir. Maintenant que François Ier était au camp d'Avignon, si l'armée française marchait contre Charles-Quint, il serait impossible de laisser le Roi en arrière. Le souvenir de Pavie était encore cuisant. Il est infiniment probable que Montmorency ne se souciait pas de mettre le Roi dans l'obligation de courir les risques d'un combat. Quant à François Ier lui-même, si tant est qu'il se soit hâté de venir de Valence en Avignon pour se rapprocher de l'ennemi et en découdre avec lui, il se laissa facilement persuader par les conseils de prudence : la leçon de Pavie l'avait instruit lui aussi. En paroles, il triompha de la honteuse et « vitupérable retraite » de l'Empereur, mais il le laissa s'éloigner sans lui courir sus avec toutes ses forces[4]. Aussi bien en avait-il besoin pour le front de Picardie. Avant de remonter vers le nord, il se contenta de faire une rapide tournée en Provence pour s'assurer des ravages com-

1. Bibl. nat., Moreau 774, fol. 40, Guillaume du Bellay à Jean du Bellay; *Journal* de Valbelle, fol. 202; *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 299-300; Arena, p. 88.

2. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 160, Montmorency à M. de la Rochepot, 14 septembre.

3. Decrue, *Anne de Montmorency*, t. I, p. 284-285.

4. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 161, François Ier à M. de la Rochepot, 15 septembre.

mis et prendre les mesures les plus urgentes qu'exigeait la situation.

Le 16 septembre, on apprit au camp d'Avignon que, dans la nuit du 10 au 11 septembre, le comte de Nassau s'était retiré de devant Péronne : la ligne de la Somme se dégageait comme la Provence[1]. François Ier ordonna une procession générale pour fêter cet heureux événement. Puis avec sa maison, le Dauphin, le roi de Navarre, le cardinal de Lorraine, Montmorency et une nombreuse suite, il quitta le camp qu'il laissait à la garde de Stuart d'Aubigny[2]. Le 19, il était à Arles[3]. Le lendemain, dans l'après-midi, il arrivait à Marseille[4]. Il y fut reçu par la gendarmerie et les bandes italiennes au fracas des décharges de l'artillerie des tours, des remparts et des galères : on aurait dit, assure un témoin, non une ville, mais la « bouche de l'enfer! ». Il fut logé au Jardin du roi. Le lendemain, il visita le château d'If dont la construction était récente : elle remontait à 1531. Il fit le tour des remparts, trouva qu'on s'était beaucoup trop pressé de démolir l'Aumônerie et l'hôtel du Lévrier; il blâma également la façon dont on avait construit le boulevard le long de l'arsenal. Il donna de nouveaux ordres : un tracé fut esquissé sur ses indications. Puis il monta à Notre-Dame de la Garde; sur ce point il fut satisfait des efforts accomplis et en nomma capitaine Claude de Manville, sieur de Saint-Ange. Il quitta Marseille le 22 septembre « après-dîné ».

Lorsqu'il partit du camp d'Avignon, et encore à Arles, il avait eu le dessein de revenir en passant par Aix et de visiter le camp abandonné par l'Empereur. Il recula sans doute devant le tableau horrifique qu'on lui en fit : on n'y voyait que « chevaulx mortz, gens enterrez, loppins de harnois, picques et autres bastons semez par les champs, avec une puanteur incréable[5] ». Peu

1. Bibl. nat., Dupuy 265, fol. 296, Breton à Jean du Bellay, 16 septembre.

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 316-318.

3. Bibl. nat., ms. fr. 3008, fol. 162, François Ier à M. de la Rochepot, Arles, 19 septembre; Dupuy 265, fol. 297, Breton à Jean du Bellay, Arles, 20 septembre.

4. *Journal* de Valbelle, fol. 202; Ruffi, *Histoire de Marseille*, t. II, p. 331 (d'après Valbelle); *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 318. Le passage de François Ier à Marseille n'est pas indiqué dans l'Itinéraire dressé au *Catalogue des actes*, t. VIII, p. 493.

5. Bibl. nat., Dupuy 265, fol. 297, Breton à Jean du Bellay, Arles, 20 septembre. La perspective de cette visite était loin d'enchanter Breton : « Je vous laysse penser », écrivait-il, « quel passe-temps est d'aller passer par là! ».

soucieux d'entrer dans cette pestilence, il revint par Marignane, Salon, Arles et Tarascon. Il se contenta d'envoyer à Aix Guillaume du Bellay, sieur de Langey, « auquel donna charge de la bien visiter et de lui faire rapport des plus nécessaires et urgentes réparations qu'il y conviendroit faire[1] ». La ville avait beaucoup souffert; cependant, l'Empereur s'était refusé à la laisser incendier et seul le palais du roi, siège des Cours souveraines, avait été la proie des flammes. Guillaume du Bellay réunit le premier président au Parlement d'Aix, Barthélemy de Chasseneuz, « un nombre de conseillers et les principaux de la ville qui s'y trouvèrent pour lors et l'advis eu des maistres charpentiers, maçons et autres servans au faict de bastimens, feit estimer combien il pourroit couster à réparer le dommage faict ». L'estimation faite en deniers, il rejoignit le Roi qui, sans s'arrêter à Arles, rentra en Avignon le 23 septembre[2]. Le 28, ayant appris par le sieur de Taix que l'Empereur avait franchi le Var et que par conséquent tout retour offensif était écarté, François Ier quitta Avignon et alla coucher à Caderousse[3]. Le lendemain soir, il était au château de Donzère où la foudre venait de tomber sur la chambre qu'il devait occuper. Le 30, il dînait à Montélimar et couchait à Loriol. Le 2 octobre, il rentrait à Lyon après deux mois d'absence.

François Ier séjourna à Lyon pendant dix jours (2-11 octobre). Il profita de cet arrêt pour liquider les affaires suscitées par la campagne de Provence. Tout d'abord fut achevé le procès de l'écuyer Sebastiano de Montecuculli, accusé, nous l'avons vu, d'avoir empoisonné le dauphin François. Pendant les mois d'août et de septembre, on avait rassemblé les pièces nécessaires, « interrogatoires, confessions, confrontations et autres solennitez accoustumées en procès criminel ». Le 7 octobre, l'arrêt fut rendu : le malheureux écuyer fut condamné à être écartelé et la sentence fut exécutée immédiatement. La plus large publicité fut assurée à cette condamnation, par laquelle on prétendait atteindre l'honneur des généraux impériaux et de l'Empereur lui-même, dont Montecuculli n'aurait été que l'instrument[4].

1. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 318-320.
2. Arch. nat., J 968²7, Breton au chancelier Dubourg, Avignon, 24 septembre.
3. Arch. nat., J 968²10, Breton au chancelier Dubourg, Donzère, 30 septembre.
4. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, t. III, p. 336-337; *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 184-189; *Journal* de Valbelle, fol. 206 v°.

Plus importantes et plus malaisées à exécuter furent les mesures tendant à disloquer l'armée réunie au camp d'Avignon et en Provence. Le Roi garda à son service une partie des troupes, la gendarmerie, quelques bandes de légionnaires et de lansquenets. Gendarmerie et légionnaires furent dirigés sur le nord, en vue d'une campagne ultérieure en Artois; 8,000 lansquenets commandés par Guillaume de Furstemberg et 2,500 Italiens sous Jean-Paul da Ceri allèrent rejoindre le comte de Saint-Pol, en Tarentaise, où les paysans remuaient de nouveau. Le reste put être licencié, mais le difficile fut de trouver l'argent nécessaire pour payer immédiatement ceux dont on désirait se débarrasser. C'est à quoi s'employa le cardinal de Tournon, nommé le 10 octobre lieutenant général du roi pour les provinces du sud-est[1]. Il réussit à éviter les pillages dont menaçaient ces troupes turbulentes et mal disciplinées. Les Suisses rentrèrent chez eux, d'ailleurs assez mal satisfaits du Roi. La garnison d'Arles, formée de légionnaires du Languedoc, fut réduite d'abord de moitié, puis remise à son effectif primitif et expédiée à Narbonne, pour surveiller le Roussillon, avec le sire d'Arques et le baron de Rieux. Marseille vit successivement, et sans beaucoup de regrets, s'éloigner les Italiens et les Gascons qui, depuis le début de juillet, y étaient cantonnés[2]; l'évacuation commença par la compagnie de Villebon, le 22 septembre, le jour même où le Roi quittait la ville : le lendemain ce fut le tour de la bande du baron de Calvisson. Les Italiens, qui s'entendaient très mal avec les Gascons (il y eut notamment, le 24 septembre, une sanglante rixe qui fit plusieurs victimes), ne partirent que le 1er octobre. Les Marseillais, qui avaient vécu dans les transes les derniers jours de septembre, respirèrent enfin. Les sieurs de Barbezieux et de Montpezat, qui se partageaient le commandement de la ville, étaient partis, le premier, le 26 septembre[3], le second le 27. Heureusement pour

1. Voir J. Isaac, *le Cardinal de Tournon lieutenant général du roi (octobre 1536-octobre 1537)*, dans la *Revue historique de Lyon*, 1913, tirage à part, p. 7-9, 13, 32-33.

2. *Journal* de Valbelle, fol. 202 v°-205 v°. Un des chefs envoyés à Marseille, Jacques d'Amboise, sieur d'Aubijoux, était mort le 14 septembre (Valbelle, fol. 201 v°; Ruffi, *Histoire de Marseille*, t. I, p. 326, 331, d'après Valbelle).

3. Au départ, les consuls firent présent à M. de Barbezieux d'une « bota » (tonneau) de vin blanc et d'un autre « bota » de vin « claret », contenant au total douze milleroles et demi et valant 27 florins 1 gros. Arch. mun. de Marseille, *Registre bulletaire*, 1526-1539, à la date du 27 octobre. M. de Boutieres reçut aussi une « bota de vin claret » de sept milleroles et demi.

la population, ils furent remplacés dans leur charge par un homme énergique, le sénéchal de Toulouse : « homme de bien » nous dit Valbelle. Avec les 1,000 hommes de sa bande, bien disciplinés, il fit régner l'ordre. Lorsqu'ils partirent, le 20 octobre, ils emportèrent les regrets de tous. Il ne devait rester en Provence que 1,000 hommes sous les ordres du comte de Tende. Cet effectif fut bientôt réduit de moitié et caserné à Marseille. L'armée des Alpes elle-même fut fort diminuée ; on ne garda que 1,500 hommes environ, 1,000 à Montmélian, le reste distribué dans quelques places qui commandaient les principaux passages : Suse, Exilles, Château-Dauphin, Barcelonnette. Le licenciement des troupes et les changements de garnison déterminèrent des mouvements de gens de guerre dont le pays, en dépit des mesures prises, eut à souffrir presque autant que des ennemis. Dans le cours de l'année 1537, le Roi rendit plusieurs ordonnances pour réprimer ces brigandages[1]. Elles ne paraissent pas avoir eu grand effet. On voit les Provençaux continuer à réclamer justice contre les « soudards », comme à demander secours pour réparer les ruines accumulées par la campagne de 1536.

Le « gast » méthodiquement accompli par les troupes françaises, les ravages commis par les Impériaux à l'aller et au retour avaient dévasté à fond toute la basse Provence. Valbelle jugeait le pays ruiné pour un demi-siècle. La province qui avait souffert cette calamité pour la cause royale comptait que le Roi viendrait à son secours pour la relever. C'est le vœu qu'exprimèrent les États réunis à Marseille dans les premiers jours de janvier 1537[2]. François Ier les avait convoqués pour en obtenir le vote d'une contribution de quinze florins par feu ; il avait désigné comme commissaires le comte de Tende, gouverneur de la province, Chasseneux, premier président au Parlement d'Aix, Bal-

1. Ordonnance réglant les attributions et la juridiction des prévôts et des maréchaux, relativement à la répression des vagabonds et gens sans aveu et des brigandages des gens de guerre, 25 janvier 1537; commission adressée au lieutenant du sénéchal de Provence à Draguignan, le chargeant de faire une enquête sur la plainte portée par les habitants de cette ville contre les gens de guerre, 26 février 1537 (ceci est une conséquence des doléances des États de Provence de janvier 1537); ordonnance sur la manière de procéder à la punition des aventuriers et gens de guerre tenant les champs, 26 mai 1537.

2. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 3320, fol. 498, lettres du roi désignant les commissaires, 5 décembre 1536; C 1, fol. 5-20 (procès-verbal des États); *Journal* de Valbelle, fol. 207 v°.

thazar de Jarente, évêque de Vence, et Charles du Plessis, sieur de Savonnières, général des finances. Les subsides demandés furent accordés. Mais on lut en séance des doléances très vives au sujet des gens de guerre dont il fallait fixer avec soin les étapes et surveiller étroitement les déplacements. On lut également une requête « contenant les foules, bruslemens de maisons, bledz, vins et aultres fruitz, ruynes, dépopulemens et aultres maux infiniz que ce païs en commung et particulier (avait) souffert pour la venue de l'Empereur, et tant par les gens de guerre du Roy que par les ennemys dudict Seigneur ». Les États réclamaient une enquête par les « officiers roiaulx ordinaires dudit païs » pour rapporter le tout au Roi et « en demander et pourchasser et obtenir dudict Seigneur la meilleure récompense » possible. Une délégation dont faisaient partie Balthazar de Jarente et le sieur de Rougiers fut désignée pour être envoyée au souverain. Satisfaction n'avait pas encore été obtenue au mois de juillet suivant. De nouveaux États réunis du 25 au 27 juillet réitérèrent la même instante prière par l'intermédiaire des mêmes délégués[1]. François Ier répondit enfin le 7 octobre 1537 : il compatissait à la triste situation de ses « chers et bien amez » sujets de Provence dont les délégués l'avaient entretenu, mais il ajoutait : « Combien que nostre vouloir et intention soit y avoir esgard et vous soulager et supporter non seulement au payement des tailles, mais à tous autres endroits qui nous seront possibles, toutesfois au moyen des grans et urgens affaires que nous avons pour la défense et conservation de notre royaume, il n'est possible pour ceste heure satisfaire à nostredit vouloir et intention, à nostre grand regret. » Ce serait pour « après qu'il aura pleu à Dieu le mettre hors desdits affaires », c'est-à-dire après la paix[2]. Autant dire qu'il ne fallait pas attendre du pouvoir royal des mesures générales d'allègement et de réparation. Les Provencaux étaient abandonnés à eux-mêmes. Comme le notait mélancoliquement le bourgeois marseillais Valbelle : « Toujours l'âne porte le bât. »

En dehors des réparations opérées au palais du roi à Aix, suivant l'estimation faite lors du passage de Guillaume du Bellay et pour lesquelles les fonds (6,000 livres) furent mandatés dès le

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, C 1, fol. 20 v°-23 v°.

2. Bouche, *Chorographie*, t. II, p. 591. L'exposé de Bouche est assez confus; il fait état de lettres datées de février 1537, sans observer que, étant datées d'après l'ancien style, ces lettres sont réellement de l'année 1538.

16 décembre 1536[1], il n'y eut que quelques concessions accordées à un certain nombre de particuliers ou de communautés, sans doute au hasard des recommandations ou des influences dont les uns et les autres purent se prévaloir. C'est ainsi qu'au seigneur d'Antibes, Gaspard Grimaldi, fut octroyé un répit d'un an pour payer ses dettes (24 janvier 1537[2]); François de Jarente, sieur de Varages et du Tholonet (près d'Aix), obtint de faire évaluer, en vue d'une indemnité, les dégâts qu'il avait subis (8 avril 1537[3]); des rabais furent concédés à quatre fermiers de la sénéchaussée de Forcalquier : Firmin Triboulet, Antoine Laugier, Antoine Paris et Bernard Berluc (15 janvier 1537[4]); les conseillers au Parlement et l'avocat du roi Guillaume Garsonnet, garde du sceau de la chancellerie, furent indemnisés pour avoir fait transporter à leurs frais, les premiers les coffres, l'autre le sceau, à la suite de la cour pendant ses pérégrinations (8 octobre 1537 et 7 janvier 1538[5]). Parmi les communautés auxquelles la royauté vint en aide, il faut citer en premier lieu les religieuses de Saint-Véran, dont le monastère avait fort souffert pendant l'établissement du camp d'Avignon : elles reçurent une « aumône » de trente sols par jour, « à prendre sur la recepte des profitz d'un fief du pays de Provence », et quarante écus pour les arrérages (15 mai 1538[6]). Draguignan fut exemptée de tailles pendant trois ans (28 février 1537[7]); une enquête fut prescrite sur les plaintes des habitants de Saint-Maximin (16 novembre 1537[8]). Les Toulonnais se montrèrent plus exigeants; ils demandèrent, outre une indemnité pour les vivres que le sénéchal de Provence leur avait enlevés, l'exemption de toute fourniture de vivres et munitions pour les gens de guerre, tant à pied qu'à cheval, et l'affranchissement de toute taille pendant vingt ans[9]. L'indemnité fut refusée[10]. Le Roi crut être assez généreux en exemptant de divers droits et de l'entretien des gens de guerre

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 32, fol. 350 v°.
2. Ibid., B 3320, fol. 597.
3. Ibid., B 3321, fol. 46 v°.
4. Ibid., B 32, fol. 384.
5. Ibid., B 3321, fol. 696; Arch. nat., J 962[13], n. 4.
6. Ibid., B 34, fol. 31; Ibid., J 961[11], n. 31. Cf. Rey, *François Ier et la ville d'Avignon*, p. 14.
7. Ibid., B 3320, fol. 623 v°.
8. Ibid., B 3321, fol. 282 v°, 289.
9. Ibid., B 3320, fol. 710 v°.
10. Arch. comm. de Toulon, EE 9.

et en concédant deux foires au lieu d'une seule, la première de trois jours, du 17 au 19 janvier, l'autre de deux jours, les 27 et 28 juillet (mai 1537[1]). Ce fut tout, ou a peu près. Comme on voit, ce ne fut guère; pour se relever, les régions libérées de l'invasion n'eurent à compter que sur les maigres ressources qui leur restaient et sur l'activité toujours allègre des habitants.

Dans l'opinion publique, le véritable vainqueur de la campagne de Provence fut Montmorency. De tous côtés s'éleva un concert de louanges[2]. C'est lui que l'on considéra comme l'instigateur du plan de la guerre défensive et on lui attribua tout l'honneur d'avoir fait ainsi piteusement échouer les projets de l'Empereur. Obstiné de caractère et d'esprit borné, il était bien l'homme qu'il fallait pour une tactique de résistance et de temporisation. Ce qui, en toute autre circonstance, aurait été grave défaut et dangereux, se manifesta qualité opportune et efficace. Et comme le grand maître était en outre habile homme, il sut tirer parti de son succès. Son autorité dans les Conseils du roi s'exerça désormais sans contradiction : pendant plus de quatre ans, jusqu'en 1541, il allait être le véritable chef du gouvernement, aussi bien dans la guerre que pour la diplomatie. En février 1538, le Roi lui donnait l'épée de connétable et restaurait pour lui une dignité qui n'avait plus eu de titulaire depuis la trahison du connétable de Bourbon (1523). Il fallut l'échec retentissant de sa politique de rapprochement franco-impérial en 1541 pour qu'il tombât en disgrâce. Mais il n'avait pas épuisé les conséquences de sa victoire de 1536, s'il est vrai que la campagne de Provence et l'intimité qu'il noua à partir de cette époque avec le nouveau Dauphin lui rendirent une influence prépondérante à l'avènement de Henri II.

Le prestige de Charles-Quint, par contre, fut fortement entamé. L'effet de la victoire de Tunis était annihilé. La décomposition de son armée sans combat et sa retraite lamentable après une entrée en campagne si bruyamment célébrée le mettaient hors d'état de résoudre les questions qui se posaient avec une gravité de plus en plus pressante. Il n'y avait pas à espérer une transaction prochaine avec la France : c'était donc la continuation de la guerre inévitable avec des finances affaiblies et des troupes désorganisées. En Italie, il dut se contenter d'une solu-

1. Arch. comm. de Toulon, AA 2; CC, n° 454. Arch. des Bouches-du-Rhône, C 2155; B 3320, fol. 705.

2. Voir Decrue, *Anne de Montmorency*, p. 288-289.

tion provisoire : le marquis del Vasto remplaça de Leyva dans le gouvernement du Milanais. Seule la question du Montferrat fut liquidée : le 6 novembre, le marquisat fut assigné à Marguerite Paléologue et à son mari Frédéric de Gonzague, duc de Mantoue. Si l'on songe que le duc de Savoie, dépouillé de la majeure partie de ses États par François Ier était entièrement dans la dépendance de l'Empereur, on voit que ce dernier dominait à peu près tout le bassin du Pô jusqu'au Ferrarais, dont le duc Hercule, par haine de la France, inclinait vers l'Espagne. Mais Charles-Quint ne pouvait compter ni sur Venise ni sur le Pape : il fut impossible de renouveler avec eux une ligue quelconque. La Seigneurie et le Saint-Père avaient trop de méfiance et plus assez de crainte. Ce fut donc en proie à de tristes pensées et à de fâcheux pressentiments que l'Empereur s'embarqua à Gênes, le 15 novembre, à destination de l'Espagne. Il faisait vraiment figure de vaincu.

En Italie, les quolibets et les sarcasmes ne manquèrent pas et il n'y eut pas que les agents français qui prirent plaisir à les recueillir et à s'en faire l'écho. Dès le 3 octobre 1536, l'ambassadeur de Ferrare à Rome en transmet quelques-uns à son maître. « Dans Rome », écrit-il, « aux coins des rues, sur le pont, dans les banques, on a figuré le Rhone avec des mots ainsi disposés :

NON PLVS ||| VLTRA
RHO ||| DANVS.

Sur Pasquin, un matin, on vit l'Empereur à cheval sur une écrevisse, avec cette devise : *Plus retro*[1]. En beaucoup d'endroits, j'ai vu écrit : *Massilia domat*. Il se dit et se fait quantité d'autres plaisanteries. Vous en trouverez ci-joint quelques-unes. A les contenir toutes, une valise ne suffirait pas[2]. » —

1. Ce jeu de mots au sujet de la devise de Charles-Quint : « Plus oultre », se retrouve en un dixain reproduit dans la *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 191.

2. « Per Roma in molti canti delle strade, in ponte e in Banchi hanno depinto il Rhodano con lettere in questa guisa, etc. A Pasquino una mattina fu veduto a cavallo in un gambaro, con un motto che dicea : *Plus retro*. In molti lochi ho anche veduto : *Massilia domat*. D'altre baie se ne dicono et fanno assai. Le ne mando qui alligate alcune e non tutte perchè non saria bastivole una valigia. » Cité par Capasso, *la Politica di Papa Paolo III e l'Italia*, p. 229, n. 2. Cf. les lettres de l'ambassadeur de France Charles Hémart de Denonville, évêque de Macon.

Une plaquette raconta toute l'expédition sous un titre ironique qui ne trompait personne : *Du glorieux retour de l'Empereur de France par ung double de lectres escriptes de Boulongne à Romme, à l'abbé de Caprare*[1]. On y trouve l'arrêt contre Sebastiano de Montecuculli et tout le récit est à l'avantage des Français.

Aussi bien, il est très probable qu'il s'agit d'une œuvre française, même si elle a d'abord été rédigée en italien, comme tendrait à le faire croire une indication du titre : *translaté d'italien en françois*. Ce fut, sans doute, une des nombreuses manifestations auxquelles se livrèrent des publicistes français, à caractère officiel ou officieux comme Guillaume du Bellay ou Guillaume Bigot. Le premier travailla à répandre la fable de l'empoisonnement du Dauphin parmi les princes allemands[2]. Le second, qui avait été contraint de s'exiler en Allemagne, ne crut rien trouver de mieux pour obtenir son retour que de célébrer lui aussi la défaite de l'Empereur[3].

Mais nulle part plus qu'en Provence on ne tourna en ridicule une expédition dont pourtant le pays avait eu tant à souffrir. Nous avons sur ce point divers témoignages concordants. C'est d'abord le *Journal* du Marseillais Honoré de Valbelle qui notait au jour le jour les événements et ses impressions sans aucune arrière-pensée de publicité : il ne tarit pas en plaisanteries et en invectives contre ces Espagnols, mangeurs d'escargots, contre ces Italiens pillards et ces lansquenets baffreurs et luthériens que Marseille avait vus par deux fois battre ses murs sans succès. Valbelle était un bon bourgeois d'apothicaire qui avait peu de lettres. Deux écrivains se rencontrèrent qui, pour célébrer les exploits des Impériaux, estimèrent la langue macaronique seule idoine au sujet. Sous le nom de Merlin Coccaie, Folengo avait environ vingt ans auparavant célébré les hauts faits du géant Fracasse et du subtil Cingar : son poème, en un latin farci d'italien et de patois mantouan, avait eu un très grand succès. Les Provençaux, Antoine Arena et Jean Germain, l'imi-

1. Reproduit par fragments dans la *Cronicque du roy Françoys premier*, p. 146-153, 176-183, 186-189, et intégralement dans les *Archives curieuses*, t. III.

2. Voir V.-L. Bourrilly, *Guillaume du Bellay*, p. 233-234.

3. *Gulielmi Bigotii Lavallensis Somnium ad Gulielmum Bellaium Langaeum, Maecenatem suum, in quo cum alia, tum Imperatoris Caroli describitur ab regno Gallie depulsio... Parisis... Anno Domini M D XXXVII.*

tèrent et mêlèrent à leur latin quelques mots français et surtout des expressions tirées du vulgaire provençal. Arena intitula son œuvre : *la Meygra entrepriza catoliqui Imperatoris*[1]. En près de 2,400 vers, c'est un récit de toute la campagne, plein de détails truculents, écrit avec une verve et une verdeur qui par endroits font songer à Rabelais. Le poème de Germain est plus bref (789 vers à peine) et plus sec ; il prétend à plus d'exactitude : *Historia bravissima Caroli Quinti imperatoris a Provincialibus paysanis triumphanter fugati et desbifati*[2]. Les données des deux auteurs concordent et se complètent. Elles ont une réelle valeur historique et constituent un document de premier ordre pour la connaissance des détails purement provençaux, si l'on peut dire, de la campagne et des sentiments des populations. Arena comme Germain furent témoins oculaires et, par leurs relations, à même d'être exactement renseignés. Le premier, originaire de Solliès, juge ordinaire à Saint-Rémy de Provence (11 mai 1536), protégé du président Meynier et ami de plusieurs conseillers au Parlement et hommes de loi d'Aix, vit le camp du plan d'Aillane, la dévastation d'Aix, les incursions autour du camp d'Avignon. L'autre, avocat à Forcalquier, ami du lieutenant du sénéchal au siège de cette ville, Antoine Gaufridi, à qui son poème est dédié, est plus explicite sur les opérations dont la vallée de la moyenne Durance fut le théâtre et sur la résistance acharnée des paysans.

Ce qui ressort de tous ces témoignages, du *Journal* de Valbelle comme des poèmes d'Arena et de Germain, c'est d'abord chez les Provençaux l'exaltation du sentiment national au contact d'un étranger que l'on constate cruel et que l'on estime à la fois barbare et ridicule. Charles-Quint surtout est dépeint comme un bravache et un matamore qui ne pourra même pas l'emporter

1. *Meygra entrepriza catoliqui imperatoris, quando de anno Domini mille CCCCC XXXVI veniebat per Provensam bene corrossatus impostam prendere Fransam cum villis de Provensam propter grossas et menutas gentes rejohire per A. Arenam bastifausata. Gallus regnat, Gallus regnavit. Gallus regnabit.* La première édition parut en Avignon en 1537. Une édition, précédée d'une notice biographique et littéraire, a été publiée par M. Norbert Bonafous, Aix, 1860 (XXVIII-127 p., in-12).

2. *Historia bravissima Caroli Quinti imperatoris a Provincialibus paysanis triumphanter fugati et desbifati. Quaeque in Provincia illo existente novissime gesta fuere macaronico carmine recitans per J. V. D. Joan. Germanum in sede Forcalquerii advocatum composita. Anno D. M. quingentesimo tricesimo sexto. Apud Franciscum Justum.*

sur de misérables paysans, à qui résistera un « gallinier » (un poulailler) comme Roquevaire. Un surnom lui fut accolé, qui fit fortune, puisqu'on le trouve partout en Provence, et même ailleurs, à partir de cette date : l'Empereur n'est plus appelé que Jean Gipon ; il devient une sorte de Jean d'Espagne, rustaud et grotesque[1]. Par contre — et sans plus d'égard d'ailleurs pour la vérité historique — la personne de François Ier est ornée de toutes les vertus : il n'y a pas dans le royaume de lance plus gaillarde, il est brave compagnon, libéral, bon pour le peuple. Sa présence vaut 20,000 hommes ; ses peuples en le voyant croient voir le Christ descendant de son paradis. La France, pas plus que lui, ne peut-être vaincue. La Provence le considère comme son sauveur et attend de lui le relèvement de ses ruines. Le sentiment national s'exalte en un loyalisme monarchique touchant, tout à fait remarquable dans une province qui était réunie à la Couronne depuis cinquante ans à peine et prétendait l'être comme un principal à un autre principal et non pas « subalternée ». L'union se resserre dans les souffrances communes. Les deux invasions impériales, celle du connétable de Bourbon en 1524, plus encore celle de Charles-Quint en 1536, ont contribué à lier plus intimement la province au royaume. Le jour où le loyalisme monarchique fut ébranlé, le sentiment national fléchit, l'esprit séparatiste reparut chez les nobles et dans les communautés. Dans cette province qui avait héroïquement résisté à l'étranger, on entendit des appels à l'étranger, au Savoyard, à l'Italien, à l'Espagnol. Ce fut la crise redoutable des guerres de religion. Il fallut toute l'énergie et toute la souplesse de la politique de Henri IV pour restaurer l'œuvre de François Ier.

V.-L. Bourrilly.

1. Martin du Bellay (*Mémoires*, t. I, p. 90) applique ce surnom déjà à Ferdinand le Catholique. Mais cette partie des *Mémoires* a été écrite vers la fin du règne de Henri II. L'appellation se retrouve chez les Anglais en juillet 1538, voir Kaulek, *Correspondance de Marillac*, p. 68. Cf. J. Mathorez, *les Espagnols et la crise nationale française à la fin du XVIe siècle*, dans le *Bulletin hispanique*, 1916, p. 87.

BATAILLES OUBLIÉES

BUSHY RUN

(5-6 AOUT 1763)

Lorsque le Canada, au milieu du XVIIIe siècle, fut annexé par l'Angleterre, il semblait qu'on pût compter, dans l'Amérique du Nord, sur de longues années de paix. Le traité de Paris avait mis fin, non seulement à la domination des Français dans la Nouvelle-France, mais aussi, en apparence, à leur influence dans les régions jadis découvertes par leurs explorateurs et qui s'étendent de la vallée du haut Mississipi au Niagara.

Cependant, la tranquillité devait être de courte durée. Les Anglais, qui avaient été si habiles à se concilier la population canadienne, commirent la faute très grave de considérer les Indiens comme une quantité négligeable. Or, ceux-ci, au Canada surtout, s'étaient fort attachés aux Français, qui avaient toujours été bons et justes envers les Peaux-Rouges. Dans les forts les plus lointains et isolés, les garnisons françaises vivaient dans les meilleurs termes avec les « natifs », auxquels elles distribuaient vêtements, armes et vivres, et qu'elles laissaient, avec patience, flâner aux alentours. Les Anglais, au contraire, coupèrent court, subitement, aux distributions, ce qui causa aux Indiens de réelles souffrances et obligèrent les indigènes à demeurer dans les limites étroites des « Réserves[1] ». D'un autre côté, les missionnaires français, très nombreux, très diplomates, avaient rendu aux Indiens d'innombrables services ; les commerçants français avaient peut-être été les facteurs les plus

1. « Nous sommes parqués comme des porcs. On a élevé des forts tout autour de nous, c'est pourquoi nous craignons que la mort vienne s'emparer de nous » (discours d'un *sachem* des Iroquois à une conférence à Philadelphie en août 1761). — Aussi : Lettre de Sir W. Johnson, major général, au gouverneur Colden, 24 décembre 1763.

importants de cette bonne harmonie en vivant au milieu des tribus, parlant leur langue et souvent épousant des « squaws ». Ces négociants étaient devenus des gens importants, dont les opinions avaient, pour les Indiens, une grande autorité. En revanche, les commerçants anglais, individus grossiers, dont les agents étaient encore moins scrupuleux, furent tout de suite impopulaires et firent des mécontents. Très hostiles aux Anglais, qui leur inspiraient des craintes pour leurs affaires, les négociants français exagérèrent à dessein les inconvénients du nouveau régime pour les aborigènes. Ils expliquèrent que, tandis que l'occupation française avait toujours eu un caractère temporaire, les Anglais entendaient rester dans le pays et voulaient les terres indiennes pour constituer des fermes. D'aucuns même répandaient le bruit que la France se préparait à la guerre pour reconquérir le Canada. Toujours est-il que, moins de deux ans après la chute de Québec, on voit déjà les Indiens exposer leurs griefs dans ces assemblées de tribus qui précèdent généralement quelque soulèvement[1].

En fait, la politique de la Couronne à l'égard des Peaux-Rouges avait été si maladroite et imprévoyante que certains Anglais eux-mêmes le firent ressortir, soit dans leurs écrits, soit même sur la scène[2]. On voit aussi poindre de l'inquiétude dans nombre de lettres émanées de divers chefs de détachements[3].

Toutefois, il est peu probable que rien de bien grave eût résulté de toute cette effervescence s'il ne se fût trouvé, à ce moment, un chef indien, aussi habile qu'audacieux, qui vit là une occasion unique de satisfaire son ambition. Pontiac, principal chef des Ottawas, était un sachem influent, non parce qu'il appartenait à une famille illustre — ceci ne compte pour rien parmi les démocratiques Peaux-Rouges — mais à cause du

1. « Les Anglais nous traitent avec bien du mépris et nous avons les plus fortes raisons de croire, d'après leur attitude, qu'ils désirent nous supprimer entièrement. Ils se sont emparés de notre pays : il est en notre pouvoir maintenant de les en déposséder pour peu que nous voulions en saisir l'occasion... » (discours d'un chef Seneca aux Wyandots et Ottawas de Détroit en juillet 1761).

2. Des détails très vrais et très intéressants sur cet ordre de choses se trouvent dans une tragédie, *Ponteach or the Savages of America* (imprimée par l'auteur et en vente chez J. Mullan, en face de l'Amirauté, Whitehall, 1766). Cette pièce est attribuée à un major anglais du nom de Rogers.

3. Par exemple, dans une lettre datée du 28 mars 1763, le lieutenant Ed. Jenkins, commandant le fort Ouatanon, sur la Wabash, fait part au major Gladwin, à Détroit, des craintes que lui inspirent les efforts des Canadiens et des Français pour exciter les Indiens.

rôle joué par lui dans les guerres au Canada entre les Anglais et les Français. Il avait toujours été du parti de ces derniers. Montcalm lui avait même fait présent, peu avant la fatale bataille des plaines d'Abraham, d'un uniforme d'officier français[1]. L'ascendant de Pontiac était d'autant plus considérable que sa tribu formait avec les Ojibwas et les Pottawattamies une sorte de confédération. Quand il vit la domination de la Grande-Bretagne s'établir dans l'Amérique du Nord, son ambition l'emporta sur ses préférences; il songea, en profond politique qu'il était, à se mettre du côté du plus fort. Il conçut la brillante idée de se faire proclamer prince des Indiens par les Anglais. Mais ceux-ci, toujours convaincus que les Peaux-Rouges constituaient un facteur sans importance, repoussèrent ces avances avec hauteur[2]. Cette faute mettant, pour ainsi dire, le comble aux erreurs de la politique britannique à l'égard des Indiens, faillit faire perdre, au moins temporairement, à la Couronne, la domination de tout le bassin du Mississipi.

Pontiac, en effet, froissé et désappointé, voua aux conquérants une haine implacable et mit au service des mécontents tout le poids de son influence et toute l'ardeur de son ambition. Avec infiniment de prudence, il commence sa propagande parmi les Algonquins, Wyandots et certaines tribus du haut Mississipi, qu'il n'a pas trop de peine à faire entrer dans la conspiration. Avec la grande nation des Iroquois, il a plus de difficultés, parce que ceux-ci sont, pour la plupart, sous l'influence très profonde de Sir W. Johnson, une des personnalités les plus considérables du Canada[3]. Seuls les Senecas se laissent entraîner[4]. Pontiac forme alors le projet de se livrer, en mai 1763, à une attaque simultanée de tous les postes ou forts de l'ouest qui sont les plus éloignés des bases anglaises.

1. Pontiac aimait à s'en revêtir dans les grandes occasions. Un jésuite, le Père Chouteau, rapporte avoir vu le chef indien ainsi vêtu à Saint-Louis, peu de jours avant sa mort.

2. F. Parkman, *Conspiracy of Pontiac*, t. I, p. 187.

3. W. L. Stone, *Life and times of Sir W. Johnson*, t. II, ch. IX-XII. — *History for Ready Reference*, t. IV, 2562. — Parkman, *loc. cit.*

4. Les Iroquois forment, à proprement parler, une confédération, désignée souvent sous le nom de « Ligue des six nations » (Mohawks, Oneidas, Tuscaroras, Cayugas, Senecas et Onondagas). Les survivants de ces tribus, soit au Canada, soit dans le nord de l'État de New-York, sont tout à fait civilisés, quoiqu'ils aient gardé nombre de coutumes indiennes. On peut consulter sur ce point une petite étude, par l'auteur du présent article, dans la *Revue de géographie* de juillet 1901, intitulée : « Les Derniers des Iroquois ».

Avant d'entrer dans le détail des opérations, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur la situation militaire du pays à cette époque. Après la conclusion du traité de Paris, beaucoup de régiments anglais avaient été renvoyés dans la mère-patrie ou licenciés. Il ne restait guère que les cadres avec quelques soldats des régiments revenus récemment des Antilles, une garde nationale désorganisée et le Royal Americain[1]. Toutes ces forces étaient disséminées sur l'énorme territoire s'étendant de la Virginie à Québec au nord et au haut Mississipi à l'ouest : 1,100 kilomètres sur 1,200 environ. Le quartier général était à New-York, où résidait le commandant en chef, Sir Jeffrey Amherst.

Les forts, répartis le long de la frontière, surtout à l'ouest, n'étaient guère que de médiocres blockhaus de bois, auxquels il n'était pas difficile aux Peaux-Rouges de mettre le feu ; aussi était-il question, quand la révolte éclata, d'en élever de briques, avec toit d'ardoises ; mais, ainsi que cela arrive bien souvent, la routine administrative et la parcimonie des législateurs empêchèrent toute amélioration dans les travaux défensifs de la colonie.

A ce moment, l'officier sur lequel le commandant en chef pouvait le plus compter était Henri Bouquet, un Suisse français, lieutenant-colonel du Royal Americain, qu'il avait organisé sous les auspices du duc de Cumberland. C'était un homme laborieux et érudit, bon soldat, austère, un peu rude même parfois, très estimé, mais peu aimé par les gens sous ses ordres ; peut-être ses manières démocratiques et l'absence de cette morgue hautaine qui caractérisait en général le corps d'officiers anglais d'alors avaient-elles été pour beaucoup dans ce manque de

1. Ce dernier corps mérite une mention spéciale. Il avait été organisé en Amérique, pendant la guerre de 1755, pour faire le service au Nouveau-Monde. Les soldats étaient principalement des immigrants allemands ou suisses établis en Pensylvanie. Une somme de plus de 81,000 livres anglaises avait été votée pour la formation du régiment, lequel comptait quatre bataillons de 1,000 hommes. Un si grand nombre de ces soldats ne parlaient pas anglais qu'il fallut faire une loi spéciale autorisant la nomination d'officiers allemands ou suisses, par suite de la pénurie d'officiers anglais connaissant la langue allemande ; mais les étrangers ainsi pourvus d'une commission n'auraient pu servir comme officiers en dehors de l'Amérique. En 1763, pour maintenir le régiment au complet lors de la révolte de Pontiac, on dut y admettre des « Provincials » (colonistes) d'origine anglaise. Le Royal Americain est aujourd'hui le 60e Rifles anglais et se trouve sans doute, actuellement, sur le front, faisant le coup de feu contre les Allemands !

popularité[1]. Le colonel Bouquet avait une grande expérience de la « guerre indienne », ayant servi presque continuellement depuis 1755 dans les forts de la frontière.

Au moment de la révolte de Pontiac, il se trouvait à Philadelphie avec un bataillon du Royal Americain ; le reste du régiment étant réparti entre les divers postes de l'ouest, dans le bassin du haut Mississipi.

Les Indiens commencèrent subitement les hostilités en massacrant les colons isolés. Ils s'avancèrent sans rencontrer d'obstacles jusqû'aux environs de Lancaster en Pensylvanie, tout en bloquant les forts qui se trouvaient sur la route, y compris fort Pitt (emplacement actuel de Pittsburg). Si l'on jette les yeux sur une carte des États-Unis, on comprend combien le plan de Pontiac était habile. La ligne des « forts de l'ouest » suivait la rive sud-ouest des lacs Ontario et Érié jusqu'à fort Presqu'île (actuellement Érié); là elle descendait le long de la rivière Alleghany jusqu'à la réunion de cette dernière avec le Monongahela à fort Pitt ; puis la ligne infléchissait nettement vers le sud-est et le haut Potomac, achevant de former une sorte de barrière contre les entreprises des Indiens établis sur la rive droite de l'Ohio[2]. La tactique, très audacieuse, de Pontiac consistait à se saisir de cette barrière de façon à séparer entièrement les colonies anglaises proprement dites des postes avancés du bassin du haut Mississipi, tels que Détroit. L'attaque se produisait jusqu'à l'extrémité nord du Michigan actuel. Telle fut la rapidité des mouvements des Indiens et la surprise qu'ils causèrent que, du 16 mai au 18 juin, huit forts furent enlevés, quatre dans le haut Mississipi, quatre sur la frontière de Pensylvanie (la « barrière » mentionnée plus haut)[3]. De plus, la ville de Carlisle,

1. Henri Bouquet était né à Rolle, canton de Berne, en 1719. Ainsi que beaucoup de Suisses, il prit du service à l'étranger. Il entra d'abord dans l'armée hollandaise, puis dans celle de Sardaigne, avec laquelle il prit part à une guerre contre la France; revint servir en Hollande en 1748 comme officier de la Garde suisse. Lorsque la guerre éclata entre la France et l'Angleterre, Bouquet se joignit à l'armée britannique et fut envoyé en Amérique. Comme colonel du Royal Americain, il fit partie de l'expédition dirigée contre fort Duquesne et se trouva ainsi combattre les Français côte à côte avec George Washington, alors officier de la milice de Virginia.

2. Celui-ci est formé, on le sait, par la réunion de l'Alleghany avec la Monongahela.

3. Forts Sandusky (Michigan) : 16 mai; Saint-Joseph (Michigan) : 25 mai; Ouatanon (Indiana) : 31 mai; Michillimackinac (Indiana) : 2 juin; Presqu'île (Pensylvanie) : 17 juin; Le Bœuf, Venango, Carlisle (Pensylvanie) : 18 juin.

aussi en Pensylvanie, était occupée, ce qui portait la terreur au sein des plus populeuses régions de la colonie. Sauf à fort Presqu'île, l'attaque était absolument inattendue. La méthode des Peaux-Rouges était toujours la même. D'abord un petit groupe d'Indiens se présentait, sans armes, au poste, sous prétexte de demander des aliments; tandis que ceux-là causaient et fumaient avec les soldats, d'autres Indiens venaient se joindre à eux peu à peu, se répandant partout. Il leur était aisé de se rendre maîtres de la place presque sans coup férir. Comme la garnison était d'ordinaire massacrée jusqu'au dernier homme, les postes voisins ne recevaient aucune nouvelle de l'événement[1]. Fort Pitt étant susceptible d'une certaine résistance, Pontiac ajourna toute attaque sérieuse sur cette place jusqu'au moment où il pourrait y consacrer la plupart des troupes chargées de s'emparer des plus petits forts. Le premier assaut, qui eut lieu le 22 juin, fut repoussé; l'attaque fut reprise le 26 et dura alors cinq jours et autant de nuits. Les Indiens éprouvèrent des pertes; mais il était évident que la garnison anglaise ne pouvait tenir longtemps.

Tandis que ces opérations se déroulaient, le quartier général anglais à Philadelphie ne semblait pas se rendre compte de la gravité de la situation. Sir Amherst s'obtinait à considérer le soulèvement des Indiens comme une chose sans importance. Seul le colonel Bouquet saisit dès le début toute la portée de la révolte. Il envoya au commandant en chef lettre sur lettre, lui communiquant les rapports faits par divers chefs de poste et notamment par le capitaine Écuyer, autre officier suisse, qui était à fort Pitt. Plutôt pour donner satisfaction à Bouquet que pour tout autre motif, Sir Amherst rassembla des compagnies d'infanterie légère appartenant aux 17e, 42e et 77e régiments, sous le commandement du major Campbell. C'était là, déclara-t-il, plus de troupes qu'il n'en fallait. Après d'interminables longueurs, 214 hommes du 42e et 133 du 77e sont dirigés de New-York sur Philadelphie. Sur de nouvelles instances de

1. Les relations de ces opérations renferment nombre de faits dramatiques. Un des épisodes des plus intéressants est l'odyssée d'un anglais, Alexandre Henry. Celui-ci, échappé comme par miracle au massacre dans le fort de Michillimackinac, atteignit, sanglant et à demi mort de faim et de fatigue, après mille péripéties, la demeure d'un Canadien français, peu hospitalier, lequel lui ferma la porte au nez en grommelant : « Que voudriez-vous que j'en ferais » (*sic*). Voir A. Henry, *Travels in Canada*, part. I, ch. IX, etc. — S. Farmer, *History of Detroit and Michigan*, ch. XXXVIII.

Bouquet, une petite compagnie du 17e est envoyée dans la vallée du Mohawk[1]; en outre, les éclopés et malingres des 42e et 77e régiments sont formés en une compagnie qui est expédiée à Albany pour y remplacer une compagnie du 55e, laquelle va plus au nord-ouest, à Oswego. Il est étrange que Sir Amherst agît comme s'il y avait à craindre une attaque venue du Canada, à plusieurs centaines de kilomètres, tandis que Pontiac était au sud-ouest de Philadelphie. C'est en vain que Bouquet lui déclara que pour le moment il fallait laisser de côté toute expédition lointaine, qu'on devait non seulement abandonner tout espoir de secourir Détroit et les postes de l'extrême-ouest, mais bien ne pas même tenter de secourir les forts de la « barrière » situés près du lac Érié, comme Presqu'île, Le Bœuf, etc.; et qu'il était urgent de concentrer tous les efforts sur les forces indiennes assemblées vers fort Pitt. Il se faisait fort, si on le laissait faire, de se rendre maître de la situation[2]. Le 29, les troupes anglaises se trouvent renforcées par l'arrivée de 932 officiers et soldats, fragments de cinq autres régiments qui avaient été stationnés à la Havane[3]. Mais c'étaient là des gens anémiés par le climat de Cuba et peu propres à un service actif.

S'obstinant dans son plan, Sir Amherst avait décidé de diviser en deux colonnes le peu de troupes dont il pouvait disposer. Une partie devait marcher vers Niagara par Oswego; le reste avait comme objectifs les forts que Bouquet était d'avis d'abandonner comme trop éloignés; cette deuxième colonne devait — théoriquement — passer par fort Pitt et remonter le long des forts de la « barrière », les ravitaillant au fur et à mesure. Arrivée à fort Presqu'île, la colonne devait y attendre l'ordre d'avancer vers Détroit. Tout cela supposait simplement que tous les forts avaient tenu bon et que les Indiens fuiraient comme des lièvres à l'approche de l'expédition de secours. Bouquet, qui avait le commandement de cette deuxième colonne, arriva le

1. Au nord de New-York, s'étend l'Albany aux environs d'Oswego sur le lac Ontario.

2. Bouquet avait appris à apprécier les qualités militaires des Indiens et, sous ce rapport, il différait fort de Sir Amherst. Mais il partageait absolument le mépris de celui-ci pour le Peau-Rouge qu'il appelle « une vermine ». Selon lui, les indigènes devaient être « extirpés d'une contrée sur laquelle ils ont perdu tous les droits, en même temps qu'ils sont déchus du droit d'être traités selon les règles de l'humanité » (lettre à Sir Amherst, datée de Lancaster, Pensylvanie, le 25 juin).

3. Situations officielles de l'époque.

3 juillet à Carlisle, évacué par les Indiens ; mais il y apprit la chute des trois forts principaux à ravitailler : Presqu'île, Le Bœuf et Venango. Ceci justifiait ses prévisions. Toutefois, il ne semble pas que Sir Amherst fût convaincu, même alors, de la gravité du soulèvement, car on le voit exprimer son mécontentement au capitaine Écuyer, de fort Pitt, parce qu'il avait fait *tirer le canon* sur les Indiens, indignes d'un tel honneur, et au capitaine Blanc, de fort Ligonier, parce que cet officier avait fait brûler les maisons avoisinant le fort, et sous le couvert desquelles « un ennemi aussi profondément méprisable » tirait sur les Anglais.

Ce « mépris » pour ses adversaires Peaux-Rouges allait un peu loin, si nous devons en juger par la proposition qu'il fit à Bouquet à ce moment. On lit en effet dans le post-scriptum d'une de ses lettres officielles : « Est-ce qu'on ne pourrait pas s'arranger pour communiquer la petite vérole à ces tribus dissidentes ? Dans les circonstances présentes, nous devons user de toutes espèces de stratagèmes en notre pouvoir pour venir à bout des Indiens[1]. »

Il y avait eu des cas de cette maladie à fort Pitt, et Sir Amherst pensait peut-être que, puisqu'elle se propagerait sans doute parmi les Indiens, le stratagème en question ne ferait que hâter un état de choses inévitable. Ce procédé paraît révoltant, principalement parce qu'il peut frapper des non-combattants, des femmes et des enfants ; toutefois est-il beaucoup plus barbare que la tactique moderne consistant à faire lancer par des aéroplanes ou des zeppelins des bombes à gaz asphyxiants sur la population civile d'une ville ennemie ?

Quoi qu'il en soit, le plan ne parut pas impossible à Bouquet, qui répondit, également dans un post-scriptum : « J'essayerai d'inoculer la...[2] au moyen de quelques couvertures qui pourront tomber entre leurs mains ; et je ferai de mon mieux pour ne pas attraper la maladie moi-même. »

Il était d'avis, d'autre part, d'employer ce qu'il appelait « les méthodes espagnoles » et de se servir de chiens pour traquer les Peaux-Rouges.

1. British Museum, « Bouquet and Haldimand Papers », n° 21634.

2. Les points de suspension sont dans le texte (lettre datée de Carlisle, 13 juillet 1763). Ils semblent indiquer un peu plus de pudeur chez Bouquet que chez le commandant en chef.

Sir Amherst répondit, encore dans un post-scriptum : « Vous ferez sagement en essayant d'inoculer les Indiens au moyen de couvertures, aussi bien qu'en employant toute autre méthode qui puisse servir à extirper cette race exécrable. » En ce qui concerne les chiens, il trouve l'idée très bonne, mais peu pratique parce qu'il n'est pas possible de se procurer les animaux convenables ailleurs qu'en Angleterre et que cela prendrait trop de temps.

Ainsi que le font remarquer plusieurs historiens, il n'existe aucune preuve que Bouquet tenta de communiquer la petite vérole aux Indiens. Cependant, la maladie fit des progrès rapides, un peu plus tard, parmi les tribus de l'Ohio[1].

Avec une clairvoyance qui eût fait honneur à un des grands stratégistes de notre époque, Pontiac avait senti que fort Pitt était la clé de la barrière formée par les forts d'arrêt de la ligne Lac-Érié-Haut-Potomac. Ne pouvant emporter cette place d'assaut, il décida, fort judicieusement, de l'isoler en lui coupant ses communications avec Carlisle à l'est et les forts Ligonier et Bradford au sud-est. Ces deux postes étaient commandés, le premier par le capitaine Louis Ourry, le second par le lieutenant Archibald Blanc. L'importance des deux forts était d'autant plus grande que les environs étaient assez peuplés et que les colons, à l'approche des Indiens, étaient venus se grouper en grand nombre auprès des ouvrages. A fort Bedford, il n'y avait pas moins de quatre-vingt-treize familles réfugiées ; et le capitaine Ourry n'avait qu'une garnison de douze hommes du Royal Americain ; il se mit à organiser les colons valides en une sorte de milice, armée tant bien que mal. On le voit, la « tactique des petits paquets de troupes », qu'on a tant reprochée aux Français dans leurs opérations coloniales, ne date pas d'hier et n'est pas particulière à une seule nation ; il semble être une

1. On a agité la question de savoir si l'emploi des chiens de guerre, dans ce cas, était contraire au droit des gens. Cette discussion paraît terne aujourd'hui en présence des problèmes soulevés par certaines méthodes de guerre allemandes. L'idée d'employer des chiens contre les Peaux-Rouges paraît avoir été suggérée à Bouquet par un habitant de Lancastre en Pensylvanie. On lit en effet dans une lettre du 11 juillet que ce dernier exprima l'avis que chaque soldat devrait être pourvu d'un chien dans la guerre de brousse. Le chien est conduit par une laisse de trois pieds ; au moment où un Indien commence le feu de derrière un couvert, on lâche l'animal qui se jette sur le Peau-Rouge et l'oblige à se découvrir.

sorte de loi naturelle que les gouvernements, ou plutôt les pouvoirs législatifs, après s'être lancés dans des entreprises coloniales, reculent, tôt ou tard, plus ou moins, devant les conséquences budgétaires que celles-ci entraînent surtout au point de vue militaire. Dans l'espèce, l'extrême faiblesse de la garnison des divers postes de l'ouest qui tenaient encore causait à Bouquet, sinon à Sir Amherst, de très grands soucis. Le colonel jugeait de la plus haute importance que fort Ligonier, le plus rapproché de fort Pitt, ne fût pas enlevé par les Indiens, car il comptait s'en faire un point d'appui. Il prévoyait, en effet, que la bataille décisive se livrerait dans ce voisinage et les événements lui donnèrent raison. Les communications se maintenaient entre Carlisle et les forts au moyen de courriers très adroits, pour la plupart des hommes montés de l'infanterie anglaise : l'expérience avait prouvé que ces soldats avaient plus de chances de passer que les Indiens restés loyaux, parce que ces derniers, considérés comme traîtres par les révoltés, étaient pourchassés avec rage par les « backwoodsmen[1] ».

L'expédition de secours ne fut prête que vers la fin de juillet à quitter Carlisle. Dix-huit jours, en effet, avaient été absorbés par le rassemblement des provisions et moyens de transport. En dépit de tous ses efforts, le colonel n'avait pu obtenir que 500 hommes. Là-dessus, il y avait un fort déchet, car le contingent du 77e, très anémié par un séjour aux Antilles, ne pouvait guère faire qu'un service de garnison. Le reste se composait de Highlanders du 42e, très bons et très solides, qui eussent rendu de remarquables services pour des opérations en montagne, mais qui étaient sans aucune expérience de la guerre de brousse. Lorsque la colonne s'ébranla enfin, soixante soldats, trop faibles pour marcher, furent mis dans des charrettes. Trente Highlanders, triés sur le volet, furent dépêchés en avant avec de bons guides; ils atteignirent, en marchant jour et nuit, fort Bedford et poussèrent finalement jusqu'à fort Ligonier[2]. Le

1. On désigne sous ce nom, aux États-Unis, les individus, généralement des colons, qui vivaient plus ou moins isolés dans les forêts de la frontière indienne. Au Canada, on les appelle « coureurs de bois ». La plupart d'entre eux, qu'ils fussent Anglais ou Français, étaient devenus aux trois quarts sauvages; ayant pris femme, souvent, parmi les Peaux-Rouges, ils avaient embrassé la cause de ces derniers et les secondaient de leur mieux.

2. Les méthodes de ce genre de guerre n'ont pas changé. La tactique qui consiste à expédier en avant une élite capable de marcher vite et de déconcerter

28 juillet, Bouquet arrive lui-même à Bedford; il y reste trois jours et y laisse ses soixante malingres comme surcroît de garnison. La contrée au nord-ouest de ce poste est accidentée et difficile; à cette époque, elle offrait de très grands obstacles à la marche d'une colonne. A moins d'avoir de longues années d'expérience, les soldats blancs ne sont pas susceptibles de faire de bons flanqueurs ou de constituer de bonnes pointes d'avant-garde dans ce genre d'expéditions. Bouquet eut soin de se procurer pour ce service des « backwoodsmen » ou des « frontier men » restés loyaux ou suffisamment bien rémunérés pour être fidèles à la Couronne[1].

Le 2 août, après des étapes rendues pénibles par une chaleur intense, la colonne atteint fort Ligonier. A son approche, les Indiens se retirent dans la direction de fort Pitt. Bouquet se décide alors à laisser derrière lui le convoi traîné par des attelages de bœufs et qui retarde la marche parce qu'il ne peut cheminer qu'encadré par la colonne. Il ne garde que 350 animaux de bât et très peu de bétail sur pied. Le 4, il reprend sa marche. Pontiac sentait bien que, s'il permettait aux Anglais d'atteindre fort Pitt, la partie était perdue pour lui. Il résolut de couper la marche de la colonne Bouquet. Le 5 août 1763, près de Bushy Run, à dix-sept milles de fort Ligonier, tandis que les Anglais se préparent à camper vers une heure de l'après-midi, les Indiens les attaquent de derrière les couverts et de tous les côtés à la fois. Pendant sept heures, le combat dure sans amener aucun changement dans la situation des adversaires. Parfois les Anglais se donnent de l'air au moyen de charges à la baïonnette; mais les Peaux-Rouges se bornent à reculer un peu plus dans le bois pour resserrer de nouveau leur cercle. Sur le soir, la lutte s'arrête[2]. Les Anglais bivouaquent tant bien que mal. Ils ont perdu

ainsi l'adversaire, cette manière d'opérer reste toujours la meilleure. C'est elle qu'employa, au printemps de 1916, le général américain Funston, commandant l'expédition du Mexique à la poursuite du bandit Villa. Il fut même fait, en l'espèce, une seconde sélection : des hommes choisis parmi les cavaliers d'élite de l'avant-garde furent dépêchés vers le sud en automobiles. Des procédés analogues se remarquent dans l'expédition du général Botha contre les colonies allemandes de l'Afrique du Sud, en juin 1915.

1. De même, pendant la marche en avant de la colonne américaine au Mexique en avril et mai 1916, on s'est servi d'environ 200 cowboys du Texas ou de New-Mexico, ainsi que d'un groupe d'Indiens Apaches d'Arizona.

2. *Clarke's Historical Series*, t. I (reprint of original story of the battle, by Dr. W. Smith of Philadelphia, illustrations by West).

soixante hommes tués ou blessés; ces derniers sont abrités derrière une sorte de barricade faite de sacs de farine; ils souffrent cruellement du manque d'eau potable.

Le 6 août, la bataille recommence dans les mêmes conditions que la veille, jusque vers dix heures. A ce moment, Bouquet, voyant l'impossibilité d'arriver à aucun résultat contre un ennemi qui ne se montre pas, décide d'amener, si possible, les Indiens à combattre en masse, de manière à donner prise aux mousquets anglais. Pour cela, le seul moyen consistait en un simulacre de retraite, mais il fallait être prudent et empêcher les Peaux-Rouges, dont le nombre était inconnu, de se réunir en un bloc trop compact qui eût pu gêner le mouvement. La feinte n'eut lieu que sur un point du cercle formé par la colonne. Deux compagnies du 16e régiment se replièrent, garanties seulement par un mince rideau de tirailleurs reliés aux deux extrémités de ce qui restait du cercle primitif; ce rideau formait en somme un arc de cercle rentrant. Complètement déçus, les Indiens se ruent à la poursuite des deux compagnies; les tirailleurs couvrant la retraite sont presque submergés. Cependant, les deux compagnies, au lieu de continuer leur route en arrière, gagnent le flanc des Peaux-Rouges à la faveur des couverts et ouvrent le feu sur eux à l'improviste. Les Indiens obliquent pour faire face à ce mouvement; mais alors les Highlanders du 42e les chargent à la baïonnette avec des cris terribles et en tuent un grand nombre. Les Peaux-Rouges reculent et cherchent à rentrer dans le plus épais des bois. A leur grande terreur, ils se trouvent fusillés presque à bout portant par deux autres compagnies qui avaient été détachées du cercle pour se cacher sur la ligne présumée de retraite de l'ennemi. Les quatre compagnies anglaises unissent alors leurs efforts et achèvent la déroute des Indiens. Pendant ce temps, le reste du cercle tire toujours et retient devant lui une partie des forces ennemies, l'empêchant ainsi d'aller porter secours aux autres troupes Peaux-Rouges ou même, peut-être, de se rendre compte de ce qui se passe. Peu après, la résistance cesse de toutes parts et les Peaux-Rouges disparaissent vers fort Pitt. Environ soixante des leurs ont été tués et beaucoup des fuyards sont blessés. Un seul est fait prisonnier et immédiatement fusillé[1]. Quant à

1. Sir Amherst avait donné l'ordre de fusiller tous ceux qui tomberaient dans les mains des troupes.

Bouquet, il avait eu en tout 8 officiers et 115 hommes tués ou blessés[1].

Les Anglais atteignirent sans encombre fort Pitt le 10 août. Le 31, Bouquet reçut une lettre de félicitations de Sir Amherst. Le commandant en chef avait enfin compris la gravité de l'insurrection. En fait, la victoire de Bushy Run n'arrivait pas une minute trop tôt, car le soulèvement gagnait les comtés d'Ulster, Orange et Albany au nord et à l'ouest de New-York. D'autre part, Détroit avait pu être ravitaillé le 29 juillet, après un trajet hasardeux, par 280 hommes sous le capitaine Dalzell[2]; toutefois, le jour suivant, ce dernier, sorti du fort pour essayer de capturer Pontiac qui commandait en personne les assiégeants, fut trahi par un guide canadien et tomba dans une embuscade, à Bloody Bridge; il fut tué ainsi que vingt hommes; trente-neuf autres furent blessés. Le seul résultat de cette imprudente offensive avait donc été de donner à l'ennemi plus de confiance en sa force.

La masse des colonistes, il faut le dire, avait vu plus clair que Sir Amherst. Telle était leur nervosité qu'à Goshen, à peu de distance de New-York, des gens qui chassaient la perdrix furent pris pour des Indiens et causèrent une effroyable panique. Aussi la nouvelle du succès de Bouquet fut-elle accueillie avec des transports de joie. L'Assemblée de Pensylvanie vota une adresse de remerciements au colonel suisse, qui les avait bien mérités. Sans lui, en effet, l'apathie de Sir Amherst aurait donné à Pontiac ample temps de créer une situation absolument critique pour cette colonie dégarnie de troupes et à un moment où la conquête du Canada était trop récente pour qu'il fût possible de compter sur la fidélité complète des annexés.

Ainsi que Bouquet l'avait fort bien prévu, la défaite des Indiens en Pensylvanie devait avoir un contre-coup immédiat dans les possessions anglaises de l'ouest. Pontiac, en novembre, leva le siège de Détroit. Soit dit en passant, ce siège, qui dura trois mois consécutifs, est le plus long qui semble avoir été jamais entrepris par les Peaux-Rouges, peu faits pour des opérations de cette espèce[3].

1. Lettre de Bouquet à Sir Amherst, 5-6 août 1763 (London Magazine for 1763, p. 545. — Account of Bouquet's Expedition).

2. Cette petite colonne avait fait le trajet par eau, partant de Niagara sur vingt-deux barques armées de canons.

3. Détroit avait une garnison de 120 soldats anglais et 40 « fur traders »

L'œuvre de Bouquet ne s'arrêta pas là. En 1764, les Indiens, toujours agités par les infatigables intrigues de Pontiac, nécessitèrent l'envoi de diverses expéditions. Au mois de juin, il fit partir le colonel Bradstreet avec 1,200 hommes pour Détroit, où ce dernier arriva le 26 août, après avoir pacifié quelques tribus sur sa route. En septembre, Bouquet lui-même, à la tête de troupes régulières et de miliciens, dut se rendre à fort Pitt et poussa même jusqu'à 150 milles plus à l'ouest, dans une contrée difficile, pour délivrer 200 prisonniers blancs détenus par les Delawares et les Shawanees. Les Peaux-Rouges, toujours sous l'impression de la victoire des Anglais à Bushy Run, se soumirent sans combat.

Bouquet fut récompensé par le grade de général de brigade. Nommé commandant des colonies du Sud, il se rendit à Pensacola (Floride).

Ce n'est pas seulement comme stratégiste que cet officier rendit à l'Angleterre des services signalés. Il se distingua également comme organisateur et administrateur. La révolte de Pontiac avait mis au jour un état de choses lamentable, surtout en ce qui concerne le système défensif de la colonie. L'incroyable incurie des gouverneurs anglais et notamment de Sir Amherst avait laissé la situation matérielle et morale des garnisons se détériorer à un tel point que le colonel Bouquet se trouva en présence d'une tâche presque impossible. Les forts étaient dépourvus de service médical; la discipline n'existait guère plus que de nom; les désertions se multipliaient. Aussi les officiers étaient-ils tous découragés. Le capitaine suisse Écuyer, commandant de place à fort Bedford, écrit : « Je n'ai jamais rien vu de semblable dans toute ma carrière. » Dégoûté de commander à des « bandits et à des coupe-gorge », il déclare vouloir donner sa démission pour aller planter des choux. Le lieutenant Blanc, de fort Ligonier, lui aussi, veut quitter l'armée. Le pacifisme, déjà, paralysait les efforts faits pour améliorer le système défensif des colonies. Non seulement les Quakers s'opposaient au recrutement des hommes destinés à combler les vides faits par

(hommes employés au commerce des fourrures). Les Indiens avaient l'intention de procéder ici comme ils le firent dans les autres forts, en s'introduisant par petits groupes dans l'ouvrage, sous prétexte d'apporter des présents à la garnison. Seuls les Anglais auraient été massacrés; on aurait épargné les « fur traders » et autres Canadiens français de Détroit. Mais le complot fut dévoilé au commandant de place par une jeune indienne.

la désertion, mais leur influence sur le Parlement de Pensylvanie avait les plus fâcheux effets. Lorsque Bouquet eut réussi à tirer Sir Amherst de son indifférence, ce dernier ne tarda pas à s'exaspérer de la force d'inertie que les législateurs pensylvaniens lui opposaient avec le phlegme proverbial des gens de ce pays.

Il vint même un temps où la patience de Bouquet fut à bout. En juin 1764, en effet, il écrivit au successeur de Sir Amherst : « Je désire être relevé de mes fonctions[1]. » Il était profondément blessé de l'attitude des autorités locales, qui mettaient à sa charge la solde de l'une des deux compagnies de volontaires levées par lui d'urgence pour compenser les pertes provenant des désertions.

Finalement, le Parlement de Pensylvanie vota la dépense[2]. Quant à Pontiac, il continua à conspirer contre la domination anglaise, plus ou moins ouvertement, jusqu'à sa mort, bien qu'à un certain moment il eût fait mine de se soumettre, sans doute pour gagner du temps[3]. Il disparut en avril 1769, tué, dit-on, par un Indien de la tribu des Illinois, dans une rixe d'ivrognes. Il était né vers 1720.

Pour déterminer la valeur de la bataille de Bushy Run au point de vue historique, on n'a qu'à rechercher ce qui eût pu arriver dans le cas où il ne se fût pas trouvé dans la colonie un Henri Bouquet pour remédier aux déplorables effets de l'incurie administrative. Les forts de la barrière étaient hors d'état de résister ; les troupes régulières insuffisantes en nombre et plus qu'à demi démoralisées ; les milices provinciales, par suite de

1. « La conduite de la législature est si absolument outrecuidante et si stupidement obstinée que je ne puis trouver des termes assez forts pour exprimer mon indignation à cet égard » (lettre de Sir Amherst, 1763).

2. Bouquet mourut à Pensacola, le 23 août 1765 (voir *The Americana*, t. II).

3. Voici, par exemple, le texte d'une lettre écrite par lui en français, à ce sujet, au commandant de place de Détroit :

« Mon frère,

« La parole que mon père m'a envoyée pour faire la paix, je l'ai acceptée. « Tous nos jeunes gens ont enterré leurs casse-têtes. Je pense que tu oublieras « les mauvaises choses qui se sont passées il y a longtemps ; de même j'oublie- « rai ce que tu peux m'avoir fait, pour ne penser que de bonnes. Moi, les Saul- « teurs (Ojibwas), les Hurons, nous devons t'aller parler quand tu nous deman- « deras. Fais moi la réponse. Je t'envoie ce *conseil* (un collier ?) afin que tu le « voyes. Si tu es bien comme moi, tu me feras réponse. Je te souhaite le bon- « jour. »

(Les parenthèses ne sont pas dans le texte).

l'influence des pacifistes, sans organisation sérieuse ni cohésion. Voyons ce qui se serait passé. Pontiac n'a pas eu de peine à paralyser, tout au moins, l'action des forces militaires de l'est tandis qu'il bloque Détroit, la clé du bassin du haut Mississipi. Détroit tombe, et avec lui toute l'influence anglaise dans cette région. Ceci achève de décider les tribus hésitantes à se ranger du côté de Pontiac, dont l'influence au Canada crée la plus formidable coalition indienne que l'Amérique du Nord ait jamais vue. Maintenant, de deux choses l'une : ou la Grande-Bretagne persiste dans le système des « petits paquets », c'est-à-dire des opérations militaires restreintes, interminables, visant avant tout à une économie d'hommes et d'argent ; ou bien elle se décide à envoyer un corps d'armée en Amérique. Dans le premier cas, le mouvement d'insurrection ne fait que grandir jusqu'au moment de la révolte des colonies en 1776. Quand la France entre dans la lutte, Pontiac, selon toute probabilité, n'hésite pas à mettre au service du pays qu'il aime l'appoint de son influence. Qui sait ce qu'il eût pu accomplir au Canada, alors que les Anglais avaient à combattre Washington et La Fayette? Qui peut dire que la vieille colonie française n'aurait pas échappé à l'Angleterre et fait retour à la France ? Dans l'autre hypothèse, au contraire, la Couronne ayant rassemblé des forces importantes dans la colonie, il est fort possible, pour quiconque a étudié à fond l'histoire des États-Unis, que la révolte des Américains contre la mère-patrie en 1776 eût ou avorté dans l'œuf ou été étouffée en peu de temps.

C'est pour ces raisons que Bushy Run est encore une de ces petites batailles dont l'influence est tout à fait hors de proportion avec le chiffre des pertes ou l'amplitude des opérations. Il est d'autant plus intéressant de se la remémorer aujourd'hui que, dans le conflit actuel, des hécatombes se sont suivies pendant de longs mois sans amener aucun résultat décisif, non seulement pour l'histoire des pays engagés dans la lutte, mais même pour une phase des opérations militaires.

George Nestler TRICOCHE.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

L'AFFAIRE DES FAUSSAIRES DE VIENNE
ARRÊTÉS A HUNINGUE
ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE
(1790-1792)

D'APRÈS QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS[1]

Le résident impérial auprès des Treize-Cantons, Emmanuel de Tassara, écrivait, de Bâle, le 19 décembre 1790, à Nicolas-Joseph Ritter, maire de Huningue (Haut-Rhin), qu'il le priait et requérait de garder en état d'arrestation Henning Bargum, sa femme et son teneur de livres Schwartz, « qui ont falsifié des papiers pour la valeur de 174,000 florins, engageant sa parole d'honneur et de ministre qu'il répondait de toutes les suites de l'affaire ». Cette demande ne fut point accueillie par le chef de la municipalité, comme nous le montre la note officielle transmise par le chancelier impérial, prince de Kaunitz-Rietberg, à M. Gabard, chargé d'affaires du roi de France auprès de la cour de Vienne. Kaunitz exposait dans ce document la situation des accusés; poursuivis et arrêtés pour avoir tiré de fausses lettres de change, ils s'étaient évadés de la capitale autrichienne le 9 octobre 1790, avaient gagné la Suisse et de là le territoire français et avaient été arrêtés à Huningue le 19 dé-

1. Ces pièces sont empruntées aux papiers de la famille Ritter donnés en 1873 à la nouvelle bibliothèque municipale de Strasbourg par M. Sabourin de Nanton, ancien directeur des postes à Épinal, et qui habita Strasbourg jusqu'au moment de l'option. Il avait acheté autrefois ces documents en bloc, dans le Haut-Rhin, lors d'une vente aux enchères; parmi de nombreuses paperasses sans grand intérêt, il s'y trouvait des correspondances familiales et officielles assez curieuses, les deux frères Ritter, François-Joseph et Nicolas, ayant joué un certain rôle politique dans le département du Haut-Rhin durant l'époque révolutionnaire. C'est dans le volume I des *Papiers Ritter* que j'ai copié les pièces utilisées ici.

cembre. Le représentant de l'empereur avait immédiatement réclamé leur extradition, mais le maire de cette ville lui avait répondu que, « les trois délinquans se trouvant sous la protection et la garde de la nation française, il comptait les relâcher incessamment ». M. de Tassara, ayant protesté contre cette « étrange déclaration », Ritter répliqua « que du moins il n'y avait point à penser à leur extradition avant qu'ils ne fussent convaincus en justice réglée de leurs forfaits ». Le prince-chancelier invitait donc le chargé d'affaires de France à écrire directement à Huningue pour demander à la municipalité de tenir les criminels et leurs papiers sous bonne garde et à faire parvenir cette lettre à la chancellerie impériale, qui l'enverra par estaffette au résident à Bâle. Sans doute, M. Gabard adressa son rapport sur l'affaire au ministère à Paris, qui décida de donner suite à la réclamation de Vienne, car, le 8 janvier 1791, le ministre de la Guerre, Duportail, avisait la municipalité haut-rhinoise qu'il avait envoyé au sieur Spitz, lieutenant de la maréchaussée, l'ordre de faire remettre ces particuliers au résident impérial et la priait « de favoriser l'exécution de ses ordres ».

L'affaire pouvait donc sembler réglée, mais elle ne l'était aucunement, comme le démontrent les pièces suivantes du dossier. En effet, nous voyons, à la date du 17 janvier, le sieur de Tassara fils, secrétaire du résident à Bâle, comparaître devant le tribunal du district d'Altkirch pour exposer aux juges l'objet de sa mission, qui consistait à prendre livraison des trois prisonniers. Le commissaire du roi près le tribunal, M. Kopff, prend alors la parole et raconte que la veille, à six heures du soir, le comparant lui avait demandé une audience particulière et qu'il lui avait dit, au cours de cette entrevue, être chargé par son père et par la cour de Vienne de lui faire une gratification de quatre-vingt louis s'il faisait exécuter les ordres du roi du 8 janvier. Le commissaire déposait « dans le sein du tribunal la peine et l'indignation que lui ont causées des offres aussi injurieuses ». M. de Tassara aurait ajouté qu'au cas où le tribunal serait hésitant, il avait ordre de faire également des offres aux juges. On comprend que le jeune secrétaire autrichien fut quelque peu interloqué de cette révélation; il répondit pourtant qu'il n'avait pas voulu suborner M. le commissaire, mais lui donner purement une marque de reconnaissance. « A l'instant, MM. Ritter (François-Joseph, le frère du maire) et Hertzog, juges au tribunal, déclarent que Tessara fils, ayant soupé hier avec eux dans l'auberge à la table d'hôte, celui-ci leur a dit qu'il était chargé d'offrir une reconnaissance à MM. les juges de quinze à vingt louis. M. Ritter lui ayant objecté s'il croyait rendre sa cause meilleure par ses offres, il n'a

pas cru devoir s'informer si les quinze louis seraient par tête ou pour tout le tribunal, ne croyant une proposition aussi déplacée digne que de la dérision d'un homme intègre. M. de Tassara n'a pu désarmer cette déclaration. » Elle est conservée dans l'original et porte les trois signatures de Ritter, Hertzog et Kopff. Le tribunal, « applaudissant à la conduite intègre de MM. les déclarants », a donné acte de la communication, ordonnant que copie en soit envoyée à l'Assemblée nationale, au garde des sceaux et à M. Duportail; l'arrêt est signé des autres juges, Held, Pflieger et Clavé.

La malencontreuse tentative de corruption faite par le jeune diplomate autrichien devait avoir forcément des conséquences heureuses pour les inculpés viennois. Ceux-ci, Henning-Frédéric Bargum, Barbe-Éléonore Gurtmeyer et Henri Schwartz, avaient déjà présenté requête au tribunal pour obtenir leur élargissement, et celui-ci avait ordonné qu'il en serait référé à la Constituante, et le Comité diplomatique avait été chargé d'examiner l'affaire. « Étrangers et sans appui », les accusés exposaient maintenant aux juges d'Altkirch qu'ils « ne sauraient convaincre le Comité et le tribunal de l'injustice et de l'illégalité de leur détention s'ils n'étaient autorisés à faire retirer au moins une partie des papiers saisis dans leur appartement à Huningue » et mis sous scellés et déposés au notariat de cette ville. Une des principales pièces est le *privilège* d'une banque établie à Vienne sous le nom de Charles-Frédéric Bargum et Cie; c'était une spéculation *purement particulière, n'intéressant en rien l'État ni le souverain;* il se trouve aussi parmi ces papiers « des lettres de recommandation puissantes dont il importe d'avoir des copies à mettre sous les yeux des honorables membres du Comité diplomatique ». Les pétitionnaires faisaient encore remarquer « que ce qui ajoute à l'horreur de leur situation, c'est que tout leur argent aussi est sous scellés et qu'ils ne peuvent faire face aux frais nécessaires d'une défense légitime ». Ils prient donc le tribunal d'ordonner la levée de ces scellés, en présence du sieur Blanchard, notaire royal, de faire remettre la copie des pièces nécessaires à M. Quellain, homme de loi, à Altkirch, leur défenseur, et enfin de leur faire verser six cents livres « ou telle somme qu'il lui plaira ». Sur le rapport du juge Hertzog, le tribunal fait droit à ses trois demandes, par arrêt du 19 janvier 1791, tout en ordonnant une nouvelle apposition des scellés après le tri des papiers[1].

Entre temps, le dossier avait fait la navette entre Altkirch et Paris; le 1er février 1791, le garde des sceaux et ministre de la Justice

1. Copie conforme, signée Éberhard, secrétaire-adjoint-greffier.

Duport écrivait au commissaire du roi qu'il avait pris connaissance de toutes les pièces relatives à l'affaire de Bargum, accusé d'avoir fabriqué de faux billets pour 174,000 florins et soupçonné d'avoir porté ses falsifications à des sommes bien plus considérables. « La question de droit public, était-il dit dans cette lettre officielle, est intéressante, et puisqu'elle doit être décidée par l'Assemblée nationale, je ne puis que solliciter sa plus prompte décision. Mais le délit dont l'Empereur poursuit le châtiment est aussi de l'espèce la plus grave et ses conséquences sont effrayantes. Il touche à l'intérêt de toutes les nations; il menace principalement la nôtre dans les circonstances où la fortune publique repose sur la sûreté des papiers nationaux. Nous devons donc prendre tous les moyens légitimes de donner en cette occasion toute satisfaction aux puissances étrangères si nous voulons l'obtenir d'elles, à notre retour, dans une semblable circonstance. Ces considérations m'engagent à vous écrire pour que les sieurs Bargum, Schwartz, etc., traités d'ailleurs avec tous les égards exigés par l'humanité et la justice, soient exactement surveillés... Tous les fonctionnaires préposés à la surveillance... sont personnellement responsables de la conservation des prisonniers. Je suis, monsieur, etc. L.-F. Du Port[1]. »

Si l'on en croit le rapport du député Schirmer à l'Assemblée législative, dont il sera question tout à l'heure, la Constituante n'aurait pas été insensible aux arguments présentés par le garde des sceaux puisqu'elle aurait voté — et même *deux fois* — l'extradition demandée[2]. Mais on a quelque peine à comprendre pourquoi, si le fait est exact, cette mesure, sur laquelle le pouvoir exécutif et les législateurs seraient tombés d'accord, n'a point été réalisée. Il est vrai que l'Assemblée nationale avait des questions infiniment plus importantes à suivre que celle du sort de quelques juifs, vrais ou prétendus faussaires, échappés à la police viennoise. Quoi qu'il en soit de la réalité de ce double vote, il est absolument certain que, lorsque la Constituante s'en alla en septembre 1791, Bargum et ses coaccusés se trouvaient toujours dans les prisons de Huningue et que la question de droit public qui intéressait Duport n'avait pas été pratiquement tranchée. Le chargé d'affaires autrichien à Bâle, M. de Tassara, qui s'impatientait de toutes ces longueurs, avait bien écrit au maire de Huningue, le 28 juin 1791, une lettre assez raide, rédigée en allemand cette fois, dans laquelle il lui faisait tenir un document que Ritter avait réclamé sans doute comme nécessaire pour

1. Copie certifiée conforme par Rain(?), greffier du tribunal.
2. Réimpression du *Moniteur*, t. XII, p. 474.

son information préalable, savoir l'ordre d'incarcération émanant du Magistrat de Vienne[1]. Il y a joint, pour prévenir tout retard nouveau, une traduction française, espérant bien que cela va amener enfin l'extradition des trois coupables, réclamés depuis si longtemps déjà. La cour de Vienne a bien livré récemment l'assassin Witzig qui s'était sauvé aux Pays-Bas; elle est en droit d'attendre qu'on lui rende la pareille, « sinon », conclut le correspondant, « je regarderai la municipalité de Huningue comme seule responsable de cet échec et tout l'odieux de l'affaire retomberait sur elle[2] ». Aucune formule de politesse ne clôt cette épître, dont l'original est au dossier, ainsi que la déclaration de la municipalité viennoise du 7 juin 1791; l'ambassadeur de France, M. de Noailles, a certifié exacte, le 10 juin, la signature du notaire impérial, Fortuné Haim de Haimhoffen, qui se trouve au bas de cette pièce.

Cette insistance du diplomate autrichien, formulée en termes médiocrement courtois, ne servit donc à rien, et le dossier resta dans les cartons de l'Assemblée nationale jusqu'à ce que les successeurs de la Constituante trouvassent les loisirs nécessaires ou des raisons spéciales pour l'en exhumer. Ces raisons, il est permis de les deviner; elles furent d'ordre général et peut-être aussi s'y mêla-t-il des considérations personnelles. Quand l'affaire Bargum reparaît à la tribune, la guerre contre François de Hongrie et de Bohême est votée depuis plusieurs semaines par une grande majorité des législateurs français, et ceux-ci sont d'avis sans doute que des gens poursuivis et réclamés par le gouvernement despotique de l'Autriche ennemie ne peuvent être que des victimes innocentes de de la tyrannie. En outre, parmi les élus du Haut-Rhin à la Législative se trouvait l'un des juges que nous avons vu siéger au tribunal d'Altkirch, ce François-Joseph Ritter[3] que M. de Tassara avait essayé de corrompre. On peut admettre que c'est lui qui, spontanément ou sur la demande de son frère, le maire de Huningue, rappela l'affaire aux comités de la nouvelle Assemblée. Peut-être aussi que Bargum et Schwartz adressèrent de nouvelles pétitions à la Législative pour obtenir enfin une solution définitive après de si longs

1. « Das geforderte urkundliche Verhaftserkenntniss des lœbl. Wiener Magistrats. »

2. « Widrigenfalls alle Gehaessigkeit und Verantwortung auf sie fallen würde. »

3. Né à Huningue en 1758, avocat au Conseil souverain d'Alsace, juge au tribunal d'Altkirch, député à la Législative, à la Convention, au Conseil des Cinq-Cents, membre du tribunal de cassation, mort comme procureur impérial au tribunal d'Altkirch en 1809.

mois de prison préventive. En tout cas, l'affaire fut reprise par le Comité diplomatique au printemps de 1792 et, dans la séance du soir du mercredi 23 mai, nous voyons un autre député du Haut-Rhin, Jean-Louis Schirmer[1], déposer, au nom de ce Comité, un rapport qui liquidait l'affaire. On y trouve d'abord, dans le compte-rendu sommaire de cette séance au *Moniteur*[2], « la demande faite par le ministère autrichien de l'extradition de M. Bargum et de son épouse et de M. Shlaps[3], actionnaires et teneurs de livres de la banque octroyée à Vienne, arrêtés à Huningue comme prévenus d'avoir fait de fausses lettres de change et de les avoir frauduleusement escomptées à la banque royale de Vienne »; puis il est dit « que cette accusation a été démentie depuis par le même ministère[4] » qui, « sans aucune loi, sans aucune convention, s'autorisait d'un simple usage de réciprocité entre les deux cours pour demander cette extradition, que deux fois l'Assemblée constituante a décrétée ». Schirmer concluait en « proposant de décréter qu'il n'y a pas lieu à accorder cette extradition ». L'Assemblée adopte la proposition du Comité.

François-Joseph Ritter s'empressa d'annoncer ce vote à son frère Nicolas, le maire de Huningue, dans une lettre, datée de Paris, le 25 mai 1792, an IV de la liberté, et qui est la dernière pièce relative à cette affaire trouvée dans leurs papiers de famille :

Je vous préviens, mon cher frère, que les sieurs et dame Bargum et Schwartz ne seront pas extradés entre les mains des Autrichiens. L'Assemblée nationale a décrété qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette extradition. Ils ont maintenant encore une démarche à faire, c'est de présenter requête au tribunal d'Altkirch pour obtenir leur élargissement et mainlevée de leurs effets déposés au greffe. Vous pouvez leur annoncer cette nouvelle. L'Assemblée n'a pu ordonner elle-même leur élargissement parce qu'elle aurait empiété sur l'ordre judiciaire. Rien de nouveau ici; Luckner a pris le commandement de l'armée du Nord. Rochambeau est de retour ici; hier on a décrété pour principe que les prêtres réfractaires seront déportés. Adieu, je

1. Né à Kembs en 1739, avocat au Conseil souverain, juge au tribunal de Colmar, député à la Législative, mort comme baron de l'Empire et président de la cour de Colmar en 1814.

2. *Moniteur*, t. XII, p. 474.

3. C'est l'orthographe du *Moniteur;* mais nos pièces manuscrites portent toutes très distinctement *Schwartz.*

4. Nous ne saurions expliquer cette indication singulière du rapport, après la note si formelle du prince de Kaunitz à M. Gabard. Si la chancellerie impériale avait réellement reconnu l'innocence des accusés, pourquoi aurait-on repris l'affaire?

vous embrasse. Mes respects à ma chère belle-sœur; compliments à toute la famille[1].

En soi, toute cette affaire criminelle, qui reste obscure, n'a guère d'importance. Si je n'ai pas résisté à la tentation de m'y arrêter un instant, c'est le fait curieux que l'énergie du maire d'une petite ville de province et la résistance d'un simple tribunal de district, s'appuyant, il est vrai, tous deux sur les principes nouveaux des droits de l'homme, ont pu tenir en échec, pendant de longs mois, deux gouvernements d'accord, semble-t-il, pour agir dans un sens contraire et une Assemblée souveraine qui acquiesçait à leur manière de voir. C'est là un fait assez nouveau dans l'histoire de France d'alors. Un esprit pessimiste, comme Taine, y verrait sans doute, avant tout, une preuve de l'anarchie générale qui paralysait les pouvoirs publics; mais on peut aussi le considérer à un point de vue différent, celui du respect des droits de l'individu innocent ou coupable. Encore que les principaux intéressés dans l'affaire n'aient pas été sans doute des personnages bien intéressants, cette opposition tenace me semble être plutôt à l'honneur des magistrats et des fonctionnaires municipaux d'Alsace qui l'ont risquée.

Rod. Reuss.

1. Nous ignorons si ces bons conseils furent suivis et, en général, tout des aventures subséquentes de ces aventuriers viennois qui avaient eu l'honneur de retenir si longtemps l'attention des diplomates et des législateurs sur leurs spéculations douteuses. Nous avons cherché en vain dans les journaux strasbourgeois du temps quelque renseignement sur le sort de Bargum et Schwartz.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

ÉPOQUE MODERNE (1494-1661).

De plus en plus, dans la France en guerre, l'érudition reprend ses droits. Il y a là une preuve de vitalité à ajouter à toutes celles que donne une nation que les prophètes disaient épuisée. Il y a là aussi, pour le lendemain de la guerre, une magnifique espérance. Nos éditeurs paraissent avoir compris qu'ils ne servaient ni leurs intérêts ni ceux de la pensée française en ajournant les publications de caractère scientifique. C'est ainsi que nous pouvons, sans trop de difficultés, reprendre la suite de ces *Bulletins*.

XVe-XVIe SIÈCLES. — La *Revue historique*[1] a déjà rendu compte du beau livre de M. RENAUDET[2]. On a pu, ailleurs, chicaner l'auteur sur l'ampleur exagérée du volume, lui reprocher d'avoir voulu dire trop de choses et de n'avoir pas su choisir, se plaindre qu'on n'aperçût pas assez vite les pièces maîtresses de l'édifice. Ici-même on a signalé qu'il y avait dans ce livre « deux sujets, que M. Renaudet enchevêtre ». Il reste un travail considérable, fruit d'un labeur acharné, débordant de faits et d'idées. « C'est à la fois », disait très bien M. Pfister, « un ouvrage d'érudition très solide, une belle et impartiale œuvre historique. » Une œuvre qui durera.

Feu A. de Boislisle avait annoncé, dans son *Étienne de Vesc*, qu'il publierait la correspondance de Louis XII et du chancelier Jean Nicolay pendant l'occupation du royaume de Naples. En fait, sur les quatre-vingt-neuf pièces du dossier, quarante-quatre étaient encore inédites et, sur les quarante-cinq déjà imprimées, deux seulement étaient vraiment dans le domaine public, les autres ne se trouvant que dans les rarissimes *Pièces justificatives de la maison de Nicolay*. Chargé de continuer et d'achever cet ouvrage, M. Henri COURTEAULT nous donne ce dossier « Naples » dans son

1. T. CXXIII, p. 336-342.
2. A. Renaudet, *Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie, 1494-1517*. Paris, Champion, 1916, in-8°, XLVIII-739 p.

intégralité[1]. Il a pu rétablir la date (1503) de sept lettres de Louis XII et Anne, mises par erreur à 1502.

Ces quatre-vingt-neuf lettres (parmi lesquelles ne figure malheureusement qu'une seule réponse de Nicolay) nous renseignent surtout sur l'administration du royaume et sur les fautes commises par le gouvernement de Louis XII et de Georges d'Amboise[2]. « Ce dernier, dont les mérites », dit M. Courteault, « paraissent avoir été bien surfaits par les historiens, se trahit dans sa correspondance plus attaché peut-être à ses intérêts personnels qu'à ceux de son maître. » On remarquera surtout les lettres relatives à la rupture du traité de Lyon.

M. Labande nous annonce comme prochaine la publication de la correspondance du maréchal de Matignon. En attendant, il nous donne celle de l'oncle du maréchal, Joachim de Matignon[3]. Sans être un personnage de premier plan, Joachim a été chargé plusieurs fois des fonctions de lieutenant général en Normandie. Or, à bien des moments du règne de François Ier, la Normandie, menacée d'une descente anglaise, fut un des points sensibles du royaume. D'autre part, protégé de la famille d'Estouteville, Matignon est mis par elle au courant des bruits de cour et aussi des nouvelles politiques, vraies ou fausses. Sans rien nous apprendre de nouveau, cette correspondance ajoute cependant à notre connaissance de l'époque. M. Labande publie en particulier une quarantaine de lettres de François Ier, qui avaient échappé aux éditeurs du *Catalogue*[4]. Félicitons-nous que les archives du Palais de Monaco nous prodiguent ainsi leurs trésors.

Anne de Graville, troisième fille de l'amiral, n'a que deux titres à la gloire : enlevée par Pierre de Balsac, elle fut l'héroïne d'un de ces procès à la fois romanesques et scandaleux dont abonde la chronique

1. Henri Courteault, *le Dossier « Naples » des archives Nicolay. Documents pour servir à l'histoire de l'occupation française du royaume de Naples sous Louis XII*. Paris, 1916, in-8°, 135 p. (extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1915). L'introduction occupe les p. 1-23.

2. Quoique M. Courteault parle de quatre-vingt-neuf pièces, il en publie quatre-vingt. Elles vont du 20 octobre 1501 au 26 juillet 1503.

3. *Correspondance de Joachim de Matignon, lieutenant général du roi en Normandie (1516-1548), publiée à l'occasion du XXVe anniversaire de l'avènement de S. A. S. le prince Albert Ier de Monaco*, par L.-H. Labande. Monaco, impr. de Monaco, et Paris, A. Picard, 1914, in-4°, LXII-211 p., 4 tables.

4. La publication comporte en tout 228 lettres. Les lectures ne m'ont pas toujours paru d'une sécurité absolue. Dans les lettres italiennes de Livio Crotto, je pense qu'il faut systématiquement lire *nè* au lieu de *ni*.

judiciaire du XVIe siècle ; poétesse, elle a imité la *Teslede* de Boccace, et rajeuni, en la mettant en rondeaux, la *Belle dame sans mercy* d'Alain Chartier. Autour de ce mince personnage, M. Maxime DE MONTMORAND[1] a groupé les familles alliées aux Malet de Graville, non seulement ces Balsac d'Entragues, qui tiennent une telle place dans l'histoire de Henri III et de Henri IV, mais aussi les d'Urfé[2]. Cet agréable ouvrage est fait avec soin et l'auteur connaît bien les sources[3].

Les lecteurs de la *Revue historique* ont déjà pris connaissance de l'étude de M. ROMIER sur *les Protestants français à la veille des guerres civiles*[4]. C'est l'ébauche d'un travail plus considérable, qui projettera, selon toute apparence, une vive lumière sur cette période confuse. L'auteur s'attache à déterminer le sens de la crise, capitale dans notre histoire, par laquelle la Réforme française, de groupement purement religieux, se transforme en « un parti protestant », mêlé d'éléments à la fois féodaux et démocratiques. Il donne d'abord des forces réformées françaises à la fin du règne de Henri II un aperçu géographique qui ne saurait évidemment être qu'une esquisse, mais qui indique déjà clairement les principaux faits de répartition et qui met hors de contestation le rôle considérable joué alors par les églises protestantes dans la nation. Il expose ensuite la constitution interne des églises et celle du parti, ou plutôt des partis. Car le principal mérite de M. Romier est précisément d'avoir fait les distinctions nécessaires. Nous louerons chez lui moins encore l'érudition étendue et toujours sûre que le sens des nuances. Peut-être a-t-il même tendance à exagérer : à force de vouloir démolir la légende condéenne, de rendre à Coligny sa vraie figure de sujet loyal et de religionnaire sincère, et l'opposer au chef de parti que fut Condé, je me demande si M. Romier ne prête pas à ce très léger et muable personnage des vues politiques trop profondes et une action trop cohérente. Mais réservons ces questions pour le jour où

1. Maxime de Montmorand, *Une femme poète au XVIe siècle : Anne de Graville; sa famille, sa vie, son œuvre, sa postérité*. Paris, Alph. Picard, 1917, in-8°, x-328 p., 1 pl.

2. Y compris la marquise d'Urfé qui fut une des victimes de Casanova.

3. Appendices sur la *Dame sans sy*, la bibliothèque d'Anne de Graville, les manuscrits de son poème de *Palamon et Arcita*, le récit du duel des mignons par Vulson de La Colombière, Arnaud Sorbin et son oraison funèbre de Caylus, la plaidoirie de Brétignières pour Marie-Charlotte de Balsac, maréchale (de la main gauche) de Bassompierre.

4. Lucien Romier, *les Protestants français à la veille des guerres civiles* (extrait de la *Revue historique*, t. CXXIV). Paris, 1917, in-8°, 112 p.

M. Romier nous donnera l'ouvrage dont nous enregistrons la promesse[1].

La caricature politique est née, en France, en même temps et sous l'influence des mêmes causes que la presse politique. Estampes satiriques et pamphlets ont également servi aux partis, dans les luttes du XVIe siècle, comme moyens d'action sur l'opinion publique. L'histoire de la caricature politique pendant les guerres de religion, entreprise par M. André BLUM[2], est donc une partie essentielle de l'histoire de la Réforme française et de la Ligue.

Pour bien écrire cette histoire, il faudrait posséder d'abord une connaissance intime de l'histoire de l'art — si le nom d'art peut convenir à toutes ces manifestations graphiques des convictions religieuses et politiques de nos aïeux — savoir retrouver les artistes sous leurs œuvres, établir la filiation de ces œuvres, etc. Il faudrait avoir étudié la législation et la jurisprudence sur la presse. Il faudrait en outre posséder à fond la bibliographie politico-religieuse du même temps, car l'estampe est tantôt l'illustration, tantôt la traduction imagée du pamphlet. Il faudrait avoir étudié les divers courants et les divers mouvements de l'opinion, dans les divers partis et sous-partis, ligueurs français ou espagnolisés, catholiques royaux, politiques, huguenots de religion ou huguenots d'État, tolérants ou fanatiques. A ces conditions seulement, un livre sur l'estampe satirique sera une contribution utile à notre connaissance générale de cette époque troublée.

Je ne puis cacher que la lecture de l'ouvrage de M. Blum nous réserve à cet égard plus d'une déception. La bibliographie est à la fois surabondante et mal ordonnée, pleine de superflu et riche de lacunes, plus nourrie du côté médiéval que du côté XVIe siècle[3]. Une

1. La *Revue* a déjà rendu compte (t. CXVI, p. 364) de son deuxième volume sur *les Origines politiques des guerres de religion.*

2. André Blum, *l'Estampe satirique en France pendant les guerres de religion. Essai sur les origines de la caricature politique.* Paris, Giard et Brière, in-8°, 365 p., 25 fig. Suivant une déplorable habitude (et qui est exploitée contre nôtre librairie à l'étranger) l'ouvrage ne porte aucun millésime. Disons cependant que c'est une thèse qui a été soutenue en Sorbonne en 1916.

3. L'ouvrage n'étant pas daté, il m'est difficile de dire que M. Blum aurait eu avantage à consulter mes *Sources.* Je vois pourtant qu'il cite Fueter, qui est de 1911. Il paraît n'avoir manié ni *la France protestante*, ni le *Bulletin du protestantisme français ;* il n'a vraisemblablement pas fréquenté la bibliothèque de la rue des Saints-Pères (négligemment citée une fois). Il n'a pas consulté Sommervogel. A la Nationale, il a ignoré les collections Delamarre et Anisson. Il est impossible de voir s'il a tenu en main le ms. fr. 1782 ou s'il s'est contenté des *Notices et extraits.* Il ne nous dit pas (p. 348) que Leroux de Lincy

introduction, inutile par son vague même, sur l'histoire de la caricature dans l'antiquité et au moyen âge, remplit une trop grosse part du volume. Les planches sont critiquables : elles reproduisent trop souvent des documents inédits, ce qui est contraire au dessein même de l'ouvrage, lequel doit traiter des « estampes »; et ces planches ne sont pas toujours des « caricatures politiques ». L'auteur n'a pas, sur les idées et les personnages du temps, les notions à la fois étendues, précises et familières qui auraient été nécessaires[1]. L'histoire de la caricature au XVIe siècle reste à faire.

L'expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba, la défaite de l'*Armada* du duc de Medina Celi et de Jean-André Doria par Dragut, enfin la capitulation du fort espagnol entre les mains de Piali-Pacha, ce sont en eux-mêmes d'assez minces épisodes. Mais la tentative d'établissement des Espagnols dans l'île de Djerba est une conséquence du traité de Cateau-Cambrésis, qui libérait momentanément Philippe II du souci de l'alliance franco-turque. La chute du fort castillan — du Bordj-el-Kébir — marque la fin de la prépondérance espagnole en Tunisie et le triomphe des Ottomans. La thèse complémentaire de M. MONCHICOURT[2] se relie donc à l'histoire générale et il faut louer le soin avec lequel il en a établi la documentation.

Le signataire du présent *Bulletin* a publié le tome IV des *Sources de l'histoire de France au XVIe siècle*[3]. Ce volume, achevé d'imprimer à la veille de la mobilisation, a subi d'abord le sort commun des travaux qui auraient dû voir le jour en cette heure tragique.

a été complété par Picot, que le *Theatrum crudelitatum* a été réimprimé, et aussi Tortorel et Périssin. Il ne sait pas qui est Nicolas Le Challeux (p. 205).

1. P. 74, Pierre (ou Pyrrhus) d'Angleberme, Orléanais, devient un triple personnage : « Pyrrhus, Anglebermens, d'Orléans », pêle-mêle avec Jean de Boyssou, Cantinucula (Cantiuncula, Claude Chansonnette) et Symphorius Campegius (Symphorien Champier). P. 103, Pierre de Cugnières « profite du mouvement de réaction contre la puissance des Guise pour publier le *Pasquil de la cour* »; cependant, le titre du pamphlet, cité en note, avertissait l'auteur qu'il s'agissait d'un « ressuscité », comme on le reconnaît à un autre endroit du livre. P. 142, une ordonnance de François Ier est datée du 9 avril *1513*. Tout cela donne l'idée de fiches fâcheusement jetées dans une boîte. — Je serais curieux de lire la phrase latine de Dolet qui est traduite (p. 73) par « la barbarie du moyen âge ».

2. Ch. Monchicourt, *l'Expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba* (essai bibliographique, récit de l'expédition, documents originaux). Paris, E. Leroux, 1913, in-8°, II-271-III p., 13 fig.

3. Henri Hauser, *les Sources de l'histoire de France au XVIe siècle (1494-1610)*. T. IV : *Henri IV (1589-1610)*. Paris, Aug. Picard, 1916, in-8°, XIX-223 p. Le volume commence en janvier 1589. — P. XVII, quelques errata aux t. III et IV.

Depuis, l'éditeur a consenti, d'accord avec l'auteur, à reconnaître qu'on ne pouvait attendre davantage. Peut-être, déjà, ce volume paraîtra-t-il bien vieilli. La *Revue historique* a bien voulu lui consacrer un compte-rendu des plus flatteurs[1].

L'ouvrage sera ultérieurement complété par une table générale. Une table provisoire est jointe à ce volume comme aux précédents. — Le tome I avait paru en 1906. L'ouvrage se compose de 3,278 notices.

XVIIe SIÈCLE. — M. Henri BRÉMOND entreprend de construire un monument aux vastes proportions : une *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours*[2]. L'histoire du XVIIe siècle ne remplira pas moins de quatre volumes[3]. Le premier, *l'Humanisme dévot*, est une sorte d'introduction générale, destinée à reconstituer l'atmosphère intellectuelle et morale dans laquelle ont vécu les saints et les mystiques du grand siècle.

Le grand siècle — pour M. Brémond comme pour Théophile Gautier — c'est le siècle de Louis XIII, un XVIIe siècle que Malherbe n'a pas encore achevé d'émonder. Sur ces quatre volumes, trois seront consacrés à la période dont nous nous occupons ici. Dans cette période, il n'étudiera l'expression littéraire du sentiment religieux que chez les catholiques. Bien plus, il fera très petite part au jansénisme. Il se défendra d'éclairer les sources littéraires par le recours aux sources d'un autre genre, même par le recours aux inédits. Il fera très peu appel aux prédicateurs et encore moins aux poètes. Une seule exception à ce principe, et particulièrement heureuse, *felix culpa :* la poésie populaire, les chansons naïves des vieilles dévotes lui permettront de mesurer la répercussion dans les âmes des fidèles du travail accompli par les humanistes; il y a là une part incontestable de la tradition nationale, et l'on ne saurait regretter cette excursion hors du domaine de la littérature. Mais, dans l'ensemble, il faut prendre son parti des limitations de M. Brémond.

M. Brémond voit dans l'humanisme dévot, dont François de Sales réalisera le type le plus exquis, l'épanouissement de l'humanisme

1. T. CXXIV, p. 345.

2. Henri Brémond, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours*. T. I : *l'Humanisme dévot (1580-1660)*. Paris, Bloud et Gay, 1916, in-8°, XXIII-552 p., 4 pl.

3. T. II : *l'Invasion mystique (1590-1620)*. — T. III : *la Conquête mystique (1620-1650)*. — T. IV : *la Retraite des mystiques (1650-1700)*. — Ensuite viendront le XVIIIe et le XIXe siècle. Nous n'avons pas reçu le tome II qui a, croyons-nous, déjà paru.

chrétien et, pour tout dire d'un mot, « le dernier chapitre de l'histoire de la Renaissance », comme il voit dans la Renaissance elle-même le point d'aboutissement de tout l'humanisme antérieur, de celui du moyen âge, de « l'humanisme éternel ». Délicat problème, en toute matière, de concilier le sentiment du continu, qui est la trame même de l'histoire, avec la sensation du nouveau, c'est-à-dire de la réalité. Si rien, dans l'humanisme du XVIe siècle, « n'est absolument nouveau », M. Brémond lui-même nous dit qu'à des choses très anciennes la Renaissance donne « un accent nouveau[1] ». Si François de Sales doit assurément à Rabelais, avouons qu'il le transforme.

Un peu pour nous montrer que ses dévots sont des humanistes, beaucoup, j'imagine, pour satisfaire son goût d'infatigable liseur, M. Brémond insère entre les pages de son livre toutes les fleurs d'une anthologie. Sachons l'en remercier : il a sauvé, par ses citations, une multitude de textes qui méritaient mieux que l'oubli ; il a aussi, disons-le, dispensé le commun des lecteurs de jamais recourir aux originaux : on se contentera de ces extraits. On ne les lira pas, d'ailleurs, sans avoir le sentiment que ce florilège, en nous épargnant maintes pages fastidieuses, nous laisse de la plupart de ces auteurs une impression plus favorable que la réalité. C'est un recueil de morceaux choisis, — et choisis par la main d'un amateur.

Encore tout n'est-il point, malgré ce choix, du meilleur goût. A côté du polémiste, M. Brémond veut nous révéler, en Louis Richeome, l'humaniste dévot. Il le peint d'un mot : « Fin, sage, ferme et bénin, ce Provençal était fait pour gouverner. » Malgré tout, M. Brémond aura du mal à nous faire accepter cet écrivain dévot, que lui-même compare à Swift, et dont certaine « imagination bouffonne » serait « très bien illustrée par Jean Veber », — disons plutôt par Breughel de Velours. Il faut bien avouer que ce jésuite n'a pas « un goût très éthéré » et, s'il est vrai qu' « il n'y a pas de ménagerie dans les *Essais* de Nicole », on peut regretter qu'il y ait chez Richeome un peu trop de lézards, de chauves-souris, de cocasseries, de puérilités[2] et de fades allégories qui rappellent le *Roman de la Rose*. Cet insupportable bavard[3] nous fait mieux goûter la sécheresse de Port-Royal.

Passons sur François de Sales, moins intéressant, pour la thèse

1. P. 4, n. 1. Voir aussi p. 7-9. A « l'humanisme éternel », M. Brémond finit par opposer « l'humanisme flamboyant ».

2. P. 59 : « Quelque âge qu'il nous prête, il nous parle comme si nous avions quinze ans. »

3. P. 66 : « Il cause, il cause. »

elle-même, que les *minores*. Mais comment nous convertir au culte d'Étienne Binet, à propos duquel M. Brémond évoque le souvenir peu édifiant du *Mannequin d'osier*, et qu'il appelle « un François de Sales intempérant, épais et vulgaire » ? Nous nous plairons davantage, malgré son excessive faconde, malgré ses divagations[1], à Jean-Pierre Camus. Aux romans de l'évêque de Belley, M. Brémond applique l'exégèse hardie qui a permis à M. Lefranc de renouveler la critique de Rabelais. Ces romans sont pris dans la réalité; ils sont dignes de servir de sources à l'histoire des mœurs au temps de Louis XII.

Irons-nous, à la suite de M. Brémond, dresser des autels à Yves de Paris[2]? Ce « sauvetage » d'un inconnu a-t-il, au fond, un autre objet que de servir à mieux accabler Port-Royal? Car, ne nous y trompons point, le livre de M. Brémond est surtout écrit pour prouver l'inutilité du jansénisme : « Une conception optimiste de l'univers, loin d'atténuer la sainte rigueur de l'Évangile, la rend au contraire plus étroite » ; la faible valeur morale du jansénisme : « L'optimisme chrétien est une doctrine d'héroïsme, le pessimisme une doctrine de lâcheté » ; enfin la stérilité religieuse du même jansénisme : « La vie mystique ou s'étiole ou se cache dès que triomphent des influences contraires, celle de Port-Royal par exemple... » Lâcheté de Port-Royal, pauvreté mystique de Port-Royal! Qu'en eût pensé Sainte-Beuve?

Je laisse aux dévots de Port-Royal le soin de discuter ces étranges formules. Je me contente de dire que le gros livre de M. Brémond est, comme tout ce qu'il écrit — comme sa *Provence mystique*, son *Apologie pour Fénelon*, sa *Sainte Chantal* — très vivant, riche d'idées personnelles, plein d'aperçus nouveaux. Nous dirons de lui ce qu'il dit d'un de ses héros : « Il n'est jamais ennuyeux[3]. » On n'en saurait dire autant de tous les théologiens.

1. Voir (p. 163) la page où il démontre qu'Ignace de Loyola est Français et non Espagnol.

2. Il ne serait pas impossible d'identifier, semble-t-il, ce mystérieux personnage, puisqu'il fut conseiller au Parlement de Paris.

3. Est-il toujours très sûr? Dans les appendices où, répondant à l'abbé de Baudry et au P. Navatel, il nous édifie sur les singulières méthodes critiques en usage dans les couvents, M. Brémond lui-même, p. 532, semble approuver les pieuses suppressions : « Les visitandines d'Annecy ont soigneusement effacé, dans les lettres de la sainte fondatrice, nombre de passages qui auraient inutilement peiné les amis d'un grand ordre religieux. Leur reprocherons-nous cette délicatesse que nous avons imitée nous-même lorsque nous avons eu à raconter sainte Chantal? A Dieu ne plaise, il nous semble en effet qu'il faut une raison majeure pour compromettre, par des publications de ce genre, la réputation de qui que ce soit. » Singulière idée des devoirs de l'historien!

La Société de l'histoire de France a donné sous la date de 1914 le cinquième fascicule des *Rapports et notices* sur les *Mémoires* de Richelieu. On sait que, pour ne pas surcharger de notes l'édition même des *Mémoires*, les éditeurs ont entrepris de publier, parallèlement aux volumes des *Mémoires*, une série de volumes consacrés à des dissertations critiques. Le présent fascicule est un accompagnement du tome IV[1].

Après une note de M. Ph. Lauer sur l'écriture du cardinal (un document reproduit en fac-similé permet de résoudre définitivement le problème), vient le rapport de M. Delavaud, commissaire responsable. Il nous renseigne avec précision sur la valeur du manuscrit B, qui sert de base à l'édition nouvelle. Cette valeur, il faut l'avouer, n'apparaît pas comme très considérable. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu' « il semble avoir été écrit postérieurement à tout autre texte et représenter l'état le plus récent qui nous soit connu du travail des secrétaires procédant à des revisions successives. Voilà la valeur du manuscrit B : il représente cela, mais rien de plus... Quant au cardinal, il a *peut-être* vu ce manuscrit B. On trouve, en effet, dans les premières pages deux ou trois mots qui *peuvent être* de sa main : c'est tout ». On avouera que c'est peu et, en pensant à tout le travail dépensé autour de cette édition, on ne lira pas sans quelque tristesse ces lignes de M. Delavaud : « Le manuscrit B, sauf peut-être la partie qui a été imprimée en 1730 sous le titre de : *Histoire de la mère et du fils*... n'est donc pas un texte définitivement établi par Richelieu ni même par ses secrétaires pour l'impression et ne mérite pas d'être respecté comme tel. »

Les éditeurs ont dû, par suite, recourir au manuscrit A, c'est-à-dire « au travail que les secrétaires ont fait directement sur les pièces mêmes des dossiers du cardinal ». Quand ils y ont rencontré des pièces, ils ont, autant que possible, remonté aux originaux.

Il faut remercier encore M. L. Delavaud d'avoir pensé que le travail d'édition des *Mémoires* était assez avancé pour qu'on pût se livrer à une étude critique de la composition de ces mémoires[2]. « C'est un problème », dit-il en débutant, « dont la solution est aussi difficile qu'elle serait nécessaire, de faire, dans les écrits sortis du

1. *Rapports et notices* sur l'édition des *Mémoires* du cardinal de Richelieu, préparées sous la direction de MM. Jules Lair et le baron de Courcel. Fascicule V (2e et dernier fascicule du t. II). Paris, H. Laurens, 1914, in-8°, 18 (à 18 *quater*)-350 p., 5 pl. (la table dit 4).

2. Ce travail, qui occupe les p. 45-208 du volume, a été aussi publié à part, *Quelques collaborateurs de Richelieu* (extrait des *Rapports et notices* sur l'édition des *Mémoires* du cardinal de Richelieu, t. II, fascicule IV et V). Paris (sans nom d'éditeur), 1915, in-8°, 266 p.

cabinet de Richelieu, la part de son travail personnel et de celui de ses collaborateurs. » Avec beaucoup de patience et d'érudition, sans fétichisme excessif, M. Delavaud a démêlé au moins certaines parties du problème. Il nous montre au travail les « secrétaires de nuit », simples instruments du maître, puis les vrais collaborateurs, Bullion, d'Andilly, d'Estrées, Déageant, d'Ardier, sans parler du diascévaste de l'œuvre, Harlay de Sancy. Les *Mémoires* nous apparaissent ainsi comme une œuvre collective et composite, où la pensée du cardinal est assurément toujours présente, mais où l'on peut reconnaître le style de tel ou tel de ses collaborateurs[1]. Très discrètement et sans jamais le dire, M. Delavaud fait naître en nous le sentiment que les commissions académiques se sont peut-être engagées un peu vite dans une voie assez ingrate, qu'elles se sont exagéré, sur le vu du nom de l'auteur, l'importance des *Mémoires*. Tant de labeur eût pu être, d'aventure, plus utilement employé.

Ce que M. Delavaud établit fort bien, c'est que les *Mémoires* sont moins un livre historique (même avec toutes les réserves qui s'imposent au sujet des *Mémoires* d'un homme d'État) qu'un véritable plaidoyer *pro domo*, une œuvre de polémique politique que Richelieu eût sans doute publiée s'il eût vécu davantage. Commencée au lendemain de la fuite de Marie, vers 1631-1632, elle est restée inachevée et ne dépasse pas 1638. Le cardinal eut trop à faire en ses dernières années pour pouvoir mener à bien son propre panégyrique.

Nous arrivons maintenant à nous rendre compte de ce qu'était le cabinet du cardinal. C'était un atelier ou, si l'on préfère, un bureau de presse où chacun avait sa tâche. Le maître donnait les indications, distribuait les rôles, faisait faire des mémoires, les lisait et les revoyait, en dictait et parfois en écrivait lui-même. De ce bureau sortaient à la fois les articles de la *Gazette* et les pamphlets par lesquels le cardinal ripostait à ceux de Mathieu de Morgues et des libellistes impériaux. Dans ce bureau également s'élaboraient l'*Histoire de la mère et du fils* et les autres morceaux des *Mémoires*. Richelieu avait même ses « interviewers », comme celui qu'il semble bien avoir envoyé à Sully, à seule fin d'arracher à l'illustre grognon beaucoup de médisances et quelques petites infamies sur la reine-mère. M. Delavaud donne en appendice, d'après le manuscrit, le texte de cette entrevue, qui n'était connue que par la *Vie de Marie de Médicis* de Mme d'Arconville. Si la critique de M. Delavaud est,

1. P. 205 : « Toute cette page des *Mémoires* de Richelieu rappelle singulièrement le style d'Andilly. » P. 215 : « Nous distinguons difficilement... ce qui appartient en propre à Richelieu. » P. 236 : « Il est souvent difficile de distinguer leur travail du sien. »

en somme, sévère pour les *Mémoires*, s'il nous laisse l'impression que ces *Mémoires* sont très peu du cardinal, par contre il nous redonne, après M. Hanotaux, toutes les raisons que nous avons de croire à l'authenticité du *Testament*. Non pas, bien entendu, que Richelieu l'ait fait tout seul, mais il a nettement dominé ses collaborateurs. Le *Testament* aussi, d'ailleurs, est à la fois un panégyrique personnel et un écrit destiné à servir une politique. M. Delavaud pense que Richelieu se mit au *Testament* quand il « désespéra de l'achèvement des *Mémoires* ». Quand? « Entre 1635 et 1640 », ce qui est vague. Toujours est-il que, « jusqu'à 1642, il fit travailler ses collaborateurs à continuer les *Mémoires* en même temps qu'à compléter et à corriger le *Testament*, ni l'une ni l'autre œuvre n'ayant été abandonnée ».

Il n'est pas douteux que la très louable étude de M. Delavaud nous fait pénétrer dans l'intimité même — j'entends l'intimité intellectuelle — de Richelieu[1].

Outre ce remarquable travail, le cinquième fascicule comprend encore une note de M. Robert Lavollée sur les manuscrits et les ouvriers des *Mémoires*. Le « maître-ouvrier » paraît toujours avoir été Harlay de Sancy, bien que cette hypothèse n'aille pas sans soulever quelques difficultés.

Le tome III du *Journal* de Jean Vallier[2] va du 1er septembre 1651 au 31 juillet 1652 : c'est la crise de la Fronde finissante, la révolte bordelaise de l'Ormée, le retour de Mazarin, les combats de Bléneau et du faubourg Saint-Antoine. Vallier est un témoin exact et sincère, qui note les événements peu de temps après leur apparition, sans doute à la fin de chaque mois, avant d'en savoir les conséquences. Pour certains faits, il est témoin oculaire, par exemple pour l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville qui précéda le massacre des mazarins, et il donne parfois des détails qui manquent ailleurs.

Vallier est un loyal sujet du roi, scandalisé par l'audace des rebelles, désireux de voir revenir la paix. Cependant, il n'aime pas le cardinal et de plus il le juge faible et incapable. On remarquera également la défiance que lui inspire Turenne. Son récit, dans sa sécheresse même, donne bien l'impression d'un État en décomposition et qu'on aurait pu croire à la veille de la ruine. La Fronde,

1. P. 74, l. 13, au lieu de : « De tous Français », lire : « Des bons Français. » P. 246 (lettre de Déageant à Pontchartrain sur Lesdiguières, 12 janvier 1620), l. 15 et suiv. : « Cy se porter à leur estre contraire ... si Sa Majesté ne leur rend justice », lire : « Ny se porter ... si Sa Majesté leur rend justice. »

2. *Journal de Jean Vallier, maître d'hôtel du roi (1648-1657)*, publié... par Henri Courteault. Tome III : 1er septembre 1651-31 juillet 1652. Paris, H. Laurens (Société de l'histoire de France), 1916, in-8°, 367 p.

chez lui, n'est pas un jeu d'enfants, et tout nous prépare à comprendre l'acte d'adoration monarchique qui suivra.

L'éditeur, M. Henri Courteault, s'est acquitté de sa tâche avec son érudition et sa sobriété coutumières.

L'intérêt du grand travail de M. Éd. Rott ne cesse de croître à mesure que l'histoire des cantons suisses devient davantage une partie intégrante de l'histoire européenne. Le nouveau volume[1] va de 1643 à 1663, date du renouvellement du traité de 1602, c'est-à-dire qu'il couvre la fin de la guerre de Trente ans et les négociations de Westphalie, la Fronde et la guerre franco-espagnole, la paix des Pyrénées.

Au milieu de ces crises, la situation des cantons et de leurs confédérés est souvent très difficile. Unis à la France par l'*alliance perpétuelle* de 1516 et à la maison d'Autriche par l'*union héréditaire* de 1511, travaillés en outre par les intrigues hispano-milanaises, divisés par des antipathies confessionnelles qui aboutissent parfois à la guerre religieuse, déchirés par des agitations sociales qui éclatent en jacqueries, les cantons ne forment guère que de nom un *corps helvétique*. La vénalité trop connue des dirigeants, s'ajoutant à l'institution officielle et régulière des levées de mercenaires, achève de faire de la Suisse le véritable « champ clos des compétitions de l'étranger, qui se donnaient libre cours dans ses diètes et dans les conseils de ses divers cantons ». Elle doit compter avec tous ses voisins pour assurer sa vie économique, puisqu'elle est pour ainsi dire en état de blocus naturel. Tirera-t-elle son sel de Peccais en Provence, de Salins, de Dieuze, voire de Hall en Tyrol? Laissera-t-elle s'installer à Brisach une puissance qui pourrait lui refuser les blés de la Haute-Alsace? La Suisse du XVIIe siècle se trouve dans cette situation que la guerre entre ses voisins lui est ruineuse, parce que ses territoires ou ceux de ses alliés sont menacés, que son ravitaillement est troublé. Elle a presque plus encore à redouter la paix, parce que ses puissants protecteurs peuvent s'entendre alors à ses dépens, parce qu'elle ne peut plus les jouer les uns contre les autres, se livrer à de fructueux marchandages d'hommes, de routes, d'influences. Il faut penser à tout cela pour bien comprendre le développement ultérieur de l'histoire suisse et même la situation actuelle de la Confédération. Peut-être que nos diplomates eux-mêmes ne perdraient pas leur temps à manier les gros volumes de M. Rott.

1. Édouard Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*. Tome VI : 1646-1663. Berne, Staempfli et Cie, 1917, in-8°, v-1008 p. Les tables commencent à la p. 769.

Rupture des liens qui unissaient les Treize-Cantons à l'Empire, autonomie souveraine du corps helvétique, inclusion de ce corps dans le traité de Westphalie, fin de cette neutralité séculaire des deux Bourgognes, qui donnait à la Suisse une sorte de protectorat sur les pays situés à l'ouest du Jura, tels sont les faits marquants de cette période. La France y joue un grand rôle, d'abord comme recruteuse de mercenaires qu'elle paie mal et rarement, si bien que la question d'argent tient dans les négociations une place démesurée, puis par ses intrigues entre les religions et les partis. Les Suisses auraient pu prendre leur revanche durant la Fronde, où la haine du Mazarin les incitait à soutenir les princes. Mais la politique du Louvre est trop habile, trop tenace malgré de nombreuses maladresses; elle leur a été, somme toute, trop utile pour qu'ils ne retombent sous son influence. En 1663, c'en est fait des rêves d'*imperium helveticum* forgés aux temps des guerres de Bourgogne et des guerres de Milan. C'est la déchéance du corps helvétique, qui subit de plus en plus la domination politique et économique de la France.

Avec sa méthode ordinaire, c'est-à-dire par le dépouillement minutieux d'un nombre infini de textes, M. Rott retrace cette évolution. A la mort de Louis XIII, Vienne voulait considérer comme faisant toujours partie du Saint-Empire les « ligues des Hautes-Allemagnes ». La question se trouve posée de biais à cause d'un démêlé de droit privé entre Bâle et un Bâlois au service de France, Melchior de l'Isle, qui prétend que l'indépendance accordée aux huit anciens cantons ne s'étend pas à Bâle, et qui introduit un appel contre sa ville natale devant la Chambre impériale de Spire. Caumartin, ambassadeur auprès des cantons, décide de la politique de la France en prenant la défense des Bâlois et en faisant désavouer Melchior. D'Avaux et Servien reçoivent l'ordre d'appuyer Bâle et de gagner de vitesse l'Empereur qui, moins impérialiste que l'Empire, inclinait à céder.

C'est une doctrine, soutenue notamment par l'historien Gonzenbach, que les cantons sont redevables surtout à l'Autriche de leur inclusion dans le traité de Westphalie, et par suite de l'inscription de leur autonomie souveraine dans le droit public européen. La discussion à laquelle se livre M. Rott ne permet pas de douter que les cantons, au contraire, doivent surtout ce résultat capital à la France. C'est elle qui détermine l'envoi à Munster d'un délégué suisse, Wettstein. Le fait que ce délégué est mandaté par les seuls cantons évangéliques donne aux plénipotentiaires français un rôle prépondérant dans cette question; c'est grâce à eux que Wettstein passe pour

représenter, en somme, la totalité du corps helvétique. C'est la France qui décide les cantons catholiques, après un an, à prendre à leur compte les résultats de cette mission. C'est à la remorque de la France et pour ne pas lui laisser tout le bénéfice de l'opération, que l'Autriche promet aux cantons « l'exemption », c'est-à-dire l'autonomie à l'égard de l'Empire. Mais encore une fois l'Empereur n'était pas l'Empire, et sans la France rien ne se serait fait.

La paix de Westphalie n'amène pas d'ailleurs des relations absolument cordiales entre les cantons et le Roi Très-Chrétien. La question de la Comté s'est posée depuis Rocroi. L'établissement de la France en Haute-Alsace éveille bien des inquiétudes. Aussi, dans les difficultueuses négociations (elles durèrent quinze ans) qui aboutirent au renouvellement de l'alliance, l'effort de l'ambassadeur français de la Barde tendit à faire inclure l'Alsace dans le traité. On n'arriva à rien de net à cet égard, ni dans les négociations de 1653-1655 avec les cantons catholiques, ni dans le traité conclu à Aarau le 1er juin 1658 avec les évangéliques[1]. Mais les conditions dans lesquelles eut lieu en 1663 le renouvellement solennel de l'alliance marquait incontestablement la victoire de la France. Cette cérémonie est un des faits qui inaugurent l'ère de la prépondérance française en Europe.

Saluons encore dans l'œuvre de M. Rott un des travaux les plus utiles, les plus sérieux, les plus solides qui puissent être consultés par les historiens de notre diplomatie[2]. Chacun de ses nouveaux volumes accroît notre dette à son égard.

Henri Hauser.

1. Par contre, l'inclusion de Genève fut formelle.

2. Pourrait-on souhaiter que l'auteur fît moins de sacrifices aux grâces un peu vieillies du style « diplomatique »? Pourquoi ne pas dire Coire au lieu des « rives de la Plessur », Zurich au lieu des « bords de la Limmat »? Il y a des endroits, eût dit Pascal, où il faut appeler le gouvernement français « le Louvre »; il y en a où il faut dire « la France ».

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Pierre Roussel. **Délos colonie athénienne**. Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Paris, Fontemoing, 1916. In-8°, VIII-451 pages, avec un plan hors texte (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. CXI).

Ce grand travail sur Délos colonie athénienne est bien tel qu'on devait l'attendre de son auteur. Ancien membre de l'École française d'Athènes, M. Roussel est resté un hôte assidu de Délos; il en a suivi les fouilles jour par jour, il en connaît à fond toutes les ruines, il en a étudié toutes les pierres inscrites. Par de remarquables articles donnés au *Bulletin de correspondance hellénique*, il a mérité d'être désigné comme rédacteur du *Bulletin épigraphique* publié par la *Revue des études grecques* et comme collaborateur au tome XI des *Inscriptiones græcæ* réservé aux « Déliens » de France. C'est dire quelle belle place il s'est faite parmi les épigraphistes par la sûreté de son information et par sa sagacité.

Dans l'ouvrage qu'il vient de publier et qui lui a valu le titre de docteur ès lettres avec la mention très honorable, l'érudition se garde bien de s'étaler. Elle anime chaque page, chaque ligne, mais avec une heureuse discrétion. Elle ne cesse de se contenir et de se dissimuler que dans les appendices, où les savants consulteront avec fruit des recherches souvent définitives sur la chronologie tant discutée des archontes athéniens du IIe et du Ier siècle, une analyse des documents administratifs rehaussée d'utiles corrections et une ample série de textes inédits.

Mais partout l'auteur tire admirablement parti de ses inscriptions[1] et s'arrête net dès qu'elles lui font défaut. Prudent sur le fond et sobre

1. Signalons quelques menues erreurs dans l'étude des textes et les références. — P. 34, l. 6 : l'inscription du *Bull. de corr. hell.*, t. XXIX, p. 424 et suiv., ne concerne pas « les fermiers du domaine sacré », mais les locataires des maisons. — P. 41, l. 14 : après avoir, à la p. 40, n° 29, corrigé ʿΕρμ[ίας] en ʿΕρμ[ων], l'auteur parle de nouveau d'ʿΕρμίας. — P. 124, l. 5 : Théophrastos, mentionné comme épimélète de 127/6, figure sur la liste de la p. 105, sous l'archontat de Diotimos, en 126/5. — P. 225, n. 5 : les inscriptions citées comme donnant des noms de Déliens qui auraient fait des offrandes au Kynthion dans la première moitié du IIIe siècle ne renferment rien de tel. — Nous parlerons plus loin du détail de l'inscription publiée à la p. 386.

dans la forme[1], il répugne aux généralités vagues comme aux hypothèses aventureuses et se refuse délibérément aux grands tableaux où l'imagination supplée aux lacunes de la vraie science. Le bilan qu'il dresse est d'une sincérité absolue. En suivant cette méthode, qui est la bonne, M. Roussel expose tout ce qu'on peut savoir sur l'histoire de Délos depuis le commencement de la seconde domination athénienne en 166 jusqu'à la période de la décadence. Après une introduction où il raconte les débuts et présente les traits généraux de l'occupation athénienne, il concentre les résultats d'investigations approfondies en cinq chapitres où il étudie successivement : 1° la population, sa provenance et son organisation; 2° l'administration athénienne; 3° les

1. La langue de M. Roussel est excellente, précise et ferme. On hésite à lui reprocher un goût déterminé pour certaines « élégances ». Il abuse du relatif *quoi* (l'hypothèse selon quoi, les traditions selon quoi). Il ne manque jamais de se conformer aux habitudes du XVIIe siècle dans des expressions telles que celles-ci : « Il s'en faut tenir » (p. 118), « la propagation se pouvait faire » (p. 268), « se pouvaient offusquer » (p. 319), etc. Il dit toujours *tâcher à*, même avec un substantif (p. 147 : « ne tâchèrent point à une extrême précision »).

Notons enfin que M. Roussel, qui tâche toujours, pour sa part, à une extrême acribie, a pourtant laissé échapper un assez grand nombre d'inadvertances. Il serait facile de doubler l'erratum des p. 447-448. — L'impression du grec laisse un peu à désirer. Le signe de l'apostrophe est remplacé par l'accent ou indice avec une fréquence déplorable, toujours dans la première moitié du livre (voir par exemple à la p. 19, où ἔχουσι δ'αὐτὴν Ἀθηναῖοι, où δ' semble vouloir dire qu'il s'agit de quatre Athéniens). — P. 40, l. 4 : Ἁμαξάντεύς, *lire* Ἁμαξαντεύς. — P. 45, l. 8 : τὴς, *lire* τῆς. — P. 94, n. 3 : ΟΙΣ ΙΝΥΘΕΙΣ, *lire* ΟΙ ΣΙΝΥΘΕΙΣ. — P. 127, l. 5 : Αἰγι[λ]ιεύς, *lire* Αἰγι[λ]ιεὺς. — P. 173, n. 3 : Γ'ἰστιατικὸν, *lire* L'ἰστιατικὸν. — P. 174, l. 26 : ἰστιατικόν, *lire* ἰστιατικόν. — P. 183, l. 7 : Ἀναγυρασιος, *lire* Ἀναγυράσιος. — P. 194, n. 1 : ἐν, *lire* ἐν. — P. 203, n. 1 : Ἀρεύς, *lire* Ἀρεὺς; n. 4 : Θεοὶ, *lire* Θεοί. — P. 208, n. 8 : ἐπ[τ]ετηρὶς, *lire* ἐπ[τ]ετηρίς. — P. 209, n. 1 : Ἀπολώνιοις, *lire* Ἀπολλωνίοις. — P. 212, l. 4 : Ἀπολόδωρος, *lire* Ἀπολλόδωρος; n. 4 : Διόγνητος, *lire* Διόγνητος. — P. 244, n. 3 : ἀρχουσσαι, *lire* ἄρχουσαι. — P. 267, l. 17 : Βασταγεῖς, *lire* βασταγεῖς. — A part le grec, il y a encore des taches. P. 9, l. 16 : bon « bon ». — P. 10, l. 8 : dûrent, *lire* durent. — P. 11, n. 1 : 766, *lire* 666. — P. 34, n. 9 : ses zeugites, *lire* des zeugites. — P. 53, n. 5 : Oxyrhyncos, *lire* Oxyrhynchos. — P. 58, l. 7 : la catalogue. — P. 84, n. 3 : offrandes infinies, *lire* infimes. — P. 87, l. 18 : quoiqu'il en soit. — P. 91, l. 5 : en communs. — P. 92, l. 14 : solemnels. — P. 121, l. 7-8 : en fait souverain, en droit inefficace; *épithètes à intervertir*. — P. 125, n. 3 : génétif. — P. 167, n. 2 : *op. taud*, lire *op. laud.* — P. 174, l. 29 : servis, *lire* servi. — P. 175, n. 5 : Ptolémée Evergètes III, *lire* II. — P. 176, l. 27 : au fonctionnement de l'intendance sacrée était liée celle de la banque publique, *lire* lié celui. — P. 185, n. 2, l. 13 : caraetère. — P. 188, l. 8 : marchés d'entraînement, *lire* marches. — P. 202, l. 15 : renvoi de note 3, *lire* 5. — P. 208, n. 6 : était, *lire* étaient. — P. 213, l. 7 : dernière. — P. 221, l. 15 : Hestias, *lire* Hestia. — P. 224, l. 16 : nul frais, *lire* nuls frais. — P. 257, l. 6 : succédés, *lire* succédé. — P. 304, l. 4 : Est, *lire* Ouest. — P. 447 : l'erratum indiqué pour la p. 201, l. 22, n'a pas de raison d'être.

cultes et sacerdoces; 4° les édifices, constructions et monuments divers; 5° les catastrophes de 88 et de 69 et leurs conséquences.

Sur tout ce qui est archéologie pure, il nous est impossible de faire à M. Roussel la moindre objection. Il serait par trop présomptueux d'opposer des idées en l'air à qui ne dit pas un mot qu'il n'ait vérifié sur place. Ici, soit qu'il doute, soit qu'il affirme, la parole de M. Roussel paraît impeccable. Sur le reste, il est fatal qu'une œuvre de cette importance donne lieu à quelques réserves, voire même à quelques critiques qui ne sauraient, d'ailleurs, en diminuer le mérite.

Quand l'auteur examine, dans son introduction, la donation qui mit fin à l'indépendance de Délos et y restaura la domination d'Athènes sous l'égide de Rome, il donne bien quelques indications nouvelles et précieuses sur la politique du Sénat romain; mais il n'arrive pas, dirait-on, à une précision suffisante, faute de se représenter exactement la situation de l'île avant 166. Pourquoi la défaite des Macédoniens à Pydna (168) eut-elle pour conséquence immédiate l'ouverture d'un port franc à Délos et la mainmise des vainqueurs sur ce port? Ce n'est pas seulement parce que Rhodes avait alors partie liée avec Persée, que sa prospérité commerciale offusquait autant les *emporoi* du Pirée que les *mercatores* italiens et que les uns et les autres étaient décidés à y mettre un terme par une concurrence triomphale. C'est encore parce que Délos était devenue la grande station intermédiaire entre Rhodes et la Macédoine. Durant la période d'indépendance (314-166), l'île sainte ne se contenta point de recevoir les hommages dévôts des cités et des rois. Nous avons pu montrer (*Revue des études grecques*, 1916, p. 281 et suiv.) que son histoire économique passa par les mêmes vicissitudes que l'histoire politique de la Confédération des Nésiotes. Après avoir été placée sous l'hégémonie d'Antigone le Borgne et de Dèmètrios Poliorcète, Délos fut soumise à la suprématie des Lagides; puis elle connut le régime du protectorat macédonien, dont les Rhodiens ne tardèrent à être les principaux bénéficiaires. M. Roussel croit (p. 5) « que les suzerainetés passagères des rois d'Égypte ou de Macédoine ont marqué d'une manière à peine perceptible dans les comptes des hiéropes »; mais les variations qu'on observe dans les prix de certaines denrées prouvent, au contraire, que ces suzerainetés successives ont exercé sur les relations extérieures de l'île une emprise assez forte. M. Roussel parle bien (p. 12) des marchands étrangers qui paraissent dans l'île depuis le milieu du IIIe siècle. S'il les avait classés par provenance chronologiquement, il aurait vu qu'à la fin du IVe siècle ils sont originaires de l'Asie-Mineure, de Chios, de l'Eubée, c'est-à-dire sujets des Antigonides (*Inscr. gr.*, t. XI, nos 145, l. 3, 7; 144, A, l. 94; 154, A, l. 48; 144, A, l. 112), qu'au temps de la thalassocratie ptolémaïque arrivent les Phéniciens et les Égyptiens (nos 203, A, l. 68, 71, 601; cf. P. Roussel, *les Cultes égyptiens à Délos du IIIe au Ier siècle av. J.-C.*, p. 239), et que sous le protectorat de Dèmètrios II et de ses successeurs se multiplient les noms

des proxènes macédoniens (nos 664-665, 1053, 1076, 666; cf. 679-680, 681-682), puis des négociants et banquiers rhodiens (nos 442, A, l. 202; 1055). La bataille de Pydna eut pour effet fatal de remplacer l'association de la Macédoine et de Rhodes par celle de Rome et d'Athènes. Il n'a pas échappé à M. Roussel (p. 87) qu'après 166 Macédoniens et Rhodiens disparaissent à peu près complètement de Délos; mais il ne devait pas noter un fait comme celui-là en passant, ni le reléguer dans une simple note; il pouvait y trouver l'explication de la politique qui prévalut en 166 et dans la période suivante.

Tout ce que M. Roussel dit des institutions déliennes est à peu près irréprochable. C'est à peine si l'on trouve par-ci par-là un passage, une phrase où l'on désirerait une légère retouche. Parmi les pages les plus intéressantes du livre, on signalera celles où il montre avec quelle facilité la population de Délos cumulait les nationalités et contractait des mariages mixtes (p. 70-71); mais on voudrait que l'auteur prît la peine de nous montrer dans ce cosmopolitisme un trait dominant de l'époque hellénistique, avant de constater, comme il le fait (p. 83), que le rapprochement des Latins et des Grecs « préparait au-dehors l'élargissement de la cité romaine ». — D'après M. Roussel, les Romains et les Grecs résidant à Délos formaient une assemblée composite. C'est une opinion très soutenable, probablement juste; mais la démonstration en reste assez incertaine, et l'argument tiré d'une inscription qui décerne à un magistrat trois couronnes et autant de statues (p. 53) pourrait tout aussi bien être retourné. On regrette aussi que cette assemblée ne soit pas comparée au synédrion de certaines confédérations, à celui de la seconde confédération athénienne surtout : le synédrion fédéral du IVe siècle n'a peut-être pas été sans exercer quelque influence sur l'ecclesia délienne du IIe. — La participation des non-Athéniens aux contrats à titre de garants prouve, suivant l'auteur (p. 73), que les étrangers possédaient le droit de propriété foncière (la γῆς καὶ οἰκίας ἔγκτησις); car « leur caution aurait été sans doute regardée comme insuffisante s'ils n'avaient possédé une fortune immobilière ». Rien, dans le droit comparé de la Grèce ancienne et particulièrement dans le droit attique, n'autorise une pareille conclusion; ce n'est pas dans un îlot où la richesse était surtout mobilière que put s'élaborer un principe inconnu partout ailleurs. — L'embarras qu'éprouve M. Roussel (p. 165, n. 3) à établir la distinction entre ἀνυπεύθυνος et ἀνυπόδικος ne s'explique pas : ces deux mots indiquent que les prêteurs contre lesquels avaient procédé les administrateurs des biens sacrés ne pouvaient, de ce chef, intenter d'action ni devant les εὔθυνοι en reddition de comptes ni devant un magistrat quelconque sous n'importe quelle autre forme. — A la page 262, le θρεπτός est défini « un esclave né et nourri dans la famille », avec cette réserve toutefois que ce pouvait être aussi un enfant adoptif. Non, l'esclave en question s'appellerait οἰκογένης ou ἐνδογένης, et l'enfant adoptif est dit ποιητός ou εἰσποιητός. Le θρεπτός est l'enfant abandonné par ses parents naturels

et recueilli par une personne qui peut, à son gré, en faire un esclave ou l'adopter.

On conçoit aisément l'importance du rôle joué par certains ports dans le mouvement religieux qui préluda en Orient à l'avènement du christianisme. M. Roussel apporte à ce problème historique une très estimable contribution par son étude sur les divinités étrangères qui reçurent un culte officiel à Délos. Là encore on ne peut lui faire que des observations de détail. — Ses incertitudes sur le mode de nomination aux sacerdoces (p. 203) ne se comprennent pas. C'est une règle générale à Athènes, que les prêtres sont tirés au sort sur une liste de candidats dressée par un choix préalable (πρόκρισις). M. Martha (*les Sacerdoces athéniens*, p. 29) déclare ne pas connaître un seul exemple de prêtre élu. Il est vrai que par la πρόκρισις on pouvait obtenir le même résultat qu'on eût demandé à un vote formel et définitif. En tout cas, dans le texte cité par M. Roussel, αἱρεθείς désigne la présentation, et λαχών le tirage au sort. — La distinction entre les Délia et les Apollonia (p. 208-210) n'est pas très claire. — Pourquoi hésiter (p. 225, n. 3) à reconnaître l'existence d'un hestiatorion ou réfectoire au sanctuaire du Kynthion dès le IIIe siècle? Les lits mentionnés par les comptes de 276 et de 250 servaient évidemment au même usage que ceux qui figuraient dans le mobilier d'Artémis ἐν νήσωι (p. 219). Au contraire, les lits de l'Asclépieion (p. 237) n'étaient point destinés à un réfectoire, mais à un dortoir, à une clinique où l'on soignait les malades par le procédé de l'incubation. — On voudrait, à la page 239, quelques détails sur cet Anios « dont Virgile a fait un ami d'Anchise ». Ce dieu, qui jusqu'alors avait été en rapport surtout avec la Béotie et la Crète, se fit apprécier à Délos des Romains, et c'est sa fille Ainias qui devait être la mère d'Énée. — L'auteur confond (p. 244, n. 3) les torchères dédiées dans les temples et énumérées dans les inventaires avec les torches qu'on allumait dans les fêtes : les unes *pesaient* de 4 à 13 drachmes, les autres *valaient* 2 oboles à Athènes et de 1 ob. 1/2 à 2 ob. 1/2 à Délos.

Les questions économiques sont traitées par M. Roussel avec une timidité voulue (voir p. III), mais quelque peu exagérée. Si les documents nous laissent souvent à court, il eût été bon tout au moins de relever avec le plus de soin et de précision possible tous les renseignements qu'ils contiennent. Une comparaison s'impose entre la période de l'indépendance et la période de la domination athénienne. Sur certains points il n'est pas impossible de la pousser assez loin. Parmi les principaux revenus du temple s'inscrivent les loyers du domaine cultivé et ceux de la propriété bâtie. On en sait assez sur les uns et les autres pour en suivre les variations pendant plus d'un siècle et demi. M. Homolle avait déjà trouvé là des indications très intéressantes. On dirait que M. Roussel a eu peur de s'engager trop avant dans cette voie. Il se borne (p. 146-147, 157-159) à donner quelques chiffres, sans essayer d'en tirer les conclusions qu'ils com-

portent. S'il avait fait les calculs nécessaires, il aurait pu constater qu'en 179, treize ans avant l'occupation athénienne, vingt et une terres affermées rapportaient 6,980 dr. 1 ob., c'est-à-dire une moyenne de 332 dr., tandis qu'en 156/5, dix ans après l'occupation, dix terres ne rapportaient plus que 2,108 dr., c'est-à-dire une moyenne de 210 dr. Cette diminution est, d'ailleurs, parfaitement d'accord avec la constante dépréciation des biens ruraux dans le siècle précédent, puisque le revenu qu'en tire Apollon commence par être en 297 de 16,356 dr., pour passer en 279 à 11,930 dr., en 246 à 11,096 dr. et en 221 à 7,120 dr. 3 ob. — Pour les immeubles, les prix suivent une marche inverse. Mais M. Roussel, qui élucide fort bien les règles du droit en matière de location immobilière (p. 160-164), néglige ici encore la question économique. Au lieu de faire quelques rapprochements fugitifs, il fallait établir une comparaison générale entre les années 179 et 157/6-156/5, non sans distinguer les catégories d'immeubles. En 179, le trésor sacré encaisse 1,685 dr. pour dix-huit immeubles, avec une moyenne de 93 dr.; en 157/6, 3,110 dr. pour dix-sept immeubles, avec une moyenne de 194 dr.; en 156/5, 1,720 dr. pour sept immeubles, avec une moyenne de 245 dr. Pour les maisons d'habitation, la moyenne est de 206 dr. 1 ob. en 157/6 et de 248 dr. 2 ob. en 156/5; pour les ateliers et locaux industriels ou commerciaux[1], elle est de 192 dr. 3 ob. en 157/6 et de 195 dr. en 156/5. De tout cela résulte clairement que Délos, îlot où la place était exiguë, voyait décliner rapidement l'agriculture à mesure que l'affluence des étrangers et le développement du trafic faisaient monter le prix des immeubles. Le loyer moyen des ateliers (192 dr. 3 ob. et 195 dr.) est particulièrement caractéristique; car, au Pirée, dans la seconde moitié du IVe siècle, un corps de logis avec atelier était loué 54 dr., à charge pour le preneur de remettre l'immeuble en bon état, et devait être loué normalement 70 dr., à raison de 10 °/o sur une valeur vénale de 700 dr. (*Inscr. gr.*, t. II, n° 1058). C'est cette hausse des loyers qui amena les hiéropes à louer suivant le mode attique, par un long bail et moyennant un prix modéré, des terrains où le preneur devait exécuter des travaux qui restaient acquis au bailleur[2].

Si M. Roussel avait compulsé les chiffres avec moins de défiance, il aurait tiré de ses documents bien d'autres informations. Il note à

1. Parmi ces ateliers, il faut ranger l'immeuble n° 8 des comptes d'Anthestérios (p. 150). En effet, ἱστιο..φιον peut se lire ἱστιο[ρά]φιον (cf. Aristoph., *Thesm.*, 235) et désigner un atelier de raccommodage de voiles; mais on restituera plutôt encore ἱστιο[βά]φιον, teinturerie de voiles; car les voiles étaient généralement teintes, souvent en rouge, et parmi les locataires de 192 figure précisément un πορφυροβάφος.

2. Au n° 26 des comptes de Callistratos (p. 156; cf. p. 159), il faut joindre le n° 25, où il convient de lire : τὸν [τόπον] τὸν πρὸς τῶι [ἐργασ]τήρωι. Dans les deux cas, la durée du bail est la même (dix ans) et les conditions en sont analogues.

maintes reprises que les fonctionnaires de Délos recevaient des émoluments; il dit, par exemple (p. 187) : « Un παλαιστροφύλαξ est appointé au même titre que le ἱεροκῆρυξ ou que le néocore des divers sanctuaires ». Mais la différence est considérable entre l'indemnité de 60 dr. (65 les années de treize mois) allouée à l'ἱεροκῆρυξ et le salaire de 120 dr. (130 les années embolimiques) qui, avec une somme spéciale pour l'habillement (18 dr. en 224), faisait vivre le παλαιστροφύλαξ (voir *Bull. de corr. hell.*, t. XIV, p. 488; *Inscr. gr.*, t. XI, nos 316, l. 117; 372, A, l. 98-99). L'un est un dignitaire revêtu d'une fonction honorifique, qui a d'autres moyens d'existence; l'autre est un simple employé, et il doit être rapproché plutôt de l'ἱνωποφύλαξ, qui ne touchait pourtant que 90 dr. (ou 95). Quant aux néocores, ils diffèrent grandement selon le culte auquel ils appartiennent. Le néocore d'Apollon, le plus considéré de tous, ne touchait que 12 dr. (ou 13) avant 282; il obtint 60 dr. (ou 65) depuis cette date, et 120 dr. (ou 130) à partir de 200. Le néocore d'Artémis, qui n'avait pas une position aussi éminente (voir p. 218) touchait cependant 120 dr. (ou 130) depuis 278. Le néocore d'Asclèpios, qui n'était nullement appointé sur « la caisse spéciale » de son dieu (p. 237), mais sur les revenus administrés par les hiéropes, reçut d'abord plus que tous les autres, 200 dr. en 282, 180 dr. (ou 195) de 281 à 274, et ne fut ramené au traitement ordinaire de 120 dr. (ou 130) qu'en 250; encore était-il logé, en qualité de médecin attaché à la clinique du sanctuaire.

Enfin, une consultation plus attentive des chiffres aurait fait surgir des arguments nouveaux dans la grosse question de la chronologie. Sur un point essentiel, M. Roussel prend nettement position; il rejette (p. 344; cf. p. 124) la double gymnasiarchie admise par M. Plassart pour l'an 141/0 et, en reportant les deux magistratures dont il s'agit sur les deux années 142/1 et 141/0, il fait commencer la période de la domination athénienne, non plus en 166/5, mais en 167/6[1]. Mais un problème capital se pose, qui le laisse indécis. L'année délienne commençait, comme la nôtre, vers le solstice d'hiver; l'année athénienne, vers le solstice d'été. Quand s'est faite, après l'occupation, l'unification des deux calendriers?

Le document que M. Roussel publie en appendice à la page 386 lui fournissait des données qu'il ne devait pas négliger et dont il fait fi trop facilement (voir p. 353). Ce document donne les comptes des versements effectués à la caisse des prêts par les débiteurs du trésor sacré, intérêts à 10 % et capital[2]. Les comptes de l'archonte Poseidonios

1. A propos de la gymnasiarchie, M. Roussel entame avec M. Ferguson une discussion (p. 346) où il semble avoir raison sur le fond, mais où il est bien difficile à suivre, parce qu'il ne compte pas les lignes de la liste des gymnasiarques (p. 196 et suiv.) comme les comptait son antagoniste.

2. Pour M. Roussel, ces comptes s'étendent sur deux années : celle de Poseidonios (162/1) et celle d'Aristolas (161/0). Il en est bien ainsi pour les lignes 37-46 et 46-50; mais la ligne 36 renferme très probablement la fin de la comptabilité de l'archonte qui précède Poseidonios. Le nom de cet archonte

(162/1) commencent par une indication intéressante : aux lignes 37-38 figure un versement de 160 dr. d'intérêts pour un capital de 900 dr. : à raison de 90 dr. par an ou de 7 dr. 1/2 par mois, les intérêts sont perçus pour une durée d'un an neuf mois un tiers, et non pas, comme le dit M. Roussel (p. 388 et 353) d'un an sept mois. Comme ils ont été payés en maimactérion de Poseidonios (cinquième mois de l'an 162/1 ou novembre 162), le prêt part de la troisième décade de gamélion, et non, comme le prétend M. Roussel, du commencement de mounichion. Or, gamélion, septième mois du calendrier attique, correspond à lénaion, premier mois du calendrier délien. Il y aurait même lieu de vérifier sur la pierre si le montant des intérêts, inscrit à la fin de la ligne, n'était pas réellement de ΗΓΔ[Γ] ou 165 dr., ce qui porterait la durée du prêt à un an dix mois et lui fixerait comme point de départ le premier jour de l'année délienne (janvier 163). On comprend quelle importance pourrait avoir un pareil fait pour dater l'unification des deux calendriers.

Mais d'autres rubriques peuvent être invoquées plus justement en sens inverse. Plusieurs prêts soldés à la fin de l'année athénienne 162/1 ont été contractés au commencement des années athéniennes 163/2, 164/3 et 166/5[1] : le débiteur qui verse 300 dr. en juin 161

est inconnu. Toutefois l'inscription, plus complètement restituée, permet d'en fixer la longueur. M. Roussel lit : τοῦ.....[καὶ] τοῦ φιλωνιδείου ΓΔΔΔ καὶ τοῦ χερσο[νησί]ου... ΔΔ καὶ τόκον..... ΓΔΓΗ. La dernière lacune cache le nom de l'archonte avec ἐπί (cf. l. 40-41, 44, 45-46) et le commencement du montant des intérêts. En effet, si le montant des intérêts n'était que de 66 dr., les fonds prêtés ne seraient que de 660 dr. Or, ces fonds sont au nombre de trois : le premier, dont la dénomination et la somme ont disparu; le deuxième, τὸ φιλωνίδειον, qui s'élève à 530 dr.; le troisième, τὸ χερσονήσιον, qui est d'au moins 90 dr. et atteint peut-être 230 ou même 630 dr. Si vraiment le total de ces fonds n'était que de 660 dr., le troisième ne serait que de 90 dr., et le premier de 40. Cette dernière somme est tout à fait invraisemblable : le prêt serait par trop infime, et la notation ΔΔΔΔ ne laisserait pas une place suffisante à la dénomination du fonds. Le montant des intérêts dépasse donc 66 dr.; mais il doit prendre le moins possible sur la lacune de onze lettres qu'ἐπί réduit à huit, puisqu'il faut d'abord, après ἐπί, un nom au génitif. A raison de 166 dr. pour les intérêts, le total des capitaux est de 1,660 dr., à savoir : 530 pour le deuxième et, par conséquent, 1,130 dr. pour les deux autres réunis. Dès lors, treize solutions sont possibles pour la restitution du troisième fonds (...ΔΔ), depuis 90 jusqu'à 1,080 dr. Mais il faut rejeter toutes celles qui, par contre-coup, assigneraient au premier fonds ou un chiffre trop bas ou une notation trop longue entraînant une dénomination trop courte. Le choix est ainsi circonscrit entre une somme de 580 (ΓΓΔΔΔ) ou de 630 dr. (ΓΗΔΔΔ) pour le troisième fonds, et de 550 (ΓΓ) ou de 500 dr. (Γ) pour le premier. Puisque la notation la plus brève est celle qui convient le mieux au premier fonds, il faut le fixer à 500 dr. et le fonds corrélatif, le χερσονήσιον, à 630 dr. On restituera donc : τοῦ..... [Γ καὶ] τοῦ φιλωνιδείου ΓΔΔΔ καὶ τοῦ χερσο[νησί]ου [ΓΗΔ]ΔΔ καὶ τόκον ἐπὶ.....[Η]ΓΔΓΗ. Par conséquent, l'archonte de l'an 163/2 portait un nom qui avait sept lettres au génitif.

1. Nous ne parlons pas ici des prêts contractés pour un an. Parmi ceux-là, il

(l. 42-43) a emprunté 250 dr. deux ans auparavant ; ceux qui versent à la même date 169 dr. (l. 42-43) ou 390 dr. (l. 45) acquittent des emprunts de 130 ou de 300 dr. au bout de trois ans. Deux prêts ont été contractés pour une période de cinq ans : ainsi s'expliquent un remboursement de 1,050 dr., dont 700 pour le capital et 350 pour les intérêts (l. 39-40), et un remboursement de 78 dr. 3 ob., dont 52 dr. 2 ob. pour le capital et 26 dr. 1 ob. pour les intérêts (l. 40-41). La péréquation des années civiles semble donc réalisée déjà cinq ans avant la fin de 162/1, c'est-à-dire en juillet 166. Cette conclusion paraît confirmée par deux versements effectués après une période, bizarre au premier abord, de neuf ans et demi. Le premier de ces prêts (l. 41-42) a duré, non pas, comme le dit M. Roussel (p. 353), « dix ans moins quelques mois », mais exactement neuf ans et demi : le remboursement ayant lieu au milieu de l'an 161 (fin de l'archontat athénien de Poseidonios), le prêt a été consenti au commencement de l'an 170 (commencement de l'archontat délien de Timoxénos). Pour le second de ces prêts (l. 43-44), l'inscription dit formellement qu'il a été contracté ἐπ' ἄρχοντος Τιμοξένου. De deux choses l'une : ou ces prêts ont été contractés sous le régime délien pour des périodes renouvelables de cinq ans, dont la première a été réduite à quatre ans et demi par la nécessité d'en faire concorder l'expiration avec la fin de l'année athénienne ; ou ils ont été consentis d'emblée pour une période de dix ans, ramenée par la même nécessité à neuf ans et demi. Il paraît donc à peu près certain, malgré des objections qui ne sont pas sans valeur[1], que l'administration athénienne a procédé à l'unification des calendriers dès qu'elle s'est installée à Délos, en 166.

Si, dans un ouvrage aussi considérable, la critique peut se prendre à quelques vétilles ou demander un examen plus approfondi d'un texte, les éloges que nous avons tout d'abord adressés à M. Roussel n'en demeurent pas moins intacts. Nous avons là un bel et bon livre où les archéologues qui auront à faire des fouilles nouvelles à Délos, ainsi que les historiens qui voudront examiner l'administration athénienne et la politique de Rome en Orient pendant le IIe siècle, trouveront réuni par une main experte et un esprit lucide tous les renseignements que l'exploration de Délos a fait connaître jusqu'ici.

Gustave GLOTZ.

faut placer celui des lignes 48-50, où le chiffre des intérêts, 80 dr., fixe celui du capital : au lieu de ΓΗΗ.., il faut lire ΓΗΗ[Η].

1. On a vu plus haut un prêt partir du commencement de l'an 163, par conséquent du milieu de l'année athénienne 163/2. D'autre part, un prêt de 160 dr., remboursé en hécatombéon 161, c'est-à-dire au premier mois de l'année athénienne (l. 48-50), rapporte 112 dr. d'intérêts, évidemment pour sept ans, ce qui fait qu'il a été contracté au milieu de l'archontat délien d'Alkimachos (cf. l. 38-39).

Émile MÂLE. **L'art allemand et l'art français du moyen âge.** Paris, Armand Colin, 1917. In-12, 279 pages. Prix : 4 fr.

La vieille doctrine de l'originalité germanique, à laquelle seraient dues les plus belles créations du moyen âge, est aujourd'hui bien ébranlée, mais, comme le dit M. Mâle, « il n'y a rien de plus difficile à détruire qu'une vieille erreur », et il n'était pas inutile d'en finir avec une légende dont on est surpris de constater parfois des retours offensifs plus ou moins enveloppés. De plus, l'enquête critique à laquelle s'est livré l'auteur nous a valu une série de chapitres vraiment lumineux sur le développement de l'art français et sur sa puissance d'expansion, particulièrement en Allemagne. Il est inutile d'ajouter qu'on retrouve dans ces pages le style à la fois sobre et coloré, les aperçus ingénieux, l'information étendue et surtout cette affection profonde pour les vieux monuments de France dont tous les lecteurs de M. Mâle connaissent bien le charme.

La thèse de la maîtrise germanique a sévi pendant de longues années et, il faut bien le dire, en France même. Il y a là un cas très curieux d'illusion littéraire dont l'école romantique, et surtout Mme de Staël, sont en partie responsables. Presque toutes les créations artistiques du moyen âge ont été successivement annexées au domaine germanique. Comme le montre M. Mâle, les résultats des recherches et des découvertes de ces dernières années conduisent à des résultats tout opposés :

I. *Époque barbare.* — On ne songe plus aujourd'hui, même en Allemagne, à attribuer aux barbares la délicate orfèvrerie cloisonnée que révèlent leurs tombes. C'est en Orient, dans le Caucase et en Perse qu'il faut chercher l'origine de ce brillant décor. M. Mâle a fait un exposé aussi clair qu'instructif de toute la question. On peut ajouter à ses arguments que des fragments de meubles assyriens, ornés de pierres fines ou de pâtes de verre serties dans des alvéoles ont été découverts à Van (Perrot et Chipiez, *Histoire de l'art*, t. II, p. 725); que l'épée de Chosroès II (591-628), sur le bas-relief de Takht-è-Bostan étudié par M. de Morgan, nous montre un fourreau couvert de pierreries et de perles fines; enfin que des épées analogues à celles de Childéric, dont le pommeau représente la tête si caractéristique du faucon, banale dans l'orfèvrerie mérovingienne, sont représentées sur les curieuses statues d'empereurs romains en porphyre (d'origine égyptienne) qui se trouvent au pied de Saint-Marc de Venise, sur la Piazzetta. Entre le IVe et le VIIIe siècle, cette technique est donc universellement répandue, mais c'est bien d'Orient que proviennent ses chefs-d'œuvre. Les « Syriens », qui avaient le monopole commercial en Occident, ont dû certainement contribuer à répandre les objets d'orfèvrerie cloisonnée. Il faut enfin, pour être juste, reconnaître qu'un savant autrichien, Strzygowski, est un de ceux qui ont le plus contribué à faire admettre cette

origine orientale (voir *Byzantinische Zeitschrift*, t. XII, p. 435), à côté d'archéologues français comme le baron de Baye. C'est en Orient aussi qu'il faut chercher le point de départ d'une ornementation regardée quelquefois comme germanique : les animaux exotiques des belles initiales des manuscrits mérovingiens ont leurs équivalents dans les manuscrits coptes, où l'on retrouve des survivances de l'ancien art égyptien; les entrelacs sculptés qui ornent les panneaux des églises lombardes ont la même origine et M. Mâle rapproche avec raison certains motifs de cette sculpture-broderie du brillant décor pictural retrouvé par M. Clédat à Baouit.

II. *Architecture romane.* — L'originalité de l'école romane germanique a passé longtemps pour un dogme. En réalité, le plan si curieux de la cathédrale de Spire, avec ses deux transepts surmontés de coupoles et flanqués chacun de deux clochers, n'est que la reproduction du plan de l'église de Centula (Saint-Riquier), fondée en 800. La façade, encadrée de tours précédant un haut narthex, a été transmise par Cluny à l'abbaye d'Hirsau et s'est propagée dans toute l'Allemagne. La plupart de ces églises ont été voûtées tardivement, ainsi que l'a montré Rivoira, pour Spire et Mayence; la première église allemande voûtée fut celle de Laach, consacrée en 1156, et dont l'architecture s'inspira de l'église de Vézelay. Il est intéressant de noter que, dans le seul domaine de l'art, M. Mâle aboutit à des conclusions analogues à celles de M. Reynaud (*les Origines de l'influence française en Allemagne*, Paris, 1913) : manque de hardiesse et immobilité de l'esprit germanique attaché aux traditions carolingiennes, action prépondérante et féconde des ordres monastiques français, cluniciens au XIe siècle, cisterciens à l'époque suivante.

III. *Architecture gothique.* — M. Mâle trace un historique très curieux de l'emprise de l'érudition germanique sur l'art gothique. En réalité, les faits montrent que, dans ce domaine, l'Allemagne doit tout à la France. La croisée d'ogives s'introduit d'abord dans la vallée du Rhin et ce sont surtout les Cisterciens qui paraissent l'avoir acclimatée en Allemagne : l'église abbatiale d'Ebrach, près de Bamberg, est commencée en 1200 sur le plan de Cîteaux. Plus tard, des rapports commerciaux avec l'Anjou et le Poitou amènent l'importation de la voûte Plantagenet, d'abord en Flandre et en Hollande, puis en Wesphalie. Enfin, à son tour, l'architecture de l'Ile-de-France et de la Picardie pénètre en Allemagne, où les types de Laon, Soissons et surtout Saint-Yved de Braisne ont une nombreuse lignée. Mais l'érudition allemande, obligée de s'incliner devant les faits, s'est accrochée à deux problèmes, en essayant de leur donner une solution favorable à ses intérêts : le problème de Cologne et celui de Strasbourg. M. Mâle rappelle à propos la communication faite par Dehio au Congrès de l'histoire de l'art à Paris en 1900 : l'architecte de Cologne aurait été au courant des plans du chœur d'Amiens et les aurait exécutés à Cologne

dès 1248, alors que les travaux d'Amiens étaient suspendus depuis 1240; l'on en a inféré que Gérard de Cologne a pu jouer un rôle prépondérant dans la conception d'Amiens. Les recherches de M. G. Durand ont anéanti ce roman archéologique; il a prouvé que le chœur d'Amiens, imité dès 1245 à la Sainte-Chapelle de Paris, était presque achevé en 1248. J'ajouterai que, si l'architecte de Cologne avait exécuté les plans d'Amiens avant la lettre, on pourrait en dire autant du maître d'œuvres Jean Deschamps, qui commença justement le chœur de la cathédrale de Clermont en 1248.

La question de Strasbourg est plus complexe; mais, en analysant avec sagacité ses différentes parties, M. Mâle a réussi à montrer que, même au point de vue architectural, elle n'est pas la moins française des cathédrales gothiques : abside et chœurs romans commencés en 1176; transept terminé vers 1240, où l'on discerne les influences de Chartres, notamment au pilier des anges; nef de 1250, véritable chef-d'œuvre du gothique Saint-Louis, inspirée de la nef de Saint-Denis de Pierre de Montereau; facade imitée de celle de Notre-Dame de Paris, mais avec des innovations qui rappellent les gracieux motifs dont Jean de Chelles a orné le portail du transept méridional. Certains éléments, la magnifique claire-voie d'arcatures tendue en avant des murs, n'ont pas d'équivalents en France, mais encore moins en Allemagne. La part des architectes allemands se réduit à la tour nord et à la flèche élevée au XVe siècle.

IV. *Sculpture.* — La plupart des chapiteaux romans reproduisent presque toujours des types lombards. Les plus belles châsses allemandes, attribuées longtemps à l'école de Saint-Pantaléon de Cologne, sont restituées aujourd'hui à leurs auteurs : le Wallon Godefroy de Claire de Huy (châsse de Saint-Héribert à Deutz) et le Lorrain Nicolas de Verdun (châsse des rois mages). Les statues de Magdebourg, commandées en 1209 par l'évêque Albrecht II, la porte d'Or de Freiberg, où l'iconographie des trois baies classiques des cathédrales françaises est condensée en un seul portail, montrent l'action des sculpteurs parisiens, tandis que les célèbres statues de Bamberg et de Strasbourg révèlent l'influence de Reims.

V. *Origine de la gravure.* — Jusqu'en 1900, on ne doute pas de son origine allemande; puis l'exposition du « bois Protat », provenant de l'abbaye bourguignonne de La Ferté-sur-Grosne, où l'on distingue des costumes militaires de la fin du XIVe siècle, vient ébranler la thèse. Ainsi que l'a montré M. Bouchot, dont M. Mâle résume l'argumentation, l'origine bourguignonne de la gravure sur bois est de plus en plus probable et ce sont ces mêmes abbayes cisterciennes qui, après avoir doté autrefois l'Allemagne du style gothique, lui ont communiqué la nouvelle invention.

Enfin, M. Mâle a fait réimprimer, à la suite de ses belles études, les protestations éloquentes qu'il avait élevées contre les bombardements

systématiques des cathédrales de Reims et de Soissons. On y trouvera des pages exquises sur l'architecture et l'ornementation sculptée de ces deux chefs-d'œuvre : si le ton s'écarte parfois de la sérénité qui convient aux études scientifiques, nul Français ne songera à le lui reprocher.

Louis BRÉHIER.

A. LOMBARD. **L'abbé Du Bos. Un initiateur de la pensée moderne.** Paris, Hachette, 1913. In-8°, 614 pages.

M. A. Lombard, professeur au Gymnase cantonal et à l'Université de Neuchâtel, a consacré, en 1913 (je dois m'excuser d'en rendre compte aussi tard), un volume de plus de 500 pages — plus de 600 en comprenant les appendices, la bibliographie et l'index — à l'abbé Du Bos, avec ce sous-titre : « Un initiateur de la pensée moderne. » L'abbé Du Bos a été, en effet, un précurseur, en ce sens qu'il a répandu dans ses ouvrages un grand nombre d'idées nouvelles, qui plus tard ont fait fortune. Mais, comme il n'a été qu'un écrivain médiocre — M. Lombard a soin d'insister sur « sa mauvaise encre » — comme il a dispersé son activité au cours d'une vie qui lui a imposé des occupations multiples, comme il n'a été qu'un érudit et qu'un publiciste, il a plus de mérite que de réputation. Aussi ne peut-on s'empêcher de penser que le volume est un peu gros pour le personnage.

Je crois que M. Lombard aurait pu l'alléger en adoptant un autre plan. Il a étudié d'abord *l'Homme et les idées*, puis *l'Œuvre : œuvre littéraire, œuvre historique*. Or, pour exposer les idées de l'abbé Du Bos, il lui a bien fallu les chercher, non seulement dans sa correspondance, mais aussi et surtout dans ses œuvres, c'est-à-dire anticiper dès la première partie sur l'étude des œuvres elles-mêmes. C'est ainsi, pour n'en donner qu'un exemple, que, dans l'un des chapitres du début, sur *Du Bos et la régence*, nous trouvons déjà une analyse de *l'Histoire critique de l'établissement de la monarchie française*. « Les idées se présentent à l'abbé Du Bos », écrit très justement M. Lombard dans sa conclusion, « abondantes et originales; il en développe les conséquences, il les explique méthodiquement et les illustre d'excellents exemples. Mais il n'y laisse pas sa marque personnelle, la formule qu'on n'oublie pas. Aussitôt dans la circulation, elles lui échappent. » N'est-ce point avouer que les œuvres de Du Bos ne sont pas de celles qu'il importe d'étudier en elles-mêmes, comme des créations douées de vie, mais qu'il nous suffit d'y aller chercher les idées qui y sont répandues? *L'Homme et les idées*, ce pouvait être tout le livre.

Si celui-ci, tel que l'a conçu M. Lombard, est un peu gros, du moins est-il très plein. M. Lombard n'a rien négligé de ce qu'il a cru néces-

saire pour nous bien faire comprendre, non seulement la genèse des idées de l'abbé Du Bos, mais aussi leur influence sur les contemporains, sur la fin du XIXe siècle français et même, en ce qui concerne *l'Histoire critique*, jusqu'à nos jours. Ici, M. Lombard se montre très préoccupé de prouver que la théorie romaniste de l'histoire des invasions en Gaule a trouvé dans le livre de l'abbé Du Bos sa forme définitive; que Fustel de Coulanges, tout en paraissant d'abord l'ignorer, puis en le critiquant sur des points de détail, lui a fait de larges emprunts; enfin que les idées aujourd'hui admises par le plus grand nombre des historiens et qui se retrouvent jusque dans les manuels scolaires sont bien celles qui ont inspiré à Du Bos son *Histoire critique*.

C'est donc, avant tout, ainsi que le sous-titre de l'ouvrage l'indique bien, le précurseur, l'initiateur qui, en l'abbé Du Bos, intéresse M. Lombard; aussi s'explique-t-on qu'il ait employé une forte partie du volume à rechercher, dans toute la littérature historique, en France et hors de France, la trace des idées que l'abbé Du Bos a le premier mises au jour. Mais il a fait, en même temps, une étude d'ensemble, solidement documentée et à laquelle il sera malaisé de rien ajouter à l'avenir.

G. PAGÈS.

Baron Marc DE VILLIERS. **Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans (1717-1722).** Préface de M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française. Paris, Imprimerie nationale, 1917. In-4°, XVI-130 pages.

M. de Villiers du Terrage, auquel nous devions déjà une intéressante *Histoire des dernières années de la Louisiane française*, revient maintenant aux débuts de la colonie et nous raconte la fondation de la Nouvelle-Orléans, dont on a récemment célébré le bicentenaire. A la vérité, ces débuts furent si hésitants, si troublés par la rivalité des autres postes, tels que La Mobile et Biloxi, que la question délicate est d'indiquer une date précise. On pourrait même faire remonter l'origine à « l'hiver 1715-1716, époque à laquelle Crozat réclama la fondation d'un poste sur l'emplacement de la future capitale; d'autre part, Le Maire, un des meilleurs géographes de la colonie, refusait encore obstinément, en 1720, d'indiquer la place sur ses cartes ». Entre ces limites, M. de Villiers opte pour le 1er octobre 1717, où le Conseil de la marine, de concert avec la Compagnie d'Occident, nomma un caissier à la Nouvelle-Orléans. Sans doute, les travaux ne commencèrent, et même peu activement, que vers la fin de mars 1718; mais, « pour les villes comme pour les humains, le baptême n'est-il pas, en quelque sorte, la consécration de leur existence, et

puis, surtout en territoire français, pays par excellence de la forme administrative, une cité qui possède un caissier et un major *peut-elle* ne pas exister? » Puisque de cette humble semence est sortie vraiment la ville magnifique dont le monde entier connaît le nom, le baptême fut donc probant et cette raison paraît aussi acceptable qu'une autre.

Comment la Louisiane, qui, depuis longtemps, possédait une réputation déplorable, prit tout à coup figure d'un Eldorado pour les agioteurs de la rue Quincampoix, et avec combien peu de fondements s'édifièrent de folles espérances, c'est ce que raconte M. de Villiers. Il y eut dans l'affaire une part de *bluff* savant — lui-même emploie le mot — mêlé d'une dose atténuante de naïveté. Rien de plus frappant que de mettre sous les yeux du lecteur le plan somptueux de la ville, à l'usage des badauds de Paris, et la carte vraie de l'endroit, qui semble une dérision de la crédulité métropolitaine (p. 55 et 83). Tandis que l'on contait en France que déjà la ville possédait de 6 à 800 maisons avec 120 arpents livrés à la convenance de chaque habitant, l'ingénieur Pauger, « en arrivant sur l'emplacement de la future capitale, s'étonnait fort de ne découvrir que quelques cabanes, parmi des broussailles et des bouquets d'arbres à ne pas donner un coup d'alignement ». Ce sont là des procédés de finance. Mais M. de Villiers accorde que, si la finance n'y avait pas mis beaucoup du sien, les choses ne fussent pas devenues aussi brillantes qu'elles devinrent. Il va de soi que, dès que la ville commença de prospérer, ce fut à qui, de ses anciens détracteurs, se féliciterait d'en avoir conseillé l'emplacement.

Les noms qui surnagent, dans ce conflit d'influences et de rivalités locales, sont ceux de Bienville, le fondateur, et de l'honnête ingénieur Pauger, qui prit si grande peine pour donner forme normale à la ville naissante. — Chemin faisant, l'auteur nous raconte ce qu'il a pu découvrir de la véritable Manon Lescaut, dont la réalité différait du roman non moins que différaient les plans de la ville, suivant qu'on les voyait en France ou dans le pays même.

A ce propos, il ajoute que, pendant longtemps, l'administration eut la fâcheuse idée, lorsqu'elle expédiait des cargaisons d'orphelines pour peupler la Louisiane, de les choisir aussi laides que possible comme gage de vertu, ce qui du reste ne garantissait rien. D'autre part, le clergé se souciait peu de bénir des unions légitimes avec les sauvagesses « trop libertines et très mauvaises chrétiennes », dont « les enfants seraient trop basanés, très libertins et encore plus fripons ».

L'ouvrage, tiré à nombre restreint, édité luxueusement sous les auspices de la Société France-Amérique, est augmenté d'une préface de circonstance par M. Hanotaux. « La Nouvelle-Orléans », déclare celui-ci, « porte sur sa couronne murale les deux plus grands noms de l'histoire de France, Louis XIV et Napoléon. Louis XIV fonda la colonie et Napoléon, d'un geste conscient et magnifique, la céda aux

États-Unis. » C'est là résumer l'histoire sur le mode grandiose. « Conscient », sans doute; « magnifique », on hésitera peut-être devant cette appréciation. Il faut se rappeller les propos cyniques de Bonaparte à Barbé-Marbois, naturellement recueillis par le professeur Alcée Fortier dans sa grande histoire de la Louisiane[1]; et, si Joseph Bonaparte, pour témoigner de son sentiment, lança un encrier à la tête de son frère[2], cette indignation n'était pas sans quelque apparence de légitimité. Napoléon vendit la Louisiane après l'avoir réclamée à l'Espagne et gardée seulement vingt jours, parce qu'il voulait enlever aux Anglais le plaisir glorieux de la prendre et parce qu'il avait besoin d'argent pour continuer la guerre.

René DE KÉRALLAIN.

Adrien ROBINET DE CLÉRY. **Un diplomate d'il y a cent ans. Frédéric de Gentz, 1764-1832**. Paris, Payot, 1917. In-18, 308 pages.

Le livre de M. A. Robinet de Cléry n'est pas consacré à la carrière de Gentz, mais à la formation et à l'évolution de ses idées. On sait que celles-ci ont eu une certaine influence dans les milieux hostiles à la Révolution française et à Napoléon Ier, qu'elles ont contribué à l'avènement des principes de la Sainte-Alliance et de la politique de Metternich. En étudiant de très près les écrits de Gentz, les circonstances où ils ont paru, les liens intellectuels qui les rattachent aux œuvres philosophiques ou politiques contemporaines, M. A. Robinet de Cléry s'est efforcé de dresser le bilan des idées du personnage; il complète ainsi les recherches de MM. Kircheisen, Wittichen, A. Fournier, Guglia et Bailleu.

Dès 1857, Hebbel s'est efforcé de réagir contre la légende qui faisait de Gentz un fauteur rétréci de l'obscurantisme. Contre cette légende, M. A. Robinet de Cléry apporte l'analyse des œuvres et de la psychologie de Gentz. Protestant, pénétré de l'esprit de l'*Aufklärung*, qui est avant tout une doctrine du progrès, élève de Kant, dont il a nécessairement subi l'influence philosophique et juridique, admirateur de J.-J. Rousseau et de Montesquieu, Gentz est essentiellement un rationaliste. Si une partie de ses tendances intellectuelles le porte à sympathiser d'abord avec la Révolution française, qui réalise une partie du programme de l'*Aufklärung*, son goût du réalisme, son désir de voir appliqués aux choses de la politique les principes de la raison

1. *A History of Louisiana*, Paris, Goupil, 1904, t. II, p. 255 et suiv. — Une carte de l'ouvrage, t. IV, p. 190, montre ce que l'on considérait alors comme appartenant à la Louisiane dans le bassin du Mississipi.

2. Fred. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. II, p. 186.

contrôlée par l'expérience, encore plus que ses relations avec Guillaume de Humboldt ou que sa lecture de Burke, Mounier, Necker ou Mallet du Pan, l'amènent très vite à devenir l'adversaire de l'idéologie révolutionnaire. Ses essais personnels, ses traductions des œuvres de Burke, Mounier et Mallet du Pan, sa réfutation du pamphlet de Mackintosh ont essentiellement pour but d'agir contre les sympathies révolutionnaires en Europe et de démontrer aux hommes publics le danger des idées françaises. A la doctrine française, il oppose la doctrine conservatrice, essentiellement juridique, tant dans le domaine de la politique interne que dans celui de la diplomatie : si le droit est l'impératif unique auquel les hommes obéissent, il ne peut être réalisé que par l'équilibre des forces, représentées par les groupes historiques dans la société nationale, par les États dans la société internationale; l'équilibre doit être protégé à tout prix contre la révolution, contre la guerre, à moins que la guerre même ne soit le seul moyen de le réaliser.

Ce corps de doctrine est constitué entre 1792 et 1801; si l'opportunisme intellectuel et la bassesse morale de Gentz le conduisent à le modifier par certains points, il restera, en somme, la base des idées exprimées soit dans le mémoire *Ueber den Ursprung und Charakter des Krieges gegen die französische Revolution*, soit dans les fragments du mémoire sur l'équilibre européen. La modification la plus notable à considérer, c'est celle qui, de citoyen du monde, de *Weltbürger* qu'il était, le fait devenir, à mesure que les empiétements territoriaux de la France se font de plus en plus sensibles, non pas un patriote allemand — car l'idée de patrie comporte un élément d'enthousiasme qui a toujours fait défaut à l'âme de Gentz — mais un partisan de la nationalité allemande. Comme c'est l'Autriche qui, pour lui, représente le mieux la défense allemande et l'offensive antifrançaise, il quitte son pays, la Prusse, en 1802, et devient à Vienne un des conseillers les plus écoutés, sinon les plus suivis, de la diplomatie autrichienne, puis, en 1811, un fonctionnaire même des Affaires étrangères dirigées par Metternich. Mais, si sympathique qu'il ait pu être à un certain moment aux idées de Fichte et de Stein, Gentz ne cessera pas de subordonner l'idée allemande à l'idée de l'équilibre européen, affirmée dans le manifeste de 1813 et au Congrès de Vienne. Secrétaire du Congrès, ainsi que des conférences des cinq et des huit puissances, Gentz a joué un rôle, sans doute considérable, encore que rabaissé ultérieurement par le prince de Metternich lui-même, et que M. A. Robinet de Cléry ne s'est pas proposé d'étudier dans le détail. Il lui a suffi de montrer que Gentz n'a cessé de s'y opposer aux prétentions exagérées de la Prusse et de la Russie, et d'y soutenir, dans une certaine mesure, la politique de Talleyrand : c'était conforme à sa doctrine de l'équilibre européen, qui allait trouver dans la Sainte-Alliance son moyen d'action le plus propice, jusqu'au jour où le principe des nationalités et la renaissance des idées révolutionnaires

ravivées finirent par briser la doctrine et ses instruments. C'est ainsi que le livre, très précis, très limité à son objet, de M. A. Robinet de Cléry apporte une contribution à mon sens très intéressante à l'histoire des doctrines et des faits politiques du XIXe siècle.

G. BOURGIN.

Fernand PASSELECQ. **La question flamande et l'Allemagne**. Paris, Berger-Levrault. In-12, VII-332 pages. Prix : 4 francs.

Le livre de M. Passelecq n'est pas un de ces livres improvisés sous l'impression indignée du moment; c'est un ouvrage mûri et solidement documenté. Citons à ce propos la curieuse bibliographie des écrits que, depuis l'envahissement de la Belgique, MM. les docteurs, professeurs et publicistes germains lui ont consacrée, pour lui inculquer par raison démonstrative la conviction qu'elle n'existe pas ou tout au moins qu'elle ne devrait avoir le droit d'exister qu'à l'état de parente tenue sous une stricte tutelle afin de la soustraire aux mauvaises fréquentations qui l'ont perdue. La question flamande est venue leur fournir un argument plausible et il faut reconnaître que depuis longtemps les Flamingants et leurs adversaires se sont disputés avec un entrain et une persistance à faire douter de leurs sentiments de fraternité patriotique. Néanmoins, du jour où le conquérant étranger a voulu couper la Belgique en deux parties, l'une flamande, l'autre wallonne, tous — sauf une infime et obscure minorité — se sont dressés contre cette ingérence brutale dans leurs querelles de famille. La même opposition unanime s'était déjà manifestée quand ce conquérant avait procédé à ce qu'on a appelé la *flamandisation* de l'Université de Gand, transformation pourtant déjà réclamée avant la guerre par les chefs du mouvement flamand.

C'est qu'en dépit des affinités ethniques ou linguistiques, la civilisation belge mélangée de romanisme et de germanisme, comme l'a fort bien établi M. Pirenne suivi par M. Passelecq, a créé en Belgique une unité de vie sociale et politique embrassant les deux groupes linguistiques qui l'habitent; même au moyen âge, l'historien relève bien plus de guerres sanglantes et jalouses entre les communes flamandes qu'entre celles-ci et les communes de langue française; malgré la diversité des idiomes, il n'a donc jamais existé de rivalité de races. Par contre, si dans les deux groupes l'esprit d'association libre est infiniment plus développé qu'en France, l'esprit d'indépendance individuelle et communale vis-à-vis du pouvoir central imprègne toute leur histoire; il y demeure autrement puissant qu'il ne l'a jamais été dans le Saint-Empire germanique et qu'il ne l'est encore dans l'Allemagne caporalisée jusqu'à la moelle sous l'hégémonie prussienne. Jamais non plus, comme l'a également fait remarquer M. Pirenne, la frontière linguistique n'a coïncidé avec une frontière politique ou

même avec une frontière administrative. La limite des langues court de l'est à l'ouest; les divisions politiques se sont toujours effectuées du nord au sud. Enfin, à l'époque bourguignonne, les Pays-Bas ont constitué un État distinct; ils en constituèrent encore un sous la maison d'Autriche; jamais ils n'ont été une province espagnole ou autrichienne. Comme le rappelle M. Passelecq, les puissances étrangères reconnaissaient cette individualité internationale et entretenaient des envoyés spéciaux accrédités auprès du gouvernement de Bruxelles. Sous ce régime, tous les Pays-Bas méridionaux ont connu la même prospérité commerciale; plus tard, quand la Hollande eut obtenu au traité de Westphalie et maintint pendant un siècle et demi la fermeture de l'Escaut, ils subirent ensemble une période d'engourdissement et d'oppression économiques.

L'unité nationale des Belges, tant Flamands que Wallons, est donc bien l'œuvre des siècles, qui l'ont cimentée dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Quand les beaux jours seront revenus et que le calme aura succédé à la tempête, Flamingants et antiflamingants agiront sagement en ne perdant plus de vue le surcroît de danger que leurs exagérations passées ont fait courir à leur commune patrie.

E. CASTELOT.

Édouard PAYEN. **Belgique et Congo.** Paris, Bossard. In-16, 125 pages. Prix : 2 francs.

Charles STIÉNON. **La campagne anglo-belge de l'Afrique orientale allemande.** Paris, Berger-Levrault. In-12 avec 46 illustrations et 2 cartes, xv-298 pages. Prix : 6 francs.

M. Payen a eu l'heureuse idée de réunir dans ce volume les études qu'il a publiées dans les *Questions diplomatiques et coloniales* pour exposer les progrès économiques considérables qu'a faits la Belgique sous le règne de Léopold II et marquer à grands traits les étapes principales de la colonisation et de l'annexion du Congo. Il fait voir comment cette grande œuvre fut bien l'œuvre personnelle du roi, dont la volonté tenace sut la mener à bonne fin, malgré l'opposition plus ou moins voilée dont à ses débuts elle fut l'objet jusque dans son entourage intime et malgré les dispositions parfois défavorables des grandes cours européennes. Quels qu'aient pu être les défauts de caractère de l'homme, le prince, souverain strictement constitutionnel d'un petit État, fut, M. Payen le démontre, un grand roi ayant de grandes idées et sachant les accomplir.

Ce qui le prouve encore d'une manière éclatante, c'est la part brillante prise par l'armée coloniale belge du Congo à la conquête de l'Afrique orientale allemande. Celle-ci disposait pourtant d'un outillage militaire complet préparé d'avance et d'une armée de 26,000 sol-

dats, presque tous Arabes musulmans encadrés par plus de 2,000 officiers, sous-officiers et soldats venus de la métropole. La Belgique et l'Angleterre n'avaient à opposer à cette force redoutable, debout dès l'ouverture des hostilités, qu'environ 8,000 soldats rassemblés à grand peine. Aussi la Belgique était-elle d'avis de respecter le régime de neutralité conventionnelle du bassin du Congo, institué par l'Acte de Berlin de 1885; toutefois, l'avidité allemande ne se souciait pas plus de l'inviolabilité des traités en Afrique qu'en Europe et ses troupes attaquèrent le port de Lukuga, sur la rive belge du lac Tanganyka, dans l'espoir de pousser leurs colonnes jusqu'à Stanleyville et de devenir ainsi maîtresses du bassin supérieur du Congo. Repoussées, elles tentèrent pendant plus d'une année, mais en vain, d'envahir le Congo par la contrée au nord du lac Tanganyka, entre celui-ci et le lac Kivu. Mais à la fin de cette année, la Belgique était parvenue à recruter dans ses possessions une armée de 20,000 fantassins noirs bien armés et bien entraînés; de son côté, la Grande-Bretagne pouvait aligner 42,000 soldats européens et asiatiques. La campagne entrait dans sa phase offensive; conformément au plan concerté entre le général Smuts et le général Tombeur, elle a abouti, on le sait, par une série de savantes marches convergentes, à l'encerclement progressif du corps allemand et à l'occupation par les Belges du bassin oriental du Tanganyka avec le port de Kigoma, point terminus du chemin de fer du Tanganyka à la mer, et de la ville importante de Tabora. Un épisode intéressant de cette lutte acharnée fut l'inauguration en Afrique de la guerre aérienne par les aviateurs belges : pour leur coup d'essai, ils firent un coup de maître en mettant hors de combat le croiseur *von Goetzen*, que sa puissante artillerie rendait redoutable.

C'est cette campagne ardue, sous un climat meurtrier et dans de vastes régions hérissées d'obstacles naturels, que M. Stiénon nous raconte en s'appuyant sur les documents officiels. Il mérite l'éloge que dans sa préface lui décerne M. de Broqueville, le premier ministre du royaume en exil, d'avoir vécu son sujet, d'en connaître tous les détails et d'en avoir saisi la place dans l'ensemble des événements qui se déroulent depuis 1914.

E. CASTELOT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— Louis John Paetow. *Guide to the study of medieval students, teachers and libraries* (University of Columbia press, Berkeley. 1917, in-8°, xvi-552 p.). — Le titre de ce livre en signale le principal défaut; il s'adresse à la fois à des personnes trop différentes : étudiants, professeurs et bibliothécaires. Je crains que ces deux dernières catégories de lecteurs n'y trouvent beaucoup à redire, soit dans l'arrangement général, soit dans le détail particulier des notices. L'auteur eût mieux fait de se proposer uniquement d'écrire pour les étudiants. Il semble bien en réalité que telle ait été son intention. C'est eux, en effet, qui auront intérêt à parcourir les résumés historiques qui précèdent les grandes divisions de sa bibliographie, avec l'indication très sommaire des questions à étudier et des problèmes dont l'examen critique est toujours pendant. C'est encore en pensant aux étudiants que M. Paetow a mentionné tant de traductions, anglaises et autres, de textes latins. A cette clientèle spéciale, son livre pourra rendre des services.

En voici d'ailleurs l'économie. Première partie consacrée spécialement à la bibliographie : Livres généraux. 1° Ouvrages bibliographiques. 2° Livres de références (méthode historique, dictionnaires biographiques et encyclopédies, atlas et périodiques, etc.). 3° Sciences auxiliaires de l'histoire. 4° Ouvrages généraux sur l'histoire du moyen âge (histoire générale, histoire de l'Église et des États particuliers, histoire de la civilisation, de la littérature, de la philosophie et des sciences; histoire des Juifs; publications des Académies et des Sociétés savantes). 5° Grandes collections de sources originales. Cette partie comprend 1,013 numéros. — La seconde et la troisième parties constituent le guide de l'étudiant à travers l'histoire médiévale. La deuxième partie : Histoire générale du moyen âge, est divisée en deux périodes de 500 à 1100 et 1100 à 1500. La troisième partie, tout entière consacrée à l'histoire de la civilisation divisée ici en deux périodes : de 500 à 1100 et de 1100 à 1300, traite les principaux points suivants : Paris au moyen âge; l'esprit d'examen et l'esprit d'autorité : Abélard et saint Bernard; la renaissance aristotélicienne, les hérésies et l'inquisition, la théologie et la philosophie systématiques; le droit romain et le droit canonique; les sciences de la nature; les universités; la langue et la littérature latines et françaises; l'historiographie et les théories politiques; les livres et les bibliothèques; l'art au moyen âge. Le der-

nier chapitre est pris en entier par Dante, dont l'œuvre résume en quelque sorte toutes les connaissances de son temps.

Ce plan est en somme, et sous toutes les réserves exprimées plus haut, exécuté d'une manière satisfaisante; les indications bibliographiques sont nombreuses, bien choisies et précises. Sans doute, on pourra regretter telle ou telle omission, signaler des incohérences et des répétitions fâcheuses (voir par exemple la section 23 de la 2e partie sur le mouvement monastique des XI-XIIIe siècles), relever des erreurs dans la transcription des noms propres (l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, Irminon, plusieurs fois cité, l'est toujours sous la forme *Irmion*), regretter des omissions (pour les Chroniques de Froissard l'édition de Kervyn de Lettenhove ni celle de Siméon Luce ne sont mentionnées). Ce sont des taches que l'auteur pourra effacer dans les éditions ultérieures de son ouvrage.

Un index des noms propres et de matières permet de retrouver facilement ce que l'on cherche. Si l'on ne trouve pas dans ce livre tout ce qu'on voudrait y voir, on y rencontre néanmoins beaucoup d'utiles notions; les spécialistes même, s'ils ont de sérieux reproches à lui faire, lui sauront gré de leur présenter un instructif tableau d'ensemble de la bibliographie médiévale. Ch. B.

— Michel BRENET. *La musique militaire, étude critique* (Paris, Laurens, s. d., petit in-8°, 127 p. et 12 pl.; de la collection *les Musiciens célèbres*). — Que le sous-titre : « Étude critique », n'effraie point ou ne fasse pas naître de faux espoirs : M. Brenet, qui a déjà prouvé à maintes reprises qu'il était capable en effet de mener à bien des discussions critiques en matière d'histoire musicale, a cette fois discrètement voilé son érudition. Son petit volume reste même dans le domaine des généralités : des trompettes de Jéricho aux tambours et aux clairons de nos « poilus » d'aujourd'hui, en passant par l'olifant de Roncevaux, M. Brenet ne fait que nous renseigner rapidement sur l'évolution des instruments utilisés et sur l'organisation des escouades de musiciens aux diverses époques, avec quelques rares — trop rares — échantillons de marches militaires. L. H.

LA GUERRE.

— A. MASSON. I. *L'invasion des Barbares en 1914*. II. *L'invasion des Barbares, 1914-1915*. III. *L'invasion des Barbares, 1915-1916* (Paris, Fontemoing, 1915-1917, in-12, 389, 397 et 390 p.; prix : 3 fr. 50 le volume). — Ces trois volumes donnent le récit par ordre chronologique de tous les événements de la guerre en Belgique, en France, en Russie, en Autriche, en Serbie et en Turquie, le résumé journalier des faits politiques, militaires et sociaux, la coopération de l'Italie. Le premier va du 23 juillet 1914 au 1er janvier 1915, le deuxième au 1er juillet 1915. Épigraphes du premier : « La guerre est l'industrie de l'Allemagne » (Kronprinz) et « Un traité n'est qu'un chiffon de papier »

(Bethmann-Hollweg), du deuxième : « La guerre doit être aussi impitoyable que possible » (Erzberger) et « Les nations faibles n'ont pas le droit à l'existence » (Bernhardi). L'introduction du premier (« Deux mots d'histoire », p. 5-10) justifie le titre, qui « révoltera peut-être certains intellectuels » ; celle du deuxième (« Deux mots de géographie », p. 5-12) « donne quelques détails sur les sites, localités, rivières et monts le plus souvent cités » en Belgique, en Russie, et dans nos dix départements envahis ; elle nous apprend que les Allemands entrèrent le 28 août à Mézières-Charleville, où « le ministère allemand de la Guerre s'installa comme pour un séjour définitif » ; que « le Kaiser tint plusieurs conseils au château de Villers » qui « abrita au début le Grand État-Major », mais qu' « il changea continuellement sa retraite nocturne » ; qu' « à Haybes, les douaniers et 400 réservistes tinrent tête aux Allemands qui voulaient couper la retraite à notre armée après Charleroi », etc. On y lit aussi, avec quelque étonnement, que Novion *et* Porcien « furent le théâtre de grandes batailles ». Il faut lire évidemment Nouvion et *Château*-Porcien. L'*erratum* (p. 13), après avoir ajouté six autres villes aux six de la page 36 du tome I décorées pour leur conduite en 1870, ajoute : « Antérieurement, quatre villes avaient reçu la croix pour leur résistance héroïque en *1914*. » On lira naturellement *1814*, comme cela est d'ailleurs rectifié à la fin du volume (p. 385), au bas de laquelle figure ce *nota :* « La suite paraîtra un mois après la cessation des hostilités (!). » Hélas, la suite a paru avant. Au reste, on trouvera aussi dans ces deux volumes, outre le récit succinct des événements, d'utiles notices explicatives, telles que, dans le tome I, sur la famille de Garibaldi (p. 363), sur les Zeppelins (p. 364), sur les traités de Francfort (p. 382) et d'Algésiras (p. 384). La table des faits principaux, qui dans le tome I (p. 387) ne donne aucune date, devient, dans le tome II, un index où les faits sont classés d'abord dans la suite des mois (janvier à juin 1915), puis sous les rubriques de guerre navale et aérienne, questions économiques et sociales, résumés historiques (sur les divers théâtres de la guerre) et coopération de l'Italie. Dans le tome III, l'auteur réunit les faits de guerre d'après les communiqués, par période de cinq à dix jours, en y ajoutant quelques précisions géographiques. Bref, c'est un travail dont l'utilité se fera sentir dans quelques années comme moyen de documentation. Th. Sch.

— Harry Stuermer. *Deux ans de guerre à Constantinople* (Paris, Payot, 1917, 267 p.; prix : 3 fr. 50). — Ces « études de morale et de politique allemandes et jeunes-turques » (c'est le sous-titre) sont l'œuvre d'un ancien correspondant de la *Gazette de Cologne*, qui passa en cette qualité vingt mois de guerre (début de 1915 à fin 1916) à Constantinople et finit par être si écœuré de ce qu'il y vit que sa conscience le réduisit à la résolution risquée de tourner le dos à son indigne patrie. Un cri de haine arraché à sa femme, qui était Tchèque, par la vue d'un Arménien torturé en pleine ville, le décida. D'ailleurs, son

troisième chapitre, qui décrit précisément les persécutions arméniennes, est aussi un des plus émouvants, avec le précédent qui traite de ce que l'auteur vit et entendit aux Dardanelles, où il put visiter le front par deux fois. Les autres chapitres nous exposent la vie économique et les finances turques, l'œuvre de la presse et de la propagande allemandes pour la « guerre sainte », la mentalité des Jeunes-Turcs, enfin les courants hostiles à la guerre et les sentiments ententophiles à Constantinople. Notons encore les passages sur la fin tragique du successeur au trône (p. 213 et suiv.) et les portraits d'Enver, de Talaat et des hommes du Comité Union et Progrès. L'auteur est convaincu que la liquidation de la Turquie en Europe est inévitable et que, réduite à l'Anatolie, elle pourra devenir vraiment un État moderne. Ajoutons qu'il a passé plusieurs années en voyages d'études dans les colonies africaines allemandes, françaises et anglaises. Il a même pris part comme volontaire à la campagne contre les Herréros en 1904. Ses articles dans la *Gazette de Cologne* se reconnaissent à une vignette d'en-tête représentant un petit bateau à vapeur. La série intitulée *Türkische Wirtschaftsfragen*, qui commença à paraître le 15 février 1916, fut même remarquée par le *Matin* et signalée avec de grosses manchettes sous le titre : « La situation en Turquie jugée insupportable par un journaliste allemand. » Elle réapparut encore dans le *Journal des Balkans* du 1er juin suivant. Cela lui attira de violentes attaques du Grand Quartier général turco-allemand; son expulsion fut annoncée trois fois à l'ambassade d'Allemagne où sa femme fut accusée d'être une espionne russe. Son journal le défendit et lui offrit un autre emploi à la rédaction même. Mais, « ayant déjà rompu irréparablement avec l'Allemagne dans son for intérieur », il déclina cette offre et demanda un congé de santé à partir du 1er octobre. Il arriva en Suisse le 7 février 1917. Il ne fut pas remplacé à Constantinople, « parce que la Censure turque y rendait impossible tout travail utile ». C'est dans l'appendice (p. 258) qu'il raconte ces détails et d'autres non moins intéressants sur les circonstances qui précédèrent et accompagnèrent son départ. Comme il n'est nulle part question d'un traducteur de son ouvrage, il a dû l'écrire en français. Ce français est très aisé, au vocabulaire varié et étendu et généralement clair. Par-ci par-là seulement, la lourdeur et la longueur d'une phrase trahissent l'origine germanique, sans que la réelle valeur documentaire du livre en soit le moins du monde affectée. Enfin, l'auteur prévient à diverses reprises qu'aucune rancune ou dommage personnel ne lui a mis la plume à la main, mais uniquement l'indignation des horreurs qu'il a vues. Th. Sch.

— Barr Ferree. *The bombardment of Reims* (New-York, Leonard Scott publication Company, 1917, in-12, 128 p.; prix : 2 doll.). — L'auteur s'est imposé la tâche pieuse de relever dans les trop rares communiqués, dans les journaux locaux trop souvent muselés par la Censure et dans les témoignages des écrivains rémois, la chronique

journalière des bombardements dont Reims a été la victime du 3 septembre 1914 au 3 septembre 1917. Pure statistique, suivie d'indications brèves, mais précises, sur les destructions opérées par les Allemands. Il faut désirer que ce petit livre soit répandu dans le monde entier; il y enseignera par une tragique leçon de choses le raffinement de barbarie avec lequel ils font la guerre. Ch. B.

— Amiral DEGOUY. *La guerre navale et l'offensive* (Paris, Chapelot, 1917, petit in-8°, XXIV-330 p.). — Il ne faut chercher ici ni révélations ni documents; M. l'amiral Degouy n'a rien su, rien voulu savoir que ce que tous nous pouvons, nous devrions savoir de la guerre maritime : il a seulement entrepris de nous dresser à en juger raisonnablement et il a depuis quatre ans consacré à cette œuvre nécessaire d'éducation nationale le plus formidable labeur qu'ait encore fourni aucun publiciste maritime. Il a aujourd'hui la coquetterie de réimprimer, sans y changer une ligne (la vérification est aisée), quatorze de ces études, parues du 15 juin 1914 au 1er avril 1917, et rien dans ce volume n'est périmé, vieilli ou démenti par les événements! Cela ne saurait nous étonner : le lieutenant de vaisseau Degouy avait bien, en 1888, la force d'esprit de dire aux officiers de l'École de guerre : « Dans la guerre future (la guerre actuelle!), les premières luttes seront longues, stériles, indécises ou du moins peu décisives,... ce n'est pas le temps qui manquera!... » Mais quel bel exemple de l'avantage qu'ont les hommes nés historiens, aimant à raisonner sur les faits, sur les théoriciens *a priori!* Pourquoi M. l'amiral Degouy n'a-t-il pas rétabli les passages supprimés par la Censure? Les raisons de ces suppressions n'existent plus : il serait intéressant de savoir quelles elles ont été. J. T.

— René LA BRUYÈRE. *Deux années de guerre navale* (Paris, Chapelot, 1916, petit in-8°, IX-288 p.). — M. La Bruyère a réuni en un volume ses chroniques de la *Revue politique et parlementaire;* ce sont de consciencieuses mises au point pour le grand public, établies surtout d'après la presse quotidienne française; M. La Bruyère les a légèrement remaniées et complétées; tel quel, l'ouvrage est commode; il reste un peu fragmentaire et dispersé : on voudrait un fil conducteur dans ce chaos d'événements, mais sans doute n'est-il pas facile de le donner. J. T.

— Marcel NADAUD. *Les derniers mousquetaires. Roman de la guerre aérienne* (Paris, Albin Michel, 1917, in-12, 254 p.; prix : 3 fr. 50). — Les derniers mousquetaires, ce sont nos aviateurs. Nous retrouvons ici nos anciens amis Vieux-Charles et Chignole (cf. *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 136) et nous faisons connaissance avec un pilote et un observateur nouveaux, Flagada, ancien « comique élastique », et le vicomte de La Guerynière. Leurs aventures nous conduisent à Bar-le-Duc et sur le plateau de Malzéville, au-dessus de l'étang de Dieuze et au-dessus de Trèves bombardée, voire même à Arcachon, où nos

héros essaient des hydroavions. A notre grand chagrin, Flagada meurt; Vieux-Charles se précipite de son biplan et tombe en cette partie de la Lorraine que les Allemands ont annexée en 1871; Chignole se marie, se fait admettre dans une usine de guerre et engraisse. Mais M. Nadaud n'a pas dit son dernier mot. Chignole, je suppose, voudra de nouveau voler par-dessus les lignes; Vieux-Charles n'était pas tout à fait mort, et le vicomte, après son cinquième avion allemand, en abattra d'autres encore. Voilà la matière d'un nouveau volume qui aura autant de succès que celui-ci et les précédents. C. Pf.

— Capitaine Z... *L'armée de 1917* (Paris, Payot et Cie, 1917, in-16, 318 p.; prix : 4 fr.). — Voici un excellent livre, digne de l'auteur de *l'Armée de la guerre*, une étude courageuse de notre armée, telle qu'elle existe avec ses faiblesses et ses qualités. Le capitaine R... est un réaliste qui parle haut, qui voit les réformes à accomplir encore pour nous donner une plus grande force militaire, qui déplore les fausses idées toujours ancrées dans certains esprits et souhaite chacun à la place qu'il doit occuper. Officier soucieux de ses hommes, il s'est dépensé sans compter pour eux et a cherché partout l'amélioration possible. A l'inverse de beaucoup, il a pris la responsabilité de ses affirmations quand il s'élève contre les entraves apportées à l'initiative personnelle, contre la crainte de regarder l'avenir en face, contre les tendances à voir tout pour le mieux, à laisser agir trop souvent le hasard. On est en effet trop porté en France à croire qu'on se débrouille toujours au bon moment; cela a peut-être déjà réussi, mais au détriment du soldat et de l'officier de troupe, « peu brillant à la parade », mais toujours le premier à l'attaque. M. R.

— Lord Ernest W. Hamilton. *Les sept premières divisions anglaises.* Récit détaillé de leurs combats autour de Mons et d'Ypres; trad. par Michel Épuy (Paris, Payot et Cie, 1917, in-16, 280 p. avec 6 plans; prix : 4 fr.). — L'auteur nous montre le rôle joué pendant les trois premiers mois de la guerre dans les Flandres et en Belgique par la « misérable » petite armée anglaise, forte seulement au début de 80,000 hommes. La défense du canal de Mons, la retraite de Mons, la bataille et retraite du Cateau, l'avance sur l'Aisne, enfin les combats autour d'Ypres, Messsines, Wytschaete sont minutieusement décrits. La postérité trouvera dans ce livre les noms d'hommes qui ont su s'immoler volontairement pour défendre l'honneur national de l'Angleterre. Il aurait été cependant souhaitable de rencontrer un plan d'ensemble des efforts des deux armées anglo-françaises pendant ces quelques mois critiques. L'action de l'une ne peut être isolée de celle de l'autre. M. R.

— Paul Hamelle. *L'Empire britannique et la guerre* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 103 p.). — Le peuple britannique tout entier s'est rallié autour du drapeau de l'Angleterre depuis 1914 pour soutenir la cause du Droit et de la Justice. Malgré les diverses tentatives allemandes, la grande famille anglo-saxonne, vieux, jeunes, grands,

petits, en Irlande, en Amérique, en Asie, en Afrique, en Océanie, en Australie, a formé une société de nations sœurs.

L'auteur nous montre cette union de tous les peuples britanniques, union qui ne repose pas sur la force. M. R.

— N. P. Commène. *Notes sur la guerre roumaine, 1916-1917* (Paris, Payot et Cie, 1917, in-16, 255 p.; prix : 4 fr.). — La Roumanie, trahie par la Russie tsariste, envahie, pillée, affamée, ne doute pas de sa délivrance ni de la libération du territoire qui lui revient. L'affranchissement des Roumains de Transylvanie et des autres provinces roumaines, sur lesquelles l'oligarchie austro-magyare fait peser un régime d'oppression, reste la base de ses revendications. M. Commène nous décrit la condition de ces opprimés, l'évolution de l'opinion nationale en face du péril allemand et augmente dans nos esprits la confiance en l'avenir de son pays, qui sera « la sentinelle latine puissante et consciente de sa force aux bouches du Danube ». — Mais que peut la Roumanie, trahie maintenant par les maximalistes russes?

M. R.

— *Amis de la France. Le service de campagne de l'ambulance américaine décrit par ses membres.* Traduction de Firmin Roz; préface par S. Exc. M. J.-J. Jusserand, ambassadeur de France aux États-Unis (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1917, in-12, xix-328 p.; prix : 4 fr.). — Les membres de l'ambulance américaine qui ont collaboré au présent volume ne sont ni des médecins ni des infirmiers; ce sont de simples conducteurs d'autos. Tous volontaires naturellement, gens de toute origine et de tous métiers qui ont quitté des positions lucratives, des professions libérales pour voir du pays, pour assister à des spectacles vraiment excitants, pour venir en aide à leurs amis de France. Chaque chapitre du livre est écrit par l'un d'eux; le dernier chapitre se compose d'extraits de leurs lettres et de leurs journaux, d'impressions et de souvenirs notés sans pose, sans la moindre recherche d'effet littéraire, de menus faits qui peignent le pays et les hommes; sans le vouloir ils se peignent aussi eux-mêmes. Nous pénétrons dans l'âme saine et forte de ces jeunes Américains qui ont vu de très près la plus affreuse des guerres et qui n'ont peiné que pour en adoucir les horreurs. Ch. B.

— Henri René. *Jours de gloire, jours de misère* (Paris, Perrin, in-16, iv-220 p.; prix : 3 fr. 50). — C'est l'histoire très simple et par suite très vraie d'un combattant qui, ni plus ni moins héroïque que tant d'autres, sans avoir pris part à aucun fait d'armes particulièrement brillant, a cependant tenu sa place dans toutes les grandes actions du début de la guerre. Nous le suivons depuis le premier jour, pendant la traversée des Vosges, dans la désastreuse retraite de Lorraine et aussi dans la poursuite victorieuse de la Marne, jusqu'à l'Yser et à la défense de Verdun. Toujours, nous trouvons chez lui un sens très vif du réel, l'impression exacte que produisent sur les combat-

tants les faits très humbles, car c'est par de tels faits que s'expriment à eux les plus grands événements, auxquels ils participent sans pouvoir les saisir ni les comprendre. Si l'allure des guerres modernes, où le soldat se sent perdu dans la masse des armées, détermine cette façon terre à terre d'en écrire le récit, l'influence de la littérature réaliste qui a éduqué notre génération n'est certainement pas étrangère aux façons de sentir dont M. Henri René nous donne un exemple. R. D.

— ***. *L'imposture par l'image.* Recueil de gravures falsifiées et calomnieuses publiées par la presse illustrée austro-allemande pendant la guerre (Paris, Payot et Cie, 1917, in-4°, 80 p.; prix : 3 fr.). — Cette brochure de quatre-vingt-quatre illustrations est une réponse au recueil, *das Bild als Verleumdung* (l'Image instrument de calomnie), du Dr allemand Ferdinand Avenarius. Elle met sous les yeux du lecteur les faux commis au détriment des journaux français et anglais, *l'Illustration* et *The Illustrated London News* principalement : faux fabriqués de toutes pièces, dessins injurieux, autant d'instruments dont se servent nos ennemis pour faire croire à leur bon droit. M. R.

— Joseph Reinach. *Le village reconstitué* (Bruxelles et Paris, Van Oest, 1917, in-16, 28 p.). — La reconstitution des villages détruits préoccupe à la fois les artistes et les pouvoirs publics : des enquêtes ont été faites, des expositions, des conférences. Dans une conférence à la Société des architectes diplômés, M. Joseph Reinach expose l'état de la question et nous montre les difficultés résultant du bouleversement total du terrain, ainsi que les craintes provoquées par les projets de reconstruction sommaire; mais il fait preuve d'un grand optimisme et ne semble pas prévoir que les erreurs de goût du public, encouragées par les intérêts des constructeurs, auront pour résultat presque nécessaire de donner au village reconstitué l'allure d'une cité industrielle. R. D.

— Civis. *La direction de la paix. Les leçons de l'histoire, l'évolution nécessaire* (Paris, Conard, 1917, in-8°, 280 p.; prix : 4 fr.). — C'est un petit mémento d'histoire diplomatique que nous offre l'auteur anonyme de cet ouvrage, mais dans lequel les événements les plus importants sont parfois négligés ou mêlés d'erreurs déplorables et de jugements superficiels. Nous sommes surpris, par exemple, d'apprendre que le parti radical a pris le pouvoir en France en 1910 et que M. Delcassé a démissionné en 1906. La politique du Directoire est passée sous silence, sans doute parce qu'elle détruirait la thèse de l'auteur, et celle de M. Delcassé subit presque le même sort. Parlons net : il s'agissait moins de nous instruire que de dire leur fait aux conquérants et aux militaristes, et nous constatons que, si l'auteur a quelquefois trahi l'histoire, il n'a du moins jamais trahi son intention. De ces « leçons de l'histoire » se dégage toutefois une idée, c'est que, dans le passé, les nations ont toujours hésité entre deux politiques, l'impéria-

lisme et le pacifisme. C'est du reste la première de ces tendances qui a presque toujours eu le dessus, soit qu'elle ait affecté la nation entière, soit qu'elle ait seulement agi sur le souverain et que celui-ci ait pu imposer au peuple sa politique de conquête. Le pacifisme n'aurait guère été pratiqué, jusqu'à présent, que par les révolutionnaires français, avant les conquêtes de Bonaparte. Dans la guerre actuelle, la politique de l'Entente a longtemps hésité entre ces deux directions par suite des ambitions orientales de la Russie des tsars, mais la révolution russe a rétabli un moment l'accord pour une paix vraiment démocratique. Cette politique de justice internationale, assurée par une extension de la démocratie, voilà les principes vers lesquels doit tendre l' « évolution nécessaire ». R. D.

— René Lote. *Le sens des réalités, sagesse des États.* Leçons politiques de la guerre (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-12, 212 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Lote a toujours eu le « sens des réalités » et, bien avant 1914, il avait donné des preuves de sa clairvoyance dans des études sur l'Allemagne. Nous retrouvons la même sûreté de jugement dans cet examen critique de la politique suivie par les Alliés depuis trois ans. Les erreurs sur la force et les ressources de l'Allemagne, tous les retards provoqués par les traditions de l'Angleterre dans son adaptation aux nécessités de la lutte, les illusions sur la puissance inorganique de la Russie, l'aveuglement obstiné dans les affaires d'Orient, tout cela est indiqué par quelqu'un qui sait voir les choses en elles-mêmes et qui a le courage de chercher, dans cette réalité, les remèdes aux erreurs traditionnelles. Ces remèdes, nous les trouverons dans une réforme de l'éducation, qui est assurément possible, dans une transformation des mœurs politiques, beaucoup plus douteuse, et surtout dans la pratique « d'une franche politique d'intérêt ». — Exprimons un regret : M. Lote, si hardi dans la critique, n'a fait qu'effleurer les questions militaires, où, sans entrer dans la technique, sans se donner l'apparence d'un de ces « experts » auxquels il ne ménage pas ses railleries, il aurait pu cependant relever tant de fausses conceptions et d'erreurs obstinées. Même réserve vis-à-vis de la Russie révolutionnaire, dans laquelle il semblait placer ses espérances, alors que, sur ce sujet, son bon sens aurait pu nous faire part de quelques réflexions profitables. R. D.

Histoire de France.

— Jacques Flach. *Les origines de l'ancienne France.* Tome IV : *Xe et XIe siècles. Les nationalités régionales; leurs rapports avec la couronne de France* (Paris, Tenin, 1917, in-8°, xi-655 p.; prix : 12 fr. 50). — Quelles sont les idées maîtresses de ce nouveau volume? Nos lecteurs ont déjà pu les lire dans l'Introduction qu'a publiée la *Revue historique* (t. CXXVI, p. 1). En attendant le compte-rendu que nous en donnerons prochainement, nous pouvons aujour-

d'hui indiquer brièvement les six sections dans lesquelles se répartissent les matières du volume : 1° le comté ou marquisat de Flandre; 2° le comté ou duché de Normandie; 3° le principat de Bretagne; 4° la France médiane, à savoir la Lorraine et l'Alsace, avec un « chapitre intermédiaire » où sont étudiés la suprématie royale au Centre et au Midi de la France, le caractère gallo-franc de cette suprématie et « la fusion gallo-franque »; 5° les principats ou royautés de Bourgogne, du Viennois et de Provence; 6° les grands principats au sud de la Loire. Ceux qui ont suivi jusqu'ici le puissant effort accompli par l'auteur pour reconstituer les origines de l'ancienne France et montrer comment la royauté française a su établir de si solides fondements dans le chaos de la féodalité anarchique, admireront une fois de plus l'étendue et la probité de son érudition, la force et l'originalité de son esprit de synthèse. Il a soulevé et soulèvera sans doute encore d'ardentes controverses; mais désormais il sera impossible d'aborder l'examen des plus anciennes institutions politiques de la France sans recourir au livre de M. Flach, sans examiner les textes qu'il allègue et critiquer les arguments qu'il en tire. — Pour achever sa grande œuvre, il reste encore à l'auteur trois volumes à publier, sans parler d'un volume de tables; mais il n'a pas omis de rédiger pour le présent volume une table alphabétique des noms de lieux et des matières. On lui en saura le meilleur gré. Ch. B.

— Paul Martin. *Les idées de Turgot sur la décentralisation administrative* (Paris, Jouve et Cie, 1917, in-8°, 226 p.). — C'est une bonne thèse pour le doctorat en droit qui a été soutenue devant la Faculté de Paris et que les historiens consulteront avec profit. Elle se divise en trois parties : 1° Les faits et les idées qui ont influé sur la pensée de Turgot. Déjà avant Turgot, un certain nombre d'hommes politiques avaient réclamé la décentralisation; le contrôleur général connaissait certainement les ouvrages du marquis de Mirabeau, particulièrement l'*Utilité des états provinciaux*, paru en 1750, et les *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, du marquis d'Argenson, imprimées en 1765, après la mort de l'auteur; mais Turgot coordonna leurs idées en un système tout rationnel, fondé sur un principe unique qu'il emprunta à l'économie politique et aux physiocrates. 2° Le projet de réforme administrative de Turgot. M. P. Martin analyse le *Mémoire au roi sur les municipalités*, qui, sans doute, a été rédigé par Dupont de Nemours et qui fut publié à Lausanne en 1787. Il montre clairement quelle devait être, dans la pensée de Turgot, la hiérarchie des municipalités de paroisse ou de cité, d'élection, de province, avec, au sommet, la municipalité nationale. Les municipalités à tous les degrés auraient eu des attributions identiques : la répartition des impôts, ou plutôt de l'impôt, qui, petit à petit, serait devenu unique et aurait consisté en une subvention territoriale répartie entre tous les propriétaires sans exception; la conduite des travaux publics; l'assistance aux sinistrés et la police des pauvres. M. Mar-

tin critique en excellents termes ce projet, en indique les avantages et les défauts : le système eût mis l'administration du royaume aux mains des grands propriétaires bien que la France ne fût pas un pays exclusivement agricole; puis l'absolutisme royal subsistait, puisque la municipalité nationale n'intervenait pas dans le gouvernement; elle n'était qu'un corps administratif. 3° Les destinées des idées de Turgot. Necker, créant en 1778 des assemblées provinciales, paraît au premier abord avoir repris le projet de Turgot; mais, en réalité, entre ces deux hommes il y avait opposition d'idées et inimitié. Necker n'établit qu'une assemblée dans la province et négligea la hiérarchie des municipalités; il ne composa pas l'assemblée de propriétaires, mais il en fit nommer par le roi un tiers des membres qui choisirent les deux autres tiers. Les vrais héritiers de Turgot furent les Constituants, qui établirent des assemblées à la paroisse, au district, au département et par-dessus l'Assemblée nationale. Seulement, les Constituants donnèrent à la grande assemblée un pouvoir législatif et ils commirent la faute de laisser aux corps locaux trop d'indépendance; chacun de ces corps se trouvait en l'air, sans relations avec le corps supérieur. Aussi la Convention d'abord, puis la Constitution de l'an VIII, furent amenés par réaction à établir un régime de centralisation plus excessif encore que celui de l'Ancien régime. C. Pf.

— F. Uzureau. *Andegaviana*, 19e série (Angers, J. Siraudeau; Paris, Aug. Picard, 1917, in-8°, 573 p.). — Nous rendons compte, dans la *Revue historique*, des fascicules de l'*Anjou historique* au fur et à mesure qu'ils paraissent. Quand un certain nombre d'entre eux ont été publiés, ils sont réunis en un fort volume avec pagination suivie, et dix-neuf de ces volumes ont paru sous le titre d'*Andegaviana*. Dans ce tome XIX, sont réunis les fascicules de 1916, mai-juin, juillet-août (voir *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 414), septembre-octobre (cf. *ibid.*, t. CXXIV, p. 191), novembre-décembre (*ibid.*, même tome, p. 421). Au milieu et à la fin ont été ajoutés quelques morceaux parus sans date dans une autre collection : *A l'Université d'Angers, 1773-1786* (p. 529-567; chronique de l'Université en cet intervalle, faite surtout à l'aide des comptes-rendus de la « rentrée publique »), et *l'Université d'Angers, 1787-1790* (p. 111-135), *Ancienne Académie d'Angers, notices sur vingt-cinq de ses membres* (p. 136-167; elles sont empruntées à l' « Histoire des illustres d'Anjou », de Pocquet de la Livonnière), *le Collège de Saumur, 1624-1916* (p. 168-196; suite des principaux et professeurs, palmarès, etc.). Une table des matières indique l'ordre chronologique des sujets traités; on signale aussi les revues qui ont donné des comptes-rendus élogieux des diverses séries des *Andegaviana*, parmi elles la *Revue historique;* sur trois pages de la couverture, une bibliographie des travaux historiques de M. l'abbé Uzureau qui rendra service. C. Pf.

— Nous ne pouvons qu'annoncer la publication suivante : *Archives*

départementales de l'Ardèche. Répertoire numérique. Série L (Période révolutionnaire). Rédigé, sous la direction de M. Jean Régné archiviste du département, par M. Ch. PINTARD, aide-archiviste (Largentière, impr. Mazel et Plancher, 1917, in-4°, 27 p.). Le titre suffit pour en montrer l'utilité. Ch. B.

— Henri JOLY. *L'avenir français. Tâches nouvelles* (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-12, VI-238 p.). — C'est une série de neuf chapitres; pour huit d'entre eux on trouve dans le titre le mot « avenir » : l'avenir des nationalités (la guerre présente doit donner les Danois du Slesvig au Danemark, les Italiens de Trieste à l'Italie, grouper les Yougoslaves en un royaume, rendre son indépendance à la Pologne), l'avenir de la coopération franco-belge (il faut rendre au port d'Anvers toute son importance, multiplier les relations industrielles et commerciales entre la France d'une part, et la Belgique et l'état du Congo de l'autre), aurons-nous un nouvel art et une nouvelle littérature? (rien ne nous défend de l'espérer), le présent et l'avenir de nos trois partis politiques (le parti radical, le parti socialiste, le parti libéral; l'auteur range dans ce dernier parti, ce semble, les conservateurs; il fait prévoir après la guerre des groupements nouveaux), l'avenir de l'officier (ce que doivent être son éducation et sa carrière), l'avenir du patron (nécessité d'entente entre lui et l'ouvrier), de l'extension du travail des femmes après la guerre (cette extension sera importante, mais comment pourra-t-on concilier l'intérêt de la profession avec la vie de famille?), l'avenir de la moralité publique (il faut en revenir au règne de la tempérance, au respect des bonnes mœurs, à la probité publique). Le IXe chapitre, où est décrit le double effort fait par le pays, l'effort militaire et l'effort civil, est de conclusion. Toutes ces pages sont animées d'un amour ardent de la patrie auquel nous devons rendre hommage. Mais ce n'est pas le lieu de discuter les opinions de l'auteur qui voit surtout le salut de la France en un retour aux idées chrétiennes et conservatrices; malgré un désir évident d'impartialité, il ne réussit pas toujours à demeurer juste envers ses adversaires politiques. C. PF.

— Louis ROUQUETTE. *L'organisation de notre marine marchande* (Paris, Chapelot, 1917, petit in-8°, 170 p.). — Un ensemble de renseignements précieux; des critiques précises, saisissantes; les remèdes restent un peu dans l'ombre. La partie proprement historique relie si bien les décisions aux circonstances qu'on en arrive à excuser les incohérences. Si M. Rouquette avait insisté davantage sur les *origines* de l'état d'esprit qui a créé ce gâchis, il nous eût peut-être du même coup montré la voie qui permettra d'en sortir : on ne fait jamais assez d'histoire. La bibliographie n'est guère utilisable : c'est une simple liste d'ouvrages consultés. J. T.

— Henry DUGARD. *Le Maroc de 1917* (Paris, Payot, 1917, 246 p.; prix : 4 fr.). — « On trouvera ici », dit la Préface, « non pas le tableau

intégral du Maroc, mais des vues précises sur les questions qui intéressent actuellement les hommes d'action. » Cette promesse, nous pouvons l'affirmer, trouve dans le livre son entière réalisation. Les perspectives d'avenir qu'il nous ouvre sont des plus belles : « Si dans toutes les villes de France on travaillait comme à Casablanca, dans vingt ans nous serions cinquante millions de Français, il y aurait moins de pauvres et l'on ne s'embêterait pas (*sic*) » (p. 169). Cette phrase donne la note de tout l'ouvrage qui, « à côté d'un grand espoir dans le développement économique du Maroc, n'hésite pas à défendre une politique indigène qui a fait ses preuves et dont parfois les nécessités contrarient un peu le colon pressé de faire fortune ». Car, « l'organisation d'abord, l'exploitation ensuite. Il serait insensé de vouloir intervertir l'ordre de ces facteurs ». La dernière phrase de la Préface peut servir d'épigraphe au livre : « Décrire le Maroc, c'est peindre le génie de la France, sa jeunesse et l'avenir qui lui est promis. » Ainsi, Casablanca avait 45,000 habitants il y a dix ans et 100,000 aujourd'hui : « Nous n'avons rien fait de mieux en France, depuis 1907, jusqu'à la Marne. » Le premier appendice raconte le débarquement du 5 août 1907 et la belle conduite de l'enseigne Charles Ballande, nommé lieutenant de vaisseau à la suite de ce haut fait et mort pour la France, à bord du croiseur *Léon Gambetta*, dans la nuit du 26 au 27 avril 1915. Ce récit est extrait du discours que M. Maigret, consul de France à Casablanca en 1907, prononça le 7 août 1917, lors de la commémoration du débarquement. Un deuxième appendice reproduit un article que M. Louis Marin, député de Nancy, a publié dans les *Annales coloniales* sous ce titre : « La Censure et Gibraltar », et dont une phrase au moins mérite d'être citée : « Si, d'un côté, la Censure faisait preuve du plus lamentable laisser-aller en laissant passer une foule de nouvelles plus ou moins exactes, dangereuses pour le moral de la nation, elle se refusait, d'autre part, avec plus d'énergie que jamais, à nous laisser lire ce qui paraissait dans les journaux de nos Alliés. » Pourquoi? Parce que « des cervelles qui craignent toutes les responsabilités suppriment tout, afin de n'avoir ainsi aucune responsabilité à redouter et n'ont ainsi aucun effort intellectuel à fournir ». Un troisième appendice donne d'intéressantes *Statistiques postales*.

Il faut lire, dans le chapitre sur *l'Avenir industriel du Maroc* (p. 206), les quatre séries de faits « qui ont fait naître et entretiennent » dans l'esprit de l'auteur les plus vastes espérances. Citons encore les deux chapitres précédents : *Marocains et Français* et *Fez hier et aujourd'hui*. Mais tout est à lire; partout on aura l'occasion de rectifier les préjugés courants et d'apprécier à sa valeur l'œuvre du général Lyautey. Th. Sch.

— Eugène Morel. *Le dépôt légal. Étude et projet de loi* (Paris, éditions Bossard, 1917, in-8°, 46 p.; extrait de la *Nouvelle revue*). — Le dépôt légal, tel qu'il fonctionne depuis la loi de 1881, a été l'objet de nombreuses et justes critiques, et les projets de réforme du sys-

tème actuel ont été nombreux. La plupart de ces projets comportent en premier lieu la suppression du dépôt d'imprimeur, qui serait remplacé par le dépôt d'éditeur ou même par le dépôt d'auteur. M. Morel — qu'on ne saurait accuser d'être un conservateur en matière de bibliothéconomie — défend le dépôt d'imprimeur par des raisons qui semblent d'autant plus fondées que l'auteur a été longtemps chargé, à la Bibliothèque nationale, du service des livres provenant du dépôt légal. Celui-ci n'a pas pour principal objet, comme on se l'imagine trop souvent, d'enrichir à peu de frais, en livres et en revues, notre Bibliothèque nationale. Avec une faible augmentation de budget, inférieure sans doute aux dépenses diverses qu'entraîne l'organisation générale du service, on arriverait, par voie d'achat, à un résultat meilleur à ce point de vue. L'intérêt véritable du dépôt légal est de faire entrer dans les collections et de conserver des séries d'articles hors commerce, dont la réunion constitue de véritables archives de la production typographique de la France. Le dépôt d'imprimeur seul permet d'arriver à ce résultat, malgré ses lacunes. Mieux vaut améliorer son fonctionnement par des réformes de détail (augmentation du délai de prescription, intervention ou responsabilité éventuelle de certains intéressés comme l'éditeur ou l'auteur) que de le remplacer par une institution nouvelle, qui risquerait fort de ne pas rendre les mêmes services. R. P.

Histoire de Belgique.

— Fernand Passelecq. *Y a-t-il une nation belge?* (Bruxelles et Paris, Van Oest, 1917, in-12, 24 p.). — Nous trouvons dans ces quelques pages, extraites de la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, un résumé très élémentaire de l'histoire de Belgique, résumé destiné à démontrer que, malgré les différences de langue et de race, Wallons et Flamands ont toujours été groupés dans une même unité nationale. Cette unité existe, contrairement aux théories allemandes qui justifient par des arguments historiques les ambitions pangermanistes. R. D.

— *Les Cahiers belges*. N° 1. J. Mélot. *La propagande allemande et la question belge*. N° 2. P. Crokaert. *La surprise. Les jours épiques de Liège* (Bruxelles et Paris, G. Van Oest et Cie, in-16; chaque numéro : 0 fr. 60). — Les « Cahiers belges » doivent constituer une série de brochures consacrées à l'histoire de la Belgique moderne et à son avenir. Elles auront pour objet toutes les questions nationales, et ces résumés seront destinés moins aux historiens qu'au public cultivé qui s'intéresse au sort de la nation belge. La première de ces études, consacrée à la propagande allemande, indique sommairement quelles furent les différentes politiques pratiquées en Belgique par l'administration allemande : politique de terreur pendant les premiers mois de l'occupation, à laquelle succèdent des tentatives de

conciliation, puis des essais de scission entre les deux éléments nationaux : flamand et wallon. Dans ces derniers mois, les Allemands sont revenus à un système de rigueurs mitigées, celui des déportations. Le second opuscule, plutôt anecdotique, rappelle les premiers jours de l'invasion, les illusions pacifistes avant le 3 août 1914, à la veille même de la catastrophe, les inquiétudes de quelques hommes d'État clairvoyants, inquiétudes justifiées par les projets d'agression, dont les premiers datent de 1815. Nous voyons enfin la réalité tragique, la défense de Liège, qui nous montre quelles furent, dans le passé, la part des illusions aveugles et celle de la prévoyance impuissante.

R. D.

— *Les Cahiers belges*. N° 3. J. MASSART. *Le chiffon de papier* (pourquoi en 1839 la Prusse a-t-elle « neutralisé » et « amputé » la Belgique? Seule, la crainte de l'Angleterre l'a empêchée de pratiquer en 1870 le forfait que la certitude de la victoire lui a fait accomplir en 1914. La bonne foi de M. Davignon, la pondération de M. Viviani, la loyauté de Sir Edward Grey sont opposées à la ruse, aux lenteurs, aux menaces de Bethmann-Hollweg, devenu désormais pour les historiens « l'homme au chiffon de papier »). — N° 4. MEMOR. *L'armée et la nation* (comment les Belges antimilitaristes de jadis, craignant de faire de leur pays une caserne, ont manqué de le transformer en cimetière. L'armée, constituée en 1909 par Léopold, quelques jours à peine avant sa mort, a « sauvé l'honneur » cinq années après. Les troupes de l'Yser, reconstituées sous le feu de l'ennemi et soumises aux plus dures épreuves, occupent un front de trente-trois kilomètres et sont prêtes à entreprendre, au premier signal, la conquête du sol de la patrie odieusement violée). — N° 5. Henri DAVIGNON. *Le soldat belge peint par lui-même. Lettres, impressions du front* (la vie de tranchée avec toutes ses angoisses, tous ses dangers, toutes ses espérances; les impressions du soldat qui a conscience de la grandeur de sa tâche, qui « se coudoie à chaque instant avec la mort », et qui exprime aux siens les pensées et l'émotion qui l'agitent, voilà ce qu'il faut chercher dans cette brochure si réaliste, si poignante et si humaine). — N° 6. F. PASSELECQ. *Le testament politique de von Bissing* (c'est l' « auto-gobisme » d'un pangermaniste désavoué même par ses amis, d'un fanatique qui n'est pas désabusé par les échecs retentissants de l'Allemagne, d'un « duc d'Albe » plus moderne et partant plus abjet et plus froidement hypocrite que le sanguinaire serviteur de Philippe II). Ch. D.

— VAN DEN HEUVEL. *De la déportation des Belges en Allemagne* (Paris, Pédone, in-8°, 1917, 46 p.; prix : 1 fr.). — Dans cette étude, qui a déjà paru dans la *Revue générale de droit international public*, M. Van den Heuvel fait, d'une façon complète et très claire, l'histoire des déportations auxquelles a été soumise la population belge. Laissant de côté celles qui ont eu lieu au moment de l'invasion et qui pouvaient s'ex-

pliquer par les nécessités de l'occupation, il traite seulement des mesures prises en 1916 et qui font partie d'un plan politique bien raisonné : il s'agissait de fournir de la main-d'œuvre en Allemagne et de libérer à l'arrière des hommes destinés à combler les vides des unités combattantes. Le mérite de cette brochure est de nous montrer la relation qui existe entre tous les actes des autorités allemandes de Belgique, que ces actes concernent de près ou de loin le fait même des déportations. R. D.

Histoire d'Espagne.

— *A la Belgique. Manifeste des catholiques espagnols.* Traduction française (Paris, Plon-Nourrit, 1916, in-8°, 32 p.). — Le Manifeste nous prévient tout de suite que l'Espagne est bien décidée à ne pas prendre part à la guerre. Comme nation neutre, elle a un intérêt spécial à ce que le droit des neutres prime toute pression des belligérants. Forts de ce principe, les catholiques espagnols, au nombre de plusieurs centaines — leurs signatures remplissent vingt-quatre pages — protestent contre la violation de la neutralité belge et forment les vœux les plus ardents pour qu'à la conclusion de la paix la Belgique obtienne la restauration intégrale de son indépendance. J. R.

— Pierre Paris. *L'Espagne et la guerre. Kultur et civilisation* (Bordeaux, Feret fils, et Paris, Fontemoing, 1916, in-8°, 24 p.; extrait du « Bulletin hispanique », t. XVIII, n° 1). — Le savant directeur de l'Institut hispanique de Madrid fait connaître des documents qui jettent un jour curieux sur l'état d'âme de quelques germanophiles enragés. Au mois de novembre 1914, les Alliés crurent nécessaire de répondre à la propagande allemande par la propagande française. Cette campagne de l'Entente a eu le don d'irriter nombre de gens. Des bulletins et des brochures ont été renvoyés au Comité ententiste, avec des annotations furieuses ou injurieuses, obcènes même. Un germanolâtre de la Navarre ne cache pas sa « haine contre ceux qui toujours se sont appliqués à diminuer et à humilier l'Espagne devant le monde entier ». Un habitant de Vigo accuse les Français de la « ruine morale et matérielle » de son pays. Par-dessus tout, c'est la neutralité que la plupart réclament à grands cris : « Nous tournerons les armes contre ceux qui nous auraient réduits à nous battre », écrit un Navarrais. En revanche, le Comité international de l'Entente a reçu de nombreuses adhésions de partisans enthousiastes. Elles émanent, presque toutes, d'Espagnols ralliés aux principes de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme. J. R.

— St C. *Notes et réflexions sur notre propagande et l'état de l'opinion en Espagne* (Bordeaux, Feret et fils, 1916, in-8°, 15 p.; extrait du « Bulletin hispanique », t. XVIII, n° 3). — Pour gagner les Espagnols, les Allemands ont organisé leur action d'une façon merveilleuse.

Ils n'ont reculé devant aucun sacrifice. La mission de Mgr Baudrillart semble avoir eu beaucoup plus d'effet sur l'épiscopat que sur le bas-clergé, qui en majorité nous demeure hostile. L'auteur énumère les organes de la presse qui nous sont favorables à Saint-Sébastien, Bilbao, en Navarre, dans les Asturies, à Gijon, à Saragosse, à Barcelone, à Madrid. L'élite intellectuelle, les milieux universitaires sont plutôt francophiles. La germanophilie est « bien portée » dans l'aristocratie, dans les cercles militaires et dans les milieux tauromachiques. Quant aux couches profondes du peuple, elles admirent l'attitude du roi Constantin, qui a tout fait pour éviter que son pays fût mêlé au conflit européen. J. R.

— ***. Rédacteur au « Correspondant ». *L'Espagne et la guerre.* L'esprit public. La situation politique (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1916, in-16, 256 p.). — Étudiant longuement la genèse des sentiments et des idées qui forment la trame actuelle des relations entre la France et l'Espagne, l'auteur s'efforce de démontrer que c'est depuis l'avènement de Philippe V et les encyclopédistes du XVIIIe siècle que le malentendu s'est le plus accentué entre ces deux nations. Il examine ensuite l'attitude des différents partis à l'égard de l'Entente. De tout cela ressort l'opposition foncière entre l'idéal espagnol et l'idéal français. Dans son ensemble, le pays est traditionaliste et fédéraliste; il est franchement hostile à l'invasion de nos idées laïques et centralisatrices. D'autre part, les ambitions territoriales des panibéristes n'ont pas de prise sur lui; le peuple espagnol se défendrait sans doute s'il était attaqué, comme il l'a fait pendant la guerre de l'Indépendance; mais il répugne profondément à toute entreprise lointaine et extra-territoriale. Actuellement, son plus grand désir est de rester hors de la guerre. J. R.

— P. Imbart de La Tour. *Notre mission en Espagne* (Bordeaux, Feret et fils, 1916, in-8°, 20 p.; extrait « du Bulletin hispanique », t. XVIII, n° 3). — Ce que nous venons d'apprendre de la francophilie des intellectuels, ou plutôt des universitaires espagnols, nous explique suffisamment l'accueil enthousiaste qui a été fait à la mission de nos académiciens par les professeurs et les étudiants d'outre-monts. Sans doute, d'autres personnalités appartenant à tous les milieux et à toutes les classes ont témoigné aux ambassadeurs de l'Institut de France de délicates attentions, une cordiale bienvenue. Mais il ne faut pas se faire d'illusion et mettre sur le compte de l'amitié ce qui doit être attribué à la courtoisie traditionnelle de nos frères latins. « Des égards partout, une curiosité aimable chez un grand nombre, chez beaucoup une chaleur de sentiments, un élan de cœur où se découvrait la communauté des idées. » D'accord avec le collaborateur anonyme du *Correspondant*, M. Imbart de La Tour déclare qu'à partir de l'avènement des Bourbons en Espagne, au moment même où s'affermit l'alliance politique, commence la rupture intellec-

tuelle. La conquête impériale achève la séparation; l'on peut dire qu'au XIXe siècle l'Espagne et la France vivent côte à côte sans se comprendre. L'Espagne nous reproche notre tendance à ne la représenter que sous un jour pittoresque et frivole. Il est vrai qu'elle nous a jugés aussi de la même façon, confondant un parti avec la France et Montmartre avec Paris. De plus en plus, l'Espagne devient réaliste et scientifique; c'est parce qu'elle a le sentiment très net qu'elle ne peut tirer aucun profit de la guerre actuelle, qu'elle refuse de s'y engager. La France a un devoir envers l'Espagne : la mieux connaître. Il faut multiplier les contacts entre les deux pays. J. R.

— St C. *La main de l'Allemagne en Espagne* (Bordeaux, Feret et fils, 1917, in-8°, 36 p.; extrait du « Bulletin hispanique », t. XIX, n° 1). — L'auteur répète que l'élite est pour nous. Les signataires du manifeste paru sous le titre d'Amitié hispano-allemande s'imposent par le nombre, mais non par la qualité. Il n'y a qu'un nom illustre, celui de Benavente. Dans le haut clergé, l'archevêque de Tarragone nous est favorable; il a signifié sévèrement aux membres germanophiles de son clergé que des catholiques ne peuvent être les auxiliaires de l'Allemagne luthérienne. Le 16 janvier 1917, le *Liberal* a publié une déclaration ententophile, signée de noms d'écrivains et d'érudits de premier plan : Galdos, Unamuno, etc. Les signataires ont su être justes pour l'Allemagne scientifique et laborieuse; ce qu'ils détestent en elle, c'est l'hypocrisie de sa politique, son instinct de domination universelle, sa négation des petites nationalités. Dans le monde industriel et commercial, les Allemands s'appliquent à nous évincer des entreprises et des affaires. Nous aurons fort à faire après la guerre pour reprendre le terrain perdu : il faudra mettre en œuvre des méthodes nouvelles, l'esprit de suite, de meilleurs consuls. Vis-à-vis de la guerre, la masse continue à se montrer indifférente et inconsciente : c'est la politique d'autruche. L'entrée de l'Amérique dans l'arène a plutôt accentué cette attitude. Les organes jaimistes ont rappelé à cette occasion les souvenirs de Cuba et des Philippines et convié le peuple à crier plus que jamais : neutralité, neutralité! J. R.

— Alvaro ALCALÁ GALIANO. *L'Espagne en face du conflit européen*. Ouvrage traduit de l'espagnol par A. DE BENGOECHEA (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1917, in-16, 242 p.). — Ce livre, d'un aristocrate espagnol, reflète l'opinion de l'Espagne et aussi l'évolution diplomatique du conflit européen vues par un spectateur d'outre-Pyrénées. C'est moins un panégyrique qu'une œuvre d'observation et d'analyse. L'auteur qui, s'il est impartial, n'est pas indifférent, dénonce avec vigueur la germanophilie de ses compatriotes et le péril que fait courir le pangermanisme aux petites nations. Il passe en revue les éléments constitutifs de l'opinion : la presse, le gouvernement, les partis, les intellectuels. Il estime qu'on a quelque peu exagéré la faillite de l'idéalisme et de la civilisation pour ne s'en tenir

qu'aux effets destructeurs de la science. Un chapitre est consacré aux controverses ardentes que l'attitude de l'Angleterre a suscitées en Espagne. Gibraltar est la mine inépuisable exploitée par les ennemis traditionnels de l'Angleterre. L'auteur rend justice à la Grande-Bretagne qui, de tous les peuples de l'Europe, est celui qui a le moins abusé de la force; sa suprématie mondiale est le résultat de l'intelligence et non du despotisme. L'Espagne, qui a su éviter la guerre, doit pouvoir affronter la paix avec les dangers qu'elle comporte; telle est la conclusion de ce livre qui, par ses qualités de précision et de sang-froid, méritait bien d'être analysé dans une Revue, qui n'a pas pour objet la propagande, mais la connaissance de la vérité. J. R.

Histoire des États-Unis.

— Otto H. Kahn. *Prussianized Germany-Americans of foreign descent and America's cause* (1917, 21 p.). — Courte notice sur l'état d'esprit prussien, que l'auteur n'a jamais aimé et contre lequel il adjure tout Américain, même de race germanique, de se ranger aux côtés des Alliés. M. R.

— E. Altiar. *Journal d'une Française en Amérique, septembre 1916-juin 1917* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1917, in-12, 352 p.; prix : 4 fr.). — Sans être d'un intérêt aussi puissant ni aussi instructif que son *Journal en Allemagne* au début de la présente guerre, le journal de Mme Altiar en Amérique est d'une lecture fort agréable, souvent divertissante, parfois émouvante. Cette dame vécut pendant près de dix mois à Philadelphie, chez des amis américains très francophiles, très potiniers, ayant des relations étendues dans le monde politique et dans celui des affaires. Elle a noté ce que la rumeur publique, les journaux, ses amis venaient lui apprendre chaque jour sur ce qui se passait, par exemple, à Washington, au Congrès et chez le Président. L'intérêt devient très vif quand elle nous montre le gouvernement marchant à grands pas vers la guerre; puis c'est, quand il a franchi le pas redoutable, l'enthousiasme qui éclate; enfin le délire, quand arrive la mission française de Joffre-Viviani. On pardonnera de vains papotages à un témoin aussi vibrant et, somme toute, aussi bien informé. Ch. B.

Histoire de Grande-Bretagne.

— *Magna Carta. Commemoration Essays.* With a preface by the Rt. Hon. Viscount Bryce. Edited by Henry Elliot Malden for the Royal historical society (1917, in-8°, xxxi-310 p.). — Un Comité avait été fondé en 1914 sous la présidence du vicomte Bryce pour célébrer en 1915 le septième centenaire de la Grande Charte. La guerre empêcha de donner à cette solennité tout l'éclat prévu par les organisateurs; mais l'idée correspondait trop bien aux sentiments des historiens et des

politiques pour être abandonnée. Aussi bien, plus que jamais, en face de l'agression allemande contre les nations libérales, fallait-il rappeler les principes de gouvernement responsable et contrôlé, plus ou moins implicitement contenus dans l'acte de Runnymede. Le Comité a donc sollicité et reçu de plusieurs érudits des mémoires que la Société royale d'histoire a tenu à honneur de publier en volume. Volume assez mince d'ailleurs et dont nous donnerons une brève analyse.

Après une courte préface où le vicomte Bryce parle en termes très généraux de la Grande Charte qu'il rapproche de la loi des Douze-Tables, M. Malden, secrétaire de la Société, a, dans l'introduction, rendu compte des travaux publiés dans le volume; il y a joint quelques détails peu connus sur la prairie de Runnymede, où Jean sans Terre consentit à toutes les conditions imposées par les barons. Puis viennent les neuf mémoires suivants :

1° Mac Kechnie. La Grande Charte, 1215-1915. Lecture faite devant les membres de la Société royale. C'est la seule manifestation officielle à laquelle ait pu donner lieu le centenaire. L'auteur résume à très grands traits l'histoire de la Charte, dont les effets pratiques n'ont guère dépassé le XIVe siècle et à laquelle les légistes de l'école de Coke, hostiles au pouvoir arbitraire des Stuarts, ont forgé une importance constitutionnelle que son contenu ne justifiait pas. Cependant, il énumère les raisons pour lesquelles l'acte de Runnymede mérite de conserver le nom de Grande Charte. — 2° G. B. Adams. Innocent III et la Grande Charte. Ce n'est pas sur ses droits comme seigneur suzerain de la Couronne d'Angleterre que le pape s'appuya pour annuler l'acte confirmé sous la foi du serment par le roi, mais sur son autorité apostolique. La bulle d'annulation est formelle sur ce point; suit le texte de la bulle d'après l'original conservé, en mauvais état, au P. Record Office. — 3° J. H. Round. « Barons » et « chevaliers » dans la Grande Charte. Commentaire sur l'article 2, concernant les reliefs payés par les barons, les chevaliers et autres vassaux directs de la Couronne, et sur l'article 14, qui paraît distinguer les « barones majores » des autres. L'auteur montre que les reliefs dus à la Couronne variaient depuis Henri II selon que la tenure était considérée comme baroniale ou non; au contraire la distinction marquée à l'article 14 entre les « grands barons » et les autres ne répond à rien de précis. — 4° Sir P. Vinogradoff. L'article 39 de la Grande Charte. Discussion juridique très approfondie sur le sens des expressions « liber homo », « per legem terræ » et « judicium parium ». — 5° F. M. Powicke. « Per Judicium parium vel per legem terræ ». L'article 39 insiste non pas tant sur une forme particulière de jugement que sur la nécessité d'une protection contre les actes arbitraires dont le roi Jean s'était rendu coutumier; il n'intéresse pas les seuls barons, mais tous les « liberi homines », qui invoquent également la loi commune et qui en demandent à la royauté la stricte observation. — 6° Ch. H. Mac Ilwain. La Grande Charte et la loi commune. Commente le texte de

la confirmation des chartes par Édouard Ier en 1297, où la Grande Charte et la Charte de la forêt sont considérées comme faisant partie de la « Common law », qui comprenait à la fois le droit de la Couronne et le droit du Royaume. — 7° N. D. HAZELTINE. L'influence de la Grande Charte sur le développement des institutions politiques en Amérique. — 8° R. ALTAMIRA. La Grande Charte et la législation espagnole au moyen âge. L'auteur remet en honneur cette opinion, plusieurs fois exprimée déjà, que la législation espagnole a pu servir de modèle, en certains points, à la constitution anglaise du XIIIe siècle, ainsi en ce qui concerne les garanties exigées du roi par les barons en 1215 et le droit légal à l'insurrection contre la tyrannie royale. — 9° Hilary JENKINSON. Documents financiers du règne de Jean sans Terre. Donne des détails très précis sur l'organisation de l'Échiquier au XIIIe siècle et sur ses archives telles qu'elles sont parvenues au P. Record Office. Excellent travail d'archiviste, qui ajoute à l'intelligence de la Grande Charte. — Quant à la Charte elle-même, le présent volume confirme l'opinion, récemment exprimée avec force par plusieurs remarquables érudits, à savoir que ce monument législatif a été édifié par des mains hâtives et fort malhabiles. Le sens et la portée de ses articles sont trop souvent obscurcis par l'incohérence de la rédaction; un point seulement paraît incontesté : c'est qu'elle fut une tentative, heureuse en somme, pour limiter l'arbitraire du pouvoir royal. Les contemporains d'Étienne de Langton et ceux de Sir Edward Coke, si éloignés qu'ils fussent par la tournure de leur esprit et la nature de leurs revendications, étaient au moins d'accord sur ce point : que le roi prétendît gouverner en souverain absolu, cela était contraire à « la loi de la terre ». Ch. B.

— Henry Melvill GWATKIN. *Church and State in England to the death of Queen Anne* (Londres, Longmans, 1917, in-8°, 416 p.; prix : 21 sh.). — Résumé clair, vivant et précis, des rapports entre l'Église d'Angleterre et l'État depuis l'établissement du christianisme jusqu'au triomphe définitif de l'État sur l'Église à la fin de la dynastie des Stuarts; mais l'auteur s'est contenté de présenter un sommaire des faits eux-mêmes; il ne s'est nulle part proposé d'exposer les idées fondamentales qui ont inspiré ou dirigé l'action réciproque de l'Église et de l'État, les conflits entre les deux pouvoirs, la Réformation du XVIe siècle et la soumission du clergé anglais à l'autorité royale. M. Gwatkin a considéré le sujet qu'il traitait en politique plutôt qu'en philosophe ou en théologien. Dans la Réforme du XVIe siècle, il voit surtout l'avantage, considérable à coup sûr, qui en résulta pour la formation de l'unité morale du peuple anglais, discipliné par une Église purement nationale. Aussi son livre ne laissera-t-il pas une trace durable, comparable par exemple à ses études sur la controverse arienne. On s'attendait à mieux de la part d'un professeur aussi distingué. Ch. B.

— L. F. Rushbrook WILLIAMS. *History of the abbey of St. Alban* (Londres, Longmans, Green and C°, 1917, in-8°, XIII-251 p.; prix : 7 sh. 6 d.). — Honorable travail, traité par un érudit qui connaît les sources et qui les utilise d'une main rapide, sans insister ni sur l'organisation intérieure de l'abbaye, ni sur son développement économique, ni sur les importantes œuvres littéraires sorties de son fameux « scriptorium ». L'auteur déclare lui-même, au début de son livre, qu'il n'a nullement eu l'intention d'entreprendre un ouvrage approfondi ni définitif; l'histoire des abbés l'intéresse plus que celle même de l'abbaye et l'on n'y prend qu'un intérêt modéré. On regrettera l'absence de tout index, sans lequel un ouvrage composé surtout de menus faits demeure assez inutile. Quant à la bibliographie qui termine le volume, elle est dressée contre toutes les règles et rendra fort peu de services.

Ch. B.

— J. R. TANNER. *The historical Register of the University of Cambridge; being a supplement to the* Calendar, *with a record of university offices, honours and distinctions to the year 1910* (Cambridge, at the University press, 1917, in-8°, XII-1186 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — Après une brève introduction sur la constitution et sur les offices de l'Université (chancelier, vice-chancelier, députés au Parlement, « proctors », « public orator », « registrar », bibliothécaire), on trouvera dans ce livre la liste des chaires et de leurs titulaires depuis l'origine jusqu'en 1910, un exposé des cérémonies auxquelles l'Université en corps doit prendre part, des costumes qu'on doit y revêtir, de la discipline qu'on y fait observer, des établissements publics qu'elle possède, des prix dont elle dispose. Vient ensuite la longue liste des examens (« tripos ») et des candidats qui ont obtenu des « honours » dans les divers ordres d'études poursuivies à l'Université. Ces listes, aussi complètes que possible, sont l'image de l'activité intellectuelle déployée par la célèbre Université. Ch. B.

HISTOIRE D'ITALIE.

— Brunetto LATINI. *I libri naturali del « Tesoro »*, commentés par Guido BATTELLI (Florence, éd. Le Monnier, s. d., in-16, 220 p.). — Le « Trésor » de Brunetto Latini, encyclopédie des connaissances du moyen âge, fut rédigé en français durant les années que son auteur passa en exil en France. Bono Giamboni en fit une version en langue toscane. Le texte original français est divisé en trois livres, l'adaptation toscane en neuf. De ces neuf livres, M. Guido Battelli vient d'en publier trois, avec un commentaire très abondant (livres III, IV et V, concernant la terre, les poissons et les serpents, les oiseaux et les quadrupèdes). Le texte a été établi avec soin par l'auteur qui s'est aussi astreint (et c'est un des principaux intérêts de cette édition) à rechercher les sources de la science de Brunetto Latini. J. A.

— Francesco FLAMINI. *Il significato e il fine della Divina Commedia*. 2e édition (Livourne, R. Giusti, 1916, 2 vol., 328 et 318 p.). — Nous tenons à signaler cette deuxième édition d'une œuvre devenue classique sur la « Divine Comédie ». Elle représente de longues années de travail et une connaissance très approfondie de la science scolastique « qui permet de se reconnaître dans le labyrinthe de la symbolique dantesque ». M. Flamini n'a presque rien modifié des conclusions auxquelles il était arrivé dans la première édition (parue en 1902); mais l'ouvrage a gagné en clarté et en solidité d'argumentation. Tout y repose sur cette grande idée : que c'est l'interprétation tomistique de la pensée aristotélicienne qui nous fait le mieux comprendre la portée philosophique du merveilleux poème. La première édition devait avoir un troisième volume, qui ne parut jamais. Cette seconde l'aura certainement; il traitera de la doctrine politique de Dante et du sens de la vision du Paradis terrestre. C'est en effet le complément nécessaire aux deux volumes. Ils contiennent quelques-unes des pages les plus pénétrantes qui aient été écrites sur la valeur symbolique de la « Divine Comédie ». J. A.

— Luigi FUMI. *Eretici e ribelli nell' Umbria* (Todi, Atanòr, s. d., in-16, 196 p.). — M. Luigi Fumi nous donne en ce petit volume le résultat de ses recherches aux Archives vaticanes (*Archivio segreto vaticano*) : une étude de dix ans d'histoire religieuse, dans la province d'Italie d'où partit le mouvement franciscain, l'Ombrie. C'est la tradition franciscaine qui explique en effet le développement que prirent, dans la région de Pérouse et d'Assise, les théories d'un Gioacchino da Fiore, celui que Dante dit « doté d'esprit prophétique ». Les principes de pauvreté évangélique qu'elles consacraient avaient chance de trouver des adeptes partout où restait vivant le souvenir du « poverello ». D'autre part, les habitudes du gouvernement pontifical étaient peu compatibles avec les préceptes de saint François. Qu'on y ajoute les querelles entre gibelins et guelfes, et l'on comprendra le développement, en Ombrie, d'un mouvement politico-religieux qu'on a pu qualifier d'hérétique. De 1320 à 1330, qui sont les deux dates extrêmes choisies par M. Fumi, on voit se mêler les ambitions d'un Frédéric de Montefeltre et les aspirations mystiques d'un « frère » Bentivegna. Cette alliance fait le principal intérêt d'un livre qui, tout en étudiant un point secondaire de l'histoire du pontificat de Jean XXII, est utile pour préciser certains caractères des mouvements religieux du moyen âge. J. A.

— Giulio URBINI. *Arte Umbra* (Todi, Atanòr, s. d., in-16, 254 p., illustr.). — Ce volume fait partie, comme le précédent, de la collection « Biblioteca Umbra », dont la publication a été entreprise depuis peu. M. Giulio Urbini y a réuni diverses études parues dans des périodiques italiens, parmi lesquelles nous en notons deux, importantes, sur les artistes ombriens, Eusebio di San Giorgio et Bernardino di Mariotto.

Ce dernier fut pendant longtemps confondu avec Bernardino Pintoricchio, et il valait la peine de chercher à définir les caractères de son talent. J. A.

— Arnaldo SEGARIZZI. *Antonio Baratella e i suoi corrispondenti* (Venise, *R. Deputazione*, 1916, gr. in-16, 188 p.). — Cette publication est extraite des « Miscellanea di Storia veneta » de la *R. Deputazione di Storia patria* (série III, vol. X). Le poète humaniste qui y est étudié était jusqu'à présent connu superficiellement. Tiraboschi en avait dit à peine quelques mots, lui donnant d'ailleurs le prénom de son fils; à notre époque, ce sont MM. Marchesan et Cosmo qui en ont parlé le plus longuement. M. Segarizzi nous le présente « comme homme et comme écrivain », établissant, d'après des documents d'archives trouvés surtout à Padoue et à Venise, ce qu'a été sa vie de 1385 à 1448. Vie d'un poète qui a écrit plus de 75,000 vers, qui abandonna tout jeune ses occupations de notaire, se sentant appelé « ad majora », devient professeur de grammaire, va de Padoue à Venise, erre dans les villes de Vénétie, puis se transporte à Belluno et à Feltre où il meurt. Il était doué d'une extrême facilité et il ne faut pas s'étonner si ses vers latins sont souvent obscurs ou sans intérêt. Il eut cependant à son époque assez de notoriété, ainsi que nous prouve la liste de ses correspondants qu'a soigneusement dressée M. Segarizzi. C'est une partie importante de son consciencieux ouvrage. J. A.

— G. DALLA SANTA. *Commerci, vita privata e notizie politiche dei giorni della lega di Cambrai* (Venise, 1917, 60 p.). — Ce fascicule a été publié dans les *Atti del Reale Istituto veneto di scienze, lettere ed arti* (t. LXXVI, 2e partie). Son auteur y a utilisé quelques-unes des *Lettere commerciali* des archives vénitiennes, celles qui furent écrites de 1508 à 1512 par Martino Merlini à son frère Jean-Baptiste, qui faisait du commerce dans les pays orientaux. Il s'est surtout attaché à mettre en valeur les renseignements qu'elles donnent sur la vie privée et l'activité économique d'un riche commerçant de cette époque; dans une publication précédente, il avait déjà utilisé les indications qu'elles contenaient au point de vue politique[1]. Le style familier de ces lettres, dont leur auteur était bien loin de se douter qu'elles pourraient être exhumées un jour, en augmente l'intérêt. Ce sont les préoccupations minutieuses du commerçant prises sur le vif, auxquelles se joignent le désir de jouer un rôle politique et celui de devenir un grand propriétaire foncier. J. A.

— Livre bien inutile, celui que M. Carlo BANDINI a écrit sur *Roma e la nobiltà romana nel tramonto del secolo XVIII* (Città di Castello, Lapi, 1914, in-8°, XVI-389 p.). M. Bandini a été séduit par la

1. *La lega di Cambrai e gli avvenimenti dell' anno 1509 descritti da un mercante veneziano contemporaneo.* Venise, 1903, 24 p.

lecture du *Journal d'émigration* du comte d'Espinchal, naguère publié par M. E. d'Hauterive. Il en a tiré tout ce qui concernait la vie romaine à la fin du XVIIIe siècle; empruntant quelques autres renseignements à de très peu nombreuses sources, il a groupé un certain nombre de faits dans divers chapitres sans originalité. M. Bandini a l'intention de procéder de la même façon pour d'autres villes d'Italie. Ce qui n'est pas tolérable pour Rome ne le sera pas davantage pour Florence ou pour Naples. G. Bn.

— V. Sallier de La Tour de Cordon. *Le maréchal Sallier de La Tour*. Mémoires et lettres, publ. par Giuseppe Gallavresi, 1re partie (Turin, éd. Bocca, 1917, in-8°, 610 p.). — Cette publication fait partie de la « Biblioteca di Storia italiana recente » qui paraît sous les auspices et aux frais de la *R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia*. C'en est le tome VIII. Les mémoires et lettres du maréchal Sallier de La Tour, qui y sont minutieusement analysés et souvent reproduits en entier, concernent son activité jusqu'à 1821. Né le 18 novembre 1773, Victor-Amédée Sallier de La Tour fut « appelé à la plus étonnante des carrières, poursuivie malgré des obstacles sans cesse renaissants à la suite du bouleversement général de l'Europe ». Tout jeune, en 1800, il se distingue dans la campagne contre Bonaparte comme aide de camp de son père; puis nous le voyons successivement au service de l'Autriche et de l'Angleterre. La publication de sa correspondance et de quelques-uns de ses écrits (en appendice) est intéressante non seulement pour l'histoire de l'Italie de 1800 à 1826, mais aussi pour celle de la lutte des coalitions contre Napoléon. J. A.

— Pietro Silva. *La monarchia di luglio e l'Italia* (Turin, Bocca, 1917, in-16, XVI-456 p. « Biblioteca di Storia contemporanea », n° 10). — Du côté français, M. Pietro Silva a pu consulter, aux archives du ministère des Affaires étrangères de Paris, toute la correspondance diplomatique de 1830 à 1848; du côté italien, il n'en a pas été de même, les archives des années 1830 à 1847 n'étant devenues accessibles au public qu'en décembre 1916, époque où le livre de M. Silva était à peu près entièrement imprimé. Les sources italiennes sont donc fatalement les sources imprimées : la *Storia della diplomazia europea in Italia* de Bianchi, qui, malgré ses nombreux défauts, reste une mine de renseignements importants; les papiers du comte Balbone Bertone de Sambuy, ministre de Sardaigne à Vienne de 1835 à 1846, publiés par M. Mario degli Alberti, et enfin les documents grâce auxquels Filippo Gualtiero a pu écrire son histoire des *Ultimi rivolgimenti italiani*. Avec ces éléments, M. Silva nous a donné une œuvre solidement construite, claire et précise dans ses développements et ses conclusions. Le problème qu'il avait à analyser était le suivant : comment la monarchie de Juillet, qui avait été accueillie avec sympathie et confiance par les libéraux italiens, qui les

avait même protégés à l'origine, finit-elle par lutter contre eux? En se rapprochant de l'Autriche, le gouvernement de Louis-Philippe dut abandonner les patriotes italiens, et Metternich l'amena à soutenir sa propre politique. En sorte que la monarchie d'Orléans perdit toute influence en Italie; l'antipathie pour elle y devint d'autant plus grande que plus forte avait été l'espérance. Ce fut une grave faute que cette adhésion de Louis-Philippe à la politique de Metternich. M. Silva n'a pas de peine à montrer quel profit le « roi des barricades » aurait eu à combattre les principes de la Sainte-Alliance et quelle influence il aurait pu ainsi acquérir sur le mouvement libéral italien.

Comme on le voit, c'est une étude importante des origines de l'unité italienne, où les questions essentielles sont clairement et fortement analysées, et qui prend une bonne place dans la littérature historique du « Risorgimento ». J. A.

— Après M. B. Croce, qui avait fait la bibliographie de Vico, et M. Nicolini, qui avait fait celle de Giannone, M. Nino Cortese vient de publier un travail analogue sur Colletta, le grand historien napolitain, dont la *Storia* reste une œuvre capitale pour l'histoire de l'Italie du Sud de 1734 à 1825 (*Saggio di bibliografia Collettiana*. Bari, Laterza, 1917, in-8°, 87 p.). Sa publication se recommande par ses qualités d'érudition attentive et de critique intelligente : elle comporte trois parties, la première donnant l'énumération des œuvres publiées et inédites de Colletta, la seconde fournissant des renseignements biographiques sur l'historien napolitain, la troisième, enfin, déterminant la valeur et la fortune de la *Storia*. G. Bn.

— Au moment où Venise se trouve sous la menace de l'invasion austro-allemande, il n'est pas inopportun de signaler une publication consacrée par le Comité régional vénitien pour l'histoire du *Risorgimento* à la chute de la domination autrichienne à Venise, en 1866, et publiée lors des fêtes qui ont commémoré, l'an passé, le cinquantenaire de cet événement (*l'Ultima dominazione austriaca e la liberazione del Veneto nel 1866*. Chioggia, Vianelli, 1916, 430 p.). Différents auteurs ont collaboré à cette publication : le sénateur A. di Prampero, les professeurs Dazzi, Solito et Comti; mais les études les plus importantes et les plus intéressantes sont dues à M. F. N. Mocenigo, qui fournit des renseignements forts utiles sur la régence de l'archiduc Maximilien, les pratiques administratives, l'esprit public à Venise et ajoute de nouveaux faits à ce qu'on savait déjà sur les frères Bandiera, que l'Italie contemporaine considère, à juste titre, comme des héros du *Risorgimento*. G. Bn.

— M. L. Pingaud n'a pu attendre, pour composer sa thèse sur l'histoire de la République italienne, ni la *Raccolta*, entreprise par les « Lincei » sous l'impulsion de M. L. Luzzatti et où paraîtront les procès-verbaux des assemblées italiennes, ni le travail fort intéressant consacré par M. Luigi Rava au Parlement cispadan de Bologne (*Il*

primo Parlamento elettivo in Italia : il Parlamento della Repubblica cispadana a Bologna, aprile-maggio 1797, Bologne, tip. Gamberini-Parmeggiani, 1915, in-4°, 70 p.). Ce Parlement, élu selon des modalités démocratiques par les populations au sud du Pô, s'ouvrit le 26 avril 1797 ; les études et les textes publiés par M. Rava en éclairent très suffisamment l'histoire, puisqu'on trouve dans son mémoire les décisions du Comité pour la vérification des pouvoirs, le texte de convocation du Parlement par le Sénat de Bologne, la chronique de la séance inaugurale, la bibliographie des actes, la composition des Conseils des Trente et des Soixante, l'analyse des vingt-sept séances du Parlement, les décisions du Conseil des Trente, particulièrement en ce qui touche les affaires financières de la République cispadane, et les rapports de celle-ci avec le général Bonaparte lors de la fondation de la République cisalpine, le texte de la loi sur l'emprunt forcé, la constitution cispadane, la liste des fonctionnaires et des députés de la Cispadane, enfin l'analyse critique des faits qui ont amené la disparition de celle-ci. Par ce mémoire considérable, M. Rava est tout désigné pour publier dans la *Raccolta* des « Lincei » les procès-verbaux du Parlement cispadan, dont la présente étude est comme la magistrale introduction. G. Bn.

— On connaît les arguments employés par les neutralistes italiens contre l'attitude de l'Angleterre dans la grande guerre. Qui voudra les réfuter trouvera de bons matériaux dans l'excellente brochure de M. Adolfo Colombo, directeur du musée historique du *Risorgimento* de Turin, sur les rapports de l'Italie et de l'Angleterre de 1815 à 1870 (*l'Inghilterra nel Risorgimento italiano*, Milan, Casa editrice del Risorgimento, [1917], in-18, viii-72 p.; prix : 1 l.). Utilisant intelligemment des publications connues, dont la bibliographie est dressée à la fin de l'opuscule, et quelques documents inédits, parmi lesquels les lettres d'E. d'Azeglio à sa famille, M. Colombo étudie les fluctuations de l'opinion et de la politique anglaises vis-à-vis des affaires et des personnalités italiennes pendant tout le xixe siècle ; il caractérise très nettement l'attitude de la reine Victoria, de Palmerston, de Russell et de Gladstone ; il raconte comment les exilés italiens de 1821, puis Mazzini et Garibaldi ont réussi à susciter chez les Anglais, assez réfractaires à l'enthousiasme, certains élans qui ont eu des conséquences pratiques fort heureuses pour l'Italie. Il ne nie pas d'ailleurs qu'à plus d'une reprise l'italophilie du gouvernement anglais s'est trouvée gênée par les initiatives de la France, qu'on accusa de poursuivre, au-delà des Alpes, une politique plus ou moins hypocrite d'asservissement. Souhaitons la disparition de ces défiances de jadis entre les nations de l'Entente, associées aujourd'hui dans la même œuvre de libération et de justice. Des travaux comme celui de M. Colombo ne peuvent que servir à l'élaboration d'un idéal commun entre les démocraties occidentales. Sur les rapports de la France et de l'Italie, il nous faudrait un opuscule analogue. Ajoutons qu'une éloquente préface de M. Vit-

torio Cian, désormais adepte convaincu de l' « interventisme », ouvre l'opuscule de M. Colombo; illustré de quelques portraits et fac-similés, il se présente dans les meilleures conditions. G. Bn.

— Dans l'excellente petite collection des *Pagine dell' ora*, on a eu raison de publier le discours prononcé à Turin, le 22 juillet 1917, lors de l'inauguration du monument consacré au célèbre révolutionnaire, par M. Francesco Ruffini, alors ministre de l'Instruction publique, sur *l'Insegnamento di Mazzini* (Milan, Trèves, 1917, in-18, 58 p.). M. Ruffini n'a pas eu de peine à trouver dans les œuvres de Mazzini les textes qui apparentent ses conceptions en politique internationale à celles de l'Entente : antagonisme des démocraties et des absolutismes, sentiment profond de l'idée de patrie, danger du cosmopolitisme antipatriotique, valeur de la solidarité internationale, qui condamne et annule les thèses neutralistes, telles sont les idées essentielles de Mazzini. Dans un appendice, M. Ruffini oppose les définitions de la nationalité telle que l'ont conçue Mazzini et Mancini : quoique l'un et l'autre aient puisé une partie de leurs doctrines dans les sociétés secrètes de la Péninsule, ils diffèrent en ce sens que Mazzini fait reposer l'idée de nationalité sur des éléments essentiellement moraux et que Mancini la considère déterminée par des facteurs principalement matériels. — Dans la même collection, M. Tancredi Galimberti énumère *I martiri irredenti della nostra guerra* (1917, in-18, 56 p.). S'adressant à des étudiants, il devait s'attacher à rappeler principalement l'héroïsme des étudiants et des professeurs qui se sont sacrifiés, au cours de la guerre actuelle, pour l'idéal de la patrie italienne. Mais il ne pouvait passer sous silence, cependant, les exploits et la tragique fin de deux patriotes dont la mémoire restera vivante chez les peuples de l'Entente, Cesare Battisti et Nazario Sauro. Ces exemples d'idéalisme, de patriotisme, d'enthousiasme et d'abnégation ne seront pas les seuls que l'Italie donnera au monde; mais il était bon, dès maintenant, de rappeler les noms de tous ceux qui attestent les vertus profondes de la race et symbolisent ses espérances. — G. Bn.

— M. Paul Adam. *La terre qui tonne* (Paris, Chapelot, 1917, in-18, xiv-379 p.; prix : 3 fr. 50). — La plus grande partie de ce livre concerne l'Italie. Nous en avions déjà lu quelques chapitres dans la *Revue de Paris*, la *Revue hebdomadaire*, la *Grande Revue*, et nous avions déjà été frappé de l'inutile lyrisme, de la grandiloquence perpétuelle avec lesquels l'auteur a traité l'âpre sujet de la guerre. Qu'il s'agisse de l'Artois et de la Champagne ou du front des Dolomites et de l'Isonzo, M. Paul Adam ne fait que diluer, en de longues pages hérissées d'adjectifs trop colorés, ses impressions personnelles, jusqu'aux sentiments spéciaux qui l'animent lorsqu'un obus éclate, lorsque des balles sifflent trop près de lui. Des efforts prodigieux accomplis par les Italiens sur leur difficile front, il a bien retenu et décrit quelques-uns; mais d'inutiles réminiscences d'histoire romaine ou napoléonienne, des comparai-

sons truculentes et souvent inexactes diminuent l'intérêt des descriptions trop rapides de M. Paul Adam. Après tout, il n'a fait au front italien qu'un court voyage en juillet 1916. D'explications militaires et d'interprétations politiques des faits, d'études géographiques des régions parcourues, il n'en est point dans le volume de M. Paul Adam. Ces notations impressionnistes relèvent de la littérature et non de l'histoire. G. Bn.

Histoire de Pologne.

— M. Noir et Z. L. Zaleski. *L'effort vital de la Pologne contemporaine* (Paris, Fischbacher, in-8°, 70 p.; prix : 1 fr.). — La Pologne, après avoir été la victime de l'Europe, semble aujourd'hui destinée à renaître, quelle que soit l'issue de la guerre, puisque tous les belligérants lui ont promis l'autonomie. Cette promesse s'explique par l'importance de la question polonaise, par la vitalité nationale qui a survécu à l'indépendance. C'est parce que les États voisins sont conscients de cette force qu'ils cherchent à la développer à leur profit en renonçant à leur politique traditionnelle. Les auteurs de cette étude nous donnent un aperçu de cette « réalité polonaise », qui est restée « vivante, profondément vivante, intensivement vivante », en nous indiquant les caractères différents de cette vie nationale dans les trois États entre lesquels est répartie la Pologne actuelle. En Prusse, les éléments polonais ont fléchi devant l'invasion étrangère, tandis qu'en Russie ils reprennent constamment l'avantage et qu'au conflit moral s'ajoute un mouvement social favorisé, depuis 1905, par une liberté relative. Mais c'est en Autriche principalement que la Pologne a pu cultiver ses restes de vie nationale. Dans cette monarchie disparate et nécessairement anarchique, un semblant d'autonomie était possible, et c'est en Galicie, à Cracovie, à Léopol, que s'est conservée la vie intellectuelle de la Pologne. On s'explique donc que certains esprits, tant en Pologne que dans les Empires centraux, semblent accepter l'idée d'une solution autrichienne de la question polonaise. — R. D.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires**. 1918, janvier-février. — Albert MATHIEZ. Le carnet de Robespierre. Essai d'édition critique (ce carnet est un aide-mémoire qui paraît se rapporter aux événements de septembre à décembre 1793. Texte complet, annoté. Réfute une opinion très anciennement exprimée par M. Welschinger). — Léon DUBREUIL. L'idée régionaliste sous la Révolution. II. De l'hostilité contre les Parlements (c'est pour mutiler les Parlements et réduire l'étendue de leur ressort que l'on organisa les départements) — Henriette PERRIN. Le club des femmes de Besançon. II. Les étapes de son existence. — G. VALLÉE. L'École centrale de la Vienne : le régime scolaire; les résultats; fin (ces écoles avaient de graves défauts : une direction souvent anarchique, une fâcheuse division des études, un esprit d'indiscipline chez les écoliers; elles avaient aussi leurs avantages : l'enseignement des sciences, de l'histoire, des lettres françaises y tenait sa juste place, celui du latin était relégué au deuxième plan. On pouvait les réformer; Bonaparte préféra les supprimer et les remplacer par l'internat des lycées à type cloîtré et militaire, qui convenait mieux au nouveau régime politique de la nation). — Étienne BABEY. Souvenirs inédits sur la Restauration; suite : la Sainte-Alliance, la censure. — Gustave ROUANET. Les journaux de Thibault et de Coster, d'après une publication récente; suite : le journal de Coster (fait ressortir la grande importance du journal de Coster dans ses trois parties : Bulletin du clergé, Bulletin de la noblesse, Bulletin du tiers état, fondues ensuite en une seule, le Journal des états généraux ou Bulletin de l'Assemblée nationale). — A. MATHIEZ. La presse subventionnée en l'an II. — ID. Les prêtres et les serments après le 10 août 1792. — Maurice DOMMANGET. Une pierre de la Bastille à Senlis en 1792. — ID. Le pain d'escourgeon à Boulogne-sur-Mer en l'an II.

2. — **Le moyen âge**. 2e série, t. XIX (1915-1916), juillet-décembre 1916. — M. PROU. Compte de la Maison de l'Aumône de Saint-Pierre de Rome, juin 1285-mai 1286 (extrait de la série des *introitus et exitus* aux archives du Vatican. Intéressant au point de vue de l'histoire économique; suite du texte au fascicule suivant). — VALLS-TABERNER. Une lettre de Guillaume Durand le Jeune à Jacques II d'Aragon (en 1315, en réponse à une lettre de recommandation qui lui avait été

remise par les ambassadeurs du roi d'Aragon). — A. FLICHE. L'élection d'Urbain II (cette élection « a été rigoureusement conforme au décret de Nicolas II [de 1059], mais, en ce qui concerne la procédure suivie, elle a été marquée par une double innovation : 1° le choix d'Eudes d'Ostie a été mis en avant par ses deux prédécesseurs : Grégoire VII et Victor III ; 2° l'élection ayant eu lieu pour la première fois hors de Rome, l'on a obtenu le *consensus* du clergé et du peuple au moyen du vote par mandat »). — V. CARRIÈRE. Verdun et les Russes (l'ancien nom *Urbs Clavorum* serait une altération d'*Urbs Slavorum* et évoquerait le souvenir d'une ancienne colonie sarmate). = C.-rendus : *H. Prentout.* Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin (R. Poupardin rejette l'hypothèse de l'utilisation par Dudon de nombreuses sources écrites, pour s'en tenir à celle d'une tradition presque purement orale). — *L. Delisle* et *E. Berger.* Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre (nombreuses corrections de détail proposées par J. de Font-Réaulx). = T. XX (1917-1918), janvier-juin. G. HUET. Notes d'histoire littéraire. II. Le roman d'Apulée était-il connu au moyen âge? (cela est douteux). — J. MIRET Y SANS. Lettres closes des premiers Valois (de Philippe VI, Jean le Bon, du dauphin Charles, de Louis d'Anjou, de Marie, fille de Jean le Bon, et de Charles VI ; lettres extraites des archives de la couronne d'Aragon ; un fac-similé). = C.-rendus : *G. Aclocque.* Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres, du XIe siècle à la Révolution (examen approfondi en vingt-cinq pages par G. Espinas). — *Delaborde.* Recueil des actes de Philippe Auguste (quelques observations critiques par Levillain).

3. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1917, 3e trimestre. — Albert GUIGUE. La carrière coloniale de Mengaud de La Hage (en 1772, il prend le commandement du côtre « la Sauterelle » et part de Lorient pour l'Ile de France; revient à Lorient en 1777 ; dans l'intervalle, fait une série d'explorations ; dessine quelques cartes de la côte sud de Madagascar ; écrit un excellent rapport sur cette côte qui est reproduit ici, ainsi qu'un récit de son voyage envoyé à sa famille ; en appendice, M. H. FROIDEVAUX fait le catalogue des documents cartographiques de Mengaud de La Hage conservés aux archives des cartes et plans de la Marine). — Henri FROIDEVAUX. L'exposition d'art marocain au pavillon de Marsan ; ses enseignements historiques (l'exposition a montré qu'il a existé un art arabo-marocain, proche parent de l'art hispano-arabe, mais ayant son individualité propre ; il a existé aussi un art juif au Maroc ; nombreuses photographies). = C.-rendus : *Georges Hardy.* Une conquête morale : l'enseignement en Afrique orientale française (plein d'idées et de faits, de vie et d'humour). — *Jean Longnon.* Les Français en Grèce au XIIIe siècle (intéressant). — *René Cagnat.* Djemila, colonie militaire de Nerva (la thèse semble certaine). — *J. Monteilhet.* Une tournée diplomatique du gouverneur Schmaltz sur le Sénégal, mai 1819 (très intéressant

projet de colonisation). — *Charles Vellay*. Billaud-Varenne en Guyane (d'après ses lettres qui vont de 1812 à 1816; elles ne se rapportent qu'aux dernières années de son séjour qui dura de juillet 1795 à 1816). = 4e trimestre. Henri MALO. L'affaire Blas Michael (récit d'un coup de main tenté en 1687 par un aventurier corse, Blas Michael, avec une galiote nommée *la Pipe*, contre notre quartier du Petit-Gouve à Saint-Domingue; l'expédition échoua; Blas Michael fut rompu vif et sa tête attachée à une potence). — A. MARTINEAU. Le premier consulat de France à Bassora, 1739-1745; suite et fin (situation à Bassorah à la mort de M. de Martinville; l'intérim de M. Gosse, 1741-25 août 1742; le consulat de M. Otter, 1742-8 mai 1743; le consulat de M. Gosse, 1743-15 juillet 1745; à cette dernière date, la Compagnie des Indes renonça à l'entretien du consulat qui ne couvrait plus ses frais; aussi bien n'avait-elle jamais songé à transformer ses comptoirs commerciaux à Bassorah en établissements politiques). — Victor DEMONTÈS. Les instructions données par le maréchal Soult, ministre de la guerre, à Bugeaud au sujet de la colonisation de l'Algérie (13 août 1841; document très intéressant publié avec de nombreuses notes). = C.-rendu : *George M. Wrong*. The fall of Canada (exact, précis, fait avec soin; quelques objections présentées à l'auteur).

4. — Revue de l'histoire des religions. 1917, septembre-octobre. René DUSSAUD. Les dates des prophéties d'Ézéchiel (sur onze dates données par Ézéchiel, neuf concernent les événements qui préparent ou suivent immédiatement la prise de Jérusalem par les Chaldéens en 586; M. Dussaud dresse un tableau de toutes les dates contenues dans le livre du prophète). — Ascanio MELE. Les épitres de saint Paul dans leurs rapports avec l'Évangile (article en italien). — Évariste LÉVI. Mûlai Bûchta-L.-Khammâr (c'est un saint marocain du XVIe siècle. Il mourut en 1589 et fut enterré au pied du Djebel Amargû; on se disputa ses reliques; beaucoup de chérifs marocains prétendent se rattacher à lui). = C.-rendus : *Alfred Loisy*. La religion (livre très émouvant; l'auteur s'efforce d'établir que la ruine des religions positives n'implique pas la disparition du sentiment religieux). — *Th. Mainage*. La psychologie de la conversion. — *Id*. Le témoignage des apostats (deux livres d'un ton très tranchant). — *E. Podechard*. L'Ecclésiaste (va au fond des questions; de la pondération et du bon sens). — *René Dussaud*. Le sacrifice en Israël et chez les Phéniciens (plein d'idées neuves et d'hypothèses originales).

5. — Revue des études anciennes. 1917, octobre-décembre. — M. HOLLEAUX. Textes gréco-romains, VIII. La prétendue lettre de Cn.Manlius Volso à Héraklée-du-Latmos (cette lettre a été écrite non point en Asie par le consul Cn.Manlius qui y commandait, mais à Rome, non point à l'époque où les Hérakléotes ouvrirent leurs portes aux Romains, mais plus tard, dans le courant de l'année 188, et elle répondit à une démarche faite auprès du sénat romain. Elle est due

par suite à l'un des deux consuls en exercice en 188, M. Valerius ou C. Livius). IX. Le décret de la ville thrace de Dionysopolis en l'honneur d'Akornion (correction au texte de Dittenberger, *Sylloge*², 342). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXVI. Au sommet de la Madeleine de Tardets (en Soule, dans le pays basque; à propos de l'autel élevé par un citoyen romain, C. Valerius, à la divinité Herauscorritshe). — J. FEUVRIER. A propos des carrières de pierre de Dôle, Saint-Ylie, Sampans, Damparis (quelques-unes de ces carrières étaient sans doute employées à l'époque romaine et peut-être plus tôt encore). — J. GRUAZ. Chez les Helvètes de Lausanne (M. Jullian signale une série de brochures de M. Gruaz sur le bourg helvète de *Lousonna*; à cette analyse M. Gruaz ajoute une note complémentaire). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : *G. Contenau*. Umma sous la dynastie d'Ur (reconstitution vraiment historique de la vie provinciale en Chaldée un siècle ou deux avant Abraham). — *Paul Huvelin*. La deuxième guerre punique (récit vivant, frémissant, lumineux). — *Suzan H. Ballou*. The manuscript tradition of the Historia Augusta (bon). — *A. Piganiol*. L'impôt de capitation sous le bas-empire romain (hypothèse très séduisante). — *J. Hannezo*. Les voies antiques du département de l'Ain (de véritables révélations). — *R. Montandon*. Coup d'œil sur les époques préhistorique, celtique et romaine dans le canton de Genève et les régions limitrophes (résumé avec une bibliographie très riche). — *Donald Atkinson*. The romano-british site of Lowbury-Hill in Berkshire (résultats des fouilles faites par l'auteur). — *Maurice Wilmotte*. Le Français a la tête épique (apporte beaucoup de lumières sur les origines de notre épopée).

6. — **Revue des études historiques**. 1917, octobre-décembre. L. MISERMONT. Les Français mis à la bouche du canon à Alger en 1683, avec le consul Jean Le Vacher, et le canon appelé « Consulaire » (le P. Le Vacher est mort dans la matinée du 28 juillet 1683, et non le 29 juillet, comme le porte l'inscription commémorative; un certain nombre de Français, probablement dix, furent exécutés dans la même journée du 28. Le canon le « Consulaire » fut pris à Alger le 5 juillet 1830 et érigé sur la place d'armes de Brest le 27 juillet 1833. Sa vraie place serait à Alger, où il mit en pièces le corps du vieux consul français). — A. BRITSCH. La guerre d'autrefois dans les Flandres : le mutilé de Ramillies, 1706 (il s'agit du chevalier de Feuquerolles qui servait dans la compagnie des gendarmes de la garde; il avait dix-neuf ans en 1706; ses blessures à Ramillies lui firent perdre la vue. Il sollicita dans la suite une pension et dicta pour émouvoir les puissants le récit de la bataille et de ses malheurs; M. Britsch s'est servi de ce document pour écrire cet article très émouvant). — Pierre RAIN. Les centenaires de la Restauration : chronique de 1817 (éphémérides de cette année). — Baron DE BAYE. Trois amis, Joukovsky, prince Pierre Wiazemsky, Pouchkine; suite (biographie de Pouchkine, 1799-1837). = C.-rendus : *J.-B. Coissac*. Les Universités d'Écosse de 1410 à 1560 (important).

— *Condivi*. L'œuvre littéraire de Michel-Ange avec la vie du maître, traduction de *Boyer d'Agen* (le commentaire de l'œuvre de Condivi laisse à désirer). — *Léonard de Vinci*. Traité du paysage, traduction et commentaire par Péladan (le traité est formé par des parties de l'œuvre de Léonard). — *Henri Beraldi*. Le passé du Pyrénéisme; t. III (contient la biographie de Ramond). — *B. Auerbach*. Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie; 2e édition (documentation riche et sûre). — *B. Bareilles*. Les Turcs; ce que fut leur empire; leurs comédies politiques (important surtout pour la période contemporaine). — *Louis Dumur*. Les deux Suisses, 1916-1917 (vingt et une chroniques parues dans le « Mercure de France »). — *Charles Stiénon*. L'expédition des Dardanelles (a immortalisé les inutiles exploits des nouveaux Croisés). — Ouvrages sur la guerre que nous avons signalés.

7. — **Revue des études napoléoniennes**. 1918, janvier-février. — Édouard DRIAULT. Rome et Napoléon (comment Napoléon en vint logiquement à la pensée de mettre à Rome la capitale de l'empire romain restauré par lui; des projets qu'il forma et des ordres qu'il donna pour organiser la nouvelle Rome et la rendre digne du rôle qu'il lui réservait). — Paul VAN TIEGHEM. Napoléon Ier et Ossian (résumé par l'auteur même de la volumineuse étude qu'il vient de consacrer à Ossian en France). — André AUZOUX. La mission de l'amiral Leissègues à Alger et à Tunis, 1802 (esquisse la politique du Premier consul à l'égard des États barbaresques; la mission de l'amiral Leissègues en est un épisode significatif). — J.-J. TROMELIN. Itinéraire d'un voyage fait dans la Turquie d'Europe d'après les ordres de Son Excellence le général en chef Marmont, duc de Raguse, par un officier d'état-major de l'armée de Dalmatie, dans l'automne de 1807; suite et fin.

8. — **Revue historique de la Révolution française**. 1917, juillet-septembre. — Commandant WEIL. Un aventurier peu connu du siècle dernier : Conti à la cour du duc et de la duchesse de Chablais (Conti est un aventurier qui avait réussi à capter la confiance de la duchesse de Chablais, sœur du roi de Sardaigne Victor-Emmanuel Ier; à la demande de sa sœur, le roi, par faiblesse, avait consenti à lui conférer les plus enviables dignités : en 1815, Conti était comte, général, « petit Grand » et il n'était pas satisfait. C'est seulement en 1822 que l'on parvint à débarrasser la duchesse de cet intrigant qui la terrorisait). — Gabriel VAUTHIER. Le rétablissement de l'École de Rome (supprimée par un décret du 24 novembre 1792, cette École fut rétablie par la loi du 3 brumaire an IV et Suvée nommé directeur par arrêté du 23 février 1798; il ne put partir que dans l'automne de 1799. Il mourut à Rome en 1807). — Otto KARMIN. Autour des négociations financières anglo-prusso-russes de 1813; suite. — Élie REYNIER. La vie municipale de Privas sous l'Ancien régime. — Le registre de

correspondance de Roger Ducos, en mission à Landrecies, 1er germinal-10 fructidor an III, publié et annoté par M. Maurice Dussarp; suite. — Joseph Clémanceau. Notes sur les États généraux et l'Assemblée constituante, publiées par M. F. Uzureau; suite (du 15 juillet 1789 au 21 juin 1790). — F. Uzureau. Quelques lettres de soldats républicains en Vendée, ans II-III. — Gabriel Vauthier. Citations militaires, ans II-VII. — Otto Karmin. A propos du rôle de la franc-maçonnerie dans la Révolution.

9. — Journal des savants. 1917, octobre. — M. Collignon. Le trésor de Berthouville (d'après le volume consacré à cette découverte par M. Babelon. Elle fut faite le 21 mai 1830 près de Bernay, Eure, et consistait en plus de cent objets d'argent offerts, antérieurement au milieu du IIIe siècle de notre ère, à un temple de Mercure qui se trouvait dans le voisinage). — L. Bréhier. La transformation de l'Empire byzantin sous les Héraclides. II (d'après le livre russe de J. Koulakovsky; fin du règne d'Héraclius; causes de la décadence sous ses successeurs). — P. Fabia. Le vieux Lyon. Un siècle d'études lyonnaises sur la topographie et l'archéologie de Lyon (d'après les travaux d'Emmanuel Vingtrinier et surtout le catalogue du musée temporaire du vieux Lyon qui avait été constitué à l'exposition internationale urbaine à Lyon en 1914. Ce catalogue a été dressé par M. Félix Desvernay). — L.-A. Constans. Les fouilles d'Ostie depuis 1914 (porte d'époque républicaine; Mithræum, les boulangeries, la place des corporations). = C.-rendus : *Raymond Henry Lacey*. The equestrian officials of Trajan and Hadrian (fait avec soin et méthode). — *Carolina Lanzani*. Mario e Silla, 87-82 a. Chr. (a beaucoup d'indulgence pour le parti démocrate). — *Montgomery Hitchcock*. Irenaeus of Lugdunum, a study of his teaching (intéressant et de lecture facile). — *Henri Courteault*. Documents pour servir à l'histoire de l'occupation française du royaume de Naples sous Louis XII (quatre-vingts lettres adressées à Jean Nicolay de 1501 à 1503). — *H. Breuil, H. Obermaier, Willoughby Werner*. Peintures et gravures murales des cavernes paléolithiques. La Pileta, à Benajoan (près Malaga; les peintures se rangent par ordre d'ancienneté en trois catégories : les jaunes, les rouges, les noires). = Novembre. Ed. Cuq. Les successions vacantes des citoyens romains tués par l'ennemi sous le règne de Claude (d'après une inscription trouvée à Volubilis, au Maroc, par le lieutenant Louis Chatelain). — L. Bréhier. La transformation de l'Empire byzantin sous les Héraclides. III (les Héraclides s'éteignent en 711, lors de l'assassinat de Justinien II; politique des derniers représentants de cette maison). — J. Lesquier. Les papyrus grecs de la Rylands library (à Manchester; un second tome contenant ces documents vient d'être édité par J. de M. Johnson, Victor Martin et A.-S. Hunt; analyse de ces nouveaux textes). — H. Omont. L'édition du *Satyricon* de Pétrone par La Porte du Theil (les deux premiers volumes étaient imprimés, le troisième en partie déjà composé et l'édi-

teur Baudouin en réclama avec insistance l'achèvement; mais l'édition fut détruite. Il subsiste quelques exemplaires du tome II, de la page 1 à 320, et un exemplaire d'épreuves des trois volumes à la Bibliothèque nationale, imprimés, Réserve, p Z 562-564). = C.-rendus : *G. de Sanctis*. Storia dei Romani, t. III (remarquable). — *Bertha Carr Rider*. The greek House, its history and development from the neolithic period to the hellenistic age (a réuni les matériaux de ce sujet). = Décembre. M. Prou. Les chartes et les sceaux du comté de Rethel (d'après la publication de H.-L. Labande; signale quelques fautes de lecture et certaines inadvertances, mais rend justice à cette belle publication). — Ed. Cuq. Les successions vacantes des citoyens romains tués par l'ennemi sous le règne de Claude, d'après une inscription de Volubilis. II (privilèges accordés à Volubilis aux incolae : l'immunité de dix ans, concession de la cité romaine, le conubium avec les femmes pérégrines). — V. Chapot. L'au-delà dans l'art grec et romain (au temps de l'Empire romain, d'après le livre de Mrs. Arthur Strong, « livre luxueux, charmant de bonne grâce, de conviction ardente et de spontanéité, d'un tour poétique et enthousiaste qui rend avenante l'érudition et où se trouve condensée la matière de nombreuses conférences aux États-Unis »). — Henri Cordier. Baghdad (histoire sommaire de cette ville depuis sa fondation par el Mansour, à la fin du VIIIe siècle, jusqu'à sa prise sur les Turcs par Sir Stanley Maude, le 11 mars 1917). = C.-rendus : *Fr. Cumont*. Études syriennes (on loue la richesse des informations, la finesse des analyses et l'originalité des vues). — *C. Conti Rossini*. Principi di diritto consuetudinario dell' Eritrea (en réalité a esquissé l'histoire des tribus de l'Érythrée et les diverses phases du développement de leurs institutions sociales). — *J. Formigé*. Le prétendu cirque romain d'Orange (prouve de façon définitive qu'on a affaire non à un cirque mais à un stade romain). — *André Piganiol*. L'impôt de la capitation dans le bas empire romain (documentation sûre, raisonnements bien conduits, forme claire et précise). — ***. Le problème turc (très instructif sous une forme légère).

10. — Polybiblion. 1917, novembre-décembre. — Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : Le Crime (montre la responsabilité des gouvernants d'Allemagne et d'Autriche; mais le peuple allemand a aussi sa très grande part de responsabilité); *Ricardo León*. Europa tragica (œuvre d'un Espagnol catholique qui a subi la suggestion allemande); *Alberto Insúa*. Páginas de la guerra. Por Francia y por la Libertad (série d'articles francophiles parus dans l'ABC et mis au point); *F.-G. Nicolaï*. Die Biologie des Krieges (œuvre d'un partisan convaincu de la paix, ami passionné de l'humanité, esprit ouvert aux grandeurs et aux beautés de toutes les civilisations, appartenant à la lignée de ces idéalistes allemands qui semblaient disparus de nos jours). — Denis Roche. Publications ayant trait à la Russie (Vladimir Soloviev, Hermione Poltaratzky, Michel Bakounine, Jacques

Bainville, Charles Rivet, Jean Finot). — *Victor Bérard*. Les « Prolégomènes à Homère » de Frédéric-Auguste Wolf (très convaincant). — *Ernest Babelon*. Le Rhin dans l'histoire; t. II (monument en l'honneur du Rhin français). — *Auguste Longnon*. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, 1172-1361; t. III (excellent). — *Gabriel Fleury*. François Véron de Forbonnais, 1722-1800 (consciencieuse biographie de ce financier, adversaire des physiocrates). — Calendar of the correspondance of George Washington with the officiers, prepared by *John C. Fitzpatrick*; 4 vol. (catalogue très clair avec un index très développé). — *A. Mathiez*. La victoire de l'an II (conforme à la pure légende de l'histoire révolutionnaire). — *F. Barbey*. Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799 (article très dur pour Desportes, « rejeton de l'épicerie normande »). — *A. C. Coolidge*. Origins of the triple alliance (exposé clair et solide). — *Louis de Joantho*. Le triomphe de la Marseillaise (rien de bien nouveau; l'auteur de l'article, qui a jadis parlé sans aménité de la Marseillaise et de Rouget de Lisle, n'a pas changé d'avis). — VISENOT. Récentes publications illustrées.

11. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1917, 24 novembre. — *Jean de Maupassant*. Abraham Gradis (excellent). — *O. Nippold*. Die Gestaltung des Völkerrechts nach dem Weltkrieg (très remarquable, surtout en ce qui regarde le droit des gens; le droit de la guerre est plus flottant parce qu'il est beaucoup difficile à faire respecter). — *Whitney Warren*. L'irrédentisme italien (l'auteur adopte le point de vue italien, très hostile, comme on le sait, aux prétentions des Yougoslaves). = 1er décembre. *O. Nippold*. Der deutsche Chauvinismus (réédition augmentée d'un livre écrit avant la guerre, où l'auteur a recueilli un grand nombre d'articles, d'extraits de livres et de brochures où déjà, en 1912 et 1913, apparaissait chez les Allemands, avec tout leur orgueil, leur certitude d'une rapide et fructueuse victoire, la volonté de faire la guerre. L'auteur est un Suisse, membre de la « Conciliation nationale ». Son réquisitoire est d'autant plus accablant). — *H. Schlieren*. Die deutsche Diplomatie (vive critique de la diplomatie allemande et de son recrutement, par un Allemand qui a dû chercher en Suisse un lieu pour penser et pour écrire librement). — *E.-G. Carillo*. Au cœur de la tragédie. Sur le front anglais (remarquable). — *Onésime Reclus*. Un grand destin commence (dernier écrit d'un géographe éminent qui fut aussi, à sa manière, un poète; il préconise l'extension de la domination française en Afrique au détriment même de nos possessions en Asie). — *J. Krek*. Les Slovènes (bon). — Bulletin of the school of oriental studies. London institution. — *P. Huvelin*. Une guerre d'usure. La deuxième guerre punique (curieux rapprochements avec la présente guerre). = 8-15 décembre. *J. Clédat*. Le monastère et la nécropole de Baouit; t. II, fasc. 1 (note un certain nombre de survivances indigènes dans l'art copte). — Notizie degli Scavi; vol. XIV, fasc. 3-4. — *Alfred Rufer*.

Der Freistaat der III Bünde and die Frage des Veltlins, 1796-1797; t. II (beaucoup de renseignements nouveaux). — *P. Vidal de La Blache.* La France de l'Est. Lorraine-Alsace (important, très instructif pour l'avenir de la France). — *Jos. Reinach.* La guerre de 1914-1917. Les Commentaires de Polybe. Onzième série. — Baron *Kervyn de Lettenhove.* La guerre et les œuvres d'art de Belgique (inventaire des dommages causés par l'invasion allemande aux monuments et aux œuvres d'art, avec plus de cent photographies directes. Irréfutable témoignage du vandalisme scientifique commis par les Barbares). — *Sokolovitch.* Le mirage bulgare et la guerre européenne (le « mirage », c'est la suite des erreurs commises par la diplomatie de l'Entente au sujet de la Bulgarie). — *Bain* et *Miladinovitch.* Précis d'histoire serbe (rapide, intelligent et utile précis). = 15-31 décembre. *A. Hurd.* Sea power (travail de vulgarisation bien conçu, mais hâtivement exécuté). — *O. Guéhéneuc.* La bataille navale du Jutland, 31 mai 1916 (très instructif). — *G. Arbouin.* Les nations d'après leurs journaux (livre trompeur; pour apprécier la valeur de la grande presse, il faut en connaître et en montrer les ressorts cachés; si ce sont les gros financiers qui font les gros tirages, on ne saurait affirmer que chaque pays a la presse qu'il mérite). — *G. Hoog.* La guerre des nations, 1914. Les racines du conflit (certaines affirmations fort contestables, comme de dire que la France a été « jetée dans la guerre par l'appel russe à sa loyauté »; ce sont les mensonges allemands du 3 août qui ont déchaîné la guerre). — *C. L. Powell.* English domestic relations, 1487-1653 (entre autres points, l'auteur discute les traités de Milton sur le divorce et ses idées sur le féminisme). — *L. Lévy-Schneider.* Les soldats de la Révolution (utile résumé). — *H. Cordey.* Edmond de Pressensé et son temps, 1824-1891 (remarquable). — *Fr. L. Bruel.* Inventaire analytique de la collection De Vinck; t. II (important). = 1918, 1er janvier. *R. Basset.* Mélanges orientaux et africains (beaucoup à prendre dans ce recueil de vingt-six articles pour l'histoire, la langue et la littérature, le folklore, les croyances des populations arabes et berbères de l'Afrique du Nord). — *Teddar.* The navy of the Restauration (bon). — *Alfred Stern.* Geschichte Europas 1848-1871. Bd. I (volume consacré à la période révolutionnaire de 1848-1854. Connaissance approfondie du sujet et de ses sources; louable effort d'impartialité, l'auteur voulant avant tout rester « bon Européen », ce qui l'empêche de juger avec la sévérité qui convient le gouvernement prussien et le servilisme du peuple allemand à un moment critique de son histoire). — *M. Varandian.* L'Arménie et la question arménienne (excellent; jugement sévère et justifié de la politique russe à l'égard des Arméniens). — *F. Macler.* Autour de l'Arménie (réunion d'articles qui constituent un large ensemble de faits précis, avec une abondante bibliographie). = 15 janvier. *H. Gauthier.* Le livre des rois d'Égypte. Recueil de titres et protocoles royaux. T. V : les empereurs romains (instrument de travail de première utilité). — *Cl. Huart.* Le

Livre de la création et l'Histoire de Motahar ben Tahir El-Maqdisi; t. V (texte intéressant, qui contient beaucoup d'anecdotes sur Mahomet et ses quatre premiers califes; la traduction est beaucoup trop littérale et parfois inexacte). — *L. Laurand.* Manuel des études grecques et latines. Fasc. 4 : Géographie, histoire, institutions romaines (memento très méritoire et qui rendra des services). — *H.-M. Wiener.* The date of the Exodus (hypothèse ingénieuse). — *Ch. Bémont.* Le premier divorce de Henri VIII et le schisme d'Angleterre (intéressant; mais il n'est pas bien sûr que Harpsfield soit l'auteur de la Chronique latine du divorce). — *G. Dumesnil.* Ce qu'est le germanisme (pamphlet assez intéressant et instructif). — Commandant *Chenet.* Le sol et les populations de la Lorraine et des Ardennes (s'efforce de mettre en lumière l'importance de l'élément celtique dans cette région).

12. — Annales de géographie. 1917, 15 novembre. — P. Vidal de La Blache. Les grandes agglomérations humaines. 1er article : Afrique et Asie (accroissement de densité de la population en Égypte dans l'antiquité et de nos jours; la Chaldée autrefois riche et peuplée, maintenant presque déserte et stérile; l'Asie centrale; la Chine et l'Inde; le Japon. « Chez toutes les sociétés agricoles qui ont essaimé des confins de la Libye à ceux de la Mandchourie, c'est le maniement de l'eau fournie par les pluies et les fleuves, la pratique de l'irrigation de plus en plus étendue qui ont été les grands facteurs du développement numérique »). — Yves Chataigneau. L'émigration vendéenne (étudie les causes et les courants de cette émigration qui transporte les habitants de la Vendée dans les départements voisins, où ils ont transformé l'économie rurale).

13. — Bulletin hispanique. 1917, octobre-décembre. — Pierre Paris. Promenade archéologique à Bolonia (entre Tarifa et Barbate, dans la province de Cadix, un peu à l'ouest de Gibraltar, se trouve le site de Campo de Bolonia; une ville antique y étend ses ruines éparses; elle était peut-être le port de Belo dont parlent Strabon, Pline et Pomponius Mela; ruines trouvées en cet endroit : aqueduc, théâtre, débris de toutes sortes). — G. Cirot. Appendices à la chronique latine des rois de Castille; suite (passage en espagnol sur Bérengère et les Laras). — Idem. L'espionnage en Espagne au temps de la Reconquête (d'après l'historien Rodrigue de Tolède; les deux faits cités se rapportent aux années 1065 et 1212). — A. Morel-Fatio. Une lettre de sainte Thérèse (quelques corrections à la lettre CCLXXIV publiée par Vicente de la Fuente). = C.-rendus : *H. Breuil, H. Obermaier* et *W. Werner.* Peintures et gravures murales des cavernes paléolithiques. La Pileta, à Benajoan (importance de ces découvertes). — *Manuel Azaña.* Reims y Verdun (deux conférences faites à l'Ateneo de Madrid les 25 janvier et 25 mai 1907). — *Armando Palano Valdés.* La guerra injusta (articles adressés de Paris à un journal jadis plutôt francophile, *L'Imparcial*, qui depuis...).

14. — Bulletin italien. 1917, juillet-décembre. — J. MATHOREZ. Notes sur les Italiens en France, du XIIIe siècle jusqu'au règne de Charles VIII; III (Italiens ayant reçu en France des bénéfices ecclésiastiques et des évêchés; Italiens venus en France à la suite des révolutions politiques de la péninsule). — F. PICCO et F. RAVELLO. La faute de Lorenzino de Médicis dans la réalité historique et dans une nouvelle de Marguerite d'Angoulême (il s'agit de Lorenzacio auquel Pierre Gauthiez a consacré un livre en France; article en italien; à suivre). — Émile PICOT. Les Italiens en France au XVIe siècle; XI (les Italiens dans les Universités françaises; les Français dans les Universités italiennes). — Louis HALPHEN. A propos d'une nouvelle revue historique italienne (la *Nuova rivista italiana;* elle veut réagir contre l'érudition allemande et elle a raison. « L'érudition et la critique ne sont point l'histoire; mais l'histoire vit d'érudition et de critique »).

15. — Revue archéologique. 1917, juillet-octobre. — Paul GRAINDOR. Inscriptions grecques (seize inscriptions trouvées à Athènes, trente et une à Mégare, une à Tenos; la plupart sont inédites; commentaires soignés). — H. BREUIL. Représentation d'armes ibériques sur les monuments romains de Provence (les armes ibériques ayant disparu d'assez bonne heure, il semble qu'on doive attribuer à ces monuments une antiquité plus haute qu'on ne l'a fait jusqu'à présent). — Pierre PARIS. La poterie peinte ibérique d'Emporion (après les découvertes faites, le problème de la poterie ibérique reste obscur; la céramique peinte a été importée et non fabriquée à Ampurias, et l'importation ne va pas sans confusion ni sans désordre). — Jean LESQUIER. L'arabarchès d'Égypte (l'arabarchès ou alabarchès est un administrateur des taxes mises sur la circulation; c'est le commandant en chef des douaniers. Cet article est un extrait d'un ouvrage qui paraîtra prochainement sous le titre : « L'armée romaine d'Égypte, d'Auguste à Dioclétien »). — Dr GIESELER. Le mythe du dragon en Chine (longue étude de soixante-dix pages, où l'on étudie quels phénomènes, atmosphériques ou astronomiques, rappelle le dragon et aussi son rôle magique. Le dragon est le protecteur des générations qui se succèdent depuis six mille ans sur le sol chinois et c'est lui que représentent encore les monnaies chinoises). — Maurice PILLET. Quelques documents inédits sur les fouilles de Victor Place en Assyrie (le début de cette étude a paru dans les comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions; cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 420. On expose ici les tentatives répétées faites jusqu'en 1857 pour sauver les antiquités perdues dans le Chatt-el-Arab le 25 mai 1855; en réalité, sur 235 colis 28 seulement furent sauvés et parvinrent au Louvre; parmi ces derniers l'un des taureaux ailés, no 14 du Musée assyrien). — SEYMOUR DE RICCI. Esquisse d'une bibliographie égyptologique (généralités, topographie, recueil de monuments et d'inscriptions; à suivre). — Henry LEMONNIER. Les dessins originaux de Desgodetz pour « les édifices antiques de Rome », 1676-1677 (ces dessins originaux sont à la bibliothèque de l'Institut,

mss. N. S., t. LXIV; sur quarante-neuf monuments qui y figurent, vingt-cinq seulement ont été reproduits dans le volume imprimé; catalogue des dessins inédits). — B. BERENSON. Une Assomption de la Vierge de Turino Vanni à Bayeux (article en anglais). — P. SAINTYVES. Deux thèmes de la Passion et leur signification symbolique (la tunique sans couture; les ténèbres et l'émoi des éléments). = Variétés : L'hypothèse d'un Pentateuque cunéiforme (formulée par M. Naville; M. SEYMOUR DE RICCI la combat); Les papyrologues italiennes et la papyrologie en Angleterre (par M. Jean LESQUIER); Un essai de synthèse préhistorique (celui de Sir Arthur Evans; résumé très clair par Sal. REINACH, qui y fait de fortes objections); Le catalogue de la collection Leconfield (à Petworth, dans le Sussex; ce catalogue vient d'être dressé par Miss *Wyndham*; M. Sal. REINACH fait connaître, d'après ce catalogue, les quatre-vingt-six marbres de la collection). = C.-rendus : *J. Clark-Hoppin*. Euthymides and his fellows (une des meilleures publications sur la céramique grecque. Euthymidès était un céramiste grec). — *Guglielmo Ferrero*. Le génie latin et le monde moderne (beaucoup d'observations ingénieuses et profondes). — *Ed. Cuq*. Manuel des institutions juridiques des Romains (cette nouvelle édition met au point beaucoup de questions importantes). — *Ch.-V. Langlois*. Registres perdus des Archives de la Chambre des comptes (reconstitués à l'aide d'anciens inventaires et récolements et de notes prises par les savants du XVIIe siècle).

16. — Revue générale du droit. 1917, septembre-octobre. — E.-H. PERREAU. Un rajeunissement des théories juridiques; fin (analyse la théorie de M. Haurion, dans son livre « La science sociale traditionnelle »). — J. LEFORT. La Faculté de droit de Strasbourg (compte-rendu de l'ouvrage de J. Bonnecase). — James-M. BECK. L'affaire Cavell; suite. — J. BONNECASE. La « notion du droit » en France au XIXe siècle; suite (étude bien morcelée). = C.-rendus : *Ed. Troimaux*. Le palais et la justice pendant la guerre (du 1er août 1914 au 1er août 1916, avec des notices nécrologiques sur les magistrats et membres du barreau tués à l'ennemi). — *Charles Chenu*. Le barreau de Paris pendant la guerre (éloquent). — *Pierre Albin*. D'Agadir à Sarajevo (retrace fort bien les origines de la guerre). = Novembre-décembre. F. DE VISSCHER. Les actions noxales et le système de la noxalité depuis ses origines historiques et la loi des XII tables; à suivre. — James-M. BECK. L'affaire Cavell; suite et fin. — J. LEFORT. La vérité scientifique et les savants allemands (la science a été mise par eux au service des intérêts, souvent mal compris, de la patrie allemande). = C.-rendus : Livres sur la guerre que nous avons signalés. — *A. Debidour*. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours (explique fort bien les origines de la guerre présente). — *A. Piganiol*. Essai sur les origines de Rome (système très séduisant). — *A. Lattes*. Il regolamento sardo del 1815 per il ducato di Genova (après la suppression des codes

français de procédure civile, d'instruction criminelle et du code pénal; le nouveau règlement était inspiré par un esprit marqué de réaction).

17. — Le Correspondant. 1917, 10 décembre. — Georges HERSENT. Un pacte économique entre Alliés. — MILES. Silhouettes de guerre. L'amiral Ronarc'h. — G. DE LAMARZELLE. Civilisation latine et civilisation moderne. I. La civilisation latine (admirable en ce qui concerne les lettres, les arts, le droit, la gloire militaire, cette civilisation ne contenait pas les éléments dont le monde moderne a besoin pour résoudre le problème de son développement; elle s'écroula par la chute progressive dans les âmes de l'élément moral et religieux). — Christian MARÉCHAL. Un centenaire. Le premier volume de l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion* (paru dans la première quinzaine de décembre 1817, ce volume fut accueilli tout de suite avec admiration; montre le sens et la fortune de l'ouvrage, qui répond en outre aux exigences de la pensée et de la conscience contemporaines). — Fernand ENGERAND. La frontière de 1815 et la guerre de 1914. La genèse de Charleroi (les places de cette frontière, œuvre en partie de Vauban, furent reconstituées soixante ans après par Séré de Rivières; mais, tandis que les Allemands accumulaient tous les moyens de rendre victorieuse une agression contre le Nord de la France à travers la Belgique, nous avons déclassé et en partie démoli la ligne de nos forts construits pour arrêter cette invasion. Le dédain de l'État-major pour la fortification est une faute lourde qui a failli nous être fatale). — Pierre DE QUIRIELLE. L'épreuve italienne. La ligne du Piave. — Noël DE CLAZAN. Les conséquences diplomatiques de la Révolution de 1830 (deux pages à propos du livre publié par le vicomte de Guichen sur la Révolution de Juillet et l'Europe). = 25 décembre. Fernand ENGERAND. La frontière de 1815 et la guerre de 1914. La genèse de Charleroi. II (vains efforts de certains officiers clairvoyants pour demander qu'on remît notre frontière du Nord en état de soutenir l'attaque allemande par la Belgique, annoncée à grand fracas par Bernhardi). — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Diaz. — Pierre DE NOLHAC. Versailles au XVIIIe siècle. I. Le salon d'Hercule, le bassin de Neptune. — Mgr G. VANNEUFVILLE. Le cardinal Bourne et la position actuelle du catholicisme en Angleterre. — Marcel DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère. XV. Sous les torpilles. — G. DE LAMARZELLE. Civilisation latine et civilisation moderne; fin (la civilisation moderne sort directement du moyen âge chrétien. « La société fondée par le christianisme, société d'individus ou société de nations, se maintient par le sacrifice volontairement accepté; c'est à cette seule condition qu'il peut exister des individus et des peuples libres »). — Jean SAISON. A l'armée d'Orient. Notes et impressions d'un officier. III. Le camp retranché de Salonique (il y est plus question du pays et des mœurs des habitants que de la guerre. Beaucoup d'intéressantes indications). = 1918, 10 janvier. ***. Les États-Unis et la guerre. Leur coopération matérielle. — MILES.

Silhouettes de guerre. Le général Wilson (qui représentait l'Angleterre dans le Conseil de guerre interallié). — Pierre DE NOLHAC. Versailles au XVIIIe siècle; suite (le Versailles de Gabriel et l'Opéra de Louis XV). — Pierre DE LA GORCE. Un Lillois d'avant la guerre : Philibert Vrau (riche industriel qui voulut faire de Lille une sorte de Salente chrétienne; il contribua pour une très grande part à la création de l'Université catholique; il est mort le 16 mai 1905 et son œuvre a été exposée par Mgr Baunard). — Pierre DE QUIRIELLE. De Boselli à Orlando. La situation politique de l'Italie. — Alfred DUMAINE. Trente ans d'enquêtes économiques en Allemagne. M. Georges Blondel (montre après et d'après M. Blondel tout ce que la France peut apprendre de l'Allemagne, si elle veut engager la lutte avec elle sur le terrain économique). — LANZAC DE LABORIE. Une famille du Bas-Languedoc au XIXe siècle (les Cabrières, d'après le « Livre de famille » publié par le cardinal de Cabrières).

18. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 5 décembre. — Raoul PLUS. L'idée de patrie (il n'est pas possible ni désirable de supprimer les patries; il est désirable de supprimer la guerre, mais cela n'est pas possible). — Joseph DE JOANNIS. Le saint suaire et la sainte face (avec une planche; essaie de démontrer que le saint suaire de Turin est bien celui qui a servi à la sépulture du Christ). — Henri LAMMENS. Mahomet et la guerre des tranchées (à propos de la guerre du Fossé). — Impressions de guerre. LIX. Un coup de main. — Paul DUDON. La Suarezstrasse (elle se trouve à Charlottenburg, non à Berlin, et elle porte le nom du jurisconsulte prussien Suarez, 1746-1798, non celui du jésuite espagnol Suarez). — Y. DE LA B. Chronique du mouvement religieux (à propos de la « Société des nations ». Quelques considérations sur le Congrès de Vienne de 1815). = 20 décembre. Paul DUDON. Le second centenaire de la franc-maçonnerie anglaise (la franc-maçonnerie anglaise, contrairement à celle de France, n'a pas eu un caractère antichrétien). — Lucien ROURE. Superstitions du front de guerre (prières superstitieuses, amulettes, usage du fer et du clou; beaucoup de ces superstitions sont une déviation du sens religieux). — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation. Luther et le caractère de sa race (l'esprit autoritaire de Luther; il régit les Allemands avec une poigne vigoureuse; la foule crut à sa mission providentielle; mais, derrière ce brillant décor des apparences, quel prophète, quel saint, quel apôtre était-il?). — Louis THÉOLIER. L'Allemagne et le style français dit « gothique » (d'après les travaux d'Émile Mâle). — Impressions de guerre. LX. Le voyage autour du secteur (novembre 1917). = C.-rendus : *Jacques Meurgey*. Étude sur les armoiries de la ville de Tournon (excellente méthode). — *Charles de Souze* et *Haldane Macfall*. La défaite allemande. Histoire stratégique de la guerre; août-septembre 1914; traduit de l'anglais (le simple exposé des tactiques des deux armées offre un intérêt captivant). = 1918,

5 janvier. Joseph HUBY. Saint Luc (le compagnon et le disciple de saint Paul; l'humaniste chrétien). — François DATIN. L'aumônerie anglicane dans l'armée britannique; I (son organisation). — Pierre MERTENS. La légende dorée en Chine. II (visite au village tout chrétien de Fan-Kia-Kata aux fêtes de Pâques 1917). — Henri LE PICARD. « Les enfants du ghetto » (titre d'un roman anglais d'Israël Zangwill traduit en français par Pierre Mille). — Impressions de guerre. LXI. Sous les batteries du fort de Brimont (27 avril-10 juillet 1917, par un aumônier de cavalerie). = C.-rendus : L'art et les saints : Saint Nicolas, par *Aug. Marguilier;* Sainte Catherine, par *Henri Brémond;* Sainte Geneviève, par *A.-D. Sertillanges;* Saint Martin, par *Henry Martin* (importance de cette nouvelle collection entreprise par H. Laurens). = 20 janvier. Cardinal L. BILLOT. La parousie; 6e article. — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation; suite (veut découvrir dans Luther les mauvais instincts de sa race; montre en lui le grossier compagnon, insiste sur l'obscénité de son style. « Est-ce notre faute à nous si son Évangile ne sent pas la rose? »). — François DATIN. L'aumônerie anglicane dans l'armée britannique; suite et fin. — Joseph DASSONVILLE. Pour mieux aimer les monuments de la France (signale le livre de J.-A. Brutails). — Paul DUDON. Le troisième centenaire des Dames de la Charité (elles ont été créées par M. Vincent, en 1617, au fond de la Bresse, à Châtillon-les-Dombes). — Maxime DOÜILLARD. Un curé de Paris (l'abbé Fleuret, de Saint-Philippe-du-Roule, 1835-1914, d'après la biographie par Dom Du Bourg). — Impressions de guerre. LXII (trois morceaux détachés; l'un d'un prisonnier français racontant le raid de nos avions sur Mannheim dans la nuit du 6-7 juillet 1917). — J. BRUCKER. La correspondance de Bossuet sur Fénelon (d'après les t. VIII-X de cette correspondance, par Ch. Urbain et E. Lévesque). = C.-rendus : *René Pinon.* François-Joseph (très bien renseigné). — *Jean Carrère.* L'impérialisme britannique et le rapprochement franco-anglais (étude riche d'idées et brillante de formes).

19. — La Grande Revue. 1917, novembre. — André MATTER. La Société des nations (son objet historique. Des expériences qui en ont été déjà tentées par l'Empire romain, le christianisme, l'institution d'un équilibre européen. Depuis deux siècles, la doctrine diplomatique de la France a peu à peu renoncé aux grandes ambitions, et les démocrates français ouvrent la voie à l'Internationale. Projet d'un statut de la Société des nations). — José DE BÉRYS et LE RENEST-DE-MOLON. Lettres d'un volontaire de 1793, Jean-Baptiste Lécrivain, de Vosne en Bourgogne, engagé volontaire au 4e bataillon de la Gironde; ses lettres vont de 1793 à 1801). — Israël ZANGWILL. La Palestine et les Juifs (des conditions auxquelles les Juifs pourraient acheter ce pays aux Anglais et déterminer les Arabes nomades à plier leurs tentes et à s'en aller). = Décembre. Albert THIERRY. Carnets de guerre. — Charles STIÉNON. Mieux que conquérants, colonisateurs. Les Anglais

sur le Tigre (hommage à Sir Stanley Maude, « le Carnot de la Mésopotamie »). — Georges GROMAIRE. La poésie guerrière en Allemagne. = 1918, janvier. Albert THIERRY. Carnets de guerre ; suite (du 5 au 15 septembre 1914 ; blessé pendant la retraite et pris par les Allemands, l'auteur est délivré par l'offensive victorieuse des Français). — Henri MAZEL. L'Allemagne a-t-elle le droit de haïr la France? (rapide tableau des rapports entre France et Allemagne depuis le moyen âge. « La France a toujours cherché le bien des peuples et elle n'a jamais voulu le mal de ses ennemis, même de l'Allemagne »). — J. LORTEL. La question du pain jadis et aujourd'hui. — Georges GROMAIRE. La poésie guerrière en Allemagne; suite et fin.

20. — Mercure de France. 1917, 1er décembre. — Roger MAURICE. Les théories militaires d'avant la guerre (méditations à propos du « Règlement sur le service des armées en campagne », décembre 1913 ; il commandait l'offensive, mais l'offensive à outrance, ce qui explique plus d'une douloureuse expérience au début de la présente guerre). — Denis THÉVENIN. Sur la Somme, août-septembre 1916 (impressions d'un brancardier). — Jean ALAZARD. L'esprit de guerre en Italie. = 16 décembre. P.-G. LA CHESNAIS. L'heure des Cosaques (dans l'état d'anarchie où s'enlise de plus en plus la Russie, un élément reste sain : les Cosaques, indépendants et autonomes, ont le sens et la pratique du gouvernement. Kalédine, leur général, pourra-t-il avec eux faire triompher la république socialiste et assurer une véritable paix internationale? Hélas non, puisque Kalédine vient de se tuer). — X. La coopération militaire anglaise (très intéressantes observations notées par un journaliste anglais après le prise de Messines). — Louis DUMUR. L'affaire de Zurich. Le Léninisme en Suisse et la tactique de l'Allemagne = 1918, 1er janvier. J.-W. BIENSTOCK. La Révolution russe. Kornilov (son différend avec Kerensky. Leur union eût sauvé la Révolution russe; en le répudiant, Kerensky a encouru devant l'Histoire la plus lourde des responsabilités). — C. AUBAULT DE LA HAULTE CHAMBRE. La prière sur l'Acropole (indique les sources où Renan a puisé pour rédiger cet admirable pastiche). — Joseph REINACH. Gambetta. Souvenirs personnels (parle surtout de la correspondance de Gambetta avec son amie Mme Léon; en la rapprochant des discours, on arrive à connaître jusque dans son fond le tribun dont Gallieni disait : « Il n'y a pas un seul jour depuis la guerre où Gambetta n'ait grandi »). = 16 janvier. Louis PIÉRARD. L'Italie à l'épreuve (analyse les causes qui ont amené l'effondrement momentané de l'armée italienne : une ardente propagande défaitiste a été entreprise d'un côté par certains personnages appartenant au socialisme dit officiel et d'autre côté par une partie du clergé qui dénonçait jusque dans les tranchées l' « inutile strage » ; elle a été encouragée par les Autrichiens : d'abord les soldats de certaines formations italiennes fraternisèrent avec les Autrichiens et marchèrent bras-dessus, bras-dessous, vers Laybach aux cris de « Vive la paix et vive l'Inter-

nationale! ». Sur la brèche ouverte par ces naïfs, les Allemands poussèrent six divisions qui balayèrent tout devant elles. Le moral de la nation italienne est demeuré sain quand même et s'est retrempé dans cette tragique méprise). — J.-W. BIENSTOCK. Kornilov; fin (la « rébellion » de ce général a peut-être été manigancée par les maximalistes appuyés par des officiers monarchistes; son échec en tout cas profita aux anarchistes qui, depuis lors, sont les maîtres de la situation. Leur triomphe fut un rude coup pour le corps des officiers : en beaucoup d'endroits ils furent massacrés. Raconte l'épisode qu'on appelle « les bains de sang de Viborg » et qui restera une tache honteuse pour l'armée de la Russie libre). — Henri MALO. La guerre sous-marine et les coutumes de la guerre (établit une distinction très nette entre le pirate et le corsaire et montre comment la course a été réglementée pendant le cours du XVIIe et du XVIIIe siècle de façon à rendre la guerre moins inhumaine).

21. — La Revue de Paris. 1917, 1er décembre. — ***. Lettres sur la réforme gouvernementale (réorganisation plus rationnelle de la présidence de la République et des ministères : que chaque ministre ait moins d'affaires à décider, mais qu'il y ait dans leur collaboration plus d'unité de vue et d'action). — André CHEVRILLON. De l'Ancre à Péronne, avril 1917. Les champs de bataille (à lire notamment la destruction méthodique de Péronne par les Allemands. « L'Allemagne d'aujourd'hui est un peuple différent de tous les autres; ce qui lie les autres ne la lie pas »). — Albert MATHIEZ. La mobilisation des savants en l'an II. — Marc HENRY. Fantoches d'outre-Rhin (deux amusantes caricatures d'artistes lyriques). — Louise WEISS. Les espérances des pays tchèques. = 15 décembre. Marcel PRÉVOST. Bataille de l'Ailette, 23 octobre-2 novembre 1917. Notes d'un témoin; 1re partie. — Wickham STEED. La démocratie anglaise et la guerre. — Ernest LAVISSE. Lettre à une Normalienne (sur la question de savoir si le professeur doit exciter dans le cœur de ses élèves la vengeance et la haine de l'ennemi ou faire dominer les sentiments humanitaires, « afin qu'ils détestent la guerre à tout prix ». Dans cette première partie de la réponse, M. Lavisse répond en montrant comment les Allemands comprennent le rôle de l'enseignement qui doit avant tout former l'esprit des enfants pour le service futur de l'État. Cet idéal ne saurait être le nôtre). — Amiral DEGOUY. La mentalité offensive (« la victoire complète qui nous est nécessaire pour vivre toute notre vie, pour demeurer en face de l'Allemagne une grande nation exige que nous tendions encore une fois dans un effort suprême, au point de vue diplomatique, au point de vue économique, au point de vue maritime surtout, aussi bien qu'au point de vue militaire, tous les ressorts intellectuels et moraux de la mentalité offensive »). — ***. Lettres sur la réforme gouvernementale; II (du choix des ministres et surtout de l'apprentissage ministériel). — John GALSWORTHY. Impressions de France, 1916-1917. = 1918, 1er janvier. James BRYCE. Réflexions d'un

historien sur la guerre (traduction légèrement remaniée de l'allocution présidentielle faite par Lord Bryce à la « British Academy », le 30 juin 1915). — Ernest LAVISSE. Seconde lettre à une Normalienne (la durée de l'hostilité morale qui survivra à la guerre dépend de l'Allemagne. D'ailleurs, la France ne saurait être inhumaine et servir la patrie est, pour les Français, servir aussi l'humanité. Mais, pour la bien servir, il faut que les Français soient formés de bonne heure, par l'enseignement public, à l'action, action libre et réfléchie). — Marcel PRÉVOST. La bataille de l'Ailette, 23 octobre-2 novembre 1917. Notes d'un témoin. — ***. Lettres sur la réforme gouvernementale (après le ministère, c'est le Parlement qu'il faut réformer et la réforme doit porter sur ses méthodes de travail). — René MILAN. Les vagabonds de la gloire. 3e série : Corfou, l'armée serbe (mai-juillet 1916). — Joseph VASSAL. Salonique (conséquences de l'incendie qui a détruit une partie de la ville). — E.-F. GAUTIER. Le front anglais en Égypte et en Palestine. = 15 janvier. Marcel PRÉVOST. La bataille de l'Ailette; suite et fin (notes et impressions sur la bataille du 25 octobre 1917. Cette bataille de l'Ailette fut pour l'armée française une victoire véritable, remportée sur un ennemi averti et résolu à tenir jusqu'au bout). — James BRYCE. Réflexions d'un historien sur la guerre; II (allocution prononcée le 14 juillet 1916). — Maurice GENEVOIX. Une journée aux Éparges, 22 octobre 1914. — ALTIAR. Une grande dame française à la cour de Berlin (la princesse Radziwill, née Marie de Castellane, morte le 9 juillet 1917 dans sa terre de Kleinitz). — Paul GSELL. Auguste Rodin. — R. CHUDEAU. L'Afrique occidentale française (étudiée au point de vue économique).

22. — Revue des Deux Mondes. 1917, 1er décembre. — André BELLESSORT. Le nouveau Japon. I. Les héros et les dieux (décrit les funérailles de l'impératrice, 24 mai 1914; puis la mort du maréchal Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, qui s'ouvrit le ventre, à la mode antique, le soir même des funérailles de l'empereur; c'est le dernier des Samuraï, qui sacrifiait ainsi à la dignite impériale. Création d'une religion nationale, à côté du bouddhisme superficiel et du shintoïsme délaissé : c'est le *Bushido*, terme tout récent, qui comprend à la fois une théologie et un code de morale). — Étienne LAMY. La flamme qui ne doit pas s'éteindre. II. Où elle dure, où elle baisse (elle dure surtout dans la noblesse, dans la bourgeoisie restée fidèle à l'esprit de discipline, chez les paysans que la vie citadine n'a pas encore corrompus, partout où le catholicisme conserve son empire). — Pierre TROYON. Chroniques du temps de la guerre. I. L'assaut repoussé (c'est l'assaut du fort de Froideterre, 20-23 juin 1916, d'après les souvenirs du capitaine de génie commandant le fort. Très émouvant). — Julien ROVÈRE. La rive gauche du Rhin. III. Entre deux guerres, 1870-1914 (pendant la guerre de 1870-1871 et vingt ans encore après, les sentiments des Rhénans furent tournés vers la France; à partir de 1880, la prospérité matérielle dont jouit l'Empire convertit de nombreux récalcitrants et

toute hostilité cessa ; la colonisation allemande avait réussi). — André BEAUNIER. Un portrait de la France (analyse les derniers ouvrages de P. Vidal de La Blache. = 15 décembre. Denys COCHIN. La jeunesse de Louis-Philippe, d'après des documents nouveaux (jusqu'à l'émigration). — Raymond RECOULY. La mission de M. Jonnart en Grèce. I. L'abdication du roi Constantin (écrit de toute première main). — Étienne LAMY. La flamme qui ne doit pas s'éteindre. III. Comment la ranimer? (de bonnes lois d'hygiène pour assurer la santé des ouvriers dans les centres industriels; le droit de suffrage attribué aux seuls pères de famille ; la restauration de l'idée de devoir appuyée sur la foi catholique). — Jérôme et Jean THARAUD. La foire de Rabat. II. Dans le mystère de Moghreb. = 1918, 1er janvier. Baron BEYENS. L'avenir des petits États. I. Leur utilité et leur importance. — Charles LE GOFFIC. L'épopée des fusilliers marins. La prise de Saint-Georges ; I (de Loo à Oost-Dunkerque du 25 novembre au 30 décembre 1914). — Denys COCHIN. Louis-Philippe avant 1830. Lettres inédites (de l'émigration à la révolution de 1830). — André BELLESSORT. Le nouveau Japon. II. A travers le théâtre et le roman (comment les Japonais ont transformé le Cid de Corneille). — Charles STIÉNON. La conquête de la Palestine. De Suez à Jérusalem. = 15 janvier. Henry BORDEAUX. Le chevalier de l'air. Georges Guynemer; I (sa biographie depuis sa naissance en 1894, jusqu'à son premier vol, 10 mars 1915 et à sa onzième victoire, 28 juillet 1916, sur la Somme). — Baron BEYENS. L'avenir des petits États. II. La Roumanie (politique extérieure de la Roumanie jusqu'à la défection des armées russes). — Ernest SEILLIÈRE. Une théorie d'Hippolyte Taine sur la Révolution française (montre tout ce qu'il y a d'incomplet ou même d'erroné dans la théorie de Taine sur l'esprit classique et l'analyse qu'il fait du Jacobin). — Général MALLETERRE. La frontière militaire du Nord-Est (la future frontière devra être reportée aux limites normales de la Lorraine, entre Moselle et Rhin, englobant Tholey, Saint-Vendel, Deux-Ponts, pour retrouver l'ancienne limite de 1789 et de 1814 avec Landau, et aboutissant au Rhin à Germersheim. Il importe en outre qu'il n'y ait plus un soldat allemand sur la rive gauche de la Meuse). — Raymond RECOULY. La mission de M. Jonnart en Grèce. II. Le retour de M. Venizelos. — Ch. NORDMANN. Les tanks.

23. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances, 1917, juillet-août. — Maurice PROU. Un diplôme de Charles le Chauve (ce diplôme est tiré des archives du duc de Medinaceli, aujourd'hui installées à Madrid ; il avait déjà été publié par Aug. Molinier, dans l'*Histoire de Languedoc*, d'après une copie de la collection Moreau ; il est du 30 juin 859. Charles le Chauve concède, à la prière du comte et marquis Onfroy, à son fidèle Aureolus le villare de Saldet sur le Fluviá dans l'Ampurdan et celui de Requesens dans le pagus de Peralada ; le diplôme est souscrit par le diacre Folchricus ; rapproche de ce diplôme les autres diplômes souscrits par le

même notaire et conclut qu'un diplôme soi-disant original — Böhmer n° 1681 — portant la même date du 30 juin 859 et faisant mention de la prière du même Onfroy, a été fortement interpolé). — Rapport du secrétaire perpétuel sur les travaux des commissions de publication de l'Académie pendant le premier semestre de 1917. — Jean LESQUIER. Le mariage des soldats romains (les documents égyptiens permettent de conclure que le mariage, interdit à tous les soldats, quels qu'ils fussent, jusqu'en 197, a été depuis cette date autorisé pour les soldats citoyens au moins). — Dr Victor SEGALEN. Sépultures des dynasties chinoises du Sud à l'époque des Nan-Pei-Tch'ao (ve et vie siècles ap. J.-C.; les dynasties méridionales : Song, Ts'i, Leang et Tch'en, nous ont transmis les belles statues de chimères, de boas ailés, de tortues porte-stèles des environs de Tan-yung, de Kiu-yong et de Nan-king). — Ph. FABIA. Le jardin des mosaïques au quartier d'Ainay à Lyon (en 1806 et dans l'hiver de 1808-1809, le pharmacien Macors découvrit sur ce terrain la mosaïque des jeux du cirque, celle de Méléagre et Atalante, d'autres encore; on y aménagea un « jardin des mosaïques » qui fut un lieu de plaisance; mais à la mort de Macors le jardin fut vendu et l'on y éleva des maisons. La mosaïque des jeux fut acquise par le musée, celle de Méléagre périt sur place; nous ne la connaissons plus que par une planche d'Artaud). — Franz CUMONT. Gaionas le δειπνοκρίτης (tente d'expliquer deux pentamètres grecs inscrits sur une dalle de marbre trouvée sur le Janicule; ils se rapporteraient à un étang où étaient nourris des poissons sacrés, à côté de temples consacrés aux divinités syriennes). — SEYMOUR DE RICCI. Une impression normande inconnue (il s'agit d'un poème : « De sacrosancta Eucharistia », dû à Guillaume de La Mare, recteur de l'Université de Caen de mars à octobre 1506; reproduction des quatre-vingt-douze vers du poème). — H. CORDIER. Un orientaliste allemand : Jules Klaproth (né à Berlin le 11 octobre 1783, auteur de l'*Asia polyglotta;* on peut le soupçonner de plusieurs actes d'indélicatesse).

24. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux, 1917, décembre. — A. CHUQUET. Six mois de guerre en Belgique (d'après le livre de F.-H. Grimauty). — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité. Ille-et-Vilaine, arrondissement de Fougères; suite et fin (dans le numéro de janvier 1918, suite du rapport; note sur l'arrondissement de Vitré). — A. GÉRARD. L'ambassade extraordinaire du vice-roi Li Hong-Tchang en Europe, 1896, et la politique chinoise dans ses rapports avec l'Occident (article très important et bien informé). — Pierre TISSERAND. Projet d'édition des œuvres de Maine de Biran. = 1918, janvier. A. CHUQUET. Paris en 1810; I (d'après les lettres envoyées par le comte, plus tard prince de Clary-et-Aldingen à sa femme et à sa mère à Vienne, du 20 mars au 26 juin de cette année; ces lettres ont été publiées en 1914 chez Plon). — Raphaël-Georges LÉVY. Le ravitaillement du nord de la France et

de la Belgique; I (la commission et les comités, l'organisation, la répartition géographique). — René WORMS. Les prises maritimes et la troisième année de la guerre.

25. — L'Anjou historique. 1917, septembre-octobre. — Le serment de liberté et d'égalité en Maine-et-Loire (article de M. UZUREAU dont une partie avait déjà paru dans la *Révolution française* de septembre-octobre 1917; cf. *supra*, p. 172; prestation de ce serment dans diverses communes de Maine-et-Loire). — Le général Berruyer et la guerre de Vendée (c'est le général qui ordonna le roulement de tambours au moment de l'exécution de Louis XVI; il fut nommé le 23 mars 1793 commandant en chef en Vendée; mais, sur la plainte des administrateurs de Maine-et-Loire, il fut rappelé le 30 avril). — Les élections à Angers en 1797 (liste des électeurs nommés dans les assemblées primaires à Angers; polémique électorale dans les *Affiches d'Angers*). — Un parricide à Beaufort-en-Vallée en 1809 (récit du crime d'après les *Affiches d'Angers*). — Une lettre de M. de La Rochejaquelein (à Louis XVIII, du 6 juin 1814, pour le féliciter de « la glorieuse paix » donnée à la France). — La fête de l'Assomption à Angers sous la Restauration (en 1814, 1817 et 1818, récits du *Journal de Maine-et-Loire*). — La mort de Louis XVIII et les Angevins (récit des services religieux à Angers, d'après le même journal). — Les statues des généraux vendéens et le gouvernement de Juillet (rapport sur ces monuments qui se trouvaient dans l'arrondissement de Beaupréau, adressé au ministre des Travaux publics, le 15 novembre 1831, par le préfet, M. Barthélemy). — La Marianne : mouvement insurrectionnel à Angers, 26-27 août 1855 (la Marianne, c'est le nom d'une société secrète à tendances socialistes qui s'était formée à Trélazé). — Une séance à la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers (13 mars 1872; à cette séance M. de Falloux et Mgr Freppel prirent successivement la parole).

26. — Annales de Bretagne. 1918, janvier. — C. HOULBERT. Félix Le Dantec (notice nécrologique sur ce savant breton, né à Plougastel-Daoulas, Finistère, le 16 janvier 1869). — Lucien GUILLOU. François Vanderheyde, courtier lorientais, et ses opérations, 1756-1765 (d'après son copie-lettres, son registre de magasin, son journal et un bilan établi par lui le 25 mai 1765, le tout conservé aux archives départementales du Morbihan; à suivre). — Jean CHOLEAU. Lexique breton-français des termes de l'industrie textile. — Louis DE LAIGUE. Nantes à l'époque gallo-romaine (textes des auteurs anciens; inscriptions latines trouvées à Nantes; à suivre). — G. DOTTIN. Les livres de comptes du bureau de bienfaisance de Rennes (de 1682 à 1786). — Léon DUBREUIL. Révolutionnaires de Basse-Bretagne : Jean-Marie Baudouin de Maisonblanche (auteur des « Institutions convenantières » parues à Saint-Brieuc en 1776 et d'un projet d'une histoire de Basse-Bretagne; né à Châtelaudren le 9 janvier 1741; son rôle poli-

tique au début de la Révolution). — Paul VIARD. Les subsistances en Ille-et-Vilaine sous le Consulat et le Premier Empire; fin (les décrets des 4 et 8 mai 1812; le « magasin temporaire »). — La métropole de Bretagne (voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 372). = C.-rendus : *E. Philippot*. La vie et l'œuvre littéraire de Noël du Fail, gentilhomme breton (le plus important travail paru en France depuis quelques années sur l'histoire littéraire du XVIe siècle). — *Ém. Sevestre*. Études critiques des sources de l'histoire religieuse de la Révolution en Normandie, 1787-1801 (s'est trop borné à une énumération sommaire des diverses catégories de documents, sans jamais en pousser bien loin la critique).

27. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. Tome XXXIII, 1916-1917, 1er et 2e trimestres. — Henri STEIN. Une ambassade serbe en France au XIVe siècle (entrevue des ambassadeurs du roi de Serbie, Ouroch Milioutine, avec Charles de Valois et ses conseillers à l'abbaye du Lys, près de Melun; traité conclu le 27 mars 1308 pour le cas où Charles de Valois entreprendrait la conquête de Constantinople; le traité fut ratifié par le roi de Serbie le 25 juillet suivant, mais il resta lettre morte). — André ALLAIRE. L'invasion à Montereau et aux environs en février 1814. 1re partie : du 5 au 13 février (jusqu'à l'évacuation de la ville par les troupes françaises). — Henri STEIN. Une fabrique de munitions à Montargis au XVe siècle. — Maurice LECOMTE. Étrangers ennemis et prisonniers à Fontainebleau à la fin du XVIIIe siècle. — Henri STEIN. La désolation des campagnes gâtinaises pendant la guerre de Cent ans (cinq pièces inédites tirées des Archives nationales). — Jules DEVAUX. Nos barons gâtinais aux marches de l'Est; I (expéditions de Jean de Salazar en Lorraine, un des meilleurs capitaines de Louis XI). — Henri STEIN. La garnison de Saint-Fargeau en 1412 (d'après une lettre de rémission en faveur de Henri de Pousseaux à qui la défense du château avait été confiée par Robert, duc de Bar, en mars 1411). = 3e et 4e trimestres. Abbé J.-M. ALLIOT. Le clergé pendant la Révolution dans le district d'Étampes; 1er article. — Alfred CHARRON. Boësses, Loiret; notes d'histoire locale; fin (la maison de Montmorency-Luxembourg; la famille de Girard; la période révolutionnaire; Boësses au XIXe siècle).

28. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 1917, 4e trimestre. — Alexis MOUZIN. La visionnaire Marie d'Avignon (elle était des environs de Tarbes et s'appelait Marie Robine; elle aurait été guérie en 1387 d'une paralysie à Avignon par le pape Clément VII; le 22 février 1398, une voix céleste lui enjoignit d'aller trouver Charles VI pour lui dire de procurer l'unité à l'Église; elle s'en alla à Paris, mais revint désenchantée en Avignon, où elle mourut le 16 novembre 1399; elle n'est pas une contemporaine de Jeanne d'Arc, comme on le croit d'ordinaire). — L.-H. LABANDE. La légation d'Avignon de 1464 à 1476 (Charles de Bourbon, légat en 1472; ses premiers lieutenants, son

gouvernement personnel; il quitte Avignon en juillet 1474; conflits de son lieutenant Édouard de Messey et des officiers royaux du Languedoc avec les habitants d'Avignon que soutenaient le pape Sixte IV et son neveu le cardinal Julien de la Rovère, le futur pape Jules II; celui-ci venait d'être nommé archevêque d'Avignon et il fit son entrée dans sa cité épiscopale le 17 mars 1476; article fait avec des documents inédits; à suivre). — Joseph DIDIÉE. Messire Jean Monier, prêtre, historien de Pertuis, 1629-1713 (analyse une biographie manuscrite de ce personnage, due au chanoine Trouillet).

29. — Revue de Gascogne. 1914, novembre (paru récemment; cf. *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 182). — A. AUGUSTE. Étienne du Bourg, abbé de Gimont (il fut promu à cette abbaye en 1695; il restaura et agrandit l'hôpital de Gimont, fonda des missions périodiques, créa au collège une chaire de théologie; on publie quelques documents inédits sur lui). — J. DUFFOUR. La vie rurale en Gascogne au XVIIIe siècle; suite (caractère des récoltes et prix des blés de 1710 à 1740). — A. DEGERT. Les assemblées provinciales du clergé gascon; suite (au temps de Richelieu, d'après les procès-verbaux). = C.-rendus : Enquête sur les commencements du protestantisme en Agenais, publiée et annotée par *O. Fallières* et le chanoine *Durengues* (document important). — *J. Saverne*. L'Isle-en-Jourdain (bonne monographie).

30. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1917, décembre. — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (les évêques du VIe siècle; ce que nous apprennent sur eux Grégoire de Tours et Fortunat; examine la question si saint Ibar, vulgairement Cybar, a été évêque de Saintes et conclut par la négative; l'évêque Eusèbe, malade, aurait demandé Cybar comme coadjuteur, mais il serait mort avant que suite eût été donnée à cette demande; un prétendu évêque de Saintes au VIIe siècle : Grégoire, connu seulement par la légende de saint Germier). = Documents : Affaires du capitaine Duperron, des vétérans nationaux (il aurait donné comme mots d'ordre et de ralliement à Saintes le 22 vendémiaire an VI : Carnage et Royauté); Réfection de la flèche du clocher de l'église d'Auray (en juin 1758). — Ch. DANGIBEAUD. Minutes de notaires (de La Rochefoucauld à Lavergne). = C.-rendu : Journal d'une femme de cinquante ans, 1778-1815 (Mme de La Tour du Pin; analyse).

ÉTATS-UNIS.

31. — The American historical Review. 1917, juillet. — Sidney B. FAY. Les commencements de l'armée permanente en Prusse (au temps du Grand Électeur). — Carl R. FISH. Les chemins de fer du Nord dans les États-Unis, avril 1861 (décrit l'organisation de ces chemins de fer et montre les services qu'ils rendirent à la cause des Nordistes. Cette organisation étudiée avec soin par les Prussiens con-

tribua fortement à leurs premiers succès en 1866; en France, au contraire, on y prêta peu d'attention). — Ch. W. Ramsdell. Le gouvernement confédéré et les chemins de fer (le dédain et l'ignorance des Sudistes en ce qui concernait l'emploi des chemins de fer de 1861 à 1865 sont une des causes de leur défaite). — James A. Robertson. Les Philippines depuis l'inauguration du régime parlementaire (depuis 1907, les progrès réalisés par les Philippines ont été considérables; il n'est pas certain cependant qu'elles puissent se tirer d'affaire toutes seules; pendant longtemps encore elles auront besoin du contrôle américain. D'ailleurs, si les États-Unis abandonnaient les Philippines, ces îles ne tarderaient pas à être occupées par les Japonais). — J. F. J[ameson]. Les étudiants en histoire en temps de guerre (l'étude de l'histoire, même de l'histoire militaire des États-Unis, peut rendre de grands services. En dehors du service armé, les étudiants peuvent encore s'employer à réunir au jour le jour les matériaux qu'utiliseront plus tard les historiens). = Documents : Paris en 1870; lettres de Marie Corinne Putnam (Miss Putnam, fille aîné du grand éditeur de New-York, était à Paris en 1870; elle y terminait ses études de médecine. On publie ici trois lettres d'elle assez intéressantes : du 14 août et du 15 septembre adressées à sa mère, du 26 décembre adressée à son père. Dans cette dernière, elle exprime le regret que les États-Unis restent dans une neutralité si indifférente en présence des défaites françaises; car ce n'est plus une guerre entre deux armées permanentes, mais entre deux principes rivaux : « Et il y va du succès de l'idée républicaine dans le monde entier »). = C.-rendus : *Madison Grant.* The passing of the great race; or the social basis of european history (pour l'auteur, il y a trois types essentiels parmi les races européennes : le méditerranéen, l'alpin et le nordique ou teutonique. La race nordique ou teutonique est la première, celle qui a le plus contribué aux progrès de l'humanité; mais elle est en train d'être dépassée, surtout parce qu'elle s'est trop mélangée aux races inférieures. Le remède à ce mal consiste à défendre la pureté de la race et à renoncer aux futiles illusions de la démocratie). — *Harold J. Laski.* Studies in the problem of sovereignty (étudie notamment la dissolution de l'Église établie d'Écosse, le mouvement d'Oxford, la renaissance catholique en Angleterre, les théories politiques de J. de Maistre et de Bismarck). — *H. Morse Stephens* et *Herbert E. Bolton.* The Pacific ocean in history (recueil de vingt-trois mémoires qui ont été lus au Congrès d'histoire du Pacifique tenu à San-Francisco, Berkeley et Palo-Alto en juillet 1915). — *Eloise Ellery.* Brissot de Warville (beaucoup de recherches; mais l'auteur puise trop exclusivement dans les ouvrages mêmes de Brissot). — *Mathieson.* Church and Reform in Scotland, 1797-1843 (l'auteur est un jurisconsulte; il a été amené à s'occuper de l'Église parce que c'est la grande Assemblée de l'Église qui, en réalité, a mené le combat pour la nationalité anglaise jusqu'à la dissolution en 1843 de l'Église établie. Il se montre bien informé, mais limité

dans ses jugements par ses partis pris. Son livre n'est pas encore l'histoire d'Écosse que nous attendons). — *J. Grunzel.* Economic protectionism; edited by *Eugen von Philippovich* (important pour l'historien du passé; servira à l'économiste de l'avenir). — *E. Lipson.* Europe in the nineteenth century (bon résumé). — *J.-L. de Lanessan.* Histoire de l'Entente cordiale franco-anglaise (ce qui fait la valeur de ce livre ce sont les témoignages apportés par l'auteur sur la part personnelle qu'il a prise à cette Entente). — Lord *George Hamilton.* Parliamentary reminiscences and reflections, 1868-1885 (souvenirs intéressants sur Disraeli, Gladstone, W. H. Smith, qui fut un remarquable « leader » de la Chambre des Communes). — *K. Scott Latourette.* The development of China (très bon résumé). — *W. W. Mac Laren.* A political history of Japan, 1867-1912 (bon résumé par un homme très bien informé, mais trop pessimiste). — *Debidour.* Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours (remarquable exposé; mais il n'y a pas assez de références; la bibliographie, qui ne contient que des livres français, est insuffisante et l'index devrait être refait). — *Allen*, *Whitehead* et *Chadwick.* The Great war. II. The mobilization of the moral and physical forces (remarquable). — *H. Belloc.* The elements of the Great war (livre rempli de diagrammes sans valeur, de digressions et de répétitions inutiles, de jugements hasardés, inspiré de partis pris que les faits ne justifient guère, écrit en un style lourd, obscur et incorrect. A peine en pourrait-on conserver un quart; le reste est sans valeur). — *Al. D. Noyes.* Financial chapters of the war (excellent exposé de la situation financière pendant les deux premières années de la guerre, par un journaliste très au courant de la question). — *H. A. Gibbons.* The new map of Africa, 1900-1916; a history of european colonial expansion and colonial diplomacy (excellent). — *Roscoe R. Hill.* Descriptive catalogue of the documents relating to the history of the United States in the « Papeles procedentes de Cuba » deposited in the Archivio general de Indias at Seville (très utile). — *Fr. A. Golder.* Guide to materials for american history in Russian archives (très utile). — *J. Spencer Bassett.* The middle group of american historians (ce groupe moyen comprend les historiens Sparks, Bancroft, Prescott, Motley et P. Force; beaucoup de détails biographiques et bibliographiques. Utile introduction sur les débuts de la littérature historique aux États-Unis). — *P. Wraxall.* An abridgement of the Indian affairs contained in four folio volumes transacted in the colony of New York, 1678-1751, publié par *Ch. H. Mac Ilwain* (excellente édition d'un résumé des affaires indiennes composé par Wraxall, secrétaire du comte de Halifax, d'après les archives, aujourd'hui disparues, d'Albany). — The journals of captain Meriwether Lewis and sergeant John Ordway, kept on the expedition of western exploration, 1803-1806, publié par *Milo M. Quaife* (important pour l'histoire de cette expédition qui prépara l'établissement des États-Unis dans le

pays d'Oregon). — *Edw. Ten Broeck Perine.* The story of the trust companies (souvenirs sur les gens qui fondèrent ces compagnies, par un de leurs collaborateurs). — *Louis A. Coolidge.* Ulysses S. Grant (l'auteur a beaucoup connu Grant; le portrait qu'il en trace est intéressant et instructif). — *James*, cardinal *Gibbons*, archbishop of Baltimore. A retrospect of fifty years (recueil d'articles, de brochures, de discours et de sermons; ils forment une apologie du monde catholique et de son action aux États-Unis et à Rome pendant un demi-siècle). — *Th. E. Farish.* History of Arizona; vol. III et IV (compilation d'après un grand nombre de sources; d'ailleurs pas de bibliographie, ni de notes, ni de cartes). — *D. Hannay.* Diaz (insuffisant). — *E. Vaïsse.* Bibliografia general de Chile. 1re partie : Diccionario de autores y obras; t. I (ce tome I, qui comprend les mots de Abalos à Barros Arana, promet d'être une œuvre considérable. Il est précédé par une bibliographie des bibliographies du Chili par *Ramon A. Laval*, sous-directeur de la Bibliothèque nationale du Chili. M. Vaïsse est le chef du bureau d'information de cette même Bibliothèque). — Memorias de Urquinaona (réimpression d'un ouvrage publié à Madrid en 1820; l'auteur, Pedro de Urquinaona y Pardo, un des agents de l'administration coloniale, essaya d'amener la conciliation entre les insurgés de la Nouvelle-Grenade et l'Espagne; il échoua. Du moins les documents qu'il rapporta du Venezuela lui ont-ils permis de retracer l'histoire du mouvement insurrectionnel de 1808 à 1813). — Memorias de *William Bennet Stevenson*, sobre las campañas de San Martin y Cochrane en el Perù; traduit en castillan par *Luis de Teran* (Stevenson est un aventurier qui fut secrétaire particulier du président de Quito, puis de Lord Cochrane, qu'il suivit dans toutes ses campagnes jusqu'en 1823. Il publia en 1825 un très instructif récit de ses vingt années de résidence dans l'Amérique du Sud, qui fut traduit en français et publié en 1826. C'est le tome III de cette traduction française dont on nous donne ici une version espagnole; mais pourquoi n'avoir pas fait cette traduction sur le texte anglais? Au récit de Stevenson on a joint, sans le mentionner dans le titre, une suite, de 1823 au Congrès de Panama en 1826). — Memorias postumas del general *José Maria Paz* (très intéressant pour l'histoire de l'insurrection contre les Espagnols en Bolivie). = Octobre. George L. Kittredge. Un cas de sorcellerie (il se présenta dans le comté de Devon en 1601 et 1602; nous le connaissons par les dépositions inédites de onze témoins, faites devant le juge de paix Thomas Ridgeway; l'analyse de ces dépositions montre quel était l'état des esprits en Angleterre au sujet de la sorcellerie avant l'avènement de Jacques Ier). — Winfred T. Root. Les Lords du commerce et des colonies, 1675-1796 (expose comment le contrôle de la mère-patrie s'exerçait sur ses colonies de la nouvelle Angleterre). — Herbert E. Bolton. La Mission considérée comme une institution frontière dans les colonies de l'Amérique espagnole. — Carlton J. H. Hayes. Histoire du socialisme alle-

mand (résumée depuis 1848; ce qui subsiste aujourd'hui des doctrines de Marx et de Lassalle). — W. L. WESTERMANN. Le commerce dans l'antiquité considéré comme un champ de recherches (il serait fort désirable d'entreprendre une série de monographies sur les différentes branches de l'industrie). — E. B. GREENE. L'opinion américaine sur le droit de contrôle du gouvernement anglais en matière de législation provinciale, 1776-1787 (relève en particulier celle de Madison). — Henry E. BOURNE. Le maximum en France en 1793 et 1794 (relève un certain nombre de prix et constate qu'une des conséquences du maximum a été d'encourager la contrebande dans d'incroyables proportions). = Documents : Percy W. BIDWELL. Lettres de Frederick L. Olmsted, concernant la Compagnie pour l'aide aux émigrants arrivant en Nouvelle-Angleterre et aux Associations pour fournir le coton à l'Angleterre, 1857. — Documents relatifs au *Kearsage* et à l'*Alabama* (publie le rapport du capitaine français commandant la *Couronne*, vice-amiral Dupouy, qui assista au combat entre ces deux navires, le 19 juin 1864). = C.-rendus : *Sh. Mathews*. The spiritual interpretation of history (veut montrer que l'interprétation purement économique et géographique de l'histoire ne peut suffire et qu'il faut faire une grande place aux forces impondérables. Six conférences données à l'Université Harvard). — *W. Libby*. An introduction to the history of science (simple esquisse; le moyen âge y est assez mal représenté). — *James A. B. Scherer*. Cotton as a world power (étude prétentieuse et qui n'apprend rien de bien neuf; mais bon résumé de ce qu'on savait sur l'influence du coton dans l'histoire du monde). — *Geo. B. Davis*. The elements of international law; 4e édit. par *G. E. Sherman* (cette édition contient quelques textes nouveaux et deux chapitres : l'un sur les sources du droit international, l'autre sur la nature de l'état politique). — *E. Sapir*. Time perspective in aboriginal american culture; a study of method (remarquable; l'archéologie et la linguistique fournissent à l'auteur le moyen de donner à l'ethnographie une base historique). — *Narendra N. Law*. Promotion of learning in India during Muhammadan rule (intéressant). — *Ch. L. Powell*. English domestic relations, 1487-1653; a study of matrimony and family life in theory and practice as revealed by literature, law and history of the period (très intéressant; beaucoup de documents nouveaux). — *Ferd. Schevill*. The making of modern Germany (esquisse en six leçons le développement social et politique de la Prusse depuis la fin du moyen âge). — *Alex. Kornilov*. Modern Russian history (mauvaise traduction d'un excellent livre). — *L. D. Hazen*. The french revolution and Napoleon (bon résumé). — *E. S. Roscoe*. Lord Stowell; his life and the development of english prize law (bon). — *E. A. Pratt*. The rise of rail-power in war and conquest, 1833-1914 (bon). — *H. Spender*. General Botha; the career and the man (bon, surtout en ce qui regarde l'action de Botha comme président du Conseil au Transvaal). — *Dominian*. The frontiers of language and nationality in Europe (bon). — *Rolla M. Tryon*.

Household manufacture in the United States, 1640-1860 (beaucoup de faits bien distribués; mais l'auteur, bon historien, n'est pas assez économiste). — *Louise Ph. Kellogg*. Early narratives of the Northwest, 1634-1699 (très intéressant). — *Fr. H. Severance*. The old frontier of France : the Niagara region and adjacent lakes under French control (deux forts volumes de grande valeur). — *W. E. Dunn*. Spanish and French rivalry in the Gulf region of the United States, 1678-1702; the beginnings of Texas and Pensacola (très intéressant). — *Jos. S. Davis*. Essays in earlier history of american corporations (bon). — *A. B. Hulbert*. The records of the original proceedings of the Ohio Company (important recueil de documents). — *Edw. Channing*. A history of the United States. IV : 1783-1815 (remarquable; mais l'auteur ne considère guère que l'histoire politique). — *J. Bigelow*. Breaches of anglo-american treaties; a study in history and diplomacy (réplique érudite et bien informée à certains articles de la presse anglaise qui avaient accusé les Américains de mauvaise foi dans l'interprétation et l'exécution des traités). — *A. Craig*. The former Philippine through foreign eyes (collection de huit descriptions plus ou moins étendues des Philippines et de leurs habitants). — *H. S. Priestley*. José de Gálvez, visitor-general of New Spain, 1765-1771 (beaucoup de recherches; livre agréable et intéressant). — *W. H. Kœbel*. British exploits in South America (compilation qui s'adresse au grand public et qui n'est pas exempte d'erreurs). — *Alf. Coester*. The literary history of Spanish America (remarquable).

32. — **The Nation**. 1917, 28 juin. — Henry Lucy. Un homme d'état à la retraite (portrait de Lord Lansdowne, qui se retire de la vie active après une carrière des plus honorables). = C.-rendus : *Louis A. Coolidge*. Ulysses S. Grant (bonne biographie, qui renseigne plus encore sur le citoyen et le politicien que sur le général). — *Louise Phelps Kellogg*. Early narratives of the Northwest, 1634-1699 (excellent recueil; ce volume termine une série de récits originaux sur l'histoire primitive de l'Amérique, qui rendra les plus grands services). = 5 juillet. Les périls du Kaiser; autrefois et aujourd'hui (ce sont le péril slave et le péril américain; mais le Kaiser, qui les dénonçait volontiers au nom de la civilisation et de l'idéalisme, les a vus fondre sur lui avec une force inattendue, sous la poussée de deux démocraties coalisées contre l'autocratie militaire). — Les Polonais d'Autriche (il n'y a plus de place dans la future Pologne pour l'influence des Hohenzollern, quel que soit le rôle des Habsbourg dans cette Pologne). — *A. J. Barnow*. Les visées allemandes sur la Belgique (analyse les idées d'un certain Karl Buchheim sur le sort futur de la Belgique : il ne faut pas que l'Allemagne l'annexe; il lui suffirait d'en faire un simple protectorat impérial). = 12 juillet. La question des représailles (les Allemands considèrent que les raids d'avions et de zeppelins sur l'Angleterre se justifient par des raisons militaires : ils obligent les Anglais à immobiliser dans leur île des appareils qui autrement agiraient sur le front

anglais en France. Pourquoi n'en ferait-on pas de même et pour la même raison contre l'Allemagne?). — La Chine républicaine. — La Douma russe (son œuvre a été capitale dans la Révolution russe; c'est de son sein qu'est sorti le gouvernement provisoire, première forme du nouveau régime). = C.-rendus : *S. S. Mac Clure.* Obstacles to peace (excellent exposé des origines du conflit et des raisons pour lesquelles l'histoire devra noter d'infamie les empires centraux). — *C. Brunsdon Fletcher.* The New Pacific British policy and German aims (livre mal fait et superficiel, mais qui touche à des questions très graves pour la politique américaine). = 19 juillet. Les universités françaises et nos étudiants. — *Th. Stanton.* Le roman d'une bibliothèque française (il s'agit d'une collection de livres anglais provenant de George Ripley, qui fit pendant cinquante-cinq ans la critique littéraire à la *Tribune* de New-York; ces livres sont aujourd'hui à la bibliothèque municipale d'Agen, cf. *supra*, p. 194). = 26 juillet. *Arthur C. Mace* et *Hubert E. Wenlock.* The tomb of Senebetisi at Lisht (très bon exposé des fouilles opérées dans la tombe d'une femme de haut rang qui vivait au temps de la XXe dynastie). = 2 août. *W. J. Clennell.* The historical development of religion in China (bon). = 9 août. La banqueroute morale de l'Allemagne. — *J. B. Tyrrell.* David Thompson's Narrative of his explorations in Western America, 1784-1812 (bonne édition d'un texte fort instructif). — *Edward T. Newell.* The dated Alexander coinage of Sidon and Ake (bonne monographie). = 16 août. Richard D. Skinner. Vues sur l'ancien régime prussien (comment s'est développé l'état prussien depuis Frédéric II). = Sir *Edward Maunde Thompson.* Shakespeare handwriting (étudiant le ms. Harl. 7368, qui est en grande partie l'œuvre du comédien et traducteur Anthony Munday, l'éminent paléographe distingue trois feuillets parmi ceux qui sont écrits d'une autre main et qui concernent la grande scène de l'insurrection dans le drame de Sir Thomas More; il estime et il s'efforce de prouver que ces trois feuillets sont de la propre main de Shakespeare; il arrive à ce résultat en comparant l'écriture du ms. Harleien avec les quatorze mots des six signatures que l'on connaît du grand dramaturge. Mais est-on d'accord sur le point de savoir si ces six signatures sont authentiques et identiques?). = 23 août. *Alice Cholmondeley.* Christine (recueil de lettres écrites par une jeune Anglaise à sa mère, en 1914, avant la guerre; cette jeune fille était allée en Allemagne pour étudier le violon; là elle se fiança avec un jeune officier prussien; mais à la veille de la déclaration de guerre elle dut s'enfuir. Elle mourut peu de temps après à l'hôpital, des suites d'un rhume pris pendant le voyage. Si ces lettres sont authentiques, elles constituent un des témoignages les plus significatifs sur la mentalité allemande, surtout dans la classe moyenne, qu'elles nous montrent, même avant l'attentat de Serajevo, animée par l'ardeur la plus guerrière). = 30 août. Sir *Frederick Smith.* The destruction of merchant ships under international law (remarquable).

— *A. Cary Coolidge*. Origins of the Triple Alliance (très bon résumé). = 6 septembre. *A. Gleason*. Inside the British Isles (l'auteur expose la révolution qui se produit actuellement en Angleterre, en ce qui concerne le travail, les femmes, l'Irlande et les études sociales. Plus de généralités que de faits). = 13 septembre. W. MACDONALD. La presse et la censure en Angleterre et en France. — Frederic the Great. The memoirs of his reader, Henri de Catt, 1758-1760, translated by *F. S. Flint*. = 20 septembre. Un témoignage allemand sur les atrocités allemandes (analyse un livre où H. Stürmer, ancien officier de l'armée allemande, réformé à la suite de blessures graves et envoyé en Turquie comme correspondant de la *Kölnische Zeitung*, raconte les atrocités commises par les Turcs et par les Allemands, notamment contre les Arméniens. Les lettres envoyées au journal de Cologne par ce correspondant ont été supprimées par la censure et l'auteur renvoyé au front; il réussit à s'échapper en Suisse où il a écrit son livre. Il vient d'en paraître une traduction française chez Payot, sous le titre : « Deux ans de guerre à Constantinople » ; cf. *supra*, p. 340). = *Cl. G. Mutzenberg*. Kentucky's famous feuds and tragedies (beaucoup de faits recueillis avec peu de critique et présentés d'une manière fatigante). — *Henry F. Osborn*. Men of the old stone age; their environment, life and art (remarquable). = 27 septembre. Le traitement des prisonniers de guerre en Allemagne (d'après les livres de *Desson*, « En otage en Allemagne », *Nobbs*, « On the right of the British line », et *Hennebois*, « Dans les mains des Allemands »). = Jul. MORITZEN. Hjalmar Branting, l'homme du jour en Scandinavie. — W. MACDONALD. Le puissant effort de l'Angleterre. = 4 octobre. *J. W. Headlam*. The German chancellor and the outbreak of war (reprend point par point l'histoire des origines de la guerre depuis le 29 juillet et discute la thèse mise en circulation par Bethmann-Hollweg, qui rejette toute la responsabilité de la déclaration de guerre sur la Russie et la mobilisation russe. Il conclut que l'Allemagne est directement responsable, que la mobilisation russe n'a été qu'une cause indirecte et secondaire, puisque l'Allemagne ne voulait rien entendre, mais prétendait imposer de force sa décision à l'Europe). = 11 octobre. *W. E. Walling* et *H. W. Laidler*. State socialism. Pro and Con (important). — Siméon STRUNSKY. Le pessimisme russe en action. = 18 octobre. Irving BABBITT. L'Inde interprétée à l'usage des Occidentaux (résume la vie, la doctrine de Bouddha et l'œuvre du bouddhisme, d'après un livre remarquable du Dr *Ananda Coomaraswamy*, intitulé : « Buddha and the Gospel of Buddhism », 1917). — *Fred K. Fleagle*. Social problems in Porto Rico (excellente étude sur la situation présente de cette île, très peuplée, mais pauvre, et qui a grand besoin de l'aide américaine). — *Henrietta C. Bartlett* et *Alfred W. Pollard*. A census of Shakespeare's plays in quarto, 1594-1709 (histoire et recensement des brochures in-4°, format dans lequel ont paru les premières éditions des drames de Shakespeare. Les exemplaires qu'on en connaît se

trouvent aujourd'hui en nombre à peu près égal en Angleterre et aux États-Unis, ce qui explique l'association de deux érudits, l'un américain, l'autre anglais, collaborant pour produire ce beau volume). = 25 octobre. La menace de la Mittel-Europa (elle n'est peut-être pas, au fond, aussi redoutable que le proclament certains alarmistes; Friedrich Naumann lui-même doute que le groupe d'états alliés qui constituerait la Mittel-Europa fût en état de se suffire à lui-même au point de vue économique). — *Fr. L. Humphreys.* Life and times of David Humphreys, soldier, statesman, poet (biographie d'un bon serviteur de Washington et qui fut aussi un diplomate de valeur; l'auteur a utilisé la correspondance de Humphreys, conservée aux Archives de l'État; mais son ouvrage est prolixe et emphatique à l'excès). = 1er novembre. *James W. Gerard.* My four years in Germany (lorsque l'ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin commença de raconter ses souvenirs sur le pays qu'il venait à peine de quitter, on put se demander si cette indiscrétion, non moins empressée que tapageuse, était de bon goût; le livre est néanmoins utile et instructif. Il nous apprend que la haine des Allemands pour l'Angleterre s'est maintenant transportée sur les Américains et en particulier sur les Germano-Américains qui n'ont rien fait d'efficace pour empêcher les États-Unis de se joindre aux ennemis de l'Allemagne). — *J. O. P. Bland.* Li Hung Chang (intéressant portrait d'un type remarquable de vice-roi oriental; mais l'auteur l'étudie et le juge au point de vue exclusivement anglais et il y aurait eu certainement beaucoup plus à en dire). = 8 novembre. L'anniversaire de Luther. — La situation en Arabie. = *J. Stancliffe Davys.* Essays in the earlier history of american corporations (bonne étude sur le développement des corporations aux États-Unis, de 1783 à 1800; leurs objets principaux étaient la banque, la navigation fluviale, les ponts à péages, les assurances, les travaux hydrauliques et les manufactures). — *D. Paton.* Early egyptian records of travel. II. Some texts of the XVIIIth dynasty, exclusive of the annals of Thutmosis III (important). = 15 novembre. Siméon STRUNSKY. Ce que les bolcheviks demandent réellement (ils veulent avoir la terre, les manufactures, le gouvernement; une paix même démocratique ne vient pour eux qu'au second plan). — Stuart P. SHERMAN. Pourquoi M. Roosevelt et nous tous sommes en guerre (longue analyse d'un nouveau livre de l'ancien président : « The foes of our own household », qui est une censure impitoyable du gouvernement du président actuel. Ce qu'il faut, ce n'est pas le triomphe de la démocratie, c'est l'établissement d'un gouvernement fort, actif, ayant de l'initiative, appuyé sur le service militaire permanent et la farouche détermination de préparer la nation « pour la prochaine guerre », afin qu'alors la parole de l'oncle Sam soit entendue et obéie). = *H. M. Stephens* et *H. E. Bolton.* The Pacific Ocean in history (recueil de mémoires présentés au Congrès d'histoire qui s'est tenu en juillet 1915 à San Francisco, Berkeley et Palo-Alto). = 22 novembre. O. G. VILLARD. Laurier et Bor-

den (montre les raisons de la campagne menée par Sir Wilfrid Laurier contre le premier ministre Borden. Les prochaines élections se feront sur la question du service militaire obligatoire dont Sir Wilfrid est l'adversaire). — F. W. WILLIAMS. La Chine et la future paix (à propos des récents accords passés entre les États-Unis et le Japon). — H. M. VINACKE. Du sens exact de l'accord entre les États-Unis et le Japon (et des « intérêts spéciaux » que le Japon s'est fait reconnaître. L'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine sont expressément déclarées; mais la reconnaissance de ces « intérêts spéciaux » n'en constitue pas moins une limite à la souveraineté du gouvernement chinois). = *John, viscount Morley*. Recollections (remarquable de charme et de sérénité). — *Gilbert A. Tracy*. Uncollected letters of Abraham Lincoln (beaucoup de documents inédits; peu sont de réelle importance). = 29 novembre. H. M. KALLEN. Les conséquences de la guerre et la question juive. = The new era in Canada; essays dealing with the upbuilding of the Canadian commonwealth (très intéressant recueil). = 6 décembre. A. J. BARNOW. Deux conceptions de la guerre sainte (la première est celle de feu le baron de Bissing, gouverneur de la Belgique, qui, pour assurer l'annexion de la Belgique à l'Allemagne, prétendait ménager le clergé catholique en Belgique, avec l'aide de certains activistes flamands qui, de leur côté, ont repris, pour frayer les voies à l'Allemagne, une campagne pour le déplacement du cardinal Mercier. La seconde guerre sainte est celle que les Jeunes-Turcs ont déclarée dans un manifeste lancé en décembre 1914 en vue de détruire tous les sujets de l'Empire ottoman qui ne professent pas la foi musulmane). = *E. P. Oberholtzer*. A history of the United States since the civil war; t. I (très bon début d'une grande histoire qui aura cinq volumes). — *L. Dominian*. The frontiers of language and nationality in Europe (bon). = 13 décembre. Vicomte BRYCE. La doctrine de Monroe et une Ligue des nations (pour faire opposition aux États qui avaient formé la Sainte-Alliance contre la France et l'esprit révolutionnaire et qui se proposaient d'intervenir dans l'Amérique du Sud pour y rétablir le gouvernement espagnol, le président Monroe déclara que les États-Unis, renonçant à toute immixtion dans les affaires européennes, interviendraient par les armes si l'une quelconque des puissances européennes prétendait s'immiscer dans les affaires sud-américaines. L'esprit qui a dicté cette déclaration s'imposera de même à la Ligue des nations formée pour barrer la route à l'ambition d'une Allemagne impérialiste et belliqueuse. Dans les deux cas, les États-Unis restent fidèles à leurs principes). = Charles H. JUDD. L'éducation et l'esprit national (efforts tentés par les grandes nations en Europe et aux États-Unis pour fortifier l'esprit national en élevant le niveau intellectuel de la nation). — *H. Gibson*. A journal from our legation in Belgium (journal tenu au jour le jour par le premier secrétaire de la légation des États-Unis à Bruxelles depuis le début de la guerre Témoin direct, fort bien informé, sans littérature,

mais extrêmement intéressant et instructif). — *W. R. Riddell.* The constitution of Canada (l'auteur, qui est un juge distingué, membre de la Cour suprême d'Ontario, n'a pas exposé le jeu actuel de la constitution du Canada; il en a retracé l'histoire et analysé l'Acte qui a organisé la grande colonie britannique dans l'Amérique septentrionale; il se préoccupe surtout de montrer les rapports entre la constitution du Canada et celle des États-Unis; mais, en ce qui concerne ce dernier pays, ses notions sont parfois vagues ou inexactes). = 20 décembre. H. G. LEACH. La situation scandinave. = *Edw. Channing.* A history of the United States. Vol. IV. Federalists and Republicans, 1789-1815 (admirable collection de faits bien observés; l'auteur s'intéresse d'ailleurs beaucoup plus aux individus qu'aux idées, aux institutions, aux forces sociales. Indispensable à toute personne qui veut étudier l'histoire des États-Unis). — Admiral *Charles E. Clark.* My fifty years in the Navy (beaucoup de récits joliment contés). = 27 décembre. *Louis Renault.* First violations of international law by Germany : Luxembourg and Belgium (très clair et convaincant exposé de la question. Rien de très nouveau, mais il est des vérités qu'on ne saurait trop souvent répéter et il faut répéter que l'invasion du Luxembourg par les Allemands en 1914, puis de la Belgique sont des violations du droit international). = 1918, 3 janvier. O. G. VILLARD. Quelques idées pour la reconstitution du monde après la guerre (il faut : un désarmement général, la liberté du commerce et l'abolition de tous les tarifs prohibitifs, le referendum pour procéder au rétablissement des relations nationales, internationales et sociales, l'établissement d'un Parlement international et d'un Tribunal suprême devant lequel seraient portées les causes engageant uniquement l'honneur des nations particulières). = Sir *Charles P. Lucas.* The beginning of english overseas enterprise (très bon résumé de l'histoire des « Merchant adventurers » et de leurs rapports avec les marchands de l'Étaple et de la Ligue hanséatique). — *Lady Newton.* The House of Lyme from its foundation to the end of the XVIIIth cent. (bonne monographie de la famille Legh ou Leigh, fondée dans les premières années du XVIIe siècle et qui peut être considérée comme type de cette petite noblesse rurale qui n'a pas d'histoire, mais qui a tant contribué à former le caractère du peuple anglais). = 10 janvier. F. BALDENSPERGER. La science française (cette science peut soutenir la comparaison avec la science allemande en ce qui concerne l'originalité de la pensée; elle est moins bien organisée et, surtout, elle n'est pas aussi experte dans l'art de se faire valoir aux yeux de l'étranger). — The world peril. America's interest in the war (recueil d'articles par des membres de l'Université de Princeton; ils se sont proposé d'exposer les raisons qui justifient l'entrée des États-Unis dans la guerre actuelle; mais la façon dont ils présentent les faits, par exemple quand l'Angleterre est en cause, est si maladroite qu'elle pourrait fournir aux germanophiles tout un arsenal d'arguments).

GRANDE-BRETAGNE.

33. — The English historical Review. 1917, janvier. — Ch. H. FIRTH. L'histoire moderne à Oxford de 1724 à 1841 (en 1724, le roi Georges Ier, « afin d'augmenter le nombre d'hommes instruits capables de servir le public dans l'Église et dans l'État », décida de créer dans chacune des deux Universités un enseignement de langues et d'histoire modernes. Des professeurs à cet effet furent nommés, mais pendant longtemps leurs fonctions furent des sinécures. Nares, à qui l'on reprochait en 1817 de ne pas observer le sévère règlement de 1814, répondait que les jeunes gens « avaient mieux à faire que d'assister à vingt leçons sur un sujet relativement aussi facile et aussi peu académique que l'histoire moderne ». Cette excuse parut suffisante et Nares avait cessé son cours depuis plusieurs années quand il mourut en 1841. D'ailleurs le gouvernement, quand il n'eut plus à redouter l'opposition des universités, se désintéressa d'elles. C'est la fondation de l'École de droit et d'histoire moderne en 1850 qui fit enfin à l'histoire d'Angleterre et d'Europe une place dans les études universitaires). — Malcolm LETTS. Johannes Butzbach, un étudiant nomade du XVe siècle (Butzbach naquit en 1478 à Miltenberg; ses voyages en Allemagne et en Bohême étaient déjà terminés en 1500 et il s'enferma pour la fin de sa vie dans l'abbaye de Laach; il y mourut en 1526. C'est là qu'il rédigea son journal en latin. Une traduction allemande en a été publiée en 1869. Intéressants extraits, en particulier sur Deventer; il y fréquenta l'école où Érasme avait étudié trente ans auparavant). — E. R. ADAIR. Le statut sur les proclamations (est-il exact que, en vertu de ce statut, toute proclamation faite par le roi et son Conseil eût autant de force légale qu'un acte passé en Parlement? Non; en faisant voter ce statut en 1539, Henri VIII voulait simplement essayer de remédier à l'encombrement des affaires dans le Conseil privé. D'ailleurs il dura peu de temps et n'a pas eu de sérieuse importance). — F. M. STENTON. Une enquête relative à l'église Saint-Pierre à Derby (elle peut être datée de 1156 à 1159, et est antérieure à l'établissement des assises possessoires. Texte d'après une transcription du XIIIe siècle dans le cartulaire de l'abbaye de Darby). — A. G. LITTLE. L'auteur de la chronique de Lanercost (des renseignements nouveaux viennent corroborer l'hypothèse d'après laquelle cet auteur serait frère Richard de Durham). — W. E. LUNT. Une dîme pontificale levée dans les Iles Britanniques de 1274 à 1280 (publie trente-trois documents d'après le tome CCXIII des « Collectoriae »). — K. M. ELIOT. Les premiers voyages de Martin Frobisher (1554-1562). — Inna LUBIMENKO. Lettres concernant les rapports de l'Angleterre et de la Russie au XVIIe siècle (une lettre de Jacques Ier en 1616, trois de Charles Ier, 1627-1636, et une de Charles II, 1655). — C. E. FRYER. Le veto royal sous Charles II (signale deux curieux incidents de procédure parlementaire). = C.-rendus : *G. W. Botsford* et

E. G. Sihler. Hellenic Civilization (recueil d'extraits tirés des sources de l'histoire grecque et traduits en anglais, avec des notes. Utile). — *W. M. Lindsay*. Early irish minuscule script. Early welsh script. Notae latinae, 700-850 (trois excellentes études de paléographie scientifique). — *H. B. van Hoesen*. Roman cursive writing (excellent). — *H. J. Lawlor*. The cathach of St. Columba (manuscrit contenant la version latine des psaumes par saint Jérôme; il passe pour avoir été écrit par la main même de saint Colomba, la veille de la bataille de Culdremhne, 561; mais on a élevé la même prétention pour un autre manuscrit, le « livre de Durrow ». Les preuves de l'attribution sont faibles et le manuscrit pourrait bien être plus récent de deux ou trois siècles). — *I. Giorgi* et *Ugo Balzani*. Il regesto di Farfa di Gregorio di Catino; t. I (la fin du t. I, qui termine cette importante publication, a paru en 1914). — *H. Ad. Gibbons*. The foundation of the Ottoman empire, 1300-1403 (c'est de beaucoup le meilleur ouvrage sur le sujet). — *A. B. W. Chapman*. The Black book of Southampton (texte et traduction du cartulaire municipal de Southampton, 1388-1620). — *W. Farrer*. Court rolls of the honour of Clitheroe; vol. II-III (texte et traduction de rôles datant de 1425 à 1567). — *Albert Peel*. The seconde parte of a Register (important recueil de documents relatifs aux Puritains anglais en 1592 et 1593). — *H. W. Saunders*. The official papers of Sir Nathaniel Bacon of Stiffkey, Norfolk (important). — The identification of the writer of the anonymous letter to Lord Monteagle in 1605 (cette fameuse lettre, qui dénonça le complot des Poudres, paraît avoir été écrite par William Vavasour, serviteur de Francis Tresham, mais d'une écriture déguisée). — *W. A. Shaw*. Calendar of Treasury books, 1681-1685. — *Cecil Headlam*. Calendar of state papers, America and West Indies, 1706-1708. = Avril. Voir *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 199. = Juillet. Cuthbert LATTEY. S. J. Les diadoques et les débuts du culte divin des rois (c'est Alexandre le Grand qui le premier en Grèce prétendit se faire honorer comme un dieu; son corps, ayant été rapporté et enseveli à Alexandrie, fut en effet l'objet d'un culte divin; puis on adora sa présence spirituelle. Ce culte s'étendit par la suite à ses successeurs qui, en 306-305 av. J.-C., se déclarèrent rois de droit divin. Ainsi les esprits furent amenés à confondre l'idée du chef d'empire avec celle de la divinité. Née en Égypte, cette croyance se répandit dans le monde hellénique et de là parvint à Rome). — C. W. PREVITÉ ORTON. L'Italie et la Provence, de 900 à 950 (rassemble les témoignages que l'on possède sur l'impératrice Anne, seconde femme de Bérenger II; sur Gui, Lambert et Ermengarde de Toscane; sur la première invasion de Hugues de Provence en Italie en 923-924; sur la succession de la Provence, disputée entre les descendants de l'empereur Louis II et de Lothaire II). — A. P. NEWTON. La Chambre du roi sous les premiers Tudor (importance de ce service comme département financier. Comment était tenus et vérifiés les comptes du trésorier de la Chambre). — Saint-John D. SEYMOUR. La prise du château de Cashel par Lord Inchi-

quin en 1647 (essaie de démêler la vérité, embrouillée dans les récits des catholiques et des protestants). — C. W. David. Un traité attribué à Siméon de Durham (parmi les œuvres attribuées à Siméon de Durham on a publié un pamphlet intitulé : *De injusta vexatione Willelmi episcopi primi*, qui est une source capitale pour l'histoire des persécutions dirigées par le roi Guillaume II le Roux contre Guillaume de Saint-Calais, premier évêque de Durham ; mais seules l'introduction et la conclusion de ce pamphlet ont été empruntées à l'*Historia Dunelmensis ecclesiae* de Siméon. L'*Historia regum* attribuée aussi à Siméon ne saurait être son œuvre). — H. M. Bannister. L'évêque de Worcester Roger et l'église de Keynsham (avec une liste des vêtements et des livres ayant appartenu à cet évêque, troisième quart du XIIe siècle). — Henry Bradley. Notes sur le *De nugis Curialium* de Gautier Map (corrections et additions aux notes de l'édition James. Estime que le *De nugis* se compose de fragments réellement écrits par Map, mais réunis et arrangés seulement après sa mort). — M. Esposito. Un poème latin rimé (*De humana miseria*, composé sans doute au temps de Henri III, à l'imitation de l'*Apocalypsis Goliae*). — G. Davies. La date du premier mariage de Clarendon (fin 1631). — C. H. Firth. L'Angleterre et l'Autriche en 1657 (publie un mémoire écrit pendant l'interrègne de quinze mois qui s'étendit entre la mort de l'empereur Ferdinand III, le 2 avril 1657, et l'élection de son second fils Léopold ; il a pour objet d'amener le gouvernement anglais à s'opposer à l'élection de ce prince. C'est ce que Mazarin eût souhaité, peut-être aussi Cromwell). — R. Laache. Une lettre de Holberg concernant Cromwell (traduit du norvégien une lettre écrite par Holberg en 1749). — E. W. Watson. Un manoir divisé en quatre champs (répartition tout à fait rare; ce manoir se trouvait dans la paroisse de Sutton, comté de Bedford). = C.-rendus : *Sir Ernest Satow*. A guide to diplomatic practice (livre très intéressant et opportun). — *O. R. Vassall-Phillips*. The work of St. Optatus, bishop of Milevis, against the Donatists (très bonne traduction du traité en sept livres d'Optat contre les Donatistes; mais le traducteur ne connaît pas à fond la littérature patristique). — *R. H. Charles*. Chronicle of John, bishop of Nikiu (cette traduction anglaise de la Chronique de Jean de Nikiou améliore en beaucoup de points celle qu'en avait donnée Zotenberg, mais ne dispense pas de recourir à l'édition et aux notes de ce dernier dans le *Journal asiatique*). — *G. C. Brooke*. A catalogue of english coins in the British Museum : The norman kings (important; plusieurs corrections proposées par J. H. Round, surtout en ce qui concerne les monnaies d'Étienne et de Mathilde). — *R. G. Marsden*. The law and custow of the sea. I : 1205-1648 ; II : 1649-1767 (important). — *Ch. Welch*. History of the cutlers' company of London and of the minor cutlery crafts, with biographical notice of early London cutlers ; I (intéressant ; contient des comptes de la Compagnie des couteliers pour le XVe siècle. Ouvrage abondamment illustré). — *J. A. R. Marriott*. The eastern

question; an historical study in european diplomacy (excellent). — *Fr. Pierrepont Barnard.* The casting-counter and the counting-board (très bonne étude sur la manière de compter à l'aide de jetons et de tables à calculer; trente-huit planches où sont reproduits 700 jetons provenant de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Angleterre, d'Italie et d'Espagne. La manière de compter avec les jetons est exposée par dix auteurs différents du XVIe siècle). — *S. Cr. Lomas.* Calendar of State papers, Foreign series. Elizabeth. Vol. XIX : 1584-1585. — *E. C. Godée Molsbergen.* Reizen in Zuid Afrika in de Hollandse tijd (important). — *J. Bigelow.* Breaches of anglo-american treaties (beaucoup d'utiles remarques, présentées d'ailleurs avec une âpreté de ton fort désobligeante pour l'Angleterre). — Calendar of the Patent rolls, 1494-1509. — *E. Prestage.* La embaixada de João Gomez da Silva ao rei Carlos IX da França e a matança de S. Bartholomeu (intéressant recueil de documents; mais rien de neuf concernant la Saint-Barthélemy). — Miss *G. E. Hadow.* Sir Walter Raleigh; selections from his Historie of the world, his letters, etc. (bon). — *H. J. Priestley.* José de Galvez, visitor-general of New-Spain (bonne étude sur un des meilleurs ministres espagnols dans les Indes occidentales, 1765-1771. Très bon tableau du système colonial sous Charles III). = Octobre. R. L. POOLE. Les noms et les numéros des papes du moyen âge (étude critique sur la liste des papes du IXe et du Xe siècle qui fut dressée en 1913 par la Commission romaine de critique historique; celle-ci décida de rayer quatre noms de la liste : Boniface VI et VII, Jean XVI et Benoît X. Le premier pape, connu avec certitude, qui ait changé de nom à son avènement, est non pas Serge II, élu en 844, mais Jean XIV, l'archi-chancelier d'Otton II, autrement dit Pierre, évêque de Pavie, élu en 983; sans doute n'a-t-il pas voulu, par révérence envers le prince des apôtres, se faire appeler Pierre II. Après lui, Serge IV, élu en 1009, changea aussi de nom pour faire oublier qu'il s'appelait *Os Porci* ou *Boccaporci.* Cet usage se généralisa pendant le XIe siècle, en particulier depuis Benoît IX. Il est faux d'ailleurs, ainsi que l'a soutenu W. Martens, de dire qu'entre 1046 et 1100 ces noms furent imposés aux papes par l'assemblée qui les avait élus. Quant à la numérotation des papes, elle est assez incertaine, à cause de la question des antipapes et aussi à cause des homonymes. Le travail de la Commission romaine devrait être repris en entier). — Miss R. R. REID. L'office de « Gardien des Marches »; son origine et ses commencements (cet office commença de fonctionner en 1296, avec le début des guerres d'Écosse; le gardien était un grand seigneur chargé des affaires militaires dont les shériffs avaient été déchargés. Son autorité s'étendait sur les trois comtés du Northumberland, Westmoreland et Cumberland. Des statuts qui définirent ses pouvoirs au XIVe et au XVe siècle). — D. A. CHART. Les levées irlandaises pendant la grande guerre contre la France (de 1793 à 1815 environ 150,000 Irlandais furent enrôlés, et ils se battirent très bien). — Mur-

ray L. R. Beaven. Les années de règne des rois Alfred, Édouard le Vieux et Athelstan (résultat de cette étude : Alfred mourut le 26 octobre 899; son successeur, Édouard Ier, le 17 juillet 925 : Athelstan, qui lui succéda, le 27 octobre 939. Vient enfin Edmond Ier mort le 26 mai 946). — M. R. James. Magister Gregorius, De mirabilibus urbis Romae (publie pour la première fois ce traité, d'après un manuscrit de Cambridge qui paraît être unique; on n'en connaissait encore que des extraits passés dans le *Polychronicon* de Ranulf de Higden. Quant à l'auteur, il est possible qu'il soit Anglais et qu'il ait vécu au XIIe siècle). — Albert B. White. Du nom « Magna Carta » (publie deux lettres closes de 1218, d'où il ressort que ce nom fut employé pour distinguer la grande charte des libertés de sa parente, la charte de la forêt). — Miss Isobel D. Thornley. Trahison par paroles au XVe siècle (publie plusieurs documents prouvant que ce crime n'est pas une invention de Henri VIII, mais qu'il avait déjà été puni sous Henri IV; ainsi furent poursuivis comme traitres des gens qui avaient affirmé que le roi précédent « fuist en plein vie »). — James Tait. La déclaration des sports pour le comté de Lancastre, 1617 (une déclaration sur les jeux autorisés le dimanche fut promulguée le 24 mai 1618; elle fut précédée d'un document de même nature, mais pour le seul comté de Lancastre un an auparavant. Les deux textes présentent d'intéressantes différences. On a reproché à Gardiner d'avoir mal interprété la décision prise par Jacques Ier; mais l'on a fort exagéré les inexactitudes de cet historien). — Ch. H. Firth. Sir Hugh Cholmley et son récit du siège de Scarborough en 1645 (publie ce récit, rédigé à la demande de Clarendon, par Cholmley, en 1647 ou 1648). = C.-rendus : *H. W. Temperley*. History of Serbia (excellente exquisse). — *Prentout*. Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin (excellent). — *L. Delisle* et *Élie Berger*. Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie; t. I (article à noter de Ch. H. Haskins). — *H. Le Strange*. Le Strange records (très bonne étude sur l'histoire d'une famille, normande d'origine, qui fut établie sur les confins du pays de Galles et qui joua un rôle appréciable au XIIe et au XIVe siècle). — *E. H. Pearce*. The monks of Westminster (beaucoup d'intéressants détails). — *E. Levett*. The Black death (étude critique qui apporte des résultats nouveaux, non pas toujours convaincants). — *W. P. M. Kennedy*. Studies in Tudor history (recueil de dix articles fort estimables; mais ils ajoutent peu à ce qu'avait déjà écrit Nicholas Pocock). — *J. M. Rigg*. Calendar of State papers relating to english affairs preserved in the Vatican archives. T. I : 1558-1571 (important; mais on ne pouvait s'attendre à trouver autant de renseignements intéressants dans les documents romains que dans ceux d'Espagne ou de Venise). — *W. T. Jackman*. The development of transportation in modern England (bonne étude sur les routes, les canaux, l'industrie des transports). — *A. S. Cook*. The last months of Chaucer's earliest patron (beaucoup de recherches sur les derniers temps de la vie de Lionel, duc de Clarence). — *Z. W.*

Sneller. Walcheren in de vijftiende eeuw (bonne étude sur les voies de commerce dans la mer du Nord et la Baltique). — *K. A. Kuznetsov*. Angliskaia palata obshchin pri Tiudorakh i Stiuartackh (solide étude sur la Chambre des Communes au temps des Tudors et des Stuarts). — *J. E. Elias*. Schetzen uit de geschiedenis van ons zeewezen. T. I; 1568-1652 (très bon livre sur la marine hollandaise et son organisation administrative).

34. — Edinburgh Review. Vol. 226. 1917, juillet-septembre. — Alison PHILLIPS. Fédérations nationales et fédération mondiale (continue de critiquer nettement les idées du président Wilson sur la Société des nations. L'auteur montre, cette fois, combien insuffisantes ont été toutes les garanties d'alliances ou de ligues fédérales en vue de la paix. Le Saint-Empire germanique, par exemple, a toujours été impuissant : la Confédération germanique, réorganisée en 1815, s'est inféodée à la Prusse; les États-Unis eux-mêmes sont devenus un gouvernement stable et ferme, mais aux dépens des États de l'Union. L'Empire britannique, groupe de dominions indépendants, serait le seul peut-être à citer ici; mais l'auteur ne se demande pas ce qu'il deviendrait en cas de troubles). — David HANNAY. La rétribution des colonies (malgré les actes restrictifs sur la navigation et les préjugés hostiles, l'esprit de liberté complète s'est développé chez les colonies anglaises qui ont accouru pour défendre la métropole. On voit aujourd'hui se réaliser l'hypothèse, qui semblait absurde au pamphlétaire William Knox, inspiré par Grenville : la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-Écosse et Québec se laissant réquisitionner leurs produits pour le service d'une guerre en Allemagne). — Edmund GOSSE. La valeur française (lettres et livres de jeunes officiers ou soldats tués au front pendant les premiers mois de la guerre. Différence d'esprit avec les ouvrages similaires des jeunes Anglais. Il se peut que le caractère français change à mesure que se prolonge la guerre sauvage; mais c'est une raison de plus pour arracher à l'oubli ces trésors de beauté morale). — Miss PETRE. Machiavel et le machiavélisme (les principes du machiavélisme : dédain absolu de l'humanité, mépris total des scrupules, croyance au fatalisme, se retrouvent en bien des régimes politiques, princiers ou populaires. Machiavel avait au moins pour idéal une république autonome, pauvre et austère, où le service militaire obligatoire des citoyens ne servirait qu'à défendre leurs droits). — Angelo RAPPOPORT. Les origines philosophiques de la Révolution russe (la franc-maçonnerie du XVIIIe siècle, les Décabristes, Herzen, Tchernichevski, Pierre Lavroff, Bakounine. Différences de caractères et de doctrines entre Bakounine, Slave, anarchiste, sensible, fraternel, humanitaire, et Karl Marx, Teuton, hiérarchiste, intellectuel, dominateur, nationaliste. Ces courants et contre-courants expliquent beaucoup des difficultés de la crise présente). — Luis BOLIN. L'Espagne et la guerre (on peut affirmer que tous les premiers ministres ou les simples chefs de partis espagnols sont favorables à l'Entente, sauf

M. Vasquez de Mella chez les Carlistes — qui, d'ailleurs, ne représente plus les opinions du prince don Jaime, interné pour ainsi dire par les Autrichiens — et M. Maura qui vacille dans ses discours afin de ne pas rompre avec une fraction de ses partisans. Mais tous s'accordent à réclamer Tanger et Gibraltar, quoique ce dernier poste ne préoccupât plus guère les Espagnols avant que la propagande germanique l'eût remis au premier plan. L'Allemagne, en effet, prépare sa prochaine guerre et serait heureuse de fermer le détroit par le moyen de l'Espagne, dont elle escompte l'appui en Occident, comme elle compte sur la Turquie en Orient). — « MALLAM ». L'Allemagne et l'Afrique (l'Allemagne se flatte encore d'obtenir, par la présente guerre, un vaste empire au centre de l'Afrique et de réaliser à rebours le rêve de Cecil Rhodes en créant le chemin de fer du Caire au Cap. Mais, partout où elle a passé, la population indigène a diminué de moitié sous son gouvernement brutal. Lui rendre ses colonies serait donc sacrifier les malheureux noirs et froisser profondément les Dominions anglais). — J. M. ROBERTSON. La représentation proportionnelle (la guerre aura fait avancer les deux questions du suffrage des femmes et de la représentation des minorités). — J. A. MARRIOTT. Le problème d'une seconde Chambre (tout le monde reconnaît la nécessité d'une seconde Chambre, et peut-être le Sénat français est-il celle qui remplit le mieux son office. La Chambre des Lords a laissé passer, à deux ou trois reprises, l'occasion de se réformer d'elle-même en s'accommodant aux idées de l'époque. Sa réforme prochaine, inévitable, sera beaucoup plus dure, parce que l'ouvrier, refusant désormais de se laisser *bosser* par les Lords, veut lui-même prendre le pouvoir et courir les aventures à son gré). — Dr SHADWELL. Le socialisme international et la guerre (d'après les ouvrages d'Omer Boulanger, Hyndman, Werner Sombart et Beer, — celui-ci encore inédit. L'Internationale, sous ses diverses formes, a été souvent l'œuvre de théoriciens appartenant aux classes moyennes. Les Allemands en avaient accaparé la direction et l'ont détruite, au jour de l'épreuve, en jetant à tous les vents son principe de solidarité. Si elle ressuscite, elle devra n'être plus l'affaire que du prolétariat). — David HANNAY. La guerre et l'offensive navale (réponse un peu timide aux critiques de l'amiral Degouy et de quelques autres personnes, membres même du Parlement ou de la Marine britanniques, sur l'apparente inaction de la flotte anglaise. Maintient qu'elle n'a pas manqué à ses traditions « stratégiques » et que, durant les guerres d'autrefois, elle subit comme aujourd'hui bien des pertes et des déboires. Accorde cependant que l'Angleterre eût pu construire plus de navires marchands pour compenser les pertes causées par les sous-marins. Toute la récolte de l'Australie, qui nous serait maintenant nécessaire, est abandonnée sur place aux rats et aux souris). — Miss Rose KINGSLEY. L'Ordre hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem (son histoire dans le Levant et en Angleterre. Sa situation présente dans l'Empire bri-

tannique où il fait une concurrence généreuse à la Croix-Rouge). — Hagberg WRIGHT. Les Lettons (l'un des rameaux les plus aryens des races européennes. Maltraité tour à tour par les Polonais, les Allemands, les Russes, il doit la conservation de ses traditions et de sa langue, qui ne change guère, aux Jésuites et aux Dominicains qui encouragèrent la culture nationale contre le luthéranisme. Instruits et intelligents, les Lettons souhaitent avec ardeur leur autonomie sous la haute tutelle du gouvernement russe. Ils ont accueilli sans enthousiasme la Révolution, prévoyant qu'elle sombrerait dans l'anarchie; d'autre part, ils craignent que la Russie n'abandonne la Courlande aux appétits germaniques). — H. Wickham STEED. Qu'est-ce que l'Autriche? (une dynastie appuyée sur une armée et une diplomatie. La guerre présente amènera des changements inévitables que tout le monde prévoit, même l'Allemagne et l'Autriche, à commencer par l'empereur Charles. Ceux des Alliés qui rêvent le maintien de l'État actuel travaillent sans le vouloir pour les Allemands et les Magyars. Conversation curieuse de l'auteur avec l'ambassadeur d'Autriche à Londres, le 20 juillet 1914. Elle fut aussitôt rapportée au Foreign Office, qui refusa d'en tenir compte, alors qu'une déclaration ferme et nette, sur-le-champ, eût sans doute prévenu les hostilités. Cependant, dès 1908, M. Clemenceau avait discuté avec Sir Edward Grey et, croit-on, avec le roi Édouard VII l'éventualité d'une attaque brusquée des Allemands par la Belgique). — Lowat FRAZER. La responsabilité de la marche sur Bagdad (cette responsabilité incombe d'abord au Cabinet qui prit, le 4 octobre 1915, la décision fatale et emporta les hésitations du gouvernement de l'Inde. Les autres responsabilités, celles du général Nixon, premier chef de l'expédition, toujours « affamé d'initiative », de Lord Harding, le vice-roi de l'Inde, de Sir Beauchamp Duff, commandant militaire de l'armée indienne, qui ne surveilla pas assez le détail, enfin du général Barrow, conseiller technique au ministère de la Guerre, ne furent que des fautes accessoires commises par manque de prudence ou de fermeté personnelle).

35. — The Scottish historical Review. 1917, juillet. — Sir Herbert MAXWELL. Duel entre Sir George Ramsay et le capitaine Macrae (d'après la déclaration d'un des témoins, le 16 avril 1790. Macrae, qui avait blessé mortellement son adversaire, quitta l'Écosse, s'enfuit en France où il mourut en 1820). — Sir James Balfour PAUL. Thomas Mudie et ses « mortifications » (Mudie était un riche bourgeois d'Édimbourg, mort en 1652. Avant sa mort, il fonda divers établissements charitables par des legs ou « mortifications », dont l'histoire est ici rapportée). — William ROUGHEAD. Le maître de Sinclair (biographie d'un des chefs écossais soulevés contre Georges Ier en 1715. Le roi lui fit grâce de la vie en 1726 et il mourut le 2 novembre 1750). — Thomas F. DONALD. Ballades politiques sur l'administration de Sir Robert Walpole. — Geo. NEILSON. Les archives municipales de Glasgow, 1718-1833 (analyse les tomes V à X des extraits de ces archives

publiés par Robert Renwick de 1909 à 1916). — W. CUNNINGHAM. La philosophie politique du marquis de Montrose (analyse les idées que Montrose rédigeait par écrit après ses conversations avec ses amis; ce sont les idées, non d'un philosophe, mais d'un homme d'action, d'un grand seigneur hostile à la démocratie; il resta fidèle aux règles du Covenant de 1637 et tira l'épée d'abord pour les défendre; puis, respectueux du principe monarchique, pour défendre Charles Ier après les concessions libérales de celui-ci). — Doris M. PARSONS. Une charte inédite de David Ier (elle peut être datée entre 1124 et 1128 et concerne un échange de terres passé avec l'église de la Trinité de Paxton). — J. Shield NICHOLSON. Le commerce après les guerres contre Napoléon; comparaison entre la situation actuelle et celle d'il y a un siècle (de l'influence exercée par la chute de Napoléon sur les prix : on croyait en Angleterre que l'Europe délivrée du joug napoléonien allait se disputer avidement les produits anglais; en effet, les armateurs firent d'abord de brillantes affaires, le prix des objets baissa et les salaires se relevèrent; mais au bout de peu de temps, cette prospérité déclina : de 1818-1822, les prix tombèrent très bas et il s'ensuivit une longue période de dépression économique). = C.-rendus : *Macdonald*. The evolution of coinage (excellent résumé). — *Lady Newton*. The House of Lyme, from its foundation to the end of the eighteenth century (très bonne monographie). — *Alexander Mac Bain*. Celtic mythology and religion (Mac Bain, 1855-1907, fut un maître dans le domaine de la littérature et des croyances populaires dans les pays celtiques. C'est un recueil de ces articles qu'on publie ici. On notera surtout ses études sur les cercles de pierres et sur la religion dite à tort druidique : les druides n'étaient nullement des prêtres). — *A. J. Klein*. Intolerance in the reign of Elizabeth, queen of England (s'efforce de montrer que l'intolérance d'Élisabeth eut un caractère beaucoup plutôt politique que religieux). — *Sir Herbert Maxwell*. Edinburgh; a historical study (très intéressant). — *E. H. Davenport*. The false decretals (bon). — *Th. Calvin Pease*. The leveller movement (remarquable). — *Edward S. Corwin*. French policy and the american alliance of 1778 (étude soignée). — *Dorothy M. Gladish*. The Tudor privy council (étude pénétrante et instructive). — *Frank Stevens*. Stonehenge today and yesterday (ce cercle de pierres doit avoir été construit vers l'an 1700 av. J.-C. et dans une intention religieuse; on a voulu y marquer le solstice de l'été et celui de l'hiver). = Communications : David Baird SMITH. La belle Écossaise. Notes biographiques sur Marguerite de Kircaldi, abbesse de Reims, une des pieuses femmes qui travaillèrent à restaurer la règle bénédictine en France au XVIIe siècle; elle était probablement fille de Sir William Kirkcaldy de Grange). = Octobre. D. Hay FLEMING. De l'influence exercée par la Réforme sur la vie sociale et sur la civilisation en Écosse (la Réforme introduisit en Écosse une discipline des mœurs que l'ancien clergé catholique

n'avait su établir; mais elle n'a pas poussé aussi loin qu'on l'a dit la haine du papisme : les églises, si la peinture et la sculpture en ont été bannies, ont été le plus souvent respectées et entretenues avec zèle; enfin, tandis que le catholicisme répugnait à encourager la lecture de la Bible par les fidèles, les protestants la propagèrent dans le pays). — R. K. HANNAY. La fondation du Collège de justice (collège pour l'administration de la justice civile, fondé en 1532; les fonds nécessaires pour assurer le traitement des juges et l'entretien du tribunal durent être fournis en grande partie par le clergé, ce qui conduisit à de longues négociations avec Rome et à des opérations financières dangereuses pour l'avenir). — Th. MILLER. Le palais de Birsay dans l'île Orkney (avec un ancien plan dessiné vers 1714). — A. M. MACKINTOSH. La postérité de l'Auge (on raconte que, dans une incursion des Gordons et des Grants de Strathspey dans la vallée de la Dee, tous les hommes d'un district furent tués et les enfants emmenés comme un troupeau dans le château de Lord Huntley, où ils furent nourris à l'auge des cochons. L'événement peut avoir une base historique; il a dû se produire dans le second quart du XVIe siècle; mais les détails ont une forte teinte légendaire et doivent beaucoup à l'imagination de Walter Scott, qui est décidément un historien bien dangereux). — W. P. KER. Les idées politiques de Burns. = C.-rendus : *E. Beveridge*. The Burgh records of Dunfermline, 1488-1584 (texte publié avec grand soin). — *J. Wilson*. The register of the priory of Saint-Bees (prieuré fondé vers 1125 en Cumberland; intéressant pour l'histoire de la région du Nord-Ouest. Le prieuré est sous l'invocation de sainte Bega, dont on ne sait rien d'ailleurs; mais le nom signifie bracelet en anglo-saxon et il serait possible qu'une sainte relique ait fini par être personnifiée). — *E. B. Sainsbury*. A calendar of the Court minutes etc., of the East India Company, 1655-1659 (important). — *O. R. Vassal-Philips*. The work of St. Optatus, bishop of Milevis, againt the Donatists, translated into English (cette traduction rendra de réels services; mais l'annotation aurait pu être sensiblement écourtée). — *J. A. R. Marriott*. The Easter question (très bon exposé). — *Hew Scott*. Fasti ecclesiae Scoticanae; t. II (nouvelle édition du grand ouvrage du Dr Scott, qui donne la biographie des ministres de l'Église d'Écosse depuis la Réforme). = 1918, janvier. J. Storer CLOUSTON. Les vieilles chapelles des Orcades. — W. J. COUPER. L'imprimeur du Prétendant (Robert Freebairn, qui dut s'enfuir après l'échec du soulèvement jacobite en 1715; il était néanmoins rentré à Édimbourg en 1722 et mena une existence très difficile jusqu'à sa mort en 1747). — John A. INGLIS. Sir John Hay, l' « Incendiaire » (biographie d'un des partisans les plus ardents de Charles Ier dans sa lutte contre les Presbytériens; impliqué dans un procès avec quatre autres « incendiaires » en 1642, il fut gracié par le roi. Il prit les armes quand Montrose fut arrivé dans le Sud avec une armée royaliste; il avait alors soixante-quatre ans et mourut peu

après, le 20 novembre 1654). — Alice FORBES. Le cercueil dans la muraille (à la suite d'un incendie qui éclata dans le château de Holyrood en 1836, on trouva, dans un mur qu'il fallut réparer, un cercueil contenant les ossements d'un enfant. Cet enfant est né du mariage de Marie Stuart avec Darnley. Ce fils mourut, paraît-il, aussitôt après sa naissance; on lui substitua le fils de Lady Reres, toujours si dévouée à la reine. Fable que tout cela, déclare R. K. HANNAY dans une note qui suit l'article de Lady Forbes. Le corps de l'enfant reste à identifier). = C.-rendus : The identification of the writer of the anonymous letter to Lord Monteagle in 1605 (l'auteur prétend que cette lettre fut écrite par William Vavasour, clerc au service de Francis Tresham, qui dénonça le complot à Lord Monteagle; mais les arguments tirés de l'écriture sont des plus fragiles). — Sir *C. P. Lucas*. The beginnings of english overseas enterprise (l'auteur montre qu'il faut chercher les origines de l'Empire britannique, non dans les annales militaires de l'Angleterre sur le Continent, mais dans l'histoire des compagnies de commerce : entreprises privées antérieures à toute action gouvernementale, pénétration par le commerce et la colonisation non par la conquête; voilà tout le secret de l'expansion impériale). — *Sister Mary A. McCann*. The history of Mother Seton's danghters; the Sisters of Charity of Cincinnati, Ohio, 1809-1917 (beaucoup trop long et peu de critique; intéressant néanmoins). — *A. F. Pollard*. The Commonwealth at war (recueil de dix-neuf articles qui ont déjà paru dans diverses revues, mais qu'il était utile de sauver de l'oubli). — *A. G. Little*. Studies in english franciscan history (important).

CHRONIQUE.

L'ALLEMAGNE ET NOUS.

Pour rappeler d'une manière solennelle le souvenir de la protestation que les représentants de l'Alsace et de la Lorraine ont fait entendre à l'Assemblée de Bordeaux, le 1er mars 1871, une manifestation a été organisée à la Sorbonne, le 1er mars 1918, en présence du Président de la République française. Le ministre des Affaires étrangères, M. Stéphen Pichon, y a prononcé un discours où il a fait connaître le texte complet du télégramme envoyé le 31 juillet 1914 par le chancelier de l'Empire, M. de Bethman-Hollweg, à M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne à Paris, qui était chargé de nous notifier « l'état de danger de guerre » vis-à-vis de la Russie et de nous demander en même temps de rester neutres. Le gouvernement impérial mettait à cette neutralité une condition humiliante que M. de Schœn n'eut pas à la communiquer au ministre français, parce qu'il ne pouvait ignorer les dispositions de notre gouvernement sur la question de neutralité; l'intention d'intimidation ou de provocation n'en subsiste pas moins. Voici le texte de cette note, que notre gouvernement n'a réussi à se procurer que récemment : « *Si le gouvernement français déclare rester neutre, Votre Excellence voudra bien lui déclarer que* nous devons, *comme garantie pour sa neutralité*, exiger *la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperions et restituerions après achèvement de la guerre avec la Russie.* La réponse à cette dernière question doit être ici avant samedi, après-midi, quatre heures. » L'importance historique de ce document est si grande qu'on nous permettra de le reproduire après tous les journaux quotidiens. Il mérite qu'on en consacre le souvenir, au même titre que les autres déclarations de l'homme au « chiffon de papier ».

France. — Le 14 octobre 1917, est mort, à l'âge de 37 ans, Maurice Bernard, auteur d'une excellente monographie sur *la Municipalité de Brest de 1750 à 1790*, dont nous avons dit le mérite (*Rev. histor.*, t. CXXI, p. 372). Il était originaire de Bourgogne, fut successivement instituteur, professeur au lycée de Brest, inspecteur d'Académie des Côtes-du-Nord, chargé du cours de géographie à la Faculté de Rennes,

pendant cette guerre, en remplacement du professeur mobilisé; il a appartenu ainsi successivement aux trois ordres d'enseignement, s'élevant de l'un à l'autre grâce à son travail et son intelligence. Il avait été reçu agrégé d'histoire au concours de 1913.

— M. Charles BALLOT, professeur agrégé d'histoire, à qui l'on doit des documents sur *le Coup d'État du 18 fructidor an V* et un volume sur *les Négociations de Lille entre la France et l'Angleterre en 1797*, a été tué à l'ennemi le 6 décembre 1917.

— M. René STOURM, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, est mort le 25 décembre 1917 à l'âge de 80 ans; il était né le 13 septembre 1837. Inspecteur des finances, professeur à l'École libre des sciences politiques (1885), il laisse de remarquables études sur l'histoire financière : *les Finances de l'Ancien régime et de la Révolution, origines du système financier actuel* (1885); *Bibliographie historique des finances de la France au XVIIIe siècle* (1895); *les Finances du Consulat* (1902); sans compter un *Cours de finances* qui est une étude approfondie sur le mécanisme de nos budgets (1889) et qui est parvenu à une 6e édition (1909). Il avait été élu à l'Académie le 14 novembre 1896 en remplacement de Léon Say.

— Le lieutenant-colonel Jean-Lambert-Alphonse COLIN, qui, promu général, a récemment trouvé la mort à l'ennemi, n'était pas seulement un officier de grand mérite; on lui doit d'importants ouvrages sur l'histoire militaire. Après des *Études sur la campagne de 1796-1797 en Italie* (1898), suivies d'une traduction de l'ouvrage de Clausewitz sur la campagne de 1796 en Italie (1899), il publia un livre qui fut très remarqué sur *l'Éducation militaire de Napoléon Ier* (1900). Des archives du ministère de la Guerre, il tira des travaux richement documentés sur *Louis XV et les Jacobins, le projet de débarquement en Angleterre en 1743-1744* (1901); *les Campagnes du maréchal de Saxe, 1744-1745* (3 vol., 1901-1906); *la Tactique et la discipline dans les armées de la Révolution, correspondance du général Schauenburg, 4 avril-2 août 1793* (1902); *la Campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat* (1902); enfin un ouvrage considérable entrepris en collaboration avec P. C. Alombert : *la Campagne de 1805 en Allemagne* (4 vol. 1902-1908). On lui doit en outre une étude stratégique sur *Annibal en Gaule* (1904) et un traité sur *les Transformations de la guerre* (1911), fruit de longues méditations. Nous avons signalé récemment (*Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 316) le très grand mérite du petit livre où il a apprécié le génie militaire de Napoléon. Il était né à Chatou (Seine-et-Oise) en 1864.

— Édouard CHAVANNES est mort le mardi 29 janvier 1918. Enlevé dans la force de l'âge, en pleine activité scientifique, sa perte est la plus cruelle que pouvaient subir les études chinoises dans lesquelles il occupait le premier rang aussi bien à l'étranger qu'en France. Emma-

nuel-Édouard Chavannes est né le 5 octobre 1865, à Lyon, d'une excellente famille de cette ville; il passa son enfance chez son grand-père à Lausanne, puis étudia au lycée de sa ville natale, d'où il vint à Paris suivre les cours du lycée Louis-le-Grand pour préparer les examens d'entrée à l'École normale supérieure, où il fut reçu en 1885. Georges Perrot, alors directeur, qui le prit en grande affection, l'engagea à orienter ses études vers la Chine et, lorsque Chavannes sortit de l'établissement de la rue d'Ulm et eut passé son agrégation de philosophie, il vint me voir de la part de Gabriel Monod pour me demander conseil et je l'engageai vivement à se consacrer à l'histoire de la Chine, alors assez négligée. Nommé attaché libre à la légation de France à Pékin, il acquit dans la capitale de la Chine, où il arriva en 1889, une profonde connaissance de la langue et il accumula les matériaux qui devaient lui servir à édifier ses travaux ultérieurs. La mort du marquis d'Hervey de Saint-Denys, le 3 novembre 1892, rendait vacante la chaire de langues et littératures chinoises et tartares-mandchoues au Collège de France; Chavannes y fut appelé le 29 avril 1893; il avait vingt-huit ans. Depuis vingt ans les études chinoises avaient subi de profondes transformations. Chavannes, grâce à une forte instruction première, grâce à l'éducation classique indispensable pour aborder sérieusement toute étude scientifique, a pu donner à ses recherches l'ampleur qu'elles comportaient tout en se renfermant volontairement dans son domaine des études chinoises, dans lequel il était sans rival. Sauf la linguistique, il en a cultivé les diverses branches, mais c'est surtout dans l'histoire et dans l'archéologie qu'il a laissé sa forte empreinte.

Il est impossible dans ces brèves notes de donner une idée de la variété et du nombre des publications de Chavannes. Il avait débuté par un ouvrage sur *la Sculpture sur pierre en Chine* et peu de temps après il commençait la traduction de la grande histoire du célèbre Se-ma Ts'ien, intitulée *Che Ki*, qui s'étend depuis Houang Ti jusqu'à 122 avant notre ère. Cinq tomes sur dix de cette œuvre monumentale ont paru de 1895 à 1901. Une autre branche importante d'étude avait sollicité l'attention de Chavannes : les voyages des pèlerins bouddhistes; tour à tour, il nous fait connaître Yi Tsing, Wou K'oung, Soung Yun, Ki Ye, Gunavarman et Jinagupta. Ses travaux épigraphiques sont considérables : inscription de Kiu Young Kouan, inscriptions de l'Asie centrale rapportées par Bonin et Stein, du Yun Nan par Charria et d'Ollone, etc. Son activité inlassable lui permettait de collaborer à la *Revue de Paris*, à la *Revue critique*, à la *Revue de synthèse historique*, à la *Revue de l'histoire des religions*, à la *Grande encyclopédie*, au *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient* et surtout au *Journal asiatique* et au *T'oung Pao*, dont il était devenu un des directeurs (1903) à la mort de Schlegel. Sir Aurel Stein, à la suite de ses voyages en Asie centrale en 1900-1901, 1906-1908, confia l'examen de ses documents chinois à Chavannes. En 1907,

Chavannes entreprenait un grand voyage d'exploration archéologique dans le Nord de la Chine, dont les magnifiques résultats sont représentés par deux volumes et 488 planches. Il recherche, d'après les documents chinois, l'histoire des Turcs (Tou Kine) occidentaux, traduit du Tripitaka chinois (1910-1911) cinq cents contes, étudie le manichéisme d'après un manuscrit recueilli par M. Pelliot dans l'Asie centrale, publie un travail capital pour l'histoire du XIIIe et la première moitié du XIVe siècle sur la chancellerie chinoise à l'époque des empereurs mongols de la dynastie des Youen.

Le 20 février 1903, l'Académie des inscriptions et belles-lettres appelait Chavannes à remplacer Alexandre Bertrand. L'importance de ses travaux avait été reconnue par les sociétés savantes étrangères; Chavannes était membre correspondant de l'Académie des sciences de Petrograd, membre d'honneur de la Royal Asiatic Society de Londres et de la Société finno-ougrienne de Helsingfors.

Henri CORDIER.

— L'Académie des sciences morales et politiques a proposé, au nom de la section d'histoire, les sujets de prix suivants :

Pour le prix Saintour à décerner en 1919 : *Retracer l'histoire des divisions administratives de la France depuis 1787 jusqu'à la fin du Premier Empire. Étudier leur fonctionnement dans plusieurs départements à choisir dans les différentes régions de la France.* — Pour le prix Bordin à décerner en 1919 : *Étudier l'élection aux États généraux en Alsace dans les districts réunis de Haguenau et Wissembourg, Colmar et Schlestadt, Belfort et Huningue, ainsi qu'à Strasbourg et dans les dix villes libres de la Décapole. Examiner en même temps les conséquences religieuses, sociales et économiques de la Révolution en Alsace.* — Pour le prix du Budget à décerner en 1919 : *la Politique étrangère de la France sous la Restauration.* — Pour le prix du Budget à décerner en 1921 : *le Protectorat français des chrétiens d'Orient de 1870 à 1914.*

L'Académie a élu comme correspondants M. Claude PERROUD et notre collaborateur M. Rafaele ALTAMIRA.

— La soutenance des thèses de l'École des chartes a eu lieu le 28 janvier dernier. Trois thèses seulement ont été présentées, que nous indiquons d'après les *Positions imprimées* (Paris, Alphonse Picard, 1918. In-8°, 29 pages) : André BOVET : Philippe de Hochberg, maréchal de Bourgogne, gouverneur et grand-sénéchal de Provence, 1454-1508; Vincent FLIPO : Des caractères distinctifs de l'architecture gothique bourguignonne de la fin du XIIe siècle à la fin du XIVe; Henri JASSEMIN : La Chambre des comptes de Paris depuis 1436 jusqu'à la fin du XVe siècle. Le prix de thèse fondé par Mme la marquise Arconati a été attribué à M. Jassemin, dont le travail a été signalé d'une façon particulière à M. le Ministre de l'Instruction publique.

Allemagne. — On annonce la mort d'Adolphe LASSON, professeur

honoraire à l'Université de Berlin. Il était né à Altstrelitz le 12 mars 1832 et c'est en 1897 qu'il prit sa retraite. On lui doit divers travaux sur François Bacon, sur les idées de Fichte concernant l'Église et l'État (1863), sur la mystique de maître Eckhart (1868), etc. En cette même année, il publia l'ouvrage qui devait lui faire plus tard une réputation quasi universelle : *Kulturideal und der Krieg;* il y exposait sur l'idéal allemand, sur la mission du peuple allemand dans un monde régénéré par la victoire allemande des opinions qui sont devenues comme le bréviaire des pangermanistes et dont se sont inspirés les promoteurs de la présente guerre tels que le général de Bernhardi. Aussi le retrouve-t-on parmi les quatre-vingt-treize qui ont signé le trop fameux manifeste. Il est mort le 22 décembre 1917.

— C'est pour la propagande intérieure et extérieure et conformément aux visées maritimes de l'Allemagne pangermaniste qu'un éditeur allemand vient de publier un intéressant catalogue d'ouvrages de marine capables de susciter de nouvelles sympathies pour l'œuvre des Tirpitz et des Kapelle (*Volldampfvoraus! Auswahl der neueren Marineliteratur, speziell des Seekriegs = und U = Boots = Literatur*, s. l. n. d. [1917]). Divisé en six rubriques (Marinekunde, Seekrieg und Seehelden, Unsere U = Boote, Karte = und Länderkunde, Marineromane, Marineliteratur für die Jugend), muni d'une préface patriotique due au « Kapitänleutnant » R. von Strosch et d'une table alphabétique, ce catalogue est en outre un instrument de travail utile. Quand donc notre « Ligue maritime » se mettra-t-elle à en composer d'analogues?

Espagne. — Depuis le mois de janvier paraît à Valladolid une revue mensuelle : *Revista histórica*, consacrée aux recherches historiques, à la bibliographie, à la méthodologie et à l'enseignement de l'histoire. Le conseil de la rédaction comprend MM. Mariano Alcocer, chef de la bibliothèque de Santa-Cruz à Valladolid, Eugenio López-Aydillo, professeur d'histoire à la Faculté, Saturnino Rivera-Manescau, archiviste aux Archives, D. Enrique de La Encina, professeur adjoint de dessin à l'Institut de Valladolid. Chaque numéro se compose d'environ trois feuilles; le prix de l'abonnement est de 10 pesetas par an.

Grande-Bretagne. — M. James Bass Mullinger vient de mourir à l'âge de 74 ans. Il avait fait ses études au collège de Saint-Jean à Cambridge et consacra sa vie à l'enseignement de l'histoire à l'université de cette ville, d'abord comme « teacher », de 1885 à 1895, puis comme « lecturer », de 1894 à 1909; il fut aussi bibliothécaire de son collège, président de la Société des Antiquaires de Cambridge, etc. On lui doit plusieurs ouvrages estimés : *The ancient african church* (1869), *The schools of Charles the Great* (1876), *History of St John's college* (1901). En collaboration avec Samuel R. Gardiner, il composa une *Introduction to english history* où Gardiner rédigea le texte et

Mullinger la bibliographie (1881), manuel utile et qui a déjà atteint a sa troisième édition. Mais son œuvre capitale, et qui mérite de rester, est une Histoire de l'Université de Cambridge en trois volumes (1873-1911). Détail que nous ne saurions oublier : il fut le premier qui, dans la *Revue historique*, ait bien voulu se charger du Bulletin pour l'histoire de l'Angleterre au moyen âge.

— On lit dans le *Temps* du 7 février 1918 : « On mande de Londres que la vente des archives Médicis, qui avait été commencée chez Christie (voir *Rev. histor.*, CXXVI, 431), a été arrêtée lundi [4 février] par l'intervention du gouvernement italien, parce que ces archives ont été exportées en Angleterre par leur possesseur italien en contravention de la loi italienne sur l'exportation des antiquités et objets d'art. »

— Le gouvernement anglais se propose de constituer à Londres un Musée de la guerre où seront réunis des spécimens de toutes les armes, machines, ustensiles, vêtements qui ont été ou qui seront employés dans la présente guerre.

États-Unis. — On trouve des articles de valeur, historiques, militaires, économiques, des notes tactiques et économiques et d'importantes bibliographies dans une revue nouvelle née de la guerre et conçue par ses fondateurs, MM. A. L. Conger et R. M. Johnston, comme un instrument d'investigation propre à déterminer les causes profondes des conflits humains et particulièrement de la guerre actuelle. Cette revue est intitulée *The military historian and economist* (Harvard University Press, 3 dollars, ou 13 shillings chez Lees, 5, Regent Street, Londres) et paraît depuis 1916.

Pays-Bas. — Différents professeurs de droit international des universités hollandaises, MM. J. van der Flier, J.-B. de Jong van Veek en Donk, H. van der Manver, J. ter Meulen, se sont groupés pour publier un *Annuaire international* sous le titre de *Grotius*. Cet annuaire contient des études et des renseignements de toute sorte; en outre, il renferme une bibliographie hollandaise de la grande guerre (La Haye, Nijhoff. Pour 1916, 200 p.; pour 1917, 428 p.).

Pologne. — On annonce la mort de M. Adalbert (Woyciech) Ketrzynski, historien polonais, né en Pologne prussienne en 1838. Médiéviste des plus connus, il a beaucoup écrit sur l'origine polonaise et slave de la Poméranie et sur la Masovie prussienne. Notons les principales de ses publications : *De bello a Boleslao Magno cum Henrico rege Germaniae gesto anno 1002-1005* (1868); *Die Lygier. Ein Beitrag zur Urgeschichte der Westslaven und Germanen* (1869); *De la nationalité polonaise en Prusse depuis le temps de l'ordre teutonique* (1874); *la Topographie polonaise de la Prusse et de la Poméranie* (1879); *les Frontières de la Pologne au Xe siècle* (1892); *les Slaves entre le Rhin et l'Elbe, la Saale et la frontière tchèque*

(1899). Il était depuis de longues années directeur du Musée dit « Ossolineum », à Léopol (Pologne autrichienne), membre de l'Académie polonaise de Cracovie et de différentes sociétés scientifiques. Il est mort à Léopol le 15 janvier 1918. S. P.

ERRATA.

P. 191, l. 19, au lieu de *Felia* Momigliano, lire *Felice*.

A propos de la chronique latine sur *le Premier divorce de Henri VIII* mentionnée dans notre précédente livraison (p. 154), une correction doit être indiquée. Cette chronique a été publiée d'après un seul manuscrit, celui de la Bibliothèque nationale, n° 6051 du fonds latin. Mon collègue M. D. Pasquet a bien voulu me signaler un autre manuscrit dont le R. P. Gasquet a publié un extrait dans son ouvrage : *Henry VIII and the english monasteries*, t. II (1889), p. 517. Cet extrait a été emprunté à un ms. du British Museum coté Arundel n° 151. Le catalogue de ce fonds contient en effet sous ce numéro un recueil de documents relatifs au premier divorce de Henri VIII ; la chronique latine y figure à partir du fol. 352. Je ne saurais en ce moment prendre connaissance du ms. Arundel ; peut-être se trouvera-t-il à Londres un érudit qui le verra, qui en comparera le texte avec celui que j'ai publié et qui nous dira certainement quel en est l'auteur. Ch. Bémont.

En ce qui concerne l'article de notre collaborateur M. Tricoche sur la bataille de Bushy Run, nous pouvons ajouter les précisions suivantes quant aux sources qu'il a utilisées : 1° les lettres échangées entre Bouquet et Sir Amherst, notamment au sujet de la petite vérole chez les Indiens, se trouvent dans *Bouquet and Haldimand Papers* (Londres, British Museum, Addit., ms. 21634) ; 2° les détails sur les attaques des forts sont donnés dans divers ouvrages, notamment *Travels in Canada*, par A. Henry, 1re partie, ch. IX, et aussi *History of Detroit and Michigan*, par J. Farmer, ch. XXXVIII ; 3° les détails concernant la politique coloniale des Anglais au Canada émanent en partie de *Life and Times of Sir W. Johnson*, par W. L. Stone, t. II, ch. IX-XII, et *History for Ready Reference*, t. IV, p. 2562 ; 4° sur la conspiration de Pontiac, l'ouvrage qui fait autorité est *The Conspiracy of Pontiac*, de F. Parkman.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Arbouin (*Gabriel*). Les nations d'après leurs journaux, 131.
Barbosa (*Ruy*). Le devoir des neutres, 123.
Brenet (*Michel*). La musique militaire, étude critique, 339.
Civis. La direction de la paix. Les leçons de l'histoire, l'évolution nécessaire, 345.
Cosmos. Les bases d'une paix durable, 123.
Debidour (*A.*). Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin. Tomes I et II, 117.
Finsler (*Georg*). Homer in der Neuzeit von Dante bis Gœthe, 103.
Goblet d'Alviella (comte). Le vrai et le faux pacifisme, 123.
Lees (*Beatrice A.*). Bibliography of mediæval history, 130.
Lipson (*E.*). Europe in the nineteenth century, 129.
Lote (*René*). Le sens des réalités, sagesse des États, 346.
Morgan (*J. de*). Essai sur les nationalités, 130.
Paetow (*Louis John*). Guide to the study of medieval students, teachers and libraries, 338.
Schvan (*Aug.*). Les bases d'une paix durable, 123.
Tout (*T. F.*). Mediæval town planning, 153.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

Avenarius (Dr *Ferdinand*). Das Bild als Verleumdung, 345.
Barzini (*Luigi*). La guerre moderne sur terre, dans les airs et sous les eaux, 134.
Beauguitte (*Ernest*). Verdun en 1917, 138.
Bettencourt (*Cardozo de*). Voir *Vildosola* (*Silva*).
Bonnet (*Georges*). L'âme du soldat, 139.
Bréant (commandant). De l'Alsace à la Somme. Souvenirs du front, 136.
Christmas (Dr *de*). Le traitement des prisonniers français en Allemagne, 138.
Commène (*N. P.*). Notes sur la guerre roumaine, 1916-1917, 344.
Degouy (amiral). La guerre navale et l'offensive, 342.
Desgranges (abbé *Jean*). La religion et la guerre, 139.
Ferree (*Barr*). The bombardment of Reims, 341.
Fiolle (*Paul*). La Marsouille, 136.
Genty (*Raymond*). La flamme victorieuse. Carnet de route, 134.
Hamilton (Lord *Ernest W.*). Les sept premières divisions anglaises, 343.
Imposture (l') par l'image, 345.
Jollivet (*Gaston*). L'épopée de Verdun, 1916, 135.
La Bruyère (*René*). Deux années de guerre navale, 342.
Madelin (*Louis*). La mêlée des Flandres. L'Yser et Ypres, 135.
Marabini (capitaine). Les Garibaldiens de l'Argonne, 138.
Masson (*A.*). L'invasion des Barbares en 1914-1916, 339.
Masson (*Frédéric*). Guerre de religions, 134.
Nadaud (*Marcel*). Les derniers mousquetaires. Roman de la guerre aérienne, 342.
Pages actuelles, nos 109-112, 132.
Pages d'histoire, nos 136-143, 133.
Palat (général, *Pierre Lehautcourt*). La grande guerre sur le front occidental, 133.
Péricard (lieutenant). Ceux de Verdun, 135.
Philip (*Alex. J.*). Voir *Prothero* (*G. W.*).
Prisonniers (les) allemands au Maroc, 138.
Prothero (*G. W.*) et *Philip* (*Alex. J.*). Catalogue of war publications, 139.
René (*Henri*). Jours de gloire, jours de misère, 344.
Stiénon (*Charles*). La campagne anglo-belge de l'Afrique orientale allemande, 336.
Stürmer (*Harry*). Deux ans de guerre à Constantinople, 340.
Testis. L'expédition des Dardanelles,

d'après les documents officiels anglais, 137.
Vildosola (*Silva*). Le Chili et la guerre, trad. par *Cardozo de Beltencourt*, 137.
Z... (capitaine). L'armée de 1917, 343.
Zurlinden (*S.*). Der Weltkrieg. T. I, 125.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

Roussel (*Pierre*). Délos colonie athénienne, 318.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

Aderer (*Ad.*). Les Allemands de toujours, 143.
Robinet de Cléry (*Adrien*). Un diplomate d'il y a cent ans : Frédéric de Gentz, 1764-1832, 333.

HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

Lanux (*Pierre de*) et *Toplitza* (*Milan*). L'Autriche-Hongrie en guerre contre ses sujets, 162.
Toplitza (*Milan*). Voir *Lanux* (*Pierre de*).
Yakchitch (*Grégoire*). Le Banat, 161.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

Cahiers belges (les), nos 1-6, 351.
Ehlers (Dr *P.*). England, Antwerpen und die Belgische Barriere, 145.
Langenhove (*Fernand van*). Le dossier diplomatique de la question belge, 144.
Losch (Dr *H.*). Der mitteleuropæische Wirtschaftsblock und das Schicksal Belgiens, 145.
Passelecq (*Fernand*). La question flamande et l'Allemagne, 335.
— Y a-t-il une nation belge? 351.
Payen (*Édouard*). Belgique et Congo, 336.
Van den Heuvel. De la déportation des Belges en Allemagne, 352.
Van der Essen (*Léon*). The invasion and the war in Belgium. L'invasion allemande en Belgique, 145.

HISTOIRE DU CANADA.

Falconer (*R. A.*). Voir *Wrong* (*George M.*).
Flavelle (Sir *J. W.*). Canada and its relations to the British empire, 146.
Lash (*Z. A.*). Voir *Wrong* (*George M.*).
Willison (Sir *John*). Voir *Wrong* (*George M.*).
Wrong (*George M.*), *Willison* (Sir *John*), *Lash* (*Z. A.*) et *Falconer* (*R. A.*). The federation of Canada, 1867-1917, 147.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

Napier (*Arthur S.*). The old english version of the enlarged rule of Chrodegang, together with the latin original, 153.
Pastor (*Ludwig*). Geschichte der Pæpste. Tome V : Paul III, 1534-1549, 105.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

A la Belgique. Manifeste des catholiques espagnols, 353.
Alcalá Galiano (*Alvaro*). L'Espagne en face du conflit européen, trad. par *A. de Bengoechea*, 355.
Bengoechea (*A. de*). Voir *Alcalá Galiano*.
Desdevises du Dezert (*G.*). L'église espagnole des Indes à la fin du XVIIIe siècle, 148.
Espagne (l') et la guerre, 354.
Imbart de La Tour (*P.*). Notre mission en Espagne, 354.
Monchicourt (*Ch.*). L'expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba, 308.
Paris (*Pierre*). L'Espagne et la guerre. Kultur et civilisation, 353.
St C. La main de l'Allemagne en Espagne, 355.
— Notes et réflexions sur notre propagande et l'état de l'opinion en Espagne, 354.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Alphaud (*Gabriel*). Les États-Unis contre l'Allemagne, 151.
Altiar (*E.*). Journal d'une Française en Amérique, septembre 1916-juin 1917, 356.
Amis de la France. Le service de campagne de l'ambulance américaine décrit par ses membres, trad. par *F. Roz*, 344.
Cunningham (*W.*). English influence on the United States, 149.
Kahn (*Otto H.*). Prussianized Germany-Americans of foreign descent and America's cause, 356.
Notes d'un témoin. Mission Viviani-Joffre, avril-mai 1917, 152.
Riou (*Gaston*). La Fayette, nous voilà, 152.
Roz (*Firmin*). Voir Amis de la France.
Servan (*E.*). L'exemple américain, 150.
Villers (baron *Marc de*). Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans, 1717-1722, 331.

HISTOIRE DE FRANCE.

Blum (*André*). L'estampe satirique en France pendant les guerres de religion, 307.
Bossuet. Correspondance. Tome X, publ. par *Ch. Urbain* et *E. Levesque*, 141.
Brémond (*Henri*). Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion. T. I, 309.
Courteault (*Henri*). Le dossier « Naples » des archives Nicolay, 304.
— Voir *Vallier* (*Jean*).
Delavaud (*L.*). Voir *Richelieu*.
Du Cange. Histoire des comtes de Ponthieu et de Montreuil, publ. par l'abbé *A. Le Sueur*, 116.
Dugard (*Henry*). Le Maroc de 1917, 349.
Flach (*Jacques*). Les origines de l'ancienne France. Tome IV, 346.
Gautier (*Paul*). Un prophète : Edgar Quinet, 142.
Guillaume de Lorris. Le roman de la Rose, publ. par *Ernest Langlois*, 140.
Guyot (*Yves*). La question de l'alcool, 142.
Hauser (*Henri*). Les sources de l'histoire de France au XVIe siècle. T. IV, 308.
Joly (*Henri*). L'avenir français. Tâches nouvelles, 349.
Labande (*L.-H.*). Trésor des chartes du comté de Rethel. T. IV, 140.
— Voir *Matignon* (*Joachim de*).
Langlois (*Ernest*). Voir *Guillaume de Lorris* et *Jean de Meun*.
Le Sueur (abbé *A.*). Voir *Du Cange*.
Lombard (*A.*). L'abbé Du Bos, 330.
Mâle (*Émile*). L'art allemand et l'art français du moyen âge, 327.
Martin (*Paul*). Les idées de Turgot sur la décentralisation administrative, 347.
Matignon (*Joachim de*). Correspondance, 1516-1548, publ. par *L.-H. Labande*, 305.
Meun (*Jean de*). Le roman de la Rose, publ. par *Ernest Langlois*, 140.
Montmorand (*Maxime de*). Une femme poète au XVIe siècle : Anne de Graville, 306.
Morel (*Eugène*). Le dépôt légal; étude et projet de loi, 350.
Pintard (*Ch.*). Archives départementales de l'Ardèche. Répertoire numérique. Série L (Période révolutionnaire), 349.
Pionnier (*Edm.*). Verdun à la veille de la guerre, 138.
Prunières (*Henry*). L'opéra italien en France avant Lulli, 93.
Reinach (*Joseph*). Le village reconstitué, 345.
Renaudet (*A.*). Préréforme et humanisme à Paris, 1494-1517, 94, 304.
Richelieu (cardinal *de*). Rapports et notices sur l'édition des mémoires, par *L. Delavaud*. Fasc. V, 312.
Romier (*Lucien*). Les protestants français à la veille des guerres civiles, 306.
Rota (*E.*). La Francia dal primo impero al 1871, traduit de *E. von Treitschke*, 157.
Rott (*Édouard*). Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses. Tome VI : 1646-1663, 315.
Rouquette (*Louis*). L'organisation de notre marine marchande, 349.
Saint-Simon. Mémoires. T. XXVIII, publ. par *L. Lecestre* et *J. de Boislisle*, 142.
Simar (*Th.*). Christophe de Longueil humaniste, 1488-1522, 83.
Soyer (*Jacques*). Identification de la localité gallo-romaine d'Arculla mentionnée par le géographe anonyme de Ravenne, 139.
Treitschke (*E. von*). Voir *Rota* (*E.*).
Uzureau (*F.*). Andegaviana, 19e série, 348.
Vallier (*Jean*), maître d'hôtel du roi. Journal, 1648-1657. Tome III, publ. par *H. Courteault*, 314.
Waquet (*Henri*). Comment étaient traités les prisonniers de guerre en Bretagne à l'époque de la guerre de Trente ans, 141.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

Bémont (*Ch.*). Le premier divorce de Henri VIII et le schisme d'Angleterre, 154, 417.
Cunningham (*W.*). The progress of capitalism in England, 155.
Fassini (*Sesto*). Il melodramma italiano a Londra nella prima metà del settecento, 98.
Gwatkin (*Henry Melvill*). Church and state in England to the death of Queen Anne, 358.
Hamelle (*Paul*). L'Empire britannique et la guerre, 343.
Kennedy (*W. P. M.*). Studies in Tudor dynasty, 155.
Magna Carta. Commemoration essays, publ. par *H. E. Malden*, 356.
Malden (*Henry Elliot*). Voir Magna Carta.
Moore (*Margaret F.*). The lands of the scottish kings in England, 156.

Tanner (*J. R.*). The historical register of the University of Cambridge, 359.
Williams (*L. F. Rushbrook*). History of the abbey of St. Alban, 359.

HISTOIRE DE GRÈCE.

Maccas (*Léon*). Constantin Ier, roi des Hellènes, 156.

HISTOIRE D'ITALIE.

Adam (*Paul*). La terre qui tonne, 365.
Ajalbert (*Jean*). L'heure de l'Italie, 157.
Albertazzi (*Alberto*). Torquato Tasso, 86.
Alberti (*Leon Battista*). I primi tre libri della famiglia, 82.
Alfieri (*Vittorio*). Vita, scritta da esso, publ. par *Bertana* (*Emilio*), 91.
— Rime scelte, publ. par *Guastalla* (*Rosolino*), 91.
Ariosto (*Lodovico*). Gli studenti, publ. par *A. Salza*, 87.
Azzolina (*Liborio*). Il mondo cavalleresco in Boiardo, Ariosto, Berni, 86.
Bacci (*Orazio*). Indagini e problemi di storia letteraria italiana, 99.
Balsamo-Crivelli (*Gustavo*). Voir *Bandello*.
Bandello. Le novelle, publ. par *G. Balsamo-Crivelli*, 86.
Bandini (*Carlo*). Roma e la nobiltà romana nel tramonto del sec. XVIII, 361.
Baptista Mantuanus. The eclogues, publ. par *W. P. Mustard*, 85.
Baretti (*Giuseppe*). Prefazioni e polemiche, publ. par *Piccioni* (*L.*), 90.
Battelli (*Guido*). Voir *Latini* (*Brunetto*).
Belloni (*Antonio*). Poema epico e mitologico, 101.
Bellorini (*Egidio*). Voir *Parini* (*Giuseppe*).
Benedetti (*Anna*). L'Orlando furioso nella vita intellettuale del popolo inglese, 98.
Bertana (*Emilio*). Voir *Alfieri*.
Bettinelli (*Saverio*). Le « Raccolte », publ. par *P. Tommasini-Mattiucci*, 91.
Bin (*Umberto de*). Leopoldo I imperatore e la sua corte nella letteratura italiana, 98.
Borzelli (*A.*). Voir *Marino* (*G.*).
Bottiglioni (*Gino*). La lirica latina in Firenze nella seconda metà del sec. XV, 82.
Busanello (*Gian Francesco*). Sonetti morali ed amorosi, publ. par *Livingston* (*A.*), 85.
Calderini de Marchi (*Rita*). Jacopo Corbinelli et les érudits français, 1566-1587, 94.
Capra (*Luisa*). L'ingegno e l'opera di Saverio Bettinelli, 91.
Carrara (*Enrico*). La poesia pastorale, 101.
Casanova (*Giacomo*). Voir *D'Ancona*, *Molmenti* (*Pompeo*), *Ravà* (*Aldo*).
Castiglione (*Baldesar*). Il Cortegiano, publ. par *V. Cian*, 83.
Cavazzuti (*G.*) et *Pasini* (*F.*). Carteggio fra Girolamo Tiraboschi e Clemente Vannetti, 1776-1793, 92.
Charlton (*H. B.*). Castelvetro's theory of poetry, 83.
Chiappelli (*Alberto*). Storia del teatro in Pistoia, 88.
Chiorboli (*Ezio*). Voir *Guidiccioni* (*G.*).
Cian (*Vittorio*). Voir *Castiglione* (*Baldesar*).
Ciceri (*P. L.*). Michele Marullo e i suoi Hymni naturales, 82.
Colombo (*Adolfo*). L'Inghilterra nel Risorgimento italiano, 364.
Coppetta Beccuti (*F.*). Voir *Guidiccioni* (*G.*).
Corbellini (*Alberto*). Carlo Goldoni nel Ghistieri di Padova, 88.
— Ninfe e pastori sotto l'insegna dello stellino, 105.
Cortese (*Nino*). Saggio di bibliografia Collettiana, 363.
Cotugno (*Raffaele*). La sorte di G. B. Vico, 115.
Croce (*Benedetto*). Aneddoti e profili settecenteschi, 92.
— La filosofia di Giambattista Vico, 113.
— Saggi sulla letteratura italiana del seicento, 102.
— La Spagna nella vita italiana durante il Rinascimento, 94.
— I teatri di Napoli, 88.
— Voir *Vico* (*G.*).
Crocioni (*Giovanni*). La drammatica a Reggio nell' Emilia durante il Rinascimento, 88.
Curcio (*G.*). Q. Orazio Flacco studiato in Italia dal sec. XIII al XVIII, 84.
Dalla Santa (*G.*). Commerci, vita privata e notizie politiche dei giorni della lega di Cambrai, 361.
D'Ancona (*Alessandro*). Casanoviana, 91.
— Viaggiatori e avventurieri, 106.
Debenedetti (*Santorre*). Gli studî provenzali in Italia nel cinquecento, 81.
Dejob (*Ch.*). Est-il vrai que Campanella fût simplement déiste? 112.

Della Guardia (*Anita*). Voir *Strozzi* (*T. V.*).
Del Lungo (*Isidoro*) et *Favaro* (*A.*). Dal carteggio e dai documenti, pagine di vita di Galileo, 112.
Donadoni (*Eugenio*). Ugo Foscolo pensatore, critico, poeta, 93.
Donati (*Benvenuto*). I prolegomeni della filosofia giuridica del Vico, 115.
Dubled (*Jean*). L'Orlando furioso et la Pucelle de Voltaire, 98.
Fagio-Allmayer (*Vita*). Galileo Galilei, 111.
Fatini (*Giuseppe*). Ludovico Ariosto prosatore, 85.
Fava (*Domenico*) et *Pellini* (*Selvio*). Humanae litterae, 84.
Favaro (*A.*). Voir *Del Lungo* (*I.*).
Federico (*Giovanni*). L'opera letteraria di Saverio Bettinelli, 91.
Fehr (*Max*). Apostolo Zeno und seine Reform des Operntextes, 89.
Filippini (*Enrico*). Un' accademia umbra del primo settecento e l'opera sua principale, 105.
Flamini (*Francesco*). Antologia della critica e dell' erudizione coordinata allo studio della storia letteraria italiana, 103.
— Il significato e il fine della Divina Commedia, 360.
Formigini-Santamaria (*E.*). L'istruzione pubblica nel ducato Estense, 106.
Folengo (*Teofilo*). Le maccheronee, publ. par *A. Luzio*, 83.
Fumagalli (*Anna*). Angelo Poliziano, 81.
Fumagalli (*Giuseppino*). La fortuna dell' Orlando furioso in Italia nel sec. XVI, 85.
Fumi (*Luigi*). Eretici e ribelli nell' Umbria, 360.
Galimberti (*Tancredi*). I martiri irredenti della nostra guerra, 365.
Gallavresi (*Giuseppe*). Voir *Sallier de La Tour de Cordon*.
Gattinoni (*Gregorio*). Inventario di una casa veneziana del sec. XVII, 105.
Gentile (*Giovanni*). Bernardino Telesio, 111.
— Il concetto dell' uomo nel Rinascimento, 111.
— Frammenti e lettere di Galileo Galilei, 112.
Gerber (*Adolph*). Niccolò Machiavelli, 111.
Goldoni. Le opere scelte, publ. par *A. Momigliano*, 88.
Gozzi (*Gaspare*). La gazetta veneta, publ. par *A. Zardo*, 90.
Graf (*Arturo*). L'anglomania e l'influsso inglese in Italia nel sec. XVIII, 96.
Grella (*Vincenzo*). Galeazzo Florimonte, letterato del cinquecento, 82.
Greppi (*Emanuele*). Voir *Verri* (*P.*).
Guastalla (*Rosolino*). Voir *Alfieri* (*Vittorio*).
Gubernatis (*Angelo de*). Giuseppe Parini, 90.
— Pietro Metastasio, 89.
Guidiccioni (*G.*) et *Coppetta Beccuti* (*F.*). Rime, publ. par *Ezio Chiorboli*, 85.
J. T. Le problème italo-slave, 161.
Kvačala (*J.*). Ueber die Genese der Schriften Thom. Campanella, 112.
Latini (*Brunetto*). I libri naturali del « Tesoro », commentés par *G. Battelli*, 359.
Lazzari (*Alfonso*). Le ultime tre duchesse di Ferrara e la corte Estense ai tempi di Torquato Tasso, 82.
— Un umanista romagnolo alla corte d'Ercole II d'Este : Bartolomeo Ricci da Lugo, 82.
Levati (*F. M.*). Feste e costumi genovesi nel sec. XVIII, 105.
Levi (*Ezio*). Storia poetica di don Carlos, 102.
Levi-Malvano (*Ettore*). Montesquieu e Machiavelli, 94.
Livingston (*Arthur*). La vita veneziana nelle opere di Gian Francesco Busanello, 105.
— Voir *Busanello* (*G. F.*).
Lorenzo di Medici, il Magnifico. Opere, publ. par *Attilio Simioni*, 83.
Luzio (*Alessandro*). Voir *Folengo* (*Teofilo*).
Malaguzzi-Valeri (*F.*). La corte di Lodovico il Moro, 104.
Maldè (*Ettore de*). Le fonti della Gerusalemme liberata, 86.
Mancini (*Girolamo*). Vita di Leon Battista Alberti, 81.
Marconcini (*Cartesio*). L'accademia della Crusca dalle origini alla prima edizione del vocabolario, 106.
Marino (*Giambattista*). Epistolario, publ. par *A. Borzelli* et *F. Niccolini*, 87.
— Poesie varie, publ. par *B. Croce*, 87.
Martini (*Ferdinando*). Pagine raccolte, 104.
Maruzzi (*Pericle*). Il vangelo di Cagliostro il gran Cofto, 92.
Mascheroni (*Lorenzo*). L'invito a Lesbia Cidonia e altre poesie, publ. par *Giulio Natali*, 90.
Masson (*Paul-Marie*). Chants de carnaval florentins de l'époque de Laurent le Magnifique, 84.

Maugain (*Gabriel*). Boileau et l'Italie, 94.
— Études sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1657 à 1750, 103.
Michele de Marinis (*M.*). Anton Giulio Brignole Sale e i suoi tempi, 102.
Minnini (*Carmine Giustino*). Pietro Napoli Signorelli, 90.
Molmenti (*Pompeo*). Lettere inedite del patrizio Pietro Zaguri a Giacomo Casanova, 91.
— Carteggi Casanoviani, 91.
Momigliano (*Attilio*). Voir *Goldoni*.
Moschetti (*Andrea*). Dell' influsso del Marino sulla formazione artistica di Nicola Poussin, 87.
Muoni (*Guido*). Il sentimentalismo nella letteratura italiana, 104.
Mustard (*Wilfred P.*). Voir *Baptista Mantuanus* et *Sannazaro* (*J.*).
Nascimbeni (*G.*). Voir *Tassoni* (*A.*).
Natali (*Giulio*). Voir *Mascheroni* (*Lorenzo*).
Neri (*Ferdinando*). Studî sul teatro italiano antico. Le parabole, 87.
Nicolini (*Fausto*). Gli scritti e la fortuna di Pietro Giannone, 93.
— Voir *Marino* (*G.*) et *Vico* (*G.*).
Novati (*Francesco*). Voir *Verri* (*P.*).
Ortiz (*Ramiro*). Primi contatti fra Italia e Rumania, 98.
Parini (*Giuseppe*). Prose, publ. par *Egidio Bellorini*, 90.
Pasini (*F.*). Voir *Cavazzuti* (*G.*).
Pellegrini (*Carlo*). Luigi Pulci, 85.
Pellegrini (*Guglielmo*). Di L. Alamanni, 81.
Pellini (*Silvio*). Voir (*Fava Domenico*).
Pellizzari (*Achille*). Portogallo e Italia nel secolo XVI, 98.
Petraccone (*E.*). Cagliostro nella storia e nella leggenda, 92.
Piccioni (*Luigi*). Appunti e saggi di storia letteraria, 90.
— Giuseppe Baretti, 1719-1760, 90.
— Voir *Baretti*.
Piccotti (*G. B.*). Tra il poeta e il lauro, pagina della vita di Agnolo Poliziano, 81.
Pitré (*Giuseppe*). Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane, 104.
Ravà (*Aldo*). Lettere di donne a Giacomo Casanova, 91.
Rava (*Luigi*). Il primo parlamento elettivo in Italia : il parlamento delle Repubblica cispadana a Bologna, 1797, 364.
Renier (*Rodolfo*). Scritti vari di erudizione e di critica in onore di, 103.
Rivolta (*Adolfo*). Un gran bibliofilo del secolo XVI : Gian Vicenzo PinelIF, 81.
Rossi (*Giorgio*). Varietà letterarie, 90.
— Voir *Tassoni* (*A.*).
Rossi (*Vittorio*). La formazione storica del Rinascimento italiano, 104.
Ruffini (*Francesco*). L'insegnamento di Mazzini, 365.
Russo (*Luigi*). Pietro Metastasio, 89.
Sabbadini (*R.*). Ottanta lettere inedite del Panormita tratte dai codici milanesi, 82.
Sainati (*Augusto*). La lirica di Torquato Tasso, 86.
Sallier de La Tour de Cordon (*V.*). Le maréchal Sallier de La Tour. Mémoires et lettres, publ. par *G. Gallavresi*, 362.
Salza (*Abdelkader*). Madonna Gasparina Stampa, 86.
— Studî su Lodovico Ariosto, 85.
— Voir *Ariosto* (*L.*).
Sannazaro (*Jacopo*). The piscatory eclogues, publ. par *W. P. Mustard*, 85.
Segarizzi (*Arnaldo*). Antonio Baratella e i suoi corrispondenti, 361.
— Bibliografia delle stampe popolari della R. biblioteca di S. Marco di Venezia, 104.
Segrè (*Carlo*). Comici tedeschi e italiani nel settecento, 89.
Serena (*Augusto*). La cultura umanistica a Treviso nel secolo decimoquinto, 81.
Serena (*Seb.*). Voir *Todesco* (*L.*).
Silva (*Pietro*). La monarchia di luglio e l'Italia, 362.
Simioni (*Attilio*). Voir *Lorenzo di Medici*.
Smith (*Winifred*). The commedia dell' arte, 88.
Strozzi (*Tito Vespasiano*). Poesie latine, publ. par *Anita Della Guardia*, 83.
Tamassia (*Nino*). La famiglia italiana nei secoli XV e XVI, 105.
Tassoni (*Alessandro*). La secchia rapita, publ. par *G. Nascimbeni*, 87.
— Le lettere, publ. par *G. Rossi*, 87.
Taylor (*H. C. Chatfield*). Goldoni, 88.
Termini (*F. A.*). Pietro Ransano, umanista Palermitano del sec. XV, 82.
Tirrito (*Catalano*). Nuovi documenti sul Panormita tratti dagli archivi Palermitani, 82.
Todesco (*L.*) et *Serena* (*Seb.*). Il seminario di Padova, 106.
Toldo (*Pietro*). L'œuvre de Molière et sa fortune en Italie, 95.
— Fonti e propaggini italiane delle favole di La Fontaine, 96.
Tommasini (*Oreste*). La vita e gli scritti di Nicolò Machiavelli nella loro relazione col Machiavelismo, 107.

Tommasini-Mattiucci (*P.*). Voir *Bettinelli* (*Saverio*).
Trabalza (*Ciro*). La critica letteraria, 99.
Ultima (l') dominazione austriaca e la liberazione del Veneto nel 1866, 363.
Urbini (*Giulio.*) Arte umbra, 360.
Vatasso (*M.*). Di un gruppo sconosciuto di preziosi codici Tasseschi, 86.
Verri (*Pietro* et *Alessandro*). Carteggio, 1766-1797, publ. par *Novati* (*Francesco*) et *Greppi* (*Emanuele*), 91.
Vico (*Giambattista*). L'autobiografia, il carteggio e le poesie varie, publ. par *B. Croce*, 113.
— La scienza nuova, publ. par *Fausto Nicolini*, 112.
Zaghubine (*Vladimiro*). Giulio Pomponio Leto, 82.
Zardo (*A.*). Voir *Gozzi* (*Gaspare*).
Zenoni (*Luigi*). Per la storia della cultura in Venezia dal 1500 al 1797, 106.
Zonta (*Giuseppe*). Francesco Negri l'eretico e la sua tragedia « il libero arbitrio », 83.
— Trattati d'amore del cinquecento, 83.
— Trattati del cinquecento sulla donna, 83.

HISTOIRE DE POLOGNE.

Noir (*M.*) et *Zaleski* (*Z. L.*). L'effort vital de la Pologne contemporaine, 366.

HISTOIRE DE PORTUGAL.

Young (*George*). Portugal, old and new, 158.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

Iorga (*N.*). Histoire des relations anglo-roumaines, 159.

HISTOIRE DE RUSSIE.

Andreief (*Léonid*). Le joug de la guerre, trad. par *Denissiemtsch* et *Desormonts*, 159.

HISTOIRE DES SLAVES DU SUD.

Hinkovith (*M. H.*). Les Croates sous le joug magyar, 160.
— Les Yougoslaves, 167.
Histoire yougoslave, 165.
Krek (*Ivan*). Les Slovènes, 169.
Lettres (les), les sciences et les arts yougoslaves, 166.
Pays (le) et le peuple yougoslaves, 164.
Persécutions (les) des Yougoslaves, 167.
Problème (le) yougoslave, 164.
Unité (l') yougoslave, 163.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

L'Allemagne et nous. Lettres de l'impératrice EUGÉNIE et du roi de Prusse GUILLAUME Ier 1

ARTICLES DE FOND.

BOURRILLY (V.-L.). Charles-Quint en Provence 209

TRICOCHE (George Nestler). Batailles oubliées : Bushy Run, 5-6 août 1763 281

WEILL (Georges). Le financier Ouvrard 31

WILMOTTE (Maurice). La patrie du *Waltharius* 1

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

GRISELLE (Eugène). Charles de Gonzague, duc de Nevers, et l'héritage de Clèves-Juliers (1604-1609). . . . 62

REUSS (Rod.). L'affaire des faussaires de Vienne arrêtés à Huningue et l'Assemblée nationale (1790-1792). . 297

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de France. Époque moderne (1494-1661), par Henri HAUSER. 304

Histoire d'Italie. Période moderne (fin du XVe siècle-fin du XVIIIe), par Julien LUCHAIRE et Jean ALAZARD (*3e et dernier article*) 80

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

BARBOSA (Ruy). Le devoir des neutres (**É. Castelot**) . . 123

COSMOS. Les bases d'une paix durable (**Id.**). 123

DEBIDOUR (Antonin). Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours, tomes I et II (**L. Eisenmann**) 117

DU CANGE. Histoire des comtés de Ponthieu et de Montreuil, publ. par l'abbé A. LE SUEUR (**Cl. Brunel**). . . 116

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1918.]

Pages

GOBLET D'ALVIELLA (comte). Le vrai et le faux pacifisme (**É. Castelot**) 125

LIPSON (E.). Europe in the nineteenth century (**Jean Morize**) 129

LOMBARD (A.). L'abbé Du Bos. Un initiateur de la pensée moderne (**G. Pagès**). 330

MÂLE (Émile). L'art allemand et l'art français au moyen âge (**Louis Bréhier**). 327

PASSELECQ (Fernand). La question flamande et l'Allemagne (**É. Castelot**) 335

PAYEN (Édouard). Belgique et Congo (**Id.**) 336

ROBINET DE CLÉRY (Adrien). Un diplomate d'il y a cent ans : Frédéric de Gentz, 1764-1832 (**G. Bourgin**). 333

ROUSSEL (Pierre). Délos colonie athénienne (**G. Glotz**). . 318

SCHVAN (Aug.). Les bases d'une paix durable (**É. Castelot**). 124

STIÉNON (Charles). La campagne anglo-belge de l'Afrique orientale allemande (**Id.**) 337

VILLERS (baron Marc DE). Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans, 1717-1722 (**R. de Kérallain**) . 331

ZURLINDEN (S.). Der Weltkrieg, tome I (**Jean Morize**). . 125

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (R. DOUCET, Chr. PFISTER). . . . 142

Histoire de Belgique (Ch. DAVILLÉ, R. DOUCET, VAN DER LINDEN) 144, 351

Histoire du Canada (Ch. BÉMONT, René DE KÉRALLAIN) . 146

Histoire d'Espagne (Chr. PFISTER, Jean RÉGNÉ) 148, 353

Histoire de France (Ch. BÉMONT, Ch. DAVILLÉ, H. HAUSER, Chr. PFISTER, R. POUPARDIN, Joh. TRAMOND). 139, 346

Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD) 153, 356

Histoire de Grèce (Chr. PFISTER) 156

Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Ch. DAVILLÉ, R. DOUCET, R. MARTINET, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD, Th. SCHOELL, Joh. TRAMOND). 132, 339

Histoire d'Italie (Jean ALAZARD, G. BOURGIN, Th. SCHOELL). 157, 359

Histoire de Pologne (R. DOUCET) 366

Histoire de Portugal (É. CASTELOT) 158

Histoire de Roumanie (Ch. BÉMONT) 159

Pages

Histoire de Russie (M. ROTHSCHILD) 159
Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT, Ch. DAVILLÉ, D. PASQUET, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD). 149, 356
Histoire des Yougoslaves (N. VOULITCH). 159
Histoire générale (Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, Th. SCHŒLL). 130, 338

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

CANADA.

1. Review of historical publications relating to Canada. . 197

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the) 389
2. Nation (the) 394

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. 191, 385
2. Académie des sciences morales et politiques 191, 386
3. Anjou historique (l') 192, 387
4. Annales de Bretagne 193, 387
5. Annales de géographie. 376
6. Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais 388
7. Annales révolutionnaires. 171, 367
8. Bibliographe moderne (le) 174
9. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français. 171
10. Bulletin hispanique. 174, 376
11. Bulletin italien 377
12. Correspondant (le) 180, 379
13. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus . 182, 380
14. Grande Revue (la) 184, 381
15. Journal des savants. 177, 372
16. Mémoires de l'Académie de Vaucluse 193, 388
17. Mercure de France 185, 382
18. Moyen âge (le) 367
19. Nouvelle Revue historique de droit français 175
20. Nouvelles Archives des missions scientifiques et littéraires 176
21. Polybiblion 177, 373
22. Révolution française (la) 172
23. Revue archéologique 377

Pages
24. Revue critique d'histoire et de littérature 178, 374
25. Revue de Gascogne 389
26. Revue de l'Agenais 194
27. Revue de l'Anjou 195
28. Revue de l'histoire des colonies françaises 368
29. Revue de l'histoire des religions 172, 369
30. Revue de Paris (la) 186, 383
31. Revue de Saintonge et d'Aunis 195, 389
32. Revue des Deux Mondes 187, 384
33. Revue des études anciennes 369
34. Revue des études historiques 370
35. Revue des études napoléoniennes 173, 371
36. Revue des nations latines 189
37. Revue des sciences politiques 176
38. Revue générale du droit 378
39. Revue historique de Bordeaux 196
40. Revue historique de la Révolution française 371
41. Revue savoisienne (la) 197

GRANDE-BRETAGNE.

1. Edinburgh Review 405
2. English historical Review (the) 400
3. History 201
4. Quarterly Review 202
5. Scottish historical Review (the) 407

CHRONIQUE.

Allemagne 414
Belgique 206
Espagne 415
États-Unis 416
France 204, 411
Grande-Bretagne 207, 415
Italie 207
Pays-Bas 416
Pologne 416

ERRATA 208, 417

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 418

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

REVUE
HISTORIQUE

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE.

TOME CENT VINGT-HUITIÈME

Mai-Août 1918.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1918

LES ÉLÉMENTS DE POPULATION ORIENTALE EN FRANCE

LES ARMÉNIENS EN FRANCE

DU XIIe AU XVIIIe SIÈCLE

De tous temps des rapports commerciaux existèrent entre la Gaule et l'Asie Mineure; des marchands « syriens », nom sous lequel on confondait tous les Orientaux, avaient fondé, non seulement dans le midi de la Gaule, mais aussi dans les villes de l'intérieur, des colonies prospères beaucoup plus nombreuses que ne le laissaient supposer les quelques lignes que leur a consacrées Grégoire de Tours[1].

Les pèlerinages vers la Terre sainte, fréquents aux ve et vi^e siècles, l'établissement du protectorat franc en Orient sous le règne de Charlemagne, à qui Haroun-al-Raschid avait envoyé une ambassade composée de musulmans et d'Arméniens catholiques, développèrent les relations commerciales entre la France et l'Orient. Au nombre des « Syriens », il est probable qu'on doit compter quelques habitants de la Grande-Arménie qui, attirés par le commerce de la France, auraient émigré sur notre sol. Au xe siècle, la présence de quelques-uns d'entre eux est tout au moins attestée par la découverte que l'on a faite d'un manuel de conversation arménien-latin placé à la fin d'une copie des *Lettres* de saint Jérôme. Ce vocabulaire, assez bref d'ailleurs,

1. Louis Bréhier, *les Colonies d'Orientaux en Occident au commencement du moyen âge*, mémoire présenté au XIIIe Congrès des Orientalistes à Hambourg; 8e section.

donne le nom des jours, des nombres, des choses usuelles et des termes religieux[1].

A dater de la conquête de la Grande-Arménie par les Turcs, c'est-à-dire au XIe siècle, les Arméniens commencèrent à connaître l'existence douloureuse qu'ils ont toujours menée depuis lors. Éparse, telle la nation juive ou la nation florentine de la fin du XVe siècle, la nation arménienne a connu des heures cruelles et douloureuses auxquelles n'a pas mis fin le partage de son ancien pays entre la Turquie, la Perse et la Russie. Aucune avanie n'a été épargnée aux Arméniens, sujets du Sultan ; ils ont gravi les marches d'un haut calvaire, heureux encore quand ils ont pu échapper au cimeterre ou à la hache de leurs bourreaux couronnés.

Dès le XIIe siècle, beaucoup d'entre les Arméniens émigrèrent dans le midi de la France, si hospitalier aux étrangers ; à Marseille, à Narbonne, notamment, on vit arriver d'Orient des chrétiens chassés par l'oppresseur. Benjamin de Tudèle, qui parcourait le Languedoc au cours de la seconde moitié du XIIe siècle, constate le cosmopolitisme des cités méridionales ; « à Montpellier », écrit-il, « on entend parler les langues de toutes les nations du monde qui y abordent avec les Génois et les Pisans ».

A la fin du XIIIe siècle, la perte de leurs colonies d'outre-mer porta un coup sensible aux « Francs » ; toutefois, avec le consentement des Sultans, devenus maîtres de la Syrie, ils continuèrent à fréquenter le port de Saint-Jean-d'Acre. En même temps, et afin d'avoir des débouchés plus nombreux pour leur commerce, ils resserrèrent leurs rapports avec les habitants de l'île de Chypre et de la Petite-Arménie. Des souverains de ces pays, ils obtinrent privilèges et avantages. Henri Ier, fils de Hugues Ier, roi de Chypre, avait dès l'an 1226 accordé aux Provençaux et trafiquants de Montpellier des facilités pour leur négoce. Les Montpeliérains avaient profité de ces faveurs ; ils avaient établi à Famagouste un consul et une loge. Le roi de la Petite-Arménie, Ôschïn, par une charte du 7 janvier 1314, avait prescrit de n'exiger d'eux, dans le port de Aïas, qu'un droit de douane réduit ; ce même privilège leur fut confirmé par Léon V, son fils[2]. Entre Montpellier et les Arméniens s'étaient

1. H. Omont, *Note sur un manuscrit conservé à la Bibliothèque du grand séminaire d'Autun* (Bibliothèque de l'École des chartes, année 1882, p. 563).

2. Dulaurier, *Chartes arméniennes*, dans *Historiens des Croisades, Documents arméniens*, t. I, p. 754-756.

ainsi établies des relations cordiales; si des Languedociens allaient se fixer en Arménie, tout porte à croire que d'aussi subtils marchands que les Arméniens ne négligeaient pas l'occasion de venir s'enrichir en France. Les rapports commerciaux de l'Arménie et de Nîmes étaient si fréquents que des tableaux donnaient l'équivalence des poids et des mesures employés en Asie et en France.

Au demeurant, les Arméniens s'expatriaient volontiers. Des motifs politiques comme des mobiles économiques les sollicitaient à gagner l'Occident; aux XIIIe et XIVe siècles, ils étaient répandus dans plus de trente villes d'Italie; ils y avaient leurs hôtelleries et leurs églises. A Venise, ils étaient particulièrement nombreux et, si l'on pouvait établir d'une manière certaine la filiation de multiples Italiens qui se fixèrent en France depuis le règne de Louis XI jusqu'à la fin du XVIIe siècle, on rencontrerait parmi eux maints descendants d'Orientaux.

Bien que l'on possède sur les rapports de la France et de l'Arménie des données historiques certaines, encore que l'on sache que les Arméniens ont de bonne heure émigré vers l'Occident, on en est réduit à formuler des hypothèses au sujet de leur arrivée en France pendant la période du moyen âge; postérieurement au XVIe siècle, les documents prouvant l'établissement de quelques-uns d'entre eux dans le royaume sont plus explicites, mais ils ne sont pas très abondants. Toutefois, il est impossible de négliger les quelques Arméniens connus qui sont venus chercher en France asile ou fortune; ils sont les devanciers de ceux que les massacres hamidiens ont obligé à fuir l'Orient et qui, sachant que la France « est une mère commune à tous les hommes », ont abordé sur nos côtes où ils ont été accueillis comme de malheureux naufragés.

*
* *

Le premier Arménien notoire qui se fixa en France fut saint Grégoire de Nicopolis. Né en Arménie au Xe siècle, il quitta sa patrie, erra dans la Gaule, puis s'établit à Pithiviers après avoir perdu deux compagnons de route qu'il avait en quittant son pays[1]. Plusieurs siècles s'écoulent avant que la France accueille Hayton, notable émigré originaire d'Asie Mineure. Pour

1. Macler, *Mosaïque orientale*. Paris, 1907, p. 30.

n'avoir pas été sanctifié, il n'en a pas moins acquis une grande réputation comme historien, comme prince et comme moine. Hayton ou Héthoum, prince de Corigos, n'appartenait pas à la famille royale des Héthoum, mais s'y rattachait par ses alliances. Après avoir mené une vie agitée, puisqu'il prit part aux luttes fomentées contre le roi Hayton II, assista à diverses batailles et au siège de Damas, Héthoum se sentit las de son existence mouvementée; il se fit religieux Prémontré, passa en Europe, visita Rome et vint à Avignon, où, bien reçu par Clément V, il obtint de ce pape une abbaye de son ordre à Poitiers. Dans cette ville, pour charmer sa vieillesse, il dicta à son secrétaire, Nicolas Falcon, un ouvrage important relatif à l'ethnographie et à l'histoire d'Asie : *la Fleur des histoires de l'Orient*, ou *Flos historiarum terrae Orientis*[1]. Contrairement à l'opinion jadis admise, Hayton ne mourut pas à Poitiers; il retourna en Orient, participa au concile d'Adana et décéda après l'ouverture de ce concile[2].

Des quêteurs envoyés par des Arméniens parcoururent sans doute la France sous le règne de Charles V, car on envoya des aumônes à l'évêque d'Adana; en 1364, le roi reconnaît avoir reçu, « de Jehan l'Uissier, 100 francs d'or pour donner pour Dieu en aumosne à frère Manuel, évêque d'Adana, en Arménie, povre et déshérité par les mécréanz[3] ». Soixante-dix ans après la mort d'Hayton, arrivait à Paris un nouvel Arménien; il était roi, roi déchu, et venait chercher un refuge en France. Léon VI, roi d'Arménie, n'était pas de pur sang arménien; il descendait des Lusignan, mais il était petit-fils de la reine Isabelle Héthoum-Rupen, femme d'Amaury de Lusignan. Pris par les Égyptiens

1. Il existe sur Héthoum ou Hayton de nombreux ouvrages. Ch. Kohler, dans le *Recueil des Historiens des Croisades. Documents arméniens*, t. II, a publié sur lui des documents latins et français. Il a également consacré une notice à l'auteur, même recueil, t. II, p. XXIII. — Omont, *Notice du ms. nouv. acq. fr. 10050 de la Bibliothèque nationale* contenant le texte de la *Fleur des Histoires de l'Orient*. Paris, 1903. — Paulin Paris, dans l'*Histoire littéraire de France*, t. XXV, p. 479.

2. Le concile d'Adana eut lieu entre 1314 et 1316. Hayton ne mourut pas avant 1314 puisqu'il assista au moins aux premières séances du concile. Ses biographes, autres que Kohler et le Père Tournebize, *Bibliographie ecclésiastique*, t. I, p. 1228-1234, assignaient comme date de la mort de Hayton l'année 1308.

3. Léopold Delisle, *Mandements de Charles V*, n° 123. Collection des documents inédits.

lorsque fut assiégé son dernier château de Gaban, il avait été emmené comme prisonnier au Caire. Quelques fidèles étaient restés près de lui ; parmi eux, le frère Jean Dardel, son confesseur, fut le plus dévoué. Il partit quêter près des souverains d'Europe la rançon du royal captif, puis, ayant réuni les fonds nécessaires à son rachat, il revint trouver le Soudan d'Égypte. Des péripéties diverses marquèrent le départ de Léon VI ; après un périple à travers plusieurs pays, il arrivait en France en 1384. Charles VI l'accueillit cordialement, lui donna une pension et un château pour résider. A deux reprises, Léon VI passa la Manche pour tenter de réconcilier le roi de France et le roi d'Angleterre ; il n'y réussit pas. Le 29 novembre 1393, l'exilé décédait à Paris, à l'hôtel des Tournelles, en face de l'hôtel Saint-Pol[1].

Il n'est pas d'exemple qu'un souverain n'ait été suivi dans son exil par des fidèles ; s'ils n'arrivent pas avec lui, rapidement ils le rejoignent. Des Arméniens s'embarquèrent probablement avec Léon VI. Jean Dardel, dans sa *Chronique d'Arménie*, affirme qu'il ne partit pas seul ; « le roy s'estoit parti luy et ses gens », écrit le confesseur du souverain déchu. Charles VI, accueillant en France l'exilé, se montra bienveillant pour lui « et tous ceulx qui en sa compagnie estoient[2] ».

Les rapports commerciaux qui duraient depuis plusieurs siècles entre la France et la Petite-Arménie, l'hospitalité courtoise que Léon VI et sa compagnie reçurent à Paris déterminèrent peut-être des Arméniens à se réfugier dans le « pays des Francs ». Un *graffito* en langue arménienne, signé du nom de Sargis, figure sur un pilier de la cathédrale de Bourges. N'émanerait-il pas d'un compagnon de Léon VI qui, après la mort de son maître, aurait suivi Charles VII dans cette ville[3]? Siméon, évêque arménien de Sébaste, qui, le jour de Pâques 1388, célébra la messe dans l'abbaye de La Grasse, en Languedoc, semble bien, si l'on rapproche les dates, avoir accompagné Léon VI en France[4].

1. Tournebize, *Histoire politique et religieuse de l'Arménie*. Paris (s. d.). Chapitre concernant le règne de Léon VI.

2. Jean Dardel, *Chronique d'Arménie*, *Documents arméniens*, t. II, chapitres XXXVI et CXLIV.

3. Macler, *Mosaïque orientale*, p. 29.

4. Léopold Delisle, *le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 305.

On perd la trace des Arméniens qui ont pu s'établir dans le royaume au XVe ou au XVIe siècle. Il en arriva peut-être au moment où l'Arménie fut le théâtre d'une guerre sanglante entre le Chah de Perse et le sultan Soliman. En 1548, Livourne fut déclarée ville ouverte par Cosme Ier, duc de Toscane; sur les instances d'Étienne V, patriarche d'Arménie, qui leur conseilla de profiter de la bienveillance du Florentin, les Arméniens fondent à Livourne une petite colonie; en 1560, on en rencontre à Amsterdam; ils y viennent exercer le négoce des diamants et des produits des Indes occidentales[1]. Il est possible qu'il y ait eu aussi à Marseille une immigration de négociants en soieries et en épices.

On a écrit, sur la foi d'un jurisconsulte du début du XIXe siècle, que Richelieu conçut le projet d'établir des Arméniens en France afin d'y augmenter le commerce et qu'à cette occasion il fit imprimer à ses frais, à Paris, quelques ouvrages arméniens[2]. Que Richelieu ait autorisé l'édition du *Dictionnaire arménien-latin* et la *Grammaire* de Rivola, puis du *Catéchisme latin* traduit en Arménien, le fait est incontestable; on connaît ces ouvrages et ils ont été décrits[3]. Mais on ne saurait croire que ces ouvrages aient été imprimés pour être distribués en France. Conseillé par le Père Joseph, Richelieu portait aux affaires d'Orient une attention soutenue et, suivant les désirs de son Éminence Grise, il avait créé des missions en Asie Mineure. Pour propager la doctrine chrétienne, accroître l'influence française dans les pays d'Orient et lutter contre la propagande du patriarche Cyrille qui y répandait les doctrines calvinistes, le Père Joseph voulut établir une imprimerie dans le Liban. Craignant que des erreurs ne fussent contenues dans les éditions que le Père Joseph publiait en Orient, la Congrégation de la propagande demanda à viser les livres imprimés par les missionnaires. Tout porte à croire que les manuels que Richelieu fit établir à Paris n'étaient pas destinés aux Arméniens qu'il aurait attirés en France, mais à ceux que le Père Joseph s'efforçait de

1. Macler, traducteur des *Notes de Chahan de Cirbried sur les Arméniens d'Amsterdam et de Livourne* (extrait de la revue *Anahit*, janvier et février 1904).

2. P.-B. Boucher, *Consulat de la mer* ou *Pandectes du droit commercial et maritime*. Paris, 1808, t. I, p. 220.

3. Schröder, *Thesaurus linguæ armenicæ. Catalogue des livres arméniens imprimez en differens endroitz du monde.* Amsterdam, 1711.

convertir dans les pays du Levant[1]. De ce que Richelieu, en vue de favoriser les projets du Père Joseph, ait fait éditer des livres arméniens, on ne peut légitimement conclure qu'il ait pensé attirer des Arméniens en France.

Ceux qui abordaient à Marseille y venaient librement ; au début du XVIIe siècle, ils formaient une petite colonie. Piquet, évêque de Césaropte, résidant à Marseille en 1628, réussit par son habileté à faire rentrer quelques Arméniens dissidents dans le giron de l'Église romaine ; il convertit notamment Seirvan d'Anbotius[2]. Des délibérations de négociants marseillais témoignent d'ailleurs qu'ils trouvaient trop nombreux les Arméniens débarquant ou résidant au port.

*
* *

Les ambassades orientales se succédèrent à Versailles et à Paris sous le règne de Louis XIV ; les envoyés du grand Seigneur et du Chah mirent en honneur le café, cette

Ligueur arabesque
Ou bien si vous voulez turquesque,

comme disait Subligny dans sa *Gazette de la cour*. A Paris, ce fut pour ce breuvage un engouement sans bornes quand, en 1669, Soliman Muta Ferraca, ambassadeur extraordinaire, eut mis à la mode le café ; il en servait à tous ses visiteurs. En subtil négociant, un Arménien, flairant les bénéfices à réaliser en exploitant le nouveau goût des Parisiens, ouvrit près du marché Saint-Germain-l'Auxerrois un salon de café. Pascal — ou Harouthioum — est le nom du fondateur du premier café établi à Paris. Peu après, un autre Arménien, Stephan, imita son compatriote[3]. Le commerce des boissons hygiéniques, comme celui des pierres précieuses ou des antiquités, semble avoir souvent séduit les Arméniens. Au temps de Louis XIV, on en comptait quelques-uns pratiquant ces divers métiers en France. En l'an 1700, raconte Saint-Simon, Madame la Chancelière donna un grand

1. Fagniez, *le Père Joseph et Richelieu*. Paris, 1906, t. II, p. 335.
2. Bibl. nat., fonds arménien, ms. 310. Lors de son enquête faite par Morant au sujet de l'imprimerie arménienne de Marseille, des Arméniens affirment que cet évêque obtenait des résultats tout autres que l'irascible Thomas Herabied.
3. Macler, *Leçon d'ouverture de cours à l'École des langues orientales* (Revue internationale de l'enseignement, année 1912, p. 1).

bal à Paris ; le buffet, où l'on prenait thé, café et chocolat, était tenu par un Arménien[1]. A Marseille, l'Arménien Joannès était, en 1712, propriétaire d'un café[2].

Au nombre des bijoutiers établis au Palais-Royal en 1712, on trouve un joaillier arménien du nom de Chammas ; il hébergeait ses compatriotes[3]. Je ne sais quelle profession exerçait Caroze, natif d'Ispahan, qui, en 1674, sollicita ses lettres de naturalité, déclarant « qu'aucun pays d'Europe ne lui a paru aussi agréable à visiter et à habiter que la France[4] ». Quant à Antoine Ambroise, dit l'Arménien, arrêté à Paris sous l'inculpation d'espionnage et enfermé à la Bastille en 1690, on ignore quelle était sa véritable nationalité. Lorsqu'on l'appréhenda, il était habillé en Arménien. S'il dissimulait sa personnalité réelle sous un déguisement, cela laisserait supposer que les Arméniens étaient assez nombreux à Paris, sinon son accoutrement n'aurait certes pas manqué d'attirer sur lui l'attention d'un populaire toujours curieux de se renseigner sur les faits et gestes d'un personnage dont le costume était inconnu[5]. Parmi les représentants de la nation arménienne fixés à Paris, on peut sans doute ranger Pierre Dipy, originaire d'Alep[6]. Pendant trente-neuf ans, il cumula les fonctions de professeur d'arabe et de syriaque au Collège de France avec celles de secrétaire interprète du roi et de marchand d'antiquités. Pierre Dipy fut en relations constantes avec Cercavy, conservateur de la bibliothèque du roi, puis avec Baluze, l'ami de Colbert. Par eux il était chargé d'examiner livres et manuscrits orientaux acquis à Constantinople et dans le Levant. Il était également lié avec le prêtre saxon Wausleben, voyageur qui achetait pour Colbert des antiquités orientales. Il était marié ; Wausleben n'écrivait jamais à Paris sans prier ses correspondants de saluer Dipy et sa femme. Il fut naturalisé en 1688 et, le 7 mai 1689[7], ses lettres de naturalité furent enre-

1. Saint-Simon, *Mémoires*, édition de Boislisle, t. VII, p. 61.

2. Arch. dép. de l'Hérault, C 2629.

3. Ibid., C 2629.

4. Arch. nat., Z 6008, fol. 45 v° (ancienne cote).

5. Funck-Brentano, *les Prisonniers de la Bastille de 1659 au 14 juillet 1789*. Paris, 1903, notice 1407.

6. H. Omont, *Missions archéologiques dans le Levant aux XVIe et XVIIe siècle*. Collection des documents inédits. Sur Dipy, p. 80, 85, 247. — Du Pradel. *Livre commode des adresses*, édition elzévirienne, p. 259.

7. Arch. nat., PP 151 ; actes du 10 juillet 1688 et du 7 mai 1689.

gistrées à la Cour des comptes de Paris. Dans les mêmes temps que Pierre Dipy recevait ses lettres de naturalité, d'autres Arméniens sollicitaient leur affiliation à la famille française. Joannès Grégoire était naturalisé le 31 décembre 1686[1]; un autre Joannès[2] et Estienne Faxy, tous deux Arméniens natifs d'Alep, se voyaient attribuer la qualité de Français[3].

Il advint fréquemment que voyageurs ou ambassadeurs revenant du Levant ramenèrent d'Orient des jeunes filles par eux achetées au bazar des esclaves à Constantinople. M. de Ferriol introduisit dans la société française la jeune Aïssé, qu'il avait acquise à l'Awretbazari; il y fit entrer aussi Lucie Esmer Fontana, fille de Jacques Fontana et de Rose, fille de Dieudonné Emiokan, après l'avoir fait baptiser à Constantinople, le samedi de Pâques 1697. Quelques années après, Ferriol la dota de vingt-cinq mille livres; elle épousa à Lyon Jacques Méchine de Montanteaume, capitaine en second au régiment de la Sarre[4]. Il est à croire que plusieurs jeunes Arméniennes suivirent d'autres personnages que M. de Ferriol. Dans certains cas, nos ambassadeurs favorisèrent aussi l'évasion d'Orientaux catholiques; Joannès Althen, par exemple, put s'enfuir grâce à la protection de M. d'Antin. Ainsi, par une voie détournée, pénétraient dans le royaume des Arméniens asservis aux Turcs et par nous libérés.

Si les uns venaient en France pour y goûter les charmes de la liberté, d'autres y arrivaient pour entrer dans les prisons du roi. C'est sous le règne de Louis XIV qu'un patriarche d'Arménie, nommé Avedik, eut des aventures qui l'ont rendu célèbre. L'influence des jésuites français avait fait élever au patriarcat un prêtre arménien schismatique nommé Avedik qui avait promis d'être favorable aux catholiques; mais, loin de tenir sa parole, il les avait persécutés avec acharnement[5]. Sur les conseils d'un jésuite résidant à Chio, le Père Braconnier, Ferriol, notre ambassadeur à Constantinople, résolut de faire appréhender en mer le patriarche Avedik. Bonnat, vice-consul de France à Chio, fut chargé de cette opération assez difficile;

1. Arch. nat., PP 162.
2. Ibid., PP 162.
3. Ibid., PP 162.
4. Ibid., K 175, liasse 2, pièce 7. Contrat de mariage passé à Lyon le 1720. — Naturalisation de Esmer Fontana en 1729.
5. Jouannin, *Histoire de la Turquie*. Paris, 1840, p. 321.

il y réussit. Avedik, arrêté, fut conduit en France et emprisonné au Mont-Saint-Michel.

Sur un ordre contresigné par Pontchartrain, le 18 décembre 1709, Avedik fut transféré à la Bastille. Les lettres de cachet d'entrée et de sortie qui le concernent ne mentionnent pas son nom; elles portent seulement ces mots « un prisonnier important ». Les méditations d'Avedik jointes aux efforts du haut clergé eurent raison des convictions hétérodoxes du patriarche; le 17 septembre 1710, Pontchartrain annonçait au gouverneur de la Bastille que, le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, ayant rendu compte au roi des dispositions qu'il avait rencontrées chez l'Arménien et des sentiments où il était de se convertir, il importait de transférer prudemment Avedik à Conflans, afin que le cardinal y pût recevoir son abjuration.

Le 22 septembre 1710, Avedik renonçait à ses erreurs et, quelques semaines après la cérémonie de Conflans, il fut conduit à Notre-Dame-de-Paris où il assista à des offices solennels. Après son abjuration, Avedik fut logé aux *Nouveaux convertis;* il fut, quand il en sortit, confié aux soins de Petit de La Croix, chargé de s'assurer de la sincérité de sa conversion. C'est dans la maison de Petit de La Croix, sise rue Férou, que mourut le patriarche arménien le 21 juillet 1711.

Bien que les aventures d'Avedik ne soient pas banales, elles n'auraient pas suffi à lui valoir la notoriété; mais, à la fin du XVIIIe siècle, le chevalier de Taulès crut reconnaître en sa personne le prisonnier connu sous le nom du « Masque de fer ». Après l'apparition de l'ouvrage de Taulès, les historiens s'emparèrent de la personnalité d'Avedik; ceux qui n'admirent pas son assimilation avec le mystérieux prisonnier virent dans le patriarche d'Arménie une victime des jésuites; c'était assez pour donner du lustre à ce personnage arménien dont on s'était occupé en France pendant deux ans[1].

Des éléments de population arménienne étaient épars dans la capitale sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV; à Marseille, la colonie arménienne était assez prospère au début du XVIIe siècle; les Arméniens apportaient au port soieries et pro-

1. Fr. Funck-Brentano, *les Prisonniers de la Bastille de 1659 au 14 juillet 1789*, notice 2069. — Il existe sur Avedik et le Masque de fer plusieurs ouvrages cités par M. Funck-Brentano.

duits du Levant; on a vu que des schismatiques s'y convertissaient. Mais, par suite d'un nationalisme étroit, les Marseillais adoptèrent à l'égard des étrangers qui fréquentaient leur port une politique double; ils s'efforcèrent de maintenir à leur ville sa réputation d'emporium du commerce du Levant en y centralisant les produits de la Turquie et de la Perse; en même temps, pour réserver à leurs navires le monopole de ce trafic, ils taxèrent lourdement les vaisseaux étrangers transportant des marchandises orientales. Trop de Chofilins, de Levantins ou d'Arméniens abordaient à Marseille au gré des armateurs, et, pour leur donner satisfaction, en 1650, on taxait d'un droit *ad valorem* de 5 °/₀ les cargaisons introduites par des Arméniens. Après la mise en vigueur de cette taxe, les Arméniens désertèrent Marseille et se portèrent vers Livourne[1].

En arrivant aux affaires, Colbert, préoccupé par la situation du port de Marseille, dont le trafic avec les Échelles avait faibli depuis la création du droit protecteur, prit des mesures pour rendre à la cité phocéenne son ancienne activité. En mars 1669, il promulguait l'édit d'affranchissement du port[2]. « Pour convier les étrangers de fréquenter le port de Marseille, même d'y venir s'y établir, voulons et nous plaît que les dits marchands étrangers y puissent entrer par mer, charger et décharger et sortir leurs marchandises sans payer aucuns droits, quelque séjour qu'ils y aient fait et sans qu'ils soient sujets au droit d'aubaine ni qu'ils puissent être traités comme étrangers », écrivait Colbert; il stipulait en outre que les étrangers, après avoir rempli certaines conditions d'habitat, de mariage ou d'acquisitions immobilières, recevraient la qualité de regnicole et de bourgeois de Marseille.

A la suite de la promulgation de cet édit, les Arméniens revinrent vers la France; ils reconstituèrent à Marseille la colonie qu'ils avaient probablement formée avant le tarif de 1650. La preuve de leur présence est attestée par une suite de documents relatifs à l'histoire de l'imprimerie arménienne de Marseille.

Le patriarche d'Arménie avait envoyé en Hollande un arche-

1. Masson, *Histoire du commerce de la France dans le Levant au XVIIe siècle*, p. 71.

2. Arch. mun. de Marseille, CC 18. — Isambert a publié l'édit dans le *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XVIII, p. 205.

vêque arménien du nom de Oskan pour y fonder une imprimerie dont devaient sortir des livres liturgiques en langue arménienne. Que se passa-t-il à Amsterdam? Je ne sais; mais, au début de l'année 1669, on fit connaître à Colbert qu'en donnant la facilité d'établir en France une imprimerie de ce genre on en tirerait pour la religion et pour le royaume de grands avantages. L'archevêque arménien fut présenté à Colbert; il lui fit voir les livres qu'il avait édités et lui en donna deux exemplaires, l'un pour la bibliothèque du roi, un autre pour la sienne propre. « S. M. », écrit Colbert, « lui fit une gratification, me permit de lui proposer de s'établir à Marseille et j'écrivis pour lui faire donner des facilités et les assistances dont il pourroit avoir besoin[1]. »

Colbert, en favorisant cette institution nouvelle, avait un triple but : attirer en France des Arméniens utiles, développer les relations de Marseille avec les négociants du Levant et jouer aux Hollandais quelques mauvais tours en les frustrant des avantages qu'il espérait retirer de cette fondation. Au mois d'octobre 1669, Colbert écrivait à Arnoul, intendant à Marseille, de tenir la main à ce qu'un marchand arménien de la place, Melchior Nazar, qui gérait les fonds de ses compatriotes, remboursât à l'archevêque 1,500 livres que ce dernier lui avait confiées. Il l'avisait aussi d'avoir à chercher une maison pour y établir les presses de l'archevêque[2].

Tandis que Colbert s'occupait de pourvoir d'un abri l'imprimerie arménienne de Marseille, il faisait expédier le privilège des imprimeurs. Ce privilège, daté de Saint-Germain en Laye, le 11 août 1669, accorde à Oskan de Vertabiet, archevêque arménien, procureur et délégué du grand patriarche d'Arménie, l'autorisation de fonder à Lyon ou à Marseille ou dans telle autre ville qu'il lui plaira une imprimerie pour éditer en langue arménienne tels ouvrages qu'il lui conviendra, pourvu qu'ils ne contiennent rien de contraire à la doctrine catholique. Le privilège était donné pour vingt ans. Cette fondation, écrivait le roi, « pourroit être utile au public et apporter beaucoup de facilité à la connaissance des langues orientales[3] ».

1. P. Clément, *Correspondance de Colbert*. Lettre de Colbert à Rouillé du 15 septembre 1673, t. III, p. 320.
2. *Ibid.*, t. III, p. 181. Colbert à Arnoul, lettre du 18 octobre 1669.
3. Bibl. nat., Collection Anisson-Duperron, ms. fr. 22071, fol. 123.

Le privilège royal comme la correspondance de Colbert désignent toujours Oskan comme archevêque, mais il n'était ni évêque ni archevêque; son vrai titre était Oskan *vardapet erevantsi*, c'est-à-dire Oskan, docteur d'Erivan[1].

Occupé par d'autres soins, Colbert ne songea plus à l'imprimerie arménienne de Marseille. Oskan, fort de son privilège, s'était associé avec le sieur Therdadée, prêtre de sa nation. Tous deux avaient amené de Hollande un imprimeur arménien, Salomon de Léon, neveu du prêtre, et un compositeur. Oskan mort, Therdadée et Salomon se brouillèrent. Comme ce dernier avait déjà imprimé un bréviaire arménien, Therdadée prétendit qu'il contenait des erreurs de doctrine. L'affaire fit du bruit; on plaida et un arrêt de la Cour du parlement de Provence, daté du 4 novembre 1679, nomma un expert pour prononcer entre les parties. Cet expert était le prêtre Herabied, Arménien catholique. Entre temps, une ordonnance de l'évêque de Marseille autorisa M. de Bausset, accompagné du promoteur d'office et de Herabied, à faire une perquisition au domicile de Léon; à la suite des recherches effectuées, on découvrit quelques feuilles imprimées contenant des erreurs de doctrine, mais Léon soutint qu'elles n'avaient pas d'importance, car elles provenaient d'anciennes impressions faites par lui, tandis qu'il habitait en Hollande[2].

L'affaire traîna; Rouillé, intendant de Provence, fit saisir les impressions de Léon et proposa à Colbert de lui retirer son privilège; il était probablement influencé par Herabied. Le 7 février 1680, Colbert lui écrivit : « Avant de prendre une résolution, le roi veut que vous tiriez un exemplaire de chaque livre pour voir ce qu'il peut contenir de contraire à la religion... S. M. trouve qu'il seroit avantageux que cette imprimerie, qu'on a tirée d'Amsterdam, où elle était établie, demeurât à Marseille et qu'il est difficile qu'elle ne fasse quelque bien au royaume. »

Il faut croire que Rouillé s'était montré trop prompt à agir, car, le 22 février 1680, il s'attirait de Colbert cette verte semonce : « Pour réponse à votre lettre du 14 de ce mois, je ferai examiner le livre que vous m'avez envoyé; mais il me semble que vous auriez pu attendre les ordres du roi pour faire

1. Macler, *Mosaïque orientale.*

2. Des impressions arméniennes avaient été faites par Oskan à Amsterdam. Cf. Schröder, *Thesaurus linguæ armenicæ. Catalogue des livres arméniens imprimez en différens endroits du monde*, Amsterdam, 1711.

défense de rien imprimer, parce que, dans ces sortes d'établissements, il n'est pas bon, sous prétexte d'un abus, de les ôter, n'y ayant aucun établissement de quelque nature que ce soit qui ne soit susceptible de beaucoup d'abus. Mais il serait nécessaire de s'appliquer à en retrancher les abus et à rendre cet établissement utile, étant certain que ces impressions arméniennes ont un très grand cours dans le Levant et que, si une fois cette imprimerie était établie à Marseille dans l'ordre qu'elle doit être, elle serait utile à cette ville-là, non seulement pour les impressions, mais même parce qu'elle y attirerait des Arméniens qui pourraient être utiles au commerce. Pour cela, il aurait été nécessaire d'avoir un bon et fidèle interprète, n'ayant pas grande confiance au prêtre Herabied, qui est un homme que l'on voit être agité d'une grande et violente passion. »

Colbert jugeait Herabied à distance, mais sainement : ce devait être un homme irascible et vindicatif. Il s'acharnait contre Léon et n'était pas très goûté par les Arméniens résidant à Marseille. Des plaintes furent adressées au patriarche d'Arménie, qui en écrivit à Louis XIV. De son côté, Léon se plaignait au roi d'être entravé dans l'exercice de son privilège. Le 3 janvier 1683, le roi priait Morant, intendant de justice et des finances en Provence, d'ouvrir une enquête sur Herabied et, le cas échéant, il donnait l'ordre de le faire « coffrer[1] ». Au reçu de cette lettre de cachet, Morant ouvrit une enquête et convoqua les parties en cause. Salomon de Léon accusait Herabied de jeter le trouble dans l'exploitation de l'imprimerie. Sa plainte était appuyée par Grégoire de Amio et cinq autres marchands arméniens établis à Marseille. Tous prétendaient que ce prêtre, se donnant le titre d'inquisiteur, refusait de les entendre en confession, menait une vie dissolue, puis, argument qui devait toucher Colbert, ils affirmaient que sa présence à Marseille détournait les Arméniens de venir s'y établir.

Depuis plusieurs années, Colbert se réjouissait de voir les Arméniens apporter leurs soies à Marseille ; il écrivait au président d'Oppède de donner aux Arméniens toute la protection que l'autorité de sa charge lui conférait et de les garantir contre toutes les chicanes des habitants de la ville. Les remontrances que les marchands arméniens avaient dirigées contre Herabied étaient

1. Bibl. nat., fonds arménien, ms. fr. 310, fol. 23.

bien faites pour troubler Morant, qui n'ignorait pas que Colbert se fût montré mécontent de les voir déserter le port de Marseille.

L'enquête fut ouverte par l'intendant de police au mois de février 1683. Lors de son premier interrogatoire, Herabied fit connaître qu'il habitait Marseille depuis sept ans, s'y étant fixé, après un séjour à Rome, sur les instances de Mgr de Janson, évêque de Marseille, qui l'avait prié de donner ses soins et son application à corriger les erreurs qu'on pouvait faire dans l'impression des livres arméniens. Depuis six ans, il servait dans l'hôpital des forçats, s'employant à la conversion des Turcs malades; au vrai, il était muni d'un décret de la Congrégation *De propaganda fide*, l'instituant missionnaire apostolique. Ce décret, daté du 5 février 1682, faisait valoir « que, la Congrégation, informée de la nécessité d'avoir à Marseille un prêtre possédant la langue arménienne pour administrer les sacrements aux fidèles de la nation que la franchise du port y attirait en grand nombre, la langue turque pour les esclaves », Thomas Herabied était nommé missionnaire apostolique pour trois ans, aux appointements de 300 livres par an. L'interrogatoire achevé, Herabied accusait à son tour Salomon de Léon et son compositeur d'introduire dans leurs impressions des erreurs de doctrine pour rendre plus aisé le débit de leurs livres parmi les Arméniens schismatiques; depuis sept ans, on ne lui avait présenté qu'un psautier et un bréviaire, ce qui donne à penser, ajoutait Herabied, que Léon imprime clandestinement d'autres ouvrages[1].

Divers témoins comparurent devant Morant à trois reprises différentes. Marguerite Chave, une Provençale, femme de Salomon de Léon, se présenta avec quelques Arméniens, dont l'un nommé Denazard. Tous déclarèrent que Herabied était un passionné, voyant partout des schismatiques, qu'il se refusait à entendre au confessionnal l'aveu de leurs fautes. Au fond, sur le point précis du procès, c'est-à-dire l'ingérence du prêtre Herabied dans les affaires de Léon, l'enquête n'apporta point grands éclaircissements; elle permit toutefois à Morant de disculper Herabied des accusations calomnieuses dirigées contre lui. Aussi, résumant les procès-verbaux par lui rédigés, l'intendant de justice concluait-il en s'inspirant des idées de Colbert

1. Tous ces renseignements sont extraits du procès-verbal d'enquête rédigé par l'intendant Morant, conservé à la Bibliothèque nationale, fonds arménien, ms. fr. 310, fol. 26 et suiv.

qu'il fallait maintenir l'imprimerie; elle « rapportera peu, mais elle permet d'établir une liaison de plus en plus étroite avec les marchands arméniens que la franchise du port attire chaque jour en ville... Il est nécessaire de prévenir les obstacles... Herabied ruinera l'entreprise, il faut le remplacer; mais sa conduite est bonne, il ne fait pas l'inquisiteur à Marseille, il confesse les Turcs, son service n'a rien de contraire aux intérêts de S. M. ».

Colbert mourait peu de temps après avoir reçu le rapport de Morant. L'imprimerie arménienne de Marseille dut subsister cependant jusqu'en 1710; sous cette dernière date, on rencontre encore des impressions sorties des presses de Salomon de Léon. Les affaires de l'imprimerie arménienne avaient dû être peu prospères, puisque neuf livres en tout furent édités par elle entre les années 1673 et 1710[1].

Il est peu probable que la création de cette imprimerie ait considérablement accru la colonie arménienne de Marseille; une fondation d'un ordre un peu différent resserra au contraire les liens qui unissaient déjà la France aux Orientaux catholiques. Au début du XVIIIe siècle, les Anglais luttaient pied à pied contre nous dans les Grandes-Échelles; en 1700, ils créaient un consul à Salonique et fondaient à Oxford un collège pour y élever dans la religion anglicane de jeunes enfants originaires du Levant[2]. Ému de ces créations, Pontchartrain écrivait, le 31 mars 1700 : « S. M. a trouvé important, pour ne pas laisser s'introduire l'hérésie parmi les nations à la conversion desquelles nombre de missionnaires de ses sujets travaillent, de tirer douze enfants des familles les plus accréditées dans les Arméniens, Grecs, Suriens, Coptes pour les faire élever dans un collège du royaume. » A partir de l'an 1700, on confia aux jésuites de Paris des enfants qui vinrent principalement du Caire et d'Alep. Un arrêt du 20 juillet 1721 supprima cette institution.

1. Macler, *Mosaïque orientale*. M. Macler a publié *in extenso* les documents du manuscrit 310 du fonds arménien qu'il a d'ailleurs catalogué. Dans la notice consacrée par lui à l'imprimerie arménienne, l'auteur n'a pas fait état de la correspondance de Colbert. Il a donné, d'après la *Bibliographie arménienne*, le titre des ouvrages imprimés à Marseille, avec l'indication du nom de l'éditeur et la date de la publication. Oskan figure seul jusqu'en 1676. A partir de cette époque, le collophon des ouvrages porte Oskan et Cie jusqu'en 1686. A dater de ce moment, Salomon de Léon imprime seul.

2. Depping, *Correspondance administrative*, t. IV, p. 193.

Quelques-uns de ces élèves demeurèrent peut-être à Paris après avoir reçu les enseignements des maîtres de Louis-le-Grand; ceux qui repartirent en Orient contribuèrent à y développer l'influence française; on ne les perdait pas de vue et à Constantinople on utilisait les services des Arméniens. En 1729, Sevin négociait l'achat de quelques manuscrits avec un Levantin, « fripon déterminé »; il fit d'abord étudier les ouvrages qu'on lui proposait par Agoup, ancien élève du collège Louis-le-Grand, et qui entendait l'arménien et le français; quelques semaines après le premier examen, on dressa un catalogue des manuscrits offerts par le Levantin; ce fut encore à un Arménien, nommé Paul, condisciple d'Agoup, qu'on confia le soin d'en prendre connaissance[1].

Au XVIIIe siècle, lorsque les affaires commerciales reprirent en France un nouvel essor, toutes les propositions d'inventions ou de recherches, surtout lorsqu'elles émanèrent d'étrangers, furent prises en considération. En 1733, Joannès Althen, Arménien natif de Perse, était débarqué à Marseille; pendant seize ans, il avait été esclave des Turcs; comme il était catholique, le marquis d'Antin avait favorisé son évasion en l'embarquant sur un navire du roi. Il s'était, à son arrivée en France, établi à Marseille et s'y était marié.

Connaissant la culture du coton, il avait proposé au contrôleur général du commerce, Orry, d'acclimater cette plante dans le royaume. On prit sur son compte quelques renseignements. Guérin, secrétaire du roi à Marseille, répondit à l'intendant du Languedoc qui l'avait sollicité de faire une enquête sur Joannès Althen, que parmi les Arméniens de Marseille on ne connaissait qu'une seule personne répondant au nom de Joannès; installé dans la ville depuis 1712, cet Arménien tenait café; « il ne sçait ni lire ni écrire, pas même en sa propre langue, et ne sçait rien des plantations ». Ces premiers renseignements étaient loin d'être favorables à Joannès Althen, lorsqu'après de nouvelles recherches Guérin écrivit à l'intendant qu'Althen, connu sous le surnom de Petros, était à Paris, où il était descendu chez Chammas, Arménien, marchand bijoutier au Palais-Royal.

Althen était probablement venu pour faire quelques démarches

1. Omont, *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Paris, 1902, p. 461-462.

en vue d'obtenir une concession de terrain propre à planter des cotonniers. Il réussit dans son entreprise et on lui accorda pour effectuer ses essais quelques terres aux environs de Castres. Malgré les soins qu'il apporta à ses plantations, malgré les subventions qu'il obtint du roi, ses expériences ne réussirent pas. Il se plaignit d'être jalousé, d'être pillé la nuit par des cultivateurs de la région ; l'eau manquait pour ses arrosages. Néanmoins, comme Althen était persévérant et, nonobstant ses insuccès, obtenait des subsides nouveaux, il continua ses essais. Les résultats pratiques furent nuls et tout au plus réussit-il à présenter quelques fruits de cotonnier à l'Académie des sciences ; Hellot, membre de cette assemblée, lut devant elle des rapports favorables concluant à la beauté des cotons que lui avait adressés Althen ; le 19 novembre 1750, la Société royale des sciences de Montpellier alla voir les cultures de l'Arménien et constata avec plaisir que les graines avaient mûri. Ces encouragements des corps savants furent pour les expériences d'Althen une récompense méritée, mais la fortune ne lui vint pas à la suite de ses tentatives[1].

Le principal titre de gloire d'Althen est d'avoir introduit et développé la culture de la garance en France ; c'est en considération des services qu'il rendit au pays que les Avignonnais lui ont, en 1846, élevé une statue dans leur ville.

Les Arméniens qui se fixèrent en France n'eurent pas tous la notoriété d'Althen ; certains se contentèrent de vivre librement, exerçant des métiers ou des industries qui leur permettaient de subsister ; si l'on en rencontre à Marseille et à Paris, on en connaît aussi qui vécurent dans les environs de la capitale. Peu de temps après son installation à Motiers-Travers, Jean-Jacques Rousseau prit l'habit arménien ; il dit lui-même dans quelles circonstances ; « ce n'était pas une idée nouvelle ; elle m'était venue diverses fois dans le cours de ma vie et elle me revint souvent à Montmorency, où le fréquent usage des sondes, me condamnant souvent à rester dans ma chambre, me fit mieux sentir tous les avantages de l'habit long. La commodité d'un tailleur arménien, qui venait souvent voir un parent qu'il avait à Montmorency, me tenta d'en profiter pour prendre ce nouvel équipage... ; je me fis donc une

1. Arch. dép. de l'Hérault, G 2629. Les expériences d'Althen se prolongèrent pendant quinze ans, de 1738 à 1750.

petite garde-robe arménienne...; je pris le cafetan, le bonnet fourré, la ceinture[1] ».

L'émigration des Arméniens en France sous l'Ancien régime a été individuelle. Tandis qu'à l'étranger, à Livourne et à Amsterdam notamment, les représentants de la nation arménienne arrivèrent nombreux à diverses reprises, ils ont au contraire constitué lentement leurs colonies de Paris et de Marseille. Toutefois, ayant comme tant d'autres apprécié les bienfaits de l'hospitalité française, ils ont tracé la voie aux « Arméniens martyrs » que l'oppression ottomane a, au XIXe et au XXe siècle, obligés de chercher un refuge hors de l'empire musulman. Ainsi que les autres étrangers, les Arméniens venus en France sous l'Ancien régime se sont vus « dévorer tout vifs » par la nationalité francaise[2]; si ces Orientaux catholiques ont peu marqué dans notre histoire nationale ou démographique, cela tient sans doute à ce que leur assimilation à la France, « cette mère commune de tous les infortunés », a été fort rapide. Trop peu nombreux pour se marier entre eux, ils se sont, aussitôt leur arrivée, fondus dans la grande famille française.

J. MATHOREZ.

1. Jean-Jacques Rousseau, *Confessions*, livre XII, édition illustrée de 1889, t. II, p. 324. C'est en l'année 1762 que Rousseau vint se fixer à Motiers-Travers.
2. Novikof, *l'Expansion de la nationalité française*.

LE
CORSAIRE FRANÇOIS THUROT
ET
L'EXPÉDITION DE CARRICKFERGUS EN IRLANDE
(1759-1760)

Né à Nuits en Bourgogne le 21 juillet 1727, élève chirurgien à Boulogne, prisonnier des Anglais au début de la guerre de la guerre de la Succession d'Autriche, second sur la *Rusée* de Boulogne — capitaine Dubois dit Mazières — en 1748, puis capitaine de la chaloupe la *Levrette* (six tonneaux) de Boulogne, François Thurot, après la paix d'Aix-la-Chapelle, s'installe en Angleterre, où ses opérations de commerce se confondent souvent avec la contrebande. Grâce à son charme personnel et à la droiture de son caractère, il y noue de solides amitiés.

Prisonnier à Londres en même temps que le maréchal de Belle-Isle, il avait supplié le maréchal de l'emmener lorsque ce dernier rentra en France. Il essuya un refus : en débarquant à Calais, Belle-Isle eut la surprise d'y trouver Thurot, qui s'était échappé et avait traversé le détroit sur un canot. Par ce trait d'audace, le jeune corsaire s'assurait un protecteur.

Au début de la guerre de Sept ans, le maréchal écrit de lui : « Il est difficile d'avoir plus de volonté, de courage et d'intelligence. » Il obtient pour lui le commandement d'une petite corvette, la *Friponne* (mai 1756). A peine en mer, Thurot s'empare sous le canon de Douvres du *Hawk*, capitaine Hunts, un cotre de seize pièces, excellent voilier absolument neuf, gagnant du prix de Londres six semaines plus tôt.

Il chasse les petits corsaires ennemis, menace les navires de commerce jusque dans les eaux anglaises et dénombre les garde-côtes : cinq de dix-huit canons en moyenne pour le sec-

teur d'Harwich à Douvres, onze, dont un de vingt-six canons, de Douvres à Béveziers. Au mois de juillet, il s'approche assez près de la côte pour enlever un navire mouillé à l'abri de la pointe des Perrées; cinq garde-côtes veulent lui couper le chemin du large; un calme le sauve, et il rame pendant vingt-huit heures pour s'échapper. Trop connu de l'ennemi, qui évente sa corvette à cinq ou six lieues au large, il songe à opérer dans d'autres quartiers.

Il s'associe pour moitié avec Pierre Merlin, armateur de Saint-Malo; le contrôleur général prend un intérêt dans l'affaire, et le roi avance 300,000 livres. Thurot, nommé capitaine de flûte, commande une escadrille : le *Maréchal-de-Belle-Isle* (quarante canons), qu'il monte en personne; le *Chauvelin* (trente-six canons), capitaine Duhoux Desages, un Malouin; et deux découvertes, le *Bastien* et le *Gros-Thomas*. La campagne est extrêmement rude. Séparé du *Chauvelin* et des découvertes, Thurot relâche dans les ports de Norvège, tellement désemparé qu'il lui faut plus de 250,000 livres pour se remettre en état et se ravitailler. Il rentre désarmer à Dunkerque le 15 février 1759[1]. Il l'aurait fait à Ostende, où il a relâché en dernier lieu, sans la crainte d'encourir les reproches des intéressés dans son armement. Les conditions de vents et d'eau l'ont retardé[2]. Le Magistrat d'Ostende lui a refusé un pilote : il en a pris un de force et lui a donné dix louis : « Cette action ne manquera pas d'être regardée comme un crime, parce que malheureusement tout est crime pour moy, et que je suis obligé de faire la planche partout. »

Déjà la faveur du maréchal de Belle-Isle et celle du duc de Choiseul lui valent des envieux et des ennemis; ses succès personnels n'en diminuent pas le nombre, lorsqu'il se présente à la cour, où il est quelque temps l'homme à la mode. Un de ses com-

1. Arch. nat., *Marine*, B³ 532, fol. 153; B⁴ 72, fol. 48; B⁴ 75, fol. 88 et suiv.; B⁴ 79, fol. 1-29, où trois *Journaux* de cette longue campagne; B⁴ 94, fol. 114; C⁴ 283, fol. 149. — Arch. mar. de Dunkerque, *cart.* 13, 16; *Rapports de guerre*, 1748, fol. 91; 1757, fol. 163; 1758, fol. 115; 1759, fol. 129. — Arch. comm. de Dunkerque, 160. — Bibl. nat, ms. nouv. acq. fr. 10577, fol. 27. — Bulletin Union Faulconnier, 1899, t. II, p. 240. — Guerre, *Arch. hist.*, 3532, n. 47, 48, 119. — Henri Malo, *les Corsaires*. Paris, 1908, in-8°, p. 37 et suiv.

2. « Actuellement que les vents sont bons », écrivait-il d'Ostende, « l'eau manque. Si vous pouviez nous envoyer un débordement d'urine de Versailles pour faire flotter mon navire, je pourrais en profiter. »

pagnons rédige un récit de leur campagne pour le défendre contre certaines attaques, et publiera son récit au moment où Thurot reprendra la mer. Les Anglais, dont il parle couramment la langue et parmi lesquels il compte des amis, lui rendent justice plus exactement que ses compatriotes. Ils le redoutent, car il a battu les frégates supérieures en force envoyées contre lui, et il a prouvé son habileté nautique en échappant à l'escadre du commodore Boys qui le cherchait; ils l'estiment, parce qu'il « en use très bien avec les prisonniers; il ne leur prend ni leurs bagages, ni leurs montres; tous les officiers pris mangent à sa table. On le dit extrêmement brave, et l'on prétend qu'il a déclaré qu'il feroit plutôt sauter son vaisseau que de le rendre[1] ».

Les expéditions des Anglais contre les côtes françaises en 1758 provoquent l'éclosion de nombreux projets d'entreprises contre les leurs. Le gouvernement s'arrête à un plan comportant une attaque principale sur les côtes d'Essex, favorisée par deux diversions, l'une sur l'Écosse, l'autre sur l'Irlande. Les points de départ seront Brest, Le Havre et Dunkerque. Thurot obtient du maréchal de Belle-Isle le commandement de ce dernier armement[2].

1. *Gazettes anglaises*, citées par Émile Garnault, *le Commerce rochelais au XVIIIe siècle*. La Rochelle, 1891, 5 vol. in-8°, t. IV, p. 235. — *Relation historique de la campagne du capitaine Thurot sur les côtes d'Écosse et d'Irlande en 1757 et 1758*. Dunkerque-Paris, 1760, in-12.

2. Les sources où nous avons puisé les éléments de notre récit sont les suivantes : *Lettres, rapports, journaux, instructions, comptes*, dans : Arch. nat., *Marine*, B² 262, fol. 399; B³ 695, fol. 73-76; B⁴ 90, 94, 95. — Arch. mar. de Dunkerque, *cart.* 16, 18; *Registre de correspondance*, 15, 16; *Rapports de guerre*, 1759, fol. 185, 187. — Guerre, *Arch. hist.*, 3535, n. 147; 3537, n. 223; 3538, 3568, 3569, n. 51, 100, 138, 178; 3570, n. 266; 3571, n. 243. — *Relation historique de la campagne du capitaine Thurot sur les côtes d'Écosse et d'Irlande en 1757 et 1758*, Dunkerque-Paris, 1760, in-12. — *Journal de la navigation d'une escadre française partie du port de Dunkerque aux ordres du capitaine Thurot, le 15 octobre 1759, avec plusieurs détachements des gardes françaises et suisses et de différents autres corps* (de Bragelongne). Bruxelles-Paris, 1778, in-12. — *Apologie du capitaine Thurot, extraite de différents journaux de ses navigations sur les côtes d'Irlande et d'Écosse pendant les années 1757 et 1759, contre l'auteur anonyme d'un journal au sujet de ce brave marin*. Londres-Paris, 1778, in-8°. — *Adresse à Messieurs les Représentants de la Nation française*, s. l. n. d., in-4°. — Clowes, *The royal navy*, t. III, p. 129-221. — Norman, *The Corsairs of France*. Londres, 1887, in-8°, p. 240-286, 407-424. — Henri Malo, *les Corsaires*, Paris, 1908, in-8°, p. 37-51 (le récit d'Auguste Mariette est inexact); et *M. le chevalier Briansiaux de Milleville, armateur en course*, Lille, 1911, in-8°, extr. de la *Revue du Nord*, t. II, mai 1911.

Le peu de secret et la longueur des préparatifs donnent aux Anglais le temps de prendre leurs mesures. En conséquence, il faut modifier le plan primitif : le maréchal de Conflans sortira de Brest, et Thurot de Dunkerque, pour se jeter soit sur l'Irlande, soit sur l'Écosse, suivant les circonstances.

Rien de curieux et de compliqué comme l'organisation de cet armement de Thurot. Le véritable instigateur de l'expédition est le ministre de la Guerre, maréchal de Belle-Isle. Il a accepté à la Marine un collègue des mains de la marquise de Pompadour : l'ancien lieutenant de police Berryer. Il est donc fondé à croire que cet homme se considérera un peu comme sa créature ; mais Berryer lui échappe : Thurot fournira la preuve que ce ministre, lorsqu'il acquiesce aux décisions du maréchal, agit d'une manière diamétralement opposée à ses paroles.

A ne considérer que les apparences, tout annonce un armement particulier. Thurot, directeur, arme un vaisseau et une frégate ; un armateur de Dunkerque, J.-L. Briansiaux, arme un deuxième vaisseau. Le Couteulx, banquier à Paris, et Pierre Tugghe, un des plus gros hommes d'affaires de Dunkerque, qui tous deux s'étaient occupés du précédent armement de Thurot à Saint-Malo, effectuent les paiements pour les dépenses de celui-ci. La Marine n'intervient qu'indirectement pour deux frégates et une découverte.

Mais, si l'on pénètre le fond des choses, on constate que les paiements faits par Le Couteulx et Tugghe sont prélevés sur une somme de 520,000 livres, à eux versée par le trésorier de la Marine. Les billets de Thurot leur servent de quittances ; ils prélèvent pour leurs peines une commission de 2 %. D'autre part, Thurot se porte comme intéressé pour 210,000 livres dans les 461,000 auxquelles montent les frais de l'armement du vaisseau de Briansiaux, et voici comment il paie cette part d'intérêts dont Briansiaux lui donne quittance : 60,000 livres en billets sur Le Couteulx, 150,000 livres en un engagement d'armer le vaisseau à forfait pour pareille somme. Les articles de cet accord sont consignés sur le registre secret du greffe de l'Amirauté.

Thurot, aidé de son homme d'affaires, Cazin, sieur d'Honincthun, procède à Dunkerque à l'armement du *Maréchal-de-Belle-Isle*, du *Bégon* et de la *Terpsichore*. Cazin traite à Boulogne avec Louis Paillet et Cie pour leur frégate l'*Amaranthe*. Le commissaire de la Marine de ce port y achète l'ancienne

prise de Thurot, le *Hawk*, devenu le *Faucon*, qui servira de découverte. Enfin Duhoux Desages, l'ancien capitaine du *Chauvelin*, est envoyé à Lorient où, parmi quatre frégates du roi désarmées, il choisira la meilleure, la *Blonde*.

Au mois de mars de cette année 1759, le gouvernement a décidé de mettre le port de Dunkerque en état de recevoir des vaisseaux de soixante et soixante-dix canons : des chasses approfondissent le chenal; les grands travaux avancent vivement; le prince de Croÿ et Solre, neveu du maréchal de Belle-Isle, s'acharne à déblayer le banc qui s'est formé devant l'entrée du havre. Triomphalement, il annonce à son oncle que, le 25 mai, l'*Amaranthe* a pu entrer d'une seule marée au port et au bassin : « C'est la première à qui cela soit arrivé. » Le *Faucon* vient de Boulogne le 7 juillet. Ce même jour, la *Blonde*, cachant sa destination, quitte Lorient. Quelques jours plus tard, elle envoie à Saint-Malo une prise estimée plus de 50,000 francs. Elle évite avec bonheur trois frégates anglaises qui depuis peu rôdent assidûment devant Dunkerque et, le 17 juillet, mouille en rade, où Thurot lui ordonne de rester.

Il comptait partir aussitôt pour Versailles recevoir ses dernières instructions, mais ne le peut avant le 28. Depuis trois semaines, il a envoyé le mémoire de ses projets en triple exemplaire : au maréchal de Belle-Isle, au duc de Choiseul (« c'est », dit-il, « une précaution que je prends au cas qu'il m'arrive quelque accident dans mon voyage »), enfin à Berryer; mais à l'intention de ce dernier il a supprimé « divers éclaircissements qui ne serviroient qu'à faire valoir les officiers de marine, en leur fournissant des idées qu'ils n'ont pas ». Il séjourne à la cour le temps strictement nécessaire pour s'entendre définitivement avec les ministres, repart le 6 août et arrive le 8 au soir à Dunkerque. Sa présence est indispensable pour triompher d'obstacles de toutes sortes qui entravent la bonne marche de son armement.

Obstacles financiers, d'abord : en juillet, il lui fallut déjà obtenir la levée d'une saisie « qui accrochoit la frégate le *Maréchal* ». Pendant sa dernière campagne, étant en Norvège (décembre 1757), il a dépecé un bâtiment dunkerquois pour réparer sa frégate. En compensation, il a signé un billet de 51,000 livres tournois au propriétaire, Pierre Debaecque. Mais son armateur malouin, Merlin, ne peut faire honneur à sa signature : deux de ses frégates, le *Chauvelin* et la *Marquise*, ont

flambé lors de l'incendie du port de Saint-Malo par les Anglais; il lui en coûte personnellement 600,000 livres. Debaecque a saisi, pour s'indemniser, le *Maréchal-de-Belle-Isle* en armement; Thurot le décide à se désister.

Une autre affaire de même ordre se pose plus menaçante. Au cours des mêmes relâches en Norvège, l'ambassadeur du roi, le président Ogier, se croyant en présence d'une frégate du roi, a donné les secours indispensables à Thurot, littéralement dénué de tout. Il a engagé la cour pour une somme totale de 239,616 l. 18 s. 7 d., remboursée depuis à ceux qui l'ont avancée, et sur laquelle la cour a passé l'éponge. A Flessingue, Thurot a obtenu 80,00 livres de la maison Mathieu Pruyst et fils, pour ses dépenses de ravitaillement. Ces négociants suivent la voie diplomatique pour leur demande en remboursement, que l'ambassadeur de Hollande présente au ministre de la Marine. Ce dernier se récuse : il s'agit ici d'un armement particulier, et les Pruyst sont renvoyés à se pourvoir par les voies ordinaires. Ils saisissent le *Maréchal-de-Belle-Isle* à sa relâche à Ostende : le consul français en donne mainlevée. Ils s'adressent au lieutenant général de l'Amirauté de Dunkerque, qui fait droit à leur requête par une première sentence du 30 avril 1759, mais revient sur sa décision le 25 mai suivant. Les créanciers se pourvoient devant le Parlement de Paris, qui rend un arrêt en leur faveur le 10 juillet : le 25, un huissier de l'amirauté de Calais saisit la frégate, les fonds aux mains de Pierre Tughhe, considéré comme dépositaire de l'armement, et assigne devant le Parlement le lieutenant général de l'Amirauté de Dunkerque et le consul de France à Ostende.

Le surlendemain, Thurot part pour Versailles. Il soutient que l'affaire est manigancée par l'ambassadeur de Hollande, qui a surpris la bonne foi de Joly de Fleury pour obtenir l'arrêt. Au surplus, le gouvernement ne peut admettre un pareil contretemps : l'armement actuel se fait en réalité pour son compte. S'il faut une preuve que le lieutenant général de l'Amirauté agit par ordre en rendant une seconde sentence contradictoire à la première, une lettre autographe et confidentielle de Berryer la fournit. Le 10 août, il écrit à l'intendant Bégon et au commissaire de Sorel :

Le départ du sieur Thurot estant, Messieurs, un objet assez important dans les circonstances présentes, il est nécessaire que vous le

favorisiez l'un et l'autre en ce qui dépendra de vous, et par cette raison, loin d'apporter quelque retardement ou des empeschements quand il voudra sortir du bassin, vous aurez à le faire aider à cette opération ou du moins à n'y mettre aucun obstacle. Vous sçavez que la frégate corsaire qu'il monte est en quelque manière saisie, et comme vous pourriez l'un ou l'autre ou touts les deux ensemble estre requis de vous opposer à son départ en vertu d'un arrest du Parlement qu'on pourra peut-estre mettre en avant, il faudra que vous éludiez par divers prétextes d'en prendre connoissance, soit en faisant dire que vous n'y estes pas ou que vous avez trop d'affaires ou autrement, de manière qu'on ne puisse rien imputer à déni de justice que vous auriez refusé de rendre. C'est en fermant les yeux sur ce qui pourra se passer sur cela indirectement à ce qui vous regarde, et en évitant de vostre costé d'y prendre part, que l'on peut éluder d'y retenir la frégate. Je crois n'avoir pas besoin de vous en dire davantage sur cela, et il faut d'ailleurs que vous ne paroissiez pas en avoir receu aucuns ordres à cet égard.

Mais ce n'est pas tout. Les fonds de l'armement ne suffisent pas aux besoins. Thurot compte sur la prise de la *Blonde* pour se procurer quelques ressources; l'Amirauté de Saint-Malo la juge valable par arrêt du 28 août : en octobre, Berryer prétend ne pas connaître ce jugement, ce qui, dit Thurot, serait « plus qu'étonnant », et refuse de délivrer les deniers provenant de la prise. Thurot se plaint à Choiseul : « Voilà déjà le début de la Marine à mon égard; bien loin de me secourir de nouveaux fonds, on m'arrête ceux qui m'appartenoient. » Il a dépassé ses disponibilités; le temps s'écoule sans que l'expédition puisse partir, et les frais courent toujours. Sans argent, sans crédit, Thurot réunit toutes ses dettes sur les têtes de Pierre Tugghe et de Briansiaux, qui, au 25 septembre, sont en avance, le premier de 98,504 l. 15 s. 2 d., et le second de 163,282 l. 13 s. Il fait ressortir dans sa correspondance la manière généreuse dont Briansiaux l'a secouru, et la reconnaissance particulière que mérite cet armateur : après des débuts modestes, Jean-Louis Briansiaux s'était lancé tardivement dans de grosses opérations de course qui réussissent; il a le tort d'éblouir ses concitoyens par son faste, et laisse percer trop de la fierté qu'il éprouve à participer à une affaire d'État. « Les ressources que j'ay trouvées en luy », écrit Thurot, « l'ont fait jalouser sur cette place, dont le monde luy à tourné le dos. »

Les obstacles financiers aplanis, restent ceux qu'oppose l'en-

nemi à la sortie de l'escadre. Des officiers prisonniers, revenus après échange, citent cet exemple de l'inquiétude provoquée en Angleterre par la menace de l'expédition : au début de juillet, les habitants de Douvres, apercevant en mer trois frégates qu'ils s'imaginent être celles de Thurot, courent aussitôt aux armes et enferment les prisonniers français prêts à embarquer sur le paquebot des étrangers.

A cette date, trois ou quatre frégates seulement surveillent Dunkerque, quand le bruit court que le port est menacé d'un bombardement. Un smoggleur de Boulogne le donne pour certain : il l'apprit de trois officiers anglais qu'il a grisés à Flessingue et confessés dans l'ivresse. Les mouvements de la flotte anglaise confirment la nouvelle. A son passage, le prince de Soubise s'en convainc, et écrit à Castries : « J'espère que les Anglois y trouveront un peu plus d'obstacles qu'au Havre, quoique les moyens de défense maritime soient absolument nuls. » Le lieutenant général de Chevert, commandant militaire de la province, et le lieutenant général marquis Du Barail, commandant de Dunkerque, s'emploient à y pourvoir. Les chantiers de Dunkerque, Calais et Boulogne construisent cinquante bateaux plats. Bégon et Sorel « redoublent de vivacité » pour tenir prêts les brûlots et les chaloupes carcassières.

Un autre smoggleur de Boulogne certifie maintenant qu'aucun bombardement ne menace Dunkerque ; Thurot en est persuadé, mais à son retour de Versailles, le 8 août[1], il se voit bloqué par deux vaisseaux de cinquante canons, sept frégates de douze à quarante-quatre canons, et huit cotres, aux ordres du commodore Boys. Ces forces augmentent de jour en jour ; elles se répartissent

1. Au cours d'un de ses précédents voyages à Versailles, Thurot avait été mis par le maréchal de Belle-Isle en rapports avec un orfèvre dauphinois, nommé Dupré, qui avait inventé une sorte de feu grégeois. « J'ai eu chez moi », écrit Dupré, « un long entretien avec le sieur Thurot, je lui ai fait voir les plans que j'ai levés de mes expériences aux carrières de Belleville et sur le canal de Versailles. Il a conçu une grande idée de mes moyens qu'il s'est aussitôt déterminé à mettre en usage, et a dit qu'on en entendroit parler dans trois semaines. Je vois dans cet homme, plein de valeur et d'audace, tout ce qu'il faudroit pour renverser la marine anglaise. » En fait, Thurot n'appliqua pas l'invention de Dupré, qui fit plusieurs expériences en présence du duc d'Harcourt. Louis XV, estimant qu'une telle découverte aurait des suites trop funestes pour l'humanité, brûla, dit-on, les mémoires et les plans contenant le secret de l'inventeur, auquel il accorda une pension, et qu'il nomma chevalier du Saint-Esprit. — François Louis, *le Feu grégeois*, dans *Mercure de France*, 15 mars 1916, n° 426, t. CXIV, p. 264.

en deux divisions, gardent les passes de l'est et de l'ouest de la rade, tandis que les corvettes louvoient constamment de l'une à l'autre. A la fin du mois, Thurot et le prince de Croÿ comptent au télescope, du haut de la tour : quatre vaisseaux de ligne de soixante à soixante-quatre canons, dix frégates de vingt-quatre à quarante canons, un senau de quatorze canons, et huit cotres. Au début d'octobre, on distingue nettement quarante voiles ennemies dans le nord et quinze dans l'ouest. Seul, un coup de vent « bien déterminé » peut ouvrir à l'escadre « une lumière de passage ».

Ce n'est pas tout : « L'espion est terriblement exact dans ce port icy. » Thurot en signale et fait arrêter trois. Il saisit un petit smack hollandais qui prétend aller de Calais à Flessingue, mais mouille la nuit si près du *Maréchal-de-Belle-Isle* qu'on a tout lieu de le suspecter. Et combien d'officiers légers dans leurs propos, contre lesquels il faut se tenir en garde! Des oreilles attentives recueillent la moindre indiscrétion. Thurot en profite habilement pour répandre de faux bruits, qui passent le détroit.

Son personnel, enfin, lui suscite maint souci. La levée des équipages se fait avec peine. La Marine ne lui fournit que lentement les hommes dont il a besoin, quoique l'intendant ait ordre de lui donner tous les secours possibles. Il se sépare de Duhoux Desages, qui devait commander la *Blonde*, et de Mathieu Dumont, « le meilleur costier » de Dunkerque. Le détachement d'infanterie, et surtout son chef, lui valent les pires mécomptes. Ce sont 1,500 hommes que commande le brigadier d'infanterie de Flobert; Clamouse et Cavenac commandent en second et en troisième, avec le marquis de Bragelongne pour major général. Ces officiers nobles méprisent le roturier Thurot et jalousent la faveur dont il jouit à la cour. Par mauvaise volonté, par incapacité, ils assureront l'échec de l'entreprise. Le brigadier de Flobert est le premier coupable.

Ce militaire compte trente-trois ans de services. Il attribue le tremblement de son écriture à « une pluye de pierres » qui estropia ses mains au siège de Syracuse en 1735. La forme des caractères qu'il trace est aussi voulue que son style alambiqué de plat courtisan : « La poste va partir et je n'ai que le temps de vous assurer que je n'aspire qu'au bonheur de justifier et mériter les continuelles bontés dont vous me comblés, par les preuves les plus autentiques du plus profond respect et de la plus tendre

et plus vive reconnaissance avec laquelle je suis et serai toute ma vie, Monseigneur, votre plus humble et plus obéissant serviteur. » Et plus loin : « Je vous prie de me faire la justice d'être persuadé que je reçois vos préceptes et vos ordres avec tout le respect et toute la vénération que j'aurois pour mon propre père, et telle que je la sens véritablement dans le fond de mon cœur pour mon protecteur, mon bienfaiteur, et bien plus encore, Monseigneur, pour votre propre personne. » En pareil cas, l'instinct du peuple dit nettement : « Trop poli pour être honnête. »

Premier embarras : il veut embarquer 1,680 hommes au lieu des 1,500 prévus. Thurot n'y peut suffire sans l'adjonction d'un nouveau bâtiment, qui coûterait 30,000 livres de plus, desquelles il faudrait munir Le Couteulx. Le mauvais air de Bergues tranche la difficulté; la maladie multiplie les indisponibles. Flobert demande l'envoi de son monde à Cassel, mais l'imminence de l'embarquement provoque le refus du ministre[1].

Thurot et Flobert se communiquent leurs instructions par écrit (15 août). Elles ne disent rien du but de l'expédition. Curieux d'en savoir davantage, Flobert souligne la conformité des textes, pour le cas où l'on aurait à lui donner « quelque nouvelle connoissance ultérieure dans ce moment ou dans un autre temps ». Il ne reçoit aucune « connoissance nouvelle »; se vexe et se plaint « du silence et de la réserve du sieur de Thurot » sur des projets dont il partage l'exécution, « si tant est », ajoute-t-il, « que cette expédition doive bientôt avoir lieu ». Mais comment lui confier un secret? Il annonce l'envoi de documents dans une lettre et oublie de les inclure; il écrit en rade et date sa correspondance de Bergues; il oublie même de la signer.

Le 3 septembre, il embarque 1,360 hommes, dont un millier sous les armes[2]. On lui propose des remplaçants, enfants de

1. Le corps expéditionnaire est composé de grenadiers des gardes françaises, de soldats des régiments d'Artois et de Bourgogne et de piquets des régiments étrangers. Répartition prévue :

Maréchal-de-Belle-Isle :	482	hommes,	2	canons.	Flobert, commandant en chef.
					Cavenac, c^t^ en troisième.
					Bragelongne, major général.
Bégon :	400	—	1	—	Clamouse, c^t^ en second.
Blonde :	262	—	1	—	Du Soulier, c^t^ et officier-major.
Terpsichore :	230	—	1	—	Rusilly, c^t^ et officier-major.
Amaranthe :	164	—	1	—	Stoult, c^t^ et officier-major.

2. Chaque homme reçoit au moment de l'embarquement une redingote de drap bleu, une chemise de mer bleue, une paire de gros bas de laine et une

quinze à dix-sept ans, qu'il vaut mieux laisser à terre, en se contentant de 1,200 soldats aguerris.

Sitôt embarqué, ses plaintes redoublent : parce qu'on le réduit à un seul domestique ; parce que l'eau est puante, le vin sûr, la bière aigre ; parce que si, à la vérité, la nourriture est abondante, la chère manque de délicatesse. Et voici le comble de l'incommodité : « Je vous avoue, Monseigneur, que je suis un peu scandalisé de voir soir et matin le sieur Thurot descendre seul à table en bonnet sale et en robe de chambre, au milieu d'un nombre d'officiers habillés, avec qui je ne le croiois pas fait pour figurer en pareil équipage. » Flobert va et vient ; « il est inquiet de tout et ne s'occupe de rien, ne finit rien ». Thurot explique qu'il distribue trois fois par jour du vin et une fois de la bière ; il assure que l'eau n'est pas malsaine ; il fait dresser par le syndic des bellandriers un certificat constatant qu'on l'a prise, cette fois comme en tous temps lors de la dernière guerre et des guerres du grand roi, dans le canal de Bourbourg, où les vaisseaux et galères du roi, et tous les navires en armement, se sont toujours approvisionnés. Mais Flobert a une idée fixe : se procurer de l'eau de source. Il finit par en faire venir de Saint-Omer, et la Marine lui fournit une soixantaine de barriques neuves. Nouvelles plaintes longuement diluées dans ses lettres au ministre : on a versé une partie de son eau de source dans de vieilles barriques !

Autre idée fixe : dresser des états. Avec force explications, il envoie au maréchal de Belle-Isle les modèles qu'il a établis. Pour les remplir, il lui faut se transporter en rade de navire à navire : le commandant de l'escadre craint cette facilité donnée aux désertions, et refuse un canot pour ce service.

Le ministre « voit avec une sorte de peine par leurs lettres respectives qu'il commence à se mettre de la rixe entre eux ». Chevert les convoque, les raisonne en tête-à-tête, puis tous deux ensemble. Il constate que l'eau et les vivres sont bons. Il obtient pour Flobert un canot qui ne quittera pas la rade, et l'assurance d'être averti chaque fois que le grand canot du commandant ira à terre. « Ils m'ont donné réciproquement leur parole d'honneur de manger ensemble à bord du *Belle-Isle*, en bottes, redingote et bonnets de campagne, ce qui est d'usage à la mer ; de ne s'expliquer jamais l'un vis-à-vis de l'autre que teste à teste et de

paire de souliers. Les hommes couchent deux dans un hamac, avec une couverture par hamac.

se donner des marques d'estime extérieure pour obtenir celle de leurs troupes. »

Flobert se plaint alors pour le compte de ses officiers : « L'incommodité qu'ils souffrent est inexprimable ; seize officiers dont douze des gardes pêle-mêle avec treize hommes de mer, canonniers, etc., au nombre de vingt-neuf couchés dans un espace moins grand que votre cabinet. » Thurot le reconnaît : « Nous sommes assés pressés », et l'explique : « Parce qu'il y a beaucoup de domestiques et de gens inutiles à la chose. » Et cependant, à cette heure, le détachement est réduit à 1,100 hommes.

Exaspéré de ces piqûres d'épingles, harcelé par les difficultés financières, inquiet des attaques sournoises dont il est l'objet près de ses protecteurs à la cour et des mesures énergiques prises contre lui par l'ennemi, Thurot cède à un mouvement de lassitude : « Tout cela est bien décourageant quand on se sacrifie comme je le fais », dit-il. Le mot n'est pas trop fort ; l'avenir en prouvera l'exactitude. Le maréchal de Belle-Isle lui rend courage : « J'ai bien reçu la lettre dont il a plu à Votre Grandeur de m'honorer, qui rétablit bien mon esprit et mes forces, car j'avois besoin de cela, réellement. » Et il ajoute en parlant de Flobert : « Votre Grandeur connaîtra peut-être un peu trop tard le génie de ce Monsieur-là ; pour moi, tel qu'il soit, il est de votre main, Monseigneur, et j'aurai toujours des égards pour lui, malgré les impertinences qu'il m'a dites... Le service du Roy ne doit pas souffrir de l'antipathie des caractères, notre affaire n'en ira pas moins bien. » Chevert, cependant, le voit « excédé de toutes les tracasseries et chicanes qu'il essuie journellement à son bord ». Il l'exhorte « à faire jusqu'à l'impossible pour maintenir la paix et l'union ».

Une dernière et cruelle disgrâce lui est réservée avant le départ.

Son instruction secrète lui prescrivait une attaque contre Bristol ou contre Newcastle, objet principal dont il ne doit pas se laisser distraire par des combats sur mer. Si l'une ou l'autre de ces attaques apparaît impossible, il s'en prendra au port d'Angleterre ou d'Irlande qu'il jugera le plus à propos, sauf interdiction formelle de tout acte d'hostilité contre l'Écosse. Quel que soit le port attaqué, il y brûlera tous les navires et tous les magasins de la Marine, « ainsi que les Anglois en ont usé l'année dernière à Saint-Malo ».

Thurot a conçu le projet hardi de détruire les mines de charbon de Newcastle. Coup terrible, qui aurait en Angleterre une énorme répercussion.

Le 29 septembre, il tient la preuve que son projet est vendu à l'ennemi !

Les Anglois ont toujours continué au même nombre jusqu'à aujoud'hui qu'ils viennent de nous quitter en partie, c'est-à-dire qu'il y a huit navires de moins sur mon chemin, de façon que, s'il faisoit la moindre haleine de vent favorable, je risquerois le paquet, quoique ce ne soit pas prudent; mais les vents sont de l'est-sud-est, tout à fait contraires; ainsi si les Anglois ne paroissent pas en plus grand nombre et qu'ils ne changent point leurs positions, au premier vent de sud jusqu'au ouest je pars. Mais une chose qui surprendra Votre Grandeur et qui ne m'a jamais surpris, c'est que notre projet est vendu si distinctement que je vais vous en citer les époques : je viens de recevoir une lettre d'Harcourt[1] qui me marque que l'on m'attend sur la côte de Neufcastel, et que la disposition des navires est sur cette côte depuis Herwich jusqu'au bout de la terre d'Écosse : ils ont avis que je dois aller détruire les mines des environs de Neufcastel, et en conséquence peuvent se répondre par des signaux d'un moment à l'autre : il y a précisément dans Neufcastel un bataillon de troupes réglées et une milice nombreuse formée des ouvriers aux mines et on m'y attend journellement et point à aucun autre endroit de l'Angleterre. J'ai reçu le même avis par la voie des smoggleurs de Boulogne et par un danois que j'ay fait visiter depuis plusieurs jours, qui a vu les navires sur cette côte; qu'ainsi le projet est vendu et que j'oserois mettre ma main au feu que je sçais le coquin qui l'a vendu, car personne autre n'en a été instruit que le Comité : or, tous ceux qui composent le Comité sont incapables de pareille trahison. Voicy comment cela a été trafiqué. Monseigneur Berryer a confié le soin de faire mon expédition au bureau de M. Pellerin, et ce ministre a donné par écrit sur un morceau de papier que j'ay vu le nom des endroits où je devois aller, et ce que je devois y faire : il a encore à l'heure que je parle ce papier dans un des tiroirs de son bureau, de façon que personne au monde ne peut avoir vendu ce projet que ce Pellerin-là, qui n'a fait sa fortune que par cette voye-là, ce qui dans le public en est soupconné depuis longtemps. J'ose vous assurer que jamais expédition relative à la Marine ne réussira en France tant que cet homme y restera, faites-y bien attention, Monseigneur, sou-

1. Un de ses amis d'Angleterre qui avait passé en Hollande, puis en France, et était retourné en Angleterre.

venez-vous que je vous l'ay dit et que persone n'est plus en état et ne sçait mieux masquer son jeu que luy. Quel bonheur pour moy d'avoir tardé jusqu'à cet instant! Comme Votre Grandeur voit, j'aurois donné dans le pot au noir. Il en sera sûrement de même de Bristol; vous avez des gens en Angleterre, et il vous sera aisé de juger par vous-même si la France est trahie; aucun autre motif que le bien de la patrie ne me force à vous faire part de ces observations. La suite vous le prouvera. Les Anglois qui viennent de dérader d'icy et qui me laissent par ce moyen le passage libre s'imaginent que je vais donner dans le panneau, au moins sur la côte d'Écosse; au moins tout me le confirme.

Je me gouvernerai en conséquence de ce que je viens d'apprendre, et faites qu'aucune autre personne que Monseigneur le prince de Soubise et Monseigneur le duc de Choiseul en ait connoissance.

Je prie Votre Grandeur d'être persuadée que je brûle de profiter du premier moment favorable.

Après la signature, ce post-scriptum autographe :

Monseigneur, tout ce que M. Berryer sçaura, Pellerin le sçaura, et tout périra, comptez (ic)y. C'est le plus grand traitre de la nation; c'est luy qui a vendu la Marine de tous les temps. Pour ce que vous voudrez qui réussisse, prenez bien vos mesures ou bien donnez de faux projets. Je compte partir chaque jour.

Il ne suffit pas de partir : il faut réussir. Thurot diffère encore l'appareillage. Les vents demeurent défavorables; les Anglais gardent leurs positions. « Pourvu que cela ne tourne point à blâme à la cour! » écrit-il encore (13 octobre). « Je me recommande à votre protection, à Dieu, et à la fortune; j'ay fait tout pour le mieux. »

Enfin un coup de vent balaie les vaisseaux anglais devant lui (14 octobre). Les sachant proches, il attend jusqu'au lendemain. Sans ressources pour payer ses vivres, craignant de lasser la patience du maréchal de Belle-Isle, sachant que Choiseul s'impatiente, blâmé par Du Barail et par Bégon pour n'avoir pas profité du premier vent, il se décide : le 15, entre cinq heures et cinq heures et demie, il donne le signal d'appareillage.

Ce qu'il a prévu se vérifie : le lendemain, mouillé dans les bancs entre Nieuport et Ostende, il y voit postées deux frégates anglaises. L'une force de voiles pour prévenir le commodore Boys, l'autre reste à le surveiller avec un cotre.

La nouvelle de son départ se répand en Angleterre comme une traînée de poudre. Rodney l'a laissé passer; « il ne lui laisse qu'un pied de nez, quoique restant camus de sa maladresse. Ils ont beau courir après, le renard a de meilleures jambes que le bœuf, comme il se voit, car ce M. Thurot a, dit-on, toute la malice de cet animal. » Tels sont les termes dans lesquels un négociant anglais l'annonce à un correspondant de Middelbourg.

A Liverpool, le maire ordonne les mêmes mesures de défense qu'en 1745 : il lève 2,000 hommes, réunit des armes pour 4,000, et forme un escadron de 500 chevau-légers avec les gentilshommes de la ville. De Londres, on a envoyé des ordres pour qu'il soit redoublé de vigilance sur toutes les côtes. Le Parlement vote d'urgence les fonds nécessaires pour en assurer la défense, et la délivrance d'un grand nombre de lettres de marque à des corsaires qui gêneront la marche des escadres françaises. Le commodore Boys se lance à la poursuite de Thurot : il ne le rejoindra pas, et se contentera de protéger les côtes d'Écosse. Le commodore Percy Brett, détaché avec l'escadre des Dunes à la hauteur de Yarmouth, prolonge au sud la garde montée par Boys[1].

Dès le premier jour, Thurot a constaté que le *Bégon* et l'*Amaranthe* « ne marchent pas du tout ». Avec ses équipages réduits par la nécessité de loger les troupes, il a pris les meilleures mesures pour faciliter la manœuvre : le branle-bas ne sera donné que pour le nombre exact d'hommes désignés pour y prendre part, des soldats tenus en réserve dans des endroits d'où ils pourront lestement monter sur le pont[2], les fanaux de com-

1. Arch. nat., *Marine*, B² 361, fol. 289, *Mémoire du Roy pour servir d'instruction au sieur Thurot, lieutenant des frégates de Sa Majesté, commandant la frégate corsaire « le Maréchal-de-Belle-Isle », à Versailles, le 26 juillet 1759;* B² 362, fol. 396, 403; B⁴ 79, fol. 11; B⁴ 90, fol. 27-79, 94; B⁴ 94, fol. 112-114. — Guerre, *Arch. hist.*, 3532 à 3536. — Arch. mar. de Dunkerque, *cart.* 16; *Rapports de guerre*, 1759, fol. 171, 177. — Arch. comm. de Dunkerque, 190. — Greffe du tribunal de commerce de Dunkerque, *Registre secret*, I, 88. — Clowes, *The royal navy*, t. III, p. 196, 223, 224. — *Journal de l'échevin Henri Verbeke (1758-1764)*, dans Bul. Union Faulconnier, 1914, t. XVII, p. 126, 130. — Henri Malo, *M. le chevalier Briansiaux de Milleville, armateur en course* (extrait de la *Revue du Nord*, t. II, mai 1911).

2. En rade, un va-et-vient permettait à un canot de transmettre les ordres sans faire de signaux, à cause de la proximité de l'ennemi.

bat toujours prêts à être allumés, et toutes précautions soigneusement prévues contre l'incendie[1].

A chacun de ses capitaines, Thurot a remis au départ les plis cachetés contenant leurs instructions pour le cas de séparation : au sud du cap Derneus, rendez-vous à la passe de Crussfiord, après avoir passé devant le cap ; au nord du Derneus, rendez-vous dans l'une des trois baies de la côte est de Suderoë, une des Féroë ; dans la Manche, les points de ralliement sont Cherbourg et Morlaix. Un accord particulier concède aux capitaines, outre les parts reconnues par l'usage de Dunkerque, 1,500 livres par prise rapportant plus de 25,000 livres. A titre d'encouragement, les officiers-majors auront droit aux « meubles et effets » des prises.

Le vent a fraîchi. L'escadre est restée au mouillage entre les bancs d'Ostende. Le 17 octobre, au matin, le câble du *Bégon* se rompt, forçant Grieu à appareiller ; Thurot signale à toute l'escadre d'en faire autant. Le surlendemain, le *Bégon* démâte de son petit mât de hune et de son grand mât de perroquet : cette

1. On a vu la répartition des troupes. Voici la composition et la force de l'escadre au moment de l'appareillage :

Maréchal-de-Belle-Isle :	600	ton.,	44	can.,	158	hommes.	Thurot, lieut. de frégate, c^t^. Chev. de La Tourandais Rouxel (de Saint-Malo), lieut. de frégate, second capitaine. Harismandy (de Saint-Jean-de-Luz), capitaine de flûte, capitaine de pavillon.
Bégon :	500	—	38	—	150	—	J.-B. Grieu (de Saint-Malo), lieut. de frégate, capitaine.
Blonde :	300	—	32	—	150	—	Jean-Gallant Larreguy (de Saint-Jean-de-Luz), capitaine. Harriboure (de S.-Jean-de-Luz), second capitaine.
Terpsichore :	200	—	24	—	100	—	Dernandais-Labbé (de Saint-Malo), capitaine.
Amaranthe :	180	—	18	—	70	—	Antoine Poure (de Boulogne), capitaine.
Faucon :	45	—	8	—	36	—	René Brisson (de Dunkerque), capitaine.

Grieu a remplacé Deshoux Desages, et Brisson a remplacé J.-J. Perré au dernier moment.

fois, l'escadre met en panne pour l'attendre. « Par besoin politique et précaution », la côte anglaise et écossaise de la mer du Nord étant strictement gardée, Thurot relâche à Götheborg le 26 octobre. Le *Faucon*, réparé depuis six jours, l'y rejoint avec une prise. Thurot sait la présence dans ces parrages du *Homard*, capitaine Pierre Allemès ; ce petit cotre, actuellement armé par Pierre Tugghe, lui a déjà servi de découverte lors de sa précédente campagne ; il l'avait pris sur les Anglais et confié à son premier lieutenant pour remplacer le *Gros-Thomas*. Brisson part à la recherche d'Allemès, ne le rencontre pas, mais le trouve à Götheborg à son retour, Allemès ayant de lui-même rallié l'escadre.

Le même jour que Conflans et que Hawke, chacun de leur base respective, Thurot met à la voile de Götheborg (14 novembre). Dans la nuit, à hauteur de la pointe de Skagen, par vent frais, gros temps et dans une obscurité profonde, Grieu gouverne sur le fanal du *Belle-Isle*. Soudain, le grand mât du *Bégon* casse au ras du capelage ; on emploie le reste de la nuit à débarrasser le vaisseau des agrès et des mâtures qui pendent à la mer, et à renverguer une misaine neuve. Au jour, l'escadre a disparu. Grieu n'entrevoit pas la possibilité de la rejoindre. Il réunit en conseil ses officiers et le commandant des troupes, et ouvre ses ordres cachetés. Au lieu de se porter au rendez-vous indiqué, le conseil décide de faire voile sur Dunkerque, où le *Bégon* arrivera le 24 novembre.

Le même coup de vent disperse et désempare les vaisseaux de Boys, contraints de se réfugier dans les ports d'Écosse. Il sépare encore de l'escadre de Thurot le *Faucon*, son plat-bord démoli à tribord et sa chaloupe mise en pièces sur le pont, et le *Homard ;* ces deux bâtiments regagnent Dunkerque les 3 et 15 décembre : au moins rapportent-ils, le premier cinq prises et trois rançons valant net 94,000 livres, le second deux prises et une rançon valant 48,500 livres. L'une des prises du *Faucon* portait huit canons et quatre pierriers.

Avant de quitter Götheborg, Thurot a communiqué ses intentions au maréchal de Belle-Isle : il va tâcher d'échapper aux vaisseaux qui le guettent au passage du cap Derneus, et de faire des routes détournées pour atteindre son but ; au pis aller, s'il ne passe pas, il relâchera dans un port neutre. Il remarque non sans raison : « Sans vouloir me faire un mérite, je puis vous

assurer, Monseigneur, que, si je réussis, ce sera contre vents et marées. » La perte du *Bégon* le prive du quart de ses forces : il l'attend au rendez-vous fixé, à la passe de Crussfiord. Au bout de dix-huit jours, il se décide à lever l'ancre et à le chercher au second rendez-vous, aux Féroë. Il parcourt 469 lieues en vingt-trois jours, et arrive le 28 décembre, heureux de se ravitailler ; pendant les vingt-neuf jours de sa relâche, son expédition consomme sur place 200 bœufs et 1,500 moutons.

Le brigadier de Flobert n'a pas cessé de lui marquer son hostilité. A Götheborg, Thurot a renvoyé cinq de ses officiers avec des congés réguliers. Revenus à Dunkerque, ils se plaignent de ses duretés : « Au contraire, j'ai toujours vu qu'on se louoit généralement de luy », dit le marquis Du Barail, qui les aurait envoyés en prison sans les termes favorables employés pour la rédaction de leurs congés. Il suppose avec raison que Thurot, les jugeant inutiles, fut aise de s'en débarrasser. Mais tandis que le commandant de l'escadre témoignait n'en avoir aucun besoin, Flobert, nullement compétent, proclamait la nécessité de leur présence à bord.

Cette longue navigation parmi les tempêtes et les ouragans, ce séjour en plein hiver dans une île perdue au nord de l'Écosse manquaient de confort. La disette de vivres accentuait sa menace. Flobert, mécontent, soulève d'abord des difficultés sur la procédure à suivre lors de l'amarinage des prises. Puis, un incident surgit à table : un officier se plaint de la soupe ; Thurot répond un peu vivement qu'elle est excellente. Flobert intervient, et appelle quatre fusiliers pour mettre aux arrêts le commandant de l'expédition ! Ce dernier, « voulant faire connoître qu'il étoit de fait et de droit le maître dans son navire, demande l'*Instruction du Roy*, que M. de Flobert n'attendit point, et se retira ». L'instruction disait formellement : les officiers de mer ont le commandement sur mer, ceux de terre sur terre ; ils s'entendront pour le débarquement et le rembarquement des troupes.

Un peu plus tard, Flobert se prend à exiger communication de l'instruction secrète : Thurot refuse, prêt à certifier par écrit qu'une telle communication lui est expressément défendue. Huit jours plus tard, le brigadier réunit un conseil ; il veut que l'escadre rentre en France par le chemin le plus court. Thurot répond par écrit : l'expédition ne pouvant se ravitailler suffisamment aux Féroë, doit le faire en Angleterre même. « Nous ren-

drions de plus grands services à la patrie en sacrifiant notre vie s'il en étoit besoin à la destruction de l'ennemi, en mourant glorieusement sur ses côtes, plutôt que de reprendre honteusement le chemin de France. » Ne se reconnaissant pas le droit de forcer Thurot à lui obéir, Flobert se résigne à attendre qu'on soit réduit à la dernière extrémité.

Et l'escadre remet à la voile. Suivant le plan de Thurot, voici le moment venu d'opérer l'attaque de Londonderry : Flobert s'y refuse tant qu'on ne lui aura pas fourni tous renseignements sur la route à suivre une fois à terre, sur les forces qu'il va rencontrer devant lui, sur la capacité de résistance de la ville, etc... (7 février). Un coup de vent rejette les navires vers l'ouest. Thurot les ramène dans la direction de Londonderry, mais, sur les instances de son entourage, il doit renoncer à l'entreprise sur cette ville.

Alors les officiers de terre de l'*Amaranthe*, de la *Blonde*, de la *Terpsichore*, se refusant à supporter plus longtemps les fatigues de cette navigation, décident de se séparer du *Belle-Isle*. Larreguy et Dernandais s'opposent au retour par le canal Saint-Georges, craignant d'autant plus les rencontres fâcheuses que pendant les derniers coups de vent ils ont jeté bon nombre de leurs canons à la mer pour s'alléger : ils préfèrent contourner l'Irlande par l'ouest.

Thurot eût sagement agi en suivant son idée de confier la *Terpsichore* au second du *Belle-Isle*, à La Tourandais. A son signal de ralliement, l'*Amaranthe* refuse d'obéir et déserte (12 février) ; son équipage à moitié mort de fatigue, de faim et de soif, elle aborde à Saint-Malo le 25 au soir. Thurot a dû menacer les deux autres frégates de les couler bas pour les forcer à le suivre. Leurs deux capitaines viennent à son bord ; ils exposent que les officiers de terre les menacent de mort s'ils ne font voile immédiatement pour la France. Il convoque alors le colonel de Rusilly, et finit par décider ces mutins à continuer la campagne.

Mais Flobert se doute que Thurot les ramène sur Londonderry, et commande la garde pour l'arrêter. La discussion a commencé dans la chambre de Flobert ; Thurot s'est retiré dans la sienne : un piquet de grenadiers se présente pour l'arrêter. Ses pistolets armés à la main, il déclare que le premier qui avancera d'un pas est un homme mort ; il monte alors sur le gaillard, et tient sous la même menace Flobert, qui cède et enjoint aux grenadiers de

se retirer. Mais quand il entend Thurot donner l'ordre d'afficher l'instruction du roi pour que tous sachent bien qu'il est à bord le seul maître, Flobert ordonne à son tour à ses soldats d'empoigner le premier qui s'avisera d'exécuter l'ordre de Thurot. L'affaire en reste là (14 février).

Lorsque les trois frégates se représentent deux jours plus tard à la côte nord-est d'Islay, sous pavillon anglais, le *Belle-Isle* fait tellement d'eau qu'il faut sans arrêt manœuvrer deux pompes, et parfois les six. Deux habitants de l'île, Macneil et Macdonald, se figurant être en présence de navires anglais en quête de pilote, montent à bord. Ils trouvent Thurot à table en compagnie d'une douzaine d'officiers. Macdonald annonce la déroute de Conflans aux Cardinaux (20-21 novembre)[1]. Thurot refuse d'y croire : l'Écossais sort une gazette de sa poche. « Tous baissent la tête ; couteaux et fourchettes leur tombent des mains. » A quoi bon, dès lors, leur expédition?

Le lendemain, au conseil, tous, sauf deux, émettent l'avis de piller, brûler et ravager Islay. Thurot s'y oppose avec violence, et ne vainc les résistances qu'en produisant l'article de son instruction secrète interdisant tout acte d'hostilité contre l'Écosse. Il oblige un officier, qui la veille a pillé un navire de farine, à signer au maître de ce navire un billet à ordre de cinquante et une guinées[2]. D'accord avec les habitants, il débarque 200 hommes pour charger des provisions qu'il paie comptant. A peine à terre, ces malheureux déracinent avec leurs baïonnettes les premières herbes qu'ils trouvent et, tombant sur un champ de pommes de terre, les arrachent, les essuient à leurs vêtements, et les dévorent crues.

Mais un pays pauvre comme celui-là offre peu de ressources ; il faut le quitter. La ration de pain descend à trois onces par jour. Un nouveau conseil se montre partisan du retour en France immédiat par le canal Saint-Georges.

Le 20 février au soir, Thurot entre dans la chambre de Flobert : il lui annonce qu'il l'a mené devant Carrickfergus ; il faut attaquer cette place ou celle, voisine, de Belfast. Flobert ne consent à agir qu'après discussion. Le lendemain matin, il saisit des

1. Les rochers des Cardinaux font partie des récifs de l'île de Hoëdick, entre Belle-Isle et le Croisic. On a donné leur nom à la bataille.

2. « La farine est bien payée », dit Macdonald ; « elle était un peu endommagée ». — « Elle est assez bonne pour ceux qui la mangeront », répond Thurot.

bâteaux pêcheurs, au moyen desquels les troupes débarquent à la pointe de Kilroot.

La population s'imaginait que les trois vaisseaux en vue revenaient des Indes. Les trois quarts de la garnison, forte de 200 hommes, faisaient l'exercice sur le champ de manœuvres. Lorsque l'attaque se dessine, cheminant en deux colonnes, le maire demande au lieutenant-colonel Jennings, qui commande la place, quelles instructions il donne en vue de la défense. Le colonel lui offre froidement une prise et répond laconiquement : « Fiddle-de-dee », qui équivaut à notre : « Turlututu. » Le maire réclame une réponse plus catégorique ; le colonel explique qu'avec 200 hommes il lui paraît plutôt inutile de résister à 800. Le château ne dispose pas d'un seul canon monté, son flanc offre une brèche, et chaque soldat a quatre cartouches à tirer. Cependant, Jennings organise la résistance au mieux de ses ressources : la double attaque des Français se dirige sur la porte nord et la porte d'Eau ; il place à chacune douze hommes et un caporal, et retranche le reste dans le château. Lorsque les Français débouchent, les hommes du poste de la porte d'Eau tirent une salve ; Flobert marchait en tête : une balle lui traverse la jambe et le met hors de combat. On se fusille quelque peu de part et d'autre, et la garnison se rend, après avoir tué aux assaillants trois officiers des gardes françaises et dix-sept hommes, et blessé trois officiers et trente hommes. Le colonel Jennings et le colonel Dusoulier signent la capitulation ; elle porte sur 201 hommes ; et il y est stipulé que, si les Français se retirent, Flobert et dix-sept blessés impossibles à rembarquer ne seront pas considérés comme prisonniers.

Le pillage se borne à peu de choses. Les Français, affamés, ne songent qu'à manger et boire. Les Anglais reconnaissent la parfaite politesse des soldats ; l'un d'eux prie une dame de lui confier ses boucles d'oreilles, et présente sa requête avec une série de révérences parfaitement correctes et dignes d'un petit-maître. Le château pris, Thurot veut persuader Flobert d'envoyer ses troupes contre Belfast ; en cas de refus, il parle de les abandonner : vaine menace, chacun ne songe qu'à se procurer des vivres et à se rembarquer. Les habitants ayant pillé les approvisionnements commandés à Belfast, on se contentera des ressources qu'offre Carrickfergus, où on lève une contribution de mille livres sterling. Le rembarquement des troupes s'effec-

tue le 25, et l'escadre appareille le 28 entre minuit et une heure du matin.

Quatre régiments d'infanterie anglaise, trois de cavalerie entraient dans la ville comme les Français l'évacuaient.

A la première nouvelle de la descente, le duc de Bedford, vice-roi d'Irlande, a mis ses troupes en mouvement; des exprès portent dans les principaux ports l'ordre aux capitaines des vaisseaux de guerre qui s'y trouveront de prendre aussitôt la mer pour joindre l'escadre française à Carrickfergus.

L'avis du vice-roi touche le 24, à Kinsale, le capitaine George Elliott, commandant une division de trois frégates prêtes à appareiller : l'*Œolus*, qu'il monte, la *Pallas*, capitaine Michel Clement, la *Brilliant*, capitaine James Loggie. De force égale, chacune compte à son bord vingt-six canons de 12, dix de 6, et 240 hommes.

Le vent contraire empêche Elliott d'approcher Carrickfergus le 26 et le 27. Le 28, à trois heures du matin et à deux milles sud-sud-est 1/2 est de la pointe d'Aine (île de Man), il découvre les frégates françaises, débarrasse son pont et donne chasse. Le *Belle-Isle* ne dispose plus que de vingt-six canons de 12 et six de 6, le reste jeté à la mer ou logé à fond de cale, la *Blonde* de vingt-deux canons de 8 et deux de 4, la *Terpsichore* de vingt-deux canons de 6 et six de 3. Marins et soldats sont exténués par six semaines de rationnement.

A six heures, les Anglais, venus à portée, tirent les deux premiers coups de leurs canons de chasse; à six heures un quart, le capitaine Elliott ordonne le combat. Thurot a signalé à la *Blonde* et à la *Terpsichore* de rallier le *Belle-Isle ;* elles continuent à courir de l'avant sans tirer. Voyant fuir Larreguy, Thurot s'écrie : « Voilà cet homme sur lequel je comptais; il m'abandonne!... Ah! le malheureux!... Ah! l'indigne homme! »

Il prescrit de tirer bas pour tâcher de couler l'un des anglais et, à six heures et demie, le combat s'engage. L'abordage du *Belle-Isle* et de l'*Œolus* manque, mais les deux navires restent enchevêtrés. Après une heure et demie d'un feu extrêmement vif, le *Belle-Isle* offre un aspect lamentable, démâté de son artimon, sa grande vergue et ses mâts de hune coupés, un boulet sous l'eau qui cause une voie à la Sainte-Barbe, cinq pieds d'eau dans la cale, toutes les manœuvres hachées, plus de canonniers, et quatre-vingt-dix hommes hors de combat.

Au dire de ses officiers, Thurot, cédant à leurs instances, annonce qu'il va tirer une dernière bordée et amener; au même instant, un biscaïen le frappe en pleine poitrine et le tue net. Son sang jaillit jusque sur un sergent des gardes suisses, François-Joseph Rouedi, « qui, par sa bravoure et son courage, s'étoit attiré l'estime et l'amitié du capitaine Thurot ». Conformément aux ordres reçus de leur commandant avant le combat, Rouedi et ses camarades jettent son corps à la mer.

Aussitôt, le chevalier de La Tourandais amène le pavillon. A ce moment seulement la *Blonde* et la *Terpsichore* s'approchent; elles se rendent « trop tôt », consigne sur son journal de bord le capitaine Elliott.

Les Anglais se séparent au plus près à la baie de Ramsey; l'*Œolus* a beaucoup souffert; un boulet traversa le grand mât de la *Pallas*. Quant au *Belle-Isle*, on a toutes les peines du monde à l'empêcher de sombrer. Il compte 225 tués et blessés, tandis que sur leurs trois frégates les Anglais n'ont que cinq tués et vingt-cinq blessés. L'officier anglais chargé du *Belle-Isle* n'y met aucun ordre et laisse les blessés sans secours et sans eau; il abandonne à la discrétion des matelots anglais la cambuse qu'ils envahissent; beaucoup sont ivres à côté de gens qui n'ont ni bu ni mangé depuis vingt-quatre heures; ils pillent les hardes des officiers et des hommes, frappent les blessés qui résistent quand ils les dépouillent, et plusieurs matelots français les imitent.

Le capitaine Elliott expédie la *Pallas* à Carrickfergus avec un lot de prisonniers français; elle doit ramener des navires pour transporter le reste. Deux navires de guerre surviennent à la baie de Ramsey, à point pour fournir les matelots anglais nécessaires à la garde des prises. Le 9 mars, Elliott appareille et mouille à Kinsale le lendemain. La Chambre des Communes d'Irlande lui vote des remercîments, qu'elle étend aux capitaines sous ses ordres, et même au colonel Jennings, « qui donna aux milices le temps d'arriver ».

Les prisonniers français sont répartis sur Kinsale, Carrickfergus et Belfast, et bien traités. Flobert, libre aux termes de la capitulation, se rétablit rapidement. Hébergé de château en château, il gagne Dublin, passe à Londres, puis en France. Le 20 septembre suivant, il écrira de Turin au maréchal de Belle-Isle : « Je profite du premier ordinaire pour vous faire part de toutes les faveurs que j'ai reçues dans cette capitale de Monsieur le

marquis de Chauvelin, qui m'a présenté au Roi, à Monseigneur le duc de Savoie et à Mesdames ses sœurs ; S. M. S. et les Princes, dont j'avois déjà l'honneur d'être connu, m'ont beaucoup interrogé sur les circonstances de l'expédition d'Irlande. J'ai rendu témoignage à la vérité en faisant toute la justice que je dois à la constance, à la patience inouïe et à la valeur naturelle à la nation, et il m'a paru que le temps n'avoit pas encore diminué l'étonnement qu'avoient causé les premiers récits de nos souffrances. » De là, il se rendait à Madrid soigner ses intérêts personnels.

Au retour, Larreguy, Dernandais et La Tourandais, parlant de Thurot, expriment au ministre « leurs regrets de la mort d'un aussi brave et bon patriote », et se placent sous sa protection tout en ne réclamant que sa justice.

Personne n'est inquiété, ni Flobert indiscipliné et rebelle, ni les capitaines déserteurs, ni les lâches qui ont laissé le *Belle-Isle* succomber seul sous les coups de trois adversaires. En d'autres temps, on leur aurait, suivant l'expression consacrée, « fait leur procès ». Mais il y a mieux : une fois sûrs de l'impunité, ils osent accuser Thurot. Son fidèle secrétaire, Mazurier, qui depuis quatre ans ne l'a pas quitté un instant, envoie en double exemplaire au maréchal de Belle-Isle et à Choiseul le journal de l'expédition ; il considère, dit-il, qu'il doit la vérité aux ministres et à la mémoire de son brave capitaine ; il leur marque qu'ils y apprendront des circonstances que sûrement ils ignorent. Son journal finit ainsi : « Il a été la triste victime de son courage et de son zèle pour le service de Sa Majesté. »

Le pitoyable esprit d'officiers hautains, incapables et peu disposés à faire d'autre guerre que celle en dentelles, se révèle ingénument dans une lettre écrite par l'un d'eux le 4 mars 1760, d'Irlande :

Ma chère cousine, Je n'entreprendrai point de vous faire un détail circonstancié de notre malheureux voyage ; un volume entier ne suffirait pas pour rendre exactement tous les dangers que nous avons soufferts ; peignez-vous seulement la situation de gens qui pendant six mois parcourent les mers du nord, remontent jusqu'au 63e degré dans la saison la plus dure, essuient sept tempêtes dont cinq en douze jours sur les côtes septentrionales de l'Irlande, dans lesquelles nous avons vu mille fois les approches du naufrage et les horreurs d'une mort que les circonstances rendoient effroyables, travaillant jour et nuit à étancher deux voies d'eau considérables, réduits

depuis un mois à quatre onces de biscuit sans aucune goutte de vin ni d'eau-de-vie, pour toute nourriture du stockfish ou morue et hareng, entendant sans cesse les gémissements et les plaintes de nos malheureux soldats, privés de subsistances et de forces, point vêtus, couchés sur le plancher et dans l'eau, être pendant six mois dans une frégate couchant vingt dans la même chambre pêle-mêle avec nos gens, y éprouvant toutes les incommodités et malpropretés imaginables, couverts de vermine, obligés de vivre avec toutes sortes d'espèces de gens et d'humeurs, essuyer celles de ceux qui commandoient, être témoin de leur altercation et toujours de leur ignorance, enfin victimes de l'ambition ou plutôt de l'avidité d'un fol, énorgueilli de la faveur et de la confiance du ministre, qu'il avoit abusé par ses projets chimériques, voilà le sieur Thurot, l'homme de confiance de la cour, homme sans aucuns talents ni principes, audacieux, insolent, qui voyant ses projets évanouis, sa fortune manquée, a mieux aimé par son opiniâtreté nous réduire aux extrémités dont je viens de parler et nous livrer aux ennemis que de retourner en France... Il est très heureux d'avoir trouvé une mort glorieuse dans les combats qu'il ne devoit trouver qu'à la potence, cela ne pouvoit lui manquer si en France on rend justice... (Les Anglais) dans les commencements ont eu de la peine à croire que nous fusmes troupes de la Maison du Roi, étant embarqués avec un Thurot et des corsaires; on s'empresse à nous fêter... J'ai été entièrement pillé par les matelots anglois qui ne m'ont laissé que ce que j'avois sur moi... J'ai cependant à me féliciter de ma bonne santé... Mon impatience est extrême de retourner dans ma patrie.

Dix-huit ans plus tard, l'ancien major de l'expédition, le marquis de Bragelongne, publie sans nom d'auteur son journal de la navigation de Thurot. La haine ancienne n'est pas éteinte. L'événement prouva que la fidélité et le dévoûment ne l'étaient pas davantage; une réplique parut aussitôt : l'*Apologie du capitaine Thurot*, une défense pied à pied, réfutation argument contre argument. Bragelongne accusait Thurot de dureté envers ses inférieurs; or ce sont précisément ceux-là, le secrétaire Mazurier, le sergent des gardes suisses Rouedi, qui prennent ardemment la défense de leur ancien chef. Du reste, inconsciemment et involontairement, le texte de Bragelongne porte des condamnations qui ne tombent pas sur Thurot.

En Angleterre, les journaux, les historiens rendent hautement justice à sa valeur, à son désintéressement, à la noblesse et à la générosité de ses sentiments. Quatre poèmes anglais

contemporains célèbrent ses combats et chantent sa mort. En France, on se contenta d'un quatrain :

Jeune et trahi par la victoire,
Ci-gît l'intrépide Thurot,
Qui vécut assez pour sa gloire,
Mais pour l'État mourut trop tôt.

L'opinion publique ne s'y trompe pas : « Il est honteux de voir dans le sein de la France des hommes, jaloux du vrai mérite, chercher à ternir l'éclat de la gloire du célèbre capitaine Thurot, dont les Anglois même ont admiré les exploits. »

L'échec de l'expédition ne liquidait pas les comptes de l'armement. Le gouvernement endosse — il ne pouvait pas faire autrement — toutes les dépenses. Avec l'entreprise de tous les travaux de Dunkerque, Pierre Tugghe se tire d'affaire. Briansiaux comptait sur le remboursement immédiat de ses avances ; il avait plus de 600,000 livres à payer aux équipages de ses autres corsaires. On le rembourse un an après, en effets royaux qui perdent 30 °/₀ de leur valeur..., mais Louis XV l'anoblit, lui conférant ainsi un titre de plus à la jalousie de ses concitoyens. Il ne se relèvera jamais de la situation difficile où l'a placé son zèle pour le roi. Il traîne une existence de plus en plus difficile jusqu'à la Révolution ; à quoi bon, dans la tourmente, sa qualité de chevalier, seigneur de Milleville ? En 1793, âgé de soixante-cinq ans, Briansiaux, misérable et à peu près aveugle, logé dans une pauvre chambre garnie de la capitale, dictait des suppliques maladroites aux puissants du jour.

De temps en temps, les ministres qui se succèdent au pouvoir signent une lettre touchant l'apurement des comptes. Vingt-sept ans après l'expédition, le 17 mai 1787, les salaires des matelots restent dus.

Thurot laissait une veuve et une fillette âgée de six mois. Il avait épousé une Irlandaise protestante. « Une femme puissante de la cour », et qui n'était autre que la marquise de Pompadour, intervint en sa faveur ; elle dut se convertir pour obtenir 300 livres par an sur les économats. En 1791, la fille de Thurot sollicitait un secours de « Messieurs les Représentants de la Nation française ».

Henri Malo.

LA BATAILLE DE LA SOMME

L'OFFENSIVE DE LA SOMME

(JUILLET-NOVEMBRE 1916)

I.

Le principe d'une campagne offensive pour l'été de 1916 ayant été admis par tous les Alliés aux conférences de Chantilly (novembre 1915), Joffre et Haig ont « étudié et discuté les diverses variantes possibles sur le front occidental[1] ».

Le général français partit de cette idée qu'il importait de lier étroitement les opérations des deux armées. Le front d'attaque s'élargira de la sorte sans rien perdre de sa puissance ; on approchera aussi près que possible de l'unité d'effort. En outre, le soldat anglais, déjà mieux instruit de la guerre, se perfectionnera encore dans le coude à coude avec le nôtre.

Ces considérations amenèrent Joffre à chercher le champ de bataille dans la zone du Nord-Est où l'armée britannique avait ses lignes, puis à le trouver en Picardie, aux bords de la Somme et de l'Ancre. « L'offensive française », dit-il au général Haig, « serait grandement favorisée par une offensive simultanée des forces britanniques entre la Somme et Arras » (26 décembre 1915). Le général anglais avait des préférences pour une attaque dans la région de l'Yser. A la réflexion, il convint des avantages d'une offensive plus étendue sur la Somme. Les deux chefs étaient « en complet accord[2] » à la veille de Verdun : « Exé-

1. Rapport du général Douglas Haig au secrétaire d'État pour la Guerre (23 décembre 1916). Communiqué à la presse par le *War Office*, le 30 décembre, traduit (presque en entier) par M. Bidou, dans le *Journal des Débats*. Je suis, presque toujours, cette excellente traduction.

2. Ibid.

cuter jointivement une attaque décisive à cheval sur la Somme. Cette attaque aura lieu vers le 1er juillet » (18 février 1916).

Ce même jour, Joffre prescrivit d'avancer le plus possible la préparation de l'offensive entre la rivière et le secteur de Lassigny, exclus. Foch, qu'il a désigné pour conduire la future bataille, aura à sa disposition, sur un front de cinquante kilomètres, trois armées : trente-neuf divisions, dont la plupart sont déjà en réserve, et une nombreuse artillerie lourde. Avec son ordinaire activité d'esprit, Foch élabora aussitôt un programme tactique et mit à l'étude un programme d'organisation du champ de bataille. Les Anglais prolongeront l'attaque au nord jusqu'à Hébuterne, ce qui portera le front d'engagement à un total d'environ soixante-dix kilomètres.

Quand, trois jours après, les Allemands commencèrent leur attaque de Verdun, Joffre alla au plus pressé, mais n'hésita pas à maintenir son plan d'une offensive générale au printemps.

S'il eût fait appel au concours anglais, comme il s'en était réservé le droit aux conférences de Chantilly dans l'éventualité d'une offensive préventive des Allemands, c'est à leur volonté qu'il eût soumis la sienne.

il se contenta de demander à Haig (22 février) de faire relever tout de suite la Xe armée par des forces britanniques.

Opération très facile sur la carte, l'une des plus délicates qui soient. Elle s'exécuta à la perfection. Ce fut l'affaire de vingt jours, au cours desquels Joffre confirma encore à Haig leur accord sur l'offensive pour juillet.

Plus violent est l'effort de l'ennemi, plus il importe de faire mieux que repousser ses attaques ; il faut travailler de concert à le mettre hors de cause. Voilà quel doit être le but de tous à cette heure décisive (3 mars). Le 27, au moment des furieux assauts contre la cote 304 et le Mort-Homme, comme les Anglais et bien d'autres s'inquiètent et prévoient que toute notre armée va être engagée sur la Meuse, il insiste. Rien n'est changé au plan convenu ; Verdun n'empêchera pas la Somme ; dès que les offensives des Russes et des Italiens auront fait sentir leur effet, les armées anglaise et française du Nord-Est s'ébranleront à leur tour ; les deux commandements doivent consacrer à la bataille en liaison la totalité des forces qu'il sera possible d'y appliquer.

Joffre fait les mêmes déclarations à Petrograd et à Rome, où tous les yeux sont fixés sur Verdun, où les plus robustes se demandent si la ruée allemande n'a point bouleversé nos plans et n'a pas atteint ainsi son objectif principal. Cette confiance tranquille crée de la confiance; le tzar félicite notre ambassadeur de ce « que le sang-froid et l'habileté de Joffre lui ont permis d'épargner ses réserves » (13 mars). Les gouvernements alliés insistent alors à Bucarest pour que la Roumanie se décide à attaquer l'Autriche et, surtout, la Bulgarie à l'époque où se déclenchera leur offensive générale (mars-avril).

L'entente entre les États-Majors alliés est complète; Alexéieff télégraphiera : « Je me range sous le commandement du général Joffre. » C'est, sans le mot, l'unité de commandement.

Les Anglais, avec leur loyauté et leur bravoure coutumières, eussent répondu à un appel immédiat des Français. Cependant, Haig convient, dans son rapport, qu'il fut préférable de reculer le plus possible son entrée en scène, à savoir jusqu'à la date fixée avant que s'engageât la bataille de Verdun. « Les armées britanniques croissaient continuellement en nombre »; — l'Angleterre venait de substituer la conscription à l'enrôlement volontaire; — « la dotation en munitions augmentait sans cesse; enfin, une très grande proportion d'officiers et de soldats était loin encore d'avoir l'entraînement nécessaire. » Autant de raisons pour ne pas hâter l'opération.

II.

Elle nécessitait des préparatifs considérables de la part des deux armées.

Haig décrit les siens, qui ne différaient pas de ceux de Foch. « Il fallut établir de vastes dépôts de munitions et d'approvisionnements de tout genre à distance convenable du front; construire des kilomètres de chemins de fer à voie normale et à voie étroite; aménager les routes, en ouvrir de nouvelles, jeter des levées à travers les vallées marécageuses; créer des abris pour les troupes, pour les blessés, pour les projectiles, les vivres, l'eau, le matériel du génie; creuser des boyaux profonds, des tranchées pour les fils téléphoniques, des places d'armes, des parallèles de rassemblement et de départ; installer enfin des

batteries et des postes d'observation. Il fallut encore entreprendre d'importants travaux de mines et pousser des fourneaux chargés jusqu'au dessous des lignes ennemies. Sauf aux bords des rivières, l'eau faisait cruellement défaut pour une multitude d'hommes et de chevaux toujours plus nombreux à mesure que se rapprochait l'échéance de la bataille. On creusa des puits et on établit plus de cent pompes. Ces travaux préparatoires furent souvent exécutés sous le feu de l'ennemi, gênés par le temps qui fut presque toujours mauvais, exécutés par des troupes qu'il était impossible de cantonner et qui durent se contenter d'abris grossiers. » Mais les *tommies* croyaient entendre au loin le canon de Verdun. Si lourd que fût l'effort qu'on exigea d'eux, ils y portèrent « une allégresse au-dessus de tout éloge », *a cheerfulness beyond all praise*, la sainte joie de Luther.

Haig et Joffre se tinrent constamment en rapports[1], l'un tout à l'aménagement de son champ de bataille, l'autre qui, dans le même temps, ne pouvait pas se distraire de Verdun et qui avait à défendre son plan de guerre contre des instances qu'expliquait l'obsession de l'héroïque bataille lorraine. Il était sollicité tantôt de hâter l'offensive anglaise, fût-ce à l'exclusion de toute coopération française; tantôt de faire partir de nouveaux renforts pour la Meuse (mai-juin).

Joffre opposa à tous son inflexible dessein. Il participera, selon ses accords, à l'attaque générale et concordante des Alliés, « dans le dessein de briser ou, du moins, d'ébranler fortement la résistance ennemie ». Du même coup, il soulagera, dégagera Verdun.

Un plan bien conçu ne doit pas seulement résister aux événements qui ont été précipités pour le déranger ou le démolir; il doit contribuer à les vaincre. La victoire finale de Verdun se préparera sur la Somme.

Toutefois, la nécessité « primordiale » de rompre la poussée allemande, en obligeant le commandement à envoyer sans cesse des troupes fraîches sur la Meuse, le contraignit à réduire son projet initial sur la Somme. Il en eut tout le regret qu'on peut penser. Foch, depuis quatre mois, s'était appliqué au magnifique carton d'une bataille du plus grand style. Il lui fallut la mettre à une échelle plus petite. Ses moyens, au début de la bataille,

1. « While maintaining constant touch with general Joffre. »

seront inférieurs de plus de moitié à ceux qui ont été prévus à l'origine; tout en conservant les grandes lignes de ses plans d'offensive, il raccourcit donc son front d'action, mais il le maintient dans le prolongement du front anglais, depuis Hardecourt jusqu'à la chaussée d'Amiens à Péronne. Son rôle sera d'appuyer l'attaque anglaise, devenue ainsi la principale.

Haig n'eut point à modifier ses premiers projets. Fin mai, il fit savoir à Joffre qu'il était prêt à recevoir ses directives; « la question doit être considérée comme s'il n'y avait qu'une seule armée sur le front anglo-français ». Il avait amené en première ligne la IVe armée du général Henry Rawlinson, avec la Ve en réserve sous le général Hubert Gough.

La réduction de son front d'attaque déterminera le commandement français à opérer d'abord avec une seule armée, la VIe, qui vient d'être donnée à Fayolle. La Xe (Micheler), immédiatement à droite de la VIe, l'appuiera avec son artillerie et se tiendra prête à raccorder le nouveau front avec le front passif de l'Oise. La IIIe (Humbert) reconstituera les unités fatiguées[1]. Foch n'a plus que douze divisions au lieu de trente-neuf dans le projet primitif.

Il a gagné la bataille de l'Yser avec des effectifs moins nombreux et dans des conditions autrement difficiles. Sa confiance reste entière. Il a enseigné pendant des années, avec un grand éclat, une tactique générale[2] qui, pour partie, ne s'applique plus à cette guerre nouvelle, en perpétuelle évolution. Il se targue d'avoir tout oublié de ce qu'il a appris à des générations d'officiers, paradoxe où il y a surtout une leçon. Nul, en tout cas, ne s'est plus adapté aux nécessités qui sont sorties des choses. Il ne se donne pas le ridicule, comme tant de civils en mal de stratégie ou de réclame, de découvrir, après Napoléon, que « ce

1. Au commencement de 1916, la VIe armée occupait toute la partie du front comprise entre la Somme et l'Aisne. Dans la première quinzaine d'avril, la Xe armée prit à son compte le front au sud de la voie ferrée Roye-Montdidier, afin de permettre à la VIe de se consacrer à la préparation matérielle de son terrain d'attaque. A la fin de juin, prévoyant l'entrée possible en action de la Xe armée, qui va avoir, en conséquence, à travailler à des attaques éventuelles, Foch confia à la IIIe armée le front entre la voie ferrée Roye-Montdidier et l'Aisne; la Xe, étendant sa gauche vers le nord, occupa alors le front entre la voie ferrée Amiens-Chaulnes et la voie ferrée Roye-Compiègne.

2. *Des principes de la guerre* et *De la conduite de la guerre*, 2 vol. Nancy, Berger-Levrault, 1903 et 1915.

n'est qu'avec des canons qu'on fait la guerre[1] ». Mais il a été des plus résolus à préconiser une plus forte proportion de l'artillerie dans les masses combattantes. Il va réunir, outre les 75 des grandes unités, 1,100 pièces d'artillerie de tranchées et près de 900 pièces de gros calibres, avec un immense approvisionnement de projectiles : six millions et demi de coups pour un mois de bataille.

Ce sera, sans en excepter Verdun, la plus formidable bataille d'artillerie qui ait été encore livrée.

Si un pareil approvisionnement a pu être amené dans les parcs de la Somme, malgré la dépense énorme de Verdun, c'est que, depuis le 20 septembre 1914, où M. Millerand a réuni ses représentants à Bordeaux, l'industrie française a poursuivi sans relâche et malgré des difficultés, qui semblèrent d'abord insurmontables, la tâche qui lui fut alors assignée. Les commandes de canons lourds avaient été abandonnées au début d'août; la bataille de la Marne avait vidé nos caissons. En moins de deux ans, la fabrication des obus de 75 a passé d'environ 150,000 par mois à plus de 4,000,000. Le 1er avril 1914, nous comptions 68 batteries d'artillerie lourde; un an plus tard, jour pour jour, nous en avions 272. Les canons de campagne et des projectiles de tous les calibres sont également sortis en très grand nombre. Sous les successeurs de M. Millerand, le général Gallieni et le général Roques, eux aussi assistés au sous-secrétariat d'État par M. Albert Thomas, l'élan donné ne s'était pas arrêté.

L'armée anglaise n'était pas pourvue moins abondamment.

III.

Les Allemands ont professé que l'offensive franco-anglaise sur la Somme a été une faute. Il eût fallu attaquer par la vallée de l'Oise. La tactique générale veut qu'en présence d'un saillant, tel le bastion tenu par les Allemands entre la Picardie et la Champagne, on lance de préférence l'attaque suivant sa *capitale*.

La théorie : « Ce qui n'est pas pratique » (dicton anglais). Il eût fallu que Haig étendît son front de bataille du nord de la

1. *Correspondance*, t. XIV, n° 11,896, à Bernadotte, d'Osterode, 27 février 1807.

Somme à l'Avre de Picardie pour rester en liaison avec Foch attaquant sur la trouée de l'Oise. Ses effectifs n'y eussent pas suffi.

Joffre envoya, le 21 juin, une commune directive à Haig et à Foch. « Il faut s'attendre à livrer une longue et dure bataille... Le but essentiel des opérations est de porter une masse de manœuvre sur le faisceau des lignes de communication de l'ennemi que jalonnent Cambrai, le Cateau, Maubeuge. La route Bapaume-Cambrai devra donc être l'axe de notre progression initiale. »

S'agit-il de percer les lignes allemandes? Il n'était question, il y a un an, au front comme à l'arrière, que des possibilités d'une « trouée ». On s'est rendu compte qu'exploiter la trouée par les moyens classiques (débordement à gauche et à droite et enveloppement des troupes les plus rapprochées) est une opération à peu près impossible. La profondeur des défenses donnera presque toujours au commandement ennemi le temps d'appeler sur ses lignes de repli de nouvelles divisions, pendant que se réorganiseront les troupes qui ont été épuisées ou battues, et de renforcer son artillerie. La rupture violente n'est donc plus le but; c'est l'occupation successive des défenses ennemies par une poussée continue et méthodique; et on en est venu à un nouveau type de bataille : à objectifs limités; la guerre est plus que jamais une guerre d'usure.

Pour Foch, comme pour Joffre, ce sera une bataille de pilonage, d'écrasement par le canon. Rien à faire tant que le mur vivant d'en face n'a pas été renversé.

De fait, la bataille de la Somme ne sera pas moins meurtrière pour les Allemands que celle de la Meuse, — peut-être plus meurtrière encore, étant de leur côté défensive. Ils seront ensuite repoussés pas à pas sur des positions qu'un effort prolongé leur eût fait perdre avant le gros hiver et qu'ils abandonneront au printemps, les jugeant intenables. Ce sera le fameux repli Hindenburg.

Haig, traduisant apparemment la pensée de Joffre comme la sienne, assigne, dans son rapport, trois objets à la bataille : dégager Verdun, assister les Russes et les Italiens sur les autres théâtres de la guerre en mettant fin à tout transfert de troupes allemandes du théâtre occidental, user les forces vives de l'en-

nemi[1]. Chacun de ces trois objets, ajoute le général anglais, suffisait à justifier la bataille de la Somme. Or, ils seront atteints tous les trois, « ample compensation pour les splendides efforts des troupes engagées et pour leurs sacrifices ».

Comme la guerre (sur le front occidental) ne ressemble plus que de loin aux guerres d'autrefois où dominait la manœuvre, le mot de victoire ne s'applique plus aux mêmes résultats. Dans cette guerre monotone de siège — siège, non pas d'une ville, mais d'une région — celui-là est vainqueur qui, avec le moins de pertes irréparables, aura gardé ses positions et emporté quelques-unes de celles de l'ennemi.

Victoire lente, cruelle, sans éclat, qui n'apparaît qu'après un long temps écoulé, tantôt au dernier soir de la bataille, tantôt plusieurs mois après le dernier coup de canon, telle une moisson qui se lève du champ aux sanglants labours.

IV.

Les positions organisées des Allemands sur les plateaux des deux rives de la Somme étaient très fortes.

La Somme, née dans une conque crayeuse à dix kilomètres nord-est de Saint-Quentin, a coulé d'abord par des prairies marécageuses, comme pour aller vers l'Oise; elle a accompagné, sur un assez long parcours, le canal de Saint-Quentin (on l'appelle plus loin le canal Crozat), qui rejoint l'Oise à l'Escaut. Assez brusquement, le fleuve change ensuite de direction (aux environs de Saint-Simon) et se porte à l'ouest sur Ham, puis, cotoyant le talus de rebord du plateau de Santerre, au nord sur Péronne. Tantôt il déroule ses anneaux dans des prés mouillées, tantôt il disparaît, comme une autre Aréthuse, mais pour « mêler ses eaux à celles de vastes étangs poissonneux, d'un labyrinthe aquatique[2] », jusqu'en aval de Bray.

De Péronne, la Somme a incliné vers l'ouest le cours de ses eaux lentes; c'est une rivière paisible. Elle est devenue navigable, ayant bu quelques rivières. Elle a, sur sa rive droite, reçu la Cologne, la Tortille, la Boulangerie, bras oriental de l'Ancre, qu'elle trouve à Corbie, et l'Ancre elle-même, très grossie depuis

1. « To wear down the strength of the forces opposed to us. »
2. Vidal de La Blache, *Géographie de la France*, p. 97.

Albert où elle est tombée, à la sortie des vieux remparts, en deux cascades. A gauche, l'Avre picarde, qui vient de Lassigny et qui a passé par Roiglise, Roye et Blaches, rencontre aux faubourgs d'Amiens le fleuve en route désormais directe vers la mer.

Toute cette vallée de la Somme est taillée dans le plateau picard, très homogène en son bloc de craie, mais où l'on distingue pourtant des régions assez différentes. Telle le Santerre entre le plat Amiénois et le Vermandois, largement ondulé et relativement accidenté.

Péronne fait l'angle nord-est et Amiens l'angle nord-ouest de ce plateau presque régulièrement quadrangulaire; Ham, Roye et Montdidier en jalonnent la bordure sud.

Nous sommes à Montdidier et à Amiens; les Allemands à Péronne, à Ham et à Roye.

La craie est « la roche essentielle » en Picardie comme en Champagne; elle y est moins visible. « Ce n'est souvent qu'à sept ou huit mètres en profondeur qu'on trouve la craie. » Elle y est couverte par un épais manteau de limon. « A l'est et au sud d'une ligne passant environ par Amiens, Albert, Bapaume, Cambrai et le Cateau, la physionomie de la contrée, limoneuse à sous-sol de craie, atteint sa pleine expression[1]. » C'est à peu près le théâtre des batailles de 1916 et de 1917.

On a déjà entendu le général Haig se plaindre du manque d'eau. « C'est que, dans ce sol perméable, le niveau d'eau est si bas qu'il faut creuser, jusqu'à quatre-vingts mètres parfois, des puits coûteux pour l'atteindre. Les habitants se serrent autour des puits et des mares. Ces villages sont nombreux, à peine distants de trois kilomètres les uns des autres. » La plupart de ces villages ne sont que « des agglomérations de fermes » entourées d'arbres.

Depuis près de deux années qu'ils tenaient le pays entre Somme et Ancre, les Allemands avaient fait de tous ces villages, ainsi que des bois, de « véritables forteresses[2] ».

Les caves profondes, très nombreuses dans ces riches localités agricoles, et les fours à chaux, fréquents dans cette Champagne du Nord, servaient d'abris aux mortiers de tranchées et

1. Vidal de La Blache, *Géographie de la France*, p. 91.
2. Rapport Haig.

aux mitrailleuses. Ces bastions et d'autres ouvrages dominaient plusieurs lignes de tranchées, reliées par de nombreux boyaux, pourvues abondamment d'abris et protégées par des réseaux souvent doubles, larges de quarante mètres, en fils de fer épais d'un doigt. Les saillants, exposés aux feux d'enfilades, étaient fortifiés et défendus par des champs de mines ; de solides redoutes et des emplacements bétonnés de mitrailleuses s'élevaient en des points d'où les Allemands auraient balayé leurs propres tranchées au cas où elles seraient prises.

Le pays se prête de lui-même à l'observation d'artillerie. L'ennemi s'était adroitement arrangé pour croiser ses feux. Deux positions consécutives avaient été aménagées de la sorte, la seconde à une distance variant de trois à cinq kilomètres et dominant la première. Ces systèmes de défenses ont été, au surplus, calculés pour que leurs points d'appui se flanquent et s'entr'aident ; l'ensemble était formé moins de lignes successives que d'un seul système « d'une profondeur et d'une puissance énormes[1] ».

Derrière la seconde position, les Allemands avaient déjà organisé les bois et les villages et creusé plusieurs lignes de tranchées ; les reconnaissances d'avions les avaient vus travailler sans relâche à construire de nouveaux obstacles.

Foch avait devant lui des positions non moins fortifiées. Le commandement allemand les déclarait imprenables.

V.

Les routes qui mènent au futur champ de bataille partent d'Albert ou s'y croisent. Celles qui vont vers Bapaume, par Pozières, et vers Chaulnes, par Bray, forment un angle obtus dont la bissectrice suit la route d'Albert à Péronne.

Cette petite ville industrielle d'Albert, autrefois de 5,000 habitants, était vide maintenant de civils et en ruines. Elle n'a pas cessé un seul jour d'être bombardée depuis l'automne de 1914. Les lourds projectiles avaient pour cibles l'église et surtout son clocher, surmonté d'une statue dorée de la Vierge, élevant l'Enfant de ses bras tendus. La statue, à moitié descellée, mais tenant encore à son socle par la barre de fer qui la traverse, s'incline

1. Rapport Haig.

au-dessus de la balustrade, comme si elle va plonger. Crevée de toutes parts, la tour tient, elle aussi, comme par miracle. Elle s'aperçoit de toute la plaine.

Du haut de cette tour, si vous y aviez pu monter et si les ondulations du terrain n'avaient point intercepté le regard, vous auriez vu les positions ennemies se développer sur vingt kilomètres entre la vallée de la Somme et celle de l'Ancre et sur une distance à peu près égale au sud de la Somme.

Elles s'adossaient d'abord aux longs éperons irréguliers du large bombement, d'une hauteur moyenne de 100 à 150 mètres, qui fait le partage des eaux entre les rivières belges et la Somme; puis, à partir du fleuve, à une succession de croupes et de renflements portant de petits plateaux. Les lignes allemandes faisaient saillant (un saillant fortement arrondi) au nord de la route d'Albert à Bapaume; au sud, c'étaient les nôtres qui faisaient saillant, la pointe piquant l'un des plus singuliers méandres de la Somme, celui qui, vers le village de Curlu, entoure une plaine ovale, en partie ceinte de tourbières, au rebord du plateau de Santerre.

Le front de bataille commençait entre Hébuterne et Gommécourt (sud d'Arras), bordait le plateau boisé de Thiepval, tournait brusquement vers l'est après le grand saillant dont le sommet était au village de Fricourt, à six kilomètres d'Albert; il courait ensuite aux marais de Curlu, puis, ayant franchi la Somme, au coude qu'elle fait là, descendait à angle droit jusqu'à la route d'Albert à Chaulnes, qu'il coupait au village de Lihons, au sud de la grande chaussée d'Amiens à Laon. Au nord de l'Ancre, les lignes anglaises et les allemandes, perpendiculaires toutes deux à la crête principale, étaient de niveau; au sud de la rivière, les lignes anglaises, puis les nôtres, couraient parallèlement aux allemandes et, souvent, en contact, mais au-dessous d'elles, ce qui nous donnait de bonnes vues sur l'ennemi dans ses tranchées à flanc de colline.

Toute cette vallée de la Somme, avec ses plateaux vallonnés, ses croupes nues, ses plaines tachées de boqueteaux et piquées de clochers et ses vastes et monotones horizons de champ de bataille, évoquait de grands souvenirs militaires. Le fleuve avait joué un rôle important, celui d'une ligne naturelle de défense, quand la Picardie était province frontière : combien de fois nous y étions-

nous heurtés aux Anglais, aux Bourguignons, aux Impériaux! Faidherbe, en 1870, avec l'armée du Nord, y avait battu sous Bapaume les Prussiens venant d'Amiens. Il envoyait Deroja vers Péronne quand il apprit, « à son grand étonnement[1] », la capitulation de la ville qui, depuis Marie Fourée[2], portait dans son écusson la fière devise : *Urbs nescia vinci*. Il était descendu alors sur Albert, abandonnée à son approche par von Gœben. Renonçant à son idée première qui était de forcer la Somme entre Amiens et Corbie, il repartit presque aussitôt, en pressant le pas, vers l'est, par Combles et Sailly-Saillisel, et arriva à Saint-Quentin sur les talons du prince de Saxe. On retrouvera bientôt tous ces noms dans la bataille *inversée* de 1916, Amiens étant à nous et Lille aux Allemands.

Les lignes anglaises s'étendaient en mai jusqu'à la Somme, couvrant la falaise de Vaux et finissant au village de Suzanne. Foch, en prévision du combat où le terrain le plus difficile était devant les Anglais, ramena son extrême aile gauche sur la rive nord, entre Bray et le val de Fricourt, à cheval sur la route d'Albert à Péronne, face à Hardecourt-aux-Bois.

VI.

Le commandement allemand avait eu vent de l'offensive qui se préparait sur la Somme; il s'était agréablement persuadé qu'il n'aurait affaire qu'aux Anglais, appuyés tout au plus par quelques-unes de nos divisions.

Erreur fort explicable. En effet, du chiffre, que les Allemands pouvaient évaluer, des troupes que nous avions engagées sur la Meuse et parce qu'ils s'imaginaient qu'à leur exemple nous attendions pour relever les divisions qu'elles fussent décimées et épuisées, ils avaient déduit que l'armée française, éreintée sur la Meuse, était incapable d'entreprendre une offensive par ses propres moyens. « L'Allemagne avait empêché la grande attaque du printemps. »

Cela s'imprimait à Berlin, par ordre, le 1er juillet[3], le jour même où nous sortions, les Anglais et nous, des tranchées.

1. *Campagne de l'armée du Nord*, p. 49.
2. La Jeanne Hachette de Péronne, qui la défendit contre Charles-Quint.
3. Dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Aussi bien cette conclusion, qui péchait par la base, semblait-elle justifiée par les renseignements que le Grand État-Major avait de Paris, où il entretenait des agents de toutes sortes. On a su, par la suite, et de la bouche même d'un chancelier parlant au Reichstag[1], que les Comités secrets, du moins ceux de la Chambre, ne l'étaient point pour le Gouvernement et pour le commandement allemands. La dernière session secrète de la Chambre s'était terminée, le 22 juin, par un ordre du jour de confiance dans le ministère Briand[2]; mais Joffre y avait été l'objet de violentes attaques au sujet des « impréparations » de Verdun; des orateurs, qui n'étaient pas des moindres et, au surplus, qui faisaient partie du corps d'officiers, avaient préconisé une stratégie défensive. Le Gouvernement tint bon : tout de même, il fit des concessions, peut-être, dans son esprit, seulement verbales, mais qu'on put interpréter autrement. C'était le bruit public, recueilli nécessairement par les Allemands, que le Conseil des ministres s'inquiétait que notre VIe armée participât à l'offensive de la Somme. Enfin, la Chambre, par une « proposition de résolution », avait décidé de « nommer une délégation directe chargée du contrôle effectif et sur place aux armées de la République »; la mission, sans doute, ne comportera « aucune intervention dans les ordres relatifs aux opérations militaires; elle n'en sera pas moins « permanente et générale ». D'une Chambre qui n'était pas unique comme la Convention et qui n'avait rien de la terrible assemblée, ce retour au système des « commissaires aux armées » fut, pour beaucoup de républicains, un sujet de scandale. Cependant, le Gouvernement ne s'était pas opposé à une résolution, que ses auteurs avaient bien liée à l'ordre du jour du 22 juin, mais qui n'impliquait évidemment pas la confiance dans le chef de l'armée.

On était porté en Allemagne, pour toutes ces causes, à ne pas redouter une intervention active de Joffre dans la bataille de la Somme. D'avoir saigné à blanc ses armées à Verdun, son autorité, l'une de nos grandes forces morales depuis la Marne, est ébranlée : il restera sur la défensive.

Ce n'était pas le connaître. Il ne lui importa pas plus qu'en

1. Le docteur Michaëlis.

2. L'ordre du jour de confiance sera voté au Sénat le 9 juillet à l'unanimité moins six voix, M. Clemenceau et cinq amis fidèles.

d'autres circonstances d'être méconnu par les politiciens. Il trouvait avantage à l'être par les Allemands. Il a son plan, qu'il a longuement médité, il le mettra à exécution.

Il y aura eu deux fautes à ne pas commettre : laisser partir les Anglais avant l'heure, ne point partir nous-mêmes en liaison avec eux[1]. Joffre a été invité, presque sommé, par le Gouvernement et par une partie importante de la Chambre, de commettre ces fautes.

Les Allemands essayèrent en conséquence de traverser seulemet les préparatifs des Anglais, ne craignant rien de notre côté. Ils attaquèrent, le 21 mai, à la crête de Vimy et gagnèrent un peu de terrain que Haig ne chercha pas à reprendre, plutôt que d'affaiblir l'offensive projetée en portant des troupes sur ces lieux. Ils récidivèrent le 2 juin, du mont Sorrell à Hoege, sur un front de plus de deux kilomètres. Haig, cette fois, jugea nécessaire de ne pas leur laisser des positions qui commandaient ses tranchées ; il les reprit, le 13, par les troupes mêmes du secteur[2].

Sauf à Verdun, où la bataille faisait rage autour de Thiaumont et de Fleury, nos fronts furent à peu près silencieux pendant le mois de juin : tout juste, quelques bombardements en Alsace, des luttes de mines en Argonne, un petit combat entre Maisons-en-Champagne et le Mont-Têtu.

VII.

Le *Règlement du service en campagne* avait promulgué ce précepte : « Aujourd'hui, l'artillerie appuie les attaques, mais elle ne les prépare pas[3]. » La lourde et cruelle erreur apparut des premiers jours de la guerre. Les Allemands en firent la constatation, comme les Anglais et comme nous.

1. *Commentaires de Polybe*, t. VIII, p. 100.
2. Rapport Haig.
3. C'était d'ailleurs contraire aux principes que Foch avait développés dans son cours de 1900 à l'École supérieure de guerre : « L'artillerie *ébranle* la résistance de l'ennemi, c'est à l'infanterie de la *renverser* » (*Principes de la guerre; la bataille moderne*, p. 325). Il ne prévoyait cependant « qu'un quart d'heure de feu rapide d'une masse d'artillerie sur un objectif nettement déterminé » et l'estimait « suffisant pour en briser la résistance ou, du moins, le rendre inhabitable et, par suite, inhabité » (p. 323).

Une autre méthode prévalut, que personne n'inventa, qui sortit des choses. D'abord, une violente ouverture en mitraille, intense bombardement, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, sur des objectifs très définis. Quand on peut supposer que les tranchées ennemies sont bouleversées ou nivelées, quelques pelotons de fantassins vont reconnaître le terrain, accompagnés par des pionniers qui s'avancent avec des explosifs. Alors seulement, le signal de l'attaque, le jaillissement des infanteries hors de leurs tranchées, les vagues d'assaut qui s'élancent vers les objectifs, les couvrent, ne vont pas plus loin.

La première application en grand de la nouvelle tactique, ce fut à notre bataille de Champagne (23 septembre 1915). On a vu les Allemands en perfectionner les procédés devant Verdun. Il n'y avait pas autre chose, semblait-il, à faire sur la Somme. Foch poussera au superlatif. Il disait, comme Pétain : « L'artillerie conquiert; l'infanterie occupe. » Il indiqua avec une extrême précision les objectifs.

La préparation d'artillerie commença le 24 juin, et dura sept jours au lieu de cinq, à cause du temps qui fut particulièrement mauvais le 27 et le 28. On entendit de Paris, dans le silence des nuits d'été, le lointain tonnerre.

Les Anglais firent un abondant usage des gaz sur plus de quarante points de leurs vingt-cinq kilomètres.

Ils avaient été les témoins, l'année précédente, de la première attaque allemande avec des gaz asphyxiants contre la division du général Putz devant Ypres. La violation par les Allemands des accords de La Haye déliait les Alliés. La chimie de guerre était créée. Les chimistes anglais combinèrent des gaz terribles, jugeant insuffisante la simple loi du talion. Qui les voyait au travail, les prenait pour des justiciers.

Leurs avions et les nôtres, pourvus de fusées d'un nouveau modèle, abattirent une dizaine de ballons observateurs, les *drachen*, crevant ainsi les yeux de l'armée ennemie. Aussitôt avant l'attaque, des fourneaux de mine sautèrent sous les lignes allemandes.

Quand les troupes britanniques et les nôtres attaquèrent en même temps, le 1er juillet au matin, les Allemands étaient privés du plus grand nombre de leurs moyens de reconnaissance aérienne; en outre, l'épaisse fumée qui s'était dégagée des écla-

tements de mines, rendit à peu près invisibles les infanteries qui se portèrent à l'assaut, dans un ordre parfait[1].

Le front d'attaque des Anglais s'étendait de Maricourt, rive droite de la Somme, à Saint-Pierre-Divion, rive gauche de l'Ancre, formant une ligne courbe devant Albert.

Au nord de l'Ancre, deux attaques secondaires auraient pour but de fixer l'ennemi, l'une à hauteur de Serre, l'autre, plus importante, sur les flancs du saillant de Gomécourt. L'attaque devant Albert, sur Mametz, Fricourt, Ovillers et l'éperon de Thiepval (saillant dit de Leipzig), sera exécutée par les cinq corps de la IVe armée (Rawlinson), celle sur Gomécourt par des troupes de la IIIe (Allenby). En raison de la réduction de nos moyens, conséquence des prélèvements opérés pour la bataille de Verdun, le rôle principal échoit ainsi, pour le début des opérations communes, aux armées anglaises. La mission de notre VIe armée sera d'appuyer et d'étayer par ses propres attaques sur la Somme l'offensive britannique. Au contact immédiat du 13e corps anglais (Congrève), notre action visera d'abord à la seule conquête du plateau de Flaucourt; maîtres du plateau, nous empêcherons l'artillerie ennemie qui en occupe les crêtes de gêner ou d'entraver l'action anglaise en la prenant de flanc. Le front d'attaque de la VIe armée allait de Moricourt à Foucancourt, le corps colonial faisant la gauche, au nord de la Somme, et le 20e corps (Baratier) la droite, au sud.

Notre offensive générale était en direction de Péronne et celle des Anglais de Bapaume.

VIII.

Si confiants que fussent Haig et Joffre dans le succès final de leur bataille — succès qui sera acquis à l'automne, mais qui n'apparaîtra qu'au printemps suivant, avec le repli de Hindenburg — ils n'en prévoyaient pas moins, et Joffre avait tenu à le dire[2], que la lutte serait dure et longue. Cette prévision s'explique par trois raisons : les Allemands, avec leur ténacité habituelle, s'accrocheront à leurs positions; Foch ne peut mettre qu'une seule armée en ligne; les officiers et soldats anglais ont réalisé de très

1. Rapport Haig.
2. Voir page 52.

grands progrès, mais qui ne les mettent pas encore à hauteur de leurs adversaires.

De cela, Haig sera le premier à convenir, en gentilhomme qu'il est, quand il rappellera dans son rapport les résultats de la bataille, du 1er juillet au 16 novembre : « En ce qu'ils sont dus aux forces britanniques, ils furent atteints par des troupes dont la très grande majorité avait été levée et instruite pendant la guerre. Beaucoup d'entre elles, surtout les relèves, comptaient par mois leur temps de service et eurent sur la Somme leur première leçon de la guerre. Nous fûmes contraints d'employer hâtivement des officiers et des soldats inexpérimentés ou de retarder l'offensive » — comme on en avait eu la pensée — « jusqu'à leur complète instruction. Que de telles troupes aient tant fait dans de telles conditions et contre une armée et une nation dont le principal souci était depuis tant d'années la préparation à la guerre, c'est un exploit sans précédent dans aucune histoire[1]. » Éloges et regrets, tout est exact dans ces lignes.

Cette initiation insuffisante à la guerre apparut dès les premières journées, comparables, rappelons-le, aux premières heures des batailles d'autrefois.

Comme on l'a vu, l'offensive principale doit être menée par les armées britanniques. Notre VIe armée les appuiera à leur droite, aux deux bords de la Somme.

Foch lui a assigné pour but initial : au nord de la rivière, pousser aussi loin que possible, en liaison avec les Anglais, vers la route de Bapaume à Péronne ; au sud, prendre pied sur le plateau de Flaucourt, en vue d'empêcher l'artillerie allemande de cette région d'agir au nord de la Somme (action secondaire de couverture).

Les préparatifs d'artillerie ayant été les mêmes sur nos deux fronts et les deux armées alliées brûlant d'une même ardeur, toute l'attaque partit d'un merveilleux élan, le 1er juillet, mais avec des fortunes diverses.

Fayolle, à la droite du champ de bataille, a déclenché d'abord le 20e corps au nord de la Somme ; une demi-heure après, il a enlevé en entier la première position allemande, depuis la corne nord-est du bois Favières jusqu'au village de Curlu qu'il déborde, après un assez vif combat sur la route de Péronne où les Bava-

1. Rapport.

rois défendent âprement le « Chapeau du gendarme ». Il ne lance ses coloniaux, au sud de la Somme, que deux heures après. Le 1er corps atteint en cinq minutes, montre en main, les tranchées de soutien, y ramasse des paquets de prisonniers, pousse aussitôt, sous le couvert de son artillerie, vers les villages qui jalonnent la première position allemande, d'une profondeur variant entre 500 et 1,000 mètres, sur trois lignes de tranchées parallèles, les enlève ou, comme à Dompierre d'où les Allemands se sont enfuis en désordre, y entre la bretelle au fusil, et dépasse le ravin de Fay.

Les Allemands ne s'attendaient pas à cette attaque; des officiers furent pris comme ils se rasaient dans leurs abris. Vers la fin de la journée, toute la première position est entre nos mains. Le combat s'engage sur la deuxième position sans que les réserves de division aient eu à intervenir.

Il semble bien que l'action de notre 20e corps ait entraîné celle du 13e anglais qu'il avait au contact à Maricourt. Les *Manchesters* du général Congrève avancèrent du même pas que la 39e division du général Nourrisson, les *khaki* prolongeant les *bleu-horizon*, tous deux appuyés « par le réconfortant aboiement des incomparables 75[1] ». Le village de Montauban fut emporté avant midi (le 6e bavarois y perdit plus des deux tiers de son effectif). Ils enlevèrent, peu après, la briqueterie à l'est et toute la crête de l'ouest.

Plus à gauche, devant Mametz, le 15e corps (général Horne), avec ses vieux régiments d'Ypres, de Festubert et de Loos, n'atteignit pas moins brillamment ses objectifs, qui étaient le village et son vallon. Les batteries allemandes ayant anéanti ses parallèles de départ, l'infanterie eut 400 mètres à parcourir à découvert, ce qu'elle fit à l'alignement, comme à la parade.

Le commandement anglais, moins dédaigneux cette fois des obstacles qu'à son ordinaire, avait décidé de ne pas tenter d'assaut général contre ce saillant de Fricourt que nous avons vu s'avancer dans ses lignes[2], mais de l'envelopper. Horne l'ayant débordé à l'est, vers les tranchées de Mametz, Pulteney, avec le 3e corps, devait le tourner à l'ouest. Il s'y prit moins bien, ou

1. Nelson, *History of the War*, la *Bataille de la Somme*, par John Buchan, t. XVI, p. 44.
2. Voir p. 56.

les deux divisions qu'il lança contre la Boisselle et Orvilliers étaient plus novices, ou, encore, les Allemands résistèrent avec plus d'âpreté dans ces deux villages, les premiers qu'on trouve en venant d'Albert, à droite et à gauche de la route de Bapaume, et dont ils avaient fait des forteresses. Quoi qu'il en soit, les Anglais ne réussirent pas, malgré des attaques répétées, à forcer l'entrée des villages, qui n'étaient plus que des monceaux de ruines. Pourtant, ils pénétrèrent assez profondément au bois en losange et à la vallée de la Saucisse, préparant la future conquête.

Pendant que la droite de l'armée britannique gagnait ainsi sa bataille, la gauche fut moins heureuse, bien qu'elle eût débuté, sur les deux rives de l'Ancre, à l'éperon sud de Thiepval, devant Beaumont-Hamel (entre la route d'Arras et le village de Serre), et aux saillants de Gommécourt, par d'impétueux succès. Des détachement du 10e corps (Morland) et du 8e (Hunter Weston), perçant à travers la première ligne allemande, furent emportés jusqu'au village de Thiepval, au calvaire, entre le village et la redoute des Souabes, aux défenses extérieures de Grandcourt et au bois dit « Pendant Copse, » au-delà de Serre. Les Irlandais chargèrent au cri : « Souvenez-vous de la Boyne ! », le 1er juillet étant l'anniversaire de la fameuse bataille[1]. Les Écossais ne s'élancèrent pas avec moins d'ardeur vers le plateau de Thiepval, d'où un château et des bois, aujourd'hui engloutis par la boue, dominaient encore la vallée de l'Ancre. Mais ces succès, qui, pour ainsi dire, manquaient de fonds et qui coûtèrent beaucoup de vies précieuses, ne purent être maintenus. Les Anglais, en effet, avaient encore insuffisamment médité la « Note pour toutes les armées », où Joffre avait dégagé, dès le 24 août 1914, les premières leçons de la guerre : « L'infanterie doit s'organiser au combat pour sa durée » ; quand un point d'appui est conquis, « l'organiser immédiatement » ; — ce mot : « organisation » revient incessamment dans ses ordres, expression de son instinct, de son besoin constant d'équilibre ; — jeter trop vite en ligne des unités nombreuses et denses, c'est « les laisser souvent à la merci d'une contre-attaque ».

Ce sont les Anglais qui conviennent que leurs troupes et leurs chefs manquèrent de cette méthode qui est surtout nécessaire

1. Victoire (en 1690) de Guillaume III sur Jacques II et Lauzun.

contre les Allemands. Des unités s'élancèrent sur des terrains où l'artillerie n'avait pas achevé son œuvre. « Il restait des Boches dans des trous, avec des mitrailleuses. Les *tommies* furent pris à revers et éprouvèrent de grosses pertes. On avait cru gagner du terrain et du temps. C'était tout le contraire[1]. » — D'autre part, les Allemands s'étaient surtout préparés à recevoir le choc anglais entre Albert et Arras. Ils y avaient opéré une concentration d'hommes et de matériel, plus puissante de beaucoup qu'au sud de la route de Bapaume, et cela sur un terrain (entre Somme et Ancre) plus accidenté et plus favorable à la défensive. Les trois formidables redoutes (*Leipzig*, *Zollern*, *Schwaben*) qu'ils avaient autour de Thiepval et leurs batteries aux flancs des côteaux de Beaumont-Hamel rendirent impossible l'arrivée des renforts et des munitions. Les vaillantes troupes qui avaient atteint, ou dépassé, leurs objectifs furent délogées de leurs conquêtes par de violentes contre-attaques et contraintes, au cours de la nuit, de rentrer dans leurs lignes.

« Le sang qu'elles versèrent comme de l'eau » fut comme le prix de l'avance sur le reste du front où toute la première position ennemie avait été enlevée.

Joseph REINACH.

(Sera continué.)

1. *Morning Post* du 12 juillet. — Dans le même journal, à la date du 5, récit de l'affaire des tranchées de Mametz.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

MÉMOIRE JUSTIFICATIF DE BARRAS

FRAGMENTS

I. — L'assassinat de Petitval

Nicolas-Paul, vicomte de Barras, est né à Fox-Amphoux (Var) en 1755 et il est mort à Paris en 1829. Il appartenait à une des plus anciennes familles de la Provence. On disait d'elle « qu'elle était aussi vieille que les plus vieux rochers de l'antique Provence ». L'expression « noble comme Barras » était populaire. Dans le mémoire justificatif, dont nous donnerons quelques fragments, Barras fait bon marché de cette ancienne noblesse; par contre, à plusieurs reprises, il parle avec une émotion dont la sincérité n'est point douteuse des qualités intellectuelles et morales de ses père et mère et de la considération, très grande en effet, dont ils jouissaient dans le pays. Son instruction fut négligée. « Dans ma première jeunesse », dit-il, « j'étais passionné pour la géographie, pour l'histoire et pour l'escrime; tout le reste me laissait indifférent; cependant, j'ai appris et retenu un peu de latin et je comprends d'ordinaire les citations dont il est de mode d'émailler la conversation. »

Barras fut d'abord officier et servit dans les colonies. Brave, audacieux, entreprenant, il fut médiocre observateur d'une discipline exacte « et le moins disposé des hommes à souffrir patiemment un affront ou une injustice ». On le vit bien le jour où il osa, simple capitaine, provoquer dans son propre cabinet le ministre de la Marine lui-même, dont il croyait avoir à se plaindre. Officier démissionnaire à la suite de cet esclandre, il vécut à Paris d'une pension que lui servait une de ses tantes. Fort bel homme, spirituel, aimable, très répandu dans tous les mondes, il sut se faire des amis et des amies qui lui demeurèrent fidèles dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. « Je suis né sous une constellation favorable.

J'ai eu les meilleurs parents que l'on puisse imaginer, des amis et des maîtresses dont j'aurais eu mauvaise grâce de me plaindre; j'ai rendu quelques services à la République et à mon parti; de ces services, mes concitoyens m'ont récompensé bien au delà de tout ce que je pouvais espérer; je n'ai jamais baissé les yeux ni la voix devant personne; oui, tout considéré, peu de mes concitoyens furent plus heureux que moi. »

Barras était entièrement gagné aux « idées nouvelles ». C'est en 1790 que commence sa vie politique. Il fut successivement haut juré, représentant du Var à la Convention nationale, commissaire chargé d'organiser l'armée des Alpes, puis celle d'Italie, commandant en chef de la force armée de Paris et de celle de l'intérieur, membre du Comité de sûreté générale, membre de la Commission des Cinq, président de la Convention nationale, directeur. Quelques semaines avant de se séparer, la Convention le chargea de réunir tous les documents nécessaires à la justification de l'assemblée; mais Barras tenta de se justifier surtout lui-même et il poursuivit son apologie pour l'ensemble de sa carrière.

Le *Mémoire justificatif* de Barras, qu'il ne faut pas confondre avec la compilation connue sous le nom de *Mémoires de Barras*, fut composé à plusieurs époques. La partie qui commence à l'année 1789 et qui finit à l'année 1796 a été composée par Réal et Lemaire, par Benjamin Constant et par Mme de Staël, d'après les notes, papiers et documents de Barras; Barras revoit, corrige et très souvent modifie le texte. Chaque page porte de nombreuses ratures et des surcharges de sa main. Le conventionnel Bréard fut aussi un des collaborateurs de Barras pour la partie relative aux événements de Thermidor. Il annote vingt-trois pages et les modifications ou les surcharges qu'il propose sont toutes, sans exception, acceptées définitivement par Barras. La partie qui s'étend de 1796 à 1824 a été composée à Bruxelles, puis aux Aygalades, près Marseille, par Barras lui-même et différents secrétaires occasionnels. On voit par sa correspondance que cette seconde partie devait être, dans la pensée de Barras un réquisitoire « contre les conventionnels passés avec armes et bagages au Consulat, puis à l'Empire ». « Je vais maintenant rendre à mes accusateurs la monnaie de leur pièce et je les accablerai sous des révélations tellement fortes et précises que dans toute la suite des âges ils demeureront la personnification la plus achevée de la plus ignominieuse vénalité. » Il faut admettre que cette seconde partie, si terrible pour quelques-uns, devait grandement servir les intérêts de certaines personnes qui avaient joué

« derrière les coulisses un rôle important insoupçonné jusqu'ici ». C'est ainsi que les frères Michel, les plus riches banquiers de Paris à cette époque, versent en 1807 cent mille livres à Barras pour qu'il continue et publie son mémoire et les lave d'accusations « dont seul il peut établir la fausseté... » Nous apprenons, toujours par la correspondance de Barras, que ces mêmes banquiers Michel chargent leur correspondant en Angleterre de chercher à Londres un éditeur pour le *Mémoire justificatif*.

En 1815, un accord fut passé entre Louis XVIII et Barras. L'ex-directeur devait prendre l'engagement de ne point publier son mémoire; il recevrait une rente viagère de quarante mille livres et il lui serait immédiatement versé une somme de cent cinquante mille francs pour le débarrasser « de certains créanciers particulièrement fâcheux ». L'avance consentie par les frères Michel serait remboursée sur la cassette royale ou tels arrangements seraient pris avec eux que Barras ne pourrait être inquiété à ce sujet.

Barras ne détruisit pas le *Mémoire justificatif*. Dans la transaction intervenue entre le roi et lui, cette destruction n'est ni exigée par l'un ni promise par l'autre. Le texte et toutes les pièces annexes furent mis en lieu sûr. Les familles qui pouvaient légalement disposer des papiers de Barras reculèrent pendant longtemps, sur le conseil formel des avocats et notaires consultés, devant le « scandale de certaines révélations et les procès que pourraient éventuellement intenter les descendants des personnes visées par Barras ». Ces difficultés sont levées aujourd'hui et, dès que les événements le permettront, le Mémoire paraîtra *in extenso*.

De longues recherches me permettent de considérer comme véridiques les déclarations de Barras. Il reconnaît lui-même l'inutilité de mensonges qui finiraient toujours par être découverts.

En 1824, il composa une addition au *Mémoire justificatif*. C'est dans cette partie que se trouve un chapitre destiné à couronner l'œuvre entière et que l'ex-directeur a appelé lui-même « les imprécations de Barras ». On ne sait qui a mis au point cette péroraison et lui a donné sa forme définitive. Jaurès, bon juge en ces matières, déclarait que ce morceau était un des plus beaux et des plus émouvants de la littérature française.

DONEY-LACHAMBAUDIE.

SÉANCE SECRÈTE DU DIRECTOIRE
DU 9 FLORÉAL AN IV (28 AVRIL 1796).

Le Directoire, les affaires courantes expédiées, se réunit en séance secrète, dans la salle ordinaire de ses délibérations[1].

REWBELL[2]. — Je me suis entretenu dans la matinée, avec Bacon et Courtois, et, selon ce qui avait été convenu entre nous, j'ai interrogé moi-même le principal employé des frères Michel.

Je n'ai à vous donner aucun éclaircissement nouveau; les faits demeurent mystérieux ; on est réduit à faire des suppositions, lesquelles, il est vrai, sont concordantes et plausibles.

Ce n'est point pour le voler qu'on a assassiné le malheureux Petitval, on l'a assassiné pour les motifs que nous soupçonnons, et l'adage latin trouve ici son application : « Is fecit cui prodest. »

Aucun vol autre que celui des papiers n'a été commis, ni même tenté ; on peut même dire que ceux qui ont préparé le coup ont manqué d'habileté.

1. Le procès-verbal officiel de la séance ordinaire du Directoire se trouve dans le *Recueil des Actes du Directoire exécutif*, publié par A. Debidour, t. II (1911), p. 246-250. Il n'y est pas fait la moindre allusion aux affaires discutées dans la séance secrète. Quant à l'assassinat de Petitval, il en est fait mention dans l'ouvrage de M. Aulard : *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. III (1899). Page 138, de cette publication, il est dit, à la date du 23 avril 1796 : « D'après quelques renseignements pris sur les assassinats commis à Vitry-sur-Seine dans la maison du citoyen du Petit-Val, il paraîtrait que le nommé Garnier, homme de confiance dudit citoyen du Petit-Val, serait de complicité dans ce crime épouvantable. » Page 139, sont reproduites quelques lignes du journal *le Publiciste philanthrope*, annonçant que, « dans la nuit du 2 floréal, six personnes ont été assassinées dans une maison de Vitry-sur-Seine à deux lieues de Paris, qu'un seul enfant a été épargné et que les assassins n'ont rien volé. Ceux qui ont succombé sous leurs coups étaient des acquéreurs de biens d'émigrés. » Page 140, extrait du *Journal des hommes libres :* « En annonçant l'assassinat, il [ce journal] en nomme les victimes : c'est la famille entière des citoyens Petit-Val, demeurant à Paris, quai Voltaire. » — Puis cette ténébreuse affaire fut ensevelie dans le silence.

Nous n'avons pas à faire la critique des assertions contenues dans le document que nous publions ici ; moins encore songeons-nous à prendre parti, soit dans des querelles de personnes et de partis, soit sur la question du fils de Louis XVI. C'est affaire aux historiens de la Révolution de dire ce que le procès-verbal trouvé dans les papiers de Barras peut nous apprendre de nouveau et quelle créance il faut y attacher. — [N. D. L. R.].

2. Nous conservons l'orthographe de ce nom et des autres noms propres telle qu'elle a été donnée dans le manuscrit qui nous a été communiqué. — [N. D. L. R.].

Le fait que l'on n'a rien volé, sauf les papiers, est trop significatif pour qu'il puisse passer inaperçu, et naturellement il confirme les communications que nous avons reçues antérieurement au crime et nos propres conjectures.

En raison du caractère particulier de cette affreuse affaire, j'estime qu'il faudra recommander la plus extrême circonspection aux agents et aux magistrats chargés des recherches et de l'instruction.

CARNOT. — C'est tout à fait mon avis. Il est fort inutile de donner des aliments à la malignité publique; si nos soupçons sont fondés, comme il y a tout lieu de le croire, des indiscrétions pourraient avoir de fâcheuses conséquences et jeter la suspicion sur des citoyens qui sont étrangers à l'affaire, mais qu'on ne manquerait pas d'y mêler.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — On ne peut cependant suspendre le cours de la justice.

LETOURNEUR. — La justice ne peut rien puisque les coupables ne sont pas sous les verrous.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Mais ils peuvent être mis en état d'arrestation d'un instant à l'autre.

REWBELL. — On ne saurait arrêter des citoyens sur de simples présomptions.

P. BARRAS. — Les révélations qui nous furent faites avant le crime étaient cependant catégoriques.

CARNOT — On ne saurait faire état de ces révélations; elles n'émanent point de personnes en qui on puisse avoir confiance.

REWBELL. — Ces révélations n'auraient point de valeur en justice; on peut toujours accuser quelqu'un de vouloir commettre un crime; il me semble bien que les personnes que l'on nous a désignées avaient intérêt à la mort de Petitval; assurément, c'est parmi elles qu'il faut chercher les coupables; mais je reconnais aussi que plusieurs d'entre elles auraient reculé devant un assassinat.

P. BARRAS. — S'il fallait considérer en effet comme coupables de son assassinat toutes les personnes qui avaient intérêt à la mort de Petitval, le nombre en serait grand.

CARNOT. — Beaucoup plus grand qu'on ne le voudrait.

LETOURNEUR. — Sur quels indices les magistrats pourraient-ils guider leurs recherches?

Évidemment ceux qui ont préparé l'assassinat de Petitval ont eu recours à des subalternes; ils ont ordonné et payé le crime, mais ils sont demeurés étrangers à son exécution et ils étaient loin de Vitry au moment où on a assassiné Petitval et sa famille.

Les domestiques ne sont point d'accord dans leurs dépositions; ils ont prétendu que le vestibule du château, au moment du crime, était rempli d'hommes ayant le sabre à la main et portant l'uniforme de la légion de police.

Les domestiques survivants pourront-ils reconnaître ces hommes?

P. BARRAS. — Le crime n'a pas dû être commis comme le rap-

portent les domestiques qui ont échappé au massacre; les domestiques qui n'ont point péri s'étaient sauvés ou cachés, qu'auraient-ils pu voir? Et dans leur trouble, ceux qui ont pu voir quelque chose, se sont-ils rendus compte de ce qu'ils voyaient?

REWBELL. — En ne volant aucun objet précieux, les assassins ont commis une maladresse; un vol d'argenterie ou de bijoux aurait suffi pour égarer les soupçons.

P. BARRAS. — Il y avait de si nombreux domestiques au château de Vitry, que des voleurs ordinaires ne s'y seraient point risqués.

CARNOT. — Il fallait que les assassins fussent bien nombreux pour venir à bout, en si peu de temps, de huit ou neuf personnes, qui ont dû se défendre naturellement avec l'énergie du désespoir.

REWBELL. — Bacon n'estime pas le nombre des assassins à moins de quatorze ou quinze.

P. BARRAS. — Petitval était grand et robuste; si l'on admet qu'il n'a pas été surpris, il a dû opposer à ses agresseurs une très vive résistance, d'autant plus qu'il devait se tenir sur ses gardes après tous les avertissements qu'il avait reçus.

REWBELL. — Il ne s'attendait pas à être assassiné chez lui, puisqu'il avait refusé la force de police que l'on voulait envoyer sous un prétexte ou sous un autre au château de Vitry.

P. BARRAS. — Cela est vrai.

CARNOT. — Les pièces saisies chez Petitval ont-elles appris quelque chose?

REWBELL. — Rien que l'on ne sût déjà.

LETOURNEUR. — Dans la lettre que Petitval avait adressée à Barras et à Rewbell, les noms des conventionnels étaient-ils cités?

REWBELL. — Il y avait quelques noms : Rovère, Fouché, Doulcet, Beffroy, Saladin et autres.

CARNOT. — Sur la copie que m'a remise Bénézech, j'ai vu les noms de Tallien, Fréron, d'autres encore.

P. BARRAS. — Pas le moins du monde; ces collègues avaient emprunté de l'argent à Petitval à d'autres époques et pour leurs besoins personnels; les lettres trouvées chez Petitval en font foi.

CARNOT. — Qui dit que d'autres personnes soupçonnées ne sont pas dans le même cas?

P. BARRAS. — C'est fort possible. Petitval avait une grosse fortune et bien des personnes fort honorables ont eu recours à son obligeance.

REWBELL. — Il était en rapport avec quantité de gens, surtout avec des gens de finances et des marchands de biens; mais malgré cela il n'y a aucun doute possible; les circonstances du crime demeurent mystérieuses, non ses causes.

LETOURNEUR. — A-t-on pris les précautions nécessaires au sujet des papiers?

REWBELL. — Conformément à ce qui avait été convenu entre nous, on les a fait enlever pendant la nuit.

P. Barras. — Il faut les faire porter immédiatement dans les archives du Directoire.

Carnot. — C'est mon avis, il faut rechercher les coupables avec toute la diligence possible; mais il convient en même temps de donner des ordres pour qu'on observe la discrétion que réclame cette affaire; il ne faut point que l'on remonte aux décisions des anciens Comités.

Letourneur. — Qui était président de la Convention dans la seconde quinzaine de fructidor an II?

P. Barras. — Bernard.

Letourneur. — Lequel?

P. Barras. — Celui de la Charente-Inférieure.

Larevellière-Lepeaux. — On devrait établir une surveillance étroite autour des domestiques du malheureux Petitval, que les assassins ont épargnés pour une cause ou pour une autre.

Peut-être y en a-t-il parmi eux qui ont guidé les meurtriers de leur maître?

Rewbell. — Les services de police ont reçu des ordres en conséquence.

P. Barras. — Quelle confiance peut-on avoir dans nos services de police? On prétend même qu'il y avait des policiers parmi les assassins.

Carnot. — Cela ne m'étonne pas du tout; prenons garde nous-mêmes de ne pas subir, avant qu'il ne soit longtemps, le sort de Petitval.

Letourneur. — Je m'y attends tous les jours.

Carnot. — Nous sommes entourés de gens de sac et de corde.

Letourneur. — Comment un homme aussi habile que Petitval, a-t-il pu donner tant d'argent à la légère? Il me semble que dès le premier moment il aurait pu s'apercevoir qu'on le trompait.

Rewbell. — Les démarches qu'on lui permettait de faire ne pouvaient aboutir immédiatement, et Petitval se rendait parfaitement compte qu'il fallait de grosses sommes pour aplanir les difficultés et se concilier les concours indispensables.

Si même on avait voulu sincèrement tenir les promesses que l'on faisait, et dont on était d'autant plus prodigue qu'on comptait les éluder, la somme déboursée par Petitval eût été insuffisante.

Larevellière-Lepeaux. — De quelle somme Petitval se plaignait-il d'avoir été escroqué?

Rewbell. — De huit cent cinquante mille livres environ.

Letourneur. — C'est une somme cela.

Carnot. — En effet.

Rewbell. — Elle devait paraître moins considérable à Petitval qui avait une très grosse fortune, qu'il faisait valoir avec beaucoup d'habileté.

CARNOT. — Sa lettre à Rewbell et à Barras prouvait qu'il avait formé un complot; vivant, il aurait pu être poursuivi.

P. BARRAS. — On ne forme pas un complot à soi tout seul.

CARNOT. — Petitval se plaignait des représentants qui lui avaient soutiré des sommes plus ou moins fortes et qui n'avaient rien fait; mais d'autres, dont il ne parlait pas, ont pu entrer dans ses vues et préparer un complot.

REWBELL. — Rien de ce genre n'apparaît jusqu'ici; il se bornait à demander l'annulation d'actes qu'il incriminait de faux.

CARNOT. — L'ordre public et la légalité ne le permettaient point.

REWBELL. — Si, la justice prononce chaque jour sur des contestations en matière d'état civil.

CARNOT. — Cette question n'est pas de notre compétence, et nous n'avons pas à l'examiner. De la part de Petitval il y avait certainement tentative de corruption suivie d'effet.

REWBELL. — Ceci est une autre question, et elle est encore bien moins de notre compétence que la première.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Je crois qu'on ne saurait contester la bonne foi et les sentiments d'honneur de Petitval; mais malgré tout il y avait tentative de corruption.

REWBELL. — La justice aurait apprécié.

P. BARRAS. — La question n'est point là; Petitval était de taille à se défendre; il demandait une chose juste dans un esprit de fidélité et de dévouement qui l'honorait.

LETOURNEUR. — Q'ont dit les témoins qu'on a interrogés?

REWBELL. — Aucune déposition n'a fait la lumière sur les causes du crime; Petitval ne communiquait ses affaires à personne.

On le savait possesseur d'une très grosse fortune, qu'il faisait valoir habilement; il menait un grand train de maison, on le disait obligeant et serviable.

Depuis un certain temps, il faisait de continuels voyages, on ne sait exactement où il se rendait, ni pour quels motifs il s'absentait aussi fréquemment.

J'ai appris cependant, par une lettre de Tort de la Sonde, qu'il était en Belgique il y a quelques semaines; les assassins n'ont point manqué de tuer les domestiques qui auraient pu fournir des renseignements sur les allées et venues de leur maître.

P. BARRAS. — On a égorgé les domestiques qui étaient particulièrement attachés à sa personne; la femme de chambre qui soigna l'enfant que vous savez a eu la tête coupée.

CARNOT. — En dehors des personnes désignées par les révélations adressées à Rewbell et à Barras, en dehors de celles que Petitval avait désignées lui-même, lui connaissait-on des ennemis?

P. BARRAS. — Il n'avait aucun ennemi personnel, lui-même le déclare dans une lettre qu'il m'a adressée quelques jours avant sa mort.

CARNOT. — L'heureux homme!

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Qu'ont dit les banquiers Michel?

REWBELL. — Ils prétendent avoir appris, avec autant de surprise que de douleur, l'assassinat de Petitval.

Ils n'ont point caché que, depuis quelque temps, il paraissait préoccupé et soucieux. Interrogés sur les causes qui pouvaient provoquer cette sorte d'inquiétude que manifestait Petitval, ils ont répondu ne point les connaître.

CARNOT. — Ont-ils laissé entrevoir qu'ils en connaissaient plus qu'ils n'en disaient.

REWBELL. — Oui.

LETOURNEUR. — Alors ils soupçonnent d'où est venu le coup?

REWBELL. — Très probablement.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Que dit-on des frères Michel?

REWBELL. — Beaucoup de mal et peu de bien. Enrichis en quelques années par des opérations louches mais fructueuses, ils sont au nombre des plus gros banquiers de la capitale.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Pouvaient-ils retirer quelques profits de la mort de Petitval?

REWBELL. — Je crois, jusqu'à preuve du contraire, que la mort de Petitval ne pouvait leur être d'aucune utilité. Ils seront comptables vis-à-vis des héritiers de Petitval des sommes que Petitval avait, ou pouvait avoir, dans leur maison; peu de jours avant sa mort, Petitval indiquait à Delessert quelle somme il avait en dépôt chez les Michel frères; or, les déclarations de ceux-ci concordent avec celles de Petitval lui-même.

Cette concordance est une grande présomption en leur faveur; j'estime qu'en justice on la tiendrait pour décisive.

LAREVELLIÈRE-LEPAUX. — Que disait au juste Tort de la Sonde dans sa lettre?

REWBELL. — Il prétendait que Petitval avait remis 70,000 livres à Cambacérès une première fois et 25,000 quelques semaines après.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Pour quel objet?

REWBELL. — Pour que Cambacérès s'occupât du fils de Louis XVI, et que l'on fît la preuve juridique de la substitution.

LETOURNEUR. — Est-ce donc possible en droit?

REWBELL. — Oui.

CARNOT. — Tort de la Sonde a la réputation d'un financier taré et véreux.

P. BARRAS. — La réputation de Tort de la Sonde ne nous regarde en rien; nous n'avons qu'à nous assurer de l'exactitude de ses renseignements.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Une lettre adressée à Cambacérès, et interceptée par la police, semble confirmer la révélation de Tort de la Sonde. Qui avait écrit cette lettre?

REWBELL. — Un certain homme de loi du nom de Paris de l'Amaury.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Dans les 850,000 livres qu'on lui avait escroquées, Petitval comprenait-il les 100,000 livres qu'il aurait versées à Cambacérès?

REWBELL. — Je n'en sais rien, mais en raison de la situation de fortune de Cambacérès, Petitval pouvait espérer recouvrer cette somme.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Petitval connaissait-il Cambacérès depuis longtemps?

P. BARRAS. — Je puis prouver que les deux hommes se connaissaient bien avant Thermidor.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Mais Petitval fut inquiété pendant la Terreur?

P. BARRAS. — Sa belle-mère et lui furent arrêtés quelques semaines avant Thermidor; ils furent rendus à la liberté peu de jours avant la chute de Robespierre.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — S'occupait-il déjà du fils de Louis XVI à cette époque?

REWBELL. — Il s'en est toujours occupé; il était en possession des papiers de Malesherbes dont il avait reçu les dernières instructions.

CARNOT. — Tout cela prouve bien une conspiration.

REWBELL. — On ne saurait l'établir; il poursuivait le recouvrement des sommes dues au fils de Louis XVI, mineur, et il voulait rendre à cet enfant son existence légale.

Ce n'est donc point là une conspiration; Petitval ne s'occupait nullement de politique; au contraire, il se tenait systématiquement à l'écart des querelles des partis.

P. BARRAS. — Je puis attester que Petitval ne s'occupait pas de politique; il était totalement absorbé par ses propres affaires et par le recouvrement des sommes dues au fils de Louis XVI.

CARNOT. — De qui tenait-il ces pouvoirs?

REWBELL. — Louis XVI avait remis à Malesherbes des procurations écrites et signées de sa main. Malesherbes de son côté les avait données à Petitval; ces procurations valaient ce qu'elles valaient; elles pouvaient suffire aux yeux de tout dépositaire de bonne foi; même au point de vue strictement juridique elles n'étaient point sans valeur.

CARNOT. — Comment Petitval pouvait-il réclamer notre appui dans ces conditions? Qu'aurions-nous pu pour lui à supposer que nous aurions voulu nous occuper de cette affaire?

P. BARRAS. — Il nous demandait d'user de notre influence auprès d'hommes qui avaient été nos collègues, et dont plusieurs sont et demeurent nos obligés.

Nous avions eu recours à sa bourse quand il avait fallu préparer la

révolution thermidorienne; il avait donc des droits à notre bienveillance comme à notre estime, il ne nous demandait rien qui fût contraire à l'honneur et à notre devoir républicain.

Pour ma part, je n'ai rien à cacher, je m'honore de tout ce que j'ai fait. Je n'ai point à redouter un débat public; tous les cœurs capables de quelque sensibilité seront avec moi; mais d'autres, je le sais, ne peuvent pas considérer le passé avec la même assurance.

Je reconnnais toutefois qu'il peut être inutile et même dangereux de revenir sur certains événements.

Petitval espérait que notre intervention pourrait le faire rentrer dans une partie des sommes qu'on lui avait soutirées; la lettre qu'il m'a écrite si peu de jours avant sa mort prouve bien la pureté de ses intentions; il n'entrait nullement dans ses vues d'ajouter à nos embarras et de nous mettre dans une situation fausse.

Rewbell. — Petitval était un parfait honnête homme, ses sentiments politiques pouvaient l'éloigner de nous, mais il ne conspirait point, comme tant d'autres, contre les institutions de sa patrie.

Larevellière-Lepeaux. — J'ai souvent entendu parler de lui, et toujours avec éloge.

P. Barras. — Je lui avais adressé plusieurs personnes dignes de commisération et tombées dans le besoin; il les a aidées avec beaucoup d'empressement et de générosité.

Rewbell. — Je lui rends le même témoignage.

Carnot. — Je n'en retiens pas moins qu'il a corrompu ou cherché à corrompre des membres de la Convention.

Rewbell. — Soit! Mais sa mort le dispense de rendre des comptes à la justice; l'opinion publique ne lui aurait pas été défavorable s'il eût été poursuivi pour crime de corruption.

Il n'y a pas à s'occuper d'ailleurs de ce qu'on aurait pu dire pour le charger, ou de ce qu'il aurait pu alléguer pour sa défense. Nous devons nous occuper de ceux qui l'ont assassiné ou fait assassiner, et des conséquences qu'une telle affaire peut avoir.

P. Barras. — Là est toute la question.

Carnot. — Sans doute.

Letourneur. — C'est de toute évidence.

Larevellière-Lepeaux. — Nous ne sommes point un tribunal mais un gouvernement; il convient donc d'examiner à l'exclusion de tout le reste la conduite que nous avons à tenir dans cette circonstance.

Je suis pour ma part complètement étranger aux intrigues de ces dernières années; on s'aperçoit aujourd'hui combien la politique des anciens comités de gouvernement a été funeste; tous nos embarras viennent de cette politique; il était contraire aux principes républicains d'enfermer les enfants de Louis XVI; cette mesure ne se justifiait à aucun point de vue; on n'avait pas à faire supporter à ces enfants les fautes de leurs parents; leur emprisonnement ne pouvait s'éterniser;

on eût toujours été dans l'obligation d'y mettre un terme; comme on a rendu la fille à la liberté, on aurait dû, un peu plus tôt ou un peu plus tard, ouvrir les portes au fils.

P. BARRAS. — On pouvait remettre la fille à une puissance étrangère sans inconvénient, non le fils.

Même en France, sur le territoire national, on ne pouvait rendre le fils de Louis XVI à une liberté complète. Je l'ai déclaré aux représentants de la droite à la veille de Thermidor.

CARNOT. — Alors pourquoi ne pas le laisser au Temple?

P. BARRAS. — Parce qu'il ne pouvait pas y recevoir les soins que réclamaient son âge et son état.

Mais j'entendais qu'il demeurât toujours à la disposition de la Convention nationale, et j'avais pris les dispositions nécessaires pour qu'on ne pût l'enlever.

Je ne suis pour rien dans les événements qui ont suivi; j'avais détruit la tyrannie des comités de gouvernement, on la vit renaître de ses cendres; je m'en lave les mains.

Ceux qui me blâment aujourd'hui de la mesure que nous avons prise, mes amis et moi, sont justement ceux qui acceptaient de livrer le fils de Louis XVI à l'Espagne.

CARNOT. — Ils avaient tort.

P. BARRAS. — C'est mon avis.

REWBELL. — J'ai la prétention d'être aussi bon républicain et aussi bon patriote que quiconque, mais je n'aime pas beaucoup que l'on persécute les femmes et les enfants.

CARNOT. — Petitval n'avait-il pas essayé de corrompre les gardiens du Temple?

P. BARRAS. — Pas à ma connaissance.

CARNOT. — On a prétendu le contraire; on a même accusé le surveillant Laurent d'une manière formelle.

P. BARRAS. — Je tiens Laurent pour un fort honnête homme; il m'avait été recommandé par Botot et par Botot-Dumesnil; je ne sache pas qu'on ait jamais eu à se plaindre de lui.

On a offert il est vrai une somme assez forte à Laurent, qui l'a du reste refusée; et cette somme lui fut offerte alors que l'enfant n'était plus au Temple.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Qui avait essayé de le corrompre?

P. BARRAS. — Un homme de loi du nom de Lallemant qui jouait du reste dans cette intrigue le rôle d'un simple commissionnaire.

REWBELL. — Je ne crois pas qu'on puisse retenir contre Petitval une seule tentative de corruption.

Pour ce qui est des conventionnels qu'il incriminait, ils étaient des représentants du peuple, non des dépositaires de l'autorité publique.

Plusieurs d'entre eux sont avocats, ils ne manqueront pas de dire que, s'ils ont reçu de l'argent de Petitval, c'est à titre d'honoraires.

Par suite des acquisitions qu'il avait faites, Petitval avait en effet

plusieurs procès; on a trouvé dans son cabinet de travail des consultations écrites relatives à ces procès et émanant justement de quelques-uns des conventionnels qu'il accuse.

D'autres nieront purement et simplement, affirmant qu'ils n'ont rien reçu de Petitval; la justice est désarmée quand les preuves matérielles font défaut.

On peut admettre aussi que des intermédiaires véreux ont soutiré des sommes plus ou moins fortes à Petitval, en lui laissant croire que ces sommes seraient remises par eux à tel ou tel conventionnel influent.

LETOURNEUR. — Une affaire de ce genre, si l'instruction n'en est pas conduite avec une extrême prudence, peut jeter la déconsidération sur une foule de personnes très estimables.

CARNOT. — C'est justement ce qu'il y a lieu de redouter; une fois la médisance mise en mouvement, elle ne s'arrêtera point.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Nos collègues Barras et Rewbell connaissaient-ils depuis longtemps les projets de Petitval?

P. BARRAS. — Des amis communs m'en avaient informé.

REWBELL. — Ma réponse sera la même que celle de Barras.

CARNOT. — Notre collègue Barras, qui connaissait Petitval depuis plusieurs années, aurait dû lui faire des représentations.

P. BARRAS. — Il n'entre point dans mes habitudes de donner des conseils aux gens qui ne m'en demandent pas.

REWBELL. — Petitval n'aurait écouté aucun conseil; il croyait accomplir un devoir; rien ne l'aurait retenu.

P. BARRAS. — Certainement.

CARNOT. — Le public ne fera point de distinctions subtiles; il estimera que Petitval avait formé un complot pour rétablir la royauté au profit du fils de Louis XVI; Petitval avait essayé de suborner des mandataires de la Nation, il leur avait remis de l'argent, il l'a reconnu et déclaré lui-même; il y avait collusion en vue de préparer certains événements, la conspiration n'est pas douteuse.

REWBELL. — Pas le moins du monde; Petitval n'attaquait ni les institutions républicaines, ni le gouvernement établi; il se bornait à réclamer des sommes dues à la succession de Louis XVI, et à poursuivre l'annulation d'un acte de décès qu'il incriminait de faux.

Il était tout naturel qu'il cherchât à s'assurer certains concours et certaines influences, l'affaire n'était nullement politique; elle aurait pu le devenir par la suite, je ne le conteste pas.

Nos actes peuvent avoir des conséquences dont nous ne sommes point toujours responsables; mais, jusqu'au moment où il a été assassiné, Petitval n'avait pas formé de complot.

LETOURNEUR. — Petitval avait-il des relations avec les chefs royalistes?

REWBELL. — Cela est douteux; je crois même que les chefs royalistes, bien loin de seconder ses projets, les auraient contrariés. Petit-

val, je l'ai déjà dit, se tenait tout à fait en dehors des querelles des partis; tous les rapports de police sont formels sur ce point.

CARNOT. — Comment connaissait-il Tort de la Sonde?

P. BARRAS. — Je crois qu'il le connaissait fort peu; les financiers sont en rapport avec toutes sortes de gens.

CARNOT. — Alors comment Tort de la Sonde pouvait-il connaître les dangers que courait Petitval et les noms de ses ennemis?

REWBELL. — Tort de la Sonde entretient une correspondance suivie avec plusieurs députés et aussi avec plusieurs banquiers qui avaient avec Petitval des rapports d'affaires ou d'amitié.

CARNOT. — Ce serait donc uniquement pour se dérober au remboursement des sommes qu'il aurait reçues de lui que quelques anciens conventionnels restés dans la vie publique ou rentrés dans la vie privée auraient fait assassiner Petitval?

REWBELL. — Bacon pense qu'on voulait aussi lui voler des papiers importants; l'opinion de Bacon est la mienne.

S'il faut dire toute ma pensée, j'ajoute qu'on a tué Petitval, non seulement pour se soutraire au paiement des dettes que l'on pouvait avoir contractées vis-à-vis de lui, mais encore pour s'emparer de documents qu'il possédait et pour empêcher les révélations qu'il menaçait de faire.

P. BARRAS. — C'est absolument mon avis.

Les papiers qu'on a volés à Petitval concernaient le fils de Louis XVI, je n'ai aucun doute là-dessus.

REWBELL. — C'est en effet ce que Courtois m'a affirmé ce matin.

CARNOT. — Quel est-ce Courtois?

REWBELL. — Courtois était le factotum et à l'occasion le secrétaire de Petitval; il me paraît digne de confiance.

P. BARRAS. — Le 25 frimaire, Courtois est venu me parler spontanément des dangers qui, selon lui, menaçaient son maître; il me donna des détails et des renseignements qui ne me permirent point de suspecter sa sincérité; il cita les noms des anciens conventionnels qui complotaient l'assassinat de Petitval. Il me donna aussi les noms de plusieurs députés qui recevaient régulièrement des subsides du cabinet de Londres.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Les anciens conventionnels indiqués par Tort de la Sonde, dans sa lettre, sont bien les mêmes que ceux qu'a dénoncés Courtois dans sa visite à Barras en frimaire?

P. BARRAS. — Oui.

CARNOT. — Parmi les anciens conventionnels dénoncés il en est qui sont incapables absolument, comme nous l'avons déjà observé, de commettre ou de faire commettre un assassinat.

REWBELL. — Aussi ne considérons-nous pas commes coupables de l'assassinat de Petitval, tous les anciens conventionnels dénoncés, mais seulement quelques-uns d'entre eux.

P. BARRAS. — Tous n'ont point pris part à l'assassinat de Petitval,

mais tous ont dû apprendre cet assassinat avec joie, car il les délivre d'un danger imminent.

Dans sa lettre Petitval écrit formellement : « qu'il veut dénoncer à l'opinion public et flétrir des hommes qui, trahissant le mandat qu'ils tiennent de leurs concitoyens, se sont vendus au gouvernement anglais. »

LETOURNEUR. — Petitval n'était-il point emporté par ses ressentiments personnels?

REWBELL. — Petitval était un honnête homme, incapable de recourir à la calomnie.

LETOURNEUR. — Mais ces renseignements étaient-ils exacts?

P. BARRAS. — La grosse fortune de Petitval lui permettait d'être exactement renseigné.

Petitval avait acheté à la femme de Monciel, pour une somme très considérable, vingt cinq mille livres je crois, la liste des anciens conventionnels et des membres des deux conseils, qui recevaient des subsides de l'Angleterre.

La femme de Monciel tenait elle-même ce document du secrétaire de Lord Amherst.

Ces députés sont du reste éminemment suspects et nous n'avons pas attendu les révélations de Petitval pour les faire surveiller de près. Leurs noms sont sur nos lèvres, vous les connaissez comme moi.

LETOURNEUR. — Mais si ces députés sont royalistes, ils ne devaient point contrarier les projets de Petitval?

P. BARRAS. — Ils avaient reçu le mot d'ordre du cabinet de Londres qui voulait qu'on considérât le fils de Louis XVI comme mort. Le gouvernement anglais ne voulait point entendre parler de cet enfant.

REWBELL. — Le gouvernement anglais avait pour cela ses raisons; elles sont faciles à comprendre.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Le gouvernement anglais a-t-il connu la vérité immédiatement?

P. BARRAS. — Il y a lieu de le supposer.

REWBELL. — Comment le cabinet de Londres aurait-il pu ignorer ce que le cabinet de Vienne avait appris aussitôt après l'événement?

CARNOT. — Parmi les papiers que l'on a fait enlever a-t-on retrouvé la lettre de Puisaye?

REWBELL. — Oui.

CARNOT. — Je parle de la lettre dont Petitval faisait mention dans ses déclarations écrites à Barras?

REWBELL. — C'est bien celle-là.

P. BARRAS. — Il y a là une nouvelle preuve de la bonne foi de Petitval et de sa ferme résolution de demeurer complètement étranger aux complots royalistes.

La copie qu'il m'avait remise *était absolument conforme à l'ori-*

ginal que nous venons de saisir. Petitval était un homme d'honneur qui n'avait rien à cacher.

LETOURNEUR. — Qu'écrivait Puisaye?

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Oui, que voulait-il de Petitval?

REWBELL. — Il demandait des fonds à Petitval pour la cause royaliste; faisant état de la fortune de Petitval, il sollicitait de lui une somme de soixante mille livres.

Puisaye invoquait dans sa lettre le nom de Calonne qui avait autrefois, paraît-il, rendu quelques services à la famille Petitval.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Petitval avait-il répondu à la lettre de Puisaye?

P. BARRAS. — Petitval a affirmé qu'il n'avait fait aucune réponse à la requête de Puisaye, et je ne mets point sa parole en doute.

LETOURNEUR. — Dans sa lettre à Barras, Petitval portait-il, contre tous les anciens conventionnels qu'il dénonçait, une accusation commune et les chargeait-il tous également ou en désignait-il plus particulièrement quelques-uns?

P. BARRAS. — Il paraissait en vouloir surtout à Rovère.

CARNOT. — Rovère est un scélérat.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Un gredin capable de tout.

P. BARRAS. — Il n'y a pas à l'heure qu'il est un royaliste plus zélé que cet ancien lieutenant de Jourdan Coupe-Tête.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Avait-il soutiré beaucoup d'argent à Petitval?

REWBELL. — Oui.

LETOURNEUR. — Le contraire m'eût étonné.

CARNOT. — C'est quand il fut président de la Convention nationale, en pluviôse an III, qu'il a dû commencer à mettre Petitval en coupe réglée.

P. BARRAS. — Il avait abusé de la bonne foi de Petitval bien avant cette époque.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Comment Petitval pouvait-il accorder quelque confiance à un tel homme?

REWBELL. — Bien d'autres s'y sont laissé prendre.

P. BARRAS. — Malgré sa réputation, Rovère avait des amis dans la droite, il en avait aussi dans d'autres parties de la Convention.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Ne pourrait-on pas admettre que Petitval a été assassiné, non point à l'instigation d'anciens conventionnels, mais à l'instigation d'agents royalistes. Il devait être une gêne pour les frères de Louis XVI qui étaient certainement au courant de ses démarches et de ses projets.

REWBELL. — On peut l'admettre, mais les agents royalistes n'auraient pas manqué de se concerter au préalable avec Rovère.

LETOURNEUR. — Dans sa lettre à Barras, Petitval se plaignait-il d'avoir été menacé par ceux qui l'avaient escroqué et qu'il dénonçait?

P. Barras. — Non, il ne parlait point des menaces dont il était l'objet, il les dédaignait; mais il se rendait parfaitement compte que l'on chercherait à se débarrasser de lui à la première occasion.

Un certain Asvédo et Dossonville, individus d'ordinaire bien renseignés, lui avaient dit et écrit qu'il eût à se tenir sur ses gardes et à prendre ses précautions, car des hommes puissants avaient décidé sa mort.

La lettre d'Asvédo est au nombre des pièces que nous avons fait saisir.

Letourneur. — Je connais Asvédo, c'est un intrigant fort audacieux et qui sait beaucoup de choses.

P. Barras. — Peut-être en sait-il trop.

Carnot. — Quelles étaient à Paris les personnes avec lesquelles Petitval était le plus intimement lié. Le sait-on?

Rewbell. — J'ai donné ordre à Bacon de s'en informer. Comme je l'ai déjà observé, Petitval, quoiqu'il reçût beaucoup de monde, était peu communicatif et se livrait à peu de gens.

Larevellière-Lepeaux. — Les frères Michel étaient-ils au courant de toutes ses affaires?

Rewbell. — Je ne le crois pas, mais par ce qu'ils en connaissaient, ils ont pu deviner le reste.

Letourneur. — A-t-on fait l'inventaire des papiers que nous avons fait saisir?

Rewbell. — Non; cet inventaire ne pourra être fait que dans quelques jours, quand tous les papiers auront été examinés.

Carnot. — Qui est chargé de ce travail?

Rewbell. — Mon secrétaire et celui de Barras.

Carnot. — Je suis d'avis qu'après examen les papiers qu'il y aurait intérêt à conserver soient déposés immédiatement dans nos archives.

Larevellière-Lepeaux. — Les bureaux de l'Intérieur et de la Police ne m'inspirent aucune confiance.

P. Barras. — Ceux de la Police sont encore plus suspects.

Rewbell. — Ils sont proprement une forêt de Bondy.

Carnot. — Pour ces raisons et d'autres encore, il est préférable que ces papiers soient déposés dans nos archives.

Letourneur. — Je suis de cet avis.

P. Barras. — Moi de même.

Larevellière-Lepeaux. — Je pense comme mes collègues.

Rewbell. — Je donnerai des ordres en conséquence.

Carnot. — Cette affaire est fort obscure; des soupçons ne sont point une certitude; malgré tout, je dis qu'il y a doute sur les motifs qui ont poussé les assassins; nous ne connaissons même pas exactement les circonstances du crime.

Les dépositions des domestiques de Petitval peuvent être véridiques,

elles peuvent ne pas l'être; l'un d'eux a peut-être introduit les assassins.

Parmi les anciens conventionnels dénoncés par Petitval deux ou trois seulement, à mon avis, sont capables de commettre ou de faire commettre un crime.

Petitval ne les accusait pas de comploter sa mort; il les accusait seulement de lui avoir escroqué de l'argent.

REWBELL. — Comme le remarque Carnot, des soupçons ne sont point des certitudes, et il pourrait fort bien se faire que ce crime demeurât impuni.

Je tiens pour sincères les révélations que l'on nous a faites, mais je ne crois pas que la justice puisse en faire état.

LETOURNEUR. — Il serait fort inutile d'arrêter des gens que l'on serait obligé de relâcher ensuite faute de preuves, et qui ne manqueraient point, pour se justifier, d'accuser à leur tour d'autres personnes.

REWBELL. — Certainement.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — J'estime que nous devons laisser les policiers et les magistrats faire leur besogne.

Ceux qui ont fait des révélations à nos collègues Rewbell et Barras peuvent s'adresser à la justice; mais nous n'avons point à être leurs commissionnaires, ni à nous rendre en quelque manière responsables de leurs déclarations en les répétant.

Que la justice suive son cours; qu'elle accomplisse sa tâche; qu'elle arrête les coupables si elle le peut, et qu'elle les punisse rigoureusement comme elle le doit.

Nous n'avons pas plus à intervenir dans cette affaire pour gêner l'action des magistrats que pour la précipiter.

Demeurons complètement étrangers à cette affaire; son examen ne saurait rentrer dans nos attributions; évitons cependant d'avoir des rapports avec des personnes qui peuvent être compromises d'un instant à l'autre.

Au reste, les représentants dénoncés par Tort de la Sonde et par Petitval lui-même ne m'inspirent aucune confiance; en principe, un homme qui se vend à l'étranger est capable de tout.

CARNOT. — C'est tout à fait mon sentiment; souhaitons que les coupables soient punis comme ils méritent de l'être et laissons à la justice le soin d'éclaircir cette affaire.

LETOURNEUR. — Elle n'y parviendra pas.

REWBELL. — Jusqu'à ce moment elle est impuissante, car elle n'a que des présomptions.

P. BARRAS. — Elle fait même fausse route, car j'ai la conviction que les frères Michel, que l'on soupçonne, ne sont pour rien dans le crime.

Il est certain que plusieurs personnes avaient intérêt à se débarras-

ser de Petitval, mais je ne vois pas du tout que l'on puisse mettre les Michel au nombre de ces personnes.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Les protestations des Michel frères paraissent-elles sincères?

REWBELL. — Oui.

P. BARRAS. — Et appuyées sur des faits par dessus le marché.

CARNOT. — Je n'incrimine point les frères Michel; mais je sais qu'on les soupçonne.

REWBELL. — Ce sont des usuriers; ils sont durs et avides; ils ont beaucoup d'ennemis; c'est d'après leur réputation qu'on les a soupçonnés.

P. BARRAS. — Quelques-uns de nos anciens collègues de la Convention ont une réputation bien pire encore. J'ai vu Rovère à l'œuvre; je sais de quoi il est capable.

D'autres qui n'ont point commis les mêmes crimes que Rovère ne valent pas mieux que lui.

CARNOT. — Il y avait des brigands sur les bancs de la Convention; on sait ce qu'ils ont fait quand on les a envoyés dans les départements.

LETOURNEUR. — Et encore on ne sait pas tout.

CARNOT. — Il vaudrait mieux que le nom de Cambacérès ne fût pas prononcé dans cette affaire; il a pu recevoir de l'argent de Petitval pour une cause licite.

LETOURNEUR. — Il est fort intéressé, mais il reculerait devant un crime.

REWBELL. — Bien sûr que ce n'est pas lui qui a assassiné Petitval, mais il n'a peut-être pas détourné de leur projet ceux qui voulaient l'assassiner.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Il n'y a pas d'homme plus égoïste ni plus peureux que Cambacérès; il sera toujours de l'avis du plus fort.

REWBELL. — Merlin prétend que Cambacérès est la fausseté même.

P. BARRAS. — Et Cambacérès prétend que Merlin est la duplicité faite homme.

REWBELL. — Ils n'ont pas plus de caractère ni de principe l'un que l'autre; on peut les mettre dans le même sac.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — C'est comme Fouché, vous n'ignorez point sa conduite à Lyon. Cette conduite nous permet-elle de croire qu'il reculerait devant un crime?

CARNOT. — Fouché est un coquin.

REWBELL. — De la pire espèce.

P. BARRAS. — Et les agents royalistes qui pullulent dans Paris hésiteraient-ils à commettre un crime pour s'emparer des papiers qu'ils pourraient revendre un bon prix aux frères de Louis XVI ou au cabinet de Londres, voire à celui de Vienne?

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Ils n'hésiteraient pas un seul instant.

CARNOT. — Il me semble qu'on peut compter sur la discrétion de Bacon.

REWBELL. — Nous pouvons compter sur lui tant que nous serons en état de le payer.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — Sans doute.

CARNOT. — Cette affaire est embarrassante; je suis d'avis que notre collègue Rewbell continue à s'en occuper spécialement et s'entende à son sujet avec les ministres compétents; il conviendrait de les faire venir et de les inviter à se conformer strictement aux instructions que Rewbell leur donnera en notre nom.

LAREVELLIÈRE-LEPEAUX. — J'adopte l'avis de Carnot.

LETOURNEUR. — Cet avis est le plus sage.

P. BARRAS. — Il me semble tel.

Le Directoire adopte.

LA

POLICE SECRÈTE AUTRICHIENNE ET LES FRANÇAIS

DANS LES PROVINCES LOMBARDO-VÉNITIENNES

DE 1815 A 1819[1]

Dès que fut connue la nouvelle du débarquement de Napoléon à Antibes, les provinces lombardo-vénitiennes, qu'occupaient les Autrichiens, furent en émoi, ainsi qu'en témoigne la communication suivante :

Le commissaire politique de S. Paolo (quartier de Venise) au conseiller J. R., directeur général de la police à Venise. Le 19 mars 1815.

La nouvelle apportée par les gazettes du départ de Bonaparte de l'île d'Elbe avec un matériel de guerre et des soldats, et ses aventures ultérieures forment le fond de toutes les conversations et provoquent de l'agitation. Chacun en tire des conclusions selon sa fantaisie et découvre des raisons mystérieuses; on imagine qu'il a partie liée avec

1. Les documents que nous publions sont conservés à Milan, Castello Sforzesco, Archivio di Stato, Risorgimento. Doc. 90, 1292, 68, 1476, 69. Ils sont écrits en italien; c'est donc seulement une traduction que l'on trouvera ici.

d'autres puissances. Ceux qui sont mal intentionnés se bercent de l'espérance de changements et ceux qui sont bien intentionnés s'inquiètent.

Bien que la chose soit de peu d'importance et ne doive faire appréhender aucune conséquence grave, néanmoins une surveillance plus active devient nécessaire afin que les conversations n'aboutissent pas à des résultats regrettables.

La police voyait partout des manifestations de sympathie, tout en reconnaissant d'ailleurs qu'on pouvait leur donner un autre sens :

Protocole réservé adressé au commissaire de police de S. Paolo, en date du 7 avril 1815.

Les mots « Napoléon mort » se trouvent souvent inscrits sur les murs de votre quartier; on peut y voir un sens doublement ironique à moins que ce ne soit l'œuvre sans conséquence d'un imbécile. De toute façon, ces sortes d'inscriptions sont toujours suspectes et le commissaire du quartier S. Paolo devra avoir soin d'en empêcher la multiplication et d'en découvrir les auteurs.

Signé : Bighettini Raab.

C'est pourquoi une circulaire fut adressée à la date du 19 mai 1815, au directeur général de la police vénitienne, Raab, par le comte Goes[1] sur l'ordre du gouverneur comte Chlumezky, afin de régler le sort réservé aux Français qui viendraient chercher refuge dans les possessions italiennes de l'empire; quel que fût leur passé, on ne les accueillait d'ailleurs qu'en suspects :

Prévoyant que, par suite des derniers événements survenus en France, une grande partie des Français qui avaient émigré durant la Révolution et qui depuis un an étaient rentrés dans leur pays seront amenés à en sortir de nouveau et que d'autres qui se sont montrés trop attachés au parti royal devront en faire autant. S. M. I. et R. a daigné, en date du 1er de ce mois, établir la réglementation suivante à l'égard de ces pauvres Français qui régulièrement ne devraient pas être autorisés à séjourner dans ses États. Le droit de résider dans mes États sera accordé tant aux nouveaux qu'aux anciens émigrés s'ils peuvent justifier de leur identité, de leurs opinions et de leur attitude passée. A cet effet, lorsqu'ils se présenteront à la frontière, ils seront dirigés sur la capitale la plus proche, où ils subiront de temps en temps

1. Le comte Pierre de Goes, baron de Carlsberg et de Mosburg, seigneur d'Ebenthal, Triffen, Pach, Halleg..., membre de la noblesse d'Autriche, de Galicie, de Styrie, chevalier de plusieurs ordres, conseiller intime et chambellan. Il fut directeur général de la police et plus tard gouverneur de la ville de Venise.

les examens prescrits à l'égard des étrangers. On enverra sans délai leurs passeports, papiers et interrogatoires à mon Conseil aulique de police[1] conjointement avec les observations que vous croirez nécessaires, vous informant en même temps des moyens d'existence qu'ils possèdent. Le Conseil examinera ces documents en les confrontant avec les mesures de police prises antérieurement et décidera, de concert avec la Chancellerie d'État, si l'émigré peut rester dans mes États italiens ou sera envoyé à Prague, résidence fixée actuellement pour les émigrés français. Tant à Prague qu'en tel autre lieu où ils résideront, les émigrés seront soumis à une surveilllance suivie et secrète; on ne les perdra jamais de vue. Chaque mois, il sera dressé une liste des émigrés acceptés ou renvoyés.

Ces dispositions n'eurent pas à être appliquées et ce fut, au contraire, de la venue des exilés bonapartistes qu'il fallut s'occuper après la chute de Napoléon. Si l'on s'était montré sévère à l'égard des exilés et des émigrés victimes de leur dévouement à l'ancien régime, quelle rigueur n'allait-on pas déployer envers les créatures et les partisans du souverain détrôné?

Lettre adressée en date du 17 août 1815 au gouverneur de Venise, signée : Goess.

Nous appelons votre attention sur cette communication.

Les individus énumérés ci-bas se trouvent déjà dans les États impériaux et royaux : Savary, ci-devant duc de Rovigo; Maret, ci-devant duc de Bassano; Thibaudeau[2]; Arighi, duc[3]; Dejean fils[4]; Durbach[5].

Le seigneur Forbin Janson, le fils aîné, qui était du nombre de ceux qui avaient obtenu un refuge dans les États autrichiens, s'est récemment échappé de Linz qui lui avait été assigné comme résidence[6].

Dans la catégorie des exilés qui ont gagné les États autrichiens, il

1. Le titre exact de ce conseil est : *Presidio dell' Aulico dicastero di Polizia.*

2. Antoine-Claire, comte Thibaudeau. Exilé par l'ordonnance du 24 juillet 1815.

3. Jean-Thomas de Casanova Arrighi, duc de Padoue. Exilé par la même ordonnance.

4. Pierre-François-Marie-Auguste. Exilé par la même ordonnance.

5. Voir ce que dit de lui Vaulabelle dans son *Histoire des deux Restaurations*, 6e éd. t. III, p. 403.

6. Charles de Forbin-Janson. Nommé pair de France le 2 juin. Pour avoir protesté contre la reddition de Paris, il fut porté sur une liste de trente-huit personnes exilées de Paris, en attendant, dit l'ordonnance du 24 juillet, « que les Chambres statuent sur ceux d'entre eux qui devront ou sortir du royaume ou être livrés à la poursuite des tribunaux ». Une autre liste, de dix-neuf noms, comprenait des généraux et officiers qui avaient « trahi le roi » avant le 23 mars et qui devaient être « arrêtés et traduits devant les conseils de guerre compétents ».

faut aussi compter : la comtesse Lipona; Murat; Caroline, sœur de Bonaparte; le prince de Montfort; Jérôme, frère de Bonaparte; Fouché, ci-devant duc d'Otrante.

En ce qui concerne les « réfugiés » résidant dans les Pays-Bas, mais qui ont dû passer en Russie, en Prusse ou en Autriche à la demande du gouvernement francais, voici une liste qui en comprend un certain nombre : Brice, ex-colonel; Jausset, colonel; Rigaud, ex-général; Chambure, ex-colonel; De Carcelet, ex-chef des confédérés lyonnais; Goubeau, peintre; Moriset, ex-second de Savary; Saint-Charles et sa femme, agents secrets de la police.

Comme il est très probable que ces exilés voudront chercher asile en Autriche, je vous renouvelle les recommandations faites à leur égard. Les exilés comme les réfugiés ne pourront être admis que s'ils sont porteurs de passeports délivrés par l'autorité autrichienne et devront résider uniquement dans les provinces allemandes et dans les grandes villes, actuellement et jusqu'à nouvel ordre à Prague et à Gratz. En aucun cas, ces exilés et réfugiés ne devront résider à Vienne.

Toutes les fois qu'il s'en présentera un à la frontière, un rapport devra m'être adressé.

Venise, le 21 août 1815.

Aux délégations et commissaires de quartier. Signé : LANCETTI[1].

La volonté souveraine est que les auteurs et complices de la honteuse conjuration qui vient d'avoir lieu en France soient éloignés des États autrichiens s'ils cherchaient, comme il est probable, à y pénétrer même sous un faux nom. Le délégué ou le commissaire veillera avec la plus scrupuleuse attention à l'exécution de cette prescription et si quelqu'un de ces individus se présentait, il en informera aussitôt la direction générale.

La police vénitienne représentait à toute occasion la situation comme inquiétante et l'on conçoit que le gouvernement central ne voulût à aucun prix laisser les exilés séjourner dans ces régions. En septembre, il y eut à Padoue une manifestation bien anodine dont cependant Lancetti crut devoir faire état :.

Protocole réservé adressé au délégué de police à Padoue, en date du 6 septembre 1815. Signé : LANCETTI.

Je suis informé qu'un soir, au café Petrocchi, les étudiants qui y fréquentent ont fait une plaisanterie qui, si elle s'est produite de la façon qui a été rapportée, mérite un châtiment.

On affirme que l'un deux, aigri sans doute d'avoir été naguère convaincu de sentiments bonapartistes, s'est rendu récemment au susdit

1. Carlo Lancetti, troisième attaché à la Direction générale de la police, chef de la quatrième division (passeports). Il semble avoir joué un rôle important dans la police autrichienne de Venise.

café avec quelques-uns de ses camarades et là, pour payer sa consommation, a tiré de sa sacoche un napoléon d'argent en disant : « Payez-vous, voici un napoléon. » Aussitôt tous ses compagnons crièrent : « Vivat », en apparence à l'adresse de celui qui les régalait, mais en réalité en l'honneur de Napoléon.

Le délégué procèdera aussitôt aux constatations sommaires et m'en rendra compte.

Udine, 24 avril 1816.

Au commissaire du gouvernement. Direction générale de la police, à Venise. Signé : GOESS.

Conformément à la convention établie l'an dernier à Paris entre les hautes puissances alliées, le séjour en Italie ne saurait être accordé aux personnes exilées de France en vertu du décret royal du 24 juillet.

Par suite d'une déclaration du ministre des Affaires étrangères, le prince de Metternich, cette décision est applicable aussi aux Français qui, en vertu de l'article 7 de la loi du 9 janvier[1], auraient été exilés comme régicides.

En conséquence :

1° Ne seront pas admis dans la monarchie autrichienne les Français compris dans l'une ou l'autre de ces catégories, à moins qu'ils ne soient munis d'un passeport autrichien.

2° Lesdits passeports ne pourront être délivrés qu'aux individus qui jouiront d'une fortune importante et pourront le prouver et qui déclareront, en outre, que leur ferme intention est de la transporter dans les États autrichiens et de s'y fixer.

3° Avant la délivrance définitive des passeports, ces individus seront tenus de s'engager par écrit à obéir à tous les règlements en vigueur et à ne pas quitter le pays sans autorisation officielle. Cet engagement sera transmis au Département aulique de la police.

4° L'autorisation de résider ne pourra être accordée que pour les provinces allemandes.

Le Département aulique de la police me fait savoir qu'il y a apparence que quelques-uns de ces Français sont déjà arrivés en Italie, car l'ambassadeur autrichien à Paris, le baron Vincent, nous a transmis un relevé des noms de tous les régicides qui ont obtenu des passeports jusqu'au 18 mars en vue de quitter la France. Parmi ceux-ci, figurent un certain nombre de passeports accordés pour Milan ; toutefois, ces passeports paraissent avoir été délivrés, non par l'ambassade autrichienne, mais par les autorités départementales de la France. Les régicides munis de passeports pour Milan sont : Julien, du département de Haute-Garonne ; Lakanal, de l'Ariège ; Lanthenas, de Saône-et-Loire ; Panis, de Paris ; comte Puysaveau (*sic*)[2], des Deux-Sèvres ; Robert

1. C'est la loi dite « d'amnistie » du 9 janvier 1816.
2. Il faut lire sans doute Puyraveau.

Lindet, de l'Eure ; Robin, de l'Aube ; Ruelle, de l'Indre-et-Loire ; Thuriot, de la Marne.

Un nombre bien plus considérable de ces individus ont pris des passeports pour Genève ou la Suisse ; il se pourrait que, si les gouvernants de la Suisse ne veulent pas les tolérer sur leur territoire, ils gagnassent l'Italie.

Il sera fait les minutieuses recherches pour découvrir si quelqu'un de ces individus ou quelque autre régicide se serait introduit dans les provinces vénitiennes, auquel cas, ou s'il s'en introduisait à l'avenir qui ne fussent pas munis de passeports visés à l'ambassade autrichienne de Paris, ils devront être éloignés sur-le-champ. Cette mesure sera étendue par vos soins à toutes les provinces italiennes faisant parties des États de Sa Majesté.

Au dos : Vigilance très exacte, recommandée de la part du bureau des passeports et des « circulaires réservées », aux chefs commissaires des provinces.

Venise, le 22 octobre 1817.

Lettre de Goess au directeur général de la police.

Le Département aulique de la police de Vienne m'a fait savoir que les ministres des quatre puissances alliées principales, réunies à Paris, ont décidé, d'accord avec le gouvernement français, dans leurs séances des 10 et 19 juillet dernier, que les individus compris dans les deux listes françaises publiées le 24 juillet 1815, qui se seraient trouvées avant le 15 août de cette année en Italie, en Suisse, dans les Pays-Bas et dans les pays allemands, devront passer en Prusse, en Autriche et en Russie. Sont seuls exceptés de cette mesure générale, en raison de leur conduite tranquille et de leur éloignement des affaires politiques : le général comte de Lobau, le maréchal duc Soult, la femme de Joseph Bonaparte.

De même les régicides exilés de France par la loi française du 12 janvier 1816[1] ne seront pas soumis à cette mesure, à moins qu'ils ne se montrent indignes de cette tolérance.

Au contraire, tous les Français qui se sont éloignés volontairement de leur pays et se trouvent dans les pays sus-mentionnés sous le nom de réfugiés, qui les distingue des exilés, seront tenus de quitter ces pays dès que le gouvernement français en fera la demande.

Les deux listes des exilés de 1815 ont été déjà communiquées le 17 août 1815.

Sans lieu ni date (1819?)

Il est de mon devoir de vous communiquer ce que m'a confié en grand secret un patriote, homme honnête et de bonne foi, à savoir qu'à Trieste il y a des personnes bien dangereuses, telles que la Baciocchi, Jérôme Bonaparte et Fouché de Nantes ; elles sont en relation

1. Date erronée, la loi fut votée le 9 janvier.

avec Joseph Bonaparte qui est en Amérique. Par la voie de mer, elles se procurent des relations. A vrai dire, assure mon ami, elles sont sérieusement surveillées par la police, mais pas autant qu'il faudrait; la police ne peut découvrir qui est l'agent qui reçoit et expédie leur correspondance; par la voie de mer, il est facile de déjouer sa vigilance, car le marin le plus abject peut dissimuler les lettres et les porter du port dans la ville. Il faudrait le faire fouiller sous un prétexte quelconque pour trouver le corps du délit.

Mon ami m'assure qu'il a vu souvent de jour et même de nuit des marins américains, français ou génois aller chez eux.

Venise, le 9 janvier 1819. P. R. (protocole réservé). Signé : GOESS.

Le président du Département de la police a appris de source certaine que le cardinal Fesch a résolu d'envoyer à l'île de Sainte-Hélène par la voie d'Angleterre, trois individus : un prêtre, un chirurgien et un cuisinier. Encore qu'il n'ait pas été possible de savoir leurs noms, on a cependant la conviction que le prêtre a été curé à Messine, qu'il est Corse et a su s'insinuer dans les bonnes grâces de Napoléon quand il était à l'île d'Elbe; il est âgé de soixante-cinq ans. Le chirurgien est très jeune Corse; il a été envoyé en qualité de second professeur dans l'Université de Florence; on dit qu'il s'occupe de publier les œuvres de son maître, le professeur Mascagni. Le cuisinier est Français; il servait chez la princesse Pauline Borghèse.

La caravane doit partir de Rome dans le courant de janvier 1819, non par la poste, mais en voiture et faire route par Stuttgard et Manheim, où le comte Las Cases lui fera parvenir ses instructions[1].

Comme le gouvernement anglais aura à décider de leur admission et a été déjà informé des projets du cardinal Fesch, le président du Département de la police et le ministre des Affaires étrangères trouvent opportun de les laisser traverser les États autrichiens, s'ils sont munis de passeports réguliers, mais décident qu'ils seront suivis attentivement et fouillés rigoureusement à la frontière. On me fera connaître le résultat de cette visite.

Il m'a paru que, dans les circonstances présentes, il n'était pas sans intérêt de faire connaître les agissements d'une police toujours soupçonneuse et sans scrupules.

E. RODOCANACHI.

1. Le comte de Las Cases écrit en effet dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* (éd. 1840, t. IX, p. 109) : « C'est à Offenbach que me fut adressée, dans sa marche pour Sainte-Hélène, la petite colonie que le cardinal Fesch y expédiait : elle se composait d'un aumônier, d'un chirurgien, d'un médecin, d'un valet de chambre, tous du choix du cardinal. » En réalité, Longwood reçut en septembre 1819 seulement trois hôtes nouveaux : le docteur Antomarchi et deux prêtres, les abbés Buonavita et Vignali.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

Époque celtique. — Dans son livre, qui a fait époque, sur la vie, les œuvres et les biographes de saint Patrice (cf. *Rev. histor.*, t. XCIV, p. 361), M. Bury renvoie constamment au « Livre d'Armagh » et à l'édition qu'en préparait M. Gwynn. C'est désormais le point de départ de tout travail sur l'apôtre de l'Irlande et sur les origines du christianisme dans la grande île celtique. Le « Livre d'Armagh » était bien connu des celtisants et avait été déjà mis largement à profit. L'Académie royale d'Irlande a décidé, il y a longtemps déjà, d'en donner une édition « diplomatique », reproduisant le texte aussi fidèlement qu'il est possible de le faire avec des caractères d'imprimerie. Confiée d'abord au Dr William Reeves, évêque de Down, Connor et Dromore, elle fut, après la mort du savant prélat (1892), remise aux soins de M. John Gwynn, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Dublin, qui l'a terminée après un labeur d'une vingtaine d'années[1].

Le « Livre d'Armagh » est un manuscrit exécuté dans les premières années du viiie siècle par un copiste dont le nom revient quatre fois : Ferdomnach[2] ; il est aujourd'hui conservé au collège de la Trinité de Dublin. Il comprend trois ouvrages différents : 1° un texte complet du Nouveau Testament en latin tel qu'il était lu dans les églises celtiques ; 2° un recueil des plus anciens documents concernant saint Patrice ; 3° la vie de saint Martin de Tours par Sulpice Sévère. Ces textes sont reproduits, comme dit l'éditeur, « paginatim, lineatim, uerbatim, literatim ». Les documents réunis sous le numéro 2 sont d'abord la « Confession » de saint Patrice et sa lettre

1. *Liber Ardmachanus. The book of Armagh.* Edited with introduction and notes by John Gwynn. Published by the royal Irish Academy. Dublin, Hodge, Figgin and Cº ; London, William and Norgate (1913). In-fol., ccxc-503 p., avec 6 fac-similés. Tiré à 400 exemplaires, 200 sur papier ordinaire, au prix de 2 l. 2 sh., et 200 sur grand papier, au prix de 2 l. 12 sh. 6 d.

2. On l'a identifié avec « Ferdomnach sapiens et scriba optimus Airddmachae » dont l'obit est marqué à l'année 845. Il termina la transcription d'un des textes qui constituent le manuscrit, celui du premier évangile, sous la primatie de Torbach en 807.

« ad Coroticum », qui sont écrites en latin, ensuite sa « Vie » par Muirchu et les « Mémoires sur sa vie » par Tirechan, qui sont rédigés en irlandais. Sur chacun de ces textes, l'introduction contient les renseignements les plus abondants, les plus précis, passés au crible de la critique la plus sûre. La « Confession » que M. Gwynn, en complet accord avec M. Bury, tient pour une œuvre authentique de Patrice[1] est à la fois une autobiographie et une apologie; Patrice l'a écrite pour réfuter les accusations dirigées contre son œuvre et avec une tendance plus ou moins consciente à calquer l'histoire de saint Paul; c'est un plaidoyer confus, incohérent, interrompu par de longues professions de foi, par des reproches que l'auteur s'adresse à lui-même, par des actions de grâce, toutes choses qu'un faussaire n'aurait certainement jamais imaginées. La chronologie est confuse et les noms de lieux sont difficiles à identifier; mais M. Bury a déjà montré le parti qu'une critique prudente et sagace peut tirer de ces grossiers matériaux pour construire la biographie du personnage. D'ailleurs le texte fourni par le manuscrit d'Armagh est incomplet; le copiste l'a intentionnellement abrégé, opération qu'il a d'ailleurs exécutée avec une rare maladresse. On trouvera les passages omis dans l'appendice E. Quant à la lettre au roi Coroticus, ou « Epistola ad milites Corotici », c'est un autre écrit, non moins authentique, de Patrice, mais qui appartient à la première partie de sa vie, tandis que la « Confession » appartient à la dernière. La « Vie » par Muirchu a été écrite un siècle environ après la mort du saint; mais l'auteur s'était entouré de renseignements puisés aux lieux mêmes où avait vécu Patrice et où son souvenir était resté vivant; il a connu et utilisé la « Confession », qu'il cite et à laquelle il fait des emprunts formels. Tirechan vivait au VIIe siècle; à l'aide de témoignages oraux ou écrits, il composa après 664, année d'une grande peste qui ravagea l'Irlande, un recueil très lâche de faits relatifs aux voyages du saint, avec la pensée en outre d'affirmer les droits du siège de Saint-Patrick à dominer les autres évêchés irlandais. Ces prétentions ont été combattues dans un autre écrit d'apologie et de polémique à la fois, le « Liber Angeli », qui se proposait d'établir les prérogatives d'Armagh et sa suprématie primatiale. Telles sont, dans le « Livre d'Armagh », les sources, directes et indirectes, de la vie de Patrice. M. Gwynn a soumis en outre à un examen aussi minutieux et pénétrant le texte du Nouveau Testament; quant à la vie de saint Martin, il se contente de reproduire les observations présentées par E.-Ch. Babut; l'érudit français a

1. Voir en appendice au chapitre VII de l'introduction la réfutation des arguments par lesquels Zimmer tendait à nier l'authenticité de la « Confession ».

établi que le texte représenté par le « Livre d'Armagh » est celui qui se rapproche le plus du texte original de Sulpice Sévère.

Viennent après cela six appendices où l'on trouvera par exemple (car on ne saurait tout dire, tant la matière est abondante) la traduction de tous les passages, récits, notes et gloses en irlandais, plus trois tables, un index général, un « index amplior in nomen Patricius », où sont indiqués et comme apportés à pied d'œuvre tous les matériaux d'une vie de saint Patrice, enfin un « index verborum hibernicorum ». Les celtisants comme les historiens auront donc un égal profit à consulter cette admirable édition dont on peut vraiment oser dire qu'elle est définitive.

Époque anglo-saxonne. — L'origine des Anglo-Saxons et leur établissement en Angleterre n'ont pas cessé de solliciter l'attention des érudits. Les problèmes qu'elle pose ont été abordés de plusieurs côtés à la fois par les historiens, les linguistes, les archéologues. Aux ouvrages de MM. Chadwick et Leeds[1], que j'ai signalés précédemment, est venu s'ajouter celui de M. Baldwin Brown. M. Brown enseigne l'histoire de l'art à l'Université d'Édimbourg; archéologue consommé, il connaît aussi fort bien les textes historiques et il est en état de discuter avec compétence des questions de philologie anglo-saxonne. Cette diversité d'aptitudes donne à ses études archéologiques un attrait particulier. Dans deux premiers volumes, vieux déjà de quinze années[2], il avait retracé d'après les monuments un tableau de l'Angleterre anglo-saxonne, montrant quelles voies les envahisseurs ont suivies dans leur conquête de la Bretagne celto-romaine, comment ils ont pris possession du sol, comment sont nées les villes nouvelles autour des marchés ou des monastères, comment les rois et les seigneurs organisèrent la défense du pays contre les invasions scandinaves; réfutant une fois de plus la thèse, longtemps demeurée classique, de G. T. Clark sur l'origine des mottes fortifiées, il montra qu'elles sont d'origine normande et féodale et que les Anglo-Saxons ne surent ou ne voulurent opposer aux Scandinaves que de vastes enceintes entourées d'un simple retranchement en terre, refuge précaire pour les paysans et leurs troupeaux. Puis il avait

1. Pour Chadwick, voir *Rev. histor.*, t. XCIV, p. 359, et t. XCV, p. 120; pour Leeds, *ibid.*, t. CXVII, p. 191.

2. G. Baldwin Brown, *The arts in early England.* Tome I : *The life of Saxon England in its relation to the arts.* Tome II : *Ecclesiastical architecture in England from the conversion of the Saxons to the Norman Conquest.* Londres, Murray, 1903. — Joindre une brochure de M. Flinders Petrie : *Neglected British History* (extrait des « Proceedings » de la « British Academy », t. VIII, 28 p.). Il en sera parlé plus loin, p. 154.

consacré une étude magistrale à l'architecture religieuse du pays avant la conquête normande, ce qui l'avait amené à décrire l'Angleterre ecclésiastique avec son organisation diocésaine et paroissiale, les chapelles et les cimetières, les baptistères et les écoles. Dans les deux volumes plus récents[1], M. Brown remonte de la période chrétienne à l'époque payenne; le mobilier funéraire, qui est la source presque unique de notre information, lui fournit des indications très détaillées sur les migrations des tribus anglo-saxonnes (Angles, Saxons et Jutes, énumérés par Bède; Frisons, que Bède ne mentionne pas) avant et après leur arrivée en Angleterre[2]. Mais, il faut bien le reconnaître, ni l'examen minutieux et comparé des différents types de broches et de fibules, si abondantes dans les plus anciennes tombes, ni la répartition des tombes à incinération et à inhumation ne paraissent avoir fait avancer beaucoup le problème toujours obscur de la parenté des Angles et des Saxons[3]. D'autre part, on suit avec le plus vif intérêt M. Brown quand il décrit les voies de pénétration que se sont ouvertes les envahisseurs, en particulier les destinées de Londres, qui pendant un temps leur ferma le grand chemin de la Tamise.

Un très érudit professeur à l'Université Harvard, M. Gray, s'est proposé[4] de déterminer le mode de distribution et de culture des terres arables en Angleterre. Les travaux de Seebohm ont répandu des notions très précises sur ce sujet. Aux temps anciens, ces terres étaient sans clôtures (*open fields*) ; dans chaque village, elles étaient réparties en deux groupes (*two fields system*) ou en trois groupes (*three fields system*) ; à son tour, chacun de ces groupes ou territoires était divisé en parcelles rectangulaires de dimensions sensiblement égales juxtaposées en lignes parallèles (*strips*) ou soles ; chaque propriétaire ou tenancier possédait une ou plusieurs de ces soles qui n'étaient jamais continues; toutes ces terres étaient cultivées en commun. En un temps où la fumure était rare, on ne connaissait d'autre moyen de réparer les forces nutritives de la terre que par la jachère

1. Tomes III et IV : *Saxon art and industry in the pagan period* (1915). In-8°, xc et xxxv-625 p.; prix : 21 sh.

2. A noter le chapitre xi : témoignages fournis par l'archéologie sur les migrations et les colonies des Anglo-Saxons; chap. xii : colonisation du bassin de la Tamise; chap. xiv : les colonies des Saxons méridionaux et des Jutes en Sussex, Kent et Hamsphire; chap. xv : les royaumes anglians.

3. Voir au t. IV, p. 752, le commentaire de M. Brown sur la description des Angles par Bède.

4. Howard Levi Gray, *English field systems*. Harvard, University Press (Harvard historical series, vol. XVII). Londres, Humphrey Milford, 1915, in-8°, ix-568 p.; prix : 11 sh. 6 d.

ou par l'alternat ou rotation des cultures. Ainsi, dans les villages où l'assolement était bipartite, il était aussi biennal, c'est-à-dire qu'une année l'un des deux territoires était cultivé et l'autre laissé en jachère; là où l'assolement était tripartite, un des trois territoires était laissé en jachère, un autre semé de plantes légères ou fourragères, le troisième cultivé en céréales d'hiver; il était donc triennal. Ces procédés d'assolement ont été exposés par M. Gray à l'aide de textes nombreux et appartenant aux régions les plus diverses[1]. Situant sur la carte générale de l'Angleterre chacune des localités considérées par lui, il a cru pouvoir établir une ligne de démarcation très nette entre l'Est-Anglie et le Kent d'une part (système binaire), le Wessex d'autre part (système trinaire). Si cette répartition géographique était assurée[2], on aurait là au moins une preuve qu'à l'origine les Angles et les Saxons étaient deux peuples nettement distincts. Cette preuve n'est pas faite; il faudra pousser l'étude des conditions agraires plus loin et avec une méthode plus rigoureuse encore que M. Gray; souhaitons que des documents nouveaux permettent de mieux faire comprendre l'extension de l'occupation teutonne ainsi que les survivances romaines et bretonnes. En attendant, on ne saurait refuser à M. Gray le mérite d'avoir présenté beaucoup de faits intéressants et d'observations pénétrantes.

Sir Henry Howorth a donné une suite[3] à ses deux ouvrages sur le pape Grégoire le Grand[4] et sur saint Augustin, le premier archevêque de Cantorbéry[5]. Dans ces deux biographies, il avait raconté les débuts de la conversion de l'Angleterre au christianisme et l'œuvre de la première mission romaine; il expose maintenant la seconde période de cette conversion, qui est caractérisée par deux grands noms : Théodore de Tarse, archevêque de Cantorbéry (669-691), et Wilfrid, archevêque d'York (675-709). Si la mission d'Augustin avait donné des résultats peu durables, celle de Théodore fut féconde au contraire, puisqu'elle établit sur des bases solides l'organisation ecclésiastique; c'est ce que Freeman appelait « la plus brillante époque » de l'Église saxonne et que Sir Henry considère assez jus-

1. Il donne, p. 26, une carte d'un *two fields system*; p. 77, une autre d'un *three fields*; p. 317, une autre de la répartition en *strips* ou parcelles.

2. M. Vinogradoff, dans un article publié dans *Oxford Magazine* (26 mai 1916), oppose de sérieuses objections à l'opinion de M. Gray.

3. Sir Henry H. Howorth, *The golden days of the early english church, from the arrival of Theodore to the death of Bede*. Londres, John Murray, 1917, 3 vol. in-8°, CXCV-384, VIII-517 et VIII-443 p., nombreuses illustrations; prix : 12 sh. chaque volume.

4. *Gregory the Great* (1912); cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 170.

5. *Saint Augustine of Canterbury* (1913). Cf. *Ibid.*

tement comme son « âge d'or ». Là, ainsi que pour son « Saint Augustin », il retrouvait un précieux guide dans l'œuvre « admirable » (l'épithète est de lui) de William Bright[1]; il dit qu'il l'a eue constamment sous les yeux et l'on s'en aperçoit de reste en comparant les deux ouvrages. En plus d'un endroit, Sir Henry se contente de paraphraser Bright; il lui emprunte des phrases textuelles[2]; il donne tout au long des textes indiqués sommairement par ce dernier dans ses notes. Bright, il est vrai, s'arrête à la mort de Wilfrid (709), tandis que Sir Henry pousse son récit jusqu'en 735. Il ajoute donc à son modèle. D'autre part, il aurait pu imiter quelques-unes des éminentes qualités de son devancier; Bright, nerveux et concis, dit juste ce qu'il faut pour que son récit soit complet sans être sec; Sir Henry use constamment du procédé bien connu de l'amplification. Benoît Biscop ayant passé deux ans aux îles de Lérins, non seulement il nous décrit Saint-Honorat, mais il expose tout au long la règle de saint Cassien (I, 170-180). Comme Théodore de Tarse appartint à l'ordre de saint Basile, il refait la biographie de ce saint, parle des monastères fondés par lui et de la règle qu'il leur imposa (I, 254-286). Théodore fut consacré en 668; Sir Henry profite de l'occasion pour refaire l'histoire de la Gaule mérovingienne depuis Dagobert II, raconter la vie de ce roi, son exil en Irlande, puis son avènement au trône; il parle ensuite des maires du palais de Neustrie (I, 293-303). Enfin, sous prétexte que l'archevêque Théodore a fait régler les affaires de l'Église saxonne dans des conciles vraiment nationaux, il consacre une partie du chapitre VI à décrire l'œuvre des conciles d'Espagne et de Gaule au VIe et au VIIe siècle, dont Théodore, il est vrai, semble s'être inspiré. Une partie du chapitre X est consacrée au concile « quinisext » ou « in Trullo » de Constantinople (691-692); Sir Henry entreprend alors de résumer le règne de Justinien II et des derniers empereurs qui appartiennent à la lignée d'Héraclius, puis, comme dans les canons de ce concile ont passé quelques-unes des règles édictées dans le « Pénitentiel » de Théodore, il les introduit tout au long dans son texte. Sir Henry attache avec raison une grande importance à l'archéologie religieuse; aussi ne laisse-t-il échapper aucune occasion d'en parler, intercalant au beau milieu de son récit de longues citations empruntées à des spécialistes d'ailleurs très autorisés, tels que MM. Peers, Mickel-

1. William Bright, *Chapters of early english church history*, 1877 (cf. *Rev. histor.*, t. VIII, p. 136); 2e édit., 1888; 3e édit., 1897.

2. Voir par exemple ce que dit Sir Henry sur l'achat du manuscrit des « Cosmographes » par le roi Ecfrid (t. II, p. 153) et sur la mort de l'archevêque Théodore (t. II, p. 167); cf. Bright, 2e édit., p. 346, note 7 et p. 353.

thwaite, Baldwin Brown ; c'est ainsi qu'il nous décrit la croix de Bewcastle[1], les cryptes de Hexham et de Ripon construites par saint Wilfrid[2], l'église de Brixworth, qui est le meilleur spécimen aujourd'hui existant de l'architecture religieuse au temps des Anglo-Saxons[3], les églises de Wearmouth et de Jarrow, que recommandent à la fois des restes importants et le souvenir de Bède le Vénérable[4]. C'est toujours, comme on voit, le même artifice. C'est ainsi qu'on dilue en trois volumes une matière qui aurait pu être condensée en deux ou même en un seul.

Il y a d'ailleurs beaucoup à prendre, car l'auteur suit les textes de près ; il les connaît bien ; une longue introduction sur les sources (t. I, p. LXXXIII-CLXXX) suffit à le prouver. Notons à ce propos certaines observations, un peu diffuses mais instructives, sur les chartes fausses qui infestent les premiers siècles de l'histoire anglo-saxonne. A la suite, viennent des tableaux chronologiques mentionnant les empereurs, les papes, les rois francs et wisigoths, les rois et les évêques anglo-saxons de 665 à 725, avec des notes pour justifier les dates marquées dans ces tableaux (p. CLXXXVII-CXCIV). En appendice au tome III, se trouvent cinq dissertations : 1° sur les nombreuses abbesses et religieuses de sang royal ou de haut lignage qui ont jeté un si grand éclat sur la vie monastique en Angleterre au VIIe et au VIIIe siècle ; 2° sur le « Pénitentiel » de l'archevêque Théodore, déjà décrit dans l'introduction, mais dont on donne ici une analyse très détaillée ; 3° sur le poète Caedmon, « l'étoile du matin de la poésie anglaise » ; 4° sur les croix érigées en souvenir de personnes ou d'événements historiques dans l'Angleterre septentrionale au VIIe siècle ; 5° sur le *Codex Amiatinus* et son importance pour l'histoire de la Bible.

L'ouvrage se termine brusquement par l'histoire des abbés de Jarrow et de Monkwearmouth jusqu'en 731 et des archevêques d'York jusqu'à l'abdication de Wilfrid le Jeune en 732 ; c'est le moment où Bède, l'illustre moine de Jarrow, achevait son *Historia ecclesiastica*. Sir Henry se propose-t-il de donner à son livre la conclusion qui lui manque ?

XIIe-XVe SIÈCLES. — La série des « Notes et documents relatifs à l'abbaye de Westminster » vient de s'enrichir d'un volume : le cinquième[5]. C'est une liste chronologique des moines depuis la fondation

1. Reproduite sous ses quatre faces, t. II, p. 340-348.
2. *Ibid.*, p. 367-380.
3. *Ibid.*, p. 187-196.
4. *Ibid.*, p. 281-291.
5. E. H. Pearce, *The monks of Westminster. Being a register of the brethren*

de l'abbaye par Édouard le Confesseur jusqu'en 1540. Dans la préface, M. Pearce, chanoine et archidiacre de Westminster, énumère les sources imprimées et manuscrites où il a puisé ; ces sources ne commencent d'ailleurs à devenir abondantes et régulières que depuis les dernières années du XIIIe siècle, avec les comptes annuels tenus soit par le cellérier, soit par l'infirmier, soit par le chambellan. Ces mêmes documents ont permis à l'auteur de retracer la vie d'un moine depuis son entrée dans l'abbaye et sa première messe jusqu'à sa mort. Suit la liste des moines établie année par année avec tous les renseignements biographiques que les documents ont pu fournir sur chacun d'eux. A la fin, sont dressées les listes des dignitaires de l'abbaye : abbés et prieurs, obédientiaires (sacristes, chambellans, aumôniers, infirmiers, etc.), puis en appendice une liste des moines sous la reine Marie Tudor. Il est inutile d'insister sur les services que peuvent rendre des listes de ce genre quand elles sont bien faites, et c'est le cas.

Parmi les sacristes figure, vers la fin d'Édouard Ier, un certain Adam de Warfield dont le nom ne réveille aucun souvenir; mais l'homme a figuré dans une cause célèbre bien connue : celle du vol exécuté au détriment du trésor royal en 1303. M. Tout l'a racontée dans une conférence pleine de renseignements[1] sur ce trésor, qui était celui de la garde-robe royale, déposé dans la crypte de la maison du chapitre à Westminster, sur le théâtre du crime (un plan de l'abbaye et du palais royal permet d'en suivre aisément les péripéties), sur l'auteur du vol, Richard de Pudlicott, et sur ses complices parmi lesquels on connaît John Shenche, garde du palais, et Adam de Warfield, sacriste de l'abbaye. Le voleur arrêté prétendit qu'il avait seul fait le coup et inventa un roman dont les juges paraissent n'avoir pas été dupes; mais, comme il avait été pendant un temps clerc tonsuré, il pensait sauver la vie de ses complices et peut-être la sienne propre en invoquant le privilège de clergie[2]. Il faillit réussir. Arrêté deux mois après le crime (26 juin), déclaré coupable par deux commissions d'enquête, il put, pendant près de deux ans, échapper à la corde qui avait déjà fait justice de six de ses complices

of the convent from the time of the Confessor to the dissolution, with lists of obedientiaries and an introduction. Cambridge, at the University press, 1916, in-8°, x-236 p.; prix : 10 sh.

1. A. F. Tout, *A mediaeval burglary.* A lecture delivered at the John Rylands library on the 20th January, 1915. Manchester, the University press; Londres, Longmans, 1916, in-8°, 24 p. et 2 fac-similés; prix : 1 sh.

2. Sur le « benefit of clergy », mais au temps d'Édouard IV, voir un article de Miss Firth dans *English historical Review* (avril 1917) et un autre, de portée plus générale, d'Arthur L. Cross dans *American historical Review* (avril 1917).

laïques et il se trouva un moine, le chroniqueur Robert de Reading, pour raconter le roman imaginé par Richard de Pudlicott et pour oser comparer l'attentat contre le trésor du roi à celui d'Anagni, perpétré dans le même temps contre le pape Boniface VIII. Mais Édouard Ier tint bon et, en octobre 1305, Richard fut pendu. En note, M. Tout indique les sources où il a puisé ce savoureux récit; on a les pièces mêmes du procès, mais les dépositions du principal criminel sont, il l'a prouvé, en grande partie inadmissibles.

Une autre conférence de M. Tout traite du service civil au XIVe siècle[1]. Après avoir fait l'histoire du mot, qui ne se rencontre pas dans les textes avant 1853, et de la chose, qui n'existe guère dans son sens moderne avant le règne de Georges III, il montre que le moyen âge en connut au moins l'équivalent, puisqu'il eut des services publics et des fonctionnaires salariés. Comment ces services se rattachent à ceux de la maison du roi, comment ils s'en sont peu à peu dégagés à mesure que se constituaient l'Échiquier, les cours de justice, la chancellerie, comment étaient formés les fonctionnaires, ecclésiastiques et laïques, comment ils étaient nommés et payés, comment ils s'acquittaient de leur office, le savant professeur de Manchester l'explique avec une précision qu'on ne peut atteindre que par une longue pratique des documents originaux. Il termine sa substantielle conférence en retraçant la carrière administrative de trois fonctionnaires notables : John Winwick, clerc du sceau privé, mort en 1363, Geofroi Chaucer, le poète, qui fut longtemps employé dans la maison du roi comme « yeoman », « valet » et enfin « esquire », mort en 1400, enfin Thomas Hoccleve, clerc du sceau privé lui aussi, qui, ayant beaucoup écrit sur lui-même et sur ses fonctions, nous apprend à bien connaître l'activité et les déboires d'un « rond de cuir » au temps où l'administration royale du moyen âge touchait à son apogée.

Je ne sais quel grief anime M. Jeudwine contre les historiens modernes et contre leur manière d'écrire l'histoire. Déjà dans sa *Manufacture of historical material* (*Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 159), il leur reprochait amèrement (et fort injustement) d'accorder toute leur confiance aux chroniqueurs et de négliger les lois, les chartes qui, étant impersonnelles, sans doute ne trompent pas. Il renouvelle ses lamentations dans les premières pages de son nouveau livre sur la justice criminelle et la police dans l'Angleterre médiévale[2].

1. T. F. Tout, *The english civil service in the fourteenth century.* A lecture delivered at the John Rylands library on the 15th december 1915. Manchester, the University press; Londres, Longmans, 1916, in-8°, 32 p.; prix : 1 sh.

2. J. W. Jeudwine, *Tort, crime and police in mediæval Britain. A review*

Depuis Stubbs, qui fut, dit-il, le prince de la critique historique, l'histoire est tombée en léthargie; il réclame des archivistes capables d'éditer convenablement les textes du moyen âge et il s'indigne que les *Year-Books* soient encore aujourd'hui pour la plupart illisibles et inintelligibles. Puis il se met à nous parler de la loi et de la coutume, du crime et de la procédure criminelle dans les sociétés primitives, de la paix du roi et des tribunaux royaux et ecclésiastiques, des juridictions seigneuriales; dans un pêle-mêle de textes d'origine et d'âge différents, il a la prétention de donner la philosophie et de montrer le développement du droit criminel en Angleterre depuis l'époque celtique jusqu'à l'aurore des temps modernes. On pouvait penser qu'un homme qui appartient au barreau saurait définir en un langage vraiment juridique les notions de « tort », de « crime » telles qu'on peut les tirer des textes anglais. Point! Des rapprochements hétéroclites font jaillir çà et là d'utiles observations; mais, si l'on veut apprendre l'histoire du droit criminel, le mieux sera de consulter Pollock et Maitland, qu'il cite avec quelque révérence, ou Holdsworth, qu'il ne mentionne même pas.

Voici un livre de comptes que son ancienneté suffirait à recommander à l'attention des érudits; c'est un registre où Henry de Bray, qui possédait un domaine à Harleston, au comté de Northampton, a transcrit de sa propre main, en 1322, ce que nous appellerions aujourd'hui ses titres de propriété, avec l'indication de ses charges et de ses revenus[1]. Cet Henry de Bray naquit en 1269; il appartenait à une famille assez obscure et ne joua jamais aucun rôle politique ni autre. Les dépenses qu'il note vont de 1289, année où il atteignit sa majorité, jusqu'en 1309, avec quelques additions dont la plus récente est de 1340. Les terres et rentes qu'il possédait à Harleston constituaient une fortune médiocre; mais il en donne le détail avec la plus grande minutie et par là même nous fournit des renseignements très précis sur la condition des terres. Le registre nous est parvenu en deux manuscrits qui se complètent l'un l'autre; il était bien connu des érudits locaux et son intérêt avait été signalé notamment par Miss Mary Bateson. On saura gré à Miss Willis d'en avoir donné le texte complet. Elle ne s'est pas astreinte à suivre l'ordre des matières, qui diffère dans les deux manuscrits; elle a adopté un ordre méthodique, plaçant en tête les quelques notices

of some early law and custom. Londres, William et Norgate, 1917, in-8°, xix-292 p.; prix : 6 sh.

1. *The estate book of Henry de Bray of Harleston, co. Norhants (c. 1289-1340).* Edited for the Royal historical Society by Dorothy Willis (Camden third series, vol XXVII, 1916, in-4°, xxxix-159 p.).

historiques et topographiques recueillies par Henry de Bray (les notes d'histoire n'ont aucune valeur), puis groupant tout le reste sous plusieurs rubriques : histoire et topographie locales, chartes des seigneurs suzerains de Henry de Bray et notices concernant les manoirs voisins, rapports de Henry de Bray avec ses suzerains et avec l'Église, organisation manoriale, relations de famille, achats, ventes et échanges de terres. Les documents sont pour la plupart en latin, mais il y a aussi quelques pièces en français (en « français de Stratford-atte-Bow », comme dit Miss Willis dans son introduction, p. x) et en anglais. La transcription paraît être exacte[1]. L'introduction donne une idée nette du registre et de son contenu ; elle dit sur la famille de Bray et les familles apparentées tout ce qu'on en peut savoir.

M. Little a réuni en un volume le texte de six conférences données à Oxford sur l'histoire des Franciscains en Angleterre[2]. Nul n'était mieux qualifié pour traiter avec compétence et précision les objets sur lesquels a porté son enquête : comment les Franciscains, voués à la pauvreté, ont été amenés à se procurer d'autres ressources que celles qu'ils pouvaient tirer du travail de leurs mains et des aumônes, à posséder des biens-fonds et des revenus ; comment ils s'établirent dans les campagnes et dans les villes, faisant au clergé paroissial une concurrence redoutable par la prédication, la confession et l'ensevelissement des morts ; quels soins ils prirent de l'enseignement dans les écoles et dans les universités et quelle part considérable ils eurent, notamment au XIIIe siècle, au développement scientifique ; quelle place enfin ils occupèrent dans le monde moral et social. Ces différents aspects de l'activité franciscaine sont présentés par M. Little avec sobriété, mais aussi avec une connaissance approfondie des sources, des idées et des personnages. Parmi ces derniers, M. Little a porté son attention avec une prédilection manifeste sur Jean de Galles (mort vers 1285) et sur ses manuels pour l'enseignement scolaire, puis sur Robert Grossetête, qui enseigna aux écoles d'Oxford avant d'être évêque de Lincoln. A Robert Grossetête revient l'insigne honneur d'avoir été le maître du grand Roger Bacon

1. On lira, p. 62, une recette pharmaceutique contre la peste que noteront les lexicographes. Miss Willis en a donné une traduction, p. XXIX. Quelques détails sur l'église de Harleston et sur ce qui subsiste encore des maisons d'habitation du XIIIe siècle pourront intéresser les archéologues.

2. A. G. Little, *Studies in english franciscan history*. Being the Ford lectures delivered in the University of Oxford in 1916. Manchester, at the University press (publications de l'Université, série historique, t. XXIX). Londres, Longmans, 1917, in-8°, 248 p.; prix : 8 sh. 6 d.

et de lui avoir fourni la formule de quelques-unes de ses plus remarquables théories scientifiques.

Quelles ont été les conséquences économiques et sociales de la Peste noire? A-t-elle jeté la perturbation dans l'économie rurale? Les pertes de vies humaines ont-elles amoindri la population et diminué la main-d'œuvre au point d'amener une hausse considérable et durable des salaires? Est-ce de ce moment et comme une conséquence directe du fléau qu'aux redevances en services manuels dues par les paysans à leurs propriétaires commencèrent à se substituer des redevances en argent et par conséquent que le travail servile disparut pour faire place au travail libre? A ces questions, maintes fois posées, les réponses ont été contradictoires et incertaines, tant qu'on s'est contenté des renseignements fournis par les chroniqueurs. En étudiant les archives des manoirs, Th. Rogers a inauguré dans ces recherches une ère nouvelle; mais, sur le point particulier de la peste qui sévit en 1349 et de ses résultats immédiats, sa documentation n'a pas été assez approfondie; il s'est persuadé trop facilement qu'une révolution complète s'était alors opérée dans les méthodes d'agriculture et dans le système de tenure. Des vues plus saines ont été exposées par M. Petit-Dutaillis quand, présentant au public français le beau travail d'André Réville sur le soulèvement des travailleurs en Angleterre, il a montré que le changement dans la condition des ouvriers agricoles a été le produit d'une lente évolution poursuivie pendant plus d'un siècle. Depuis, des recherches plus minutieuses encore, faites par des érudits anglais et américains[1], ont serré davantage les problèmes posés par la Peste noire. La plus récente est due à une élève de P. Vinogradoff, à Miss LEVETT[2].

1. A noter en particulier l'ouvrage, moins connu en France qu'il ne le mérite, de T. W. Page : *Die Umwandlung der Frohndienste in Geldrenter* (Baltimore, 1897), réédité en anglais sous le titre : *Disappearance of Villeinage in England* (1900) et celui de Miss Putnam, *Enforcement of the statutes of labourers during the first decade after the Black Death* (1908). Ajouter : Feiling, *An Essex manor in the fourteenth century* (*English historical Review*, 1911); H. L. Gray, *The commutation of villein services in England before the Black Death* (*Ibid.*, octobre 1914), les chapitres de Miss Lodge et de Miss Lees dans l'histoire des comtes de Berks et d'Oxford (Victoria County history, t. II), etc.

2. A. Elizabeth Levett, *The Black Death*, avec une étude complémentaire de feu A. Ballard sur les manoirs de Witney, Brightwell et Downton, dans le tome V des « Oxford Studies in social and legal history », dirigées par P. Vinogradoff (Oxford, at the Clarendon press, 1916, in-8°, 220 p.). Le prix du volume, complété par une étude de R. Lennard qu'on trouvera mentionnée plus loin, est de 12 sh. 6 d.

L'auteur de cette remarquable monographie s'est proposé surtout de rechercher si la transformation des services rendus par les paysans sous forme de travail servile en redevances acquittées en argent a été causée, comme on l'a prétendu, par la Peste noire. Sa principale source d'information lui a été fournie par les comptes des manoirs que possédait l'évêque de Winchester; ces manoirs étaient au nombre de soixante, répartis en six comtés de l'Angleterre méridionale. Quant aux comptes, tous rédigés en latin, ils ont été transcrits sur des rôles de parchemin (*Account rolls* ou *Pipe rolls*) qui forment une série ininterrompue de 1208 à 1455; ils sont complets, bien qu'en assez mauvais état, pour les années critiques de 1349 à 1354. Miss Levett commence par en faire une description minutieuse, montrant comment les comptes étaient tenus et disposant les chiffres qu'ils contiennent en de nombreux tableaux statistiques[1]; puis elle établit les résultats de ses recherches pour l'année qui précéda le fléau et les deux ou trois années qui le suivirent. Elle prouve qu'il n'y eut pas de cataclysme, que, si la population rurale a été durement éprouvée[2], les travaux des champs ont été accomplis durant la peste à peu près comme en temps ordinaire, à l'aide de femmes, d'enfants, de manouvriers loués pour la circonstance; que les prestations en argent sont constatées longtemps avant 1349; si elles ont été plus nombreuses en 1350-1351, ce fut une poussée momentanée. Quant aux salaires, ils augmentèrent de 25 à 30 °/₀ et non de 48 °/₀, comme l'a prétendu Th. Rogers, et ce sont surtout les ouvriers du bâtiment qui en profitèrent; en outre, cette augmentation ne fut ni soudaine ni permanente, car on revint très vite aux anciens prix. Le changement profond constaté par les historiens et les économistes dans la condition des personnes n'a guère commencé qu'après 1360 ou même 1370 et par conséquent ne peut avoir été la conséquence de la Peste noire. Comme Miss Levett n'a étudié que les manoirs appartenant à l'évêché de Winchester, elle n'ose généraliser ses résultats; d'autre part, elle se demande si les grandes constructions ordonnées par l'évêque Wykeham à Oxford et à Winchester et par conséquent la demande constante de travailleurs ne suffisent pas pour expliquer la hausse des prix. Des recherches semblables poursuivies dans d'autres

1. Ces tableaux fournissent de précieux renseignements sur l'économie rurale. Le « subject-index » de la table permet de les retrouver facilement.

2. Il est très difficile de donner des chiffres même approximatifs; cependant; des rubriques comme celle-ci : « Exitus terrarum in manus domini [episcopi] per pestilentiam » sont fréquentes et montrent l'intensité du fléau. Miss Levett dit (p. 80) que la perte d'un tiers paraît être une proportion plus que pessimiste.

grandes régions de l'Angleterre permettraient sans doute d'aboutir à des conclusions définitives. Le travail de Miss Levett est un modèle à proposer aux érudits qui voudraient s'y aventurer à leur tour.

Époque des Tudors. — Intituler, comme le fait M. Klein, un livre : l'Intolérance au temps de la reine Élisabeth[1], c'est vouloir tout d'abord jeter le trouble dans l'esprit du lecteur; il lui faut lire les premières pages avant de s'apercevoir que l'auteur a voulu montrer dans quel esprit le gouvernement de la reine Élisabeth a organisé l'Église et dans quelle mesure il a usé de violences pour imposer à tous l'adhésion aux principes de l'Église anglicane. Cette Église est une création de l'État. Élisabeth et ses principaux conseillers n'étaient pas des sectaires, mais des politiques; la religion était à leurs yeux, avant tout, un moyen de gouvernement; aussi les voit-on, dès le début du règne, rompre avec Rome, reprendre la formule de Henri VIII que le souverain doit être le chef de l'Église, confirmer la suppression du clergé régulier, milice du Saint-Siège, rétablir la hiérarchie ecclésiastique en donnant au chef de l'État la nomination des évêques, enfin imposer à tous les sujets, sous serment, le respect au moins extérieur du nouveau culte. Les questions de dogme ne les préoccupèrent que dans la mesure où elles pouvaient troubler l'ordre public. Mais ils eurent à combattre successivement ou simultanément des ennemis qu'animait au contraire la ferveur religieuse : catholiques d'un côté, dissidents de l'autre, et, pour leur résister, il leur fallut bien recourir à la force. L'intolérance est l'arme de toutes les religions qui, croyant posséder la vérité et travaillant au salut des hommes, estiment juste et nécessaire d'opprimer les consciences pour sauver les âmes. D'accord avec l'auteur sur ces points, je me demande seulement si tout cela n'avait pas déjà été dit, prouvé, et s'il était nécessaire d'en entreprendre de nouveau la démonstration. En particulier, le principal ministre d'Élisabeth, Burghley, n'a cessé de déclarer que dans sa lutte contre Rome le gouvernement n'avait jamais voulu persécuter les catholiques, mais qu'il avait dû prendre les mesures les plus efficaces, au besoin les plus rigoureuses, pour défendre contre leur fanatisme la vie de la reine et l'existence même de l'État. Il est vrai que l'ouvrage se lit avec intérêt, bien qu'écrit dans une langue abstraite et chargée de

1. Arthur Jay Klein, professor of history in Wheaton college, Norton, Massachusetts, *Intolerance in the reign of Elizabeth, Queen of England.* Londres, Constable; New-York et Boston, Houghton Mifflin Company, 1917, in-8°, xi-218 p.; prix : 7 sh. 6 d.

répétitions. En outre, il est bref : moins de 200 pages. Les sources sont indiquées avec précision, sans excès; des extraits bien choisis de théologiens contemporains nous replacent dans le milieu même où ils s'agitaient. La bibliographie, très abondante au point de déborder parfois le cadre que l'auteur s'était fixé, est reléguée en appendice; on y trouvera les collections et ouvrages qu'il faut consulter pour l'histoire d'Élisabeth en général et de son temps.

Dans cette bibliographie n'a pu figurer l'important inventaire de documents puritains publié, il y a trois ans déjà, par M. Peel[1]. Ces documents ont été recueillis par un certain Morrice (1628-1702), qui se proposait d'écrire une histoire de la Réforme en Angleterre, et ont été reliés en trois volumes comprenant quelques pièces originales et un grand nombre de copies exécutées vers la fin du règne d'Élisabeth. Ils ont tous un objet commun, celui de propager les idées puritaines et de préparer la réforme définitive de l'Église. Déjà un premier recueil semblable avait été formé et même imprimé (avec l'appui de Lady Anne Bacon, femme du garde des sceaux); mais l'édition avait été saisie par ordre du gouvernement et détruite; à peine quelques exemplaires en sont venus jusqu'à nous. Les Puritains n'osèrent pas risquer de nouveau l'aventure et leurs écrits de propagande sont restés manuscrits. Connus depuis longtemps, parfois utilisés mais sans méthode, ils attendent un éditeur. Pour le moment, on nous en donne un inventaire chronologique très détaillé où sont d'ailleurs reproduits les passages les plus importants et les plus instructifs. La variété en est très grande; on peut dire qu'ils touchent à tous les points du dogme et de la discipline qui ont été été discutés en Angleterre de 1570 à 1590; je mentionnerai seulement plusieurs listes où sont énumérés (pour les années 1586-1587) les ministres du culte anglican dans un certain nombre de diocèses, avec des notes sur leur savoir et leur moralité. A coup sûr, ces notes doivent être soigneusement contrôlées, car elles ont été données par des ennemis déclarés et persécutés; il faudrait les confronter par exemple avec les registres épiscopaux, avec les *Acta* des tribunaux des archidiacres, spécialement chargés de surveiller la discipline ecclésiastique. Du moins l'ensemble des témoignages contemporains prouve-t-il que, vers le milieu du règne d'Élisabeth, le bas clergé était en général médiocre, ignorant, grossier, débauché, insoucieux de prêcher par la parole et par l'exemple. La situation s'améliora

1. Albert Peel, *The seconde Parte of a Register;* being a Calendar of manuscripts under that title intended for publication by the Puritains about 1593, and now in Dr William's library, London, with a preface by C. H. Firth, 2 vol.; Cambridge, at the University press, 1915, in-8°, xvi-311 et 328 p.; prix : 21 sh.

peu à peu, sans doute sous l'influence des Puritains; mais, comme le fait remarquer M. Firth dans son intéressante introduction, le mal sévissait encore au XVIIe siècle et Milton le flétrissait. Il faudra désormais recourir à l'inventaire de M. Peel si l'on veut connaître les Puritains, surtout cette foule obscure et anonyme « dont la vie a contribué à faire l'Église et la Nation » (t. I, p. 27).

Après qu'Élisabeth eut supprimé l'épiscopat catholique dans son royaume, les prêtres se trouvèrent dans un grand embarras; à quelle autorité spirituelle allaient-ils être soumis? Sans doute le pape, en raison de sa « juridiction apostolique », était leur évêque et en principe la hiérarchie subsistait; mais le pape était loin! En fait, il se déchargea sur William Allen, le célèbre fondateur des collèges de Reims et de Rome, l'organisateur des missions en Angleterre; Allen gouverna l'Église d'Angleterre d'une façon quasi paternelle, sans organisation déterminée; après sa mort (1594), il y eut comme un interrègne qui dura quatre ans. Cependant, la crainte de l'Espagne ayant diminué après la destruction de l'Armada, la persécution contre les catholiques s'était adoucie; des prêtres missionnaires et autres, des jésuites avaient été simplement enfermés dans le château de Wisbeech et, après les sévérités du début, leur condition y était devenue tolérable : ils pouvaient communiquer, manger, travailler ensemble. Mais l'*odium theologium* sévit parmi eux et, après trois années d'aigres disputes et de calomnies réciproques, ils se déclarèrent prêts à accepter toute subordination que le pape voudrait leur imposer. Le Père Persons, qui depuis des années menait une lutte acharnée contre la reine hérétique et son gouvernement, proposa de leur donner un évêque; une commission réunie par le pape au Saint-Office décida au contraire que la nouvelle hiérarchie serait sacerdotale, avec un archiprêtre à sa tête. C'était un coup porté aux jésuites, dont le pape affaiblissait l'influence. L'homme choisi pour ces fonctions nouvelles, très délicates en présence des partis las mais non désarmés, fut Georges Blackwell (1598). Cette nomination fut bien accueillie; tout le monde estimait son caractère charitable et conciliant; mais, dès qu'il prétendit faire sentir l'autorité dont il était revêtu, les coteries se reformèrent et les querelles sévirent de nouveau. Une minorité refusa bientôt d'obéir aux ordres de l'archiprêtre, qui finit à son tour par accuser ses adversaires de désobéissance et de schisme. Une violente guerre de pamphlets s'ensuivit; deux fois les membres de la minorité appelèrent à Rome, demandant la suppression de l'office d'archiprêtre. Le conflit n'offrirait plus aujourd'hui qu'un intérêt médiocre si le procès n'avait mis en mouvement la Société de Jésus et compromis son rôle dans les conseils

de la papauté, si la France et l'Espagne n'avaient saisi l'occasion de ce conflit pour continuer une lutte que la paix de Vervins n'avait pas terminée. Après quatre années de discussions, d'intrigues et de pamphlets, le pape rendit une sentence qui blâmait les excès de pouvoir de Blackwell tout en le maintenant en place, ordonnait la suppression des libelles que les partis s'étaient jetés à la tête, mais sans condamner cependant, comme l'avait proposé d'abord la commission des cardinaux, les livres des « Appelants » (1602); puis les factions se calmèrent après la mort d'Élisabeth et la paix fut rétablie en 1603. Ce curieux épisode de la Contre-Réforme en Angleterre avait déjà été étudié de près, d'importants documents avaient été publiés. Le P. Pollen a repris la question après de longues et fructueuses recherches dans les archives de Rome, de Simancas, de Paris et de Westminster; il s'est attaché surtout à reproduire la marche du procès et à déterminer les actes, à scruter les intentions des protagonistes[1]. Il a pu ajouter quelques traits nouveaux au caractère du P. Persons; mais surtout il a mis en relief un personnage aussi intéressant qu'inquiétant, un certain Dr Cecil, qui fut le principal conseiller et avocat des « Appelants », mais qui était sans doute en même temps un agent de Lord Burghley, donc un espion et un traître. Dans l'espèce cependant il fut inoffensif et ne fit envoyer personne au supplice.

Époque des Stuarts. — La meilleure histoire générale de l'Angleterre pendant la première moitié du XVIIe siècle est sans contredit celle de Samuel R. Gardiner. Ce robuste travailleur arriva au moment où, de tous côtés, s'ouvraient les archives et paraissaient les inventaires détaillés. Il puisa à toutes ces sources et se mit à écrire. Accueilli d'abord avec quelque froideur, son ouvrage ne tarda pas à réunir les suffrages les plus flatteurs; on finit par le considérer comme ouvrant de nouvelles voies à l'étude des Stuarts. Que valent ces critiques et ces éloges? M. Usher répond par une étude érudite, pénétrante, passionnée, sur la méthode suivie par Gardiner, sur sa nature intellectuelle et sur les influences qu'il a subies[2]. Gar-

1. John Hungerford Pollen, *The institution of the archpriest Blackwell.* A study of the transition from paternal to constitutional and local church government among the english Catholics, 1595-1602. Londres, Longmans, 1916, in-8°, x-106 p.; prix : 5 sh. Il n'y a pas d'index.

2. Roland G. Usher, *A critical study of the historical method of Samuel Rawson Gardiner;* with an excursus on the historical conception of the Puritan revolution from Clarendon to Gardiner. Publications of Washington University (Washington University studies, published quarterly. Vol. III, part. II, number 1). Saint-Louis, octobre 1915, in-8°, 159 p.

diner estimait que l'historien doit se faire une loi absolue de n'écrire qu'à la lumière des documents, qu'avant d'écrire il faut d'abord établir rigoureusement l'ordre chronologique des faits constatés avec certitude et se faire pour ainsi dire une âme contemporaine des événements. Excellente méthode, mais qui, selon M. Usher, fut pratiquée avec maladresse. Quand Gardiner avait épuisé ses recherches sur un chapitre, il se mettait à le rédiger; retranché derrière ses livres et ses manuscrits, il écrivait sans ratures et, quand il avait terminé, sa « copie » était envoyée à l'imprimeur. Gardiner appliquait si bien son programme de se faire le contemporain de ses personnages qu'il oubliait parfois les événements récents et qu'il se refusait à connaître par avance la suite des événements et leurs conséquences. De là, maintes contradictions que M. Usher relève sans pitié dans les divers remaniements du livre[1]. Défaut plus grave, Gardiner, qui traite un des plus émouvants épisodes de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, qui entreprend de raconter les conflits sans cesse renaissants entre le roi, le Parlement, les tribunaux de la couronne, l'Église anglicane et les factions religieuses, parle une langue qui n'est plus celle du temps. A des mots tels que nation, liberté, parlement, qui nous paraissent si clairs et qui, au fond, expriment des notions si complexes, il donne parfois inconsciemment le sens qu'ils eurent au XIXe siècle, mais qui n'était pas encore usité au XVIIe; de là de perpétuels à-peu-près ou même des erreurs. C'est qu'en réalité, et quoiqu'il s'en défende, Gardiner a subi l'iufluence des historiens antérieurs : Clarendon, Hume, Hallam, Macaulay, Forster, Carlyle; whigs ou tories, c'étaient des hommes de parti, même les plus libres d'esprit, comme Hallam. Gardiner a toujours voulu rester impartial, même à l'égard de ceux qu'il aime le moins; mais ses scrupules, si honorables, se heurtent constamment à des opinions préconçues; il en arrive à ne plus voir l'aspect réel des événements ni des caractères et l'on finit par se demander ce qu'il pense en réalité de Charles Ier, de Strafford ou de Laud, ce qu'il faut croire, après un tel maître, sur les aspirations politiques de la nation ou sur la popularité du parti puritain. Voilà bien des chicanes; la critique de M. Usher est sur-

1. M. Usher reconnaît (p. 27 en note) que la seconde édition de Gardiner (celle qui parut en dix volumes de 1883 à 1884) contient de nombreux changements, que les quatre premiers volumes ont été presque entièrement rédigés à nouveau et remaniés en général. Comment peut-il dire quelques lignes plus loin : « Despite changes in points of view, *he seldom corrected his earlier work* (c'est moi qui souligne), even when the inconsistancies had been pointed out at length by reviewers? »

tout négative; elle est âpre; il paraît lui en coûter de rendre hommage au fructueux labeur de Gardiner. Mais sur plusieurs questions importantes il va tout de même au fond des choses, par exemple sur l'idée qu'on peut se faire de la nation anglaise avant la révolution de 1640, sur la nature du pouvoir royal et des tribunaux de la couronne; là, il rappelle des faits et présente des considérations qui font réfléchir. Une histoire de Charles Ier reste à faire.

M. Pease, professeur d'histoire à l'Université d'Urbana (Illinois), étudie les théories politiques des Niveleurs et leur développement pendant la guerre civile, plus précisément de 1645 à 1653[1]. Les Niveleurs furent à l'origine une fraction du parti des Indépendants, fraction d'opinions avancées, radicales si l'on veut, et qui poussa très loin les conséquences logiques d'un de leurs principes fondamentaux : l'homme est libre et sa liberté ne saurait être ni aliénée ni asservie; mais il admet la nécessité d'une loi obligeant chaque individu à limiter son droit dans l'intérêt de la communauté. Cette obligation a la forme d'un contrat. La doctrine du contrat social est née. La loi, base de la société, est supérieure à tous les pouvoirs établis; elle est nécessairement opposée à tout régime absolu. L'absolutisme des Stuarts est donc contraire à la loi et mène à la tyrannie. Historiquement d'ailleurs, la loi fondamentale de l'Angleterre est antérieure à la royauté anglo-normande elle-même; elle a été plus ou moins nettement formulée dans les lois d'Édouard le Confesseur. La conquête normande a investi la royauté de pouvoirs illégitimes; après avoir institué un grand conseil qui prit plus tard le nom et les attributions de la Chambre des lords, les rois régnèrent despotiquement. Il faut restaurer la loi dans son autorité suprême. Comme elle domine dans le monde religieux, elle doit dominer dans le monde civil. Mais quel sera l'instrument de cette loi? Les Indépendants ont varié d'opinion sur ce point selon les nécessités politiques du moment : d'abord, ils placèrent leur confiance dans le Parlement soulevé contre la royauté. Adversaires de la Chambre des lords, ils tournèrent leurs espoirs vers les Communes; quand la guerre civile eut éclaté et que le Parlement révolté, soutenu et dominé par l'armée Nouveau-Modèle, eut émis la prétention d'interpréter lui-même la loi, donc d'exercer une autorité absolue, les Indépendants se tournèrent contre lui (1645); en 1647, ils formèrent un parti politique et c'est aux radicaux de ce parti que ses ennemis donnèrent le nom

1. Theodore Calvin Pease, *The Leveller movement. A study in the history and political theory of the great civil war.* Washington, American historical Association; Londres, Humphrey Milford; Oxford, University press, 1916, in-8°, VIII-406 p.

de Niveleurs. Reprenant l'idée du contrat social, les Niveleurs voulurent donner à l'Angleterre une constitution écrite, sous le titre « Agreement of the free People of England ». Une première rédaction est d'octobre 1647, une seconde, plus radicale encore, est de mai 1649. Peu à peu, le caractère primitif de la loi s'est modifié; il cesse d'être mystique; les Niveleurs arrivent à dire qu'elle repose sur la raison et que la justice est son interprète suprême; la constitution elle-même peut être soumise aux tribunaux qui en déterminent le sens et la portée. Reproduites en partie par Locke, transportées dans les colonies américaines, ces théories sont revenues en Angleterre au XIXe siècle et nous les voyons fermenter de nouveau sous nos yeux[1]. L'intérêt présenté par le livre de M. Pease est donc considérable. Il a étudié de près et analysé avec une remarquable perspicacité les livres et pamphlets où les idées des Niveleurs ont été exposées et discutées; le plus fécond de ces pamphlétaires fut, comme on sait, John Lilburne, homme d'action et de plume à la fois, dont les démêlés avec le Parlement et avec Cromwell sont bien connus. M. Pease ne retrace sa biographie qu'en tant qu'elle importe à la connaissance des idées; il montre finement que les théories politiques de Lilburne ont toujours eu leur origine dans des faits concrets. Dès qu'une mesure gouvernementale lui paraissait injuste et le frappait lui-même dans ses biens ou sa liberté, il échafaudait un système constitutionnel, quitte à le modifier ensuite pour répondre à de nouveaux attentats contre sa personne. Devenu Lord Protecteur (décembre 1653), Cromwell s'empressa de museler la presse; Lilburne fut tenu sous bonne garde et la guerre des pamphlets prit fin. Le parti cessa dès lors d'exercer son action à la face du soleil; il disparut dans l'ombre des complots et ne fut plus guère qu'un instrument au service des royalistes. — Ce livre, fort instructif, bien distribué, écrit malheureusement dans une langue qui n'a pas toujours toute la précision désirable, se termine par une abondante bibliographie[2] et un bon index.

1. Dans *l'Angleterre* de M. Édouard Guyot, on lit, p. 95 : « Entre 1900 et 1903... au rationalisme des pouvoirs radicaux, à la sérénité des libéraux gladstoniens, fait place une sorte d'humeur sombre : le souvenir des Niveleurs du temps de Cromwell se présente spontanément à l'esprit. »

2. Dans cette bibliographie, M. Pease a mentionnée naturellement l'ouvrage de Gardiner dont il fait le plus grand cas; il reproche à M. Usher la sévérité des critiques adressées à l'homme et à l'œuvre. Il estime que Gardiner a écrit avec autant d'impartialité qu'il est humainement possible : « Le jugement qu'il porte sur les hommes et les faits », dit-il, « subit les fluctuations des événements, comme l'eût fait un contemporain à l'esprit ouvert et bien informé » (p. 367).

Arlington fut, comme on sait, un des cinq ministres de la « Cabal » sous Charles II; pendant cinq ans, de la chute de Clarendon en 1667 jusqu'à la seconde guerre déclarée aux Pays-Bas en 1672, il a été, comme secrétaire d'État chargé de diriger les affaires étrangères, le plus grand personnage de l'Angleterre. Son activité politique, la part considérable qu'il a prise aux résolutions du gouvernement ont été étudiées à l'aide d'un grand nombre de documents nouveaux et bien mis en lumière par Miss Barbour, professeur d'histoire au collège Vassar[1].

M. Bagwell a terminé son histoire de l'Irlande sous les Stuarts avec un tome III qui se rapporte au temps de la Restauration[2]. Exécuté avec autant d'érudition que les précédents, il n'offre pas l'intérêt tragique de l'Interrègne, où la persécution a sévi si durement sur les malheureux habitants. Charles II, si indulgent pour les catholiques, et son frère, catholique avéré, rendirent à l'île infortunée au moins la tranquilité matérielle. A cet égard, le gouvernement d'Ormonde a été bienfaisant. Le renversement de Jacques II ralluma la guerre en Irlande; mais la victoire remportée par l'usurpateur Guillaume III ruina définitivement la cause des Stuarts. Le livre se termine par deux chapitres sur la vie sociale et les trois Églises d'Irlande : anglicans, presbytériens et catholiques romains. On regrette de ne pas voir la question irlandaise posée dans toute son importance nationale et internationale; des faits nombreux, exposés avec ordre et précision, sont de valeur secondaire s'il y manque l'âme qui les anime et les sentiments de M. Bagwell ne sont pas favorables à la cause irlandaise.

L'industrie des transports est une des plus intéressantes à étudier au point de vue économique et social. M. Jackman, professeur d'économie politique à l'Université de Toronto, lui a consacré un gros ouvrage où le détail abonde au point que les notes submergent parfois le texte lui-même, mais qui se lit cependant, non pas seulement avec fruit, mais avec un réel intérêt[3]. Il étudie seulement la période moderne, qui commence pour lui avec le XVIe siècle et se termine vers le milieu du XIXe; à l'époque antérieure, qui comprend un millier d'années depuis la conquête romaine et l'établissement des

1. Violet Barbour, *Henry Bennet, earl of Arlington, secretary of state to Charles II*. Washington, American historical Association. Londres, Humphrey Milford; Oxford, University press, 1914, in-8°, XII-303 p.

2. Richard Bagwell, *Ireland under the Stuarts and during the Interregnum*. Vol. III, 1660-1690. Londres, Longmans, 1916, in-8°, XI-351 p.; prix : 15 sh.

3. W. T. Jackman, *The development of transportation in modern England*. Cambridge, at the University press, 1916, 1 vol. in-8° en 2 tomes, XV-820 p.; avec deux cartes en pochette dans la couverture de chaque volume; prix : 24 sh.

cinq grandes voies historiques jusqu'à la fin de la guerre des Deux-Roses, il consacre seulement une introduction de moins de trente pages. Viennent alors huit chapitres sur les routes et la navigation fluviale de 1500 à 1750, l'amélioration des routes et la navigation intérieure de 1750 à 1830, la navigation à vapeur, qui débute réellement en Écosse en 1788, les chemins de fer, enfin la rivalité du chemin de fer avec les routes et les canaux, qui se termine par le triomphe impitoyable du rail. C'est l'intensité de la production industrielle qui a suscité et précipité ce mouvement destiné à transformer la face même du pays. La comparaison entre la carte routière d'Ogilby (1675) et celle du réseau de voies ferrées vers le milieu du XIXe siècle est à cet égard des plus instructives.

Le tome VIII de la remarquable Histoire de l'armée britannique par Sir J. W. Fortescue se rapporte aux années 1811 et 1812; il aboutit à l'échec définitif des plans de Napoléon[1]. L'ambition maladive de l'empereur le pousse à déclarer la guerre à la Russie et l'empêche de mettre à profit une occasion unique : la rupture des États-Unis avec l'Angleterre. Que de forces, que de génie follement gaspillés! Dans ce volume, il n'est guère question naturellement que des combats dans la péninsule ibérique; les Anglais réussissent finalement à prendre Ciudad Rodrigo et Badajoz, à chasser les Français de toute la partie de l'Espagne située au sud du Tage; le général Foy avoue l'échec de l'armée napoléonienne en Espagne au moment où commençait la retraite de Russie. Les cartes dressées par M. Cribb sont admirables. L'auteur se proposait de publier en même temps que le présent volume un tome IX qui aurait continué le récit jusqu'à Waterloo; la rédaction en est terminée, mais M. Cribb, ayant été appelé à servir dans la présente guerre, a dû priver M. Fortescue de son précieux concours et il faudra maintenant attendre la fin des hostilités. Souhaitons de voir prochainement le couronnement de ce bel édifice.

Époque contemporaine. — Il est peu de pays qui, sans révolution, aient subi d'aussi profondes transformations que l'Angleterre depuis un siècle. Il y a cent ans, l'aristocratie était souveraine dans le monde politique comme dans le monde social; aujourd'hui, elle ne se soutient plus que par le prestige du passé; les Lords ont abdiqué devant les Communes issues d'un suffrage qui tend à devenir de plus

1. The hon. J. W. Fortescue, *A history of the British Army*. Vol. III, 1811-1812. Londres, Macmillan, in-8°, XXII-687 p. (l'index occupe à lui seul 50 pages à deux colonnes), atlas de 23 cartes et croquis ingénieusement présentés; prix : 30 sh.

en plus universel. C'est la démocratie qui gouverne. Jusque vers la fin du siècle dernier, cette démocratie conservait un caractère très individualiste; l'État intervenait le moins possible dans les conflits qui agitaient le monde du Travail. Aujourd'hui, le socialisme d'État envahit tous les domaines; à la faveur de la présente guerre, il a pris un essor considérable, si brutal parfois que la classe ouvrière elle-même proteste et menace[1]. L'Angleterre sera-t-elle demain une démocratie à forme socialiste? Comme puissance coloniale, son évolution n'a pas été moins radicale : elle a depuis longtemps renoncé à considérer ses colonies comme des dépendances extérieures exploitées au profit de la mère patrie; les plus grandes, les plus actives parmi celles de langue anglaise ont fini par obtenir le droit de s'administrer elles-mêmes; ce sont des puissances (Dominions) autonomes. Il fut même un temps où certains libéraux se résignaient par avance à la pensée qu'elles briseraient un jour les derniers liens qui les rattachaient à l'Angleterre. Puis est née l'idée impérialiste, qui n'a rien à voir avec l'idée de conquête; l'Angleterre et ses colonies constituent un empire dont les différentes parties considèrent comme utile et nécessaire de rester unies et de régler leurs intérêts communs par voie de négociations et d'ententes. Le mot *empire* caractérise cette union fondée sur la bonne volonté des peuples et aussi bien le mot *Commonwealth*, que nous traduirions tant bien que mal par république. Ces transformations, nous pouvons les suivre de décade en décade, si je puis dire, dans un grand nombre de livres, de brochures, d'articles, de recueils documentaires. — Pour l'histoire intérieure de l'Angleterre, on peut mentionner deux bons résumés par M. Édouard Guyot[2] et M. Louis Cazamian[3]. Le premier est un exposé compact, lourd de faits bien observés et distribués en six chapitres : 1° prépondérance des problèmes de politique intérieure à partir de 1815; caractère représentatif des institutions politiques; 2° coup d'œil sur l'évolution des partis du XVIIIe siècle jusqu'en 1906; 3° le problème ouvrier; 4° le problème agraire et le budget de Lloyd George; la crise constitutionnelle de 1909-1911; 5° le problème fiscal et l'impérialisme; 6° le problème irlandais[4]. L'impression produite par la lec-

1. Voir les rapports de la Commission d'enquête sur le malaise industriel analysés dans le *Correspondant* du 25 octobre 1917.

2. *L'Angleterre; sa politique intérieure.* Préface de H. G. Wells. Paris, Delagrave, 1917, in-12, IX-323 p.; prix : 4 fr.

3. *La Grande-Bretagne et la guerre. Esquisse d'une évolution sociale.* Paris, Flammarion, 1917, in-12, 331 p.; prix : 4 fr.

4. M. Guyot a pris la peine de dresser un Index alphabétique; c'est un cas encore si rare dans nos livres de simple vulgarisation qu'il est intéressant de le signaler. Il faut en remercier l'auteur.

ture de cet ouvrage est plutôt troublante, parce que l'auteur insiste sur la difficulté des problèmes et sur la gravité des conflits qu'ils soulèvent; on sent parfois gronder dans son livre les bruits avant-coureurs des grandes convulsions sociales. M. Cazamian n'est pas aussi pessimiste; il fait confiance au génie particulier du peuple anglais, qui finit toujours par s'adapter aux nécessités les plus imprévues. Qu'il s'agisse de l'organisation politique, militaire, économique, sociale ou morale, il ne met pas en doute que le peuple anglais ne suive son gouvernement dans les voies hardies, révolutionnaires, où la guerre l'a obligé d'entrer. La lutte est engagée entre l'individualisme, base longtemps inébranlée des anciens partis, et le socialisme pratique, en partie déjà réalisé par la transformation de la Grande-Bretagne en une monstrueuse usine de guerre gérée ou contrôlée par l'État; elle se résoudra par l'accord des bonnes volontés : « Son gouvernement de guerre, son armée magnifiquement efficace, ses plans d'avenir économique et de paix sociale, ses adaptations intellectuelles offrent l'image d'un progrès ordonné qui se fait ou qui se prépare sans rigidité mécanique, sans abdication de l'être moral » (p. 328). Cette foi robuste dans le prochain avènement d'un ordre nouveau réconfortera plus d'un lecteur dans les heures troubles que nous vivons.

Quant au problème impérial, il est agité en ce moment avec passion dans le monde politique. Il importe donc d'être exactement informé sur l'histoire des colonies anglaises, sur leurs institutions actuelles, sur les efforts déjà réalisés pour établir entre elles et la mère patrie des relations équitables. M. Gennaro Mondaini, professeur à l'Institut supérieur d'études commerciales à Rome, nous donne un excellent exposé de l'Histoire coloniale de l'Angleterre à l'époque contemporaine[1]. Après une longue introduction où les idées générales ne manquent pas, l'auteur étudie la réforme coloniale au XIXe siècle, qui aboutit à la destruction graduelle du pacte colonial et à la concession de gouvernements responsables à certaines colonies, le « Dominion » du Canada et la colonie de Terre-Neuve, le « Commonwealth » d'Australie et le « Dominion » de la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Empire indien, les anciennes colonies de plantation en Amérique (Indes occidentales, Guyane, Honduras), en Afrique (Maurice et les Seychelles) et en Asie (Ceylan et les dépendances), les colonies et protectorats africains, les possessions

1. *Storia coloniale dell' epoca contemporanea*. Parte prima : *la Colonizzazione inglese*. Florence, Barbèra, 1916, in-8°, LXXXIII-809 p., avec 3 tables et 3 cartes; prix : 9 lires.

de l'Extrême-Orient et du Pacifique. Le dernier chapitre, intitulé : l'Empire et l'impérialisme britannique, traite avec autant d'ampleur que de pénétration la question si complexe des rapports entre le gouvernement anglais et les gouvernements locaux. Une abondante bibliographie fait de ce livre un excellent manuel. — Pour étudier l'organisation même de ces gouvernements locaux, on ne saurait trouver de meilleur guide que l'ouvrage de M. Keith[1]. C'est un véritable traité sur les institutions politiques qu'ont reçues ou que se sont données les États coloniaux, membres singulièrement actifs de l'Empire britannique. Une première partie traite des limites imposées à l'autonomie des « Dominions » : 1° le gouverneur, qui représente le gouvernement royal, l'étendue de la prérogative royale, le droit d'intervention du pouvoir central dans les actes du pouvoir exécutif ; 2° la législature et l'étendue des pouvoirs exercés par chaque parlement. Ici, l'auteur s'appuie sur les faits bien étudiés, contrôlés souvent par une expérience personnelle. La seconde partie, où il traite des « possibilités d'union », vise surtout l'avenir. L'étude s'en impose à tout homme d'État, à tout publiciste soucieux de travailler à l'établissement durable de cet Empire, qui sera sans doute une des plus surprenantes créations politiques du xxe siècle.

Ch. Bémont.

1. Arthur Berriedale Keith, *Imperial Unity and the Dominions*. Oxford, at the Clarendon press, 1916, in-8°, 626 p.; prix : 12 sh. 6 d.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Jacques Zeiller. **Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'Empire romain.** Paris, E. de Boccard, 1918. In-8°, IV-667 pages.

Id. **Paganus, étude de terminologie historique.** Fribourg (Suisse), Rouart et Cie; Paris, E. de Boccard, 1917. In-8°, 112 pages.

M. Zeiller, déjà fort avantageusement connu parmi les érudits par des travaux hagiographiques et archéologiques sur la Dalmatie, et spécialement par un livre sur les *Origines chrétiennes dans la province romaine de Dalmatie* (1906), nous a donné, dans un ouvrage copieux, les résultats d'une longue enquête, patiente et minutieuse, sur l'établissement de la vie chrétienne dans les provinces situées entre la Dalmatie et le Danube, et sur son développement jusqu'à la fin du VIe siècle.

Cette région, c'est, en somme, l'Illyricum : contrée étendue et de frontières un peu indécises, qui présente pourtant une certaine unité géographique et, d'un bout à l'autre, le caractère de zone de transition entre le monde barbare et la Romania. Toutefois, comme M. Zeiller en exclut la Dalmatie et la Rhétie, son découpage paraît un peu artificiel, à considérer les choses en rigueur et malgré la peine qu'il prend pour établir le contraire; il est donc utile de compléter le présent livre par celui dont je rappelais le titre tout à l'heure.

L'étude des origines chrétiennes de cette *marche* romaine avait été jusqu'ici assez négligée; ce n'est pourtant pas qu'elles paraissent sans intérêt : elles sont seulement assez obscures et encombrées de toute une broussaille de légendes qui a fini par y étouffer l'histoire; c'est pourquoi l'étude de M. Zeiller est surtout critique. D'autre part, ce qui fait l'importance générale de ce christianisme danubien, c'est que, prenant à son tour le rôle de transition propre au pays lui-même, il a franchi le grand fleuve et s'est étendu aux barbares de l'autre bord; aussi M. Zeiller s'est-il spécialement appliqué à préciser les souvenirs qui nous restent sur la conversion des Goths. Son travail se divise en trois parties : 1° *La conquête chrétienne et l'organisation ecclésiastique;* 2° *Histoire intérieure des églises illyriennes du IVe au Ve siècles;* 3° *Les provinces danubiennes et la conversion des barbares au christianisme.*

La première partie crible les légendes anciennes relatives à l'évan-

gélisation de l'Illyricum et critique les documents hagiographiques qui sont censés nous apporter quelques renseignements sur la vie chrétienne dans ce pays, antérieurement à la paix de l'Église. M. Zeiller n'est pas indulgent pour les pseudo-traditions antiques des églises illyriennes et il a raison; on pourrait même lui reprocher d'insister outre mesure sur des questions dont la solution n'apparaît point d'abord réclamer un tel luxe de précautions et de démonstrations. Enfin il vaut mieux, en l'espèce, pécher par excès que par défaut. La critique hagiographique de M. Zeiller est, en revanche, moins délibérément radicale que je ne le souhaiterais quelquefois, sans pourtant cesser jamais d'être prudente et circonspecte. Elle a tendance à essayer de conserver quelque chose d'épisodes bien peu vraisemblables et où il est très hasardeux de risquer un tri; je citerai comme exemple l'étude de la légende de la *legio fulminata* (p. 42 et suiv.), d'où je ne vois guère qu'il soit possible de tirer même la simple affirmation de la présence de chrétiens dans le pays. Quand les documents hagiographiques ne sont pas tout à fait bons, il est difficile de dire jusqu'à quel point ils sont mauvais et il me paraît le plus souvent arbitraire de choisir entre leurs allégations sur de simples soupçons de vraisemblance. J'avoue que la critique de comparaison entre les pièces médiocres ou mauvaises et les bonnes, critique sur laquelle Le Blant, par exemple, s'appuyait avec tant de confiance, me remplit au contraire de défiance. La candide audace des hagiographes, doublée de l'habituelle pauvreté de leur imagination, a bien de quoi justifier pareille réserve. Rien n'est plus facile à imiter qu'un formulaire d'interrogatoire, et croire qu'une *Passio* a gardé quelque chose de l'histoire parce qu'elle présente quelques traits qui se rapprochent des *Acta* authentiques, me semble très imprudent; il faut d'autres preuves. Je n'ai pas non plus bonne opinion de la critique *rationaliste* (type Paulus) appliquée aux *Acta :* chercher à expliquer, par exemple (p. 70), le miracle qui fait surnager un martyr jeté à l'eau avec une pierre au cou, en suggérant que la pierre, mal attachée, a pu se détacher, c'est s'abandonner à une tendance qui a fait son temps. Je conviens que, d'ordinaire, M. Zeiller n'est pas aventureux et qu'il prend soin de distinguer le *plausible* de l'*assuré*. Toutefois, est-il très sage d'espérer tirer quelques renseignements sur le degré de christianisation d'un pays de ce fait qu'une *Passio* nous y montre un martyr accueilli par un évêque et accompagné par de pieuses femmes au lieu de son supplice (p. 73)? Je pourrais prolonger ces chicanes; il reste que M. Zeiller nous a donné une étude critique fort complète sur l'ensemble des *Passiones* illyriennes et qu'elle rendra les plus sérieux services à ceux-là même qui en réformeront les conclusions sur quelques points.

Il a de même rassemblé avec un soin extrême tous les éléments connus de la *Series episcoporum* de l'Illyricum et dressé le catalogue

descriptif de tous ses monuments chrétiens dont il demeure une trace.

La seconde partie nous retrace l'histoire d'une série de crises théologiques, dont la plus intéressante et, par ses résultats, la plus importante, est la crise arienne. Je ne suis pas sûr que, dans son désir de nous convaincre de cette importance-là, M. Zeiller ne l'exagère pas un peu et que, s'il est vrai que l'arianisme est illyrien autant qu'asiate, comme il nous l'affirme, ce soit tout à fait du même point de vue. L'arianisme illyrien tire son importance d'abord du hasard qui a placé en Illyricum deux évêques intrigants, Ursace et Valens, dont l'activité a tenu de la place au temps de Constance, ensuite de ce fait que cette qualité de pont entre l'Orient et l'Occident, qui caractérise la province, y a fait placer plusieurs des assemblées qui ont cherché à mettre fin au débat, soit à Sardique, soit à Sirmium; enfin de son prolongement chez les Barbares; mais la dogmatique arienne n'est pas illyrienne et Athanase n'est pas né aux bords du Danube. C'est lui, plus encore qu'Arius ou Eusèbe de Nicomédie, qui a fait le succès de l'arianisme. M. Zeiller ne nous a pas montré comment toute la pensée chrétienne orientale menait la foi à une représentation subordinatienne de la relation des trois personnes divines et à l'affirmation que le Christ était une *créature;* il a l'air de croire qu'il ne s'agit, en vérité, que de la fantaisie d'une école de théologiens, dont Lucien d'Antioche serait l'initiateur; il s'agit d'un mouvement infiniment plus profond, plus ample et qui a très logiquement trouvé, si j'ose dire, son point de cristallisation à Alexandrie. C'est la rigueur de l'*homoousios* nicéen, inspiré par Athanase, et l'obstination indomptable que le patriarche a mise à la faire triompher, qui ont provoqué dans l'épiscopat oriental les réactions dont l'arianisme a vécu. Il n'en est pas moins vrai que l'histoire de cette hérésie dans l'Illyricum valait d'être racontée pour elle-même, en la dégageant de l'histoire générale de l'Église au IVe siècle.

Ce n'est pas d'ailleurs que M. Zeiller fasse toujours ce partage avec beaucoup de rigueur et il lui arrive d'insister, sans doute un peu trop, sur des événements qui sont sinon étrangers, au moins extérieurs, à sa province, si bien qu'il glisse insensiblement à nous raconter toute l'histoire politique de l'arianisme oriental, depuis le concile de Sardique jusqu'à celui d'Aquilée. Encore, sur quelques points, par exemple dans son étude sur le premier de ces deux conciles, regrette-t-il visiblement de n'oser point insister davantage. Il y a là quelque excès dans la conscience.

La troisième partie est la plus personnelle de l'ouvrage; elle nous raconte la conversion des Goths, étudie la littérature religieuse des Ariens illyriens et goths, la transmission de l'arianisme aux autres barbares de la région danubienne du IVe au VIe siècle, l'effort catholique pour balancer autant que possible l'influence arienne. Tout cela

est fort intéressant, et neuf en plusieurs de ses parties. A peine ferais-je une réserve sur la réelle importance de la réaction catholique et sur ses résultats.

Par la connaissance approfondie des textes et de la littérature de son sujet, par la conscience extrême de sa recherche, par l'équité et la clarté de son exposition, le livre de M. Zeiller prend une place des plus honorables dans la série des travaux français consacrés aux antiquités chrétiennes. Littérairement, il aurait sans doute gagné à être moins long, à émonder quelques discussions, à ne pas se croire obligé d'insister sur la moindre difficulté; scientifiquement, on lui reprochera trop de bienveillance involontaire pour quelques documents suspects; c'est bien peu de chose. Ces défauts légers, tout comme de menues inadvertances, qui ne sont rien de plus que matière d'*erratum*, ne valent pas contre les qualités solides que l'ensemble manifeste.

Paganus est une étude bien conduite sur l'origine de l'acception religieuse du mot. M. Zeiller, après un minutieux examen de tous les textes et une discussion serrée de la thèse de Zahn, qui interprète le *paganus* chrétien en le faisant dériver de l'emploi du terme dans la langue de l'Empire, au sens de *civil* opposé à *militaire* (d'où : un *paganus* serait un homme étranger à la *militia Christi*), conclut à la solidité de l'opinion traditionnelle, suivant laquelle *paganus* vient de *pagus* = *pays*. C'est bien la résistance tenace des campagnes à la christianisation qui explique cette dérivation. Un recueil de textes bien classés complète heureusement ce petit livre, qui résout définitivement un petit problème.

CH. GUIGNEBERT.

Vincent A. SMITH. **Akbar the Great Mogul (1542-1605)**. Oxford, Clarendon Press, 1917. In-8°, XVI-504 pages.

Par un règne glorieux de cinquante ans, par l'ampleur de ses conquêtes, par son caractère et son esprit, Akbar mérite d'être considéré comme un des plus grands potentats qu'ait connus l'histoire. Turc possédant du sang mongol, descendant à la fois de Tamerlan et de Chingiz-Khan, né d'une mère persane, cet homme créa le plus vaste empire hindou qui ait existé antérieurement à l'ère britannique. Possesseur, avant que s'exerçât son activité, du pays triangulaire délimité par l'Indus et la Sutlej — le Cachemire mis à part — ainsi que de la haute vallée de Gange jusqu'à Bénarès, le monarque tenait sous sa domination, quand il mourut, au nord le Cachemire, à l'ouest Kaboul, le Beloutchistan, le Sind, le Gujerāt et Surate, à l'est le Bengale, le delta du Gange et l'Orissa, au sud le Bérar jusqu'au confluent de la Godaverī et de la Wardha.

La diversité de ses origines ancestrales, la multiplicité des pays

soumis à son empire devaient disposer l'esprit du conquérant à concilier de nombreuses oppositions. Né dans l'orthodoxie musulmane sunnite, il devint rationaliste et sceptique ; puis, à partir de 1582 environ, prétendit remplacer l'Islam par un électisme dont lui-même devait être le prophète. Son ambition de posséder à la fois le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, s'exaltait et se justifiait par une ardeur mystique aspirant à identifier le monarque à l'Être suprême. A la faveur de son ambiguïté, la phrase sacramentelle « Allāhu Akbar » peut signifier aussi bien « Akbar est Dieu », que « Dieu est grand ». L'astuce du souverain et sa sincérité religieuse s'accordèrent pour exploiter les convictions dans un intérêt de domination et donner à la majesté royale un caractère sacré. La fondation de l'Ibādat-Khāna, « maison de la dévotion ou de l'adoration » (1575), représente à cet égard une des plus importantes institutions du règne ; Akbar se plaisait à y présider aux discussions entre théologiens musulmans, parsis, zoroastriens, jaïnas et chrétiens ; au souverain pour qui sa propre autorité se présentait à la fois comme celle d'un roi et comme celle d'un pape, le piétisme soufi apportait, dans l'éclectisme le plus large, des solutions hardies qui consacraient la gloire mondaine par le prestige de l'accession à l'absolu.

Aucun travail aussi soigneux, aussi complet, n'avait encore été entrepris sur un grand monarque indien. Quoique purement monographique, cet ouvrage jette une vive lumière sur un demi-siècle d'histoire. Les sources les plus variées ont été mises à contribution : monuments, inscriptions, monnaies, mémoires persans, récits d'Européens. Bien que la plus grande créance ait été, comme il convenait, accordée aux compilations d'Abu-l Fazl (*Aīn-i Akbarī*, *Akbarnāma*), une très importante valeur documentaire est reconnue aux relations des Jésuites, notamment au *Mongolicae Legationis Commentarius* du P. A. Monserrate (1582). Aucun aspect caractéristique non seulement du souverain, mais même de la société ambiante, n'est passé sous silence : les architectes, les décorateurs de Fathpur Sīkrī, création d'Akbar, les théologiens musulmans et autres, les historiens tels que Nizamu-d dīn et Badāonī, le prestigieux poète Tulsī Dās, sont l'objet de notations précises qui font saillir l'image de ce roi-soleil zoroastrien sur l'arrière-fond d'un grand siècle. Riche en faits, mais allégé par des notes et des index, rendu d'accès fort aisé par des sommaires marginaux, l'exposé se lit avec le double intérêt d'une « histoire » et d'une œuvre critique. Des illustrations, des plans, des cartes parlent aux yeux ; un remarquable fac-similé du portrait d'Akbar âgé de quinze ans, par Abdu-s Samad, offre en guise de frontispice le plus ancien spécimen de l'art indo-persan. Ce livre d'un savant voué à l'histoire de l'Inde fait honneur aux publications d'Oxford ainsi qu'à l'indianisme anglais.

P. MASSON-OURSEL.

G. G. Coulton. **Social life in Britain from the Conquest to the Reformation**. Cambridge, at the University Press, 1918. In-8°, xvi-540 pages. Prix : 15 sh.

Chilton Latham Powell. **English domestic Relations, 1487-1653. A study of matrimony and family life in theory and practice, as revealed by the literature, the law and history of the period**. New-York, Columbia University Press, 1914. In-8°, xii-274 pages. Prix : 1 d. 50 c.

Dans ses précédents ouvrages : *From St. Francis to Dante*, qui est une sorte d'adaptation en anglais de la chronique latine de Salimbene (1906), *Medieval studies* (11 fascicules parus, 1906-1915), *Chaucer's England* (1908), *A medieval Garner* (1910), M. Coulton avait montré à quel point il est familier avec l'histoire sociale du moyen âge et avec ses sources. Il en donne une preuve nouvelle avec le présent volume, qui est un recueil d'extraits tirés de documents originaux et dont l'agencement compose un véritable tableau de l'Angleterre et de la nation anglaise du xie au xvie siècle.

L'ouvrage est divisé en quinze sections : 1° le sol et les habitants; 2° les enfants, baptême, éducation et instruction ; 3° les livres, auteurs, scribes et lecteurs; 4° l'Église et le monde ecclésiastique; 5° les rois, les chevaliers et la guerre ; 6° le seigneur et le paysan, manoir et cottage ; 7° la vie urbaine, bourgeois, boutiquiers, ouvriers, jours de fête; 8° les riches et les pauvres, monts-de-piété, règlements du travail, grèves et soulèvements populaires; 9° la vie à la maison, animaux domestiques, habillement et repas ; 10° sports et divertissements ; 11° la vie nomade, les marchands étrangers, les voyageurs et les pèlerins ; 12° la vie des femmes, dans le mariage et hors mariage, nonnes et servantes; 13° l'architecture et les arts, maçons et franc-maçons ; 14° la médecine et la justice, les peines et les supplices (le rapprochement en une seule section de ces deux aspects si différents de la vie sociale ne laisse pas de surprendre); 15° superstitions et prodiges. On est étonné qu'une place n'ait pas été réservée pour la mort et les funérailles. Il n'y a pas d'index.

Les extraits sont nombreux et bien choisis; ils sont instructifs et il en est qui sont divertissants. Chacun est précédé d'une brève notice sur l'auteur (si celui-ci est connu), sur l'ouvrage où l'on a puisé, sur l'édition utilisée. Il n'entrait pas dans les intentions de M. Coulton de donner une bibliographie raisonnée sur aucun des sujets indiqués par lui; aussi s'est-il contenté de fournir les indications strictement nécessaires et n'a-t-il mentionné que des livres anglais. Les érudits n'y trouveront pas leur compte; mais ce n'est pas à eux que s'adresse M. Coulton. « Ce livre », écrit-il au début de la préface, « a pour objet principal de fournir les notions d'histoire sociale qui sont nécessaires à l'intelligence sympathique de notre littérature médiévale; on espère

qu'il plaira aussi au grand public; dans ces extraits, on entendra le langage même de nos pères parlant des questions essentielles qui intéressent les personnes intelligentes d'aujourd'hui. » En conséquence, M. Coulton s'est interdit de donner aucun texte dans sa langue originale, à moins qu'il ne fût écrit en anglais. Il estime sans doute que tout Anglais cultivé est en état de lire sans peine Robert Mannyng de Bourne, John Lydgate, Langland, Chaucer, etc., à condition cependant de trouver au bas des pages, comme M. Coulton a pris soin de le marquer, le sens des mots de la vieille langue que la moderne ne connait plus. C'est aux Anglais de dire s'il a tout à fait raison. Peut-être se trouvera-t-il tout de même parmi eux des personnes qui n'approuveront pas M. Coulton quand il choisit, pour nous faire connaître tel passage du *Polychronicon* de Ranulf de Higden, ou du *De proprietatibus rerum* de Barthélemy l'Anglais, qui sont écrits en latin, la traduction qu'en a donnée Jean de Trévise à la fin du XIVe siècle. Il est possible aussi que ce mélange un peu choquant plaise par la saveur même qui se dégage de la vieille langue; s'il en est ainsi, M. Coulton aura parfaitement atteint son but.

C'est encore d'histoire sociale, mais considérée à un point de vue particulier, que s'occupe l'ouvrage de M. Powell, « instructor » à l'Université de Johns Hopkins. Ici, c'est uniquement du mariage qu'il est question. L'auteur analyse d'abord les lois et les pratiques du mariage sous l'empire de l'Église catholique; il étudie ensuite les controverses relatives à cette institution profondément modifiée par les puritains et les indépendants jusqu'à l'acte de 1653, par lequel Cromwell abolit toute pratique religieuse lors de la célébration du mariage; enfin, il expose les tentatives faites dans le même temps pour introduire en Angleterre et organiser le divorce. Après ces trois chapitres d'un caractère assez austère, parce qu'ils renouvellent d'interminables discussions sur une question très délicate de droit canonique, M. Powell passe à la partie bibliographique et humoristique de son sujet : il analyse le *Boke of good manners*, de Caxton (1487), traduction d'un livre français : le *Livre des bonnes mœurs* du moine Augustin-Jacques Le Grand (1478), et les nombreux manuels du savoir-vivre conjugal qui procèdent de Caxton et qui aboutissent au *Boke of matrimony*, de Thomas Becon (1562). Il étudie l'état de l'opinion à l'égard de la femme et notamment de la jeune mariée pendant le XVIe siècle et son évolution : d'abord la femme est considérée et traitée comme l'humble servante de l'homme. N'a-t-elle pas en effet été créée seulement après l'homme et pour le servir? N'est-ce pas elle qui, trompée par le démon, sut persuader son époux, par l'amour qu'elle lui inspirait, de désobéir aux commandements de Dieu? Mais deux femmes diversement illustres vengèrent leur sexe : Catherine d'Aragon, la femme divorcée, martyre de Henri VIII, et Élisabeth, la « Reine vierge », dont le règne répandit sur l'Angleterre une impérissable gloire. Plus on avance vers la fin du XVIe siècle, plus la femme est adulée, exaltée. En même temps, il

est vrai, les littérateurs, les satiriques, les dramaturges s'emparent d'elle et leur plume n'est pas toujours indulgente ni respectueuse. M. Powell énumère et analyse (quand elles en valent la peine) les œuvres où ces écrivains parlent du mariage et des devoirs réciproques des époux, même de l'économie domestique en général, pendant l'intervalle qui s'étend entre la publication du livre de Caxton (1487) jusqu'à l'acte de Cromwell établissant le mariage purement civil (1653). Dans un appendice, il passe en revue les écrits concernant le premier divorce de Henri VIII; dans un second, il recherche à quelle date fut publié le traité de Milton intitulé : *The doctrine and discipline of the divorce*, et conclut pour le mois de juillet 1643; il nie en outre que Milton ait été incité par la conduite de sa jeune femme à composer cette dissertation. Dans un troisième appendice, il reproduit un curieux passage des *Commendacions of Matrimony*, de William Harrison (1528). Une abondante bibliographie et un index terminent ce volume dont l'unité paraît un peu factice, mais qui est plein de faits intéressants pour l'histoire des mœurs.

Ch. Bémont.

Edith Keen. **Seven years at the Prussian Court**. Londres, Eveleigh Nash and C°, 1916. In-8°, 315 pages. Prix : 10 sh. 6 d.

Recollections of a Royal Governess. Londres, Hutchinson, 1915. In-8°, xii-328 pages, avec 50 illustrations. Prix : 10 sh. 6 d.

Miss Keen a été attachée, d'abord pendant six ans, comme institutrice anglaise, puis en d'autres qualités, à la maison de la princesse Frédéric-Léopold, sœur de l'impératrice. Le prince, fils de Frédéric-Charles, le *Prince rouge* de 1870, aujourd'hui considéré comme le second chef de la maison de Prusse, se trouve être en même temps le frère de la duchesse de Connaught. Les souvenirs de l'auteur ne modifient pas la physionomie des Hohenzollern telle que nous l'ont fait connaître d'autres témoignages. Il ne faut pas dédaigner, sous bénéfice de vérification, les petits traits qu'elle nous rapporte. Sans doute le rôle public de l'homme explique en partie ses sentiments privés, mais par contre le caractère, naturel ou déformé, s'affirme et réagit sur les décisions d'ordre public. Par exemple, le Kaiser ne doit jamais perdre une partie de jeu, même au tennis. « Serait-ce contraire à l'étiquette »? demandait Miss Keen à une dame de la cour. — « Non, mais ce serait contraire à la raison; il faudrait être fou pour s'y risquer » (p. 17). On conçoit quel choc doit être, pour son infaillibilité, qui ne saurait être battue même dans les grandes manœuvres militaires, une défaite irrationnelle sur la Marne ou un échec déraisonnable devant Verdun. Pourtant, le Kaiser n'a pas que des admirateurs muets. « Je suis un dieu pour mon peuple », confiait-il à son oncle, le roi Édouard, en 1909. —

« Eh bien! Guillaume », repartit le roi d'Angleterre, « vous êtes un dieu plus imposant en uniforme que vêtu d'un complet (*in tweeds*) » (p. 38). Guillaume ne pardonna plus à son oncle, dit-on, cette vérité caustique[1].

Un autre personnage dont il devait tolérer la franchise d'allures et de paroles était le prince Léopold de Bavière, qu'il ménageait comme un de ses meilleurs généraux. En effet, disait le prince, les généraux ont plus d'importance que les gros canons : « Nous serons peut-être vaincus par maladresse, mais nous ne serons jamais vainqueurs par bévue. » Dans un banquet officiel, il formulait simplement son toast en ces termes : « Je bois à la santé de Votre Majesté. Puisse le ciel confondre ses ennemis! » — « Car », ajoutait-il à son voisin de table en se rasseyant, « ce n'est pas Sa Majesté qui les confondra toute seule » (p. 261-263).

Néanmoins, les esprits avisés pouvaient voir les nuées d'orage monter à l'horizon. Durant l'année 1913, il y eut un singulier concours de princes appartenant à la maison de Prusse, qui se rendirent incognito en Angleterre; ils semblaient travailler précipitamment à l'achèvement d'une tâche secrète. Au jour de l'an 1914, à la fête de la garnison de Postdam, le lundi de la Pentecôte, les harangues impériales devinrent plus menaçantes et pressantes (p. 120-122). — Ce n'est pas, d'ailleurs, le Kaiser qui les imagine, mais un spécialiste, vieil officier de marine, le capitaine Harfner, habile à remplir le canevas qu'on lui donne. La préparation était close, annonçait Guillaume, l'heure approchait de l'utiliser. Dès le meurtre de Serajevo, les princes prussiens reçurent l'ordre de ne pas quitter l'Allemagne (p. 254-255). Toutefois, si les Germains étaient presque décidés à une guerre contre la France, ils n'escomptaient pas une rupture avec l'Angleterre. « Nous avons pour cela trois bonnes raisons », disait à l'auteur un officier (p. 42), « et la première, qui me dispensera des deux autres, est que la victoire nous coûterait trop cher. » — « Oh! mon enfant », s'écriait la princesse Léopold devant son plus jeune fils, « nous sommes perdus si l'Angleterre est contre nous! » Cela ne l'empêchait pas, l'instant d'après, de déclarer à l'auteur (p. 272-275) : « Votre peuple est un traître qui profite de nos difficultés pour nous faire la guerre. » — Et la Kronprinzessin, courant à sa « nursery », fit répéter à tous

1. Est-il incapable de se connaître et se comparer? Mme de Hegermann-Lindencrone, femme de l'ambassadeur du Danemark, dans une lettre de septembre 1905, rapportait un petit dialogue piquant. Il s'agissait pour Guillaume de choisir et signer une photographie que lui demandait une jeune fille. Il critiquait une à une toutes les épreuves et, faisant allusion à une conversation précédente : « Ici, j'ai l'air d'un Parsifal *de passage*. » — « Non, Sire, j'ai dit Lohengrin. » — « C'est la même chose. » — « Non, Sire, l'un est un chevalier, l'autre est un rustre (*a fool*). » — « Eh bien! j'ai l'air de l'un et de l'autre » (Mme de Hegermann, *The Sunny side of Diplomatic Life*, New-Nork, Harper, 1915).

ses enfants la phrase : « Le plus méchant homme du monde est Sir Edward Grey. »

C'est que, — on ne le remarque pas assez, — tout en s'efforçant d'accréditer la légende que l'Angleterre est jalouse de l'Allemagne, le Kaiser et les Allemands professent, au contraire, une admiration jalouse de l'Angleterre, ainsi que faisait Napoléon. En toute rencontre, les princes de Prusse apprécient la vie anglaise, les mœurs anglaises, les meubles anglais, et même font venir des ouvriers anglais. Lorsque la princesse Léopold, retour d'Angleterre où elle eût préféré vivre, débarquait à Flessingue, « nous allons rentrer », disait-elle, « dans le pays des mauvaises façons » (p. 107). La haine factice que les Allemands portent à l'Angleterre est un magnifique hommage à sa grandeur, car ils avouent que, si, dès la première heure, elle avait prononcé son veto, la guerre n'eût pas éclaté. Leur thèse de l'encerclement et de la défensive imposée s'écroule aussitôt. Ils sentent qu'ils méritent la raillerie de Frédéric II à l'adresse du comte de Bruhl, dans l'*Histoire de son Temps*, que le personnage « n'avait ni assez d'esprit ni assez de mémoire pour déguiser ses mensonges ».

Miss Keen assistait un soir à une réunion très privée chez les socialistes. L'orateur, un bourgeois, stigmatisait l'avidité des industriels. Si la chair et le sang des petits enfants, disait-il, devenaient nécessaires pour fabriquer un produit nouveau, l'industrie n'aurait aucun scrupule à passer outre, et la presse adjurerait les mères allemandes de sacrifier leur fruit pour l'expansion de la plus grande Allemagne. Il se peut. Mais la *Sozial-Democratie* a-t-elle beaucoup plus de scrupules devant l'étendue des sacrifices, quand il s'agit pour elle de garder les champs de potasse que recèle l'Alsace et d'acquérir les minerais de fer du bassin de Briey?

Après la discipline militaire des Hohenzollern, voici l'étiquette coutumière des Habsbourg, toutes deux également rigides et pesantes à l'extrême. La « gouvernante royale », qui ne dit point son nom, mais qui donne amplement son portrait, aurait pu alléger son livre de certaines vanités inutiles. Ses souvenirs remontent à une vingtaine d'années. On y respire un peu l'atmosphère de la plus vieille des cours européennes, dont les usages comme le palais sont l'œuvre des siècles et des circonstances. L'auteur rappelle, à ce propos, que les souverains russes, lorsqu'ils venaient à Vienne avec leur suite, se perdaient dans les immenses corridors de la Hofburg, tandis que Guillaume et sa suite prussienne y circulaient parfaitement à l'aise, chaque officier tenant à sa disposition un plan minutieux de l'édifice, qui le dispensait de demander son chemin à personne. Le Kaiser possède, dit-on, le plan de tous les palais royaux à l'étranger, comme s'il en était déjà le seigneur et maître.

Mais, avant d'être admise à la Hofburg, l'auteur avait débuté dans la famille du gouverneur de la Galicie, le comte Badeni, ce qui lui permet de dessiner quelques scènes amusantes de la bruyante vie

polonaise. Plus tard, elle s'intéresse aux démêlés politiques du comte, lorsque, devenu premier ministre, il s'efforce de résoudre le problème des races inconciliables, subit les injures brutales des Allemands dans les discussions parlementaires et reçoit une balle dans un duel avec le plus furieux des pangermanistes. Mais, dit-elle, l'empereur cessait de soutenir ses ministres lorsqu'ils devenaient impopulaires, fût-ce pour avoir exécuté ses ordres.

La « gouvernante royale » n'a pas préparé d'élève à la fonction de reine. Elle a simplement dirigé l'éducation de l'archiduchesse Élisabeth, fille du prince héritier Rodolphe et petite-fille de François-Joseph. Il va de soi que l'auteur a sa version du drame de Meyerling. Un détail vaut d'en être retenu. La tête de l'archiduc avait été tellement défigurée qu'on dut faire appel à un spécialiste pour lui rendre des traits présentables. Mais sa fille, encore enfant à l'époque, refusa de le reconnaître ; et, quand chaque anniversaire ramenait chez elle la convenance de reprendre le deuil pour un jour, elle protestait : « Ce n'était pas mon père ; mon père n'est pas mort ! »

Cette famille tragique des Habsbourg vivait au milieu de discordes incessantes, même en dehors des heures marquées par un drame sanglant. Ce n'était pas un mystère que l'archiduc Rodolphe songeait à demander au pape l'annulation de son mariage avec la princesse Stéphanie de Belgique et que celle-ci demeurait indifférente à ses aventures. La jeune archiduchesse Elisabeth ne voyait jamais sa grand'mère l'impératrice, qui regardait comme une mésalliance le mariage d'un Habsbourg avec une Cobourg. Le roi Léopold II refusait aussi de voir sa petite-fille et prenait le train de Paris le jour où on lui amenait Élisabeth à Bruxelles, prétendant que ses deux filles aînées étaient mortes pour lui. A leur égard, il traitait ses devoirs d'affection comme des obligations de finances. « Même après leur mort », disait pourtant le vieil empereur, qui l'engageait à plus de largesse, « un homme d'honneur paie les dettes de ses enfants. »

Un soir, l'institutrice demandait à son élève le nom d'un personnage qui se promenait sous les fenêtres de la princesse Stéphanie. « C'est M. Lonyay », répondit-elle vivement, « qui sera bientôt baron Lonyay, puis comte Lonyay, puis prince Lonyay et qui alors épousera ma mère. » — Devant l'institutrice stupéfaite, elle ajouta : « Et moi aussi je ferai une *mésalliance*. » Elle est devenue princesse Windischgrætz, par un mariage romanesque dont elle a pris l'initiative.

L'auteur termine son livre en rappelant l'anathème d'une Hongroise, la vieille comtesse Karolyi, contre François-Joseph : « Puisse son bonheur être flétri, puisse sa famille être exterminée, puisse-t-il être frappé dans la personne de ceux qu'il aime, puisse-t-il mener une vie misérable et puissent ses enfants tomber dans la ruine ! »

René DE KÉRALLAIN.

Russian Court Memoirs, 1914-1916. With some Account of Court Social and Political Life in Petrograd, before and since the War. By a Russian, with thirty-two illustrations. Londres, Herbert Jenkins, 1917. In-8°, 315 pages.

The Fall of the Romanoffs. How the Ex-Empress and Rasputine caused the Russian Revolution. By a Russian. Londres, Herbert Jenkins, 1918. In-8°, 312 pages.

Les événements de Russie ont pris une telle apparence qu'il est impossible d'émettre à leur propos, ni sur les personnes, ni sur les choses, une appréciation sérieuse. Nous ne voulons, dès lors, que signaler ces deux volumes qui ont été fort lus en Angleterre et qui devront compter dans la série des mémoires à consulter sur les approches et le début de la révolution. Le premier surtout, écrit à la veille de la crise — la préface est datée d'août 1916 — s'inspirait d'un pur loyalisme, qui ne croyait pas à la chute du trône, tant les conséquences de son renversement deviendraient effroyables ! Croyance que partageaient d'ailleurs la plupart des Cadets et des amis de la constitution. En l'occurrence, toutefois, sa sagesse l'a trompé : l'axiome devait être démenti, que « les choses ne tournent jamais aussi mal qu'on l'appréhende », car toutes les appréhensions imaginables ont été dépassées. Dans le second volume, l'auteur est visiblement désorienté, comme s'il décrivait un tremblement de terre sous ses pieds. Mais, comme il est fort au courant des coulisses de la cour et de la vie mondaine, ses récits, animés d'anecdotes piquantes, n'ont pas le caractère hostile des ouvrages qui viennent de gens à partis pris. Son témoignage sur la tzarine, une des causes certaines de cette invraisemblable tragédie, mérite d'être étudié en quelque sorte judiciairement, d'autant que d'autres témoignages indépendants pourraient le confirmer.

Née princesse allemande, ses sentiments de rang et de race ne la rapprochaient pas de l'immense peuple russe qu'elle croyait tout passif et dévoué, sans se douter qu'il eût ses sentiments propres sur la hiérarchie sociale, et ne sût admettre que, entre autres erreurs, ses souverains s'oubliassent à fraterniser avec un moine vagabond, simple moujick de son espèce. Cependant, essayant de remplir ses devoirs de souveraine, elle avait tenté de russifier sa cour plus qu'aucune impératrice précédente et d'apprendre la langue, ce que n'avait pu faire l'impératrice douairière sa belle-mère — avec laquelle, on le sait, elle ne s'accordait guère — et ce à quoi M. de Bismarck, avec la meilleure volonté du monde, n'avait réussi que très imparfaitement, durant son ambassade à Pétersbourg. L'impératrice Alexandra désirait, il semble, faire le nécessaire, mais elle y apportait une raideur qui détruisait tous les effets qu'elle se flattait d'obtenir. Si par exemple, après le début des hostilités, elle s'efforça de servir dans les hôpitaux de guerre, elle

n'y apparaissait point avec le mélange de dignité et d'urbanité qui convient, mais avec l'attitude froide d'une visiteuse qui interroge les malades sans leur marquer d'intérêt, ou avec le zèle excessif d'une infirmière qui déconcerte les patients par le contraste entre l'élévation impériale et l'humilité des soins qu'elle veut leur rendre. — Elle s'indignait (I, 123-124), comme d'une injure, qu'on réservât pour son hôpital de Tsarskoié-Sélo, des blessés allemands qu'on lui croyait plus sympathiques, et se froissait quand un blessé russe racontait naïvement devant elle une affaire où ses camarades avaient mis en déroute un régiment de Hessois (II, 108-109) : « Les Hessois ne tournent jamais le dos à l'ennemi ! » protestait, irritée, l'impératrice hessoise. Visiblement, il ne lui était pas possible de garder l'équilibre d'idées et de sentiments que réclamait sa situation. Sans doute, il serait excessif de la croire inféodée à la politique du Kaiser ; car, passionnée pour son fils, elle n'eût pas amoindri de plein gré l'Empire auquel elle se glorifiait d'avoir donné un héritier. L'auteur nous dit qu'elle ambitionnait de rappeler Catherine II, autre princesse allemande ; mais elle n'en avait assurément pas le génie, quoique, probablement fort à tort, on l'ait accusée d'en avoir le tempérament (II, 10).

Quant à l'ensemble de la cour, ce serait une erreur d'imaginer que les sentiments germanophiles y régnassent sans partage et que l'empereur allemand la ménageât toujours par précaution. Un trait suffira pour le montrer. On sait que les Russes surpris en Allemagne par l'explosion soudaine de la crise durent subir toute sorte d'avanies injurieuses. L'impératrice Dagmar fut parmi ces victimes. Le prince et la princesse Youssoupoff, avec leur fils et leur future belle-fille — le jeune prince qui devait figurer plus tard dans la scène où fut supprimé Raspoutine — se virent arrêtés à Berlin et déclarés prisonniers, à moins d'abandonner à l'Allemagne une partie notable de leur immense fortune. La jeune princesse, petite-fille de l'impératrice Dagmar et petite-nièce de la reine Alexandra d'Angleterre, téléphona à la kronprinzessin Cecilie, sa cousine germaine, qui demanda le temps de s'informer et répondit au bout d'une heure que le Kaiser lui défendait d'intervenir, rien ne se faisant ici que par son ordre. Sans un valet de chambre anglais, qui eut l'esprit de recourir à l'ambassade d'Espagne, ces détrousseurs de grande route auraient peut-être eu le dernier mot.

On trouvera quelques répétitions dans ces deux volumes, aussi bien pour le texte que pour les illustrations, qui sont intéressantes et nous font connaître la plupart des personnages mêlés aux origines de la révolution. On relève même certaines contradictions : par exemple, la façon dont fut découverte la trahison de Miassoyédoff est racontée différemment au t. I, p. 144, et au t. II, p. 68. Enfin, au moment où l'énigmatique Lenine faisait sa première apparition officielle, l'auteur lui attribuait, d'après le bruit courant, une origine allemande avec le

nom de von Lehman ; aujourd'hui, on le croit russe et lui-même s'appelle Oulianoff. L'avenir arrachera les masques et révélera les vraies physionomies.

R. DE KERALLAIN.

Friedrich NAUMANN. **L'Europe centrale (Mitteleuropa)**. Paris, Payot et Cie. In-8°, XXVI-396 pages. Prix : 9 francs.

Lors de son apparition en 1915, ce gros volume fit grand bruit, non seulement en Allemagne, mais encore à l'étranger. Bismarck avait en 1866 expulsé la monarchie des Habsbourg de la Confédération germanique qu'il se proposait de réorganiser sous la férule de la Prusse. Depuis, le gouvernement de Berlin a eu l'habileté de la réduire au rôle de « brillant second », autrement dit de satellite armé. Par la plume de M. Naumann, pasteur protestant et membre écouté du Reichstag, il lançait maintenant l'idée de lui assigner un rôle analogue dans le domaine économique, mais les intérêts privés, financiers, industriels et commerciaux sont souvent plus malaisés à convaincre que les ambitions guerrières ; usant de précautions oratoires, notre auteur a donc grand soin de répéter à plusieurs reprises qu'il faut se garder d'exercer une pression sur l'alliée danubienne, ce qui ne l'empêche pas d'examiner les moyens de réaliser les projets d'union économique qu'il caresse. Il convient qu'une pure et simple communauté douanière n'est réalisable ni du point de vue autrichien, ni du point de vue hongrois, ni même du point de vue allemand : l'agriculture autrichienne n'en souffrirait pas, mais les industries qui participent au commerce mondial seraient touchées et celles qui travaillent pour le marché national autrichien le seraient également, car pour les matières premières les unes auraient à supporter des frais de transports plus élevés que leurs concurrents allemands, tandis que d'autres travaillent dans des conditions naturelles moins avantageuses. Afin d'éviter un bouleversement des conditions existantes, la question du fret maritime devrait donc être réglée en même temps que celle des tarifs de chemin de fer. Les mêmes difficultés se présentent pour la Hongrie, tant pour ses importations de produits demi-fabriqués et de matières premières venant d'Allemagne que pour ses exportations de produits agricoles expédiés à Berlin. D'autre part, l'Autriche-Hongrie n'a été jusqu'ici, pour l'Allemagne, qu'un débouché d'importance secondaire, si l'on considère l'ensemble de son commerce extérieur, tandis qu'à l'importation comme à l'exportation, près de la moitié du mouvement commercial de l'Autriche-Hongrie se fait avec l'Allemagne. Certaines marchandises sont admises en franchise chez cette dernière, qui à l'entrée en Autriche se heurtent à des tarifs protecteurs. Enfin, pour la conquête des débouchés balkaniques, les deux Empires sont inévitablement rivaux.

Tous ces faits sont relevés et signalés par M. Naumann lui-même, à qui on ne peut donc pas reprocher de se faire des illusions sur les obstacles dont la route serait semée. Malgré tout, il tient bon et ne désespère pas de l'avenir. L'argument sur lequel il paraît compter, c'est que si, au point de vue économique, l'Autriche-Hongrie restait après la guerre un État étranger, l'Allemagne devrait la traiter sur le même pied que les autres nations, tandis que, si elle reste « une alliée, un compagnon d'existence au sens le plus étroit du mot, tout caractère étranger disparaîtrait et nous nous chargerions de ses intérêts comme elle se chargerait des nôtres... Nous deviendrions ensemble une unité qui, à l'égard du monde, traiterait en commun dans tous les contrats d'achats et de ventes ». Pour bien comprendre la portée de cet argument mêlé de promesses et de menaces, disons que dans l'opinion de M. Naumann, le régime industriel à prévoir, lorsque les nations se remettront au travail pacifique, sera celui des monopoles industriels de l'État. Chez nous et en Angleterre, ce régime n'a guère d'adeptes que parmi les théoriciens du socialisme; il est prôné en Allemagne par certains capitaines d'industrie. Tel M. Walther Rathenau qui dans sa récente brochure : *Die neue Wirtschaft* annonce que l'exploitation privée devra céder la place à des syndicats ou trusts soutenus et guidés par l'État. « Le rôle de l'État », explique M. Naumann, « est d'être le principe à la fois dirigeant et bénéficiaire de la vie économique. »

En Allemagne même, la création de l'Europe centrale est loin d'avoir rencontré des adhésions unanimes et, dans l'excellente préface du volume traduit, M. Grumbach expose la polémique à laquelle l'ouvrage de M. Naumann a donné naissance dès le lendemain de sa publication. Dans le monde des économistes et des associations industrielles, plusieurs groupes influents déclarèrent attacher beaucoup plus de prix au maintien après la guerre d'un régime international libéral qu'à la mainmise sur le marché autrichien. Cet état d'esprit n'est pas évanoui, car, tout récemment encore, la Chambre de commerce de Dusseldorf formulait bien des réserves. « Que l'union économique avec l'Autriche-Hongrie se fonde sur la base des tarifs préférentiels, d'une union douanière ou d'une combinaison des deux systèmes, il nous est impossible de nous rallier à aucun d'eux. » Elle conclut en affirmant que les autres puissances réagiront et que le commerce international de l'Allemagne a pour celle-ci une valeur infiniment supérieure à celle d'un régime qui reposerait sur la coopération de l'Autriche-Hongrie. M. von Schulze-Gaevernitz défend la même opinion. Dans la *Vossische Zeitung*, il maintient que l'Allemagne doit surtout s'efforcer de faire à la paix prévaloir le principe de la liberté des échanges par crainte des coalitions économiques qu'un régime de faveur pour ses alliés susciterait entre ses ennemis d'aujourd'hui. En Autriche-Hongrie, les mêmes protestations se sont fait entendre dès le début et l'effondrement de l'épouvantail moscovite ne tendra pas à les affaiblir.

L'union économique de l'Europe centrale n'est donc pas encore faite. Elle doit cependant, selon M. Naumann, former le centre vivant de l'organisme économique qui manifesterait l'emprise de l'Allemagne sur les autres parties de la terre : quant aux Allemands, leur devoir est de s'enrichir, d'avoir beaucoup d'enfants et, lorsqu'ils se heurteront à des résistances, de ne pas reculer devant une guerre, puisqu'il n'existe aucune autre méthode connue de peser la valeur de prétentions économiques et politiques rivales. Cependant, M. Naumann est un esprit cultivé qui reconnaît les qualités des peuples étrangers et discerne les défauts de ses compatriotes ! Mais dans la patrie du noble Schiller, le culte exclusif de la force a gagné jusqu'aux théologiens et ministres de l'Évangile.

La traduction est écrite dans une langue coulante et facile et se lit avec agrément.

E. CASTELOT.

A. J. POLLARD. **The Commonwealth at War**. Londres, Longmans, Green and C°. In-8°, VI-256 pages. Prix : 6 sh. 6 d.

Cette série d'études sur le *Monde britannique en guerre* a paru sous forme d'articles publiés dans le supplément littéraire du *Times* et dans des revues anglaises et américaines ; le premier remonte aux premiers mois de la guerre, le dernier est daté du mois d'août 1917. « Leur lecture », nous dit M. Pollard, « attestera la vanité des désirs et la faillibilité des jugements humains, mais l'histoire des erreurs de l'opinion est une partie intégrale de l'histoire. » L'auteur n'y a donc rien changé, ne voulant pas non plus se donner une apparence de prescience, qui à ses yeux aurait constitué un véritable faux historique. Cette probité l'honore ; qui d'ailleurs songerait à lui reprocher de n'avoir pas senti venir l'intervention armée des États-Unis ou prédit les conséquences dernières de la Révolution russe ? Pour les historiens futurs, ces opinions, formulées à mesure que les événements se déroulaient, n'en auront qu'une valeur plus grande.

Au surplus, une forte unité relie ces essais vigoureux, riches en pensées et en rapprochements que suggère à l'auteur la variété de ses connaissances historiques. Cette unité se manifeste dans l'insistance avec laquelle il met en lumière le contraste entre l'Allemagne prussifiée et assoiffée de *Realpolitik* et le peuple anglais fidèle à cet idéalisme moral devenu pour la majorité une seconde nature. Dans ses *Notes sur l'Angleterre*, Taine mentionnait déjà le goût naturel de l'Anglais pour la lutte morale, et plus récemment, dans son *Britischer Imperialismus*, un publiciste allemand bien connu, M. von Schulze-Gaevernitz, reconnaît l'empreinte dont le legs du puritanisme a marqué jusqu'au caractère propre du haut commerce britannique. Après une assez longue période d'engourdissement, cet idéalisme moral s'est

réveillé à la voix de Wesley et depuis que des réformes électorales successives ont conféré le droit de vote à des couches populaires de plus en plus profondes, celles-ci ont suivi les Cobden, les Bright, les Gladstone, grands conducteurs d'hommes qui faisaient volontiers appel à la conscience publique. Tout en ne faisant que de rapides allusions à ce passé, M. Pollard, dans l'essai intitulé l'*Idéalisme britannique*, s'enorgueillit d'avoir vu ses compatriotes de toutes les régions du Monde britannique se lever en foule spontanément pour la défense de la grande cause des gouvernements libres : « C'est l'indignation et non la crainte de l'invasion qui leur dicte la volonté inflexible de combattre jusqu'à la victoire complète » ; à cet idéal suprême, il les dépeint sacrifiant les idéals particuliers, devenus secondaires, qu'ils poursuivaient auparavant. Très attachés à leur autonomie réelle, mais toujours aussi fiers de leur nationalité britannique qu'ils l'étaient il y a trente ans quand M. Froude, comme M. Pollard historien de Henri VIII, publia son *Oceana*, récit de son voyage au Cap, en Australie et dans la Nouvelle-Zélande, ils sont convaincus, aujourd'hui comme alors, que le maintien de la suprématie navale de la Grande-Bretagne est la condition d'existence *sine qua non* de cette autonomie et de cette nationalité; M. Pollard expose leurs raisons dans son chapitre sur la *Guerre et les dépendances britanniques*. Cependant, quel lien constitutionnel imaginer entre la mère patrie et ces populations qui ont essaimé au loin et qui, tant au Canada qu'en Océanie, sont bien résolues à rester citoyens de la plus grande Angleterre sans pour cela abdiquer leur indépendance financière et législative? Afin de se guider, M. Pollard recherche comment est né et a grandi le régime de *Self-governement* responsable sous lequel vit son pays. Il constate qu'aucun des principaux éléments de sa constitution actuelle n'a été le produit d'une délibération raisonnée : « Ils se sont dégagés du conflit plusieurs fois séculaire des intérêts, des idéals et des activités de la collectivité, se poursuivant au travers des contacts et des chocs politiques pour aboutir, après une série de tentatives et d'expériences, à l'adaptation de leurs formes constitutionnelles aux conditions changeantes de l'existence nationale. » Il se plaît à répéter que les institutions humaines sont antérieures à l'enseignement des sciences politiques et qu'elles sont une *croissance* (nous dirions plutôt un développement) et nullement le résultat d'une manipulation mécanique. Telle étant sa théorie, il n'a garde de proposer un système de règles savamment élaborées, devant régler les rapports entre la métropole et les Dominions. Chacune des parties appelées à contracter tenant à son autonomie propre, il n'y a lieu de régler que les mesures à prendre en vue d'une action commune, c'est-à-dire les décisions concernant la politique étrangère. Un Parlement général et suprême serait encombrant et lent à rassembler; par contre, il n'y aurait aucune objection à ce que certains représentants responsables des Dominions fissent partie du groupe de représentants responsables envers le Parlement de la métropole à qui

incombe la mission de trancher ces questions. La couronne pourrait également faire usage de sa prérogative en appelant à la Chambre des Lords quelques-uns des hommes d'État d'au-delà des mers.

Deux des essais de M. Pollard sont consacrés aux avantages qu'assurerait une éducation historique plus développée. Par exemple, un public habitué aux méthodes d'investigation historique n'aurait pas aveuglément accordé créance au bruit qui se répandit comme une traînée de poudre au mois d'août 1914 tant en France qu'en Angleterre, bruit affirmant qu'une armée de 100,000 Russes avait été transportée d'Arkhangel en Occident : le public n'avait tenu aucun compte des conditions de temps, d'espace et de tonnage disponible qui seules pouvaient rendre possible ce transport. Dans le même ordre d'idées, il réfute Sir E. Ray Lankester proclamant que l'Angleterre est perdue si le gouvernement ne bouleverse pas tous les programmes d'admissibilité aux emplois civils tant dans la métropole que pour l'Inde et n'exige pas la connaissance obligatoire des éléments de la chimie, de la physique et de la biologie, leur attribuant la moitié des points, en réservant un quart aux mathématiques et condamnant à la portion congrue du quart restant les études classiques, l'histoire et la connaissance de la langue anglaise. « Ainsi », fait remarquer M. Pollard, « les futurs bureaucrates britanniques seraient des chimistes, des physiciens, des biologistes qui auraient le droit d'ignorer les lois, la langue, la littérature, la philosophie, la religion, les conditions économiques, l'histoire et la géographie des peuples qu'ils seraient appelés à gouverner ! » Évidemment, ils ne seraient pas *the right men in the right place ;* les plus grands savants manquent parfois de sens pratique et de largeur de vues.

Appelons encore l'attention sur le caractère de guerre civile mondiale que M. Pollard attribue à la guerre actuelle, caractère qui explique sa longue durée, et sur sa démonstration de la duplicité avec laquelle l'Allemagne belligérante réclame pour elle-même la liberté des mers, tandis que sur terre elle s'obstine à faire une guerre impitoyable pour les populations civiles des régions envahies.

Chemin faisant, M. Pollard agite encore bien d'autres questions pour lesquelles nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à son livre intéressant et vivant.

E. Castelot.

H. Carton de Wiart. **La politique de l'Honneur**. Paris, Bloud et Gay. In-12, viii-262 pages. Prix ; 3 fr. 50.

Maurice Des Ombiaux. **Un royaume en exil**. Paris, Berger-Levrault. In-16, 224 pages. Prix : 3 fr 50.

Johannes Jörgensen. **Dans l'extrême Belgique**. Paris, Bloud et Gay. In-12, viii-262 pages. Prix : 3 fr. 50.

Léon Van der Essen. **Petite histoire de l'invasion et de l'occu-**

pation allemande en Belgique. Paris, G. Van Oest et Cie, 1917. In-16, 125 pages. Prix 2 fr. 40.

***. **Dans la geôle bruxelloise**. Paris, G. Van Oest et Cie, 1917. In-16, 252 pages. Prix : 4 francs.

M. Carton de Wiart était ministre de la Justice quand le gouvernement belge reçut la brutale sommation du gouvernement de Berlin d'avoir à trahir les devoirs que lui imposaient les traités. Éminent avocat du barreau bruxellois, esprit cultivé et studieux dont l'activité s'était exercée du roman historique aux recherches plus austères des sciences morales et politiques, doué d'une éloquence naturelle, persuasive et entraînante, M. Carton de Wiart était tout désigné pour la mission d'apôtre et de défenseur du Droit outragé, qu'il a brillamment remplie. Il a réuni dans ce volume les discours qu'il a prononcés en France et en Angleterre; Paris les a acclamés à l'Hôtel-de-Ville, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, au Trocadéro, dans la salle de la Société de géographie, ailleurs encore. Ce livre renferme également les préfaces qu'il a écrites pour les ouvrages inspirés par le patriotisme indigné d'autres écrivains belges et sera précieux pour les historiens futurs désireux de connaître l'âme belge dans ce qu'elle a de plus élevé.

Celui de M. Maurice des Ombiaux ne plane pas aux mêmes hauteurs, mais il abonde en renseignements précis et détaillés sur l'œuvre de réorganisation militaire à laquelle le gouvernement exilé s'est résolument et courageusement consacré dès la fin de la fatale année 1914. Il nous conduit d'abord dans les écoles spéciales organisées par ses soins : l'école d'infanterie à Gaillon, l'école d'artillerie sur les bords de la Manche, l'école du génie et celle de cavalerie; il nous guide ensuite vers les centres d'instruction établis pour les recrues et disséminés dans la basse Normandie et vers les fabriques de munitions et d'armes qui devaient assurer le ravitaillement de l'armée belge après les premiers achats effectués en France, en Angleterre et surtout en Amérique. Les futurs historiens ne devront pas non plus négliger ce volume.

Avec ses études sur Ernest Psichari et Charles Péguy, l'article sur Jeanne d'Arc et le récit du voyage de M. Joergensen de Rome à Paris, la France occupe à peu près la moitié du volume qu'il a intitulé *Dans l'extrême Belgique*. Ce n'est que vers la centième page que l'écrivain danois nous raconte sa visite à Sainte-Adresse et l'excursion qu'il fit au front belge sous l'égide de ses amis, M. et Mme Carton de Wiart, le ministre de la Justice du gouvernement du Havre et sa courageuse femme. Les lecteurs de la *Vie de saint François d'Assise* et des *Pélérinages franciscains* y retrouveront les qualités littéraires qui lui sont propres : une poésie douce, un vrai talent descriptif et une parfaite simplicité de style. Ils y trouveront encore l'expression fréquente de ses croyances religieuses, mais sans les allures agressives qui déparent trop souvent les écrits des néophytes.

Les deux derniers ouvrages énumérés en tête de cette rapide revue nous mènent de l'autre côté de l'Yser dans le royaume foulé aux pieds et pressuré par les légions du Kaiser. M. Van der Essen, professeur à l'Université de Louvain, trace l'historique clair et concis de la lutte contre l'envahisseur et des procédés d'occupation de ce dernier; il analyse l'esprit qui anime le gouvernement général usurpateur, notamment les visées du fameux von Bissing et celles du petit groupe d'intrigants et de fanatiques flamingants qu'il est parvenu à recruter pour constituer son triste « Conseil des Flandres ».

Madame ***, femme de vive intelligence et de grand esprit, est demeurée à Bruxelles pendant les deux premières années de l'occupation. Elle avait tenu un journal qu'elle tenait caché avec soin, mais qu'elle a naturellement détruit avant d'affronter les perquisitions de la police allemande à la frontière. Par bonheur, elle a une mémoire excellente et nous présente un tableau vivant de ce qu'elle a vu et entendu : l'arbitraire s'y étale en pleine lumière, tantôt odieux, tantôt mesquin et tracassier.

E. Castelot.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— Victor Delbos, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne. *Figures et doctrines de philosophes* (Plon-Nourrit, 1918, in-18 jésus, 329 p.). — Quand Delbos mourut si prématurément, le 16 juin 1916, le manuscrit de ce livre était déjà depuis deux ans entre les mains de l'imprimeur. « Si même avant la fin de l'horrible tourmente qui en a retardé l'apparition nous publions cet ouvrage », dit dans la préface M. Maurice Blondel, « c'est parce qu'il fait honneur à la France et à l'humanité, c'est parce qu'il est bienfaisant. »

Les études qui le composent concernent Socrate, Lucrèce, Marc-Aurèle, Descartes, Spinoza, Kant, Maine de Biran. Leur caractère commun est d'avoir été, à l'origine, des conférences destinées à des auditoires divers, sans doute, mais qui se ressemblaient pourtant en ce qu'ils n'avaient point de culture spéciale en philosophie. A ces esprits curieux surtout de morale et de psychologie, Delbos a voulu présenter non des doctrines abstraites et isolées de la vie, mais des hommes : les pensées, les personnes, les caractères restent inséparablement unis.

De Descartes, il fait revivre avec un singulier relief la figure de gentilhomme un peu fier, « impétueux et obstiné », qui se fait un point d'honneur de trouver dans sa raison seule tout ce qu'il importe de savoir et qui souvent, quand la discussion devient un peu vive, a comme un mouvement pour mettre la main à son épée. — On suit la vie de Spinoza, faite de renoncement volontaire, de dévouement absolu à la recherche de la vérité, d'acceptation patiente de la maladie, de résignation gaie et forte, « soutenue jusqu'au bout par l'esprit même qui avait engendré son œuvre philosophique ». Dans son bel ouvrage de jeunesse, *le Problème moral chez Spinoza*, Delbos avait employé déjà cette méthode réaliste à l'interprétation de la doctrine : ç'avait été une rénovation des idées courantes sur le spinozisme, une résurrection d'un système qui semblait géométrique et figé. — Maine de Biran, qu'il avait étudié avec prédilection ces dernières années, revit de même dans ce livre avec son extraordinaire sensibilité, son attachement à la politique, dont il souffre et qu'il ne peut quitter, son effort toujours continué sur une pensée philosophique profonde qu'il n'arrive à exprimer que d'une manière pénible et imparfaite, enfin son aspiration croissante à une foi religieuse dans laquelle il ne se repose jamais.

Ces articles sont écrits d'une venue, presque sans aucune note ni

référence. Mais, sous cette apparente spontanéité, quelle large et solide connaissance des documents, des textes qu'on pourrait ajouter à chaque ligne! Les soixante petites pages qui montrent en raccourci toute la philosophie de Kant sont assises sur l'énorme volume où il en avait jadis suivi pas à pas le développement; et il en est ainsi de tout le reste. Son érudition ressemblait à son caractère : sûre et fidèle. Il était de ceux sur qui l'on peut faire fonds. Par son long travail, par son éminente autorité de professeur et d'écrivain, il commençait à se sentir en droit de procéder plus librement, de se laisser aller à l'expression personnelle et spontanée de son sentiment historique. A cinquante-trois ans, on pouvait espérer qu'il inaugurait ainsi une période nouvelle et féconde de cette vie si bien remplie par l'enseignement et la recherche. Mais non : comme plusieurs de ceux dont il parle ici, lui-même a disparu en pleine maturité. Ce livre qui nous le rend si présent augmente encore le chagrin de l'avoir si tôt perdu. — A. L.

— Dr A. Combe. *Comment se nourrir en temps de guerre* (Paris, Payot et Cie, in-12, 235 p.; prix : 4 fr.). — Dr Maurice Boigey. *L'élevage humain* (Paris, Payot et Cie, 2 vol. in-12, 270 et 112 p.; prix : 6 fr.). — Le savant professeur à l'Université de Lausanne donne des indications précises et détaillées sur l'alimentation à adopter en temps de guerre; ses instructions sont surtout pratiques, mais elles sont également scientifiques, car, destinées à des lecteurs qui n'ont que de vagues connaissances en chimie organique, il les accompagne de tous les éclaircissements nécessaires pour mettre à leur portée les notions préliminaires indispensables.

L'ouvrage du docteur Boigey comprend deux parties : l'une relative à l'éducation physique, l'autre à la formation morale et intellectuelle. Il s'élève avec raison contre l'existence confinée entre quatre murs et le surmenage nerveux de la vie citadine, contre les mariages d'argent et l'institution, pourrait-on dire, des enfants uniques, contre l'alimentation excessive ou mal appropriée à nos occupations et à nos besoins, contre nos logis parisiens, vrais nids de tuberculose, contre l'initiation précoce aux plaisirs vénériens. M. Boigey n'est pourtant pas l'homme des solutions absolues; c'est ainsi qu'il n'est pas l'adversaire intraitable des boissons alcooliques bien préparées et prises en petite quantité. Mais pourquoi en veut-il tant aux voyages de noces? Dans plusieurs pays cette coutume règne en maîtresse et l'aîné n'y est pas plus chétif que les cadets.

En ce qui concerne la réforme de l'existence physique, tout le monde aujourd'hui est à peu près d'accord, du moins en théorie. Il n'en est plus de même dès qu'on pénètre dans le domaine de l'éducation morale, les uns voulant continuer à s'appuyer sur l'autorité divine, dont ils se croient les interprètes; les autres invoquant la raison abstraite et infaillible à leurs yeux. M. Boigey se méfie également de l'intolérance dogmatique des premiers et de la présomption ambitieuse des seconds. Pour lui, la loi morale doit se déterminer d'après l'ac-

tivité normale et l'équilibre de nos facultés. En matière de culture intellectuelle, cet équilibre n'est certes pas respecté; dans l'enseignement secondaire, nous faisons, d'après M. Boigey, travailler nos enfants trop tôt, trop et mal. A l'âge où se forme leur constitution physique, nous les condamnons, à son avis, à de véritables travaux forcés puisque, malgré les améliorations introduites depuis vingt ans, les programmes restent démesurés, les récréations insuffisantes, les exercices physiques sacrifiés. E. C.

La Guerre.

— Louis Barthou. *Sur les routes du Droit* (Paris, Bloud et Gay, in-8°, 333 p.; prix : 3 fr.). — Faire auprès du public une œuvre de propagande, poursuivre un « apostolat de sincérité », révéler les origines de la guerre, esquisser les efforts entrepris et inlassablement poursuivis par les nations de l'Entente, qu'il s'agisse des diplomates ou des généraux, des soldats ou des civils, dépeindre l'héroïsme de toutes les classes de la société, sans oublier les infirmières, si souvent victimes de leur devoir, voilà le dessein qu'a poursuivi M. Barthou. Champion confiant de la cause de la patrie, l'éminent homme d'État, irréductiblement sincère dans ses révélations, le père « endeuillé » qui souffre et qui sympathise, le Béarnais plein de bon sens, de finesse et d'humour, a fait entendre un vigoureux coup de clairon, écho lointain et toujours vrai de ces paroles de Lamartine : « La Prusse n'est pas une puissance assise sur ses propres bases; c'est un pays prêt à toutes les infidélités, à l'alliance, si on lui offre le prix de sa versatilité... Le cabinet de Berlin présente quatre faces. Sa seule politique est de décomposer pour absorber. C'est le dissolvant de l'Europe centrale. »

Ch. D.

— Général Malleterre. *Le soldat français* (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, in-8°, 32 p.; prix : 0 fr. 50; publication du Comité « L'effort de la France et de ses Alliés »). — Tant vaut le pays, tant vaut le soldat : l'effort de la France et celui du « poilu » se confondent. En nous permettant d'augmenter nos troupes de couverture, la « Loi de trois ans » a assuré notre plan de mobilisation d'une manière impeccable. Nos réservistes ont fait des merveilles; mais grâce à la supériorité écrasante du matériel, les Allemands ont gagné la bataille de Charleroi. Par une merveilleuse réplique, les « troupiers de Joffre » se sont redressés et ils ont sauvé la patrie à l'immortelle victoire de la Marne. Depuis, malgré le froid, la boue, la vermine, les pertes sanglantes, ils « grignotent » l'adversaire et ne feront grâce à la Germanie asservie par la Prusse que quand, suivant l'expression imagée de l'un d'eux, « on aura tué la guerre dans le ventre de l'Allemagne... pour que nous ne soyons plus un peuple de vaincus..., pour qu'on ne nous embête (*sic*) plus..., parce que le Droit est pour nous, puisqu'il s'agit de la France ». Ch. D.

— André FRIBOURG. *Croire. Histoire d'un soldat.* Frontispice de Paul-Émile COLIN (Paris, Payot et Cie, 1917, in-12, 255 p.; prix : 4 fr.). — Un très beau livre, avec un prélude. Le prélude raconte les grandes manœuvres de 1911. Beaucoup de réservistes étaient arrivés à la caserne et faisaient profession de pacifisme; mais c'est l'époque du « coup d'Agadir »; ils sont bientôt ressaisis par le métier militaire, tressaillent devant l'insulte faite à la France, se transforment, sont bien décidés à faire leur devoir le jour où la patrie fera appel à eux. Ils le montrèrent bien en août 1914, et ici commence le volume. Ils le montrèrent au départ qui se fit en chantant, dans ce « bois des Chevaliers » sur les Hauts-de-Meuse, où ils sont exposés en septembre et octobre à toutes les misères : pluie, boue, froid, insomnie, faim et soif, isolement, où les obus ennemis font rage, où beaucoup des leurs sont tués, et aussi « en Flandres », dans une région désolée, où, au début de 1915, ils se battent dans le sable. M. Fribourg nous montre la transformation de ses camarades du 106e d'infanterie; mais c'est sa propre transformation qu'il veut surtout analyser et il le fait avec une grande pénétration. Il note toutes les sensations qu'il éprouve avec une étonnante lucidité, même alors que les bombes tombent autour de lui : ne s'avise-t-il pas de songer, au moment où la mort est tout près, à une ancienne leçon d'histoire sur la conversion des Slaves au christianisme? Il a été blessé une première fois entre les deux campagnes des Hauts-de-Meuse et de Flandres, une seconde fois en septembre 1915. Sa nouvelle blessure l'a rendu presque aveugle, a atténué son goût et son odorat. Il expose comment il se réadapte à la vie nouvelle et comment s'achève en lui l'ultime métamorphose. Parlant de lui à la troisième personne, il écrit : « Au lieu de rester isolé, loin des hommes, il se retrempe au sein de la foule anonyme, prend conscience plus nettement des mille liens qui l'attachent à elle et, sûr de sa voie, ayant appris à espérer et à souffrir, à attendre et à *croire*, il trace son sillon quotidien. » Cette phrase explique le titre. Le livre ne contient pas le récit d'un retour à la foi religieuse, comme nous en avons eu quelques-uns, d'ailleurs fort beaux, au cours de cette guerre; M. Fribourg nous invite à croire à l'idéal et au devoir, à accepter librement notre travail de chaque jour et à le faire en toute conscience pour notre bien, celui de la patrie et de l'humanité. C. PF.

— Capitaine DELVERT. *Quelques héros.* Lettre-préface de Marcel PRÉVOST (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-12, 253 p., avec 16 grav. hors texte; prix : 3 fr. 50; dans la collection « Récits authentiques de la grande guerre »). — C'est une série de récits détachés, très brefs, d'une fort belle allure guerrière et d'une mâle énergie en leur concision : ils nous racontent les exploits de quelques-uns de nos braves, officiers ou soldats; ils signalent les prouesses de nos « belles divisions », la 14e et la 42e d'infanterie. Un certain nombre d'entre eux se rapportent aux combats de 1916 pour la défense de Verdun, d'autres

aux attaques sur la Somme en octobre 1916 ou à l'offensive du 16 avril 1917 entre Reims et Soissons. Outre les récits, des tableaux de guerre, des descriptions de Soissons, de Reims, d'Arras après les abominables bombardements des Allemands, un aimable chapitre sur « une représentation du théâtre aux armées ». Ce capitaine, qui a si énergiquement « tenu » dans le fort de Vaux, a un joli talent d'écrivain. Marcel Prévost a eu raison de lui dire : « Au milieu du formidable cauchemar, vos yeux ont gardé leur lucidité et votre plume sa manière alerte. »

C. Pf.

— Jean Jonnet. *Les carnets d'un officier, 1909-1914.* Préface de Louis Madelin ; introduction d'André Rouast (Paris, Plon-Nourrit, 1918, in-16, 351 p.; prix : 4 fr.).

L'exemple de ma mort les fortifiera mieux,

a écrit Jean Jonnet en citant Corneille. Ce vers caractérise le jeune officier tombé dès les premiers jours de la guerre à Gunsbach.

Dans la première partie de son livre, il expose sa conception personnelle du rôle de l'officier : il entend devenir un chef aimé et obéi, toujours prêt à l'action, être un véritable éducateur d'hommes disciplinés et patriotes. Viennent ensuite les réflexions suggérées au jeune officier par la déclaration de la guerre, qui nous rendra « la chère Alsace », et un trop court carnet de route où se révèlent des passages bien poétiques sur les Vosges. M. R.

— Robert Vaucher. *Constantin détrôné; les événements de Grèce, février-août 1917* (Paris, Perrin et Cie, 1918, in-16, 230 p.; prix : 4 fr.). — Ce livre est l'analyse des causes profondes des événements dont la Grèce a été le théâtre de février à août 1917. Lutte de la Grèce royaliste ou allemande et de la Grèce vénizeliste, abdication et départ de Constantin dûs à la fermeté de M. Jonnart, prestation du serment par le roi Alexandre, tels sont les principaux chapitres. L'action du baron Schenk a dû cesser devant celle du grand patriote qu'est M. Vénizelos, désireux de rendre à la Grèce les territoires qui ont été livrés lâchement aux Bulgares par le roi déchu. M. R.

— Y... *L'odyssée d'un transport torpillé* (Paris, Payot, in-32, 224 p.; prix : 4 fr.). — On a dit : ce livre n'est qu'un roman. Soit; mais tout le monde a reconnu qu'il en est peu de plus captivants, écrits dans une langue plus savoureuse. Il s'enveloppe de mystère : ainsi l'on ignore tout de l'auteur et l'on ne sait exactement si les lettres adressées par un officier de la marine marchande à un camarade de la flotte de guerre, qui constituent ce roman, ont été réellement écrites dans les circonstances indiquées ou si elles ont été plus ou moins imaginées après coup. Cette incertitude, où le lecteur est à dessein plongé, ne peut que chagriner l'historien habitué à la critique des textes. Artifices littéraires au service d'une critique très vive de l'incohérence qui

paraît avoir trop longtemps régné dans la marine au début de la présente guerre. C'est affaire aux gens de métier de dire jusqu'à quel point cette critique est fondée et si la censure eut raison d'y faire de fortes coupures quand les lettres parurent pour la première fois dans la *Revue de Paris*. Le commun des lecteurs, qui les trouvera dans le présent volume à peu près sans perte, ne peut manquer de penser qu'elle l'est en beaucoup de points, et c'est avec un plaisir mêlé de quelque irritation qu'il suit les aventures du pauvre *Pamir* jusqu'au jour où une torpille allemande l'envoie quelque part au fond de l'eau. Ce serait grand dommage pour les lettres françaises que ce dénouement fût vrai et qu'une mort anonyme nous eût privés d'un écrivain de race. Ch. B.

— *Guides Michelin pour la visite des champs de bataille. Champs de bataille de la Marne.* II. *Les marais de Saint-Gond. Coulommiers, Provins, Sézanne* (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 118 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous avons déjà signalé (t. CXXVI, p. 357) le tome I de ce guide du touriste; il se rapportait aux batailles sur l'Ourcq. Le tome II concerne les opérations militaires accomplies par la 5e et la 9e armées de Coulommiers à Sommesous. La partie historique est traitée avec clarté et précision. Celle qui doit servir de guide aux touristes, où abondent les détails archéologiques et historiques, sera parcourue aussi avec intérêt. Les illustrations donnent à celui qui ne peut quitter sa table de travail l'impression qu'un auto l'a conduit à travers ces paysages illustres, maintenant semés de ruines et de tombes. Un tome III sera consacré à la *Trouée de Revigny*. — Ch. B.

Histoire de France.

— Dr G.-J. Witkowski. *Comment j'ai appris l'histoire de France. Petits moyens mnémotechniques à l'usage des amnésiques. Les Bourbons : Henri IV* (Paris, librairie Le François, 1918, petit in-8° carré, VIII-224 p., nombreuses illustrations ; prix : 4 fr.). — Il existe des moyens mécaniques pour dompter une mémoire rebelle. L'auteur du présent livret expose le sien, dont il paraît fort satisfait : des coq-à-l'âne, des calembours à jet continu, des rapprochements tintamaresques de chiffres, de syllabes, de mots lui ont permis, assure-t-il, de fixer dans sa cervelle les principaux faits de la biographie de Henri IV. La plaisanterie est parfois assez réjouissante. Mais, sans être pudibond, on peut trouver désagréable le trop fréquent retour d'anecdotes graveleuses et, tant que subsisteront d'inutiles obscénités, en particulier l'appendice où sont rééditées à plaisir les curiosités malsaines et les petites saletés de l'enfance de Louis XIII consignées dans le Journal d'Héroard, il faudra déconseiller aux parents de laisser tomber le livre aux mains des enfants. *Decency forbids.* Ch. B.

— René Fage. *Un procès romanesque devant la Chambre de l'Arsenal* (Brive, imprimerie Roche, 1917, in-8°, 45 p.; extrait du

« Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze »). — Martial Borderie de Vernéjoux, maire perpétuel de Tulle, a-t-il été en réalité l'amant de la demoiselle de La Chaud, épouse abandonnée du capitaine d'Arche, et a-t-il causé, par des manœuvres d'avortement, la mort de celle-ci, survenue le 17 juillet 1687? Il nous paraît difficile de rien affirmer d'après les pièces de l'instruction à Tulle et les actes du procès jugé devant la Chambre criminelle de l'Arsenal; le maire ayant droit de *committimus*, Vernéjoux a en effet demandé au roi l'évocation de l'affaire. Certainement la Chambre mit, le 6 août 1696, l'accusé hors de cause. M. René Fage, qui croit à la culpabilité, nous expose toutes les phases de cette affaire : c'est un bien curieux échantillon des mœurs judiciaires et des haines qui divisaient une petite ville au XVIIe siècle. Le petit-fils de l'inculpé se distingua par sa piété; il racheta lors de la Révolution l'église des Carmes de Tulle, en fit don à la ville qui y installa la paroisse de Saint-Pierre; une inscription dans une des chapelles rappelle son souvenir.

C. PF.

— Ph. BARREY. *Le Havre maritime du XVIe au XVIIIe siècle*. Préface de Raphaël-Georges LÉVY, de l'Institut (Paris, Hachette, 1917, in-8°, VIII-277 p.; extrait des *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, publiés sous la direction de Julien Hayem, 5e série). — Nous avons souvent loué ici les travaux précis de M. Ph. Barrey. Son nouveau livre est une contribution particulièrement opportune à l'histoire de la navigation et du commerce français. Il comporte trois études : la première (p. 1 à 44), sur *les Normands au Maroc au XVIe siècle*, témoigne des pressentiments havrais sur l'importance que devait prendre un jour pour notre pays l'Afrique nord-occidentale; la seconde, sur *le Havre transatlantique de 1571 à 1610* (p. 45 à 209), écrite d'après les minutes des notaires et des registres de manufactures, précise la hardiesse des marins normands dans leurs premières relations avec l'Afrique et l'Amérique du Sud; la troisième et la plus importante, sur *le Havre et la navigation aux Antilles sous l'Ancien régime et la question coloniale en 1789-1791* (p. 211 à 276), éclaire l'évolution de l'opinion publique dans une ville qui tirait sa prospérité de la traite, au moment où l'on s'apprêta à bouleverser toutes les conditions économiques du trafic africain. L'Assemblée constituante hésita devant la réforme de l'esclavage; la Convention, en 1794, l'opéra. Le Havre, atteint dans sa richesse, fit contre mauvaise fortune bon cœur. En résumé, trois substantielles monographies, très bien venues à l'heure où la reconstitution de notre marine marchande apparaît comme un devoir national.

R. L.

— Jacques MEURGEY. *Étude sur les armoiries de la ville de Tournus* (Macon, Protat, 1917, in-8°, 52 p.). — La brochure où M. Jacques Meurgey étudie les armoiries de la ville de Tournus est à coup sûr un modèle du genre. Rien ne laisse à désirer : ni la docu-

mentation, rigoureuse et précise, ni l'illustration qui est parfaite (les armoiries ont été dessinées et gravées par Henry André). C'est l'œuvre d'un érudit pour qui la science héraldique n'a pas de secrets ; mais c'est aussi l'œuvre d'un historien, d'un artiste et d'un homme de goût. Les armes de la ville furent vraisemblablement constituées à la fin du XIVe siècle. Sans doute, la première pièce officielle remonte seulement à l'année 1523, quand l'abbé de Saint-Philibert obtint des requêtes du Palais une sentence « pour ôter de dessus la porte du chastel les armoiries... qui y avaient été affichées depuis peu », et c'est du XVIe siècle également que datent les trois tours qui ornent la façade de l'église Sainte-Madeleine. Mais il existe une représentation figurée plus ancienne sur une poutre d'une maison de la Pêcherie. D'autre part, les fleurs de lis qui figurent dans ces armoiries ont pour origine les panonceaux représentant la protection royale sur la ville où Jean le Bon était entré en 1362, un an après avoir réuni le duché de Bourgogne. Quoi qu'il en soit, à la fin du XVIe siècle, les armes de la ville semblent tout à fait admises et connues. Vers la fin du XVIIe siècle, on commence à noter quelques modifications imposées par des raisons esthétiques ou politiques. Le premier blasonnement indiquant les émaux est de 1717. Un siècle après, se place la plus belle page de l'histoire des armoiries de Tournus : l'héroïque défense contre les Autrichiens (23 janvier 1815), qui valut à la ville la Légion d'honneur. Un décret de Napoléon, en date du 17 mai 1809, avait prescrit la revision de toutes les armoiries qui devaient être confirmées par lettres patentes. A la suite des délibérations du Conseil municipal, une curieuse correspondance fut échangée entre M. Belliard, référendaire au sceau des titres, et M. Delaval, maire de Tournus. Finalement, la ville obtint ratification de ses armoiries par lettres patentes du 15 mars 1817 ; mais elle perdit les fleurs de lis que lui accordaient les plus lointaines traditions. M. Jacques Meurgey les considère comme un des trois éléments constitutifs des armoiries de Tournus, au même titre que les trois tours et la Légion d'honneur. Au terme de son étude, ayant examiné tous les documents et vérifié tous les projets, il s'arrête à la définition suivante : « De gueules, au château de trois tours crénelées d'argent, maçonnées de sable, celle du milieu ouverte et ajourée du champ, accompagné en pointe de l'étoile de la Légion d'honneur ; au chef cousu d'azur, chargé de trois fleurs de lis d'or. » L. V.

Histoire d'Allemagne.

— Paul Gaultier. *La barbarie allemande : les faits, les origines, les causes, la théorie* (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-16, 292 p.; prix : 3 fr. 50). — Cet ouvrage suggestif, bourré de faits et émaillé de citations toujours appropriées, forme un réquisitoire implacable contre la nation qui, mettant la science au service du mal, a ramené le monde

à l'époque des invasions barbares. Les rapports des commissions officielles, les aveux des soldats du Kaiser constituent la preuve irrécusable des atrocités plus ou moins raffinées commises par les reîtres d'outre-Rhin en France comme en Pologne, en Belgique comme en Serbie. Il peut paraître étonnant à première vue que les disciples de Luther et que les compatriotes de Kant en soient venus à un pareil mépris des lois naturelles et des conventions internationales les plus intangibles. Mais, depuis Fichte jusqu'à Nietszche, la philosophie allemande, de plus en plus exempte d'idéalisme, a progressivement exalté la volonté de puissance et flatté les instincts les plus vils. Les succès écrasants de la politique du « chancelier de fer » ont transformé en axiome cette formule qui lui fut si chère : « La force prime le droit. » Ainsi s'explique le pangermanisme, si bien défini par les Naumann, les Lasson, les Bülow et les Bernhardi, cette « religion de la violence » prêchée autrefois par Haeckel et par Clauszewitz. Elle ne voit dans la guerre qu'une opération économique qui justifie tous les attentats par la nécessité d'une lutte biologique pour le triomphe d'une nouvelle « race élue », aux yeux de laquelle « l'État allemand est le seul Dieu présent ici-bas ». Ch. D.

— Jules Frölich. *Le délire pangermanique.* Documents authentiques, traduits, annotés et commentés (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-12, 324 p., avec 28 dessins par Zislin; prix : 4 fr.). — Le pacifiste, le bourgeois et le pangermaniste sont en Allemagne bien d'accord; ils veulent l'hégémonie du monde pour leur patrie et chantent ensemble le *Deutschland über alles;* c'est ce que prouve M. Frölich en publiant des documents authentiques fort curieux émanés l'un d'un pacifiste — il en donne même une photographie — l'autre d'un bourgeois, le troisième d'un pangermaniste. Lisez la traduction du traité du pangermaniste Kurd von Strantz : *Vous voulez l'Alsace et la Lorraine? Nous prendrons toute la Lorraine et plus. Réponse aux cris de revanche français*[1]. L'outrance des prétentions germaniques qui y sont exprimées est telle qu'on pourrait croire à une mystification si nous n'avions pour garantie la mention de l'ouvrage dans le répertoire bibliographique de Hinrichs (*Halbsjahrs-Katalog*, 1912). M. Frölich répond de belle encre à l'auteur qu'il finit par appeler Gourde de Strantz. Dans Nancy, que menacent sans cesse les avions allemands, il faut bien rire un peu : M. Frölich s'est amusé de tous les travers et de la folle outrecuidance des Allemands, et sa verve joyeuse amusera ses nombreux lecteurs. C. Pf.

— Abbé E. Wetterlé. *Les coulisses du Reichstag. Seize années de vie parlementaire en Allemagne.* Préface de M. René Doumic (Paris, Bossard, 1918, in-8°, 240 p.; prix : 5 fr.). — M. l'abbé Wetterlé

1. *Ihr wollt Elsasz und Lothringen? Wir nehmen ganz Lothringen und mehr. Antwort auf das französiche Rachegeschrei.* Berlin, Politik, 1912.

fut élu député au Reichstag en 1898 par les électeurs du cercle de Ribeauvillé, en remplacement de l'abbé Simonis. Ce dernier, qui avait représenté Ribeauvillé depuis 1874, s'était retiré volontairement de la lutte ; il appartenait à la génération des protestataires de la première heure, qui s'abstenaient de se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne et allaient tout au plus pendant trois ou quatre jours par an à Berlin pour y faire entendre les récriminations des annexés. L'abbé Wetterlé suivit une autre conduite : pendant les seize ans qu'il siégea — ses électeurs lui demeurant obstinément fidèles — il fut le plus assidu des membres du Reichstag, s'initia aux affaires allemandes ; bientôt les budgets, les lois ouvrières et autres n'eurent plus de secrets pour lui ; il apprit aussi à connaître les dirigeants de la politique allemande et les principaux parlementaires et il sut les juger. Nous trouverons dans le volume des portraits de l'empereur Guillaume II, des chanceliers Hohenlohe-Schillingsfurst, Bülow et Bethmann-Hollweg, des ministres de la Guerre von Einem, von Haeringen, le futur bourreau de la cathédrale de Reims, Falkenhayn, puis ceux des chefs de partis, à commencer par les conservateurs pour finir par les socialistes. Ils défilent devant nous avec leurs traits physiques ou moraux. L'abbé Wetterlé, en voyant les figures et les gestes, devine les sentiments cachés et lit au fond des cœurs. En même temps que les hommes, il nous fait connaître l'institution. L'Allemagne ne possède qu'une parodie ou une caricature du régime parlementaire. Dans le palais du Reichstag, modèle de mauvais goût, peintures et sculptures glorifient la dynastie des Hohenzollern ; on y chercherait en vain une image rappelant les anciennes luttes des villes libres, le Parlement de Francfort, l'avènement du tiers état. Dans l'opéra qu'il a composé, paroles et musique, Guillaume II a blâmé Berlin d'avoir dressé jadis une statue à Roland, symbole des libertés municipales, et exalté l'Électeur qui la renversa. Le Reichstag est une assemblée servile qui enregistre les volontés de l'empereur et des ministres-fonctionnaires ; si l'un des partis manifeste quelque velléité d'opposition, il s'apaise dès que le chancelier a su lui faire quelque légère concession ; c'est le système du maquignonnage (*Kuhhandel*) dont il nous est donné plusieurs curieux exemples. L'abbé Wetterlé montre surtout que tous les partis du Reichstag ont été infectés par les idées pangermanistes, que l'Allemagne a voulu la guerre et s'y est préparée de longue date. Les seize années qu'il a passées au Reichstag ont été en réalité un prélude au terrible drame qui se joue en ce moment.

Le livre de M. Wetterlé a été écrit par tranches qui ont paru dans des journaux quotidiens et l'auteur s'excuse de ce que son ouvrage présente d'un peu décousu. Il nous annonce un second volume où il nous parlera, dans un ordre chronologique plus rigoureux, du *Landesausschuss* et du *Landtag* alsacien. Nous attendons le nouveau volume avec impatience. Tant au Parlement local qu'au Reichstag, l'abbé Wetterlé a été un fidèle et bon serviteur de l'Alsace. C. Pf.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— En 1915, il s'est trouvé un Alsacien, auteur de recueils de vers allemands, Frédéric LIENHARD, pour publier une brochure sous ce titre : *Wohin gehört Elsass-Lothringen?* A qui appartient l'Alsace-Lorraine? et pour donner comme réponse à cette question : à l'Allemagne. Il affirme qu'il a trouvé comme collaborateurs d'autres Alsaciens qui se sont réunis à lui « pour exposer d'une façon tout objective l'histoire, la nationalité, la langue et les conditions économiques de leur pays ». De ce pamphlet une traduction française a paru : *L'Alsace-Lorraine*, par quelques Alsaciens (Zurich, Rascher et Cie, 1916, in-8°, 94 p.). Nous ne connaissons point pamphlet plus misérable. Affirmer que les Alsaciens et les Lorrains sont de sentiments germaniques parce que les noms de lieux se terminent en *ingen* ou en *heim*, le paradoxe est fort. Des Francs se sont établis aussi au cœur de l'ancienne Gaule où des villages rappellent leur nom ; notre Bougival (*Bodegiselivallis*), près de Paris, porte le nom d'un seigneur allemand : est-ce une raison pour affirmer que les habitants de Bougival sont des Teutons? Dans le reste de la brochure, on célèbre l'esprit d'indépendance de l'Alsacien et son particularisme qui a résisté à la centralisation française ; puis, en décrivant l'essor économique du pays au début du XXe siècle, on montre avec complaisance que cet essor est dû à des capitaux et à des industriels allemands. On y lit, page 84 : « Comme les puits de pétrole de Pechelbronn ont, en 1912, également passé entre des mains allemandes, tous (*sic*) les sources, desquelles le pays peut tirer des matières premières pour son industrie, sont attirés (*sic*) dans le grand ensemble de la vie économique allemands (*sic*). » Le traducteur ignore le français et les auteurs la logique, en vantant tout ensemble le particularisme de la population et la mainmise des Allemands sur les sources de richesse du pays ; il y a dans cet accaparement une des causes qui font détester par les Alsaciens les Allemands venus de l'autre côté du Rhin. — Un Alsacien, qui signe J. R., répond de façon virulente, en excellente langue allemande, à Lienhard et consorts dans le livre *Wohin gehört Elsass-Lothringen? Zu Frankreich* (Lausanne, Payot, 1916, in-12, 86 p.). L'auteur semble être un de ces Alsaciens des nouvelles générations qui, tout en ayant fait leurs études dans les gymnases allemands et à l'Université allemande, ont gardé le culte des lettres, des arts, de la culture française et, par comparaison, ont bien compris tout ce que la culture de l'Allemagne, subjuguée par la Prusse, a d'orgueilleux, de tyrannique et d'envahissant. Avec une verve ironique, il reprend chacun des arguments de Lienhard, n'en laisse rien subsister, les retourne contre lui. Il montre comment l'Alsace s'est laissé gagner par la France qui a pris soin des intérêts des habitants, qui a créé l'unité de la province, qui a proclamé les droits de l'homme et les grands principes de liberté et de justice.

Si la langue est restée allemande à la campagne, les cœurs sont devenus français et ne se sont pas repris. En toute occasion, de 1871 à 1914, les Alsaciens ont manifesté leur haine contre l'esprit de caste prussien, l'insolence des hobereaux, les prétentions du militarisme. Qu'a fait après tout l'Allemagne pour les Alsaciens-Lorrains? Elle a favorisé à leurs dépens les habitants du grand-duché de Bade et le groupe industriel westphalien-rhénan. — Cette dernière démonstration a été reprise par un auteur suisse, Karl Hänggi, dans un article de la revue *Wissen und Leben* (1er octobre 1917) qui a pour titre : *Zur wirtschaftlichen Seite der Elsass-Lothringischen Frage*, et que nous ne saurions assez recommander à nos lecteurs. Il y est prouvé en termes excellents que l'Allemagne a négligé les vrais intérêts matériels de l'Alsace-Lorraine, soit que l'on considère les produits du sol ou l'industrie textile ou l'extraction du fer et de la potasse. Pour que les mines de potasse de Stassfurt en Thuringe pussent lutter avec celles qu'on a découvertes dans la forêt de Nonnenbruch, le prix de cette denrée a été élevé artificiellement par une loi d'Empire de 1910 et le paysan d'Alsace doit la payer très cher, comme si elle n'était pas à sa portée; cette singulière loi n'a été abrogée qu'au début de la guerre actuelle. Toujours le Reichsland a été chargé d'impôts d'Empire plus que les pays confédérés; en y construisant de nombreuses lignes de chemin de fer qui n'ont qu'un intérêt stratégique, on lui a réclamé une subvention de 20,000 marks par kilomètre, alors que les chemins de fer d'État ont toujours refusé de payer à l'Alsace-Lorraine le moindre impôt sur leur revenu qui est considérable. Cet article très court, mais tout rempli de faits, achève de nous montrer ce que valent les arguments des acolytes de M. Lienhard. C. Pf.

— Jules Hoche. *En Alsace reconquise* (Paris, Albin Michel, s. d., [1917], in-16, 318 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Jules Hoche, qui est un romancier, a assisté « à l'arbre de Noël » à Massevaux et à Thann en fin de décembre 1916; il est revenu dans le coin de l'Alsace recouvrée en avril 1917 et y a fait un séjour un peu prolongé; dans ce volume, il nous fait part de ses impressions de voyage en nous dissimulant pourtant jusqu'au chapitre final qu'il est Alsacien d'origine. « J'avais », écrit-il, « la crainte d'affaiblir mes simples arguments de rêveur et de sentimental en leur donnant couleur de plaidoyer *pro domo.* » L'artifice littéraire vaut ce qu'il vaut. On trouvera dans le livre des paysages, ainsi une description de la vallée de la Doller et des villages que la petite rivière traverse, des portraits de quelques types d'Alsace — ils sont brossés avec soin et les plaisanteries sur l'accent sont inoffensives — des exploits de nos poilus sur le Hartmannswillerkopf, de bonnes histoires telles qu'on les raconte au pays — l'une rappelle la Mouquette de Zola, d'autres ont été coupées par la censure; que pouvaient-elles bien contenir, grands dieux? — des réflexions sur le discours de réception de M. Vandal à l'Académie française, des considérations sur le patois alsacien, où nous lisons cette assertion

énorme : « Le patois alsacien ne contient pas un mot de français. » Je dois renvoyer M. Hoche à une thèse de l'Université de Strasbourg sur le français dans le dialecte alsacien (Karl Roos, *Die Fremdwörter in den elsässischen Mundarten*, Strassburg, 1903) et je l'engagerai à son prochain voyage à interroger un habitant de Thann sur la manière dont il traduit bouteille, carafe, parapluie, canevas, etc. On trouve dans le volume, un peu pêle-mêle, beaucoup d'autres choses, notamment le journal d'une jeune Alsacienne de Massevaux, allant du 29 juillet au 31 décembre 1914, très émouvant et dont le tour fort simple contraste avec la littérature de M. Hoche. En somme, livre que, malgré ses défauts, tout Français devrait lire : il en emportera la forte conviction que la France ne saurait, sans commettre de forfaiture, abandonner les Alsaciens de Thann, de Massevaux et de Dannemarie, non plus que tous les autres Alsaciens, aux représailles de l'Allemagne.

C. Pf.

Histoire des États-Unis.

— A. E. Peterson. *New York as an eighteenth century municipality. Prior to 1731.* — G. W. Edwards. *New York as an eighteenth century municipality, 1731-1776* (New York, Columbia University, 1917, in-8°, 199 et 205 p.; « Studies in history, economics and public law », vol. LXXV). — Cette histoire des institutions municipales de New York, faite surtout d'après les documents officiels, nous montre une New York bien différente de celle que nous voyons aujourd'hui. En 1653, lorsque New Amsterdam voulut être dotée d'une municipalité, elle avait un millier d'habitants et, en 1771, à peine vingt-deux mille. La population fut, dès le début, très cosmopolite. Les monnaies les plus diverses étaient en circulation; on évaluait aussi les prix en « castors » ou en perles de verroterie qui tenaient lieu de monnaie. Un des grands soucis de la municipalité fut la propreté des rues, ce qui l'amena à entamer contre les troupeaux de porcs que nourrissaient les habitants une lutte interminable qui durait encore en 1789. Un autre sujet d'inquiétude était le danger des incendies; un grand nombre de maisons étaient en bois et couvertes en bois ou en paille; parfois les cheminées mêmes étaient en bois. C'est seulement en 1775 qu'une loi provinciale, dont la guerre empêcha d'ailleurs l'application, obligea tous les propriétaires à couvrir les maisons en ardoise ou en tuiles. La police était peu de chose : on comptait, en 1738, trois constables pour dix mille habitants; en revanche, il y avait un cabaret pour cinquante-cinq personnes. Ces cabarets jouaient déjà un rôle important dans la politique new yorkaise. Les électeurs n'étaient pas incorruptibles, les élus non plus d'ailleurs. On en voyait la preuve dans la façon dont ils se distribuaient les uns aux autres les lots les plus avantageux dans les terrains qui appartenaient à la ville. Les gouverneurs eux-mêmes n'accordaient des chartes que contre finance. New York était, on le voit, déjà très moderne par certains côtés.

Il est à souhaiter que ces études, très intéressantes et très précises, soient poursuivies pour la période qui suit 1776. D. P.

— A. Schalck de la Faverie. *Napoléon et l'Amérique* (Paris, Payot, 1917, in-8°, 310 p.). — L'auteur de cet ouvrage expose en ces termes le but qu'il s'est proposé : « Il paraît excusable, malgré l'encombrement de la bibliographie napoléonienne, d'en augmenter encore le nombre par une contribution ayant pour but de faire ressortir les enchaînements historiques, les causes et les effets, tout l'ensemble enfin des circonstances qui, issues d'un lointain passé, s'endorment parfois pour se réveiller brusquement au choc de bouleversements réputés imprévus, telles ces matières brutes et inertes que l'on croit incombustibles et qui s'enflamment avec une prodigieuse vitesse au toucher d'une étincelle. Dans la période qui nous occupe, Napoléon fut celui qui mit l'étincelle ; son génie consistait précisément à la mettre là où et comme il fallait. Mais Napoléon, en l'occurrence, n'incarne que le destin qui, à ce tournant de l'histoire, fit se rencontrer les deux mondes sous la pression de problèmes qui attendaient depuis longtemps leur solution. » Ceci bien entendu, M. Schalck de La Faverie retrace à grands traits la colonisation de l'Amérique du Nord, puis la perte du Canada, puis l'histoire de l'indépendance des États-Unis. A la page 87, nous lisons : « Napoléon émerge et Washington hésite » ; mais, en réalité, c'est seulement à partir du chapitre v et de la page 112 que Napoléon « émerge » véritablement. 112 pages d'introduction sur 300, c'est beaucoup.

Pour la partie principale de son travail (question de la Louisiane et de la Floride, question du blocus continental, relations des États-Unis et de la Russie, guerre entre les États-Unis et l'Angleterre), l'auteur a fait certaines recherches aux archives des Affaires étrangères et utilisé un assez grand nombre d'ouvrages dont la liste est donnée à la fin du volume, le plus souvent sans la date de publication. Les références sont parfois bien insuffisantes; ainsi, page 189 : « Jefferson au général J. Mason, *Œuvres* » (les œuvres de Jefferson comprennent dix volumes). Mais ces détails n'ont évidemment pas été l'objet des préoccupations de l'auteur, qui s'attache moins à exposer les faits qu'à « faire ressortir les enchaînements historiques ». « L'homme propose et Dieu dispose, si l'on peut définir de la sorte l'enchaînement des causes aux effets », écrit-il à la page 251 au sujet des calculs de Madison et du parti républicain. Ailleurs, en parlant du soulèvement du 2 mai 1808 à Madrid : « Ce soulèvement populaire prouvait que l'antique patriotisme des Hidalgos n'était pas mort. Cependant, il était à double portée. S'il constituait la pierre d'achoppement contre lequel la fortune de Napoléon trouva son premier arrêt, il donnait aussi le coup mortel qui agrandit les fissures par lesquelles allait s'émietter et se dissoudre l'empire de toutes les Espagnes. » Quand on s'élève à des vues aussi générales, on peut négliger les références.

Le désir de faire ressortir « tout l'ensemble des circonstances » a parfois conduit l'auteur un peu loin. L'anecdote de la bonne femme provençale aiguisant son couteau de cuisine dans le dessein de le prêter à qui voudra tuer Napoléon (p. 288) ne paraît pas, de prime abord, se rattacher aux relations franco-américaines.

L'ouvrage est incontestablement destiné au grand public; mais le grand public trouvera peut-être qu'il a été rédigé hâtivement et que les épreuves ont été corrigées trop vite, car nous ne saurions croire, comme certains esprits chagrins, que la « crise du français » soit en train de s'étendre à l'histoire elle-même. D. P.

— Ferri-Pisani. *L'intérêt et l'idéal des États-Unis dans la guerre mondiale* (Paris, Perrin, 1918, in-16, 241 p.). — M. Ferri-Pisani, qui a visité les États-Unis et interviewé beaucoup de personnages considérables — M. Gerard, M. Myron Herrick, M. Oscar Strauss, M. Wilson lui-même — est revenu d'Amérique avec un livre intéressant, pittoresque et très vivement écrit. Certains passages, comme le récit de la saisie du *Vaterland* par un huissier, sont particulièrement réussis. Sans doute, M. Ferri-Pisani, qui est journaliste, a une tendance un peu trop marquée à user des grosses manchettes. Un chapitre est intitulé : « Vers la guerre contre les Alliés. » C'est beaucoup dire, semble-t-il, et, malgré des notes un peu vives, on peut douter que le Président et la nation aient songé sérieusement à s'engager aux côtés de l'Allemagne dans la guerre contre l'Angleterre. On lit ailleurs, à propos de la baisse du coton due à l'arrêt des exportations vers l'Europe centrale : « Une nouvelle guerre de Sécession pourrait s'ensuivre et ce sont les Alliés qui poussent l'Amérique à sa perte. » C'est beaucoup dire encore. Il n'est pas sûr que le *Dacia* ait porté « avec son coton l'inévitable rupture entre les Alliés et les États-Unis » et que cette rupture ne fut évitée que parce que le *Dacia* fut capturé par un navire français et non anglais; le cas du *Dacia*, vaisseau allemand acheté par un Américain douteux, était juridiquement peu défendable. Je ne suis pas certain non plus, pour ma part, que les Américains soient « fabriqués par série », ni que les Américaines aient toutes des « yeux d'acier », ni que l'homme rouge soit nécessairement « inassimilable à la civilisation ». Je ne crois pas que les États-Unis fussent encore une colonie anglaise si l'Angleterre n'avait pas été occupée avec Napoléon en 1812 et je suis persuadé que les puritains du Massachusetts ne sont pas des « luthériens sans confession ni pardon ». Mais ce sont là des détails. En montrant comment l'intérêt américain, qui, au début, était contre nous, s'est trouvé peu à peu d'accord avec l'idéal américain, qui devait nous être favorable, M. Ferri-Pisani a fait œuvre utile au point de vue historique. Peut-être insiste-t-il un peu trop sur l'intérêt. Que la cote du coton et du cuivre ait joué un rôle important dans la détermination des hommes d'affaires, nul ne voudra le contester. Les torpillages aussi ont beaucoup fait pour notre

cause[1]. Mais ce n'est pas uniquement le cours du coton et ce ne sont pas seulement les torpillages qui ont amené les soldats américains dans nos tranchées. Ce n'est pas non plus uniquement le souvenir de La Fayette. Malgré l'indifférence coupable avec laquelle nous avions laissé l'Amérique se mettre à l'école de l'Allemagne, les intellectuels de l'Est ont, au grand scandale de leurs professeurs allemands, combattu pour notre cause et profondément influé sur la destinée. Ce n'est pas une chose indifférente que d'avoir pour soi l'intelligence d'une nation. D. P.

— Carl ZOLLMANN. *American civil Church law* (New York, Columbia University, 1917, in-8°, 473 p.; « Studies in history, economics and public law », vol. LXXVII). — Cet ouvrage est une étude juridique très minutieuse et très savante sur le statut légal des communions religieuses qui se partagent la population des États-Unis. Bien qu'il soit destiné avant tout aux juristes, les historiens ne le liront pas sans intérêt. Le chapitre Ier (*Religious liberty*) a une portée générale et nous montre la conception américaine de la liberté religieuse, qui diffère de la nôtre sur plus d'un point. Les chapitres sur les « corporations » religieuses, sur leurs droits de propriété, sur les schismes et leurs conséquences légales, sur la protection des « meetings » religieux contre tout désordre, sur la situation légale des ecclésiastiques et des fonctionnaires des églises nous font voir tout un côté singulièrement peu connu de la vie religieuse du peuple américain. Les historiens recourront plus tard au travail de M. Zollmann comme à un recueil précieux de faits et de documents. D. P.

— F. C. MILLS. *Contemporary theories of unemployment and of unemployment relief* (New York, Columbia University, 1917, in-8°, 178 p.; « Studies in history, economics and public law », vol. LXXIX). — Malgré son titre général, l'ouvrage de M. Mills est exclusivement consacré à l'étude des théories anglaises et américaines sur les causes du chômage et les moyens de le prévenir ou d'y remédier. Il est divisé en deux parties — Angleterre et Amérique — dont la première, comme il est naturel, est de beaucoup la plus développée; aux États-Unis, en effet, le problème est de date récente et n'a pas donné lieu à des travaux aussi importants et aussi originaux qu'en Angleterre. Méthodiquement, avec une précision un peu sèche, M. Mills résume et classe les idées de chacun, le plus souvent sans les discuter. On regrette parfois qu'il n'ait pas présenté avec plus d'ampleur certaines de ces théories et qu'il n'ait pas développé davantage les indications qu'il donne sur la situation industrielle aux États-Unis et sur le problème du « tra-

1. A ce propos, comment M. Ferri-Pisani sait-il que le Kaiser et Bernstorff étaient opposés aux torpillages? Comment sait-il que les sabotages et explosions d'usines sont l'œuvre d'agents subalternes, agissant en dehors de l'ambassadeur? Ce n'est guère conforme à ce que nous savons de la discipline et de l'organisation allemandes.

vailleur flottant », qui est spécialement américain. On préférerait qu'il eût, au besoin, réduit à quelques lignes les quelques pages nécessairement peu originales dans lesquelles il essaie de résumer toute l'histoire de la loi des pauvres en Angleterre. La bibliographie rendra des services; mais, dans une étude de ce genre, qui est avant tout une histoire des doctrines, il semble indispensable de faire connaître pour chaque ouvrage la date de la première édition et non pas seulement la date de l'édition dont on a fait usage. Il serait fâcheux qu'un lecteur distrait pût croire, par exemple, que les *Principes d'économie politique* de Ricardo ont paru en 1881. D. P.

— André SIEGFRIED. *Deux mois en Amérique du Nord* (Paris, A. Colin, 1916, in-16, 140 p.). — Pendant l'été de 1914, M. André Siegfried, qui avait déjà visité l'Amérique du Nord et consacré notamment au Canada une substantielle étude, voyageait de New York, par Ottawa, Chicago, Denver et le Yellowstone, à San-Francisco, et il envoyait au fur et à mesure au *Petit Havre* des lettres vivantes et sincères, miroir attrayant et fidèle des mœurs de là-bas. La guerre vint interrompre ce périple. On saura gré à M. André Siegfried d'avoir réuni ses impressions en volume. Ses pages rapides et colorées sont parmi les meilleures du genre. R. L.

— George Dobbin BROWN. *An Essay towards a bibliography of the published writings and addresses of Woodrow Wilson 1910-1917* (Princeton, the Library of Princeton University, 1917, in-8°, VI-52 p.; prix : 75 cents). — En 1913, M. Harry Clemons avait déjà donné une bibliographie des œuvres et discours du futur Président jusqu'à l'année 1910, où M. Wilson donna sa démission comme président de l'Université de Princeton. M. Brown continue l'œuvre de son prédécesseur jusqu'à la fin de la première administration de M. Wilson comme Président des États-Unis. Cette bibliographie compte plus de 200 numéros; elle se compose en grande partie de discours et de messages adressés aux deux Chambres du Congrès américain. L'auteur déclare d'ailleurs qu'il n'a pas la prétention d'être complet. En tête, il a mentionné un petit nombre d'articles qui avaient échappé à M. Clemons. Trouvera-t-on beaucoup à glaner après lui? Ch. B.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— F. SEEBOHM. *The teaching of history and the use of local illustrations* (« The historical association », n° 45, février 1918, in-8°, 16 p.). — Feu Frederic Seebohm lut à l'école des filles de Hitchin, en 1910, un mémoire où il montrait combien il était intéressant d'expliquer l'histoire par l'aspect même des lieux : à Hitchin, en effet, on a trouvé des antiquités préhistoriques et romaines; on peut y rencontrer, aujourd'hui encore, des traces de l'occupation romaine et saxonne, de la conquête normande, des transformations rurales qui se sont accom-

plies à l'époque moderne. Cette démonstration est appuyée de plusieurs plans de Hitchin et du village de Great Wymondley, Herts. — Ch. B.

— W. M. Flinders Petrie. *Neglected British history* (Londres, Humphrey Milford, 1918, in-8°, 28 p.; prix : 2 sh.; extrait des « Proceedings of the British Academy », vol. VIII). — Simple brochure, mais qui ouvre de vastes horizons. L'auteur reproche aux historiens qui ont exposé les origines de la Bretagne d'avoir négligé les sources bretonnes; il croit pouvoir affirmer qu'à côté du récit fait par César de ses deux expéditions en Bretagne, il y eut un récit breton, indépendant de César, mais fort semblable au sien. Ce récit breton servit de base à une Chronique du royaume de Gloucester, composée sans doute au premier siècle de notre ère par un Breton romanisé, puis à la Chronique galloise de Tysilio. Dans Tysilio, M. Petrie voit, non point comme la plupart des érudits, un abrégé de Geofroi de Monmouth, mais au contraire une des sources auxquelles a puisé Geofroi et cette source est pure. Examinée de près, elle rend vraisemblables les rapports des Bretons avec les Romains au IIe et au IIIe siècle de notre ère, même la lettre de Lucius au pape Éleuthère. Tysilio est cet ancien livre breton que Gautier, archidiacre d'Oxford, traduisit du gallois en latin et donna à Geofroi. De même, on n'a pas tenu un compte suffisant des dates fournies par les triades galloises pour l'histoire des invasions anglo-saxonnes; on a trop négligé aussi les lois galloises de Dynwal Moelmud, bien antérieures à celles de Howell le Bon (Xe siècle) et qui nous renseignent admirablement sur la condition sociale des Bretons à l'époque païenne. Voilà donc, conclut M. Petrie, tout un domaine qu'il faut étudier avec soin : « Ce qui importe aujourd'hui pour l'histoire de la Bretagne », dit-il en terminant, « c'est un érudit connaissant bien les anciennes langues celtiques : gallois, breton, irlandais, et le latin post-classique, qu'il soit bon paléographe, qu'il sache raisonner en historien, non en mythologue. » Les sources à exploiter sont nombreuses : le *Brut y Brenhined* de l'an 940, tous les manuscrits de Tysilio, Gildas, Nennius, étudiés en eux-mêmes et dans leurs rapports de filiation, Henri de Huntingdon, même les chroniqueurs écossais très postérieurs, comme Jean de Fordun, Hector Boèce, qui peuvent avoir eu à leur disposition des sources perdues remontant à l'époque romaine, les Annales irlandaises, enfin la littérature galloise : le Mabinogion, les triades, les lois. C'est de tous ces éléments que devrait être composé le récit vraiment critique des invasions en Bretagne. C'est aussi tout un programme de recherches qui s'impose à l'attention des celtisants. Ch. B.

— *The Cambridge history of english literature*. Edited by Sir A. W. Ward and A. R. Waller. Tomes XIII et XIV : *The nineteenth century*, vol. II et III (Cambridge, at the University Press, 1916, in-8°, XI-611 et XII-658 p.). — Ces deux volumes terminent l'ouvrage, véritable monument élevé à l'histoire de la littérature anglaise. Monument

élevé par une équipe d'habiles ouvriers dirigés par des chefs éminents, mais dont toutes les pierres ne sont pas également solides et dont l'aspect général laisse une certaine impression d'incohérence et comme d'inachevé.

En voici la distribution. Le tome XIII comprend quatorze chapitres : Carlyle, par J. G. ROBERTSON; les Tennyson, par Herbert J. G. GRIESON; les Browning, par Sir Henry JONES; Matthew Arnold, par W. Lewis JONES; les Rossetti, William Morris et Swinburne, par A. Hamilton THOMPSON; les petits poètes du milieu et de la fin du XIXe siècle et la prosodie du XIXe siècle, par George SAINTSBURY; le drame, par Harold CHILD; Thackeray, par A. Hamilton THOMPSON; Dickens, par George SAINTSBURY; le roman politique et social : Disreli, Kinsley, George Elliot, par Sir A. W. WARD; les Brontë, par A. JACK; les romanciers : Lord Lytton, A Trollope, G. Meredith, par W. T. YOUNG. Le tome XIV comprend quinze chapitres : les philosophes, par W. R. SORLEY; les historiens, les biographes et les orateurs politiques, par Sir A. W. WARD; la critique, par Hugh WALKER; le journalisme, par J. S. R. PHILLIPS, et le journalisme universitaire, par Vernon Horace RENDALL; la caricature et la littérature du sport, par Harold CHILD; la littérature de voyages, 1700-1900, par F. A. KIRKPATRICK; la littérature scientifique : physique et mathématiques, par W. ROUSE, chimie, par M. Pattison MUIR, biologie, par A. E. SHIPLEY; la littérature anglo-irlandaise, par Alfred Perceval GRAVES; la littérature anglo-indienne, par Edward Farley OATEN; la littérature anglo-canadienne, par Pelham EDGAR et Harold CHILD; la littérature australienne et néo-zélandaise, par Harold CHILD; la poésie du Sud-Afrique, par Sir Herbert WARREN; l'éducation au XIXe siècle, par J. W. ADAMSON; les changements dans la langue anglaise depuis l'époque de Shakespeare, par W. MURISON.

On remarquera la part faite, non sans raison, à la littérature anglaise telle qu'elle s'est acclimatée et développée hors de l'Angleterre, dans les pays d'outre-mer, où son fécond génie a enfanté de nouvelles « Puissances » politiques et intellectuelles; mais aussi le manque d'équilibre entre les divers parties de l'édifice : à côté de la grande façade des Dominions, on place pour finir deux petits cottages où l'on traite d'école et de grammaire. Au chapitre sur Carlyle, fortement conçu et qu'il faut lire avec soin si l'on veut comprendre exactement jusqu'à quel point ce génial pamphlétaire était inféodé à l'Allemagne, s'oppose par contraste celui qui est consacré à la littérature historique, trop littéraire, où l'on ne montre point le remarquable changement apporté depuis un quart de siècle, par l'érudition pure, dans la manière d'écrire l'histoire. Les quelques pages par lesquelles les directeurs de l'entreprise disent adieu à leur public paraîtront pâles après le grand effort qu'ils ont fourni. Ils auraient dû s'imposer la tâche d'en faire mieux ressortir l'importance pour l'histoire générale; ils ont été vraiment trop modestes.

N'oublions pas de rappeler que la bibliographie de chaque chapitre, renvoyée à la fin des volumes, est une mine de renseignements utiles et qu'elle complète heureusement les indications parfois un peu rapides du texte. En somme, cette histoire de la littérature anglaise est un instrument de travail indispensable à tous ceux qu'intéresse le développement de la civilisation anglaise à travers les siècles. — Ch. B.

— Frederick Bligh Bond. *The gate of remembrance. The story of the psychological experiment which resulted in the discovery of the Edgar chapel at Glastonbury* (Oxford, Blackwell, 1918, in-8°, x-176 p.; prix : 6 sh.). — M. Bond est un archéologue, directeur des fouilles exécutées ces dernières années sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Glastonbury. Il est en outre membre d'une Société de recherches psychiques (S. P. R.) et, comme tel, il a pu entrer en relation avec l'esprit des anciens moines ou abbés de la célèbre abbaye. Ils ont répondu; un ami de M. Bond a, sous leur dictée, reproduit automatiquement leurs déclarations durant plus de cinquante séances, qui eurent lieu du 7 novembre 1907 au 30 novembre 1911, et dont on nous en donne ici le procès-verbal détaillé. Quelques-unes sont en bien mauvais latin : « Ego sum Johannes qui ex memoria rei dico — meminisco — dixi annorum 1492 » (p. 57). Mais cet énigmatique Jean est un « enfant de la nature ». En suivant les indications de plus en plus précises fournies pendant ces quatre années, M. Bond et son ami ont réussi à découvrir les substructions d'une chapelle dite du roi Edgar en prolongement du chevet de l'église, etc. Ne cherchons pas ni à critiquer ni à dénigrer le mode de recherches employé par le membre de la S. P. R., homme de foi et de bonne foi; il est de ceux que la raison ne connaît pas. Enregistrons tout simplement les résultats obtenus par l'archéologue; on en pourra faire son profit. Ch. B.

— J. Wickham Legg. *Studies in Church history. Essays liturgical and historical* (Londres, Society for promoting christian knowledge, 1917, in-16, 187 p.; prix : 5 sh.). — L'auteur a réuni dans ce volume sept études sur des questions de liturgie : 1° Notes sur la composition des « collectes », prières dont la première forme est fournie par le second livre des Machabées, et sur leurs formes diverses jusqu'au temps d'Édouard VI. 2° Critiques sur le canon de la messe, d'après les observations d'auteurs catholiques anciens et modernes; il n'est pas douteux que le canon suivi dans l'Église latine présente des incohérences et des erreurs inconnues de la liturgie orientale. Ces critiques ont pour objet de tempérer l'admiration béate de certains anglicans dévots pour qui la liturgie catholique est de tout point parfaite. 3° Cérémonies observées pour la dégradation d'un prêtre; examen du cas de Samuel Johnson en 1686. 4° La bénédiction du pallium épiscopal; histoire de cette pièce de vêtement dans l'Église grecque, où il était porté sous le nom d'omophorion par tous les évêques, et dans l'Église latine, où il devint de bonne heure le signe d'une situation

éminente attribuée par le pape à un évêque ou, plus souvent, à un archevêque. Expose comment le pape bénissait le pallium, considéré comme une relique de saint Pierre. Cranmer revint en un certain sens à l'usage de l'Église primitive quand il conféra le pallium à l'archevêque d'York. 5° De l'emploi des vêtements de couleur dans les cérémonies liturgiques depuis le XIIe siècle. 6° Du voile que pendant le carême on tendait en avant du chœur dans les églises d'Angleterre au moyen âge; l'auteur a retrouvé cet usage de nos jours en Sicile et en Espagne. 7° Des cierges allumés portés en procession. Les deux archevêques de Cantorbéry et d'York décidèrent en 1899 que cet usage était contraire à la loi de l'Église d'Angleterre; mais il a toujours été observé aux funérailles de la famille royale. — Deux tables : l'une des formes liturgiques, l'autre des noms propres et des noms de chose, terminent ce petit volume où les curieux des choses ecclésiastiques trouveront en outre une abondante bibliographie spéciale. Ch. B.

HISTOIRE D'ORIENT.

— Comte Louis de VOÏNOVITCH. *La monarchie française dans l'Adriatique. Pages d'histoire diplomatique. Histoire des relations de la France avec la République de Raguse, 1667-1789.* Préface d'Ernest DENIS, professeur à la Sorbonne (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1917, in-12, XXX-241 p.). — M. de Voïnovitch est un Ragusain, historien très estimé parmi les Slaves du Sud. Il a entrepris d'exposer les relations de Raguse avec les rois de France depuis 1667 jusqu'en 1789. S'il commence à l'année 1667, ce n'est pas qu'auparavant il n'y ait eu aucun rapport entre le gouvernement français et la petite République; on en pourrait relever plus d'une manifestation à partir de Louis XII. Mais, le 7 avril 1667, un terrible tremblement de terre a détruit en partie la ville dont la décadence depuis lors n'a cessé de s'accentuer. C'est à cette période de lente agonie que se rapporte le présent ouvrage. Il comprend six chapitres : Louis XIV et Raguse (1667-1680); le traité de Vienne en 1684; le protectorat de la France en Orient : Raguse et Venise; questions de neutralité (1747-1756); l'affaire Le Maire (1757-1764); Raguse et la Russie (1770-1775); le traité de commerce (1776) et les derniers rapports avec la monarchie (1776-1789). Louis XIV était assez mal disposé envers la petite République à cause de ses relations avec les Habsbourgs. Louis XV, au contraire, soutint contre Venise les revendications séculaires de Raguse en ce qui concernait la liberté de la navigation. Le 17 mai 1751, le ministre Rouillé demandait à l'ambassadeur de France à Constantinople un mémoire sur l'état de la République « où il me semble », disait-il, « que nous pourrions former une échelle des ressources pour l'Adriatique ». Ce projet reçut un commencement d'exécution en 1757 par l'envoi d'un consul nommé Le Maire, qui d'ailleurs échoua et fut rappelé en 1764. Sous son successeur, Prévost, la politique d' « échelles »

faillit amener une rupture avec la République; tout finit par s'arranger : la convention de Grasse (16 novembre 1765) fut « une satisfaction pour le roi et un bien pour la République ». Avec Vergennes, les rapports furent excellents; ils aboutirent à l'approbation donnée par Louis XVI (4 janvier 1776) au fameux traité de commerce franco-ragusain, vrai chef-d'œuvre de justice et d'équité internationales. Ainsi Raguse, jalouse par-dessus tout de son indépendance, réussit, par une politique à la fois docile et décidée, à se tirer de l'embarras où aurait pu la jeter la diplomatie française. Elle ne put devenir une « échelle de ressources » parce qu'elle était un État. D'autre part, admiratrice de la France, elle devint son amie sincère dans la Méditerranée.

Ce tableau des relations entre la minuscule République et le puissant royaume a été traité de première main. L'auteur indique ses sources. Nous le louerons en outre d'avoir ajouté à son livre un index alphabétique des noms propres.

Dans une véhémente et vibrante préface, M. Ernest Denis, un des rares historiens français qui connaissent les Slaves du Sud, leur littérature et leur histoire, a retracé en traits rapides l'histoire de Raguse depuis la destruction par les Slaves de l'ancienne cité gréco-romaine d'Épidaure (la Ragusa vecchia du moyen âge) et la fondation par les fugitifs de la nouvelle Raguse au VIIe siècle jusqu'à la fin de l'empire byzantin. République aristocratique, italienne d'aspect extérieur, en réalité « la dernière colonie du latinisme classique ». Les Italiens d'aujourd'hui, légitimes héritiers de la Rome antique, doivent tenir à honneur de continuer son œuvre : elle a conquis le monde pour le civiliser, non pour l'asservir. D.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires**. 1918, mars-avril. — Albert MATHIEZ. Les pèlerins de la liberté (énumère les étrangers, surtout Allemands et Anglais, qui vinrent en France pour voir chez lui le peuple libre qui venait de faire la Révolution). — Gustave ROUANET. Robespierre à la Constituante en juillet 1789 (expose l'intervention de Robespierre dans plusieurs débats, du 20 au 31 juillet. Son nom est souvent estropié : on l'appelle « Robert-Pierre » ou « Robesse-Pierre » ; mais les journaux dans leurs comptes-rendus le distinguent déjà parmi la foule des députés anonymes et rien ne permet de dire qu'il se soit fait une réputation de ridicule pour ses débuts). — Maurice DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. Le mariage des prêtres (à la fin de 1794, on comptait à Beauvais quinze prêtres mariés ; après la tourmente révolutionnaire, la plupart se firent oublier ; d'ailleurs, les unions contractées par eux n'étaient pas de nature à leur concilier le respect du public). — Léon DUBREUIL. L'idée régionaliste sous la Révolution. III. Le « départementalisme » (du mois d'août 1790 au mois d'août 1792, la France a été gouvernée par quatre-vingt-trois petites républiques vraiment autonomes et presque indépendantes. En faisant le 10 août, la Commune de Paris a sonné le glas du « départementalisme » ; les républiques départementales y ont perdu l'autorité quasi-souveraine que la loi leur avait conférée. « Surveillés par les comités révolutionnaires, épurés et réépurés, les directoires ne seront plus que les serviteurs humiliés du gouvernement »). — Albert MATHIEZ. Les malles de Reubell (signale un arrêté du Comité de sûreté générale ordonnant, 23 nivôse an II, « de remettre à la Monnaie l'argenterie trouvée chez le citoyen Reubell, député, dont l'état a été dressé par le comité révolutionnaire de la section des Tuileries, qui demande à en disposer ». D'où venait cette argenterie ?). — J. MAUVEAUX. Le testament du colonel Berdot, « soldat volontaire » de 1792 (ce testament est daté du 7 juillet 1792 ; Berdot mourut d'ailleurs longtemps après, en 1825). — Maurice DOMMANGET. Le pain de pommes de terre à Beauvais en 1812. — Un satisfecit officiel aux républicains révolutionnaires, juin 1792. — G. VAUTHIER. Les armoiries des villes sous le Premier empire. = C.-rendus : *Cl. Perroud*. La proscription des Girondins, 1793-1795 (critique assez aigre du livre qui ne manque pas cependant de mérite : il s'y trouve un certain nombre de faits nouveaux ; « il y a même dans la conclusion un effort d'impartialité

notoire »). — *A. Mathiez*. La victoire de l'an II. La monarchie et la politique nationale (deux brochures présentées par l'auteur lui-même au public. Il y rétablit un certain nombre de passages effacés par la censure). — *Ph. Sagnac*. Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (documentation et critique insuffisantes; livre bâclé et superficiel, etc.). — *Ém. Sevestre*. Étude critique des sources de l'histoire religieuse de la Révolution en Normandie, 1787-1801 (bon instrument de travail, malgré des lacunes et des appréciations contestables).

2. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français**. 1917, octobre-décembre. — Quatrième centenaire de la Réformation; discours de Frank PUAUX, président de la Société; conférences de N. WEISS, Luther et la Réforme française, et d'Émile DOUMERGUE, Calvin et l'Entente (recherche l'origine des idées qui inspirent le président Wilson et établit cette filiation : Calvin, John KNOX, les puritains d'Angleterre, les puritains d'Amérique et leurs Déclarations, la Déclaration de 1789 en France et M. Wilson). — Marcel GODET. Les protestants à Abbeville au début des guerres de religion, 1560-1572; suite (de 1562 à 1565, la paix d'Amboise du 19 mars 1563; venue du prince de Condé à Abbeville, 28 juillet 1565). — Guy DE POURTALÈS. Quatre textes du psaume XLII au XVIe siècle (c'est le psaume : Comme un cerf altéré; ces traductions sont de Cl. Le Maistre, 1548, Jean Poitevin, 1550, Théodore de Bèze, 1551, et sans doute de Gilles d'Aurigny, 1555). = C.-rendus : *Albert Monod*. De Pascal à Chateaubriand (aussi intéressant que considérable; quelques erreurs). — *Paul Bert*. Histoire de la révocation de l'Édit de Nantes à Bordeaux et dans le Bordelais, 1653-1715 (recommandable, mais la documentation n'est pas suffisante).

3. — **Comité des travaux historiques et scientifiques**. Bulletin philologique et historique. Année 1916 (Paris, Imprimerie nationale, 1917, [distribué en 1918]). — Jean CHAPELLAIN, médecin de François Ier. Lettre au chancelier Du Bourg, 5 juin [1536], publiée par Alex. TUETEY (pour le prier de délivrer les « pauvres » Ursulines de l'Eau, diocèse de Chartres, qui étaient « travaillées et tourmentées de malins esperits »). — Alex. TUETEY. Lettre de la Faculté de théologie de Paris au chancelier Du Bourg, pour lui annoncer Jean de Gaigny, docteur et professeur en théologie, chargé d'informer ce chancelier sur « les pernicieuses sectes et opinions » qui « pullulent en France ». Cette lettre est du 17 mars, mais d'une année non indiquée). — G. GUIGUE. Archives du chapitre de la cathédrale de Lyon récemment découvertes (c'est la plus précieuse partie des archives capitulaires qui avaient sans doute été déposées dans une cachette au début de la Révolution et qu'on a retrouvées dans les combles d'une des chapelles de la cathédrale au cours de travaux d'entretien). — Alex. TUETEY. Documents relatifs à Jean Dorat, à Antoine Baïf et à Philippe Desportes (1586-1598). — Roger DROUAULT. Deux documents sur les prisonniers de guerre en Loudunais, 1644 et 1709. — G. GUIGUE.

Le cartulaire de l'église de Lyon (c'est le cartulaire dit de 1350, récemment retrouvé; énumération des pièces qui y ont été transcrites et qui vont de 852 à 1338; texte de dix-sept de ces pièces, de 1200 à 1338). — BAGUENAULT DE PUCHESSE. La défense du maréchal de Marillac (d'après un papier provenant de la bibliothèque de l'Oratoire de Paris; daté du 28 avril 1632). — A. GAZIER. Journal d'un docteur de Sorbonne, 1697-1700 (extraits d'une sorte de journal humoristique et satirique, tenu par un docteur anonyme; il se rapporte au régime intérieur de la Faculté de théologie à la fin du XVIIe siècle. Il y est beaucoup question de Jacques Boileau, le frère du poète, de Jean de Launoy, le « dénicheur de saints », etc.). — Charles BÉMONT. Les factions et les troubles à Bordeaux de 1300 à 1330 environ (huit documents inédits provenant du British Museum et du P. Record Office). — Comte DE LOISNE. Diplomatique des actes de Robert II, comte d'Artois, 1266-1302 (suivi de vingt-trois chartes inédites de 1269 à 1299). — Chr. PFISTER. Extraits d'un mémoire de l'intendant Charles COLBERT, sur les Trois-Évêchés, 1664 (mémoire confidentiel adressé par Charles Colbert à son frère, le contrôleur général). — Léon DOREZ. La collection Alexandre Bixio à la Bibliothèque nationale (inventaire détaillé de cette collection qui contient beaucoup d'autographes, de documents et de portraits depuis le XVIe siècle jusqu'au commencement du second Empire).

4. — La Révolution française. 1917, novembre-décembre. — Léon DUBREUIL. Le clergé de Bretagne aux états généraux de 1789 (leur rôle dans la chambre du clergé, en mai et en juin, avant la réunion des trois ordres, d'après la « Collection des bulletins de la correspondance de Bretagne, tant du clergé que de la sénéchaussée de Rennes », dont il ne subsiste plus qu'un exemplaire). — Hippolyte BUFFENOIR. L'image de J.-J. Rousseau dans les sociétés de la Révolution à Paris (en 1791 et 1792; le 15 avril 1792, lors de la première fête de la Liberté, célébrée « à l'occasion des quarante soldats de Château-Vieux arrachés aux galères de Brest », quatre bustes sont portés en tête du cortège : Voltaire, Rousseau, Sidney et Franklin). — A. AULARD. Mon cours à la Sorbonne (extrait de la leçon d'ouverture, du 5 décembre 1917, considérations sur la situation présente; le cours porte sur les origines historiques de l'amitié franco-américaine). — Albert HOUTIN. Quelques notes sur une histoire des Jésuites en France (signale les deux premiers volumes du P. Burnichon, l'un allant de 1814 à 1830, l'autre de 1830 à 1845; examine les relations des Jésuites avec quelques grands écrivains : Chateaubriand, Lamennais, Lacordaire, Lamartine, Montalembert, et quelques questions historiques; conclut que tous les chapitres des deux volumes suscitent des objections et de fortes réserves). — Notes de lecture : John Adams, Mably et la Révolution américaine (on publie à nouveau la lettre portant la date de 1782 et adressée par Adams à Mably qui se proposait d'écrire l'histoire de la Révolution américaine). = C.-rendus : *Frederic Bar-*

bey. Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France (bien documenté, neuf, utile). — *L. Lazard*. Inventaire du fonds des domaines des archives de la Seine; t. II (instrument de travail indispensable pour l'histoire révolutionnaire et pour l'histoire parisienne). — *Pierre de La Gorce*. Le clergé en 1794, âmes défaillantes, âmes fidèles (médiocres articles parus dans la « Revue hebdomadaire »). — Livres sur la guerre.

5. — **Annales de géographie**. 1918, 15 janvier. — Louis GERMAIN. La biogéographie et les musées régionaux (pour rendre quelque vie aux musées de province, il faut les orienter vers la biogéographie régionale; chacun d'eux doit s'imposer la tâche de réunir l'ensemble des productions naturelles de sa région, et ces organisations doivent être assez homogènes pour que les résultats en soient comparables). — L. GALLOIS. La France de l'Est (résume le récent ouvrage de P. Vidal de La Blache).

6. — **Le bibliographe moderne**. T. XVIII, 1916-1917, novembre-décembre. — Ch. MORTET. La bibliographie. Rapport présenté au congrès national du livre, 11-17 mars 1917, au nom de l'association des bibliothécaires français (état actuel des répertoires bibliographiques français hebdomadaires, mensuels, rétrospectifs, répertoires concernant exclusivement les périodiques français, progrès à réaliser; les annuaires; les organes techniques). — E. DESHAYES. A travers les livres japonais illustrés de la bibliothèque du musée Guimet. — Chronique des archives. — Chronique des bibliothèques. = C.-rendus : *A. Renaudet*. Les sources de l'histoire de France aux archives d'état de Florence, des guerres d'Italie à la Révolution (travail qui rendra grand service; mais pourquoi avoir commencé en 1494?). — *Hans Barth*. Bibliographie der Schweizer Geschichte; t. III (achèvement d'un travail considérable comprenant 33,000 numéros classés sous des rubriques très variées). — *Arthur L. Humphreys*. A handbook to County bibliography (ce n'est pas une bibliographie, mais le répertoire des bibliographies existantes, excellent d'ailleurs). — *Phileas Gagnon*. Essai de bibliographie canadienne; t. II (contient les manuscrits, livres, estampes ajoutés à la collection Gagnon depuis 1895 à 1909. Le catalogue de cette collection avait paru en 1895 et en 1909; la collection, considérablement augmentée, a été vendue à la ville de Montréal).

7. — **Journal des savants**. 1918, janvier-février. — Émile PICOT. Études de bibliographie littéraire (signale le livre de Louis Loviot paru sous ce titre et se composant de dix-huit études publiées d'abord dans la « Revue des livres anciens »; analyse de ces études consacrées à des auteurs des XVIe et XVIIe siècles). — Paul MONCEAUX. Les gnostiques; I (d'après le livre d'E. de Faye, qui a eu le mérite de s'adresser avant tout dans son travail aux sources gnostiques; les écrivains ecclésiastiques nous ont conservé des fragments gnostiques assez

nombreux, qui sont en général exacts : il faut seulement se défier de l'interprétation qu'ils en ont donnée). — Henri CORDIER. Le vieux Paris : Grenelle (d'après la monographie de Lucien Lambeau). — H. DEHÉRAIN. Pierre Ruffin et Silvestre de Sacy (Pierre Ruffin était né à Salonique en 1742, fut élevé au collège Louis-le-Grand, et mourut à Constantinople en 1824 comme secrétaire interprète de l'ambassade française ; entre le 25 août 1808 et le 3 août 1819, il échangea avec Silvestre de Sacy vingt-et-une lettres qui nous ont été conservées à la bibliothèque de l'Institut; fragments de cette correspondance). = C.-rendus : *Ed. Saglio*. Dictionnaire des antiquités grecques et romaines (M. Cagnat salue l'achèvement de cette grande entreprise). — *Louis Bonnard*. La navigation intérieure de la Gaule à l'époque gallo-romaine (les inscriptions sont souvent mal citées ; le travail devra être complété par l'étude de M. Héron de Villefosse sur les utriculaires de la Gaule). — *Claude Prost*. Les revêtements céramiques dans les monuments musulmans de l'Égypte (bonne étude ; mais n'a pas assez étudié le mode de fabrication de cette céramique). — *Art. Segre*. Manuale d'istoria del commercio (très bon manuel qui instruit le lecteur et guide le chercheur).

8. — Polybiblion. 1918, janvier. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *André Soulange-Bodin*. L'avant-guerre allemande en Europe (statistiques très probantes); *Ernest Daudet*. Mes chroniques de 1915 et 1916 (recueil d'articles); *Willy Breton*. Les établissements d'artillerie belges pendant la guerre (montre bien ce que la Belgique a fait pendant cette guerre). — *A. Meillet*. Caractères généraux des langues germaniques (excellent). — *M. D. Sidersky*. Études sur la chronologie assyro-babylonienne (conclusions intéressantes). — *Pierre Roussel*. Les cultes égyptiens à Délos du IIIe au Ier siècle av. J.-C. (bon). — *Étienne Martin*. Histoire financière et économique de l'Angleterre, 1066-1902 (solidement établi). — *Henri Fouqueray*. Histoire de la Compagnie de Jésus en France. T. I : 1528-1575 (bon travail). — *A. Le Forestier*. Les illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande. — *R. W. Emerson*. Autobiographie, traduction de *Régis Michaud*. T. I : 1820-1840 (bonne traduction). — *Antonio Panella*. Gli studi storici in Toscana nel secolo XIX (bon). — *Ch. Guillemant*. Pierre-Louis Parisis (Mgr Parisis fut évêque de Langres de 1834 à 1851). — *A. Debidour*. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le congrès de Vienne (bon travail de vulgarisation). — *Ivan Krek*. Les Slovènes (tableau documentaire). — *Kakuzo Ohahura*. Les idéaux de l'Orient. Le réveil du Japon (d'un puissant intérêt et d'un grand charme). — *Henri Tausin*. Les devises des villes de France, leur origine, leur historique (a relevé les devises de 344 villes et bourgades françaises).

9. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1918, 1er février. — *J. Ajalbert*. Le Maroc sous les Boches; voyage de guerre,

1916 (vivant et instructif). — *E. Montet.* Études orientales et religieuses. Mélanges publiés à l'occasion de sa trentième année de professorat (important; renseignements personnels fournis par l'auteur de l'article sur les Zkâra du Maroc). — *Conde de La Vega del Sella.* La cueva del Penicial, Asturias (cette grotte a fourni des objets qui révèlent un caractère spécial de la civilisation cantabrique). — *A. P. Cabrero.* Ibiza arqueológica (bon résumé des fouilles exécutées dans diverses nécropoles de l'île d'Ibiza). — *C. Roman.* Antiguëdades Ebusitanas (figures de terre cuite trouvées sur un autre point de l'île). — Junta superior de excavaciones y antiguëdades (analyse des travaux effectués par cette Société en 1915 à Cadix, à Numance, à Merida, à Italica, dans la vallée du Duero). — *E. Galletier* et *G. Hardy.* Roma; recueil de textes latins relatifs à l'histoire romaine (excellent). — *A. S. Cook.* The last months of Chaucer 's earliest patron (bonne dissertation sur le séjour de Lionel, duc de Clarence, à Milan et sur son mariage avec la fille de Galéas Visconti). — Papers of the Bibliographical society of America; vol. XI. — *G. Pyke.* To Ruhleben and back (dramatique récit de l'évasion d'un journaliste anglais qui, interné à Ruhleben, dans un camp où régnaient le désordre et le gâchis, réussit à s'échapper en Hollande). — *E. Seillière.* Houston Stewart Chamberlain (remarquable). = 15 février. *H. Obermaier.* El hombre fósil (excellente mise au point de nos connaissances sur la civilisation paléolithique et sur ses dernières transformations avant l'apparition du néolithique). — *L. Leger.* Le panslavisme et l'intérêt français (livre nourri de faits, fruit de longues études poursuivies depuis plus d'un demi-siècle). — Cardinal *Perraud.* Mes relations personnelles avec les deux derniers papes, Pie IX et Léon XIII, 1856-1903. Mémoires publiés et annotés par Mgr *Gauthey*, archevêque de Besançon (ces mémoires intéressent surtout l'histoire du diocèse d'Autun, que Mgr Perraud administra de 1874 à 1906). — *P. Chasles.* La Révolution russe et la guerre européenne (précieux témoignage d'un Français qui put assister à cette révolution de novembre 1916 à mai 1917). — *Veritas.* Le Monténégro. Pages d'histoire diplomatique (l'auteur de cette brochure anonyme, mais de caractère officieux, défend le roi Nicolas contre tout soupçon de trahison. Cette calomnie n'a qu'un but : éliminer la dynastie du Monténégro pour unir ce pays à la Serbie). — *Th. Roosevelt.* Le devoir de l'Amérique en face de la guerre (vive critique des atermoiements du président Wilson et de sa politique étrangère). — *A. Niceforo.* I Germani. Storia di un' idea et di una razza (montre que le système de H. S. Chamberlain, de L. Woltmann, etc. ne repose sur aucune base scientifique). — Les « dangers mortels » de la Révolution russe (quatre études d'un Russe, grand propriétaire terrien, qui voit dans le paysan russe le salut de la Russie). — *J. A. Brutails.* Pour comprendre les monuments de la France (rapide et excellent manuel). — *E. L. Chavarri.* Historia de la musica (bon). = 1er mars. *Ed. Maugis.* Histoire du Parlement de Paris; t. III (sept

pages d'errata par Henri Stein). — *D. Halévy*. Le président Wilson (remarquable étude non seulement sur le président et sa formation intellectuelle, mais aussi sur la démocratie américaine en général). — Comte *de La Revelière*. Les énergies françaises au Maroc (excellent).

10. — Le Correspondant. 1918, 25 janvier. — L'appel de la Finlande (l'appel adressé en 1899 par la Finlande aux hommes politiques, aux universités, aux journaux, en faveur des libertés confisquées par le gouvernement du tsar, eut peu d'effet; moins que partout ailleurs en France, alliée de la Russie. La guerre et l'effondrement du tsarisme ont fourni à la Finlande opprimée l'occasion de proclamer son indépendance). — MILES. Silhouettes de guerre. Le vice-amiral Wemyss (successeur de Sir John Jellicoe comme premier lord naval). — Georges ANCEL. Nos ports de commerce pendant et après la guerre. — GEOFFROY DE GRANDMAISON. La Société bibliographique. Ses noces d'or (cette Société fut, comme on sait, fondée le 6 février 1868 pour « défendre la vérité religieuse par le travail scientifique dans le monde intellectuel et la propager par des publications populaires ». Son histoire, ses organes et ses publications. Sa devise : l'apostolat par le livre). — Jean POZZI. Avec l'armée anglaise. Officiers et soldats. — Charles STIÉNON. Le mystère roumain. I. L'invasion de la Transylvanie. L'erreur initiale (cette erreur fut de vouloir conquérir d'abord la Transylvanie sans voir qu'il eût fallu d'abord abattre le Bulgare. Et puis les Roumains comptaient fermement sur le concours russe, qui leur fut promis, mais qui ne vint pas; la trahison moscovite acheva l'œuvre fatale qu'avait commencée le mauvais plan du début. Les Roumains résistèrent vaillamment, parfois même avec succès, mais durent abandonner au vainqueur la Valachie avec ses champs, ses mines et ses puits à pétrole). = 10 février. Lieutenant-colonel D. Tout nous dit d'espérer. — MILES. Silhouettes de guerre. Le contre-amiral Fremantle (signale en particulier les changements considérables apportés dans l'organisation de l'Amirauté depuis la nomination de Sir Rosslyn Wemyss à la place de l'amiral Jellicoe, avec Fremantle comme adjoint). — Pierre DE NOLHAC. Versailles au XVIIIe siècle. III. Le palais sous Louis XVI. — ***. L'Italie et les Yougoslaves (expose les thèses en présence et conclut à la nécessité pour l'Italie de modérer ses prétentions, de les adapter aux moyens réels dont elle dispose. Les deux partis sentent d'ailleurs que des concessions sont nécessaires et se préoccupent déjà de régler leurs intérêts dans un esprit de conciliation). — Max TURMANN. Le travail des internés en Suisse (à propos du rapport récemment rédigé par le major Édouard Favre). — François LECHANNEL. Les volontaires de police en Grande-Bretagne. « Special police constabulary » (depuis la révolution de 1848). — Charles STIÉNON. Le mystère roumain. II. La perte de la Valachie et la première défection de la Russie; avec trois cartes (la Roumanie a été volontairement abandonnée par le tsar et son gouvernement; les Russes voulaient attendre que les Roumains fussent repous-

sés jusqu'au Sereth, pour leur imposer leurs conditions en échange du salut qu'ils leur apporteraient). = 25 février. Fernand ENGERAND. Le drame de Charleroi. Le prélude diplomatique; I (le plan de l'État-Major allemand était fondé sur la violation de la neutralité belge, tandis que celui de l'État-Major français, niant le péril par le nord, prévoyait une offensive rapide en Alsace et en Lorraine. Autre erreur de l'État-Major français : il comptait n'avoir devant lui que vingt-cinq corps d'armée allemands, tandis qu'il y en avait trente-quatre prêts à la marche foudroyante par la Belgique. Les corps allemands étant échelonnés en profondeur, il fallut, pour les mobiliser sans éveiller l'attention des Français, une assez longue tension diplomatique. De là, le jeu habilement mené par l'Allemagne et par l'Autriche pendant tout le mois de juillet, surtout à partir de l'ultimatum adressé à la Serbie le 23 juillet. Quand, des deux côtés de la frontière, la mobilisation fut commencée, les Allemands surent encore dissimuler leur dessein contre la Belgique et c'est dans le plus grand secret qu'ils purent préparer le coup de surprise qui devait nous accabler à Charleroi). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Sidonio Paes (biographie du principal auteur du mouvement insurrectionnel qui éclata le 7 décembre 1917 à Lisbonne et qui renversa le gouvernement d'Affonso Costa; article très sympathique à M. Paes, « le chef plein de sagesse auquel les alliés s'en remettent de leurs destins, avec une allégresse unanime »). — STARY. Les éléments de la question lithuanienne (la Lithuanie historique, politique et ethnographique. Reproduit un extrait, déjà publié par la *Dépêche de Toulouse*, le 10 octobre 1917, du rapport adressé, le 3 janvier 1917, par le commandant allemand Beckerath au haut commandement de l'Est sur la valeur relative des éléments ethniques en Lithuanie; on y constate la place prépondérante occupée par les Polonais. De la politique allemande en Lithuanie depuis leur entrée dans ce pays). — P. DE NOLHAC. Versailles au XVIIIe siècle. IV. Les jardins. — UN OFFICIER AÉROSTIER. Le ballon sur la mêlée (le rôle des aérostiers; récit du terrible ouragan qu'eurent à subir nos appareils le 5 mai 1916. Quelques anecdotes prestement contées sur la vie des aérostiers en campagne). — Cl. LEMOINE. La coopération militaire du Japon. — M. MARION. Propriétaires et locataires pendant la Révolution. — Charles STIÉNON. Le mystère roumain. III. Comment l' « inertie » russe trahit l'armée roumaine victorieuse, juillet 1917. = 10 mars. Pierre DE LA GORCE. L'énigme de Robespierre. — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Sir Herbert Lawrence (actuellement chef d'état-major général des armées britanniques en France; avant la guerre, officier de cavalerie, puis banquier; né le 8 août 1861). — Fernand ENGERAND. Le drame de Charleroi. Le prélude diplomatique; II (le jeu diplomatique du 26 au 28 juillet; le conseil de Potsdam, 29 juillet, où l'Allemagne décide de faire la guerre. Malgré l'échec de sa tentative pour obtenir la neutralité de l'Angleterre, elle viole la neutralité de la Belgique. La résolution de

l'Angleterre est alors prise ; elle aurait préféré ne pas déclarer tout de suite la guerre à l'Autriche-Hongrie ; c'est « à l'instance du gouvernement français » qu'elle céda sur ce point). — H. LOUWYCK. L'épopée marine. L'exploit du « Kléber ». — LANZAC DE LABORIE. Le bilan du catholicisme français, 1870-1914. — Jean SAISON. A l'armée d'Orient. Notes et impressions d'un officier ; suite (la plaine de Kilindir ; le Krusa Balcan, mars-août 1916). — Alfred POISAT. Sur Shakespeare ; à propos de la représentation d' « Antoine et Cléopâtre » (l'auteur s'étonne, après bien d'autres, qu'une pièce pareille, que le théâtre entier de Shakespeare ait put être l'œuvre de l'enfant de Strafford-sur-Avon, de vie si obscure et de culture si médiocre. Sans doute on ne peut attribuer son œuvre ni à Bacon ni à Lord Rutland ; il n'empêche qu'une inquiétante énigme reste à résoudre). = 25 mars. Vice-amiral BERRYER. La renaissance de la marine marchande. Stabilité, équité, discipline. — MILES. Silhouettes de guerre. M. John Redmond (biographie du célèbre chef du parti nationaliste en Irlande, mort tout récemment à l'âge de soixante-sept ans). — Fernand ENGERAND. Le drame de Charleroi. La tragique erreur ; III (la tragique erreur fut, d'abord de démanteler la frontière du Nord, ensuite de prendre une offensive entre Mézières et le Rhin, alors que l'ennemi lançait toutes ses forces sur la Meuse. La marche sur Mulhouse ne fut qu'une équipée vouée à un lamentable échec et qui détournait l'attention du point où était le danger véritable. En fait, l'État-Major français fut surpris ; il n'en persista pas moins dans son plan d'offensive quand même ; mais sa stratégie fut « incohérente et affolée »). — ***. La question des détroits. L'histoire et les hypothèses ; I (ce premier article s'arrête au traité de Bucarest en 1812). — Alexandre MASSERON. Le « Stabat mater » et fra Jacopone Todi (en somme nous ignorons quel fut l'auteur du « Stabat ». — Max TURMANN. Quelques caractères de l'expansion économique allemande. A propos de publications récentes. — Pierre DE QUIRIELLE. L'Italie et la guerre. I. Le Parlement et le ministère. La politique italienne à la Chambre.

11. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1918, 5 février. — Marcel CHOSSAT. La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien ; I. — Léon DAVROUT. Les États-Unis et la guerre ; I (montre comment, par le fait de l'Allemagne, les États-Unis ont été forcés d'abandonner la neutralité et d'entrer dans le conflit ; le message du président Wilson du 2 avril 1917). — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation ; suite (l'article est consacré à « l'ivrognerie » de Luther). — Henry PERROY. Le message d'espoir ; I (il s'agit de la révélation faite en 1689 par le Sacré-Cœur de Jésus à la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque ; veut montrer que « ce message est l'expression de la volonté de Notre-Seigneur et de son infinie miséricorde pour la France »). — Albert B. Le chemin des Dames ; carnet d'un territorial (juillet-août 1917). — Yves DE LA BRIÈRE. La « Société des nations » ; I (c'est « la cité d'utopie construite dans les nuages de

l'idéologie franc-maçonnique et socialiste »). = 20 février. Raoul PLUS. « Vox sanguinum » (plaidoyer pour la famille nombreuse). — Paul BERNARD. Pour le quatrième centenaire de la Réformation; suite (l'Allemagne admire Luther. « En être réduit à vénérer des héros de cette trempe, n'est-ce pas pour un peuple ou pour une race le premier des châtiments? » Fin de ce pamphlet). — Marcel CHOSSAT. La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien; II. — Henry PERROY. Le message d'amour; II (que le message de 1689 n'est pas périmé; il reste pour les Français un message d'espoir). — Albert B. Le chemin des Dames; carnet d'un territorial; II (septembre 1917). — Paul DUDON. Bulletin d'histoire religieuse chez les protestants (le quatrième centenaire de Wittenberg; la maison natale de Calvin à Noyon; les protestants et la guerre, etc.). = C.-rendus : Mgr *Lejeune*. L'existence d'un siège épiscopal antique à Boulogne (thèse très probante). — *Paul d'Estrée*. Le maréchal de Richelieu; 1696-1788 (récit vivant et alerte). — *Guglielmo Ferrero*. Le génie latin et le monde moderne (ne tient pas compte de l'union entre le génie latin et le génie catholique). = 5 mars. Henri LAMMENS. Au pays des Philistins (notes d'un voyage fait en mai 1897). — Lucien ROURE. Mystique ou illuminée? (Mlle Vé, de la Suisse romande, et dont Th. Flournoy a publié les notes; M. Roure range cette protestante parmi les pseudo-mystiques). — Louis JALABERT. Les étapes de la Russie nouvelle; suite (le cabinet du 4 août 1917; la dictature oratoire de Kerensky et la conférence de Moscou; l'affaire Kornilof; le triomphe des maximalistes et la chute de Kerensky en novembre). — Albert B. Le chemin des Dames; carnet d'un territorial (l'auteur, qui est aumônier, blessé, a été recueilli dans un hôpital; se plaint des infirmières laïques). — Louis CHERVOILLOT. Littérature de guerre en Italie (les poètes, la pièce de théâtre de Lucio d'Ambra : « La Frontiera », série de récits de guerre, Mme Mathilde Serao). — Jean RIMAUD. Pour Monluc (éloge de l'écrivain). — S. M. Vérités sur l'aumônerie militaire. — Yves DE LA BRIÈRE. La Société des nations; fin (il ne faut pas s'attarder à ce mythe du retour de l'âge d'or). = C.-rendu : Abbé *J.-M. Pilven*. Correspondance de Mgr Le Pape de Trévern, 1815-1839 (évêque d'Aire en 1823, de Strasbourg en 1827, mort en 1840. Les lettres sont adressées à l'évêque de Quimper, Mgr de Poulpiquet). — Livres sur la guerre que nous avons signalés.

12. — Mercure de France. 1918, 1er février. — Paul LOUIS. La social-démocratie allemande après le congrès de Wurtzbourg (scission dans le parti socialiste allemand avant le congrès qui s'ouvrit le 14 octobre 1917; à la suite du congrès, il apparaît que les socialistes de la majorité sont prêts à participer au gouvernement si le régime parlementaire devient une réalité. Ils sacrifient le socialisme à la conquête du pouvoir. L'avenir du socialisme repose sur la minorité dissidente du parti). — Louis TEXIER. Les Allemands en Chine (expose par quelles voies, dissimulées ou brutales, les Allemands réussirent à s'implanter à Kiao-

Tchéou; 1897-1898). = 16 février. Claude LAFORÊT. La mentalité française à l'épreuve de la guerre (l'individualisme a survécu à la guerre. Les intellectuels de France auront demain un grand rôle à jouer, car c'est une erreur de croire que la pensée nuise à l'action et que l'action avilisse la pensée). — Alfred BOUCHINET. Le patriotisme; sensibilité individuelle et sensibilité nationale (il faut cultiver en nous ces deux sensibilités. Le peuple de France, d'une spiritualité à la fois si frémissante et si raisonnable, « doit réaliser cette harmonie d'une humanité ornée, vivant dans la discipline et la puissance »). = 1er mars. Félix GAIFFE. L'âme de la Pologne d'après son théâtre. — A.-Ferdinand HÉROLD. L'Espagne en 1917. = 16 mars. N. MINSKY. L'idéologie de la Révolution russe (article à lire et à méditer; il renseigne sur le sens et le but de cette Révolution; il fait toucher du doigt le malentendu tragique qui existe actuellement entre les meneurs de la Révolution et les Français. Autre point : « On se demande si les bolchéviki ont touché de l'argent allemand. Sans aucun doute, les Allemands ont payé pour dissoudre l'armée russe; les bolchéviki ont pris l'argent pour abattre l'impérialisme allemand. Chacun croyait avoir enlevé une batterie ennemie pour la tourner contre l'ennemi. Chacun se croyait le plus rusé »). — Paul GAULOT. Les amours d'un roi de Prusse. Frédéric-Guillaume II, ses femmes et ses maîtresses (indécent et amusant).

13. — La Revue de Paris. 1918, 1er février. — Ernest LAVISSE. Louis Liard (beau portrait de l'homme; résumé de son œuvre administrative qui aboutit à la reconstruction des universités françaises). — Joseph REINACH. L'année de Verdun; I (début d'une étude qui paraît devoir présenter un haut intérêt; on n'en est encore qu'au 21 février). — Georges ROZET. Avec la presse française sur le front français; I. — Auguste GAUVAIN. L'Italie et la guerre (l'Italie n'était prête à la guerre ni militairement ni moralement; mais il y avait deux partis d'action : l'irrédentisme et l'impérialisme. Ce qu'ils voulaient c'était, sans rompre définitivement avec l'Allemagne, affaiblir assez l'Autriche pour qu'elle abandonnât à l'Italie l'hégémonie maritime dans l'Adriatique. Jalouse des Yougoslaves, l'Italie laissa échapper l'occasion de les attirer de son côté dans la lutte contre les Austro-Hongrois. Attirée vers Trieste, elle négligea le Trentin qui eût assuré les derrières de l'armée lancée dans une direction périlleuse. Les résultats obtenus en 1917-1918 n'ont pas été assez décisifs, même après la prise de Gorizia, pour justifier les vastes espoirs du début. De là, les défaillances de l'opinion qui ont permis la catastrophe de Caporetto). = 15 février. Joseph REINACH. L'année de Verdun. II. La bataille d'arrêt de Verdun (décrit les deux premiers épisodes de la gigantesque bataille : d'abord l'attaque allemande sur la rive droite de la Meuse; victorieuse les 21-25 février, elle est enrayée le 26, où l'armée française reprend l'offensive; puis l'attaque du Kronprinz sur les deux ailes; après des avantages médiocres obtenus au prix de pertes

effroyables, elle échoue le 10 mars et s'arrête finalement dans la soirée du 11. La ténacité française avait eu raison de la brutalité méthodique des Allemands. Ils n'avaient pu passer). — Raoul BLANCHARD. Grenoble et sa région pendant la guerre. — Louis BATTIFOL. Comment l'Alsace est venue d'elle-même à la France au XVIIe siècle (montre qu'au début du XVIIe siècle le roi de France n'élevait aucune prétention juridique sur l'Alsace. Richelieu ne voulait que la Lorraine; mais d'autre part certaines fractions de l'Alsace, pour se prémunir contre les violences des gens de guerre, avaient déjà sollicité et obtenu la protection du roi de France et Richelieu eût trouvé honteux d'abandonner ces clients qui pouvaient être d'utiles auxiliaires; il occupa l'Alsace pour en faire un glacis contre l'empereur, auquel il allait déclarer la guerre. Bernard de Saxe-Weimar fut l'instrument de cette politique, qui n'eut à aucun moment le caractère d'une conquête. « L'origine de la réunion de l'Alsace à la France a été une manifestation spontanée de la volonté des populations de se mettre sous le protectorat de nos anciens rois. » N'ayant ni secours ni justice à espérer du Saint-Empire, l'Alsace se tourna vers la France et se donna à elle). — Georges ROZET. Avec la presse française sur le front français; II. — Jules CHOPIN. Un nouvel équilibre européen (il ne peut s'établir que par le démembrement de l'empire austro-hongrois). = 1er mars. A. T. L'effort américain (traite les points suivants : l'armée, le ravitaillement et le blocus des neutres, les restrictions, le tonnage, les mesures financières. « A présent, le président Wilson est le plus grand autocrate du monde et, tout bien considéré, le plus grand que le monde ait connu. Si cela semble antidémocratique, il faut se dire que c'est le peuple lui-même qui a volontairement remis ses droits entre les mains du Président »). — Joseph REINACH. L'année de Verdun. III. Le siège de Verdun (du 14 mars au 30 avril). — Louis LEFEBVRE. En Italie. Impressions d'un paysan français (curieux). — Raoul BLANCHARD. Grenoble et sa région pendant la guerre; II. — Henri STEIN. Restrictions et ravitaillement en 1793. — Charles LOISEAU. Une artère sud-européenne (projet d'un nouvel itinéraire de l'Orient-express qui éviterait l'Allemagne au profit de l'Italie, de l'Autriche, des Slaves du Sud, avec débouchés à Constantinople, Costanza et Odessa). = 15 mars. Frank-L. SCHOELL. La propagande allemande en Suisse française; I (expose les arguments de la presse allemande surtout contre l'Angleterre et en l'honneur des vertus allemandes). — Joseph REINACH. L'année de Verdun; IV (reprise intense des opérations à partir du 3 mai; occupation éphémère de Douaumont par les troupes de Mangin, 22-27 mai; prise de Vaux par les Allemands, 1er-7 juin. Alors la situation paraît si critique que l'éventualité d'un repli sur la rive gauche de la Meuse est sérieusement envisagée et préparée même par l'État-Major français. Nouvelle bataille en avant de Souville; furieuses attaques lancées depuis le 22 juin par les Allemands, dont les progrès sont lents mais continus. Cependant, la contre-attaque russe en Galicie dégage l'armée italienne

de l'étreinte autrichienne; de notre côté, nous n'avons pas un instant renoncé au plan d'une grande offensive, arrêté entre les Anglais et nous en décembre 1915 et revisé dans le détail en mars 1916. Bien que soixante-cinq de nos divisions eussent déjà passé à Verdun, nous pouvons en mettre encore quarante en ligne pour la bataille de la Somme qui commence le 1er juillet). — BRADA. Belles fêtes d'autrefois; I (données peu avant 1870 par le duc et la duchesse de Wellington dans leur demeure londonienne d'Apley House, ou bien chez la marquise d'Ely et encore en Italie, soit à la villa florentine de Quarto, appartenant à la grande-duchesse Marie de Russie, soit à Turin, lors du mariage du prince de Piémont avec sa cousine Marguerite de Savoie en 1868, etc.). — Auguste GAUVAIN. La question yougoslave (exposé lumineux et vraiment équitable. Les prétentions émises par les Italiens sur la Dalmatie sont injustifiées. « Si la question était soumise à un Chinois ou à un Japonais, la démonstration de l'inutilité et du danger pour l'Italie d'en annexer tout ou partie lui semblerait irréfutablement établie »; les Italiens n'ont d'ailleurs pas tardé à s'en rendre compte eux-mêmes et un puissant courant s'est formé chez eux en faveur de l'union yougoslave. Étudie et approuve dans ses lignes principales le programme et la charte de la Yougoslavie).

14. — Revue des Deux Mondes. 1918, 1er février. — Henry BORDEAUX. Le chevalier de l'air : Georges Guynemer. II. Plein ciel. De l'Aisne à Verdun (rôle considérable rempli par l'aviation pendant les premiers mois de la bataille de la Somme). — Mme M.-Th. OLLIVIER. Émile Ollivier en 1848, d'après son Journal intime (Émile Ollivier, préfet des Bouches-du-Rhône; comment il réprime l'insurrection à Marseille le 22 juin; mais il refuse d'exécuter les mesures de rigueur réclamées par les réactionnaires et il est révoqué. Envoyé à Chaumont dans une demi-disgrâce, il y conquiert d'un coup l'opinion par sa chaude éloquence; mais il est destitué après l'élection présidentielle où il avait pris parti pour Cavaignac contre le prince Louis-Napoléon. Sa déposition dans le procès intenté aux insurgés de Marseille, où ses ennemis espéraient bien le compromettre, est pour lui l'occasion d'un nouveau triomphe oratoire). — Georges GOYAU. Ce que le monde catholique doit à la France. II. La pensée française, l'apostolat français, la piété française (curieux et éloquent acte de foi, d'une foi aussi intrépide qu'éclairée). — Maurice LEWANDOWSKI. La puissance financière des États-Unis et son expansion mondiale. = 15 février. Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et ses amis. I. Alfred de Vigny (beaucoup d'intéressants souvenirs sur le fondateur de la *Revue des Deux Mondes*. Plusieurs lettres inédites de Vigny montrent que le poète et le directeur de la *Revue* n'ont jamais, somme toute, cessé d'entretenir les plus cordiales relations). — Henry BORDEAUX. Le chevalier de l'air : Georges Guynemer. III. Au zénith (juin 1916 à juillet 1917. Publie beaucoup de lettres et billets du célèbre aviateur. Très vivant). — Léon DAUDET. Soixante années du règne de Romanoff.

Notes et souvenirs, 1821-1881. I. La mort d'Alexandre Ier et l'avènement de Nicolas Ier. — Pierre TROYON. Chronique du temps de guerre. II. Le poste de commandement des Quatre-Cheminées (souvenirs, contés par un colonel, sur la journée du 23 juin 1916, « celle où l'on eut lieu de tout craindre pour Verdun »). — A. GÉRARD. Les États-Unis et l'Extrême-Orient (insiste sur le rôle perturbateur joué par la diplomatie allemande sur les rapports entre l'Amérique et le Japon). = 1er mars. Henry BORDEAUX. Le chevalier de l'air : Georges Guynemer; IV (fin de cette émouvante biographie). — Victor GIRAUD. Un demi-siècle de pensées françaises (esquisse le mouvement philosophique depuis environ 1870, c'est-à-dire l'époque où dominaient les doctrines rationalistes, Taine et Renan; montre l'erreur des savants qui croyaient alors la science capable de résoudre tous les problèmes de l'âme et de la pensée, la notion de liberté se substituant au déterminisme le plus matérialiste, le retour à la foi de Pascal; « et c'est de là », conclut l'auteur, « que partira la France de demain pour reconstruire sa vie spirituelle »). — A. NEKLUDOW. Souvenirs diplomatiques. Autour de l'entrevue de Bjoerkoe (Nicolas n'a jamais aimé l'empereur Guillaume II; il s'en est toujours méfié; mais autour de lui beaucoup voyaient d'un mauvais œil le rapprochement intime entre la sainte Russie et la France révolutionnaire; d'autres redoutaient l'intrigue anglaise. Le Tsar prétendait continuer la politique de son père; mais, tiraillé dans les sens les plus divers, il tergiversait ou, s'il lui arrivait de céder à une impulsion qui froissait son sentiment intime, il finissait par se reprendre. C'est ainsi qu'il se laissa circonvenir par son cousin l'empereur allemand, qui le persuada de signer un traité d'alliance défensive entre l'Allemagne et la Russie, mais qui était expressément dirigé contre l'Angleterre. Pardonnons-lui, car il ne savait ce qu'il faisait. Quand le comte Lamsdorf lui fit comprendre l'énormité de l'acte au bas duquel il avait mis sa signature, il donna l'ordre de l'annuler. L'empereur allemand dut être prévenu en effet que la parole donnée ne pouvait être tenue. En réalité, jamais « Nicolas II n'a consenti à trahir la cause de l'alliance franco-russe ». Intéressants portraits des comtes Witte et Lamsdorf, qui représentent les deux grandes politiques préconisées à la cour de Russie pendant les dix années avant la guerre actuelle). — X. Dans les camps de représailles (relation de la dure captivité subie par un soldat français dans les camps où, sous prétexte de représailles, les Allemands condamnent nos prisonniers au travail forcé pour des œuvres de guerre. Récit simple et d'autant plus angoissant). — Comte Louis DE LICHTERVELDE. Heures d'histoire. Le 4 août 1914 au Parlement belge (récit très émouvant par un témoin oculaire). — Henry BIDOU. Le maréchal Joffre à l'Académie française. = 15 mars. Baron BEYENS. L'avenir des petits États. III. La Serbie (son histoire; son rôle dans les guerres balkaniques; nécessité de lui rendre son indépendance et même de reconstituer l'union balkanique). — G. LENÔTRE. Rêveries d'après-

guerre sur des thèmes anciens. III. Le chemin des écoliers (ce qu'on enseignait aux enfants et aux jeunes gens vers la fin de l'Ancien régime). — Ernest DAUDET. Soixante années du règne des Romanoff. Notes et souvenirs, 1821-1881. II. A travers le règne de Nicolas Ier (attitude du plus autocrate de tous les tsars à l'endroit de Louis-Philippe, le « roi des Barricades »). — Vicomte Georges D'AVENEL. La « Croisade américaine ». — Henri WELSCHINGER. L'élection de Littré à l'Académie française. Lettres inédites (cette élection fut âprement combattue par Mgr Dupanloup; on publie ici plusieurs lettres du fougueux prélat à Thiers, qui patronnait la candidature de l'illustre savant. C'est M. de Carné qui l'emporta le 23 avril 1863. Huit ans plus tard, malgré l'opposition toujours aussi obstinée de l'évêque d'Orléans, l'auteur du *Dictionnaire* fut enfin élu le 30 décembre 1871; le soir de ce jour, Mgr Dupanloup écrivait au directeur de la compagnie : « J'ai le regret de ne plus pouvoir continuer de faire partie de l'Académie française »). — X. Dans les camps de représailles; II (les corvées de culture; dans une mine de charbon; au lazaret. Un document résume toute l'horreur de ces représailles : c'est une circulaire officielle du 14 juillet 1916 qui énumère froidement les mesures de cruautés infligées aux « intellectuels »).

15. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux. 1918, février. — René STOURM. Notice sur la vie et les travaux de M. Paul Leroy-Beaulieu. — Arthur CHUQUET. Paris en 1810; II (d'après les lettres du comte Clary-et-Aldingen; le corps diplomatique; les théâtres; jugement sévère du comte sur Napoléon). — Raphaël-Georges LÉVY. Le ravitaillement du nord de la France et de la Belgique; II (« les Américains, les Belges et les Français qui ont collaboré à cette œuvre n'ont pas seulement sauvé dix millions d'hommes de la famine, mais ils ont entretenu chez eux l'esprit de résistance à l'envahisseur, qui n'a pu à aucun moment obtenir que des Belges ou des Français travaillassent volontairement pour lui »). = Mars. Arthur CHUQUET. Gambetta, Freycinet et le général Véronique (analyse une lettre qu'adressa le général Véronique, directeur de l'arme du génie, au général Le Flô, durant l'armistice, et dans laquelle Gambetta et Freycinet sont jugés avec rigueur et par endroits avec injustice). — Ernest SEILLIÈRE. Le premier observateur français de l'âme anglaise : l'abbé Prévost et son « Cleveland » (Prévost, dans sa trentième année, se sauva du couvent, se réfugia en Angleterre et devint un fidèle observateur des mœurs anglaises; son volumineux roman de *Cleveland* fut préféré par les contemporains à *Manon*). — Jean IMBART DE LA TOUR. La réforme administrative après la guerre; les fonctionnaires (régler l'avancement, maintenir le principe d'autorité, moins de fonctionnaires et les mieux payer, telles sont les réformes proposées; recherche jusqu'à quel point il faut donner accès aux mutilés et aux femmes dans les cadres de l'administration).

16. — Revue historique de Bordeaux. 1917, septembre-octobre. — Paul COURTEAULT. La vie des foires bordelaises (on ne peut suivre la vie de ces foires que depuis le XVIe siècle). — Ch. BÉMONT. La mairie et la jurade dans les villes de la Gascogne anglaise : Libourne; suite et fin (de 1270 environ, date de la création de cette ville neuve, jusqu'à la fin du XIIIe siècle). — C. DUCAUNNÈS-DUVAL. Un artiste bordelais : le violoniste Rode (d'après les lettres de son camarade et ami le violoniste Baillot, 1800-1830; Rode mourut le 25 novembre 1830 à l'âge de cinquante-sept ans). — Ulysse BIGOT. Une lettre inédite de Prosper Mérimée sur François Bonneau du Verdus, traducteur de Hobbes, 17 juillet 1868. = Novembre-décembre. Henri STEIN. La mort du dernier duc de Guyenne, 24 mai 1472 (Charles de Guyenne n'est pas mort empoisonné; chétif, débile et dégénéré, il contracta vers la fin une maladie qui lui fit perdre les dents, les ongles, les poils et qui a toutes les apparences d'une maladie vénérienne. La date peut être fixée avec une certitude presque absolue au 24 mai. Le bruit d'un poison administré par Louis XI courut de bonne heure : dans un manifeste du 16 juillet suivant, le duc de Bourgogne ne rougit pas de porter contre lui l'accusation de fratricide). — Joseph BENCAZAR. Éclaircissements sur les finances de Bordeaux. XVIIIe siècle, 1701-mai 1791; suite (ch. v : critique des impositions bordelaises). — Paul COURTEAULT. La vie des foires bordelaises; suite. — Abbé S. LÉGLISE. La porte royale de la cathédrale Saint-André de Bordeaux; d'où lui vient son nom (cette porte, aujourd'hui murée, était dite royale parce que c'était la principale porte, la *porta regia* de l'église, et non parce que les rois y passaient; s'ils y passaient, c'est parce que c'était la porte royale). — Dr G. MARTIN. Crédit mutuel et warrant agricole au XVIIe siècle. — Cette livraison se termine par une table alphabétique des matières contenues dans les dix premiers volumes de la *Revue*.

17. — La Revue savoisienne. 1917, 4e trimestre. — J. DESORMAUX. Un poète annécien mort au champ d'honneur (le sous-lieutenant Jean Fontaine-Vive, 1895-1917; il était aussi un historien et il préparait une thèse pour le doctorat ès lettres sur ce sujet : les origines de la Réformation en Savoie). — ID. Nouvelles notes philologiques; contribution au glossaire du français local parlé dans la région annécienne au XVIe siècle; suite (d'après le coutumier de l'insigne prieuré de Talloires).

ESPAGNE.

18. — Butlleti de la Biblioteca de Catalunya. 3e année, no 6, janvier-décembre 1916. — Le don de la France à la Bibliothèque de Catalogne (forme un total de 2,700 volumes, sans compter les cartes et les périodiques; remise en fut faite par M. Lucien Poincaré, délégué du ministre de l'Instruction publique, le 28 mai 1916). — La

Bibliothèque Dalmases (constituée par l'érudit de ce nom, mort en 1718; planches reproduisant des pages de manuscrits; catalogue et table). — J. Givanel i Mas. Les éditions en caractères gothiques du « Tirant lo Blanch » conservées à la Bibliothèque de Catalogne (livre de chevalerie écrit par Joanot Martorell et Martin Jean de Galba; l'édition princeps parut à Valence en 1490; concordance des chapitres entre cette édition et celles de Barcelone, publiées en 1497 et 1879-1904). — J. Rubió. Le « Breviculum » et les miniatures de la Vie de Ramón Lull à la Bibliothèque de Carlsruhe (avec reproduction photographique et commentaire explicatif de ces miniatures). — R. d'Alós. Addition à la note sur le « Breviculum » de Carlsruhe, d'après le ms. lat. 15450 de la Bibliothèque nationale de Paris). — Ll. Nicolau d'Olwer. Premier projet de Bibliothèque publique à Barcelone (conçu en mai 1810 par le général Lacombe Saint-Michel, gouverneur français de la cité, et abandonné par la Restauration fernandine). — J. Massó Torrents et J. Rubió i Balaguer. Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Catalogne (motifs de patience chrétienne, par Jean Cortès, en 1791; table des ordonnances de la cité de Lérida; paroles de savants et de philosophes, par Jafuda Bonsenyor, fin du xive siècle; traité des chevaliers catalans, par Barnabé Asam, fin du xve; chansons de Noël en catalan et castillan, fin du xviiie; oraisons avec indulgences, par Gerson, xve; livres d'heures, xve, etc.). — Documents (1437-1492). = C.-rendus : *Rubió y Borras*. Historia de la real y pontificia universidad de Cervera. — Ediciones del Don Quijote y demás obras de Cervantès. — *Pedro Blanco Soto*. Estudios de bibliografia luliana. — Taula general bibliográfica de l'excursionisme catalá publicat pel Centre excursionista de Catalunya. — *Antolin*. Catálogo de los códices latinos de la real Biblioteca del Escorial. = Chronique (de la Bibliothèque de Catalogne, des bibliothèques populaires, de l'exposition bibliographique faite en l'honneur du sixième centenaire de la mort de R. Lull, des principales acquisitions d'ouvrages, etc.).

19. — Estudis universitaris Catalans. T. VIII (1914). — D. Lluis B. Nadal i Canudas (professeur d'histoire de Catalogne, né à Vich le 10 octobre 1857, mort le 20 août 1913). — « Pretiosa sive caput brevium monasterii castri Cardonensis, editum a Joanne Serra et Vilaró » (recueil des règlements en usage dans le monastère de Cardona, 1301-1458). — P. Pujol i Tubau. Un nouveau manuscrit catalan du « Flos Sanctorum » (fragment de la *Légende dorée* découvert à Puigcerda, ms. de la première moitié du xve siècle; fac-similé d'un folio). — Ll. Nicolau d'Olwer. Littérature catalane. Notes et commentaires (sur la date de composition des Proverbes de Guillem de Cervera [1217], sur une allocution prononcée par le roi d'Aragon Jacques II en 1323, sur la *Faula* de Guillem de Torroella, sur un livre de Turmeda). — M. Betí. Un inventaire du château de Peñiscola en 1451 (mobilier des chambres, de la cuisine, des celliers, de la chapelle, de la salle de bain, etc.). — Ll. G. Serralonga et J. M. de Casacuberta. Index des noms

propres de la chronique de Ramón Muntaner (d'après le texte de l'édition publiée par A. de Bofarull en 1860). — A. Durán i Sanpere. Orfèvrerie catalane (la croix de Saint-Nicolas de Cervera, ciselée en 1435, les argentiers de Cervera et leurs œuvres, la confrérie de saint Éloi; seize gravures hors-texte). — J. Mas. L'anniversaire du roi Jacques II le Juste à la cathédrale et dans les autres églises de Barcelone et sa banlieue (Sainte-Marie de la Mer, Sainte-Marie du Pin, Saint-Just, etc., d'après un acte de 1358). — A. Rubió i Lluch. La littérature catalane sous le règne de Pierre III (de Catalogne et IV d'Aragon; plan d'études et bibliographie à l'usage des élèves de la conférence de littérature catalane; le roi Pierre, historien, orateur politique, législateur, poète, bibliophile, protecteur des lettres et des sciences; influences des littératures étrangères sur la littérature catalane; à la fin du XIVe siècle, la prédominance française cède le pas à l'imitation italienne). — J. Riera. Document inédit du roi Eudes en faveur de Petroni (diplôme original du 15 juillet 891, conservé aux archives épiscopales de Girone). — A. Bassas. Les privilèges de Castellón et du comté d'Ampurias (compilés en 1223 et rangés dans l'ordre alphabétique des rubriques; l'éditeur publie le texte catalan en faisant suivre chaque article d'un commentaire historique et juridique; il note la parenté entre ces privilèges et le code de Peralada). — Bulletin bibliographique (des ouvrages consacrés à l'art et à l'archéologie, au droit, au folklore, à l'histoire et à la géographie, à la littérature et à la philologie de la Catalogne).

États-Unis.

20. — The American historical Review. 1918, janvier. — Worthington C. Ford. L'histoire des États-Unis et les devoirs d'un éditeur de textes (quand on entreprend de publier des autobiographies, des mémoires, des documents concernant un personnage notable, il faut éviter de confier l'entreprise à un parent, à un ami, qui se croirait obligé d'apporter au texte des suppressions ou des corrections également illégitimes). — Justin H. Smith. Le régime américain au Mexique, 1846-1848. — James G. Randall. Les journaux et le secret des opérations militaires pendant la guerre civile (l'intervention du gouvernement par la censure a été relativement peu tyrannique. Il y eut des indiscrétions commises et des peines infligées, surtout aux journalistes admis aux armées et soumis à la loi martiale; mais, en somme, la pensée et son expression par la voie de la presse sont restées libres). — Serge Goriainov. La fin de l'alliance des empereurs (histoire des négociations de l'Allemagne avec la Russie en 1883, du traité de contre-assurance conclu en 1887 par Bismarck avec la Russie contre l'Autriche alliée de l'Allemagne, enfin des négociations qui eurent lieu après la disgrâce de Bismarck entre Caprivi et Chouvalof. En 1890, l'alliance des trois empereurs était rompue; mais le jeune

empereur Guillaume II déclarait bien haut qu'il avait le sincère désir de renouveler l'accord secret précédemment conclu entre l'Allemagne et la Russie, tout en préparant avec l'Angleterre une entente générale sur les questions politiques. Déjà les Russes constataient chez Guillaume II un inquiétant manque d'équilibre mental). — George W. Botsford. L'âge moyen de la Grèce antique (parle des fouilles et des publications récentes permettant de reconstituer l'histoire de cette période qui suit l'âge minoen et s'étend environ du XIIe au VIIIe siècle avant J.-C.). = Documents : Les dépêches du ministre d'Amérique à Berlin sur la révolution de mars 1848 (publie huit dépêches d'Andrew Jackson Donelson, du 4 au 31 mars). = C.-rendus : *Sir Henry H. Howorth.* The golden days of the early english church (beaucoup de détails intéressants). — *W. Boulting.* Giordano Bruno; his life, thought and martyrdom (remarquable comme plan et comme exécution). — *V. A. Smith.* Akbar, the Great Mogul, 1542-1605 (excellent). — Sir *P. C. Lucas.* The beginnings of english overseas enterprise (bonne étude sur les marchands à l'aventure; l'auteur ne connaît pas tous les travaux américains sur la question; d'autre part, il exagère quand il voit dans ces entreprises un « prélude à l'Empire », car ce furent des entreprises de commerce, non de colonisation). — *R. G. Marsden.* Documents relating to law and custom of the sea (précieux choix de documents; on y voit que beaucoup d'attentats commis dans la présente guerre maritime ont des précédents lointains). — *Alex. Gordon.* Freedom after ejection; a review of presbyterian and congregational Nonconformity in England and Wales, 1690-1692 (important pour l'histoire des sectes dissidentes). — *Ramsay Muir.* The expansion of Europe : the culmination of modern history (la meilleure partie du livre se rapporte à la transformation de l'empire britannique de 1815 à 1878. — Science and learning in France, with a survey of opportunities for american students in french Universities (très beau volume qui est un hommage rendu à l'enseignement supérieur français). — *Grumbach.* Das Annexionistische Deutschland (c'est le plus intéressant recueil de documents qu'on ait encore publié sur la guerre; il renseigne sur l'insatiable appétit d'annexion qui pousse l'Allemagne). — La guerre de 1914; recueil de documents intéressant le droit international (important). — *James W. Gerard.* My four years in Germany (apprend beaucoup de faits nouveaux et confirme de nombreux soupçons). — *Albert C. Bates.* Correspondence and documents during Roger Wolcott's governorship of the colony of Connecticut, 1750-1754. — *Ch. Altschul.* The american revolution in our school text-books (montre que les précis d'histoire mis entre les mains des enfants américains sont pour la plupart encore aujourd'hui inspirés par les sentiments d'animosité qui, au XVIIIe siècle, soulevèrent les colons d'Amérique contre l'Angleterre; c'est pourquoi, dans le conflit actuel, les sympathies américaines se portèrent non point vers l'Angleterre, malgré les affinités de langue, de race et de coutumes, mais vers

la France). — *D. Rowland.* Official letter books of W. C. Claiborne, 1801-1816 (documents relatifs à l'histoire de la vallée inférieure du Mississipi). — *K. S. Latourette.* The history of early relations between the United States and China, 1784-1844 (bon). — *B. H. Meyer* et *Caroline E. Macgill.* History of transportations in the United States before 1860 (très utile compilation sur l'histoire des routes de terre et d'eau et sur les moyens de transport avant le grand développement des chemins de fer). — *Mary Agnes Mac Cann.* The history of Mother Seton's daughters : the sisters of charity of Cincinnati, Ohio, 1809-1917 (admirable recueil de documents et de faits sur les sœurs de charité catholiques). — *Th. J. Arnold.* Early life and letters of general Thomas J. Jackson, « Stonewall » Jackson (important recueil de documents par un neveu du fameux général). — *John W. Platner.* The religious history of New England (bon). — *Horace M. Lippincott.* Early Philadelphia; its people, life and progress (très intéressant). — *Ch. C. Pearson.* The readjuster movement in Virginia (remarquable). — *H. Lindley.* Indiana as seen by early travellers; a collection of reprints from books of travel, letters and diaries prior to 1830 (intéressant). — *Fr. Merk.* Economic history of Wisconsin during the civil war decade (modèle d'étude économique). — *Z. Engelhardt.* The missions and missionaries of California; t. III-IV (histoire détaillée de la Californie jusqu'à l'occupation américaine, écrite par un franciscain, au point de vue des missions franciscaines). — Memorias de fray Servando Teresa de Mier, del convento di Santo Domingo, de Mexico, diputado al primer congreso constituyente de la República (intéressant; mais il n'était pas nécessaire de rééditer des fragments d'un livre déjà publié en entier en 1876). — *S. Pinilla.* La creación de Bolivia (fragments d'un ouvrage inédit par un jurisconsulte et diplomate éminent de Bolivie). — *M. L. Amunátegui* et *B. V. Mackenna.* La dictatura de O' Higgins (réimpression des deux ouvrages déjà publiés en 1853 et en 1860). — *Lino D. Level.* Cuadros de la historia militar y civil de Venezuela (simple réimpression d'un volume de textes déjà publiés à Caracas en 1911 sous le titre d'Historia patria). — *R. W. Sockman.* The revival of the conventual life in the church of England in the nineteenth century (excellente histoire des trente établissements conventuels qui ont été fondés de 1847 à 1899 sous le contrôle de l'Église établie).

21. — The Nation. 1918, 17 janvier. — Official letter books of *W. C. Claiborne*, 1801-1816; 6 vol. publ. par *Dunbar Rowland* (Claiborne fut le premier gouverneur du territoire de Mississipi et le premier gouverneur élu du territoire de la Louisiane. Il y montra moins de talent que d'énergie; sa correspondance renseigne sur l'introduction du régime américain dans une région turbulente et jusqu'alors assez mal administrée). = 31 janvier. Richesse de l'Amérique en manuscrits (il s'agit des manuscrits déposés à la bibliothèque du

Congrès et qui appartiennent à la nation. Le nombre s'en est tellement accru dans ces dernières années qu'il faut prendre des mesures spéciales pour en faciliter la publication). — *Roger S. Hoar.* Constitutional Conventions (très utile résumé du travail accompli par les diverses Conventions ou Chambres législatives aux États-Unis depuis un demi-siècle. — *George A. Barton.* Archæology of the Bible (excellent). = 7 février. Les traités secrets (l'*Evening Post* ayant publié le texte des traités secrets de la Russie et autres documents portés par Trotzky à la connaissance du public, la direction de *The Nation* a demandé à plusieurs professeurs d'universités leur opinion sur les révélations que ces documents nous apportent. On donne ici dix de ces réponses). — Général *Benjamin F. Butler.* Private and official correspondence during the period of the civil war (5 vol. publiés par la petite-fille du général, Me Jossie Ames Marshall. Important). — Colonel *John S. Mosby.* Mémoires; publiés par *Ch. W. Russel* (la plus importante partie de ces mémoires se rapporte à la part prise par le général de cavalerie Stuart à la campagne de Gettysburg). = 14 février. Richard ROBERTS. Un apôtre oublié de la liberté (il s'agit de Lamennais, qu'on ne saurait appeler « a neglected apostle », et des *Paroles d'un croyant*). = *W. P. Trent*, etc. Cambridge history of american literature. Vol. I. Colonial and revolutionary literature, early national literature. Part I (livre remarquable, malgré un évident défaut de proportions entre les diverses parties, défaut commun à toutes les œuvres auxquelles sont employés plusieurs collaborateurs). = 21 février. N. SCHMIDT. L'avenir de la Turquie en Europe (c'est la Société des nations qui devrait régler la question d'Orient : Constantinople et les Détroits étant neutralisés et une indemnité raisonnable accordée à la Turquie en échange des possessions qu'elle abandonnerait en Europe, cette Société pourrait assurer la tranquillité des pays chrétiens sur la base du respect des nationalités). — W. R. THAYER. Pasquale Villari. = C.-rendu : *Léon Trotzky.* The Bolsheviki and world peace (livre écrit au début de la présente guerre; c'est un résumé de la philosophie révolutionnaire de Marx et, comme tel, il contient peu de nouveau; mais, quand on pense à l'application que l'auteur a faite de ses maximes, on est effrayé autant qu'intéressé).

GRANDE-BRETAGNE.

22. — The english historical Review. 1918, janvier. — Murray L. R. BEAVEN. Le roi Edmond Ier et les Danois d'York (Athelstan est mort le 27 octobre 939 et non 940; si l'on restitue cette année 939-940 au règne d'Edmond Ier, on parvient à débrouiller la suite des événements qui s'accomplirent dans le nord de l'Angleterre entre la mort du premier de ces rois et le meurtre du second). — E. ARMSTRONG. Les archives de Médicis (d'après le catalogue qui en a été publié en 1917; cf. *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 431). — G. C. Moore SMITH. Robert

Hayman et la colonisation de Terre-Neuve (biographie de R. Hayman, 1575-1633; en 1627, il fut le premier gouverneur d'une colonie qui venait de se former dans l'île de Terre-Neuve en un promontoire appelé Bristol Hope; sur cette colonie, Hayman écrivit plusieurs brèves poésies publiées par lui en 1628. La même année, il essaya, mais en vain, d'intéresser Charles Ier à la colonie qui, peu après, fut abandonnée). — Clarence E. Carter. Politique de l'Angleterre à l'égard des Indiens américains du Sud, 1763-1768. — R. L. Poole. L'emploi le plus ancien du cycle de Pâques de Denys le Petit (c'est en 664, au concile de Whitby, que le comput de Denys a été définitivement invoqué et accepté comme étant l'usage « romain » ou « catholique »). — Miss E. B. Demarest. Les pennies des hundreds (il y a dans le Domeday book des traces de contributions payées par les hundreds; c'était une taxe publique rattachée par un lien fort obscur au système fiscal de l'Angleterre saxonne). — W. E. Lunt. Les sources du premier concile de Lyon en 1245 (les deux principales sources où l'on puise d'ordinaire les renseignements sur la déposition de l'empereur Frédéric II sont le récit de Mathieu de Paris avec une « Brevis nota » anonyme « eorum quae in primo concilio Lugdunensi generali gesta sunt ». Il faut y ajouter un troisième document publié par Cole en 1844 : « Diversi articuli in concilio generali Lugdunensi et alibi. » La comparaison entre ces trois textes augmente la défiance que l'on doit avoir à l'égard de Mathieu de Paris, qui a sans doute enjolivé les détails recueillis par lui de première main; la « Brevis nota » mérite plus de créance). — Edward Salisbury. Un accord politique en juin 1318 (document en français qui s'est glissé par hasard dans une liasse de pièces relatives à l'Écosse et comprises entre les années 1546 et 1653; il est fort endommagé, mais il porte une date : celle du 11 juin, et se rapporte à l'invasion de l'Angleterre par les Écossais en 1318. C'est un accord passé entre plusieurs grands du royaume réunis à Westminster au « petit Échiquier » afin de délibérer sur les mesures à prendre et en particulier sur la conduite séditieuse du comte de Lancastre). — W. H. Grattan Flood. La chapelle royale de la reine Marie (rapide histoire de cette institution musicale, qui fut introduite à la cour d'Angleterre par Édouard III en 1348. Publie une liste officielle des personnes qui composaient la Chapelle royale en 1554). — H. J. Lawlor. Les tombes de Swift et de Stella (on a dit que Swift avait été enseveli dans le cercueil de Stella dans la cathédrale de Saint-Patrick à Dublin. C'est une erreur : ils eurent chacun leur cercueil; mais, à la suite d'une exhumation en 1835, le crâne de Stella fut déposé dans le cercueil de Swift). = C.-rendus : *Gwatkin*. Church and State in England to the death of Queen Anne (ouvrage inférieur à la réputation de l'auteur). — *L. F. R. Williams*. History of the abbey of St. Alban (travail fort estimable, malgré de regrettables lacunes). — Calendar of Liberate rolls preserved in the P. R. O. Henry III. Tome I : 1226-1240 (important. Le texte est riche de mots latins dont le sens

est obscur). — *D. Willis*. The estate book of Henry Bray de Harleston (bonne édition d'un texte intéressant). — *J. N. Dalton*. The collegiate church of Ottery St. Mary, being the Ordinatio et statuta ecclesie S. Marie de Otery, Exonensis diocesis 1338-1339 (somptueux volume consacré à un texte intéressant et très bien édité). — *C. T. Flower*. Public works in medieval law; vol. I (important). — *W. Jorga*. Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au xve siècle. 4e série : 1453-1476 (beaucoup de textes recueillis avec la plus méritoire diligence). — *Ch. L. Powell*. English domestic relations, 1487-1653 (étude d'un caractère surtout bibliographique sur les ouvrages relatifs au mariage et à la vie de famille; beaucoup d'omissions et d'erreurs). — *A. Renaudet*. Préréforme et humanisme à Paris, 1494-1517 (remarquable). — *Arthur J. Klein*. Intolerance in the reign of Elizabeth, queen of England (estimable, mais superficiel). — *H. Grotius*. The freedom of the seas; translated by *R. Van Deman Magoffin*, edited by *James B. Scott* (cette traduction pourra rendre de sérieux services; mais l'on a eu le tort de prendre pour base l'édition de 1633 sans se référer à l'édition princeps de 1609; la traduction n'est pas toujours exacte). — *H. E. Egerton*. British foreign policy in Europe to the end of the nineteenth century (bon et impartial résumé). — *A. Panella*. Gli studi storici in Toscana nel secolo xix (bon). — *Gr. Yakchitch*. L'Europe et la résurrection de la Serbie, 1804-1834 (bon). — *J. W. Fortescue*. History of the British army; vol. VIII (ce volume se rapporte presque uniquement aux opérations militaires en Espagne, 1811 et 1812). — *Alfred Stern*. Geschichte Europas von 1848 bis 1871; vol. I (remarquable). — *P. J. Treat*. The early diplomatic relations betwen the United States and Japan, 1853-1865 (utilise beaucoup de documents officiels, notamment une collection manuscrite de feu Robert H. Pruyn, qui fut ministre des États-Unis au Japon de 1862 à 1865). — *R. Blair*. Archæologia Aeliana; 3e série, t. XIV (plusieurs mémoires intéressants pour l'histoire de Durham). — *R. Edgar*. An introduction to the history of Dumfries; publ. par *R. C. Reid* (bon).

23. — History. 1918, janvier. — Ch. H. Firth. L'expulsion du Long Parlement (passe en revue et critique les récits de cet événement qui ont été composés sous la Restauration; montre qu'un injurieux discours prêté à Cromwell dans cette circonstance n'est qu'un pastiche politique fabriqué en 1768 au temps de l'affaire Wilkes). — C. W. Prévité-Orton. Une prophétie du temps d'Élisabeth (traite à ce propos de plusieurs prophéties depuis le xiie siècle). — N. H. Baynes. La politique étrangère et les intérêts commerciaux de Rome (est-il exact de dire que la politique étrangère de Rome eut pour objet de détruire le commerce des peuples rivaux? Résume les arguments qu'on peut opposer à cette opinion généralement acceptée par les plus récents historiens). — C. P. Lucas. Le sens du mot Protectorat (appliqué aux colonies et dépendances britanniques). = C.-rendus : *A. M. Wergeland*. Slavery in germanic society during the middle ages (bon). —

C. W. Prévité-Orton. Outlines of mediæval history (bon manuel). — *A. G. Little*. Studies in english Franciscan history (excellent). — *H. W. Household*. Our sea power, its story and its meaning (ouvrage mal bâti et assez souvent inexact). — *L. J. Trotter*. History of India; nouv. édit. par *W. H. Hutton* (la continuation, de 1874 à 1911, recommande l'ouvrage).

24. — The Quarterly Review. 1918, janvier. — Sir Fred. Pollock. L'unité impériale; conditions pratiques (le lien qui rattache actuellement les unités constituant l'Empire britannique : dominions autonomes, colonies de la couronne, l'Inde, les îles de la Manche, est surtout moral : c'est l'allégeance due par chacune d'elles au souverain; mais il faut perfectionner cet organisme trop rudimentaire. Il faut un pouvoir central indépendant et permanent. Reste à trouver la forme la mieux appropriée à cet organe; sera-t-il conseil ou parlement?). — Sir W. M. Ramsay. Les paysans turcs d'Anatolie. — G. M. Trevelyan. De Waterloo à la Marne (réflexions suggérées à l'auteur, sur les grands événements de l'histoire du monde depuis un siècle par la lecture de l'Histoire universelle de Pierre Orsi). — John Middleton Murry. Charles Péguy. — Gaetano Salvemini. L'Italie et les Slaves du Sud (étudie successivement les problèmes de la Vénétie julienne, Gorizia et Gradisca, de Fiume, de la Dalmatie. La convention de Londres a cherché à les résoudre par voie de compromis. L'Italie est prête à faire des concessions, pourvu que les Italiens demeurant dans les pays cédés aux Slaves soient traités de la façon la plus libérale. Malheureusement, les publicistes anglais et français paraissent bien plus disposés à favoriser les intérêts des Slaves que ceux des Italiens; ils devraient bien plutôt jouer le rôle de médiateurs). — Algernon Cecil. Deux Gladstoniens distingués (à propos de la correspondance du premier Lord Acton et des souvenirs du vicomte Morley). — J. A. R. Marriott. La diplomatie moderne. — Vigilant. Les Sinn Feiners et l'Allemagne. — B. Clayton. Les Sinn Feiners et le Travail. — Colonel Blood. Le cours de la guerre (depuis octobre 1917, sur tous les fronts).

25. — Transactions of the R. Historical Society. 3e série, t. XI, 1917. — Ch. H. Firth. Allocution présidentielle (histoire des rapports diplomatiques entre l'Autriche et l'Angleterre depuis le xve siècle jusqu'en 1815. Théorie de la balance des pouvoirs au xixe siècle et désillusion graduelle des hommes d'État anglais à l'égard de la politique autrichienne dans la question d'Orient). — J. Holland Rose. La mission de M. Thiers chez les puissances neutres en 1870 (on sait que cette mission échoua, que même l'Autriche et l'Italie, pourtant bien disposées envers la France, décidèrent de rester neutres. L'Autriche prétendit que la Russie l'avait avertie qu'elle joindrait aussitôt ses forces à celles de la Prusse si elle intervenait en faveur de la France; mais cette menace ne fut qu'un prétexte imaginé par le comte Beust

pour mieux éconduire Thiers. Il y eut cependant un moment, après le retour de celui-ci, où l'Angleterre et l'Autriche auraient pu s'entendre et agir de concert au moins dans la question d'Orient et attirer la Russie dans leur parti ; mais elles restèrent passives autant que Bismarck était entreprenant. « Thiers échoua parce qu'à Vienne, à Londres, à Petrograd, il ne se trouva pas un homme d'État assez perspicace pour discerner les malheurs résultant d'un triomphe complet de l'Allemagne ni assez résolu pour l'obliger à écouter la voix de l'Europe »). — William FOSTER. Le bureau pour les affaires de l'Inde, 1784-1858 (expose l'organisation de cet important office, officiellement appelé « le très honorable Bureau des Commissaires pour les affaires de l'Inde », ses méthodes de travail, son personnel, les divers locaux qu'il occupa, etc., d'après les archives mêmes de cette administration). — Miss I. D. THORNLEY. La législation de Henri VIII sur le crime de trahison, 1531-1534 (cette législation fut approuvée par le Parlement, qui a donc, lui aussi, sa part de responsabilité dans l'application sanguinaire de l'Acte voté en 1534). — Henry GEE. Le complot de Derwentdale en 1663 (ce complot avait pour but de renverser le Parlement, de mettre à mort les évêques, doyens et chapitres, de détruire le livre des pièces officielles et de démolir les églises. L'histoire en est contée d'après les nombreuses dépositions obtenues des personnes arrêtées). — H. P. BIGGAR. Charles-Quint et la découverte du Canada (montre l'attention inquiète, hostile même, avec laquelle l'empereur ne cessa d'observer les progrès de la colonisation française au Canada ; « qu'on fasse aux Français une vigoureuse opposition », écrivait-il encore en 1548 à son fils, « et ils abandonneront la partie »). — A. F. SIEVEKING. Le duel et le militarisme (montre l'étroit rapport qui exista toujours entre le métier des armes et leur emploi en combat singulier, autorisé ou non par la loi. « Sous notre forme de gouvernement insulaire et démocratique, le duel n'a été qu'une manifestation temporaire de la faiblesse passionnée qui anime l'être humain ; au contraire, le militarisme ou tout autre système qui dénote la domination politique ou sociale d'une caste militaire, ou même le culte d'un idéal guerrier, offensif ou défensif, répugne à une nation attachée aux lois, aux coutumes et aux méthodes de ses pères. ») — Claude JENKINS. Les manuscrits historiques de Lambeth.

ITALIE.

26. — Atti e Memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna. 4e série, t. IV, 1914, janvier-juin. — Umberto SANTINI. Les droits sur les mutations et les rentes imposés à la ville de Forli en 1364 (par le cardinal Gilles Albornoz, légat du Saint-Siège ; histoire et nature de ces taxes ; leur importance économique. Texte des statuts de 1364). — F. BOSDARI. La commune de Bologne à la fin du XIVe siècle (le chapitre I contient un résumé de

l'organisation politique, sociale et intellectuelle. Quelques documents publiés en appendice). — A. Hessel. La légitimation d'Anselmino Dalla Cocca (Anselmino était un bâtard de Bonacosa Dalla Cocca, bourgeois de Bologne. Publie la minute d'un diplôme de légitimation au nom de Rodolphe de Habsbourg, roi de Germanie). — I. B. Supino. Alfonso Rubbiani (article nécrologique). = Juillet-décembre. G. Ghirardini. La question étrusque des deux côtés de l'Apennin (leçon d'ouverture à l'Université de Bologne, le 20 janvier 1908; résumé des travaux qui, depuis un quart de siècle, ont été publiés sur cette question). — A. Palmieri. Les feudataires et le peuple de la Montagne de Bologne; période communale (traite des grands barons, des vassaux de second ordre, des châteaux et des communautés rurales, de la décadence de la grande propriété féodale après l'an 1000, de la classe des artisans et des commerçants et des non-libres jusqu'au xiiie siècle). — F. Gabotti. Amédée VI de Savoie appelé au secours de Bologne en 1360 (publie une lettre du pape Innocent VI au Comte vert, le 26 avril 1360). — E. Filippini. Ercole Grandi de Ferrare, peintre et architecte du xve siècle. — G. Gerola. Les treize Sporades dans le ms. de Cristoforo Buondelmonti (publie, d'après le ms. de Ravenne, Classense 308, une description latine de ces îles en 1420; avec un fac-similé). — D. Sante Ghigi. Les ossements de Théodoric, roi des Goths (on ne saurait accuser les moines bénédictins de Palazzolo ni ceux de S. Maria della Rotonda d'avoir profané la tombe du roi arien, car ils n'étaient pas encore à Ravenne quand le sarcophage fut vidé; le fait se produisit sans doute vers l'an 560, quand l'archevêque de Ravenne, Agnello, 556-569, reconsacra au rite catholique les églises des Goths et le Mausolée lui-même). — Lino Sighinolfi. Antonio di Vincenzo et Arduino Arriguzzi, architectes de San Petronio. = T. V, 1915, janvier-juin. F. von Duhn. Bologne préétrusque et étrusque; traduit de l'allemand par Lorenzo Bianchi (le texte original a paru dans la *Præhistorische Zeitschrift*, t. V, 1913; il y a dans la traduction quelques corrections et additions. Mémoire de soixante-quatre pages). — Aldo Foratti. L'église de Saint-Pierre à Bologne du xve au xviie siècle (documents relatifs aux travaux de construction et d'entretien. Avec huit planches). — Fr. Lanzoni. Les sources de la légende de saint Apollinaire de Ravenne (étude critique sur la *Passio sancti Apollinaris*, qui est du viie siècle, et sur le développement qu'a prise la légende jusqu'au xviie). — Guiseppe Ravaglia. Une monographie sur les thermes de Porretta au xive siècle (elle a pour auteur Bonaventura, dit Tura Castelli ou da Castello, Bolonais, qui fut docteur en philosophie et en médecine en 1335 et docteur en droit canonique et civil en 1345. Son traité sur les bains de Porretta a été traduit en français et publié dans les *Annales de la Société d'hydrologie* par le docteur Bonnejoy, t. XIV. Suit une liste des sept mss. de ce traité et des quatorze éditions qui en ont été données). — Filippo Bosdari. Giovanni I Bentivoglio, seigneur de Bologne, 1401-1402. Mémoire de soixante-douze

pages, suivi de documents. = Juillet-décembre. Les Ombriens dans les tombes antiques de Terni (ils appartiennent au type méditerranéen ; ce sont donc les plus anciens habitants de l'Italie. Ils sont antérieurs aux « ariens », que les archéologues appellent « italiotes ». L'invasion arienne doit avoir eu lieu avant l'âge du bronze). — Tommaso CASINI. Notes sur la topographie historique de Bologne. — Pericle DUCATI. Sur les rites funéraires observés dans les sépulcres étrusques de l'antique Felsina. = T. VI, 1916, janvier-juin. P. FRANCIOSI. Maître Antonio de Sommarino, orfèvre de la Renaissance (ami intime de Raphaël, de Jules Romain, de Benvenuto Cellini, de P. Bembo, de B. Castiglione, du cardinal Bibiena, argentier de la cour pontificale ; né entre 1450 et 1460, mort à la fin d'octobre 1522 ; sa vie et ses œuvres). — Giuseppe GEROLA. Le tableau d'histoire figuré dans les mosaïques de S. Apollinare in Classe (la scène figurée sur la paroi nord de la tribune à S. Apollinaire, dans la mosaïque exécutée sous l'archevêque Reparatus en 671-677, représente la remise des diplômes que ce prélat obtint de Constantinople. Reparatus est l'un des deux archevêques nimbés, saint Apollinaire est l'autre ; parmi les empereurs, il faut reconnaître Constantin IV Pogonatos, Héraclius et Tibère). — Tommaso CASINI. Sur la constitution ecclésiastique du pays bolonais. I. La liste des églises de Nonantola, 1366 (cette liste doit son nom à un de ses anciens possesseurs, don Andrea Placido Ansaloni, né à Nonantola en 1719, vicaire de l'abbaye en 1775, mort en 1791 ; elle fut dressée en décembre 1365 par don Fazió, prieur de S. Siro à Bologne, qui ajouta sur son registre les collectes faites en 1366, 1368, 1372 et 1374. Elle peut aider à fixer les limites ecclésiastiques du diocèse et, par là aussi, celles des territoires de la région dans l'antiquité). — Lino SIGHINOLFI. Notes biographiques sur Francesco Francia (le Francia orfèvre et peintre naquit non pas en 1450, mais vers 1445-1446 ; il était fils de Marc Raibolini ; vers 1483, il prit le surnom de Francia parce qu'à cette époque sa famille alla habiter une maison dite « des Francia » ; il mourut le 5 janvier 1517). = Juillet-décembre. A. PALMIERI. La conjuration ourdie pour soumettre Bologne au comte de Vertus (1388-1389 ; le comte de Vertus était alors Jean Galéas Visconti, qui fut plus tard duc de Milan. Documents inédits en appendice). — L. FRATI. De quelques amis de Francia (Alessandro Achillini, Jacopo dal Gambaro, Bartolomeo Bianchini et Urceo Codro, Girolamo Pandolfi da Casio, Evangelista Scappi, Lodovico Dalla Calcina). — Pietro TORELLI. Pour la biographie de l'Arioste (plusieurs documents en appendice). — D. Sante GHIGI. Le baptistère des ariens à Ravenne au VIe siècle. — P. Serafino GADDONI. Inventaires de l'abbaye de S. Maria in Regola à Imola, 1398-1474. — Tommaso CASINI. Sur la constitution ecclésiastique du pays bolonais. II. Le « campione vescovile » de 1378 (autre liste des églises avec leurs appartenances. Elle est appelée par les archivistes « campione della mensa arcivescovile »). — Fr. LANZONI. A propos des faux commis par le P. Guido

Grandi (Lanzoni avait déjà émis des doutes sur l'authenticité de la Vita s. Bononii par Ratbert; G. Schwartz, dans le *Neues Archiv* de 1915, a prouvé que c'est un faux commis par le P. Grandi, camaldule, entre 1721 et 1733; il a de même fabriqué une inscription latine sur un certain saint Jean Vincent, ermite à Suse, et enfin une histoire de Léon, abbé de Nonantola. Or, il existe aux archives capitulaires de Faenza des preuves certaines que le P. Grandi a commis des faux, justement pour justifier l'attribution à l'ordre des camaldules d'un saint de Faenza, le fr. Novellone, mort en 1280).

27. — Nuovo archivio veneto. T. XXXII, 2e partie, 1916, octobre-décembre. — Roberto Cessi. L'aurore du Rinascimento (de la politique de Bonaparte à l'égard de Venise au moment où il se préparait à livrer la vieille république à l'Autriche). — Giuseppe Solitro. Les Comités secrets de la Vénétie avant et pendant la campagne de 1866. — Angelo Ottolini. L'irrédentisme vénitien et les proclamations nationales de 1860-1866 (avec un appendice de documents en vers et en prose). — G. Occioni-Bonaffons. Les élections dans les provinces vénitiennes au printemps de 1861 (les élections faites par le gouvernement autrichien, au lendemain de la paix bâclée de Villafranca, pour envoyer des députés à Innsbruck et à Vienne, ont témoigné avec éclat des sentiments patriotiques des Vénitiens maintenus sous le joug). — Augusto Serena. Documents réservés de la police autrichienne dans les provinces vénitiennes, 1860-1864 (ces documents, trouvés chez un marchand de salaisons, proviennent du commissaire supérieur de la police à Bellune). — Antonio Battistella. Petites notes de la police impériale. — A. Pilot. Venise de 1851 à 1866, d'après les journaux inédits de Cicogna. — Edoardo Piva. Les Autrichiens chassés de Rovigo en mars 1848 et l'organisation du Comité départemental de la Polésine. — Alessandro Luzio. Mantoue en 1848 (publie des fragments inédits de Don Enrico Tazzoli, d'après l'autographe). — Luigi Rizzoli. La séance du Conseil communal de Padoue, 28 juillet 1866, et la médaille en l'honneur d'Alberto Cavalletto (médaille destinée à récompenser les services rendus à la ville par un de ses plus éminents citoyens : Cavalletto, ingénieur hydraulique distingué, ancien combattant de 1848-1849, incarcéré dans les prisons autrichiennes, exilé en 1859). — Sebastiano Rumor. Les premiers jours de Venise délivrée (juillet-décembre 1866). — Giambattista Ferracina. Petite chronique de Bellune en 1866, par Francesco Pellegrini. — Giuseppe Biadego. Correspondance inédite d'Aleardo Aleardi en 1850-1853. = T. XXXIII, 1re partie, 1917, janvier-mars. Benvenuto Cessi. Le droit pénal à Venise avant l'an 1000. — G. L. Andrich. Deux importants statuts municipaux du Comelico (l'intérêt de ces documents consiste à nous faire connaître la condition juridique des forêts dans deux communes du Cadore; l'un est pour S. Stefano et Casada, 1444, suivi de textes allant jusqu'en 1795; l'autre pour Caradies, Comelico supérieur, 1382). — Antonio Favaro. Les successeurs de Galilée à l'Université de

Padoue jusqu'à la chute de la République. — Giuseppe PALADINO. Deux drogmans vénitiens à Constantinople : Tommaso Tarsia et Gian Rinaldo Carli (1701-1718). — Mario BRUNETTI. Comment Casanova s'enfuit des « Plombs », d'après un récit contemporain (d'après les « Notatori » de Gradenigo, à la date du 1er novembre 1756; ces notes confirment le récit que l'on peut lire dans l' « Histoire de ma fuite »). = C.-rendus : *G. Bistort.* La repubblica di Venezia dalle transmigraziani nelle lagune fino alla caduta di Costantinopoli, 1453 (œuvre d'excellente vulgarisation). — *P. B.* Il beato Enrico da Bolzano nella sua vita e nel suo culto (biographie succincte de ce saint homme, pauvre bûcheron de Bolzano, qui mourut à Trévise le 10 juin 1315; cette même année naquit Boccace, qui fut d'ailleurs le premier à parler de lui. Étude sur les sources de cette biographie). — *G. Fiocco.* Giovanni Giocondo Veronese (bonne biographie d'un homme qui, né vers 1430, fut à la fois un lettré, un savant, un architecte civil et militaire, mais dont il est difficile aujourd'hui de déterminer exactement les œuvres). — *O. Battistella.* Della vita e delle opere di Gaetano Gherardo Zompini, pittore e incisore Nervesano del secolo XVIII (bon). = 2e partie, avril-juin. Eugenia MONZANI. La politique européenne en Orient vers la fin du XVIIIe siècle, d'après des documents de source vénitienne, 1789-1792. — Ricciotti BRATTI. Antonio Canova, sa vie artistique et privée, d'après une correspondance inédite (ce sont des lettres écrites à l'architecte Antonio Selva, intime ami de Canova, de 1780 à 1820). — Mario BRUNETTI. Le doge n'est pas « une enseigne de boutique » (bref commentaire d'un passage où Priuli rapporte, à la date du 21 novembre 1505, une inscription injurieuse pour le doge Loredan, accusé de s'enrichir lui et son fils aux frais de la République. Malgré toutes les recherches de la police vénitienne, l'auteur de cette inscription est demeuré inconnu). — Antonio FAVARO. Un « Conservatore » de l'Université de Padoue élu membre du Conseil des Dix en 1524 (ce « Conservatore » s'appelait Girolamo Balbi. Biographie de ce personnage et documents relatifs à son élection). — Guido BUSTICO. Le boudoir milanais d'une Aspasie vénitienne au temps de Napoléon Ier (biographie d'Anna Vadori, qui naquit à Venise le 1er septembre 1761 et mourut à Naples le 20 mai 1832. Elle avait connu la plupart des littérateurs de son temps, dont plusieurs furent ses amants; le général Berthier compte aussi parmi ses adorateurs, mais Bonaparte la fit chasser de Paris). — Ed. VIANELLO. Vincenzo Bellemo (notice nécrologique suivie d'une bibliographie des œuvres de cet érudit de Chioggia). = C.-rendus : *P. Silva.* La monarchia di Luglio e l'Italia (utilise beaucoup de documents inédits qu'il vaudrait la peine de publier intégralement. Très sévère pour la politique de Guizot). — *Arnaldo Segarizzi.* Relazione degli ambasciatori veneti al Senato; vol. I-III (ces rapports concernent uniquement les États italiens. Tous ne sont pas inédits; mais de ceux qui ont été déjà publiés on donne un texte souvent amélioré. Important). — *B. Ravà.* Venise dans la littérature fran-

çaise, depuis les origines jusqu'à la mort de Henri IV (ouvrage touffu et confus où il y a cependant beaucoup à prendre). — L'ultima dominazione austriaca e la liberazione del Veneto nel 1866 (important). — *Sebastiano Rumor*. Bibliografia storica della cittá e provincia di Vicenza (excellent). — *D. Vitaliani*. Contributo alla storia della Lauda sacra nel Veneto (bon). — *J. K. Fotheringham*. Marco Sanudo, conqueror of the Arcipelago (bon). = T. XXXIV, 1re partie, juillet-septembre. Eugenio MUSATTI. Le principat vénitien (quelques observations sur l'office de doge, surtout au XIVe et au XVe siècle). — Augusto SERENA. Le synode des ermites augustins à Trévise en 1526 (documents inédits sur ce synode, dont aucune histoire contemporaine n'a parlé. Il avait été réuni pour prendre des mesures contre l'hérésie luthérienne). — Giuseppe DALLA SANTA. Pour servir à la biographie d'un bienfaiteur de l'humanité au XVIe siècle : S. Girolamo Miani (Miani naquit vers 1486 et mourut en 1537). — Luigi RIZZOLI. Documents nouveaux sur la Monnaie de Padoue au temps des Carrare, 1381-1409. — Ricciotti BRATTI. Antonio Canova; sa vie artistique et privée; suite. — Vittorio LAZZARINI. Le diplôme original de Bérenger II et d'Adalbert pour l'abbaye de Notre-Dame de la Vangadizza (de Vérone, le 30 mai 961). — ID. Carlo Cipolla (notice nécrologique suivie d'une bibliographie qui ne comporte pas moins de 575 numéros). — A. PILOT. Trois sonnets inédits sur l'élection et la mort du doge Francisco Loredano.

28. — Nuova rivista storica. Anno I, 1917, fasc. 3, juillet-septembre. — Antonio ANZILOTTI. Du néoguelfisme à l'idée nationale; suite (les libéraux modérés de Toscane; Giuseppe Montanelli; le néo-catholicisme et la « Riforma cattolica della Chiesa », publiée par Gioberti; le concept de l'État par Rosmini; les idées exposées par les Jésuites dans la « Civiltá cattolica »; la crise du guelfisme qui tend vers la politique libérale et sa signification intime). — Ettore ROTA. La responsabilité de l'Allemagne dans la politique d'encerclement; la genèse de la guerre (montre l'importance de l'année 1898, où l'Europe bifurqua en deux camps distincts : le groupe germanique, agressif, querelleur, absolutiste, et le groupe celto-romano-slave, conciliateur, pacifiste et libéral. A cet instant s'arrêtent les triomphants débuts de Guillaume II; sa politique sera toujours plus envahissante, « mondiale », mais incohérente. Il ne put faire accorder sa « Weltpolitik » avec la « Weltœkonomie »). — Ettore BIGNONE. Le sophiste Antiphon et le problème de la sophistique dans l'histoire de la pensée grecque (à propos d'un important fragment d'Antiphon publié dans les papyrus d'Oxyrhynchus). — Rodolfo MONDOLFO. Esprit révolutionnaire et sens historique. — Un livre italien sur l'histoire du Bas-Empire et le haut moyen âge (celui de *F. Gabotto* : Storia dell' Italia occidentale nel medio evo, publié en 1911; livre d'un érudit de premier ordre et qui, cependant, a passé presque inaperçu en Allemagne et, par conséquent, aussi en Italie). = Fasc. 4, 1917, octobre-

décembre. — Giulio URBINI. L'architecture civile à Florence jusqu'au XVIe siècle. — Angelo OTTOLINI. La seconde république cisalpine, 2 juin 1800-14 février 1802 (rentrée de Bonaparte à Milan le 2 juin 1800 et organisation de la République cisalpine; premiers moments d'enthousiasme; retour des déportés et des bannis. Premiers symptômes d'opposition à une politique fort dissemblable de celle des Jacobins en 1797. A suivre). — Ettore ROTA. Rationalisme et histoire. Relations intellectuelles entre l'Italie et la France avant et après la Révolution française; suite (le problème politique et social de l'Italie à la lumière du rationalisme encyclopédique; la question religieuse pendant la période républicaine; le problème national à la lumière du positivisme historique et la réaction antifrançaise de Vincenzo Coco). — C. BARBAGALLO. Georges Platon (la vie et les œuvres de ce profond connaisseur des doctrines économiques, mort en février 1917. Sa critique du marxisme; influence exercée sur ses idées par les doctrines de Le Play. Bibliographie de ses œuvres). = C.-rendus : *Raffaele Ciasca*. L'origine del programma per l'opinione nazionale italiana (bonne étude sur les origines du Risorgimento). — *L. Halphen*. L'histoire en France depuis cent ans (excellent). = Anno II, 1918. [A partir de la présente année, cette revue paraît tous les deux mois.] G. FRACCAROLI. Philologie et littérature (proteste contre l'excès de la méthode allemande surtout en matière de philologie; l'enseignement et la science doivent former des hommes avant de produire des pédants). — Giosué MALIANDI. De la situation actuelle des études d'histoire religieuse (surtout en Italie). — Guido PORZIO. La plus ancienne aristocratie de Corinthe : les Bacchiades; suite. — C. B. Au sujet de l'œuvre historique de Pasquale Villari. — G. LAZZERI. Une histoire de Belgique (celle de Jules Destrée). — Giosué MALIANDI. Études italiennes d'histoire religieuse (à propos de l'ouvrage de *Ficarra* : la Posizione di S. Girolamo nella storia della cultura). — C. B. Une initiative de l'École papyrologique de Milan (cette école, fondée en 1912, se propose de publier régulièrement sous forme de brochures des textes tirés des papyrus, avec introduction, commentaire, bibliographie et lexique). — Fr. GUGLIELMINO. Un procès philologique et historique (résume un vif débat qui a récemment mis aux prises dans la presse italienne Ettore Romagnoli et Corrado Barbagallo et les philologues de l'école florentine, accusés de dilettantisme, de légèreté, etc.). = Fasc. 2. G. SALVEMINI. Pasquale Villari (notice nécrologique approfondie). — Giuseppe RENSI. Le concept de l'histoire de la philosophie (réagit vivement contre les conceptions et les méthodes allemandes, contre l'influence excessive de l'hégélianisme, contre l'école de B. Croce, de Gentile et de leurs partisans). — E. ROTA. Rationalisme et histoire; suite (le problème de l'école et de la liberté nationales à la lumière du positivisme historique). — De la manière d'écrire l'histoire (lettre de Louis Halphen sur les excès de la méthode critique, en réponse à certaines objections de C. Barbagallo, et réponse de ce dernier. Ces deux émi-

nents historiens sont d'accord pour dénoncer les abus de la méthode allemande). — E. Corbino. Un livre d'histoire économique (celui de *Giuseppe Prato* : Problemi monetari o bancari nei secoli XVII e XVIII.

29. — Rivista storica italiana. Vol. IX, 1917, fasc. 1, janvier-mars. — *Innocenzo Taurisano*. Hierarchia Ordinis Praedicatorum (travail très utile, rédigé à l'occasion du septième centenaire de la fondation de l'ordre dominicain). — *G.-B. Mannucci*. Pienza; i suoi monumenti e la sua diocesi (bonne monographie sur un petit centre d'art et d'histoire, qui fut la patrie d'Æneas Sylvius Piccolomini, pape Pie II). — *Q. Santoli*. Pratum Episcopi (doit être identifié avec Spedaletto; appartenait à la mense épiscopale de Pistoia). — *A. Canestrelli*. I visconti di Campiglia in Val d'Orcia (intéressant pour l'histoire des relations de ces vicomtes avec Sienne). — *B. Mattiauda*. Il nome di Savona e i nomi topografici di origine ligure (insuffisant; l'auteur connaît mal les règles de la toponomastique). — *D. Bizzarri*. Ricerche sul dirritto di cittadinanza nella costituzione comunale (bon). — *G. B. Picotti*. Fra il poeta ed il laura. Pagina della vita di Agnolo Poliziano (intéressant et nouveau). — *O. Tommasini*. Nota critica intorno all' opera di *A. Gerber* : Niccolò Machiavelli (beaucoup de corrections et d'additions à la bibliographie des œuvres de Machiavel). — *B. Croce*. La Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza (important). — *G. Ialla*. Storia della Riforma in Piemonte 1517-1580 (beaucoup de faits et aussi de confusion). — *I. del Lungo* et *A. Favaro*. La prosa di Galileo. Dal carteggio e dai documenti (deux volumes très importants pour l'histoire de Galilée). — *L. Russo*. Pietro Metastaso (intéressant). — Publications relatives à la Révolution française et au Risorgimento. = Fasc. 2, avril-juin. *Pio Pecchiai*. Gli archivi degli antichi ospedali Milanesi. I. Il fondo dell' ospedale di Sant' Ambrogio (ce fonds d'archives va du milieu du XIIe siècle au milieu du XVIe). — *Ad. Giobbio*. Chiesa e Stato nei primi secoli del Cristianesimo, 40-476 (l'auteur connaît les textes à fond; mais il se tient obstinément sur le terrain de l'orthodoxie). — *A. Ricci*. Un falso diploma di Federico Barbarossa (diplôme de l'année 1162 connu seulement par une copie de 1757). — *V. Lazzarini*. Il preteso documento della fondazione di Venezia e la cronaca del medico Jacopo Dondi (bon). — *G. Dalla Santa*. Uomini e fatti dell' ultimo trecento e del primo quattrocento (d'après les lettres de Ruggero et d'Andrea Contarini écrites à leur frère Giovanni, étudiant à Oxford et à Paris de 1392 à 1408). — *Ridolfo Livi*. Guido da Bagnolo, medico del re di Cipro (ce médecin fut un des amis de Pétrarque; sa biographie d'après des documents nouveaux, parmi lesquels son testament, daté du 12 octobre 1362). — *Al. Giulini*. Di alcuni figli meno noti di Francesco I Sforza, duca di Milano (bon). — *Arnaldo Segarizzi*. Contributo alla storia delle congiure Padovane (apporte beaucoup de documents nouveaux sur les conspirations contre Padoue au XVe siècle). — *A. Corsini*. Andrea Vesale nello studio di Pisa (publie les lettres du secrétariat grand-ducal, qui con-

cernent le séjour de Vésale à Pise en 1544). — Nel secondo centenario della nascità del conte Giorgio Giulini, istoriografo Milanese (deux beaux volumes publiés aux frais de la municipalité milanaise). — Publications relatives à la Révolution française et au Risorgimento. = Fasc. 3, juillet-septembre. Analecta Franciscana, sive Chronica aliaque varia documenta ad historiam fratrum minorum spectantia. T. VI : Necrologia (ce volume comprend : 1° le nécrologe du monastère de Mende de 1290 à 1790 par Clovis Brunel; 2° celui de la province de Sainte-Élisabeth de Thuringe, 1633-1910, par le P. Gallo Haselbeck; 3° celui de la province de Strasbourg par le P. Patrice Schlager; 4° celui du monastère de Liège dit de Jérusalem, 1447-1794, par le P. Ugolin Lippeus; 5° celui des frères de l'Observance de Raguse par le P. Benvenuto Rode). — *A.-R. Scarsella.* Annali di S. Margherita Ligure; t. II (fin de cette estimable monographie, 1734-1863). — *G. Bistort.* La repubblica di Venezia dalle trasmigrazioni nella laguna fino alla caduta di Constantinopoli (bon résumé). — *Clarence E. Boyd.* Public libraries and literary culture in ancient Rome (utile recueil des rares notices que nous possédons sur les vingt-huit ou vingt-neuf bibliothèques publiques qui existaient à Rome au temps de l'Empire romain). — *P. Guidi.* Gli antichi vescovi di Lucca (bon). — *A. Mathis.* Il pontefice Benedetto IX (étude scrupuleuse des sources; l'auteur, qui est un Jésuite et qui écrit dans la « Civiltà cattolica », fait preuve d'une assez grande largeur d'esprit; il en veut surtout à Gregorovius, mais sa critique n'est pas toujours sûre). — *F. Pimpinella.* Gelasio II (le pape Gélase appartient à une famille noble de Gaëte, celle de Coniulo). — *E. Perricone.* La tomba porfirea di Ruggiero II, primo re di Sicilia (bon). — *A. Tallone.* Tomaso I, marchese di Saluzzo, 1244-1296 (excellente biographie). — *L. Fumi.* Eretici e ribelli nell' Umbria (beaucoup de détails et d'idées sur l'histoire religieuse et politique de l'Ombrie où l'influence franciscaine fut si forte. Excellent complément à l'œuvre magistrale de F. Tocco). — *G. La Mantia.* Su i più antichi capitoli della città di Palermo dal sec. XII al XIV (bon). — *A. Serafini.* Girolamo da Carpi, pittore e architetto Ferrarese, 1501-1556 (bon). — *P. Franciosi.* Maestro Antonio da Sammarino orafo e politico del Rinascimento, e la storia della repubblica 1480-1530 (monographie très détaillée sur maître Antonio Fabri, de Saint-Marin, 1450-1522, orfèvre et diplomate; appendice de documents utile pour l'histoire de la République). — *A. de Pellegrini.* Genti d'arme della repubblica di Venezia. I condottieri Porcia e Brugnera, 1495-1797 (bonne histoire de quinze des familles de Terre ferme qui ont fourni des condottieri à la République). — *Giov. Sforza.* Un viaggio attraverso i Balcani nel 1575 (relation composée par Carlo Ranzo, gentilhomme de Verceil, qui accompagna Jacques Soranzo dans son ambassade auprès du sultan Mourad III). — *W. Boulting.* Giordano Bruno; his life, thought and martyrdom (bon; à noter ce qu'il dit de Bruno lors de son séjour en Angleterre et de ses idées sur les institutions anglaises). — *A. Favaro.*

I successori di Galileo nello studio di Padova fino alla caduta della Repubblica (excellent). — *E. Verga.* Il comune di Milano e l'arte della seta dal sec. XV al XVIII (important). — *U. Benassi.* Guglielmo Du Tillot; un ministro riformatore del sec. XVIII (bon). — *Giulio Natali.* Idee, costumi, uomini del Settecento (important). — *Lide Bertoli.* La fortuna del Petrarca in Francia nelle prima metà del sec. XIX (bon). — *P. Silva.* La monarchia di Luglio e l'Italia (important; condamne la politique extérieure du gouvernement de Juillet qui, se séparant de l'Angleterre, finit par s'associer à la politique italienne de Metternich; il perdit par là toute influence auprès des libéraux et patriotes italiens, qui avaient fondé de grands espoirs sur le roi des Barricades). = Fasc. 4, octobre-décembre. *C. Barbagallo.* Il materialismo storico (très bon résumé). — *G. Landini.* Il codice Aretino 180 : Laudi antiche di Cortona (excellente description d'un manuscrit provenant de la « Fraternità de' Laici » d'Arezzo; publie 22 « laudi » encore inédites). — *Id.* Appunti di critica storica per l'origine e la vita delle fraternità laicali in Italia (important; montre l'influence considérable exercée par le mouvement franciscain sur la création de ces associations fraternelles). — *Ugo Mioni.* La sacra liturgia (ouvrage de vulgarisation pure). — *F. Giannini.* Storia della Polonia e delle sue relazioni con l'Italia (trop de noms et trop de textes; l'histoire de la Pologne s'en dégage mal). — *J. Luchaire.* Les démocraties italiennes (remarquable synthèse de psychologie historique). — *A. de Marchi.* Le antichi epigrafi di Milano (recueil complet des inscriptions milanaises depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, suivi d'études archéologiques déjà publiées ailleurs, mais réunies ici pour la première fois). — *E. Buonaiuti.* Sant' Agostino (dans ses Confessions, saint Augustin s'est proposé de défendre un système théologique; c'est donc avec précaution que ce livre doit être lu. Les auteurs contemporains de saint Augustin nous apprennent plus de choses certaines sur sa transformation intellectuelle et morale). — *P. Lugano.* San Columbano, monaco e scrittore, 542-615 (très bonne étude par le P. Placido Lugano, bénédictin de Montoliveto, directeur de la Rivista storica benedettina, pour fêter le treizième centenaire de la mort du célèbre missionnaire irlandais). — Chartularium Studii Bononiensis. Documenti per la storia dell' Università di Bologna. T. III (ce volume contient les chartes contenues dans les archives du monastère de Saint-Étienne à Bologne; c'est là que sont conservés les plus anciens documents relatifs à l'Université). — *P. Torelli.* Studi e ricerche di diplomatica comunale (bonne étude sur les notaires communaux dans l'Émilie et le pays lombard-vénitien). — *A. Favaro.* Di un tentativo per procurare una nuova emigrazione di scolari dallo Studio di Bologna a quello di Padova intorno alla metà del secolo XIV (curieux; deux autres études sur le même sujet accompagnent celle-ci). — *A. Renaudet.* Préréforme et humanisme à Paris, 1494-1517 (excellent). — *Giuseppe Della Santa.* Commerci, vita privata e notizie politiche dei giorni della lega di Cambrai (d'après la

correspondance des frères Merlini). — *Id.* Per la biografia di un benefattore dell' umanità nel' 500 (apporte quelques précisions pour la biographie de Girolamo Miani, patricien vénitien, fondateur de la Congregazione Somasca; il naquit vers 1486). — *Ingold.* Bénévent sous la domination de Talleyrand et le gouvernement de Louis de Beer, 1806-1815 (bon). — *Fr. Guardione.* Gioacchino Murat in Italia (fait beaucoup trop vite; nombreuses erreurs qui portent non seulement sur des détails, mais sur des faits généraux d'histoire italienne). — *P. Orsi.* Gli ultimi cento anni di storia universale, 1815-1915, t. II (bon manuel). — *A. Baretta.* Le società segrete in Toscana 1814-1824 (intéressant). — L'ultima dominazione austriaca e la liberazione del Veneto nel 1866 (recueil de divers mémoires réunis sous les auspices du Nuovo Archivio veneto pour célébrer le cinquantenaire de la délivrance de Venise).

ORIENT.

30. — Le Monde slave. 1917, septembre-octobre. — P. DE SOKOLOVITCH. Un appel serbe aux Russes (écrit en réponse à la fameuse déclaration russe sur les buts de la guerre). — A. MEILLET. Le petit russe et le grand russe (classement généalogique des principaux dialectes slaves et notamment des deux groupes grand russe et petit russe, d'après leurs caractères phonétiques). — Pierre CHASLES. La question ukrainienne et le principe des nationalités. — Émile HAUMANT. La crise pacifiste de Russie. — Louis EISENMANN. Le problème slave dans la crise européenne; fin (les Alliés ont promis à la Russie de ne pas la trahir, de ne pas faire la paix à ses dépens. « A travers la Russie, c'est à tout le monde slave qu'est faite cette promesse. De ce monde slave, l'honneur et l'intérêt à la fois interdisent aux Alliés d'abandonner aux Allemands la moindre parcelle, car la guerre n'a que trop montré le danger de l'hégémonie germanique sur le slavisme et l'importance capitale de la liberté du monde »). — Hubert PERNOT. Un ambassadeur allemand à Constantinople en 968 (Liudprand, évêque de Crémone, d'après le rapport qu'il adressa à l'empereur Otton Ier et l'étude de G. Schlumberger sur Nicéphore Phocas). — E. DENIS. Les Lettons. (résumé et critique d'une conférence d'Émile Doumergue). — V. KLOFAČ. Souvenirs de prison (arrêté en 1915; enfermé à la « Tour de la mort » à Vienne; libéré en 1917). = Novembre. E. DENIS. La Bulgarie et la diplomatie alliée (notre diplomatie s'est laissé duper par la propagande bulgare; elle a cru que la Macédoine était bulgare, alors que les savants ont prouvé qu'elle est serbe. Trompée par la presse cobourgeoise, elle s'est faite la complice inconsciente des ambitions bulgares. D'ailleurs la Macédoine n'est pour les Bulgares qu'un moyen : le vrai but est d'obtenir l'hégémonie dans les Balkans; afin de l'atteindre, le tsar Ferdinand a su jouer de tous les moyens : hypocrisie, trahison; nos diplomates ont fermé les yeux à l'évidence et persisté à croire que jamais la Bulgarie ne romprait avec la Russie, ne tournerait le dos

aux Alliés). — Jacques DE COUSSANGE. La question finlandaise (comment l'a posée l'inintelligente tyrannie des tsars; comment les Finlandais ont tenté de la résoudre depuis la guerre et la Révolution russe. Actuellement, en Finlande comme en Russie, c'est l'anarchie qui l'emporte). — Louis MARIN. Avis présenté au nom de la Commission du budget sur le projet de loi portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France signée à Corfou, le 4 novembre 1914, entre la France et la Serbie (annexe du *Journal officiel* au procès-verbal de la Chambre des députés, séance du 7 juin 1917). — Memorandum présenté par les délégués socialistes yougoslaves au Comité hollando-scandinave de Stockholm. — V. KLOFAČ. Souvenirs de prison; suite. = C.-rendus : *Louis Leger*. Le panslavisme et l'intérêt français (important. E. Denis rend un chaleureux hommage aux efforts prodigués depuis un demi-siècle par l'auteur pour la connaissance de la langue, de la littérature et des peuples slaves en France). — *F. W. Fœrster*. Das œsterreichische Problem vom ethnischen und staatspædagogischen Standpunkte; 2e édit. (ouvrage d'un sentiment très élevé; mais comment croire possible aujourd'hui une Autriche fédéraliste où chaque grande race serait représentée selon son importance et ses intérêts?). — *Grégoire Yakchitch*. L'Europe et la résurrection de la Serbie; 2e édit. (thèse de doctorat d'Université présentée à Paris en 1907 et qu'il était plus utile que jamais de rééditer). — *Bain* et *Miladinovitch*. Précis d'histoire serbe (bon). = Décembre. E. DENIS. La révolution russe et la France (« la France de 1789 et la démocratie russe de 1917 sont sorties des mêmes origines, elles s'inspirent des mêmes programmes, elles ont la même mission qui est de museler la guerre et d'introduire plus de justice et de douceur dans les relations des hommes et des peuples. Si elles se séparaient, un grand cri de détresse traverserait la terre et le voile du temple de l'avenir se déchirerait »). — D. DRAGHICESCO. L'intervention roumaine dans la guerre mondiale (ses raisons et ses conséquences). — Henri GRAPPIN. Les organisations politiques polonaises. — Andriya RADOVITCH. Le Monténégro et ses tendances nationales (le Monténégro doit s'unir à la Serbie; « cette union formera la base d'un nouvel état qui, englobant tous les Serbes, Croates et Slovènes, opposera un rempart puissant à la poussée germanique vers l'Orient »). — E. DENIS. L'armée tchèque (commmentaire historique du décret promulgué par le président de la République française le 16 décembre 1917, décret qui crée et organise une armée nationale de Tchécoslovaques). — Le discours du comte Czernin à la Délégation hongroise (traduction intégrale de ce discours sur le texte donné par la *Neue freie Presse* du 7 décembre 1917). = C.-rendus : *Sidney Whitman*. Things I remember; the recollections of a political writer in the capitals of Europe (intérêt médiocre de ces souvenirs; à noter cependant un récit assez coloré des journées révolutionnaires de Varsovie et de Moscou en 1905). — Les dangers mortels de la Révolution russe (livre d'une lecture très pénible et très ins-

tructive à la fois, notamment en ce qui concerne la question agraire, les allogènes et le fédéralisme). = Tome II, 1918, janvier. Édouard WORONIECKI. Le martyre des Polonais de Prusse (expose les pratiques récentes de l'administration prussienne en ce qui concerne la proscription de la langue polonaise, le service militaire, la justice, l'école, la religion, les réunions publiques et les associations, les manifestations de l'art et de la pensée, la vie rurale et urbaine. Le système antipolonais de la Prusse « crée des lois iniques pour étouffer la nationalité polonaise »). — Louis JOUSSERANDOT. Pouckhine en France; I (traductions françaises de ses œuvres, en prose et en vers). — Ch. QUÉNET. Tchaadaev et les « Lettres philosophiques »; I (biographie de cet écrivain qui fut à longue distance un des promoteurs de la Révolution russe. Né vers 1794, aristocrate, libéral et franc-maçon, il quitte la Russie en 1823 et visite l'Europe occidentale lorsqu'elle était en plein romantisme. Il rentre à Moscou en 1828). — P. G. LA CHESNAIS. Les bolcheviks (parle surtout de Lénine, de ses idées et de son influence prédominante). — Franco CVJETIŠA. La presse italienne et les discours de M. Lloyd George et du président Wilson (critiques assez vives de ces discours qui ménageaient l'Autriche-Hongrie et, par là même, compromettaient les espoirs les plus exaltés de l'Italie). — V. KLOFAČ. Souvenirs de prison; suite. — Marguerite R. DENIS. Ouvrages essentiels en français sur la Pologne. = C.-rendus : *E. Pittard*. La Roumanie (œuvre de bonne vulgarisation). — *Dragomir Pétronievitch*. Les cathédrales de Serbie (travail intéressant, mais peu exact dans le détail et par trop dénué d'esprit critique). — *Étienne Fournol*. De la succession d'Autriche. Essai sur le régime des pays autrichiens avant, pendant et après la guerre (remarquable de clairvoyance et de pénétration; un peu flottant parfois et pas assez nuancé).

31. — La Nation tchèque. 3e année, 1917 [Avec ce numéro, la *Nation tchèque* se transforme sous une nouvelle direction, celle d'Édouard Beneš, qui succède à Ernest DENIS. Cette revue paraîtra désormais en livraisons bimensuelles in-8°]. N° 1, 1er juin 1917. — E. DENIS. La manœuvre autrichienne et la paix séparée (« la seule pensée d'une négociation séparée avec le gouvernement de Vienne équivaudrait pour nous à une défaite grave; fin dans le numéro suivant »). — Albert MATHIEZ. L'ancienne rivalité austro-prussienne (depuis la conquête de la Silésie par la Prusse au XVIIIe siècle; mais la rivalité n'a jamais été qu'une question de préséance; au fond les deux empires sont unis et ce serait chimère que de vouloir chercher à briser leur entente). — Comment on juge notre action [celle des Tchèques] en Allemagne (analyse le numéro de mars 1917 d'une revue pangermaniste « Der Türmer », article de Ch. Hermann). = 15 juin-1er juillet. L. E. Qu'est-ce que l'Autriche-Hongrie? (« L'Autriche-Hongrie, c'est une dynastie qui, par sa diplomatie, a fait sa monarchie en Europe et, par son armée, l'a maintenue contre ses peuples ». Les peuples opprimés sont au moins les trois cinquièmes de la population; ils veulent la

destruction de la monarchie et leur affranchissement). — P. DE QUIRIELLE. Les buts de guerre et le droit des peuples (réponse au questionnaire rédigé par une commission hollando-scandinave et qui devait servir de base à la conférence de Stockholm. La réponse a été donnée par avance dans la note du 10 janvier. Il faut s'y tenir et, d'ailleurs, il est oiseux de discuter sur des buts que la guerre déplace constamment). — Le manifeste révolutionnaire des écrivains tchèques (celui du 19 mai 1917). — L'ouverture du Reichsrat de Vienne (le 30 mai 1917. Violente opposition des députés slaves; consternation des Allemands, qui se retournent contre les Tchèques). = 15 juillet-1er août. Andrea TORRE. La Bohême, l'Europe centrale et l'Italie (préface à un volume qu'Édouard Beneš vient de faire paraître à Rome sous le titre : « La Bohême contre l'Autriche-Hongrie »). — E. B. Le socialisme autrichien, le Congrès de Stockholm et la question d'Autriche-Hongrie; fin le 15 août. — Comment l'Autriche-Hongrie traite ses nations (publie une lettre d'un Ruthène qui a été arrêté le 31 août 1914 et déporté dans un camp de concentration près de Gratz en Styrie). = 15 août. H.-W. STEED. La Bohême, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne (préface au livre d'E. Beneš déjà mentionné plus haut). = 1er septembre. E. DENIS. Le pape et la paix; fin en octobre (important). — St. OSUSKY. La politique extérieure magyare avant la guerre (montre que, depuis 1848, depuis Kossuth, l'intérêt politique a toujours poussé les hommes d'état hongrois à l'alliance avec la Prusse). = 1er octobre-15 octobre. T.-G. MASARYK. La guerre mondiale et le problème des petites nations (discours prononcé à Kiev, le 19 juillet 1917, devant les Tchécoslovaques; « nous demandons la liberté et l'indépendance de notre nation, comme nous réclamons la liberté et l'indépendance pour les Polonais, les Yougoslaves et toutes les nations civilisées et conscientes en général. Nous revendiquons une Europe libre, une humanité librement organisée; c'est notre programme tchèque, notre programme démocratique »). — A. DUBOSCQ. L'opinion magyare et les nationalités.

SUISSE.

32. — Bibliothèque universelle et Revue suisse. 1917, août. — Henry TARDENT. Le rôle de l'Australie dans la guerre actuelle. — Lorenzo d'ADDA. Enseignements des anciennes guerres. Rome et Carthage. — Th. C. BUYSE. Le régime prussien en pays conquis. Le Slesvig danois, de 1864 à 1916; 3e et dernière partie (suite d'édifiants témoignages réunis sous les rubriques suivantes : arrestations arbitraires, le crime de danophilie, les options. Régime inquisitorial et vexatoire, c'est le dernier mot de la politique prussienne à l'égard des infortunés Slesvigois). — J. MARION. Un peuple pacifique et son évolution morale sous l'influence de son élite; fin (de nombreuses citations tirées d'auteurs allemands montrent comment les professeurs, les écrivains, les poètes et les prédicateurs de l'Allemagne ont « exalté

les beautés de la guerre et la mission divine de l'Allemagne »). = Septembre. Henry TARDENT. Le rôle de l'Australie dans la guerre actuelle; suite. — André LANGIE. De la cryptographie (quelques notions sur l'histoire des écritures secrètes). — E. DERIAZ. Le règne de Nicolas II (il ne fut qu'un tissu de contradictions et de défaillances morales et politiques. « L'autocratie n'a rien su prévoir ni préparer; elle n'a laissé derrière elle que délabrement et désorganisation »). = Octobre. C. S. STREET. Le caractère anglais. — Benjamin VALOTTON. Roger Allier (touchante biographie d'un jeune lieutenant de chasseurs alpins qui, blessé à la bataille de Saint-Dié le 25 août 1914, fut fait prisonnier par eux et achevé de vingt blessures au crâne). — Louis LEGER. Les prisonniers de guerre français en Allemagne sous la Révolution (d'après les Mémoires de Louis Mézières; mobilisé en 1794, fait prisonnier dès le début de sa première campagne, échangé quinze mois après; plus tard instituteur à Vailly-sur-Aisne). — Henry TARDENT. Le rôle de l'Australie dans la guerre actuelle; suite et fin (le Labour party et le referendum pour la conscription militaire). — André LANGIE. De la cryptographie; suite et fin. = Novembre. Lorenzo D'ADDA. Où en est la guerre? — J. DE MESTRAL-CAMBREMONT. Le sentiment religieux dans les lettres du front. — Édouard BLASER. La neutralité de l'opinion publique et de la presse suisse. A propos d'une conférence faite par M. Hermann Schoop à la section zuricoise de la Nouvelle Société helvétique (analyse cette conférence qui avait pour objet de montrer que la plupart des journaux alémaniques se sont mis, dès le début de la guerre, à la remorque de la presse allemande; s'ils y sont restés, c'est que, convaincus du triomphe final de l'Allemagne, ils se rangent d'avance, héroïquement, du côté des plus forts; M. Schoop a résumé en outre un livre du prof. Oltramare qui accuse la presse romande de se mettre, de son côté, à la remorque de l'opinion française. Le seul journal vraiment neutre est *La Nouvelle gazette de Zurich*, qui glisse parfois vers l'Entente, au moins en ce qui concerne les origines de la guerre. En somme, les Suisses sont encore moins pour les Français que contre les Allemands; c'est leur manière d'affirmer leur neutralité). — Louis LEGER. Les prisonniers de guerre français en Allemagne sous la Révolution; fin. = Décembre. Lorenzo D'ADDA. Où en est la guerre? Les événements d'Italie; suite et fin (fréquentes réminiscences de l'histoire romaine). — Carlo WEHRLIN. L'activité italienne (réorganisation économique du pays depuis la guerre et propagande à l'étranger). — Maurice VERNES. Ernest Naville et le rapprochement entre les confessions chrétiennes. = 1918, janvier. E. LAUR. Les problèmes économiques l'avenir de notre peuple. = Février. Louis LEGER. Les Roumains de Transylvanie (d'après un ouvrage de Mircea Sirianu intitulé : La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine, 1916). — R.-W. d'EVERSTAG. Le règne de l'avion. — A. GUILLAND. Chronique allemande (signale le tome III de la correspondance de Treitschke, publiée par Max Cornicelius. Il s'en dégage une idée fort

différente de celle qu'on se fait en France du fameux historien allemand : il n'était pas un chauvin fanatique, mais un impérialiste, qui voulait l'unité de l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne. Parle aussi du bicentenaire de Winckelmann, qui a été célébré le 9 décembre 1917 ; « avec Gœthe, il est le grand esprit cosmopolite de la patrie allemande »). = Mars. Sidney WEBB. Le commerce mondial après la guerre. — Mme Émile OLLIVIER. La vie d'Émile Ollivier (détails sur les jeunes années du futur ministre, d'après de nombreux témoignages fournis par des personnes aujourd'hui disparues). — Antoine GUILLAND. Chronique suisse allemande (à noter un résumé de la vie d'Ilg, le grand ingénieur de Ménélik et le créateur de l'Éthiopie moderne). = Avril. Mme Émile OLLIVIER. La vie d'Émile Ollivier ; suite et fin : l'adolescence (élève de Sainte-Barbe et de Louis-le-Grand, Émile devient bachelier en 1841, commence ses études de droit et donne, à peine âgé de seize ans, des leçons pour vivre. Influence exercée sur lui par Pierre Leroux ; manifestation qu'il organise contre l'abbé Dupanloup et pour défendre la mémoire de Voltaire. Quelques lettres de lui à son père et à ses frères en 1845). — P. V. GERBER. Le calendrier universel et invariable (préconise le système imaginé par le mathématicien genevois Grosclaude, mort en 1916, système auquel adhéra le congrès universel des Chambres de commerce à Londres en 1910). — Antoine GUILLAND. Chronique allemande (de quelques travaux allemands sur le remaniement de la carte européenne en vue de constituer une nouvelle « Mittel-Europa », sur la création d'une « Mittel-Africa » allemande. Reproduit une déclaration du général von Libert, un des plus notoires chefs du parti pangermaniste : « Notre formule doit être : la force avant le droit. Il ne faut faire appel à aucune sentimentalité, à aucune humanité ; il ne faut avoir recours qu'à la brutalité... Il faut que la France paie jusqu'à ce qu'elle soit saignée à blanc »).

33. — Indicateur d'histoire suisse. Nouvelle série, t. XIV, 1916. — R. DURRER. Note sur le développement des traditions nationales (suite ; fragments de la chronique de G. Suter, 1549). — A. BOISSIER. Le culte de Diane en Suisse et l'origine du *Fraumünster* à Zurich. — E.-A. GESSLER. La cotte de mailles du Musée historique de Lucerne (une tradition ancienne l'attribue au duc Léopold d'Autriche et au butin de Sempach). — C. BRUN. Bulletin d'histoire : travaux relatifs à la Suisse allemande et italienne (1915-1916). — D. LASSERRE. La Suisse et Genève en 1582, d'après les documents des archives de Zurich et de Lucerne (épisode de la lutte séculaire entre Genève et la Savoie ; le secours armé accordé par les cinq cantons de la Suisse centrale au duc Charles-Emmanuel, en vue d'un coup de main sur Genève, alliée des Bernois, faillit déchaîner la guerre civile entre les confédérés ; il en résulta une aggravation du conflit entre les deux groupes confessionnels de la Suisse). — F. JECKLIN. Anniversaires fondés par les cordonniers, tanneurs et bouchers à Saint-Martin de Coire (ils montrent la confrérie à l'origine des corporations de métier). —

L. BRENTANI. L'attaque de Bellinzona par les Uranais en 1439, d'après les procès-verbaux du conseil de cette ville. — E. FAPPOLET. L'étymologie du mot *huguenot* (conclut comme M. Ganchat dans la note du Jahrbuch, analysée ci-dessous, en faveur de l'origine genevoise de ce mot dérivé de l'allemand *Eidgenoss* et admet, avec le *Dictionnaire* de Hatzfeld-Darmesteter, le passage de « eiguenot » à « huguenot » sous l'influence du nom propre Hugues, en expliquant celle-ci par le rôle politique de Besançon Hugues dans la lutte pour l'indépendance politique de Genève). — P. BLUMER. Contribution à l'histoire du comté de Zurich (détaché vers 820 de l'ancien Thurgau; discute les conclusions d'une thèse récente, de M. Ch. Speidel, en ce qui concerne les droits des Kibourg et des Habsbourg dans ce territoire). — Bulletins d'histoire. C. BRUN. Travaux récents relatifs à la Suisse allemande et italienne (1916); P.-E. MARTIN. Publications historiques de la Suisse romande (1916, 1er semestre). — G. MEYER VON KNONAU. Discours d'ouverture de l'assemblée générale de la Société suisse d'histoire, à Soleure, le 26 septembre 1916. — C. BENZIGER. Les relations entre le Danemark et la Suisse (s'attache surtout à mettre en lumière l'activité, dans les domaines scientifique et littéraire, économique et artistique, de quelques Suisses qui s'établirent en Danemark dès le XVIIe siècle et les liens créés par les voyageurs de l'un et l'autre pays). — F. AUBERT. Pictet de Rochemont en Angleterre 1787, d'après la relation de voyage de Prevost-Dassier (montre l'importance de ce voyage, où le futur diplomate genevois et fondateur de la *Bibliothèque britannique*, au moment de quitter le service de France pour rentrer dans la vie privée, étudia avec son père, le physicien Marc-Auguste Pictet, les institutitions agricoles, industrielles et philantropiques de l'Angleterre). — F. BURCKHARDT. Bibliographie méthodique des travaux relatifs à l'histoire suisse, année 1915. = T. XV (1917). H. MERCIER. La Suisse et le Congrès de Bade, 5 juin-7 septembre 1714, d'après les sources diplomatiques françaises (récit vivant — composé surtout à l'aide des dépêches du comte du Luc, ambassadeur en Suisse et premier plénipotentiaire français — de ce Congrès où fut ratifié le traité de Rastadt et des intrigues qui s'y nouèrent, par les soins de du Luc et du légat Passionei, pour rétablir en Suisse, en faveur des cantons catholiques, la situation territoriale antérieure à la paix d'Aarau de 1712; en appendice, une lettre intéressante de Louis XIV, qui s'oppose à l'idée d'une intervention armée en faveur des cantons catholiques). — Th. FOËX. Un épisode des relations de Genève avec la Savoie : le château de Bellerive, 1666-1700 (la construction, sur la rive savoyarde du lac, non loin de Genève, d'un port et d'un entrepôt, destinés à détourner de Genève le sel et d'autres marchandises de transit, fit craindre aux Genevois la ruine de leur commerce; ils réussirent à inquiéter les Bernois en insistant sur le caractère militaire du nouvel établissement jugé par eux contraire au traité de Saint-Julien. Appuyée par les cantons protestants et neutres, Berne

négocia longuement avec le duc de Savoie; après la mort de Charles-Emmanuel II, la Savoie renonça à développer le port de Bellerive qui resta un simple entrepôt de sel). — Bulletins d'histoire. C. Brun. Suisse allemande et italienne (1916-1917); P.-E. Martin. Suisse romande (1916, 2e semestre). — E. Dün. La signification de la bataille de Morgarten (partant de cet événement qui assura, en 1315, l'existence de la Confédération, l'auteur étudie dans ses grands traits, dès l'origine jusqu'aux guerres de Bourgogne et de Souabe, le conflit séculaire entre les Suisses et la maison de Habsbourg, entre le principe démocratique et républicain, d'une part, et le principe féodal et monarchique, de l'autre; il présente sous une forme et avec des vues nouvelles les éléments et les phases successives de cette lutte). — Ch. Gilliard. Pierre de Savoie a-t-il institué les États de Vaud? (s'il faut chercher au XIIIe siècle les origines de cette institution, il ne semble pas qu'elle ait été régulièrement constituée avant le milieu du XIVe). — G. Meyer von Knonau. Discours d'ouverture de l'assemblée générale de la Société suisse d'histoire, à Beromünster, le 10 septembre 1917. — E. Cornaz. Les États de Vaud à la fin du XIVe siècle (1385-1399; rôle politique, organisation et attribution de ces États, formés alors des seuls représentants des villes vaudoises).

34. — Jahrbuch für schweizerische Geschichte. T. XLII, 1917. — E. Bahler. L'expédition de corps francs en Savoie, en septembre 1689, sous les ordres de J.-J. Bourgeois, de Neuchâtel (formée de religionnaires : Vaudois du Piémont, Français, Neuchâtelois, etc., elle suivit de près la « glorieuse rentrée », dans leurs vallées, des Vaudois commandés par H. Arnaud. Insuffisamment préparée et mal commandée, cette seconde expédition aboutit à un complet échec : six jours après la traversée du Léman, les bandes indisciplinées de Bourgeois refluèrent sur le territoire genevois et furent transportées à Coppet. Le gouvernement bernois, qui n'avait pas su ou pas voulu empêcher cette entreprise, fit retomber, sur celui qui la conduisait, la faute des véritables instigateurs; Bourgeois fut décapité. L'auteur a utilisé les documents des archives bernoises et les copies, conservées aux Archives fédérales, des agents de Louis XIV en Suisse et à Genève; il a ignoré que la plupart de ces dépêches ont été publiées *in extenso* par M. L. Cramer dans le *Bulletin de la Société d'histoire vaudoise*, n° 32, Forre Pellice, 1914). — W. Oechsli. Des noms donnés à l'ancienne Confédération et aux divers éléments qui la composaient (seconde partie consacrée à l'étude des noms portés par l'ensemble de la Confédération : *Eidgenossen* et *Eidgenossenschaft*, où l'auteur montre en passant qu'il existait un parti centralisateur et un parti fédéraliste dès la première moitié du XVe siècle et que le sentiment national, si vif à cette époque et encore si fort chez Zwingli, reçut un coup terrible lors du schisme confessionnel; *Confederati* et *Confederatio*, *Liga*, *Bund*, *Ligues*, ce dernier terme étant le plus usité dans les relations de la France avec les Suisses au XVe et au XVIe siècle; *Helvetii*, *Hel-*

vetia, *Corps helvétique*, d'un nom antique, relevé par les humanistes du XVe siècle et dont l'usage devint surtout fréquent au XVIIIe siècle; *Schweiz* et *Schweizer*, du nom d'un des premiers cantons, appliqué par extension, dès le XIVe siècle, à l'ensemble des confédérés; employé d'abord, en mauvaise part, par les adversaires des Suisses, il fut regardé par eux comme injurieux; au XVIe siècle, l'accord unanime des nations européennes le leur imposa, mais il ne devint populaire en Suisse qu'à la fin du XVIIe siècle; dès lors, il écarta peu à peu les anciens noms ou s'associa à eux. Ce travail est fondé sur l'étude des sources les plus variées; les vues générales qu'il contient en font une contribution importante à l'histoire du développement national de la Suisse. En appendice, une note de R. L. GANGHAT, le savant directeur du Glossaire des patois de la Suisse romande, sur le mot *Huguenot*, dont l'origine, en dépit des objections de Littré et des autres étymologies qui ont été proposées, doit être cherchée dans le mot suisse *Eidgenoss*). — H. WARTMANN. Le pays saint-gallois de la Lint (excellente étude d'histoire régionale : compris entre les lacs de Zurich et de Wallenstadt, et traversé par l'ancienne voie commerciale qui de Zurich conduisait en Italie par les passages des Grisons, ce pays formait une marche entre les populations rhéto-romane et alamanique. Les couvents de Schännis et de Saint-Gall, puis les maisons de Lenzbourg, Kibourg, Toggenbourg, Rapperswil et Habsbourg se le partagèrent successivement, y faisant prospérer les petites villes de Rapperswil et de Wesen; au XVe siècle, les prétentions rivales de Zurich, d'une part, de Schwytz et de Glaris, de l'autre, sur cet important passage, furent la cause principale de la première grande guerre civile entre confédérés). — J. BERNOULLI. Le prévôt Jean de Zurich, chancelier du roi d'Allemagne Albert Ier (fait revivre, d'une manière aussi intéressante qu'ingénieuse, la figure de ce personnage dont l'origine était restée obscure et le montre s'élevant, par son propre mérite, d'une humble condition aux plus hautes fonctions du royaume : étudiant à Bologne en 1290, protonotaire, puis chancelier du roi, il assiste en 1299 à l'entrevue de Quatrevaux où son maître traite avec Philippe-le-Bel; cinq fois ambassadeur auprès du Saint-Siège, il finit par occuper, de 1306 à 1328, l'important siège épiscopal de Strasbourg).

CHRONIQUE.

France. — Dans son numéro du 16 mars 1918, l'*Illustration* a donné le fac-similé de la lettre du roi de Prusse Guillaume Ier que nous avons publiée en tête de notre précédente livraison. Nous avions pris la copie de ce document, et les deux lettres de l'impératrice Eugénie et du roi de Prusse avaient été imprimées et tirées avant que ce fac-similé eût paru. Ce n'est pas notre faute si la *Revue historique*, retardée par les circonstances, a été distribuée seulement deux semaines après l'*Illustration*. Ce fac-similé n'est du reste pas aussi net qu'on le pourrait désirer. On peut néanmoins y lire, à la quatrième ligne, les mots : « Personne plus que moi ne *déploré* », le roi ayant sans doute voulu écrire « n'ait déploré » ou « ne déplore ». On remarquera aussi la forme tout allemande de la lettre *c*. *Made in Germany!* D'autre part, le fac-similé n'a pu reproduire les filigranes que nous avons signalés. Notre publication et celle de l'*Illustration* se complètent.

— Georges Duruy, dont les journaux viennent d'annoncer la mort (fin mars 1918), portait avec honneur un nom illustre, cher à l'Université et à la France. Il était né à Paris en 1853, entra à l'École normale supérieure en 1872 et fut membre de l'École française de Rome. Il s'intéressa vivement à la Rome pontificale du XVIe siècle et c'est à elle qu'il emprunta le sujet de sa thèse de doctorat soutenue en 1882. Ce qui l'attacha, ce n'étaient point les institutions de l'État des papes ni le conflit religieux ni même l'éclat de la Renaissance artistique; il se laissa séduire par la forte individualité d'un ambitieux sans scrupule, ne reculant devant aucun crime, se lançant dans les intrigues les plus compliquées, le *Cardinal Carlo Caraffa* (1519-1561), qui régna véritablement à Rome pendant le pontificat de son oncle Paul IV (1555-1559) et qui périt de mort misérable au temps de Pie IV. Son livre est la résurrection, non d'une époque, mais d'un homme avec ses vertus et ses vices, sa grandeur et ses faiblesses, et ce livre est fort amusant[1]. Cette thèse de doctorat présente tout l'intérêt psychologique d'un roman : aussi bien Georges Duruy nous devait donner plus tard des romans qui ont eu un vif succès. Mais le fils de Victor Duruy, auteur de tant d'excellents manuels d'histoire qui ont été si longtemps et si justement populaires, a voulu aussi écrire des livres d'histoire pour la jeunesse; il a composé des *Biographies d'hommes célèbres* pour les

1. La thèse latine : *De pactis anno 1556 apud Valcellas indutiis*, examine la question si Henri II, en traitant avec Charles-Quint, a manqué à ses engagements envers le pape Paul IV.

écoliers de neuvième, des *Histoires de France* pour la huitième et la septième, écrites en un style clair et simple, propres à frapper l'imagination des enfants. Il a donné dans la « Bibliothèque des écoles et des familles » une bonne *Histoire de Turenne*. Nommé professeur d'histoire et de littérature à l'École polytechnique, il a fait goûter par un auditoire d'élite, mais souvent réfractaire à un enseignement « en marge » des sciences mathématiques, ses leçons d'une inspiration très élevée, animées du souffle patriotique le plus ardent. Georges Duruy croyait que le sentiment de la patrie avait diminué en France sous l'influence de la propagande socialiste et de quelques instituteurs; il s'appliqua à le relever. Dans cette intention, il écrivit le volume *l'Officier éducateur*, les préfaces qu'il mit en tête des traités d'Émile Bocquillon, de Maurice Loir, du lieutenant Roland et une série d'articles parus dans les journaux. Il lui était réservé de lier son nom à une importante publication historique. Par son mariage, il était entré dans la famille de Saint-Albin, qui détenait les Mémoires de Barras; ces Mémoires vinrent de la sorte en sa possession et, comme il le dit : « Par une ironie vraiment bien étrange de la destinée, ces Mémoires que l'un des plus mortels ennemis de Napoléon a remplis du fiel de sa longue rancune, que Barras a légués pour y mettre la dernière main, c'est-à-dire pour les rendre plus agressifs encore s'il est possible, à un ami dont il connaissait la haine passionnée contre l'Empereur, ces Mémoires restent pendant cinquante-cinq ans sans remplir leur destination de vengeance posthume et finissent par tomber entre les mains de qui? d'un admirateur de Napoléon. » Georges Duruy eut un instant l'idée de détruire ces papiers; mais il comprit son devoir envers l'histoire et le public, et il fit paraître les Mémoires en quatre volumes (Paris, Hachette, 1895-1896); pourtant, tout en remplissant son devoir d'éditeur, il sut critiquer les assertions de Barras dans ses quatre préfaces. Il a, par exemple, bien mis en relief le rôle de Bonaparte au siège de Toulon; il a prouvé que, pour de l'argent, Barras fut le complice de Bonaparte lors du coup d'État du 18 brumaire; il a élucidé d'autres problèmes controversés. Et n'est-ce point aussi une étrange fatalité qu'à la fin de ce fascicule de la *Revue historique*, où nous avons attiré l'attention sur d'autres papiers inédits de Barras, nous devions annoncer la mort de l'éditeur de ses Mémoires, qui fut, lui, un historien très probe, un excellent Français et le meilleur des patriotes? C. Pf.

— M. Paul Vidal de La Blache vient de mourir subitement, le 5 avril 1918, à Tamaris (Var), où il s'était rendu pour passer les vacances de Pâques. Il était né à Pézenas le 22 janvier 1845 et entra à l'École normale supérieure en 1863. Le 16 janvier 1867, après avoir été reçu agrégé d'histoire et géographie, il était nommé membre de l'École française d'Athènes, dont Émile Burnouf prenait à ce moment la direction. Il voyagea beaucoup, visita les sites célèbres de la Grèce, recueillit à Salonique des inscriptions qui avaient échappé à Heuzey, fit un séjour à Constantinople, parcourut l'Asie Mineure, la Syrie, la

Palestine et se trouvait en Égypte au moment de l'inauguration de l'isthme de Suez, en 1869. De l'École d'Athènes, il rapporta les matériaux de ses deux thèses de doctorat (1871) : *Hérode Atticus, étude critique sur sa vie*, où la description des monuments élevés par son héros à Athènes occupe une grande place, et *Commentatio de titulis funebribus graecis in Asia Minore*. On a parfois dit que, parce que dans ce titre figurait le nom d'Asie Mineure, le gouvernement confia à M. Vidal de La Blache l'enseignement de la géographie à la Faculté des lettres de Nancy; mais la vérité est que M. Vidal fut poussé vers la géographie par son goût des voyages et par une véritable vocation. Il allait devenir, à Nancy d'abord, puis à l'École normale supérieure, enfin à la Sorbonne, l'admirable maître dont les nombreuses générations d'élèves qu'il a formés conservent le souvenir le plus reconnaissant. Il a été véritablement le rénovateur de l'enseignement géographique en France. Avec lui ont disparu les fastidieuses nomenclatures de noms de lieux ; il a donné comme fondement à la géographie l'étude même du sol, tout en la distinguant nettement de la géologie qui est une autre science; il a su voir et il a fait voir les traits caractéristiques des régions naturelles; il a toujours montré, quelles furent les relations de l'homme avec la terre qu'il habite, comment il l'a fécondée par son travail, transformée, embellie, enrichie par l'industrie et le commerce. Ses disciples ont marché dans la même voie; appliquant ses méthodes, ils ont créé dans nos universités les instituts de géographie; ceux qui comparent notre enseignement géographique dans les facultés des lettres tel qu'il était donné vers 1875 et l'essor qu'il a pris de nos jours se rendront compte de ce que nous devons à Vidal de La Blache. Les futurs historiens qui ont suivi ses cours ont subi, eux aussi, profondément son influence : ils ont eu de plus en plus le souci de placer les événements dans le site même où ils se sont produits, de décrire ce site et d'en indiquer l'influence.

Les progrès faits en haut par la science géographique eurent leur répercussion sur l'enseignement secondaire et sur l'enseignement primaire. A l'usage de nos lycéens, M. Vidal de La Blache fit paraître, avec M. P. Camena d'Almeïda, une série de manuels excellents. Lui-même composa ce beau livre : *États et nations de l'Europe. Autour de la France* (1889), modèle de géographie politique où les États sont étudiés non seulement dans leur formation historique, mais dans leur structure géographique et dans leur harmonie avec le sol. Il publia aussi un atlas divisé en deux parties : histoire et géographie. Les historiens consulteront toujours les premières cartes avec profit. Enfin, dans toutes nos écoles sont suspendues ses cartes murales où les mots essentiels, gravés en gros caractères, se fixent dans la mémoire et où à côté des noms de lieux sont inscrites les principales productions de la terre ou de l'industrie.

Outre ces livres de vulgarisation, M. Vidal de La Blache avait publié dans les comptes-rendus de l'Académie des inscriptions et belles-lettres un savant mémoire sur *les Voies de commerce dans*

la géographie de Ptolémée (1897); à propos du conflit anglo-brésilien, il avait, dans la « Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Paris », fait paraître une étude très fouillée sur *la Rivière Vincente Pinson* (1902). Quand M. Lavisse entreprit son *Histoire de France*, il chargea M. Vidal de La Blache de faire connaître, en un chapitre préliminaire, les grands traits de la géographie de notre pays; ce chapitre s'est allongé et est devenu le volume intitulé : *Tableau de la géographie de la France* (1903), et qui a été réimprimé à part avec de nombreuses gravures (1907). M. Vidal décrit une à une chacune des régions de notre France avec une rare précision scientifique; mais, en artiste, il saisit les relations de ces régions entre elles et leurs relations avec les hommes qui les habitent. La géographie atteint de la sorte une grandeur véritable; elle saisit l'imagination; elle confine à la poésie. Mais il devait encore se surpasser. Il a fait paraître pendant cette guerre, alors que tous les regards des Français sont tournés vers l'Alsace-Lorraine, un autre ouvrage sur *la France de l'Est*, dont nous dirons, dans un compte-rendu spécial, la haute valeur. A étudier de près nos deux provinces perdues, à exposer, à l'aide de documents puisés aux Archives nationales, leur développement historique, à signaler leur rôle géographique au contact de deux régions dont les tendances divergent de plus en plus, l'Europe occidentale et l'Europe centrale, M. Vidal a trouvé une consolation à un deuil cruel; nous avons ici-même (*Rev. histor.*, t. CXIX, p. 459) parlé des travaux historiques de son fils, le commandant Joseph Vidal de La Blache, tué à l'ennemi. Ainsi qu'il me l'a déclaré, il a voulu, avant de mourir, rendre un hommage à notre Alsace et à notre Lorraine, si héroïques en leurs luttes de quarante-six années contre le joug étranger, saluer leur réunion de demain à la France, à laquelle les rattachent tout ensemble la géographie, les sentiments de leurs habitants et les intérêts économiques de l'Europe. Ce beau livre, qui couronne sa carrière[1], est en même temps une belle action. C. Pf.

— Nous apprenons avec regret la mort de M. Maurice Dunan, auteur d'excellents manuels d'histoire ancienne (peuples de l'Orient, Grèce, Rome) qui sont restés classiques. Il était né à Paris, le 20 août 1850. Chargé de cours d'histoire aux lycées de Bastia et de Tournon, il fut reçu premier à l'agrégation au concours de 1875, professa ensuite à Angoulême et à Marseille. En 1881, il était appelé au lycée Louis-le-Grand, où il fut chargé de la préparation des candidats à Saint-Cyr, et où, pendant trente ans, il se consacra à ses élèves avec un rare dévouement. Il enseigna en outre la géographie à l'école primaire supérieure Arago et dans les cours du soir de la ville de Paris et il a publié pour ses élèves un atlas (chez Lecène et Oudin) qui eut le plus vif

1. M. Vidal de La Blache a encore donné récemment aux *Annales de géographie* une étude sur *les Grandes agglomérations humaines*. Il était membre de l'Académie des sciences morales et politiques et président de cette Académie au moment de sa mort.

succès. Il remplit aussi la tâche de secrétaire-adjoint à la Société de géographie commerciale de Paris. En 1911, il prit sa retraite et se retira à Moulins, d'où sa famille était originaire. Il pensait consacrer ses loisirs à étudier l'histoire régionale; des recherches méthodiques aux archives municipales et aux archives départementales de l'Allier, spécialement sur la période de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, lui fournirent la matière d'un très intéressant travail : *la Garde d'honneur du préfet de l'Allier*, dont nous avons dit la valeur (*Rev. histor.*, t. CXV, p. 417). Il s'intéressait aussi à la généalogie des familles de Moulins et aux hôtels de la ville, si curieux. Il était le vice-président et l'âme de la Société d'émulation de l'Allier. Il cultivait avec amour à Moulins un admirable jardin qui était sa fierté. Hélas! ce jardin fut bouleversé et la maison crevée par la récente explosion. Il est mort le 19 mars dernier à Nice, près de son fils, le capitaine Marcel Dunan, ancien correspondant du *Temps* à Vienne, l'auteur de *l'Été bulgare*, et qui doit bientôt nous décrire dans *l'Automne serbe* la terrible retraite de la fin de 1915. C. Pf.

Pays-Bas. — *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde* (Ve série, t. IV). — M. le professeur Blok, de Leyde, donne une étude sur la célèbre apologie du prince d'Orange de l'an 1580, qui fut une réponse à la bulle de proscription de Philippe II. M. Blok a prouvé de façon certaine que l'apologie a été composée par Villiers, prédicateur de la cour, et que Du Plessis Mornay et Languet ont adouci la première rédaction; il insiste sur l'attitude des États-Généraux quand le prince leur présenta son apologie : celle-ci ne fut pas du goût de toutes les provinces.

— M. le Dr Holwerda, de Leyde, a eu la bonne fortune de retrouver aux environs d'Ubbergen, près de Nimègue, les restes de l'ancienne ville des Bataves, brûlée pendant la révolte de ce peuple contre les Romains, en l'an 70 ap. J.-C., et, à quelques centaines de mètres de distance, les restes d'une grande forteresse des Romains eux-mêmes, construite pour la Xe légion après la victoire sur Civilis[1].

— Dans l'assemblée générale des membres du « Historisch Genootschap », tenue à Utrecht le 29 mai 1917, M. le professeur Pijper a fait une leçon sur la *Nieuwe Studie van het oudste Christendom*, fondée principalement sur le livre de Strygowski, *Orient oder Rom*, et M. le Dr Theissen a exposé *la Mission du comte d'Egmont en Espagne en l'an 1565*, d'après les documents que lui a fournis la correspondance inédite de la gouvernante Marguerite de Parme avec Philippe II. Les deux conférences ont été publiées séparément par le Historisch Genootschap[2]. N. J.

Pologne. — Thadée (Tadeusz) Korzon, le Nestor des historiens polo-

1. Voir Dr J. Holwerda, *De Stad der Bataven en de Romeinsche vesting te Nijmegen* (Leyde, E. J. Brill, 1918).
2. Amsterdam, Johannes Müller, 1917.

nais, vient de mourir à l'âge de soixante-dix-neuf ans; il était né en 1839 à Minsk (Lithuanie); à vingt ans, il était professeur d'histoire au lycée de Kowno, puis il fut employé à Vilna par la Commission d'émancipation des paysans; accusé d'avoir pris part à l'insurrection polonaise, il fut arrêté, déporté à Orenbourg et Oufa (sur les confins de l'Europe). Ce n'est qu'en 1867 qu'on lui permit de rentrer en Pologne et, en 1869, il put s'établir à Varsovie. Pendant l'exil, il travailla à une *Histoire du moyen âge* (en polonais; Varsovie, 1872) et s'occupa de la philosophie de l'histoire (notamment de Buckle, Draper, Vico). Professeur à l'école de commerce de Varsovie et dans différents lycées — la voie universitaire lui étant fermée — il fut le maître vénéré de nombreuses générations d'élèves. Son cours d'histoire fut publié depuis 1876 en trois parties (plusieurs éditions) et eut beaucoup de lecteurs parmi la jeunesse polonaise. La partie consacrée à l'histoire moderne comprend trois volumes; elle est la meilleure de tout l'ouvrage; l'auteur y a mis à profit des pièces d'archives. Tout ce grand labeur pédagogique ne fit qu'encadrer le travail original et monumental de Korzon. Depuis le moment où l'administration tzariste lui accorda l'accès aux Archives du royaume de Pologne, il profita de chaque heure libre pour copier des actes sans nombre. Les historiens russes ou allemands ne se lassaient pas de démontrer, depuis les partages de la Pologne, que celle-ci avait péri uniquement et nécessairement à cause de son organisation politique. Kostomaroff (1870), Solovieff (1863), Ilowaysky ou Raumer (1839), Hermann (1853-1861), Sybel (1853) niaient tout progrès en Pologne au cours des dernières années de la République. Hermann, l'auteur d'une *Histoire de l'État russe*, qui fut célèbre autrefois même hors de l'Allemagne et qui s'appuyait sur une vaste documentation, en particulier sur les rapports d'un diplomate saxon, Essen, déclarait : « Les faibles essais tentés par des personnalités isolées pour améliorer l'état moral et politique de leur nation disparaissaient presque sans laisser de traces, comme des gouttes d'eau dans une mer de sable brûlant. » Il y eut même des historiens polonais, surtout après la malheureuse insurrection de 1863, qui, dans un accès de pessimisme exaspéré, épousèrent ces théories intéressées et injustes (surtout le P. Kalinka dans ses ouvrages sur *le Règne du dernier roi de Pologne* et sur *la Diète de Quatre ans*, ce dernier honoré d'une traduction allemande). Korzon entreprit de réfuter cette thèse qui tendait à disculper les larrons couronnés du XVIIIe siècle. Après huit ans de travail dans les archives, il démontra avec une patience sans bornes et une abondance de preuves surprenantes que la Pologne était en train de rénover sa vie politique et sociale, qu'elle s'était mise au travail dans tous les domaines de l'activité sociale, politique, administrative, financière et que, si elle succomba, ce fut par la fourberie prussienne et par la violence coalisée des puissances copartageantes. Le premier en Pologne, Korzon dressa un tableau ample et minutieux de la vie économique et sociale du pays pour une courte période embrassant à peine trente ans; il passe tour à tour en revue le sol, la population,

le commerce, l'industrie, les métiers, les finances, l'administration politique et militaire; dans chaque partie de ce vaste tableau, il pose et résout les questions de main de maître. Le talent littéraire d'un Macaulay ou d'un Taine lui faisait défaut. Néanmoins les six volumes de l'*Histoire intérieure de la Pologne sous le règne de Stanislas Auguste (1764-1794)* (deux éditions : Cracovie, 1882-1886, et Varsovie, 1897-1898, celle-ci ornée de portraits, de cartes, de statistiques, etc., p. 513, 428, 491, 339, 298, 392) — les *Conclusions* du sixième volume, supprimées par la censure tsariste, furent publiées séparément à Léopol en 1898 (58 p.) — restent un monument de premier ordre dans l'historiographie polonaise du XIXe siècle (cf. *Rev. histor.*, t. XXXIII, p. 373, et t. LXXXVII, p. 373).

Pour se reposer après ce long travail d'archives, Korzon se mit à écrire la première biographie critique du héros national Thadée Kosciuszko; elle parut en l'année du centenaire de l'insurrection de Kosciuszko dans les publications du Musée national polonais de Rapperswil (1894, 691 p., 2e édit., Cracovie, 1906) et il en fit une édition populaire (brochure; Varsovie, 1905). Après avoir étudié Kosciuszko, Korzon passa plusieurs années à refaire la vie de Jean Sobieski (*l'Heur et le malheur de Sobieski, 1629-1674*, Cracovie, 1898, 3 vol.). Ces deux monographies, concernant les faits de guerre accomplis par deux grands capitaines nationaux, l'amenèrent à écrire une *Histoire des guerres et de l'art militaire en Pologne jusqu'aux partages* (Cracovie, 1912, 3 vol., 387, 532, 459 p.).

Korzon a publié en outre de nombreux articles dans des revues de son pays. Parmi ceux qui n'ont pas été réunis en volumes, notons des études sur le plus grand historien polonais du XIXe siècle, proscrit, réfugié en France et en Belgique, Joachim Lelewel (*Revue trimestrielle historique polonaise*, 1897), sur Joinville (1879), Staszic (1888), Ranke (1886), le Grand Condé (1892), sur le *Congrès de l'histoire comparée à Paris, 1900*, le *Congrès international des sciences historiques à Rome, 1903*, etc.

Korzon est mort à Varsovie le 8 mars 1918, sous le joug de l'occupation allemande. Presque octogénaire et ayant travaillé toute sa vie pour la libération de son pays, il ne vécut pas assez longtemps pour voir la Pologne libre, réunie et indépendante. St. POSNER.

ERRATUM.

P. 141, l. 10 et 14, au lieu de *Jonnet*, lire *Gonnet*.

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

L'OFFENSIVE DE LA SOMME

(JUILLET-NOVEMBRE 1916)

(Suite et fin[1]*.)*

IX.

Cette première journée d'une bataille tant attendue n'est donc qu'une demi-victoire. Nous avons été franchement vainqueurs sur tout notre front d'attaque; les Anglais l'ont été seulement sur leur droite. Les deux armées ont ramassé des canons et 5,000 prisonniers. Sur la gauche, sauf à l'entrée de la route de Bapaume, c'est à recommencer.

Il n'y a pas seulement chez Haig « cette merveilleuse opiniâtreté et ce courage indomptable » qu'a célébrés son prédécesseur le vieux French, mais encore une froide raison qui se rend un compte exact des choses, dans la défaite comme dans le succès, et qui fait, dans la lutte contre les obstacles, sa part au temps. Il décide donc, dès la nuit du 1er au 2 juillet, de continuer à pousser l'attaque par sa droite, depuis les avancées d'Albert jusqu'au contact avec les Français, mais de procéder sur sa gauche, au nord de l'Ancre, où l'échec n'est pas contestable, à une nouvelle préparation, dans le double dessein de fixer l'ennemi et de rendre possible un peu plus tard une plus heureuse attaque[2].

A cet effet, il laisse le général Rawlinson à la tête des trois corps d'armée qui poursuivront l'offensive en liaison avec nous, et il fait passer les deux autres sous les ordres du général Gough,

1. Voir *supra*, p. 46 à 65.
2. Rapport Haig.

qui reçoit pour instructions de maintenir une forte pression sur le front La Boisselle-Serre. Gough formera ainsi pivot de manœuvre, tandis que Rawlinson avancera vers le nord.

Les dispositions de Haig ont été prises d'accord avec Foch, qui, de son côté, va chercher à développer son succès, suppléant aux effectifs par les combinaisons. Comme il a trouvé naguère d'Urbal sur l'Yser, il a, sur la Somme, Fayolle, qui sait être, selon l'occurrence, audacieux et circonspect.

Cette phase de la bataille de Picardie va durer, jusqu'à la mi-juillet, constamment favorable au sud de la Somme, et, au nord, avec des hauts et des bas, des reculs et des rétablissements.

X.

Surpris, comme on l'a vu, par la vigueur de notre assaut, les Allemands s'étaient vite ressaisis. Ils réagirent dès la nuit du 1er, lancèrent, mais sans résultat, cinq contre-attaques contre nos nouvelles positions du bois Favières, aux abords d'Hardecourt. Le 2, au point du jour, Fayolle commença à bombarder leurs secondes positions, qui n'étaient pas moins fortes que leurs premières. Elles comprenaient également trois lignes — lignes de résistance, de repli et de contre-attaques — hérissées, sauf la dernière, de broussailles de fer, amplement pourvues d'abris bétonnés et réunies par des boyaux.

Notre préparation se prolongea jusqu'à l'après-midi, où l'infanterie reprit alors l'attaque. Le terrain se trouva si complètement bouleversé, conquis, pour ainsi dire, par les projectiles, que les fantassins n'eurent plus qu'à l'occuper sans pertes sensibles. Les trous d'obus marquaient comme la petite vérole cette grasse terre de la Somme.

Ce jour-là et pendant les journées suivantes, et malgré le temps qui redevint pluvieux et de fréquents orages, la VIe armée continua à développer sa manœuvre avec une belle régularité. Plus de ces actions particulières, comme naguère en Artois ou en Champagne, qui avaient trop souvent, comme conséquence, après une avance brillante, de laisser en flèche, exposée à des feux de trois côtés, l'unité isolée qui payera cher sa victoire d'une heure. Cette fois, la progression sur un large front est bien rythmée : les troupes se tiennent à la hauteur les unes des autres ; l'artillerie, après avoir ouvert les voies à l'infanterie, la

suit dans ses avances pour la protéger des contre-attaques et lui frayer de nouveaux chemins ; le front de bataille n'est plus en bombements et en renflements, mais en échelons qui s'étayent selon le dispositif classique.

Tout le plateau de Flaucourt fut conquis ainsi. Le 20e corps entra dans Frise, gros village au cœur des étangs de la Somme que nous avions perdu l'hiver précédent ; sur la rive gauche, dans Herbécourt, Feuillères, Assevillers, et, sur la rive droite, dans Curlu, Hem et Hardecourt. Ces villages ou hameaux étaient organisés sur de petits plateaux et flanqués pour la plupart de petits bois qui étaient sillonnés de tranchées et entourés de fils de fer.

C'était, sur une étendue de dix kilomètres et sur une profondeur variant de quatre à cinq, toute la fortification permanente des deuxièmes positions allemandes qui tombait entre nos mains, avec un nouveau lot d'environ 5,000 prisonniers valides, des canons (86 au total depuis le début de la bataille) et des centaines de mitrailleuses. Les Allemands ne contre-attaquèrent à plusieurs reprises que pour accroître leurs pertes, qui furent lourdes. Nos tirs de destruction avaient été très efficaces ; on trouva quarante cadavres dans un seul abri.

Le 5, les Allemands ne tenaient plus, aux rebords immédiats du plateau, que Biaches, sur le canal, et, un peu au sud, Barleux et Villers-Carbonnel, à la bifurcation des routes de Roye et d'Amiens. Au débouché de cette sorte de défilé que nous avions franchi en moins d'une semaine, ils s'étaient concentrés devant Péronne, que nous avions devant nous, à moins d'une lieue, dans sa beauté encore intacte d'une miniature de missel.

Notre ligne s'étendait maintenant, en arc de cercle, sur la ceinture des crêtes partant de l'est de Curlu pour descendre aux environs d'Estrées.

Foch aurait eu sous la main une armée d'exploitation qu'il aurait sans doute forcé les passages de la Somme et fait tomber Péronne. Mais Joffre ne pouvait pas dans le même temps dégager et dégarnir Verdun.

Fayolle, après quelques jours de repos, n'en continua pas moins à pousser vers la haute Somme. Ce mouvement vers l'est du plateau de Péronne s'imposait par la nécessité d'assurer la liberté de manœuvre en direction de Bapaume. Le 1er colonial avait été un peu en flèche jusqu'à l'avance du 20e corps ; les

Allemands lui tiraient d'enfilade et, presque, dans le dos. Ces belles troupes (Sénégalais et Marsouins) prirent d'assaut le village de Biaches (9 juillet), à un kilomètre seulement des remparts sud de Péronne, dont le séparent la Somme et les marais (les Allemands s'enfuirent en grand désordre jusqu'au faubourg de Sainte-Radegonde). La cote 97 qui domine la rivière, couronnée par la ferme de la Maisonnette, tomba le lendemain.

Les Allemands, qui savaient toute l'importance de ces deux points d'appui, revinrent à l'assaut. Du 15 au 17 juillet, Biaches et la Maisonnette changèrent quatre fois de mains. Ils nous restèrent. Ayant ainsi assis sa position, la VIe armée commença, mais en rencontrant toujours une vive résistance, les opérations d'élargissement.

XI.

L'aile droite de l'armée anglaise besogna durement pendant ces mêmes journées, gardant son contact avec nous.

Tout en ébranlant fortement les lignes allemandes, elle avait échoué, le 1er, comme nous l'avons raconté, à réduire le saillant de Fricourt, bastion avancé du système qui dominait et bloquait la route de Bapaume. Elle parvint, le 2, après de très violents combats, à emporter le village, qui n'était plus qu'un monceau de pierres et de gravois, son petit bois et une ferme au nord.

Délogés de cette forte position d'angle, les Allemands ne défendirent qu'avec plus d'acharnement les villages de La Boisselle, de Contalmaison et d'Ovillers, qui la flanquaient au nord, et le bois de Mametz. Ce bois, dont il ne reste plus que des troncs, s'étendait à droite du ravin sec dont les Anglais, depuis qu'ils étaient entrés la veille à Montauban, tenaient la rive gauche sous leurs feux immédiats.

Les progrès que le général Rawlinson fit, le 3, aux abords de la route d'Albert à Bapaume ne furent maintenus qu'en partie dans la nuit qui suivit et qui fut terrible. Les Anglais se battirent comme des lions, mais le commandement semblait trop compter sur leur seul courage ; l'attaque d'une division au sud de Thiepval, opération qui aurait pu forcer les Allemands à se retirer jusqu'à Pozières sous la menace de l'enveloppement, échoua faute d'être appuyée sur sa gauche[1]. Le 4, une pluie torren-

1. *Nelson's History*, p. 53.

tielle changea en marais les terrains poudreux. La Boisselle tint jusqu'au 5.

Le terrain ne fut pas moins âprement disputé au 13e corps, qui, de Montauban, faisait effort pour s'étendre par les boqueteaux de Bernafay, en direction du bois des Trônes, et par ceux de la Chenille, en arrière du bois de Mametz.

Ces avances de quelques centaines de mètres, après maintes fluctuations sanglantes, furent chèrement payées en raison, semble-t-il, de l'insuffisance des préparations. L'encerclement d'Ovillers, la prise, à revers, du bois de Mametz, autant de manœuvres bien conçues, d'un sûr coup d'œil; exécutions hâtives, presque improvisées. Ici encore apparaît la magnifique ténacité britannique. La difficulté excite ces splendides soldats; notre rapide conquête des deuxièmes positions allemandes au sud de la Somme les stimule. Ils gagneront plus tard et plus difficilement leur bataille; ils la gagneront tout de même. On se bat souvent jour et nuit; les combats de nuit sont horribles. « Exactement comme l'enfer, mais pire[1]. » Contalmaison, village machiné en fortin, bardé de mitrailleuses, « genre Festubert et Loos », est emporté le 7, malgré la résistance de la 3e division de la Garde; il est repris le jour même par les Allemands, contre-attaquant en force du bois de Mametz. Enfin, le 10, un ouragan furieux et prolongé de mitraille — car il n'est jamais que la guerre qui apprend la guerre — et dont un prisonnier allemand dira qu'il a dépassé en horreur ceux de Verdun, s'abat sur l'ensemble des organisations ennemies, qui deviennent intenables. Les Anglais rentrent dans Contalmaison et, deux jours après, occupent la totalité du bois de Mametz.

Entre temps, ils avaient, au nord du champ de bataille, gagné du terrain entre La Boisselle et Thiepval, sur le saillant de Leipzig, et pénétré, au sud, dans le bois des Trônes. Ovillers était maintenant enveloppé et dans l'impossibilité d'être secouru; pourtant sa petite garnison (2 officiers et 24 soldats de la Garde)[2] se rendit seulement le 16.

Dans cette dure bataille, presque ininterrompue, de dix jours et dix nuits, les Allemands ont conservé leurs positions entre Gommécourt et Thiepval; ils ont toute leur première ligne à l'est de la route de Bapaume, sur deux à quatre kilomètres en

1. Récit d'un officier dans l'histoire du *Times*, t. IX, p. 506.
2. *Nelson's History*, p. 55.

profondeur. Les Anglais avaient occupé le territoire de cinq villages et fait près de 8,000 prisonniers.

XII.

Paris, pour la Fête Nationale, vit défiler, du tombeau de Napoléon au monument de la République, les détachements des armées alliées et des nôtres, les Belges en tête pour avoir été les premiers, aux Thermopyles de l'Europe, à offrir leurs poitrines.

Il y avait eu un jour où Paris s'était cru destiné aux suprêmes sacrifices, à la bataille dans ses rues, à la destruction de ses monuments et de ses gloires. Il n'avait pas bronché. Le souvenir de ces heures gênait le « Tout-Paris » de Bordeaux. On n'avait pas encore rendu à la grande ville tout le tribut qu'elle méritait. Cette revue fut sa première récompense. La religion de la patrie ne diffère pas des autres ; elle ne se passe pas indéfiniment des cérémonies magnifiques ou simples du culte.

L'hiver précédent, l'opinion dans toute la France avait supporté avec fermeté les mauvais jours de Verdun. Il n'y eut guère de trouble que dans les milieux politiques. L'esprit public était demeuré excellent depuis cette dure épreuve, toutefois avec un grain de scepticisme, après trop de fausses espérances qui étaient venues moins du front que des gouvernements. (Les gens au pouvoir s'étaient, le plus souvent, mépris sur la solidité, la maturité d'esprit de la nation. Se jugeant seuls en état de supporter la vérité, ils dissimulaient les difficultés, exagéraient les chances.)

Tout cet été de 1916, l'opinion va enregistrer avec satisfaction, mais avec beaucoup de calme, les résultats partout favorables de l'offensive générale. En saisira-t-elle toute l'importance? Elle ne s'échauffera qu'aux derniers jours d'août, et précisément quand la roue va tourner, en Orient, du côté sombre, à la tardive entrée en guerre de la Roumanie, qui, une fois de plus, alaissé passer en juin le moment favorable.

Sans doute, l'Entente ne réalise pas tout son dessein, son plan tel qu'il a été décidé à Chantilly à la fin de 1915, qui devait s'exécuter au même signal sur tous les fronts. Ainsi Broussiloff est parti avant l'heure, en juin, sans toute son artillerie lourde, pour dégager les Italiens ; Joffre part à l'heure avec Haig, mais sur un front et avec des effectifs moindres de moitié, à cause de

Verdun ; Cadorna partira en retard, en août, parce qu'il lui a fallu le temps de se remettre de ses échecs du Trentin. Les Austro-Allemands ont donc tiré un profit considérable de leurs offensives préventives. Cependant, l'essentiel du plan subsiste, d'un plan dont les auteurs ne s'étaient pas flattés que les ennemis les laisseraient faire à leur guise, mais « qui contenait en lui-même les moyens de les déjouer[1] ».

XIII.

Non seulement l'Autriche, mais l'Allemagne, à l'ordinaire mieux avertie, ont affiché jusqu'en juin d'insolentes certitudes. Les porte-paroles du Grand État-Major, le général von Blüme, le major Moraht, écrivaient : « La grande pensée de nos adversaires, l'unité d'action sur l'unité de front, peut être considérée comme enterrée... Nous gardons notre précieux privilège : dicter à l'ennemi notre volonté stratégique... La Russie est réduite à l'inertie ; le roi d'Italie craint pour sa couronne ; la France, sous la sanglante dictature de M. Poincaré, arrive au bout de ses forces. Reste l'Angleterre, mais avec une armée bonne seulement pour la défensive[2]. » La surprise fut rude sur tous les fronts, si rude que le Gouvernement et le commandement furent amenés à confesser leur erreur.

On commença bien par accuser le public d'avoir été seul à entretenir de fâcheuses illusions et, déçu, de les traduire par des « plaintes coupables » et par « un découragement voisin de la trahison[3] ». « Notre peuple a-t-il fait tout son devoir? » demandaient les officieux. « Notre confiance dans la victoire est-elle toujours la même qu'au début de la guerre? » Cependant les torts les plus graves étaient certainement ailleurs que dans la masse crédule : « procédés artificiels » de l'État-Major trop en dehors de la vérité pour ne pas finir par succomber devant elle ; hâbleries outrageantes des camarillas répétant que « les Anglais se battraient jusqu'au dernier Belge » ; harangues et dépêches mensongères de l'empereur lui-même qui, tant de fois, avait promis Verdun. Il fallut convenir en fin de compte que les chefs de la politique et ceux de l'armée avaient manqué de clair-

1. Napoléon, *Œuvres de Sainte-Hélène*, t. XXX, p. 409.
2. *Norddeutsche allgemeine Zeitung* du 4 juin ; *Tageblatt* du 1er, etc.
3. *Appel de la presse allemande* du 21 juillet.

voyance[1]. Une proclamation impériale, tout en annonçant toujours la victoire, déclara « que la puissance et la volonté de l'ennemi n'étaient pas encore brisées[2] ».

Il passa alors sur l'Allemagne comme un vent de vérité. L'été ne s'achèvera point sans que l'empereur, rendu responsable de la tuerie sans résultat de Verdun et des défaites évitables de l'Autriche, n'abdique le commandement des armées aux mains de Hindenburg. Que n'a-t-il écouté le maréchal, déconseillant l'offensive sur la Meuse, conseillant l'offensive sur le front russe? Si l'Allemagne va réaliser, en septembre, l'unité absolue de commandement sous un grand homme de métier, Hindenburg, doublé de Ludendorff, ou Ludendorff avec Hindenburg pour façade, c'est que son triple danger dans l'été de 1916 : Picardie, Galicie, Carso, elle l'a très bien vu.

XIV.

Les débuts de l'offensive sur la Somme ont été particulièrement amers. Les pertes ont été très lourdes. C'est la guerre de position qui continue et qui ne prétend donc pas à de grandes avances sur le terrain, mais avec une tactique nouvelle et d'extraordinaires moyens de destruction. La France a fait preuve d'une recrudescence de vie « dont elle-même ne se serait pas crue capable ». Elle a entraîné l'armée anglaise en des combats « où une nombreuse artillerie renforce l'infériorité numérique des hommes ». Ainsi parlent les civils[3]. Le langage des militaires est plus explicite encore et mêlé de sévères remontrances. On a trouvé sur des prisonniers cet ordre du jour du général von Below : « L'issue de la guerre dépendra de la bataille de la Somme. Nous devons gagner la bataille malgré la supériorité de l'ennemi en artillerie... Il faudra reprendre tous les terrains perdus dès l'arrivée des renforts. Coûte que coûte, il faut tenir sur les positions actuelles. J'interdis l'évacuation volontaire des tranchées. L'ennemi ne devrait se frayer un chemin que sur des monceaux de cadavres... J'invite les officiers à rétablir avec une énergie extrême l'ordre en arrière du front[4]. »

1. *Tageblatt de Berlin*, *Journal de Francfort*, etc.
2. 31 juillet.
3. *Appel* du 31 juillet.
4. 3 juillet.

L'Autriche est la partie vulnérable de la *Mittel-Europa* dont l'Allemagne est l'âme agissante. Le grand-duc Nicolas en a eu le sentiment exact, quand il a porté son principal effort en Galicie, avec l'ambition de la Moravie et de la Hongrie. Alexeïeff a repris le dessein du grand-duc ; il escompte la diversion roumaine contre les Bulgares. L'Autriche est de nouveau entamée sur ses deux fronts, à l'est et à l'ouest.

Sur le front oriental, c'est la guerre de mouvement, à l'avantage presque constant des Russes.

Broussiloff, après ses premières victoires, a poursuivi ses progrès dans le couloir entre Pruth et Dniester. Il n'était pas homme à se satisfaire d'avoir reconquis la Bukovine et d'être rentré dans la vieille capitale ruthène (Cernovitz). Son offensive se développe, selon l'aveu inquiet de Tisza, « en une gigantesque bataille ». Ces Russes, que Vienne et Berlin ont crus à jamais impuissants, les voici à nouveau sur la frontière roumaine : devant les défilés des Karpathes, où ils ont acculé un gros d'Autrichiens ; sur le Styr, où ils tiennent en échec quelques-unes des meilleures troupes de Hindenburg, accouru avec l'empereur lui-même ; sur la chaussée de Baranovitchi, où ils prononcent une vive attaque.

A l'est de Lemberg, les Autrichiens et les Bavarois accumulent en conséquence les artilleries à l'arrière de Brody ; au nord-est, au croisement des grandes voies vers la Pologne et la Silésie, ils travaillent jour et nuit à établir devant Kovel un vaste camp retranché et l'appellent d'avance le Verdun allemand. Renforcé de douze divisions, dont sept allemandes, Linsingen cherche alors à envelopper les Russes d'entre Styr et Stochod, tout au moins à porter la bataille entre les coudes des deux rivières et à pousser sur Loutsk, afin de mettre Kovel à l'abri. La cisaille, trop large, se brise. Broussiloff, après avoir rompu la ligne ennemie sur trois points, retourne l'opération d'encerclement contre Linsingen, qui n'échappe que par une très prompte retraite.

Les bulletins de Vienne avouent d' « héroïques combats de retardement ». Berlin explique : « Mieux vaut reculer pas à pas (qu'accorder à Broussiloff la grande bataille qu'il cherche) et renoncer aux applaudissements des lecteurs de communiqués. » Fin juillet, la gauche de l'armée russe a passé le Styr et le Stochod ; la droite le Dniester, le Sereth moldave et le

Pruth : elles s'alignent sur le centre. Sakharoff, Tcherbatcheff et Letchitsky occupent maintenant toute la Galicie orientale, de Brody à Stanislau.

Les Autrichiens, épuisés, découragés, s'étaient rendus en tas. « Tout est perdu : à quoi bon continuer ? » (Récit de Stanley Washburn, correspondant du *Times*). Ils avaient perdu, après deux mois de campagne, 360.000 prisonniers, dont 7,000 officiers, 500 canons et 3,000 mitrailleuses.

Pour être moins considérables, sur un terrain plus difficile, les succès des Italiens en août n'en seront pas moins brillants et prometteurs. A peine les Autrichiens se sont-ils arrêtés dans les *Prealpi* et repliés vers leurs lignes de départ que Cadorna, fidèle aux accords de Chantilly, a repris ses préparations sur le Carso (fin juin). Au printemps, quand il reçut dans le dos l'avalanche du Trentin, il n'avait encore avancé qu'aux rebords de l'âpre plateau rectangulaire qui s'étend, coupé d'innombrables gorges et semé de masses rocheuses, de la mer aux Alpes et de l'Isonzo, son fossé occidental, au golfe de Fiume. Il n'y pouvait appliquer, sous un ciel brûlant en été et glacial en hiver, que les lentes tactiques de la guerre de siège. Après de laborieux travaux d'approche, ses batteries ouvrent le feu sur tout le front du bas Isonzo, entre Podgora, face à Gorizia, et l'Adriatique. Les *bersaglieri* enlèvent d'abord le bastion sud-ouest du plateau Monfalcone, puis, le lendemain, Gorizia, devenue intenable depuis que les falaises qui dominent la ville, le San-Michele et le Sabotino, sont aux Italiens (8-9 août). Le roi y fit une entrée triomphale.

Si le Carso avait été encore ce qu'il était en l'an V, une plaine nue où il suffit à Bonaparte de lancer sa cavalerie pour faire tomber Trieste en deux jours et Klagenfurt, « à quatorze postes de Vienne », en huit, on eût pu dire que la victoire de Gorizia ouvrait aux Italiens les routes de la capitale de l'Autriche et de son plus grand port. Elle ne faisait tomber, en 1916, que le premier mur d'enceinte d'une vaste forteresse. Cependant le coup était sensible et, à cause de Gorizia, ville fameuse, retentissant, car la réputation d'un combat dépend beaucoup de l'endroit où il se livre.

En morts, blessés et prisonniers, les pertes des Autrichiens, depuis le début des batailles italiennes, dépassaient 300,000 hommes.

Battue à l'ouest et envahie à l'est, l'Autriche se fit humble une fois de plus devant l'Allemagne. Les officiers allemands disaient publiquement qu'elle était devenue un fardeau pour l'Empire. Elle avait déjà accepté, avec des remerciements, que toutes les armées du front oriental, avec leurs archiducs, fussent désormais sous les ordres directs de Hindenburg (3 août).

XV.

Les nerfs des Allemands, « très tendus depuis la victoire de Broussiloff[1] », l'eussent été bien davantage si la politique intérieure de la Russie avait été conduite avec la même fermeté, à une heure qui eût pu être décisive, que ses armées, et si les tergiversations de la Roumanie n'avaient pas compromis à l'avance une entreprise qui aurait dû être de grandes conséquences.

Ç'avait été, dans les années précédentes, une grave erreur de la Russie que de ne pas traduire aussitôt en actes la proclamation du grand-duc Nicolas, des premiers jours de la guerre, sur la reconstitution de la Pologne. Sazonoff eût voulu que l'empereur signât lui-même le manifeste ; l'empereur y eût consenti ; les autres ministres l'en détournèrent sous de futiles prétextes. Ce fut la première brèche. La solennelle promesse avait été sincère ; elle finit par paraître un leurre.

La perte totale de l'ancien royaume après les défaites du printemps et de l'été de 1915 n'aurait pas été un obstacle au décret attendu. On l'eût traité de manœuvre ; la Russie n'en aurait pas moins réparé sa complicité dans le crime empoisonné du XVIIIe siècle finissant.

La fortune qui revient maintenant avec l'offensive de Broussiloff, c'est la dernière occasion pour engager noblement l'avenir. La Pologne, à la vérité, est occupée toujours tout entière par les Austro-Allemands, mais elle entend déjà sonner les bottes russes sur ses frontières et reste encore, dans sa majorité, favorable à l'union personnelle avec la Russie. Sazonoff convainquit l'empereur, qui lui ordonna de préparer d'urgence un projet d'autonomie (13 juillet).

L'oukase impérial, bien que tardif, aurait eu une grande portée : il eût à la fois fortifié les résistances antiallemandes dans le royaume et marqué le retour du Gouvernement aux idées

1. Colonel Gaedke, dans le *Vorwaerts* du 17 juillet.

libérales. Mais le parti réactionnaire veillait. Sturmer[1], connu pour ses sympathies allemandes, et l'« homme de Dieu » Raspoutine, son protecteur qui l'avait fait ministre, persuadèrent à l'impératrice que ce projet était la perte de la Russie. La folle courut à la *Stavka* (quartier général), où elle arracha en quelques heures à l'empereur le congé de Sazonoff, son remplacement aux Affaires étrangères par Sturmer et l'ajournement du décret sur la Pologne (20-21 juillet).

Le renvoi du Necker russe, c'était le triomphe public de la réaction et aussi le triomphe du « parti de Potsdam ». Bien que l'empereur fît déclarer que le changement du ministre des Affaires étrangères ne modifierait en rien la politique extérieure de la Russie, Sturmer et sa clique de germanophiles impénitents étaient très suspects; tout au moins, de graves indiscrétions et, sans doute, des complaisances intéressées et un nouveau ralentissement de la guerre étaient à craindre. L'homme n'était pas seulement médiocre, hypocrite et bas, mais notoirement malhonnête, « volant à partir de 50 roubles », disait-on, alors qu'un *tchinovnik* qui se respecte ne vole qu'à partir de 50,000. Le parti allemand en Russie avait été de tout temps violemment hostile à la Pologne; son succès contre Sazonoff faisait cette fois les affaires du parti allemand en Pologne.

La main allemande qui s'aperçoit dans l'intrigue russe où *Herr von Sturmer* triomphe de Sazonoff n'apparaît pas moins clairement dans le trafic bulgare où le premier ministre roumain Bratiano se laissa prendre.

Du premier jour de la guerre (6 août 1914), Sazonoff avait pressé la Roumanie de se déclarer pour l'Entente et d'attaquer sur l'Autriche en même temps que la Russie. Il lui reconnaissait, en échange, le droit de retenir tous les territoires de Transylvanie et de Bukovine qui étaient habités par des Roumains. Le roi Karol avait un traité secret avec l'Allemagne. Quand il fut mort du refus de ses ministres de prendre parti contre l'Entente, les conversations reprirent avec la Russie et ses alliées. Ce fut un long marchandage. La Roumanie n'eut satisfaction qu'en décembre 1915 sur ses exigences territoriales (Transylvanie, Bukovine, Banat).

On passa, en janvier, à l'examen des opérations militaires à

1. Premier ministre depuis le 2 février, en remplacement du nonagénaire Goremykine.

poursuivre en liaison avec l'armée russe. De graves divergences éclatèrent aussitôt. Bratiano insistait pour que l'armée roumaine fût employée à la conquête de la Transylvanie, pendant que les Russes arrêteraient les Bulgares en Dobroudja et sur le Danube; Alexéïeff proposait, au contraire, que l'armée roumaine employât ses principales forces à attaquer sur la route de Sofia les Bulgares, dont il ne redoutait rien en Dobroudja, et qu'elle se contentât de couvrir la frontière du côté de la Transylvanie, appuyée par dix divisions russes sur le flanc des armées allemandes. On perdit plus de six mois à discuter sur ces deux stratégies. Bratiano se méfie des Russes; il les soupçonne de ne pas vouloir, pour quelque traîtrise, le laisser agir dans les régions qui lui étaient réservées par les accords diplomatiques et de ménager les Bulgares. Alexéïeff objecte, non sans raison, que proposer Roustchouk pour objectif principal et immédiat aux Russes, afin de protéger Bucarest, c'est ne tenir aucun compte des difficultés que présenterait une marche de 250 kilomètres sur la rive droite du Danube. Finalement, le 1er juillet, comme Broussiloff, progressant encore dans son offensive, avait crevé le front austro-allemand sur 150 kilomètres et occupé Kimpolung, Alexéïeff fit savoir à Bucarest que c'était le seul moment où l'intervention de la Roumanie pût intéresser la Russie et qu'il fixait au 7 août la date extrême de son entrée en campagne[1].

Bratiano, toujours méfiant, et, cette fois, à bon droit depuis l'arrivée de Sturmer aux affaires, posa alors de nouvelles conditions. Il réclama notamment une offensive de Sarrail contre les Bulgares.

Il était, d'autre part, entré secrètement en conversation avec le roi Ferdinand, à la suite de faux renseignements qu'il avait recueillis et, aussi, sur les avis, perfides ou seulement sots, qui lui vinrent de Pétrograd. La Bulgarie, lui fait dire Sturmer, ne demande qu'à s'entendre avec les alliés. Bratiano, malgré les avertissements réitérés qui lui venaient de Paris, s'en est persuadé, comme si le Bulgare pouvait oublier les événements de 1911, l'agression de la Roumanie pendant la seconde guerre balkanique, la perte de la Dobroudja et le traité humiliant de Bucarest. De fait, tout en se réservant peut-être une porte de sortie, Ferdinand, d'accord avec Vienne et Berlin, a accepté d'amuser Bratiano, qui a fait le premier des ouvertures à son ministre

1. Le 6 juillet, nouvelle note confirmative de la précédente.

Radoslavof, et Sturmer, qui joue peut-être un double jeu. Il retardera ainsi l'entrée de la Roumanie dans la guerre, que ce soit en Transylvanie, à la gauche des Russes au plein de leur élan victorieux, ou sur la route de Sofia.

On n'imagine pas, en effet, que les Empires centraux fussent dans l'ignorance, malgré les protestations de Bratiano, des négociations qu'il poursuivait avec l'Entente. L'Allemagne entretenait de nombreux agents à Bucarest, y pratiquait une abondante corruption. Elle se réservait de pousser les Bulgares contre la partie faible de la Roumanie.

Entre temps, les États-Majors alliés signèrent à Chantilly avec le colonel Rodéanu (27 juillet) la convention militaire. Ils acceptèrent que le gros des Roumains prît l'offensive en Transylvanie, toutefois à la condition qu'une armée de 150,000 hommes attaquerait immédiatement les Bulgares. Cette attaque devait être conjuguée avec une offensive vigoureuse de Sarrail, qui partirait la première.

Mais Bratiano, toujours crédule aux propos qui lui venaient de Sofia, et s'appuyant de l'opinion d'Alexéïeff, déclina catégoriquement d'attaquer les Bulgares; et, bien qu'il n'eût pas réussi à leur faire partager ses illusions, les gouvernements de Paris et de Londres n'insistèrent pas, sans apercevoir que tout le programme de la coopération roumaine s'en trouvait faussé. L'opération principale se fera en Transylvanie, la Roumanie s'y plaçant à la gauche de Broussiloff qui poursuivra son attaque; la Roumanie n'aura en Dobroudja que des troupes de couverture; les Russes y enverront des forces suffisantes pour arrêter éventuellement les Bulgares.

Bratiano, avant d'entrer en conversation avec Sofia, réclamait 250,000 Russes dont l'attaque aurait précédé celle de l'armée roumaine; il se contenta finalement de la promesse d'un premier envoi de 50,000 hommes, qui serait complété par la suite, si c'était nécessaire.

La faute deviendra vite évidente. Les Roumains avaient alors une excessive confiance dans la fortune qui les avait constamment servis depuis un demi-siècle; les Alliés escomptaient de leur concours, depuis si longtemps attendu, un grand retentissement politique et, pour peu que le sort fût favorable, la défaite complète des Autrichiens sous la double poussée des Roumains

et des Russes vers l'ouest. On obligerait ainsi l'Allemagne, appelée à l'aide par l'Autriche, à un effort supplémentaire et, peut-être, au delà de ses moyens. Il fallait, disait-on, saisir l'occasion et ne pas laisser aux Autrichiens le temps d'occuper les cols de Transylvanie (5-9 août).

Comme Broussiloff venait d'entrer à Stanislau le même jour où les Italiens prenaient Gorizia (11 août), Bratiano se décida cette fois et il signa, mais seulement huit jours après (18 août); puis, il attendit encore jusqu'au 27 pour déclarer la guerre à l'Autriche, pendant que l'Italie la déclarait enfin à l'Allemagne.

L'Entente a pratiqué une fois de plus la politique du succès diplomatique, la pire de toutes, selon Bismarck. Comme si la réalité ne reprend pas toujours ses droits, elle l'a sacrifiée à l'apparence. La double déclaration de guerre, cela faisait un beau coup de théâtre à la veille de la rentrée des Parlements. Mais l'Austro-Allemagne avait gagné, grâce aux hésitations de Bratiano et à la fourberie bulgare, qu'elle avait mise en mouvement, les deux mois d'été où l'intervention roumaine aurait pu être efficace. Déjà elle tenait sa vengeance.

XVI.

On se souvient que vers la mi-juillet, après quinze jours de bataille, nous avions emporté, au sud de la Somme, la totalité de la première position allemande et presque toute la seconde. Les Anglais n'étaient maîtres encore que d'une partie de la première position qui leur était opposée (un peu plus de la moitié, celle qu'ils avaient enlevée sur leur droite; devant leur gauche, le secteur nord restait aux Allemands).

Haig persista dans son dessein (du 1er juillet) de préparer, selon toutes les règles, une nouvelle attaque dans la vallée de l'Ancre, mais de pousser sans relâche à sa droite, combinant ainsi avec nous son principal effort, en direction générale de la route de Péronne à Bapaume. Des vallons sinueux y ouvraient des débouchés couverts vers Pozières, le bois des Foureaux (le *High Wood* des Anglais) et Combles. La seconde position allemande étant à nous au sud de la Somme, il lui fallait, ne fût-ce que pour se mettre à l'alignement, conquérir la seconde position allemande au nord.

Des raisons qui n'étaient pas seulement tactiques décidèrent

Haig à reprendre ses opérations le 14 juillet ; ce sera le *France's day*, « hommage aux immortels défenseurs de Verdun[1] ».

Le front allemand s'étendait sur la crête méridionale du faîte de partage, depuis Longueval jusqu'aux deux Bazentin, environ six kilomètres. Il avait été copieusement bombardé depuis trois jours quand le 14, au grand matin (3 heures 25), l'infanterie anglaise sortit de ses tranchées en chantant la *Marseillaise* et en poussant des *hurrah for France*.

Elle avait été précédée, au cours de la nuit, par des troupes d'attaques qui s'étaient portées en avant, de 1,000 à 1,500 mètres, jusqu'aux pieds de la crête, laquelle n'était éloignée, en moyenne, des tranchées allemandes que de 400 mètres. L'ennemi ne s'était point aperçu d'un mouvement, qui avait été protégé par de fortes patrouilles et par les obscurs silences, sur un terrain reconnu à l'avance avec un soin extrême[2].

Quand l'assaut partit, il y avait juste assez de jour « pour distinguer de l'ennemi qui s'éveillait l'ami (les troupes d'attaques) qui commençait à gravir la crête ». L'opération fut vivement menée. De l'est à l'ouest, tout le bois des Trônes fut occupé à huit heures du matin, le village de Longueval (moins les vergers) à quatre heures de l'après-midi, les deux Bazentin avant midi et la plus grande partie du bois des Foureaux avant le coucher du soleil. Vers le soir, la cavalerie, dragons de la Garde et Hindous du Deccan, chargea (pour la première fois depuis la retraite de Mons) dans les blés en avant de Bazentin-le-Grand.

Les Anglais se consolidèrent les jours suivants sur leur conquête (quatre villages et trois bois) et élargirent à l'est la brisure du front allemand.

Un village, dont on dit qu'il a été libéré (dans la zone du feu), il a fallu commencer par le détruire sous les obus. Ce fut le sort de Bazentin, berceau de Lamarck, Christophe Colomb du darwinisme.

Plus de 2,000 prisonniers, dont plus de 100 officiers, donnèrent à croire qu'il y avait des organes allemands qui se dégradaient. Au dire des *tommies*, l'armée ennemie était « rapiécée » (*patchy*) avec des morceaux nouveaux qui ne valaient pas l'ancien fond.

1. Récit du colonel Repington.
2. Rapport Haig.

L'Empereur allemand était sur les lieux ; sa présence fut signalée par un bulletin du 16. Il fit aussitôt rappliquer quelques-unes de ses plus belles troupes, la 3e division de la Garde, la 5e des Brandebourgeois, qui était celle de Douaumont et de Vaux. Le dégagement de Verdun commençait.

Mais, nécessairement, plus Verdun sera soulagée, plus la bataille deviendra rude sur la Somme. Sans avoir encore renoncé à gagner la bataille sur la Meuse, l'Empereur n'en attend plus qu'une victoire d'apparat. Un flot plus haut, une plus furieuse « vague de Verdun », comme elles s'appellent elles-mêmes, couvrirait maintenant la glorieuse ruine : qu'y aurait-il changé? Or, Souville, centre de la suprême résistance, tient bon ; loin de céder du terrain, Nivelle en regagne. C'est donc le front de Picardie qui devient le principal.

En conséquence, de la mi-juillet à la fin de septembre, l'État-Major allemand y concentrera des masses sans précédent d'artilleries de tous les calibres pour une bataille de Valmy à la millième puissance. Il y enverra contre les Anglais et contre nous soixante-sept nouvelles divisions[1]. Ni Gallwitz (Ire armée) ni Below (IIe) ne les ménageront : ils ne regarderont pas à les user dans d'incessantes contre-attaques. Comme nos artilleries s'accroissent autant que les leurs, sinon davantage, l'enfer de la Somme égalera bientôt dans les imaginations allemandes l'enfer de Verdun. Pourtant, ces pertes énormes ne sembleront pas disproportionnées à l'enjeu qui n'est point quelques villages et quelques crêtes — autant de kilomètres (environ 180) que les Allemands ont gagnés en six mois devant Verdun — mais l'initiative des opérations, la maîtrise de la guerre, le maintien de l'équilibre.

Voilà l'objet, moins mesurable sans doute que le terrain, pour lequel se poursuit la bataille de la Somme ; dès lors, elle sera de beaucoup plus dure dans ses deuxième et troisième phases que dans la première.

Ce renforcement de la résistance allemande se fait sentir dès la seconde quinzaine de juillet. « Si désireux qu'il soit de poursuivre son succès du 14[2] », Haig a vite reconnu qu'il lui faut

1. Plus 17 bataillons sur notre front, ce qui fait 310 bataillons contre les Anglais et 312 contre nous.

2. Rapport Haig.

élargir d'abord son front (les six kilomètres gagnés sur la seconde position allemande). A cet effet, il n'exercera encore par sa gauche, à l'ouest, qu'une pression méthodique sur le groupe des villages de Pozières et de Thiepval et de leurs puissantes tranchées; sa principale action sera sur sa droite.

La IVe armée anglaise, qui continue à faire l'aile droite, après avoir enveloppé Longueval, a tourné au sud, longé la lisière du bois des Trônes et rejoint à la ferme Maltz Horn (nord-ouest de Hardecourt-aux-Bois) la ligne française; elle se trouve ainsi en équerre. Ramener cette partie du front à hauteur du centre, se dégager de « l'indésirable saillant » dont la pointe est au bois Delville, la manœuvre s'impose, mais elle va se heurter à des difficultés de toutes sortes contre des positions qui étaient fortes par elles-mêmes et avaient été puissamment organisées depuis le premier combat de la Somme, en vue d'une défense opiniâtre. Les Allemands y ont un double avantage : celui de l'espace — qui leur permet de développer leurs feux en demi-cercle, non seulement sur le bois Delville (que les Anglais appellent *Devil's wood*, le bois du Diable) et Longueval où le bois s'adosse, mais encore sur l'étroit terrain où, tant anglaises que françaises, s'entassent les communications et les batteries; — et celui des crêtes qui, de Guillemont, fort village à l'entrée de plusieurs vallées sèches, au Bois-Haut, donnent à leurs artilleries des vues directes. Il s'agira de les déloger, d'abord de Guillemont et du bois de Leuze, leur première ligne, puis de leur seconde, Ginchy, la ferme Waterloo et le bois des Bouleaux.

La bataille de l'aile droite (général Rawlinson), rallumée le 18 juillet par une contre-attaque des Allemands sur le bois Delville, ne se termina qu'aux premiers jours de septembre par la prise de Guillemont, qui entraînera la chute de Ginchy. A l'aile gauche, le général Gough, s'en tenant à son rôle de pivot, a emporté le 25 juillet, après un violent duel d'artillerie, Pozières et son moulin, bastions avancés de la crête est du plateau de Thiepval et points culminants de la région où confinent Picardie et Artois.

A ne regarder qu'à la carte, on s'étonnerait volontiers qu'il ait fallu quarante-sept jours de combats aux Anglais pour gagner un village, un petit bois et quelques fermes. Ces bâtiments et ces bois étaient sur les lieux mêmes de terribles places fortes; les termes exacts dont il faudrait faire usage dans ce

récit, ce devraient être ceux des guerres de siège. L'opération consiste, tantôt à prendre d'assaut, tantôt à tourner les points forts de l'ennemi pour les faire tomber successivement. Ces bastions sont défendus avec acharnement par les Allemands qui ont l'ordre de tenir à outrance et s'y conforment.

Le temps fut presque constamment pluvieux, rendant vaines les explorations aériennes dans des brumes épaisses et transformant le sol des vallées en marécages. La ténacité coutumière des Anglais n'avait pas encore été mise à une aussi dure épreuve. Harcelés par d'incessants bombardements d'obus asphyxiants, obligés de s'y reprendre à deux ou trois fois avant de s'assurer la possession définitive d'une corne de bois (Delville, Foureaux) ou d'un gros de vergers « à conquérir un par un » (nord de Longueval), ils manifestèrent d'un peu de découragement. Leurs opérations, vers la mi-août, parurent se ralentir, sauf au nord-ouest de Pozières.

Les Allemands ne pouvaient se résigner à la perte de ces hauteurs qui commandent la vallée où coulent les eaux abondantes et limpides de l'Ancre et d'immenses horizons vers Bapaume. Descendant en masses de Martinpuich, ils revinrent par six fois à l'assaut, dans la nuit du 16 et le lendemain, entre Thiepval et la grande route, mais s'y brisèrent sous le feu britannique. Les Anglais profitèrent de leurs avantages pour pousser leurs lignes vers Thiepval, qu'ils n'avaient pas cessé de bombarder depuis un mois. Le plateau avait littéralement avalé le village avec son château, son église et son bois. Ils n'en étaient plus éloignés que d'un kilomètre et mordaient maintenant sur la fameuse redoute de Leipzig (18-24 août).

Tout juste les journaux de Berlin venaient de recevoir cette directive : « La crise de la Somme est passée; l'Angleterre y a jeté au gouffre, dans un sacrifice fou et sans but, la fleur de sa nation. »

Les Anglais, qui avaient fait, sans doute, des pertes sévères, apprenaient, une fois de plus, aux Allemands que c'est la ténacité du Duc de fer qui a gagné la bataille de Waterloo, non ce lourd soudard de Blücher qui n'eut qu'à ramasser les lauriers. Pourtant, « cette indomptable volonté de ne pas céder », dont parle Milton, se mêlait, cette fois, d'un peu de lassitude[1].

1. *Nelson's History*, p. 75.

XVII.

Joffre, toujours en liaison étroite avec Haig, rappela son attention sur la situation générale. L'Anglais, habitué à préférer l'action à la pensée[1], s'obstine souvent dans l'action commencée sans penser qu'il y a peut-être autre chose à faire. Joffre s'inquiète de l'émiettement de son offensive. Les actions isolées étant plutôt à l'avantage des Allemands, il en conclut qu'il faut reprendre des opérations d'ensemble; rien qu'une poussée d'ensemble des forces anglo-françaises donnera à l'offensive le caractère de puissance qui favorisera l'action des Russes en Galicie et l'entrée en ligne de la Roumanie.

L'attaque directe sur Guillemont avait paru aux Anglais une idée tactique d'autant plus juste que ce village dominait leur front. Ils n'y pénétrèrent par deux fois (30 juillet et 7 août) que pour être presque aussitôt obligés de se replier devant de grosses contre-attaques. Il fut donc convenu entre le commandement anglais et le nôtre qu'on renverserait le plan et qu'on procéderait par une série d'actions combinées entre les deux armées, en commençant par la position Maurepas-Cléry, dans notre secteur de gauche[2].

Maurepas, au sud, et Guillemont, à l'ouest, étaient les deux clefs de Combles, gros chef-lieu de canton, à l'entrée d'un vallon sec, exactement à l'est d'Albert et à l'ouest de la route de Péronne à Bapaume. Ainsi va s'élargir l'opération qui, du côté anglais, n'a eu d'abord pour objet que la suppression d'un saillant.

Notre conquête du plateau de Flaucourt avait été suivie en juillet, au nord de la Somme, par deux attaques (20 et 30 juillet) qui forcèrent les lignes allemandes sur un kilomètre (d'une part, mamelon nord de Hardecourt et croupe de Maurepas; de l'autre, ferme Monacu et bois de Hem). Au sud, deux autres attaques (20 et 24) emportèrent la première ligne de tranchées allemandes entre Barleux et Belloy-en-Santerre et nous rendirent maîtres des formidables organisations d'Estrées. Il fallut employer les grands moyens, les 270 et les 370, contre ce repaire tenu seu-

1. Mathew Arnold, *Our preference of doing to thinking*. — Voir André Chevrillon, *la Psychologie de l'Angleterre*.

2. Rapport Haig.

lement par 200 Allemands; l'observateur, qui le survola pendant le bombardement, vit les pierres et les débris « voler comme des oiseaux au-dessus du sol ». Les Allemands opposèrent partout une vive résistance, tantôt dans une région de chicanes, comme à la ferme Monacu, forteresse aux multiples ouvrages avec des flanquements dans les crassiers de l'usine et des nids de mitrailleuses dans les roseaux de la Somme, tantôt dans des labyrinthes de tranchées circulant au fond des ravins secs et de savantes organisations à contre-pentes. Ces fronts d'attaque étaient trop restreints pour que la reprise de l'action ne fût pas condamnée à des résultats incomplets. D'autres difficultés que la VIe armée avait rencontrées pour l'exploitation de ses premiers avantages provenaient pour partie de ces succès mêmes dans une bataille à partie double. L'extension de nos lignes vers le sud rendait presque impossible de laisser à un même chef le soin de mener la bataille sur les deux côtés de la rivière, dans des directions de plus en plus divergentes, vers Péronne et vers Bapaume.

Comme l'idée directrice de la bataille restait d'appuyer les forces britanniques agissant sur la rive droite, Joffre décida de confier les opérations à deux armées. Il était logique, en effet, de ne pas distraire Fayolle de sa mission essentielle et, par conséquent, de confier à un autre chef (Micheler) la conduite des opérations élargies sur la rive gauche. La VIe armée, renforcée d'artillerie, reprendra donc sans délai ses attaques, entretenant par l'exemple celles des Anglais; la Xe va étendre à Belloy-en-Santerre sa gauche appuyée jusqu'alors à la voie Amiens-Chaulnes; restant subordonnée aux résultats obtenus sur la rive droite, elle diffère provisoirement son entrée en action (31 juillet).

Fayolle a fait preuve, dans la première partie de la bataille, d'une rare habileté manœuvrière pour l'emploi du terrain et d'un heureux coup d'œil[1]. La limite d'âge l'avait atteint avant la guerre comme brigadier d'artillerie. Rappelé à l'activité, il eut le commandement de la 70e division de réserve, d'abord au Grand-Couronné de Nancy, sous Castelnau, puis, sous Pétain, en Artois, où il enleva Carency. Joffre, qui l'avait distingué

1. Général de Lacroix, *les Armées britanniques en France* (*Revue des sciences politiques* du 15 octobre 1917).

pour sa solidité et sa droiture, lui donna le 33e corps, quand Pétain prit la IIe armée, et, à la veille de la bataille de la Somme, la VIe armée. Maintenant, dans une lutte sans répit de deux mois, il va s'affirmer davantage de jour en jour, soucieux par-dessus tout de dominer l'artillerie ennemie et de protéger ses fantassins par le feu ; infatigable, toujours attentif et souvent hardi, dénué de toute préoccupation personnelle et, comme il disait, « ne voyant dans la guerre que le Boche ».

Etabli fortement sur les hauteurs de Flaucourt et, d'autre part, en liaison avec la droite anglaise, il a pour mission de conquérir les hauteurs à l'est de Combles, en vue de préparer l'offensive ultérieure en direction générale de Bertincourt et de s'installer définitivement sur la Tortille.

XVIII.

Sur un terrain dont toutes les ressources ont été mises en œuvre par l'ennemi pour le disputer pied à pied et vers où il dirige incessamment de Belgique et de Verdun du matériel humain et du canon, cette guerre est pour nous, comme pour les Anglais, une guerre de siège et de mines. Elle l'a été du lendemain de l'offensive de juillet et le sera jusqu'à la fin de la campagne. « Quelle odieuse guerre! Des jours et des jours dans des trous, ou plutôt des niches, chacun la sienne dans la paroi d'un boyau », pendant que le canon fait entendre « un roulement ininterrompu ». « On est fatigué à ne pas se tenir sur les jambes ; les hommes dorment par terre dans tous les coins, et au milieu de quel tintamarre! Le physique va bien, et le moral aussi, mais l'intellectuel n'existe plus[1]. » Il n'y a de belles journées, où la vie éclate à nouveau parmi la mort qui sévit, qu'après les longues, les interminables préparations d'artillerie, quand l'ordre de l'assaut fait jaillir des tranchées les lignes de tirailleurs qui s'élancent vers la lisière d'un bois ou les décombres d'un village, encore bordées de mitrailleuses[2].

Ces journées de bataille sont rares et courtes. Rares, parce que les chefs ne lancent les attaques qu'après des bombardements

1. Augustin Cochin, *Quelques lettres*, p. 26 et 27, publiées par son frère Jean Cochin. Augustin Cochin fut tué le 8 juillet au calvaire d'Hardécourt ; son frère aîné, Jacques, avait été tué l'année précédente au combat du Xon.

2. « Le Boche en prenait : tout le monde était ravi. » (A.-Augustin Thierry, *la Bataille de la Somme*, dans la *Nouvelle Revue* du 15 janvier 1918.)

qui ont supprimé ou réduit l'obstacle, et que la bête formidable qu'est la tranchée allemande râle longtemps avant d'être prise : application nouvelle de la doctrine napoléonienne que « le talent de la guerre, consiste à lever les obstacles qui peuvent rendre plus difficile une opération ». Courtes, car les objectifs, selon les instructions de Joffre et de Foch, sont peu éloignés, précis et, pour ainsi dire, impératifs. Le chef ne commande plus seulement : « Vous emporterez telle ligne. » L'ordre est de ne pas dépasser telle ligne. Grosse dépense de projectiles, grande économie de vies humaines.

Les stratèges en chambre s'étonneront du peu de terrain conquis, de la lenteur des progrès. Précisément, l'intelligence de la bataille de Picardie, c'est la pierre de touche des cerveaux qui ont fait l'effort de comprendre ce qu'est devenue la guerre.

Les opérations contre Maurepas furent menées, d'abord jusqu'au 23 août, par le 20e corps, qui emporta la moitié du village, poussa jusqu'à la route de Guillemont et s'empara de la redoute dite de Tatoï, de la carrière de Hem et des bois de l'Angle ; le 1er (Guillaumat) acheva ensuite d'un seul élan la conquête de Maurepas, où deux compagnies du 3e régiment de Garde combattirent jusqu'au dernier homme, et poussa jusqu'à la route de Cléry. Nous tenions toute la troisième ligne allemande.

La chute de Maurepas et des tranchées avoisinantes et quelques progrès partiels des Anglais, qui étaient parvenus aux abords de Guillaumont, vont permettre maintenant l'attaque d'ensemble, au nord et au sud de la Somme, sur un front total de trente kilomètres, allant de Hamel à Chilly, par nos deux armées et l'armée anglaise.

L'accalmie survenue devant Verdun a donné au général en chef la possibilité d'accroître encore les artilleries à la disposition des armées de la Somme. Foch n'en a jamais assez. Il a enseigné autrefois : « Plus on est faible, plus on attaque. » C'était toujours vrai de la guerre de manœuvre, à la condition, évidente, d'interpréter l'axiome dans le sens de l'ascendant moral. Cette bataille de Picardie est le type de celles qui ne peuvent se gagner que par le canon, par une supériorité énorme d'artillerie.

Fixée d'abord au 30 août, l'attaque fut reportée au 3 septembre pour la VIe armée et les Anglais, et au 4 pour la Xe, en raison d'un temps très défavorable, auxiliaire naturel de la défensive allemande. Succédant aux brouillards de la première

quinzaine du mois, les bourrasques ne gênaient pas moins nos réglages d'artillerie et nos liaisons.

De leur côté, les Allemands ont amené sur la Somme, à défaut de réserves stratégiques, des unités nouvelles qu'ils ont formées avec des bataillons prélevés sur d'autres parties du front et d'importants renforts d'artillerie lourde. Le Kaiser était revenu, une fois de plus, sur les lieux.

Un prélude formidable et sûr d'artillerie avait à peu près démoli les tranchées et fait taire les batteries allemandes quand il se développa le cinquième jour (3 septembre) dans une attaque d'infanterie qui rompit le front allemand sur près de neuf kilomètres. Du côté des Anglais, le résultat le plus important de la journée fut la prise de Guillemont par trois brigades irlandaises (Munster, Leinster et Connaught), qui s'y maintinrent malgré trois furieuses contre-attaques et poussèrent à 500 mètres à l'est. Par contre, ils ne purent conserver ni la ferme Falfemont, au contact avec notre extrême-gauche, ni Ginchy, sauf la partie basse du village où ils restèrent face à face avec l'ennemi. De notre côté, sur un front plus étendu, six kilomètres, depuis le nord de Maurepas jusqu'à la Somme, le 1er corps surprit l'ennemi en plein désordre, au milieu des relèves, et marcha d'un pas ferme à travers un lacis de tranchées, de succès en succès[1]. C'était l'ancien corps de Lille, composé en majeure partie d'hommes des pays envahis, qui combattait pour ses foyers[2]. Cette infanterie, magnifique et enragée, emporta tous les objectifs : hameau du Forest, crête de la croupe du Forest à Cléry, village de Cléry. Elle ramassa, ce jour-là et le lendemain, où elle s'empara de l'éperon des bois Marrières, 2,500 prisonniers, 32 canons et une grande quantité de mitrailleuses.

La prise de Cléry, bourg allongé en amphithéâtre, sur une boucle de la Somme, était importante, à l'un des rares passages de la rivière. La position avait été reconnue déjà par les Romains ; les vestiges de leurs retranchements s'y mêlent encore à ceux du château que les sires de Créqui élevèrent au XIVe siècle en plein marais et dont les remparts portaient l'insolente devise : *Nul s'y frotte.*

Les Allemands ne purent dissimuler ces échecs : « La lutte se poursuivait difficile sur la Somme. »

1. *Marched steadily from victory to victory* (Nelson, p. 101).
2. *Ibid.*

XIX.

Ils n'avaient pas attendu cette nouvelle défaite pour imposer à l'Empereur le remplacement de Falkenhayn, comme chef d'État-Major général, par Hindenburg (29 août).

C'était l'abdication militaire du Kaiser.

Falkenhayn était ministre de la Guerre quand il avait été appelé, en janvier 1915, à remplacer Moltke le jeune, à qui l'Empereur ne pardonnait pas d'avoir négligé Paris pour se faire battre sur la Marne.

L'Allemagne avait été tout entière avec l'Empereur, ce jour-là, contre Moltke. Elle avait mis plusieurs mois à connaître sa défaite de la Marne, racontée d'abord comme un repli stratégique d'un affluent de la Seine à un autre. Quand la voix du monde finit par lui apprendre notre Marathon, c'était au moment d'une autre défaite à peine moins cruelle à son orgueil, l'Yser ; la charge, cette fois, en incombait à l'Empereur. Ayant manqué, pensait-il, son entrée triomphale à Paris par l'obstination théorique de Moltke, c'était lui qui avait conçu la ruée sur l'Yser, l'attaque en direction de Calais[1] et de Londres.

Falkenhayn ne fut, de fait, que l'exécuteur des ordres militaires de l'Empereur et son complaisant. Il avait pris parti, le sachant agréable, pour l'attaque sur Verdun, que Hindenburg déconseillait. L'immense déception ajouta encore à la popularité du vieux reître, libérateur de la Prusse orientale, conquérant de la Pologne, vainqueur des Russes, vrai soldat allemand qui ne savait pas farder la vérité. Par deux fois, l'Empereur lui a pris ses plus belles troupes du front russe pour ses grands desseins : la guerre balkanique, avec la Méditerranée pour but ; la ruée sur Verdun, avec Paris pour but. Les deux projets ont échoué : le balkanique devant nos lignes orientales ; l'occidental, à la fois sur la Meuse et sur la Somme, celle-ci libérant celle-là. C'était Falkenhayn encore, couverture trouée de l'Empereur, qui venait de laisser les Autrichiens échouer au Trentin et qui n'avait prévu ni Broussiloff ni l'offensive anglo-française.

Si disciplinée que fût l'Allemagne, elle ne se tut point du

1. Après la bataille de l'Yser, la presse allemande a contesté impudemment que Calais ait été à aucun moment l'objectif de l'empereur. Cette assertion est démentie par les documents contemporains. Les Wurtembergeois et Bavarois chargeaient en criant : *Calais! Calais!* (Le Goffic, *Steenstraete*, p. 8.)

mécontentement qui lui vint de tant de déceptions. Le chef imprévoyant, impulsif, incapable, c'était l'Empereur lui-même. Il fut désigné comme le responsable par les pangermanistes qui l'avaient trouvé si souvent docile, mais qui le savaient hostile à leurs appétits démesurés. Les socialistes, d'autres encore, firent chorus. Il pensa, d'abord, contenter l'opinion en mettant sous les ordres directs de Hindenburg tout le front oriental (3 août). On le vit encore, par deux fois, sur le front de la Somme, jouant au capitaine, haranguant les troupes. Pourtant son flair de vieux comédien, qui sait distinguer la claque du public, ne s'y trompa point ; il encombrait, gênait tout le monde. Comme ses discours ne suffirent pas à ramener la victoire et comme la Roumanie venait de se décider à rejoindre l'Entente, faisant un ennemi de plus, il lui fallut se résigner, remettre au chef populaire tout le commandement. Il ne sera plus le *Kriegsherr* que sur le papier. C'est désormais la dictature militaire de Hindenburg, étayé de Ludendorff. Les « Dioscures[1] ».

La rancune de cette *diminutio capitis* ne sera pas étrangère à la revanche qu'il cherchera dans la seconde de ses offensives brusquées, celle des offres de paix à la fin de l'année.

Les succès persistants, bien que ralentis des Russes (qui se taisaient de leurs effroyables holocaustes devant Kovel, inutile charnier de plusieurs centaines de mille hommes), l'arrivée de la Roumanie dans la guerre des Latins et des Slaves contre les Teutons, Verdun dégagée, Gorizia prise, la victoire anglo-française cheminant sur la Somme, éveillaient alors chez les peuples de l'Entente d'ardentes espérances. Ils voyaient l'Allemagne s'enfonçant dans le crépuscule, désormais traînant son avenir derrière elle, vouée à la défaite prochaine. Il faut mesurer à ces illusions les craintes qui vinrent à l'Allemagne. Comme elle paraissait ployer sous le poids des crimes et des fautes, elle se redressa, dépossédа son Empereur de la direction suprême des armées, y appela le plus digne, dirigea son principal effort contre les armées fraîches qui ne l'assaillaient à ce moment, comme l'Italie lui déclarait la guerre, qu'avec la certitude de la prompte victoire des Alliés. C'était faire très exactement ce que, rationnellement, elle devait faire.

1. « Le renvoi de Falkenhayn équivaut à la reconnaissance par l'Allemagne *de la défaite subie devant Verdun*. Cet aveu vient plus de six mois après le commencement de cette gigantesque aventure. » (*Post* du 3 septembre.)

XX.

La conquête totale, par les Anglais et par nous, du long dos d'âne aux flancs escarpés entre Thiepval et Estrées, c'est ce que Haig appelle dans son rapport la seconde phase (qu'il arrête au 3 septembre) de la bataille de la Somme; ce sont, en effet, les deuxièmes lignes ennemies qui ont été le principal objectif pendant cette période. Toutefois, ces sortes de divisions ne laissent pas que d'être arbitraires, car le rideau ne tombe pas à la bataille, comme il fait au théâtre, avant la fin de la tragédie; il n'y a point d'entr'actes; les opérations chevauchent les unes sur les autres; l'action se poursuit plus ou moins intense, sans interruption.

C'est ainsi que l'attaque générale du 3 s'est propagée de notre côté, entre Cléry et Le Forest (sud de Combles), jusqu'en vue de la grande artère de Péronne par Bapaume à Arras et à Béthune, face à Bouchavesnes, et qu'elle a poussé, du côté anglais, jusqu'aux premières tranchées allemandes au delà de Ginchy, enfin conquise le 9 septembre (l'important ouvrage appelé le quadrilatère restant aux Allemands) et jusqu'aux lisières du bois de Leuze à 1,200 mètres et au nord-ouest de Combles. Nous commencions à entourer Combles sur une ligne qui formait un peu près un demi-cercle.

Ce gros bourg grimpant aux deux versants d'un ravin incliné vers la rive gauche de la Somme est comme la poterne de Bapaume. Les Allemands en ont fait une forteresse.

Les lignes des Anglais n'étaient plus qu'à une petite distance en arrière des nôtres, à l'ouest du méridien de Combles, alors que nous l'avions dépassé vers l'est, depuis la boucle de la Somme à Cléry jusqu'aux lisières du bois d'Anderlu, sur un éperon au nord de Le Forest. Ils avaient leur centre sur les crêtes qui font la séparation entre les eaux françaises et les eaux des rivières belges. Leur aile gauche était encore arrêtée aux lisières du bois des Foureaux et leur aile droite, au sortir de Ginchy, devant la cote 354, point culminant du plateau de Morval.

Pendant que Fayolle et Rawlinson s'installaient sur ces nouvelles positions de la rive droite, Micheler, qui aurait voulu partir plus tôt et qui, peut-être, aurait alors eu affaire à moins forte partie, engageait avec beaucoup de vigueur des combats de large envergure sur la rive gauche. Ces opérations ont pour but géné-

ral de détruire les forces ennemies qui avaient passé la Somme en amont de Péronne. Le premier résultat à atteindre est de s'assurer la possession des plateaux de Villers-Carbonnel à Chaulnes.

Les Allemands s'étaient solidement accrochés au village de Barleux depuis leur surprise de juillet et avaient renforcé leurs organisations dans le sud du village devenu bastion, au travers du plateau de Santerre. Ces ouvrages s'étendaient sur plusieurs lignes aux deux bords de la route et de la voie ferrée de Péronne par Chaulnes (vers le faite entre Ingon et Luce), à Roye et à Montdidier. L'offensive de la Xe armée, dans la grande boucle de la Somme, se prononçait donc, de l'ouest à l'est, en direction générale du cours de la haute Somme entre Ham et Péronne, toutes deux, comme Bapaume sur la grande transversale d'Arras. Nous tenions Belloy-en-Santerre, un peu au nord, et le village d'Estrées à cheval sur l'ancienne chaussée romaine qui, venant d'Amiens, passe la rivière au pont de Brie. Les Allemands avaient leurs principales forteresses à Barleux, Berny, Deniécourt (hameau d'Estrées), Soyécourt, Vermandovillers, Lihons, l'ancien parc des ducs de Chaulnes, en avant du bourg, et Chilly.

Comme ils avaient, sur l'autre rive de la Somme, établi leur organisation Combles-Cléry en avant de la route de Péronne à Bapaume, leur ligne de Barleux à Chaulnes constituait le remblai de la route de Roye à Péronne, secteur principal (sur le plateau de Santerre) de la route nationale de Paris à Lille.

C'est cette ligne qu'il s'agissait d'enlever ou d'entamer.

L'attaque se développa le 4 septembre sur une étendue d'environ vingt kilomètres. Qui ne « réalise » pas une pareille attaque comme un assaut de la guerre de siège contre des remparts et des fossés, figurés ici par des lignes de tranchées, reliant entre eux une série de villages fortifiés, ne voit pas la bataille moderne. La lutte d'artillerie a eu beau être violente des deux côtés, ni nos soldats n'ont été ébranlés ni les ouvrages allemands entièrement démolis.

Nos troupes enlevèrent d'un premier élan les tranchées ennemies de Barleux à Deniécourt et deux villages (Soyécourt et Chilly); la pluie les arrêta, une fois de plus, dès le lendemain, sur ce front irrégulier qui comprenait à Vermandovillers et à Deniécourt deux enclaves profondes qu'il allait s'agir maintenant de réduire. Micheler ne put d'abord que maintenir ses positions contre des retours furieux de l'ennemi. Il reprit alors de nouvelles

préparations d'artillerie qui achevèrent de détruire les ouvrages de Berny, Vermandovillers, Lihons et Deniécourt (avec Chaulnes, l'un des deux piliers de la défense allemande). Il occupa ces décombres et progressa vers le plateau de Chaulnes, mais continua à échouer devant Barleux, l'un de ces villages « endiablés » qui résistent à tout (8-15 septembre).

Ces combats, où nous fîmes plus de 2,000 prisonniers valides, n'étaient encore, eux aussi, que les grandes manœuvres de la victoire. Les conséquences de la conquête laborieuse d'un terrain fait pour la défensive n'apparaîtront que plus tard. Ce sont les pierres de soutènement du rempart qui commencent à se rompre.

Micheler avait attendu davantage de l'offensive, longuement préparée, de la Xe armée. Tout de même, ici encore, les Allemands reculaient; nous n'avions à aucun moment (et pareillement les Anglais au nord de la Somme) cédé un pouce de terrain que pour le reprendre aussitôt.

Leurs écrivains, tantôt se rabattirent à une comparaison, d'ailleurs inexacte, entre le taux de notre avance vers leur ligne Bapaume-Péronne et le taux de leur avance vers Verdun, oubliant qu'ils avaient gagné les quatre-cinquièmes de leur avance sur Verdun dans la première semaine de la bataille de huit mois; tantôt ils baptisèrent de l'euphémisme : « repli élastique des lignes » la perte de leurs positions et raillaient « ce signe extérieur de victoire que serait la marche en avant ».

XXI.

La troisième bataille sur la rive nord eut des débuts très brillants.

Les Allemands n'avaient reculé que pour s'établir à de nouvelles positions fortifiées, villages crénelés, chaque corne de bois aménagée en tranchée, labyrinthe de galeries souterraines. C'étaient, pour les Anglais et pour nous, les mêmes bombardements à recommencer contre les mêmes boucliers de la terre.

Sortant de Péronne et après avoir dépassé le Mont-Saint-Quentin, Bouchavesnes est le premier village sur la route de Bapaume, à droite, en avant de l'épine de Malassis, et face aux pentes descendantes d'une large crête très boisée. Un peu plus loin, sur la gauche, Raucourt, face au bois de Saint-Pierre-Vaast, puis le

village double de Sailly-Saillisel, l'un à l'ouest, l'autre à l'est de la chaussée.

Cette organisation de Bouchavesnes et de ses défenses avancées sur six kilomètres était très forte; elle fut enlevée par la VIe armée en huit jours (4-13 septembre), ce qui, à juste titre, passa pour rapide; une préparation très complète d'artillerie a été suivie de l'attaque des bois Marrières et de la cote 145, muraille du secteur devant Bouchavesnes. Ce succès s'est déployé en opérations enveloppantes sur les ailes : à gauche par les bois d'Anderlu et de l'hôpital en direction de Raucourt; à droite, depuis les étangs de Cléry jusqu'à l'ouest de Feuillancourt. Ici, nous prenions pied sur la cote 75, croupe qui s'élève au-dessus de la rive droite de la Somme et fait face au Mont-Saint-Quentin, formidable chien de garde de Péronne. Enfin, l'assaut du centre sur Bouchavesnes fut ingénieusement réglé par l'ancien ministre de la guerre Messimy, commandant la 6e brigade de chasseurs; il opéra par sa gauche de façon à rester sur le terrain dominant et en liaison avec le 44e de ligne, « le plus vaillant des camarades de combat[1] ».

Les attaques, au départ du bois Marrières, vers le ravin, furent si promptes et d'une exécution si brutale qu'elles furent applaudies, comme au théâtre, par la ligne des chasseurs qui les virent passer et que les éléments de droite ne parvinrent pas à suivre le mouvement. Messimy accompagna ses vagues d'assaut, afin de ne laisser échapper, par le retard d'un ordre, aucune occasion favorable, et stimulé qu'il était par Joffre qui, venu la veille sur le terrain avec Foch et Fayolle, avait dit qu'il comptait sur lui pour prendre Bouchavesnes. La route de Péronne à Bapaume fut presque aussitôt emportée à la baïonnette par le bataillon de Pélacot (44e d'infanterie).

« Entrés dans la bataille à l'allure de la charge, ne marquant le pas que sur ordre et pour mieux reprendre leur élan, les chasseurs de la 6e brigade ne connurent l'obstacle que pour le renverser. A la rescousse des bataillons du 44e et du 133e (bataillon Thouzelier), ils ne firent qu'un bond jusqu'à Bouchavesnes[2]. »

L'affaire fut une série de manœuvres, exécutées sous le feu avec une grande régularité. Moins de deux heures après le départ (de 17 heures 45 à 19 heures), Bouchavesnes, où le combat s'était

1. Ordre du jour du 13 septembre.
2. Ordre du général de Bazelaire, commandant le corps d'armée.

poursuivi de maison en maison, était à nous, avec ce qui restait vivant (400 hommes) des deux bataillons qui l'occupaient. Ivres de leur succès, nos fantassins dansaient parmi les trophées sur la place du village.

Encore dans la nuit, le bataillon Mahieu, malgré que son chef fût tombé pendant l'attaque, arrondit sa conquête dans le sud de Bouchavesnes, aux abords d'une ferme qui s'enfonçait comme un coin dans les positions ennemies (18 septembre). Les Allemands, qui avaient été surpris en pleine relève, réparèrent leur désordre. Ils contre-attaquèrent le lendemain, après un furieux bombardement, sur les chasseurs qui tenaient le village, mais ils s'y usèrent et se replièrent dans les bois.

Au cours de nos opérations contre la route de Péronne à Bapaume, ces mêmes régiments irlandais, qui s'étaient illustrés à Guillemont, avaient emporté Ginchy (9 septembre). Le 12, jour de la prise de Bouchavesnes, toute la VIe armée britannique, bien établie enfin sur le faîte de partage où les Allemands avaient eu leurs secondes positions, commença contre leurs troisièmes lignes un intense bombardement. Les Anglais avouaient très honorablement leur regret d'avoir retardé l'avance de notre VIe armée; décidés à progresser cette fois en même temps que nous, ils avaient fait le nécessaire pour y réussir.

XXII.

Le ravin de Combles séparait, comme on a vu, les deux armées. Il avait été convenu entre Haig et Foch qu'il ne serait pas nécessaire d'attaquer directement cette petite ville très fortifiée, déjà dominée de droite et de gauche par les Anglais et par nous; nos progrès combinés avec les leurs la rendraient intenable aux Allemands. La droite de la Ve armée britannique, ayant Morval pour objectif, et la gauche de notre VIe armée, poussant sur Sailly-Saillisel, déborderaient Combles et la feraient tomber.

Il fallait progresser entre le bois des Bouleaux et le val de Combles pour atteindre Morval; entre le bois, autrement étendu et fortifié, de Saint-Pierre-Vaast et le ravin pour atteindre Sailly-Saillisel. Les deux opérations étaient difficiles, la seconde surtout[1], et exigeaient une liaison étroite entre les armées.

1. Rapport Haig.

« Leur amitié cordiale et leur désir sincère d'entr'aide firent l'office de l'unité de commandement qui est à l'ordinaire essentielle pour combattre dans de telles conditions[1]. »

Le plan de Haig est d'attaquer par sa droite sur Morval, Lesbœufs et Flers. Si l'attaque réussit, il l'étendra à gauche contre le front Martinpuich-Courcelette. La prise de Thiepval deviendra dès lors indispensable; la VIe armée (du général Gough), qui n'a poursuivi, par ordre, depuis juillet, qu'une avance méthodique, quittera son rôle de pivot de manœuvre; des positions qu'elle a successivement conquises, elle n'aura plus grand'peine à faire tomber tout le reste du redoutable plateau.

L'assaut fut donné le 15 septembre au matin, après trois jours d'un bombardement intense dont la violence s'accrut encore au début de la bataille. Haig avait mis en ligne toute la IVe armée et le 1er corps canadien de la Ve. De la gauche à la droite, les Canadiens s'élancèrent vers Courcelette, les Écossais sur Martinpuich, deux divisions territoriales (Northumberland et Londres) sur le bois des Foureaux, les Néo-Zélandais sur Flers, la Garde sur Lesbœufs et Morval.

Les *tanks* apparurent pour la première fois dans cette journée radieuse d'automne.

Le *tank* descend en droite ligne des chars armés de faux qui sont figurés aux bas-reliefs de Korsabad et de Ninive et dont Arrien et Végèce ont décrit la tactique. Les Grecs et les Troyens, au dire d'Homère, s'étaient déjà servis de ces engins; Cyrus en avait introduit l'usage dans les armées persanes. Ils étaient, a-t-on écrit, plus redoutables en apparence qu'en réalité; pourtant, ils traînèrent avec eux l'épouvante pendant des siècles. Wells, dans une de ses histoires fantastiques[2], en avait fait un *tripode* dévalant à immenses enjambées et culbutant ou brisant tous les obstacles avec un fracas assourdissant.

Dans cette guerre extraordinaire qui emploie en même temps des armes où la science a poussé l'art de tuer aux dernières limites de l'horreur et des armes en usage aux temps les plus reculés de l'antiquité homicide, le monstre est devenu un camion automobile blindé, à la carapace à peu près invulnérable et bariolée comme un décor de ballet russe. Monté sur des chenilles, il

1. Rapport Haig.
2. *La Guerre des mondes.*

gravit les pentes et les descend avec une égale aisance, et broyant, éventrant ou renversant tout sur son passage, arrachant les broussailles de fil de fer quand il franchit les tranchées, écrasant les nids de mitrailleuses, faisant des trouées dans les bois, crevant les murs et les maisons, et, tout le temps, par ses mitrailleuses et son canon, crachant en avant, à droite et à gauche, la mitraille et les liquides enflammés. Il enferme dans son ventre une demi-douzaine d'hommes, dont le chef se dirige, comme le pilote d'un sous-marin, à l'aide d'un périscope.

La bête d'acier est à la fois hideuse et grotesque. Les soldats anglais, à voir travailler le tank, ne se tiendront pas de joie : « Comment avez-vous été blessé? » demande un major à un Irlandais. — « J'étais en train de rire au passage du *tank*. » Dans l'horreur, la gaîté bruyante, la joie lourde de Falstaff, la part de comique[1] qui est toujours chère au soldat anglais.

Tank ne veut rien dire. Le mot avait été choisi exprès pour que, surpris par l'ennemi, il n'apportât avec lui aucune indication. Les *tanks* s'appelaient officiellement *Machine Gun Corps*, *Heavy section*[2]. Le secret en fut très bien gardé. Les avions allemands n'aperçurent qu'à la veille de la bataille quelques-uns des monstrueux crapauds qui s'exerçaient hors de leurs abris.

Le commandement anglais se rendait compte que l'instrument n'était pas encore à point. Les perfectionnements n'apparaîtraient qu'à l'usage. Ce n'est encore qu'une expérience, dont nous tirerons profit comme nos alliés. La tactique (dans ses grandes lignes) en est déjà reconnue : les *tanks* précéderont l'assaut de l'infanterie pour déblayer le terrain des mitrailleuses dissimulées dans des trous.

L'effet de surprise contribua à la victoire ; les « vaisseaux de terre de Sa Majesté », comme les appelaient leurs occupants, obstinément amphibies comme tous les Anglais, mirent du désarroi chez les Allemands ; ils pénétrèrent dans Flers et dans la sucrerie de Courcelette moins de deux heures après le commencement de la bataille. Cependant, le général Fayolle avait dit avec raison, quelques jours avant : « Les Anglais attaquent sur un grand front cette fois, et avec leurs nouvelles machines de guerre. Je

1. « De comédie », écrit à tort un auteur anglais (John Buchan, *Nelson's History*, p. 119).

2. Corps des mitrailleuses, section lourde.

mets plus de confiance encore dans la vaillance de leur belle infanterie[1]. » Les Écossais et les Canadiens se distinguèrent particulièrement dans cette chaude journée, ceux-ci à Courcelette, « regagnant quelques kilomètres de terrain français à leur ancienne patrie[2] ». Le succès, admis par les Allemands, fut dû en outre à une feinte très habile du général Haig : il avait, la veille, lancé une brigade au sud-est de Thiepval contre la tranchée Hohenzollern et la redoute que les Allemands appelaient le « Wunderwerck », *l'ouvrage merveilleux;* ouvrage et tranchées avaient été emportés. Le commandement allemand conclut que l'effort principal des Anglais, dont il attendait l'offensive[3], serait de ce côté et y lança une grosse contre-attaque qui fut, d'ailleurs, repoussée.

Avant la tombée de la nuit, les Anglais occupaient les tranchées ennemies au delà de Flers, le plateau 154, au contact de la ligne Morval-Gueudecourt, le bois des Foureaux et les deux villages de Courcelette et de Martinpuich. Ils ne furent arrêtés qu'à leur extrême droite par un fort ouvrage, le « Quadrilatère », à un kilomètre environ de Ginchy, au creux d'un profond ravin boisé vers le coude de la route de Morval. Dur combat où tomba le fils aîné du premier ministre, Raymond Asquith, *scholar* du vieux type Élisabethien, avocat brillant et charmant poète. « Il aimait sa jeunesse et sa jeunesse devint éternelle[4]. » De quel immense tribut les « intellectuels » de nos deux pays ont payé l'honneur d'être l'élite pensante!

La bataille du 15 septembre donnait aux Anglais toutes les positions dominantes entre Thiepval et Combles, excellents observatoires sur toute la région de Bapaume, une appréciable progression sur leurs contre-pentes, une avance moyenne de deux kilomètres, à travers deux forts systèmes de défense, sur un front de dix, trois villages, puissamment organisés, et 4,000 prisonniers. C'était le coup le plus rude porté aux Allemands par les Anglais depuis le début de la campagne, un succès considérable et, relativement, peu coûteux.

Ils le développèrent encore dans les journées suivantes, malgré de vives contre-attaques, mais gênés de nouveau par le temps

1. *Commentaires de Polybe*, t. IX, p. 142.
2. *Nelson's History*, p. 115.
3. Rapport Haig.
4. *Nelson's History*, p. 122.

qui ne s'était éclairci que pour quelques heures. La pluie tomba presque sans interruption du 18 au 22, rendant impossibles les observations aériennes, qui étaient déjà difficiles par les longues matinées brumeuses d'automne. Cependant, le 18, le « Quadrilatère » fut enlevé par la Garde qui s'y était entêtée : le 21, les Allemands contre-attaquèrent en vain dans la région de Flers et au sud de l'Ancre ; puis le bombardement put reprendre le 24 sur les points de la troisième position allemande qui tenait encore, et toute la lignée alliée s'ébranla à nouveau le 25, la droite de Haig depuis Martinpuich jusqu'au ravin de Combles, la gauche de Fayolle du ravin à la Somme.

L'objectif était, du côté des Anglais, d'occuper, au nord de Combles, l'éperon de Flers et les trois villages de Morval, Lesbœufs et Gueudecourt : du nôtre, de réduire, à l'est, Rancourt et le hameau de Frégicourt.

Nous nous étions emparés, dès le 14, de la ferme Le Priez, organisée par les Allemands en redoute fortifiée et qui protégeait, du nord-est, Combles à l'abri dans sa cuvette. L'ennemi fit, le 21, un puissant effort, sur un front de cinq kilomètres et avec trois divisions fraîches — la 214e, embarquée pour le front russe et rappelée à mi-route, et le 18e corps, retiré du front de l'Aisne — pour reprendre la ferme et nos tranchées jusqu'au bois Labbé, secteur de Bouchavesnes. C'est la seule contre-attaque en règle que les Allemands aient montée pendant la bataille de la Somme. Ils lancèrent jusqu'à cinq vagues d'assaut, précédées de fortes préparations d'artillerie, sur nos nouvelles positions, et s'obstinèrent jusqu'à la nuit. Nos troupes tinrent bon, eurent vite fait de reprendre à la baïonnette le nord-est de Bouchavesnes où l'ennemi avait pris pied et gardèrent partout le terrain conquis.

La journée du 25 ne fut pas moins mauvaise pour les Allemands. Notre offensive, parfaitement conjuguée avec celle des Anglais, les surprit comme ils pansaient encore leurs blessures du 21 qui avaient été cruelles. Leur résistance n'en fut pas moins solide, par endroits désespérée ; il y eut dans l'élan des nôtres la force que donne la certitude anticipée du succès. Tous les objectifs furent atteints, les uns avant le soir, les autres dans la nuit, sauf Gueudecourt. Pris et perdu, le gros village tomba seulement le 26, à la suite de l'enlèvement d'une tranchée fameuse chez les Anglais sous le nom de « Gird » ; un tank et un avion armé de mitrailleuses, qui descendit à moins de 200 mètres, partici-

pèrent à l'action[1]. Un de nos détachements avait poussé jusqu'au cimetière de Combles en dehors et au nord-est du bourg et s'y était installé.

Dès lors, la forteresse de Combles, encerclée de toutes parts, devenait intenable. Les Anglais s'y rencontrèrent avec nous, arrivant ensemble, eux de gauche, nous de droite, au ravin creux qui s'ouvre, du nord au sud, entre Morval et Frégicourt, et que nos feux croisés avaient pris de toutes parts. Les Allemands s'étaient opposés de leur mieux au développement régulier de nos fronts. Quand ils nous virent irréductibles, les Anglais à Morval et à Lesbœufs, nous à Rancourt et à la ferme Le Priez, ils se sentirent dans un étau. On tira au sort les deux bataillons qui se feraient tuer et qui se rendirent; le reste s'échappa pendant la nuit (26 septembre). Des monceaux de cadavres couvraient le sol éventré par nos obus. C'était le premier chef-lieu de canton que nous reprenions depuis octobre 1914.

Il parut alors à Haig que les succès de sa IVe armée étaient assez considérables pour lui permettre de faire à nouveau « avancer en ligne » sa VIe et d'ordonner la prise de Thiepval[2]. Méthodiquement, il avait retenu le général Gough pendant près de trois mois, selon le plan qu'il avait arrêté dans la soirée du 1er juillet, après l'échec de sa gauche. Il le lâche à présent, sans perdre une heure, avant que les Allemands se soient remis du coup qu'ils ont reçu le 25 sur leur autre aile. L'assaut contre le plateau de Thiepval partit le 26 à midi.

La puissante position avait été déjà, comme on l'a vu, fortement ébréchée. Restait à emporter la crête du plateau, le village même de Thiepval, la ferme de Mouquet et les trois grandes redoutes, réputées inexpugnables, de Zollern, Stuff et Schwaben, avec le système de tranchées qui les reliait. L'attaque fut menée avec tant de vigueur que la ferme et la redoute Zollern furent enlevées du premier jour, et, dès le lendemain, le village, ainsi que les faces sud et ouest de la redoute Stuff et la face sud de la redoute Schwaben. Mais les Allemands se cramponnèrent aux pentes nord du plateau qui descendent vers l'Ancre.

Ils avaient subi de lourdes pertes et laissèrent plus de 2,300 prisonniers aux mains des Anglais; le chiffre des prisonniers faits

1. Rapport Haig.
2. Id.

par les deux armées britanniques depuis le 14 septembre s'élevait à plus de 10,000.

XXIII.

Les Allemands n'auraient été battus sur la Somme que par nous qu'ils en eussent éprouvé moins de dépit; ce qui ne se pouvait supporter, c'était de l'avoir été, cette fois, par les Anglais, négociants, commis sortis d'hier de leurs comptoirs, joueurs de *football* et de *cricket*, par les Australiens, Néo-Zélandais et Hindous. Ils avaient cessé d'ancienne date de mettre en doute leur vaillance; ils s'étonnent et s'irritent maintenant que ces trafiquants, et ces *sportifs*, ces coloniaux et ces intellectuels aient appris la guerre, ne se laissent plus emporter dans des assauts désordonnés et fous, sachent eux aussi attendre l'heure marquée pendant que, réglées par les avions, leurs artilleries détruisent sous des averses de fer et de feu les retranchements et les bastions. La blessure cria de toutes ses bouches saignantes.

L'Allemand sait vaincre; il ne sait pas être vaincu avec grâce. Il se mit à dénoncer avec dégoût ses propres méthodes, du moment qu'elles étaient pratiquées par les Anglais et par nous. Cette guerre sur le front occidental, ce n'est plus la guerre, gémissent les correspondants, la noble guerre des Niebelung, la guerre classique et fière de Clauzevitz — menée de la façon que l'on sait en Belgique et en France, en Pologne et en Serbie; — mais ce n'est plus qu'un écrasement brutal, une boucherie sauvage, « la mise en œuvre du gigantesque matériel qu'a préparé pour les Alliés l'industrie du monde entier ».

Que la guerre eût ou non perdu son antique poésie sans en créer une autre, c'était un fait que les temps restaient durs pour les armées allemandes de la Somme, sous Hindenburg comme sous Falkenhayn. Les communiqués avaient beau alléguer à chaque nouveau repli qu'il ne s'agissait que d'un petit peu de terrain sans valeur[1] cédé à chaque fois pour de hautes raisons stratégiques, millimètres visibles seulement au microscope sur la carte, et les commentateurs expliquer, selon la doctrine ortho-

1. Communiqué sur les batailles du 15 et du 16 : « Nous avons abandonné quelques villages sur la ligne Gueudecourt-Bouchavesnes. » Rien de Combles. Rien de Thiepval.

doxe, que le gain seul du terrain ne procure pas l'avantage, que l'avantage résulte seulement du rapport de l'espace avec les forces combattantes. Tout de même le lecteur arpentait! Comme la bataille de la Somme allait entrer dans son quatrième mois, l'addition des pertes successives de terrain faisait une zone de 180 kilomètres carrés, ce que les Allemands avaient gagné en huit mois sur la Meuse. — Tout de même, le lecteur raisonnait, le plus souvent en silence, mais quelquefois en public[1] : ces villages, ces bois et ces crêtes d'où l'action combinée des artilleries et des infanteries anglaises et françaises avaient délogé, de semaine en semaine, quelques-unes des plus belles troupes de l'Empire, ce n'étaient pas apparemment des positions de nul intérêt ; le Commandement n'aurait pas fait décimer tant de divisions, de 50 à 60[2], et consenti un sacrifice de 200 à 300,000 hommes (dont 45,000 prisonniers) pour des bicoques et des tertres!

Finalement, les officiers expliquèrent « que les troupes qui venaient de se battre avec tant d'opiniâtreté et d'héroïsme » allaient « élever de nouveau une barrière de fer devant les forces unies de l'ennemi ». — Ainsi c'était bien une première « barrière de fer » qui avait été rompue sur vingt-deux kilomètres. — Au surplus, « les Français tiendraient-ils toute la ligne Bapaume-Péronne qu'ils n'auraient obtenu rien autre que l'enfoncement d'un front de défense sans aucune valeur stratégique ». — On aperçoit ici comme une première esquisse du repli Hindenburg au printemps de 1917.

Au soir du 26 septembre, où les Alliés rentraient dans Combles, clef des dernières positions allemandes vers Péronne et Bapaume, et dans Thiepval, pivot, réputé imprenable, de toute l'organisation ennemie à l'ouest du champ de bataille, la situation paraissait donc très favorable. Elle l'était en effet, les Allemands repoussés sur leurs quatrièmes positions, d'où ils n'avaient plus que des vues médiocres, toujours bons au combat, mais mécontents de tant d'échecs ; et les Anglais et nous, tenant partout les hauteurs et les observatoires, respirant le vent de la victoire, les *tommies* surtout dans la joie de leurs premières franches victoires sur les « Huns », ainsi qu'ils appelaient les « Boches ».

1. *Gazette de Francfort, Dernières nouvelles de Munich, Vorwaerts* de fin septembre et du début d'octobre.

2. Vingt-deux contre les Anglais.

A mes précédentes visites à l'armée britannique, j'y avais observé une volonté âprement tendue, le pli du front chez l'homme qui médite le plus grand effort. Elle rayonnait maintenant, fière de sa supériorité tactique, enfin démontrée, après de cruelles épreuves, par son beau succès ; le regard du dernier goujat en était illuminé.

Les nôtres, plus accoutumés à vaincre, se rendaient mieux compte des obstacles qu'il restait à surmonter.

XXIV.

Joffre avait espéré « un été de Picardie » ; rien qu'une succession continue de quinze belles journées claires d'automne sur des terrains secs aurait permis certainement de développer largement la victoire incontestée de septembre[1]. C'était également l'avis de Foch que le fruit était mûr. Haig n'en disconvenait pas, mais il ne convenait pas encore, bien qu'averti par le loyal Rawlinson, que sa IVe armée, après sa rude besogne de trois mois, éprouvait quelque lassitude. La victoire elle-même ne lui avait point fait passer sa fatigue. Elle la lui aurait plutôt fait sentir à la façon du repos où les nerfs se détendent et laissent la parole à la chair.

Le temps redevint mauvais, « il se cassa[2] », selon l'expression anglaise ; octobre ne sera qu'une suite de grosses tempêtes et de pluies pénétrantes, coupées à peine par de tristes journées de brouillards.

La pluie est toujours défavorable aux assaillants. Elle est plus méchamment hostile dans cette crayeuse Picardie, où les plaques d'argile et de sable qui recouvrent la nappe souterraine sont associées à des couches de limon, « qui nulle part ne sont plus épaisses[3] ». Comme le climat n'y est point propice aux évaporations rapides, la pluie a vite fait de transformer la terre, imbibée ainsi qu'une éponge, en « ce cinquième élément », selon le mot de Napoléon : la boue. En outre, les sources n'y étant point à flancs de coteau, mais apparaissant, sous le nom de « sommes », dans le fond des vallées, l'eau surabonde sous toutes les formes, étangs, canaux, tourbières, « entre les croupes molles et

1. *Nelson's History*, p. 129.
2. *The weather broke.*
3. Vidal de La Blache, p. 90 et 94.

jaunes »; au temps de la paix *l'hortillonneur*, ou maraîcher, circulait en barques autour de Péronne et d'Amiens.

Naguères, les bons cantonniers picards parvenaient malgré tout à entretenir les larges routes, bordées de peupliers. Les interminables convois, surtout dans les secteurs anglais, les avaient rendues méconnaissables; comme elles manquaient de profondeur, les conducteurs des ponts et chaussées « n'avaient rien sur quoi construire[1] ». Bâtir de nouvelles routes était difficile, car le sol crayeux était pauvre et, de plus, bouleversé tellement par les bombardements et le passage des batteries et des troupes qu'il avait perdu toute cohésion. D'innombrables obus avaient éclaté sur le sol, ouvrant partout des fissures et des crevasses. La pierre manque et les bois sont rares; il faut donc faire venir de loin les matériaux, ce qui complique le problème. Avant de raccommoder une route, il faut la laisser reposer et il n'y avait pas de vacances « pour ces pauvres passages torturés ». Les Anglais n'avaient chez eux que deux bonnes grandes routes, celles d'Albert à Bapaume et d'Albert à Péronne. Dès le troisième mois de la bataille, elles portaient des marques d'usure. Si ces anciennes chaussées, romaines ou royales, s'abîmaient, on peut juger ce qu'étaient devenus les chemins vicinaux et ruraux aux abords de Contalmaison, Longueval et Guillemont.

Les difficultés devinrent donc extrêmes pour les transports en ravitaillements et en munitions[2]. Les Anglais, en campagne, restent de gros mangeurs; les canons, eux aussi, sont « de gros mangeurs », avait dit le général Langlois. La boue épaisse ralentissait tous les mouvements. Les routes de Picardie ne sont point pavées comme celles des Flandres; deux journées de pluie en faisaient des rivières fangeuses où l'homme enfonçait jusqu'au mollet, où les automobiles, les *lorries*, les camions de toutes sortes s'enlisaient. La marche dans les boyaux était une bataille contre la terre épaisse, gluante, qui doublait, triplait le poids des chaussures. Les plus agiles glissaient, tombaient, se relevaient en statue de glaise. Les plateaux comme les vallons, qui avaient été pendant des mois criblés de mitrailleuses, remués, fouillés comme par d'invisibles charrues, n'étaient plus que marécages. Il y avait maintenant deux *No man's Lands* également

1. *Had nothing to build upon.*
2. Rapport Haig.

affreux : devant les tranchées de première ligne, front où les artilleries continuaient à tonner; entre l'ancien front et le nouveau, où passaient ces convois, quand ils ne s'embourbaient pas.

Ces souffrances, ces misères, les longues nuits où, le ravitaillement ayant manqué, la faim éloignait le sommeil, c'était la guerre. Mais la bataille, elle aussi, devenait de plus en plus difficile, parce que le canon perdait à chaque instant ses yeux qui sont les avions. Les plus hardis aviateurs, envolés au-dessus des lignes ennemies, vers le *Hun-land* (pays des Huns), s'égaraient dans la mer des nuages et des brumes, rentraient bredouille, ne revenaient qu'à la boussole.

Le temps n'était pas plus favorable aux secteurs où notre VIe et notre X^e^ armée prolongeaient l'armée britannique; toutefois, elles avaient été moins éprouvées par le combat et elles avaient davantage l'habitude de la guerre.

XXV.

Joffre, dans un ordre du jour du 29 septembre, consacra les résultats obtenus à cette date par la bataille de la Somme : « Verdun dégagée, vingt-cinq villages reconquis, plus de 35,000 prisonniers, 150 canons pris, les lignes successives de l'ennemi enfoncées sur dix kilomètres de profondeur. » C'était *sa* bataille, autant que celle de la Marne, qu'il gagnait également avec Foch. Il l'avait obstinément voulue, n'avait pas cessé de la préparer pendant plus de quatre mois de bataille de Verdun. Il l'avait engagée à l'heure dite qui se trouva être la plus favorable. Alors que les Allemands encerclaient déjà Souville et Froideterre, peut-on assurer que, sans la Somme, Verdun, malgré Nivelle et Mangin, eût été préservée? Joffre était résolu à poursuivre son offensive et son succès avec une vigueur nouvelle.

Il ne s'agissait plus maintenant de Verdun qui respirait, comme on verra dans la suite de ce récit, depuis que la IIe armée avait repris la crête de Thiaumont et Fleury et que les Allemands, déçus en Lorraine et serrés en Picardie, puisaient à leur armée de la Meuse pour alimenter celle de la Somme. Il s'agissait toujours d'arracher à l'ennemi l'initiative des opérations et de déterminer en notre faveur une rupture d'équilibre, et, par surcroît, d'empêcher tout prélèvement allemand sur notre front au profit de l'offensive de Hindenburg contre les Roumains.

En effet, les affaires des Roumains allaient déjà mal depuis un mois à peine qu'ils étaient en guerre.

S'ils y étaient entrés à la fin de juin, quand Broussiloff battait l'une après l'autre, du Pripet au Dniester, sur un front de 400 kilomètres, les armées autrichiennes, le destin de la guerre orientale aurait été sans doute changé. L'instinct populaire avait vu clair. C'était l'époque où, à Bucarest, les manifestants s'en allaient acclamer la légation de Russie aux cris de : « Vive l'armée victorieuse[1] ! » Par malheur, comme on l'a vu, Bratiano, hésitant et retors, avait encore attendu deux mois pendant lesquels Broussiloff s'était essoufflé dans les Karpathes et l'honnête et clair Sazonoff avait été remplacé à Pétrograd par l'obscur et suspect Sturmer. Entre temps aussi, Hindenburg, avec Ludendorff, avait pris le commandement en chef des armées de la *Quadruplice*.

Quand Hindenburg avait insisté, pendant deux ans, pour que l'Allemagne se tînt à l'ouest sur la défensive et fonçât avec le gros de ses forces à l'est, son commandement du front oriental faisait son opinion suspecte. Argument de M. Josse, orfèvre ou capitaine, avide de gain ou de gloire. Maintenant, il avait sur tous les fronts toute la responsabilité. L'objection ne tenait plus ; en outre, l'entrée de la Roumanie dans la guerre modifiait le problème. Ses adversaires d'autrefois (le Kronprinz, Falkenhayn, les Occidentaux) expliquèrent : « La décision (pour l'Allemagne) ne demeure pas au front oriental, elle y passe. »

Cela était gros de conséquences, que virent aussitôt les états-majors, les écrivains militaires : « Si l'Allemagne était en état de comprendre, Hindenburg raccourcirait de lui-même son front occidental[2]. » Toutefois, Hindenburg ne s'y décida pas encore bien que le bruit en courût et qu'en effet ses premiers ordres pour la construction des lignes de repli (par la suite fameuses sous les noms de Wotan et de Siegfried) soient de cette époque.

Fin septembre, la perte de toute la ligne Bouchavesnes-Flers-Martinpuich semblait justifier son peu de goût pour la guerre de Picardie, tandis que sa théorie orientale triomphait sur le Danube.

Les fautes stratégiques des Roumains, leur infériorité en artil-

1. Journaux des 26 et 27 juin.
2. *Commentaires de Polybe*, t. IX, p. 177 (23 septembre).

lerie et une première défaillance des Russes les servirent beaucoup.

La plate Dobroudja, s'allongeant entre le Danube et la mer Noire, tendait des chemins aisés à une armée russe, qui serait descendue de la Bessarabie, en jonction avec les Roumains, vers la plaine bulgare, pour y couper les routes de Sofia, c'est-à-dire de Constantinople. Or, il n'y avait en avant de Constantza qu'un gros de Roumains et de Serbes.

On se souvient que Bratiano, se fiant aux Russes pour agir en Dobroudja, avait subordonné sa déclaration de guerre à l'acceptation de son plan qui était de porter le principal effort de l'armée roumaine dans les comitats de Transylvanie. Il répondait ainsi aux aspirations nationales (qui n'avaient rien à voir à la stratégie), avait l'espoir de combiner son attaque avec une puissante offensive russe sur sa droite et s'était flatté jusqu'à la dernière heure que les Bulgares resteraient neutres.

Il faut se figurer l'armée roumaine comme un grand lac qui se serait, depuis plusieurs mois, rempli lentement en arrière des Alpes de Transylvanie et qui aurait débordé tout à coup d'un seul côté, se frayant par trente-huit passages des chemins vers la lisière de la Hongrie.

La déclaration de guerre ayant été remise à Vienne le 27 août à neuf heures du soir, les avant-gardes roumaines franchirent aussitôt la frontière. Les Autrichiens se replièrent, sans d'autres résistances que de leur arrière-gardes. Les Roumains occupèrent Brasso (Kronstadt), Sibiu (Hermanstadt) et Orsova, première ville hongroise en amont des Portes de Fer, le dernier des défilés du Danube avant son entrée en Valachie (29 août-2 septembre).

Grosse émotion à Pesth, tumulte dans le Parlement : « Pour garder la Transylvanie qu'on veut nous voler, les Hongrois deviendront des tigres. »

Mais déjà Mackensen, à la tête de l'armée qu'il avait réunie en Bulgarie pendant que Ferdinand leurrait Alexéïeff et Bratiano, a pris les Roumains à revers. Il est entré brusquement en Dobroudja, s'est emparé, après un vif combat, de Tourtoucaïa, grosse tête de pont sur la rive droite du Danube, où il a ramassé 25,000 prisonniers, et, peu après, de Silistrie. Il a ramené ainsi du premier coup les Bulgares dans le quadrilatère qu'ils avaient

dû céder à la Roumanie au traité de Bucarest et il s'est assuré à la fois la large défense du fossé danubien et une forte base d'offensive vers la Dobroudja supérieure (6-10 septembre).

« Victoire décisive », annonça le Kaiser (dépêche à l'impératrice). Il exagérait à son ordinaire. Cependant, la vague roumaine s'arrêta du coup en Transylvanie, tandis que Bucarest, cruellement bombardée par les avions, appelait au secours contre le flot qui montait de Bulgarie.

Joffre avait vu tout de suite d'où le péril le plus grave menaçait la Roumanie. D'une part, il pressa Sarrail; de l'autre, il réclama de la Russie l'envoi immédiat de 200,000 hommes en Roumanie. L'Empereur, malgré de vives instances répétées, ne voulut autoriser Alexéïeff qu'à envoyer quatre divisions russes et deux serbes en Dobroudja. Broussiloff disait qu'il avait à lutter, entre Stanislau et la région de Kovel, contre soixante-dix divisions; il avait peu d'artillerie et subissait des pertes effroyables.

Les 12,000 kilomètres carrés que les Roumains occupaient en Transylvanie leur avaient été cédés à peu près sans résistance par les Autrichiens; ils se heurtèrent, après avoir franchi l'Oltu, aux premières divisions allemandes qui les obligèrent aussitôt à repasser la rivière devant leurs gros canons. Falkenhayn, en compensation de sa disgrâce, avait reçu le commandement d'une masse de manœuvre austro-allemande, évaluée à 25 ou 30 divisions, qui s'était concentrée face aux Alpes de Transylvanie. Poursuivant son avantage, il essaya d'envelopper la gauche roumaine, qui manœuvrait en direction générale de Klausenbourg et dont les colonnes avançaient sur deux routes éloignées l'une de l'autre de quatre-vingt kilomètres. Secourue à temps par la IIe armée, la Ire armée roumaine réussit à échapper à l'étreinte et à se replier vers le sud, mais non sans avoir subi de lourdes pertes. Les Bavarois occupèrent aussitôt le passage de Vulcan, poterne de la route de Kraïova, et le col de la Tour-Rouge (27-29 septembre).

Ces durs combats ayant mis fin à leur offensive, il ne restait plus aux armées de l'ouest qu'à concentrer leurs efforts sur la défense des cols que Falkenhayn attaquait avec une puissante artillerie (5 octobre).

Pendant qu'échouait cette entreprise où la stratégie s'était faite, une fois de plus, la malencontreuse servante de la politique, la petite armée russo-roumaine de la mer Noire s'était enfin ras-

semblée; elle réussit, non sans peine, à arrêter devant la voie ferrée de Tchernavoda à Constantza les Germano-Touraniens de Mackensen qui se mirent dans les tranchées, aux environs des anciens fossés de Trajan. Les Roumains perdirent encore beaucoup de monde dans une malheureuse tentative sur la rive droite du Danube, entre Tutrakan et Roustchouk.

Le Commandement roumain avait escompté, comme il avait été en effet convenu, que son offensive de Transylvanie serait appuyée sur sa droite par Broussiloff, en Bukovine, et, en Macédoine, par Sarrail. Or, la reprise d'activité de Broussiloff, après un brillant début à Horozanka, entre Dniester et Zlota-Lipa, faiblit vite, soit que ses troupes fussent épuisées par leur dur effort de quatre mois, soit qu'elles manquassent à nouveau de munitions, par suite de malversations et, pis encore, de louches manœuvres de Sturmer et de son entourage, notoirement hostile aux Roumains. Pour Sarrail, son opération avait été retardée par des désordres graves à Athènes où notre légation fut insultée et par la trahison concertée avec le roi, qui livra aux Bulgares les forts de Rupel, Cavalla et un corps d'armée de 10,000 soldats. Sarrail ne pouvait raisonnablement commencer son action avant que l'apparition de nos vaisseaux à Salamine eût obligé le roi à accepter notre ultimatum, à nous faire des excuses et à rétablir dans sa capitale et sur nos derrières quelque chose qui ressemblât à la sécurité. Il attaqua alors sur un front de plus de 150 kilomètres, en même temps sur les deux rives du Vardar et sur la Tcherna. Cent et quelques milles Serbes, débris de la glorieuse retraite, reconstitués sous le prince Alexandre, battirent les Bulgares sur le Bro et escaladèrent les pentes escarpées du Caïmaktchalan. Un double mouvement, par l'ouest et par l'est, nous amena ensuite à Florina et ouvrit la route de Monastir. Le front bulgare avait craqué. Les Serbes rentraient en territoire serbe; le prince Alexandre annonça « le commencement de reconstitution de son royaume par la conquête de sept villages ».

XXVI.

Si rapide qu'ait été la chute des grandes espérances de la Roumanie, cependant sa guerre n'était point perdue et sa situation aurait pu être rétablie. Il eût fallu que la Russie se portât sans retard à son aide avec toutes ses forces disponibles, qui étaient

encore considérables, et que les autres armées de l'Entente, regardant toujours l'Europe comme un seul champ de bataille, s'accrochassent sur tous les fronts aux Austro-Allemands. L'effort sera dur après cette année de rudes batailles à peine interrompues par de courts entr'actes; à que d'efforts plus durs encore l'Entente sera condamnée si la Roumanie est mise hors de cause, en quelques semaines, pour s'être jointe aux ennemis de l'Allemagne!

La première qualité du général en chef dans la guerre moderne, c'est la faculté d'embrasser d'un œil synthétique tous les théâtres de la guerre. En conséquence, Joffre adresse aux principales armées sous ses ordres des instructions qu'on peut résumer ainsi : Nivelle va continuer à pousser devant Verdun; Foch va chercher à donner à l'offensive de la Somme une vigueur nouvelle; Haig promet son concours; en Macédoine, Sarrail est invité à progresser pour le moins jusqu'à Monastir et à avancer sur le Vardar et sur la Strouma.

Les opérations finales de Verdun se sont étendues sur trois mois (octobre-décembre); Sarrail, manœuvrant avec habileté, tourna sur leur gauche les Bulgares qui abandonnèrent Monastir afin de garder leurs lignes de retraite sur Prilep (19 novembre). Ayant traversé la Tserna à la nage, le premier régiment de cavalerie serbe pénétra dans la ville par l'est pendant que les Franco-Russes entraient par le sud. Sur la Somme, la VIe et la Xe armée et quelques unités anglaises reprirent, à quatre jours d'intervalle, leurs attaques (6-10 octobre). Haig toujours en direction de Bapaume, Fayolle et Micheler vers Péronne.

Leurs victoires de septembre aux deux ailes, en ramenant la IIIe armée anglaise au nord de Courcelette et la IVe au nord-ouest de Gueudecourt, avaient obligé le centre allemand à se replier entre ces deux points sur un front Le Sars-Eaucourt, les derniers villages sur la route d'Albert à Bapaume[1]. Les Anglais attaquèrent, sur sept kilomètres, l'ensemble des hauteurs qui les séparaient de la route de Bapaume à Péronne. Eaucourt, avec son moulin et son abbaye, fut vivement enlevé; Le Sars tomba le 7 octobre. Le même jour, Fayolle, à la droite des Anglais, couronna les pentes ouest de la croupe de Sailly-Saillisel, coupa la route de Bapaume à Péronne à moins de 200 mètres du vil-

1. Rapport Haig.

lage et borda les lisières du redoutable bois de Saint-Pierre-Vaast, poursuivant ainsi le mouvement qui avait pour objet de tourner le Mont-Saint-Quentin. Le 10, Micheler, au sud de la Somme, attaqua sur cinq kilomètres, entre Berny-en-Santerre et Chaulnes, enleva sur sa gauche les lisières d'Ablaincourt et progressa dans les bois à sa droite, où il ramassa près de 2,000 prisonniers, avançant de la sorte ses lignes de la corde à l'arc.

Le premier résultat de ces efforts combinés des Alliés parut de bonne augure; les journées suivantes furent moins favorables, en raison de la ténacité des Allemands sur leurs dernières positions de repli et, surtout, du temps toujours pluvieux, donc hostile à toute opération offensive, aux contre-attaques ennemies comme à nos attaques. Les Allemands, après la perte du terrain compris entre les deux routes de Bapaume, depuis Le Sars jusqu'à Morval, s'étaient fortement établis sur les crêtes à l'arrière et sur l'éperon en forme de marteau dont l'extrémité occidentale est un gros renflement appelé la butte de Warlencourt. Les Anglais s'usèrent en vains efforts pour en gravir les pentes sous le feu des mitrailleuses, tout comme les Allemands pour reprendre la redoute Schwaben, dans le secteur de Thiepval. De leur côté, notre VIe et notre X^e^ armée ne purent que consolider les positions conquises et réaliser de légers progrès, Fayolle dans Sailly-Saillisel où chaque ilôt de maisons était le prix de très durs combats et Micheler à l'est de Belloy-en-Santerre et d'Ablaincourt dont il emporta la sucrerie.

Bien que ces actions eussent l'avantage de retenir les effectifs allemands sur notre front, Joffre aurait voulu faire davantage. Si fâcheuses que fussent les conditions climatériques, il ne jugeait pas impossible de reprendre sur la Somme, comme sur la Meuse, « une offensive large et profonde ». Il tenta, à plusieurs reprises, d'obtenir de Haig qu'ils préparassent une opération d'ensemble, sans perte de temps et avec tous les moyens. Le général anglais semble n'y avoir pas consenti avec conviction; il écrit dans son rapport que « le moment d'une action décisive passait rapidement pendant que le temps ne donnait aucun signe d'amélioration et que l'état du sol était si mauvais qu'une longue période de sécheresse, peu probable dans cette saison de l'année, eût pu seule favoriser le dessein d'une nouvelle offensive[1] ».

1. *Would suit our purpose.*

Comme on prouve le mouvement en marchant, notre X^e armée emporta, le 18, la première ligne allemande entre Biaches et la Maisonnette; la VIe acheva, le 19, la conquête de Sailly[1], complétant celle de la ligne de faîtes qui traversait le champ de bataille. Quinze jours plus tard, une nouvelle attaque porta l'infanterie de Micheler aux villages d'Ablaincourt et de Pressoire. Ainsi se resserrait le cercle autour de Péronne.

Nous tenions maintenant tout le terrain dominant, c'est-à-dire la victoire.

« Dans ces circonstances », relate Haig, « je décidai de hâter les préparatifs pour l'exploitation de la situation favorable sur ma gauche (vallée de l'Ancre), tout en continuant de faire de mon mieux pour améliorer mes positions sur ma droite », en liaison avec l'armée de Fayolle. Ses opérations, dans la région de Péronne, se bornèrent en conséquence à appuyer par une attaque à l'est de Lesbœufs une brillante opération contre le bois de Saint-Pierre-Vaast; par contre, sur le plateau de Thiepval, après avoir repoussé un furieux assaut contre la redoute Schwaben, il prit l'offensive sur six kilomètres et s'empara des tranchées (dites de Stuff et de Regina) qui bordaient la crête (23 octobre).

« Si les Anglais conservent la crête de Thiepval », dit un ordre régimentaire qu'on trouva sur un prisonnier allemand, « ils pourront détruire nos batteries de la vallée de l'Ancre et les abris de l'infanterie. » C'était, en effet, la clé des positions de l'Ancre; le général Gough tenait désormais sous ses canons tous les débouchés entre la rivière et la route de Bapaume; il avait le point d'appui indispensable à ses opérations ultérieures dans la vallée.

Non seulement les Anglais se maintinrent sur leurs positions, mais ils développèrent bientôt (11 au 13 novembre) leur succès par une vigoureuse attaque d'ensemble sur les deux rives de l'Ancre. Ils enlevèrent Saint-Pierre-Divion, au bas de la montée de Thiepval, et, sur l'autre bord de l'Ancre, Beaucourt et Beaumont-Hamel. Les Allemands contre-attaquèrent en pure perte. Près de 7,000 prisonniers restèrent aux mains des Écossais et des fusiliers marins. Ces belles troupes s'étaient battues dans un brouillard épais, sur un sol détrempé par des pluies glacées;

1. « Nous n'avons pas attaqué le hameau de Saillisel. » (Situation du 16 au 22 octobre.) La majeure partie de l'agglomération fut occupée le 5 novembre.

en certains endroits, les combattants enfonçaient dans la boue jusqu'aux cuisses.

Les Anglais donnèrent le nom de bataille de l'Ancre à ces beaux combats qui montraient qu'une armée intrépide et tenace est supérieure aux intempéries. Leurs forces, comme les nôtres, tenant toutes les hauteurs, étaient, elles aussi, maîtresses de la situation[1]. Depuis l'Ancre jusqu'aux abords de la chaussée de Péronne à Bapaume, elles couronnaient le faîte de partage qui était leur objectif tactique. Les Allemands ne s'étaient maintenus qu'aux deux piliers du Transloy, sur la route de Péronne, et de Grandecourt, sur l'Ancre. Ils y étaient déjà serrés de près. Partout ailleurs, ils n'étaient plus accrochés qu'en contre-pente : la victoire anglaise était écrite sur le terrain[2].

Cependant Haig décida de terminer aux lieux de son dernier succès la campagne de 1916. Joffre lui ayant proposé de continuer son action et de gagner sans cesser de combattre le mois de février ou de mars pour livrer alors une grande bataille, les Anglais entre Arras et la région de Bapaume, nous entre Somme et Oise avec trois armées, Haig accepta le rendez-vous pour la fin de l'hiver, mais se déclara dans l'impossibilité de demander à ses troupes un nouvel effort avant qu'elles eussent pris un repos prolongé. « Les brumes de novembre », écrit un témoin[3], « tombaient comme un rideau sur le drame. Bien que la guerre moderne puisse dédaigner les saisons, les éléments n'en prennent pas moins quelquefois leur revanche ; quand arriva ce stade de la bataille, les armées, qu'elles le veuillent ou non, sont condamnées à cette garde des tranchées qui remplace les quartiers d'hiver des temps de Marlborough. »

XXVII.

La détermination du général anglais, qu'il ne prit point sans regret et qui s'appuie de bonnes raisons, si contestée qu'elle ait été par des juges sévères et lointains, mettait fin à l'offensive de la Somme. Nous nous arrêtâmes à la dernière étape devant Péronne comme les Anglais à la dernière étape devant Bapaume.

Les eussions-nous franchies avant la fin de l'année, eux et

1. Général de Lacroix (*loc. cit.*).
2. H. Bidou, dans le *Journal des Débats* du 3 février 1917.
3. *Nelson's History*, p. 162.

nous, si nous avions poursuivi le combat — les Anglais dans la vallée de l'Ancre et sur le secteur Eaucourt-Bapaume de la route d'Albert, nous à la boucle de la Somme et au bois de Saint-Pierre-Vaast sur la route de Bapaume à Péronne — c'est une question insoluble : on ne gagne pas avec des hypothèses les batailles qui n'ont pas été livrées. Mais les choses elles-mêmes répondront que les positions des Allemands sur la Somme étaient si bien devenues intenables qu'Hindenburg, dans la dernière semaine de l'hiver, n'attendra ni sur l'Ancre, devant les Anglais qui se sont remis en mouvement aux derniers jours de janvier[1], ni entre l'Avre et l'Oise, devant nous, le départ des offensives qui se préparent; évacuera, sous la menace d'une attaque enveloppante, la vaste région qui avait été funeste à ses plus belles troupes. Son repli stratégique, tant vanté par les Allemands, se justifie sans doute par la considération qu'il permettra de réduire les effectifs sur une ligne plus solide que l'arc dont elle est la corde ; il ne s'explique pourtant que par la crainte de voir rompre de vive force, au dernier acte d'une pression continue, le front qui avait été proclamé irréductible aux premiers jours de la bataille et, par contre-coup, de risquer une lourde défaite pour la défense du saillant dangereux de Noyon. Parce que la bataille de la Somme a été interrompue par la mauvaise saison, il a fallu attendre le retour de la belle saison pour qu'elle apparût à tous les yeux comme une victoire. Encore fallut-il que nous fussions rentrés dans plus de 100 villes et villages, sur une étendue de 2,000 kilomètres carrés, pour que politiciens et pessimistes de métier fissent taire leurs craintes, bruyamment proclamées à l'époque, sur le piège qu'était le repli allemand. La dévastation sauvage des régions évacuées renforça l'aveu d'une défaite qui s'étendait par ses conséquences jusqu'aux bords de l'Aisne. La retraite allemande nous rendra Péronne et Bapaume, objectifs directs de la bataille, et, en dehors du champ de bataille, Roye

1. Au cours de l'hiver, les Anglais avaient étendu leur front sur la route de Péronne à Bapaume où ils nous remplacèrent à Bouchavesnes, au bois de Saint-Pierre-Vaast et à Sailly. Fin janvier, ils avaient progressé dans la vallée de l'Ancre. La prise de la tranchée de Puisieux (26-27 janvier) obligea les Allemands à évacuer sans combat Grandcourt, où les Anglais étaient entrés le 1er juillet de l'année précédente sans pouvoir s'y maintenir. Puis l'occupation de Grandcourt (6 février) contraignit les Allemands à se retirer de Petit-Miraumont (24) et, le lendemain, de Pys et de Serre. La ligne de Transloy-Loupart céda le 10 mars, après la prise d'Irles.

et Lassigny, Noyon et Ham, Chauny et Tergnier[1], saccagés et incendiés, mais vivants. Ce seront les trophées de la Somme.

Aussi bien la bataille, telle qu'elle avait été conçue par Joffre et menée par Haig et par Foch pendant quatre mois, avait-elle eu d'autres ambitions que d'emporter seulement le Gibraltar de la Somme, en faisant tomber ou craquer les unes après les autres les pierres angulaires et les maîtresses-poutres de la forteresse, Flaucourt et Combles, Bouchavesnes et Thiepval. Or, ces autres objets ont été atteints dès la fin de l'automne ; et Verdun dégagée, les Allemands fixés sur le front occidental, l'affaiblissement de leurs forces vives étaient bien des résultats aussi positifs qu'un gain, si appréciable fût-il, de terrain. L'offensive de la Somme avait arrêté le transfert de troupes d'Occident en Orient, transfert qui avait commencé en juin après l'offensive russe et qui se réduisit au renvoi, à une exception près, de divisions fatiguées et que remplaçaient toujours des divisions fraîches[2]. En novembre, quand leur offensive en Roumanie battait son plein, les Allemands avaient plus de divisions sur leur front occidental qu'en juillet, malgré l'abandon de l'attaque sur Verdun ; et ils en avaient engagé sur la Somme les quatre-cinquièmes, plusieurs deux fois, quelques-unes trois[3]. Ils avaient laissé entre les mains des Alliés plus de 60,000 prisonniers, dont 1,500 officiers — leurs pertes totales peuvent s'évaluer au quadruple, pour le moins au triple — plus de 500 canons et mortiers, un millier de mitrailleuses.

Le bloc de marbre était taillé ; la victoire y frissonnait, attendant le printemps.

Joseph REINACH.

1. Villes évacuées par les Allemands lors du repli Hindenburg.

2. *The enemy forces that moved East consisted, with one exception, of divisions that had been exhausted in the Somme battle, and these troops were always replaced on the Western front by fresh divisions* (rapport Haig).

3. Même rapport.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

ÉTUDES CRITIQUES
SUR
L'HISTOIRE DE CHARLEMAGNE[1]

IV.

Le Moine de Saint-Gall.

Le Charlemagne d'Einhard est encore un personnage historique; celui du Moine de Saint-Gall n'est plus qu'un personnage de fantaisie, et les contes plaisants ou grotesques qui forment la matière de son livre ne mériteraient guère de retenir notre attention si les plus graves érudits ne s'y étaient souvent laissés prendre.

Il y a beau temps sans doute qu'on a été mis en défiance; et au XVIIIe siècle déjà, nos Bénédictins français traitaient avec une amusante indignation une œuvre qu'ils qualifiaient de « déshonorante »[2]. Ils la publiaient cependant, la jugeant, malgré tout, instructive sur quelques points et ne pouvant se défendre d'en extraire plusieurs renseignements « dignes de remarque », dont l'historien de Charlemagne était appelé selon eux à faire son profit[3]. Au début du siècle suivant, Guizot croyait même devoir venger le pauvre moine, trahi par ses confrères, de l'injuste mépris sous lequel ceux-ci avaient voulu l'écraser, et, tout en reconnaissant que son livre n'était pas toujours d'une « exactitude scrupuleuse », il en vantait l'originalité

1. Les précédentes études ont paru dans la *Revue historique*, t. CXXIV, p. 52-64, t. CXXV, p. 287-330, et t. CXXVI, p. 271-314.

2. Dom Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. V (1744), p. x : « Il est inutile de nous mettre en peine davantage d'en rechercher l'auteur : car l'ouvrage le déshonore plus qu'il ne l'honore... »

3. *Op. cit.*, p. XI : « Les sçavans cependant ont trouvé dans cet ouvrage de certaines choses dignes de remarque... » Dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. V (1740), p. 616-618, dom Rivet avait émis un jugement analogue à celui de dom Bouquet.

et insistait sur les faits et les détails de mœurs « que nous ignorerions sans lui »[1].

Aujourd'hui nous sommes moins indulgents; et pourtant le point de vue a peu changé. Auguste Molinier parle encore « des éléments historiques fort intéressants » qui « se mêlent » chez le Moine de Saint-Gall aux anecdotes de « caractère légendaire »[2]. Et les plus récents historiens de l'époque carolingienne, tout en tenant l'ouvrage même en piètre estime, n'osent pas renoncer à en faire état : les auteurs des *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, Abel et son continuateur Simson, y puisent à maintes reprises et ne se croient jamais dispensés d'en examiner une à une toutes les affirmations[3]; Fustel de Coulanges, dans le dernier volume de ses *Institutions politiques de l'ancienne France*, en pèse plus d'une fois les termes et, selon sa coutume, leur prête volontiers une valeur juridique[4]; c'est aussi un des « témoignages » que M. Imbart de La Tour aime à invoquer dans son beau livre sur les *Élections épiscopales*[5], un de ceux que Gasquet retient dans son étude sur l'*Empire byzantin et la monarchie franque*[6], un de ceux enfin pour lesquels les spécialistes d'histoire économique[7] ont une véritable prédilection.

Lors même qu'on refuse d'ajouter foi aux racontars du vieux moine, on leur concède en un certain sens une valeur historique. Sans doute, dit-on, la figure de Charlemagne et les principaux événements de son règne y ont été déformés, mais on y retrouve

1. Guizot, *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France*, [t. III], 1824, p. 168-170.

2. Auguste Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. I (1901), p. 201.

3. S. Abel, *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I, 2e édition revue par B. Simson (1888); t. II, par B. Simson (1883). Les principaux passages du Moine de Saint-Gall utilisés sont relevés à la table alphabétique qui termine chacun des volumes au mot *Monachus Sangallensis*.

4. Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. Les transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne* (1892), p. 323, 325, 326, 328, 330, 331, 425, 429, 510, 528, etc. — Voir aussi Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, par exemple t. III, 2e édition (1883), p. 369, n. 2.

5. Imbart de La Tour, *les Élections épiscopales dans l'Église de France du IXe au XIIe siècle* (1890), p. 80, 84, 91, 101, 211.

6. A. Gasquet, *l'Empire byzantin et la monarchie franque* (1888), p. 281, 285, 290, 291, 293.

7. Voir surtout K.-Th. von Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte bis zum Schluss der Karolingerperiode*, 2e éd. (1909), p. 514, 571, 574, 575, 578, 587, 595, 597, 608, 610, 662, etc., et Alfons Dopsch, *Die Wirtschaftsgeschichte der Karolingerzeit, vornehmlich in Deutschland*, t. II (1913), p. 136, 138, 142, 143, 144, 147, 157, 158, etc.

vivante l'idée que le peuple en avait conservée à la fin du IXe siècle. Toutes les anecdotes du livre sont des légendes populaires : l'auteur les a en partie recueillies de la bouche d'un de ces vétérans des guerres de Saxe, d'Italie et du pays avare qui, comme plus tard ceux de la « Grande armée », aimaient à narrer leurs merveilleux exploits; d'autres lui ont été communiquées par un prêtre de son monastère, lui aussi contemporain de Charlemagne; et il en est plus d'une enfin qu'il avait dû entendre conter soit à Saint-Gall même, soit dans les environs, parmi ces paysans qui se transmettaient de père en fils la tradition de la grande époque[1].

Nous ne croyons, pour notre part, ni à l'historicité ni à l'origine populaire de la légende propagée par le Moine de Saint-Gall. Cette légende sans doute présente plus d'un point de contact avec la réalité historique; mais on fait fausse route quand on s'imagine qu'il suffit, pour en apprécier la valeur, de rechercher dans quelle mesure elle est conciliable avec les faits attestés par les documents contemporains. Que la légende et l'histoire coïncident, cela peut être curieux, décisif, mais à cette condition expresse que la légende n'ait pas été façonnée ou même créée de toutes pièces par des hommes de lettres dont l'inspiration a sa source dans les livres.

Or faut-il croire le Moine de Saint-Gall sur parole quand il prétend enregistrer la tradition orale de son enfance ou de son âge mûr? Tout est là. Et il est surprenant que cette question n'ait jamais encore été nettement posée.

* * *

Avant de tenter d'y répondre, nous rappellerons d'abord brièvement ce qu'est l'œuvre elle-même[2].

1. Cf. Gaston Paris, *Histoire poétique de Charlemagne* (1865), p. 38-41; Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7e éd. revue par E. Dümmler (1904), p. 207; Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, traduction Aymeric et Condamin, t. III (1889), p. 228-236; A. Kleinclausz, *l'Empire carolingien, ses origines et ses transformations* (1902), p. 512-513; M. Jansen et Schmitz-Kallenberg, *Historiographie und Quellen der deutschen Geschichte bis 1500*, 2e éd. (1914), p. 28-29 (t. I, fasc. 7 du *Grundriss der Geschichtswissenschaft* d'Aloys Meister).

2. Nous suivons la dernière édition, qui est celle de Ph. Jaffé, *Monumenta Carolina* (t. IV de sa *Bibliotheca rerum germanicarum*, Berlin, 1867), p. 628-700. — Les manuscrits qui nous ont conservé le texte de l'œuvre se répartissent en deux classes : la première, représentée surtout par un manuscrit de la Bibliothèque de Hanovre (le manuscrit H de l'édition Jaffé), la deuxième représentée par un manuscrit de Stuttgart et un manuscrit de Saint-Florian (manuscrits Z et W de Jaffé). Les manuscrits de la seconde catégorie ne nous donnent qu'une

A première vue, on est un peu embarrassé pour en définir avec précision le caractère. Ce n'est pas une biographie; ce n'est pas un livre d'*histoire* : c'est tout au plus un recueil d'*histoires* relatives à Charlemagne, et aussi, sous forme de digressions, à quelques autres membres de la famille carolingienne, Pépin le Bref, Louis le Pieux, Louis le Germanique. Ces digressions sont même parfois d'une telle longueur que l'auteur semble oublier tout à fait son sujet principal; mais la faute en est à sa méthode ou plutôt à son absence de méthode : il procède sans plan, par simples associations d'idées, une anecdote en appelant une autre, un nom, un détail suggérant un rapprochement, qui suffit à orienter le récit dans un sens nouveau.

Dans ce désordre, il y a cependant un semblant d'ordre : le Moine de Saint-Gall a pris soin lui-même de nous avertir que les deux premières parties de son livre — les seules qui subsistent sur les trois qu'il devait compter[1] — sont consacrées respectivement l'une « à la piété et à l'administration ecclésiastique » de l'empereur et l'autre à ses guerres; et, jusqu'à un certain point, cette division répond à la réalité. Mais, à l'intérieur de chacune des parties, le pêle-mêle est tel qu'il faut renoncer à trouver un fil conducteur.

L'ouvrage débute par deux anecdotes justement célèbres relatives

copie très écourtée, où manquent des passages essentiels, sans lesquels le texte demeure incompréhensible; mais, à trois reprises (à la fin du chapitre 10, au milieu du chapitre 26 du livre I et au chapitre 7 du livre II), ils nous offrent un texte plus développé que celui du manuscrit H. Ce texte, comme l'a justement fait observer M. Zeumer (*Der Mönch von Sankt-Gallen*, dans les *Historische Aufsätze dem Andenken an Georg Waitz gewidmet*, p. 117), est à coup sûr, en un passage au moins (II, 7), plus près de l'original que celui du manuscrit H, dans lequel ont été sautés plusieurs mots indispensables; mais il est possible que, dans les deux autres cas (I, 10, et I, 26), la version plus complète des manuscrits Z et W soit le résultat d'une double interpolation. Cela n'est pas certain cependant, car le manuscrit H est loin, de son côté, d'offrir toutes garanties sous le rapport de l'exactitude : en d'autres passages encore que celui dont nous venons de parler, il arrive au copiste de sauter des membres de phrase (par exemple aux chapitres 2 et 5 du livre I, p. 632, n. *r*, et p. 635, n. *o*). Mais que Z et W aient ou non été interpolés, cela importe assez peu ici, car il ne s'agit, au total, que de quelques lignes, dont l'intérêt est à peu près nul pour l'histoire légendaire de Charlemagne.

1. A la fin du livre I (éd. Jaffé, p. 666), il dit en effet : « In praefatione hujus opusculi » (cette préface est perdue), « tres tantum auctores me secuturum spopondi ». Or, il ajoute que le livre I procède des récits d'un certain Wérimbert et le livre II des récits d'un certain Adalbert; au troisième *auctor* devait donc correspondre un livre III. Cette troisième partie manque. On a même supposé qu'elle avait dû rester à l'état de projet. Il est difficile de se prononcer sur ce point, car les manuscrits ne nous ont conservé qu'un texte tronqué : non seulement on y cherche en vain la préface à laquelle renvoie la phrase citée plus haut, mais la transcription de la seconde partie s'arrête au milieu d'une phrase.

au rôle de Charlemagne comme rénovateur des études : celle des Scots, qui, pour toute marchandise, offrent la science à leurs clients et auxquels l'empereur réserve un accueil empressé (I, 1), et celle des pauvres écoliers qu'il récompense de leur application au travail en leur conférant évêchés et abbayes, tandis qu'il foudroie du regard et menace les enfants nobles qui, fiers de leur naissance, ont négligé de s'instruire (I, 3). Cette scène amène celle de la collation d'un évêché à l'un de ces écoliers studieux que l'empereur a distingué (I, 4) ; puis on passe de là à des histoires d'évêques qui ne brillent pas par leur instruction (I, 5 et 6), et l'une d'elles, sur un nouvel élu absent de l'église au moment où il aurait dû entonner un répons, sert d'introduction à deux chapitres (I, 7 et 8) sur les initiatives prises par Charlemagne en matière de célébration d'offices.

Une digression sur Alcuin (I, 9), dont il avait déjà été question (I, 2), mais dont le Moine de Saint-Gall se rappelle tout à coup quelques traits, est suivie de nouveaux détails sur les offices religieux, sur l'adoption du chant grégorien par le clergé franc (I, 10), sur la façon dont Charlemagne pratiquait le carême (I, 11) et sur les observations qu'il fit à un évêque qui se servait avant lui du pain qu'il venait de bénir (I, 12), — ce qui évoque l'idée de la collation des bénéfices et conduit ainsi à parler des précautions prises par le souverain pour éviter le cumul (I, 13). Mais la manière généreuse dont Charles sut, dans un cas spécial, se départir de ses principes pour laisser jouir le frère de la reine Hildegarde de toutes ses charges nous vaut elle-même un lot d'historiettes relatives à deux autres évêques qui eurent à se louer de sa générosité (I, 14 et 15).

Ces deux prélats étaient des « humbles », dont la vertu fut récompensée ; quelques-uns de leurs confrères furent des « orgueilleux », que l'empereur sut humilier : cette réflexion introduit plusieurs pages (I, 16 à 19) sur un mauvais évêque, vaniteux, avare, gourmand, ambitieux, ignorant, au sujet duquel la verve de notre conteur ne tarit pas. Bientôt même, perdant tout à fait de vue Charlemagne et entraîné par son sujet, il fait défiler devant nous des prélats qui n'eurent avec l'empereur aucun rapport et ne se recommandent à notre attention que par leurs péchés : en voici un qui veut persuader à ses fidèles qu'il est un saint et qu'il fait des miracles (I, 20) ; cet autre se laisse convaincre de rompre le carême sous prétexte de maladie, mais triomphe du démon par la pénitence (I, 21) : un troisième, tenté lui aussi par « l'antique Ennemi de toute justice », succombe au péché de luxure (I, 22) ; la série continue avec un évêque qui spécule sur les denrées et qui d'ailleurs le paie cher, car Satan envoie percer toutes ses barriques de vin (I, 23) ; après quoi vient le tour

d'un évêque italien qui manque de se noyer en punition de sa frivolité (I, 24) et celui d'un fornicateur qui expie son crime par un refroidissement mortel (I, 25).

Des évêques au pape la transition est toute trouvée : le Moine de Saint-Gall n'a garde d'oublier Léon III, ses malheurs et leur suite, c'est-à-dire la venue de Charlemagne à Rome et son couronnement comme empereur (I, 26), — ce qui ramène aussitôt notre pensée vers Aix-la-Chapelle, la capitale de l'empire.

L'évocation de la basilique de cette ville (I, 27) entraîne quelques pages sur diverses escroqueries commises pendant qu'on la construisait : escroqueries d'un abbé chargé de diriger les travaux (I, 28); escroqueries d'un fondeur à qui le souverain avait confié la fabrication d'une cloche et qui substitua dans son alliage de l'étain à l'argent pur qu'il s'était fait remettre pour obtenir soi-disant un meilleur résultat (I, 29); et — après quelques détails sur l'organisation des travaux publics en général (I, 30) — escroqueries d'un « préfet (ou prévôt) de la maison royale », nommé Liutfrid, qui détourna à son profit les sommes destinées à l'entretien des ouvriers (I, 31).

Nous revenons aux mœurs des gens d'Église avec l'histoire d'un diacre qui se livre au péché contre nature, « suivant l'habitude des Cisalpins », et qui en est puni par une mortelle piqûre d'araignée (I, 32), puis (I, 33) avec l'histoire moins banale d'un clerc qui, manquant de piété, est un beau jour volatilisé sous les yeux mêmes du souverain ébahi (*obstupefactus*).

Enfin la mention, que l'auteur a faite dans le chapitre réservé aux vols de Liutfrid, d'un certain manteau très ample porté par Charlemagne, quand il se rendait de nuit à l'église, lui revenant brusquement à l'esprit, l'incite à terminer la première partie de son œuvre par une longue page sur les vêtements de l'empereur.

La deuxième partie n'est pas moins incohérente. On peut croire au début que, fidèle à son programme, le Moine de Saint-Gall y racontera les guerres de Charlemagne ou du moins quelques épisodes de ces guerres; mais il faut déchanter. Il commence bien par une description du camp retranché des « Huns », c'est-à-dire des Avares, et par un rappel de la victoire remportée sur eux par les Francs (II, 1); il fait bien suivre encore ce chapitre de trois courtes anecdotes relatives à de menus incidents survenus, affirme-t-il, durant la guerre de Saxe — la prise d'une forteresse par deux soldats de condition modeste, que Charles récompense princièrement (II, 2), la négligence de deux jeunes nobles qui s'endorment à la porte de la tente royale dont la garde leur a été confiée (II, 3), les exploits de deux bâtards qui se font bravement tuer dans la mêlée plutôt que de

se plier à un service domestique (II, 4); — mais notre auteur perd de vue aussitôt l'histoire militaire. Car la guerre de Saxe lui remet en mémoire un mot de l'empereur de Constantinople, qui osa un jour s'étonner devant des ambassadeurs francs que leur roi perdît son temps à se battre contre des ennemis aussi médiocres que les Saxons (II, 5). Et le voilà du coup entraîné à nous conter quantité d'histoires de diplomates, lesquelles n'ont plus le moindre rapport ni avec les guerres de Saxe ni avec aucune autre guerre.

La première est celle de l'évêque Heiton, un des membres de l'ambassade envoyée à Constantinople : menacé de mort pour avoir, au mépris de l'étiquette byzantine, retourné le poisson qu'on lui avait servi, il dut son salut à sa présence d'esprit et se vengea de son aventure en bernant et en humiliant quelque temps après des ambassadeurs venus de Grèce à la cour carolingienne (II, 6). De la mission de ces derniers, le Moine de Saint-Gall retient deux détails : l'empereur trouva si belle une antienne que, par surprise, il leur entendit chanter dans leur langue qu'il ordonna sans tarder d'en transcrire la musique et d'y adapter des paroles latines; par surprise aussi, les habiles ouvriers du palais carolingien réussirent à leur dérober le secret de la construction des orgues et en fabriquèrent un merveilleux (II, 7). Des ambassadeurs grecs, nous passons tout naturellement à ceux du roi de Perse, qui, après avoir réussi, non sans peine, à rejoindre Charlemagne, furent éblouis par l'empereur, par sa cour, assistèrent — ou plutôt n'osèrent assister — à ses exploits cynégétiques — qu'on nous raconte cependant —, lui offrirent toute sorte de présents et lui avouèrent, pour finir, leur étonnement d'avoir été sur leur passage si mal accueillis par les comtes, les évêques et les abbés, ce qui vaut des châtiments exemplaires à tous ces mauvais serviteurs de la royauté franque (II, 8). — Le chapitre des ambassades se clôt par l'énumération des cadeaux qu'apportèrent à Aix-la-Chapelle les ambassadeurs du « roi d'Afrique » et de ceux que Charles lui-même expédia soit à ce dernier, soit au roi de Perse, lequel, par reconnaissance, n'hésita pas à lui abandonner ses droits souverains sur la Terre Sainte (II, 9).

De plus en plus nous oublions les guerres : car, ayant fait en passant une allusion à Louis le Germanique, le Moine de Saint-Gall ne peut résister au plaisir de dire ce qu'il sait de l'enfance de ce dernier et de la façon dont il fut présenté à Charlemagne, puis de ses vertus et de ses bonnes œuvres, dont à Saint-Gall même on éprouva plus d'une fois les heureux effets (II, 10 et 11).

Il semble un moment que nous revenons au sujet : brièvement

nous trouvons résumées les guerres contre les Danois, dont Charles fit de terribles massacres, « prescrivant de décapiter tous ceux qui dépasseraient la longueur des épées ». Mais le récit tourne court : car l'ordre donné par Charlemagne rappelle un mot prononcé durant les querelles qui ensanglantèrent l'empire carolingien, lorsque des « géants enflés de l'esprit d'orgueil » essayèrent de renverser « le fils de David », c'est-à-dire Louis le Pieux ; et ces complots contre l'autorité de Louis le Pieux rappellent, à leur tour, ceux dont Charlemagne lui-même faillit à deux reprises être la victime de la part des grands et de son bâtard Pépin le Bossu (II, 12).

L'anecdote d'un certain Eishere, originaire de Thurgovie, qui, avec sa lance, embrochait « comme de petites grenouilles » les Bohémiens, les Wiltzes et les Avares par groupes de huit ou neuf (II, 12), nous ramène cependant aux épisodes guerriers et est suivie, en effet, d'un chapitre sur les invasions des « Normands » aux frontières septentrionales de l'empire et sur la mort de leur chef Gotfrid (II, 13). Et ce sont leurs courses maritimes qui provoquent la scène bien connue : Charlemagne versant des larmes à la vue de leurs barques, qui ont failli aborder sur la côte narbonnaise, et à la pensée des maux qu'ils feront endurer après lui à son peuple (II, 14).

Les chapitres suivants ont trait à la conquête de la Lombardie ; toutefois, comme Pépin le Bref a donné sur ce point l'exemple à Charlemagne, deux pages sont réservées à son expédition en Italie et, à ce propos, au combat qu'il livra contre un lion et un taureau pour prouver sa supériorité aux envieux de son armée, qui voulaient rabaisser son mérite, et aussi au combat qu'il livra contre le démon dans de tout autres circonstances (II, 15 et 16). Cette nouvelle parenthèse fermée, le Moine de Saint-Gall peut aborder le récit de l'expédition de Charlemagne, nous peignant d'abord l'effroi du roi lombard Didier à la vue des forces franques qui viennent bloquer sa capitale, puis la prise de la ville, enfin le séjour de Charles en Frioul, où il attend patiemment la mort du patriarche d'Aquilée pour lui donner un remplaçant. Mais comme la maladie du patriarche laisse au roi franc quelque répit, nous assistons entre temps à une partie de chasse qui, poursuivie malgré la pluie, donne lieu elle-même à des incidents burlesques, dont on ne nous fait point grâce (II, 17).

Ces incidents nous font encore oublier les guerres, et de nouvelles digressions viennent se greffer les unes sur les autres : comme Charlemagne a pu braver la pluie et les ronces grâce à la simplicité de son costume, tandis que les seigneurs de sa suite ont eu leurs somptueux vêtements mis en miettes, l'occasion est bonne pour reprendre l'éloge

de Louis le Germanique, qui ne se laissa pas davantage séduire par les fausses richesses et qui, à tout l'or et tout l'argent que lui apportaient un jour des ambassadeurs normands, préféra un beau glaive bien trempé (II, 18). Ces Normands eux-mêmes font penser à l'un d'entre eux qui, sous le règne de Louis le Pieux, pratiquant avec constance l'escroquerie aux cadeaux de baptême, ne put, un jour, contenir son indignation parce que la robe blanche qu'on voulait lui passer, en sa qualité de prétendu néophyte, pour faire à la cuve baptismale sa vingt et unième visite, était moins belle que de coutume (II, 19)...

Et nous ne saurons jamais si notre infatigable conteur a fini par revenir à son sujet, car nos manuscrits s'interrompent brusquement tandis qu'il est en train (II, 20 et 21) de dévider devant nous d'autres histoires sur Louis le Pieux, sur sa perspicacité (*sic*), sa douceur, sa charité, ses largesses.

Tel est, fidèlement résumé, ce livre étrange, monument de désordre et d'incohérence que le Moine de Saint-Gall a élevé à la gloire du grand empereur franc.

* * *

L'analyse qui précède laisse déjà transparaître combien peu de place l'histoire proprement dite tient dans l'ensemble de l'œuvre, ce qui s'explique assez bien quand on considère l'époque à laquelle elle a été composée et les moyens d'information restreints dont disposait l'auteur.

Bien que sa préface ait disparu, nous savons que c'est pour Charles le Gros et à sa demande qu'il a écrit, car il s'adresse à lui plus d'une fois au cours de ses récits, pour vanter par exemple les mérites de « son très religieux » et « très glorieux père » Louis le Germanique[1] ou de « son aïeul » Louis le Pieux[2], ou encore pour lui souhaiter de brillantes victoires sur les Normands[3]; et il lui rappelle au début d'un de ses chapitres qu'il n'a pris la plume que pour se conformer à ses ordres[4]. Il fait, d'autre part, une allusion très nette à la démission de l'abbé de Saint-Gall Hartmut et à sa retraite

1. Moine de Saint-Gall, II, 9, 10 et 17, éd. Jaffé, p. 679 et 695.
2. *Ibid.*, II, 9 et 19, p. 679 et 697.
3. *Ibid.*, II, 14, p. 688.
4. *Ibid.*, I, 18, p. 646 : « Nimium pertimesco, o domne imperator Karole, ne, dum jussionem vestram implere cupio, omnium professionum et maxime summorum sacerdotum offensionem incurram; sed tamen de his omnibus non grandis mihi cura est, si tantum vestra defensione non destituar. »

comme simple moine dans une cellule du couvent[1], ce qui indique qu'il n'a achevé son travail qu'après le 6 décembre 883[2].

Voilà donc un auteur qui, entre décembre 883 et novembre 887, date de la déposition de Charles le Gros, s'est proposé d'écrire tout un livre sur un roi mort depuis près de trois quarts de siècle, pour répondre au désir que le nouvel empereur carolingien avait dû lui exprimer lors d'une visite qu'il fit, nous le savons, à Saint-Gall précisément en décembre 883, à son retour d'Italie[3]. Quel que fût cet auteur, comment, à cette date, pouvait-il réunir les renseignements nécessaires à la rédaction de son volume?

C'est ici qu'interviennent ce vétéran des guerres du VIIIe siècle et ce vieux prêtre dont nous avons déjà dit un mot en débutant. Car c'est au Moine de Saint-Gall lui-même que nous sommes redevables de la tradition qui les concerne. Le guerrier se nomme Adalbert, et notre moine prétend avoir, de mauvaise grâce d'ailleurs, subi mainte fois, lorsqu'il était enfant, l'interminable récit de ses campagnes[4]. Le vieux prêtre se nomme Wérimbert: il est le fils du précédent et sa mort remontait à huit jours seulement, nous affirme-t-on, quand fut achevée la première partie du livre[5]. Nous ne mettrons pas en doute l'existence de ces personnages : car, sans prendre pour argent comptant les détails étonnants de précision — et dont on chercherait en vain la source — fournis par l'*histoire littéraire de la France* au sujet de Wérimbert[6], il n'est pas niable qu'un moine de ce nom

1. Moine de Saint-Gall, II, 10, p. 680 : « Quod adeo verum est, ut, cum fidelis ejus abba noster Hartmutus, *nunc autem vester inclusus*, ei retulerit quod, etc... »

2. Date à laquelle la démission d'Hartmut fut acceptée par Charles le Gros. Voir Ratpert, *Casus S. Galli*, dans les *Monumenta Germaniae historica, Scriptores*, t. II, p. 74, et éd. Meyer von Knonau, *St. Gallische Geschichtsquellen*, II, dans les *Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte* (de Saint-Gall), t. XIII (1872), p. 64.

3. Cf. Böhmer, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, revu par E. Mühlbacher, t. I, 2e éd. (1908), n° 1677^b-c.

4. Moine de Saint-Gall, I, 34, p. 666 : « Sequens vero [libellus] de bellicis rebus acerrimi Karoli ex narratione Adalberti, patris ejusdem Werimberti, cudatur; qui cum domino suo Keroldo et Hunisco et Saxonico et Sclavico bello interfuit et cum valde senior parvulum me nutriret, renitentem et sepius effugientem, vi tandem coactum de his instruere solebat. »

5. *Ibid.*, I, 34, p. 666 : « Sed quia praecipuus eorum [auctorum], Werimbertus, septimo die de hac vita recessit et debemus hodie, id est III die kal. junii, commemorationem illius, orbi filii discipulique, agere, hic fiat terminus libelli istius, qui ex sacerdotis ejusdem ore de religiositate et aecclesiastica domni Karoli cura processit. »

6. *Histoire littéraire de la France*, t. V, p. 603-605.

vivait à Saint-Gall dans la seconde moitié du IXe siècle[1] et il est difficile d'imaginer comment notre auteur aurait pu, dans cette abbaye même, parler de sa mort récente au mépris de la vérité historique. Qu'il ait été le fils d'un certain Adalbert et que cet Adalbert ait pris part aux guerres du temps de Charlemagne, cela n'est pas impossible, quoique la plupart des guerres mentionnées nous reportent à près d'un siècle en arrière. Mais quel profit le nouveau biographe de Charlemagne a-t-il pu tirer de la conversation de ces deux vieillards?

Ayant vécu jusqu'en 883 au moins[2], Wérimbert, qui est censé l'avoir documenté sur « la piété et l'administration ecclésiastique » de son héros[3], ne devait pas posséder sur ce chapitre de souvenirs personnels bien nets et les récits du vaillant Adalbert, écoutés d'une oreille distraite par l'auteur lorsqu'il était tout enfant, avaient eu le temps de subir plus d'une altération. Aussi faut-il y regarder de plus près et se demander dans quelle mesure ces deux garants — Adalbert surtout — ne sont pas cités là uniquement pour inspirer confiance, pour donner du crédit à des histoires dont on aurait peine sans cela à justifier l'origine, un peu comme ce Bertolai de la « chanson » de Raoul de Cambrai, auquel le poète du XIIe siècle tient à faire endosser la paternité des légendes qu'il imagine[4], ou — pour éviter le terrain mouvant des chansons de geste — comme tous ces prétendus contemporains dont les fabricants de vies de saints affirment régulièrement au moyen âge qu'ils se sont bornés à déchiffrer et transcrire les vieux manuscrits que le hasard a mis entre leurs mains[5].

* * *

Afin d'atteindre plus sûrement notre but, nous rechercherons d'abord dans quelle mesure le Moine de Saint-Gall n'a pas eu

1. Otfrid de Wissembourg lui adresse vers 860 son *Livre des évangiles* (voir Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 575; Ebert, *op. cit.*, t. III, p. 122); et le même Wérimbert, sans doute, remplit en 882-883 les fonctions de sacriste du monastère (voir Meyer von Knonau, *St. Gallische Geschichtsquellen*, II, dans les *Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte*, t. XIII, p. 72, liste des dignitaires du chapitre monastique de Saint-Gall).

2. Puisque le Moine de Saint-Gall écrit huit jours après sa mort et, au plus tôt, en 883, comme on l'a vu plus haut.

3. Voir page précédente, n. 5.

4. Cf. Bédier, *les Légendes épiques*, t. II (1908), p. 349-354 et 437-439.

5. C'est ce que dit Hincmar, composant une Vie de saint Rémi, Eude de Glanfeuil, composant une Vie de saint Maur, l'auteur de la Vie de saint Liévin et beaucoup d'autres. Voir Molinier, *les Sources de l'histoire de France*, t. I, p. 113, n° 283; p. 154, n° 534; Halphen, *la Vie de saint Maur*, dans la *Revue historique*, t. LXXXVIII (1905), p. 288-289.

recours à d'autres sources d'information pour les rares faits historiques dont le souvenir est consigné dans son volume.

Il est manifeste en effet que Wérimbert et Adalbert ne lui ont pas tout appris; et il ne peut lui-même dissimuler qu'il a entr'ouvert quelques-uns de ces nombreux livres qui déjà à l'époque où il écrivait s'alignaient sur les rayons de la riche bibliothèque de son monastère[1] : avant de rapporter ce que lui a narré Adalbert — lequel, « comme tous les hommes mêlés au siècle, manquait de culture littéraire », — il croit devoir donner quelques détails rétrospectifs dont il dit en propres termes qu'il les répète « sur la foi d'autres écrivains[2] »; il cite, en outre, plus loin l'*Histoire ecclésiastique* de Bède[3], la Vie de saint Ambroise[4] et fait deux allusions très facilement reconnaissables aux œuvres de Sulpice Sévère sur saint Martin[5]. Mais il s'agit là de simples réminiscences; et il est curieux que

1. Voir les listes d'acquisitions faites au IXe siècle pour le compte de la bibliothèque de Saint-Gall, dans Ratpert, *Casus Sancti Galli*, p. 70 et 72 des *Monumenta Germaniae*, *Scriptores*, t. II, et éd. Meyer von Knonau, *St. Gallische Geschichtsquellen*, II, dans les *Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte* (de Saint-Gall), t. XIII (1872), p. 47-48 et 53-55.

2. Moine de Saint-Gall, II, 1, éd. Jaffé, p. 666-667 : « Ex relatione secularis hominis et in scripturis minus eruditi sermonem hunc facturi, non ab re credimus si *juxta scriptorum fidem* pauca de superioribus ad memoriam revocemus. »

3. *Op. cit.*, II, 16, p. 690 : « Nam de majore Pippino integrum pene librum doctissimus Beda in aecclesiastica procudit historia. »

4. *Op. cit.*, II, 10, p. 680 : « Quod cum Hludowicus imperatori retulisset, ille hujusmodi sententiam promulgavit : Si vixerit puerulus iste, aliquid magni erit. *Quae verba ideo de Ambrosio mutuati sumus*, quia Karolus quae dixit non possunt ex amussim in latinum converti. Nec inmerito *prophetiam de sancto Ambrosio magno accomodaverim Hludowico* quia etc... » Les mots : « Si vixerit puerulus iste aliquid magni erit » sont en effet tirés de la Vie de saint Ambroise par Paulin de Milan, chap. III (dans Migne, *Patrologia latina*, t. XIV, col. 28).

5. Moine de Saint-Gall, II, 11, éd. Jaffé, p. 681 : « Ad orationis studium et devotionem jejuniorum curamque servitii divini supra omnes homines ita erat intentus, ut, exemplo sancti Martini, quicquid aliud ageret, semper quasi praesenti Domino supplicare videretur » = Sulpice Sévère, *Vita Martini*, chap. 26, éd. Halm (*Corpus scriptorum ecclesiasticorum latinorum*), p. 136 : « Numquam hora ulla momentumque praeteriit quo non aut orationi incumberet aut insisteret lectioni, quamquam etiam inter legendum aut si quid aliud forte agebat numquam animum ab oratione laxabat. Nimirum ut fabris ferrariis moris est, qui inter operandum pro quodam laboris levamine incudem suam feriunt, ita Martinus etiam, dum aliud agere videretur, semper orabat. » Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 694 : « Et ipse quidem Karolus habebat pellicium berbicinum non multo amplioris precii quam erat roccus ille sancti Martini quo pectus ambitus nudis brachiis Deo sacrificium obtulisse astipulatione divina comprobatur » = Sulpice Sévère, *Dialogi*, II, 1, éd. Halm (*recueil cité*), p. 181 : « ... bigerricam vestem, brevem atque hispidam, quinque conparatam argenteis... Cum hac igitur oblaturus sacrificium Deo veste procedit. »

de ces auteurs auxquels il renvoie, il n'ait précisément rien ou presque rien tiré. Sa référence à Bède est même si peu exacte[1] qu'on doit craindre qu'il n'ait pas lu cet historien avec beaucoup d'attention.

Par contre, il est des livres qu'il ne cite pas et dont, de toute évidence, il a pourtant fait son profit. Déjà Simson, il y a plus de trente ans, relevait quatre emprunts presque textuels à la Vie de Charlemagne d'Einhard[2], et l'on admet aujourd'hui généralement que le Moine de Saint-Gall ne s'est pas tout à fait privé de ce secours[3]. Il s'en est si peu privé qu'on pourrait l'accuser plus d'une fois d'avoir démarqué son modèle, si cette accusation avait un sens, s'agissant d'un auteur du moyen âge qui, comme tous ses confrères, prenait sans scrupule son bien où il le trouvait. C'est pour avoir lu Einhard qu'il a parlé du rôle joué par le pape Étienne II dans la substitution des Carolingiens au roi mérovingien Childéric[4] : il y a seulement ajouté une erreur nouvelle en appliquant à Charlemagne lui-même ce qu'Einhard écrivait de Pépin le Bref[5]. C'est aussi pour avoir lu Einhard sans le bien comprendre qu'il a parlé un peu plus loin de l' « envie » (*invidia*) que « la gloire des Francs » suscitait chez « les Grecs et les Romains[6] ». Il y est revenu d'ailleurs à propos du couronnement impérial de Charlemagne[7] et s'est inspiré d'Einhard

1. Il fait allusion, on l'a vu plus haut (p. 271, n. 3), à presque tout un livre de l'*Histoire ecclésiastique* de Bède consacré à Pépin l'Ancien, alors que Bède ne parle de Pépin qu'en passant, au cours des chapitres 11 et 12 du livre V.

2. B. Simson, t. II des *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen* (1883), appendice VII, intitulé : « Remarques sur le Moine de Saint-Gall » (p. 612-615).

3. Voir notamment Ebert, *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. III, p. 234; Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 366.

4. Moine de Saint-Gall, I, 10, éd. Jaffé, p. 639 : « ... a beatae memoriae Stephano papa, qui, deposito et decalvato ignavissimo Francorum rege Hilderico, se ad regni gubernacula antiquorum more patrum perunxit. »

5. Einhard, *Vita Karoli*, chap. 1, éd. Holder-Egger, p. 2 : « Gens Meroingorum... usque in Hildricum regem, qui jussu Stephani Romani pontificis depositus ac detonsus atque in monasterium trusus est, durasse putatur. »

6. Moine de Saint-Gall, I, 10, éd. Jaffé, p. 640 : « ... ut semper Graeci et *Romani invidia* Francorum gloriae carpebantur »; Einhard, *Vita Karoli*, 28, éd. Holder-Egger, p. 32 : « *Invidiam* tamen suscepti nominis, *Romanis* imperatoribus super hoc indignantibus, magna tulit patientia. »

7. Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 658 : « Quod... non tamen gratanter suscepit, pro eo quod putaret Grecos, majore succensos invidia, aliquid incommodi regno Francorum machinaturos. » — Ce thème a même tellement plu au Moine de Saint-Gall qu'il l'a appliqué encore à Pépin le Bref lui-même, au livre II, chap. 15, p. 689 : « Ipse vero invidiam Romanorum, immo ut verius loquar Constantinopolitanorum, declinans, mox in Franciam revertitur. »

encore pour dépeindre la « surprise » du roi franc au moment de la cérémonie de l'an 800[1]. Enfin il a également eu la Vie de Charlemagne sous les yeux pour ses chapitres sur la « basilique » d'Aix-la-Chapelle[2] et sur les grands travaux entrepris à la même époque[3], ainsi que pour sa description des vêtements de l'empereur[4].

Mais c'est surtout pour sa seconde partie, celle dont le guerrier Adalbert est censé avoir fourni toute la substance, que la *Vie de Charlemagne* lui a été précieuse. De là vient visiblement le peu qu'il dit de la guerre des Avares, qu'il fait durer huit ans comme Einhard[5], et des guerres de Saxe, auxquelles il déclare, encore avec

1. Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 658 : « Convocavit antistes apostolicus de vicinis partibus quoscumque potuit et coram positis illis et invictis Karoli gloriosissimi comitibus, *nichil minus suspicantem ipsum* pronunciavit imperatorem defensoremque ecclesiae Romanae. Quod cum ille non potuisset abnuere, quia divinitus sic praedestinatum crederet, *non tamen gratanter suscepit...* »; Einhard, *Vita Karoli*, 28, p. 32 : « Quod primo *in tantum aversatus est* ut adfirmaret se eo die, quamvis praecipua festivitas esset, ecclesiam non intraturum *si pontificis consilium praescire potuisset.* »

2. Comparer les passages suivants, entre lesquels il y a un parallélisme indéniable :

Moine de Saint-Gall, I, 28.	Einhard, 26.
Cum strenuissimus imperator Karolus aliquam requiem habere potuit, non ocio torpere sed divinis servitiis voluit insudare, adeo ut in geniali solo *basilicam*, antiquis Romanorum operibus praestantiorem, fabricare propria dispositione molitus, in brevi se compotem voti sui gauderet. *Ad cujus fabricam* de omnibus cismarinis regionibus magistros et opifices omnium id genus artium advocavit.	Religionem christianam, qua ab infantia fuerat imbutus, sanctissime et cum summa pietate coluit ac propter hoc plurimae pulchritudinis *basilicam* Aquisgrani exstruxit... *Ad cujus structuram* cum columnas et marmora aliunde habere non posset, Roma atque Ravenna devehenda curavit.

3. Comparer ce qu'il dit du pont de Mayence (I, 30, p. 661) et ce qu'en dit Einhard (*Vita Karoli*, ch. 17, éd. Holder-Egger, p. 20, et ch. 32, p. 36).

4. Comparer les passages suivants :

Moine de Saint-Gall, I, 34.	Einhard, 23.
Erat antiquorum ornatus vel paratura Francorum : *calciamenta* forinsecus aurata, corrigiis tricubitalibus insignita, *fasciolae crurales* vermiculatae et subtus eas *tibialia* vel coxalia *linea*... Super quae et *fasciolas* in crucis modum... longissimae illae corrigiae tendebantur. Deinde *camisia* clizana; post haec *balteus* spatae colligatus, etc.	Vestitu patrio, id est Francico, utebatur. Ad corpus *camisam* lineam et *feminalibus lineis* induebatur, deinde tunicam quae limbo serico ambiebatur et *tibialia;* tum *fasciolis crura* et pedes *calciamentis* constringebat..., gladio semper accinctus, cujus capulus ac *balteus* aut aureus aut argenteus erat, etc.

5. Moine de Saint-Gall, II, 1, p. 668 : « Quos [Hunos] tamen invictissimus Karolus ita *in annis octo* perdomuit *ut de eis ne minimas quidem reliquias*

ce dernier, que Charles « fut occupé quelquefois par lui-même[1] ». De là vient aussi ce qu'il dit des ambassades envoyées aux extrémités du monde[2], du protectorat de Charlemagne sur les Lieux saints[3], de la guerre menée par son fils Pépin contre les Avares[4], des dévastations des pirates normands et sarrasins[5], des deux complots dirigés contre l'empereur[6]. Il intervertit même l'ordre de ces complots parce que, suivant Einhard de trop près, tout en le lisant distraitement, il place comme lui en premier celui où trempa Pépin le Bossu, bien qu'il ait été postérieur à l'autre, ainsi qu'Einhard avait pris soin de le noter[7]. Son récit de l'invasion et de la mort du Danois Gotfrid rappelle aussi le récit d'Einhard : il a seulement renchéri sur son modèle, à moins qu'il ne l'ait interprété à contre-sens, en faisant tuer Gotfrid non plus par un homme de sa suite (*a proprio satellite*), mais par son propre fils (*filius suus*)[8].

Enfin il y a entre son récit de la campagne de Lombardie et les passages correspondants de la *Vie de Charlemagne* plus d'un point de contact : ainsi, à propos du mariage de Charlemagne avec la fille du roi lombard Didier, il reproduit les termes mêmes dont s'est servi

remanere permiserit »; Einhard, *Vita Karoli*, chap. 13, p. 16 : « Quod [bellum] cum ab his strenuissime fuisset administratum, *octavo tandem anno* completum est. Quot proelia in eo gesta, quantum sanguinis effusum sit, testatur vacua omni habitatore Pannonia et locus in quo regia kagani erat ita desertus *ut ne vestigium quidem in eo humanae habitationis appareat.* »

1. Moine de Saint-Gall, II, 2, p. 668 : « In bello autem Saxonico, cum *per semet ipsum* aliquando fuisset occupatus... »; Einhard, *Vita Karoli*, chap. 8, p. 11 : « Hoc bello... *ipse* non amplius cum hoste quam bis acie conflixit », et, au point de vue de la forme, chap. 13, p. 15 : « Unam tamen *per se* in Pannoniam... expeditionem fecit. » — Comparer aussi le Moine de Saint-Gall, II, 5, p. 669 : « Cumque missorum primus alias omnia pacata referret, nisi quod gens quaedam, qui Saxones vocitantur, creberrimis latrociniis Francorum fines inquietarent... », et Einhard, chap. 7, p. 9 : « Suberant et causae quae cotidie pacem conturbare poterant, termini videlicet nostri et illorum poene ubique in plano contigui praeter pauca loca in quibus... caedes et rapinae et incendia vicissim fieri non cessabant. »

2. Moine de Saint-Gall, II, 5, p. 669; Einhard, chap. 16, p. 19.

3. Moine de Saint-Gall, II, 9, p. 678; Einhard, chap. 16, p. 19.

4. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 652; Einhard, chap. 13, p. 15.

5. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 682 : « ... latrocinia *pyraticamque* Northmannorum sive Maurorum »; Einhard, chap. 14, p. 17 : « ... Nordmannos... *pyraticam* exercentes », et chap. 17, p. 21 : « ... Mauros nuper *pyraticam* exercere adgressos. »

6. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 683-686; Einhard, chap. 20, p. 25-26.

7. Einhard, *loc. cit.* : « Facta est et alia *prius* contra eum in Germania valida conjuratio. » Le mot *prius* a échappé au Moine de Saint-Gall.

8. Moine de Saint-Gall, II, 13, p. 687; Einhard, chap. 14, p. 17.

Einhard[1] et, quand on le voit[2] conduire Charlemagne directement en Frioul à la suite de la prise de Pavie, contrairement à la vérité historique[3], on ne peut s'empêcher de se rappeler qu'Einhard, lui aussi[4], a négligé de marquer un intervalle entre ces faits[5].

Il ne suffit donc pas de dire avec Simson que le Moine de Saint-Gall a connu la *Vie de Charlemagne* d'Einhard; il faut ranger délibérément cet ouvrage au nombre de ceux qu'il a utilisés, et largement utilisés, pour se documenter sur l'histoire de son héros.

On en peut citer d'autres encore dont il n'a pas davantage cru devoir nous entretenir et qu'il a cependant mis à contribution. C'est le cas des *Annales royales*, que l'on trouve d'ailleurs transcrites avec la *Vie de Charlemagne* au début de la plupart de nos manuscrits du Moine de Saint-Gall[6]. Plusieurs des détails précis fournis par ce dernier sur les ambassades reçues à la cour carolingienne ont été extraits de ce texte[7], plus ou moins enjolivé ou déformé. Par exemple, énumérant les cadeaux apportés de Perse à l'empereur

1. Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 691 : « ... *filiam Desiderii Longobardorum principis duxit uxorem* »; Einhard, chap. 18, p. 22 : « Deinde cum... *filiam Desiderii regis Langobardorum duxisset uxorem...* »

2. Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 693.

3. Il s'écoula en réalité près de deux ans entre ces deux faits. Voir Böhmer et Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, t. I, 2e éd. (1908), nos 163*b* et 200*c*.

4. Einhard, chap. 6, p. 8, l. 24.

5. A noter également chez le Moine de Saint-Gall, II, 6, p. 671, l'expression « per alpes et invia », qui pourrait être une réminiscence d'Einhard, chap. 6, p. 9 : « ... quam difficilis *Alpium* transitus fuerit quantoque Francorum labore *invia* montium juga et... cautes superatae sint... »

6. Ce sont les manuscrits E6, E7, E7*a*, E7*b*, E7*c*, E7*d*, E7*e*, E7*f* de l'édition Kurze des Annales royales (*Annales regni Francorum*, p. XIII-XIV), c'est-à-dire — pour les années antérieures à 802 — des manuscrits de la version remaniée dite *Annales Einhardi*.

7. C'est dans les Annales royales, année 811 (éd. Kurze, p. 133), que le Moine de Saint-Gall a dû prendre les noms des ambassadeurs francs — le comte Hugue et l'évêque Heiton — dont il parle au chapitre 6 du livre II (p. 671-672). L'empereur byzantin, ajoute-t-il, envoya à son tour des ambassadeurs : « direxit... legatarios suos » (*ibid.*, p. 671), ce qui correspond à une phrase où l'annaliste (ann. 812, éd. Kurze, p. 136) dit de cet empereur : « suos legatos direxit ». Au chapitre 8 du même livre, toutes les indications relatives aux provinces parcourues par les ambassadeurs persans, à leur arrivée à Aix-la-Chapelle avant Pâques, à l'envoi d'un éléphant fait par Haroun al Rachid, semblent le résultat d'un amalgame plus ou moins heureux des renseignements fournis par les Annales (ann. 801 et 802, éd. Kurze, p. 114 et 117). Au chapitre 9 (p. 677), pour l'ambassade envoyée par le « roi d'Afrique », le Moine de Saint-Gall procède encore, selon toute vraisemblance, de l'année 801 des Annales (éd. Kurze, p. 116).

franc, notre auteur, tout en reproduisant une partie de la liste des Annales, y a intercalé de deux en deux, avec une surprenante régularité, quelques indications complémentaires, parlant « de baume, *de nard*, d'onguents, *d'épices*, de parfums, *de médicaments* », là où son modèle parle seulement « de baume, d'onguents et de parfums[1] ». Sur le complot dirigé par Pépin le Bossu[2], les *Annales royales*, sous leur forme dernière (*Annales Einhardi*)[3], ont dû lui fournir l'indication du lieu où résidait le roi (Ratisbonne) et celle du clerc Fardulf, qui dénonça les conjurés[4]. Leur influence se manifeste aussi dans le récit de l'expédition préparée contre le Danois Gotfrid et de l'épizootie qui décima le bétail destiné au ravitaillement de l'armée[5]. Elle apparaît mieux encore dans les chapitres consacrés aux guerres d'Italie : c'est à ces Annales (toujours dans la version remaniée, dite *Annales Einhardi*) que le Moine de Saint-Gall doit le peu qu'il sait des interventions de Pépin le Bref contre le roi lombard Astolf[6] ; et s'il fait aller le premier roi carolingien « en oraisons » à Rome, c'est qu'il lui a appliqué par erreur ce que les Annales disent, dans les mêmes termes, de son fils Charlemagne[7]. Enfin l'on peut croire que le texte de l'annaliste n'a pas été sans lui fournir quelques détails pour son tableau du siège de Pavie[8].

1. Annales royales, ann. 807 (éd. Kurze, p. 123) : « Odores atque unguenta et basalmum » ; Moine de Saint-Gall, II, 8, p. 676 : « Opobalsamum, *nardum*, urguentaque varia, *pigmenta*, odoramenta *vel medicamenta diversissima.* » Le Moine de Saint-Gall parle aussi d'un éléphant, par confusion avec l'éléphant que ramena de Perse le juif Isaac et dont il est question dans les Annales sous l'année 802. Fidèle à son habitude, il y ajoute l'indication supplémentaire d'autres animaux rares chez les Occidentaux : des singes.

2. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 683-684.

3. C'est cette version d'ailleurs, on l'a vu (page précédente, n. 6), qui est transcrite dans les manuscrits du Moine de Saint-Gall.

4. *Annales regni Francorum*, ann. 792, éd. Kurze, p. 91.

5. Moine de Saint-Gall, II, 13, p. 687 ; *Annales regni Francorum*, ann. 810, p. 131-132.

6. Comparer les passages suivants :

Moine de Saint-Gall, II, 13.	*Annales Einhardi.*
Longobardis vel caeteris hostibus *Romanos infestantibus*, miserunt legatos suos ad eundem Pippinum ut *propter amorem sancti Petri* sibi quantocius in auxilium venire dignaretur.	753... Stephanus papa venit ad Pippinum regem... suggerens ei ut se et *Romanam* ecclesiam *ab infestatione Langobardorum* defenderet.
	755. Pippinus... *propter justitiam beati Petri*... exigendam Italiam... ingreditur.

7. Moine de Saint-Gall, II, 15, p. 689 : « Qui, absque mora subjugatis hostibus, *orationis* tantum *gratia Romam* victor *ingreditur* » ; *Annales regni Francorum*, ann. 774, éd. Kurze, p. 39 : « *Orandi gratia Romam profiscicitur.* »

8. Comparer notamment les expressions dont se sert le Moine de Saint-Gall

A la lecture des *Annales royales*, il a joint celle des *Annales de Lorsch* — ou *Annales Laureshamenses* — dont l'utilisation est évidente dans le chapitre relatif aux malheurs du pape Léon III : de part et d'autre, le soulèvement des Romains est attribué à l' « envie » (*invidia*) et l'échec de leur tentative pour aveugler le souverain pontife est rapporté en termes presque identiques[1]. De même, le Moine de Saint-Gall n'a eu qu'à transposer une phrase de l'annaliste de Lorsch pour écrire celle où il représente l'attribution à Charlemagne du titre impérial en l'année 800 comme une consécration toute naturelle d'un état de choses qui faisait déjà du roi franc, à cette date, un véritable empereur moins le nom[2]. Et, quand il parle

(II, 17, p. 691) pour indiquer que Didier s'enferme dans Pavie (« ipseque in muris Ticinensibus se concludens ») et celles dont se sert l'annaliste (ann. 773, éd. Kurze, p. 37 : « Desiderium regem... Ticeno inclusum obsedit »). Cf. les Annales, ann. 774, p. 39.

1. Comparer les passages suivants du Moine de Saint-Gall (I, 26, p. 656 et 658) et des *Annales Laureshamenses*, ann. 799 et 800 (*Monum. Germaniae*, *Scriptores*, t. I, p. 37-38 :

Moine de Saint-Gall.	*Annales Laureshamenses.*
Unde contigit ut quidam illorum, *invidia cecati*, sanctae recordationis Leoni papae... mortiferum crimen imponentes, *eum cecare fuissent aggressi. Sed divino nutu* conterriti sunt et retracti, ut nequaquam oculos ejus eruerent...	800... non propter aliam justitiam sed *per invidiam* eum condemnare volebant [Romani]... 799... *voluerunt eruere oculos ejus* et eum morti tradere. *Sed juxta Dei dispositionem* malum quod inchoaverunt non perficerunt.
Innocentiam vero beati Leonis papae ita donator et restitutor *sanitatis* approbavit Dominus ut...	800... dabant laudem Deo quia ipsum apostolicum Leonem et *sanum* in corpore et in anima custoditum meruerunt habere.

2. Comparer les passages suivants du Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 657, et des *Annales Laureshamenses*, ann. 801 (*Monumenta Germaniae*, *Scriptores*, t. I, p. 38) :

Moine de Saint-Gall.	*Annales Laureshamenses.*
... *tunc sanctus ille* [*papa*], divinam constitutionem secutus : ut qui jam re ipsa rector et imperator plurimarum erat nationum, *nomen quoque imperatoris, caesaris* et augusti apostolica auctoritate gloriosus assequeretur, invictum Karolum Romam venire postulavit...	... *tunc visum est ipso apostolico Leoni*... ut ipsum Carolum... *imperatorem nominare* debuissent, qui ipsam Romam tenebat, ubi semper *caesares* sedere soliti erant, seu reliquas sedes quas ipse per Italiam seu Galliam necnon et Germaniam tenebat... Ideo justum eis esse videbatur ut ipse... *ipsum nomen haberet.*

Le Moine de Saint-Gall a dû, en outre, rapprocher le passage de l'annaliste de Lorsch de celui où l'auteur des Annales royales remaniées (ann. 749, éd. Kurze, p. 9) parle de l'attribution faite à Pépin le Bref du titre de roi par l'autorité (*auctoritate*) du pape Zacharie : il emploie, lui aussi, l'expression *apostolica auctoritate*. — Comparer également ce que dit le Moine de Saint-Gall

dans la seconde partie de son livre de la distribution du trésor des Avares au profit « des évêchés et des monastères » du royaume carolingien, on ne voit pas, en dehors de ces mêmes annales, où il aurait pu trouver des indications aussi précises[1].

Sur les affaires d'Italie, il a dû puiser sa science ailleurs. Il y a notamment des analogies trop marquées de forme et de fond entre son récit de la prise de Pavie « sans effusion de sang » et quelques lignes d'une lettre adressée vers 775 à Charlemagne par un certain Catulf pour qu'on puisse douter d'un emprunt textuel[2]. Pour ce même épisode, il est difficile d'admettre qu'il ait réussi, sans avoir recours au *Liber pontificalis*[3], à se procurer les renseignements qu'il donne sur Ogier, ce transfuge de la cour carolingienne qui, aux côtés de Didier et du haut de la tour la plus élevée de Pavie, est censé avoir assisté à l'arrivée des troupes franques devant la capitale lombarde. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait lu attentivement l'historien pontifical, car il aurait vu, à le mieux lire, qu'Ogier s'était en réalité enfui à Vérone[4]. Mais il n'était pas à une altération près de la vérité, et il a pu fort bien modifier les faits de propos délibéré pour avoir l'occasion d'écrire la scène dramatique dont, en cet endroit de son œuvre, le personnage d'Ogier est le principal acteur. D'autre part, s'il n'avait pas eu le *Liber pontificalis* entre les mains, s'expliquerait-on la provenance des détails qu'il donne ailleurs sur l'arrestation et le châtiment des assassins du pape Léon III[5]?

(p. 658) de l'impossibilité où Charlemagne se trouva de refuser le titre impérial (« Quod cum ille non potuisset abnuere, etc. ») à ce qu'en dit l'annaliste de Lorsch (« Quorum petitionem ipse rex Karolus denegare noluit, etc. »).

1. Moine de Saint-Gall, II, 1, p. 668; *Annales Lauresh.*, ann. 795, éd. cit., p. 36.

2. Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 693 : « Postera vero die quanta facilitate... *absque cruoris effusione*, sola tantum industria, civitatem superaverit, ceperit, possederit... »; lettre de Catulf, dans Jaffé, *Monum. Carolina*, p. 337, et *Monum. Germaniae, Epistolae Karol.*, t. II, p. 502 : « Opulentissimam quoque civitatem etiam Papiam cum rege *sine cruoris effusione* et insuper cum omnibus thesauris ejus adprehendisti. »

3. *Liber pontificalis*, éd. L. Duchesne, t. I, p. 488 et 493 (Vie du pape Hadrien). Le nom d'Ogier est donné sous la forme *Autcarius* par le biographe pontifical.

4. *Ibid.*, p. 495. — Ce ne sont cependant pas les bévues commises par le Moine de Saint-Gall au cours de ce récit qui sont de nature à faire écarter l'hypothèse d'un recours au *Liber pontificalis*, quoi qu'en pense M. Bédier (*les Légendes épiques*, t. II, p. 315) : on a déjà vu plus haut de quelle façon Einhard et les annales ont été utilisés.

5. Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 658 : « Omnes itaque comprehensos vel diversis mortibus vel inremeabilibus dampnavit exiliis »; *Liber pontificalis*, t. II, p. 8 (Vie de Léon III) : « Qui dum tales crudeles et iniquos eos piissimus impe-

Disons, en outre, qu'on a toutes raisons de croire qu'il a connu le texte même du serment prononcé en l'an 800 par ce dernier pour répondre à ses accusateurs, car il en a reproduit — non sans les modifier — les données essentielles[1].

Voilà bien des lectures déjà pour un conteur que n'arrêtaient guère les scrupules historiques. Et pourtant nous sommes loin d'avoir épuisé la liste des textes qu'il a consultés. Simson[2] relevait jadis chez lui, à propos de la réforme du chant d'Église par Charlemagne, l'emploi de deux passages du traité de Walahfrid Strabon sur l'organisation du culte chrétien (*De exordiis et incrementis quarumdam in observationibus ecclesiasticis rerum*[3]), dont, du reste, l'abbaye de Saint-Gall possédait dès le IXe siècle un manuscrit au moins[4] : et il est possible que les quelques mots insérés au début de l'ouvrage sur la décadence des lettres avant Charlemagne

rator cognovisset, in exilio partibus Franciae misit. » — Rapprocher aussi ces deux expressions : « eum cecare fuissent aggressi » (Moine de Saint-Gall, p. 656) et « ipsum penitus caecare conati sunt » (*Liber pontif.*, t. II, p. 4).

1. Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 656 : « Unde contigit ut quidam illorum... *mortiferum crimen imponentes*, eum cecare fuissent aggressi »; p. 657 : « In haec verba juravit : Sic in *die magni judicii* sim particeps evangelii, sicut immunis sum *criminis*, falso mihi ab istis objecti »; serment du pape Léon, dans Jaffé, *Monum. Carol.*, p. 378-379 : « ... homines mali... *miserunt super me gravia crimina*... Purgo me... quia istas *criminosas* et sceleratas res, quas mihi objiciunt nec perpetravi nec perpetrare jussi; testis mihi est Deus in *cujus judicium venturi sumus*, etc. »

2. Au t. II des *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen* (1883), p. 614.

3. Comparer les passages suivants du Moine de Saint-Gall, I, 4, p. 633, et I, 10, p. 639, et de Walahfrid Strabon, *De exordiis et incrementis*, dans les *Monum. Germaniae, Capitularia*, t. II, p. 515 et 508 :

Moine de Saint-Gall.	Walahfrid Strabon.
... in capellam suam assumpsit; quo nomine Francorum reges propter cappam sancti Martini, quam secum propter sui tuicionem et hostium oppressionem jugiter ad bella portabant, sancta sua appellare solebant.	Dicti sunt autem primitus cappellani a cappa beati Martini, quam reges Francorum ob adjutorium victoriae in proeliis solebant secum habere, quam ferentes et custodientes cum ceteris sanctorum reliquiis clerici cappellani coeperunt vocari.
... Karolus... omnes provincias... in laudibus divinis, hoc est in cantilenae modulationibus ab invicem dissonare perdolens, a beatae memoriae Stephano papa... aliquos carminum divinorum peritissimos clericos impetrare curavit.	Cantilenae vero perfectiorem scientiam quam jam pene tota Francia diligit, Stephanus papa cum ad Pippinum patrem Karoli Magni imperatoris in Franciam... venisset, per suos clericos petente eodem Pippino invexit.

4. Voir *Monum. Germaniae, Capitularia*, t. II, p. XXX, et Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 315.

aient été inspirés par la préface que le même Walahfrid avait écrite pour son édition de la *Vie de Charlemagne* d'Einhard[1].

Mais Walahfrid avait passé trop brièvement sur l'épisode de l'introduction du chant grégorien dans les églises franques pour que le Moine de Saint-Gall ne fût pas tenté d'aller chercher ailleurs un supplément d'information. Aussi ne s'est-il pas privé du secours que lui offrait la *Vie de Grégoire le Grand*, achevée peu d'années auparavant[2] par Jean Diacre et où il pouvait lire toute une page sur ce sujet[3]. Il l'a non seulement lue; il y a non seulement pris l'idée d'attribuer à Charlemagne une réforme dont l'initiative remontait en réalité à Pépin le Bref[4], ainsi que Walahfrid Strabon l'avait correctement indiqué; mais il y a pris aussi l'idée de faire de l'église de Metz la dépositaire de la saine tradition[5], et plusieurs de ses expressions rappellent même d'assez près celles de son modèle[6]. Seul est bien de son crû l'anachronisme un peu fort qui lui fait placer sur le siège épiscopal de Metz au temps de Charlemagne l'évêque Drogon[7], dont la promotion n'eut lieu qu'en 823[8].

C'est à tort aussi qu'on a souvent cité comme originaux les ren-

1. Moine de Saint-Gall, I, 1, p. 631; préface de Walahfrid Strabon, dans Einhard, *Vita Karoli*, éd. Holder-Egger, p. XXVIII.

2. En 875. Voir Manitius, *op. cit.*, p. 691.

3. Jean Diacre, *Vita Gregorii Magni*, II, 9-10, dans Migne, *Patrologia latina*, t. LXXV, col. 91-92.

4. Cf. Abel et Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. II, p. 277.

5. Moine de Saint-Gall, I, 10, p. 640 : « ... alterum vero, petente filio suo Truogone episcopo Metensi, ad ipsam direxit aecclesiam. Cujus industria non solum in eodem loco pollere, sed etiam per totam Franciam in tantum coepit propagari, ut nunc usque apud eos qui in his regionibus latino sermone utuntur, aecclesiastica cantilena dicatur Metensis, apud nos vero qui teutonica sive teuthisca lingua loquimur, Mette, vel secundum grecam derivationem usitato vocabulo Mettisca nominetur »; Jean Diacre, *loc. cit.* : « Mox itaque duos suorum industrios clericos Adriano tunc episcopo dereliquit, quibus tandem satis eleganter instructis, Metensem metropolim ad suavitatem modulationis pristinae revocavit et per illam totam Galliam suam correxit, etc... Denique usque hodie quantum Romano cantui Metensis cedit, tantum Metensi ecclesiae cedere Gallicanarum ecclesiarum Germaniarumque cantus ab his qui meram veritatem diligunt comprobatur. »

6. Moine de Saint-Gall, I, 10, p. 639 : « Karolus... omnes provincias immo regiones vel civitates in laudibus divinis, hoc est in cantilenae modulationibus ab invicem *dissonare perdolens*... »; Jean Diacre, *loc. cit.* : « Carolus... *dissonantia* Romani et Gallicani cantus Romae *offensus*. » — Moine de Saint-Gall, *ibid.* : « ... *peritissimos clericos* impetrare curavit »; Jean Diacre, *ibid.* : « ... duos suorum *industrios clericos*... dereliquit. »

7. Voir le texte cité note 5.

8. Cf. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. III, p. 58, et Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II, p. 728.

seignements qu'il a rassemblés sur le compte d'Alcuin et de ses disciples[1] : il lui a suffi d'ouvrir l'ancienne biographie de l'illustre abbé[2] pour y recueillir tous les détails qu'il nous donne; et là encore on retrouve sous sa plume quelques-unes des expressions de son devancier[3]. Il l'a d'ailleurs utilisé avec sa légèreté habituelle et a bravé les vraisemblances[4] jusqu'à faire d'Alcuin « un disciple du très docte Bède », quand le biographe anonyme dit plus justement qu'il a été l'élève « d'Egbert, disciple du très docte Bède »[5]. Puis, généralisant à l'excès, il a tiré d'une phrase du biographe relative aux abbayes attribuées par Charlemagne à des disciples d'Alcuin lui-même[6] qu'à deux exceptions près *tous ces disciples* reçurent soit des évêchés, soit des abbayes[7] !

De même, il a trouvé les éléments principaux de ses chapitres sur Louis le Pieux (II, 19-21) dans la biographie de cet empereur composée par Thégan[8] et dont l'abbaye de Saint-Gall possédait une copie dès le temps de l'abbé Grimald (841-872)[9]. Et c'est sans doute la relation, aujourd'hui malheureusement perdue, que l'évêque Heiton avait écrite[10] de son ambassade à Constantinople en 811, qui a servi

1. Moine de Saint-Gall, I, 2 et 9.

2. *Vita Alcuini*, chap. 1 à 10, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. C, col. 91-101.

3. Moine de Saint-Gall, I, 2 : « *Albinus* quidam de natione *Anglorum* »; Vie d'Alcuin, ch. 1 : « *Albinus*, nobilis gentis *Anglorum* exortus prosapia. » — Moine de Saint-Gall, I, 2 : « *discipulus doctissimi Bedae* »; Vie d'Alcuin, chap. 2 : « *Bedae doctissimi discipulo* Hecberto traditur. » — Moine de Saint-Gall, I, 2 : « Quem... secum retinuit... adeo ut... ipsum *magistrum* suum appellari voluisset »; Vie d'Alcuin, chap. 6 et 10 : « Quem Carolus... alloquitur : Sunt nobis, *magister* eximie, etc... Domine *magister*, etc. »

4. Bède mourut à une date qu'on s'accorde d'ordinaire à fixer à 735 (cf. Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 74), alors qu'Alcuin venait à peine de naître (Manitius, *op. cit.*, p. 273, place sa naissance « vers 730 »; Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II, p. 119, et d'autres auteurs « vers 735 »).

5. Passages cités plus haut, note 3.

6. Vie d'Alcuin, chap. 14, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. C, col. 99.

7. Moine de Saint-Gall, I, 9, p. 638. — Voir quelques preuves du contraire dans Hauck, *op. cit.*, t. II, p. 144, n. 1.

8. Il fait l'éloge de la piété de Louis le Pieux (« orationibus, scilicet elemosinis... insudabat », II, 20) à peu près dans les termes dont se sert Thégan à propos de Charlemagne (*Vita Hludowici imperatoris*, 7, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 592) : « ... nihil aliud coepit agere nisi in orationibus et elemosinis vacare. » Il loue comme lui (chap. 3 et 19) la charité de l'empereur (II, 21). Le nom de l'évêque Anselme, qui trahit la confiance de Louis le Pieux (II, 20), provient sans doute aussi de Thégan, chap. 22.

9. Cf. Manitius, *op. cit.*, p. 655.

10. L'existence en est attestée au XIe siècle par Hermann de Reichenau, dans sa chronique (*Monum. Germaniae, Scriptores*, t. V, p. 102).

de point de départ à l'histoire fantaisiste qui remplit tout un chapitre (II, 6) de la deuxième partie.

Il ne faudrait pas non plus trop se hâter de qualifier d'inédites les anecdotes dont le Moine de Saint-Gall n'a pu puiser l'inspiration dans les textes précédents. De plusieurs sans doute on finira par découvrir la source, et pour quelques-unes cette recherche a déjà abouti. Ainsi, Gaston Paris a déjà reconnu il y a plus de cinquante ans[1] dans l'histoire de la décapitation des Danois dont la taille dépassait la longueur d'une épée[2] une vieille légende que le moine de Saint-Gall avait trouvée appliquée à Clotaire II dans les *Gesta regum Francorum* ou dans les *Gesta Dagoberti* ou encore dans la Vie de saint Faron[3]. De même, tous les commentateurs ont observé depuis longtemps qu'il lui a suffi de transposer une anecdote rapportée par Tite Live, par Valère Maxime et bien d'autres au sujet de Tarquin le Superbe[4] pour conter comment Pépin le Bossu, en arrachant des mauvaises herbes dans des carrés de légumes, fit connaître à Charlemagne son sentiment touchant le sort qu'il convenait de réserver à des conjurés dont le complot avait été découvert[5].

On aurait pu rapprocher aussi de l'histoire connue des chiens envoyés à Alexandre le Grand par le roi d'Albanie[6] celle de ces chiens dont, au dire du Moine de Saint-Gall, Charlemagne fit présent au roi de Perse et qui, comme leurs prototypes de l'antiquité, n'hésitèrent pas à égorger le lion contre lequel on les lâcha[7].

D'autres anecdotes semblent n'être que le développement de brèves

1. Gaston Paris, *Histoire poétique de Charlemagne* (1865), p. 443.

2. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 683 : « ... ita omnes humiliavit ut etiam pueros et infantes ad spatas metiri praeciperet et quicumque eandem mensuram excederet capite plecteretur. »

3. *Gesta regum Francorum*, 41, dans les *Mon. Germaniae, Scriptores rerum merovingicarum*, t. II, p. 314; *Gesta Dagoberti*, 14, *ibid.*, p. 405; *Vita Faronis*, 77, *ibid.*, t. V, p. 193.

4. Tite Live, I, 54; Valère Maxime, VII, 4.

5. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 685.

6. Pline, *Hist. natur.*, VIII, 40; Solin, 16.

7. Moine de Saint-Gall, II, 9, p. 677-678. — Le Moine de Saint-Gall cite ailleurs (II, 15) un autre trait de la légende d'Alexandre le Grand (« Non audistis quid fecerit... brevissimus Alexander procerissimis satellitibus suis? ») ; mais on ne sait de quel texte il procède ici. Ce trait ne correspond à rien ni dans Quinte Curce ni dans Julius Valerius ni dans la légende française d'Alexandre le Grand. Cf. Paul Meyer, *Alexandre le Grand dans la littérature française du moyen âge* (1886, 2 vol.), et Gaston Paris, *la Légende de Pépin « le Bref »* (*Mélanges de littérature française du moyen âge*, publ. par M. Roques, p. 189, n. 1).

indications données dans des textes dont nous avons déjà constaté l'emploi : l'opposition faite à Pépin le Bref par ses vassaux durant la campagne contre le roi lombard Astolf et qui sert de prétexte à l'anecdote du lion et du taureau, que le vaillant petit roi pourfend tranquillement d'un seul coup d'épée[1], est en germe dans une phrase de la *Vie de Charlemagne*, où Einhard signale la mauvaise volonté opposée par les grands aux desseins du souverain et leurs menaces de désertion[2]. Un autre passage de la *Vie de Charlemagne*, où les pirateries exercées par les Sarrasins sur la côte de Narbonnaise sont rappelées en même temps que celles des Normands sur les côtes septentrionales du royaume[3], a pu suffire à suggérer la scène où l'empereur est censé s'émouvoir à la vue des barques normandes qui ont failli atteindre ce même littoral... narbonnais, au grand scandale de l'empereur et au grand étonnement des historiens modernes[4].

Que de faits, que d'anecdotes, dont le Moine de Saint-Gall ne tenait le récit ni de Wérimbert ni d'Adalbert — ce guerrier plus accoutumé, lui du moins, à piller l'ennemi qu'à piller les livres de ses contemporains!

1. Moine de Saint-Gall, II, 15, p. 689.

2. Einhard, *Vita Karoli*, 6, éd. Holder-Egger, p. 8 : « Quod [bellum] prius quidem et a patre ejus [Pippino]... cum magna difficultate susceptum est, quia quidam e primoribus Francorum, cum quibus consultare solebat, adeo voluntati ejus renisi sunt ut se regem deserturos domumque redituros libera voce proclamerent. » — On n'a pas retrouvé jusqu'alors le prototype de l'épisode du combat livré contre le lion et le taureau. M. Pio Rajna (*le Origini dell' epopea francese*, 1884, p. 461) le rapproche de celui que Peredeus, au dire de Paul Diacre (*Historia Langobardorum*, II, 30), livra à Constantinople, sous les yeux de l'empereur byzantin, contre un lion lâché dans le cirque; mais les deux épisodes ne se ressemblent guère. Les chroniqueurs du moyen âge en rapportent bien d'autres du même genre, qui mériteraient tout autant d'être cités (par exemple Frédégaire, à propos de l'empereur Héraclius). Aussi ne nous croyons-nous pas plus que Gaston Paris (*la Légende de Pépin « le Bref »*, *loc. cit.*, p. 188 et suiv.) en état de résoudre la question.

3. Einhard, *Vita Karoli*, 17, éd. Holder-Egger, p. 21.

4. Moine de Saint-Gall, II, 14, p. 687-688. — Dans cette scène on a relevé depuis longtemps une confusion curieuse entre le nom de Charlemagne et celui de son aïeul Charles « Martel » (« Nam comperto Northmanni quod ibidem esset, ut ipsi eum nuncupare solebant, Martellus Karolus... »). Cette confusion a été faite, on le sait, très souvent dans la suite, notamment par les poètes des chansons de geste (cf. G. Paris, *Hist. poétique de Charlemagne*, p. 438 et suiv.; P. Rajna, *op. cit.*, p. 200); mais rien ne permet d'en conclure avec Ebert (*Hist. de la littérature du moyen âge en Occident*, t. III, p. 235) et d'autres que la tradition épique fût déjà formée. Cette confusion n'est d'ailleurs pas plus extraordinaire de la part du Moine de Saint-Gall que celles qui lui ont fait attribuer à Charlemagne des actes imputables à son père ou inversement.

*
* *

Qu'ont donc raconté à notre auteur ces témoins ou prétendus témoins?

Une fois défalqués les quelques renseignements précis extraits des textes que nous venons d'énumérer, il reste bien peu de chose — sur l'histoire de Charlemagne tout au moins : car il est digne de remarque que le Moine de Saint-Gall ne laisse pas échapper une occasion de s'évader de cette histoire, et sous les prétextes les plus futiles, on l'a vu, de dissimuler son ignorance en nous contant tout ce qu'il sait de personnages qui n'ont rien de commun avec Charlemagne lui-même[1]. Et dans cette portion de l'ouvrage dont nous n'avons pas réussi à découvrir les sources — que d'autres découvriront peut-être — quel entassement d'invraisemblances, d'erreurs ou d'anachronismes dont, à coup sûr, ni Wérimbert ni Adalbert ne sauraient être tenus pour responsables!

Une des séries d'anecdotes qui occupent le plus de place dans la première partie[2] vise un mauvais évêque qui, à lui seul, collectionna un nombre respectable de péchés capitaux : vanité, avarice, ambition, gourmandise, sans compter une ignorance telle qu'il était tout à fait hors d'état de prêcher, et quelques autres défauts encore. Or le Moine de Saint-Gall, qui d'habitude reste dans le vague — un vague prudent — touchant la personnalité des clercs qu'il flétrit, a cru devoir faire ici une exception : sans donner de nom, il désigne le siège épiscopal occupé par ce peu recommandable prélat, en disant qu'il est « le premier de Germanie »[3]. Il s'agit donc de Mayence. Comme une des scènes principales où paraît ce triste héros se passe au temps de la guerre contre les Avares, le doute n'est pas possible : de 787 à 813, un seul archevêque a occupé le siège primatial de Germanie, et cet archevêque était Riculf[4] — Riculf, c'est-à-dire non pas un inconnu, mais justement un des prélats les plus en vue de cette époque, un des mieux en cour, un de ceux qui jusqu'au bout jouit de la confiance du souverain et ne cessa de la mériter par ses services, un de ceux aussi qui faisaient partie du cercle de lettrés dont Charlemagne aimait à s'entourer, un des correspondants habituels

1. Nous sommes même loin d'avoir signalé toutes ces digressions dans l'analyse sommaire de l'œuvre présentée plus haut.

2. Moine de Saint-Gall, I, 16-19, p. 644-649.

3. « Non contentus episcopatu, quem *in prima sede Germaniae* retinet... » (I, 17, p. 646).

4. Cf. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. III, p. 160; Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II, p. 719.

d'Alcuin[1], bref l'homme qui, certes, répond le moins au signalement donné par le Moine de Saint-Gall. Pour une fois où il s'avisait de fournir des précisions, il était difficile de tomber plus mal[2].

Il en a fourni aussi, il est vrai, au sujet d'un autre évêque, celui qui, sans être aucunement un modèle de sainteté, voulait convaincre ses fidèles de son aptitude à faire des miracles; et ici il a risqué un nom : il s'appelait Réchon, nous dit-il; mais, pour éviter les recherches indiscrètes, il a eu soin d'ajouter aussitôt que c'était l'évêque d'une « toute petite cité »[3]. Que n'a-t-il été prudent jusqu'au bout et n'a-t-il fait choix d'un nom moins exceptionnel! Nous l'aurions peut-être alors cru sur parole; tandis qu'on ne connaît qu'un évêque qui, à cette époque, ait jamais porté ce nom rare, et sa « toute petite cité » n'était autre que l'importante ville de Strasbourg[4].

Le Moine de Saint-Gall est d'ailleurs malheureux à peu près dans chaque cas où il s'aventure à citer des noms. Nous l'avons déjà constaté pour des passages où il avait des textes sous les yeux[5]. En voici d'autres exemples pour des passages dont nous ne connaissons pas la source. Dès son premier chapitre, parlant des deux moines scots venus en Gaule au début du règne de Charlemagne, il affirme que l'un s'appelait Clément et que l'autre fut chargé d'enseigner à l'abbaye de « Saint-Augustin près Pavie »[6]. Or ce Clément — Clément « le Scot » — est bien un personnage historique; mais on ne le voit apparaître en Gaule qu'au début du règne de Louis le Pieux, à partir de 817[7], et il serait surprenant qu'aucune mention n'eût été faite de lui dans l'abondante littérature épistolaire et poétique du temps de Charlemagne s'il était réellement arrivé en Gaule trente

1. Cf. *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, aux pages indiquées dans l'index; Abel et Simson, *Jahrbücher des fränk. Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I et II, *passim* (voir l'index).

2. Il est à peine utile, après cela, de relever qu'au cours d'une de ses anecdotes le Moine de Saint-Gall fait intervenir au temps de la guerre contre les Avares (791-799) la reine Hildegarde, morte depuis 783. Du vivant de cette dernière, l'archevêque de Mayence fut le célèbre Lull, disciple de saint Boniface, auquel, de toute évidence, les anecdotes du Moine de Saint-Gall ne s'appliqueraient pas mieux.

3. « Fuit alius episcopus parvissimae civitatulae... » (Moine de Saint-Gall, I, 20, p. 649).

4. Cf. L. Duchesne, *op. cit.*, t. III, p. 172; Hauck, *op. cit.*, t. II, p. 723.

5. Voir plus haut, p. 272 et 281.

6. Moine de Saint-Gall, I, 1, p. 632.

7. Voir Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reichs unter Ludwig dem Frommen*, t. II, p. 256-259, et, sur l'œuvre de Clément le Scot, Manitius, *Gesch. der latein. Literatur*, t. I, p. 456-458.

ou quarante années plus tôt. Quant à son compagnon, on s'est ingénié à en retrouver la trace, et voici tout ce qu'on a découvert[1] : un Irlandais appelé Dungal était en 825 à Pavie chargé de diriger l'instruction religieuse des clercs de Lombardie[2]. Où résidait-il? Était-ce au monastère de Saint-Augustin, ou, pour lui laisser son nom habituel, au monastère de Saint-Pierre « in Ciel d'Oro[3]? » Nous l'ignorons; mais on a tout lieu de supposer que ce Dungal n'y avait pas été envoyé dans les premières années du règne de Charlemagne et qu'il faut l'identifier avec un clerc de ce nom qui fut moine à Saint-Denis depuis 784 jusqu'en 811 au moins[4]. Ce qui fait crouler du coup toute l'anecdote dont il serait un des héros.

Un peu plus loin[5], notre auteur fait d'un abbé, sur le compte duquel il aurait dû cependant être renseigné, l'abbé de Saint-Gall Grimald, mort en 872[6], un disciple d'Alcuin, mort en 804[7], ce qui est assez invraisemblable. Puis, quand il aborde le récit des aventures du pape Léon III en 799, il ajoute aux renseignements fournis par les textes quelques détails inédits, et ces détails ne manquent pas de saveur : avant de se confier au roi franc, le pape aurait fait secrètement appel à « l'empereur de Constantinople Michel »[8] — ce qui était difficile, Michel n'ayant été empereur qu'en 811 et le trône byzantin étant alors occupé par une femme, l'impératrice Irène,

1. Cf. Abel, *Jahrbücher des fränk. Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I, 2e éd., par Simson, p. 393, n. 1; Ebert, *Hist. générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. II, p. 250 et n. 1; Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 374.

2. *Monum. Germaniae*, *Capitularia*, t. I, p. 327 (capitulaire de l'empereur Lothaire, ann. 825, art. 6) : « De doctrina vero, quae ob nimiam incuriam atque ignaviam quorumdam praepositorum cunctis in locis est funditus extincta... ab his qui nostra dispositione ad docendos alios per loca denominata sunt constituti maximum detur studium... Primum *in Papia conveniant ad Dungalum* de Mediolano, de Brixia, de Laude, de Bergamo, de Novaria, de Vercellis, de Tertona, de Aquis, de Janua, de Aste, de Cuma... »

3. On pouvait l'appeler Saint-Augustin pour cette raison que le roi lombard Liutprand y avait transporté des reliques de ce saint. Sur ce monastère, cf. P. Kehr, *Italia pontificia*, t. VI, p. 191.

4. Cf. Manitius, *op. cit.*, p. 370-371; *Mon. Germaniae*, *Epistolae karol. aevi*, t. I, p. 570.

5. Moine de Saint-Gall, I, 9, p. 638.

6. Ratpert, *Casus S. Galli*, dans les *Mon. Germaniae*, *Scriptores*, t. II, p. 71, et éd. Meyer von Knonau, *St. Gallische Geschichtsquellen*, II, dans les *Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte* (de Saint-Gall), t. XIII (1872), p. 51 et n. 128.

7. Cf. Manitius, *op. cit.*, p. 274.

8. « Quod cum clamculo per familiares suos Michahelo imperatori Constantinopoleos indicari fecisset, etc. » (Moine de Saint-Gall, I, 26, p. 656-657).

comme tous les annalistes et chroniqueurs le disent avec insistance : — après quoi, Michel lui ayant répondu d'avoir à se tirer tout seul d'affaire, il aurait invité Charlemagne à venir à Rome sans lui révéler les raisons de sa requête[1], ce qui se concilie encore une fois assez mal avec les récits très clairs que le Moine de Saint-Gall avait entre les mains et où nous voyons le pape s'enfuyant à Paderborn pour se mettre sous la protection du roi franc, lui faisant en pleine Saxe un exposé de la situation et le décidant ainsi à entreprendre un nouveau voyage en Italie[2].

Sur l'histoire diplomatique et militaire, notre moine a également des trouvailles. Il nous représente, par exemple, Charlemagne parlant en 807 de l'impératrice sa femme à des ambassadeurs byzantins en l'appelant Hildegarde[3], bien que celle-ci fût morte depuis 783 et que Charlemagne lui-même fût veuf depuis l'année 800[4]. Il nous représente d'autres ambassadeurs byzantins trouvant en 812[5] Charlemagne entouré non seulement de sa femme et de ses filles, mais aussi de ses « trois jeunes fils, déjà associés au pouvoir »[6], ce qui ne laisse pas d'être embarrassant, Louis le Pieux, âgé de trente-quatre ans, étant alors le seul survivant des trois fils légitimes de l'empereur[7]. Il nous parle aussi de deux missions successives de l'évêque de Bâle Heiton à Constantinople[8], alors que l'histoire n'en connaît qu'une, en 811[9] : et, à ce propos, il nous dit quelques mots de l'empereur byzantin — en l'espèce Nicéphore Ier (802-811) — nous le

1. « Invictum Karolum Romam veniret postulavit. Qui... causae vocationis suae penitus ignarus... » (*ibid.*, p. 657).

2. Voir, par exemple, le récit des Annales royales remaniées, éd. Kurze, p. 107.

3. « Sic affectus ad Hildigardam venire debeo » (Moine de Saint-Gall, II, 8, p. 675). — Nous avons déjà relevé plus haut (p. 285, n. 2) la même erreur. Hildegarde était Souabe d'origine : c'était, par suite, la reine populaire à Saint-Gall, celle dont il est parlé dans les textes de cette abbaye.

4. Cf. Abel et Simson, *Jahrbücher des fränk. Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I, 2e éd., p. 449 ; t. II, p. 214.

5. Leur venue à la cour carolingienne se place, d'après le contexte, postérieurement au retour de l'ambassadeur Heiton, parti à Constantinople en 811. C'est donc bien aux ambassadeurs byzantins signalés par les annales en 812 que le Moine de Saint-Gall entend faire allusion.

6. « In cujus (Karoli) undique circuitu consistebat instar militiae coelestis, tres videlicet juvenes filii ejus, jam regni participes effecti, filiaeque cum matre, etc. » (Moine de Saint-Gall, II, 6, p. 672).

7. Nous venons de rappeler, en outre, que depuis 800 Charlemagne n'avait plus de femme légitime.

8. C'est en effet le même ambassadeur (« idem missus », est-il dit p. 670) qui est le héros du chapitre 5 et du chapitre 6 du livre II.

9. Cf. Abel et Simson, *op. cit.*, t. II, p. 460.

dépeignant comme un homme « engourdi dans l'oisiveté et incapable de se battre »[1], observation pleine d'imprévu pour qui connaît la biographie de Nicéphore[2]. Ce n'est pas enfin sans surprise qu'on le voit considérer[3] le mariage de Charlemagne avec la fille du roi Didier — en 770 — comme une des conséquences de la première expédition du roi franc en Lombardie — en 773.

Est-ce à Wérimbert, est-ce à Adalbert que le Moine de Saint-Gall est redevable de ces extraordinaires confusions?

*
* *

Mais peut-être, dira-t-on, a-t-il seulement eu le tort de vouloir compléter et préciser les récits recueillis de la bouche de ces deux témoins : faisons abstraction de toutes ces erreurs, qui sont le résultat d'un étalage malheureux de fausse science, et nous retrouverons dans toute leur fraîcheur et leur vivante naïveté les anecdotes du vieux guerrier carolingien et de son fils, le prêtre Wérimbert.

Raisonner ainsi serait encore, nous le craignons, faire preuve d'une confiance excessive; car la plupart de ces anecdotes sentent tellement le « procédé » littéraire qu'il est impossible de leur reconnaître le moindre fondement historique ni le moindre caractère de spontanéité. Le Moine de Saint-Gall affectionne certains « clichés » et s'y tient. C'est, par exemple, le chef qui s'engraisse aux dépens des pauvres gens, qu'il soit évêque et spécule sur le renchérissement des denrées en période de disette (I, 23), qu'il soit maître d'œuvres à Aix-la-Chapelle (I, 28) ou « préfet de la maison royale » (I, 31) et dépouille les artisans placés sous ses ordres. C'est le prélat avare et frivole que le marchand exploite en vantant sa marchandise et en faisant mine de la remporter suivant une formule invariable, qu'il s'agisse d'un beau mulet (I, 24) ou d'un rat empaillé, présenté comme une pièce unique (I, 16). C'est le clerc qui dit la messe en état d'impureté et qui en est puni par une mort foudroyante (I, 25, et I, 32).

La mort subite est d'ailleurs le châtiment réservé à la plupart des sinistres personnages que le Moine de Saint-Gall fait défiler dans la première partie de son livre : un clerc, qui s'est rendu coupable du péché d'orgueil, est réduit en cendres (I, 33); le « préfet de la maison royale » dont nous rappelions les « iniquités », quoique bien portant, passe brusquement de vie à trépas (I, 31); le maître d'œuvres d'Aix-

1. « Torpens otio nec utilis belli negocio » (Moine de Saint-Gall, II, 5, p. 669).
2. Voir sa biographie sommaire dans Bury, *A history of the Eastern Roman empire from the fall of Irene to the accession of Basil I* (1912), p. 8-15.
3. Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 691.

la-Chapelle est tué dans un incendie par la chute d'une poutre au moment où il veut sauver ses trésors (I, 28) ; le fondeur indélicat qui fraude en fabriquant une cloche la reçoit sur la tête et a le crâne fracassé (I, 29).

Il y a aussi ce qu'on pourrait appeler le lieu commun ou le cliché hagiographique. Comme dans la plupart des vies de saints, nous rencontrons des clercs — ce sont ici des prélats — luttant contre le démon et finissant par en triompher de diverses façons, qui toutes se retrouveraient facilement dans la littérature hagiographique du haut moyen âge. L'un de ces prélats, après avoir une première fois succombé à la tentation en rompant le carême, ne se laisse pas détourner par l'arrivée d'un lépreux couvert d'ulcères du vœu qu'il a formé de laver et raser le samedi saint tous les indigents qui se présenteraient à lui (I, 21). Un autre, après avoir, à son tour, succombé à la tentation et commis le péché de luxure, réussit par la force de son repentir à chasser l'influence néfaste et à rentrer en communion avec Dieu (I, 22). Un troisième met le démon en fuite en faisant le signe de la croix (I, 23). Le roi franc lui-même, en la personne de Pépin le Bref, subit les attaques de Satan un jour qu'il va se baigner à Aix-la-Chapelle, mais il l'écarte en le transperçant de son épée (II, 16).

Dans sa peinture du caractère de Charlemagne, le Moine de Saint-Gall répète à plusieurs reprises les mêmes banalités : les escrocs qu'il met en scène viennent-ils à mourir, leurs biens sont saisis par l'empereur, qui s'empresse de les distribuer aux pauvres (I, 29, et I, 31) ; Charles demande-t-il l'hospitalité à un évêque, il est si généreux que c'est tout bénéfice pour son hôte (I, 14, et I, 15).

Au surplus, notre auteur aime à répéter deux fois, sous deux formes différentes, mais très voisines, ses anecdotes soi-disant historiques. Nous avons déjà rapproché celle du « préfet de la maison royale », un certain Liutfrid dont on chercherait vainement le nom dans les documents de l'époque (I, 31), et celle du maître d'œuvres d'Aix-la-Chapelle (I, 29). Nous avons rapproché aussi les deux histoires des deux clercs célébrant, l'un comme l'autre, la messe en état de péché (I, 25, et I, 32) et des deux prélats également avares, également frivoles et pareillement dupés par deux marchands (I, 16 et 24)[1]. Mais rien non plus ne ressemble davantage à l'arrivée impromptue de Charlemagne chez un évêque, qu'il comble ensuite de cadeaux (I, 14), que l'arrivée également impromptue du même Charlemagne chez un

1. Remarquons encore qu'au début du livre II les chapitres 2, 3 et 4 sont consacrés successivement à l'histoire de *deux* soldats de condition modeste, de *deux* jeunes nobles et de *deux* bâtards.

autre évêque, qu'il récompense de la même façon (I, 15) ; et il y a des analogies singulières entre les aventures des ambassadeurs, les uns byzantins (II, 6), les autres persans (II, 8), qui ne peuvent parvenir jusqu'au souverain carolingien qu'après avoir été renvoyés les uns et les autres de province en province et après un interminable voyage. Enfin, lorsque dans son récit du siège de Pavie le Moine de Saint-Gall nous dépeint l'effroi croissant du roi lombard Didier à la vue des troupes franques en train de se masser sous les murs de la ville, lorsqu'il nous le montre répétant à l'arrivée de chaque nouveau contingent, plus formidable que le précédent, toujours cette même question : « Cette fois, est-ce enfin Charles? » (II, 17), on ne peut s'empêcher de se rappeler que déjà quelques pages plus haut il a usé d'un procédé identique en nous dépeignant l'étonnement et l'effroi croissants des ambassadeurs byzantins, conduits de pièce en pièce devant des personnages de plus en plus imposants, et répétant, eux aussi, toujours cette même question : « Cette fois, est-ce enfin Charles? » (II, 6)[1].

Ces deux scènes n'ont évidemment ni l'une ni l'autre de valeur historique. M. Bédier, avec juste raison, fait observer[2] qu'elles ont été coulées dans le même moule que mainte autre histoire merveilleuse qu'offrent les œuvres littéraires de tous les temps et du moyen âge en particulier; et nous dirons avec lui qu'elles ne sont rien que « de la littérature », c'est-à-dire qu' « elles ne représentent rien qu'un effort pour exprimer par un procédé de rhétorique tantôt la force guerrière et tantôt le faste de Charlemagne ».

Cette observation vaut non seulement pour ces deux scènes, mais pour toutes celles qui viennent d'être citées et pour beaucoup d'autres encore qui, sans revêtir plusieurs formes successives, n'en ont pas moins un caractère tellement conventionnel et « littéraire » qu'il est vraiment impossible de n'y pas voir des œuvres d'imagination pure. C'est le cas sans doute — au moins pour une forte part — des aventures tragi-comiques d'Heiton, cet évêque franc qui faillit être mis à mort à Constantinople pour avoir, à la table de l'empereur, violé une des règles capitales de l'étiquette byzantine en retournant dans son assiette le poisson qu'il voulait couper[3]. Personne du moins, en

1. C'est par suite d'une évidente distraction que M. Bédier (*les Légendes épiques*, t. II, p. 314) rapproche la scène de Didier dans Pavie non pas de celle des ambassadeurs byzantins, mais de celle des ambassadeurs persans (II, 8), lesquels ne peuvent détacher leurs yeux de l'empereur qu'ils qualifient d' « homme en or ».

2. Bédier, *les Légendes épiques*, t. II, p. 314.

3. Moine de Saint-Gall, II, 6, p. 670-671.

dehors du Moine de Saint-Gall, même pas Constantin Porphyrogénète, pour lequel le protocole byzantin n'a plus de secret, n'a conservé le moindre souvenir de ce détail si important de l'étiquette. Et que dire des neufs « cercles » de retranchements qui entouraient le camp où les Avares avaient entassé leurs trésors[1], tout comme les neuf « cercles » du Styx qui dans Virgile[2] (que le Moine de Saint-Gall cite à maintes reprises) défendent les approches de l'enfer? On en a discuté sérieusement; on a été jusqu'à vouloir déterminer l'emplacement et chercher sur le terrain la trace de ces fortifications[3], dont on aurait pu remarquer cependant qu'il n'en est question nulle part ailleurs : ni chez les annalistes, ni chez les chroniqueurs, ni même dans une longue lettre où Charlemagne en personne raconte à la reine Fastrade la déroute de ses ennemis et la prise de leurs trésors[4]; et il y a de fortes chances pour que le mot *ring* (c'est-à-dire « cercle »), employé par les auteurs du temps pour désigner le camp des Avares[5], ait suffi pour suggérer soit au Moine de Saint-Gall soit à tout autre écrivain, qu'il aura copié, la sotte légende de ces neuf lignes de retranchements — nombre fatidique — qui protégeaient la capitale barbare.

La fameuse scène des pauvres écoliers que Charlemagne félicite et dont il fait des évêques et des abbés, tandis qu'il réprimande durement et menace de ses rigueurs les jeunes nobles paresseux[6], qu'est-elle, de son côté, sinon une simple variation de pure fantaisie sur le thème du Jugement dernier et sur cette maxime de l'Évangile : les premiers seront les derniers?

On a beau chercher, en dehors des faits et des noms qui ont été pris dans les livres que nous avons énumérés et dont la liste pourra être complétée, on ne trouve pas un détail dans tout le récit du Moine de Saint-Gall dont on puisse dire avec assurance : voilà un détail historique, un détail qu'il n'a pu inventer. Partout on a le sentiment qu'il a procédé à la façon des poètes de chansons de geste ou des

1. Moine de Saint-Gall, II, 1, p. 667-668.

2. Virgile, *Æn.*, VI, 439. C'est sans doute l'origine des « neuf cercles » de l'Enfer de Dante.

3. Voir Pertz, édition du Moine de Saint-Gall, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 748, n. 59; Amédée Thierry, *Histoire d'Attila et de ses successeurs*, 5e éd. (1874), t. II, p. 157-159.

4. Voir cette lettre dans Jaffé, *Monumenta Carolina* (t. IV de sa *Bibliotheca rerum germanicarum*), p. 349, et dans les *Monumenta Germaniae, Epistolae karolini aevi*, t. II, p. 528.

5. On trouvera un relevé de ces textes dans Abel et Simson, *Jahrbücher des fränk. Reiches unter Karl dem Grossen*, t. II, p. 99-100, notes.

6. Moine de Saint-Gall, I, 3, p. 633.

auteurs de romans prétendus historiques, comme le roman d'Énéas ou celui de Troie, qui furent si fort à la mode au XIIe siècle et dont nul n'a jamais soutenu qu'ils soient véridiques ni qu'ils représentent une tradition populaire restée vivante depuis l'antiquité.

*
* *

Le livre du Moine de Saint-Gall n'est pas seulement une œuvre d'imagination : il est encore une œuvre de circonstance, écrite à une certaine date, pour un lecteur déterminé, qui est l'empereur Charles le Gros. Et il est manifeste qu'en s'adressant à lui, le Moine de Saint-Gall entendait faire mieux que le distraire : il voulait l'instruire en lui présentant, comme un modèle dont il l'invitait à se rapprocher, le portrait de son illustre ancêtre. Aussi toutes les historiettes de la première partie et quelques-unes de celles qui composent la seconde partie sont-elles combinées en vue d'un certain effet à produire, d'une leçon à donner. Elles sont comme ces anecdotes, ou *exempla*, dont les sermonnaires du moyen âge aimaient à émailler leurs récits, avec cette différence qu'elles sont presque toutes situées dans un milieu et à une époque que l'auteur n'a pas connus.

La plupart, naturellement, sont destinées à mettre en relief les qualités qu'il juge essentielles chez un souverain : la piété et le dévouement aux intérêts de la religion[1], la charité[2], la bonté et la générosité[3], mais aussi l'autorité et au besoin la sévérité, qui inspire une saine « terreur »[4], la maîtrise de soi-même[5], l'attention toujours en éveil[6], l'amour de la science[7], le goût du simple et du pratique et le mépris des ornements frivoles[8].

Certaines anecdotes indiquent des écueils à éviter : il faut se garder de confier plusieurs charges civiles ou ecclésiastiques à un seul homme[9] ; il ne faut pas laisser les ducs manquer à leurs devoirs militaires[10] ; il ne faut pas faire trève à la lutte contre les Normands[11].

Un plus grand nombre doivent prémunir l'empereur contre les vices et la cupidité des évêques, que déteste, par principe, tout moine

1. Moine de Saint-Gall, I, 7, 9, 10 ; II, 10, 11, 20.
2. *Ibid.*, II, 21.
3. *Ibid.*, I, 4, 8, 14, 15, 18, 29, 31 ; II, 2, 3, 8.
4. *Ibid.*, I, 3 ; II, 8, 12.
5. *Ibid.*, I, 8 et 12.
6. *Ibid.*, I, 30 ; II, 12.
7. *Ibid.*, I, 1 et 3.
8. *Ibid.*, I, 34 ; II, 17, 18.
9. *Ibid.*, I, 13.
10. *Ibid.*, II, 12.
11. *Ibid.*, II, 14.

de l'abbaye de Saint-Gall, celle-ci ayant été presque constamment, sous les Carolingiens, en butte aux vexations et aux usurpations des évêques de Constance[1]. Mais l'auteur réserve sa haine aux évêques de haute naissance, à ceux qui ont la morgue et l'ignorance de la noblesse. Il loue, au contraire, les clercs de modeste extraction qui, par leur vertu et leur science, ont mérité d'être tirés hors de pair par le souverain. Il est manifeste d'ailleurs qu'il attache à l'instruction un très haut prix : après avoir placé tout au début de son livre l'anecdote de l'arrivée des moines scots, marchands de science, il s'arrête ensuite avec une prédilection marquée sur Alcuin et ses disciples et sur ces brillants écoliers que Charlemagne récompense si bien. On peut même ajouter que, parmi les connaissances dont il veut qu'un clerc soit pourvu, la liturgie et la musique d'Église ont, à ses yeux, une importance capitale : plusieurs de ses anecdotes y ont trait[2], et l'une d'elles a pour sujet la collation d'un évêché à un pauvre clerc qui, au cours d'un office, sut de lui-même trouver et entonner le répons voulu[3].

* * *

Cette attention apportée au chant liturgique ne saurait surprendre chez un clerc de l'abbaye de Saint-Gall, où la musique religieuse fut étudiée avec prédilection dès le temps de Charles le Gros[4]. Mais notre auteur fait preuve d'une telle curiosité en ces matières qu'on s'est demandé[5] s'il ne fallait pas reconnaître en lui un des moines

1. Cf. Meyer von Knonau, *St. Gallische Geschichtsquellen*, dans les *Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte* (de Saint-Gall), t. XII (1870), XIII (1872) et XV-XVI (1877).

2. Moine de Saint-Gall, I, 7, 8, 10.

3. *Ibid.*, I, 6.

4. Cf. le livre de Schubiger, *Die Sängerschule Sankt Gallens vom achten bis zwölften Jahrhundert* (1858).

5. Cette identification a été proposée en dernier lieu par Zeumer, dans un mémoire intitulé : *Der Mönch von Sankt Gallen* (*Historische Aufsätze dem Andenken an Georg Waitz gewidmet*, 1886, p. 97-118), puis par E. Zeppelin (*Wer ist der Monachus Sangallensis?* dans les *Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees*, t. XIX, 1890, p. 33-47), dont nous n'avons pu voir le travail. Elle a été admise par Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen*, t. I, 7e éd., p. 207 et 272, par Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I, p. 359 et suiv., et par la majorité des critiques. — Il s'est trouvé un érudit allemand pour soutenir cette opinion, au moins originale, que le livre du Moine de Saint-Gall — qu'il est permis de dater avec précision des années 883-887, nous l'avons vu, — était l'œuvre d'Ekkehard le Jeune (ou Ekkehard IV), moine à Saint-Gall... *au milieu du XIe siècle*, et il a écrit tout un livre pour le prouver (R. Baldauf, *Der Mönch von St. Gallen*, Leipzig, 1903, 168 p., in-8°).

de Saint-Gall les plus en vue de la fin du IXe siècle, qui dut sa célébrité non moins à sa science musicale qu'à son talent poétique et littéraire et à son influence considérable comme professeur : nous avons nommé Notker le Bègue[1].

Que faut-il penser de cette identification? — Cela importe évidemment assez peu au point de vue de la valeur positive de l'œuvre : que Notker en soit ou non l'auteur, celle-ci doit être jugée en elle-même, et nous avons vu déjà dans quel sens il fallait se prononcer. Mais, à défaut d'autre intérêt, le livre du Moine de Saint-Gall conserve celui d'être un des rares textes contemporains du règne de Charles le Gros — c'est-à-dire de la dernière tentative véritable d'empire carolingien — où se reflète la conception qu'un lettré pouvait se faire alors de cet autre Charles, le grand empereur Charlemagne, dont on espérait naïvement que la tradition allait enfin revivre en la personne du fils dégénéré de Louis le Germanique. Or, à cet égard, il n'est pas indifférent de savoir si le livre est dû à quelque moine obscur ou s'il est vraiment sorti du cerveau d'un Notker.

Entre ces deux alternatives, le doute n'est plus guère possible aujourd'hui : si Notker le Bègue n'est pas le Moine de Saint-Gall, il faut avouer que toutes les apparences sont trompeuses.

En effet, parmi les quelques détails que le Moine de Saint-Gall nous donne en passant sur lui-même, il y a longtemps[2] qu'on a relevé comme particulièrement caractéristiques ceux qui ont trait à un défaut physique sur le compte duquel il rejette, en manière de plaisanterie, le caractère traînant et embarrassé de son récit : s'il n'a pu mieux faire, c'est qu'il est bègue et édenté, *balbus et edentulus*[3]. Qu'il y ait pu y avoir d'autres bègues à Saint-Gall vers la fin du IXe siècle, nous ne le nierons pas; mais il est certain que Notker souffrait précisément de cette infirmité, qui lui valut de son temps le surnom[4] sous lequel il est connu, et qu'il se plaisait à la rappeler lui-même. Dans un hymne en l'honneur de saint Étienne, il s'excuse, « malade et bègue qu'il est », d'avoir osé célébrer les

1. Sur lui, voir notamment Ebert, *Hist. générale de la littérature du moyen âge en Occident*, trad. Aymeric et Condamin, t. III, p. 154-162; Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 354-367, et la dissertation de Ulrich Zeller, *Bischof Salomo III von Konstanz, Abt von St. Gallen* (Leipzig, 1910), p. 29-39.

2. C'est Melchior Goldast qui semble avoir été le premier à attirer, en 1606, l'attention sur ce passage pour en tirer cette conclusion que l'auteur devait être Notker le Bègue. Voir Zeumer, *loc. cit.*, p. 97.

3. « Haec igitur, quae ego balbus et edentulus, non ut debui, circuitu tardiore diutius explicare temptavi... » (Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 693).

4. « Notker Balbulus. » Voir Manitius, *op. cit.*, t. I, p. 363, 364, 367; *Monum. Germaniae, Poetae latini medii aevi*, t. IV, p. 336, etc.

miracles d'un aussi grand saint[1]. Dans une lettre qu'on a par ailleurs toute sorte de raisons de lui attribuer[2], il revient sur le même défaut pour en plaisanter presque dans les mêmes termes et tout à fait dans le même esprit que le « Moine de Saint-Gall » : à des disciples qui se sont adressés à lui pour avoir des modèles de chants et de lamentations, il répond que c'est se moquer que demander pareil service à « un bègue et un édenté » (*balbus, edentulus*[3]). Un peu plus tard, dans une biographie de saint Gall dont des fragments ont été retrouvés il y a quelques années, prétextant qu'il est édenté (*edentulus*), malade, atteint de tremblement sénile et presque aveugle, il regrette de ne pouvoir égaler l'activité du saint patron de son monastère[4]. Ces rapprochements permettent-ils de douter que le Moine de Saint-Gall et Notker le Bègue ne fassent qu'un seul auteur?

Entre le livre du Moine de Saint-Gall et les œuvres authentiques de Notker, il y a d'ailleurs plus d'une analogie. Les sujets traités ont beau être très différents, les mêmes habitudes de langage, les mêmes procédés de style se reconnaissent de part et d'autre. Ainsi, le Moine de Saint-Gall fait une vraie débauche de superlatifs ou, pour mieux dire, il lui est à peu près impossible d'employer un adjectif ou même un adverbe autrement qu'au superlatif : Charlemagne n'est pas « religieux », il est « très religieux « (*religiosissimus*[5]); un fait ne lui est pas « connu », il lui est « très connu » (*notissimum*[6]), un mulet qui se dirige vers une rivière n'y va pas à « vive allure » et d'une « course rapide », mais à « très vive allure » (*ambulatio volubilissima*) et d'une « course très rapide » (*cursus rapidissimus*), et sa manière de nager n'est pas « semblable », mais « très

1. *Monum. Germaniae, Poetae lat.*, t. IV, p. 339 :

Aeger et balbus vitiisque plenus
Ore polluto Stephani triumphos
Notker indignus cecini, volente
Praesule sancto.

2. Voir Zeumer, *loc. cit.*, p. 100 et suiv., et U. Zeller, *op. cit.*, p. 29 et suiv.

3. « Rem miraculo dignam, immo portentuosam, mihi praecipitis, ut balbus, edentulus et ideo blesus, vel, ut verius dicam, semiblaterator, surdastris vobis, vel potius insensatis, cantare seu ludere sive lamentari debeam » (*Monum. Germaniae, Formulae merowingici et karolini aevi*, p. 412, n° 28).

4. « Numquam vel ego partim morbo, partim senio jam edentulus, caeculus et tremulus tam in superioribus quam inferioribus digitis... » (P. von Winterfeld, *Notkers Vita S. Galli*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXVII, 1902, p. 748).

5. Moine de Saint-Gall, I, 25, p. 655.

6. *Ibid.*

semblable » (*simillima*) à celle des dauphins[1]. Ce n'est pas « énergiquement » ou « courageusement », mais « très énergiquement » (*acerrime*), « très courageusement » (*fortissime*[2]) que se battent les soldats de l'empereur « très invaincu » (*invictissimus*[3])... Or cet abus du superlatif est une des caractéristiques du style de Notker : qu'on ouvre, par exemple, son traité sur les livres recommandés aux clercs (*Notatio de illustribus viris qui ex intentione sacras scripturas exponebant*)[4] ou ses lettres et modèles de lettres conservés dans le Formulaire de Saint-Gall[5], et l'on retrouvera partout ce même procédé.

Le Moine de Saint-Gall a aussi pour les diminutifs un goût excessif : au lieu de clercs (*clerici*), de pauvres (*pauperes*), d'enfants (*pueri*), de gouffres (*gurgites*), il parlera de « petits clers » (*clericuli*), de « petits pauvres » (*pauperculi*), de « petits enfants » (*pueruli*), de « petits gouffres » (*gurgituli*)[6]. Et voilà encore une

1. Moine de Saint-Gall, I, 24, p. 655.

2. *Ibid.*, II, 2, p. 668.

3. *Ibid.*, I, 33, p. 665. — Inutile de multiplier les exemples. Il n'est pas de page où l'on ne trouve des superlatifs, souvent à foison. Voici, par exemple, un relevé pour les seules pages 638-640 de l'édition Jaffé, prises au hasard : *optimi*, *fortissimus*, *ordinatissime*, *sanctissimus*, *clarissimus*, *strenuissime*, *gloriosissimus*, *doctissimus*, *maxima*, *ignarissimo*, *peritissimos*, *doctissimos*, *gloriosissimi*, *praeminentissima*, *diversissime*, *corruptissime*, *ingeniosissimus*, *vigilantissime*, *acutissime*, *ingeniosissimos*.

4. Publié en dernier lieu par Dümmler, dans son mémoire sur le Formulaire de Saint-Gall (*Das Formelbuch des Bischofs Salomo III von Konstanz*, 1857, p. 64-78), et antérieurement dans Migne, *Patrologia latina*, t. CXXXI, col. 993-1004. Voici quelques exemples empruntés aux col. 995-996 de l'édition Migne : *dulcissima*, *tenacissima*, *profundissimi*, *penetrabilissimi*, *utilissimum*, *laborantissimus*, *desudantissimus*, *utilissimum*, *dulcissimam*, *paucissima*, *acutissime*, *maximo*, *famosissima*, *latissime*, *brevissimo*, *difficillimum*, *praestantissimum*.

5. Édition Zeumer, dans les *Monumenta Germaniae*, *Formulae*, p. 390-433. Voici quelques exemples empruntés au n° 24 (p. 409-410) : *flagrantissimorum*, *optimis*, *certissimo*, *maximam*, *plenissimi*, *religiosissimo*, *plenissimo*, *artissima*, *sapientissimi*.

6. Moine de Saint-Gall, I, 4, p. 634 (*clericulus*), I, 18, 24 et 31, p. 646, 654 et 662 (*pauperculus*), I, 26, p. 658 (*gurgitulus*), II, 10, p. 679 et 680 (*puerulus*). Notons encore au passage *habitaculum* (p. 632), *juvenculus* et *juvencula* (p. 634 et 652), *quantulumcumque* et *quantulacumque* (p. 637 et 682), *abbatiola* (p. 642), *gallicula* (p. 647), *canicula* et *bestiola* (p. 649), *poticula* (p. 654), *curticula* (p. 662 et 699), *rivulus* (p. 662), *opusculum* (p. 666), *circulus* et *arbuscula* (p. 667), *aliquantulum* (p. 670, 673 et 684), *parvulus* (p. 670 et 681), *gallicula* (p. 675), *traditiuncula* (p. 680), *Bernhardulus*, *ranunculus* et *vermiculus* (p. 686), *ramusculus* (p. 688), *narratiuncula* (p. 690), *edentulus* (p. 693).

manie dont il est facile de retrouver la trace presque à chaque page des livres de Notker[1].

L'on rencontre aussi à la fois sous la plume de Notker et sous celle du Moine de Saint-Gall toute une série de locutions d'un emploi assez exceptionnel, comme *juxta nomen suuum*, pour annoncer une étymologie[2], *opipare convivium*, pour désigner un festin abondant[3], ou encore l'adjectif *diacedrinus* appliqué à un vêtement de couleur jaune-citron[4].

Enfin M. Zeumer, qui a signalé de nombreuses coïncidences de ce genre[5], a observé avec raison[6] que les œuvres de Notker et celle du Moine de Saint-Gall présentaient même parfois des ressemblances, non plus seulement de style, mais de pensée. Et il est certain qu'elles s'accordent dans leurs appréciations sur quelques personnages historiques : Julien l'Apostat, dont le règne est présenté de part et d'autre comme le début d'une ère nouvelle[7], Alcuin dont les mérites sont exaltés en termes presque identiques[8], saint Jérôme et saint Augus-

1. Voir, par exemple, la *Notatio de illustribus viris, etc.*, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. CXXXI : *opusculum* (col. 995), *ferculo* (col. 996), *juvenculus* et *sententiolas* (col. 997), *puerulo* (col. 999); préface du *Liber sententiarum*, *ibid.*, col. 1003-1004 : *juvenculus*, *versiculos*; formulaire de Saint-Gall, dans les *Monum. Germaniae, Formulae*, p. 409 (n° 24) : *juvenculus*, *quantulumcumque*; p. 411 (n° 26) : *breviculum*, *juvenculus*; p. 415 (n° 29) : *tantillus*, *homuntio*, *palliolum*, *fasciculum*, *vermiculus*; p. 423 (n° 41) : *tendiculis*, *sordidula*, etc.

2. Moine de Saint-Gall, II, 12, p. 686 : « Erat quidam vir de Durgowe juxta nomen suum « magna pars terribilis exercitus » vocabulo Eishere... »; formulaire de Saint-Gall, n° 42 (*Mon. Germaniae*, *Formulae*, p. 424) : « Decessor vester, vir apostolici vigoris, juxta nomen suum « victor populorum », beatissimus Nicolaus »; *ibid.*, n° 44 (éd. citée, p. 428) : « Non aliter nisi per pontem conscendere poterimus, quam pontifex juxta nomen suum infirmis et imbecillibus construere debet »; *ibid.*, n° 46 (éd. citée, p. 428) : « Carissimis filiis juxta nomen suum « potestas » et « pax » adimpleatur. »

3. Moine de Saint-Gall, I, 18, p. 647 : « Opipare illud convivium... »; II, 8, p. 675 : « ... ad opipare convivium opulentissimi Karoli... sunt invitati »; *Notatio de illustribus viris*, éd. Dümmler, p. 67, et dans Migne, *loc. cit.*, col. 996 : « Si vero Romanarum etiam deliciarum opipari convivio delectaris... »

4. Moine de Saint-Gall, II, 17, p. 674 : « diacedrina littera decoratis »; formulaire de Saint-Gall, n° 39, éd. citée, p. 421 : « palliolum diacaedrinum » (les manuscrits et l'édition Zeumer portent par erreur « dium caedrinum »).

5. Zeumer, *Der Mönch von Sankt Gallen*, *loc. cit.*, p. 105-110.

6. *Ibid.*, p. 105-106.

7. A noter, en outre, une coïncidence caractéristique dans la forme : « Cum *Deo odibilis Julianus* in Persico bello fuisset *interemptus*... » (Moine de Saint-Gall, II, 1, p. 667); « ... *detestandus apostata Julianus*. Quo coelitus *interempto*, etc. » (*Notatio*, éd Dümmler, p. 77, et dans Migne, *loc. cit.*, col. 1002).

8. Moine de Saint-Gall, I, 2, p. 632 : « Albinus... erat in omnibus scripturis *supra caeteros modernorum temporum exercitatus*... Quem benigne susceptum...

tin qui sont cités comme les Pères de l'Église les plus accomplis[1].

Si l'on observe, en outre, que, dans les deux groupes d'œuvres, de part et d'autre se marque la même familiarité avec les poèmes de Virgile, et une familiarité telle qu'on ne la rencontre à un pareil degré chez aucun autre écrivain de Saint-Gall au IXe siècle[2], n'est-on pas en droit de conclure de toutes ces analogies de détail que l'identification du Moine de Saint-Gall avec Notker le Bègue se présente à nous comme l'hypothèse la plus logique et la plus vraisemblable?

* * *

Au surplus, que Notker en soit ou non l'auteur, le livre du Moine de Saint-Gall reste, nous ne le contesterons pas, un des monuments les plus curieux de la littérature latine au temps de la décadence carolingienne, mais il n'est à aucun titre un document historique ni même, à proprement parler, un recueil de légendes populaires.

Historique, il ne l'est tout au moins — et de quelle façon imparfaite, on l'a vu — que par ses données générales, que par le cadre dans lequel sont disposés les récits; mais les éléments qui ont servi à cette reconstitution d'un passé déjà lointain ont été extraits des textes que le Moine de Saint-Gall avait à sa portée, que nous sommes nous-mêmes encore presque toujours en mesure de lire aujourd'hui.

Quant aux anecdotes qui forment le fond de l'ouvrage, elles ne relèvent du folklore que dans la mesure — très faible assurément — où le Moine de Saint-Gall a pu être tenté d'adapter à Charlemagne des légendes dont il aurait puisé l'inspiration ailleurs que dans des livres. On a beau les disséquer, on ne découvre jamais en elles le résidu historique original, si tenu soit-il, qu'on devrait y retrouver si les faits mêmes du règne de Charlemagne leur avaient donné spontanément naissance. Sorties un beau jour de l'imagination de l'auteur, elles n'ont guère plus de valeur pour l'historien de Charlemagne que *les Trois mousquetaires* pour l'historien de Louis XIII.

Louis Halphen.

secum retinuit [Karolus]... adeo ut semet discipulum ejus et ipsum *magistrum suum* appellari voluisset »; *Notatio*, éd. Dümmler, p. 72, éd. Migne, col. 999 : « Quid dicam de Albino, *magistro Caroli imperatoris*, qui... nulli secundus esse voluit sed in gentilibus et sacris litteris *omnes superare contendit.* »

1. Moine de Saint-Gall, I, 9, p. 639; *Notatio*, éd. Dümmler, p. 72, éd. Migne, col. 999 et *passim*.

2. Cf. Zeumer, *Der Mönch von St. Gallen, loc. cit.*, p. 106.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE BYZANTINE.

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1914-1916.

I. Textes et sciences auxiliaires. — L'Académie des sciences de Pétrograd dirige depuis plusieurs années la publication des Actes (chrysobulles et diplômes) des monastères de l'Athos, donnés en supplément aux *Vizantijski Vremennik*. Le Père Louis Petit, MM. Regel, Kurtz et Korablev ont déjà édité les actes de Vatopédi (1898), Esphigmenou (1906), Zographou (1907). Un ensemble de diplômes encore plus riche a été fourni par les actes de Chilandar, fondé en 1198 par le prince serbe Étienne Nemanya et son fils saint Savas. Les actes grecs de Chilandar avaient été déjà publiés par le Père Louis Petit[1]. Dans une deuxième partie, M. Korablev a édité les actes slaves comprenant quatre-vingt-quinze diplômes émanant pour la plupart des princes serbes des xiiie et xive siècles, Étienne Ourosch, Étienne Douchan, etc.[2]. Les plus récents montrent les rapports fréquents entre les moines de Chilandar et les tsars de Russie aux xvie et xviie siècles. Tous ces actes, soit grecs, soit slaves, présentent le plus grand intérêt pour l'histoire de la pénétration slave au mont Athos, pour l'étude des institutions monastiques (organisation du régime autonome de Chilandar par Étienne Nemanya, conflits d'obédience entre Chilandar et d'autres monastères), enfin pour l'histoire des institutions sociales, de la propriété rurale et du servage dans l'empire byzantin, particulièrement au xive siècle.

M. Loparev a entrepris d'importantes études critiques sur les vies de saints des viiie et ixe siècles considérées comme sources historiques[3]. Cette période décisive dans l'histoire du monde byzantin,

1. Supplément aux *Vizantijski Vremennik*, t. XVII. Saint-Pétersbourg, 1911.

2. *Actes de l'Athos*. V. Actes de Chilandar. Deuxième partie : *Actes slaves*, publiés par B. Korablev. — Supplément aux *Vizantijski Vremennik*, t. XIX, p. 370-651. Petrograd, 1915, in-8°.

3. Loparev, *Gretcheskiia jitiia sviatuich VIII i IX viekov*. I : *Sovremennuia jitiia*. [*Vies grecques des saints des VIIIe et IXe siècles*. I. *Vies contemporaines*.] Pétrograd, 1914, in-8°, xii-568 p. (cf. Loparev, *Vizantijksiia iitiia*

marquée par la querelle des images, le schisme religieux avec l'Occident et l'entrée en scène des peuples slaves, n'est guère connue que par des ouvrages de chronographie officielle dont le caractère tendancieux et les erreurs voulues ont été bien souvent montrés. Les vies des saints, très nombreux à cette époque, permettent fort heureusement de compléter et de rectifier les témoignages des chronographes, mais leur étude critique n'a pas été faite jusqu'ici d'une manière suffisamment systématique. Il est nécessaire, si on veut les utiliser comme des sources, de déterminer les conditions dans lesquelles elles ont été composées, de connaître le milieu où elles furent élaborées et le degré d'instruction de leurs auteurs. Dans une introduction générale, M. Loparev cherche d'abord à préciser les règles de composition littéraire qui constituent le genre hagiographique, oratoire par ses origines, destiné à prouver plus qu'à raconter, mais historique par son contenu. Le « schéma » hagiographique se retrouve plus ou moins modifié dans presque toutes ces œuvres. C'est d'abord le titre, βίος, s'il s'agit d'une simple narration, βίος καὶ πολιτεία (vie privée et publique), si la vie est accompagnée de développements oratoires. La préface, courte dans les vies narratives, est souvent d'une prolixité fastidieuse dans les œuvres d'un caractère oratoire; l'auteur affirme généralement en des phrases stéréotypées le caractère authentique de son récit. Ce récit lui-même obéit à un plan rigoureux fixé par la tradition : détails sur les ascendants du saint, sur les circonstances qui ont accompagné sa naissance, sur son enfance, son éducation et, s'il y a lieu, son mariage. En général, le biographe cherche à montrer que, dès son plus jeune âge, son héros s'est toujours distingué du commun par des caractères exceptionnels. Dans la narration, la description des exercices et des mortifications et surtout le récit des miracles tiennent une place considérable. Les données historiques sont comme diluées au milieu de cette masse d'anecdotes; elles n'en apparaissent pas moins sur le canevas littéraire et ont souvent une grande valeur, surtout si elles proviennent du témoignage d'un contemporain ou d'un disciple direct du saint : outre les détails sur le saint et sur sa famille, renseignements sur ses maîtres, noms des higoumènes des monastères où il a vécu, fonctions qu'il y a exercées, vie et règlements monastiques, renseignements sur les malades guéris par les miracles du saint, etc. Les vies des saints offrent donc les plus riches matériaux pour l'histoire des mœurs. On y trouve en outre parfois des détails sur les empe-

*sviatuich VIII*e*-IX*e *viekov*, dans *Vizantijski Vremennik*, t. XVII-XVIII, 1913-1915).

reurs et les personnages importants et il y a intérêt à les confronter avec ceux des chronographes, avec lesquels ils présentent parfois de graves divergences. Écrites dans les provinces les plus différentes de l'empire, les œuvres hagiographiques n'ont pas subi le contrôle de la censure gouvernementale au même degré que les sources annalistiques. C'est ce qui fait leur grande valeur, mais cette conclusion ne s'applique qu'aux vies vraiment contemporaines, de forme généralement très simple. Il n'en est pas de même des remaniements postérieurs, purs exercices de rhétorique, composés en grande partie dans la période de renaissance des études ecclésiastiques qui suivit la Restitution des images de 842. Plusieurs de ces exercices d'école ont été composés en vue d'obtenir des grades universitaires analogues à notre doctorat. C'est ainsi que David le Paphlagonien obtient le grade de rhéteur avec une vie de saint Eudokime.

Ainsi la première tâche de la critique doit consister à distinguer dans une vie de saint entre les éléments stéréotypés, partant suspects, du thème hagiographique et les détails précis qui sont en dehors de ce cadre. Il est nécessaire en outre, autant qu'il est possible, de rassembler tous les détails nécessaires sur la personne de l'hagiographe et de déterminer le lieu où l'œuvre a été composée (en général l'endroit même où l'on conservait les reliques des saints et où tous les récits relatifs à leur vie et à leurs miracles venaient en quelque sorte se concentrer). C'est un phénomène analogue à celui que M. Bédier a signalé dans la formation de notre littérature épique. En appliquant ces principes de la critique hagiographique aux vies des VIIIe et IXe siècles, M. Loparev les a groupées d'après les centres où elles paraissent avoir été composées et il est arrivé à déterminer les traits particuliers qui distinguent chacun de ces groupes et donnent un air de parenté aux vies élaborées dans le même milieu. Cette méthode si féconde au point de vue critique présente en outre un grand intérêt historique en permettant d'apprécier l'activité intellectuelle qui régnait dans les monastères et les écoles au IXe siècle. On peut mieux juger ainsi de l'importance des grands centres intellectuels, tels que l'Université de Constantinople et les monastères de Stoudion ou de l'Olympe. En analysant au point de vue critique chacune des soixante biographies des VIIIe et IXe siècles qui nous sont parvenues, M. Loparev a dressé en outre un répertoire très riche de faits qui éclairent d'un jour nouveau l'histoire politique, religieuse, intellectuelle, sociale de cette époque. Certaines de ces biographies, qui figuraient dans des bibliothèques privées, tenaient dans la société byzantine une place analogue à celle que la littérature d'imagination tient dans la nôtre. Sans pouvoir suivre l'auteur dans

cette reconstitution de la société byzantine du IXe siècle, nous nous contenterons d'indiquer les grandes divisions de son travail, qui représentent les principaux centres de production hagiographique : I. Constantinople (école de Sainte-Sophie, Stoudion, Psamathia, Blachernes, monastère de Chora, Saint-Joseph, Psichaïtes) ; II. Asie Mineure (Paphlagonie, Olympe, Propontide, Chypre) ; III. Orient (Syrie, Palestine ; un des principaux centres est le monastère de Saint-Sabas. Quelques-unes de ces biographies sont ornées de détails merveilleux et invraisemblables qui rappellent le genre fantastique des Mille et une nuits) ; IV. Péninsule des Balkans (Hellade, Macédoine, Thrace) ; V. Occident (Sicile, Calabre). L'étude des miracles de saint Georges d'Amastris (Paphlagonie) a donné lieu à une intéressante étude critique sur l'expédition des Russes contre Constantinople en 860. Il établit contre Vasiljevski que cette vie a été composée vers 865 par un moine d'Amastris quelques années après l'incursion des Russes[1].

M. S.-J. Mercati, connu déjà par ses études critiques sur les traductions grecques des poésies de saint Éphrem le Syrien, commence la publication d'une édition complète des œuvres du célèbre docteur[2]. Né à Nisibe vers 306, saint Éphrem se retira à Édesse après l'occupation persane de 363 et fut l'un des fondateurs de la célèbre école qui eut un rôle si considérable en Orient au début du moyen âge. En outre, par ses homélies rythmées qui furent traduites de son vivant du syriaque en grec et en latin, il fut le créateur de la poésie ecclésiastique du moyen âge. On voit donc tout l'intérêt que peut présenter une édition critique de ses œuvres, destinée à remplacer celle d'Assemani (Rome, 1737-1743, d'après les seuls manuscrits du Vatican) et à compléter les nombreuses publications de textes isolés, faites après la découverte de nouveaux manuscrits.

M. Mercati a d'abord entrepris de vastes recherches critiques dont il expose le programme dans sa préface. Dans ce premier fascicule, dont l'exécution matérielle est digne d'être signalée, il commence par éditer les textes qui ne se trouvent pas dans les collections des œuvres de saint Éphrem, mais qui sont épars dans les livres liturgiques grecs. Il se propose ensuite de publier toutes les collections des versions grecques en les rapprochant du texte syriaque ou des anciennes versions latines. En dernier lieu, il passera aux collections syriaques dont il donnera une nouvelle édition.

1. Cf. nos articles dans le *Journal des savants*, août et octobre 1916, janvier 1917.

2. S.-J. Mercati, *S. Ephraem Syri Opera*. Tomus primus : *Sermones in Abraham et Isaac, in Basilium Magnum, in Eliam*. Rome, imprimerie de l'Institut biblique pontifical, 1915, in-4°, XIV-231 p.

Les versions grecques, qui seront publiées d'abord, offrent pour les byzantinistes un intérêt de premier ordre. Elles sont en grande partie contemporaines du saint lui-même et, pour juger de leur réputation au moyen âge, il suffit de constater que, pour le nombre, les manuscrits grecs de saint Éphrem viennent au quatrième rang dans l'ensemble des collections patristiques (après saint Jean Chrysostome, saint Grégoire de Nazianze et saint Basile). Les Pères grecs, comme saint Grégoire de Nysse, lui ont fait plusieurs emprunts et, ce qui est plus important, les mélodes, comme Romanos, dépendent de lui. Ces versions grecques donnent la solution du problème des origines de la poésie rythmique grecque. Elles sont en effet formées de strophes de quatre vers de sept ou huit syllabes sans aucune observation de quantité ou d'accent. Les questions de date et d'authenticité ont donc une importance capitale. Ce fascicule contient les trois homélies sur Abraham et Isaac, sur saint Basile le Grand, sur le prophète Élie. Chaque texte est précédé d'une introduction critique donnant le classement des manuscrits et les discussions relatives à l'authenticité.

Ce n'est pas seulement au point de vue littéraire que ces textes sont intéressants. Ils permettront d'éclaircir bien des questions controversées, telles que l'origine des homélies dramatiques et même, dans une certaine mesure, celle des sources de l'iconographie religieuse. Dans l'homélie sur Abraham, on trouve développé un parallèle éloquent entre le sacrifice d'Isaac et celui du Calvaire, dont l'art chrétien des siècles suivants fera son profit. L'homélie sur saint Basile a été déclarée apocryphe par Rubens Duval (*Anciennes littératures chrétiennes*), Éphrem étant mort avant Basile. M. Mercati établit que ce texte fut écrit après 372 (allusions à la persécution de Valens), mais avant juin 373; il conjecture qu'Ephrem l'a composé du vivant même de Basile, après la visite qu'il lui avait faite à Césarée et qui lui avait laissé une forte impression. On voit tout l'intérêt historique que présente l'initiative de M. Mercati et on ne peut que souhaiter de lui voir poursuivre une publication qui jettera tant de lumière sur le développement intellectuel du moyen âge.

Le commentaire topographique de la *Chronique de Morée*, entrepris par M. Dragoumis (voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 69), s'est enrichi de nouvelles remarques intéressantes[1] : Étude sur les fiefs de la seigneurie de Mathegriffon restitués par Guillaume de Villehardouin à Marguerite de Passavant (voir *Chron. de Morée*, éd. Longnon, p. 502-531); Le « plain de la Caf Celle » (*Ibid.*, p. 934) =

1. Dragoumis, Χρονικῶν Μωρέως ἱκτορικά και τοπωνύμικα. Athènes, Sakellarios, 1914, 1915, 1916, in-8°, 3 fasc., 137, 33, 326-338 p. (extrait de Ἀθηναί).

Καλτεζαί, environs de Mistra; Les douze « Kastra » grecs conquis par Guillaume de Champlitte en 1205.

M. Jorga a achevé la publication des documents relatifs à la prise de Constantinople et à la préparation de la croisade au xve siècle[1]. Les quatrième et cinquième séries, aussi riches que les précédentes, vont de 1453 à 1500. Quelques documents sont même antérieurs à la prise de Constantinople. Les principaux recueils dépouillés sont : l'Archivio del Duca Candia (Venise, Frari), divers dépôts allemands (manuscrits des bibliothèques de Munich, Dresde, Leipzig, archives de Nuremberg), les archives italiennes, les archives impériales de Vienne, où les recherches ont dû être interrompues, M. Jorga s'étant vu retirer par le gouvernement autrichien le droit de continuer ses recherches. L'auteur a résumé pour plus de clarté les décisions des diètes allemandes et hongroises relatives à la guerre contre les Turcs. La bibliothèque de Dresde a fourni des extraits de deux chroniques vénitiennes inédites qui donnent des détails intéressants sur la conquête de la Morée par les Vénitiens (1463-1469) et la prise de Négrepont par les Turcs (1470). Cette excellente publication facilitera l'étude des origines de la diplomatie occidentale après la prise de Constantinople. L'auteur de « Philippe de Mézières et la croisade au xive siècle » s'est engagé à nous donner lui-même cette étude sur le déclin de l'idée de croisade et l'on ne peut que souhaiter de lui voir accomplir bientôt cet important travail. M. Jorga n'a pas publié *in extenso* tous les textes qu'il a choisis et il s'est contenté d'en résumer une partie en français. Un index alphabétique serait désirable et rendrait les plus grands services. Parmi les documents intéressant spécialement l'histoire byzantine, citons : Extraits d'un portulan d'Ancône, 1435-1444 (détails sur la douane impériale); Rapport du dominicain Jean de Raguse, envoyé à Constantinople en 1436 pour travailler à l'union religieuse; Rapport sur les territoires de l'empire de Constantinople et l'état de l'Église grecque en 1436 (liste des paroisses de Constantinople, population évaluée à 40,000 habitants, détails curieux sur le *modus vivendi* établi entre l'autorité turque et l'Église grecque dans les territoires chrétiens occupés par les Turcs); Consultation théologique présentée au pape en décembre 1452 pour savoir s'il est licite aux catholiques romains de secourir les Grecs (l'auteur se prononce pour l'affirmative); Détails et lettres diverses sur la transmission de la nouvelle de la prise de Constanti-

1. Jorga, *Notes et extraits pour servir à l'histoire des Croisades au XVe siècle*. 4e série : *1453-1476*; 5e série : *1476-1500*. Bucarest, édition de l'Académie roumaine, 1915, 2 vol. in-8°, vi-378 et 349 p.

nople en Occident (on voit, d'après une lettre de Philelphe de 1464, que le doge Foscari proposa au Sénat d'entreprendre immédiatement la guerre contre les Turcs, t. IV, p. 237. La nouvelle, transmise par Venise, arrive à Vicence le 29 juin).

M. G. Schlumberger a publié une sixième série de sceaux byzantins inédits[1] parmi lesquels on relève trois bulles impériales au nom d'Isaac Comnène (n° 312), Alexis Comnène (313-314), Constantin Ducas (315), plusieurs bulles épiscopales et toute une série importante pour l'histoire des thèmes : Léon, patrice et stratège des Thracésiens (298), Constantin, protospathaire impérial et stratège de Cherson (305). Ce dernier sceau est orné au droit de la croix à double traverse avec branchages partant du pied. Sur la fréquence de ce motif en Crimée à l'époque iconoclaste, voir G. Millet, *les Iconoclastes et la croix*, dans le *Bull. de corresp. hellén.*, t. XXXIV, p. 103-106. Le thème de Cherson fournit encore le sceau de Sergios, spatharocandidat impérial et « ἐκ προσώπου » (306). Ainsi que l'ont montré Rambaud (*Empire grec au Xe siècle*, p. 197-198), Mitard (*Études sur le règne de Léon VI*, Byzantinische Zeitschrift, t. XII, p. 593) et Bury (*The Imperial administrative system*, p. 46), les « ἐκ προσώπου » sont délégués par l'empereur dans les fonctions de stratèges sans en avoir le titre effectif (cf. Schlumberger, *Sigillographie byzantine*, p. 245 et 577). Parmi les sceaux des fonctionnaires des thèmes, grand chartulaire et commerciaire du thème de Chaldée (310), protonotaire de Paphlagonie (297), juges du tribunal du Velon et des thèmes des Arméniaques (307), des Cybyrrhéotes (311), un des plus intéressants est celui de Basile, centarque, (κένταρχος) du thème de Séleucie, XIe-XIIe siècle (303). C'est la première fois que ce titre se rencontre sur un sceau sous cette forme, mais M. Schlumberger avait déjà publié (*Sigillographie byzantine*, p. 166) le sceau d'un « protokentarios » d'Hellade. Les κένταρχοι, d'après Léon VI (*Tactica*, t. IV, p. 11), commandent des unités de 100 hommes. Philothée (éd. Bury, p. 139, 6) mentionne un κένταρχος τῶν σπαθαρίων parmi les officiers du stratège d'Anatolie, peut-être, suivant l'hypothèse de Bury, le chef de la garde personnelle du stratège. Citons encore le sceau d'un « tagmatophyrlaque », protospathaire et vestiarite (316) : c'est le troisième spécimen connu (voir *Sigillographie byzantine*, p. 369), et la formule très rare d' « esclave de la croix », qui se trouve sur le sceau d'un haut dignitaire, ΖΗΝΟΝΟΣ ΥΠΑΤΟΥ-ΔΟΥΛΟΥ ΤΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ (327), et qui est peut-être une nouvelle

1. G. Schlumberger, *Sceaux byzantins inédits*, 6e série. Paris, Rollin et Feuardent, 1916, in-8°, 17 p. (extrait de la *Revue numismatique*).

preuve de la vénération que les iconoclastes témoignaient à la croix (voir G. Millet, *art. cité*). On voit quels éléments importants la nouvelle série de sceaux réunie par M. Schlumberger apporte à l'histoire des institutions.

De son côté, M. Jean Ebersolt a rédigé le catalogue des sceaux byzantins conservés au musée de Constantinople[1]. Reconnaissant combien il est difficile de dater les sceaux postérieurs au IXe siècle, il a adopté le principe de classification par catégories et fonctions posé par M. Schlumberger. Cette méthode offre l'avantage de fournir à la critique historique des suites sigillographiques qui renseignent sur l'histoire des fonctions administratives. On peut regretter cependant que les fonctions aient été classées par ordre alphabétique et non d'après un ordre logique, qui eût offert de grands avantages. L'ordre alphabétique eût pu figurer dans une simple table. Un grand nombre de ces pièces sont analogues à d'autres déjà connues. Quelques-unes, au contraire, ont un caractère nouveau. Tel est le sceau à l'effigie de la vierge Episkepsis (124), qui montre la Madone debout, orante, avec le buste du Christ sur la poitrine. Nous avons là une reproduction de la célèbre icone conservée à l'église des Blachernes. Le texte du « de Cerimoniis », (II, 12, éd. de Bonn, p. 553), nous montre les empereurs pendant la cérémonie du bain sacré des Blachernes, allant prier εἰς τὴν ἐπίσκεψιν : ce sceau fournit donc le meilleur commentaire du texte. Un des sceaux impériaux est au nom de l'impératrice Eudoxia (126). Il s'agit soit de la femme d'Arcadius soit de celle de Théodose II. On trouve dans cette série le sceau de l'empereur Philippicos, 711-713 (137), et deux sceaux intéressants de l'époque iconoclaste. L'un, au nom de Constantin, avec une légende latine, porte au revers le buste du Christ (138); l'empereur, d'après M. Ebersolt, serait Constantin V et il se fonde sur la ressemblance du type avec celui d'une autre bulle où l'on voit d'un côté Léon III, de l'autre Constantin V. On peut s'étonner que le buste du Christ figure sur le sceau du violent adversaire des images qu'était Constantin V et cette circonstance rend l'identification douteuse. Au contraire, la pièce suivante (139) nous montre nettement l'application des édits iconoclastes. Ici les légendes sont en langue grecque, mais écrite en caractères latins. Au droit est une inscription aux noms de Léon (III) et Constantin (V) (ou Léon IV et son fils Constantin, ou Léon V et son fils Constantin). Au revers apparaît une croix élevée sur quatre degrés avec l'ins-

1. Jean Ebersolt, *Sceaux byzantins du musée de Constantinople*. Paris, Rollin et Feuardent, 1914, in-8°, 74 p.

cription rituelle : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » C'est un exemple curieux à ajouter à ceux qu'a rassemblés M. G. Millet pour montrer la dévotion des iconoclastes envers la croix. La plupart des sceaux anonymes à trimètres iambiques sont connus par ailleurs, sauf deux exemplaires couverts d'inscriptions plaisantes. Parmi les sceaux des fonctionnaires, les « commerciaires », officiers de finances des thèmes, sont représentés par dix spécimens. A citer aussi (400) le sceau d'un « consul et archonte de la soie » avec au droit les bustes de deux empereurs du VIIe siècle (probablement Héraclius et son fils Constantin). Il s'agit d'un haut fonctionnaire d'une manufacture impériale de soie (βλαττίον). Les nos 458 et 459 nous font connaître la fonction de « commerciaire et paraphylax d'Abydos ». Il s'agit du fonctionnaire préposé à la douane impériale et à la garde du port d'Abydos. Le n° 471 nous donne le nom du patrice Houmir, un Arabe converti au christianisme au VIIe siècle (cf. *Sigillographie byzantine*, p. 564). C'est par des publications de ce genre que l'on arrivera à constituer le Bullarium byzantin qui, en éclairant les textes et en précisant leurs données, permettra d'écrire l'histoire des institutions de l'empire byzantin.

II. Ouvrages d'ensemble. — Les deux premiers volumes de « l'Orient et l'Occident à travers quinze siècles », dûs au général G. F. Young[1], constituent une histoire générale de l'Europe depuis l'avènement d'Auguste jusqu'à la fin du règne de Léon l'Isaurien (740). L'auteur a donc réuni dans une même étude l'histoire de l'empire romain et celle de l'Europe au moyen âge. Bien que les sources de ces deux périodes relèvent en réalité de deux disciplines entièrement distinctes, il n'y a que des avantages à les coordonner dans un même exposé et à montrer comment l'Europe du moyen âge est sortie de l'empire romain. C'est en somme le plan de Gibbon qui est repris et adapté à l'information scientifique actuelle. Pour rendre plus complète la ressemblance, l'histoire de l'empire byzantin tient une place très importante dans le récit de M. Young. Là s'arrêtent d'ailleurs les analogies, et les conclusions de l'auteur moderne sont non seulement originales, mais presque toujours diamétralement opposées à celles de son prédécesseur.

La forme est claire et agréable ; l'auteur s'est efforcé de donner un tableau d'ensemble des diverses manifestations d'activité et il a réduit avec raison l'histoire des guerres à une mesure plus juste que celle

1. Br. Genl. G. F. Young, *East and West through fifteen centuries, being a general History from B. C. 44 to A. D. 1453*. Londres, Longmans, 1916, in-8°. Vol. I, xxvi-605 p.; vol. II, xii-674 p.

que lui font ordinairement les chroniqueurs. Mais surtout, et c'est ce qui fait l'originalité de son livre, il respecte rigoureusement l'ordre chronologique des faits, « qui doit prévaloir, « dit-il », contre toutes les autres considérations ». Les inconvénients de cette méthode seraient grands si elle était poussée avec une trop grande rigueur, mais M. Young a su l'appliquer avec tact : bien que le procédé qui consiste à grouper les faits de même ordre soit plus clair et moins fatigant pour le lecteur, l'ordre chronologique a pour avantage de montrer comment les faits d'ordres différents, religieux, militaires, économiques, ont réagi les uns sur les autres et il convient aux larges synthèses de ce genre destinées à montrer la vie d'une époque dans toute sa complexité. Il est intéressant d'avoir un tableau bien dressé des faits concomitants qui se passent dans l'empire byzantin, dans la Gaule mérovingienne ou la Bretagne anglo-saxonne : à ce point de vue, l'ouvrage de M. Young rendra de grands services aux étudiants d'histoire.

L'auteur est au courant des principales sources ; mais la bibliographie qu'il a dressée en tête de ses deux premiers volumes présente des lacunes vraiment déconcertantes. On ne voit pas pourquoi il cite les ouvrages sans donner leur date, mais surtout on regrette de voir omis un assez grand nombre de livres fondamentaux qui ont renouvelé complètement la plupart des questions et dont l'autorité s'impose lorsqu'il s'agit d'ouvrages de haute vulgarisation comme celui-ci. Je laisse de côté l'histoire de l'empire romain, bien que j'ai été surpris de ne pas voir mentionnés l'Histoire ancienne de l'Église de Mgr Duchesne, les travaux de Seeck sur la fin du paganisme, de Pichon sur les sources de l'époque de Constantin, de Jouguet sur les papyrus, de Jules Maurice sur la numismatique. Si nous passons à l'empire byzantin, on s'étonnera encore plus que l'auteur n'ait fait aucun état des ouvrages de Charles Diehl, qu'il ne cite ni la *Carthage romaine* d'Audollent, ni *le Grand Palais impérial* d'Ebersolt, ni l'*Apostelkirche* d'Heisenberg, ni l'*Eraclio* de Pernice, ni même la littérature byzantine de Krumbacher. Cette information insuffisante a eu parfois sur ses conclusions des conséquences fâcheuses qui auraient pu être facilement évitées. C'est ce que nous allons essayer de montrer brièvement en nous en tenant aux faits qui intéressent l'empire byzantin.

La thèse centrale de l'auteur, qui donne une unité à sa composition, c'est que, contrairement au jugement habituel, le point culminant de l'histoire de l'empire romain doit être placé non sous les Antonins, mais au IVe siècle, entre Constantin et la mort de Théodose. Il rejette comme tendancieux les témoignages des païens attar-

dés qui considèrent la victoire du christianisme comme une décadence et il soutient que jamais la situation de l'empire n'a été aussi brillante qu'au IVe siècle : puissance militaire (les frontières sont mieux défendues, le chiffre de l'armée a doublé, les réformes militaires de Constantin, mal jugées souvent, ont eu pour effet de constituer des unités tactiques plus maniables que la légion), splendeur des cités (création de nouvelles capitales), prospérité économique (le IVe siècle est l'âge d'or de la Bretagne romaine et de l'Afrique), progrès général de la civilisation (plus de moralité, abolition des supplices cruels, souci du sort des faibles, des femmes et des esclaves). Il y a dans ce tableau séduisant un côté un peu paradoxal et il ne serait pas malaisé d'y jeter quelques ombres en s'adressant aux témoignages contemporains. Mais surtout l'auteur fait trop abstraction des terribles invasions du IIIe siècle qui ont commencé à désorganiser l'empire et à le germaniser en partie. Tous les témoignages archéologiques montrent que la vie urbaine est beaucoup plus restreinte en Gaule qu'à l'époque des Antonins. L'industrie et le commerce y sont déjà aux mains des Syriens. A la vérité, le tableau que M. Young dresse de l'empire est vrai des provinces orientales qui n'ont pas souffert des invasions et qui n'ont pas connu les terribles crises sociales et économiques analogues à celles des Bagaudes ou des Circoncellions d'Afrique. Et c'est là qu'apparaît la principale lacune de cet ouvrage, si estimable à d'autres égards. Si M. Young eût fait davantage état de la littérature historique de ces dernières années, il n'eût pas omis l'événement capital qui explique la transformation de l'Europe à la fin de l'antiquité. Cet événement est, selon nous, la renaissance de l'ancien Orient qui prend partout l'offensive contre l'hellénisme et impose au monde romain tout entier ses produits industriels, ses marchands, ses conceptions religieuses et politiques, ses monuments artistiques. C'est l'Orient qui est au IVe siècle la partie vitale de l'empire romain et il est exact de dire que jamais sa situation ne fut plus prospère qu'à cette époque. Un ouvrage d'histoire générale ne peut passer sous silence un fait d'une pareille portée.

Ce même manque d'information se constate dans l'exposé d'un des événements les plus importants de la fin de l'antiquité, la fondation de Constantinople. En dépit des preuves péremptoires tirées des papyrus, par Jouguet et O. Seeck, M. Young adopte la date de 323 pour celle de la dernière guerre contre Licinius. Cette guerre eut lieu en réalité en 324 et la résolution de fonder Constantinople suivit immédiatement la victoire. Sans tenir compte des excellentes recherches de M. Jules Maurice sur les monnaies, M. Young admet que Constantinople a été bâtie en trois ans (327-330). Les textes et

les monnaies prouvent que la construction s'est étendue au moins sur sept ans (324-331). De même l'affirmation qu'il n'y eut aucun rite païen à la cérémonie d'inauguration et qu'il fut interdit d'y élever des temples apparaît aujourd'hui comme téméraire (voir *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 211-272). M. Young a du moins formulé la véritable cause de la fondation, qui était la nécessité pour l'empereur de résider à portée de la frontière du Danube. Est-il exact en revanche d'écrire que le croissant resta l'emblème de la nouvelle cité comme il l'avait été de l'ancienne Byzance et que les Turcs l'adoptèrent après 1453? En fait, aucune des monnaies sorties de l'atelier de Constantinople, étudiées par M. J. Maurice, ne porte cet emblème. D'autre part, il est admis aujourd'hui que les Turcs ont reçu le croissant des princes seldjoucides et qu'il figurait sur les étendards des janissaires d'Ourkhan (1326-1360).

La description du palais impérial sous Constantin et, plus tard, sous Justinien eût gagné à tenir compte des travaux d'Ebersolt et Mordtmann. Le plan donné à l'appendice XIX contient beaucoup d'erreurs : le Forum Augustæon y est placé au sud de l'Hippodrome, à la place actuelle de la mosquée d'Ahmed; il était en réalité situé entre le vestibule de Chalce et la façade sud de Sainte-Sophie. De même l'Hippodrome se trouvait en bordure du palais de Daphné, situé à la place de la moderne mosquée d'Ahmed.

La théorie des invasions barbares en Occident est également sujette à caution. Est-il vrai de dire que les armées romaines ont été submergées par le flot des barbares? On sait depuis longtemps que les choses ne se sont pas passées aussi simplement et Fustel de Coulanges, dont le nom n'est même pas prononcé, a montré par des preuves décisives les effectifs réduits dont disposaient les barbares. L'invasion s'est faite surtout par infiltration et a presque toujours le caractère d'une révolte militaire de « fœderati » barbares.

De même pour le règne d'Héraclius, M. Young se fie à l'étude de Drapeyron, qui, malgré des mérites incontestables, a été entièrement renouvelée. Il ne tient compte d'aucune des recherches qui ont été faites sur la question difficile de la restitution de la Vraie Croix. Il montre Héraclius apportant la croix à Constantinople, puis allant la replacer à Jérusalem; il considère toujours la fête de l'Exaltation de la croix comme établie à cette occasion. Il est vraiment fâcheux de faire ainsi abstraction de toutes les recherches patientes qui ont complètement renouvelé cette question. Il en est ainsi pour les invasions arabes. M. Young explique leurs victoires faciles sur les armées impériales par l'élan irrésistible que leur donnait leur fanatisme. Mais cette cause n'est pas suffisante; il faut avant tout tenir compte

de l'état de désorganisation où se trouvait l'Orient au VIIe siècle, de la faiblesse et du manque de solidité des troupes impériales, des rancunes excitées chez les Orientaux par la persécution contre les monophysites (voir les excellentes considérations de Jean Maspero dans son étude sur l'armée romaine d'Égypte). M. Young étudie avec soin les controverses religieuses, mais il ne montre pas suffisamment leur portée politique : ceci s'applique surtout à ce qu'il dit du monothélisme (t. II, p. 446-447), qui est avant tout une tentative suprême d'Héraclius pour réconcilier l'Orient avec l'empire. On regrette enfin de voir reparaître des erreurs traditionnelles qui ont décidément la vie dure (établissement des Slaves en Dalmatie par Héraclius en 638 ; incendie de la bibliothèque d'Alexandrie par ordre d'Amrou ; création des thèmes par Constant). Les deux premiers événements proviennent de traditions apocryphes ; le troisième est présenté d'une manière fausse, la création des thèmes étant en réalité le résultat d'une longue évolution[1].

A côté de ces imperfections qu'il eût été facile d'éviter, l'ouvrage de M. Young a des qualités réelles d'exposition qui en rendent la lecture agréable. Des tableaux généalogiques, des cartes et une illustration bien choisie le rendent commode et attrayant et, sauf sur les questions où il s'est fié à des guides dont l'autorité est périmée, il a donné un tableau exact et toujours intéressant des grands faits de l'histoire du moyen âge.

Les *Récits de Byzance et des Croisades* de M. G. Schlumberger[2] sont une réunion d'articles publiés dans divers journaux et qui retracent d'une manière colorée quelques-uns des épisodes les plus pittoresques de l'histoire de l'empire byzantin et de l'Orient latin : siège de Constantinople par les Avars sous Héraclius, sac de Salonique par les Arabes de Crète en 904, campagne des Russes dans les Balkans en 972, aventures curieuses du césar Otton II réfugié à bord d'un navire de guerre byzantin après la grande défaite que les Arabes de Sicile lui avaient infligée à Stilo, en Calabre (982), reconstitution, d'après les fouilles de Kosciusko, de la Cherson byzantine, témoignage sur la visite de Basile II à Athènes en 1018, récit des aventures d'une princesse byzantine, fille de l'empereur de Chypre Isaac Comnène, qui, tombée aux mains de Richard Cœur

1. De même, il paraît difficile d'admettre (p. 336) que les 15,000 fœderati du nord enrôlés par Tibère II soient le premier noyau des Varanges, et (p. 426) que la couronne de fer de Monza soit celle de Constantin ; ce n'est en tout cas qu'une conjecture sans preuve solide.

2. G. Schlumberger, *Récits de Byzance et des Croisades*. Paris, Plon, 1916, in-12, 361 p.

de Lion, fut captive en Normandie et en Touraine, épousa Raimond VI, comte de Toulouse, fut répudiée et se remaria à un aventurier flamand, Jean de Nesle, châtelain de Bruges, qui avait fait escale à Marseille avant son départ pour la croisade (1202), tels sont quelques-uns des chapitres de ce livre attrayant. En présentant ainsi le côté romanesque et aventureux de l'histoire de l'Orient médiéval, il ne pourra que contribuer à attirer l'attention du grand public sur des faits mal connus et auxquels les événements actuels ont donné un nouvel intérêt.

III. Histoire par périodes. — Mgr Duchesne a montré d'une manière plus précise qu'on ne l'avait fait jusqu'alors que l'impératrice Théodora a eu une politique religieuse particulière et souvent en opposition avec celle de Justinien[1]. Rien n'est plus curieux que les aventures de ces moines monophysites qu'elle cache dans le palais impérial, auxquels elle envoie des secours dans leur exil et dont elle facilite la propagande. Mgr Duchesne établit en particulier que c'est grâce à l'impératrice que la hiérarchie monophysite a pu se perpétuer en Orient. Après la mort de Sévère d'Antioche (538) et l'envoi en exil de Théodose d'Alexandrie, l'Église monophysite était complètement désorganisée ; l'union rêvée par Justinien eût pu aboutir. Mais, grâce à Théodora, un certain moine Jean, interné sur la mer Noire, arrive à sortir de sa prison et, en dépit de la police impériale, parcourt l'Asie Mineure en faisant des ordinations. En quelques années le clergé monophysite se reforma et, quand les évêques furent assez nombreux, ils élurent un successeur à Sévère. « Grâce à la trahison de l'impératrice, une hiérarchie non-conformiste était reconstituée dans les patriarcats d'Orient. »

M. Koulakovsky a publié le tome III de son *Histoire de Byzance*[2], qui embrasse la période si importante, mais pleine d'obscurité, comprise entre le meurtre de Maurice et l'avènement de Léon l'Isaurien (602-717). On retrouve dans ce volume toute la sûreté d'information et les qualités d'exposition qui distinguent les deux premiers, mais, sur bien des points de détail, il est encore plus nouveau. On peut dire que l'auteur n'a négligé aucune des sources byzantine, occidentale ou orientale dont plusieurs sont de publication récente et lui ont permis de faire la critique du récit

1. Duchesne, *les Protégés de Théodora*. Paris, 1915, in-8° (extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, t. XXXV, p. 57-79).

2. Julien Koulakovsky, *Istoriia Vizantii*. T. III : *602-717*. Kiev, Koulijenko, 1915, in-4°, xiv-431 p. Sur les tomes I et II, voir *Rev. histor.*, 1912, t. CXI, p. 320. Cf. *Journal des savants*, septembre, octobre et novembre 1917.

traditionnel admis sur la foi de Nicéphore et de Théophanès. Il a utilisé aussi dans une large mesure les excellentes monographies dont cette époque a été l'objet, et les noms de Butler, Diehl, Audollent, Ouspensky, Pantchenko, Brooks, etc., reviennent souvent dans ses références, bien qu'il ait proposé parfois des modifications à leurs théories. Ce volume a donc avant tout une valeur critique et l'on serait plutôt tenté de se plaindre que le travail d'analyse ait fait quelque tort à celui de la synthèse. On voudrait voir l'auteur interrompre parfois son récit chronologique pour marquer les étapes importantes du développement de l'empire : on regrette ainsi qu'il n'ait pas concentré dans un seul chapitre tous les faits d'ordre intérieur qui disparaissent quelque peu au milieu du récit des guerres. Cette constatation n'enlève rien à la valeur des conclusions nouvelles qui distinguent pour ainsi dire chacun des chapitres.

L'auteur a amélioré en particulier notre connaissance du règne de Phocas. Dans une étude critique sur Théophanès (*Vizantijski Vremennik*, t. XXI, p. 1-14), il avait déjà montré que ce chroniqueur avait confondu la révolte des Juifs d'Antioche qui eut lieu dans les derniers jours du règne de Phocas avec les révoltes des factions du Cirque qui furent continuelles sous son règne et amenèrent la répression sanglante de Bonose dans les villes d'Orient. Phocas, qui avait eu les Verts pour alliés à son avènement, se brouilla avec eux pour des causes mal déterminées, peut-être à cause de sa politique religieuse. M. Koulakovsky a montré d'une manière saisissante que le règne de ce soudard grossier et cruel eut pour résultat la désorganisation de l'empire : l'armée impériale détruite, les finances obérées, l'émeute en permanence dans les grandes villes, les provinces envahies par les Perses et les Avars, les monophysites d'Orient exaspérés par ses persécutions religieuses, voilà l'héritage qu'il lègue à son successeur. Il fut renversé par l'aristocratie administrative dont faisait partie la famille d'Héraclius. L'histoire de cette révolution a été bien élucidée. Avec Diehl et Pernice, M. Koulakovski rejette la légende de la double marche d'Héraclius et de Nicétas sur Constantinople. Il montre qu'Héraclius a voulu d'abord s'assurer de l'Égypte, principal grenier de Constantinople et de l'empire. Ce fut seulement après la soumission de l'Égypte par Nicétas que l'exarque d'Afrique fit partir son fils pour la capitale avec une flotte. L'itinéraire du jeune Héraclius est déterminé avec précision et les études topographiques du Père Pargoire ont permis de donner un récit très vivant de la prise du port Sophien, qui fut l'événement décisif de la lutte.

L'étude du règne d'Héraclius a modifié quelques-unes des conclusions de l'ouvrage de Pernice. M. Koulakovsky ne dissimule pas

d'ailleurs l'insuffisance des sources qui nous renseignent sur son gouvernement intérieur. On ignore comment il parvint à faire cesser les querelles des factions du Cirque, à rétablir l'ordre et la discipline dans l'armée et dans l'État, à réunir enfin les ressources en hommes et en argent nécessaires à l'audacieuse contre-offensive qu'il dirigea contre la Perse. M. Koulakovsky a raconté dans le plus grand détail les désastres des neuf premières années du règne, les campagnes contre la Perse, les débuts de l'invasion arabe. Il a mis en lumière le caractère nouveau de la politique dynastique d'Héraclius (association au trône du jeune Constantin dès sa naissance, principaux postes confiés aux parents de l'Empereur, mariages consanguins dans la famille impériale) : les secondes noces du souverain avec sa nièce Martine et ses efforts pour associer au trône la postérité de son second lit devaient amener de nouvelles guerres civiles. La conquête de la Palestine par les Perses et la prise de Jérusalem ont été racontées surtout d'après la monodie d'Antiochus le Stratège, qui paraît avoir une connaissance exacte des lieux. Aux détails sur le séjour des Perses en Palestine, on pourrait ajouter le renseignement curieux donné par la lettre des trois patriarches d'Orient à Théophile en 836 (texte publié par Mgr Duchesne, *Roma e Oriente*, t. III, p. 283) : les Perses auraient épargné l'église de la Nativité à Bethléem parce qu'ils reconnurent leur costume national dans celui des rois mages représentés à la façade de cette église. La vie de saint Jean l'Aumônier, patriarche d'Alexandrie, a fourni des détails intéressants sur le gouvernement des Perses en Palestine, qui mirent à la tête de Jérusalem le moine Modestos, représentant du patriarche, et sur l'accueil fait en Égypte aux réfugiés de Palestine. Ce qui ressort de ce récit, c'est le souci des Perses de se concilier les populations chrétiennes et en particulier les monophysites persécutés sous les règnes précédents. On les voit faire reconstruire les églises de Jérusalem, expulser de la ville les Juifs qui avaient pris part en 614 au massacre des chrétiens et autoriser la réunion à Ctésiphon d'un concile de l'Église monophysite (615), auquel assiste le patriarche captif de Jérusalem, Sophronius. De même après la conquête de l'Égypte (618), c'est au patriarche monophysite que les Perses confèrent l'autorité civile et le soin de faire rentrer les impôts. Ces ménagements des Perses à l'égard des monophysites expliquent les efforts faits par Héraclius pour les réconcilier avec l'orthodoxie. Contrairement à de Boor et à Pernice, M. Koulakovsky refuse d'admettre la prise de Carthage par les Perses en 618 et la lecture Καρχηδόνα au lieu de Χαλκηδόνα dans le texte de Theophanes. Par contre, il ne voit

aucune raison de rejeter le témoignage de Nicéphore, d'après lequel Héraclius aurait songé à cette époque à s'établir à Carthage.

Les préparatifs financiers et militaires de l'empereur contre la Perse ont été élucidés aussi complètement que le permet l'insuffisance des sources. M. Koulakosvky suppose que les régiments d'Europe, τὰ στρατεύματα τῆς Ἐυρώπης, transportés en Asie d'après Theophanes, étaient de simples cadres destinés à être remplis par un corps expéditionnaire. En réalité ce n'est que par des conjectures que l'on peut se faire une idée de la composition de la première armée d'Héraclius. Dès le début, beaucoup d'officiers supérieurs paraissent avoir été recrutés dans la noblesse arménienne. Une autre question obscure est celle de l'arrêt des Perses qui ne poussent pas leurs avantages après la conquête de l'Égypte et laissent trois ans à Héraclius (618-621) pour organiser son expédition. M. Koulakovsky a bien relevé, d'après Sebeos, une tentative de Chosroès pour surprendre Constantinople par mer, mais ce fut une simple échauffourée et il semble bien que ce soit surtout le manque d'une flotte de guerre qui ait empêché les Perses d'attaquer sérieusement Constantinople. C'est un fait important qu'avant la constitution de la marine arabe de Moavyah la flotte impériale a exercé la maitrise exclusive et incontestée de la mer. Telle est sans doute la raison de l'arrêt des Perses qui ne pouvaient improviser une flotte de guerre et n'y songeaient peut-être même pas.

L'itinéraire d'Héraclius pendant ses six années de campagne contre la Perse a été suivi avec précision. Il quitte Constantinople dans l'hiver de 621 et c'est au palais de Hiercia qu'il arrête ses dernières dispositions. Le 4 avril 622, dimanche de Pâques, il va prendre congé de son peuple et confie la régence au patriarche Sergius et au patrice Bonos. Il s'embarque pour atterrir au bout d'un jour à Pylae, au sud de Nicomédie. Il entre en Cappadoce en automne (tout l'été a été passé à exercer son armée). Après ses premières victoires sur Schahrbaraz, il fait un court séjour à Constantinople (février 623), il célèbre la Pâque à Nicomédie (27 mars) et arrive le 20 avril à Césarée de Cappadoce, où son armée est concentrée. Il traverse la Petite-Arménie, passe l'Araxe (juin) et envahit l'Atropatène, où il manque de surprendre Chosroès. Pendant ses quartiers d'hiver (623-624), il entre en relations avec les peuples chrétiens du Caucase. Les campagnes de 624 et de 625 furent, ainsi que le montre M. Koulakovsky, des campagnes de défensive : Héraclius battit en retraite jusqu'en Cilicie et même après sa victoire du Saros ne put empêcher une armée perse de péné-

trer jusqu'à Chalcédoine et de préparer le siège de Constantinople de concert avec les Avars. Ce fut seulement en 627, après un séjour d'un an en Transcaucasie, dont il fit sa base d'opérations, qu'Héraclius put prendre l'offensive décisive qui le mena aux portes de Ctésiphon.

La question si obscure de l'exécution du traité conclu avec Kawadh a été élucidée avec soin. Pour obtenir l'évacuation de la Syrie et de l'Égypte ainsi que la restitution de la Vraie Croix, Héraclius dut se mettre personnellement en rapports avec Schahrbaraz (entrevue d'Arabissos, juin 629, dont les détails sont fournis par la chronique syrienne de Thomas le prêtre). Contrairement à ses prédécesseurs, M. Koulakovsky, après une étude critique très complète, conclut que la Vraie Croix fut rapportée à Jérusalem, non en 629, mais seulement le 21 mars 630. C'est à cette date qu'il faut placer aussi les premières mesures de représailles prises contre les Juifs. M. Koulakovsky a montré suffisamment que le prétendu édit de Phocas ordonnant de baptiser les Juifs est le résultat d'une erreur de Denys de Tellmar, qui confond les empereurs et les dates. La traduction slavonne des Grandes Ménées, publiée par la Commission archéologique de Russie, donne un récit très vivant de la publication de l'édit d'Héraclius à Carthage. En rapprochant ce récit du document juif appelé « Doctrina Iacobi nuper baptizati », on voit que l'édit ordonnant de baptiser les Juifs fut publié en 634 et cette date est confirmée par Michel le Syrien.

La dernière partie du règne d'Héraclius est marquée par deux événements également désastreux et en relations l'un avec l'autre. D'une part la tentative de conciliation monothélite imposée par la force acheva d'exaspérer les monophysites d'Orient et détermina un nouveau schisme entre Constantinople et Rome. D'autre part la révélation soudaine de la puissance militaire des Arabes anéantit en quelques années les résultats des guerres d'Héraclius. On s'expliquerait plus facilement cette décadence inattendue de la puissance impériale si l'on connaissait mieux l'histoire des institutions militaires de l'époque d'Héraclius. A vrai dire on ne connaît bien la situation militaire qu'en Égypte, grâce au témoignage des nombreux papyrus dont le regretté Jean Maspero avait tiré une étude si importante[1] que M. Koulakovsky a utilisée : faiblesse des effectifs, infériorité du commandement, recrutement indigène et héréditaire, manque d'esprit militaire, tels sont les caractères qui distinguent l'armée d'Égypte. Ces armées provinciales recrutées sur place et se

1. Jean Maspero, *Organisation militaire de l'Égypte byzantine*. Paris, 1912. Voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 78.

battant seulement dans leur pays paraissent être la force militaire principale de l'empire. On peut en étudier l'organisation en Égypte, dans l'exarchat de Ravenne, en Afrique et aussi en Arménie, où, comme l'a montré M. Koulakovsky, l'organisation militaire d'Héraclius sous un chef national fut l'origine du thème des Arméniaques. En dehors de ces milices, Héraclius ne paraît avoir disposé que de très petites armées qui furent anéanties par suite de leur indiscipline dans les sanglantes batailles de Syrie (633-638). Cette situation explique les succès faciles des Arabes.

En outre, dans le dernier article qu'il a écrit, publié ici-même[1], sur « la Conquête de l'Égypte par les Arabes », Amélineau a donné des preuves abondantes de l'indifférence complète et parfois de l'hostilité des populations coptes pour la domination impériale. Certains papyrus révèlent la corruption administrative et la fiscalité qui pesaient sur l'Égypte. Mais surtout les documents d'origine copte manifestent tous la même indignation contre la politique religieuse de l'empereur et de son représentant le patriarche Cyrus, à la fois chef de l'Église et gouverneur d'Égypte, qui est pour eux l'Antéchrist[2]. En Égypte, les Arabes furent donc bien accueillis par les indigènes, tandis qu'en Syrie les Juifs furent leurs principaux auxiliaires. Telle est la cause de la situation désastreuse dans laquelle Héraclius laissa l'empire à ses successeurs. Parmi les faits de cet ordre réunis par M. Koulakovsky, ceux qui ont trait au rôle important que le clergé monophysite avait joué en Orient pendant la domination perse ont une grande valeur. Il avait été favorisé par les autorités perses qui l'avaient considéré comme le représentant naturel des populations indigènes : il n'est donc pas étonnant qu'il ait vu sans enthousiasme le retour à l'empire dont la propagande monothélite contribua à l'éloigner définitivement.

L'histoire des Héraclides et des usurpateurs qui leur succèdent, de la mort d'Héraclius à l'avènement de Léon l'Isaurien (641-717), forme la dernière partie du volume. L'étude critique que M. Koulakovsky a faite du texte de Théophanès lui a permis de renouveler entièrement l'histoire traditionnelle de ces princes, sur le compte desquels Théophanès a enregistré les rancunes de l'aristocratie. La conclusion qui ressort de ce récit c'est qu'ils ont reçu d'Héraclius en héritage des difficultés insurmontables, qu'ils ont cependant lutté

1. Voir *Rev. histor.*, t. CIX-CXX, 1915. M. Koulakovsky n'a pu avoir connaissance de cet article avant la publication de son livre.

2. Les arguments par lesquels Amélineau a soutenu que Cyrus n'était pas investi des fonctions de patriarche nous paraissent peu probants. Le passage de la vie de Schenouti cité par l'auteur affirme bien son double pouvoir spirituel et temporel.

pour sauver l'empire et que leur œuvre est loin d'être négligeable. Quelques-unes des initiatives dont on a fait honneur aux Isauriens leur appartiennent. A l'intérieur, le double mariage d'Héraclius a été l'origine des luttes de famille qui fournirent un prétexte aux révoltes militaires. En soixante-seize ans, on peut compter douze révolutions de ce genre et, seul des Héraclides, Constantin IV mourut dans son lit : tous les autres périrent assassinés. Malgré cette situation instable, les Héraclides ont fait accomplir à l'empire une évolution décisive et, après eux, il apparaît comme transformé. M. Koulakovsky n'a peut-être pas formulé suffisamment les conclusions qui ressortent, semble-t-il, des faits qu'il a établis avec le plus grand soin. Les Héraclides furent en quelque sorte les liquidateurs de la politique universelle et cosmopolite qui était celle de l'empire romain et dont l'expédition de Perse forme le dernier épisode. En face des Arabes, dont la flotte organisée par Moavyah vers 649 dispute à la flotte impériale la maîtrise de la mer et menace Constantinople, devant les progrès des nouveaux peuples du Danube, Slaves et Bulgares, les Héraclides obligés de se tenir sur la défensive, ont su l'organiser, en consentant, il est vrai, à des sacrifices nécessaires.

C'est ainsi qu'il finissent par abandonner le monothélisme, à contre-cœur il est vrai et après des péripéties fertiles en nouvelles violences (Typos de Constant, exil du pape Martin et de Maxime le Confesseur), mais ils finissent par admettre que le sixième concile œcuménique (680-681) condamne formellement la doctrine abhorrée. Ils abandonnent l'Égypte et l'Afrique : après la tentative curieuse de Constant pour faire de la Sicile une base d'opérations contre les Arabes, ils se désintéressent de plus en plus de l'Occident. Ils consacrent en revanche tous leurs efforts à la défense de Constantinople. Pendant cinq ans (672-677) (M. Koulakoysky montre que le chiffre de sept ans donné par Theophanes est une exagération oratoire), la flotte de Moavyah bloque sans succès Constantinople et elle est détruite grâce à l'invention du feu grégeois. En 677, Constantin IV impose à Moavyah une paix glorieuse pour l'empire et qui assure à Constantinople trente-huit ans de répit.

D'autre part les Héraclides se sont préoccupés beaucoup de la question des peuples du Danube. Ils n'ont pu empêcher les Bulgares de s'établir en Mésie, mais ils ont eu vis-à-vis d'eux une diplomatie habile et, jusqu'à la mort de Justinien II en 711, ils ont pu obtenir leur neutralité. M. Koulakovsky a montré que les deux guerres bulgares attribuées par Théophanès à Justinien II paraissent le résultat d'une confusion. L'alliance avec les Bulgares a été l'un des principes de la politique de cet empereur et il en a profité pour

agir contre les Slaves dont les tribus, installées en Thrace et en Macédoine, interceptaient les communications entre Constantinople et Thessalonique. Justinien II a dégagé à la fois cette route et Thessalonique elle-même ; en outre il a entrepris d'utiliser les Slaves pour augmenter les forces de l'empire et couvrir Constantinople contre les Arabes. Nous arrivons ici au résultat important du livre de M. Koulakovsky, mais il est regrettable qu'il ait partagé entre son texte et des éclaircissements supplémentaires les recherches importantes qu'il a faites sur l'origine des thèmes.

Les faits qu'il a recueillis montrent le désir de Justinien II de repeupler les territoires d'Asie Mineure désolés par l'invasion et d'y installer des populations guerrières qui offriraient un recrutement facile et s'interposeraient entre l'invasion arabe et Constantinople. L'établissement des habitants de l'île de Chypre dans la péninsule de Cyzique en 691 (voir la critique excellente des fausses allégations de Théophanès à ce sujet) est une simple émigration de populations civiles. Au contraire les Mardaïtes du Liban établis en 686 en Pamphylie paraissent y avoir reçu des fiefs militaires qui furent l'origine du thème des Kibyrrhéotes : loin d'avoir dégarni la frontière d'Asie Mineure, comme le prétend Théophanès, puisque les Mardaïtes habitaient le Liban, en plein territoire arabe, Justinien fortifia au contraire la côte méridionale dont la ville d'Attalie fut le principal centre défensif. Mais de tous ces établissements le plus important fut celui des Slaves de Macédoine en Bithynie, à la suite de l'expédition de 687. Un corps de 30,000 Slaves, sous le nom d'armée surnuméraire, λαὸς περιούσιος, devint la principale force du thème de l'Opsikion, transporté à cette époque de Thrace en Bithynie. La trahison de ces Slaves devant les Arabes à la bataille de Sébastopolis en 693 est un fait certain, mais elle n'entraîna que le tiers de l'effectif et l'existence postérieure des « mercenaires slaves de Bithynie » est attestée par une bulle de plomb au nom d'un fonctionnaire impérial ἀπὸ ὑπάτων, datée de la huitième indiction (694 ou 710). M. Koulakovsky, qui accepte la lecture proposée par M. Schlumberger, penche pour la deuxième date, à laquelle l'empereur se trouvait en Bithynie, et émet la conjecture qu'à la suite de la trahison de 693 un fonctionnaire impérial remplaça à la tête des Slaves leur chef national.

Ce transport des Slaves en Asie a donc une place importante dans l'histoire de la constitution des thèmes. Dans un supplément nourri de faits et plein de vues ingénieuses, M. Koulakovsky a repris toute la question si controversée. La lettre de Justinien au pape Jean (687) nous montre à cette époque quatre corps d'armée qui sont l'origine de thèmes : Opsikion, Anatolique, Thrace, Arméniaque. Il n'est pas

douteux que le thème a désigné un corps d'armée avant d'être une circonscription territoriale. L'expression même de thème semble relativement récente et c'est par suite d'un anachronisme que Théophanès l'emploie dès l'époque d'Héraclius. Aux arguments de M. Koulakovsky on peut ajouter celui de la Vie du patriarche Nicéphore, qui nous montre au début du IXe siècle Léon l'Arménien δημαγωγὸς τῶν λεγομένων θεμάτων. Au Xe siècle, au contraire, on ne trouve plus devant θέμα l'expression τὸ λεγόμενον. Tout en rejetant la théorie de M. Ouspensky sur le sens primitif du mot thème (populations civiles soumises à des charges militaires), M. Koulakovsky admet, en se fondant sur un traité de Nicéphore Phocas, la persistance d'une juridiction civile dans le thème, juridiction qui cherche même au Xe siècle à empiéter sur le domaine militaire. La question des thèmes est donc encore plus complexe qu'on ne l'avait supposé et elle est loin d'être résolue. Les thèmes, ainsi que l'a montré M. Koulakovsky, ne sont pas le résultat d'une création systématique. Chacun d'eux a une origine différente. Ils sont l'héritage d'une époque où, à côté de l'armée régulière (comitatus) recrutée par la conscription, existaient des corps de soldats héréditaires établis aux frontières (milites limitanei) et cultivant les terres à charge de service. Après la désorganisation de l'armée impériale sous Phocas, les deux systèmes furent repris, mais le second finit par prévaloir. Enfin M. Koulakovsky a montré l'intérêt qu'il y aurait à étudier l'origine spéciale de chacun des thèmes en prenant comme exemples les Optimates et l'Opsikion. Le thème des Optimates a pour origine les corps d' « Optimates » et « fœderati » barbares qui apparaissent au Ve siècle (Stilicon prend à la solde de l'empire les Optimates de l'armée de Radagaise) et dont il est question au VIe siècle dans le Strategicus de Maurice. Leur chef a gardé le titre de « domesticus », survivance d'un passé lointain. L'Opsikion (imperiale Obsequium) est à l'origine un corps de la garde impériale (domestici, scholæ) dont plusieurs détachements sont cantonnés en Asie Mineure dès 562. Le nom même de leur chef, le comte de l'Opsikion, atteste cette origine. Au IVe siècle, ce titre de comte était réservé aux chefs des corps de la garde, alors que l'armée avait à sa tête des « magistri militum » dont les stratèges des autres thèmes sont les successeurs.

Ce ne sont là que quelques aperçus des résultats vraiment nouveaux que l'on trouve dans ce troisième volume de l'*Histoire de Byzance*, consacré à une époque attachante sans doute par l'importance de ses événements, mais quelque peu ingrate par la pauvreté d'informations qu'elle nous a laissées. Autant qu'il était possible, M. Koulakovsky a pu en dissiper les obscurités et son travail fait grand honneur à l'école byzantiniste de Russie.

M. Ch. Diehl a soumis à un nouvel examen critique la Vie de saint Étienne le Jeune, un des principaux documents de l'époque iconoclaste[1]. Faisant état des renseignements donnés par le biographe, il n'a pas eu de peine à montrer que la prétendue cruauté et l'acharnement de Constantin V contre les moines ont été singulièrement exagérés par ses adversaires. Armé des canons du concile de 753, l'empereur n'en fait aucun usage contre Étienne. Pendant plusieurs années, avec une patience inlassable, il cherche à obtenir son adhésion par tous les moyens, ne punit ses intempérances de langage que par l'exil à Proconnèse, le fait ramener à Constantinople et, ayant échoué dans une dernière tentative, entre dans une grande colère; quelques officiers trop zélés en profitent pour faire massacrer Étienne, mais l'ordre n'est pas venu de l'empereur. Tous ces faits sont exacts et nul ne peut contester les exagérations des chroniqueurs partisans des images. La persécution des partisans des images n'en est pas moins un fait certain et la modération de Constantin V ne devait pas avoir des mobiles bien désintéressés : venir à bout de saint Étienne le Jeune eût été pour la cause iconoclaste une grande victoire. M. Diehl rectifie d'une manière utile la chronologie de l'histoire de saint Étienne (juin 762 : Premières démarches de l'empereur; octobre : Dévastation par le peuple du monastère d'Auxence; 763 : Exil à Proconnèse; décembre 763 : Emprisonnement au Prétoire de Constantinople; 20 novembre 764 : Martyre).

En un petit volume rempli de faits, M. Fotheringham a condensé une série importante de recherches critiques sur la domination vénitienne en Orient après la quatrième croisade et les a groupées autour de la figure si curieuse du conquérant de l'archipel, Marco Sanudo[2]. Comme l'auteur nous en avertit dans sa préface, il a moins voulu écrire une histoire que rassembler les éléments nécessaires à la solution de quelques problèmes difficiles. Un premier chapitre est consacré à l'origine des Sanuti, qui paraissent être une branche de la puissante famille des Candiani ou Candidiani, dont les membres, originaires du « Vicus Candianus », situé entre Ravenne et Rimini, comptèrent parmi les premiers colonisateurs de l'île du Rialto et jouèrent un rôle important dans l'histoire primitive de l'aristocratie vénitienne. Les origines de Marco Sanudo lui-même sont obscures; les chroniques du xve siècle qui lui attribuent des exploits en 1177,

1. Ch. Diehl, *Une vie de saint de l'époque des empereurs iconoclastes* (extrait des *Séances de l'Académie des inscriptions*, 1915, in-8°, p. 134-150).

2. J. K. Fotheringham, assisted by L. F. R. Williams, *Marco Sanudo Conqueror of the Archipelago*. Oxford, Clarendon Press, 1915, in-8°, v-150 p.

dans la guerre contre Frédéric Barberousse, sont suspectes et il n'apparaît guère d'une manière certaine avant la quatrième croisade, dans laquelle il accompagna son oncle maternel, le doge Henri Dandolo.

Grâce aux documents génois, M. Fotheringham apporte des éclaircissements intéressants à la question de la politique vénitienne avant 1204. Il montre que la raison véritable qui détermina Venise à attaquer Constantinople était de défendre sa situation économique dans l'empire byzantin, gravement menacée par les entreprises de Gênes et de Pise. Malgré les incursions incessantes des corsaires génois qui avaient occupé un port de Crète, l'empereur Alexis III avait conclu une alliance étroite avec Gênes au détriment de Venise; il n'y a pas à chercher d'autre motif à la facilité avec laquelle le Sénat de Venise accueillit les ouvertures du prétendant Alexis. Les événements qui suivent la prise de Constantinople en 1204 montrent avec quelle logique imperturbable Venise développa ses entreprises politiques. Dandolo fait écarter Boniface de Montferrat du trône impérial, non, ainsi qu'on l'a soutenu, parce qu'il le trouve trop puissant, mais parce que ses relations intimes avec Gênes, voisine de Montferrat, le rendent suspect. Puis, avec une habileté remarquable, au moment où Boniface va conclure avec Gênes une alliance dirigée contre Venise, la diplomatie vénitienne intervient : par le traité d'Andrinople, Boniface accepte l'alliance de Venise et lui vend la Crète. Nous ne pouvons qu'indiquer quelques-uns des points importants pour l'histoire byzantine qui sont traités dans ce volume. Citons : les recherches sur les rapports de Manuel Comnène avec Guillaume et Rainier de Montferrat, origine probablement des prétentions de Boniface sur Thessalonique; l'étude sur la constitution élaborée en 1205 après la mort de Dandolo par la colonie vénitienne de Constantinople et amendée par le doge Pietro Zani au profit de l'influence de la métropole; le récit romanesque des luttes entre les corsaires génois, tels qu'Enrico Pescatore, comte de Malte, et les conquérants vénitiens qui lèvent à leurs frais des bandes armées et deviennent comme Marco Sanudo princes souverains sous la suzeraineté impériale. M. Fotheringham établit ainsi la chronologie de l'histoire de Sanudo : 1204-1205, conquête de Naxos; 1205, mission à Venise pour préparer la conquête de l'Archipel; 1207, conquête de l'Archipel et organisation du « duché de la mer Égée »; c'est à ce moment que Sanudo occupa un moment Smyrne et épousa la sœur de Théodore Lascaris, empereur de Nicée; 1212, intervention en Crète à la demande du duc vénitien Giacomo Tiepolo; Sanudo trahit Venise, fait cause commune avec les révoltés, échoue, mais ne quitte la Crète que moyennant une grosse somme d'argent; 1216,

voyage à Thessalonique, où il amène 1,500 hommes à l'empereur Henri et fait reconnaître son fils Angelo comme successeur éventuel du duché de l'Archipel; 1230, nouvelle intervention en Crète et nouvelle défection; Sanudo abandonne les Vénitiens attaqués par Jean Vatatzès. Telle est la trame des événements extraordinaires de cette vie d'un conquistador vénitien du XIIIe siècle. Malheureusement les documents contemporains sont avares de renseignements et il faut pour le connaître s'adresser à des textes postérieurs où sont recueillies les traditions familiales des ducs de Naxos. M. Fotheringham a recueilli avec sagacité tout ce que pouvait lui donner de certain une série de chroniques vénitiennes des XIVe et XVe siècles, dont plusieurs sont inédites, l'Ἱστορία τῆς Νάξου, écrite au XVIIe siècle par le Génois Grimaldi (le manuscrit appartient à Mme della Rocca de Naxos), « l'Histoire nouvelle des anciens ducs de l'Archipel » du Père jésuite Sauger (Paris, 1688), une « Description de l'île de Naxos », écrite en 1800 par un autre jésuite, le Père Lichtle (le manuscrit inédit se trouve au British Museum, Add. 36538; il a été traduit en grec et publié dans Ἀπόλλων, t. VII-VIII, 1891-1892). Après une critique serrée de ces documents, l'auteur a pu reconstituer la physionomie du gouvernement de Marco Sanudo à Naxos, qu'il a trouvée dévastée par les pirates génois et dont il a fait une des îles les plus prospères de l'Archipel. Au centre de l'île, il s'est construit une puissante forteresse, au pied de laquelle s'est développée une ville indigène; il a distribué cinquante-six fiefs à ses compagnons d'armes, Vénitiens, Génois, Français, Espagnols, mais il a toujours ménagé ses sujets grecs et a respecté leurs susceptibilités religieuses. C'est par cette sage politique qu'il a réussi à implanter sa dynastie dans l'Archipel.

M. H. A. Gibbons a étudié l'histoire de la formation de l'empire ottoman depuis les origines jusqu'à la crise qui suivit la bataille d'Ancyre[1]. Le sujet a été souvent traité et il suffit pour s'en rendre compte de consulter la volumineuse et excellente bibliographie jointe à ce livre; elle concilie d'une manière très heureuse l'ordre méthodique avec l'ordre alphabétique; elle rendra à ce point de vue de grands services. De plus, M. Gibbons a trouvé moyen de présenter d'une manière nouvelle l'histoire si controversée des origines. Peut-être fait-il trop bon marché de ses devanciers et en particulier de l'excellente *Histoire de l'empire ottoman* de M. Jorga (voir *Rev. histor.*, t. XCIX, p. 389, et t. CV, p. 110).

Sur le fait initial, la fuite des tribus de l'Asie centrale devant l'in-

1. H. A. Gibbons, *The foundation of the Ottoman Empire (1300-1403)*. Oxford, Clarendon Press, 1916, in-8°, 379 p.

vasion mongole, l'auteur n'apporte rien de nouveau et peut-être même est-il un peu bref. Les origines de l'État ottoman ne nous sont connues que par des traditions légendaires recueillies dans les chroniques turques toutes postérieures à la prise de Constantinople. Des historiens comme Hammer ont accueilli toutes ces légendes sans contrôle ; d'autres, comme Jorga, les ont au contraire éliminées. L'originalité de M. Gibbons consiste à essayer d'en donner une interprétation critique et il est arrivé à plusieurs résultats intéressants. Il établit d'abord qu'Osman, l'ancêtre historique, n'est pas né fils de prince. C'est un chef d'une tribu très modeste qui s'est fait lui-même « a self-made man ». Le grand événement de sa vie a été sa conversion à l'islam ; les histoires romanesques racontées par les chroniqueurs montrent avec évidence qu'il n'a pas toujours été musulman. C'est cette conversion qui explique l'activité d'Osman à partir de 1290 et ses attaques contre les Grecs. L'islam a été le lien qui a réuni des éléments hétérogènes pour en faire un peuple et c'est là l'œuvre essentielle d'Osman. Son état est encore d'un dessin très vague. Il ne paraît même pas avoir frappé monnaie et l'on ignore la date exacte de son établissement à Brousse, dont il semble s'être emparé péniblement après un blocus de plusieurs années. A plus forte raison, il n'était pas maître de l'Asie Mineure. C'est une idée fausse de se représenter les Osmanlis comme ayant conquis d'abord l'empire seldjoucide avant d'attaquer l'Europe. En réalité, ils ont été jusqu'à Mourad, une des plus petites puissances d'Anatolie au milieu des grands émirats turcs formés des débris de l'État seldjoucide. C'est seulement quand ils ont été les maîtres dans les Balkans qu'ils ont pu songer à conquérir l'Asie Mineure, et la question n'était même pas encore tranchée au XVe siècle, puisque la bataille d'Ancyre eut pour résultat la restauration de la plupart des émirs dépossédés par Bayezid. M. Gibbons a rendu un réel service en constituant, surtout à l'aide des éléments fournis par les deux écrivains arabes contemporains, Ibn-Batoutah et Shehabeddin, une carte des quarante-trois émirats qui se partageaient l'Anatolie au XIVe siècle (voir appendice B).

Si Osman a fondé le peuple, chacun de ses trois premiers successeurs a développé son œuvre en lui imprimant sa marque personnelle. Orkhan a créé l'État ; Mourad a fondé un empire en Europe ; Bayezid a revendiqué l'héritage de Byzance. L'œuvre d'Orkhan est entourée d'obscurités et les sources ne montrent pas comment d'une bande d'aventuriers il a fait un État. M. Gibbons expose les données du problème qui se posait à lui et montre comment il lui était difficile de créer un État conforme aux principes théocratiques du monde

musulman. Il considère avec raison comme mythique la prétendue législation attribuée au frère d'Orkhan, Alaeddin. Il ne tient peut-être pas assez compte du fait que les Osmanlis, comme tous les peuples turcs et mongols, devaient posséder un ensemble de coutumes primitives, le « yassak », qui a dû servir de base à la nouvelle organisation. Il montre en revanche comment apparaît sous Orkhan le principe de la politique turque : tolérance religieuse à l'égard des chrétiens, mais avantages assurés à ceux qui embrassent l'islam. Dès cette époque, une masse de renégats contribue à former le peuple osmanli, profondément distinct des « Turcs » proprement dits.

Telle est la nouvelle puissance qui, en moins d'un demi-siècle, a absorbé l'empire byzantin et soumis les peuples des Balkans; l'invasion de Timour a retardé de cinquante ans la chute définitive de Constantinople. Nous ne suivrons pas l'auteur dans le récit très clair et bien informé de ces événements qui ont donné lieu à de nombreux travaux. Çà et là quelques points ont été repris et examinés d'une manière critique. Trois circonstances, d'après l'auteur, ont facilité le passage des Turcs en Europe : la peste noire, qui a interrompu les communications avec le Levant et rendu les croisades impossibles; la guerre entre Gènes et Venise et surtout les guerres civiles de l'empire byzantin. Ce sont les chrétiens qui ont montré aux Osmanlis les routes des Balkans et l'un des principaux coupables fut Jean Cantacuzène, dont le rôle néfaste est bien caractérisé. Lorsque les Osmanlis s'emparent de Gallipoli en 1354, ils avaient déjà parcouru depuis 1345 les riches vallées de Macédoine et de Thrace. Le défaut de clairvoyance des hommes d'État byzantins et des puissances italiennes est un sujet d'étonnement. Seuls les papes paraissent avoir vu le danger et, dès 1372, Grégoire XI le dénonce dans une lettre vraiment prophétique adressée au roi de Hongrie. Citons encore l'excellente étude critique sur l'origine des janissaires, dont le rôle et l'importance ont été exagérés; jusqu'à Mahomet II, ils ne forment qu'un corps très restreint et l'objet de leur institution paraît avoir été plus politique que militaire : c'était un procédé pour accroître le peuple osmanli à l'aide d'éléments chrétiens.

On s'étonne de ne pas voir mentionnées dans la bibliographie pourtant copieuse l'étude de J. Gay sur « le Pape Clément VI et les affaires d'Orient », 1904, et celle d'O. Tafrali sur « Thessalonique au XIVe siècle », 1913. Ce dernier ouvrage en particulier aurait fourni à M. Gibbons des renseignements nouveaux sur l'occupation de Thessalonique par Bayezid, qu'il se contente de nier simplement. — Il n'est pas tout à fait exact que Jean Cantacuzène se soit fait moine

« au monastère de Mistra » (?). Il se retira en 1355 au monastère de Mangane à Constantinople, conduisit son fils Mathieu Cantacuzène à Mistra auprès de son frère le despote Manuel, revint à Constantinople, passa au mont Athos et retourna à Mistra en 1380, lorsque Mathieu fut devenu despote de Morée : il y mourut en 1383. — Enfin il nous semble que M. Gibbons a quelque peu exagéré les bons rapports des Serbes avec Bayezid après Kossovo ; il affirme que tous les Serbes se rallièrent à lui « sauf les poètes », mais il est évident que ces poètes n'étaient eux-mêmes que des interprètes de la conscience populaire. Si le patriotisme serbe a pu traverser de longs siècles, c'est qu'il n'a jamais cessé d'être.

Le voyage si curieux de l'empereur Manuel II Paléologue en Occident (1399-1403) a été raconté avec beaucoup de charme par M. Schlumberger[1], qui établit les différentes étapes de l'impérial voyageur et décrit les réceptions dont il fut l'objet à Venise, à Padoue, à Milan, à Paris, à Londres, à Gênes. Le débarquement en Morée eut lieu non à Modon, mais à Monemvasia, ainsi que l'a établi Vasiljev (voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 78). M. Schlumberger prouve que le retour, déterminé par les nouvelles de la bataille d'Angora arrivées à Paris vers la Toussaint de 1402 (la bataille est du 27 juillet), eut lieu rapidement. Il démontre que le pape vu par Manuel à son retour est Boniface IX et rejette l'anecdote suspecte de Martin Crusius sur le conflit de cérémonial qui aurait brouillé le pape et l'empereur. Des détails intéressants sont donnés sur l'activité littéraire de Manuel pendant son voyage et sur le précieux manuscrit de Denys l'Aréopagite envoyé par lui aux moines de Saint-Denis.

IV. Histoire des provinces et des peuples voisins de l'empire. — C'est avec un sentiment de profonde tristesse que nous signalons ici l'une des dernières études qui ait été écrite par Jean Maspero avant la guerre où il devait trouver une mort glorieuse et prématurée. Dans la suite de ses *Græco-Arabica*[2], il s'était attaché à corriger certaines erreurs de lectures de termes grecs par des chroniqueurs arabes. L'explication de ces erreurs améliore presque toujours notre connaissance de l'Égypte à la fin de la domination byzantine. Dans la Vie du patriarche Benjamin, il est question d'un certain Melitus, qui au moment de l'invasion des Perses en Égypte en 616, gardait une ville au nord-est de laquelle était situé un monastère, qui fut épargné par eux à cause de sa situation. Jean Maspero

1. G. Schlumberger, *Un empereur de Byzance à Paris et à Londres*. Paris, Plon, 1916, in-8°, 58 p.

2. Jean Maspero, *Græco-Arabica* (extrait du *Bulletin de l'Institut français d'archéologie orientale*, t. XII, p. 44-51).

démontre que la ville en question était Alexandrie et que Melitus est une transcription fautive de « milites ». Les Perses entrèrent à Alexandrie par l'ouest et massacrèrent les moines de 600 monastères. La garnison (milites) dut se retirer à l'est et protégea ainsi le monastère placé au nord-est, probablement la Μετάνοια de Canope. Dans la vie de Damien, parmi les évêques célèbres de l'époque (fin du VIe siècle), il est question de Constantin et Aklistus ou Cleistus. Ce n'est en réalité qu'un seul personnage, Constantin ὁ ἔγκλειστος (le reclus), qui avait été reclus avant son élévation à l'épiscopat (entre 578-604).

Nous ne reviendrons pas sur le compte-rendu qui a été déjà donné du bel ouvrage de M. Diehl sur Venise[1]. Nous ne pouvons cependant nous dispenser de signaler tout l'intérêt que présentent les 200 premières pages de ce volume pour l'histoire des rapports entre Venise et Byzance. M. Diehl a bien montré en particulier comment la constitution vénitienne est sortie des institutions administratives de l'Italie byzantine et on lira avec le plus grand profit les chapitres qu'il a consacrés à la politique commerciale de Venise en Orient et aux établissements vénitiens de Constantinople.

Dans son étude sur l'*Italie byzantine*, Mme DE GULDENCRONE a dressé un tableau d'ensemble de la politique des empereurs de Constantinople en Italie, du Ve au milieu du XIe siècle[2]. Le titre de l'ouvrage est quelque peu décevant, car on y cherche en vain une étude de la pénétration religieuse, politique, intellectuelle qui modifia si profondément la nationalité italienne. Il s'agit presque uniquement des rapports politiques entre les empereurs et les puissances italiennes et encore les recherches de l'auteur se sont-elles limitées à l'Italie centrale et méridionale. Ni Venise, ni la Sicile byzantine ne sont étudiées. Le récit va de l'invasion d'Alaric à l'avènement de Henri III, qui ne forme guère une date décisive et ne clôt pas l'histoire de l'Italie byzantine. La plupart des faits de cette période ont déjà fait l'objet de monographies importantes (Diehl, *Exarchat de Ravenne*; Gay, *Italie méridionale*) que Mme de Guldencrone a citées souvent. Il est exact de dire que l'Italie est devenue byzantine au début du moyen âge, mais il paraîtra étrange de faire de Théodoric, parce qu'il avait été élevé à Constantinople, le premier agent de cette influence hellénique; elle est beaucoup plus ancienne en réalité. Ce qu'on voudrait savoir c'est dans quelle mesure et dans quels domaines

1. Charles Diehl, *Une république patricienne : Venise*. Paris, É. Flammarion, 1915, in-12, VIII-316 p. (voir *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 159-163).

2. Baronne Diane de Guldencrone, née de Gobineau, *l'Italie byzantine. Étude sur le haut moyen âge (400-1050)*. Paris, E. Leroux, 1914, in-8°, XVII-539 p.

cette influence byzantine s'est exercée. Mme de Guldencrone passe successivement en revue l'œuvre de Justinien, l'invasion lombarde, la formation de l'état de Saint-Pierre (il paraît excessif de dire qu'on trouve dans la Pragmatique Sanction de Justinien les fondements du pouvoir temporel du pape), la puissance carolingienne, l'histoire assez confuse des empereurs de Spolète, la restauration byzantine à la fin du IXe siècle et l'histoire des luttes entre les princes lombards, les empereurs germaniques et l'empire byzantin. On trouvera dans ce livre plusieurs descriptions assez attachantes de la Rome pontificale des IXe et Xe siècles et un chapitre curieux et quelque peu paradoxal sur le gouvernement de Théophylacte et de sa famille, représentés avec raison comme des agents de l'influence byzantine.

L'Italie byzantine tient, comme il est juste, une assez grande place dans le joli voyage dans les Abruzzes et les Pouilles qu'a raconté M. Schlumberger[1]. Citons en particulier la description de la grotte du Mont Sant Angelo. Parmi les agréables crayons qui illustrent cette plaquette, citons celui de la mystérieuse statue impériale de Barletta dont M. Schlumberger regarde l'identification comme impossible.

A neuf verstes de Batoum, dans la direction de Trébizonde, à l'embouchure du Tchorok, se trouve une ancienne forteresse bien conservée, que les habitants du pays appellent Gonia. M. Th. Ouspensky, après l'avoir examinée[2], croit impossible de déterminer à première vue la date de cette construction. En attendant qu'il soit possible d'en faire une exploration archéologique, il a rassemblé une série de textes qui démontrent l'existence d'une forteresse à ce point important de la côte depuis l'époque de Mithridate, le Castellum Absarus de Pline l'Ancien, l'Ἄψαρος d'Arrien qui prend au XIIe siècle le nom de Gonia et joue un grand rôle dans l'histoire de l'empire de Trébizonde comme place frontière entre l'empire et la Géorgie.

V. Histoire de l'Église. — Dans une étude sur les *Relations normales entre Rome et les églises d'Orient avant le schisme du XIe siècle*[3], nous avons essayé de démontrer que la guerre n'avait pas toujours régné entre Rome et l'Église grecque et que le

1. G. Schlumberger, *Voyage dans les Abruzzes et les Pouilles (3-17 mai 1914)*. Paris, Plon, 1916, in-8°, 59 p.

2. Th. I. Ouspensky, *Starinnaia Kriepost na oustjié Tchorokha.* [*Une ancienne forteresse à l'embouchure du Tchorok.*] (*Bulletin de l'Académie des sciences*). Pétrograd, 1917, in-8°, 163-169 p.

3. Louis Bréhier, *Normal relations between Rome and the Church of the East before the Schism of the Eleventh Century*. New-York, the Constructive Quarterly, Mac Bee, janvier 1917.

schisme n'a pas eu le caractère fatal et inéluctable qu'on lui attribue d'ordinaire. Tout un ensemble d'institutions et de coutumes assurait le jeu régulier des relations entre Rome et les patriarcats d'Orient (envoi des synodica à chaque avènement pontifical, inscription dans les diptyques du canon de la messe des patriarches régnants, échange des apocrisiaires, véritables nonces permanents dont un texte de Constantin Porphyrogénète nous montre la survivance jusqu'au xe siècle sous le nom de « syncelles »). Sur toutes les questions litigieuses (dogme de la double procession du Saint-Esprit, primauté du pape, conflits de juridiction et de propagande, questions disciplinaires) un *modus vivendi* avait fini par s'établir. Enfin les relations entre les fidèles des deux églises que nous connaissons surtout par les textes hagiographiques, montrent avec des preuves surabondantes qu'aucune hostilité ne régnait entre eux et qu'à la veille même du schisme de 1054 Latins et Orientaux continuaient à se considérer comme les membres d'une même église. C'est dans les questions politiques bien plus que dans les querelles religieuses qu'il faut chercher les origines du schisme.

La vie de saint Nicolas, évêque de Myre, mort en 341, intéresse l'histoire religieuse de Byzance à cause du développement de la légende et du culte du célèbre thaumaturge. Son dernier biographe, M. l'abbé Marin[1], a eu à sa disposition, outre le recueil vieilli de Falcone (*Acta primigenia*, Naples, 1751), tous les textes réunis par G. Anrich (*Hagios Nikolas*, Leipzig, 1913) et la vie syriaque publiée par Bedja et Nau (*Acta martyr. et sanctor.*, t. IV). L'ouvrage est précédé d'une bibliographie complète et un chapitre est consacré à l'étude critique des sources. Il ressort de la discussion que la plus ancienne vie grecque est celle du moine Michel (le patriarche Méthodius, milieu du ixe siècle). La vie syriaque, plus ancienne, peut remonter au viiie siècle. Quant à la biographie du xe siècle, elle est le résultat d'une contamination entre la vie écrite par le moine Michel et la vie d'un saint Nicolas, abbé de Sion, près de Myre, écrite par un de ses moines à la fin du vie siècle. Avant la constitution de ces biographies, les seuls documents qu'on possède sur saint Nicolas sont des poèsies et des panégyriques. Un des plus anciens documents est une pièce de Romanos le Mélode. C'est avec un bagage aussi mince et en s'appuyant sur un sol aussi peu sûr que M. l'abbé Marin a essayé de retracer l'activité religieuse de saint Nicolas; dans cette biographie les « peut-être » tiennent une grande

1. Marin, *Saint Nicolas, évêque de Myre* (collection : *Les Saints*). Paris, Gabalda, 1917, in-12, xvi-201 p.

place et les faits positifs se réduisent à peu de chose. Le seul fait inconstestable, c'est l'existence d'un culte de saint Nicolas, déjà ancien et bien établi dès le VIe siècle, non seulement à Myre, mais dans tout l'empire byzantin. Les derniers chapitres consacrés à l'histoire du culte présentent un grand intérêt pour l'histoire des rapports entre l'Orient et l'Occident. Ils demanderaient a être développés et pourraient faire la matière d'un autre volume. Les fouilles de Sainte-Marie-Antique ont montré l'existence du culte de saint Nicolas à Rome dès le VIIe siècle. Il existait déjà à Bari et dans l'Italie méridionale avant le fait décisif de la translation des reliques de Myre le 9 mai 1087. Dès 1091, le métropolite russe Éphrem célébrait la fête de cette translation et ce fait curieux mériterait un éclaircissement. Enfin, il faudrait chercher par quelle voie ce culte s'est répandu en Lorraine et y est devenu si populaire qu'au témoignage de l'auteur les quatre diocèses de Metz, Verdun, Nancy et Saint-Dié ont encore aujourd'hui plus de soixante églises sous le vocable de saint Nicolas. Peut-être les moines orientaux immigrés dans l'est de la France au XIe siècle n'ont-ils pas été étrangers à sa diffusion.

VI. Histoire de la civilisation. — Le livre de M. A Veniero sur Paul le Silentiaire[1] est une contribution intéressante à l'histoire littéraire de Byzance à l'époque de Justinien. On y trouvera : 1° La vie de Paul le Silentiaire (elle se réduit à un texte d'Agathias. Paul, fils de Cyrus, petit-fils de Florus, de famille noble et aisée, cultive les sciences et l'éloquence et exerce la charge de silentiaire au palais impérial. Né à la fin du Ve siècle, il a vécu jusque vers 575). 2° Une étude sur la littérature à l'époque de Justinien, qui fournit l'occasion d'un tableau animé de Constantinople et du gouvernement impérial au VIe siècle. Au point de vue de la forme, la littérature s'inspire des modèles de l'époque hellénistique et alexandrine, mais deux éléments nouveaux en transforment l'esprit : le christianisme et les souvenirs de la grandeur de Rome. Il en est résulté des œuvres hybrides, païennes par la forme, mais d'inspiration chrétienne. L'auteur analyse avec beaucoup de finesse l'évolution qui a conduit les Peres de l'Église et les auteurs chrétiens à revendiquer comme une arme de combat les trésors de la sagesse antique mis au service de la vérité. 3° Cette transformation est étudiée en particulier dans l'épigramme, restée conforme aux règles de prosodie et de rhétorique alexandrines, mais profondément renouvelée dans son inspiration. 4°-5° Traduction italienne et commentaire critique des épigrammes

1. Alessandro Veniero, *Paolo Silenziario. Studio sulla letteratura bizantina del VI secolo.* Catane, F. Battiato, 1916, in-8°, VII-368 p.

de Paul le Silentiaire. 6°-8° Poème sur l'église Sainte-Sophie et l'ambon (introduction critique, traduction italienne et commentaire. Dans son introduction, M. Veniero réunit les textes relatifs à l'origine de Sainte-Sophie et laisse en suspens la question de sa fondation par Constantin, affirmée seulement par Cedrenus et Codinus. Mais comme ni Eusèbe, ni Socrate ne parlent de cette fondation, il est clair que cette attribution à Constantin provient d'une tradition apocryphe. La première église Sainte-Sophie est donc celle de Constance consacrée en 360[1]. Suit une liste des descriptions de Sainte-Sophie, parmi lesquelles on s'étonne de ne pas voir figurer celle de Corippus, *Panegyr.*, t. IV, p. 290-314. M. Veniero établit que la première en date de ces descriptions est celle de Procope de Césarée, *Æd.*, I, écrite avant 559, puisqu'il ne mentionne pas l'écroulement de l'abside. Au contraire, Paul le Silentiaire décrit l'abside restaurée en 563. Il qualifie lui-même son poème d'audition, ἀκρόασις, et de fait il nous apprend que le poème sur Sainte-Sophie et la description de l'ambon furent récitées par lui devant l'empereur et le patriarche en trois auditions qui eurent lieu l'une au palais patriarcal, les autres au palais impérial. Ces poèmes forment en réalité un panégyrique du gouvernement de Justinien et ce qui fait leur principal intérêt c'est qu'ils nous montrent par quels procédés l'empereur cherchait à agir sur l'opinion publique, très vivante, de sa capitale). 9° Poème sur les thermes Pythiens (traduction italienne et commentaire). Il s'agit des célèbres thermes de Brousse reconstruits magnifiquement par Justinien et où Théodora vint prendre les eaux en 533 avec une suite de plus de 4,000 personnes (comme il n'est nullement question de ces événements dans le poème, on en a refusé la paternité à Paul le Silentiaire. M. Veniero montre qu'il en est bien l'auteur, mais qu'il s'agit d'une œuvre de jeunesse, d'un caractère surtout didactique et destinée à discuter les théories en faveur à Byzance sur les exhalaisons terrestres et les tremblements de terre). On voit par cet aperçu tout l'intérêt que présentent ces études pour l'histoire de la philologie et de la civilisation byzantines.

L'histoire de la littérature byzantine de M. Montelatici[2] est un manuel très bien fait où l'on trouvera sous une forme commode les principaux noms, les grandes dates et un exposé sommaire, mais bien au courant des principales questions controversées. On reprochera peut-être à l'auteur d'être entré trop vite « in medias res » et

1. P. 191. Ce n'est pas en 316, mais en 326, vingtième année du règne de Constantin, qu'il faudrait en tout cas placer la fondation rapportée par Cedrenus.

2. Giovanni Montelatici, *Storia della Letteratura bizantina (324-1453)*. Manuali Hœpli. Milan, Hœpli, 1916, in-16, VIII-292 p.

de n'avoir pas analysé dans son introduction les diverses influences qui ont agi sur le développement littéraire de Byzance : tradition classique, pénétration orientale, goût de la théologie, influences occidentales, française et italienne, à partir du XIIIe siècle. La division en trois périodes : transition (324-640), décadence (640-1080), renaissance (1080-1454), semble quelque peu artificielle. Dans chaque période on étudie successivement la poésie, la prose (histoire), la prose didactique. La nomenclature des genres littéraires classiques s'applique mal à cette littérature complexe dont le principal caractère est justement la confusion des genres. Dans la première période, une place importante est faite justement à Romanos le Mélode, « le plus grand poëte religieux de tout le monde médiéval ». Les recherches de La Piana sur les homélies dramatiques sont passées sous silence, bien que son livre figure dans la bibliographie. Il n'est pas question non plus de l'ouvrage parénétique d'Agapet sur l'institution du prince, qui a eu une si grande vogue au moyen âge. Enfin les recherches de M. Loparev dont nous avons parlé plus haut montrent la place importante que l'hagiographie occupait dans la littérature byzantine : celle que lui fait M. Montelatici paraîtra insuffisante[1].

M. É. Michon a étudié une série de rebords sculptés, en général circulaires, de bassins de marbre, dont les bas-reliefs, à sujets parfois païens, mais presque toujours chrétiens, sont disposés pour être vus de l'extérieur[2]. Il dresse le premier catalogue complet de ces petits monuments, une quarantaine de spécimens découverts en Italie, en Algérie, en Tunisie, en Dalmatie, au Monténégro, en Grèce, en Asie Mineure, dans l'île de Chypre, en Égypte. La plupart des sujets correspondent à ceux de l'iconographie funéraire et reproduisent les symboles bibliques adoptés sur les sarcophages. Rejetant la plupart des explications proposées, il y voit des vases destinés à contenir de l'eau bénite et imaginés à une époque où les fidèles avaient cessé de faire les ablutions prescrites dans le « cantharus » placé au seuil de l'église pour se contenter du geste symbolique qui rappelait le rite

1. Bien que la bibliographie donne les ouvrages essentiels, on peut y signaler quelques lacunes. On n'y voit figurer ni l'excellente étude d'Adamantiou sur la Chronique de Morée (Athènes, 1906), ni les Mélanges sur la vie et la langue du peuple grec de Politis (Athènes, 1904). L'édition française citée de la Chronique de Morée est celle de Buchon; elle est avantageusement remplacée maintenant par celle de Jean Longnon (Société de l'Histoire de France, 1911). Parmi les discours de Psellos, on ne voit pas cité l'accusation contre Michel Cérulaire devant le Synode (voir L. Bréhier, *Un discours inédit de Psellos*, dans la *Revue des Études grecques*, t. XVI-XVII, 1903-1904).

2. É. Michon, *Rebords de bassins chrétiens ornés de reliefs*. Paris, Gabalda, 1916, in-8°, 105 p.

primitif. Les sujets païens annoncent le IVe et même le IIIe siècle. Les rebords à sujets chrétiens ne seraient pas plus anciens que le Ve siècle et révèlent un art antérieur à l'art byzantin. Ces conclusions, en dépit du caractère très spécial de cette étude, nous paraissent avoir une portée générale : 1° Nous avons là un exemple très curieux de l'adoption par les chrétiens du IVe-Ve siècle d'un objet rituel du paganisme. 2° Les rebords à sujets chrétiens nous montrent la diffusion dans tout l'Orient de sujets analogues à ceux des peintures des catacombes romaines. On sait combien les monuments d'art chrétien oriental sont rares et dispersés, d'où le grand intérêt du corpus constitué par M. Michon.

Peu de temps après la prise de Trébizonde par l'armée russe (18 avril 1916), une mission scientifique dirigée par M. Ouspensky s'occupa d'explorer et de préserver les monuments présentant un intérêt archéologique[1]. Les édifices religieux de Trébizonde avaient été étudiés avec soin par M. Gabriel Millet en 1895[2], mais il avait dû borner ses recherches presque exclusivement à l'architecture et à la sculpture. Aujourd'hui, les savants russes viennent de mettre à jour sous le badigeon et sous les stucs qui les recouvraient des séries entières de fresques. Les travaux ont porté d'abord sur les trois grandes églises de la ville : la Vierge Krysoképhale (Orta-Hissar) où étaient ensevelis les empereurs de la dynastie des Comnènes (M. Ouspensky a découvert là plusieurs monuments funéraires, dont l'un transformé en turbeh musulman) ; l'église consacrée à saint Eugène, le patron de la cité (c'était la plus ancienne église de Trébizonde qui contenait les reliques du martyr saint Eugène, centre d'un grand pèlerinage ; M. Ouspensky a constaté que le culte de ce saint, jadis si populaire, a complètement disparu aujourd'hui) ; enfin l'église Sainte-Sophie, construite par Manuel Comnène (1238-1263). M. Th. Schmitt, membre de la mission, a fait des découvertes importantes : il a trouvé sous les stucs du sanctuaire des fresques qui révèlent des tendances inconnues jusqu'ici à l'art du moyen âge et, sous un plancher établi par les Turcs, il a mis à jour un magnifique pavement de mosaïque bien conservé. Poursuivant son exploration à travers les ruines de l'immense palais impérial qui couronnait la citadelle. M. Ouspensky a trouvé des restes nombreux d'édifices religieux. Dans une abside, il a découvert trois zones de peintures qui représentent : 1° Constantin et sainte Hélène avec la

1. Communication de l'académicien Th. I. Ouspensky, du quartier général de Trébizonde (*Bulletin de l'Académie des sciences de Pétrograd*, 21 septembre 1916 et 26 octobre 1916, in-8°, 1464-1480 et 1657-1663 p.).

2. *Bulletin de Correspondance hellénique*, 1895.

croix. Au-dessus de Constantin une petite figure du Sauveur bénissant. Plus loin, deux saints guerriers avec la cuirasse et l'épée, dont saint Démétrius, puis l'image de la Vierge et un autre guerrier avec le bouclier (saint Théodore Tiron), enfin saint Eugène avec la croix dans la main droite (c'est la première effigie bien nette du patron de la ville qui ait été découverte). 2° Les fêtes de la Vierge : naissance de Marie, visitation, une scène de baptême. 3° Les fêtes du Seigneur : Présentation, Baptême, Transfiguration, Résurrection de Lazare, Rameaux. On a donc là tout un ensemble iconographique. Enfin M. Ouspensky a pu rassembler un grand nombre de manuscrits et de fragments de sculpture dans l'église de la Vierge Krysoképhale.

Nous nous bornerons à signaler les deux publications importantes de M. G. Millet. Son *École grecque dans l'architecture byzantine*[1] et ses *Recherches sur l'iconographie de l'Évangile aux XIVe, XVe et XVIe siècles*[2] forment non seulement un magnifique commentaire au bel album des monuments de Mistra[3], mais renouvellent dans une certaine mesure nos connaissances sur l'évolution des écoles artistiques au moyen âge. Un compte-rendu spécial de ces deux livres sera donné dans cette *Revue*.

Le recueil d'articles et d'études diverses que M. Charles Diehl vient de publier nous fait faire un voyage aussi agréable qu'instructif à travers les différents domaines de l'Orient byzantin[4]. Son livre est un tableau coloré et vivant des aspects les plus pittoresques de la civilisation byzantine. La description des « sanctuaires chrétiens d'Égypte « nous montre ce qu'était au VIe siècle le célèbre pèlerinage de Saint-Ménas, « la Lourdes byzantine ». Successivement l'auteur nous mène dans la basilique de la Nativité à Bethléem, dont les travaux des Pères Vincent et Abel ont renouvelé l'histoire, à Salonique la ville de saint Démétrius, dont le culte à travers les siècles lui fournit un chapitre intéressant d'histoire religieuse, à Byzance enfin où il évoque comme dans un beau triptyque « le charme de Sainte-Sophie », « Constantinople byzantine » avec les pompes du Grand Palais et le grouillement de la foule à l'Hippodrome, « Constantinople d'islam » avec la vieille Turquie aux costumes si pittoresques et la ville si étrange qu'est restée Stamboul aujourd'hui.

1. Gabriel Millet, *l'École grecque dans l'architecture byzantine*. Paris, E. Leroux, 1916, in-8°, XXVIII-329 p.

2. Gabriel Millet, *Recherches sur l'iconographie de l'Évangile aux XIVe, XVe et XVIe siècles*. Paris, Fontemoing, 1916, in-8°, LXIV-809 p.

3. Gabriel Millet, *Monuments byzantins de Mistra*. Paris, E. Leroux, 1910, album in-4°.

4. Charles Diehl, *Dans l'Orient byzantin*. Paris, de Boccard, 1917, in-16, VII-331 p.

Dans les derniers chapitres, l'histoire proprement dite et l'histoire de l'art s'entremèlent. On relira avec plaisir la fine étude de psychologie d'un Larochefoucauld campagnard du XIe siècle (la sagesse de Cecaumenos), les aventures extraordinaires de la « Despina » Theodora Comnène, princesse de Trébizonde, et les conclusions si intéressantes et d'une critique si serrée auxquelles ont donné lieu le psautier serbe et les fresques de Sainte-Marie-Antique. Aucun livre ne peut mieux contribuer à faire pénétrer dans le grand public les résultats des derniers travaux scientifiques.

M. G. Millet a écrit pour la publication que la revue l'*Art et les Artistes* a consacrée à « la Serbie glorieuse » un chapitre très instructif sur les origines et le développement de l'art serbe au moyen âge[1]. Il a montré que la floraison de cet art commence avec Étienne Némania et se prolonge même après la bataille de Kossovo, en plein XVe siècle. Il analyse les influences byzantine, orientale et plus tard italienne qui se sont exercées, tant sur l'architecture que sur la peinture. La Serbie est un carrefour où se croisent les influences, mais aux éléments qu'elle emprunte elle imprime la marque originale de ses qualités nationales. Sur des plans byzantins par exemple on a « des nefs plus longues, des voûtes plus hautes, des membres plus dégagés, des articulations plus souples, des combinaisons variées et des effets imprévus ». Même liberté dans la peinture religieuse qui a produit de véritables chefs-d'œuvre comme le *Christ de pitié* de Kalénitch ou l'allégorie de la mer dans le *Jugement dernier* de Gratchanitsa. M. Millet distingue trois écoles : celle de Rascie (XIIe siècle) inspirée par Byzance et la Cappadoce, celle de Vieille-Serbie et Macédoine grecque, contemporaine du tsar Étienne Douchan et dont le rayonnement s'est fait sentir à la fois à Mistra et à Novgorod, enfin l'école crétoise des peintres d'icones qui règne dans la vallée de la Moravaau XVe siècle[2]. Une illustration élégante et abondante accompagne ces intéressants aperçus.

Louis Bréhier.

1. G. Millet, *l'Ancien art serbe. La Serbie glorieuse.* Paris, « L'Art et les Artistes », 1917, in-4°, 30-56 p.

2. Sur l'*École crétoise*, voir G. Millet, *Recherches sur l'iconographie de l'Évangile*, p. 656-671.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Louis Gernet. **Recherches sur le développement de la pensée juridique et morale en Grèce (étude sémantique).** Thèse principale pour le doctorat ès lettres présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Paris, Leroux, 1917. In-8°, XVIII-476 pages.

Dans ses *Recherches sur le développement de la pensée juridique et morale en Grèce*, M. Gernet s'est proposé, comme l'indique le sous-titre, de faire une étude sémantique. Sous les principaux mots usités dans le droit criminel il a voulu voir les couches d'idées que la succession des siècles y a déposées, mais surtout atteindre le tuf des conceptions primitives.

Il commence par définir l'objet de son étude, par poser les règles qu'elle implique. Sociologue, il entend dépasser et les conceptions et les méthodes habituelles au philologue et à l'historien. Pour justifier cette prétention et pour pénétrer le lecteur de l'esprit qui convient, il présente dans un chapitre préliminaire l'histoire d'un mot particulièrement instructif : ὕβρις. D'Homère aux tragiques, à mesure que les institutions de la famille s'intègrent à la cité, ce mot gagne à la fois en étendue et en intensité, mais conserve toujours, comme un résidu religieux et social, l'idée ou le sentiment du désordre et de la violence, de l'aveuglement et du mal. Avec ce viatique, le lecteur peut entrer dans le fond du sujet.

La première partie est consacrée aux notions de délit et de peine. Le délit, c'est l'ἀδικία. Mais, avant que ce terme ait pris un aspect relativement moderne, individualiste et laïque, il s'est imbu d'une idée religieuse, celle de souillure. Qu'on se place au point de vue actif ou passif, qu'on envisage l'offenseur ou l'offensé, l'évolution est la même : l'acte auquel la mentalité primitive reconnaissait une efficace sinistre et une puissance indéfinie apparut longtemps comme une impiété, lorsqu'il se prêta enfin à une abstraction dans des sociétés qui distinguaient le droit religieux de la morale; l'acte qui rompait jadis l'équilibre entre les γένη fut un attentat contre des individus, au temps où le γένος se désintégra, et un attentat contre la communauté entière, quand les γένη s'intégrèrent dans la cité. L'évolution est arrivée à son terme et le délit remplit les conditions d'une pensée positive du jour où il suppose un jugement, où la juridiction sociale remplace la lutte entre hommes par une appréciation des faits et change le vengeur en accu-

sateur. La peine suppose l'idée de coercition collective. Dans les mots ζημιοῦν et κολάζειν, elle se présente sous la forme d'une réaction passionnelle : c'est la vengeance exercée par le clan d'abord, par la cité ensuite. L'ἀτιμία surtout prolonge dans la cité la pensée religieuse du clan et montre bien qu'à toutes les époques le caractère passionnel de la peine répond au sentiment durable des sociétés changeantes. La notion rationnelle de la pénalité n'est ainsi qu'une abstraction tardive : elle suppose l'idée de la règle, elle veut une mesure fixée par un jugement. Par le rapprochement des mots τιμωρία et δίκη, on passe, de la période où la τιμή du clan trouvait dans la vengeance collective une satisfaction sanglante, à la période où s'ajoute aux vieilles idées la conception nouvelle d'assistance prêtée par tout un peuple à la victime d'une lésion; on voit se constituer la fonction sociale de la peine. C'est alors, quand on est arrivé à un système gradué de la pénalité, que, dans un milieu où les conceptions économiques aussi se sont transformées, la ζημία implique l'idée de dommage, d'indemnité pour les particuliers et d'amende pour l'État. La conception rationnelle de la peine, comme celle du délit, est le produit d'une synthèse sociale et psychologique; elle a pour conséquence l'avènement de l'individualisme dans le droit pénal.

Tout naturellement, la deuxième partie traite de l'atteinte à la personne. Conformément aux principes posés, le respect de l'individu doit résulter, selon les époques, des droits du γένος ou de la cité. Ici revient tout d'abord, « prestigieux et dramatique », le terme d'ὕβρις. Aucune définition ne saurait distinguer dans l'ὕβρις le délit public du délit privé. Où la notion apparaît pure et intense, c'est quand l'outrage est perpétré dans une assemblée religieuse : la personne devient respectable par la vertu de sa solidarité avec le groupe; c'est la *majestas* de la société qui est offensée dans un de ses membres. Bien mieux, parmi tous les termes qui désignent tous les délits privés, il y en a toute une catégorie qu'il est impossible d'expliquer en se référant aux modalités matérielles de l'acte, mais qui nous reportent aux temps où il n'existait de droit individuel, s'opposant aux droits collectifs, qu'à l'aide de la magie, s'opposant à la religion. L'ὕβρις, lorsqu'elle attente au sentiment religieux, prend l'aspect d'une puissance sinistre. L'αἰκία, dans ses emplois anciens, est douée d'un pouvoir funeste et lugubre; la βλάβη émane d'un δαίμων hostile; la λώβη, qui est dans Homère la souillure de la honte, garde quelque chose de son pouvoir magique; l'action en κακηγορία poursuit, dans les délits qu'elle incrimine à l'époque classique, les sacrilèges redoutés et les mots interdits par les lointaines générations; l'acte de λυμαίνεσθαι est en rapport étroit avec l'antique idée de souillure. Tous ces termes rappellent dans le droit de la cité la réaction diffuse du droit primitif. Si l'outrage a pu devenir individuel, c'est que l'auteur et la victime utilisaient, pour satisfaire une haine personnelle, la puissance religieuse de leur clan, et que la cité, en laïcisant l'idée d'outrage, en lui donnant une valeur positive, fit prévaloir le

respect de la personne. Ce respect c'est la τιμή. Mais le mot qui désignera un jour l'honneur individuel a d'abord enfermé l'idée de surnaturel, de *mana*. En ce temps-là, il convenait aux divinités ou, plus généralement, à toutes les puissances religieuses du clan. Des grandes familles, la τιμή s'étendit à la cité, qui s'incorpora leur vertu pour la communiquer à tous les citoyens.

Dans la troisième partie, intitulée *la Représentation du délinquant*, M. Gernet examine les questions de la responsabilité et de la culpabilité. C'est une étude du mot ἁμαρτάνειν qui lui fournit l'occasion de montrer comment la notion de responsabilité se transforme. L'ἁμαρτία, erreur et folie, devient le crime volontaire, le délit involontaire, la faute morale; mais cette évolution, si logique qu'elle soit en apparence, ne peut s'expliquer que par les crises de la conscience collective. A l'origine, la criminalité religieuse est un égarement de l'esprit, une participation à l'ἄτη qui provoque et déchaîne la réaction mécanique des forces divines. Il faut que le régime social subisse une série de transformations pour que du crime objectif et mystique se dégagent l'idée du criminel et la notion d'excusable. Les difficultés qui s'opposèrent à la distinction du volontaire et de l'involontaire se manifestent dans les emplois illogiques des mots ἑκών et ἀκών, comme dans la notion de la βούλευσις criminelle. Confusion de l'intention et de la préméditation, du délit involontaire et de la faute excusable, conception trouble de l'instigation au meurtre, tout témoigne d'une analyse insuffisante dans le code et dans le système des tribunaux qu'Athènes reçut de Dracon et conserva toujours. C'est encore le mot ὕβρις qui, au terme de l'évolution, représente l'évolution tout entière. Il exprime la notion, désormais subjective, du délinquant socialisé; mais il désigne, en pleine cité, un état tragique, un danger séducteur. L'ostracisme, institution d'une société très intégrée, n'en est pas moins la réaction collective contre une ὕβρις collective. L'ὕβρις anti-démocratique soulève tout un peuple terrorisé. Le délit s'individualise; mais les représentations religieuses y persistent.

M. Gernet constate dans ses conclusions que l'interprétation sémantique lui a permis d'éliminer toute explication purement logique ou historique, politique ou économique. La fonction primordiale du mot est d'exprimer, non pas une abstraction, mais la société même. C'est le sentiment qu'il fait jaillir; c'est un progrès vivant qu'il manifeste. La raison n'intervient que plus tard, beaucoup plus tard. Produit de la complexité sociale, elle ne prend de force que dans une justice organisée, et ainsi la logique, comme le sentiment dont elle est la métamorphose, émane d'un vouloir collectif. Quant à la notion de l'individu, elle est en rapport continuel avec les modifications de la structure sociale : à l'origine, la personne s'absorbe dans le clan; quand le clan se désagrège, elle se défend par les pratiques de la magie et des représailles privées; dans la cité, elle s'assure d'une protection sociale. Mais en tout temps le sentiment de l'individu suppose le sentiment de la société.

Cette analyse, que j'ai tâché de faire fidèle et complète en employant autant que possible le parler de l'auteur, aura montré, je l'espère que l'ouvrage est de valeur. Il y a là une somme de travail énorme. Presque aucun des termes communs à la morale et au droit de la Grèce n'est négligé et, pour l'interprétation des tragiques, par exemple, on devra recourir désormais à ce répertoire d'explications ingénieuses ou profondes. On est surpris seulement que M. Gernet ait omis l'ἀρά, si pleine de sentiments primitifs, si chargée de forces démoniaques; elle lui aurait certainement fourni un de ses meilleurs arguments.

Mais le plus grand mérite de l'ouvrage, c'est le long effort de réflexion intense dont il témoigne. M. Gernet a su concentrer ses méditations avec une vigueur inlassable et en même temps déployer une souplesse qui lui permet de tourner tous les obstacles qu'il ne parvient pas à renverser. Ajoutons que, si le vocabulaire est quelquefois un peu âpre, à cause des expressions techniques ou de sens spécial, la langue, toujours élégante et solide, se fait subtile et nuancée pour suivre dans d'agiles inversions et des longueurs voulues les sinuosités et les hésitations de la pensée.

Il est pourtant une réserve que l'on doit faire. Partisan déterminé des théories sociologiques, M. Gernet ramène ce qu'il appelle volontiers le « sous-jacent » à la notion de souillure, au *mana*, aux sentiments collectifs et aux représentations magiques. Que la méthode comparative soit féconde, qui le nie? Mais elle est d'un maniement dangereux. Il y faut des précautions sévères. M. Gernet a su donner plusieurs modèles de démonstration sûre, par exemple dans ses développements sur la τιμωρία et sur l'αἰκία. Mais trop souvent il pèche par la méthode. Il dédaigne la timidité des philologues et le « dualisme » des historiens, qui séparent, dit-il, les institutions de la psychologie. Mais par quoi remplace-t-il leurs modes d'investigation? En vertu des postulats qu'il pose en tête de son ouvrage, il revendique le droit de suivre la continuité de la pensée primitive dans des sentiments, et non dans des éléments intellectuels, et de ne s'asservir jamais à la chronologie. En fait, qu'il le veuille ou non, il procède par pure déduction. Il retrouve dans ses conclusions les notions qu'il a introduites dans ses prémisses soit par une rétroactivité consciente soit par fidélité inconsciente à la doctrine. Sa probité n'est pas en doute. Mais c'est un systématique. La hardiesse plus que philologique de la pensée, avec l'idée plus qu'historique de s'élever à l'unité, c'est ce qui caractérise la métaphysique : M. Gernet est un métaphysicien. Disons mieux : il apparaît quelquefois comme un croyant qui démontre les dogmes qu'il admet *a priori*.

Cette réserve faite — et elle était nécessaire — on ne peut que louer les grandes et fortes qualités de M. Gernet. Si l'emploi qu'il en fait est parfois discutable, la réalité n'en peut être contestée.

Gustave GLOTZ.

Abbé René Aigrain. **Sainte Radegonde (vers 520-589).** Paris, V. Lecoffre-Gabalda, 1917. In-16, XI-181 pages. (Collection *les Saints*.)

L'ouvrage que vient de faire paraître l'abbé Aigrain, héritier de la tâche du célèbre érudit Godefroid Kurth, peut être considéré comme l'un des meilleurs de la collection *les Saints*, publiée par l'éditeur Gabalda. A part quelques traces assez rares de préoccupations confessionnelles, l'exposé de l'abbé Aigrain appartient à la catégorie des travaux que les historiens peuvent retenir comme inspirés de la vraie méthode scientifique.

La personnalité de Radegonde est une des plus caractéristiques de l'histoire des temps mérovingiens. Il semble, au premier abord, facile de la dégager des trois récits fondamentaux qui la font connaître : l'histoire des Francs de Grégoire de Tours, les biographies dues à Fortunat et à la religieuse de Sainte-Croix, Baudonivie. Mais en réalité, ces trois sources sont de valeur et de caractère fort inégal, et peut-être dans son avant-propos l'abbé Aigrain eût-il bien fait de le marquer davantage, aussi bien que d'indiquer d'une manière plus précise l'apport de chacun de ces auteurs dans l'élaboration d'une vie vraiment définitive de la reine fondatrice de Sainte-Croix. S'il signale brièvement l'abus des procédés communs aux hagiographes qu'on rencontre dans la biographie rédigée par Fortunat, ne reste-t-il pas trop dans le vague, à propos de la biographie que Baudonivie a composée, et où il eût été bon de distinguer les éléments vraiment historiques des éléments légendaires. Enfin, il n'est rien dit de la valeur du témoignage de Grégoire de Tours.

Ces réserves formulées, il convient de reconnaître dans le travail de l'abbé Aigrain un remarquable effort d'exposition claire, sobre, précise, et même impartiale, presque toujours couronné de succès. L'auteur, dans un premier chapitre, a su, soit à l'aide des textes originaux, soit avec le secours des recherches des érudits allemands, tracer un bon tableau de la Thuringe, le berceau de Radegonde au VIe siècle. Il montre en passant, d'après Kurth, que la Thuringe légendaire de Clodion n'est autre que le pays de Tongres. Il précise les détails qu'on peut dégager d'une manière à peu près certaine des récits de l'expédition de Thierry, roi des Austrasiens, aidé de Clotaire contre Hermnefried, et de la chute du royaume germanique de Thuringe (531-534). L'abbé Aigrain place aux environs de 520 la naissance de Radegonde, puisqu'elle était en 531, d'après Fortunat, une toute jeune fille (*puella*, *infantula*), déjà vivement frappée par les scènes d'horreur de cette guerre dont elle fut une des victimes. On sait qu'elle inspira au futur évêque de Poitiers, Fortunat, le fameux tableau poétique *De Excidio Thuringiae*, qui est une des œuvres les mieux réussies de ce rhéteur. Il est possible, comme l'admet M. Aigrain, qui suit l'opinion de Hauck, que Radegonde ait déjà été chrétienne au moment où Clotaire l'emmena

en captivité. Le nouvel historien de la sainte, dans une des meilleures parties de son ouvrage, a su tirer des textes un tableau vraisemblable du séjour de Radegonde à la cour de Clotaire. La plupart des biographes antérieurs, préoccupés d'édifier de pieux lecteurs, montraient en cette reine des Francs, l'une des nombreuses épouses du barbare roi de Soissons, une sorte de nonne étrangère à ses devoirs de souveraine et de femme. Au contraire, dans la villa royale d'Athies, puis dans celle de l'Omignon, Radegonde paraît avoir été préoccupée de se former à son métier de reine. Elle y est initiée par les beaux esprits de la cour à la connaissance des Pères de l'Église latine et des poètes latins, au point de devenir une princesse lettrée. En même temps, elle se livrait aux œuvres charitables, et elle concevait, par réaction contre le milieu sensuel et brutal où elle vivait, l'idéal d'une vie religieuse plus conforme à ses aspirations intimes. Promue au rang d'épouse légitime à Vitry-en-Artois après 536, malgré ses répugnances, elle en accepta les charges. L'abbé Aigrain a le bon sens de réagir contre les assertions des admirateurs d'un ascétisme saugrenu qui prêtent à Radegonde et à Clotaire l'idée d'un mariage blanc. Au contraire, la reine, aimable et douce, savait concilier les devoirs de sa condition avec les inspirations de sa conscience de grande chrétienne, secourable aux pauvres, aux malades, aux prisonniers, éprise d'exercices pieux et même de discrètes mortifications.

L'épisode de Radegonde fuyant la cour de Clotaire semble bien se rattacher à la révolte des Thuringiens en 555 et à l'assassinat du frère de la reine par l'ordre du roi franc, assassinat qui fut une des conséquences de cette révolte. Les témoignages de Fortunat et de Grégoire de Tours sont à cet égard concluants. A partir de cette séparation trop légitime, la biographie de Radegonde est moins enveloppée d'obscurité. L'évêque de Noyon, saint Médard, admet la reine parmi les diaconesses, c'est-à-dire consent, non sans hésitation, à lui conférer la qualité de religieuse. Elle avait alors au moins quarante ans. La législation canonique, d'accord avec le droit romain, autorisait la dissolution du mariage, s'il y avait séparation amiable, ce qui paraît avoir été le cas pour Clotaire et Radegonde. Peut-être le meurtre du prince de Thuringe et les atteintes de Clotaire à la foi conjugale ont-ils aussi contribué à entraîner l'adhésion du prélat. De Noyon, Radegonde aurait gagné les lieux célèbres où avait vécu saint Martin, à savoir Tours et Candes, puis se serait retirée sur une des *villae* que le roi lui avait donnée, celle de Saix, près de Loudun. Là elle aurait mené quelque temps l'existence d'une grande dame passionnée pour les œuvres de charité et de piété, si l'on en croit les récits de Baudonivie et de Fortunat. A la nouvelle d'un voyage de Clotaire en Poitou, Radegonde, craignant que le roi n'eût la fantaisie de reprendre la vie commune, se réfugia à Poitiers. Il n'est pas question avant le XIIe siècle du miracle des *avoines* qui aurait marqué ce nouvel exode; l'abbé Aigrain en signale le caractère légendaire. A Poitiers, aidée du duc Austrapius

et de l'évêque Pient, Radegonde édifie dans l'intérieur même de l'enceinte, comme l'établit M. Aigrain, et tout près des murs, sa cellule et son monastère, outre une église dite de Sainte-Marie, entre l'enceinte et le Clain, hors des murs. Les travaux de construction de cette dernière duraient encore en 570. On sait quel fut le renom de cette abbaye Sainte-Croix, le premier et le plus grand des monastères de femmes d'Occident, où vécurent des princesses du sang royal, et dont Agnès, la religieuse préférée de Radegonde, fut la première abbesse élue. Saint Germain, évêque de Paris, consacra cette abbesse après avoir obtenu à Tours la réconciliation de Clotaire avec la reine. Celle-ci se fit dès lors octroyer pour sa fondation de nombreuses concessions de biens.

La dernière partie de l'ouvrage de M. Aigrain concerne l'administration du monastère fondé par Radegonde à Poitiers. Ce couvent, soumis à la règle de saint Césaire, échangea son nom de Sainte-Marie contre celui de Sainte-Croix, lorsqu'on y eut transféré un fragment des reliques de la croix cédé par l'empereur Justin II à la reine (568 à 573). Ce don princier fut accompagné de l'envoi d'un évangéliaire rehaussé d'or et d'un reliquaire en émail qui existe encore et qui est le plus ancien travail d'émaillerie byzantine conservé en Gaule. En bonnes relations avec les divers rois francs, qui la respectent et la ménagent, avec les souverains étrangers, qui reçoivent volontiers ses envoyés, Radegonde apparaît à Poitiers sous les traits d'une fondatrice d'ordre aussi énergique que pieuse. Elle soutient contre l'évêque Marovée une lutte où sa diplomatie féminine triomphe de la mauvaise volonté et de la jalousie d'un prélat ombrageux, auquel déplaisent les hautes relations de la fondatrice de Sainte-Croix et ses rapports avec des évêques étrangers ou voisins. Grégoire de Tours donne en effet à ce conflit son vrai caractère et montre l'esprit mesquin qu'y manifesta le prélat poitevin. D'autre part, comme l'indique M. Aigrain, il est bien possible qu'un administrateur pénétré de ses droits ait vu d'assez mauvais œil un monastère, dans sa ville épiscopale, adopter cette règle de saint Césaire qui imposait aux religieuses la clôture, la pauvreté et le travail, mais leur conférait une indépendance presque complète à l'égard de l'ordinaire et attribuait à l'abbesse la plénitude quasi absolue de l'autorité. Cette règle paraît avoir été importée à Sainte-Croix après un voyage de Radegonde à Arles en 570. La protection des rois francs et la sauvegarde collective des évêques de Gaule achevèrent de donner à la création de Radegonde une place de premier ordre en Occident.

Reprenant avec plus de précision et de goût sévère les esquisses célèbres d'Ampère et d'Augustin Thierry, M. Aigrain s'essaie à dégager sobrement, à la fin de son ouvrage, la physionomie morale de Radegonde. Il fait aussi justice des fantaisies de Ch. Nisard sur les rapports de Fortunat avec la reine et il montre que ces rêveries ont pour unique fondement les gentillesses d'un rhéteur trop épris des élégiaques latins. Une sensibilité frémissante formait le fond de cette âme de femme et

de sainte qui joignait à la sincérité des affections de famille l'ardeur d'une charité chrétienne, prête à s'épancher sur toutes les infortunes. Mais ces dons n'excluaient ni le sens pratique, ni la lucidité de l'esprit, ni la fermeté du caractère. Les hagiographes font tort à la reine quand ils insistent outre mesure sur ses pratiques d'ascétisme et de piété. Si elle a laissé le souvenir d'une des grandes et belles figures de l'époque mérovingienne, elle le doit bien davantage à ses talents d'organisatrice du premier institut monastique féminin de Gaule, dont l'influence ait été fondamentale, et à ses hautes vertus de charité admirable à l'égard des pauvres, des malades et des déshérités de la vie. C'est ce côté de la biographie de Radegonde que M. Aigrain a su bien mettre en lumière, et c'est pourquoi son travail, bien ordonné, marque le plus vigoureux effort fait jusqu'à présent par un historien ecclésiastique pour donner à une biographie, où l'histoire a été trop souvent sacrifiée à la légende, les caractères d'une œuvre vraiment historique.

P. BOISSONNADE.

G. VON BELOW. **Der deutsche Staat des Mittelalters.** *Ein Grundriss der deutschen Verfassungsgeschichte.* Bd. I : *Die allgemeinen Fragen.* Leipzig, Quelle und Meyer, 1914. In-8°, xx-387 pages.

Savant merveilleusement informé, critique redoutable, M. von Below, au cours d'une carrière déjà longue, a exploré en tous sens l'histoire économique et juridique de l'Allemagne médiévale. Il promettait depuis bien des années de donner un jour la synthèse de ses travaux. Peu de mois avant la guerre, il a enfin tenu parole. « L'État allemand du moyen âge. Manuel d'histoire constitutionnelle allemande », tel est le titre de son grand ouvrage, dont le premier volume, consacré aux « questions générales », a seul paru, à notre connaissance.

M. von Below n'est pas un pur érudit. Une idée directrice inspire les innombrables articles ou mémoires où son activité s'est longtemps dispersée. Elle réapparaît à chacune des pages de son nouveau livre et le domine tout entier. C'est une idée de polémiste. On ne peut guère l'exprimer qu'en l'opposant à d'autres conceptions plus généralemen admises. Voici à peu près comment elle se présente.

Les historiens enseignent communément que la notion d'État a subi au moyen âge une sorte d'éclipse. Sans doute, il a existé dans l'Europe médiévale des royaumes et des empires dont quelques-uns furent vastes et puissants. Mais par leur organisation, par l'esprit qui animait leurs institutions, ils différaient profondément de l'État antique et de l'État moderne. Leur emprise sur les individus était faible. La famille, le petit groupe formé par le seigneur et ses « hommes », le domaine rural, la corporation, la commune, voilà où se réfugiait la vie

sociale. Les sociétés étendues que nous appelons États n'étaient composées que de l'agglomération incohérente et instable de sociétés de cette espèce, plus limitées, plus durables et plus fortes. Aujourd'hui, tout un ensemble d'obligations juridiques, nettement spécialisées, lie à l'État le citoyen ou le sujet : c'est le droit public. Une pareille conception demeure étrangère à l'intelligence du moyen âge. Un des plus célèbres historiens du droit germanique, Otto Gieke, a dit : « Dans les États féodaux, comme auparavant dans l'ancienne Allemagne, la distinction du droit public et du droit privé était inconnue[1]. » Le droit de justice qui nous semble aujourd'hui l'attribut peut-être le plus essentiel de l'État, était au moyen âge, dans son origine et son principe, une propriété privée qui s'aliénait et s'exploitait comme un champ. Dans le lien vassalitique, ciment de la société féodale, on ne peut voir qu'un lien contractuel entre deux personnes privées. — Telle est la théorie courante. Contre elle, M. von Below s'élève. Il écrit « pour prouver que la constitution allemande, au moyen âge, a eu le caractère d'une constitution d'État » (p. v). Son livre, malgré son titre, semble moins un « manuel » qu'un livre à thèse. C'en est l'intérêt. C'en est aussi la faiblesse.

Trois longs chapitres, consacrés à la « littérature du problème » servent d'introduction : 111 pages d'un texte serré, bourré de notes. Devant nous défile la foule pressée de tous les historiens, ou peu s'en faut, qui ont écrit sur le passé de l'Allemagne, depuis le vieil Haller, théoricien de la réaction qui suivit la crise napoléonienne, apologiste de « l'État patrimonial » où l'absolutisme se déguise sous un faux air familial, jusqu'aux plus récents érudits, auteurs de monographies estimables que nous lisons d'ordinaire, non pour les théories qu'ils développent selon la parole du maître qui leur fournit leur sujet de thèse, mais simplement pour les faits utiles qu'ils recueillent avec conscience. Tous les historiens, disons-nous. Il demeure bien entendu qu'il ne s'agit que d'historiens allemands. On ne peut s'empêcher de sourire en voyant l'œuvre de Fustel de Coulanges résumée par cette phrase : « Il a renouvelé, sous une forme plus mesurée, les vues précédemment exposées par les historiens français » (p. 63). Avant la guerre, la science allemande de plus en plus s'enfermait en elle-même. C'est un fâcheux travers, propre aux peuples vainqueurs. Il faudra nous en garder, après la victoire.

Cette longue revue d'érudit, à quoi M. von Below nous contraint, manque d'attraits. Du moins, une fois parvenu à « l'exposé systématique » qui occupe le reste du volume, le lecteur espère que, débarrassé du cauchemar bibliographique, il pourra enfin atteindre la réalité des faits de l'histoire. Il est bientôt détrompé. Loués quelquefois, critiqués d'ordinaire et souvent avec verdeur, Haller, Gieke, Waitz, Seliger et combien d'autres réapparaissent presque à chaque page. Le livre ne semble qu'une longue discussion, un choc incessant de théories. Sans

1. Cité p. 34.

doute, le tempérament de M. von Below explique-t-il en partie un pareil procédé de composition. En partie seulement, cependant; car il se retrouve dans d'autres ouvrages allemands contemporains. La si précieuse « histoire économique de l'empire carolingien », que M. Dopsch nous a récemment donnée, en demeure également toute viciée. Cet abus de la bibliographie et de la polémique, qui devient de mode en Allemagne, fatigue l'attention; mais ce n'est là que son moindre défaut; il ne lasse pas seulement le lecteur, il interdit à l'auteur lui-même tout contact direct avec les faits et les textes qui les relatent. Ernest Babut disait : « Un historien devrait toujours lire une pièce comme s'il était le premier à la connaître[1]. » C'est la condamnation même de la méthode de M. von Below et de M. Dopsch. Trop souvent les historiens leur cachent l'histoire.

Un autre trait donne à l'œuvre de M. von Below une apparence d'irréalité : il étudie l'État allemand « au moyen âge » sans marquer nettement, dans cette vaste période de temps, des divisions chronologiques. Ce mot de moyen âge est bien vague, et dissimule sous un semblant d'unité bien des contrastes. Sans doute, M. von Below le sait aussi bien que personne. Il n'ignore point, en principe, l'évolution des idées et des institutions. Mais la forme qu'il a choisie pour son exposé est cause que parfois, en fait, cette évolution lui échappe. C'est ainsi qu'il nous dit (p. 123) : « Pour les cas graves le non-libre dépend généralement du tribunal de l'État (non du tribunal de son maître). » Cela est vrai sans doute, au moins en théorie, de la législation carolingienne; vrai aussi, peut-être, des derniers temps du moyen âge; mais au XIe siècle, par exemple, en était-il de même? La question est au moins douteuse et vaudrait la peine d'être discutée. M. von Below ne la pose même pas, parce qu'il ne distingue pas, dans le moyen âge, les différentes époques[2].

M. von Below s'est autrefois vigoureusement et, je crois, victorieusement attaqué à la théorie, dite « théorie domaniale », qui voyait dans le grand domaine rural, conçu sous l'aspect des plus vastes *vil-*

1. Cité par A. Mathiez, *l'Institut et la liberté scientifique. Ernest Babut*, p. 14.

2. Une phrase de M. von Below, dans le paragraphe qui précède celui dont est tirée notre citation, pourrait faire supposer que l'affirmation relative aux droits du non-libre s'applique « à la fin de l'époque carolingienne ». Mais de quel droit « la fin de l'époque carolingienne » doit-elle « servir de base à une description de la condition des non-libres au moyen âge », comme paraît le proposer M. von Below? Tout cela est singulier et médiocrement clair. — Un autre exemple des excès où le goût de la théorie entraîne M. von Below est fourni par le passage où il admet une distinction entre deux formes sociales, baptisées l'une « Lehnwesen » et l'autre « Feudalismus ». On sait — et M. von Below le reconnaît lui-même — que « feudum » est le synonyme exact, ou plutôt la traduction latine, de « Lehen ». Ainsi, les deux mots choisis pour désigner deux systèmes sociaux différents (dont les caractères ne s'opposent d'ailleurs pas très nettement) ont rigoureusement le même sens.

lae romaines, la source originelle dont découlaient la plupart des institutions du moyen âge : justice privée, corporations (issues, disait-on, des métiers seigneuriaux), communautés urbaines elles-mêmes. Dans son nouvel ouvrage, il reprend à ce sujet les idées qu'il avait déjà exposées, sans leur donner, semble-t-il, une force plus grande. Sur la question du droit de justice, il fournit quelques renseignements utiles; mais il ne traite pas d'ensemble ce problème, dont la solution importerait pourtant singulièrement à la thèse qu'il soutient; peut-être en a-t-il réservé l'examen pour son second volume. Les pouvoirs du roi, la nature du lien qui unissait à leur souverain les sujets, voilà surtout ce que M. von Below paraît s'être proposé d'élucider. Il n'entre pas dans le détail des faits. Il se borne à des considérations générales souvent un peu vagues. Il montre fort bien que le moyen âge s'est fait de la royauté une idée très haute, et somme toute très précise : le roi est vraiment, non pas seulement un suzerain, mais un souverain, et l'incarnation d'un État. L'empereur Conrad II disait, ou l'historien Wipo lui faisait dire : « Si rex periit, regnum remansit, sicut navis remanet, cujus gubernator cadit » (p. 176). De pareilles conceptions sont familières aux historiens français qui, à la suite de Fustel de Coulanges, ont souvent insisté sur la survivance de l'idée royale aux époques les plus troublées du moyen âge. Mais, contrairement aux théories les plus répandues dans la science française, M. von Below n'admet pas que la royauté médiévale s'inspire principalement de souvenirs romains; elle est, d'après lui, en son essence foncièrement germanique (p. 146, cf. p. 213). Opinion tendancieuse peut-être, mais où tout n'est point à rejeter. Lorsque le roi franc sanctionne, par sa présence, un affranchissement « par le denier », il fait acte de souverain; car seul ce rite, accompli devant lui, peut donner la pleine liberté à l'esclave ou au lite. Or, les origines de l'affranchissement par le denier sont incontestablement germaniques. On accordera volontiers à M. von Below que l'idée de l'État n'est pas demeurée absolument étrangère aux anciens Germains; mais il semble puéril de nier que la tradition romaine l'ait fait fructifier.

A l'époque carolingienne, cette idée trouva son expression la plus nette dans le serment que tous les sujets, les humbles comme les grands, prêtaient à l'empereur ou au roi. Ce serment tomba assez rapidement en désuétude. Après l'extinction de la dynastie carolingienne, on n'en découvre plus trace. Désormais, le serment vassalitique, exigé seulement des grands, en tint lieu; mais, par son origine et sa nature, il en était profondément différent. M. von Below fait des efforts assez vains pour diminuer l'importance de ce grand changement, qu'au fond il paraît bien sentir. « Le serment des grands », nous dit-il, « fut à l'origine un serment prêté à titre de fonctionnaire. Plus tard, il se transforma en serment féodal » (p. 234). Mais on a établi de façon certaine que dès l'époque carolingienne et plus tôt même sans doute, les fonctionnaires des rois francs étaient en même temps

leurs vassaux et se liaient à eux par le serment de *commendatio*. Il n'est donc guère possible de distinguer entre le serment du fonctionnaire et celui du vassal. La confusion du droit public et du droit privé est sur ce point plus ancienne et plus profonde que ne paraît le croire M. von Below.

En somme, en partie à cause des défauts de méthode signalés plus haut, le livre de M. von Below, malgré beaucoup de suggestions intéressantes, laisse une impression assez trouble. Sans doute, la notion d'État n'a pas été ignorée par la conscience juridique du moyen âge; mais en faire le centre, et comme le *leitmotiv* d'un manuel d'institutions médiévales, a tout l'air d'une gageure. Puis quelque chose dans la conception de cet ouvrage étonne. Si les Allemands du moyen âge ont eu l'idée de l'État, ils ne l'ont sans doute pas eue, pour la plupart, sous une forme abstraite : l'image qui pouvait dominer leurs intelligences, plier leurs volontés, c'était sans doute non pas celle de l'État en général, mais celle de l'État allemand. En d'autres termes, il semble que l'histoire de l'idée de l'État se sépare difficilement de l'histoire de l'idée de nation ou du patriotisme. Y a-t-il eu un patriotisme allemand au moyen âge, et sous quelle forme s'est-il exprimé? La question ne paraît pas avoir intéressé M. von Below. Il est permis de voir dans cette négligence singulière un des traits caractéristiques de la science politique allemande, pour qui l'État est tout, et la nation peu de chose.

Marc Bloch.

Louis Dimier. **Descartes.** Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1918. In-16, 320 pages. Prix : 3 fr. 50.

S'étant fait l'historien de Bossuet, c'est-à-dire de l'écrivain le plus représentatif sans doute du XVIIe siècle[1], M. Louis Dimier s'est avisé qu'il ne pouvait nous donner une idée complète de cette époque s'il ne nous présentait également la figure et la doctrine de Descartes. De là est sorti ce livre, fortement pensé, solidement construit, fondé sur la critique la plus fine des ouvrages du philosophe et sur la connaissance la plus exacte des phénomènes sociaux, des idées morales et des événements politiques qui naquirent ou se développèrent dans le temps que vécut Descartes, en France et autour de la France. Il appartenait à un historien de nous faire sentir de quel sentiment concret de la vie, de quel souffle moral était chargée cette œuvre qui ne demeure abstraite et froide qu'aux yeux d'un observateur superficiel. A l'image conventionnelle d'un Descartes tout solitaire et contemplatif, s'enfermant dans un « poêle » pour dérouler l'écheveau de sa dialectique, M. Dimier substitue résolument celle d'un homme d'activité et d'éner-

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 366.

gie, qui voyage et qui observe, qui sert en Hollande sous le prince d'Orange, Maurice, fils de Guillaume le Taciturne, stathouder, et qui mène à la Cour la vie de gentilhomme, portant le plumet et l'écharpe verte. Culture singulièrement variée, par où son esprit s'ouvrit délicatement à la beauté des choses. Nul écrivain n'eut, à un plus rare degré, le sens du pittoresque dont on a dit qu'il fut si rare au XVIIe siècle. Descartes a aimé la nature et l'a peinte en des couleurs sobres et vraies. Chez lui « tout fait image, il semble ne pouvoir nommer un seul objet sans le peindre[1] ».

Mais il serait vain de se borner à décrire le merveilleux tableau que nous offre la nature : il faut pénétrer dans son secret, s'emparer des forces qu'elle recèle à l'infini et les employer à nos besoins. Par là, Descartes prend position dans l'histoire de la science, par là il innove, — et tel est le solide fondement de sa philosophie. Il s'intéressa d'abord à la physique. Un des premiers projets qu'il fit fut celui d'un traité du *Monde*, c'est-à-dire d'une physique générale. Le *Discours de la Méthode* sert d'introduction à deux livres de physique, la *Dioptrique* et les *Météores*, à un livre de mathématiques, la *Géométrie*. M. Dimier insiste avec raison sur la *Dioptrique*, qui est « un modèle d'ordre, de pénétration et de clarté, » et où l'on trouvera toute la théorie des sens exposée à propos du phénomène de la réfraction et des verres grossissants. Plus tard, Descartes se passionna pour la médecine, dont il attendait le prolongement de la vie humaine. Il multiplia les observations anatomiques, on le vit même délaisser sa bibliothèque pour « étudier » un veau écorché : « Voilà, » déclarait-il à un de ses amis, « le livre que j'estime le plus et que je lis le plus ordinairement. » Le dessein scientifique apparaît à toutes les époques de la vie de Descartes, à chaque page de son œuvre. Il constitue la partie la plus originale — la seule vraiment originale — de ce que l'on a appelé le système cartésien.

Car ceux-là eurent tort, qui voulurent dresser, sous le nom de Descartes, tout un système complet de philosophie originale : « Sa distinction de l'âme et du corps, ses preuves de l'existence de Dieu ne sont propres à rien de pareil; elles ne contiennent pas de métaphysique nouvelle. » Descartes n'eut point le dessein d'élever un système complet, opposé point pour point à l'ancienne philosophie. Il ne voulut que fortifier, sur certaines matières qu'il avait particulièrement approfondies, la religion que les théories des panthéistes et des sceptiques mettaient en péril et il entendit rester en harmonie avec la tradition. C'est déformer sa doctrine que de la rapprocher des théories de l'Encyclopédie, — et c'est une occasion pour M. Dimier de prendre Brunetière, qu'il avait déjà malmené dans son *Bossuet*, en flagrant délit de pensée « faible » et « inconsistante ». Quant à voir en Des-

1. M. Dimier a emprunté à la correspondance, au traité des *Météores*, etc. (p. 164 et suiv.) une série d'exemples de cet art de peindre chez Descartes.

cartes un apôtre de la pensée libre, c'est faire preuve d'une profonde ignorance ou d'une grande déloyauté intellectuelle. M. Dimier s'élève avec virulence — mais comment ne pas l'approuver? — contre l'étonnant « maquillage » pratiqué par l'esprit de parti sur le caractère du philosophe et sur le sens profond de sa doctrine.

Il semble très juste, en fin de compte, de ne point séparer Descartes de Bossuet. Bossuet, si fortement nourri de la tradition ecclésiastique, est avec cela tout imprégné de la philosophie cartésienne. Inversement, Descartes, né chrétien et Français, ne doit pas être arraché « à la tradition théiste et réaliste du siècle que Bossuet représente éminemment ».

Louis VILLAT.

A. MARTINEAU. **Les origines de Mahé de Malabar**. Paris, Champion et Larose, 1917. In-8°, XVI-320 pages, 5 cartes.

La Compagnie des Indes avait besoin de poivre pour son commerce : c'était l'un des articles qui rapportaient le plus, 300 °/o environ de bénéfices, alors que les mousselines et soieries ne donnaient guère que 200 °/o. Or, les comptoirs d'échange qu'elle avait à plusieurs reprises tenté de fonder au Malabar n'avaient jamais pu arriver à lui en assurer des fournitures sûres et régulières ; il lui fallait un établissement où elle fût chez elle, qui lui permît d'attirer à soi, pour toujours, la production de tout un district ; c'est ce qu'un bon serviteur, M. Mollandin, chercha à lui ménager, par une convention signée avec le rajah de Bayanor le 15 décembre 1722, qui nous concédait un terrain à Mahé avec des privilèges commerciaux.

Mais cela ne faisait pas l'affaire de la Compagnie anglaise, qui aurait voulu se réserver le monopole des poivres ; le chef de sa factorerie de Tellichéry — Tellichéry est à huit kilomètres de Mahé — M. Adam, entreprit de la débarrasser de cette concurrence et, par corruption ou intimidation (il alla jusqu'à malmener ou affamer ses ressortissants), il fit tant et si bien qu'en avril 1725 le rajah nous chassa assez ignominieusement.

Il y avait un peu de la faute du Conseil de Pondichéry, cénacle de commerçants qui n'aimaient pas les dépenses, et qui avaient marchandé à M. Mollandin l'argent qu'il eût fallu pour exploiter le traité de 1722. Mais maintenant ils sentirent l'honneur national engagé (ils y furent d'ailleurs aidés par des ordres « précis et positifs », venus de Paris, à l'instigation de qui? M. Martineau ne le dit pas : peut-être de Lenoir, qui était alors en France et qui fut un des grands auteurs de la fondation de Mahé?) et ils firent le nécessaire. Ils firent même grand — relativement — et ils donnèrent toute une escadre et une petite armée de 350 hommes à M. de Pardaillan, enseigne des vaisseaux du roi, chargé de relever notre pavillon ; l'affaire débuta par un

débarquement de vive force qui aujourd'hui encore mériterait d'être étudié comme un modèle de ce genre d'opérations, puis les choses se mirent à traîner en longueur; tout à coup, le rajah se décida et, moyennant quelqu'argent, nous rendit tous nos droits (8 novembre 1726).

La vraie raison en était que la Compagnie anglaise, tout comme la nôtre, ne se souciait que des profits et pertes; elle avait trouvé que l'affaire ne valait pas ce qu'elle coûtait et M. Adam avait dû cesser de subventionner Bayanor, qui avait préféré une paix lucrative à une guerre gratuite. Bientôt même, le chef du comptoir de Tellichéry, à qui M. Martineau rend cette justice de le considérer comme un bon Anglais, allait quitter son poste, et les deux Compagnies convinrent que, pour faire du commerce aux moindres frais, mieux valait s'entendre que se combattre : un accord du 28 avril 1728 décida que, s'il y avait la guerre en Europe, la paix n'en continuerait pas moins à régner entre Mahé et Tellichéry.

Notre établissement, Mahé du Malabar, existait donc: mais la Compagnie ne l'avait voulu que pour avoir du poivre de première main, et un esprit que l'on croyait de bonne économie et de prudente modestie allait interdire pour toujours que l'on y rêvât d'autre chose : les gouverneurs eurent la défense absolue de se mêler à la politique locale, et toute l'histoire de cette colonie, plus sage encore que celle de Pondichéry, ne fut désormais plus que celle de son administration, de son trafic, de sa navigation; on parla bien, parfois, dans l'intérêt du commerce, de comptoirs nouveaux à créer, sur d'autres points du Malabar, voire à Mascate, mais à la réflexion, on ne fit rien : cela aurait coûté trop cher.

Ce fut ainsi que Mahé, prospère et faible, vécut jusqu'en 1739, date à laquelle s'arrête l'étude de M. Martineau, et même jusqu'en 1760, année où sa faiblesse emporta sa prospérité! L'histoire est mince, comme on voit : celle d'un canton de soixante hectares et d'un commerce de quelques centaines de mille livres! Mais l'intérêt en dépasse étrangement ce cadre minuscule : nous y voyons — M. Martineau, qui sait bien la portée de son étude, nous le dit lui-même — comme une image en raccourci de toute notre histoire dans l'Inde..., et peut-être ailleurs : « Nous fûmes servis par des hommes de haute intelligence et d'une expérience consommée, desservis par notre esprit national, dédaigneux du présent, inapte à faire en temps opportun les sacrifices nécessaires, et comptant sur les hasards de l'improvisation pour réparer toutes les erreurs...; les qualités se déployèrent *comme dans un rêve*, laissant après elle une impression d'audace et de génie, mais les fautes s'accomplirent *dans la réalité*, au milieu d'un lamentable cortège de ruines et de désastres », et c'est d'avance toute la merveilleuse et lamentable épopée de Dupleix.

M. Martineau a donc fait une œuvre utile: il a dû y trouver de singulières jouissances : une matière vierge, au point qu'il ne saurait même y être question de bibliographie (c'est tout au plus s'il a pu nous

indiquer un seul petit imprimé qui lui ait fourni quelques renseignements épisodiques!) — donc aucun préjugé, aucune tradition ou convention à démolir d'abord pour pouvoir se mettre en face des faits — et au contraire ceux-ci surgissant tout seuls des pièces officielles, suffisamment abondantes, toutes groupées par avance, vivantes, spontanées, sincères, nécessairement vraies, puisque par sa nature même cette sorte de documents nous met en présence de la vie, de la réalité au fur et à mesure qu'elle se fait; ce doit être délicieux d'avoir à travailler de la sorte!

Mais il ne saurait être donné à tous d'y réussir : il y faut, outre les qualités ordinaires de l'historien, un discernement et une divination d'un ordre très particulier, qui ne peuvent être acquis que par une expérience directe et active, non seulement des hommes et des choses, mais des affaires elles-mêmes et de leur conduite; un savant de cabinet ne s'y retrouverait pas, il y faut un homme d'action et de réalité : si bien qu'en dernière analyse, M. Martineau était peut-être le seul qui pût écrire ce livre et que personne, très probablement, ne pourra le refaire ou le continuer; espérons donc qu'un jour prochain viendra où il nous donnera, pour le compléter, cette suite nécessaire qui sera l'histoire de l'apogée et de la chute de Mahé; les études d'histoire coloniale, qui lui doivent déjà tant d'utiles créations et une si heureuse impulsion, lui seront ainsi encore redevables d'un genre d'ouvrage qui nous manque encore : une monographie complète de l'histoire d'une colonie assez modeste et assez ignorée pour qu'on puisse l'étudier sans parti pris et sans opinion préconçue, simplement comme un cas typique et vraiment privilégié.

Je me permettrai un seul regret : pourquoi M. Martineau n'a-t-il pas joint à son livre un index des personnages nommés? Il en est qui, comme La Bourdonnais, Dupleix, Paradis, etc..., ont joué un rôle considérable sur d'autres théâtres; il eût été commode que les chercheurs pussent retrouver du premier coup dans ce volume ce qui les concerne : l'épisode relatif à Dupleix, par exemple, que nous lisons à la page 41, est tout à fait significatif, et n'avait encore été signalé par personne; il serait regrettable qu'on l'oubliât.

J'aurais aussi aimé voir M. Martineau élucider, pendant qu'il en avait l'occasion et peut-être la possibilité, un petit point concernant La Bourdonnais : chacun sait que, dans ses *Mémoires*, l'illustre Malouin s'attribue le mérite exclusif de l'invention des radeaux bastingués de coton qui rendirent possible le débarquement du 1er décembre 1725. Or, rien dans les trois récits que nous avons de cette affaire (Pardaillan, La Farelle, Deidier) ne vient appuyer cette prétention; un fait rapporté par M. Martineau, page 87, semble même l'infirmer; j'y serais pour ma part d'autant plus disposé que la description de ces radeaux donnée par La Bourdonnais semble d'une inexactitude bien surprenante de la part de leur inventeur; c'est justement pourquoi j'aurais désiré en avoir l'opinion de M. Martineau.

Il ne s'agit pas d'un détail, qui serait sans importance, mais bien de

mesurer quel crédit il faut accorder aux affirmations de La Bourdonnais dans ces *Mémoires*. A cet égard, je trouve encore dans le livre de M. Martineau deux indications qui me semblent assez défavorables au futur vainqueur de Madras, ou tout au moins à la sûreté de ses souvenirs. Le *Pondichéry*, sur lequel il prétend que Lenoir l'envoya au Bengale immédiatement après la fin de la guerre de Mahé (novembre 1726), était à Canton le 20 septembre et n'en revenait que le 16 avril 1727 (p. 145), dans un état de délabrement de nature à l'immobiliser assez longtemps; il en repartait le 28 décembre de la même année, pour Moka (p. 227). A quel moment se serait donc placé le voyage au Bengale? Entre avril et décembre? C'est assez peu vraisemblable, et je suppose plutôt qu'à vingt ans de distance, La Bourdonnais a pu confondre les noms de deux bâtiments.

Par ailleurs, La Bourdonnais raconte que son entrée en relations avec les Portugais eut pour origine les secours qu'il donna à deux de leurs navires dans le golfe d'Oman, puis son intervention auprès de l'iman de l'Yémen; M. Martineau nous le montre au contraire de passage à Goa en 1730, et proposant au vice-roi d'aller chercher des munitions et des soldats chez les Français pour participer à la défense de la colonie menacée par les Mahrattes. Il y a là une divergence assez forte; on pourrait en trouver d'autres. Elles aideraient peut-être à comprendre la défiance que La Bourdonnais inspirait dès cette époque aux gens de Pondichéry, et dont nous trouvons un si curieux exemple à la page 237 du livre de M. Martineau; tous les malentendus de 1746 étaient déjà en germe dans cette antipathie.

J. TRAMOND.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire générale.

— James M. Beck. *La guerre et l'humanité.* Traduit de l'anglais par A. Cohn ; introduction de Stéphane Lauzanne ; préface de Th. Roosevelt (Paris, Payot et Cie, 1917, in-16, 388 p.). — Réunion en volume d'articles courageux parus dans le *New York Times*, alors que les États-Unis d'Amérique n'avaient pas encore pris parti. La violation de la neutralité belge, l'assassinat de Miss Cavell, la noyade de la *Lusitania*, la déportation des populations civiles sont exposés clairement par un homme qui aime la démocratie et les idées de justice et de liberté. M. R.

— Ramsay Muir. *Nationalisme et internationalisme.* Traduit de l'anglais par Henry de Varigny (Paris, Payot et Cie, 1918, in-16, 334 p.; prix : 4 fr. 50). — Ce livre est apparu au moment où l'on disserte longuement sur la « Société des nations ». La génération actuelle, ou du moins les survivants qui luttent toujours conçoivent un monde nouveau où serait réalisée la fusion complète des peuples démocratiques, constitutionnellement fédérés, fusion bienfaisante pour elle dans la paix. A côté de ces idées subsistent toujours celles des hommes qui n'admettent que le particularisme national. C'est ce conflit entre deux conceptions que nous décrit Ramsay Muir. Laquelle triomphera? Il est malaisé de se prononcer encore, à cette heure où se joue plus âprement que jamais sur le champ de bataille le sort de l'Europe.
M. R.

— Paul Ilg. *L'homme fort.* Traduit de l'allemand par Jules Brocher (Paris, Payot et Cie, 1917, in-16, 310 p.; prix : 4 fr. 50). — Paul Ilg nous présente en Adolphe Lenggenhager « l'homme fort », un type d'officier de carrière, imbu de l'éducation à la prussienne, n'ayant en vue que son égoïsme particulier et ayant perdu tout contact avec le peuple. Pour Lenggenhager, l'autorité brutale, la fierté et la dureté sont seules capables de lui donner l'ascendant qui en imposera à la foule, qui lui permettra à lui, fils de fermier, de s'élever à un rang social qu'il croit supérieur et de briguer la main d'une jeune fille de l'aristocratie. Mais il se heurte à des sentiments plus forts qui le briseront et qu'expose Hösli, un autre type d'officier, pénétré de l'esprit de paix et de conciliation. Au moment où il semble triompher, il s'effondre, rejeté dédaigneusement par sa fiancée. On ne remonte pas impuné-

ment un courant; la force seule n'est pas capable d'assurer une domination constante. M. R.

— Benjamin CONSTANT. *L'esprit de conquête*. Réédition précédée d'un avant-propos par M. Albert THOMAS (Paris, Grasset, 1918, in-16, 18 p.; prix : 0 fr. 75). — Cet opuscule parut en 1813 et était dirigé contre Napoléon Ier. Benjamin Constant y dénonce les guerres de conquête : même une guerre victorieuse entraîne la ruine du peuple qui l'a entreprise; en tout cas, elle a pour conséquence l'anéantissement de toutes les libertés publiques et le despotisme. Toutes ces idées se retournent contre l'Allemagne qui a déchaîné la présente lutte; mais l'Allemagne ne comprendra que le jour où elle sera vaincue. — C. PF.

— P.-G. LA CHESNAIS. *Le traité de Francfort* (Nancy-Paris, Berger-Levrault, in-12, 15 p.). — La brochure a paru sous les auspices de la « Ligue républicaine d'Alsace-Lorraine ». C'est un résumé fort net des origines, du contenu et des conséquences du funeste traité. L'auteur a eu raison de suivre le beau livre de Gaston May. Il y a ajouté quelques formules nerveuses. Citons celle-ci : « La guerre entre la France et l'Allemagne en 1870-1871 a été un duel devant témoins. Le monde entier est engagé dans la lutte actuelle. L'Allemagne, si elle était victorieuse, ne connaîtrait d'autre obstacle à ses ambitions que les difficultés techniques d'une direction générale de l'organisation du monde. Sa prétention, sa justification à ses propres yeux, c'est précisément qu'elle serait destinée, par ses aptitudes spéciales, à un tel travail de direction. Elle foulerait les nations asservies. » M. La Chesnais conclut que les Alliés devront dicter la paix : « Ils ne devront pas cependant la dicter comme vainqueurs, mais comme juges, et ils devront se montrer justes envers la nation allemande, aussi bien qu'envers les autres, — justes pour elle, car il ne faudra pas l'imiter dans son injustice, mais justes aussi contre elle, sans faiblesse. »

C. PF.

— Paul LOUIS. *Trois péripéties dans la crise mondiale* (Paris, Alcan, 1917, in-8°, II-125 p.; « Collection rouge »). — Cette substantielle brochure groupe, comme les précédentes du même auteur éditées dans la même collection (*la Guerre d'Orient et la crise européenne; les Crises intérieures allemandes pendant la guerre; l'Europe nouvelle*), quelques articles parus dans la *Revue bleue*, où il exerce hebdomadairement, avec une autorité reconnue, la critique de la politique extérieure. Ces articles sont au nombre de huit. Mais, comme le titre l'indique, ils visent surtout trois épisodes importants survenus, l'un à la fin de 1916, les deux autres au début de 1917, dans la crise universelle : 1° le changement de règne autrichien (cf., p. 27, la sage déduction formulée le 3 février 1917, que le renouvellement du personnel dirigeant en Autriche-Hongrie ne suffirait sans doute pas, quels qu'y fussent le besoin de paix extérieure et les craintes de déchire-

ments intérieurs, à arrêter le cours des choses); 2° la révolution russe (ici les espérances de l'écrivain ont été davantage déçues par l'événement, mais c'est une disgrâce qu'il partage avec bien d'autres annalistes politiques, lesquels se sont même plus lourdement trompés que lui); 3° l'intervention américaine enfin (envisagée avec une particulière lucidité). — M. P. Louis déclare n'avoir rien retouché à ses articles écrits sur l'heure; nous l'en félicitons. R. L.-G.

— Robert HERRICK. *La décision mondiale* (Paris, Henri Didier, in-12, VIII-288 p.; prix : 4 fr.). — Professeur de littérature anglaise à l'Université de Chicago, M. Herrick s'est aussi fait connaître en Amérique par ses romans retraçant la vie contemporaine de ses compatriotes. Mécontent de l'attitude effacée observée — en ce temps-là — par le gouvernement de Washington, appréciant et goûtant la civilisation latine, il s'embarqua au mois d'avril 1915 et vint passer quelques mois en Italie et en France. Ce volume est l'exposé fidèle et vivant des impressions qu'il a ressenties et des observations qu'il a recueillies dans les deux pays.

Pour un romancier habitué à sonder les problèmes psychologiques, l'Italie offrait à ce moment un intéressant sujet d'étude. En apparence indécise entre la neutralité et la guerre, elle armait cependant depuis plusieurs mois; l'impulsion considérable que les capitaux allemands avaient imprimée à l'industrie italienne faisait sentir son influence dans le monde des affaires; mais au fond de l'âme des classes moyennes s'agitaient le souvenir tenace de l'oppression autrichienne d'autrefois et la pensée non moins tenace des frères non encore « rachetés ». L'Italien est à la fois sentimental et pratique; M. Herrick l'a très bien noté : les hommes d'État nationalistes songeaient donc de leur côté à la mauvaise frontière septentrionale et au danger de voir l'Autriche s'emparer de la maîtrise de l'Adriatique. Pour M. Herrick, témoin oculaire et perspicace, c'est le torpillage de la *Lusitania* qui mit d'accord les sentimentaux et les pratiques et fit jaillir de toutes les lèvres le cri de : *Fuori i barbari*. Dans tous les cas, ces pages auront la valeur d'un témoignage *de visu* et *de auditu* pour l'historien anxieux de découvrir les ressorts qui mirent en branle l'opinion publique à cette heure fatidique de la lutte mondiale.

Au mois de juin, notre auteur passa en France et ici il n'eut pas besoin de son flair psychologique pour reconnaître l'unanimité qui animait la nation tout entière. Paris avait encore le calme recueilli et silencieux des premiers jours de la guerre; tous sentaient que l'heure de l'épreuve suprême n'était pas écoulée. En province, M. Herrick visita Senlis, la vallée de la Marne, Reims, Bar-le-Duc; partout, il relève l'application méthodique des féroces doctrines de guerre des Allemands, véritable fondement de la barbarie germanique. Il conclut ainsi : « Plutôt que d'avoir une civilisation « efficiente » au prix qu'a payé l'Allemagne, revenons à l'inefficience primitive d'un village de

Sicile! » L'individualisme, qui est à la base de la civilisation latine, lui paraît le plus sûr antidote contre le virus du militarisme effréné qui a infecté la race germanique jusqu'aux moelles. E. C.

— Charles WEIMANN. *France et Allemagne. Les deux races* (Paris, Fischbacher, 1918, in-12, XII-339 p.; prix : 3 fr. 50). — Ce livre a été écrit et imprimé il y a trente ans, en 1887, au moment de l'affaire Schnæbelé. L'auteur a pensé que, dans les circonstances présentes, il devait le remettre sous les yeux du public; il l'a fait précéder d'une très courte préface et a signalé un certain nombre d'*errata*. On trouvera dans le volume un parallèle constant entre la France et l'Allemagne, sans que les défauts de l'âme française soient passés sous silence, sans que les qualités des Allemands soient omises[1]. Beaucoup de citations de l'une et l'autre littérature, des observations sur les deux langues, des souvenirs historiques, des anecdotes, le tout un peu pêle-mêle, bien que groupé en trois livres, dont les titres sont empruntés au cours classique de psychologie : les sentiments, l'intelligence, la volonté. L'auteur nous apprend qu'il est de Mulhouse et secrétaire général de la Fédération des Sociétés alsaciennes-lorraines de France et des colonies : il ne touche pourtant point à la question d'Alsace-Lorraine. C. PF.

LA GUERRE.

— *Le mémoire du prince* LICHNOWSKY. *Texte complet et commentaire* (Paris, Payot. Collection des « Études de la guerre publiées sous la direction de René Puaux », cahiers 11-12; pages 907-1032 du tome Ier; prix : 3 fr.). — Dans le monde entier, il n'est sans doute personne qui, étudiant les origines de la guerre actuelle, n'ait connu, au moins dans ses parties essentielles, le mémoire écrit par le dernier ambassadeur d'Allemagne auprès du gouvernement britannique pour justifier sa propre conduite pendant les années 1912-1914 et montrer les fautes commises par la diplomatie impériale. En France, la traduction intégrale, publiée par le *Journal des Débats*, a déjà porté ce texte important à la connaissance de tous ceux qui veulent savoir et comprendre. Il était nécessaire qu'elle fût rééditée sous une forme plus durable et plus maniable qu'une feuille de journal; c'est le service qu'a rendu M. René Puaux. Il s'est d'abord un peu trop hâté de faire paraître sa brochure; puis, quand il eut sous les yeux le texte original

1. M. Weimann insiste beaucoup sur une théorie qu'il emprunte à la *Kulturgeschichte* de Julius Scherr. Les Allemands ne descendraient point des anciens Germains nobles ou libres — ceux-ci auraient formé les aristocraties militaires des pays latins — mais des Germains de condition inférieure, lides ou esclaves. Cette théorie me paraît entièrement fausse; les seigneurs féodaux français ne sont pas les descendants des conquérants germains, comme l'avait jadis voulu Montesquieu.

et complet du Mémoire, il reprit sa traduction, ajouta quelques passages omis en premier lieu (sur Sir A. Nicholson, Sir W. O. Tyrrell, Bismarck), supprima deux paragraphes (p. 336-337), corrigea nombre de menues erreurs. Ces changements ont imposé au Mémoire une pagination nouvelle : pages 909-965. Le reste n'a pas été revu avec le même soin. On retrouvera, page 971, cette tournure si peu française : « Combien les plaintes du prince sont mal fondées... est démontré... »; la traduction : *oh! si tacuisses*, par : « oh! si je m'étais tu! » (p. 1001). Ces taches légères, et qu'il sera facile de faire disparaître dans un nouveau tirage, n'affaiblissent en rien le puissant intérêt du Mémoire. Sans doute, c'est un plaidoyer plus qu'une page d'histoire, et le prince n'a pas résolu toutes les énigmes posées par la conduite des empires centraux à la veille de la guerre. On en retiendra en tout cas cette affirmation, qui ne saurait être contestée, que l'ambassadeur a été souvent tenu dans l'ignorance des véritables intentions de son propre gouvernement parce qu'on le savait tout acquis à une politique de conciliation avec l'Angleterre. Il permet à tout le moins de saisir sur le vif l'action tortueuse de l'empereur et de ses ministres, tiraillés par des conflits intimes et des influences contradictoires.

Dans l'édition Puaux, le texte du Mémoire est suivi d'un utile cortège de pièces annexes : analyse des discours prononcés au Reichstag, le 16 mars 1918, par les ennemis politiques de l'ambassadeur disgracié et en particulier par M. von Payer, vice-chancelier de l'Empire; une lettre de M. von Jagow (20 mars) tendant au même but; un article du *Temps* (29 mars) en réponse aux critiques de M. von Jagow; un article de M. Théodore Wolff, rédacteur en chef du *Berliner Tageblatt* (25 mars), qui, avec toutes les précautions nécessaires envers la censure, entreprend d'expliquer, sinon de justifier, l'attitude du prince. La dernière de ces pièces annexes est une lettre de M. Mulhon au chancelier de l'Empire (7 mai 1917); cette lettre, qui a produit, elle aussi, une profonde impression, ne se rattache au Mémoire du prince que par un lien assez lâche; mais il est bon qu'elle soit versée au dossier formé par des Allemands contre la politique allemande. — Ch. B.

— A. Zwendelaar, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. *Principes de guerre* (Bruxelles et Paris, G. Van Oest, 1918, in-16, 39 p.; prix : 1 fr.). — Ce n'est pas un « traité de tactique », mais un modeste opuscule destiné à perfectionner des gradés, que les nécessités du moment ont pu faire nommer, alors qu'ils avaient reçu seulement une instruction sommaire. L'auteur s'occupe successivement des sujets suivants : l'influence de la volonté sur la poursuite d'une opération tactique, quels qu'en soient les objets et les périls, les effets d'une discipline raisonnée, les divers problèmes que suscite la morphologie d'un terrain, les qualités que doit acquérir un bon chef. Il insiste enfin sur ces principes, si lumineusement appliqués par Napoléon : 1° il faut *vouloir* fortement et *dès le début* imposer son plan, afin d'ébranler

la volonté ennemie; 2° l'économie des forces doit être judicieusement proportionnée au but; 3° la poursuite immédiate du succès donne seule le bénéfice de la victoire qui, sans elle, reste stérile. — Ch. D.

— *Pages actuelles, 1914-1918* (Paris, Bloud et Gay; suite). — Nos 115-116. Abbé Eugène GRISELLE. Syriens et Chaldéens; leur martyre, leurs espérances (d'après des mémoires communiqués par Mgr Manna, évêque de Van en Arménie; un rapport de M. Abel Zayia, missionnaire lazariste, sur les événements de Perse, 1914-1915; un journal des troubles d'Ourmiah rédigé par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, de janvier à mai 1915; une conférence du Dr H. de Brun sur les ressources de la Syrie et ce qu'elle vaudrait sous une administration probe, active et intelligente. En appendice, l'auteur analyse un mémoire du sieur Michel sur un voyage qu'il fit en Perse en qualité d'envoyé extraordinaire de Louis XIV dans les années 1706-1709). Ch. B.

— *Pages d'histoire, 1914-1917* (Paris, Berger-Levrault; suite). — N° 144 : *Les communiqués officiels depuis la déclaration de la guerre.* XXXII : *Juillet 1917.* — N° 145. *Les pourparlers diplomatiques, 1913-1917.* Tome XIII : *Le Livre blanc grec* (contient soixante-dix-sept documents traduits en français; le n° 1 est le Protocole relatif à la conclusion d'un traité d'alliance entre la Grèce et la Serbie, signé le 22 avril-5 mai 1913; le n° 77 est un télégramme où M. A. Naoum, ministre de Grèce à Sofia, renseigne M. Zaïmis, ministre des Affaires étrangères à Athènes, sur les excès commis par les Bulgares dans la Macédoine orientale, 14 juin 1917). Ch. B.

— Raoul ALLIER. *Les Allemands à Saint-Dié, 27 août-10 septembre 1914.* Préface du général DE LACROIX (Paris, Payot, 1918, in-16, XVI-297 p. avec 15 cartes, plans et fac-similés; prix : 4 fr. 50). — Parmi les défenseurs de Saint-Dié lors de l'attaque allemande se trouvait le sous-lieutenant Roger Allier, du 11e bataillon de chasseurs alpins; il se battit, le 29 août 1914, au passage à niveau des Tiges et tomba blessé aux deux jambes. Pendant vingt-quatre heures, il fut abandonné à l'ambulance sans aucun soin. Le dimanche 30 août, il était déposé sur une voiture qui allait partir pour l'Alsace; et, longtemps après, le père devait retrouver le corps de son fils qui gisait dans une tombe commune, le crâne fracassé. Dans un volume émouvant en mémoire de son fils, l'un des plus beaux « livres de guerre » où nous est dépeinte l'âme de cette glorieuse génération qui s'est sacrifiée pour la patrie, M. Raoul Allier avait déjà touché aux événements dont Saint-Dié fut le théâtre à la fin d'août[1]; mais il a poursuivi son enquête avec un soin méticuleux, il a interrogé tous les témoins, il s'est fait communiquer les « journaux » écrits par un certain nombre d'habitants et, en soumettant tous ces documents à une critique rigou-

1. Ce livre (in-8°, 317 p.) a été écrit « pour la famille et pour les amis ».

reuse, en éliminant avec scrupule tous les « on-dit », en ayant, selon l'expression du général de Lacroix, « pour fil conducteur sa conscience », il a composé ce nouveau volume, où il suit jour par jour, heure par heure, les faits tragiques qui se sont déroulés à Saint-Dié et il établit les responsabilités. Dans un chapitre préliminaire, il démontre par toute une série de preuves que les Allemands sont les auteurs responsables de la lutte présente et que, bien avant la déclaration de guerre du 4 août, ils avaient violé la frontière des Vosges. Puis, après avoir décrit la situation de Saint-Dié dans les journées du 20 au 26 août, au moment où nos troupes se retiraient de l'Alsace, il en arrive à l'entrée des Allemands dans la petite ville, le 27 août; il rappelle qu'ils se sont servis, dans la rue Thurin, de civils comme de boucliers, que deux de ceux-ci ont été tués, que le lieutenant Eberlein fit placer deux paysans français sur des chaises au milieu de la rue d'Alsace où se continuait le combat. Il donne en appendice l'article des *Münchner neueste Nachrichten*, où cet officier, dont le nom passera à la postérité, se vante, comme d'un exploit original, de ce crime contre le droit des gens. Il nous dit aussi toutes les persécutions auxquelles la ville fut en butte, après que les Français se furent retirés, le feu mis au faubourg de La Bolle, les corvées pénibles imposées aux habitants, les réquisitions et les pillages jusque dans les hôpitaux ou dans le temple où le calice de la communion fut emporté. Mais l'espérance des Déodatiens reste « irréductible » : le 10 septembre, les Allemands s'en vont et repassent le col des Vosges; la bataille de la Marne, qui se livre à ce moment, les fait reculer sur tout leur front. L'ouvrage de M. Raoul Allier est un exposé sincère et impartial de ces faits; ce n'est pas un réquisitoire, c'est un chapitre d'histoire. C. Pf.

— Émile Henriot. *Carnet d'un dragon dans les tranchées* (Paris, Hachette et Cie, 1918, in-16, 249 p.; prix : 3 fr. 50; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — M. Émile Henriot, qui était exempt du service militaire, a réussi à s'engager dans les dragons en février 1915; de février à juin, il a fait son apprentissage militaire à Niort; de juin à septembre, il s'est trouvé en Lorraine et a pris les tranchées dans les forêts de Modon ou de Parroy, lui, le dragon; fin septembre, il a espéré prendre part à la grande attaque en Champagne et poursuivre au loin l'ennemi, au galop de son cheval; il est au bivouac pendant que les fantassins essaient de percer la ligne allemande; mais hélas! le concours de la cavalerie devient inutile, et Henriot, promu brigadier, est envoyé avec son régiment en Alsace, où il reprend les tranchées au Langelittenhagen. Au mois de mai 1916, où s'arrête son récit, il n'avait pas encore tiré, au bout de onze mois de front, un seul coup de fusil! Que nous raconte-t-il donc dans ce volume compact? Lui-même va nous le dire : « On ne voit de loin », écrit-il, « que les obus, la bataille, la souffrance physique étalée dans les hôpitaux. Tout cela, c'est la souffrance exceptionnelle. Celle de tous les jours, de toutes les minutes, de tous les instants, ne la connaissent que ceux

qui l'ont subie, ayant fait la guerre. Et ce n'est pas la médiocre littérature de guerre qu'on sert en tranches dans les journaux et les livres, héroïsme à bon marché, fantasias brillantes, descriptions plaquées de l'existence du « poilu », qui peut aider à faire voir ce qu'est en réalité notre vie, notre humble vie de tous les jours, si pauvre au fond, si vide, si pesante... Souvent, je rêve d'un journal de guerre, scrupuleusement tenu, au jour le jour, et disant tout ce qui se passe dans un cœur et une tête d'homme au front, montrant dans sa répétition exacte et monotone ce qu'est la vie de combattants partagée entre le cantonnement de repos, où ils ne se reposent pas, et les premières lignes, où ils ne se battent pas. » C'est ce journal de guerre que M. Henriot nous donne; il y est question des corvées de tous les jours, du pansage des chevaux, de l'astiquage des cuirs et des effets d'équipement, des revues de chaussures et de linges, de la chaleur et du froid, de la poussière, du gel et de la pluie qui pénètre les lourds manteaux. Toute la réalité est notée avec une rare acuité de vision; les petites phrases, souvent sans verbe, mais où le détail est accumulé, donnent au récit une intensité très grande de vie. L'extraordinaire est que cette existence, sans incident marqué, et dont chaque jour a amené ses ennuis et ses peines, ait pu se continuer si longtemps, et M. Henriot nous permettra bien d'exprimer notre admiration aux cavaliers pour leur endurance; l'extraordinaire aussi est que, sans aucun récit de bataille, sans considérations stratégiques ou tactiques, sans réflexions sur les causes de la lutte gigantesque ou sans injures à l'ennemi, M. Henriot ait écrit un livre de guerre non seulement très vivant, mais qui doit compter parmi les plus émouvants. C. Pf.

— Général Malleterre. *Les campagnes de 1915* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, in-12, 306 p. avec 28 cartes dont 2 hors-texte; prix : 4 fr.). — Ce livre inaugure toute une série qui comprendra chaque année de guerre. L'auteur a groupé les études qu'il avait publiées dans le *Temps*, la *Revue des Deux Mondes* et la *Nouvelle Revue*. Il considère les faits dans l'ordre diplomatique comme dans l'ordre militaire et décrit les événements qui se sont passés sur tous les fronts, y compris la guerre coloniale et maritime. Avec 1915, ces deux nouvelles « méthodes tactiques », la tranchée et le canon lourd, s'imposent à tous les belligérants. Malheureusement pour l'Entente, « le grand recul du front russe, l'infructueuse expédition des Dardanelles, l'écrasement de la Serbie, l'échec de la diplomatie alliée aux Balkans se succédèrent pendant que le front occidental demeurait stationnaire, malgré les attaques successives que tentaient les Français ». Dans ce résumé, comme dans ses autres ouvrages, le général Malleterre s'exprime toujours avec la fermeté et la précision qui restent ses qualités maîtresses. Ch. D.

— Paul Dubrulle. *Mon régiment dans la fournaise de Verdun et dans la bataille de la Somme.* Impressions de guerre d'un prêtre-

soldat. Préface d'Henry BORDEAUX (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-12, 317 p.; prix : 3 fr. 50). — Un « enfant du Nord », après avoir « donné son cœur à Dieu », met non seulement sa vie au service de la patrie, mais encore, en faisant appel à sa culture et à toutes les ressources de son intelligence, exprime dans un langage, dont la concision n'en fait pas moins tressaillir les âmes, les diverses impressions qu'éprouvent au combat une section, une compagnie, un régiment. C'est un « kaléidoscope » sanglant, mais combien riche en leçons et combien générateur d'énergies patriotiques, qui passe devant les yeux. Qu'il s'agisse de « la barrière de poitrines qui arrêtèrent le flot déferlant des Boches » entre la croupe d'Haudiomont et la Meuse, de l'émouvante visite de Joffre, qui décore le drapeau du 8e, de la vie monotone dans le calme secteur de Paissy, qu'il soit question de l'encerclement de Combles, de la progression vers Sailly-Sallisel et de toutes les souffrances de ses camarades, sur ces champs de bataille de Picardie avides de sang humain à toutes les époques de l'Histoire, Paul Dubrulle décrit à merveille l'état moral du soldat, ses douleurs, ses angoisses et ses espérances. Ce chroniqueur de la servitude et de la grandeur d'un corps d'élite n'est pas vainement tombé, le 16 avril 1917, car son ouvrage posthume, qui révèle le sens des visions concrètes, reste un des modèles du genre. Ch. D.

— Marcel DUPONT. *En campagne. L'attente. Impressions d'un officier de légère, 1915-1917* (Paris, Plon-Nourrit, 1918, in-16, 345 p.; prix : 3 fr. 50). — Le nouveau volume du remarquable peintre militaire qu'est M. Dupont se rapporte surtout aux combats sous Verdun. Il ne raconte pas la sublime épopée; il en esquisse quelques épisodes perdus dans l'immensité de la bataille, mais avec quel art simple et pénétrant! Avec quelle finesse il analyse ses pensées et ses sensations au milieu du danger; comme il sait faire admirer le courage, le dévouement de ses hommes! Cavalier condamné à la vie immobile des tranchées, il est dans l'attente du moment où la guerre de mouvement redeviendra possible; mais il comprend, surtout après les dures batailles de l'Artois, que ce moment est encore fort éloigné. « Nous passerons », dit-il (ch. I, 24 septembre 1915) dans une phrase volontairement inachevée, mais dont le sens est clair, « quand notre matériel sera en état de lutter avec celui de l'ennemi. » L'Allemagne, qui voulait cette guerre, avait pris toutes ses mesures pour la faire courte et triomphante; son industrie était prête comme son armée. Pour la France et plus encore pour ses alliés, il fallut d'abord gagner du temps; une industrie ne s'improvise pas plus qu'une armée. Quant au dénouement espéré, y touchons-nous? Ch. B.

— Henry RUFFIN et André TUDESQ. *Notre camarade Tommy. Offensives anglaises de janvier à juin 1917.* Préface de M. Arthur BALFOUR (Paris, Hachette, 1917, in-16, 241 p. et 2 cartes; prix : 3 fr. 50; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — M. Henry Ruf-

fin est correspondant de guerre de « l'agence Havas », M. André Tudesq du « Journal » ; ils ont suivi les opérations sur le front anglais dans le premier semestre de 1917. Dans les deux premiers mois de l'année, les communiqués portent en général ces mentions : « Rien à signaler. — Nuit calme sur le front. — Pas de changement. » Mais, en réalité, il se passe beaucoup de choses quand rien ne se passe ; et nos correspondants nous disent quelles sont ces choses : raids d'avions sur les lignes ennemies, coups de main, capture de prisonniers, série de petites offensives précédées de minutieuses préparations. Mars fut « la saison des délivrances ». C'est l'époque du fameux repli Hindenburg. Les Tommies entrent à Grandcourt et à Miraumont ; à leur suite, nos deux écrivains sont dans Péronne et sur le Mont-Saint-Quentin, dans Bapaume, dans Nesle, d'où les Allemands ont enlevé un grand nombre de jeunes filles et de femmes. Les ennemis ont écrit sur les murs « au revoir » et ils sont en effet revenus, à l'heure où nous écrivons ce compte-rendu ; mais, sans doute, ils en seront de nouveau prochainement chassés. Avril, mai, juin 1917 furent « la saison des grandes offensives » : l'offensive de l'Artois qui donne aux Alliés la crête de Vimy et les mène à Liévin, presque aux portes de Lens, et, plus au sud, presque aux portes de Saint-Quentin ; l'offensive des Flandres qui, par la conquête de Messines et Wytschaete, élargit le rayon autour d'Ypres. Ici, à la date du 8 juin 1917, s'arrête brusquement le récit. Nous avons lu avec émotion ces pages, tout ensemble précises comme un procès-verbal et vibrantes de l'impression fraîche, et nous nous associons à tous les éloges données à « notre camarade Tommy », le héros anglais, écossais, irlandais, canadien, australien, néo-zélandais, défendant sur la Somme et l'Yser la cause même de la liberté et de la civilisation. C. Pf.

— Lieutenant Marcel Étévé. *Lettres d'un combattant, août 1914-juillet 1916.* Préface de M. Paul Dupuy (Paris, Hachette, 1917, in-16, xx-249 p. ; prix : 3 fr. 50 ; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — Marcel Étévé était élève de l'École normale supérieure et passait son agrégation au moment où la guerre éclata. Jeune homme des plus distingués, nourri de la moelle des classiques, suivant avec passion le mouvement littéraire contemporain, musicien consommé et compositeur de talent — il avait écrit la musique de scène pour un acte représenté à la Comédie française — il partit pour faire son apprentissage militaire à Toulouse, car il n'avait pas encore fait son service. Le 1er janvier 1915, il fut nommé sous-lieutenant et, au mois d'avril, il se trouvait au front. Le 20 juillet 1916, il était tué à Estrées, lors de l'attaque de la Somme. Or, à Toulouse et pendant les quinze mois qu'il fit campagne, il écrivit presque tous les jours les lettres les plus touchantes à la mère qui l'avait élevé avec tant de sollicitude et dont il était l'orgueil ; il adressa aussi d'aimables billets à des camarades d'école et à diverses personnes. On a eu mille fois raison de réunir ces lettres familières, écrites sans aucune prétention, sou-

vent dans les tranchées, alors que la canonnade faisait rage; elles attestent un grand talent littéraire et nous dévoilent une très belle âme. A sa mère, il ouvre tous les sentiments de son cœur et il trouve, pour la rassurer, des mots d'une charmante câlinerie; avec ses amis, il plaisante de la façon la plus agréable, mais il laisse deviner sous le badinage les pensées sérieuses qui se présentent à son esprit et la conscience avec laquelle il remplit tous ses devoirs de soldat et d'officier. Ces lettres exquises, dont l'auteur ne pouvait se douter qu'un jour elles seraient publiées, sont le plus précieux des documents. Elles nous renseignent sur les goûts littéraires et artistiques et sur les sentiments de la génération qui se levait en 1914. Élevé lit beaucoup au fond de sa cagna et il porte sur les livres qui lui tombent sous la main des jugements tout spontanés, un peu à l'emporte-pièce. Entouré des plus grands périls, sans cesse en danger de mort, bien décidé au sacrifice, s'il est nécessaire, il demeure fidèle aux convictions de sa vie, à l'esprit laïque. Comme l'écrit dans sa belle préface M. Paul Dupuy, qui l'a beaucoup connu, « il s'est trouvé très naturellement, et sans le secours d'aucune foi religieuse, égal aux devoirs les plus redoutables ». Mais surtout la lecture de cette correspondance donnera aux historiens la sensation toute fraîche, l'impression immédiate de cette lutte gigantesque, de l'effort continu qu'elle exige des hommes et des officiers, de la manière dont ils s'instruisent et s'entraînent quand ils sont au « repos », des misères dont ils souffrent dans les tranchées, de la constance stoïque avec laquelle ils supportent les bombardements les plus violents, de l'élan avec lequel ils montent à l'assaut, du courage avec lequel ils meurent. Certainement ces historiens ne sauront trouver des termes assez forts pour exprimer leur admiration et leur reconnaissance pour ces jeunes gens d'élite qui ont été fauchés au moment même où ils entraient dans la vie et qui se sont dévoués, pour qu'après eux l'humanité ne connût plus pareilles horreurs. C. Pf.

— René Mercier. *Nancy bombardée.* Préface de G. Simon; avant-propos de H. Terquem (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-12, xxiii-246 p.; prix : 4 fr. 50). — M. René Mercier nous a dit naguère comment, en septembre 1914, Nancy fut sauvée (voir *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 135). Il nous raconte, dans le nouveau volume, les nombreux bombardements — par avions ou par pièce à longue portée — qu'essuya la ville depuis le jour de l'an 1916, où, pour la première fois, elle fut atteinte par un canon monstre, jusqu'au début de 1918. Il indique le nombre des victimes que fit chacun des attentats des Teutons; il fait allusion aux dégâts matériels causés à la cité, mais il n'a pu tout dire encore. L'historien futur de Nancy prononcera les noms de ceux qui périrent; il soulignera sur un plan de la ville les maisons détruites ou endommagées, montrant les points de chute des obus ou des bombes. Mais ce que cet historien trouvera dans le volume de M. Mercier et ce que peut-être il aurait eu peine à se représenter, c'est

l'image même de la cité sous la mitraille, c'est l'attitude de ses habitants, les propos qu'ils tinrent, les imprudences qu'ils commirent en se montrant dans la rue au moment du danger, l'existence qu'ils s'arrangèrent dans les caves, les raisonnements qu'ils firent sur la portée et l'usure du canon, les légendes qui se formèrent. M. Mercier nous donne une impression très nette de toutes ces choses; il écrit ses souvenirs sans la moindre déclamation, avec une bonne humeur charmante, en gardant le sourire : *Keep smiling*, telle est l'épigraphe de son livre. Pourtant cet homme, qui parle avec une pointe d'ironie des obus et bombes qui éclatent, a fait souvent composer et tirer le journal qu'il dirige dans le fracas des explosions, et, si son récit s'était prolongé jusqu'au mois de février 1918, il aurait dû nous dire que la maison de l'*Est républicain* fut à moitié détruite et que la feuille parut quand même le lendemain à l'heure ordinaire. Le maire de la ville, M. G. Simon, qu'on a toujours vu au danger, rend hommage dans la préface à l'excellente tenue des Nancéiens; le maire de Dunkerque, M. H. Terquem, d'origine lorraine, esquisse un parallèle de Nancy et de Dunkerque; celle-ci comme celle-là a connu les bombardements aériens et, dès le 25 août 1915, elle a été atteinte par les projectiles d'un canon placé à trente-six kilomètres de distance; mais Dunkerque est en plus bombardée par mer : *per cœlum*, *per mare*, *per terram*.

Paris a eu le 23 mars 1918 son premier bombardement par un canon monstre, à 120 kilomètres, après avoir déjà eu à plusieurs reprises la visite des avions. Que les Parisiens lisent le livre de M. Mercier; ils en tireront plus d'une leçon utile; ils y trouveront aussi du réconfort et un exemple à imiter. C. Pf.

— Charles Le Goffic. *Steenstraete. Un deuxième chapitre de l'histoire des fusiliers marins, 10 novembre 1914-20 janvier 1915* (Paris, Plon, 1917, in-16, 309 p. avec 2 cartes et 14 gravures; prix : 3 fr. 50). — On sait l'étourdissant succès du premier chapitre, *Dixmude*, dont nous avons rendu compte (*Rev. histor.*, t. CXIX, p. 193). Si Dixmude, dans l'enfer des Flandres, fut « le cercle de feu », Steenstraete fut « le cercle de boue ». Et l'on sait assez que dans cette guerre le plus redoutable ennemi, pire que la mitraille, pire que le feu roulant de l'artillerie à calibre énorme, pire que l'Allemand même, a parfois été la boue (cf. le ch. vii, p. 133 à 160, *Dans le cloaque*), montant parfois, en certains endroits formant poche, jusqu'à la ceinture. Mais les « demoiselles aux pompons rouges », qui défiaient les shrapnells, défiaient aussi la glaise humide et glissante, la vase fétide et envahissante, la mortelle fange glacée dont certains ne purent pourtant se désengluer. Par la puissance de ce tableau, comme par la documentation abondante et précise, le deuxième tome de M. Ch. Le Goffic constitue une précieuse contribution à l'histoire de la bataille de l'Yser, telle qu'on pourra l'écrire beaucoup plus tard. Son inlassable activité nous annonce d'ailleurs un troisième chapitre,

Saint-Georges de Nieuport, suite et fin de l'histoire des fusiliers marins, l'invincible phalange. Au moment où un ennemi forcené frappe à nouveau sur la route de Calais, l'intérêt tragique de cette évocation glorieuse, s'accroît encore, s'il est possible.

Il y a moins de notes au bas des pages que dans le tome précédent; mais un appendice apporte quelques textes de première main. Les cartes sont excellentes. R. L.-G.

— Charles Le Goffic. *La guerre qui passe* (Paris, Bloud et Gay, 1918, in-8°, 383 p.; prix : 3 fr. 50). — Recueil de brefs articles (en tout cinquante-trois) qui ont paru dans des journaux ou dans des revues et qui méritaient de ne pas tomber dans l'oubli. Tous, sauf les deux ou trois premiers, se rapportent à la présente guerre; ils sont groupés en quatre sections : 1° paysages (dont la plume prestigieuse de l'auteur a marqué certains, comme ceux de l'Yser et de Saint-Gond, de traits inoubliables); 2° figures de soldats (Galliéni, le commandant Delage), de poètes (Charles de Pomairols) et de romanciers (Johannès Jœrgensen); 3° récits (souvenirs de Cronstadt, les espions de Champagne, la surprise de Villeseneux, etc.); 4° impressions (le folklore des tranchées et les légendes de l'arrière, le culte de Jeanne d'Arc, le blocus sous-marin, etc.). Nous retrouvons les fusiliers marins, chers au cœur de M. Le Goffic, et qu'il a su nous faire aimer autant qu'admirer; mais avec lui on s'élève sans effort au-dessus des faits particuliers, et ce n'est certes pas sans intention qu'au début de son livre comme à la fin il pose, sans appuyer, un des plus redoutables problèmes de l'après-guerre, celui de la repopulation. Ch. B.

— René Benjamin. *Les rapatriés* (Paris, Berger-Levrault, in-16 carré, 63 p.; prix : 1 fr. 50). — R. Benjamin est l'heureux auteur du *Gaspard* qui a eu un si vif succès. Il a été le témoin à Évian de l'arrivée de Français qui quittaient les pays occupés par l'ennemi pour se réfugier dans la France libre; ce sont ces Français qu'on appelle d'un mot impropre les « rapatriés ». Il nous décrit, avec un puissant relief, dans ces pages émouvantes, les misères que ces malheureux, prêtres, vieillards, femmes, enfants, ont souffertes sous le joug allemand, mais aussi leur joie de se sentir délivrer après de si cruelles souffrances. Pages à lire. C. Pf.

— Benjamin Vallotton. *Les loups* (Paris, Payot et Cie, 1918, in-16; prix : 4 fr. 50). — Les loups, ce sont ceux qui persécutent l'Alsace depuis quarante-sept ans et tiennent la Pologne sous le joug, ceux qui, vêtus de gris, ont violé la neutralité de la Belgique, ravagé nos provinces du Nord, assassiné les arbres et rendu chauve le sol à Lassigny, à Ham, à Péronne. M. Vallotton leur crie à la face, avec une véritable éloquence, l'indignation qui jaillit de son cœur. De belles pages, un délicieux conte de Noël alsacien sur les cloches de Rixwiller. Ne cherchez pas ce nom dans un dictionnaire topographique; mais puissent revenir, semblables à celles de Rixwiller, toutes les cloches

d'Alsace dont les Prussiens se sont emparés; puissent-elles sonner à pleine volée la victoire française! C. Pf.

— Marie de Roux. *Le défaitisme et les manœuvres pro-allemandes, 1914-1917* (Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918, in-16, 128 p.; prix : 1 fr. 80). — Précis très sobre des tentatives allemandes pour amener en France un mouvement pacifiste accentué. Les faits sont placés à leur date dans le cadre des événements diplomatiques et militaires. Mais il manque encore des documents pour mettre en pleine lumière ces manœuvres et le recul du temps pour exposer de la façon la plus impartiale les différentes affaires dont la justice a été ou est saisie en France. M. R.

— Édouard Driault. *Pas de paix durable sans la barrière du Rhin* (Paris, Floury, 1917, in-8°, 56 p. et 11 cartes; prix : 0 fr. 60). — Edmond Laskine. *La démocratie française et le Rhin* (Paris, Floury, 1917, in-8°, 128 p.; prix : 1 fr.). — L'histoire, la sécurité de la France, les libertés du monde exigent que par le prochain traité de paix la France s'étende jusqu'au Rhin ou du moins que l'influence française s'établisse sur la rive gauche du fleuve : telle est la thèse développée avec habileté et à l'aide de graphiques par M. Driault. Nous aurions souhaité qu'il eût indiqué plus nettement lequel des deux partis, annexion pure et simple ou zone d'influence, il adopte. Le lecteur reste indécis sur la pensée dernière de l'auteur. A la fin de l'étude, une bibliographie, dressée par M. Laskine, des ouvrages français sur la question rend service. — C'est depuis 1813 seulement que l'Allemagne aurait découvert, à la suite d'Arndt, que le Rhin était fleuve d'Allemagne et non frontière de l'Allemagne, — *der Rhein, Teutschlands Strom, aber nicht Teutschlands Grenze.* Cette thèse, que M. Laskine répète à deux reprises (p. 9 et 30), n'est pas entièrement juste : le mot d'Arndt n'aurait présenté aucun sens en 1789, alors qu'existaient les électorats de Cologne, de Mayence et de Trèves; en 1813, il devenait pour les Allemands un programme, et ils l'ont répété de 1815 à 1870 pour revendiquer l'Alsace. M. Laskine veut ensuite démontrer que toujours les socialistes français, Anacharsis Cloots, qui était du reste de Clèves, dès lors ville prussienne, les conventionnels, et, à une époque plus récente, P.-J. Proudhon, Louis Blanc, Armand Barbès, Auguste Blanqui, Edgar Quinet, ont été partisans de la réunion à la France de toute la rive gauche du Rhin. Peut-être ces hommes n'ont-ils pas tous droit à l'épithète « socialiste », du moins leurs idées sociales présentent-elles de grandes variantes. Les citations éparses que M. Laskine a tirées de leurs œuvres sont intéressantes et chaque passage s'explique par la date où il a été écrit; mais M. Laskine n'a-t-il pas lui-même fait de tous ces morceaux détachés un système cohérent? Et a-t-il le droit de donner ce système comme l'expression même de la doctrine socialiste française? C'est aux socialistes et non à nous de répondre à cette question, et nous avons bien l'idée qu'ils répondront par la négative.

M. Laskine a bien aussi cette idée, comme le prouvent les adjurations qu'il fait au parti, en l'invitant « à choisir entre Metternich et Danton, entre les kaiserlich de 1815 et les sans-culottes de 1793 ». Mais de ce volume un peu incohérent[1] on peut tirer quelques renseignements utiles. M. Laskine connaît bien l'Allemagne; signalons ses pages sur la république neutre de Moresnet, sur le droit français resté en vigueur dans la Prusse rhénane jusqu'au 1er janvier 1900. Il a lu les nombreux ouvrages de nos démocrates ou socialistes français et le lecteur s'instruira en sa compagnie. C. Pf.

Histoire d'Allemagne.

— Paul-Albert Helmer. *Les menaces allemandes contre la Hollande* (Paris, Les nouvelles de France, 1918, in-12, 46 p.). — En 1912, un ingénieur allemand, Groh, publia à Berlin une brochure intitulée : *Holland deutscher Bundesstaat. Eine mögliche technische Eroberung;* ce qui doit se traduire : « La Hollande État confédéré allemand. Une conquête possible par des moyens techniques. » La thèse soutenue est la suivante : « Le port de Rotterdam fait à celui de Hambourg une grande concurrence qui doit cesser; la Hollande s'est opposée de toutes ses forces à ce que l'empire allemand établisse des droits sur la navigation du Rhin; elle a renoncé en 1911 à fortifier Flessingue, ce qui aurait barré à l'Angleterre l'entrée de l'Escaut; donc sus à la Hollande, à moins qu'elle n'accepte de se mettre sous la domination de l'empire allemand! Les ingénieurs allemands pourront sans trop grande difficulté détourner de la Hollande le cours du Rhin en le dérivant vers l'Ems, de Wesel à Emden; à défaut d'une entreprise aussi colossale, on construirait de Wesel à Emden un simple canal qui servirait de débouché au commerce du fleuve; de toutes façons, la Hollande serait ruinée. » Que cette idée de canal se soit présentée à beaucoup d'esprits en Allemagne, particulièrement depuis 1895, date de l'ouverture du canal de Kiel, M. Helmer le montre par les citations les plus caractéristiques; il ne s'agit donc point là d'un projet chimérique né dans la cervelle d'un pangermaniste. Un entrefilet du *Journal des Débats* du 9 février 1918, expose qu'un Comité s'est réuni récemment à Brême pour examiner le projet d'un canal entre Rhin, Ems, Weser et Elbe, faisant suite au canal de Kiel. Il ne faut pas que la Hollande et les Alliés ignorent le danger. C. Pf.

Histoire d'Alsace-Lorraine.

— Hildebrando Accioly. *A questão da Alsacia-Lorena e o proximo Congresso da paz* (Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1917, in-8°, 44 p.; extrait de la « Revista Americana »). — C'est, dit l'au-

1. Le volume est sans doute un recueil d'articles qui ont été réunis après coup; seuls les derniers chapitres de la page 63 à la page 121 se suivent bien.

teur, une des questions les plus graves que le prochain Congrès de la paix aura à examiner, car l'annexion de 1871 a constitué pendant plus de quarante ans une menace permanente pour la paix européenne. Les représentants des puissances devront donc se préoccuper avant tout de supprimer cette menace. Après avoir bien marqué l'attitude résolument pacifique de la France à la veille de la guerre, l'auteur réfute les arguments linguistiques, ethniques et historiques des annexionnistes allemands. Il donne ensuite un aperçu rapide de l'histoire du Rhin considéré comme frontière naturelle de la France au nord et à l'est. La réunion de l'Alsace à la France fut une « reconquête ». M. Accioly traduit *in extenso* la protestation des députés d'Alsace-Lorraine à l'Assemblée nationale de Bordeaux et celle d'Édouard Teutsch à la séance du Reichstag du 18 février 1874. Il conclut au retour pur et simple des deux provinces à la France; un plébiscite, c'est bon pour un pays qu'on annexe, mais non pas pour un pays qu'on délivre.

Il est réconfortant d'entendre un Latin d'Amérique proclamer la nécessité, non pas seulement pour la France, mais pour le monde entier, de la restauration intégrale du droit. J. R.

— *L'inviolable serment, 1er mars 1871-1er mars 1918* (publié par le Comité « L'effort de la France et de ses Alliés », in-8°, 48 p.). — On trouvera dans cette très jolie plaquette, embellie encore par un beau dessin de Henri Roger, les discours qui ont été prononcés à la Sorbonne et au théâtre de Bordeaux le 1er mars 1918 (cf. *Rev. histor.*, t. CXXVII, p. 411). L'inviolable serment, c'est celui que les députés de l'Alsace et de la Lorraine ont juré, au nom de ces deux pays, le 1er mars 1871 : « Vos frères d'Alsace et de Lorraine conserveront à la France absente de leurs foyers une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. » Ce serment a été fidèlement tenu, comme l'ont attesté, à quarante-sept années de distance, les orateurs des deux cérémonies du 1er mars 1918, comme l'attesteront les représentants que l'Alsace-Lorraine libérée enverra aux Chambres françaises. C. Pf.

— *L'album Zislin. Dessins de guerre* (Paris, Berger-Levrault, 3e fascicule, planches 33 à 48; prix : 3 fr. 50). — Nous avons déjà signalé les deux premiers fascicules (*Rev. histor.*, t. CXXV, p. 389, et t. CXXVI, p. 373). On retrouvera ici la même verve; Guillaume II et le kronprinz, Allemands civils ou militaires y sont caricaturés avec esprit. Nous assistons au déménagement des immigrés obligés de quitter l'Alsace; les malles de Monsieur, celles de Madame surtout sont bondées; légende : « Il est fâcheux, sans doute, d'être obligé de quitter ce beau pays; mais, tout de même, nous en emporterons plus que nous y aurons apporté. » C. Pf.

— Dietrich Schäfer. *Das Reichsland* (Berlin, G. Grobe, 1917, in-12, 120 p.; dans la collection « Schriften zur Zeit und Geschichte »). — Ce livre est un curieux document non sur l'Alsace-Lorraine, mais

sur l'esprit des pangermanistes, dont l'auteur, professeur à l'Université de Berlin, est un des plus fougueux représentants. M. Schäfer décrit rapidement le pays, fait des écrivains alsaciens du moyen âge, Otfrid, Gotfrid, Ellenhard, Twinger von Königshofen, des pangermanistes avant la lettre, dénonce l'ambition de la France, qui annexe d'abord un tiers de l'Alsace en 1648, un autre tiers en 1680, le troisième lors de la Révolution. La science du professeur n'est pas toujours sûre. Il persiste à croire qu'Erwin, qui a sculpté l'admirable façade de la cathédrale de Strasbourg, était de Steinbach, au pays de Bade; il n'a pas lu le texte du traité de Munster, puisqu'il affirme que dans la cession à la France ne sont pas compris les quarante villages autour de Haguenau, alors qu'ils sont spécialement abandonnés par l'article 75 du traité (*omnesque pagos et alia quaecumque jura quae a dicta praefectura dependent*), puisqu'il soutient que Wissembourg n'est pas nommé dans l'acte et a été remplacé par Landau, transformation singulière de la phrase exacte : « Dans la Décapole, Landau prit la place de *Mulhouse*. » Il prétend encore que Thionville a été livrée à la France par les Chambres de réunion, alors que cette ville a été cédée par le traité des Pyrénées de 1659 (§ 58). En soutenant plus loin que Ribeauvillé, Riquewihr, Bischwiller ne sont devenus français que lors de la Révolution, au même titre que le comté de Nassau-Sarrewerden ou la principauté de Salm, il prouve qu'il n'entend rien à l'histoire de la réunion de l'Alsace à la France. Mais passons sur la partie historique; la seconde partie, intitulée : « Sous la domination allemande », est de beaucoup la plus intéressante et elle nous a réjoui. Après avoir proclamé que l'Alsace était un pays foncièrement allemand — *urdeutsch* — le docteur Schäfer reconnaît que les tentatives faites de 1871 à 1914 pour l'assimiler à l'Allemagne n'ont point eu de résultat satisfaisant. Le discours de Teutsch du 18 février 1874, dont il attribue la rédaction à Gambetta et la traduction à Sonnemann, l'élection unanime de députés protestataires en 1887 et même, après le vote de la constitution de 1911 et l'échec aux élections du parti nationaliste par suite de l'alliance des socialistes et des pangermanistes, l'attitude des deux Chambres alsaciennes lors de l'affaire de Saverne, le refus de tous les députés alsaciens au Reichstag de voter le 30 juin 1913 la contribution extraordinaire de guerre sont pour lui des symptômes des vrais sentiments des Alsaciens. Les Allemands citent volontiers quelques Alsaciens ralliés, Pétri, Hackenschmidt, Schneegans, Eckbrecht comte de Dürckheim, Lienhard; mais ces gens ne représentent pas, dit Schäfer, la pensée foncière du pays. De l'échec du germanisme, le professeur de Berlin recherche les causes; il en accuse successivement les notables Alsaciens, surtout les industriels, le clergé catholique, les bonnes sœurs qui tiennent les pensionnats, les gouverneurs d'Alsace sans exception — Manteuffel surtout — la constitution du 26 mai 1911, le docteur Bucher, l'abbé Wetterlé, tous ceux qui, selon lui, sont de tristes échantillons de la « double culture » allemande

et française. Il indique en conclusion les remèdes : l'Alsace comme la Pologne doit être asservie à l'Allemagne; on lui doit refuser tous les droits d'un État allemand indépendant. Je souhaite de tout cœur que ce livre de propagande soit lu par les Alsaciens et les Lorrains annexés; ils sauront clairement ce qui les attend dans le cas où triompherait l'Allemagne; ils souhaiteront avec d'autant plus d'ardeur la victoire de la France — de la France libératrice. C. Pf.

— Lujo Brentano. *Elsässer Erinnerungen* (Berlin, Erich Reiss, 1917, in-8°, 157 p.). — Lujo Brentano, neveu du poète Clément Brentano, arriva à Strasbourg au printemps de 1882 comme professeur, à la Faculté de droit, de la chaire d'économie politique, dans laquelle il succéda à Schmoller, et il y demeura six années, jusqu'à la fin de 1887. Il nous raconte dans ce volume ses souvenirs d'Alsace; on y trouvera quelques pages assez amusantes, par exemple celles sur les dîners du gouverneur Manteuffel, sur une visite au couvent des trappistes d'Oelenberg, sur les débuts d'Althoff, qui devait devenir plus tard le dictateur tout-puissant des universités prussiennes et même allemandes. Mais, ce qui nous intéresse surtout, ce sont les sentiments de ces professeurs allemands à l'égard de la population alsacienne. Oh! il ne les dissimule pas. Le gouvernement allemand commit, selon lui, une très grande faute en n'annexant pas l'Alsace à la Prusse : si l'Alsace est devenue française, c'est qu'elle était, depuis la Révolution, incorporée à un grand État où les qualités de ses habitants se sont épanouies dans l'armée, dans l'administration, dans tous les hauts emplois; si le pays était devenu prussien en 1871, les Alsaciens se seraient mis en foule à son service et seraient devenus bien vite des Allemands! M. Brentano ne se demande pas si entre la France et la Prusse il n'y a pas quelques légères différences, si l'Alsacien se serait accommodé de l'esprit bureaucratique et autoritaire de la Prusse, de la morgue de ses hobereaux, alors qu'il fut gagné par l'esprit démocratique, la politesse exquise et le charme de la France. Brentano naturellement est mécontent, comme Schäfer, de la conduite des autorités allemandes en Alsace; il les accuse de mollesse; il dit pis que pendre du maire allemand Stempel et même de l'ancien questeur de l'Université Schricker et tout naturellement de Manteuffel. Lors de son séjour en Alsace, il se montra très cassant dans la direction du *Deutscher Kunstverein*, qui s'opposa à la *Société des amis des arts;* c'est lui qui provoqua le livre du jeune Heinrich Herkner, fils d'un fabricant de Bohême, contre les industriels de Mulhouse, et l'apparition de ce volume fut en 1886 un beau scandale; notre ami Xavier Mossmann y répondit de main de maître. Enfin, quand, en 1887, l'Alsace eut nommé au Reichstag quinze députés protestataires, leur donnant mission de voter contre le septennat, il ressentit avec indignation ce qu'il appelle un soufflet à l'idée allemande (*dem Deutschtum*), et c'est alors qu'il écrivit contre le gouvernement d'Alsace-Lorraine des articles tels qu'on l'invita à quitter Strasbourg et à accepter un « avan-

cement » pour Vienne. Il devait revenir à Strasbourg en passant au mois de janvier 1916 et il en profite pour nous dire ce qu'il pense de la question d'Alsace-Lorraine telle qu'elle se présente à l'heure actuelle. Par un raisonnement des plus singuliers, il justifie l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. L'homme politique doit rechercher, dit Bentham, le bonheur du plus grand nombre; l'Allemagne, en 1871, comptait 39,509,054 habitants; l'annexion de l'Alsace, qui n'en avait que 1,549,738, assurait la sécurité de ces Allemands; donc il était juste et conforme aux principes démocratiques que ce million et demi d'Alsaciens fût sacrifié[1]. Ce raisonnement eût permis à l'Allemagne de s'emparer de la France entière, dont la population était inférieure à la sienne. L'Alsace devenue allemande doit naturellement, dit Brentano, demeurer allemande. Pourtant le professeur, qui a vieilli, n'ose plus réclamer, comme dans son âge mûr, son annexion à la Prusse, même au cas où cette Prusse recevrait une loi électorale moins archaïque que celle qu'elle possède actuellement. Il ne faut pas que les soldats alsaciens et lorrains qui se sont battus pour l'Allemagne dans cette guerre ne puissent pas se considérer comme libres. On fera, en conséquence, de l'Alsace-Lorraine un État allemand, *ein Bundesstaat*, et on donnera comme roi à cet État un prince de Wittelsbach — M. Brentano est Bavarois — mais pourquoi pas un prince de Wurtemberg? L'Alsace régie par un *Schwob* serait une chose bien drôle; puis, conclut notre auteur, poursuivi par son idée fixe, on appellera beaucoup d'Alsaciens au service de la Prusse, pour donner un nouveau champ à leur activité; aussi bien ni le chancelier Distelmeyer (au XVIe siècle) ni le feld-maréchal Derfflinger (au XVIIe), au service des Hohenzollern, n'ont été des Brandebourgeois, et l'Alsace deviendrait ainsi une heureuse province allemande. Pour ma part, je me permets d'en douter. Les Alsaciens ont mauvais caractère. C. PF.

— FLORENT-MATTER. *L'Alsace-Lorraine pendant la guerre. Les Alsaciens-Lorrains contre l'Allemagne* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, gr. in-8°, x-239 p.; prix : 5 fr.). — Le directeur de l'*Alsacien-Lorrain de Paris*, M. Florent-Matter, a réuni dans ce volume tout ce que nous connaissons et tout ce qu'il nous est permis de dire sur l'histoire de l'Alsace-Lorraine pendant cette guerre. Un premier livre montre l'entrée des troupes françaises en Alsace et en Lorraine au mois d'août 1914, l'accueil enthousiaste qui leur fut fait, les drapeaux tricolores sortis de la cachette où ils attendaient depuis quarante-trois ans, mais aussi les représailles exercées par les Allemands quand nos soldats furent contraints de se retirer, la manière atroce dont ils brûlèrent le hameau de Bourtzwiller, près de Mulhouse. C'est une suite de récits authentiques faits par les soldats français qui

1. Nous tenons à citer textuellement : « Gerade nach dem demokratischen Grundsatz des grössten Glücks der grössten Zahl war die Annexion gerechtfertigt. »

entrèrent les premiers dans le pays annexé, par les Alsaciens-Lorrains qui les reçurent, par des Allemands, témoins indignés. Non, il n'est pas vrai que des Alsaciens ont tiré sur les « pantalons rouges »; les actes d'hostilité ont eu pour auteurs des immigrés de la rive droite du Rhin et qu'on eut le tort de ne pas arrêter. Le second livre est intitulé : « Les Alsaciens-Lorrains sous les armes pendant cette guerre. » M. Matter rappelle que dans l'armée française le nombre des officiers d'origine alsacienne ou lorraine était, en 1914, de plus de 1,200, alors qu'il y avait à peine une douzaine d'officiers alsaciens-lorrains dans l'armée allemande; puis, depuis le début des hostilités, combien de jeunes gens d'Alsace et de Lorraine ont déserté l'armée allemande pour prendre du service dans les rangs français : en l'année 1914, 10,002 Alsaciens-Lorrains se sont engagés dans la Légion étrangère, en 1915, 1,328; en 1916, 1,862; et combien d'autres font partie des autres régiments! Plus de 30,000 se battent avec les Français et un jour nous connaîtrons leurs exploits. Florent-Matter signale au moins ceux d'un jeune industriel de Massevaux, Charles Braun, mort pour la France, après avoir abandonné dans les circonstances les plus tragiques les lignes allemandes. Il nous dit, d'un autre côté, comment les Alsaciens-Lorrains sont traités dans l'armée allemande : toujours suspectés, toujours exposés aux endroits les plus durs, punis avec la dernière des rigueurs. Un troisième livre nous rapporte les souffrances de la population civile d'Alsace-Lorraine pendant cette guerre : les restrictions qui y sont plus sévères que dans le reste de l'Allemagne, les condamnations prononcées, les déportations des habitants au delà du Rhin, les perquisitions domiciliaires, la correspondance soigneusement surveillée; c'est « l'Alsace-Lorraine sous le joug allemand ». Des annexes sont comme la justification de ce qui a été dit dans le volume; c'est une liste, d'après les journaux allemands, des Alsaciens-Lorrains condamnés par les conseils de guerre et tribunaux allemands pour crimes de haute trahison, d'aide à la désertion ou pour délit de « sentiments hostiles à l'Allemagne »; c'est là un délit nouveau inventé par le code allemand; on est condamné pour ses opinions! Cette liste, si longue qu'elle soit, n'est pas complète, car, depuis la fin de 1915, interdiction est faite aux journaux de publier les sentences des conseils de guerre. Plus complète est la liste des déserteurs; imprimée en petits caractères, elle remplit les pages 143-164. Suivent des listes de 5,328 Alsaciens-Lorrains qui, domiciliés hors d'Allemagne et n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation, ont été déchus de la nationalité allemande et de 327 Alsaciens-Lorrains qui, ayant reçu, le 1er février 1916, l'ordre de rentrer en Alsace et n'y ayant pas obtempéré, ont été de même « dénationalisés ». Ces deux dernières listes sont empruntées au *Reichsanzeiger*, moniteur officiel de l'empire allemand. L'on peut se figurer aisément le drame qui s'est passé dans le cœur de chacun de ces Alsaciens ainsi numérotés; ce sont dans le livre de simples noms, mais ils ont leur éloquence. M. Florent-Matter nous annonce un autre livre : « Les Alsaciens-Lorrains au service de la France. »

Ce livre sera fait d'après des documents français. Mais il ne pourra être publié qu'après notre victoire, quand les parents seront à l'abri de représailles. Puisse-t-il paraître prochainement! C. Pf.

— La librairie Fischbacher a entrepris une nouvelle collection qui porte le titre : *Voix d'Alsace et de Lorraine* (in-8°). Elle s'ouvre par une brochure de V.-H. Friedel : *La question d'Alsace-Lorraine. La propagande allemande depuis la guerre et les faits* (1917, 116 p.). M. Friedel montre comment, par la presse à sa solde, par des brochures d'indigènes ralliés, ainsi celle de Lienhard et Cie, par des invitations de visiter le *Reichsland* adressées à des journalistes neutres, par les déclarations que firent le 5 juin 1917, sur un thème imposé, les présidents des deux Chambres du Langtag, les docteurs Hoeffel et Ricklin, l'Allemagne a essayé de persuader au monde et de se persuader à elle-même que l'Alsace-Lorraine est foncièrement allemande et qu'elle n'a qu'un désir : rester unie pour toujours à l'Allemagne. A ces assertions mensongères, il oppose les faits : les déclarations des députés alsaciens-lorrains à Bordeaux en 1871, la protestation de Teutsch au Reichstag le 18 février 1874, les engagés volontaires servant pendant cette guerre dans l'armée française, les condamnations prononcées par les conseils de guerre contre les Alsaciens-Lorrains pour « sentiments hostiles à l'Allemagne ». — La collection continue par quelques pages éloquentes de Rod. Reuss : *La question de l'Alsace-Lorraine* (1918, 39 p.). En 1871, Rod. Reuss, professeur au Gymnase de Strasbourg, écrivit en allemand, pour être compris des vainqueurs, une petite brochure : *Protestation alsacienne, lettre ouverte à M. le professeur Henri de Treitschke*, qui fut imprimée à Genève dès que le manuscrit put franchir en contrebande la frontière. Il y répondait — et de belle encre — au professeur allemand dont le lyrisme s'était épanché sur les beautés des sites vosgiens, sur la splendeur de la cathédrale, sur les traditions germaniques des territoires reconquis et qui montrait en même temps tout son mépris aux Alsaciens assez stupides pour ne pas apprécier leur bonheur d'être rendus à la grande Allemagne : « Nous savons mieux que ces malheureux », osait-il dire, « quel régime est pour eux le meilleur. » Aujourd'hui, à quarante-sept années de distance, M. Reuss prouve que les Alsaciens-Lorrains sont demeurés fidèles à la parole donnée en 1871 par leurs députés à Bordeaux : les nouvelles générations partagent les sentiments des anciennes; l'Alsace-Lorraine s'est donnée à la France et ne s'est pas reprise. Et qui pourra lire sans émotion ces lignes vibrantes d'un Alsacien dont les trois fils sont morts dans les rangs français pour la libération de leur petite patrie? En tête du fascicule, on a imprimé le discours prononcé à la Chambre des députés, à l'ouverture de la session, le 8 janvier 1918, par un autre Alsacien, M. Jules Siegfried, qui a parlé de l'Alsace en termes excellents. — Signalons aussi la brochure de Benjamin Vallotton : *L'effort alsacien-lorrain* (Bloud et Gay, 1917, in-8°, 29 p.). C'est la reproduction d'une belle conférence faite à la Sorbonne et qui a profondément ému l'auditoire

pressé dans le grand amphithéâtre : témoignage d'un Suisse qui a vécu en Alsace après l'annexion à l'Allemagne, qui s'est épris du beau pays, a pénétré l'âme de ses habitants. Il nous est le garant que

On changera plutôt le cœur de place
Que de changer la vieille Alsace.

Enfin, voici une autre conférence, celle-là faite à New-York, à l'Aeolian Hall, le 14 mars 1917, par un citoyen américain, WHITNEY-WARREN (*La question d'Alsace-Lorraine*, in-8°, 31 p.). M. Whitney-Warren, lui aussi, et avec une grande énergie, rend hommage à la fidélité des Alsaciens-Lorrains et démontre que la guerre ne peut se terminer que par leur retour pur et simple à la France. Quand il faisait cette conférence, les États-Unis étaient sans doute profondément remués par la guerre européenne, mais ils n'étaient pas belligérants. Trois semaines après, le président Wilson lisait au Congrès son manifeste et l'Amérique venait lutter à nos côtés ; de ce fait, la conclusion de M. Whitney-Warren prend comme une force nouvelle : « Tout attire invinciblement l'Alsace-Lorraine vers la France démocratique, vers la France mère. Revenue au sein de la patrie protectrice, elle retrouvera enfin la vie normale à laquelle elle aspire depuis si longtemps. Telle est la solution unique, la seule qui donne satisfaction à la logique, à la justice, et qui dans l'avenir garantira la paix du monde. »

C. PF.

— Dans les *Annales de l'Alsace*, publiées par l'Union amicale d'Alsace-Lorraine, viennent de paraître les *Souvenirs d'un écolier alsacien de 1860 à 1866* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 24 p.; prix : 0 fr. 75). Cet écolier devint plus tard le pasteur Charles WAGNER dont la mort récente (12 mai 1918) a causé une émotion si profonde. Il nous conduit à Vibersviller, dans l'ancien département de la Meurthe, et à Tieffenbach, entre la Petite-Pierre et Bouxwiller. Nous suivons le jeune enfant à l'école, assistons aux leçons de géographie et d'histoire, de français et d'allemand. L'enseignement est médiocre ; le sens des mots français n'est pas expliqué ; l'histoire se borne à la nomenclature des rois de France dont le portrait se trouvait en un médaillon dans le « livre ». Mais heureusement les « anciens », dans le *schopf*, parlent au jeune gamin de la Révolution, des guerres de Napoléon ; les hommes appartenant à une génération plus récente l'entretiennent de 1848, des arbres de la liberté qu'on avait plantés. Il faut lire cette causerie de M. Wagner, qui, avec une charmante simplicité et une grande sincérité, a ajouté un chapitre à son beau livre : *Jeunesse*. Elle nous fait mieux connaître et aimer encore davantage, si possible, notre Alsace. C. PF.

— Jules FROELICH. *L'esprit alsacien* (Paris, Berger-Levrault, 1918, in-12, 63 p.; prix : 2 fr.). — La librairie Berger-Levrault entreprend la publication d'une « petite bibliothèque alsacienne » qu'elle imprime sur beau papier et avec de fort jolis caractères et elle ne pouvait mieux l'ouvrir que par la présente brochure. M. Jules Froelich, reproduisant

une causerie qu'il a faite à la Société Erckmann-Chatrian le 30 septembre 1916, dans Nancy si cruellement éprouvée par la guerre, rappelle les souvenirs de Sébastien Brant, de Jean Fischart, de Thomas Vogler, dit Aucuparius; il évoque Charles-Daniel Arnold, le joyeux auteur du *Pfingstmontag*, Charles Gérard, dont l'*Ancienne Alsace à table* est si savoureuse, et aussi Gustave Stoskopf, qui depuis... Il cite les dessins si mordants et si vrais de Hansi et de Zislin et maints traits malicieux par lesquels les Alsaciens savent bafouer les Allemands et se venger de l'oppression qu'ils subissent. Mais vous voudrez vous-même chercher dans le volume ces anecdotes fort amusantes. M. Froelich parle avec beaucoup d'esprit de l'esprit alsacien dont il est un représentant et qu'il a défini à l'aide de ces trois épithètes : frondeur, agressif et narquois. Vous constaterez, en le lisant, combien ces épithètes sont justes. C. Pf.

Histoire du Danemark.

— H.-P. Hansen et J.-C. Möller. *La question du Slesvig*. Traduction et introduction par Jacques de Coussange (Paris, Chapelot, 1918, in-8°, 98 p.; prix : 1 fr. 25). — M. Jacques de Coussange, qui connaît fort bien les problèmes relatifs aux États scandinaves, qui, quelque temps avant la guerre, publiait un excellent livre sur *le Nationalisme* dans les trois royaumes, vient de traduire deux études sur le Slesvig dues à des écrivains danois et comptant parmi les meilleures qui aient été écrites pendant la guerre actuelle. La première, de M. H.-A. Hansen, est une histoire résumée du Slesvig depuis les lointaines origines jusqu'au moment où le traité de Prague, le 24 août 1866, céda le pays en même temps que le Holstein à la Prusse, en assurant toutefois « aux Slesvigois septentrionaux le droit d'être de nouveau réunis au Danemark s'ils en exprimaient le désir par un vote librement émis ». On sait que la Prusse ne tint aucun compte de ce paragraphe 5 du traité et que le 11 octobre 1878, dans un accord avec l'Autriche, elle se déclara déliée de sa promesse. — La seconde étude, de M. J.-C. Möller, dépeint la résistance du Slesvig à l'œuvre de germanisation entreprise par les Prussiens de 1864 à 1914; elle montre « les liens indestructibles » entre le Slesvig du Nord et le Danemark. Dans son introduction, M. Jacques de Coussange présente ces deux travaux et, poursuivant la seconde étude, il expose la situation du Slesvig depuis le 1er août 1914 et aussi les sentiments des Danois à l'égard des frères qui leur furent arrachés en 1864. « La reprise du Slesvig danois est une dette de justice historique », conclut-il avec raison. Une bibliographie de la question, placée à la fin du volume, rendra service aux historiens. C. Pf.

— Paul Verrier. *Le Slesvig* (Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 79 p.; prix : 1 p. 10 c.). — Conférence faite en 1913 à l'École des hautes études sociales et non retouchée depuis la guerre. L'auteur, qui connaît bien l'Allemagne et le Danemark, les pays et les langues, histo-

rien et linguiste, a exposé la question du Slesvig en érudit, mais non pas avec un cœur indifférent. Comment en effet pourrait-on conter sans frémir (à moins d'être allemand, *echt Deutsch*) la violation de la parole donnée par la Prusse au traité de Prague et, depuis lors, les persécutions contre l'âme danoise du Slesvig? L'instituteur à l'école, le pasteur en son temple, l'officier à la caserne, l'agent de police et l'espion partout sont les ouvriers attelés sans relâche à cette vilaine œuvre; jusqu'ici l'entreprise est demeurée stérile, mais elle continuera tant qu'il y aura une Prusse et que l'injustice commise en 1864 ne sera pas réparée. Ch. B.

Histoire des États-Unis.

— Julia Post Mitchell. *Saint-Jean de Crèvecœur* (New York, Columbia University, et Londres, Humphrey Milford, 1916, in-8°, xvi-362 p.; « Studies in english and comparative literature »). — Biographie très consciencieuse d'un homme qui fut à la fin de l'Ancien régime un des intermédiaires les plus actifs entre la France et les États-Unis et dont les *Lettres d'un cultivateur américain* contribuèrent à faire connaître en Europe le pays, ses ressources naturelles et ses habitants. L'auteur a trouvé dans les archives de France et d'Amérique d'assez nombreux documents inédits qui complètent sur plusieurs points la biographie publiée en 1883 par Robert de Crèvecœur. Elle a pu ainsi mettre en lumière le rôle de Crèvecœur comme consul à New York et la part qu'il eut alors dans l'établissement d'un service de navigation régulier entre New York et Lorient. Il ne lui a pas été possible, cependant, d'élucider d'une manière satisfaisante le problème qui se pose à propos de l'arrivée de Crèvecœur en Amérique. Y est-il venu comme officier dans l'armée française du Canada, ou, au contraire, comme négociant à Philadelphie? La solution de ce problème dépend, paraît-il, d'un document qui existe, mais qui est inaccessible. On se demande avec étonnement quel intérêt peuvent bien avoir les possesseurs de documents semblables à en empêcher la publication. D. P.

— Arthur Meier Schlesinger. *The colonial merchants and the American Revolution, 1763-1776* (New York, Longmans, 1918, in-8°, 647 p.; « Columbia University studies in history, economics and public law », t. LXXVIII.). — « Je ne sais pas », a dit John Adams, « pourquoi nous rougirions d'avouer que la mélasse a été un ingrédient essentiel dans l'indépendance américaine. » Le gros volume de M. Schlesinger est un savant commentaire de cette déclaration. M. Schlesinger montre comment, à la suite des mesures prises par le Parlement anglais en 1764 et 1765, les commerçants des provinces du Nord se trouvèrent menacés de la banqueroute — principalement parce que la contrebande, dans laquelle figurait au premier rang la mélasse des Antilles, allait être interdite — et comment ils se mirent à la tête du mouvement de protestation. Dans le Sud, la situation était

différente. L'élément commercial était surtout constitué par des « facteurs » qui n'étaient pas des autochtones, mais des représentants des maisons anglaises; cette classe ne fit donc pas d'opposition au gouvernement britannique. Par contre, les planteurs de riz et de tabac, auxquels ces facteurs faisaient de grosses avances et qui avaient souvent beaucoup de peine à se libérer (témoin George Washington lui-même), avaient les meilleures raisons d'être mécontents de la domination économique de l'Angleterre. Planteurs du Sud et commerçants du Nord s'entendirent donc à merveille, quoique leurs motifs fussent différents.

Les négociants de Boston et de New York, cependant, ne songeaient nullement à renoncer au marché anglais et, lors de la première campagne de non-importation, ces paisibles citoyens ne tardèrent pas à être effrayés des actes de violence auxquels se livrait la populace « radicale » sous couleur de punir les traîtres. Dès qu'ils le purent, c'est-à-dire dès qu'ils eurent obtenu la plus grande partie de ce qu'ils demandaient, ils firent machine arrière et usèrent de toute leur influence dans les comités auxquels ils appartenaient pour hâter la pacification. Ils y réussirent si bien qu'en 1770 les radicaux purent croire, à leur grand désespoir, que le mouvement avait définitivement échoué. Pendant trois ans les marchandises anglaises rentrèrent en Amérique comme avant la crise.

Malheureusement pour lui, le gouvernement anglais reconstitua l'alliance du commerce et des radicaux en autorisant la Compagnie des Indes à vendre directement son thé dans les colonies américaines, ce qui amena l'affaire de Boston. M. Schlesinger a minutieusement étudié cette question du thé et cette étude lui a fait voir que les droits établis par le Parlement n'ont pas été la cause primordiale des difficultés. Depuis 1770, peu de personnes se faisaient scrupule de boire du thé qui avait payé les droits, les commerçants en vendaient librement et l'agitation contre la Compagnie des Indes commença même à un moment où l'on croyait en Amérique que le thé vendu par la Compagnie serait exempt de droits. L'origine du mouvement est tout autre : ce fut une protestation contre l'établissement dans les colonies de la puissante Compagnie, qui, soutenue par l'Angleterre, finirait, pensait-on, par ruiner le commerce indigène et par instituer un véritable monopole. De là le mécontentement des négociants et leur nouvelle union avec le parti radical.

Cette alliance les mena beaucoup plus loin qu'ils ne le pensaient. Mesures de non-importation, mesures de non-exportation, surveillance impitoyable des comités locaux, tout se réunit pour leur rendre la vie difficile dans les années qui suivirent. Après la déclaration d'indépendance, un certain nombre devinrent « loyalistes », d'autres prirent résolument parti pour les insurgents, la plupart, semble-t-il, se soumirent silencieusement. Ils ne recommencèrent à jouer un rôle que beaucoup plus tard, au moment où fut discutée la constitution des États-Unis.

On voit que l'ouvrage de M. Schlesinger modifie sur un assez grand nombre de points les idées reçues. Il y est plus souvent question

d'intérêts matériels que des grands principes qui sont généralement considérés comme le point de départ de la Révolution américaine. Peut-être les personnages étudiés par M. Schlesinger étaient-ils particulièrement dépourvus d'idéalisme ; mais peut-être aussi la phrase de John Adams, que nous avons citée en commençant, est-elle autre chose qu'une simple boutade. D. P.

— *European treaties bearing on the history of the United States and its dependencies to 1648*, edited by Frances Gardiner DAVENPORT (Washington, Carnegie Institution, 1917, in-8°, VI-387 p.). — Cette publication renferme quarante documents diplomatiques qui se rapportent de près ou de loin aux territoires qui ont formé les États-Unis ou qui constituent leurs dépendances. Le premier de ces documents est la bulle de 1455, par laquelle Nicolas V attribuait au Portugal toutes les régions situées au sud du cap Bojador et « jusqu'aux Indiens » : le dernier est le traité signé à Münster en 1648 entre l'Espagne et les Provinces-Unies, où pour la première fois l'Espagne consentit à l'insertion d'une clause qui permettait à une autre nation de faire le commerce et de s'établir dans les deux Indes. On voit de quelle façon très large l'Institution Carnegie a compris cette collection.

Le nom de Miss Davenport est à lui seul une garantie de la méthode rigoureuse et de la science avec laquelle ces textes, dont plusieurs sont publiés pour la première fois, ont été établis et élucidés. Les historiens attendront avec impatience le second volume, où seront contenus les documents relatifs à la période qui va des traités de Westphalie au traité d'Utrecht. D. P.

— Daniel HALÉVY. *Le Président Wilson ; étude sur la démocratie américaine* (Paris, Payot, 1918, in-16, 271 p.). — L'ouvrage de M. Daniel Halévy est nécessairement une œuvre toute provisoire, comme l'auteur l'avoue lui-même au début de son livre, mais le lecteur français sera très heureux de trouver dans sa langue un exposé aussi clair et aussi documenté de la vie et des idées de M. Wilson. M. Halévy nous fait connaître les origines puritaines et la formation intellectuelle du futur Président. Il nous retrace sa carrière d'écrivain et de professeur et signale en passant ses idées sur l'enseignement classique, qui sont fort opposées à l' « américanisme » de certains réformateurs européens. Il nous le montre faisant ses premières armes, en qualité de président de l'Université de Princeton, contre les puissances de l'argent ; puis, comme gouverneur de New Jersey, essayant de faire entrer un peu de lumière dans les « cavernes » de la politique d'affaires. Il ne manque pas d'insister sur ce qu'a d'extraordinaire pour un Français le choix, comme candidat du parti démocrate à la Présidence des États-Unis, d'un professeur d'Université qui n'a jamais été ni député ni sénateur ; c'est que la politique n'est pas, au même degré que chez nous, une « véritable profession » où « on avance de poste en poste » et que, le Président étant nommé par le peuple, les partis trouvent souvent avantageux, « pour accroître leurs chances de succès », de

laisser de côté les « professionnels usés et déflorés par la vie parlementaire ». A tort ou à raison, le prestige des parlementaires n'est pas très grand aux États-Unis.

Les pages les plus intéressantes de l'étude de M. Halévy sont peut-être celles où il expose l'évolution politique de M. Wilson, qui, partisan d'abord, sous l'influence de Bagehot, d'un régime parlementaire à l'anglaise, est arrivé à une conception de son rôle que M. Halévy appelle, d'un mot qui paraît tout de même un peu fort, une « politique césarienne ». Mais en définitive M. Wilson n'a fait que rentrer dans la tradition de la constitution américaine, qui laisse au Président, dans sa sphère, la plus large indépendance. On pourrait dire, croyons-nous, que les Présidents des États-Unis ont eu généralement l'autorité qu'ils méritaient; les médiocres ont été asservis par la puissance législative; les autres, soutenus par l'opinion publique, ont dominé les assemblées. C'est peut-être même pour cela que cette constitution à la Montesquieu, que M. Halévy juge « si ingénieusement agencée pour la destruction du pouvoir et l'anéantissement du gouvernement », a, somme toute, si bien fonctionné depuis 1787. — D. P.

— Roy GITTINGER. *The formation of the state of Oklahoma* (University of California publications, VI. Berkeley, University of California Press, 1917, in-8°, 256 p.). — Le nom d'Oklahoma signifie, paraît-il, « demeure de l'homme rouge » dans la langue des Choctaws, et cette région est restée, en effet, jusqu'en 1906 le dernier asile de l'indépendance indienne, indépendance toute relative d'ailleurs; en 1906, l'Oklahoma a été élevé à la dignité d'État et les Indiens sont devenus citoyens américains. M. Gittinger nous décrit la manière dont s'est formée, au début du XIXe siècle, entre la Red River et la Platte, la grande réserve indienne; comment les colons américains ont progressivement empiété sur cette réserve; comment le gouvernement des États-Unis a essayé tout d'abord d'arrêter le flot des immigrants; comment ceux-ci ont fini par faire capituler les pouvoirs publics. Il y avait là matière à une étude très pittoresque, mais M. Gittinger s'est plutôt préoccupé d'élucider, au moyen des documents officiels surtout, l'histoire constitutionnelle de la région qui a formé l'État d'Oklahoma. Dans les limites qu'il s'est tracées, son travail rendra les plus grands services.

D. P.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Camille JULLIAN. *Les leçons de notre histoire et la paix de demain* (Paris, 1918, in-8°, 36 p.; édition de la « Revue politique et littéraire »). — M. Jullian a consacré son cours au Collège de France pendant l'année scolaire 1917-1918 à la formation de l'unité celtique. Mais dans les défauts et les qualités des Gaulois d'autrefois, il retrouve les défauts et les qualités des Français d'aujourd'hui, d'un côté, le bavardage, la crédulité, les sottises des discussions politiques; de l'autre, l'amour de la clarté, l'individualisme. L'histoire aussi

nous montre ce que doit être la paix prochaine : « Un châtiment solennel porté par le tribunal des Alliés contre les souverains et les bandes coupables d'agressions et de convoitises, convaincus de crimes de droit commun ; une France rétablie dans son corps naturel (*avec l'Alsace-Lorraine et le bassin de la Sarre*), repliée dans le culte de ses devoirs et le souci de sa vie personnelle, mais une France charmant sa jeunesse éternelle par la reconnaissance de peuples délivrés et de patries adolescentes : l'humanité brisant enfin l'œuvre de tous les empires, depuis celui de Cyrus jusqu'à celui de Bismarck, et mettant son idéal dans l'accord des nations libres, égales et fraternelles ».

C. Pf.

— P. Boissonnade. *Les relations entre l'Aquitaine, le Poitou et l'Irlande du Ve au IXe siècle* (Poitiers, impr. G. Roy, 1917, in-8°, 24 p.; extrait du « Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest », t. IV). — Des rapports semblent s'être établis de bonne heure entre l'Aquitaine et l'Irlande. Ce fut surtout pendant les quatre premiers siècles du haut moyen âge que ces relations devinrent étroites. Dans l'hagiographie de l'église monastique d'Irlande, saint Martin est présenté comme le père spirituel du monachisme irlandais. Les habitants de l'île venaient en pèlerinage au tombeau de saint Hilaire à Poitiers. Au VIIe siècle, c'est l'église d'Irlande qui fait sentir son influence en Poitou et attire les Poitevins à ses sanctuaires. L'apôtre irlandais Fridolin fait un long séjour à Poitiers ; d'autres insulaires notoires traversent le Poitou. Du VIe au IXe siècle, l'activité des relations commerciales entre l'Irlande et l'Aquitaine n'est pas moins grande que celle des relations intellectuelles et religieuses. Ces échanges disparaissent au cours des IXe et Xe siècles, probablement devant la menace de la piraterie normande. La civilisation irlandaise subira une longue éclipse jusqu'à la fin du XVIe siècle.

Dans son étude, M. Boissonnade a fait un emploi judicieux et prudent d'informations puisées, pour la plupart, aux sources hagiographiques.

J. R.

— Edgard Blum. *Les maréchaux de France* (quatre articles dans la *Nouvelle Revue*, 1er octobre, 15 octobre, 1er novembre et 15 novembre 1917. T. XXXI, p. 230 à 242 et 359 à 368 ; t. XXXII, p. 81 à 87 et p. 173 à 182). — Intéressante histoire rétrospective du maréchalat depuis ses origines. Analyse du titre — analyse des pouvoirs qu'il conférait à celui qui en était revêtu — transformations successives de la fonction, restée viagère pendant tout l'Ancien régime malgré plusieurs manifestations de la tendance à l'hérédité — rôle politique, rôle courtisan, rôle militaire, rôle financier et administratif des maréchaux — cette énumération témoigne assez de la conscience de M. Blum, qui a appuyé son étude sur la connaissance de tous les textes essentiels. Les événements ne peuvent qu'en souligner l'intérêt d'actualité.

R. L.-G.

— M. F. Pasquier, archiviste de la Haute-Garonne, a publié, dans

les « Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse », deux curieuses études qui se rapportent au xve siècle. La première, au tome V de la deuxième série (1917), pages 485 à 495, est intitulée : *Mise en interdit de la ville de Narbonne, 1426-1427*. Un « donat » ou oblat de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, accusé d'adultère et de meurtre du mari, avait été condamné par le tribunal du viguier de Narbonne et exécuté; après une enquête faite par Gérard de Charras, chanoine de Béziers et conservateur des privilèges de l'ordre, excommunication fut prononcée contre le viguier, le juge et leurs agents, et la ville de Narbonne fut mise en interdit. Dans la cathédrale se produisirent de graves scènes de désordre, quand un prêtre de l'ordre, Raymond Dupuy, y donna lecture des deux sentences. Mais M. Pasquier, faute de documents, doit interrompre ici son récit et il laisse l'histoire en suspens. — On savait par Jean de Roye qu'en 1474 Charles le Téméraire tenta de faire empoisonner Louis XI par un certain Jean Hardy, ancien valet du duc de Guyenne. Le complot fut révélé par Colinet de Lachesnaye, maître d'hôtel du roi et un maître queux que Hardy avait tentés de corrompre et furent, dit Jean de Roye, « moult honorablement et profitablement guerdonnés ». M. Pasquier (*Tentatives d'empoisonnement de Louis XI en 1474*, t. IV de la collection, 1916, p. 455-468) nous dit quelle fut la récompense de Colinet; il a découvert à ses archives, dans le fonds de Malte, des lettres patentes de Louis XI, portant donation audit Colinet, pour avoir révélé un complot, de la terre du Costira et du moulin de Pradères. Le Costira et Pradères sont des communes du canton de Fronton, arrondissement de Toulouse; M. Pasquier publie l'acte et nous donne quelques renseignements sur ces terres et sur les descendants du maître d'hôtel. C. Pf.

— Alfred Leroux. *La colonie germanique de Bordeaux*. Tome I : *1462-1870* (Bordeaux, Féret, 1918, in-8°, 257 p.; prix : 5 fr.). — Dans la longue période qu'embrasse son travail, l'auteur distingue trois époques où l'attitude des Allemands à Bordeaux fut très différente :

1° Depuis le règne de Louis XI et jusqu'aux traités de Ryswick, seuls les Hanséates néerlandais s'installent à demeure et les « Germains » affluent uniquement lors des grandes foires qui se tiennent deux fois par an à Bordeaux.

2° Par suite de la décadence du « colbertisme » et des « entorses » que subit de plus en plus le droit que la monarchie appliquait aux étrangers, se produisit, sous Louis XV, une nombreuse « immigration tudesque ». Ces allogènes entrent en rapports avec l'« Académie », si célèbre au temps de Montesquieu, participent aux conventicules que tiennent les protestants après la Révocation et surtout contribuent à donner au commerce local l'essor et la splendeur qu'il connut à la fin de l'Ancien régime, au temps des « affaires avec les îles » et des « voyages au Sénégal ».

3° Les « étrangers » accueillent assez bien la Révolution. Les uns

s'agrègent à des clubs, d'autres stimulent la « levée en masse ». Quand Bonaparte rétablit la liberté religieuse, les Allemands participent à la restauration des cultes. Le régime de Metternich et la réaction de 1849 amènent un nouvel et constant afflux d'immigrés. De là l'importance grandissante que prennent les négociants tudesques sur la « place de Bordeaux », contrecarrant avec succès non seulement les juifs portugais, mais encore les vieilles maisons françaises. La « colonie » se fait honneur d'avoir reçu comme visiteurs l'empereur Joseph II, Alexandre de Humboldt et Richard Wagner. Les principes humanitaires et internationalistes, préconisés surtout depuis 1848, rendent les naturalisations assez rares.

La victoire de la Prusse, en 1870, fit disparaître à Bordeaux, comme ailleurs, les représentants de cette Allemagne « gemütlich », souvent romantique et idéaliste, parfois aussi morale et religieuse.

Quelle a été dans la Gironde l'importance des « doctrinaires de la force », quel résultat économique avaient-ils atteint en juillet 1914? Un second volume, actuellement sous presse, du pangermanisme, nous décrira l'emprise sur un coin de France. Ch. D.

— Paul Meuriot. *Le recensement de l'an II* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-4°, 47 p.). — Le 11 août 1793, sur la proposition de Lacroix, de l'Eure-et-Loir, la Convention décréta que chaque commune de la République dressera un état de sa population effective; les états devaient être envoyés aux directoires des districts, de là aux directoires des départements, chargés de les faire parvenir au « Comité de division » de l'assemblée. Le recensement eut lieu en grande partie en l'an II, mais dans certaines régions occupées momentanément par l'ennemi ou en proie à la guerre civile, il ne fut terminé qu'à la fin de l'an III. M. P. Meuriot a examiné avec beaucoup de soin les documents relatifs à ce recensement. Ils accusent une population totale de 28,092,000 habitants. Le recensement devait servir à fixer des circonscriptions électorales de 39,000 à 41,000 âmes, dont chacune aurait nommé un député au suffrage universel; mais la Constitution de l'an I, comme on sait, ne fut pas appliquée; au moins sur les données de ce recensement fut faite la répartition des sièges législatifs sous le régime de la Constitution de l'an III et furent déterminés les nouveaux ressorts des tribunaux correctionnels. La population de la ville de Paris fut recensée à part par sections et, en comparant les résultats du recensement avec le total des « cartes de pain », M. Meuriot fixe le chiffre des habitants à 627,000, dont environ 10,000 non domiciliés. Cette étude de statistique, bien conduite, apporte à l'histoire générale de très utiles renseignements. C. Pf.

— Joseph Reinach. *La vie politique de Léon Gambetta, suivie d'autres essais sur Gambetta* (Paris, Félix Alcan, 1918, in-8°, xviii-318 p.; prix : 5 fr. 50; « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — La *Vie politique de Gambetta* a paru pour la première fois en 1883;

c'est un panégyrique; l'histoire de Gambetta ne pouvait alors pas même être tentée. Elle reparaît aujourd'hui avec de légères retouches qui n'en altèrent pas le caractère; mais depuis, l'auteur, journaliste et homme politique, est devenu un historien. Après avoir vu de près Gambetta dans ses dernières années, il connut aussi Mme Léon, la fidèle amie et conseillère du célèbre homme d'État; il a tenu entre ses mains leur correspondance. Après avoir publié les discours du grand tribun, il nous donnera peut-être aussi un jour ce qu'elle contient d'intéressant pour éclairer la postérité et, déjà, il a pu montrer combien les lettres jettent de lumière sur les discours. Il entasse des matériaux pour l'avenir. A la suite de la *Vie politique*, il publie le premier plaidoyer politique de Gambetta, celui qu'il prononça le 17 juillet 1862 pour défendre un ouvrier, Buette, compromis dans le procès dit « des cinquante-quatre », qui avait été machiné par la police impériale. Puis viennent divers morceaux de Gambetta : des notes de lecture, un appel à la jeunesse d'Italie (1861), une lettre datée de Bruges, en 1865, sur « la Vierge et saint Donatien » de Jean Van Eyck. Ensuite M. Reinach reproduit deux articles de lui déjà donnés dans la *Revue de Paris* : le premier composé de souvenirs et de documents sur le projet d'une entrevue entre Gambetta et Bismarck (1878), qui finalement n'aboutit pas; le second un récit sur l'affaire Schnæbelé, récit fait de toute première main, puisqu'il fut dans cette affaire à la fois acteur et témoin. Enfin vient une étude sur les opinions de Gambetta concernant la loi militaire de 1882, où sont utilisées des notes de Francis Charmes, secrétaire de la Commission relative au recrutement et à l'avancement dans l'armée. Pour terminer, M. Reinach réédite le discours qu'il a prononcé, le 14 janvier 1906, à la cérémonie des Jardies. « Que représente donc ce grand républicain? Il est l'incarnation du patriotisme français », disait l'orateur; paroles qui justifient l'idée du livre et en montrent l'opportunité. Dans la préface, M. Reinach a conté comment il est entré en rapports avec Gambetta et avec Mme Léon. Il nous doit maintenant de nous révéler le « Gambetta inconnu », tel qu'il s'est peint lui-même dans ses lettres à son amie. Ch. B.

— Joseph VIANEY. *Saint François Régis (1597-1640), apôtre du Vivarais et du Velay* (Paris, Gabalda, 1914, in-12, 3e éd., XI-216 p.; prix : 2 fr. 40; collection « Les saints »). — De nombreuses publications ont été consacrées, ces derniers temps, à l'œuvre de rénovation catholique accomplie, sous le règne de Louis XIII, par les compagnies religieuses. François Régis fut l'ouvrier le plus actif et le plus heureux de la contre-réforme dans la partie septentrionale de la province de Languedoc. Son nouveau biographe a mis à profit les travaux de ses prédécesseurs, notamment de Mazon, l'historiographe du Vivarais; il a essayé, en outre, de remonter aux sources; malheureusement beaucoup de lettres écrites par le saint et par ses supérieurs ont disparu des archives de la Compagnie de Jésus. M. Vianey a la connaissance intime du pays où s'est déroulé l'apostolat du saint. Né le 31 janvier 1597

à Fontcouverte, dans le Narbonnais, le futur évangélisateur des ruraux vécut dans son enfance près de la terre et dans l'intimité des paysans. Sa famille avait été mêlée aux guerres de la Ligue. Entré dans l'ordre des jésuites, François Régis étudie la philosophie au collège vivarois de Tournon, de 1622 à 1625; il fait ses premières armes dans un village voisin, à Andance, où il fonde une confrérie du Saint-Sacrement. Il avait une dévotion cordiale et frémissante. Il aimait surtout s'adresser aux gens de la campagne; ce fut par excellence le prédicateur des petites gens. Pendant sept ans, de 1633 à 1640, le jeune jésuite poursuit sa course infatigable à travers les montagnes du Vivarais et du Velay; il s'attache particulièrement à combattre la corruption des mœurs. Il obtient du premier coup des conversions retentissantes. En 1635, le Père Régis reçoit l'ordre d'évangéliser la partie du Vivarais où les guerres de religion ont revêtu le caractère le plus atroce : le pays des Boutières. Les gens y étaient rudes et violents, prompts à jouer du couteau et à faire parler la poudre. Dans ce milieu réfractaire, dans ces régions presque inaccessibles, Régis fait des merveilles. Il parcourt tout le pays, prêchant et confessant au milieu des chemins, couchant dans les fermes ou les cabanes de pâtres. Pour ses missions rurales, Régis choisit la mauvaise saison, parce qu'alors les hommes ne sont pas distraits par les travaux des champs; s'enfonçant dans la neige jusqu'à la ceinture, glissant sur la glace, il entend le hurlement de la « burle » et des loups. En 1640, l'avant-veille de la Noël, par un temps affreux, il se réfugie dans une grange; il y contracte une pneumonie; le lendemain matin, tout brûlant de fièvre, il arrive à La Louvesc, dans le Haut-Vivarais, où l'attend une foule immense. Là, il est terrassé par la maladie, et le 31 décembre, il rend le dernier soupir, à quarante-trois ans, dans toute la force de l'âge.

Aussitôt après sa mort, on se prit à le vénérer comme un saint. Béatifié en 1716, il fut canonisé en 1737. Son tombeau devint tout de suite l'objet d'un pèlerinage. Le souvenir de saint Régis est resté très vivant en Velay et Vivarais; il ne s'est pas bien étendu au-delà; c'est un saint local, le saint préféré de la montagne vivaroise et du plateau vellave. J. R.

— *Études lexoviennes*. T. I, 1915 (Paris, Éd. Champion, et Caen, L. Jouan, in-4°, 240 p.). — C'est un très bel exemple que donne, en pleine guerre, M. Jean Lesquier, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire et docteur ès lettres, auteur de deux remarquables thèses : *les Papyrus de Magdola* et les *Institutions militaires de l'Égypte sous les Lagides*. Tout en poursuivant ses savantes études d'égyptologie, il a fondé un recueil consacré à Lisieux, sa ville natale : dans ce recueil seront insérés des travaux solides d'érudition relatifs à l'histoire civile, religieuse, économique ou artistique de cette cité normande. Le premier volume, imprimé avec un véritable luxe, contient six articles très fouillés et que nous avons

plaisir à signaler à nos lecteurs dans l'ordre même du volume qui est en même temps l'ordre chronologique.

Pages 1-15. Raymond LANTIER. *Lisieux gallo-romain* (avec un plan). M. Lantier essaie de fixer les limites de la *civitas Lexoviorum* sur les deux rives de la Touques, dans l'Auge et le Lieuvin : la capitale était *Noviomagus Lexoviorum*, aujourd'hui Lisieux. Il signale toutes les découvertes archéologiques qui ont été faites sur le territoire de la ville; elles permettent de conclure que trois villes se sont en réalité succédé, la plus ancienne sur le plateau qui domine à l'ouest le cours de la Touques, la seconde dans la vallée au bord de la Touques et de l'Orbiquet; puis, dans les premières années du IVe siècle, la ville descend définitivement dans la vallée et se rapproche de la croisée des chemins; elle est entourée d'une muraille dont des traces subsistent. La ville n'a pas d'histoire; elle a été surtout un marché dans un pays vivant de culture et d'élevage.

Pages 19-50. Jean LESQUIER. *La reddition de 1449*. M. Lesquier explique dans quelles circonstances et à quelles conditions la ville se rendit aux capitaines de Charles VII le 16 août 1449, un mois après la reprise officielle des hostilités entre la France et l'Angleterre. Il publie en appendice les textes des chroniqueurs qui ont parlé de cet événement : Gilles le Bouvier, Jean Chartier, Mathieu d'Escouchy, Martial d'Auvergne, Robert Blondel, Thomas Basin, évêque de Lisieux, qui traita de la reddition avec les capitaines français; il reproduit aussi l'acte de capitulation, déjà édité dans les *Ordonnances* et par Quicherat, et aussi deux documents inédits tirés des archives de Lisieux : des lettres patentes de Charles VII, du 29 août 1449, octroyant à la ville la permission de lever des aides; d'autres, du 11 juin 1457, renouvelant, pour six années, aux habitants de Lisieux l'autorisation d'être « marchans fournissans de sel le grenier à sel » dudit Lisieux.

Pages 51-74. R.-N. SAUVAGE. *Les troubles de 1562*. Le 9 mai 1562, des bandes armées de protestants pénétrèrent dans l'église Saint-Pierre de Lisieux, brisèrent les images, ravirent les calices, brûlèrent les chartes de l'église. Le culte catholique fut interrompu pendant quelque temps. Le duc de Bouillon, gouverneur de Normandie, favorisait alors la Réforme et il envoya à Lisieux le sieur de Fervaques, qui interdit la messe, dispersa les chanoines, installa comme prédicant un moine défroqué. Mais Charles IX nomma comme gouverneur de Normandie Claude de Lorraine, duc d'Aumale, qui, de son côté, établit à Lisieux un gouverneur catholique, le sieur de Gauville. Une réaction se produisit; des huguenots furent pendus et étranglés; les protestants quittèrent en grand nombre la ville; ceux qui restèrent, surveillés, assujettis aux taxes et aux garnissaires, finirent par revenir au catholicisme. Ce sont ces troubles que nous raconte M. Sauvage, d'après les archives du chapitre et les archives municipales; en appendice, une très curieuse lettre des protestants chassés de Lisieux par le parti catholique, adressée de Caen, le 8 janvier 1563 (n. st.), à leurs

concitoyens, et dont l'original a été inséré dans les registres de la ville.

Pages 75-122. Georges BESNIER. *L'établissement de la taille proportionnelle, 1717.* Pendant que le duc de Noailles était président du Conseil des finances, il fit rendre par le Conseil d'État, le 27 décembre 1717, un arrêt autorisant l'établissement de la taille proportionnelle dans la ville de Lisieux. L'impôt se devait composer d'une taxe de 10 °/₀ sur la valeur des loyers et d'une taxe personnelle établie par les corps, communautés et professions sur leurs membres, chacun payant selon ses facultés, et par le maire et les échevins sur les personnes sans industrie ni profession. Cette expérience eut un succès décisif et durable. Le système, amendé, subsista jusqu'à la Révolution, et beaucoup de villes de la Normandie sollicitèrent et obtinrent la faveur d'un régime analogue. M. G. Besnier discute toutes les questions et cite tous les textes concernant l'établissement de ces taxes qui constituaient une révolution fiscale.

Pages 123-180. Alexandre MOISY. *Lisieux sous Louis XVI.* Cette étude s'appuie sur un « État général de logement », dressé en conformité de l'ordonnance royale du 1er mars 1768, concernant le logement des troupes, et tenu à jour les années suivantes. L'auteur nous promène dans toutes les rues des quatre quartiers de Lisieux, signale les monuments et immeubles appartenant à l'évêque, aux chanoines, aux communautés religieuses, les établissements publics, les « manoirs », c'est-à-dire l'ensemble des bâtiments édifiés autour d'une cour et renfermant plusieurs logis; il nous donne la liste des nobles et des fonctionnaires. Il reproduit un plan de la ville en l'année 1785, dont l'original provient de la bibliothèque de Louis Dubois, l'historien de Lisieux.

Pages 181-240. René QUÉRU. *Le cahier de doléances du tiers état en 1789.* M. Quéru a dépouillé tous les procès-verbaux des vingt-quatre corps de métier et ceux des trois juridictions locales : bailliage vicomtal, élection et grenier à sel, concernant la réunion des états généraux, ceux du moins qui subsistent encore. Ces corps nommèrent en janvier et février 1789 des délégués qui se joignirent le 1er mars au Conseil général de la ville et peut-être au tiers-état non incorporé pour rédiger le cahier de doléances de la ville et nommer les dix délégués chargés de le porter au bailliage d'Orbec. M. Quéru publie ce cahier, conservé aux archives municipales; il indique les rapports entre ce cahier et ceux adoptés au bailliage secondaire d'Orbec et au bailliage principal d'Évreux; car c'est à Évreux que furent nommés les quatre représentants du tiers de la région aux états : Beauperrey, Buschey des Noës, Buzot et Lemaréchal. C. PF.

— Albert MATHIEZ. *La monarchie et la politique nationale* (Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 100 p.; prix : 1 fr. 25; dans la « Collection rouge »). — Cette brochure est une réponse à la thèse soutenue par M. Jacques Bainville dans son livre, *Histoire de deux peuples : la*

France et l'Empire allemand, qui, à cause de ses saisissants raccourcis, de son style vif et alerte, a obtenu un grand succès. M. Bainville simplifie l'histoire à l'excès en voulant expliquer tous les faits qui se sont produits depuis les origines de la monarchie capétienne jusqu'à nos jours par l'opposition entre la civilisation française et la barbarie allemande. Puis il prétend que toujours la politique extérieure de la France a été conduite par la royauté avec un admirable esprit de suite, tandis que, depuis le XVIIIe siècle, où se répandirent les idées philosophiques et sous les divers régimes républicains elle n'a été qu'une série de fautes et d'incohérences. Avec beaucoup de raison, M. Mathiez s'élève contre cette double théorie. Il signale les méfaits que l'ambition fit commettre à Louis XIV ; il montre que les intérêts dynastiques plus que les intérêts nationaux ont guidé la politique de l'Ancien régime; il s'élève avec Richard Waddington contre le renversement des alliances en 1756 qui a semblé à M. Bainville un chef-d'œuvre de prévoyance diplomatique. Il soutient que Louis XVI, par ses tractations secrètes avec l'ennemi de 1790 à 1792, trahissait véritablement la France. Il flétrit justement les traités de 1814 et 1815, conclus par les Bourbons. Mais M. Mathiez ne se laisse-t-il pas entraîner de son côté par la passion? Il blâme un peu de parti-pris toute la politique de la monarchie, l'expédition de Morée sous Charles X, comme s'il avait été possible en 1826 de deviner la politique du roi Constantin, et aussi le désintéressement, dans l'affaire de Belgique, du roi Louis-Philippe, qu'il appelle « un souverain de calicot », — ici la Censure a sévi. Dans son ensemble, M. Mathiez a raison; mais ses observations eussent parfois gagné à être présentées avec plus de modération. Ces pages, parues dans leur première forme dans un journal quotidien, *le Rappel*, ont gardé le ton de la polémique. C. Pf.

— Dominique Durandy. *Mon pays. Villages et paysages de la Riviera* (Bruxelles et Paris, G. Van Oest, 1918, in-16, 328 p.; prix : 3 fr. 50). — Livre dont la lecture peut être recommandée aux touristes (il en est encore) qui vont du Var promener leurs loisirs sur la Côte d'Azur, à Cagnes, à Vence et à la Turbie. L'auteur s'est imprégné d'histoire et de poésie; il fait revivre en touches rapides les villes de guerre élevées sur la frontière de l'ancien comté de Nice, les villes féodales juchées sur les rochers qui surveillent la Méditerranée : Èze, Aiglun, Bar-sur-Loup, Gréolières, etc.; les villes et sites pittoresques : Utelle et Saint-Blaise, où il suit les traces de Masséna. Il trouve, non sans raison, que son pays est le plus beau du monde; il l'aime et il sait le faire aimer. Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **La Révolution française**. 1918, janvier-février. — E. LINTILHAC. Le salon de Mme Dodun et « le petit Comité » des Girondins (ce salon se trouvait dans une maison de la place Vendôme, actuellement au n° 12, dans laquelle habitait Vergniaud : détails sur Mme Dodun, née Louise-Jules Bourgeois; renseignements sur les Girondins qui y fréquentaient). — A. AULARD. La Révolution américaine et la Révolution française. Les origines : William Penn et Locke (la constitution que le quaker William Penn donna en 1682 à la Pennsylvanie; la constitution donnée en 1669-1670 à la Virginie passe souvent pour l'œuvre de Locke; mais en réalité elle est contraire aux idées de ce philosophe dont M. Aulard donne une analyse). — Hippolyte BUFFENOIR. L'image de J.-J. Rousseau dans les Sociétés de la Révolution en province (à Lyon et à Montauban). — Joseph DELFOUR. Le conventionnel Piorry (né à Poitiers en 1758; élève au collège de cette ville; exercices scolaires en prose latine et en vers français ou patois qu'il composa; à suivre). — R. BONNET. Une vignette du graveur Gaucher pour une manufacture d'armes (en tête des lettres des ateliers Guilliand à Saint-Étienne sous la Révolution). = C.-rendus : Abbé *Sevestre*. Les idées gallicanes et royalistes du haut clergé à la fin de l'Ancien régime, d'après la correspondance et les papiers inédits de Pierre-Augustin Godart de Belbeuf, évêque d'Avranches (Mgr Belbeuf semble un personnage médiocre; il n'est en réalité ni gallican ni royaliste; pourquoi le prendre comme type du clergé de l'Ancien régime?). — *Sigismond Lacroix* et *René Farge*. Actes de la commune de Paris; t. VIII (texte des délibérations du Conseil général, du corps municipal et du bureau municipal du 11 au 18 novembre 1791; tome digne des précédents). — *G.-A. Borgese*. L'Italie contre l'Allemagne (ouvrage à méditer). — *Daniel Halévy*. Le président Wilson (biographie plus interprétative que narrative). — *Jean de Bonnefon*. L'Almanach de Bruxelles (remplace, pour la partie généalogique, le *Gotha*). = Mars-avril. Assemblée générale de la Société de l'histoire de la Révolution (24 mars 1918). — A. AULARD. La Société des nations et la Révolution française (conférence faite au Collège libre des sciences sociales le 17 mars 1918. « La fraternité des peuples embrassant la fraternité des individus, c'est l'idée profonde et essentielle de la Révolution française »). — P. ROBIQUET. Fouché

pendant les Cent-Jours (traite aussi de son rôle au 18 brumaire et pendant la première Restauration; insiste sur une lettre confidentielle envoyée le 10 mai 1815 par Fouché au préfet du Pas-de-Calais relative à la surveillance des royalistes). — Joseph DELFOUR. Le conventionnel Piorry; fin (passe très vite sur sa carrière politique; sous l'Empire, il fut conseiller à la cour de Liége. Il mourut à Poitiers en 1847). — CAUDRILLIER. Les rapports de Candide à Desmaretz (Candide, de son vrai nom Lagrange, était un indicateur de la police; ces rapports, adressés au chef de la police secrète, se rapportent aux années 1803-1804). — L'Institut d'histoire de Paris (transformation du service de la bibliothèque et des travaux historiques de la ville de Paris). = C.-rendus : *Massereau*. Recueil des cahiers de doléances des bailliages de Tours et de Loches (211 cahiers publiés; édition faite avec soin). — Commandant *Weil*. La morale politique du grand Frédéric (extraits de sa correspondance). — Dr *Cabanès*. Chirurgiens et blessés à travers l'histoire, des origines de la Croix-Rouge (intéressant). — *James W. Gerard*. Mes quatre années en Allemagne (livre substantiel; doit être médité par les hommes politiques et les historiens).

2. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1918, 1er trimestre. — Henri CORDIER. Voyages de Pierre Poivre de 1748 jusqu'en 1757 (pages inédites tirées du récit de ses voyages, dont le manuscrit est conservé à la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle; Poivre quitte Lorient le 23 octobre 1748; visite l'Ile-de-France, l'Inde, Canton, Manille, les Célèbes, etc.; rentre en France le 22 avril 1757; c'est l'un des hommes les plus remarquables que la France ait envoyés en Asie et dans l'Insulinde au XVIIIe siècle). — François ROUSSEAU. De l'Inde à la plaine de Grenelle (aventures d'un escroc nommé Dubuc, qui dupa Tippou Saheb, se livra à l'espionnage au profit de l'Angleterre et fut fusillé le 31 mai 1805). = C.-rendus : *Jean de Maupassant*. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis, 1699-1780 (excellent). — *Léon Belmont*. Louis Mathieu, surnommé Louisy (c'est le premier représentant noir de la Guadeloupe; il siégea à la Constituante de 1848).

3. — Revue de l'histoire des religions. 1917, novembre-décembre. — Maurice VERNES. Le sanctuaire moabite de Béth-Péor (il est situé sur la rive orientale du Jourdain, à la latitude de l'embouchure de ce fleuve dans la mer Morte; c'est là qu'aurait été promulgué la législation du Deutéronome qui occupe, dans sa presque totalité, le cinquième livre du Pentateuque; c'est là que fut enterré Moïse). — A. BEL. Histoire d'un saint musulman vivant actuellement à Mecknès (il s'appelle Moulaye Ahmed El-Wazzâni et doit « à sa simple imbécillité » la réputation dont il jouit). — A. VAN GENNEP. L'état actuel du problème totémique; II (les théories de Saintyves, Reuterskiöld, Thurnwald, Torres, Pikler, Somló, Herbert Spencer, Wilhelm Wundt, H.-R. Rivers, Frazer, Alfred Loisy, Risley, etc.; exposé et cri-

tique; à suivre). = C.-rendus : *P. Roussel*. Les cultes égyptiens à Délos du IIIe au Ier siècle av. J.-C. (excellent volume d'une rare sobriété de style). — *S. Ephraem Syri*. Opera, éd. *S.-J. Mercati*; t. I (contient trois homélies grecques, en vers isosyllabiques). — *Rendel Harris*. Testimonies; part I (très important; a montré que les « testimonia », c'est-à-dire les textes de l'Ancien Testament invoqués comme des annonces du Nouveau, ont été signalés dans une œuvre perdue d'Hégésippe; M. Harris dans la seconde partie doit reconstituer cette œuvre). — *P. Marty*. Les Mourides d'Amadou Bamba (c'est un agitateur du pays de Cayor, toucouleur d'origine; les Mourides sont ses disciples). — *Id*. Études sur l'islam maure (très important pour l'histoire civile et religieuse de l'Afrique septentrionale).

4. — Revue des études anciennes. 1918, janvier-mars. — A. Cuny. Questions gréco-orientales. IX. Méonien κανδαῦλα (le mot, qui signifie « étrangleur de chiens », est sans doute d'origine italique). — M. Holleaux. Études d'histoire hellénistique. VIII. Un nouveau document relatif aux premiers Attalides (il s'agit d'une inscription de Delphes, sans doute de l'année 263 ou 262). IX. Sur la lettre d'Attale aux Ἀμλαδεῖς (corrections au texte de Dittenberger, OGI, 751). — É. Bourguet. Inscriptions de Delphes (trois textes inédits; un quatrième a été étudié dans l'article de M. Holleaux, n° VIII). — H. de la Ville de Mirmont. La date des « Captifs » de Plaute (il faut la maintenir en 563/191). — Paul Graindor. Stèle funéraire archaïque de Ténos (premier quart du Ve siècle). — J. Loth. Koui dans une inscription gauloise de Cavaillon et l'oghamique koi (ce serait l'équivalent de *hic jacet*). — C. Jullian. Notes gallo-romaines LXXVII. De l'unité italo-celtique; sur la race et le nom des Ligures (M. Piganiol a soutenu que les Ligures ne sont pas des Indo-Européens, qu'ils représentent la civilisation des temps néolithiques et du premier âge du bronze; répond brièvement à cette théorie). — M. Clerc. L'enceinte grecque de Marseille (à propos de la brochure de V. de Gaudemaris dont sont discutées les conclusions). — C. Jullian. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : *A. Meillet*. Grammaire du vieux perse (très important). — *Id*. Introduction à l'étude comparative des langues indo-européenne; 4e édition (ouvrage sans cesse amélioré; admirable instrument de travail). — *E. Pottier*. Les antiquités assyriennes du musée du Louvre (excellent catalogue). — *Clifford Herschel Moore*. Religious thought of the Greeks from Homer to the triumph of christianity (veut surtout montrer l'origine hellénique des dogmes chrétiens). — *G. Poisson*. L'origine latine des Roumains (sous la civilisation latine existe un *substratum* ethnique). — *Frédéric Teggart*. Prolegomena to history (thèse contestable, mais œuvre qui fait penser). — *L. Bréhier*. L'art chrétien et son développement iconographique des origines à nos jours (remarquable). — *Rendel Harris*. Testimonies (textes de l'Ancien Testament invoqués

comme des annonces du Nouveau; fait remonter cette doctrine à Hégésippe; conclusions très neuves).

5. — **Revue des études historiques**. 1918, janvier-mars. — Paul Bonnefon. Saint-René Taillandier et Edgar Quinet (lettres inédites du premier au second, de 1840 à 1868; étude sur leurs relations). — Vicomte de Reiset. Heures d'angoisse. Le premier bombardement de Vic-sur-Aisne, 31 août 1914 (où M. de Reiset a un château; comment fut épargnée la ville que les Allemands voulaient brûler). — Léon Mirot. Un épisode de l'alliance franco-castillane au xive siècle : Charles V et l'avènement de Henri de Trastamare (d'après l' « Histoire de Charles V », de M. Delachenal). — Georges Daumet. Une femme-médecin au xiiie siècle (donation faite à Saint-Jean-d'Acre, en août 1250, d'une rente viagère de douze deniers parisis par jour à dame Hersende, médecin). — A. Laborde-Milaa. Le xviiie siècle religieux et chrétien (à propos des deux thèses de Paul-Maurice Masson et d'Albert Monod). = C.-rendus : *Alfred Leroux*. La colonie germanique de Bordeaux. T. I : 1462-1870 (très intéressant; article de J. Mathorez). — *N.-M. Bernardin*. Du xve au xxe siècle, études d'histoire littéraire (série d'études réunies après la mort de l'auteur). — *L. Misermont*. Études sur Jean Le Vacher, consul de France et vicaire apostolique (série de brochures en vue du procès de béatification). — *Paul d'Estrée*. Le maréchal de Richelieu, 1696-1788 (ce premier volume s'arrête à 1758). — *Ph. Sagnac*. Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (« l'historien ne le cède en rien au patriote »). — *A. Schalk de La Faverie*. Napoléon et l'Amérique (clair et attrayant). — Livres sur la guerre que nous avons signalés.

6. — **Revue des études napoléoniennes**. 1918, mars-avril. — William E. Lingelbach. L'Angleterre et le commerce neutre à l'époque napoléonienne et depuis (traduction d'un article paru dans le « Military historian and economist » en avril 1917, avant l'intervention de l'Amérique dans la guerre. L'établissement d'un droit public garantissant d'une façon efficace la liberté des mers devrait être « l'idée maîtresse de la politique européenne »). — Édouard Gachot. Sous l'Empire. Le recrutement en Belgique (résistance opposée dans les Flandres au recrutement imposé par Napoléon Ier; des mesures employées pour lutter contre les agences interlopes qui se chargeaient de faire échapper les conscrits au service). — Baron Hennet de Goutel. Les derniers jours de l'Empire racontés par un Cent-Suisse, d'après le Journal inédit de M. de Marsilly, 1811-1816; I (il est surtout question de l'entrée des Alliés à Reims en mars 1814; puis Marsilly obtint de rentrer dans la compagnie des Cent-Suisses, « bien qu'il n'eût pas émigré ». Il vécut alors tout près de la cour, aux Tuileries; ces notes nous initient au détail du service). — Mme Jeanne Doin. Eugène Boudin à Trouville sous le second Empire. — Georges Weill. Metz au temps français, 1830-1870. — Roger Peyre. A propos de

l'article de M. Charles Saunier sur l'attirance de l'art français au delà du Rhin (ajoute beaucoup de noms de peintres allemands qui furent les élèves des maîtres français).

7. — Annales de géographie. 1918, 15 mars. — L. Joubin. Le comité thalassographique italien et la station de Messine (ce comité mérite de servir d'exemple pour un comité analogue d'océanographie, qu'il faudrait constituer en France). — Vidal de La Blache. Les grandes agglomérations humaines. Deuxième article : Europe ; remarques générales (montre l'influence qu'exercent dans la marche de la civilisation européenne l'imitation et l'exemple). — E.-F. Gautier. Les villes saintes de l'Arabie (décrit Djeddah, qui est le port de La Mecque, et Ianbo, qui est le port de Médine ; la visite de ces villes a pu être faite récemment, avec toute facilité, sous la protection des missions militaires de l'Angleterre et de la France qui y séjournent depuis la fin de 1916. Ces villes, qui sont comme un défi porté à la nature, n'existent que par des habitants sans cesse renouvelés et entretenus par les pèlerinages. Cas peut-être unique au monde de géographie humaine). = C.-rendu : *René Musset.* Le Bas-Maine (très bonne étude de géographie historique). = 15 mai. L. Gallois. Paul Vidal de La Blache (article nécrologique par un des disciples préférés du maître disparu). — Paul Vidal de La Blache. Les grandes agglomérations humaines. Troisième article : Régions méditerranéennes. — Maximilien Sorre. L'avenir économique des Landes (d'après l' « Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise », 1917. L'auteur s'occupe d'ailleurs plus du passé récent de cette région que de son avenir). — G. Anfossi. L'industrie de la houille blanche en Italie. Premier article : L'Italie du Nord (comprenant aussi la Ligurie et la Toscane ; d'après la « Statistica degli impianti elettrici in Italia, 1899-1908 », publiée par le ministère italien du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture). — Otto Nordenskjöld. Les chutes de Trollhættan ; leur développement et leur histoire économique. — L. Gallois. La culture et le commerce du blé dans la Russie d'Europe.

8. Bulletin italien. 1918, janvier-mars. — R. Sturel. Bandello en France au XVIe siècle ; suite et fin (publie un poème inédit de 798 vers. « Discours sur une des histoires tragiques du Bandel contenant les amours infortunées de Didaco et de Violante et leur mort. » R. Sturel n'a pu mettre la dernière main à son étude). — Émile Picot. Les Italiens en France au XVIe siècle ; douzième article (les Français aux Universités de Bologne, de Ferrare, de Pavie et de Pise). — Clementina de Courten. André Chénier et Ugo Foscolo (tous les deux sont nés à Constantinople, d'une mère grecque ; leurs poèmes et leurs idées présentent aussi bien des ressemblances).

9. — Journal des savants. 1918, mars-avril. — Paul Fournier. Histoire du Parlement de Paris (signale d'abord les lacunes des trois

volumes de M. Maugis, puis montre ce qu'ils nous apprennent de nouveau sur la composition du Parlement, sur ses attributions politiques, sur sa conduite dans les luttes religieuses du XVIe siècle). — Paul MONCEAUX. Les gnostiques; II (expose, d'après E. de Faye, les doctrines de Basilide, de Valentin, de Marcion; les autres sectes gnostiques, particulièrement celle des « Marcosiens » qui fut quelque temps très populaire dans le monde féminin de la vallée du Rhône). — J.-B. CHABOT. Histoire de l'Éthiopie; I (analyse des principaux documents contenus dans les neuf premiers volumes des « Rerum æthiopicarum scriptores occidentales », publiés par le P. Beccari). — Raymond LANTIER. La civilisation quaternaire dans la Péninsule ibérique; I (d'après le livre de Hugo Obermaier « El Hombre Fósil »; aspect de la Péninsule dans les temps primitifs; la faune de cette région). — Cl. HUART. Les Musulmans chiites dans l'Inde (d'après le livre de Mrs Mir Hasan ʿAli, une Anglaise qui avait épousé un musulman de Lakhnau, vécut six ans avec son mari, puis quitta brusquement l'Inde vers 1828; une seconde édition de ce livre a paru en 1917 à Oxford). = C.-rendus : *Edward A. Sydenham*. Historical references on coins of the roman Empire from Augustus to Gallienus (choix de monnaies dont les légendes ont un rapport avec les événements connus). — *W. Warde Fowler*. Æneas at the site of Rome (édition et commentaire du VIIIe livre de l'*Énéide*). — *Eugène Cavaignac*. Histoire de l'antiquité. T. I : Javan (faits présentés en bon ordre, actes et idées appréciés avec mesure). — *E.-L. Bouchier*. Sardinia in ancient times (analyse du volume). — *Salomon Reinach*. Catalogue illustré du musée des antiquités nationales au château de Saint-Germain-en-Laye (objets exposés dans les fossés, au rez-de-chaussée et à l'entresol du musée). — *Eugène Dévaud*. Les maximes de Ptahhotep d'après les papyrus. T. I : Texte (très bonne édition).

10. — Polybiblion. 1918, février. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *L. Jerrold*. La France hier et aujourd'hui; traduit de l'anglais (pages toutes débordantes de vie); *Charles Le Goffic*. Steenstraete (les fusiliers marins du 10 novembre 1914 au 20 janvier 1915); *Ferri Pisani*. L'intérêt et l'idéal des États-Unis pendant la guerre mondiale (riche d'informations exactes, souvent personnelles, et de détails techniques); *Y*. L'odyssée d'un transport torpillé (réalité ou fiction?). — E. JORDAN. Livres, brochures et tracts sur le problème de la dépopulation. — *Gabriel Faure*. Paysages littéraires (tout à fait charmant). — *Henri Goy*. De Québec à Valparaiso (grand intérêt documentaire). — *Éd. Cuq*. Une statistique des locaux affectés à l'habitation dans la Rome impériale (rapports entre les *domus* et les *insulæ*). — *Antonio Lanciotti*. I falsari celebri, ossia il monachismo italiano durante il medio evo (les faussaires célèbres, ce sont les moines italiens et particulièrement ceux de Subiaco; sans critique). — *Jos. Berthelé*. Anciens textes campanaires de l'Hérault (dans l'arrondissement de Montpellier). — Mémoires de

Louis-Marie de Loménie, comte de Brienne, dit le jeune Brienne; t. I et II publ. par *Paul Bonnefon* (intéressants, très durs pour le cardinal de Richelieu). — *Cl. Perroud*. La proscription des Girondins, 1793-1795 (excellent). — *Ém. Sevestre*. Les idées gallicanes et royalistes du haut clergé à la fin de l'Ancien régime, d'après la correspondance et les papiers inédits de P.-A. Godart de Belbeuf, évêque d'Avranches (il appartenait à la « petite église »). — *Léon Dubreuil*. Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution (excellent). — *Ernest Seillière*. Un artisan d'énergie française : Pierre de Coubertin (l'œuvre accomplie par M. de Coubertin est très belle). = Mars-avril. Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *A. Millerand*. La guerre libératrice (série d'articles et de conférences où éclate un ardent patriotisme); le comte *de Caix de Saint-Aymour*. Autour de Noyon : sur les traces des barbares (œuvre d'un écrivain qui connaît à fond cette partie du département de l'Oise); *Arnoldo Fraccaroli*. Alla guerra sui mari (rôle de la marine italienne, émouvant). — *J. Rambaud*. Ouvrages sur l'économie politique et sociale. — *F. Brunot*. Histoire de la langue française des origines à 1900. T. V : Le français en France et hors de France au XVIIe siècle (nouvel étage ajouté au monument). — *Paul Huvelin*. Une guerre d'usure : la deuxième guerre punique (alerte et vibrant). — *H.-François Delaborde*. Recueil des actes de Philippe-Auguste; t. I (publiés avec une science et une conscience dignes de tous éloges). — Vitæ paparum Avenionensium d'*Étienne Baluze*, nouvelle édition par *G. Mollat*; t. I (dans une étude qui précède cette nouvelle édition, M. Mollat prouve que Baluze n'avait pas procédé avec la méthode et la rigueur critique que l'on exige aujourd'hui; grâce à l'ordre adopté, aux manuscrits utilisés et non connus de Baluze, cette nouvelle édition marque un grand progrès). — Campagnes de *Jacques de Mercoyrol de Beaulieu*, capitaine au régiment de Picardie, 1743-1763; éd. par le marquis *de Vogüé* et *Auguste Le Sourd* (intéressant). — *Albert Durand*. Histoire religieuse du département du Gard pendant la Révolution; t. I (jusqu'au 10 août 1792; nombreux documents). — *Louis Marchand*. Les idées de Berryer (série de morceaux choisis placés sous divers chefs). — *F. Mourret*. Le mouvement catholique en France de 1830 à 1850 (d'une belle tenue d'orthodoxie). — *John Rose Ficklen*. The history of reconstitution in Louisiana (après la guerre de Sécession : l'auteur n'a pu poursuivre cette histoire que jusqu'en 1868; il a été surpris par la mort).

11. Revue archéologique. 1917, novembre-décembre. — P. DE LISLE DU DRENEUC. Armes et objets gaulois découverts près de Châtillon-sur-Indre (le 11 décembre 1886; ils appartiennent à l'époque de la Tène III et viennent d'être donnés au musée de Nantes). — Frederik POULSEN. A propos d'une tête de Démosthène (acquise en 1896 par la Glyptothèque Ny Carlsberg, à Copenhague). — Émile BOURGUET. Inscription de Delphes (décret accordant la proxénie à Dionysiclès,

fils d'Intoclès, d'Alabanda; corrections au texte). — M. HOLLEAUX. Textes gréco-romains : la lettre du préteur Sp. Postumius aux Delphiens, 189 (on a trouvé en septembre 1894 un nouveau fragment de cette lettre, ce qui permet de la reconstituer tout entière). — Eusèbe VASSEL. Inscriptions céramiques puniques (VIIe siècle av. J.-C.). — Salomon REINACH. Un portrait mystérieux (dans le buste du pseudo-Sénèque dont il reste une trentaine d'exemplaires, croit reconnaître le poète comique Épicharme; aussi bien un double hermès nous montre cette même tête avec une autre qui peut être celle de Ménandre). — B. BERENSON. Une peinture de Girolamo de Crémone au musée du Havre (elle représente l'enlèvement d'Hélène; article en anglais). — SEYMOUR DE RICCI. Esquisse d'une bibliographie égyptologique; suite (travaux relatifs à soixante-cinq localités ou pays énumérés du nord au sud). — W. DEONNA. Notes archéologiques. VII. Aphrodite à la coquille (le thème, d'origine orientale, est celui de la déesse qui naît de la coquille et qui, aux débuts, est une déesse-coquille : il remonte au VIIe siècle; au IVe et au IIIe siècle les coroplastes hellénistiques le reprennent et le transforment suivant l'esthétique grecque. L'art romain a adapté à l'ornementation funéraire le motif qui survit dans l'art chrétien jusqu'à une époque avancée). — Franz CUMONT. Fragments d'annales trouvés à Ostie (elles étaient gravées sur les murs d'un édifice : les fragments trouvés se rapportent aux années 36 à 38 ap. J.-C.). — ID. A propos de Cybèle (observations sur la thèse de H. Graillot). — SEYMOUR DE RICCI. Paul Meyer (article nécrologique, avec une liste de ses principales publications de 1860 à 1914). = C.-rendus : *Raoul Montandon*. Bibliographie générale des travaux palethnologiques et archéologiques, époques préhistoriques, protohistoriques et gallo-romaines; t. I (l'ouvrage comprendra sept volumes; effort digne d'estime). — *P. Roussel*. Délos, colonie athénienne (excellent). — *Franz Cumont*. Études syriennes (huit excellents mémoires). — *Gabriel Millet*. L'École grecque dans l'architecture byzantine (fournit un commentaire architectural aux planches du bel album : « Monuments byzantins de Mistra »). — *E. Marque*. Le dernier oppidum gaulois assiégé par César (dans cette brochure hardie, il y a une part notable de travail sérieux, mais la thèse générale est fausse). — *Madison Grant*. The passing of the great race, or the racial basis of European history (loin de marquer un pas en avant, la doctrine de l'auteur est un retour à celle de Gobineau).

12. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1918, 15 mars. — *N. Cunningham*. The commonweal (titre que l'on peut traduire par le « bien public », et c'est du bien public que l'auteur fait le but et le critérium de toutes les formes de gouvernement. Intéressante analyse historique de l'évolution politique de l'Angleterre). — F. PASSELECQ. La question flamande et l'Allemagne (très intéressant; mais la situation officielle de l'auteur ne lui a pas permis de dire toute la stricte vérité). — *Vénizelos, Politis, Répoulis, Cafandaris*. Cinq ans

d'histoire grecque, 1912-1917. Discours prononcés à la Chambre des députés en août 1917; trad. par *Léon Maccas* (important). — *James M. Beck*. La guerre et l'humanité; trad. par *Stéphane Lauzanne* (remarquable). — *Popovitch* et *Katzlerovitch*. Appel des socialistes serbes au monde civilisé (mémoire éloquent et précis sur les atrocités commises en Serbie par les vainqueurs). = 1er avril. *Ch. Diehl*. Dans l'Orient byzantin (recueil de quatorze mémoires très intéressants). — American Journal of archæology. T. XXI : 1917 (critique d'un article où M. Bonnell veut prouver que l'idée de représenter le serpent avec une tête humaine est venue aux artistes par l'intermédiaire des mystères). — *E.-H. Pacheco* et *J. Cabré*. Las pinturas prehistóricas de Pena Tu. Avance al estudio de las pinturas prehistóricas del extremo sud de España (important). — *J. Cabré* et *C. Esteban*. Le Val de Charco del Agua Amargua (peintures rupestres représentant des scènes de chasse d'un haut intérêt pour l'étude de l'armement et de la parure des tribus primitives de l'Espagne). — *A.-F. Truyols*. Estudios de critica textual y literaria (essais fort timides de critique textuelle de l'Ancien Testament). — *B. Vosnjak*. L'administration française dans les pays yougoslaves (simple brochure, mais instructive). — *Paul Gautier*. Un prophète. Edgar Quinet. Édition nouvelle de ses articles sur l'Allemagne (ouvrage d'une grande portée historique et morale). — *Jastrow*. The war and the Bagdad railway (très intéressant). — *A. Gauvain*. L'Europe au jour le jour. T. I : La crise bosniaque. 1908-1909 (recueil d'articles publiés dans *les Débats*; ils méritent de survivre à l'actualité). — *Fr. Contreras*. Les écrivains hispano-américains et la guerre européenne (les écrivains dont on parle ici sont très chauds partisans de l'Entente; mais jusqu'à quel point réflètent-ils l'opinion générale?). — *A. C. Benson*. Cambridge essays on education (livre qui fait penser). — *L. Hautecœur*. Mme Vigée-Lebrun (bon). — L'art et les saints : saint Nicolas, par *A. Marguillier;* sainte Catherine, par *H. Brémond;* sainte Geneviève, par *A.-D. Sertillanges;* saint Martin, par *Henry Martin* (à recommander). = 15 avril. *Cl. Perroud*. La proscription des Girondins, 1793-1795 (contient des renseignements très instructifs sur l'attitude de la Convention à l'égard des Girondins proscrits et sur celle des proscrits eux-mêmes). — Livres sur la guerre, parmi lesquels : *Edmond Pilon*. Pèlerinages de guerre, jadis et de nos jours (agréables récits guerriers des temps passés : XVIIIe et XIXe siècles); *A. Toulemon*. Mobilisés; scènes et récits de la guerre (recueil d'articles de journaux et de nouvelles, trop apprêtés, mais non sans charme); *G. Gaulène*. Des soldats (œuvre d'imagination dont les personnages sont peints d'après nature). = 1er mai. *F. Brunot*. Histoire de la langue française. T. V. Le français en France et hors de France au XVIIe siècle (étude très solide et très bien documentée; l'auteur a étudié spécialement la diffusion de la langue française en Angleterre, aux Pays-Bas et en Allemagne). — Mgr *Tissier*, évêque de Châlons. Au fil de la guerre. Vérité et vérités

(recueil de lettres pastorales, de discours, de sermons ou d'allocutions au cours de l'année 1916; manifestations religieuses et patriotiques dans lesquelles les « vérités » ne sont pas ménagées aux incroyants). — *Jean Lagardère*. France. Demain! Aux ouvriers et ouvrières de reconstruction d'après-guerre (l'œuvre consiste surtout dans la restauration du sentiment religieux). — *L. Rouzic*. Le prix des larmes. — *Y. de la B.* Médiation pontificale et relations avec le Vatican (expose les principales questions de politique extérieure qu'il serait utile de négocier avec la Papauté). — *Eug. Lévy*. La Révolution française. Essai sur le génie de la France nouvelle (beaucoup de galimatias). — *E. Altiar*. Journal d'une Française en Amérique, septembre 1916-juin 1917 (très intéressant). = 15 mai. *Leo Wiener*. Contribution toward a history of arabico-gothic culture; I (veut prouver que les mots de basse latinité qui ne peuvent s'expliquer par le gothique d'Ulphilas et le vieux haut-allemand doivent s'interpréter par l'arabe; cette thèse est insoutenable. C'est également une entreprise vaine de vouloir expliquer le mot « drap d'Arras » par l'arabe « tiraz » et non tout uniment par le nom de lieu Arras). — *M. Annaei Lucani*. De Bello civili liber VIII edited by *J.-P. Postgate* (très bonne édition). — *H.-M. Gailhac*. Les éternels barbares. La Germanie de Tacite suivie des passages des Commentaires de César relatifs aux Germains (œuvre de propagande antigermanique où l'on trouve en effet quelques rapprochements saisissants entre les barbares d'autrefois et ceux d'aujourd'hui). — *E. Jovy*. Fénelon inédit; d'après les documents de Pistoia (l'auteur a découvert parmi les livres du savant théologien Fabroni, conservés à la bibliothèque de Pistoia, beaucoup d'œuvres de Fénelon touchant l'histoire religieuse de son temps, et notamment le jansénisme). — *Id.* Le collège janséniste de Noyon en 1719 (intéressant et nouveau). — *Id.* De Royer-Collard à Racine (beaucoup de recherches et de trouvailles). — Almanach illustré de la *Gazette des Ardennes* pour 1918 (le principal morceau de cet almanach est un article de Th. Dimmler, tendant à montrer le respect des Allemands pour les œuvres d'art français sauvées par eux dans la zone des armées. Grâces leur en soient rendues!).

13. — Revue des sciences politiques. 1918, 15 avril. — Joseph Reinach. Le problème des États-Unis d'Orient (le *Mittel-Europa* n'est que l'enseigne mensongère d'un empire germanique s'étendant aux provinces baltiques, à la Pologne, à l'Autriche, à toute la péninsule balkanique; M. Reinach oppose à cette conception celle d'États-Unis de l'Orient, comprenant l'Autriche, la Hongrie, la Bohême, les États des Balkans, chaque peuple ayant réalisé, d'un commun accord, ses ambitions ethniques; cet empire, placé sous l'hégémonie des Habsbourg et dont les provinces seraient constituées par ces divers États, ferait contrepoids à la fois à l'Allemagne et à la Russie). — Émile Bourgeois. Les traditions de la défensive française (importance de Paris pour la France; c'est pour protéger cette ville que les Fran-

çais sont allés à Metz et à Strasbourg; il fallait à la France se défendre contre les Allemands : la médaille que Louis XIV fit frapper en 1681, après la prise de Strasbourg, portait la légende : *Clausa Germaniæ Gallia*). — JOSEPH-BARTHÉLEMY. Le gouvernement par les spécialistes et la récente expérience anglaise (dans le cabinet formé par Lloyd George, le 10 décembre 1916; inconvénients et avantages de cet appel des « compétences » dans un ministère). — G. LECARPENTIER. L'analyse économique du professeur A. Marshall (lisez, l'analyse des « Principes d'Économie politique » du professeur de Cambridge, dont une traduction française a paru en 1907-1908; 7e édition anglaise, 1916). — Dossiers d'information sur la guerre et la paix. I. F.-P. RENAUT. Les confins russes d'Occident de la Baltique à la mer Noire (les provinces baltiques : Esthonie, Livonie, Courlande, la Pologne, la Lithuanie, la Wolhynie, l'Ukraine, la Bessarabie; renseignements très précis sur chacune de ces contrées; chiffre de la population : commerce, industrie). II. Henri SCHUHLER. Les colonies allemandes (historique; Togo, Cameroun, Afrique sud-occidentale, Afrique orientale, possessions du Pacifique, Tsing-Tao). — Eug. D'EICHTHAL. Nationalités et fédération (préconise en Autriche une fédération des diverses nationalités). = C.-rendus : Ouvrages sur la guerre, parmi eux : *Daniel Halévy*. Le Président Wilson (très pénétrant); *Auguste Boppe*. A la suite du gouvernement serbe de Nich à Corfou, 20 octobre 1915-17 janvier 1916 (émouvant); *Alphonse Muzet*. Le monde balkanique (bon manuel).

14. — Revue générale du droit. 1918, janvier-février. — J. BONNECASE. La « notion de droit » en France au XIXe siècle; suite et fin (« le Droit s'était montré aux Constituants de 1789 porteur de la charte d'affranchissement des individus. Poursuivant son œuvre éternelle, il réapparaît après plus d'un siècle pour présider cette fois à la libération des Nations »). — F. DE VISSCHER. Les actions noxales et le système de noxalité, d'après ses origines historiques et la loi des XII tables; suite. — E.-H. PERREAU. La Belgique et le droit des gens (d'après le livre de Ch. de Visscher : « La Belgique et les juristes allemands »). — J. FAUREY. Le droit de dissolution en régime parlementaire (il s'agit de la Grèce). = C.-rendus : *Stan. Berge*. La justice française au Maroc (remarquable). — *A. Gauvain*. L'Europe avant la guerre (d'un grand intérêt). — *A. Pitois*. Histoire du droit français (nouvelle édition où l'on a distingué les grandes périodes). — *M. Leroy*. L'ère Wilson : la Société des nations (excellent commentaire du manifeste Wilson du 22 janvier 1917). — *B. Auerbach*. Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie; 2e édition (montre bien l'essor de ces nationalités; il faut porter le deuil de la grande Autriche).

15. — Le Correspondant. 1918, 10 avril. — R.-P. LAGRANGE. Le nationalisme juif et la Palestine (le nationalisme est le fondement même de l'histoire d'Israël dans l'antiquité; c'est parce qu'ils ont voulu être et

qu'ils ont été toujours des étrangers hors de la Palestine que les Juifs ont été si durement traités pendant tout le moyen âge. Puis ils ont fait effort pour s'assimiler aux milieux civilisés parmi lesquels ils vivaient et ils y ont réussi parfois, en France par exemple. Par là, ils couraient le risque du suicide. Le Sionisme est une réaction contre ce mouvement et il a été assez habile pour obtenir la déclaration de M. Balfour, 2 novembre 1917. Les Juifs pourront donc retrouver un « home » en Palestine ; mais on ne peut les autoriser à rentrer en maîtres dans le pays, car il y a d'autres habitants que les Juifs en Palestine. Force leur est de modérer leurs prétentions et de ne demander que des avantages pratiques obtenus sans léser les droits des autres nationalités et confessions). — MILES. Silhouettes de guerre. M. John Dillon (biographie qui se confond avec l'histoire du mouvement séparatiste en Irlande et du « Home rule »). — Michel KATCOV. Lettres au tsar Alexandre II (cinq lettres fort intéressantes et prophétiques adressées du 25 décembre 1886 à mai 1887 au tsar Alexandre II par un journaliste très apprécié, qui n'était nullement l'ennemi de l'Allemagne ni l'ami de la France, mais qui s'efforce de démontrer au tsar le danger d'une politique de complaisances excessives à l'égard de l'Allemagne, la « perfidie du concours de Bismarck » dans les affaires de la Bulgarie et, finalement, la nécessité d'un rapprochement vers la République française). — ***. La question des détroits. L'histoire et les hypothèses. — Lieutenant-colonel DE PLAS. Sept mois de campagne en Belgique. Feuillets détachés d'un journal de marche (du 11 octobre 1914 au 23 avril 1915. Premier emploi de gaz asphyxiants par l'ennemi). — Pierre DE QUIRIELLE. L'Italie et la guerre. II. La politique italienne au Sénat. Le ravitaillement et la résistance. Le rapprochement avec les Yougoslaves. — G. JEAN-AUBRY. Claude Debussy, musicien français. — A BÉCHAUX. La vie économique et la guerre. = 25 avril. ***. Le blocus, arme de guerre. — MILES. Silhouettes de guerre. Lord Pirrie, contrôleur général de la marine marchande britannique. — F. ENGERAND. Le drame de Charleroi. IV. Les offensives hors frontières. Lorraine-Ardennes (la défaite de Morhange, le 20 août, manifeste « la faillite définitive de l'offensive forcenée qu'avait codifiée le règlement de 1913 ». Castelnau a compris à temps le démenti infligé à la théorie par les faits : « Sur le champ sanglant de Morhange, il sacrifie la doctrine de toute sa vie et, désormais, il conseillera le contraire de ce que jusque-là il avait enseigné. » Quant à la bataille des Ardennes, il n'est pas encore possible d'y voir clair : « Pas d'unité de commandement, des batailles éparses et disloquées, méconnaissance systématique du terrain et des moyens de défensive, défaut de liaison des corps et des armes, aucune manœuvre, mais seulement l'offensive aveugle, systématique, frénétique »). — Eugène TAVERNIER. La portée universelle de la Révolution russe (analyse quelques-unes des œuvres publiées avant la guerre par le « publiciste » Trotski et par trois littérateurs : Merejkovski, Philosophoff et une dame qui signait Hippius. Le but qu'ils se proposaient

était de « contaminer » de proche en proche l'opinion du monde en lui inoculant le virus russe). — Ernest DAUDET. La France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. La mission du baron de Courcel, février 1882-août 1886 (parmi les anecdotes rapportées ici, l'on peut noter celle qui se rapporte à la nomination d'Alphonse XII comme colonel d'un régiment allemand de Strasbourg et à la réception tumultueuse qui fut faite au roi d'Espagne par des émeutiers parisiens. La manifestation était d'ailleurs dirigée au moins autant contre Jules Ferry que contre le roi d'Espagne). — Jean POZZI. La première bataille de la Somme, juin-septembre 1916 (ce sont plutôt des notes qu'un récit complet de la bataille). — Paul DARCY. L'avant-guerre pangermaniste aux États-Unis (l'organisation pangermaniste, l'émigration allemande aux États-Unis, l'éveil spontané du « Deutschtum » américain, l'action des pangermanistes et du gouvernement impérial). — René MERCIER. Nancy bombardée. Journal d'un bourgeois de Nancy (21 janvier 1916 à janvier 1918). = 10 mai. Fernand ENGERAND. Le drame de Charleroi. V. Le dénouement (insiste sur les fautes considérables commises dès le début par le commandement français : méconnaissance du plan allemand d'invasion par la Belgique, abandon de notre frontière du Nord, offensive ordonnée sur tous les points en même temps. Malgré les directives du Grand Quartier général, Lanrezac, chef de la Ve armée, se prépare à une bataille défensive sur la Sambre afin de boucher la trouée de l'Oise, 21 août; mais ses intentions sont mal interprétées par la plupart de ses chefs de corps « pénétrés des idées si fausses qui leur avaient été inculquées au cours de ces dernières années ». Menacé d'enveloppement le 23 août, Lanrezac prend sur lui de prescrire la retraite. « Cette résolution renversait le plan allemand et le faisait échouer dans sa partie essentielle et pour laquelle avait été violée la neutralité de la Belgique : l'enveloppement de notre aile gauche et, par elle, l'anéantissement de l'armée française... » Disgrâce suprême : à Lille où, sous les généraux Herment et Percin la défense commençait à s'organiser, les « autorités civiles » obtiennent du gouvernement l'ordre d'abandonner la place le 24 août au soir. On livrait ainsi à l'ennemi, sans combat, la plus riche région minière et industrielle de France). — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Sackville-West, délégué britannique au Conseil de guerre de Versailles. — Lieutenant-colonel D. Au front américain, l'organisation de l'armée, les soldats, les officiers, leurs idées sur la guerre. — J. DE LANZAC DE LABORIE. Les Jésuites en France sous la Restauration et la monarchie de Juillet (d'après l'histoire de la Compagnie de Jésus en France de 1814 à 1914 par F. Joseph Burnichon). — Comte R. DE BRIEY. La Belgique et l'Allemagne au centre de l'Afrique. — Louis GUICHARD. La tranchée des marins (plusieurs récits de scènes maritimes, la « tranchée » des marins étant le service de garde sur les flots). = 25 mai. A. DE LAPRADELLE. La guerre aérienne et le Droit. — A. GÉRARD, ambassadeur de France. Les hommes d'État du Japon, 1868-1918. —

Ernest DAUDET. La France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. La mission du baron de Courcel, février 1882-août 1886; suite (idées et projets de Bismarck en 1884; traité secret avec le roi de Roumanie, ce qui, de fait, transforme la Triplice en Quadruplice. Sympathie exprimée par Bismarck pour Jules Ferry et pour sa politique coloniale, sans doute parce qu'elle détournait ses regards de la « ligne bleue des Vosges »). — Henry LAPORTE. Quatre mois de bolchevisme : Russie, Finlande. Notes de voyage, janvier-mai 1918. — G. JEAN-AUBRY. L'art français moderne en Angleterre; peinture et sculpture. Les relations picturales de la France et de l'Angleterre au cours du XIXe siècle (instructive histoire du legs de Sir Hugh Lane à la National gallery). — ***. La question des détroits; 2e article (du traité d'Andrinople en 1829 au traité de Londres en 1840). — Henri BRÉMOND. Un mémoire inédit de Fénelon sur la France et la cour de Rome (analyse un mémoire très secret et un appendice adressés par Fénelon au pape Clément XI en vue de réconcilier la France et la Papauté. Ces deux documents ont été retrouvés par M. Jovy dans la bibliothèque du cardinal Fabroni à Pistoia et publiés par lui en 1917). — LANZAC DE LABORIE. La morale politique du grand Frédéric (simple annonce du gros livre publié sous ce titre par le commandant Weil).

16. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1918, 20 mars. — Jules LEBRETON. Jésus-Christ et la Samaritaine. — Philippe HENRIOT. Les acteurs de la tragédie; un grand premier rôle : le quartier-maître général Ludendorff (notes biographiques : Ludendorff est relativement encore jeune, il est né en 1865 dans les environs de Posen; c'est à Posen que naquit en 1847 Hindenburg). — Marcel CHOSSAT. La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien; III (contre Voltaire qui prétendait que depuis quatorze siècles toutes les guerres ont été causées par le fanatisme). — François DATIN. Le désarroi doctrinal chez les Anglicans et le cas du Dr Henson (H. Hensley Henson a été imposé par l'État comme évêque de Hereford au début de 1918; en théologie, il appartient à l'opinion libérale; une telle ingérence fait désirer à beaucoup d'Anglais le « désatablissement » de l'Église, c'est-à-dire la séparation de l'Église et de l'État). — J. ROUËT DE JOURNEL. « Du développement des idées révolutionnaires en Russie » (le titre est emprunté à un opuscule de Herzen; montre le développement de ces idées depuis le moyen âge jusqu'en 1825; à suivre). — H.-L. DAUCHEZ. Les médecins chrétiens pendant la guerre (actes de dévouement de médecins désignés par des initiales). — Stéphane HARENT. Fénelon apologiste de la foi (d'après le livre de Mgr Cagnac). = 5 avril. Charles FRANÇOIS-SAINT-MAUR. Le capitaine aviateur Didier La Cour Grandmaison (tué en combat aérien le 10 mai 1917; à suivre). — J. ROUËT DE JOURNEL. « Du développement des idées révolutionnaires en Russie »; fin (au XIXe siècle et au début du XXe siècle; les littérateurs : Pouchkine, Gogol, Tourguéniev, Dostoievski, Tolstoï, Gorki). — Pierre LAHORGUE. Études sur Pascal. I.

Pascal et les suites du péché originel. — Marcel CHOSSAT. La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien; IV (comment l'Allemagne a violé ce droit naturel). — Lucien ROURE. Ile-de-France et France (d'après le livre d'A. Mithouard : « La terre d'Occident »). = 20 avril. L. BILLOT. La parousie; VII. — Abel DECHÊNE. La patrie de Victor Hugo (Victor Hugo a écrit sur la patrie de beaux vers; mais il a aussi célébré la fraternité, l'humanitarisme, prôné l'antimilitarisme; le 14 juillet 1870, il plantait dans son jardin à Guernesey le chêne des États-Unis d'Europe). — FRANÇOIS-SAINT-MAUR. Le capitaine aviateur Didier La Cour Grandmaison; fin. — Louis LALANDE. Le problème noir aux États-Unis d'Amérique (origine des noirs aux États-Unis; les luttes qui précédèrent et suivirent l'affranchissement du 31 janvier 1865; le nègre ne sera relevé que « par l'école à base religieuse »). — Impressions de guerre. LXIII. Louis BERNE. En Italie : l'amitié d'un village (mars 1918). — Joseph BRUCKER. Bulletin d'histoire de la Compagnie de Jésus (les *Monumenta historica Societatis Jesu;* les ouvrages du R. P. Frias sur les Jésuites d'Espagne; les livres sur le « style jésuite »; les additions à la « Bibliothèque » de Backer-Sommervogel; le livre « Response aux demandes d'un grand prélat », paru en 1625 à Pont-à-Mousson est bien du P. Bruet, non du P. Joseph). = C.-rendus : Vicomte *de Guichen.* La révolution de Juillet en 1830 et l'Europe (volume un peu touffu). — *R. Gay de Montella.* España ante el problema del Mediterráneo (synthèse faite avec clarté et finesse des événements politiques qui, de 1901 à nos jours, se sont déroulés autour de la Méditerranée). = 5 mai. Jean DISSARD. La transfixion de Notre-Dame (histoire de la dévotion aux douleurs de Notre-Dame). — Dr M. VERDUN. Les paludéens en France et le paludisme pendant la guerre. — Marcel CHOSSAT. La guerre et la paix d'après le droit naturel chrétien; fin (il ne faut pas ignorer le rôle pacificateur de la force au service du droit ni nier la légitimité de la guerre faite pour se défendre, entreprise pour le triomphe de la justice). — Louis JALABERT. Les îles d'Aland et la Suède (géographie et histoire; les revendications suédoises; les événements de février 1918). — C. HEARTY. Louis Lenoir (en mémoire d'un Père jésuite tué le 9 mai 1917). = C.-rendus : *B. Bourdenne.* La vie et l'œuvre du vénérable Michel Garicoïts, fondateur de l'Institut des prêtres du Sacré-Cœur de Jésus (intéressant; Garicoïts né à Ibarre le 15 avril 1799 est mort à Bétharram le 14 mai 1863). — *Fernand Passelecq.* La question flamande et l'Allemagne (montre l'union fraternelle des éléments wallon et flamand).

17. — La Grande Revue. 1918, mars. — Albert THIERRY. Carnets de guerre; suite. Le dépôt (novembre et décembre 1914). — René BRANCOURT. L'héroïsme dans la poésie américaine. — Léon DUBREUIL. 1792-1793 et 1914-1918 (grande analogie entre la situation de la France au début des guerres de la Révolution et la situation actuelle. Montre comment les administrateurs de 1792-1793 ont réussi à faire face à des difficultés inouïes et comment ils ont contribué à donner à la France

les armées nécessaires. Sans établir rien qui ressemble au régime terroriste, n'y aurait-il pas intérêt, aujourd'hui, à développer les « méthodes révolutionnaires ? »). — Maurice GRIGAUT. La vie française jugée par les Américains (analyse le rapport présenté à l' « Association des manufacturiers américains pour l'exportation » par la Commission envoyée en France). = Avril. Albert MATHIEZ. L'immunité parlementaire sous la Révolution (décrétée par les états généraux dès le 23 juin 1789, l'inviolabilité parlementaire fut respectée jusqu'en 1793 ; on en vint alors après le 31 mai non seulement à faire arrêter, juger et condamner des membres de la Convention, mais même à faire prononcer la levée de l'immunité par les deux Comités de Salut public et de Sûreté générale. Cette dictature des Comités dura jusqu'au 9 thermidor. On en revint alors à la pratique antérieure. « Les hommes d'affaires glissés dans les Assemblées connurent une sécurité qui discrédita le régime parlementaire et prépara de loin brumaire »). — Charles STIÉNON. La leçon de Cambrai et les événements actuels (il s'agit de l'heureuse attaque des Anglais dans la direction de Cambrai en novembre 1917 et du puissant retour offensif des Allemands qui enlevèrent aux Anglais les fruits de leur première victoire. Il semble que le commandement britannique n'ait pas pris parti dès le principe entre une action locale, avec un but bien déterminé et qu'il ne fallait pas dépasser, et une tentative de grande envergure pour laquelle il ne réunit pas tous les moyens nécessaires. En outre, le commandement français avait mis à la disposition des Britanniques une force considérable d'infanterie et de cavalerie qui ne fut pas employée). — Geneviève BIANQUIS. Les projets de service obligatoire des femmes en Allemagne. — Gabrielle ROSENTHAL. Le service social des femmes en France. = Mai. Israël ZANGWILL. Le principe des nationalités ; I (conférence faite par le grand romancier juif au South Place Institute le 6 mars 1917 ; c'est une critique mordante des solutions que l'on a proposées pour définir les termes de nation, de race et de patrie). — Albert THIERRY. Carnets de guerre ; suite (décembre 1914-février 1915). — Louis BOISSE. L'Allemagne et le chemin qui descend (étude sur la psychologie du peuple allemand : « Ils n'ont qu'une unité, celle de la force ; c'est la route descendante qu'ils suivent ; c'est le « über » qu'ils revendiquent, mais leur revendication bruyante est précisément l'aveu d'un manque »). — Camille DUCRAY. Les peintres des victoires de Napoléon. — Léon ABENSOUR. L'effort féminin à l'étranger. — Louis MARQUET. L'épreuve des démocraties et des autocraties (réponse à Lysis : « L'idéal démocratique s'est bien tenu en face de la force autocratique, et l'épreuve de la guerre ne tourne pas au désavantage des démocraties »).

18. — Mercure de France. 1918, 1er avril. — Georges DAUVILLE. L'internationalisme et la guerre. — Marc DUFAUX. Une mentalité d'avant la guerre : le tiers-esprit. = 16 avril. C. BESSONNET-FAVRE. Leibnitz et la colonisation germanique de la Russie (signale dans l'œuvre de Leibnitz nombre de rapports, mémoires et lettres adressés

par Leibnitz aux ambassadeurs moscovites, aux familiers du tsar et à Pierre-le-Grand lui-même en vue d'obtenir des concessions de terres et de mines, de canaliser les grands fleuves, de faire exploiter les richesses de la Russie par des ouvriers et des ingénieurs allemands; en même temps il proposait d'attirer dans ce pays les Chinois. Moscou deviendrait ainsi le point de rencontre et le trait d'union des forces intellectuelles de l'Occident et de l'Extrême-Orient pour développer la civilisation russe, au profit de l'Allemagne. Tout en flattant l'autocrate russe, il combattait l'autocratie française dans la personne de Louis XIV et devenait l'hôte du prince Eugène de Savoie. Il déclarait néanmoins travailler « pour le bien-être du genre humain tout entier », car, ajoutait-il, « je considère le ciel comme la patrie et les hommes bien nés comme des compatriotes »). = 1er mai. Louis Boisse. La guerre et la mystique de l'immanence (étudie surtout la doctrine de Kant et son influence sur la formation de la mentalité allemande. Cette guerre est « la rencontre dramatique de deux principes », celui de l'immanence et celui de la transcendance. Kant a exposé avec force le premier, que ses continuateurs ont répudié; ce n'est pas à lui qu'il faut faire remonter la corruption de l'esprit allemand). — G. Jean-Aubry. Poètes français d'Angleterre (Swinburne, John Payne et George Moore). — René Dumesmil et Th. Simon. La guerre vue par les écoliers et la psychologie de l'enfant. = 16 mai. Roger Maurice. Les états-majors et la troupe (erreurs d'organisation dans les états-majors pendant la première année de la présente guerre; bien que corrigées en grande partie vers la fin de 1916, elles ont contribué à répandre dans la troupe des idées fausses et injustes sur l'état-major, organisme indispensable autant que délicat qu'on ne peut improviser). — Jules Duhem. La question yougoslave; la monarchie danubienne et l'Europe; conclusions actuelles. = 1er juin. Ernest Raynaud. La préfecture de police (anecdotes sur l'ancienne préfecture et sur la nouvelle, sur MM. Lépine et Hennion). — Boutras Ghali. L'Islam et les Turcs (ce sont les Turcs qui ont déshonoré et avili l'âme arabe; ce n'est pas l'Islam).

19. — Revue des Deux Mondes. 1918, 1er avril. — Robert de La Sizeranne. Les masques et les visages. Une violation de neutralité au XVIe siècle. César Borgia à Urbino; I (raconte d'après les lettres de Guidobaldo I, comte de Montefeltro et troisième duc d'Urbin, l'attentat dont celui-ci fut victime de la part du Borgia en 1502). — A. Bellessort. Le nouveau Japon. III. Européens et Japonais; l'aventure de Lafcadio Hearn (biographie du fin littérateur auquel on doit d'avoir révélé au monde occidental tant de traits curieux sur l'ancien Japon. Bien qu'il eût réussi à se faire naturaliser Japonais, Héarn resta toujours pour ses compatriotes un étranger dont ils étaient fiers, mais qu'ils tenaient poliment à l'écart. L'Occident, qu'il détestait, surtout l'Occident anglo-saxon, est seul resté fidèle à sa mémoire). — L. Lenôtre. Rêveries d'après-guerre sur des thèmes anciens. II. Les mauvaises fées

(la Révolution a détruit tout l'ancien système de l'instruction publique et privée; l'éducation civique inaugurée par la Convention a été purement déclamatoire; ceux qui étaient enfants alors ont poussé au hasard, comme ils ont pu, exposés aux méfaits de la « fée Utopie » et de l' « exotisme ». Revenons à l'ancien temps où le bambin revenait du lycée « avec une pile de prix enrubannés et une couronne de lauriers »). — Contre-amiral DEGOUY. La guerre sous-marine. Phase finale. — Gaston DESCHAMPS. Aux régions dévastées. III. Avec la Croix-Rouge américaine. — Maurice MURET. Les romans de guerre de M. Stilgebauer. = 15 avril. ***. Vaincre (considérations sur le rôle de l'offensive qui doit vaincre l'Allemagne). — Mme Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et ses amis. II. George Sand et Alfred de Musset. Nouvelles « lettres de Venise ». — Robert DE LA SIZERANNE. Une violation de neutralité au XVIe siècle. César Borgia à Urbino. II. L'occupation (raconte comment le comte de Montefeltro réussit à recouvrer ses États, 1502, puis comment, abandonné par ses propres partisans, il dut entrer en accommodement avec César; bientôt César fit assassiner les amis du comte, qui abandonna pour la seconde fois ses États et ne se crut en sûreté que sous la protection de Venise, janvier 1503). — Baron BEYENS. L'avenir des petits États. IV. La Bulgarie (fort intéressant portrait du tsar Ferdinand qui a voulu être, suivant son expression, à la fois « son Fouché » et « son Talleyrand »; intelligent, ambitieux et fourbe, il aura peut-être cette chance suprême de voir l'Allemagne et l'Autriche subir les conditions de l'Entente victorieuse et par conséquent de secouer une tutelle qu'il déteste; la défaite de Guillaume II le débarrasserait de l'amitié impériale qui lui est à charge). — Henry BIDOU. Les batailles de la Somme. I. Du 1er au 12 juillet 1916 (il peut être intéressant de comparer cette étude avec celle de M. Joseph Reinach que publie la *Revue historique*). = 1er mai. René BAZIN. Français et Anglais (conférence faite à Londres l'hiver dernier sur « les raisons que nous, Anglais et Français, avons de nous aimer les uns les autres »). — GAILLY DE TAURINES. La protestation de l'Alsace-Lorraine en 1874 (élections unanimement protestataires en Alsace et en Lorraine; séance du Reichstag, le 18 février 1874, où les députés élus viennent apporter leur protestation en face de Bismarck et des Allemands menaçants, furibonds ou gouailleurs). — Louis GILLET. L'art flamand et la France (« en dépit des prétentions allemandes, l'art flamand n'a guère eu de commun avec l'Allemagne que les innombrables emprunts que celle-ci lui a faits; au contraire, c'est avec la France que l'unissent des rapports séculaires et ininterrompus »; suit le développement de ces rapports pendant tout le moyen âge et jusqu'à nos jours). — R. DE LA SIZERANNE. Une violation de neutralité au XVIe siècle. César Borgia à Urbino. III. La restauration (la mort d'Alexandre VI, 17 août 1503, ramène Guidobaldo dans sa capitale; quant à César, il réussit à rentrer en grâce auprès de son ennemi, mais pour succomber à son tour aux savantes intrigues du nouveau

pape Jules II ; celui-ci trouve le moyen de se délivrer de Borgia, en gardant d'ailleurs pour l'Église les conquêtes opérées par l'astucieux et criminel duc de Valentinois. Jugement sur César Borgia). — Ernest DAUDET. Soixante années du règne de Romanoff, 1821-1881. III. Alexandre II. — Henry BIDOU. Les batailles de la Somme. II. 14 juillet-15 octobre 1916. — André BEAUNIER. Chateaubriand et les sauvages (à propos de l'étude de Gilbert Chinard sur l'exotisme dans l'œuvre de Chateaubriand. Montre avec quelle poésie Chateaubriand a su utiliser les sources imprimées où il puisait ses récits souvent imaginaires. S'il n'a pas vu tous les pays qu'il décrit, il a d'autre part créé un monde de rêve où il se complut toute sa vie ; il peint un désert vertueux parcouru par de bons sauvages au milieu duquel il croyait retrouver la liberté bannie de France). = 15 mai. Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et ses amis. III. Alfred de Musset (fin ; intéressant ; beaucoup de lettres inédites. Notables corrections aux souvenirs de P. de Musset sur son illustre frère. Buloz, qui a vécu pendant trente ans en fort bonne intelligence avec Alfred, parle de lui, dans ses lettres, en des termes que l'histoire devra retenir). — GAILLY DE TAURINES. La protestation de l'Alsace-Lorraine en 1874 ; II (après la retentissante protestation du député Teutsch, l'évêque de Strasbourg, Mgr Ræss, qui avait accepté d'abord de se joindre aux autres députés protestataires, fit défection ; il déclara qu'il n'avait « nullement l'intention de mettre en question le traité de Francfort ». Cette défection avait le caractère d'une véritable trahison à l'égard de ses collègues ; même il eut l'imprudence d'ajouter qu'il parlait « au nom de ses coreligionnaires », ce qui lui attira de nombreuses et véhémentes protestations de la part de ces derniers et notamment des autres députés catholiques, laïcs et prêtres. Heureusement, l'attitude de l'évêque de Metz, Mgr Dupont des Loges, sauva l'honneur du clergé compromis par cette lamentable palinodie. Montre comment furent accueillies la protestation de Teutsch et la déclaration de Ræss dans la presse, en France, en Allemagne et à l'étranger. Noble attitude des députés polonais qui refusèrent de voter l'annexion « parce que », disaient-ils, « nous nous refusons à empiéter sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »). — Jérôme et Jean THARAUD. La foire de Rabat. III. Images anciennes et modernes. — Louis DE LAUNAY. Pierre Duhem. L'énergétique et la science du moyen âge. — Contre-amiral DEGOUY. Zeebrugge et Ostende. La première opération sur le front nord (l'entrée du canal maritime de Bruges obstruée ; celle du port d'Ostende le sera plus tard à son tour et l'a été en effet). — Jean DORMIS. Un poète serbe : Miloutine Boïtch. — Henry BIDOU. Les batailles de la Somme. III. L'offensive allemande de 1918, 21 mars-10 avril (recul de la Ve armée britannique du 21 au 30 mars, qui entraîna celui de la IIIe armée française ; la relève successive des troupes anglaises par cette IIIe armée permet de boucher l'un après l'autre les trous ouverts par l'ennemi qui est finalement arrêté le 1er avril sur le front d'Arras jusqu'à l'Oise. « En trois semaines, cette bataille avait

consommé plus de divisions allemandes que celle de 1916 en trois mois). = 1er juin. Georges GOYAU. L'unité belge et l'Allemagne (la Belgique est un pays bilingue, mais le peuple belge n'a qu'une âme, forgée par l'histoire, les arts, la guerre. L'invasion allemande a consacré l'unité belge). — André BELLESSORT. Le nouveau Japon. IV. De Tokyo à Séoul (Japonais et Coréens; derniers temps de l'indépendance coréenne et transformation de la Corée par le Japon). — René PICHON. Les Tchèques contre l'Allemagne (l'hostilité des Tchèques est pour l'Autriche une menace perpétuelle; elle forme un obstacle incessant à l'action militaire et politique de l'Austro-Allemagne. Elle n'a pu se manifester par un soulèvement à main armée, mais elle a pris la forme autrement redoutable d'une « révolution perlée »). — Jean LARTIGUE. Dans les Flandres, 1914-1915. Notes d'un combattant.

20. — La Revue de Paris. 1918, 1er avril. — J. B. CARTER. La cathédrale du sacrifice (notes de voyage sur la France, que l'auteur, directeur de l'École américaine d'archéologie de Rome, traversa en 1916 et 1917 et où il vint faire des conférences; il admire le courage tranquille des Français et la joie confiante que leur apporte l'aide américaine. « Voilà comment, jour après jour, ils [les Français] construisent leur cathédrale; ils la construisent dans la même plénitude de joie spirituelle qu'il y a bien longtemps François, celui d'Assise, avait restauré Saint-Damien »). — Frank L. SCHOELL. La propagande allemande en Suisse française. II. Les procédés (grande ingéniosité dans l'exploitation du mensonge et du démarquage. A noter le livre d'une journaliste américaine, Miss Ray Beveridge : « Meine lieben Barbaren », qui est rempli d'inventions grossières ou ridicules; ce qu'elle raconte de l'hôpital des frères de la Miséricorde à Coblence et du camp d'officiers à Heidelberg est nettement contredit par l'auteur de l'article, qui était à Coblence et à Heidelberg lors de ses deux visites. Malgré tout, « la doctrine de la paix à tout prix a fait quelque progrès en Suisse depuis 1916 » ; mais ce n'est point à la propagande allemande qu'est dû ce résultat; il faut l'attribuer à la lassitude produite par la guerre et les restrictions qu'elle entraîne, et à l'influence exercée sur des âmes sensibles par les pathétiques objurgations de ceux qui planent au-dessus de la mêlée. Quant à la propagande française en ce pays, elle a été pour ainsi dire nulle). — Ernest LÉMONON. L'opinion italienne et l'émigration (des conditions auxquelles le courant de l'émigration italienne pourrait être détourné d'Allemagne en France, où la main-d'œuvre fera pendant si longtemps défaut). = 15 avril. André CHEVRILLON. Au Mahgreb; I (étonnante transformation accomplie au Maroc pendant ces quatre ou cinq dernières années par la méthode d'occupation française). — UNE INFIRMIÈRE. Le printemps serbe à Corfou; I (souvenirs sur les Serbes soignés à Corfou dans les hôpitaux français en 1916). — Henri GRAPPIN. Le centenaire de Kosciuszko en Pologne prussienne (Kosciuszko est mort en Suisse le 15 octobre 1817. La manière dont ce centenaire a été honoré par les Polonais des régions

soumises à la Prusse montre que ces Polonais ne se sont en aucune façon résignés à leur malheureuse destinée). — Auguste DUPOUY. Pêcheurs et patrouilleurs de l'Océan (dans les mers de Bretagne). — André SPIRE. Le Sionisme (déclaration du gouvernement anglais « sympathisant avec les aspirations juives sionistes » du 2 mars 1917; le président Wilson y adhère le 9 janvier 1918, puis la France, qui précise, le 9 février, son attitude « tendant à créer pour les Juifs en Palestine un foyer national ». Joignez une note officielle du gouvernement de la République, 2 décembre 1917, indiquant la répartition des zones d'influence en Syrie : « Les rôles que la France et la Grande-Bretagne espèrent jouer sont ceux de guides vers un avenir meilleur ou d'arbitres entre les religions ethniques, de conseillers amicaux, les uns dans le Nord, les autres dans le Sud... C'est seulement au moyen de l'unité, en abolissant les discordes engendrées par le régime turc, que les habitants de la Syrie pourront réaliser cet avenir splendide auquel leur donnent droit leurs souffrances passées et leur confiance obstinée dans la destinée de leur pays »). = 1er mai. Commandant Henri MICHEL. L'organisation de la victoire. — André CHEVRILLON. Au Maghreb. II. Marrakech; suite (description des tombeaux saadiens, etc.). — X. Lettres filiales d'un soldat (très intéressant; il y est d'ailleurs à peine question de la guerre elle-même, bien que X ait combattu à la Marne, qu'il ait été blessé, qu'il ait ensuite voulu être renvoyé en première ligne comme médecin auxiliaire. Tué en Argonne, décembre 1916). — UNE INFIRMIÈRE. Le printemps serbe à Corfou; suite et fin (départ des Serbes; l'hôpital est transféré à Salonique et les infirmières rentrent en France). — Jules BERTAUT. L'anglicisme en France sous la Restauration. — Commandant WEIL. Marie-Louise à Parme (publie un rapport adressé de Turin, le 3 octobre 1883, par le baron de Barante, ambassadeur de France près la cour de Sardaigne et en même temps ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près Marie-Louise, duchesse de Parme, au ministre des Affaires étrangères de France. Détails intéressants sur l'administration du duché, ainsi que sur la personne même de l'archiduchesse, qui « parlait volontiers » de la France, « mais sans attacher aucune impression forte et personnelle. . Il eût été difficile de lui parler de l'empereur Napoléon; rien dans son palais ne le rappelle... Elle s'est entourée davantage des souvenirs de son fils, mais rien n'indique en elle une douleur profondément sentie »). — Auguste GÉRARD. Les tentatives d'influence allemande en Angleterre (dans la littérature; Carlyle, qui reste profondément anglais sous son vêtement allemand; Chesterton et Ford M. Hueffer).

21. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances. 1917, septembre-octobre. — Antoine THOMAS. Le nom de fleuve « Aude » (contrairement à une opinion émise par M. Rouzaud, le mot « Aude » vient bien du latin *Atax*, comme leude vient de *licita*, deume de *decima*). — M. PILLET. L'expédition scientifique et artistique de Mésopotamie et de Médie (en 1851; elle était dirigée par

Fresnel, qui s'était attaché Oppert, Thomas et Perreymond; elle reconnut le site de la Babylone antique, fixa l'emplacement du « palais des Merveilles »; Fresnel et Perreymond furent emportés par les fièvres et sont enterrés à Bagdad). — Ed. Cuq. Un second papyrus byzantin sur l'apokéryxis (c'est la coutume grecque autorisant le père à chasser de sa maison l'enfant qui manque gravement à ses devoirs envers lui, à l'exclure de sa famille et de sa succession, à lui défendre de porter son nom patronymique; on a publié au t. III des « Papyrus du musée du Caire » six fragments d'un acte de ce genre rédigé en 569 par le notaire d'Antinoé, Dioscore; analyse et explication de ces fragments).

22. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux. 1918, avril. — Charles Benoist. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité. La « Ceinture dorée ». L'arrondissement de Saint-Malo (généralités sur cet arrondissement; description de Saint-Malo par l'intendant Nointel, Expilly et Ogée, dont les deux derniers copient le premier). — Henri Welschinger. Les vues politiques du prince de Bülow sur la France et l'Angleterre (compare les deux éditions de la « Politique allemande » de l'ex-chancelier, celle de 1914 et de 1917; à suivre). — Imbart de la Tour. Un canton de France pendant la guerre (il s'agit d'un canton du Morvan; lecture faite à la séance publique annuelle des cinq Académies). — E. Rodocanachi. Notes secrètes de la police autrichienne de Venise sur Byron, Lamennais, Montalembert et Alexandre Dumas (tirées des archives d'État de Milan, palais Sforza). — Paul Nourrisson. L'influence du cinématographe sur la jeunesse. = Mai. Henri Welschinger. Les vues politiques du prince de Bülow sur la France et l'Angleterre; suite (« dans les relations politiques avec l'Angleterre, comme avec la France et la Russie, la diplomatie allemande a manqué de légèreté et de finesse. Elle a été lourde et brutale, et les effets qui ont suivi ne doivent étonner personne, pas même les Allemands, s'ils daignent y réfléchir »). — Jacques Flach. La participation militaire du Japon et ses intérêts vitaux (rappelle l'attitude du Japon depuis le début de la guerre et croit que les intérêts vitaux de ce pays exigent sa pleine coopération militaire avec les Alliés contre l'impérialisme allemand). — Gaston Cadoux. La statistique et la réparation des dommages de la guerre (réparations en nature et en argent que l'on peut exiger de l'Allemagne). — E. de Guichen. Les relations politiques russo-allemandes du XIXe au XXe siècle (communauté de sentiments entre Berlin et Pétersbourg sous Napoléon Ier; la convention de Tauroggen; caractère cordial des rapports russo-prussiens sous la Restauration et la monarchie de Juillet; la neutralité de la Prusse évita à la Russie en 1854 la formation d'une coalition européenne; rôle d'Alexandre II en 1870; l'alliance des trois empereurs; formation de l'alliance franco-russe).

23. — Annales de Bretagne. 1918, avril. — Lucien Guillou.

André Vanderheyde, courtier lorientais, et ses opérations, 1756-1765; suite (renseignements sur la navigation; relations avec les Antilles et les possessions de la Compagnie de l'Orient; le cabotage; vente et construction de navires). — Léon DUBREUIL. Révolutionnaires de Basse-Bretagne : Jean-Marie Baudouin de Maison blanche; fin (après fructidor, il devint président de l'administration départementale des Côtes-du-Nord; après brumaire, il entra au Conseil de préfecture, donna sa démission en fructidor an XIII et mourut à Lannion le 6 décembre 1862). — Louis DE LAIGUE. Nantes à l'époque gallo-romaine; suite (le site de la ville, les monuments; on connaît l'existence d'un temple, d'un tribunal et d'un portique; la basilique chrétienne chantée par Fortunat). — La métropole de Bretagne; suite (voir *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 372). — Jean ALLENOU. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol; suite (le travail complet a paru en volume dont il sera rendu compte). — G. DOTTIN. Louis Eunius ou le purgatoire de saint Patrice; suite. — H. REBILLON. Bibliographie bretonne, année 1912 à 1915 (compléments) et 1916.

24. — Annales du Midi. 1917, juillet-octobre. — J. CALMETTE. Le siège de Toulouse par les Normands en 864 (cherche à déterminer, avec plus de précision que ne l'avaient fait avant lui MM. Levillain et Lot, le rôle joué dans ce siège par le roi Pépin II, allié aux Normands, Charles l'Enfant, fils de Charles le Chauve, et Humphroi, marquis de Gothie). — Clovis BRUNEL. Opuscules provençaux du XVe siècle sur la confession. — Antoine THOMAS. Bernard de Panassac et Guillaume « de Villaribus », d'après des documents nouveaux (détails nouveaux sur Bernard de Panassac, un des fondateurs des jeux floraux, sa fille « Albria » et son gendre Guillaume « de Villaribus » ou « de Villers »). — ID. Le nom du fleuve « Aude » (ce nom vient certainement du latin « Atacem » ou « Atace », avec lequel la Cesse, affluent de l'Aude, n'a rien à voir). — H. GRAILLOT. Contribution à l'histoire de l'art méridional (six documents relatifs à la cathédrale Saint-Étienne de Toulouse, 1453-1531). = C.-rendus : *Jean de Jaurgain.* L'évêché de Bayonne et les légendes de saint Léon (beaucoup d'erreurs de détail, mais fournit quelques données nouvelles sur des points secondaires). — *Bligny-Bondurand.* Inventaire sommaire des archives départementales du Gard antérieures à 1790. T. VI : Suppléments des séries civiles, C, D, et religieuses, G, H (important). — *Aug. Puis.* Les lettres de cachet à Toulouse au XVIIIe siècle, d'après les documents conservés aux archives départementales (bon).

25. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 1918, 1er et 2e trimestres. — Chanoine REQUIN. Elzéar Genet, dit il Carpentrasso (maître de chapelle du pape Léon X, mort en Avignon le 14 juin 1548; il fut le prédécesseur de Palestrina; en appendice, son testament et son acte de décès; le chanoine Requin, auteur de cet article et de deux volumes remarquables sur l'imprimerie à Avignon et en Provence au XVe siècle,

est mort en 1917). — Adrien MARCEL. Le menuisier Antoine Peirol et ses « Noëls provençaux » (Peirol naquit en Avignon le 3 avril 1709 et y mourut le 19 juillet 1779; appréciation et bibliographie de son œuvre). — Dr COLOMBE. La chapelle pontificale « du Nord » annexée à la Métropole (elle fut bâtie par Jean XXII sur l'emplacement de l'église paroissiale de Saint-Étienne et agrandie par Benoît XII; c'est aujourd'hui la grande salle des archives; étude minutieuse, appuyée sur les documents, de ses transformations et destinations successives).

26. — Revue africaine. 1918, 1er trimestre, no 294[1]. — Jérôme CARCOPINO. Les « castella » de la plaine de Sétif (d'après une inscription découverte à Kherbet-Aïn-Soltane, dont le nom ancien est donné : *Castellum Citofactense;* les murs du castellum furent élevés en 227 ap. J.-C., sous Sévère-Alexandre; il semble que sous ce règne toute la région ait été fortifiée). — J. DESPARMET. Ethnographie traditionnelle de la Mettidja. Le calendrier folklorique. Chap. I : Les heures; chap. II : La nuit (à suivre). — Gabriel ESQUER. Quelques à-côtés de l'expédition d'Alger (l'auteur avait réuni de nombreux documents pour une histoire de la prise d'Alger; la guerre l'a obligé de remettre la publication de l'ouvrage; il en donne ici quelques fragments : L'expédition d'Alger et les puissances méditerranéennes; Inventeurs, faiseurs de projets, volontaires; Lettres de marins qui ont pris part à l'expédition; L'expédition d'Alger et l'imagerie populaire). — Georges YVER. L'invasion hilâlienne (il s'agit de la seconde invasion arabe dans la seconde moitié du XIe siècle; elle devait « arabiser » la Berbérie; d'après le livre de G. Marçais). — G. MARÇAIS. Note sur l'épitaphe d'un savant tlemcénien, Aboû Moûsâ, « fils de l'Imâm » (il mourut le 5 juin 1349 de la grande peste qui dévastait la Berbérie en même temps que l'Europe). — Dr Gabriel COLIN. Deux inscriptions arabes du musée de Mustapha (l'une d'entre elles, d'ailleurs incorrecte, annonce la construction d'une caserne en 1835-1836, le maréchal Clauzel étant gouverneur). = C.-rendus : *René Basset.* Mélanges africains et orientaux (a eu raison de réunir ces articles). — *Eug. Cavaignac.* Histoire de l'antiquité; 3 vol. (les quelques chapitres sur l'Afrique sont d'une brièveté parfois audacieuse). — *Henri Dugard.* Le Maroc en 1917 (collection d'articles sur des questions d'actualité). — Journal de l'ambassade de Suleïman Aga à la cour de France, janvier-mai 1777, rédigé par *Ruffin,* interprète du roi, publié par *Marthe Conor* et *Pierre Grandchamp* (détails pittoresques). — *E. Montet.* Études orientales et religieuses (se rapportent surtout à Israël et à l'Islam; études très remarquables réunies par la Faculté de théologie de Genève pour fêter les trente années d'enseignement de l'auteur).

27. — Revue de l'Anjou. 1917, septembre-octobre. — E.-G. LEDOS.

1. La *Revue africaine* réapparaît avec le n° 294 après avoir été suspendue depuis le début des hostilités. Nous avons analysé le n° 293 (2e trimestre de 1914) à notre t. CXVIII, p. 397.

Joseph Denais, écrivain et journaliste angevin; suite et à suivre. — G. Grassin. Angers et l'Anjou pendant la guerre; suite (septembre 1916). = C.-rendu : *Brutails*. Pour comprendre les monuments de France (excellent). = Novembre-décembre. Brassart. L'école nationale d'arts et métiers d'Angers pendant la guerre (les locaux, privés des élèves, ont été occupés par plusieurs organisations dépendant soit du service de santé soit de ceux de l'armement ou de la rééducation professionnelle; cite des carnets de prisonniers allemands soignés dans l'hôpital temporaire). — L. Rolland. Nos prisonniers en Allemagne (l'auteur, fait prisonnier le 11 juillet 1916, a été récemment rapatrié comme sanitaire; récit d'un témoin). — E.-G. Ledos. Joseph Denais, écrivain et journaliste angevin; suite. — G. Grassin. Angers et l'Anjou pendant la guerre; suite (octobre 1916).

28. — **Revue de Saintonge et d'Aunis**. 1918, février. — Jules Sottas. François d'Épinay-Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage (pendant près de deux années, entre 1583 et 1585, Saint-Luc fit de Brouage le centre d'un véritable complot ligueur; récit de ses intrigues; à suivre). — F. Uzureau. Une abbesse d'Angoulême guillotinée à Angers (Marie-Françoise de Civrac, guillotinée avec sa femme de chambre le 9 décembre 1793). — J. Depoin. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes; suite (que l'ancien évêque de Saintes, Grégoire, est devenu évêque de Nîmes, 688-691; Agneberat, évêque de Saintes, en 673; l'évêque missionnaire breton saint Macout; légendes saintongeaises sur lui). — Ch. Dangibeaud. Minutes de notaires; suite (lettre *L*). = Avril. Jean le Saintongeais. Saint Germier, sous-diacre de Saintes et évêque de Toulouse (examine les assertions de la Vie latine de saint Germier et essaie de prouver à l'aide de corrections et d'hypothèses qu'elles sont historiques). — Jules Sottas. François d'Épinay-Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage; suite (étude fouillée; beaucoup de documents inédits). — J. Depoin. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (traditions armoricaines sur Macout; tente de sauver contre M. F. Lot quelques assertions des vies de saint Macout ou saint Malo; le culte de saint Macout à Saintes). = Document : Bail pour la fourniture du pain et paille aux prisonniers de la ville de Saintes adjugé à Pierre Gravouil, boulanger (19 mars 1734). — Ch. Dangibeaud. Minutes de notaires; suite (Lebrethon-Legouis). — = C.-rendu : *Louis Bréhier*. L'art chrétien (excellent).

29. — **Revue historique de Bordeaux**. 1918, janvier-mars. — B. Saint-Jours. Porge, nom de lieu et substantif commun (« porge » veut dire en gascon, non pas, comme on l'a dit, cimetière, mais porche d'église. Le nom a été donné à une commune du canton de Castelnau-de-Médoc : Saint-Seurin-du-Porge. On a prétendu que l'ancienne église du Porge a été, depuis le XVIe siècle, complètement recouverte par les sables. Erreur; l'église actuelle du Porge remonte au moins au

XIVe siècle). — Paul COURTEAULT. La vie des foires bordelaises; suite et fin (seconde moitié du XVIIIe siècle). — André VOVARD. Trois conspirateurs en 1814 (le comte Lynch, maire de Bordeaux, et ses deux adjoints, Both de Tauzia et Chastenet de Puységur, que les royalistes surent, sans trop de peine, gagner à leur cause).

30. — La Revue savoisienne. 1918, 1er trimestre. — Ch. GORCEIX, M. LE ROUX et L. MORET. Histoire géologique de la formation des gorges du Fier. — Fr. MIQUET. Deux entrées en possession (du domaine de Montrottier, en 1789, et de nos jours, où il a été légué à l'Académie florimontane). — Chanoine REBORD. Attentats contre les églises et les personnes ecclésiastiques du diocèse de Genève (vols de calices, voies de faits contre des prêtres par des bandes de brigands dans la seconde moitié du XVIIIe siècle). — G. LETONNELIER. Voltaire et la Savoie; I (en 1755, il s'était établi sur la rive suisse du lac Léman; ce qu'il dit de la beauté de la Savoie). — Fr. MIQUET. En Savoie avant la Révolution (liste des intendants généraux et des intendants particuliers du Chablais, Faucigny, Genevois, Maurienne et Tarentaise au XVIIIe siècle; les clochers élevés dans le Genevois au XVIIIe siècle; la ferme du tabac). = C.-rendus : *F. Marulaz*. Le baron J.-F. Marulaz; 2e édition (excellente biographie). — *M. Gonzaga* et *C.-A. Gerbaix de Sonnaz*. I generali Ettore e Giuseppe di Gerbaix di Sonnaz (le premier, 1787-1867, le second, 1828-1905, généraux dans les armées sarde et italienne).

CHRONIQUE.

Nous devons nous excuser auprès de nos lecteurs du retard apporté à la distribution de notre dernière livraison. Une ligne, dont la censure nous a imposé la suppression (p. 47), nous a obligés de faire un « carton » : d'où perte de temps et d'argent. Nous n'aurions point parlé de cette mésaventure si l'auteur du passage incriminé, M. Joseph Reinach, n'avait reproduit le passage tout entier dans le *Figaro* du 14 juin, sans que la censure ait rien biffé cette fois.

Pourquoi ce qu'on ne pouvait pas dire dans la *Revue historique* a-t-il pu s'imprimer librement dans le *Figaro?*

France. — M. Paul Sébillot, qui est mort à la fin du mois d'avril dernier, était né en 1843 dans le département des Côtes-du-Nord, à Matignon. Il s'adonna d'abord à la peinture et fut l'élève de Feyen-Perrin. De 1870 à 1883, il exposa aux divers salons des paysages maritimes ou terrestres de la Bretagne; mais la péninsule armoricaine n'est-elle pas aussi la contrée où fleurissent les légendes, le pays par excellence du folklore? Sébillot se mit à recueillir et à étudier ces légendes; il fonda la collection « Les littératures populaires » (Paris, Maisonneuve et Cie), qu'il ouvrit par le volume *Littérature orale de la Haute-Bretagne* (1881) et où il devait encore publier : *Traditions et superstitions de la Haute-Bretagne* (t. IX et X, 1882), *Gargantua dans les traditions populaires* (t. XII, 1883), *Coutumes populaires de la Haute-Bretagne* (t. XXII, 1886), *Littérature orale de l'Auvergne* (t. XXXV, 1898), *le Folklore des pêcheurs* (t. XLIII, 1901). C'est son pays natal qui revit aussi dans ses trois séries de *Contes populaires de la Haute-Bretagne* (Paris, Charpentier, 1880-1882), contes des paysans, des pêcheurs, des marins, féeries, facéties, diableries. Avec H. Gaidoz, il entreprit chez Cerf une autre collection : « La France merveilleuse et légendaire », où il fit paraître les *Contes des provinces de France* (1884) et, la même année, en commun avec M. Gaidoz, le *Blason populaire de la France*, où sont relevés tous les sobriquets donnés aux habitants des diverses provinces ou villes. Innombrables presque sont ses brochures et livres; nous devons toutefois citer deux ouvrages publiés avec un certain luxe : *Légendes et curiosités des métiers* (Flammarion, in-4°, s. d.), où sont reproduites beaucoup d'anciennes estampes, puis les *Travaux*

publics et les mines dans les traditions et les superstitions de tous les pays (Rotschild, 420 illustrations et 8 planches hors texte). De 1904 à 1907, il fit paraître chez Guilmoto le grand répertoire : *le Folklore de la France*, où la riche matière est répartie en quatre volumes : le Ciel et la terre, la Mer et les eaux douces, la Faune et la flore, le Peuple et l'histoire. On lui doit aussi des recueils de poésies, la plupart sur des thèmes populaires. Il était membre de la Commission des monuments historiques, où il s'intéressa surtout aux mégalithes; et fut secrétaire général de la Société des traditions populaires; il occupait un haut poste dans l'administration financière. Ainsi, pendant trente-sept années, il s'est livré à des recherches sur le folklore national, particulièrement en Bretagne; il a exploré ce domaine avec passion; il laisse les plus précieux documents et d'excellents livres que l'historien de la France devra toujours consulter pour mieux pénétrer l'âme de la patrie. C. Pf.

— Nous apprenons la mort, à Bastia, de M. l'abbé Louis Letteron : la Corse et l'histoire corse viennent de faire une perte irréparable. Agrégé de l'Université, M. Letteron était arrivé dans l'île en 1880 comme professeur de seconde au lycée de Bastia. Il demeura dès lors attaché à ce pays, dont il fouilla les archives et reconstitua le passé : il a vraiment créé la science des études historiques consacrées à la Corse.

Tout était à faire en cet ordre d'idées. Aucune recherche critique n'avait été entreprise; malgré l'effort de quelques rares chercheurs isolés, l'histoire corse consistait seulement en quelques anecdotes héroïques accrochées aux noms de personnages plus ou moins légendaires. Il fallait déblayer le terrain, éditer des textes, renoncer délibérément aux synthèses plus ou moins brillantes et faciles, se borner à un travail d'investigation patiente, minutieuse, sans gloire et sans éclat. Tâche immense, dont M. l'abbé L. Letteron ne fut pas effrayé. Il commença par fonder, dès 1881, *la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse*, où se rencontrèrent désormais tous ceux qui, à un titre quelconque, s'intéressent au passé de notre grande île méditerranéenne. Non seulement il groupa les bonnes volontés, stimulant les initiatives, fixant les grandes lignes du programme à réaliser et donnant l'impulsion nécessaire, mais il fit à lui seul plus des trois quarts de la besogne. On lui doit les premières éditions critiques des chroniqueurs et annalistes de la Corse : Filippini et Ceccaldi, Giovanni della Grossa et Monteggiani; le texte est sûr, accompagné de notes généralement peu nombreuses et brèves et suivi de tables alphabétiques extrêmement précieuses. Il publie une foule de textes concernant le moyen âge, étudiant l'ancienne organisation religieuse, s'intéressant à la géographie historique et discutant l'emplacement des cités autour de l'étang de Biguglia, qui fut autrefois Chiurlino. Le XVIIIe siècle l'arrête longuement, ainsi que l'époque révolutionnaire et napoléonienne : correspondance des agents de France à

Gênes avec le ministère, lettres du marquis de Cursay, rapports de M. de Lenchères et du comte de Guibert sur la journée de Ponte-Novo, vœux portés à la cour de France par les députés des États de Corse, notamment en 1775 et en 1785, pièces et documents concernant la Révolution (d'après les Archives nationales et les Archives du ministère de la Guerre, ou extraits de l'ancien *Moniteur*), lettres de Napoléon concernant la Corse. Vers la fin seulement, il se risqua à quelques études synthétiques, éléments d'une histoire générale de la Corse qu'il aurait pu écrire et dont il connaissait à merveille toutes les époques. Il composa une *Notice historique sur l'île de Corse depuis les origines jusqu'à l'établissement de l'empire romain* et, quelque temps après, une sorte de dissertation sur *Pascal Paoli avant son élection au généralat (1749-1755)*; ces deux études révèlent une documentation aussi exacte, une méthode aussi sûre. En même temps, il publie dans les journaux une série de notes — qui seront sans doute recueillies par les soins de la Société des sciences historiques — à propos des églises de Bastia, des Jésuites en Corse, des incursions barbaresques, du testament de Paoli, etc.

Les honneurs arrivèrent à ce travailleur infatigable qui ne les recherchait pas. Il fut chanoine honoraire de la cathédrale d'Ajaccio, correspondant du ministère de l'Instruction publique et de la Société d'histoire de Gênes, chevalier de la Légion d'honneur.

L'un de ses derniers travaux est consacré aux Sociétés savantes de Bastia. En disant ce qu'avait été l'Académie des *Vagabonds*, reconstituée en 1749 par le marquis de Cursay, en signalant les efforts entrepris par M. de Vignolle et le chevalier Eymard, préfets de la Restauration, pour donner aux Corses une sorte de foyer intellectuel, il écrivait l'histoire des tentatives faites avant lui pour créer cette Société des sciences historiques à laquelle son nom demeurera attaché. C'est là, dans ce groupement qui était son œuvre et qu'il dirigea jusqu'à sa mort, que son souvenir sera le plus affectueusement conservé et que ses travaux seront le plus efficacement continués. Car nul n'aura été plus Corse que ce Français qui n'était pas né en Corse, et c'est seulement en suivant son exemple et en profitant de ses leçons que la science de l'histoire corse — pleine encore d'obscurités et de contradictions — pourra achever de se constituer. L. V.

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert à M. Pierre DE NOLHAC : *Histoire du château de Versailles*, et le second à M. DRIAULT : *Napoléon et l'Europe;* le prix Broquette-Gonin à M. Émile MÂLE : *l'Art religieux au moyen âge*. Elle a partagé le prix Thérouanne entre MM. le baron BEYENS : *l'Allemagne avant la guerre*, B. AUERBACH : *les Races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, Camille-Georges PICAVET : *les Dernières années de Turenne*, et Émile SAGERET : *le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*. Elle a partagé le prix Bordin entre

MM. Albert MONOD : *De Pascal à Chateaubriand;* Léon ROSENTHAL : *Du romantisme au réalisme;* Édouard GUYOT : *l'Angleterre, sa politique intérieure*, et P. VAN TIEGHEM : *Ossian en France.* Sur les fonds du prix Marcellin Guérin, diverses attributions ont été faites en faveur de MM. Marcel ÉTÉVÉ : *Lettres d'un combattant, août 1914-juillet 1916;* Maurice GENEVOIX : *Nuits de guerre. Sous Verdun : août-octobre 1914;* Charles DE ROUVRE : *l'Amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux.*

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a donné une partie du prix Bordin à M. André BLUM : *l'Estampe satirique en France*, et à l'abbé Ch. GUÉRY : *Histoire de l'abbaye de Lyre;* elle a partagé le prix J.-J. Berger entre MM. WICKERSHEIMER : *Commentaires de la Faculté de médecine de l'Université de Paris*, COYECQUE : *Recueils d'actes notariés relatifs à l'histoire de Paris au XVIe siècle*, A. VIDIER : *les Marguiliers laïcs de Notre-Dame*, Léon DOREZ : *la Faculté de décret à l'Université de Paris au XVe siècle*, l'abbé CLERVAL : *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris*, Paul LACOMBE : *Anciens livres des rues de Paris imprimés aux XVe et XVIe siècles*, LECESTRE : *Notice sur l'arsenal de Paris jusqu'à la mort de Henri IV*, Camille BERNARD : *Restitution des thermes de Lutèce;* le prix Fould entre MM. G. MILLET : *Recherches sur l'iconographie de l'Évangile aux XIVe-XVIe siècles*, et Louis BRÉHIER : *l'Art chrétien, son développement iconographique, des origines à nos jours;* le prix Lefebvre-Deumier entre MM. PUECH : *les Apologistes chrétiens au second siècle*, DUSSAUD, pour l'ensemble de ses études sur l'histoire des religions, F. PICAVET : *Essai sur l'histoire générale des philosophes au moyen âge.* Pour le concours des antiquités de la France, l'Académie a décerné la première médaille à M. DE SAINT-VENAND : *Dictionnaire topographique, historique, biographique, généalogique et héraldique du Vendômois*, et la deuxième médaille à l'abbé G. MOLLAT : *Étude critique sur les* Vitæ paparum Avenionensium *d'Étienne Baluze.* Le prix Brunet a été attribué à MM. Henri HAUSER : *Sources de l'histoire de France, 1494-1610*, Louis LOVIOT : *Auteurs et livres anciens, XVIe et XVIIe siècle*, Pierre LE VERDIER : *l'Atelier de Guillaume le Tailleur, premier imprimeur rouennais.* Le prix Prost a été attribué à M. LE GERMAIN DE MAIDY, archéologue à Nancy, pour l'ensemble de ses travaux. Le premier prix Gobert a été attribué à M. Jules VIARD : *les Journaux du trésor de Charles IV le Bel*, et le second au baron LE BARROIS D'ORGEVAL : *le Tribunal de la Connétablie de France du XIVe siècle à 1790.*

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Jean Reynaud à l'ouvrage de M. Paul VIDAL DE LA BLACHE intitulé : *la France de l'Est;* elle a attribué le prix Le Dissez de Penanrun aux *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et*

de l'industrie en France, publiés sous la direction de M. Jules HAYEM.

— Nous signalons l'apparition d'une nouvelle revue mensuelle : *les Études franco-grecques* (directeur : M. Léon Maccas ; administration chez Berger-Levrault ; prix de l'abonnement : 20 fr.). La Revue se propose « de consolider et de resserrer les liens politiques, économiques et intellectuels qu'une longue tradition, l'intérêt commun et la ressemblance de leurs aspirations ont noués autour de la France et de la Grèce ». Le premier numéro, avril 1918, réunit les noms d'A. GAUVAIN, La Grèce et l'Europe ; de R. PUAUX, Les persécutions bulgares en Macédoine ; J. GRYPARIS, Notes sur la politique bulgare, 1892-1917 ; L. MACCAS, La Grèce et la question d'Orient. Dans le second numéro, mai 1918, mentionnons les articles de G. LACOUR-GAYET, Hellénisme et roumanisme ; Y. GUYOT, La marine marchande grecque ; VULCANUS, L'avenir industriel de la Grèce ; L. MACCAS, La littérature bulgare. — Des correspondants envoient des lettres de Londres, d'Athènes, de Salonique et de Suisse. On analyse les articles sur la péninsule des Balkans parus dans les principaux journaux et les derniers livres sur la question grecque.

Allemagne. — L'éminent orientaliste Julius WELLHAUSEN, professeur à l'Université de Gœttingen, est mort récemment à l'âge de soixante-treize ans.

Danemark. — L'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark a mis au concours une Étude sur l'historiographie en Danemark et en Norvège pendant le XVIIe siècle et au début du XVIIIe jusqu'au moment où commence la production historique de Gram et de Holberg et un Exposé de l'histoire de la philologie classique en Danemark, depuis l'introduction de la Réforme jusqu'au temps de Madvig. Les manuscrits peuvent être rédigés en l'une des langues scandinaves, en anglais, en allemand, en français ou en latin ; ils devront être adressés avant le 31 octobre 1919 au secrétaire de l'Académie, M. Knudsen, professeur à l'École polytechnique de Copenhague.

États-Unis. — M. Henry ADAMS est mort le 27 mars 1918, âgé de quatre-vingts ans. Il était fils de Charles Francis Adams, ancien ministre des États-Unis en Angleterre. Il fut, de 1870 à 1877, « assistant professor » d'histoire à l'Université Harvard, où il introduisit la méthode allemande du « séminaire historique ». On lui doit un volume très remarqué d'*Essays in anglo-saxon law* (1876), des *Documents relating to New England federalism* (1877), une Vie d'Albert Gallatin (1879), enfin un ouvrage considérable : *History of the United States during the administration of Jefferson and Madison* (9 vol., 1889-1891). Il a raconté lui-même sa vie dans un brillant volume : *The education of Henry Adams*, qui n'est pas dans le commerce, mais qui mérite de prendre rang parmi les chefs-d'œuvre de la littérature autobiographique (cf. *American historical Review*, 1918, p. 715).

— On annonce la mort d'un des plus grands compilateurs d'histoire de notre temps : Hubert Howe BANCROFT. Il était né à Granville (Ohio) le 5 mai 1832. Tout en dirigeant une maison d'édition à San-Francisco, il réunit une grosse collection de livres et de manuscrits sur la région côtière du Pacifique, puis il entreprit de raconter l'histoire de chacun des États de l'Union après avoir fait opérer un dépouillement systématique de tout ce qui avait été écrit ou imprimé, en Amérique ou ailleurs, sur l'Amérique du Nord : *West-american historical series*, 39 volumes qui parurent de 1875 à 1887. Ce n'est pas là de l'histoire, mais seulement des matériaux que d'autres ont utilisés ou utiliseront. On lui doit encore : *The natives race of the Pacific states of North America* (5 vol., 1875), une *History of the Pacific states of North America*, t. I, 1501-1530 (1883), et des souvenirs : *Retrospective, personal and political* (1912).

— En avril 1917, aussitôt après que les États-Unis furent entrés dans la guerre mondiale, fut institué un « Bureau du service historique » (National Board of historical service). Sous la présidence de M. E. B. Greene, professeur à l'Université d'Illinois, il se propose d'étudier comment il importe de réorganiser l'enseignement de l'histoire dans quatre départements principaux : Antiquité, Europe, Angleterre et Amérique. Un comité spécial a été chargé de diriger chacun de ces quatre départements. On peut en suivre les travaux dans *History teachers' Magazine*, où les études sur la guerre occupent une place de plus en plus considérable.

Italie. — Le 12 mars 1918, est mort à Turin le baron Antonio MANNO. Il était né dans cette même ville en 1834. Son père, le baron Giuseppe, était un personnage notable dans le royaume du Piémont, et c'est à lui qu'Antonio consacra l'un de ses premiers écrits historiques : *Cenno biografico del barone Giuseppe Manno* (1868). Après avoir servi pendant plusieurs années dans l'armée, où il parvint au grade de capitaine d'artillerie, il se tourna vers l'histoire de la monarchie de Savoie. Sur le siège de Turin en 1706, il publia divers documents et relations, parus en 1878 et en 1883, et une *Bibliografia dell' assedio di Torino dell' anno 1706* (1909). On lui doit encore des *Informazioni del ventuno in Piemonte*, d'après des papiers inédits de Charles-Albert, de Cesare Balbo, etc. (1879), et des *Relazioni diplomatiche della monarchia di Savoia, 1559-1814* (1888). Outre une *Bibliografia di Chambéry* (1891), il compila une très utile *Bibliografia storica degli stati della monarchia di Savoia* qui ne comprend pas moins de neuf volumes (1884-1913). Membre de l'Académie des sciences de Turin, il dressa un *Repertorio bibliografico* de ses publications (1883). Commissaire royal de la « Consulta araldica italiana », il donna en 1895 un *Dizionario feudale degli antichi stati continentali della monarchia di Savoia, 1720-1797*, et *Il patriziato subalpino*. Il était sénateur du royaume.

Pays-Bas. — Nous devons signaler deux volumes de M. W.-F. Treub, actuellement ministre des Finances : *Oorlogstijd en Indrukken* (Amsterdam, Johannes Müller, 1917) et *De economische toestand van Nederland* (Haarlem-Amsterdam, 1917). L'auteur les a écrits au temps où il était démissionnaire ; ils sont d'un intérêt majeur pour l'histoire de la Hollande pendant la guerre et pour l'avenir de ce pays. On ne saurait trouver un meilleur guide si l'on tient à se renseigner sur la situation extrêmement difficile et délicate d'un pays neutre bloqué presque de toutes parts par des belligérants. N. J.

Pologne. — On annonce la mort de Vincent (Wincenty) Zakrzewski, historien polonais, né en 1844 en Pologne (russe), professeur à l'Université de Cracovie depuis 1872, membre de l'Académie des sciences et des lettres de Cracovie. On lui doit une « Histoire de la Réforme en Pologne » (Léopol, 1870), « les Rapports du Saint-Siège avec Ivan le Terrible » (1872), « Après la fuite du roi Henri Valois, 1574-1575 » (1878), « le Roi Étienne Batory » (1887). Il est aussi l'auteur d'un « Manuel d'histoire générale pour les écoles secondaires » (de la Galicie) en trois parties. S. P.

ERRATA.

Page 199, ligne 2, *au lieu de :* Fappolet, *lire* Tappolet.
— 199, — 3, — Ganchat, — Gauchat.
— 199, — 26, — père, — frère.
— 200, — 5, — Dün, — Dürr.
— 200, — 22, — Bahler, — Bæhler.
— 200, — 33-36, *lire* les copies, conservées aux Archives fédérales, des dépêches des agents de Louis XIV en Suisse et à Genève; il a ignoré que la plupart de celles-ci ont été publié par M. L. Cramer.
— 201, — 12, *au lieu de :* R.-L. Ganchat, *lire* M.-L. Gauchat.

Les fréquentes interruptions postales avec la Suisse ne nous ont pas permis de recevoir à temps les épreuves corrigées par notre collaborateur, qui ne saurait être tenu pour responsable de la longueur inusitée de ces errata.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Boigey (Dr *Maurice*). L'élevage humain, 138.
Combe (Dr *A.*). Comment se nourrir en temps de guerre, 138.
Constant (*Benjamin*). L'esprit de conquête, 354.
Delbos (*Victor*). Figures et doctrines de philosophes, 137.
Herrick (*Robert*). La décision mondiale, 355.
Louis (*Paul*). Trois péripéties de la crise mondiale, 354.
Muir (*Ramsay*). Nationalisme et internationalisme, 353.
Naumann (*Friedrich*). L'Europe centrale (Mittel-Europa), 130.
Weimann (*Charles*). France et Allemagne. Les deux races, 356.
Young (*G. F.*). East and West through fifteen centuries, 44-1453, 307.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

Gernet (*Louis*). Recherches sur le développement de la pensée juridique et morale en Grèce. Étude sémantique, 336.
Zeiller (*Jacques*). Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'empire romain, 117.
— Paganus; étude de terminologie historique, 120.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

Allier (*Raoul*). Les Allemands à Saint-Dié, 27 août-10 septembre 1914, 358.
Barthou (*Louis*). Sur les routes du Droit, 139.
Beck (*James M.*). La guerre et l'humanité, 353.
Benjamin (*René*). Les rapatriés, 365.
Delvert (capitaine). Quelques héros, 140.
Driault (*Édouard*). Pas de paix durable sans la barrière du Rhin, 366.
Dubrulle (*Paul*). Mon régiment dans la fournaise de Verdun et dans la bataille de la Somme, 360.
Dupont (*Marcel*). En campagne. L'attente. Impressions d'un officier de légère, 1915-1917, 361.
Étévé (lieutenant *Marcel*). Lettres d'un combattant, août 1914-juillet 1916, 362.
Fribourg (*André*). Croire. Histoire d'un soldat, 140.
Gonnet (*Jean*). Les carnets d'un officier, 1909-1914, 141.
Guides Michelin pour la visite des champs de bataille. Champs de bataille de la Marne. II. Les marais de Saint-Gond, 142.
Henriot (*Émile*). Carnet d'un dragon dans les tranchées, 359.
Le Goffic (*Charles*). Steenstraete, 10 novembre 1914-20 janvier 1915, 364.
— La guerre qui passe, 365.
Lichnovsky (le prince). Mémoire; texte et commentaire, 356.
Malleterre (général). Le soldat français, 139.
— Les campagnes de 1915, 360.
Pages actuelles, 1914-1918, nos 115-116, 358.
Pages d'histoire, 1914-1917, nos 144-145, 358.
Roux (*Marie de*). Le défaitisme et les manœuvres pro-allemandes, 1914-1917, 366.
Ruffin (*Henry*) et *Tudescq* (*André*). Notre camarade Tommy. Offensives anglaises de janvier à juin 1917, 361.
Tudescq (*André*). Voir *Ruffin* (*Henry*).
Vallotton (*Benjamin*). Les loups, 365.
Y. L'odyssée d'un transport torpillé, 141.
Zwendelaar (*A.*). Principes de guerre, 357.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

Below (*G. von*). Der deutsche Staat des Mittelalters. I. Die allgemeinen Fragen, 343.
Brocher (*Jules*). Voir *Ilg* (*Paul*).
Froelich (*Jules*). Le délire pangermanique, 145.
Gaultier (*Paul*). La barbarie allemande, 144.

Helmer (*Paul-Albert*). Les menaces allemandes contre la Hollande, 367.
Ily (*Paul*). L'homme fort, trad. de l'allemand par *Jules Brocher*, 353.
Keen (*Edith*). Seven years at the Prussian Court, 124.
Recollections of a royal governess, 126.
Wetterlé (abbé *E.*). Les coulisses du Reichstag, 145.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

Accioly (*Hildebrando*). A questão da Alsacia-Lorena e o proximo Congresso da paz, 367.
Album Zislin. Dessins de guerre, 3e fascicule, 368.
Brentano (*Lujo*). Elsæsser Erinnerungen, 370.
Florent-Matter. L'Alsace-Lorraine pendant la guerre. Les Alsaciens-Lorrains contre l'Allemagne, 371.
Friedel (*V. H.*). Voix d'Alsace et de Lorraine, 373.
Frœhlich (*Jules*). L'esprit alsacien, 374.
Hænggi (*Karl*). Zur wirtschaftlichen Seite der Elsass-Lothringischen Frage, 148.
Hoche (*Jules*). En Alsace reconquise, 148.
Inviolable (l') serment, 1er mars 1871-1er mars 1918, 368.
J. R. Wohin gehört Elsass-Lothringen? Zu Frankreich, 147.
Lienhard (*Frédéric*). Wohin gehört Elsass-Lothringen? Zu Deutschland, 147.
Reuss (*Rod.*). La question de l'Alsace-Lorraine, 378.
Schæfer (*Dietrich*). Das Reichsland, 369.
Vallotton (*Benjamin*). L'effort alsacien-lorrain, 373.
Wagner (*Charles*). Souvenirs d'un écolier alsacien de 1860 à 1866, 374.
Whitney-Warren. La question d'Alsace-Lorraine, 374.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

Carton de Wiart (*H.*). La politique de l'honneur, 135.
Dans la geôle bruxelloise, 136.
Des Ombiaux (*Maurice*). Un royaume en exil, 135.
Jörgensen (*Johannes*). Dans l'extrême Belgique, 135.
Van der Essen (*Léon*). Petite histoire de l'invasion et de l'occupation allemandes en Belgique, 136.

HISTOIRE DU DANEMARK.

Coussange (*J. de*). Voir *Hansen* (*H.-P.*).
Hansen (*H.-P.*) et *Möller* (*J.-C.*). La question du Slesvig, trad. par *J. de Coussange*, 375.
Möller (*J.-C.*). Voir *Hansen* (*H.-P.*).
Verrier (*Paul*). Le Slesvig, 375.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Brown (*George Dobbin*). An essay towards a bibliography of the published writings and addresses of Woodrow Wilson, 1910-1917, 153.
Davenport (*Frances Gardiner*). European treaties bearing on the history of the United States and its dependencies to 1648, 378.
Edwards (*G. W.*). New York as an eighteenth century municipality, 1731-1776, 149.
Ferri-Pisani. L'intérêt et l'idéal des États-Unis dans la guerre mondiale, 151.
Gittinger (*Roy*). The formation of the state of Oklahoma, 379.
Halévy (*Daniel*). Le Président Wilson; étude sur la démocratie américaine, 378.
Mills (*F. C.*). Contemporary theories of unemployment and of unemployment relief, 152.
Mitchell (*Julia Post*). Saint-Jean de Crèvecœur, 376.
Peterson (*A. E.*). New York as an eighteenth century municipality. Prior to 1731, 149.
Schalk de La Faverie (*A.*). Napoléon et l'Amérique, 150.
Schlesinger (*Arthur Meier*). The colonial merchants and the american Revolution, 1763-1776, 376.
Siegfried (*André*). Deux mois en Amérique du Nord, 153.
Zollmann (*Carl*). American civil Church law, 152.

HISTOIRE DE FRANCE.

Aigrain (abbé *René*). Sainte Radegonde, vers 520-589, 340.
Barrey (*Ph.*). Le Havre maritime, du XVIe au XVIIIe siècle, 143.
Blum (*Edgard*). Les maréchaux de France, 380.
Boissonnade (*P.*). Les relations entre l'Aquitaine, le Poitou et l'Irlande, du Ve au IXe siècle, 380.
Dimier (*Louis*). Descartes, 347.
Durandy (*Dominique*). Mon pays; villages et paysages de la Riviera, 387.
Études lexoviennes. T. I, 384.
Fage (*René*). Un procès romanesque devant la chambre de l'Arsenal, 142.
Jullian (*Camille*). Les leçons de notre histoire et la paix de demain, 379.

La Chesnais (*P.-G.*). Le traité de Francfort, 354.
Laskine (*Edmond*). La démocratie française et le Rhin, 366.
Leroux (*Alfred*). La colonie germanique de Bordeaux. T. I, 381.
Martineau (*A.*). Les origines de Mahé de Malabar, 349.
Mathiez (*Albert*). La monarchie et la politique nationale, 386.
Meurgey (*Jacques*). Étude sur les armoiries de la ville de Tournus, 143.
Mercier (*René*). Nancy bombardée, 363.
Meuriot (*Paul*). Le recensement de l'an II, 382.
Pasquier (*F.*). Mise en interdit de la ville de Narbonne, 1426-1427, 380.
— Tentatives d'empoisonnement de Louis XI en 1474, 381.
Reinach (*Joseph*). La vie politique de Léon Gambetta, 382.
Vianey (*Joseph*). Saint François Régis, 1597-1610, apôtre du Vivarais et du Velay, 383.
Voinovitch (comte *Louis de*). La monarchie française dans l'Adriatique. Histoire des relations de la France avec la République de Raguse, 1667-1789, 157.
Witkowski (Dr *G. J.*). Comment j'ai appris l'histoire de France. Petits moyens mnémotechniques. Les Bourbons : Henri IV, 142.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

Bagwell (*Richard*). Ireland under the Stuarts and during the Interregnum. T. III : 1660-1690, 112.
Barbour (*Violet*). Henry Bennet earl of Arlington, secretary of state to Charles II, 112.
Bond (*Frederick Bligh*). The gate of remembrance. The story of the psychological experiment which resulted in the discovery of the Edgar chapel at Glastonbury, 156.
Brown (*G. Baldwin*). The arts in early England. T. I-IV, 94.
Cambridge (the) history of english literature. T. XIII et XIV, 154.
Cazamian (*Louis*). La Grande-Bretagne et la guerre, 114.
Coulton (*G. G.*). Social life in Britain from the Conquest to the Reformation, 122.
Fortescue (*J. W.*). A history of the British army. Vol. III : 1811-1812, 113.
Gray (*Howard Levi*). English field system, 95.
Guyot (*Édouard*). L'Angleterre ; sa politique intérieure, 114.
Gwynn (*John*). Voir Liber Ardmachanus.
Howorth (Sir *Henry H.*). The golden days of the early english church, 597-735, 96.
Jackman (*W. T.*). The development of transportation in modern England, 112.
Jeudwine (*J. W.*). Tort, crime and police in mediæval Britain, 100.
Keith (*Arthur Berriedale*). Imperial unity and the Dominions, 116.
Klein (*Arthur Jay*). Intolerance in the reign of Elizabeth, queen of England, 105.
Legg (*J. Wickham*). Studies in church history, 156.
Levett (*A. Elizabeth*). The Black death, 103.
Liber Ardmachanus, éd. par *John Gwynn*, 92.
Little (*A. G.*). Studies in english franciscan history, 102.
Mondaini (*Gennaro*). Storia coloniale dell' epoca contemporanea. Parte I : La colonizzazione inglese, 115.
Pearce (*E. H.*). The monks of Westminster, 98.
Pease (*Theodore Calvin*). The Leveller movement, 110.
Peel (*Albert*). The seconde parte of a register, 106.
Petrie (*W. M. Flinders*). Neglected British history, 154.
Pollen (*John Hungerford*). The institution of the archpriest Blackwell, 108.
Pollard (*A. J.*). The Commonwealth at war, 132.
Powell (*Chilton Latham*). English domestic relations, 1487-1653, 123.
Seebohm (*F.*). The teaching of history and the use of local illustrations, 153.
Tout (*T. F.*). A mediæval burglary, 99.
— The english civil service in the fourteenth century, 100.
Usher (*Roland G.*). A critical study of the historical method of Samuel Rawson Gardiner, 108.
Willis (*Dorothy*). The estate book of Henry de Bray of Harleston, co. Norhants, 1289-1340, 101.

HISTOIRE DE GRÈCE.

Vaucher (*Robert*). Constantin détrôné ; les événements de Grèce, février-août 1917, 141.

HISTOIRE DE L'INDE.

Smith (*Vincent A.*). Akbar the Great Mogul, 1542-1605, 120.

HISTOIRE D'ITALIE.

Diehl (*Charles*). Une république patricienne : Venise, 327.
Fotheringham (*J. K.*) et *Williams*

(*L. F. R.*). Marco Sanudo, conqueror of the Arcipelago, 321.
Williams (*L. F. R.*). Voir *Fotheringham* (*J. K.*).

HISTOIRE DE L'ORIENT BYZANTIN.

Actes de l'Athos. V. Actes de Chilandar, 2e partie; Actes slaves, publ. par *B. Korablev*, 299.
Bréhier (*Louis*). Normal relations between Rome and the Church of the East before the schism of the eleventh century, 328.
— Un discours inédit de Psellos, 332.
Diehl (*Ch.*). Dans l'Orient byzantin, 334.
— Une vie de saint de l'époque des empereurs iconoclastes, 321.
Dragoumis. Χρονικῶν Μωρέως ἱκτορικὰ καὶ τοπωνύμικα, 303.
Duchesne (Mgr). Les protégés de Théodora, 312.
Ebersolt (*Jean*). Sceaux byzantins du musée de Constantinople, 306.
Ephraem (*S.*) *Syri*. Opera, édit. par *S. J. Mercati*, 302.
Gibbons (*H. A.*). The foundation of the ottoman empire, 1300-1403, 323.
Guldencrone (baronne *Diane de*), née *de Gobineau*. L'Italie byzantine, 400-1050, 327.
Jorga (*Nic.*). Notes et extraits pour servir à l'histoire des Croisades au xve siècle. 4e et 5e séries, 1453-1500, 304.
Korablev (*B.*). Voir Actes de l'Athos.
Koulakovsky (*Julien*). Istoria Vizantii. T. III : 602-717, 312.
Loparev. Vies grecques des saints des viiie et ixe siècles. I. Vies contemporaines, 299.
Marin (abbé). Saint Nicolas, évêque de Myre, 329.
Maspero (*Jean*). Organisation militaire de l'Égypte byzantine, 316.
— Græco arabica, 326.
Mercati (*S. J.*). Voir *S. Ephraem Syri*.
Michon (*É.*). Rebords de bassins chrétiens ornés de reliefs, 332.
Millet (*Gabriel*). L'ancien art serbe, 335.
— L'École grecque dans l'architecture byzantine, 334.
— Recherches sur l'iconographie de l'Évangile aux xive-xvie siècles, 334.
— Monuments byzantins de Mistra, 334.
Montelatici (*Giovanni*). Storia della letteratura byzantina, 324-1453, 331.
Ouspensky (*Th. I.*). Une ancienne forteresse à l'embouchure du Tchorok, 328.
— Fouilles à Trébizonde, 333.
Schlumberger (*Gustave*). Sceaux byzantins inédits. 6e série, 305.
— Récits de Byzance et des Croisades, 311.
— Un empereur de Byzance à Paris et à Londres, 326.
— Voyage dans les Abruzzes et les Pouilles, mai 1914, 328.
Veniero (*Alessandro*). Paolo Silenziario; studio sulla letteratura bizantina del vi secolo, 330.

HISTOIRE DE RUSSIE.

Fall (the) of the Romanoffs. How the ex-empress and Rasputine caused the russian Revolution, 178.
Russian Court memoirs, 1914-1916, 128.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

MALO (Henri). Le corsaire François Thurot et l'expédition de Carrickfergus en Irlande, 1759-1760 20

MATHOREZ (J.). Les Arméniens en France du XIIe au XVIIIe siècle. 1

REINACH (Joseph). L'offensive de la Somme, juillet-novembre 1916 . . . . . 46, 209

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BARRAS. Mémoire justificatif. Fragments publiés par DONEY-LACHAMBAUDIE. I. L'assassinat de Petitval . . . 66

HALPHEN (Louis). Études critiques sur l'histoire de Charlemagne. IV. Le Moine de Saint-Gall. 260

RODOCANACHI (E.). La police secrète autrichienne et les Français dans les provinces lombardo-vénitiennes de 1815 à 1819 85

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire byzantine. Publications des années 1914-1915, par L. BRÉHIER 299

Histoire de Grande-Bretagne, par Charles BÉMONT. . 92

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

AIGRAIN (abbé René). Sainte Radegonde (**P. Boissonnade**). 340

BELOW (G. VON). Der deutsche Staat des Mittelalters, Bd. I (**Marc Bloch**) 343

CARTON DE WIART (H.). La politique de l'honneur (**E. Castelot**) 135

COULTON (G. G.). Social life in Britain from the Conquest to the Reformation (**Ch. Bémont**) 122

Dans la geôle bruxelloise (**E. Castelot**) 136

DES OMBIAUX (Maurice). Un royaume en exil (**Id.**) . . . 135

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1918.]

Pages

DIMIER (Louis). Descartes (**Louis Villat**) 347

Fall (the) of the Romanoffs (**R. de Kérallain**). 128

GERNET (Louis). Recherches sur le développement de la pensée juridique et morale en Grèce : étude sémantique (**G. Glotz**) 336

JOERGENSEN (Johannes). Dans l'extrême Belgique (**E. Castelot**) 135

KEEN (Edith). Seven years at the Prussian court (**R. de Kérallain**) 124

MARTINEAU (A.). Les origines de Mahé de Malabar (**J. Tramond**). 349

NAUMANN (Friedrich). L'Europe centrale (**E. Castelot**). . 130

POLLARD (A. J.). The Commonwealth at war (**Id.**) . . . 132

POWELL (Chilton Latham). English domestic relations, 1487-1653 (**Ch. Bémont**) 123

Recollections of a royal governess (**R. de Kérallain**) . . 126

Russian court memoirs, 1914-1916 (**Id.**) 128

SMITH (Vincent A.). Akbar the Great Mogul, 1542-1605 (**P. Masson-Oursel**) 120

VAN DER ESSEN (Léon). Petite histoire de l'invasion et de l'occupation allemandes en Belgique (**E. Castelot**). 136

ZEILLER (Jacques). Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'Empire romain (**Ch. Guignebert**). 117

ID. Paganus, étude de terminologie historique (**Id.**) . . . 120

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (Ch. DARTIGUE, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD) 144, 367

Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER, J. RÉGNÉ) . . 147, 367

Histoire de France (Ch. BÉMONT, Ch. DARTIGUE, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, J. RÉGNÉ, L. VILLAT) . 142, 379

Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT). 153

Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Ch. DARTIGUE, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD). 139, 356

Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT, D. PASQUET) . . 149, 376

Histoire du Danemark (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER). . . 375

Histoire d'Orient (DINTCHITCH) 157

Histoire générale (E. CASTELOT, A. LALANDE, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, M. ROTHSCHILD) 137, 353

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

ESPAGNE.

Pages
1. Butleti de la Biblioteca de Catalunya. 174
2. Estudis universitaris Catalans 175

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the) 176
2. Nation (the) 178

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. 408
2. Académie des sciences morales et politiques 173, 409
3. Annales de Bretagne 409
4. Annales de géographie. 162, 392
5. Annales du Midi 410
6. Annales révolutionnaires 159
7. Bibliographe moderne (le) 162
8. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français. 160
9. Bulletin italien 392
10. Comité des travaux historiques et scientifiques . . . 160
11. Correspondant (le) 165, 398
12. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus . 167, 401
13. Grande Revue (la) 402
14. Journal des savants. 162, 392
15. Mémoires de l'Académie de Vaucluse 410
16. Mercure de France 168, 403
17. Polybiblion 163, 393
18. Révolution française (la) 161, 388
19. Revue africaine 411
20. Revue archéologique 395
21. Revue critique d'histoire et de littérature 163, 395
22. Revue de l'Anjou 411
23. Revue de l'histoire des colonies françaises. 389
24. Revue de l'histoire des religions 389
25. Revue de Paris (la) 169, 407
26. Revue de Saintonge et d'Aunis. 412
27. Revue des Deux Mondes 171, 404
28. Revue des études anciennes. 390
29. Revue des études historiques 391
30. Revue des études napoléoniennes 391

Pages
31. Revue des sciences politiques 397
32. Revue générale du droit 398
33. Revue historique de Bordeaux 174, 412
34. Revue savoisienne (la). 174, 413

GRANDE-BRETAGNE.

1. English historical Review (the). 179
2. History 181
3. Quarterly Review 182
4. Transactions of the r. historical Society. 182

ITALIE.

1. Atti e Memorie della r. Deputazione di Romagna . . 183
2. Nuovo archivio veneto. 186
3. Nuova rivista storica 188
4. Rivista storica italiana 190

ORIENT.

1. Monde (le) slave 193
2. Nation (la) tchèque 195

SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse 196
2. Indicateur d'histoire suisse 198
3. Jahrbuch für schweizerische Geschichte. 200

CHRONIQUE.

Allemagne 418
Danemark 418
États-Unis 419
France 202, 414
Italie 419
Pays-Bas 206, 420
Pologne 206, 420

ERRATA 208, 420

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 421

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

D
1
R6
t.127-128

Revue historique

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY